

MEMORIÆ SEMPITERNÆ

VIRI CL. MARCI PERACHON
in Supremo Senatu Causidici, Qui post eju-
ratam sincerè hæresim in qua natus fuerat, de
Religione ac Literis bene meritus dum vive-
ret, moriens Bibliothecam Lugd. Coll. SS,
Trin. Soc. IESU annuo Censu locupletavit.

Ex Censu anni 1703-4.



MEMORIÆ SEMPITERNÆ

VIRI CL. MARCI PERACHON
in Supremo Senatu Causidici, Qui post ejur-
ratam sincerè hæresim in qua natus fuerat, de
Religione ac Literis bene meritus dum vive-
ret, moriens Bibliothecam Lugd. Coll. SS,
Trin. Soc. IESU annuo Censu locupletavit.

Ex Censu anni 1703-4.







24597

hist. 8.2 p. 878

104151





H. Goussier del. et sculp.

C. Vanmarcke sculp.

RECUEIL

Coll. Lucq. St. Trin. DES Soc. J. 1703.

TRAITEZ DE PAIX,

DE TREVE, DE NEUTRALITE',

DE CONFEDERATION,

D'ALLIANCE, ET DE COMMERCE,

FAITS PAR

LES ROIS DE FRANCE,

AVEC TOUS LES PRINCES,

ET POTENTATS DE L'EUROPE,

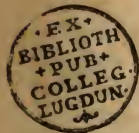
ET AUTRES,

DEPUIS PRES DE TROIS SIECLES.

EN SIX TOMES. +

*Assemblé, mis en ordre, & imprimé par FREDERIC LEONARD,
Premier Imprimeur du Roi, & de Monseigneur le Dauphin.*

TOME PREMIER.



A PARIS,

M. DC. XCIII.

AVEC PRIVILEGE DU ROI.

RECEIVED

THEATRE

OF THE

ROYAL

ACADEMY

OF MUSIC

AND

DRAMA

OF THE

ROYAL

ACADEMY

OF MUSIC

AND

DRAMA

OF THE

ROYAL

ACADEMY

OF MUSIC

AND

DRAMA

OF THE

ROYAL

ACADEMY





A U R O I

S I R E,



QUOIQUE né à Bruxelles, je me suis fait François par élection, & suis devenu par inclination sujet de VÔTRE MAJESTÉ. Il y a vint-cinq ans que j'ai l'honneur d'être son Imprimeur ordinaire, & il y en a cinquante, que j'exerce ma profession dans la capitale de son Empire. Je n'ai rien oublié pour rendre belles & correctes les impressions des Auteurs anciens, qui ont été faites pour les études de Monseigneur Le Dauphin; heureux d'avoir contribué en quelque sorte à l'éducation d'un si grand Prince: & depuis, m'étant appliqué à ramasser tous les Traitez, que les Rois vos predecesseurs ont

A U R O I

faits avec tous les Princes de l'Europe , depuis environ trois siècles, j'en ai recouvré près de neuf-cens , qui font six volumes in quarto. A qui pouvois-je offrir un ouvrage de cette importance , qu'à VÔTRE MAJESTÉ , puisque tous ces Traitez sont autant de monumens de la sagesse & de la valeur de ses Ancestres ; & que la plus grande & la meilleure partie m'a été communiquée par ses ordres , & par le secours de ses Ministres & de ses Ambassadeurs.

J'ose assurer V. M. SIRE , que cet ouvrage sera utile à tout le monde , aux Souverains , à leurs Ministres , & à ceux qui veulent savoir la verité des points essentiels de l'Histoire. En lisant les Traitez , qui ont été faits depuis cinquante ans , que VÔTRE MAJESTÉ regne si glorieusement ; tous les Souverains de l'Europe , & peut-être du Monde entier , apprendront par quels degrez vous êtes devenu la terreur de vos Ennemis , & les delices de votre peuple. Ils y apprendront , que pour être toujours heureux , il faut qu'un Roi eleve toujours sa raison au dessus de sa puissance ; & qu'il joigne la justice à la politique , & la clemence à la victoire. Enfin les Ministres & les Ambassadeurs y apprendront la science de negocier , qui pour conserver & agrandir un Etat , n'est pas moins necessaire que la science de combattre. Je laisse ces paralleles aux Orateurs , & suis avec un tres-profond respect ,

S I R E ,

DE VOTRE MAJESTÉ,

Le tres-humble , tres-obéissant , & tres-fidele
sujet & serviteur ,

FREDERIC LEONARD.

DISTRIBUTION DES SIX VOLUMES
DE CE RECUEIL
LE PREMIER VOLUME CONTIENT

L'Épître au Roi.

L'Avertissement de l'Imprimeur au Lecteur sur la cause de ce Recueil, & sur l'ordre tenu dans l'impression.

Les *Observations historiques & politiques sur les Traitez des Princes*: Avec ceux, qui ont été faits dans le quinzième siècle, sous le regne des Rois Charles VII. Louis XI. Charles VIII. & Louis XII. par ordre cronologique, sans distinction d'Etats, depuis le fameux Traité d'Arras de mille quatre-cens trente-cinq.

Une Addition de quelques Traitez du même siècle, trouvez depuis l'impression de ce Volume.

Et la Table pour les trouver.

Le second Volume contient,

Les Traitez faits dans le seizième siècle, sous le regne des Rois Louis XII. François I. Henri II. François II. Charles IX. Henri III. & Henri IV. par ordre cronologique, sans distinction de Roïaumes, ni d'Etats.

Et la Table pour les trouver.

Dans les Volumes suivans les Traitez & les Actes n'ont point de chiffres courans, mais on les trouvera de suite, comme ils sont marquez dans les Tables de chaque Volume.

Le troisieme Volume contient,

Les Traitez faits dans le dix-septième siècle courant, sous le regne des Rois Henri IV. Louis XIII. & Louis XIV, avec l'Empereur, les Princes & Etats d'Allemagne, les Villes Han-

featiques , la Lorraine , Sedan , Raucourt , & Bouillon ;
distinguez par Etats , & chaque Etat par ordre cronologi-
que.

Une Addition faite aux Traitez d'Allemagne, depuis l'im-
pression de ce Volume.

Et la Table pour les trouver.

Le quatrieme Volume contient ,

Les Traitez faits , tant avec les Suisses & les Grisons depuis
mille quatre-cens quarante-quatre, jusques à present, qu'avec
la Savoie, le Piémont, l'Italie, l'Espagne, & le Portugal, pen-
dant le siècle courant, divisez par Etats, & chaque Etat par
ordre cronologique.

Et la Table pour les trouver.

Le Tome cinquieme contient ,

Les Traitez faits pendant ce siècle avec l'Angleterre , la
Hollande , le Dannemark, la Suede , la Moscovie, la Pologne ,
& la Transilvanie, & ceux qui ont été faits en Asie, en Afrique,
& en Amerique, divisez par Etats, & par ordre cronologique.

Et la Table pour les trouver.

Le Tome sixieme contient ,

Des Declarations de guerre , & des Traitez d'Alliance
faits entre plusieurs Princes & Etats de l'Empire contre la
France, avec plusieurs Actes & Memoires qui ont servi à faire
les Traitez de Paix, & autres,

Et un Recueil de tous les Arrests de la Chambre Roïale
établie à Metz, du Parlement de Besançon , & du Conseil
Souverain d'Alsace , pour la réunion des dépendances des
Trois Evêchez de Metz, Toul, & Verdun, & autres lieux, en
conséquence des Traitez de Paix de Munster, des Pirenées,
d'Aix-la-Chapelle, de Nimégue, & de la Treve faite avec
l'Empereur, l'Empire, & l'Espagne, à Ratisbonne, en mille six-
cens quatre-vint quatre.

Et la Table pour les trouver.

AVERTISSEMENT

DE LA CAUSE ET DE L'ORDRE TENU
dans l'impression de ce Recueil.

J'AVOIS imprimé ci-devant, par ordre de Messieurs les Ministres, les Traitez d'Aix-la-Chapelle & de Nimegue. J'ai encore imprimé depuis, le Recüil de tous les Arrests de la Chambre Roiale, établie à Metz; ceux du Parlement de Besançon, & ceux du Conseil Souverain d'Alsace, pour la réunion des dépendances des Trois Evêchez de Metz, Toul, & Verdun, & autres lieux, en conséquence des Traitez de Paix de Munster, des Pirenées, d'Aix la-Chapelle, de Nimegue, & de la Treve faite avec l'Empereur, l'Empire, & l'Espagne, à Ratisbonne en 1684. & l'on m'a encore chargé de quelques autres Traitez tout imprimez, que j'ai mis dans ce Recüil. J'ai crü rendre service au public, si j'y joignois tous les Traitez faits pendant le siecle courant, à commencer par celui de Vervins de 1598. qui est le premier fait par la Maison Roiale de Bourbon avec celle d'Autriche, depuis que Philippe II. Roi d'Espagne se fut mis en tête de parvenir à la monarchie universelle. Je les ai recherchez avec soin, & à mesure que j'en ai recouvré, je les ai imprimez de diférens caracteres: soit pour en mettre plusieurs dans une même feuille, lorsqu'ils étoient courts; soit pour remplir la feuille, lorsqu'ils étoient longs, afin de n'avoir point de pages blanches dans les volumes: ce qui m'a empêché de mettre des chiffres courans au haut des pages pour trouver les matiéres, & m'a obligé d'arranger lesdits Traitez par Etats, & par ordre cronologique, pour les trouver de suite dans les Volumes, comme ils sont marquez dans chaque Table.

Ce Recüil composoit quatre Volumes in quarto, mais aiant examiné le Traité de Vervins, j'ai trouvé qu'il étoit relatif au Traité de Câteau-Cambresis de 1559. & celui de Câteau-Cambresis à celui de Crespy de 1544. & celui de Crespy, à celui de Madrid de 1526 & aiant considéré, que les plus grands demeslezz que la France ait eûs avec ses voisins, sont ceux qu'elle a eûs avec la Maison d'Autriche, depuis qu'elle a recüeilli la succession de la

A V E R T I S S E M E N T.

Maison de Bourgogne , par le mariage de Maximilien I. Roi des Romains , avec Marie , fille unique & heritiere de Charles, dernier Duc de Bourgogne: il m'a semblé que je ne pouvois commencer ce Recüeil par une plus belle époque , que par le fameux TRAITE' D'ARRAS de 1435. entre le Roi Charles VII. & Philippe le Bon, Duc de Bourgogne, auquel les premiers Traitez avec la Maison d'Autriche sont relatifs.

Pour trouver ces anciens Traitez , j'ai eü besoin des ordres du Roi, du secours de Messieurs ses Ministres, & ses Ambassadeurs, & de plusieurs particuliers, lesquels m'ont communiqué près de trois-cens Traitez , faits par la France avec divers Princes & Etats de l'Europe , pendant le quinziesme & le seiziesme siecle , depuis la Paix d'Arras. J'en ai composé les deux premiers volumes de mon Recüeil; je les ai imprimez de suite par ordre cronologique, sans distinction de Roïaumes, ni d'Etats: on les trouvera par renvoi aux chiffres marquez dans les Tables de ces deux premiers volumes. Le memoire de la distribution des six Volumes marque celui dans lequel on trouvera les Traitez faits avec chaque Roiaume ou Etat, pendant le siecle courant.

Quelque soin & quelque application que j'aie aporté à n'ometre aucun traité, je ne doute pas qu'il ne m'en manque plusieurs. Je supplie donc les Lecteurs de me vouloir communiquer ceux qui me seront échapez. Le public, & moi en particulier, leur serons obligez, s'ils contribuent à augmenter ce Recüeil de pieces curieuses & necessaires à l'Histoire , desquelles on fera une addition.

T A B L E

DU CONTENU DANS LE PREMIER
tome du Recueil des Traitez faits sous le regne des
Rois Charles VII. Louis XI. Charles VIII. &
Louis XII. pendant le quinzieme siecle , avec
pluseurs Princes & Etats de l'Europe depuis le Traité
d'Arras de 1435.

EPI TRE au Roi.

Avertissement de l'Imprimeur au Lecteur.

Observations historiques & politiques sur les Traitez des Princes.

*Traité de paix entre le Roi Charles VII. & Philippe le Bon , Duc
de Bourgogne , fait à Arras en l'Abbaye de Saint-Vaast, le 21.
de septembre 1435. Page.*

Bourgogne.
1435. 21. septembre.

*Protestation & declaration faite par le Duc de Bourgogne en présence
des Ambassadeurs de France, qu'il n'entendoit avoir compris dans
le Traité d'Arras, René, Duc d'Anjou & de Bar, son prisonnier;
à Arras le 21. de septembre 1435.*

21. septembre.

*Confirmation du Traité d'Arras donnée par le Concile de Basle, le 5.
novembre 1435.*

5. novembre.

*Lettres de confirmation par le Roi Louis Dauphin, depuis Roi Louis XI.
du traité conclu à Arras le 21. septembre 1435, données à Bruxelles,
où le Dauphin s'étoit retiré du vivant de son pere Charles VII.*

*Traité entre le Roi Charles VII. & Jacques premier Roi d'Ecosse, pour
le mariage de Marguerite sa fille avec Louis Dauphin , fait à
Chinon le 28. d'octobre 1428. & consommé à Tours le 25. juin 1436.
le Dauphin n'ayant pas 14. ans.*

Ecosse.
1436. 25. juin.

*Commission du Roi Charles VII. au Chancelier, & autres, pour
comparoir devant l'Evêque Diocésain, sur le défaut d'âge de
Monsieur le Dauphin, pour obtenir dispense. A Bourges le 3. juin
1436.*

3. juin

*Commission du Roi Charles VII. à son fils Louis Dauphin, de com-
paraître devant l'Archevêque de Tours, & contracter mariage. A
Bourges le 3. juin 1436.*

3. juin

*Dispense d'âge octroyée par l'Archevêque de Tours, pour le mariage
de Louis Dauphin. A Tours le 13. juin 1436.*

3. juin.

TABLE.

Bourgogne. 1438. 13. octobre.	Contrat de mariage entre Charles, Comte de Charolois, fils de Philippe le Bon, Duc de Bourgogne, avec Madame Catherine de France, fille du Roi Charles VII. & de Marie d'Anjou, l'assé à Blois le 30. de septembre. & ratifié le 30. d'octobre 1438.	31
Savoie. 1445. 3. mars.	Traité entre Louis Daupin, & Louis, Duc de Savoie, touchant les Comtez de Valentinois & Diois, & l'hommage de Faucigny. A Baionne 13. mars 1445.	36
Avril.	Ratification du susdit traité par le Roi Charles VII. son pere, à Chinon au mois d'avril 1445.	40
Angleterre. 1446. 15. decembre.	Traité entre le Roi Charles VII. & Henri VII. Roi d'Angleterre, fait entre Mante & Meulan, le 15. decembre 1446.	41
Bourgogne. 1448. 18. janvier.	Lettres du Roi Charles VII. par lesquelles il accorde à Philippe le Bon, Duc de Bourgogne, la permission de prendre le titre, par la grace de Dieu. Données à Tours le 28. janvier 1448.	44
Bretagne. 1449. 26. juin.	Traité de confederation entre le Roi Charles VII. & le Duc Bretagne contre les Anglois, fait au Roche-trenche près de Lion le 17. juin 1449.	45
1450. 30. juin.	Lettres de confirmation du Roi Charles VII. données au Duc de Bretagne, touchant la permission des offices de Normandie, du 30. juin 1450.	47
Savoie. 1451. 14. fevrier.	Contrat de mariage de Louis Daupin, avec Charlotte de Savoie, fait à Geneve le 14. fevrier 1451.	49
Bourgogne. 1454. 28. juin.	Dispense donnée par le Pape Nicolas V. pour le mariage entre Charles, Comte de Charolois, & Isabelle de Bourbon. A Rome le 28. juin 1454.	55
Danemarck. 1456. 27. mai.	Traité de confederation & alliance entre le Roi Charles VII. & Christierne I. Roi de Danemarck. A Cologne le 27. mai 1456.	56

SOUS LE REGNE DE LOUIS XI.

Aragon. 1462. 3. mai.	Traité de paix & alliance entre le Roi Louis XI. & Jean d'Aragon. A Sauveterre le 3. mai 1462.	58
Liege & Bouillon. 1465. juillet.	Ratification par le Roi Louis XI. du traité d'alliance & de ligue, fait avec ceux du pais de Liege, Bouillon, &c. pour faire la guerre aux Ducs de Bourgogne & de Bourbon, & Comte de Charolois, à Paris en juillet 1465.	60
Bourgogne & ligue du Bien-public. 1465. 5. octobre.	Traité de paix entre le Roi Louis XI. d'une part, & Charles, de Charolois, & les Princes liguez sous le nom du Bien-public, d'autre. A Conflans près de Paris le 5. octobre 1465.	64

TABLE.

<i>Traité fait entre les mêmes Princes à Saint Maur des Fosses près de Paris, le 29. octobre 1465.</i>	68	Bourgogne & Princes liguez.
<i>Protestation du Roi Louis XI. en sa Cour de Parlement de Paris, contre les traitez de Conflans & de Saint Maur, faite en octobre 1465.</i>	74	29. octobre. Bourgogne & Princes liguez.
<i>Alliance faite entre le Roi Louis XI. & le Duc de Bretagne, à Caën le 23. decembre 1465.</i>	75	Bretagne. 1465. 23. decembre.
<i>Traité de mariage de Charles, Duc de Bourgogne, & Marguerite, fille d'Edouard IV. Roi d'Angleterre. A Bruxelles le 16. fevrier 1467.</i>	76	Anglet. & Bourgogne. 1467. 16. fevrier.
<i>Ratification du Duc de Bretagne de la Paix d'Amiens, faite avec le Roi Louis XI. à Nantes le 17 septembre 1468.</i>	82	Bretagne. 1468. 17. septembre.
<i>Ratification faite par le Roi Louis XI. du traité de paix fait à Amiens avec le Duc de Bretagne, à Compiègne le 18. septembre 1468.</i>	87	Bretagne. 1468. 18. septembre.
<i>Traité de paix entre le Roi Louis XI. & Charles, Duc de Bourgogne, fait à Peronne le 14. octobre 1468. ratifié par le Roi à Amboise le 24. de mai suivant.</i>	69	Bourgogne. 1468. 14 octobre
<i>Les traitez de Louis XI. & des autres Rois de France avec les Suisses. On a jugé à propos de les mettre tous de suite dans le siècle 1600. après les traitez avec la Lorraine.</i>		Suisse. Nota,
<i>Declaration du Roi Louis XI. du traité fait à Peronne avec Charles dernier Duc de Bourgogne, donnée à Amboise le 3. decembre 1470.</i>	108	Bourgogne. 1470. 3. decembre
<i>Pouvoir donné par Charles, Duc de Bourgogne à Claude de Dinseville, pour avec les commissaires du Roi aviser à l'exécution de la treve ci devant faite entre eux, à Abbeville le 28. juin 1471.</i>	113.	Bourgogne. 1471. 28. juin.
<i>Letres de Jean, Roi d'Aragon & de Sicile, par lesquelles il declare, consent, & veut être compris avec son fils Ferdinand Roi de Sicile, dans la treve faite par Charles, Duc de Bourgogne leur allié, avec le Roi de France Louis XI. à Saragosse le 10. aoust 1471.</i>	115	Aragon & Bourgogne. 1471. 10. aoust.
<i>Traité entre le Roi Louis XI. & Charles, Duc de Bourgogne, par lequel ils confirment les traitez d'Arras, Conflans, & Peronne, &c. fait au Château de Crotot. le 3. octobre 1471.</i>	116	Bourgogne. 1471. 3. octobre.
<i>Ratification faite par le Roi Louis XI. de la prolongation de la treve conclue en son nom, par ses commissaires, avec ceux de Charles, Duc de Bourgogne. A Senlis le 1. de mars 1471.</i>		Bourgogne. 1473. 1. mars.

TABLE.

Angleterre. 1475. 29. aoust.	Traité en forme de compromis, & double entre les Rois de France & d'Angleterre, par lequel ils conviennent d'arbitres, fait au Camp près d'Amiens le 29. aoust 1475.	125
Angleterre. 1475. 29. aoust.	Compromis entre le Roi Louis XI. & Edouard IV. Roi d'Angleterre, par lequel ils conviennent d'arbitres pour terminer leurs différends, à le 29. aoust 1475.	126
Angleterre. 1475. 29. aoust.	Treuve pour sept ans conclue à Amiens entre le Roi Louis XI. & Edouard IV. Roi d'Angleterre, le 29. aoust 1475.	129
Angleterre. 1475. 29. aoust.	Promesse du Roi Louis XI. à Edouard IV. Roi d'Angleterre, de faire épouser au Dauphin son fils la Princesse Elisabeth, fille aînée d'Edouard; où la Princesse Marie, son autre fille, en cas qu'Elisabeth vienne à mourir avant le mariage accompli. A Amiens le 29. aoust 1475.	130
Bourgogne. 1475. 13. septembre.	Traité ou trêves marchandes faites pour neuf ans entre le Roi Louis XI. & Charles dernier Duc de Bourgogne, à Soleure le 13. septembre 1475.	134
Bourgogne. 1475. 13. septembre.	Copie des lettres du Roi Louis XI. par lesquelles il explique un article de la trêve faite pour neuf ans entre lui & le Duc de Bourgogne, concernant la Sardaigne, le Roussillon, & le Comté de Ferrette. A Soissons le 13. septembre 1475.	142
Castille. 1475. 23. septembre.	Confirmation & renouvellement des traités entre la France & le royaume de Castille, à Paris le 23. septembre 1475.	143
Bretagne. 1475. 9. octobre.	Traité de paix fait entre le Roi Louis XI. & le Duc de Bretagne, à Notre-Dame de la Victoire près de Senlis, le 9. octobre 1475.	165
Bretagne. 1475. 16. octobre.	Pour le traité de paix de Senlis entre le Roi Louis XI. & le Duc de Bretagne, à la Victoire les-Senlis, le 16. d'octobre 1475.	169
Bretagne. 1475. 16. octobre.	Promesse du Roi Louis XI. au Duc de Bretagne, de le maintenir en ses libertez, donnée à Notre-Dame de la Victoire près de Senlis, le 16. octobre 1475.	170
Bretagne. 1475. 25. novembre.	Main-levée aux sujets du Roi Louis XI. & du Duc de Bretagne par la paix faite entre eux, donnée au Plessis-lès-Tours, le 25. novembre 1475.	170
L'Empire. 1475. 31. decembre.	Confédération entre l'Empereur Frederic, & Louis XI. Roi de France, confirmant tous les Traitez faits entre l'Empereur & la France, depuis le tems de S. Charles Empereur, du 31. decembre 1475; ratifiée à Paris le 17. avril suivant	171
L'Empire. 1475. 31. decembre.	Traité d'alliance fait entre l'Empereur Frederic & les Electeurs, d'une part; & le Roi Louis XI. d'autre; contre Charles, Duc de Bourgogne. A Andernach le 31. decembre 1475.	173

TABLE.

<i>Declaration faite par l'Empereur Frederic, touchant l'alliance du Roi Louis XI. avec les Suisses, contre le Duc de Bourgogne, à Andernach le 31. decembre 1475.</i>	175	L'Empereur. 1475. 31. decembre.
<i>Traité fait entre le Roi Louis XI. & Edouard IV. Roi d'Angleterre pendant la treve, touchant le commerce & la liberte des marchands allans & venans d'un royaume à l'autre. Au Plessis-lès Tours le 8. janvier 1475.</i>	176	Angleterre. 1475. 8. janvier.
<i>Alliance faite entre l'Empereur, les Electeurs de l'Empire, & le Roi Louis XI. contre le Duc de Bourgogne, à Cologne le 25. mars 1475.</i>	183	L'Empire contre Bourgogne. 1475. 25. mars.
<i>Don fait au Roi Louis XI. par Marguerite, Reine d'Angleterre, des droits qui lui apartiennent es duchez d'Anjou, de Lorraine, & de Bar, & au comté de Provence. A Bourges le 7. mars 1475.</i>	184	Don d'Anjou, &c. 1475. 7. mars.
<i>Projet de mariage entre Charles Dauphin, fils du Roi Louis XI. & Marie de Bourgogne, heritiere des Pais-bas, en 1475.</i>	188	Bourgogne. 1475.
<i>Traité de paix & de ligue entre le Roi Louis XI. & Galeas, Duc de Milan, fait à Tours le 9. aoust 1476.</i>	189	Milan. 1476. 9. aoust.
<i>Ratification du Duc & des Etats de Bretagne assemblez à Redon le 23. aoust 1476. du traité de paix fait à Senlis entre le Roi Louis XI. & le Duc François de Bretagne.</i>	197	Bretagne. 1476. 23. aoust.
<i>Confirmation du traité de paix entre le Roi & le Duc de Bretagne, fait à Senlis le 9. octobre 1475. avec les éclaircissemens, modifications, & declarations conuenues, en cet acte. Au Plessis-lès-Tours le 20. decembre 1476.</i>	200	Bretagne. 1476. 20. decembre.
<i>Autre éclaircissement sur ledit traité de Bretagne.</i>	202	Bretagne.
<i>Alliance entre l'Empereur Frederic & Louis XI. Roi de France, contre le Comte Palatin, faite à Paris le 17. avril 1476.</i>	204	L'Empereur & la France contre le Palatin. 1476. 17. avril.
<i>Acte du traité de paix fait entre le Roi Louis XI. & le Duc de Bretagne, à Arras le 27. juillet 1477.</i>	205	Bretagne. 1477. 27. juillet.
<i>Traité de mariage entre Maximilien d'Autriche, & Marie de Bourgogne, heritiere des Pais-bas, passé à Gand le 18. aoust 1477.</i>	208	Autriche & Bourgogne. 1477. 18. aoust.
<i>Treve accordée entre le Roi Louis XI. & le Duc d'Autriche, à Lens en Artois le 18. septembre 1477.</i>	210	Autriche. 1477. 18. septembre.
<i>Traité de paix & alliance perpetuelle entre le Roi Louis XI. & la Seigneurie de Venise, du 9. janvier 1477. auquel est aussi comprise la Seigneurie & Communauté de Florence.</i>	211	Venise & Florence. 1477. 9. janvier.
<i>Traité d'alliance & de ligue entre le Roi Louis XI. & Philippe de Savoie, Comte de Bugey & de Bresse, à Bourg le 14. aoust</i>		Savoie. 1478. 13. aoust.

TABLE.

Angleterre. 1478. 13. fevrier.	1478. & signé par le Roi le 13. septembre audit an. Traité de treve entre le Roi Louis XI. & Edouard IV. Roi d'Angleterre, pour leur vie, & pour cent ans après la mort de l'un ou de l'autre. A Londres le 13. fevrier. 1478.	214 217
Angleterre. idem.	Obligation passée devant notaire par le Roi Louis XI. de paier, pendant lesdites cent années, cinquante mille écus par an au Roi d'Angleterre.	211
Bezançon. 1479. 8. juillet.	Letres de ratification de l'accord fait par le Sieur de Chaumont, Comte de Brienne, Gouverneur de Bourgogne & Champagne, pour & nom du Roi, avec la ville de Bezançon, suivant lequel le Roi entre en partage avec la ville des droits de justice & de gabelle, pour en jouir ainsi qu'avoient fait les Ducs Philippe & Charles de Bourgogne. A Nemours le 8. juillet 1479.	227
France & Castille. 1479. 10 janvier.	Deux traiteꝝ faits à Saint Jean du Luz le 9. octobre 1478. entre le Roi Louis XI. & Ferdinand & Isabelle, Roi & Reine de Castille: l'un principalement pour la revocation de l'alliance dudit Roi de Castille, avec Maximilien, Duc d'Autriche & sa femme; & l'autre pour le renouvellement & confirmation de quatre anciens traiteꝝ, qui y sont infereꝝ, l'un de Vailladolid du septieme decembre 1408. l'autre de Madrid du 29. janvier 1435. le troisieme de Cordoue du 10. juillet 1455. & le quatrieme encore de Cordoue, du 19. juin 1479. le tout ratifié par lesdits Ferdinand & Isabelle, au Monastere de Guadaloupe le 10. janvier 1479. sous la formalité de la clause de la foi & hommage, & serment de les garder & observer.	230
Angleterre. 1480. 9. juillet.	Commission pour faire le procès à Maitre Charles de Martigny, Evêque d'Elne, pour avoir outrepassé son pouvoir dans le traité fait à Londres le 13. de fevrier 1478.	263
Don des ducheꝝ de Bar & de Lorraine, & des comtez de Provence & de Piémont. 1680. 19 octobre.	Seconde cession & transport fait au Roi Louis XI. & à ses hoirs & nians cause, par Marguerite, Reine d'Angleterre, veuve du Roi Henri VI. & seconde fille de René. Roi de Sicile, & d'Isabelle, Duchesse de Lorraine, des droits qui lui pouvoient lors appartenir, ou apartiendroient au futur, es ducheꝝ de Bar & de Lorraine, au Marquisat du Pont à Mousson, & es comtez de Provence, Forcalquier, & du Piémont: & ce en consideration de ce qu'elle étoit cousine-germaine dudit Roi Louis, & des grands bienfaits & entretenemens qu'elle avoit reçus de lui. A Angers, le 19. octobre 1680.	264

Extrait

TABLE

<i>Extrait du testament de Charles d'Anjou, Roi de Sicile, & Comte de Provence, du 10. decembre 1481. tiré des archives du Roi en Provence, dans un registre des testamens des Rois de Sicile & Comtes de Provence.</i>	267	Anjou. 1480. 10. decembre.
<i>Extrait d'un Codicile en date de l'an 1481. 11. de decembre, où la clause que dessus est repetée.</i>	268	Anjou. 1481. 11. decembre.
<i>Autres extraits d'un second Codicile dudit testateur, des mêmes jour & an que dessus.</i>	269	Anjou.
<i>Scellé du Comte de Bresse au Roi Louis XI. pour le gouvernement de Piémont. A Lion le 12. de mai 1482.</i>	270	Piémont. 1482. 12. mai
<i>Traité de paix entre le Roi Louis XI. d'une part; & Maximilien, Duc d'Autriche, & ses enfans, d'autre part. A Arras le 23. de decembre 1482.</i>	270	Autriche. 1482. 23. decembre.

SOUS LE REGNE DE CHARLES VIII.

<i>Commission au Cardinal de Foix, & à l'Evêque d'Alby, d'aller en Foix, pour accommoder le différend sur la pretention de Jean de Foix, Vicomte de Narbonne, à la comté de Foix, Bigorre, &c. contre Caterine, Reine de Navarre, sa nièce. A Montargis le 1. jour d'octobre. 1484.</i>	290	Foix & Navarre. 1484. 1. octobre.
<i>Articles de François Duc de Bretagne, apportez au Roi Charles VIII. par Monsieur de Vienne, par lesquels il offre au Roi de renouveler les traites faits avec lui, s'il le juge nécessaire pour son service. 1484.</i>	293	Bretagne. 1484.
<i>Traité entre le Roi Charles VIII. & les Seigneurs & Etats de Bretagne, pour la confirmation de leurs privilèges. A Montargis le 22. octobre 1484.</i>	293	Bretagne. 1484. 22. d'octobre.
<i>Promesse de divers Seigneurs de Bretagne faite au Roi Charles VIII. de le reconnoître pour souverain, après le décès du Duc François, à condition d'être maintenus en tous leurs droits, libertez, & franchises. A Nantes le 8. d'octobre 1484.</i>	295	Bretagne. 1484. 28. d'octobre.
<i>Letres d'amitié, confederation, & alliance entre Pierre, seigneur de Beaujeu, & sa femme Anne de France, & ceux des Trois Membres de Flandre. A Montargis le 25. d'octobre 1484.</i>	296	Flandre. 1484. 25. d'octobre.
<i>Lettre de Charles VIII. Roi de France à Maximilien, Duc d'Autriche, par laquelle, il lui declare, que par l'avis qu'il a eû, qu'il s'achoit de s'emparer du pais & des villes appartenans à Philippe,</i>		Autriche & Flandre. 1484. 27. decembre.

T A B L E.

	<i>Comte de Flandre, pour avoir la gardénoble de ce Prince, il s'est uni d'amitié & confederation avec lui, contre tous ceux qui voudroient entreprendre sur sa personne, & ses pais: & en même tems le somme de remettre les choses en l'état qu'elles étoient avant la surprise faite de la ville de Tenremonde. A Montargis le 27. decembre 1484.</i>	298
Savoie. 1484. 28. janvier.	<i>Letres du Roi Charles VIII. par lesquelles il veut, que Fâques de Sarvoie, Sieur de Romont, Marie de Luxembour sa femme, & François de Luxembour, sœur de Marie, soient compris au traité d'Arras de 1482. A Melun le 28. janvier 1484.</i>	301
Flandre. 1484. 5. fevrier.	<i>Letres de Charles VIII. Roi de France, par lesquelles il reçoit comme souverain seigneur les Flamands en son amitié, & promet de les aider & assister envers & contre tous. A Paris le 5. fevrier 1484.</i>	304
Autriche, Bourgogne. 1484. 26. fevrier.	<i>Traité entre le Roi Charles VIII. & Philippe d'Autriche, Duc de Bourgogne, Comte de Flandre, &c. A Gand le 26. fevrier 1484</i>	305
Bretagne. 1485. 2. novembre.	<i>Traité de paix entre le Roi Charles VIII. & le Duc de Bretagne, fait à Bourges, & ratifié par le Duc à Nantes le 9. aoust; & par le Roi à Bourges, le 2. novembre 1485.</i>	309
Angleterre. 1485. 1. decembre.	<i>Placard portant, que la treve a été accordée entre le Roi & le Roi d'Angleterre, à commencer le 17. decembre 1485. du 1. decembre 1485.</i>	312
Portugal. 1485. 7. janvier.	<i>Traité d'alliance entre les Rois de France & de Portugal, fait à Mont-Major le 7. de janvier 1485.</i>	312
Savoie. 1487. 16. fevrier.	<i>Contrat de mariage de Monsieur d'Angoulesme, pere du Roi François I. & de Dame Louise, sa femme, fille de Monsieur Philippe de Savoie, & de feu Madame Marguerite de Bourbon. A Paris le 16. fevrier 1487.</i>	313
Bretagne. 1488. 20. aoust.	<i>Traité de paix entre le Roi Charles VIII. & le Duc de Bretagne. A Sablé le 20. aoust 1488.</i>	318
Autriche. 1489. 22. juillet.	<i>Traité de paix entre le Roi Charles VIII. & Maximilien Roi des Romains, à Francfort le 22. juillet 1489.</i>	321
Autriche. 1489. 22. juillet.	<i>Double de la confirmation d'iceux articles faite par le Roi des Romains, tant en son nom, que pour son fils l'Archiduc. A Francfort le 22. juillet 1489.</i>	325
Autriche & Flandre. 1489. 1. d'octobre.	<i>Traité de paix entre le Roi des Romains, & l'Archiduc Philippe, son fils, d'une part; & ceux du pais de Flandre, d'autre,</i>	

TABLE.

par l'entremise du Roi Charles VIII. souverain de Flandre. Au Montil-lés-Tours le 1. d'octobre 1489.	326	
Procuracion de Maximilien Roi des Romains, pour traiter du mariage d'entre lui & Anne, Duchesse de Bretagne. Donnée à Inspruck le 2. mars 1489.	331	Autriche & Bretagne 1489. 20. mars.
Traité de ligue entre Henri VIII. Roi d'Angleterre; Maximilien Roi des Romains; & l'Archiduc Philippe, son fils, contre le Roi Charles VIII. à Oking le 11. de septembre 1490.	332	Autriche & Angleterre contre la France. 1490. 11. septembre
Traité de paix entre le Roi Charles VIII. & la Duchesse Anne de Bretagne, fait au Fauxbourg de Rennes le 15. novembre 1491.	335	Bretagne. 1491. 15. novembre.
Traité de mariage entre le Roi Charles VIII. & Anne, Duchesse de Bretagne. A Langeas le 13. de decembre 1491.	340	Bretagne. Mariage. 1491. 13. decembre.
Ligue de la Reine Anne, Louis, Duc d'Orleans, Pierre & Anne, Duc & Duchesse de Bourbon, pour le service du Roi. A Paris le 5. juillet 1492.	343	Bretagne. 1492. 5. juillet.
Traité de paix entre le Roi Charles VIII. & Henri VII. Roi d'Angleterre, fait à Eslaples le 3. novembre 1492.	344	Angleterre. 1492. 3. novembre
Traité de paix entre le Roi Charles VIII. d'une part; & Maximilien I. Roi des Romains, & son fils Philippe, Archiduc d'Autriche, d'autre, A Senlis le 23. mai 1493.	354	Autriche. Paix de Senlis. 1493. 23. mai.
Promesse de Philippe de Bourgogne, Seigneur de Beures, d'entretenir la Paix de Senlis, & d'assister le Roi de France, en cas qu'il y soit contrevenu par le Roi des Romains, & l'Archiduc, son fils, A Malines le 20. aoust 1493.	360	Autriche. 1493. 20. aoust.
Douze autres promesses de différentes villes & seigneuries, pour entretenir la Paix de Senlis, du 25. aoust 1493.	369	Autriche. 1493. 25. aoust.
Promesse de la ville d'Ipre d'entretenir la Paix de Senlis, & d'assister le Roi de France, en cas qu'il y soit contrevenu par le Roi des Romains, & l'Archiduc, son fils, en aoust 1493.	370	Autriche. 1493. aoust.
Traité entre le Roi Charles VIII. d'une part; & Ferdinand & Isabelle, Rois de Castille & d'Aragon, d'autre. A Barcelone le 19. janvier 1493.	391	Castille & Aragon. 1493. 19. janvier.
Lettre des Consuls de Perpignan à Madame de Bourbon, lui mandant qu'ils veulent demeurer sujets du Roi, & ne se point rendre au Roi d'Espagne, du 4. juin 1493.	382	Castille & Aragon. 1493. 4. juin.
Lettre du Vicomte de Rodes à Madame de Bourbon, par laquelle il lui mande, que ceux de la ville de Perpignan veulent de.		Castille & Aragon. 1493. 4. juin.

TABLE.

	<i>meurer sujets du Roi, & qu'ils ne se rendront au Roi d'Espagne, que par force, du 4. juin 1493.</i>	383
Castille & Aragon. 1493. 7. juillet.	<i>Ordre du Roi à Monsieur le Duc de Bourbon, de remettre la ville de Perpignan au Roi de Castille, & le décharge de ladite place. A Paris le 7. juillet 1493.</i>	383
Autriche. 1493. 12. juin.	<i>Acte de delivrance de Marguerite d'Autriche entre les mains des Ambassadeurs du Roi des Romains, & de l'Archiduc: & la renonciation de cette Princesse, au mariage d'entre elle & le Roi Charles VIII. A Venduile Diocèse de Cambrai, le 12. juin 1493.</i>	384
Le Pape. 1494. janvier.	<i>Traité entre le Roi Charles VIII. & le Pape Alexandre VI. A Rome le janvier 1494.</i>	388
Milan. 1495. 10. octobre.	<i>Traité de paix, union, & bonne amitié entre Charles VIII. Roi de France, de Sicile, & de Jerusalem, & Louis Marie Sforce, Duc de Milan, du 10. d'octobre 1495.</i>	389
Milan. 1495. 18. octobre.	<i>Lettre du Duc de Bourbon au sujet du traité de paix avec le Duc de Milan. A Moulins le 18. d'octobre 1495.</i>	394
Angleterre. 1497. 24. mai.	<i>Traité de paix & de commerce entre Charles VIII. Roi de France, & Henri VII. Roi d'Angleterre. A Boulogne le 24. mai 1497.</i>	394

SOUS LE REGNE DE LOUIS XII.

Danemarc. 1498. 8. juillet.	T <i>raité de paix & d'alliance entre le Roi Louis XII & Jean Roi de Danemarc & de Suede, par la mediation de Jacques, Roi d'Ecosse. A le 8. juillet 1498.</i>	399
Autriche. 1498. 2. aoust.	<i>Traité entre le Roi Louis XII. & Philippe, Archiduc d'Autriche, pour les foi & hommage dûs au Roi pour les comtez de Flandre & d'Artois. A Paris le 2. aoust 1498.</i>	404
Castille & Aragon. 1498. 5. aoust.	<i>Traité de paix, de confederation, & d'alliance entre Louis XII. Roi de France, & Ferdinand & Isabelle, Roi & Reine de Castille & d'Aragon. Au Monastere des Celestins près Marcouffy, le 5. aoust 1498.</i>	407
France. Mariage. 1498. 12. decembre.	<i>Sentence de dissolution du mariage du Roi Louis XII. avec Madame Jeanne de France, fille du Roi Louis XI. du 12. de decembre 1498.</i>	415
Bretagne. 1498. 7. janvier.	<i>Contrat de mariage du Roi Louis XII. avec Madame Anne de Bretagne, veuve du Roi Charles VIII. A Nantes le 7. janvier 1498.</i>	416

TABLE.

<i>Memoire touchant les Traitez d'Arras de 1482 de Francfort de 1489. & de Senlis de 1493. inferéz dans ce volume. & qui servent beaucoup d'éclaircissement à l'histoire, au sujet du mariage de Charles Daupin, avec Marguerite d'Autriche; de Maximilien Roi des Romains, avec Anne, Duchesse de Bretagne; & de ladite Anne, avec le Roi Charles VIII., & depuis avec le Roi Louis XII.</i>	418	Autriche & Bretagne. 1498.
<i>Traité de paix & d'alliance entre le Roi Louis XII. & les Vénitiens. Fait à Blois le 15. avril 1499.</i>	419	Venise. 1499. 15. avril.
<i>Traité entre le Roi Louis XII. & Philibert, Duc de Savoie. A Geneve le 13. mai 1499.</i>	422	Savoie. 1499. 13. mai.
<i>Procès verbal de l'hommage fait par Philippe, Archiduc d'Autriche, à Louis XII. Roi de France, pour les Comtez de Flandre, Artois, & Charolois. A Arras le 5. juillet 1499.</i>	425	Autriche, hommage de Flandre. 1499. 5. juillet.
<i>L'acte fait par les Milanois devant le Cardinal d'Amboise, le 17. avril 1500. sur le pardon pareux requis à cause de leur rebellion, contre Louis XII. Roi de France, Duc de Milan, &c.</i>	430	Milan. 1500. 17. Avril,
<i>Traité d'alliance contre le Turc, entre le Roi Louis XII. Vladislas Roi d'Hongrie & de Boheme; & Jean-Albert, Roi de Pologne. A Bude le 14. juillet 1500.</i>	436	Contre le Turc. 1500. 14. juillet.
<i>Traité de paix, de confederation, & d'alliance entre le Roi Louis XII. & Ferdinand, & Isabelle, Roi & Reine de Castille & d'Aragon, ratifié par lesdits Roi & Reine de Castille. A Grenade, le 11. novembre 1500.</i>	443	Castille & Aragon. 1500. 11. novembre.

A D D I T I O N

AU SIECLE MILLE CINQ CENS DES TRAITEZ
recouvrez depuis l'impression faite.

<i>Contrat de mariage de Madame Yoland de France, fille du Roi Charles VII. avec le Prince Amé de Savoie, qui fut depuis Duc, dit Amé IX, A Tours le 16. août 1436.</i>	451	Savoie. 1436. 16. août.
<i>Traité de Harcourt fait entre les François & les Anglois, par les deputez de Charles d'Anjou, Comte du Maine, pour le Duc Jean d'Alençon, & pour lui d'une part; & les deputez du Comte de Dorset, Gouverneur pour le Roi d'Angleterre es pais d'Anjou & du Maine, de l'autre. Conclu le 20. de decembre 1438.</i>	457	Angleterre. 1438. 20. decembre

T A B L E.

Gennes.
1444. juillet.

Letres d'abolition generale octroyées par le Roi Charles VII. à ceux de Gennes, se remettant sous son obeissance. Données à Tours en juillet 1444. 461

Bourgogne.
1456. juillet.

Traité fait par le Duc de Bourgogne avec le Roi Charles VII. pour Monseigneur le Dauphin, depuis Roi Louis XI, qui s'étoit retiré sur ses terres, en 1456. 463
Contrat de mariage de Louis, Duc d'Orleans, depuis Roi XII. du nom, avec Madame Jeanne de France, fille du Roi Louis XI. A Jargeau le 28. d'octobre 1473. 467

Extrait du Privilege du Roi.

PAR Privilege du Roi donné à Saint-Germain en Laie, le dix-huitieme d'aoust 1678. Signé, J U N Q U I E R E S : Il est permis à Frederic Leonard, Imprimeur ordinaire du Roi, & de Monseigneur le Dauphin, d'imprimer seul en tel volume & caractère qu'il aviera bon être, un **R E C U I L** par lui fait de tous les Traitez de Paix, de Treve, de Neutralité, Confederation, Alliance, Commerce, & Contrats de mariage, avec & entre les Princes & Etats Etrangers, en latin, en françois, & autres langues, pendant le tems & espace de vint années, à compter du jour que la premiere impression aura été achevée : Avec défenses à tous Imprimeurs, Libraires, & autres personnes, de quelque qualité & condition qu'ils soient, d'imprimer, vendre, ou debiter aucuns desdits Traitez d'autre impression que de la sienne, à peine de trois mille livres d'amende, confiscation des exemplaires, &c. comme il est plus au long contenu dans ledit Privilege.



OBSERVATIONS

1

OBSERVATIONS

HISTORIQUES ET POLITIQUES

SUR LES TRAITEZ

DES PRINCES,

Par M^R AMELOT DE LA HOUSSAIE.

IL y a si peu de gens, qui sachent bien à quoi sert la lecture ou l'étude des Traitez, qui se font entre les Princes, qu'il est besoin d'en dire ici quelque chose, avant que de parler des Traitez mêmes, pour desabuser tous ceux qui croient, que cete sorte d'étude n'est necessaire, qu'aux Ministres, aux Secretaires, & aux Conseillers d'Etat, ou qu'aux Ambassadeurs, aux Plenipotentiaires, & enfin à ceux qui aspirent au maniment des affaires publiques, lesquels sont toujours en tres-petit nombre dans les Monarchies, où tout dépend du choix & de la volonté du Prince. Mais si la science de faire des Traitez a peu de disciples, parce que c'est un métier, qui, à cause de son importance, & des dificultez qui s'y rencontrent, ne convient qu'à des personnes d'un génie superieur, d'une prudence exquise, & d'une longue experience; ce n'est pas à dire, que ceux, qui ne sont pas capables de négocier eux-mêmes, ou qui n'ont point de part au Gouvernement, ne puissent employer utilement leur tems à lire des Traitez de paix, & des

A



Memoires d'Ambassadeurs. Car il y a mille choses dans l'Histoire, où l'on n'entend rien, faute d'avoir connoissance des Traitez, sur lesquels elles sont fondées : & beaucoup d'Historiens raisonnent en l'air sur les différends des Princes, à faute d'être informez des conventions, des capitulations, & des transactions, que ces Princes ont faites entr'eux. Or comme l'Histoire fait la principale occupation de la plupart des gens du monde, de quelque profession qu'ils soient, de robe, ou d'épée ; il faut conclure, que la lecture & l'intelligence des Traitez des Princes leur est absolument nécessaire, pour entendre divers points d'histoire, qui ne sont pas suffisamment débrouillez par les historiens, & pour discerner de quel côté est le bon droit dans les querelles, que les Princes ont tous les jours ensemble au sujet de leurs Traitez. Car bien que ceux-ci sachent donner le sens qu'ils veulent aux articles, auxquels ils contreviennent, (sur quoi Maurice, Electeur de Saxe, reprochoit à Charles-quin, qu'il avoit cru traiter avec un Empereur, & non pas avec un Légiste) les personnes de bon entendement ne laissent pas de découvrir la mauvaise foi du Prince, qui manque à sa parole, en conférant la glose, ou l'interprétation, avec le texte de l'article litigieux. C'en est assez dit sur les Traitez en général ; il faut parler maintenant du Recueil, que l'on donne au public.

1435.

L commence par la PAIX D'ARRAS, conclüe entre Charles VII. Roi de France, & Philippe-le-bon, Duc de Bourgogne. Jamais Paix ne fut traitée avec tant de cérémonie, ni par tant d'Ambassadeurs & de Députez. Le Pape

Eugene IV. & le Concile de Bâle y avoient chacun un Légat pour médiateurs, & les deux Légats étoient assistez de plusieurs Evêques. Pour Charles VII. s'y trouverent le Duc de Bourbon, le Connétable, le Grand-Maître, & le Chancelier de France, avec le Premier-Président de Paris, & dix ou douze Conseillers du Parlement; pour le Roi d'Angleterre, un Cardinal, un Archevêque, trois Evêques, deux Comtes, & quantité de Gentilshommes & de Docteurs, pour le Duc de Bourgogne, les Evêques de Liège, de Cambrai, & d'Arras; le Chancelier Rolin, le Duc de Gueldre, les Comtes d'Étampes, de Saint-Pol, de Ligny, de Vaudemont, de Nevers, de Nassau, de Montfort, de Meugue, &c. Les Ducs de Bretagne & de Bar y avoient aussi leurs Ambassadeurs, & les Villes de Flandre, de Brabant, & de Hollande, leurs Députez. Enfin, il fût de dire, que les Fouriers marquerent les logis pour neuf à dix mille chevaux.*

* Histoire de Charles V II. de Jean Chartier,

Quant au Traité, il est à remarquer, que les Anglois n'ayant pas voulu se contenter de la Guienne & de la Normandie, que Charles VII. leur offroit, à la charge de lui en faire hommage, le Duc de Bourgogne se détacha d'eux, & fit la paix séparément avec la France; ce qui porta malheur aux Anglois; *car abandonnez de cete Maison de Bourgogne*, dit Comines*, *ils perdirent Paris* (en 1436.) *& puis petit à petit tout ce qu'ils tenoient dans le Royaume.* Tant il importe de mettre Dieu & la raison de son côté, comme fit Charles en cete rencontre; & de n'exiger pas trop de ceux, qui, pour avoir la paix, cedent amiablement une partie de ce qui leur appartient justement.

* Chapitre 7. de ses Memoires.

Des trente-un articles de ce Traité, dont plusieurs n'ordonnent que des fondations de chapelles, de messes, & de prières pour le repos de l'ame du Duc Jean de Bourgogne, tué à Montereau-faut-yonne, il n'y en a qu'un, dont il soit besoin de parler ici: c'est celui du délaissement & engagement des villes, terres, & seigneuries assises sur la rivière de Somme, à condition de les pouvoir racheter. Et ce fut à l'occasion de ce rachat, que commencerent les brouilleries & les guerres entre Louis XI. & Charles de Bourgogne; qui trouva tres-mauvais, que son pere eût rendu

ces villes, qui lui tenoient lieu de récompense de plusieurs services rendus à la Couronne ; & que Louis se fût si fort hâté de les racheter.

J'avoie que quelques-unes des conditions de cete Paix étoient dures ; & que Charles VII. avoit acordé au Duc Philippe plus qu'il ne devoit : mais si l'on considère le miserable état , auquel une longue & cruelle guerre avoit réduit le Roiaume , & les bons éfets , que produisit cete Paix , qui détrôna les Anglois , on conviendra qu'elle étoit avantageuse ^a, & que si l'on eût chicané davantage ,

^a Cete Paix , dit Jean de Saint-Gelais , fut plus profitable pour le Roi , qu'honorable. Toutefois , selon le tems , il étoit necessité de faire ainsi ; car par ce moyen les Anglois commencerent à diminuer de forces , de faveur , & d'amis. *Histoire de Louis XII.*

le Roi couroit risque de perdre tout , dautant que le Bourguignon n'auroit pas manqué de renoier avec l'Anglois. Dans les grans dangers *il meglio guasta il bene*, dit le proverbe italien ; trop de prudence & de précaution gête tout. Le Cardinal d'Ossat fait une excellente leçon aux negociateurs publics , quand il se moque de la haute sapience , & generosité extraordinaire de ces gens inflexibles , qui voulant faire aller les affaires à leur mode , prolongent & empirent les maux , au lieu d'y remedier. Nous les prions „ de nous excuser , dit il , si au lieu de leurs paroles magnifiques & braves , nous avons mieux aimé la substance & „ la verité , & la réalité du salut & de la grandeur du Roi , „ & de la Couronne de France , laquelle pourra beaucoup „ mieux se défendre de toute usurpation contre qui que ce „ soit , & maintenir ses prerogatives & prééminences , quand „ elle sera remise & renforcée , qu'elle n'eût fait , si sous de „ beaux mots & specieux , elle se fût opiniâtrément laissé „ consumer & fondre , étant necessaire , pour braver avec „ éfet & avec dignité , premièrement d'être & de vivre , „ puis d'avoir santé , force , & vigueur. * Par exemple : si les Penipotentiaires de Charles VII. n'eüssent pas voulu passer à ceux du Duc le dernier article , qui porte , que le Roi , pour assurance de l'observation & de l'accomplissement entier du Traite , donneroit les fiefz des Princes de son Sang , des Grans du Roiaume , & des principales villes ; & qu'en cas de contra-

* Dans la première lettre du second livre.

Sur les Traitez des Princes.

vention, ces Princes & Seigneurs seroient absous du serment de fidelité envers le Roi, & obligez de servir le Duc contre lui : il n'eût falû que cela, pour tout rompre. Car les Bourguignons auroient pris de là sujet de soupçonner, qu'on auroit eû dessein de les tromper ; étant l'ordinaire des inférieurs, ou des plus foibles, de se défier de la foi des supérieurs, ou des plus forts. Ainsi, quoique cet article blessât la Majesté roiale, en ce qu'il n'appartient point aux sujets de répondre de la foi de leur Prince, qui au contraire est le dépositaire & le garant de la foi publique ; ni d'être les arbitres de leur obéissance ; le salut de l'Etat, qui est la souveraine loi, ne permettoit pas alors de s'arrêter, par une vaine délicatesse, à cete formalité. Ce traité fut confirmé quinze jours après sa conclusion, par le Concile de Bâle, qui en avoit été le principal promoteur ; & Louis, Dauphin de Viennois, le ratifia en 1456. à Bruxelles, où il s'étoit retiré tout nouvellement, pour se metre à couvert de l'indignation du Roi son père, prométant au Duc Philippe, son oncle, de l'entretenir & garder ponctuellement, tandis qu'il seroit Dauphin, & d'en donner ses lettres patentes en forme dûë & valable, quand il seroit parvenu à la Couronne *. Charles VII. qui, selon Gaguin *, n'atendoit qu'une occasion, pour rompre ce Traité avec quelque aparence de justice, menaça plusieurs fois Philippe de recommencer la guerre, s'il ne lui renvoyoit son fils : mais Philippe, dont les affaires étoient en tres.bon état, lui ayant enfin répondu, comme par un défi, qu'il ne s'agissoit plus que de savoir, si le Roi vouloit tenir & garder la Paix d'Arras, ou non ; la querelle ne passa pas plus avant, le Conseil du Roi n'ayant pas jugé à propos, qu'il s'embarquât dans une nouvelle guerre, sur la fin de ses jours. Voilà comme Charles VII. & Philippe-le-bon traitèrent ensemble, voions maintenant, comment Louis XI. & le Duc Charles leurs enfans, en userent entr'eux.

Si, selon Comines, il est presque impossible, que deux grans Princes s'entraiment après s'être vus *, il ne faut pas s'étonner, que Louis & Charles, qui avoient demeuré & vécu cinq ou six ans ensemble, eussent une horrible antipathie l'un pour l'autre. Louis étoit si penetrant & si fin, qu'il ne pouvoit pas manquer de connoître Charles jusqu'au

* Voi le tome premier page 17. & suivantes.

* Livre dix de son Histoire.

* Chapitre 14. du premier livre, & 8. du second de ses Memoires.

fond de l'ame : & Charles étoit si emporté , si fougueux , & si présomptueux , qu'il eût falu que Louis ne l'eût jamais vû , pour ne le point hair. C'est-pourquoi , Louis ne balançoit point à prendre le parti du Duc Philippe contre son fils , qui le vouloit régenter : & loin de contribuer à leur reconciliation , comme le requeroit le devoir de l'hospitalité , il atifa si bien le feu , que le pere en dépit du fils redoubla son affection pour les seigneurs de Croit , ses Ministres , & leur confia d'autant plus volontiers les soins de son Etat , qu'ils étoient en bute à son fils. Et c'est ce qui a donné lieu à un Auteur Flamand * de dire , que lorsque le Dauphin de France se réfugia à la Cour du Duc de Bourgogne ; la haine , la noise , la discorde , & tous les diables , entrèrent avec lui dans cete Maison. *Hospis, non hospes fuit.*

* Jacques Meyer
dans son Histoire
de Flandre.

Quand Louis fut parvenu à la Couronne , il se souvint bien moins des bons traitemens , qu'il avoit reçus du Duc de Bourgogne , pendant son séjour en Brabant , que des sujets qu'il croïoit avoir , de n'aimer pas le Comte de Charolois , son fils. Et c'est ce qu'il fit éclater ouvertement dans l'Ambassade , dont parle Comines tout au commencement de ses Memoires. Car bien que tout ce dont il accusoit ce Comte , & le Duc de Bretagne , fût peutêtre vrai , (ce que Comines n'assure pas) il est certain , que ses plaintes partoient d'un cœur envenimé depuis long-tems ; & que si son mécontentement eût été nouveau , il auroit donné des ordres plus moderez au Chancelier de Morvillier , qui parla plutôt comme un heraut , que comme un Ambassadeur. Quoi qu'il en soit , le Roi ne tarda guère à se repentir de cete Ambassade , qui quelques mois après fit éclorre la Ligue du Bien-public , durant laquelle il eût besoin de toute sa cervelle , & de toute son adresse , pour regagner les Grans , qu'il avoit dépouillez ; & pour désunir les Princes du Sang , qui , à la reserve des Comtes d'Etampes , de Vendôme , & d'Eu , prirent , tous , les armes contre lui , sous couleur de réformer les abus du Roïaume , & de procurer le soulagement des peuples , par l'abolition des impôts , charité , qui sert toujours de masque à l'ambition des Grans ; à la vangeance des mal-contens , & à l'humeur inquiète des broüillons.

Le dessein de cete Ligue étoit de prendre Paris, pendant que le Roi étoit occupé contre le Duc & le Cardinal de Bourbon, qui avoient mis les Bourguignons dans Moulins ; & si le Duc de Berry, frère unique du Roi, & le Duc de Bretagne, fussent arrivez à tems à Saint-Denis, où étoit assigné le rendez-vous de tous les Conféderez, il est certain, qu'ils auroient pris Paris, où il y avoit tres-peu de milice, & grand nombre de personnes, qui desiroient un changement en faveur du Duc de Berry, qui avoit dans son parti toutes les créatures de Charles VII. son pere.

Comme le Comte de Charolois étoit à Lonjumeau, & son avantgarde à Montlehery, le Roi, qui avoit été averti, en Bourbonnois, du dessein du Comte & des Conféderez, arriva inopinément à Châtres, qui est à une lieue de Montlehery. L'un & l'autre furent également surpris de se rencontrer si près, & ni l'un ni l'autre ne songeoient alors à combattre, le Roi, naturellement craintif, ne voulant rien hasarder ; & le Comte, qui atendoit le Duc de Bretagne, ne trouvant pas à propos de rien entreprendre, avant qu'il fût arrivé avec ses troupes. Ainsi, le combat, qui se donna près de Montlehery, fut une rencontre plutost qu'une bataille en forme. Il n'est point de mon sujet d'examiner, qui fut le vainqueur, les Historiens en ayant jugé différemment. Comines donne la victoire au Comte, qui pensa y être tué par deux fois ; mais, selon le récit même de Comines, Mezeray a eu raison de dire, que le Roi & le Bourguignon eurent tous deux du pire, & que ni l'un, ni l'autre, n'eût l'avantage. Veritablement, le champ demeura au Comte de Charolois, qui depuis ce jour-là se crut aussi grand capitaine qu'Alexandre ; & aussi habile homme que Jules-César. Témoin la réponse fanfaronne qu'il fit, un jour, aux Ambassadeurs de France & d'Angleterre, qui lui remontoient, que leurs Maîtres n'étant pas contents de son procedé, pouroient bien se liguier ensemble contre lui : *Je donnerai cent mille écus, dit-il, pour avoir le plaisir d'estre ataqué par vos deux Rois, & celui de voir venir la queue à ce petit chien, que vous voyez sur ce buset a.* Au reste, si

^a Don Juan Vietrian dans le chapitre 20. de son Comines, lettre H. & Don Juan Antonio de Vera dans l'építome de la vie de Charles quint, qui, selon ses

raport, fit la même réponse, que le Duc Charles son bis-aïeul, au héraut qui ala lui denoncer la guerre de la part de François I. & d'Henri VIII. Roi d'Angleterre.

le Charolois gagna la bataille de Montlehery, Louis XI. eût bien sa revanche deux jours après, lorsqu'il entra dans Paris, où tout étoit perdu pour lui, si le Duc de Berry, le Duc de Bretagne, & ce Comte, y fussent entrez les premiers : car le peuple, ajoûte Comines, se fût aisément tourné de leur part, pour plusieurs raisons ; Et par conséquent toutes les villes du Roiaume à l'exemple de Paris. * De sorte que s'il n'eût pu y entrer, sa résolution étoit prise de se retirer vers les Suisses, ou dans le Milanés **, dont le Duc étoit devenu son plus grand ami *, depuis qu'il l'avoit reconnu pour legitime possesseur de ce Duché, au préjudice des justes prétentions, qu'y avoit Charles, Duc d'Orleans, du côté de Valentine Visconti, sa mère, unique héritière de Filippe-Marie, le dernier Duc de cete famille.

* Chapitre 8. de
les Memoires.

** même chapitre.

Le Commentateur Espagnol de. Comines dit, que comme en ce cas Louis auroit fait prudemment de se jeter entre les bras du Duc François Sforce, qui étoit un tres-généreux Prince, quoiqu'il fût homme de fortune, il auroit au contraire fait une grande folie de se mettre entre les mains des Suisses, qui aiment bien plus l'argent que leurs alliez. Témoin ce qu'ils firent à Charles VI II. son fils, qu'ils vouluient arêter prisonnier dans Verceil, pour une certaine paie, qu'ils prétendoient leur être due. Comines en parle dans le chapitre 11. du livre 8. de ses Memoires.

Durant la guerre de la Ligue, qui se fesoit aux portes de Paris, où les escarmouches étoient fréquentes, à cause des sorties, que les gens de guerre, qui étoient dans la ville en grand nombre, fesoient à toutes heures sur les Bourguignons, le Roi, qui desiroit la paix, & qui ne vouloit point commettre son Etat au sort d'une bataille, travailloit sagement à désunir les Princes & les Seigneurs de la Ligue, & à leur débaucher leurs serviteurs & leurs amis. Science en laquelle il étoit maître, & par laquelle il vint heureusement à bout de tous ses ennemis. Mais le fort & le capital de la négociation de la paix étoit entre lui & le Charolois, qui vouloit r'avoir les villes de Somme, que le Roi avoit rachetées du Duc Filippe, environ deux ans auparavant ; disant, que le Roi n'avoit pas dû les racheter du vivant du Duc son pere, ni de lui Comte de Charolois, qui lui avoient rendu tant de services durant son séjour en Brabant,

bant , & qui, outre toutes les dépenses faites pour lui , tandis que tout lui manquoit , l'avoient acompagné avec quatre mille chevaux jusqu'à Reims , pour assister à son sacre ; & de Reims jusqu'à Paris* , pour honorer son entrée. »

* Chapitre 117
des mêmes Mé-
moires.

» S. Gelais dit , que le Duc Filippe , pour faire distinguer ses gens à cete entrée les fit tous tondre. *Histoire de Louis XII.*

Enfin , le Roi aiant appris , que les Normans vouloient absolument avoir , comme les Bretons , un Duc , qui fust sa residence en leur païs ; & que le Duc de Bourbon , entré dans Roüen par les intrigues de la Grand'-Senechale de Normandie , avoit déjà reçu le serment des habitans au nom du Duc de Berry , qu'ils reconnoissoient pour leur Duc ; prit sagement la resolution de consentir à ce qui étoit fait , & qu'il ne pouvoit pas défaire. Pour cet effet , il se rendit à Conflans , où étoit le camp du Charolois , à qui il declara dans tous les termes les plus amiables , que , puisque les Normans avoient choisi de leur plein gré son frere , pour être leur Duc , il en demeureroit content , & qu'il en passeroit le Traité dans toutes les formes necessaires : & cela fut suivi premierement du TRAITE' apellé DE CONFLANS , & vint-quatre jours après de celui de S. Maur des Fossés » ,

1465.

» Mézeray confond ces deux Traitez en un , à cause de la proximité de la date , celui de Conflans étant du cinquieme d'octobre 1465. & l'autre du vint-neuf du même mois.

où , selon le conseil de François Sforce , Duc de Milan , il sacrifia le point-d'honneur , dont il arrive souvent aux grans Princes d'être la victime , au besoin present & pressant de ses affaires. Ce Duc aussi grand homme de cabinet que de guerre , lui avoit mandé , qu'il falloit acorder aux Princes & Seigneurs de la Ligue tout ce qu'ils lui demanderoient , lui donnant pour exemple un troussau de fleches , qui prises toutes ensemble sont tres-dificiles à rompre , mais qui se rompent facilement chacune à part.* En effet , après que le Roi eût acordé à tous ces Princes & Seigneurs tous les dons , biens , terres , & charges , qu'ils prétendoient , ils se broüillèrent entr'eux , & devinrent plus ennemis les uns des autres , qu'ils ne l'étoient auparavant de sa personne , & de son Etat. La jalousie , qui se mit d'abord entre les Ducs de

* Saint- Gelais
Histoire de Louis
XII.

Bretagne & de Calabre, au sujet de Charles de France, nouveau Duc de Normandie, que le Breton vouloit posséder tout entier, pour être l'unique arbitre de toutes les graces de ce jeune Prince, aluma la guerre en Normandie, le Duc de Calabre aiant soulevé le peuple de Rouën contre le Breton, qui fut contraint de s'enfuir dans la Basse-Normandie, dont il tenoit la pluspart des villes. Le Roi, toujours attentif à ses interets, acourut au feu, non pas pour l'éteindre, mais pour le souffler, comme l'ocasion le requeroit. Il ménagea si adroitement le Duc de Bourbon, qui jusque là avoit été tout dévoué au service de son frere, que ce Duc, qui avoit mis Charles en possession de la Normandie, se trouvant ofensé de l'ingratitude de Charles, qui lui avoit préféré le Breton, aida le Roi de son credit & de son pouvoir, à recouvrer cete Province, au démembrement de laquelle il avoit eû tant de regret. Desorte que Charles n'en fut le maître que deux mois ; & que bien loin d'être en état de demander un autre apanage, il eût besoin de se sauver en Bretagne, pour se garantir des mains d'un frere, qui ne pardonnoit jamais. Le Roi tira encore un autre avantage tres-considérable du service, que le Duc de Bourbon lui rendit en cete rencontre : c'est que ce Duc aiant été, toute sa vie, tres-etroitement uni avec la Maison de Bourgogne, & celui, qui par ses instances, avoit fait entrer Philippe-le-bon, son oncle maternel, dans la ligue du Bien-public, comme le raconte Comines * ; il perdit l'amitié de cete puissante Maison, pour avoir abandonné le Duc de Normandie, & pour s'être rangé du côté du Roi, leur ennemi commun. Ainsi, tout réussissoit au Roi, & rien à son frere, à qui il ne restoit plus rien aussi que le titre de Fils de France. Et pour comble de bonheur, Jean, Duc d'Alençon, qui s'étoit jeté dans le parti de Charles de France, & du Duc de Bretagne, fut trahi par son propre fils, le Comte du Perche, qui livra au Roi le château d'Alençon ; après quoi les Bretons furent contraints d'abandonner la ville.

Il me semble, qu'on peut bien compter encore entre les prospérités de Louis XI. la mort de Philippe-le-bon, Duc de Bourgogne, qui mourut en 1467. d'autant que le Duc Charles, son fils, n'aïant pas hérité de sa sagesse, ni de sa

prudence, Louis, qui étoit le plus fin & le plus habile Prince de son tems, avoit belle occasion de profiter des fautes & des témérités de son adverlaire, qui, selon le témoignage de Comines, avoit assez de courage, pour entreprendre toutes choses; mais n'avoit pas assez de sens & de malice, pour conduire ses entreprises. *

* Chapitre 4. du
livre 3. de ses
Mémoires.

Le Duc Charles, étant Comte de Charolois, avoit eût le chagrin de voir retourner au Roi le Duché de Normandie, dont le démembrement étoit, selon Comines, la chose du monde qu'il desiroit le plus, attendu que ce partage lui sembloit priver le Roi de la troisième partie de son Royaume *: mais étant Duc, il eût le déplaisir d'apprendre, que Charles de France & le Duc de Bretagne, ses deux principaux alliez, avoient fait leur accord particulier avec le Roi, par lequel ils renonçoient tous deux à son alliance; & Monseigneur Charles au Duché de Normandie, qui lui avoit été donné pour apanage par le Traité de Conflans; & que pour tout partage Charles se contentoit d'une pension annuelle de soixante mille livres. *

* Chapitre 154
du liv. 1.

Après que Louis eût ainsi séparé son frere & le Breton d'avec le Bourguignon, il ne douta point, qu'il ne lui fût aisé de détacher celui-ci des deux autres, qui avoient traité sans lui, s'il pouvoit une fois l'engager à une entrevûe. Il le disposa premièrement à une trêve de quelques jours, par un don de six.vints mille écus d'or, pour le dédommager des frais de son armée; puis il lui envoya le Cardinal de la Balüe & Tannegui du Chastel, pour le faire consentir à s'aboucher ensemble. L'entrevûe fut assignée à Peronne, où le Roi se rendit sans gardes, accompagné seulement du Duc de Bourbon, du Cardinal de la Balüe, du Connétable Saint-Pol, & de quelques autres seigneurs, sans longer à contre-mander les deux Ambassadeurs, qu'il avoit envoïez peu auparavant à Liège, pour soulever ce peuple féroce contre le Duc. Tandis que le Roi & le Duc traitoient amiablement de leurs affaires, ariverent les nouvelles de la révolte des Liégeois, de la prise de leur Evêque & de la ville de Tongre, & du massacre de plusieurs Chanoines de cete Eglise, & de quelques Bourguignons. Le Duc, à qui l'on n'oublia pas de dire, que tout s'étoit fait à la suscitation des

* Chapitre 54
du liv. 1.

* Chapitres 7.
de 9. du même
livre.

Ambassadeurs de France, fit fermer les portes du château de Peronne, où le Roi étoit logé, presque résolu de lui ôter la vie, s'il eût trouvé alors des gens d'humeur à le lui conseiller. * Enfin, le Roi se fût si bien aider dans ce terrible orage, où il étoit sur le point de périr comme Charles le simple, son prédécesseur, qu'il en fut quitte pour un Traité, par lequel il acordoit à son frere les Comtez de Champagne & de Brie, & consentoit d'aler avec le Duc à Liège, pour lui aider à se vanger de la révolte des Liégeois.

• Chapitre 9.

• Ibidem.

Comines a raison de dire, que ce Traité fut tres-avantageux à Louis XI. & qu'à l'égard de son frere, il lui étoit beaucoup amandé, puisqu'il étoit dit, que Monseigneur Charles renonceroit à la Duché de Normandie *, qui étoit un apanage trois fois plus grand & plus riche que la Champagne : au lieu que si le Duc eût fait venir à Peronne Charles, qui étoit alors en Bretagne, ainsi que quelques uns de son Conseil en furent d'avis *, il est certain, que tous les Princes & les Seigneurs de France auroient obtenu du Roi tout ce qu'ils auroient voulu, & qu'on l'auroit facilement réduit à la nécessité d'observer à toute rigueur l'article du Traité de Saint-Maur des Fossees, qui portoit, Que pour remédier aux desordres de l'Etat, & pour aviser & pourvoir au soulagement du peuple, à la bonne administration de la justice, & à la conservation des droits, libertez, & franchises de l'Eglise, des Nobles, & des autres vassaux & sujets, le Roi commétroit trente-six notables de son Roïaume, douze du Clergé, douze de la Noblesse, & douze de la Robe, dont les délibérations & conclusions seroient entretenues & gardées, selon leur forme & teneur, comme si lui-même en personne les avoit faites ; sans pouvoir jamais être enfreintes, ni par les Parlemens, ni par les autres Justiciers du Roïaume : enforte que si le Roi en sa Chancellerie venoit à donner lettres contraires aux ordonnances de ces trente-six, les Parlemens, Baillis, Senéchaux, & autres Officiers, ne seroient point tenus en ce cas de lui obéir. Veritablement, Louis XI. pour un Prince si fin & si prudent, fit une grande faute, de se livrer entre les mains du Duc de Bourgogne, son plus irreconciliable ennemi ; mais le Duc en fit encore

une plus grande , en lui donnant la liberté à si bon marché , tandis que la révolte des Liégeois justifioit si hautement la détention de celui , qui en étoit visiblement l'auteur , & du malheur de qui personne n'auroit été plus joieux que ses propres sujets , dont il avoit perdu l'afection. Tant il est vrai , que les hommes perdent souvent des occasions , d'où dépend leur fortune , ou leur repos , les uns à faute de les connoître ; & les autres , à faute d'en savoir profiter. En celle-ci , où la Fortune se presentoit à la porte du Duc de Bourgogne , il n'avoit qu'à vouloir ce qu'il pouvoit , pour devenir le plus heureux Prince du monde. Mais Dieu vouloit humilier les François , en leur conservant un méchant Roi ; & punir l'orgueil insupportable du Duc , qui croioit que toutes ses prospérités procédoient de son sens & de sa vertu *. *Quos enim punire vult Deus , dementat prius.*

* Chapitre 13. du livre II. & 9. de cinquième.

Au reste , ce qui arriva à Louis XI. à Peronne , où il eût la mortification d'entendre dire à ses oreilles , que le Duc avoit mis le renard en cage , montre comme Dieu se moque de la prudence des hommes , & renverse leurs desseins , lorsque le succès leur en paroît infailible. Louis avoit désiré passionnément l'entrevue de Peronne , lui semblant , que tout lui ayant réussi selon son intention , à l'égard des Princes de la Ligue , il lui seroit aisé de porter le Bourguignon à abandonner les Ducs de Normandie & de Bretagne , ainsi qu'ils venoient de l'abandonner eux-mêmes *. Cependant cete entrevue produisit un effet tout contraire , & le jeta dans un précipice , dont il ne fût jamais sorti , si Comines & quelques autres serviteurs du Duc eussent plus aimé leur maître , que leur intérêt.

* Chapitre 5. du livre II.

Le Traité de Peronne ne fut pas plus heureux , que ceux de Conflans & de Saint-Maur des Fossés , contre lesquels Louis avoit protesté dans son Parlement de Paris. »

1468.

» Louis XI. ne laissa pas de confirmer les Traitez d'Arras , de Conflans , & de Peronne , par celui qu'il fit en 1471. avec le Duc de Bourgogne au château de Cicyot. Voi la page 110. & suivantes du premier tome de ce Recueil.

Le voiage de Liège , où le Duc l'avoit mené , pour être le spectateur & l'instrument de sa vangeance sur les Liégeois ,

& où le souverain sembloit avoir fait à son vassal une espee d'amende honorable, ce voiage, dis-je, lui pesoit trop sur le cœur, pour résister à la tentation de se vanger à son tour, quand il en trouveroit l'occasion.

Au sortir de Liège, aiant demandé au Duc ce qu'il vouloit qu'il fît, au cas que son frere ne se contentât pas de la Champagne pour son partage, le Duc lui avoit répondu, qu'il fît comme il l'entendrait, pourvu qu'il son frere fût content*. Réponse, dont Louis, qui ne vouloit pas que son frere gardât la Champagne, où du jour au lendemain il pouvoit être secouru du Bourguignon, ne manqua pas de faire son profit : en sorte que, l'année suivante, il fit accepter à Monseigneur Charles la Guienne, au lieu de la Champagne, au grand déplaisir du Duc de Bourgogne, qui lui avoit procuré cet apanage pour leur sûreté commune, les deux païs étant limitrofes. En effet, cet échange leur fut fatale à tous deux : au Duc de Guienne, parce qu'il l'éloignoit de celui qui avoit le plus d'intérêt à soutenir sa fortune & sa grandeur ; au Bourguignon, parce que cet éloignement, qui rompoit leur communication, rendit le Roi plus hardi à lui déclarer la guerre, sous couleur que le Duc étendoit ses limites plus avant que le Traité de Conflans ne portoit*. Ce qui fut suivi de la prise des villes de Saint-Quentin & d'Amiens, dont la perte effraya si fort le Duc, que tout fier qu'il étoit, il envoya prier le Connétable de Saint Pol de le vouloir épargner, & de n'échauffer pas davantage cette guerre*, où le Duc de Guienne servit d'autant mieux le Roi, son frere, que desirant avec passion, d'épouser l'héritiere de Bourgogne, qui étoit le plus grand parti de l'Europe ; le Connétable lui avoit fait entendre, que le meilleur moyen pour y faire consentir le pere, étoit de l'épouvanter. Quoi qu'il en soit, si ce mariage eût réussi, les Ducs de Guienne, de Bourgogne, & de Bretagne, eussent été en état de maîtriser Louis XI. & peut-être de le ruiner entierement. Car son frere, dit Comines, eût été bien grand, si ce mariage eût été fait, & le Duc de Bretagne joint avec lui, l'Etat du Roi & de ses enfans eût été en peril*. Et c'est la seconde faute, que fit le Bourguignon, qui n'avoit qu'à donner sa fille au Duc

* Chapitre 14. du
livre 2.

* Chapitre 1. du
livre 3.

* Chapitre 2. du
livre 3.

* Chapitre 2. du
livre 3.

de Guienne ^a, pour faire repentir à jamais le Roi de la guerre qu'il venoit de recommencer.

^a C'est alors qu'il y auroit eû deux Rois en France, & que le Duc, qui y en desiroit six, auroit accompli son souhait en partie. Ibid.

Ce fut durant cete guerre ^b, que Louis XI. fit tenir les Etats à Tours, pour procéder contre le Duc de Bourgogne, comme contre un vassal deïobéissant & rebelle, pour avoir pris alliance avec Edouard Roi d'Angleterre, ennemi capital de la Couronne de France, & avoir reçu de lui l'ordre de la Jartiere; pour être venu avec des navires de guerre dans les havres & ports de Normandie, à dessëin de s'en emparer, & d'usurper la seigneurie de ce Duché; pour avoir fait saisir les deniers, danrées, & marchandises des François à la Foire d'Anvers; & pour n'avoir pas tenu ni accompli plusieurs choses, qu'il avoit solennellement promises & jurées. Et pour ces causes, il fut dit, que le Roi étoit quite & déchargé de toutes les promesses du Traité de Peronne, & tous les Princes de son Sang, & autres seigneurs du Roïaume, quites, francs, deliez, delivrez, & dechargez de leurs scellez, ainsi que porte la declaration donnée & publiée à Amboise le 3. de decembre de 1470. dont la teneur est dans le premier Tome de ce Recueil, page 108. & suivantes.

^b *Note*, Que cete guerre en produisit quatre autres: la premiere fut celle du Roi contre le Duc de Guienne, qui vouloit élargir ses limites, à ce que disoit le Roi; la seconde, celle du Duc de Bretagne contre le Roi, qui vouloit recouvrer la Guienne, comme il avoit fait la Normandie: la troisieme, du Duc de Bourgogne, pour obliger le Roi de lui rendre Amiens & Saint-Quentin: la quatrieme, celle du Roi d'Angleterre, qui vint en Picardie, avec une grosse armée, pour secourir le Bourgignon. Tant la guerre a de longues suites, quand une fois elle est commencée. Elle commence entre deux ou trois Princes, dit Comines, mais avant qu'elle ait duré deux ans, tous les voisins & tous les étrangers entrent dans la querelle.

Enfin, l'an 1471. le seigneur de Craon ^{*}, & Pierre Doriale, Chancelier de France, conclurent à Arras un Traité de paix ^c avec le Bourgignon, à qui le Roi promettoit de

^{*} Il s'appelloit George de la Trimouille.

^c Ce Traité ne se trouve point, & plusieurs croient, qu'il ne s'en est fait aucun à Arras en 1471 & que celui dont Comines fait mention dans le chapitre 9. du livre 3. de ses Memoires, n'en est point un autre que celui, qui fut conclu au mois d'octobre de la même année, au château de Crotot, où les Ambassadeurs de France furent trouver le Duc de Bourgogne, comme le marque un contôle de la

dépense, qui est dans les Archives de la Chambre des Comptes de Lille, lequel porte, que ces Ambassadeurs arrivèrent le troisieme d'octobre au Crotoy, où le Duc accepta la paix, aux conditions qu'ils lui proposèrent, & l's régala de deux plats de viande d'extraordinaire; & que le treizieme il leur donna à dîner, avec intention de souper aussi avec eux; ce qu'il ne fit point à cause des nouvelles, qu'il aprit de la maladie de sa mere, qui l'obligerent de partir incessamment.

* Jean de Bourgogne.

rendre Amiens & Saint-Quentin, dont il s'étoit saisi depuis la Déclaration d'Amboise, & de lui abandonner les Comtes de Nevers * & de Saint Pol, & toutes leurs terres, pour en disposer à sa volonté; le Duc lui abandonnant reciproquement les Ducs de Guienne & de Bretagne *a*, pour en user

a Il est promis par le Traité du Crotoy, de lui rendre Amiens, Saint-Quentin, Roie, & Mondidier, comme aussi les Prevôtés de Vimeu & de Foulloy en Beauvoisis, avec toutes leurs appartenances & dépendances; mais il n'y est point parlé de la promesse faite par le Duc, d'abandonner au Roi les Ducs de Guienne & de Bretagne, comme le dit Comines, qui étoit encore alors au service du Duc de Bourgogne, & tres bien informé de ce qui se passoit à la Cour. Ajusi, pour ne rien ôter au témoignage d'un Historien, qui assure qu'il n'écrivit rien qui ne soit vrai, & qu'il n'ait vu, où scû de personnes dignes d'être utiles; (chapitre 3. du livre 5.) on peut dire avec beaucoup de vraisemblance, que cete promesse fut un article secret, que le Duc ne voulut pas laisser mettre dans le Traité, pour éviter les plaines & les reproches de l'Ambassadeur de Bretagne, qui residoit actuellement auprès de lui, & qui le suivoit par tout.

avec eux comme il lui plairoit. Le Bourguignon jura la paix dès qu'elle fut conclue, pour accélérer le recouvrement d'Amiens & de Saint-Quentin, dont l'heure lui tardoit; mais le Roi, qui étoit alors en Guienne, où il atendoit ce que deviendrait son frere, empoisonné par un Benedictin son Confesseur, ne voulut rien signer, quand il eût appris la mort de de ce Prince *b*; de sorte que le Duc de Bourgogne reçut tristement

b *Ut: unque se voi inclinans, ira ambulans sedens*, dit Erasme. C'est-à-dire: les Princes observent leurs Traitez selon que leurs affaires vont bien, ou mal.

mauvaises nouvelles à la fois: que le Duc de Guienne, son bon ami, étoit mort; que le Roi avoit déjà repris presque toutes les villes de cete Province; & que le nouveau Traité d'Arras, où il disoit, que ses Ambassadeurs avoient excédé leurs pouvoirs, ne seroit point exécuté, ni, par conséquent, Amiens & Saint-Quentin rendus. Punition bien meritée par le Bourguignon, qui n'avoit conclu ce Traité, que pour s'avoir ces deux places, & pour se declarer, après, contre le Roi, en faveur des Ducs de Guienne & de Bretagne, qu'il

qu'il avoit promis & juré d'abandonner, ainsi que le raconte amplement Comines, qui a bien raison de dire, que l'intention de ces deux Princes n'étoit que de se tromper l'un l'autre.* Mais s'il m'est permis de juger ici de leur conduite, il me semble, que la justice étoit toute du côté du Roi; & que ç'auroit été folie à lui de ratifier un Traité, dont le Duc ne demandoit l'exécution, que pour le trahir après qu'il auroit recouvré Amiens & Saint Quentin, sous couleur que le Roi n'avoit pas gardé les Traitez de Conflans & de Peronne. Ajoûtez à cela, que Louis, qui s'étoit prudemment abstenu de signer & de jurer la paix d'Arras, dont tout le profit alloit au Bourguignon, ne pouvoit être aculé de l'avoir violée; & qu'au contraire ce Duc, qui l'avoit signée & jurée, avec propos délibéré de tromper le Roi, & d'assister ses ennemis, comme le prouve la lître de créance, dont parle ici Comines, avoit fait une action de perfide & de parjure, qui mettoit le Roi en droit de le tromper lui-même, selon ce beau mot de Tacite : *nec degeneres insidia adversus violatorem fidei*. Ainsi, je ne serois pas du sentiment de Wicquefort, qui dit, que Comines fait ici en la personne de Louis XI. le caractère de l'infidélité*, lui qui lottie par tout sa sagesse, & qui assure, que Dieu l'avoit créé plus sage, plus libéral, & plus vertueux en toutes choses, que tous les Princes, qui regnoient de son tems.*

* Ibidem.

* Section 12. du livre premier de son Ambassadeur.

* Comines ch. 10, du livre 6,

a Jean de Saint-Gelais parlant de la mauvaise foi de ce Duc envers Louis XI. loüe ce Roi de l'avoir trompé : J'ai lû, dit-il, quelque poëte, qui dit, que tromper un trompeur, n'est point tromperie, mais loüange.

Quant aux deux Ambassadeurs, qui conclurent cete paix d'Arras avec le Bourguignon, je ne puis, à cause de la connexité, que les ambassades & les traitez ont ensemble, m'empêcher de faire quelque remarque sur le conseil, qu'ils se mêlerent de donner à ce Duc, de faire avancer son armée, afin que le Roi, leur maître, au nom de qui ils avoient juré la paix, ne pût disérer de lui rendre Amiens & Saint-Quentin*. Je dirai donc, qu'il n'est pas permis à un Ambassadeur, de conseiller le Prince, auprès duquel il réside, au préjudice de celui dont il représente la personne; & que l'Ambassadeur, qui le fait, est criminel de leze-majesté, &

* Chapitre 9. du livre 3.

mérite d'être puni du suplice des traîtres, d'autant qu'il entre dans un intérêt contraire à celui du Maître & de l'Etat qu'il sert. Et si l'on me dit, que le Seigneur de Craon, & le Chancelier Doriole avoient conseillé au Duc de ne retirer point de la frontiere de Picardie, son armée, qui étoit la plus belle & la plus nombreuse, qu'il eût jamais eüe, que le Roi ne lui eût rendu les deux villes promises par le Traité, parce qu'ils favoient en leur ame, que le Roi n'avoit nulle intention de les rendre; & qu'il ne les rendroit jamais, si le Duc ne l'y contraignoit les armes à la main: je répondrai, que cete raison est bonne pour prouver, qu'ils avoient traité de bonne foi & sans fraude avec le Duc; mais que bien loin de les justifier envers le Roi, à qui ils devoient doublement leur foi, & comme sujets, & comme Ambassadeurs, elle les convainc de trahison, puisqu'ils découvroient le secret de leur Maître à celui, à qui leur caractère, & l'intérêt de l'Etat, les obligeoient de le cacher; d'autant plus qu'ils ne pouvoient pas ignorer, que la haine du Roi & du Duc étoit irréconciliable. C'est pourquoi, je ne doute point, que si Louis XI. eût sù l'avertissement, qu'ils avoient donné au Duc, il ne leur eût fait couper la tête, lui, qui trois ans auparavant, avoit fait emprisonner le Cardinal de la Balüe, & enfermer dans une cage de fer Guillaume d'Haraucourt, Evêque de Verdun, pour avoir conseillé à son frere de n'accepter point d'autre partage, que celui de Champagne & de Brie, que le Bourguignon lui avoit obtenu par le Traité de Peronne *: n'y aiant pas de comparaison du crime de ces deux Prelats à celui de ces deux Ambassadeurs. Et quoiqu'un Ambassadeur sache positivement, que l'instruction, qui lui est donnée, est toute contraire à l'intention de son Prince, & que le Prince se sert de son ministère, pour tromper celui à qui il est envoyé, ainsi qu'il arive souvent; il doit exécuter au pié de la lettre le contenu de son instruction, sans examiner, si le Prince agit de bonne ou de mauvaise foi; étant permis au Prince de le tromper, parce qu'il est son maître & son souverain; mais non pas à lui de tromper le Prince, parce qu'étant son sujet & son ministre, il est obligé de lui garder la fidélité, & de lui obéir ponctuellement dans tout ce qui lui est ordonné par son instruction, dont il est

* Chapitre dernier
du livre 2.

simplement l'exécuteur, & non point l'interprète, ni le juge. Quelques lumières qu'il ait, il doit toujours supposer, que le Prince & son Conseil sont plus clairvoians que lui; & que tel ordre, qui lui semble être injuste, ne lui laisseroit aucun doute, & ne lui causeroit aucun scrupule, s'il en fa- voit les motifs. Et j'ai pour garants de cete maxime le Car- dinal d'Osstar, qui dit, que comme les sujets & les servi- teurs ne se peuvent point former eux-mêmes les charges & les instructions de leurs souverains, il faut, qu'ils les recoi- vent, & les exposent telles qu'elles leur sont envoyées: & le President Jeannin, qui a passé pour un des plus sages & des plus religieux Ministres de son tems: Nous ne sommes „ pas toujours, dit il, si bien instruits au Parlement, que le „ Prince & les Ministres, de ce qui est utile pour l'Etat, & „ le general des affaires. Bien souvent, telle chose semble in- „ juste à la prendre separément, qui est juste & necessaire en „ gros. Quoi qu'il en soit, la plupart des Ambassadeurs peu- vent aujourdui mentir & tromper en sûreté de conscience, dautant qu'ils sont les premiers trompez par leurs maîtres. Et d'ailleurs, il importe aux Princes d'en user ainsi, car un Ambassadeur persuade mieux ce qu'il croit lui-même, que ce qu'il veut faire acroire.

Lettre 4^e

Au reste, je m'étonne, que Wicquefort, qui parle en deux ou trois endroits de l'Ambassade du Chancelier Do- riote & du Seigneur de Craon, & particulièrement dans une section intitulée, *De la fidelité de l'Ambassadeur* *, où il rap- porte divers exemples d'Ambassadeurs infideles & traîtres, n'ait pas censuré ces deux-ci, quoique leur trahison fût pour le moins aussi infame, que celle du Comte Albertin Bos- chetto, qui étant alé trouver le Roi Charles VIII. de la part de François, Marquis de Mantoue, pour lui demander des passeports pour les députez des Princes conféderez d'I- talie, lui conseilla de ne leur en point donner, disant que leur armée étoit à la veille de se dissiper, à cause de la divi-

* C'est la douziè- me section de la première partie.

* Comines parle de ce Comte Albertin dans le chapitre 9. du livre 8. de ses Memoires, & dit, qu'il fit cete trahison au Marquis de Mantoue, Général de l'ar- mée Venitienne, pour complaire au Duc de Ferrare, dont il étoit né sujet, lequel haïssoit fort les Venitiens, à cause du Polefin, & de plusieurs autres terres, qu'ils lui retenoient.

sion des Commandans. Si, selon lui, ce Comte étoit un traître, comment sauvera-t-on la réputation du Chancelier, & de son collègue ? comment les excusera-t-on d'avoir donné un conseil, qui métoit le Duc de Bourgogne en état de faire encore plus de mal à leur maître. Je conclus donc, qu'un Ambassadeur ne peut donner conseil au Prince, à la Cour duquel il réside que dans les choses, qui n'ont point de relation à son ministère, ni aux intérêts de son Prince ; si ce n'est lorsque le conseil est avantageux à tous les deux, & qu'il est très-assûré, que ce qu'il veut conseiller répond parfaitement aux intentions de son maître : tel qu'étoit le conseil, que Tite-Live dit, qu'un Scipion donna à l'Ambassadeur d'Antiochus, en ces termes : *Dites de ma part à votre Roi, que s'il m'en croit, il ne refusera aucune condition de paix.*

Le dernier Traité, que Louis XI. & le Duc de Bourgogne firent ensemble, fut la Treve de Soleuvre en Picardie, par

^a Comines dit, que cete Treve se conclut à Vervin, petite ville sur les marches du Hainaut, proche d'Avannes. chap. 11. du livre 4. de ses Mémoires.

laquelle le Roi rendit au Duc la ville & les bailliages de Saint-Quentin, avec les châtelainies & seigneuries de Marle, Gerfy, Moncornet, Saint-Goubain, & Ardy. Un article de cete Treve portoit : Que tous les Prelats, les Nobles, & „ autres sujets, qui avoient suivi l'un ou l'autre parti, de „ puis la guerre du Bien-public, pouroient, en vertu de „ cete treve, qui devoit durer neuf ans, à commencer du „ 13. de septembre 1475. retourner en la jouissance & posses- „ sion de leurs benefices, terres, seigneuries, & autres biens „ immeubles, sans nul empêchement & contredit, & sans „ être obligez d'en obtenir des lettres de main-levée, ni d'en „ faire un nouvel hommage ; mais que Messire Baudouin, „ soi disant bâtard de Bourgogne ; le Seigneur de Renty, „ Messire Jean de Chassa, & Messire Philippe de Comines, „ seroient & demeureroient pour jamais exclus & exceptez „ de cet accord. Quant à ce dernier, le Duc le tenoit pour un transfuge, & pour un traître ; & veritablement les apparences y étoient. Ce qui a donné lieu à Mezeray, d'inférer, que puisque Comines, qui a si bien raisonné sur toutes cho-

les, n'a pas voulu nous expliquer, pourquoi il quita le service du Duc, dont il étoit né sujet, & dont il avoit possédé les bonnes-graces, il falloit que le motif n'en eût pas été honnête. C'est ainsi que l'Histoire censure les Grans, & qu'après leur mort elle met au jour tout ce dont ils ont voulu dérober la connoissance à la postérité.

Quant à la haine implacable, que le Duc de Bourgogne témoigna, en cete ocalion, contre Comines, il ne faut pas s'en étonner; car il n'y a rien de plus difficile à digérer pour un grand Prince, que de voir un sujet, qu'il a honoré de ses bienfaits, & de sa confidence, passer au service de son plus redoutable ennemi, & devenir son favori; d'autant que, selon le panchant naturel, que les Princes ont à la jalousie, & à la défiance, il a lieu de s'imaginer, (& peut-être ne se trompe-t-il pas) que les secrets qu'il a confiés à son sujet, sont les clefs, qui lui ont ouvert la porte de la faveur auprès de ce nouveau maître. Et c'est sur ce fondement, que Philippe II. ne pût jamais se résoudre à pardonner au secrétaire d'Etat Antonio Perez, qui s'étoit réfugié à la Cour de France; & que ne pouvant se vanger sur sa personne, il se vangea sur sa femme, & sur ses enfans, qui étoient, & qu'il savoit être innocens.

Comme le Duc de Bourgogne mourut quinze mois après la Treve de Soleuvre, je n'ai plus rien à dire de lui, sinon que c'est à son regne, qu'il faut rapporter l'origine de tous les malheurs des Pais-bas, qui, sous les trois Ducs précédens, avoient joiui de toutes les douceurs de la paix, & fleuri dans une si grande abondance de biens, que, selon Comines, on les pouvoit appeller la Terre de promesse*, au-lieu que depuis deux siècles ils ont été presque toujours le théâtre de la guerre, & la proie de leurs voisins.

Louis XI huit mois avant sa mort fit un traité de paix & d'alliance avec la Maison d'Autriche, heritière de celle de Bourgogne, par lequel il fut conclu & arrêté, que Charles, Dauphin de Viennois, son fils unique, épouserait Marguerite d'Autriche, fille de Maximilien, Duc d'Autriche, & de Marie, fille unique de Charles, Duc de Bourgogne, & solenniseroit & consommeroit ce mariage, dès que la jeune Princesse, qui n'avoit alors que deux ans, seroit en âge

Comines ch. 7.
& 9. du liv. 6. de
ses Memoires.

nubile. Les Gantois, qui s'étoient rendus maîtres & tuteurs des deux enfans, qu'avoit laissez la Duchesse Marie, morte au mois de mars de 1482. firent ce mariage malgré Maximilien, qui, depuis la mort de sa femme, qu'ils respectoient bien plus que lui, n'osoit presque résister à leurs volontez*. Et ce qui fâcha encore davantage Maximilien, c'est que, pour afoiblir le Duc Philippe, son fils, leur Prince naturel, ils firent donner pour dot à Marguerite les Comtez d'Artois, de Bourgogne, de Charolois, de Mâcon, & d'Auxerre; au-lieu que Louis n'avoit demandé que l'Artois, ou la Comté de Bourgogne. Et Comines ajoûte, que s'il n'eût tenu qu'à eux, le Roi auroit eû encore les Comtez de Hainaut & de Namur, & toutes les terres, où la langue françoise étoit en usage. Tant est vrai ce que dit le Commentateur espagnol de Comines, que c'est le peché originel des Tuteurs de ruiner leurs pupilles. Au reste, ce mariage étoit d'autant plus avantageux pour le Daufin, que si Philippe, frere unique de Marguerite, fût venu à mourir, la Daufine auroit hérité de tous les Pais-bas. Et il est à croire, que Louis XI. qui connoissoit la faute, qu'il avoit faite, de laisser entrer l'héritiere de Bourgogne dans la Maison d'Autriche, la voulut réparer par ce mariage de son fils avec la fille de Maximilien; & que ce fut en vûe de cete puissante succession, qu'il la fit amener en France toute jeune qu'elle étoit, pour y être élevée & nourrie en qualité de Daufine, au grand déplaisir de Maximilien, qui avoit tout sujet de craindre, qu'un jour Marguerite ne fît sortir de sa Maison les grans Etats, que sa mere y avoit fait entrer. Et Edoiard, Roi d'Angleterre, n'en fut pas moins affligé, que le pere, à cause de l'espérance, qu'il avoit eüe jusque-là, de marier sa fille-aînée avec le Daufin, laquelle, depuis le Traité de Pequigny, fait en 1475. se fesoit appeler Madame la Daufine*; & de la perte de sa pension de cinquante mille écus, que les Anglois apelloient tribut ^a,

* Chapitre 18. du
liv. 5. & 30. du
liv. 6.

^a Le Traité de Pequigny portoit, que Charles, Daufin de France, épouseroit dans un an la fille-aînée d'Edoiard; & que pour la nourriture de la future épouse le Roi de France donneroit la Guienne, ou cinquante mille écus tous les ans; duquel paiement le Roi demeureroit quitte au bout de la Treve, qui devoit durer neuf ans. Chap. 8. du liv. 4. des Memoires de Comines.

quoique ce fût seulement une pension d'alimens pour la Dauphine prétendue, qui étoit une trop grande poupée pour le Dauphin, plus jeune qu'elle de dix ans.

Quant à cete pension de cinquante mille écus, il est à remarquer, que Louis XI. fit en 1478. une alliance & confédération avec le même Edoüard, laquelle devoit durer, non seulement toute leur vie, mais encore cent ans après la mort de celui des deux Rois, qui mourroit le premier: 4

1478.

2 Quæ fœdera suum habeant effectum, & durante vita duorum Francie & Angliæ Principum, & per centum annos post mortem alterius ipsorum Principum primò decedentis proximè sequentes, & usque ad finem ipsorum centum annorum sic proximè sequentium.

& qu'en considération de cete alliance l'Evêque d'Elne, Ambassadeur de France en Angleterre, promit aux commissaires & procureurs d'Edoüard, que Louis XI. & ses successeurs lui feroient paier dans Londres, à lui, & à ses successeurs, & durant la vie des deux Rois, & encore cent ans après la mort de celui, qui mourroit le premier, la somme de cinquante mille écus d'or, en deux portions égales, l'une aux fêtes de Pâques; & l'autre à la Saint-Michel; & en passa acte en présence de Walter Bedlou, notaire public, & de deux Aldermans de la ville de Londres, à ce apellez pour servir de témoins *. Mais le mariage du Dauphin avec Marguerite d'Autriche mit fin à ses esperances, & à sa pension.

* Voi les pages 221. & suivantes du 1. Tome.

Quant à l'Evêque d'Elne, qui fit le traité & l'obligation de 1478. dont je viens de parler, Louis XI. à la requête de son Procureur-General, envoya en 1480. commission au Parlement de Paris, pour lui faire son procès, disant, que ce Prélat avoit excédé les termes de son pouvoir, en passant & accordant plusieurs choses au grand préjudice & dommage du Roi, de sa Couronne, & de la chose publique de son Roiaume *. Et, selon Comines, ce fut la cause de sa mort, tant il eût de regret de se voir trompé par Louis XI. * & en danger d'être chassé une seconde fois d'Angleterre. Mort, qui arriva bien à propos pour la France, où il auroit pû exciter de grandes broüilleries, & causer de grans maux, durant la minorité de Charles VIII. qui suc-

* page 263. xx; du même Tome.

* Chapitre dernier du livre 5. & 9. du livre 6.

céda, cinq mois après, à la Couronne, mais nullement à la prudence, à l'habileté, & à la vigilance de son père.

Puisque le Traité d'Arras de 1482. m'a donné occasion de parler du mariage de Marguerite d'Autriche avec le Dauphin Charles, qui la renvoia dix ans après, à Maximilien, son pere, pour lors Roi des Romains, il est bon de faire ici quelques reflexions sur la dissolution de ce mariage. La premiere est, que l'interest commande aux Princes encore plus absolument, que les Princes ne commandent à leurs sujets. Il n'y a presque point de Prince, qui ne prefere son Etat à sa conscience, & de tous les sacremens, le mariage a été de tout tems celui, que les Princes ont le moins respecté; mais aussi celui, dont le mepris leur a été le plus funeste. Témoin le schisme & les révolutions d'Angleterre, que Saint Boniface, Martir de Russie, avoit predites six-cens ans auparavant, au Roi qui y regnoit alors *. Il se voit au contraire, que la fidélité de Louis-le-Juste, qui ne voulut jamais repudier Anne d'Espagne, quoiqu'elle passât universellement pour stérile, espérant, comme Abraham, contre toute espérance, a été récompensée de la naissance d'un Prince, dont l'Ecriture-sainte semble avoir craïonné le regne sous le nom d'Alexandre, lors qu'elle a dit : *silust terra in conspectu ejus*. Toute la terre a tremblé devant lui.

Charles VIII. dit Comines, laissa la fille du Roi des Romains, & prit pour femme la fille du Duc de Bretagne, pour avoir paisible tout le Duché, dont il possédoit déjà toutes les villes, hormis la capitale *. Voila comme il n'y a point de mariage, quelque bon qu'il soit, que les Princes ne rompent pour un plus avantageux; & sur tout lorsqu'il s'agit d'acquérir un Etat d'importance. Mais ce qui peut justifier, ou du moins excuser le Roi Charles, c'est qu'il n'avoit point consommé son mariage avec Marguerite d'Autriche, qui n'avoit pas encore douze ans; & que Maximilien, son beau-pere, n'avoit jamais voulu consentir à ce mariage, que les Gantois avoient fait à son insçu, & à des conditions desavantageuses à son fils *a*. Et si Edouard eût été plus versé

* Don Juan-Antonio de Vera dans la vie de Charles-quin.

* Chapitre 4. du livre 7.

a Naucerus en parle ainsi : *Amunt enim, Margaritam annum nondum egisse quartum; cum ad Carolum matrimonii causâ deduceretur; patrum illud*

*Illud de nuptiis Maximilianum semper improbase, tum quòd à Flamin-
gis se inconsulto & reclamante factum; tum quoque, quod major a quo
dos designata esset. Accessit his odium implacabile Maximiliani in Caro-
lum. Undè non mirandum, si ipsa, his cognitis, nondum adulta, remissa
est, cum impuberis antè pubertatem inanis sit assensus; & dum pubes-
cunt, licitum esse illis sponsalium pœnitere, secundùm Canones. Vol. 3.
generat. 50. ad ann. 1491.*

dans l'Histoire, qui est la conseillère des Rois, il n'auroit pas eû le déplaisir d'apprendre à ses dépens, que parmi les Princes il n'y a point de mariage fait, quoique juré & signé, si la consommation n'y met le sceau. Encore ont-ils souvent fait divorce après la consommation.

Quant au mariage du Roi Charles avec la Duchesse de Bretagne, le Commentateur espagnol de Comines fait une reflexion de tres-bon sens. Ah, dit-il, que les espérances, qui sont fondées sur la prudence humaine, sont trompeuses; Louis XI. que tout le monde tenoit pour un si grand homme d'Etat, ne voulut point unir les Pais-bas à sa Couronne, par le mariage de son fils avec l'héritière de Bourgogne, qui y auroit consenti tres-volontiers, s'imaginant qu'il lui seroit facile de conquérir ces provinces, ou du moins de les départir en plusieurs mains. Au contraire, le Roi Charles, qui passoit pour un Prince de peu d'entendement, sût prendre le parti le plus sûr, en épousant celle, dont il avoit déjà conquis le pais; de sorte que lui & ses successeurs ont jouï paisiblement de la Bretagne. Ce qui montre, que les Rois ont chacun un Arcange, qui les garde, qui les conduit, & qui les éclaire, pourvu que de leur part ils n'y méten point d'empêchement par leur amour-propre, ni par une fausse prudence, qui les aveugle.

Il ne m'appartient point de décider, si ce second mariage de Charles fut selon l'ordonnance de l'Eglise, ou non, puis-que je ne suis ni Théologien, ni Canoniste; & que Comines dit, que les Théologiens de son tems étoient partagez, les uns pour, & les autres contre; mais s'il est permis d'en juger selon les regles de la Politique, & de cete souveraine loi, que les Princes & leurs Ministres appellent Raison d'Etat, je puis dire, que Charles, durant tout son regne, ne fut jamais mieux conseillé. Car il est certain, que si la Bre-

tagne fût tombée entre les mains de Maximilien, Roi des Romains, qui en avoit épousé la Duchesse par procureur, la Maison d'Autriche auroit pû faire presque tout le mal qu'elle auroit voulu à la France, dont cete province est une des clefs. Charles avoit devant les yeux l'exemple tout récent de la guerre du Bien-public, durant laquelle la Bretagne servoit de retraite & d'asile à tous les rebelles & les malcontens *, sans que son pere pût jamais venir à bout de ce Duc, qui lui tailla bien de la besogne jusqu'à la mort du Duc de Guienne son frere *a*. Et par consequent

* Comines ch. 5.
du liv. 1. & 2. du 1.
livre de ses Mé-
moires.

a Après la mort du Duc de Guienne & du Duc de Bourgogne, Louis XI. & le Duc de Bretagne véquirent en meilleure intelligence, comme il se voit par les Traitez de Senlis & d'Arras de 1475. & 1477. Voyez les pages 165. & suivantes. 197. & suivantes. 205. & suivantes.

il faloit de necessité, que Charles, pour le bien de son Roïaume, & pour le repos de ses peuples, épousât lui-même la jeune Duchesse de Bretagne, n'y aiant point d'autre moien de rompre l'engagement, qu'elle avoit pris avec le Roi des Romains, qui eût pû se dire le plus heureux Prince du monde, si ce mariage lui eût réussi, comme le premier. On peut dire encore, que le Roi Charles étoit en droit d'empêcher la Duchesse Anne d'épouser Maximilien, étant dit par le Traité de Sablé de 1488. * que le Duc de Bretagne ne pouroit marier ses filles, sans le consentement exprés du Roi, qui d'ailleurs en vertu d'une cession faite à Louis XI. par un Comte de Pentievre *b*, avoit été reconnu dès l'an 1484. pour le naturel & légitime Duc & seigneur futur du pais de Bretagne, au cas que le Duc François, pere d'Anne, mourût sans enfans mâles *. Et quant à ce

* Voyez la page
319. du Tome 1. de
ce Recueil.

* Voyez la page
295. du même
 Tome.

b Jean de Brosse aiant épousé Nicole de Blois, fille unique de Charles, Comte de Penievre, petit fils de Charles, Comte de Blois, & de Jeanne de Bretagne, dite la Boiteuse, qui prétendoit devoir succeder au Duc Jean III. son oncle, mort sans enfans, comme représentant le Comte Gui, son pere, mort avant ce Duc, préféablement à Jean, Comte de Montfort, frere puîné de son pere : Jean de Brosse, dis-je, réveilla ce vieux droit, comme héritier des Comtes de Blois & de Penievre, & le ceda par une transaction de 1479. à Louis XI. qui conservant toujours un ressentiment du mal, que le Duc François lui avoit fait du vivant du Duc de Guienne, fut ravi de trouver cete occasion de tenir le Breton en bride & en crainte. Il est à remarquer qu'en 1341. le Roi Philippe de Valois, étant en son Parlement, avoit adjugé le Duché de Bretagne à Jeanne, mais le Comte de Montfort ne voulut point s'en tenir à ce jugement, soutenant toujours, qu'étant

mâle, & frere de Jean III. & par conséquent d'un degré plus proche au défunt, que Jeanne, qui n'étoit que sa nièce, le Duché lui appartenoit de plein droit. Enfin les deux prétendans en vinrent aux armes & après une guerre qui dura vingt trois ans, le différend fut décidé en 1364. par la bataille d'Auray, où Charles de Blois fut tué. La paix se fit ensuite à Guetrande, par l'entremise du Roi Charles V. & il fut dit, que le jeune Comte de Montfort, comme vainqueur, demeureroit paisible possesseur du Duché de Bretagne, & que pour récompense il donneroit à la veuve, & aux enfans de Charles de Blois, le Comté de Penticvre, la Baronnie d'Avagour, & quarante mille livres de rente, pour elle seulement, à prendre sur le Duché. Surquoi le Cardinal d'Osset fait une reflexion tres-judicieuse. Il est à noter, dit-il, que Louis, Duc d'Anjou, qui moienna cet accord au nom du Roi Charles V. son frere, avoit épousé la fille de Charles, Comte de Blois, & de Jeanne la Boiteuse, & que par conséquent il avoit grand intérêt, que le Duché de Bretagne demeurât à la Maison de Blois, à laquelle sa femme pouvoit succéder, plutôt qu'à la Maison de Montfort, dont il ne tenoit rien. *Lettre 94*

Duché, je dirai en passant, que Philippe II. en connoissoit si bien l'importance, que la restitution de Blavet, qui en est la clef, fut de tous les articles de la Paix de Vervin celui qui lui coûta davantage. Car il croioit, (& tous les Espagnols le croient encore) que cete province appartenoit de plein droit à sa fille-aînée, l'Infante Isabelle, du côté de la Reine Elisabeth de Valois, sa mere, qui étoit arriere-petite fille de la Reine Anne de Bretagne: disant, qu'un Etat, auquel les femmes pouvoient succéder, & avoient succédé en effet, au défaut des mâles, lorsqu'il étoit gouverné par ses Ducs, ne pouvoit jamais être compris dans la Loi Salique; & que les Rois de France, ni l'Assemblée des Etats, n'avoient pu ôter aux femmes le droit de succéder, qu'elles avoient en vertu des loix & des coutumes primitives de ce Duché. Quoi qu'il en soit, je dirai, que si le Duc de Mercœur, qui avoit épousé Marie de Luxembourg, Duchesse de Penticvre, & en cete qualité héritière du Duché de Bretagne, à ce qu'il prétendoit, eût pu s'entendre avec le Roi d'Espagne, qui tenoit plusieurs bonnes places dans cete province, avec cinq-mille Espagnols dedans, ils eussent été tous deux assez forts, pour en dépouiller entierement Henri IV. mais l'incompatibilité de leurs interets, ou plutôt leur mauvaise politique, leur aracha des mains une proie, qui leur étoit pres-que toute acquise, s'ils eussent été d'humeur à la partager ensemble.

Le mariage de Charles avec Anne lui atira la guerre du Roi des Romains, qui ressentoit vivement la perte d'une belle femme, & d'une riche dot; & le Roi d'Angleterre,

jaloux de voir la Bretagne réunie à la Couronne de France, entra dans la querelle, & descendit en Picardie, où il mit le siège devant Boulogne. Mais Maximilien, en faveur de qui il faisoit cete entreprise, ne l'ayant point secondé, faute de forces *a*, il fut obligé de repasser la mer avec son armée.

a L'Empereur Maximilien I. dit Jean de Saint-Gelais, a toujours manqué de ce qui est nécessaire à un Prince, pour faire la guerre, c'est-à-dire, d'argent, & de bonne conduite, qui ne lui firent jamais compagnie.

1493.

Ce qui fut suivi, peu après, d'une treve entre le Roi Charles & l'Archiduc Philippe, fils de Maximilien, qui pour sauver son point-d'honneur, n'y voulut pas être compris, ni nommé. Cete treve achemina la PAIX DE SENLIS, par laquelle il fut dit, Que Charles renverroit à Maximilien la Princesse Marguerite, sa fille *b*, & rendroit à l'Archiduc,

b Paul Jove dit, que Charles renvoyoit Marguerite à Maximilien, lui écrivit, que ce n'étoit point par un caprice de Roi, [*non raris libidine*,] ni par aucun mépris pour sa fille, qu'il avoit épousé la Duchesse de Bretagne, que le seul besoin de ses affaires l'y avoit contraint, pour avoir la paix avec les Bretons, & pour s'opposer aux descentes des Anglois, qui ne cherchoient qu'à troubler le repos de son Royaume.

son fils, (qui étoit l'unique héritier de la Maison de Bourgogne) les Comtez de Bourgogne, d'Artois, & de Charolois; mais retiendrait par l'espace de quatre ans les villes & châteaux de Hedin, Aire, & Betune, lesquels, toutes excuses cessant, seroient mis & delivrez entre les mains de cet Archiduc, dès qu'il auroit atteint l'âge de vingt ans, & rendu au Roi l'hommage, qu'il lui devoit pour les païs & seigneuries, qui relevoient de sa Couronne.

Pour égaier un peu le sérieux de cete matiere, par quelque mélange, il est bon de s'arrêter un moment à considérer les aventures de cete illustre infortunée Marguerite d'Autriche, qui après avoir été dix ans Reine de France, en qualité de femme de Charles VIII. fut renvoyée vierge à son pere, comme pour se consoler ensemble de leur commun malheur: le pere ayant perdu une épouse, qui avoit une forte inclination pour lui, avec un Duché de la dernière importance, & la fille un époux, & la première couronne de l'Europe. Ce qui tourna en espee de prediction

l'article 83. du Traité d'Arras de 1482. où il étoit dit : *Es s'il advenoit, que Mademoiselle Marguerite venue en âge, Monseigneur le Dauphin ne voulût proceder au parfait ou consommation dudit mariage, &c.* Trois ans après elle fut mariée avec Don Juan, Prince de Castille, fils de Ferdinand & d'Isabelle, & presomptif héritier de tous les royaumes d'Espagne, lequel mourut en 1497. dans la première année de son mariage, & la laissa grosse de six mois.

« Mais, Historien Portugais, dit que cete mort prématurée fut une punition de la mauvaise foi de Ferdinand & d'Isabelle, qui, en mariant leur fils avec la Princesse Marguerite d'Autriche, avoient faussé le serment, qu'ils avoient fait en vertu du Traité coaclu en 1479. avec Alphonse V. Roi de Portugal, de faire épouser à Don Juan, quand il seroit nubile, Dona Juana, fille d'Henri IV. Roi de Castille, à condition qu'elle renoncât aux titres d'Infante & de Reine de Castille; & que le Roi Alphonse, qui l'avoit épousée, pour être reconnu Roi de Castille, fît divorce avec elle. Condition d'autant plus dure, qu'Isabelle, qui lui avoit ôté la couronne de Castille, sous prétexte qu'elle étoit adulterine, lui ôtoit encore celle de Portugal, avec son légitime époux.

A peine avoit-elle commencé à pleurer la mort prématurée de son époux, qui l'aimoit tendrement, que, pour surcroît de douleur, elle acoucha d'une fille morte, Dieu aiant voulu, qu'elle ensevelît toutes ses espérances avec celui, dont elle celebrait actuellement les funérailles. Ce fut en allant en Espagne, qu'elle faillit à périr en mer, & qu'envisageant la mort comme prochaine, elle eût assez de force & de liberté d'esprit, pour se faire une épitafe en vers. Intrepidité d'une Princesse de quinze ans, comparable à celle de César, & digne de tous les éloges de la posterité. Son troisième mariage avec Filbert II. Duc de Savoie, ne fut pas plus heureux que les deux autres, ce Duc étant mort sans l'avoir consommé. Ainsi, elle avoit bien raison de porter pour sa devise ce diston : *Fortune infortune fors une*, & de se comparer à Didon, selon ce vers :

Infelix Dido, nulli bene nupta marito.

L'an mille cinq-cens six, le Roi Philippe, son frere, étant mort à Burgos, au mois de septembre, (mois fatal aux Rois d'Espagne) elle prit le gouvernement des Païs-bas, au nom de l'Archiduc Charles, son neveu, qui n'avoit que six ans, & gouverna ces provinces jusqu'à la fin de mille

cinq-cens trente-deux, qu'elle mourut à Malines. Son administration fut celebre par quatre Traitez, qu'elle fit avec la France. Le premier fut celui de Cambrai de l'année 1508. dixieme de decembre, par lequel l'Empereur Maximilien, son pere, se ligua avec Louis XII. contre la Seigneurie de Venise. Le second fut celui de Saint-Jean de Laône fait en mille cinq-cens vint-deux, pour la neutralité entre le Duché de Bourgogne & la Franche-Comté; le troisieme fut la treve de Breda de mille cinq-cens vint-cinq, conclue avec Louise de Savoie, Régente en France, en l'absence de François I. son fils, prisonnier à Madrid. Le quatrieme fut celui de Cambrai de mille cinq-cens vint-neuf*, lequel fut suivi, dix mois après, de la délivrance des Enfans de France, que le pere avoit donnez en otage, pour assurance de l'exécution du Traité de Madrid, de mille cinq-cens vint-six,

a C'est à ces quatre Traitez, que se rapporte ce vers :

Pacis ego studiosa quater bella horrida pressi.

lequel est entour d'une médaille, que les Flamans firent fraper pour elle en mille cinq-cens trente.

Retournons maintenant à Charles VIII. & voions comment & pourquoi il rendit à Ferdinand d'Aragon les Comtez de Roussillon & de Cerdagne*, que le Roi Jean, son pere, avoit engagées en mille quatre-cens soixante-deux, à Louis XI. pour trois-cens mille écus. Somme, que nul autre Prince, que Louis, n'auroit pû lui preter à point nommé, & faute de laquelle il couroit risque de perdre la Catalogne, qui s'étoit revoltée contre lui; & la Navarre, dont le Roi de Castille vouloit lui enlever les places, qui l'accommodoient. b

b Il en tenoit déjà plusieurs, & entre autres la Guardia, Sanvicente, Arcos, Raga, & Viana.

Comines dit, que le Roi Charles lui fit cete restitution, afin qu'il ne lui fût point d'empêchement dans la conquête du royaume de Naples*, à laquelle il aspirait avec toute l'ardeur, dont est capable un jeune Prince, qui a beaucoup d'ambition, & qui manque de jugement & d'expérience. Ainsi, dit tres-bien Guichardin*, il commença par une perte

* en 1493. au mois de septembre.

* Chapitre 16. du liv. 8.

* Livre 1. de son Histoire d'Italie.

certaine, sur l'esperance d'un gain tres-incertain *a* : perte

a Cete resolution, dit Mariana, donna bien à parler, & les Historiens étrangers, & particulièrement ceux de France, ne se lassent point de blâmer ce Roi : de s'être dépoüillé de cet Etat pour une esperance incertaine. *Chapitre 4. du liv. 26. de son Histoire d'Espagne.* Au reste, Charles & ses Ministres étoient bien simples, de croire, que le Roi Ferdinand fût assez mauvais politique, pour laisser sortir de sa maison un Roiaume, auquel il avoit droit & esperance de succeder, ainsi qu'il arriva sept ou huit ans après ; car Ferdinand I. qui regnoit alors à Naples, étoit frere-naturel du Roi Jean son pere,

dautant plus douloureuse aux François, que le Roussillon étant situé au pié des Pirenées, il fermoit de ce côté-là l'entrée du roiaume de France aux Espagnols. Mais ce qui passe l'imagination, & qui rend inexcusables Etienne de Vers & Guillaume Briçonnet, les deux Ministres absolus de ce jeune Roi, c'est que leur maître n'ayant nul argent comptant, & manquant de toutes les autres choses necessaires pour le voiage d'Italie, ils souffrirent, qu'il rendît le Roussillon & la Cerdagne, sans retirer les trois-cens mille écus, que son pere avoit pretez au Roi d'Aragon ; ce qui auroit été bien plus honnête, que d'emprunter cent mille francs à des Banquiers Genoïs, comme ils firent avant que de partir * ; que de donner pour huit mille ducats l'investiture de Gennes au Duc de Milan, dont le pere en avoit païé cinquante mille à Louis XI. & que de metre en gage pour vint quatre mille les pierreries de la Duchesse de Savoie, & de la Marquise de Montferrat * : choses, qui donnoient mauvaise opinion du Roi, de son Conseil, & de ses armes. Mais tout cela, dit Comines, fit éclater davantage la puissance de Dieu, qui veut toujours, que l'on connoisse, que le sens & l'industrie des hommes ne servent de rien dans la conduite des affaires, où il lui plaît de metre la main *. Charles conquit le roiaume de Naples *b*, quoiqu'il n'eût point

* § Prologue & ch. 4. du liv. 7. des Memoires de Comines.

* Chapitre 54

* Chapitre 4. du même livre.

b En moins de trois ans, Naples eût cinq Rois ; savoir Ferdinand le bâtard ; Alphonse II. Ferdinand II. Charles Roi de France ; qui perdit au bout de six mois tout ce qu'il avoit conquis ; & Federic, fils de Ferdinand I. lequel fut dépoüillé par notre Roi Louis XII. en mille cinq-cens un, & mourut en France vers la fin de l'année mille cinq-cens quatre. Bel exemple de l'inconstance des choses du monde.

d'argent, point de chefs ni de capitaines experimentez ; & que les deux hommes, qui le gouvernoient, ne fussent pas plus éclairez que lui, qui ne fesoit que de sortir du nid *.

* Ibidem. 1

Sur quoi un Ecrivain Florentin a dit de bonne grace, que Charles VIII. avoit fait plus que Cesar, puisqu'il avoit vaincu, avant que de venir, & que de voir.

Les Historiens conviennent, que cete folle restitution du Roussillon fut exigée du Roi Charles par deux Cordeliers, dont l'un étoit son Confesseur, & l'autre celui de la Duchesse de Bourbon, sa sœur-aînée, lesquels abusant de la connoissance, qu'ils avoient de la conscience timorée & scrupuleuse de leurs pénitens, leur firent entendre, que le Roi leur pere, étant au lit de la mort, avoit ordonné cete restitution ^a; & que son ame souffriroit en purgatoire,

^a Le Comines Espagnol dit, que Louis XI. ordonna cete restitution à la sollicitation de S. François de Paule, & qu'il envoya sur le champ l'Evêque de Lombes, & le Comte de Dunois, pour remettre cete province entre les mains du Roi Ferdinand; mais qu'étant mort, tandis qu'ils étoient en chemin, Charles VIII. leur dépêcha un courrier, qui leur porta l'ordre de retourner. Si bien que cete restitution ne se fit que neuf ans après, lorsqu'il entreprit la conquête de Naples. Chap. 188. de son Commentaire, livre F. Si ce que cet Espagnol dit est vrai, pour quoi n'a-t-il pas cité ses auteurs, pour lui servir de garants?

jusqu'à ce qu'ils eussent executé sa derniere volonté. Paneau, dans lequel donna aussi Louis d'Amboise, Evêque d'Alby ^b,

^b Ce fut lui, qui conclut le Traité de Barcelone de 1493. avec Juan de Coloma, Secrétaire des Rois Ferdinand & Isabelle, & du Prince Don Juan, leur fils aîné. Plusieurs Historiens (dit Mariana le plus sincere de tous ceux d'Espagne) chargent l'Evêque d'Alby, de s'être laissé corrompre par les presents de Ferdinand. Chapitre 4. du livre 26. de son Histoire.

qui avoit été Precepteur de Charles. Tant il importe aux Rois, & aux Princes souverains, de choisir des Confesseurs habiles, vertueux, & desintéressés; & à leurs enfans, d'avoir des Precepteurs & des Gouverneurs incapables de leur gâter l'esprit. En Espagne, le Confesseur du Roi est toujours du Conseil d'Etat, & c'est, à mon avis, un tres-bon usage. Car, disent-ils, il est impossible, qu'il ne devienne habile, à force d'assister à toutes les délibérations, qui s'y prennent. Les Confesseurs des autres Princes ne connoissent en eux que les pechez, qu'ils sont comme hommes, parce que d'ordinaire les Princes ne se confessent que de ceux-là; mais au contraire, les Confesseurs des Rois d'Espagne, qui sont temoins oculaires de tout ce qui se passe dans le Conseil d'Etat, & par conséquent de tout ce que leurs

leurs penitens font & ordonnent comme Rois, ont moiën de les connoître à fond, & quant à la personne, & quant à la roiauté. Chose absolument nécessaire aux Confesseurs des Princes, pour les diriger sûrement; & aux Princes mêmes, pour être instruits des obligations de leur emploi, dont Dieu leur demandera un compte bien plus rigoureux, que de toutes les actions de leur vie privée, leur salut, selon la doctrine du Cardinal de Richelieu*, dépendant moins de leur bonne vie, que de leur bon gouvernement.

* dans le dernier chapitre de son Testament politique.

Quant aux deux Cordeliers, je n'examinerai point, s'ils furent subornez par le Roi Ferdinand, qui se servoit presque toujours de tels negociateurs; mais je ne feindrai point de dire, que Charles VIII. & la Duchesse de Bourbon furent bien leurs dupes, lorsqu'ils ajoutèrent foi si légèrement aux paroles de ces deux Moines. Car, si Louis XI. eût eü intention de rendre le Roussillon, à quoi il n'étoit nullement obligé, cete affaire étoit de trop grande importance, pour ne la recommander pas expressement à son fils, ce qu'il ne fit point, ni par Monseigneur de Beaujeu, son gendre, à qui il expliqua toutes ses volontez, dans la semaine qu'il mourut; ni par le Chancelier, qui ala de sa part porter les seaux au Daupin, qui étoit à Amboise; ni par Etienne de Vers, premier valet, de chambre du jeune Prince*, duquel il se servoit en plusieurs affaires domestiques. D'ailleurs, il n'est pas vrai-semblable, que Louis XI. qui entendoit si bien l'art de gouverner, & qui, depuis qu'il tenoit le Roussillon, avoit été craint & respecté des Rois d'Aragon & de Castille, eût jamais eü la pensée d'ôter à son fils un païs, qui servoit d'avantmur & de boulevard à la province de Languedoc, & dont la restitution leur facilitoit les moiëns de lui faire la guerre, ainsi que firent Ferdinand & Isabelle, peu de tems après que Charles le leur eût

* Chapitre II. du livre 6 des Mémoires de Comines.

* Les Consuls & les habitans de la ville de Perpignan s'oposèrent autant qu'ils purent à cete restitution, declarant à Madame de Bourbon, qu'ils vouloient vivre & mourir sous la suzeraineté de la Couronne de France; & qu'ils ne seroient jamais au Roi d'Espagne, que par force, attendu le grand dommage & préjudice, que le Roi & son Roïaume pouvoient recevoir, si après avoir rendu les Comtez de Roussillon & de Cerdagne au Roi d'Espagne, ce Prince venoit à faire la guerre à la France. Voyez la lettre de ces Consuls à la page 382. du premier Tome de ce Recueil.

rendu ; vérifiant , par cete insigne ingratitude , ce proverbe espagnol : *à fuero de Aragon, por buen servicio mal galardón. a*

a C'est-à-dire : A la mode d'Aragon , pour un bon service un mauvais salaire.

Quoi qu'il en soit , comme il y a des cas , où le Prince doit préférer son Confesseur à son Conseil-d'Etat , il y en a d'autres aussi , où il ne doit pas hésiter à préférer les avis de son Conseil-d'Etat à ceux de son Confesseur. Si Charles VIII. eût été capable d'aprofondir les motifs & les interets particuliers du sien , il auroit pû connoître visiblement , que la politique avoit plus de part , que la charité , aux remontrances d'Olivier Maillard ; & que le salut de son pere ne dépendoit nullement d'une restitution , à laquelle il n'avoit jamais songé , ni dû songer , puisque par le Traité de confédération fait en 1462. à Olite *b* entre lui & le Roi Jean d'Aragon , il étoit dit , que

b Ce Traité est daté du douzieme d'Avril. Il fut confirmé par un autre fait à Sauveretere en Bearn , le troisieme de mai suivant. Voi la page 58. du premier Tome de ce Recueil.

le Roi Louis retiendrait & garderoit les Comtez de Roussillon & de Cerdagne , jusqu'à ce que le Roi Jean lui eût rendu les trois cens mille écus empruntez *c*. De sorte que , Jean étant

c *Assentaron* , dit Mariana , chap 4. du liv. 13. de son Histoire d'Espagne , que *el Rey de Aragon , entretanto que no pagasse esta suma , diessse en prendas lo de Cerdania y Ruissellon.*

mort sans avoir fait ce paiement ; & Ferdinand , son fils & son successeur , qui commença à regner en 1479. n'y aiant point satisfait non plus ; Louis n'avoit pas eû lieu d'ordonner cete restitution , ni par conséquent besoin , que le Roi son fils la fît pour le délivrer des peines du purgatoire. Il paroît même par l'article huitieme du Traité de Barcelone , que le Roi Charles n'étoit pas persuadé en sa conscience de la nécessité de cete restitution , puisqu'il y dit en termes formels , qu'il a un titre suffisant pour retenir les Comtez de Roussillon , & de Cerdagne , & pour en jouir comme avoit fait le Roi Louis son pere : & qu'il exige de Ferdinand & d'Isabelle une promesse avec serment , de choisir & nommer des arbitres , toutes les fois qu'il voudra , pour examiner & discuter le droit , qu'il

pretend avoir à ces deux Comtez a : & d'aquiescer au juge-

a *Jura per nos pretensa in diſſis Comitatibus, tam ratione, & ex cauſa ingagiamenti & impignorationis, quàm aliàs qualitercumque ſit.*

ment, que ces arbitres en porteront, s'ils jugent que ce pais lui doive être rendu. Mais enfin, ſi tous les ſcrupules de la Duchefſe de Bourbon n'étoient pas mieux fondez que celui-ci, qui la porta à conſeiller à ſon frere, de rendre ſi précipitamment ces Comtez, il faloit qu'elle fût bien ſimple ; ou bien entérée de ſon Conſeſſeur, ainſi qu'il arive d'ordinaire aux femmes dévotes. Tout pieux & archicatholique qu'étoit Philippe II. il ſe garda bien de reſtituer la Navarre, quoique le fameux Canoniſte de ce nom, que Charle. quint & lui avoient conſulté pluſieurs fois ſur ce cas de conſcience, leur eût toujours déclaré à tous deux, que pour l'aquit de la leur, ils étoient obligez de rendre ce Roſaume aux heritiers de Jean d'Albret. Aux aproches de la mort, il fit bien un codicile, par lequel expoſant, que l'Empereur ſon pere, lui avoit ordonné par ſon teſtament b, de faire examiner, par des Docteurs

b Ce Teſtament eſt daté du ſixieme de juin 1554. *En lo que toca el reyno de Navarra, dado que el Rey Catolico Don Fernando, mi ſeñor y abuelo, lo ganó y conquiſtò, y es muy verifiſimil, y aſſi lo creemos, que fue con juſtas cauſas, ſegun la reſtitud y gran conciencia de Su Alteza.... toda via para mayor ſeguridad de nueſtra conciencia, encargamos y mandamos al ſereniſimo Principe Don Filippo, mi hijo, que haga mirar, y con diligencia examinar y averiguar llana y ſinceramente, ſi de juſticia y razón ſare obligado à reſtituir el dicho reyno. y lo que aſſi fuerè hallado, determinado, y declarado por juſticia, ſi cumple con eſello, por manera que mi anima y conciencia ſean deſcargadas. Et Philippe II. dans le ſien, qui eſt du ſetieme de mars 1594. Por quanto el Emperador mi ſeñor y padre, &c. y yo por mis muchas y graves ocupaciones, y guerras, y jornadas, à que me hà ſido neceſſario acudir, no he podido atender à haçer en particular la diligencia, que en el ſe mi encomendava, ordeno y mando al Principe Don Filippe, mi hijo, que el lo haga, conetiendolo à perſonas de ſciencia y conciencia, que ſepan apurar muy bien los fundamentos de la juſtificacion, con que los Reyes Catolicos, mis biſaguelos, procedieron en lo del reyno de Navarra, y la con que deſpues aca ſe hà poſſido y poſſee con tanto bien del dicho reyno, eſpecialmente en lo de la religion, y de las provincias y tierras de las coronas de Caſtilla y de Aragon, que con el conſinao, &c. auida conſideracion à eſto, y à todo lo demas, que*

en justicia y conciencia se averiguare ser devido y obligatorio, encargo y mando al dicho Principe, mi hijo, que lo mande ver y mirar, de manera que mi conciencia y la suya queden seguras y descargadas. T O E L R E T.

habiles & desintereffez, le droit de la Maison de Bourbon sur la Navarre, à quoi les guerres étrangères & domestiques l'avoient empêché de satisfaire : il enjoignoit à Philippe III. son fils, de l'aquiter de cete obligation, & de restituer ce royaume aux héritiers de la Maison d'Albret, s'il se trouvoit, qu'il n'appartinst pas légitimement à celle d'Autriche. Mais comme les Princes veulent toujours acorder la Raïson d'Etat avec la Religion, il ajouta à ce codicile une clause écrite de sa propre main, qui écludoit pour jamais l'exécution de ce qu'il ordonnoit : *pourvu*, disoit-il, *que cete restitution ne préjudicie point à la Religion Catholique*, (voilà pour Dieu ;) *ni au repos des royaumes d'Espagne*, (voilà pour les Rois ses successeurs,) qui, lorsqu'on leur alégua les testamens de Charle quint & de Philippe II. n'aurent qu'à répondre, que la restitution de la Navarre troubleroit le repos & la paix de leurs Etats. L'Espagnol, qui a commenté les Memoires de Comines, s'est avisé de dire une chose assez singuliere, au sujet de la Bretagne & de la Navarre. [Il semble, dit-il, que par la Paix faite à Vervin entre les Couronnes d'Espagne & de France, il se fit un échange en cete forme : le Roi Philippe donna les Etats de Flandre pour dot à l'Infante Isabelle, sa fille, future épouse de l'Archiduc Albert : & l'Infante céda le Duché de Bretagne à son pere, qui le retroceda au Roi Henri IV. pour le royaume de Navarre, dont Henri prétendoit la succession, en qualité d'héritier des Maisons de Foix & d'Albret. Et comme il n'en coûtoit que de l'encre, tout cela se fit tres-amiablement : au-lieu que ces cessions de part & d'autre ne se fussent jamais faites, ni pû faire, si ceux, qui cedoient eûssent été actuellement possesseurs de ces Etats, comme l'étoient ceux, à qui on les cedoit.] Temoignage, que les Princes renoncent facilement à ce qu'ils ne tiennent point, mais ne rendent presque jamais ce qui tombe une fois entre leurs mains, quand ils sont assez forts pour le conserver. Au reste, quelques années après la Paix de Vervin, Henri IV. ne laissa pas de dire à l'Ambassadeur d'Espagne, *Don Pedro de Toledo Ojorio*, que s'il

vivoit, il prétendoit bien recouvrer la Navarre, pour démentir la prédiction, que la Reine Caterine, sa biseule maternelle, avoit faite au Roi Don Jean son époux: que ni lui, ni ses heritiers, n'y regneroient jamais. A quoi Don Pedro ayant répondu, que le Roi Catolique, son maître, avoit hérité de ce Roïaume; & que la justice, avec laquelle il le possédoit, l'aideroit à s'y maintenir: *Hé bien*, repliqua le Roi, *je me paierai de cete raison, jusqu'à ce que je sois devant Pampelune; & pour lors, nous verrons qui m'empêchera de m'en rendre maître* ^a. Et dans

^a Don Juan Antonio de Vera, dans le second discours de son *Embaxador*. Il ajoûte, que Don Pedro se leva aussitôt, & sortit précipitamment; & que le Roi lui demandant où il aloit si vite, il répondit: à Pampelune, pour y attendre Vostre Majesté.

la negociation des Pirenées, le Cardinal Mazarin sût bien dire à Don Louis de Haro, que le Roi Tres-Chretien renonceroit avec plaisir à toutes ses conquêtes, si le Roi Catolique lui vouloit rendre en échange seulement la Navarre. qui de notoriété publique lui apartenoit à si juste titre, qu'il n'y avoit pas moins de droit, que sur la ville de Paris. Mais Don Louis n'avoit garde de le prendre au mot, sachant bien, que si le Roi de France avoit une fois Pampelune, il faudroit que le Roi d'Espagne délogeât bientôt de Madrid ^{*}. Tout cela montre évidemment, que nos Rois ont toujours maintenu leurs droits sur la Navarre, bien loin d'y renoncer. Mais retournons au Traité de Barcelone, en exécution duquel Charles VIII. rendit le Roussillon. ^b

^{*} dans une des lettres du Cardinal Mazarin du 25. d'août 1659.

^b Mariana dit, que ce Traité fut commencé dans un lieu appelé *Figueras*, sur les confins du Lampourdan & du Roussillon, puis concla à Narbonne. De sorte que, selon lui, il le faut appeller le Traité de Narbonne, & non pas de Barcelone.

Par le premier article, Ferdinand & Isabelle prométoient de l'assister & de le secourir contre tous ses ennemis, quels qu'ils fussent. *Promittimus ad invicem, quod alter alteri toto posse nostro auxiliabitur & auxiliabimur, seu auxilium prebebitus adversus & contra quicumque*: & non seulement contre les Anglois, les anciens ennemis de la France; mais encore contre le Roi des Romains, & l'Archiduc Comte de Flandre, son fils, durant tout le tems qu'ils feroient la guerre à Charles, & de se déclarer ouvertement contre tous les autres en-

nemis, adversaires, & malveillans de la personne roiale, & de son royaume, tant ceux qui l'étoient déjà, que ceux, qui le seroient, ou le pouroient devenir en quelque maniere que ce fût : *etiam contra quocumque alios, qui sunt, erunt, aut esse poterunt quomodolibet in futurum inimici, malvoli, & adversarii Christianissimi Regis, & regni Francia, cujuscumque status & conditionis fuerint.* Il n'y a rien de plus formel, ni de plus clair que cet article, qui est muni de toutes les clauses necessaires. Cependant, dit Comines, Ferdinand & Isabelle se parjurèrent envers le Roi, après la bonté qu'il avoit eue, de leur rendre ledit pais de Roussillon, qui avoit tant coûté à son pere à réparer & à garder, sans retirer les trois-cens mille écus, pour lesquels le Roi Jean d'Aragon l'avoit engagé. Dès qu'ils virent la guerre commencée en Italie, & le Roi Charles à Rome, ils envoièrent par tout un Ambassadeur *, pour faire une ligue contre lui, avec le Pape, le Roi des Romains, le Roi de Naples, le Roi d'Angleterre, la Seigneurie de Venise, le Duc de Milan : & si-tôt que la Ligue fut conclue,

* Don Lorenzo Suarez de Figueroa,

a Le Nardi dit, que cete confédération fut appellée la sainte Ligue, parce qu'elle s'étoit faite, à ce qu'on disoit, pour la défense du Saint-Siege, & de la liberté de l'Italie. Que les Florentins n'y voulurent point entrer, quoique l'Ambassadeur de l'Empereur eût employé toutes sortes de menaces, pour les intimider, & toutes sortes de promesses, pour les détacher de l'alliance & de l'amitié du Roi de France; lequel il accusoit de vouloir asservir toute l'Italie, tandis qu'il faisoit semblant de se preparer à une expedition contre les Infideles : Et que Ferdinand II. Roi de Naples, étant venu à mourir au mois d'octobre de mille quatre cens quatre vints seize, la disoide semig entre les conféderez, & particulièrement entre le Pape, qui prétendoit donner l'investiture de ce royaume, ou d'une partie, à son fils Cesar; & les Vénitiens, qui avoient d'autant plus envie de s'en emparer, qu'ils tenoient déjà presque toute la Pouille, & qu'ils y avoient une grosse armée toute prête. Ce qui leur eût réussi sans doute, si les Napolitains n'eussent pris subitement la résolution de couronner Federic, oncle de Ferdinand II. Livre 2. de son Histoire de Florence.

* Chapitre 15. du livre 7. & 16. du livre 8. de ses Memoires.

ils lui firent ouvertement la guerre *. Que disoit Ferdinand, pour colorer son ingratitude, & son parjure ? Il disoit, que véritablement il s'étoit ligué & confederé avec le Roi Charles, pour s'entr'aider & se défendre l'un l'autre; mais non point pour usurper le bien d'autrui : (admirez ce langage en la bouche du plus grand usurpateur, qui fut jamais dans la Chretienité;) que la restitution du Roussillon ne pouvoit pas l'obliger en bonne justice, à favoriser, ni à secourir ce Roi, dans une entreprise aussi déraisonnable, qu'étoit celle

de vouloir conquérir le royaume de Naples: que le passage des François en Italie étoit un brigandage, qui avoit également dépouillé les amis & les ennemis, *jornada depredatoria*; & que Charles n'avoit pas même épargné le patrimoine de Saint Pierre, ni son successeur, lequel étoit excepté de la clause générale, *contra quoscumque*, par une particuliere, insérée en la faveur dans les articles 3. & 7. *Vicario Christi excepto*. Exception, que Don Juan-Antonio de Vera avoit que Ferdinand avoit mise *con mafia*, c'est-à-dire, avec finesse, pour avoir un pretexte de rompre avec Charles, quand il y trouveroit son interet *. Disons en passant, qu'Alexandre VI. qui remplissoit, ou pour mieux parler, qui deshonoroit & souilloit alors le Saint-Siège, étoit le plus impie, le plus voluptueux, le plus cruel, & le plus perfide de tous les hommes de son tems; & que si le Roi Charles l'eût fait déposer, comme il y étoit obligé, lui, qui, selon le Savonarole, étoit élu de Dieu pour reformer l'Eglise par l'épée, & pour punir & détrôner les tirans d'Italie *; ç'auroit été la plus sainte & la plus glorieuse action de son regne: d'autant plus que ce Pape avoit acheté le Pontificat, & par conséquent n'étoit pas légitime Pape. Mais la promesse d'un chapeau de Cardinal pour Briconnet, alors Evêque de Saint-Malo, empêcha le Roi de rendre ce service à l'Eglise.

Quoique j'aie assez parlé de Charles VIII. & du Roussillon, j'ajouterai ici pour corollaire l'action généreuse & galante, que fit un Ambassadeur de Ferdinand, qui étoit venu demander la restitution de ce païs à Charles, au commencement de son regne, sans la pouvoir obtenir. Don Juan de Ribera, (dit le Commentateur de Comines, dont Wicquefort est le plagiaire perpetuel;) refusa un present de vaisselle d'argent, que Charles avoit ordonné de lui porter. Ce Prince s'en tenant offensé, le lui renvoia, disant, qu'à la mode de France, ce refus étoit un affront: mais l'Ambassadeur répondit, qu'à la mode d'Espagne, il ne pouvoit rien recevoir d'un Roi, qui ne contenoit pas le sien *. C'est ainsi qu'un Ambassadeur doit épouser & soutenir les interets de son Maître, sans se soucier de plaire, ni de complaire au Prince, auprès duquel il réside, lorsque cete complaisance est incompatible avec le service, ou la gloire de celui, dont il est le ministre. Comme je rens ici

* dans le second discours de son *Embaxador*.

* Comines chap. 19. du livre 8.

* à la fin du chapitre 114.

justice à la sagesse de Don Juan de Ribera, je dois, par la même raison, censurer l'action d'un autre Ambassadeur de Ferdinand, nommé Antoine de Fonseca, qui étant à l'audience du Roi Charles, à Velitres, ville de l'Etat Ecclesiastique, & n'y pouvant obtenir, que le Roi se délistât de l'entreprise de Naples, jusqu'à ce qu'il eût été décidé, à qui ce royaume appartenoit ^a; eût l'audace de déchirer en sa présence,

^a Don Juan-Antonio de Vera rapporte, qu'Antoine de Fonseca dit au Roi Charles, que le Roi Catholique son maître étoit obligé à la défense du royaume de Naples, à cause de celui de Sicile, dont il étoit possesseur; & que comme il avoit un droit certain sur Naples, il ne devoit pas souffrir, que ce royaume fût entre les mains d'un Prince plus puissant que celui, qui le possédoit alors. Discours 2. de son *Embaxador*.

* Chapitre 7. du
livre 26. de son
Histoire,

le Traité de Barcelone. Grande hardiesse, dit Mariana, & pour laquelle peu s'en salut, que les François ne le missent lui-même en pièces *. Danger, qui apprend aux Ambassadeurs, à ne sortir jamais des termes du respect, qu'ils doivent aux Souverains, quelque mécontentement qu'ils en reçoivent; n'y ayant rien de plus contraire à la dignité de leur ministère, que les générositez imprudentes. Telle étoit celle de ce *Piero Capponi*, qui prenant feu sur une menace, que lui fit le même Roi, disant: *je ferai sonner les trompètes*; répondit avec une liberté lacedemonienne: & nous le toisin: & le retira incontinent avec ses trois compagnons. Ce qui épouvanta si fort le Roi & ses ministres, qui crurent qu'un simple député n'auroit pas osé parler si fièrement, sans être sûr de son fait, que le Roi le fit rappeler aussi-tôt, & lui dit en souriant: *ah Capponi, vous êtes un méchant chapon*: après quoi il acorda la paix aux Florentins à des conditions plus raisonnables que celles, que son Secrétaire-d'Etat leur avoit proposées *. Voilà ce que Tacite appelle une témérité heureuse: mais ces sortes d'actions ne peuvent jamais servir d'exemple à des Ambassadeurs prudents, à moins que leur maître ne soit le plus fort, ou ne leur ordonne d'en user ainsi. Encore faut-il, que l'Ambassadeur, chargé de pareille commission, se munisse de toutes pièces contre le déshonneur, qui est la monnoie, dont les Princes paient d'ordinaire les entreprises, qui n'ont pas réussi entre les mains de leurs ministres.

L'an 1497. Charles VIII. termina tous les différends, qui étoient entre la France & l'Angleterre, par un Traité, qu'il fit
avec

* Nardi liv. 1. de
son Histoire de
Florence: & Gui-
chardin liv. 1. de
la Gène.

avec Henri VII. pour le rétablissement du commerce entre les deux nations, en vertu duquel elles se devoient restituer dans le terme de six mois, ou tout au plus tard dans un an, tout ce qu'elles s'étoient pris l'une à l'autre. *

Charles VIII. étant mort en 1498. Louis XII. acheva de conclure le Traité d'alliance & de commerce, que son prédécesseur avoit commencé avec Jean II. Roi de Danemarck & de Suede *, & confirma en la même année le Traité de Senlis de 1493. par celui, qu'il conclut à Paris avec Philippe Archiduc d'Autriche ; Philippe promettant de lui rendre hommage en personne pour les Comtez de Flandre, d'Artois, & de Charolois, & Louis de ne point poursuivre par voie de fait, ni de justice, durant son regne, les droits qu'il avoit au Duché de Bourgogne, & aux Comtez d'Aussone, Auxerrois, Mâconnois, & Bar-sur-Seine, ni sur les villes de Lille, Douay, & Orchies a.

a Villes, que les Comtes de Flandre avoient données aux Rois de France, pour gage de leur fidélité, & que Charles V. rendit à Philippe le Hardi, son frere, en faveur de son mariage avec l'héritière de Flandre.

L'année suivante *, l'Archiduc rendit cet hommage au Roi, dans le palais épiscopal de la ville d'Arras, entre les mains de Gui de Rochefort, Chancelier de France. Le Chancelier, dans cete cérémonie, étoit assis & couvert, & l'Archiduc debout, tête nue, & sans ceinture ; mais après que ce Prince eût prêté le serment de fidélité, le Chancelier se leva, se découvrit, & lui fit la révérence, en disant : *Monsieur, je viens de faire l'office de Roi, comme représentant la personne du Roi mon souverain Seigneur & Maître ; maintenant je fais celui de Gui de Rochefort votre tres-humble serviteur. & suis prest de vous obéir en tout ce qu'il vous plaira de me commander* *. Par où il fit bien connoître, dit Wicquefort, qu'il savoit distinguer entre Philippe Comte de Flandre, & l'Archiduc, Prince souverain de plusieurs provinces libres & indépendantes *. Au reste, Louis XII. fût bien mieux user de ses droits en cete occasion, que n'avoit fait Charles, son predécesseur, qui avoit permis, que Jean-Galeas, Duc de Milan, lui rendît par procureur l'hommage, qu'il lui devoit pour la Duché de Gennes ; au-lieu qu'il faloit que cet hommage fût personnel, comme celui, que Comines

F

* Voi le Traité de Boulogne aux pages 394. & suivantes du 1. Tome.

1498.

* Voi la page 399. du même Tome.

* le 5. de juillet 1499.

* Seyssel dans son Histoire de Louis XII.

* Section 2. de son Ambassadeur.

* Chapitre 5.
du liv. 6. & 1. du
livre 7. de ses
Mémoires.

avoit reçu au nom de Louis XI. de la Duchesse Bonne de Savoie, mere & tutrice de ce Duc *. Quand les Feudataires sont reçus à rendre hommage par procureur, on les acoutume à ne vouloir plus le rendre en personne ; ce qui tôt ou tard afoiblit ou ruine entierement l'autorité du Seigneur direct. C'est pour cela, que Charles-Emanuel I. Duc de Savoie, qui savoit parfaitement faire le Prince, dépouilla comme rebelle le vieux Marquis de Saluces Jean-Louis, qui refusoit de lui faire hommage en personne de ce Marquisat, lequel il pretendoit être hief de la Savoie, quoique de notorieté publique ce soit un fief mouvant du Dauphiné. *a*

a François Marquis de Saluces le reconnoît ainsi dans une lettre datée du dernier de janvier mille cinq-cens trente-trois, où il mande à François de Dinteville, Evêque d'Auxerre, alors Ambassadeur à Rome, que le Pape lui ayant envoyé Messire Brice Martel avec un bref, pour lever une decime sur les Eglises de son Marquisat, il a répondu : que pour être ledit Marquisat une dependance du Dauphiné, il devoit se regler selon l'ordre de France ; & que l'Evêque d'Ivrée, Nonce en Savoie, lui ayant apporté un autre bref semblable, il s'est excusé d'y obéir, disant, que son Marquisat dépend du Roi, au préjudice duquel il ne veut rien faire.

L'an mille cinq-cens un, Louis XII. fit en octobre un Traité de confédération avec l'Empereur Maximilien, par le second & troisieme articles duquel il étoit dit, que les deux Rois aprouveroient, ratifieroient, & confirmeroient le mariage conclu entre Charles, Duc de Luxembourg *b*, fils de l'Archiduc Philippe, & Madame Claude de France *c*, fille du Roi Tres-

b C'est le titre, qui lui fut donné le jour de son batême, au-lieu que, selon l'usage de la Maison de Bourgogne, il devoit être apellé Comte de Charolois.

c Madame Claude lui avoit été fiancée le vintieme d'aoust de la même année.

Chretien ; & que le Dauphin de France, s'il en naissoit un ; soit au Roi, ou à son successeur, épouserait, dans le tems, une des filles de l'Archiduc, à son choix. En faveur du premier mariage, Maximilien promettoit de donner à Louis XII. l'investiture du Duché de Milan, moiennant l'hommage & le serment acoutumé.

Ce Traité fut confirmé par un autre fait à Blois en mille cinq-cens quatre, au mois de septembre, par lequel Louis promettoit, au cas qu'il vint à mourir sans enfans mâles, que

les Gouverneurs des Duchez de Milan, de Gennes, & de Bretagne, des Comtez d'Ast & de Blois, & de toutes les autres terres & seigneuries, qui étoient de son patrimoine, remettoient après sa mort, & après la consommation du mariage du Duc de Luxembourg avec Madame Claude de France, lesdites Duchez, Comtez, & terres patrimoniales, entre les mains de cete Princesse, à la charge, que si elle avoit alors quelques sœurs, elle seroit tenuë de leur donner une dot en argent, convenable à leur état. Mais ce mariage étoit trop avantageux à la Maison d'Autriche, pour pouvoir être accompli de la part de la France. C'est-pourquoi, dans une assemblée, qui se tint en mille cinq-cens six, au Plessis-lez-Tours, un Docteur celebre de l'Université de Paris, nommé Bricot, supplia le Roi, au nom de tous les Etats du Roiaume, de vouloir donner pour époux à sa fille le Duc de Valois, l'héritier presomptif de la Couronne : remontrant les grans inconveniens qui ariveroient, si Madame Claude épousoit Charles d'Autriche, ou aucun autre Prince étranger. Véritablement, dit Jean de Saint Gelais, le Roi, pour vivre en paix, & pour s'accommoder au tems, avoit tenu quelque propos de marier sa fille avec le petit-fils de Maximilien, mais sans avoir eü jamais intention de l'exécuter ; car il étoit trop sage, pour vouloir faire une si grande plaie à son Roiaume *. Ainsi, le Nardi* a quelque raison de dire, que selon l'opinion commune d'alors, ce fut le Roi, qui se fit presenter cete requête en faveur du Duc de Valois, pour avoir de quoi s'excuser honnêtement envers Maximilien, & Philippe son fils a. Un Cavalier Espagnol

* Histoire de Louis XII.

* Livre 4. de son Histoire de France.

a François de Beauquerre dit, que Louis XII. envoya des Ambassadeurs à Philippe, qui depuis peu avoit succédé à la Couronne de Castille, pour lui représenter, qu'il n'avoit pas pû refuser une si juste demande aux Trois Etats du Roiaume, qui sont en droit de contraindre les Rois dans les choses, qui regardent la tranquillité publique. *Id per legatos Filippo Regi Castellonensi, quem titulum nuper usurpaverat, statim significavit, atque excusationem addidit, se tam grave postulare, quod ad publicam totius Gallie tranquillitatem pertineat, Tribus Ordinibus uno consensu flagitantibus, qui Reges Gallos nonnunquam in ordinem redigere solent, denegare nullo modo potuisse.* Belcarius Comment. rerum Gallic. lib.10. num. 1.

L'Auteur de l'Histoire *Pacificacionum Austro-Hispano-Gallicarum* dit, que c'est l'ordinaire des Rois de France d'amuser la Maison d'Autriche par des promesses de mariage. Chap.2.

dit, que Louis XII. ne rompit ce mariage promis de sa fille avec le Prince Charles, qu' pour le frustrer de la Couronne de France, qui, à son dire, lui appartenoit déjà. Et voilà comme il établit son problème. [Le Roi Jean de Valois, dit-il, eût pour fils, Charles, qui lui succeda, & Philippe, Duc de Bourgogne. Depuis Charles V. il y eût toujours succession masculine jusques à Claude, fille de Louis XII. & femme de François d'Angoulême ; & pareillement depuis Philippe, frere de Charles, jusques à Marie, femme de Maximilien, Roi des Romains. Selon ces deux lignes, dont tous les Historiens conviennent, Vôte Maj. sté (il parle à Philippe IV. à qui il soutient que le royaume de France appartient plus justement qu'à Louis XIII.) est du sang de France, du côté de Marie, épouse de Maximilien ; & le Roi Louis, qui regne aujourd'hui, en est du côté de Claude, femme de François I. mais il y a cete différence essentielle, que lorsque Louis XII. mourut, Charles, Prince d'Espagne, petit fils de Marie, lequel avoit alors quatorze ans, devoit, comme mâle, hériter de la Couronne, plutôt que François d'Angoulême, qui y succeda, pour avoir épousé Claude avant la mort de Louis XII. qui la maria tout exprés avec François, pour fortifier le droit de celui-ci par un plus proche degré de parenté ; dautant qu'avant ce mariage ils n'étoient que parens éloignez. *Era desviado el parentesco.* Et une page après, il conclut ainsi : Par cete loi, que *les lis ne filent point*, le royaume de France tomboit alors à Charles, Prince d'Espagne, & appartient aujourd'hui à son arriere-fils, qui est Vôte Majesté *.] Je ne raporte ce raisonnement, que pour faire voir la vanité des pretentions espagnoles, qui roulent sur un faux principe, savoir, que François I. succeda à Louis XII. pour avoir épousé sa fille ; & que si le Prince d'Espagne fût devenu son mari, François ne fût jamais parvenu à la Couronne. Car il est certain, que quand même le Prince d'Espagne auroit épousé la fille de Louis XII. il n'auroit pû succeder au plus qu'au Duché de Bretagne, dont elle étoit la légitime héritière ; & que François, en vertu de la Loi Salique, seroit demeuré Roi de France, du consentement de tous les peuples, comme le plus proche de la ligne masculine, & cousin issu de germain de Louis XII.

Il étoit dit par un autre article du Traité de Blois, que si

* Don Juan Jau-
regui dans un me-
moire adressé au
Roi d'Espagne a-
près la rupture des
deux Couronnes
en 1635.

le mariage de Madame Claude avec Charles venoit à manquer par le dedit du Roi Tres-Chretien, ou de la Reine sa femme, le Roi Louis consentoit dès ce jour, que les Duchez de Bourgogne & de Milan, & la Comté d'Als, demeurassent au Duc de Luxembourg, auquel en ce cas il les cedit & transportoit avec tous les droits & prétentions qu'il y avoit : Et pareillement, que si la rupture de ce mariage venoit de la part de l'Empereur, ou de l'Archiduc, son fils, l'un renonceroit à tous les droits qu'il avoit, ou qu'il pouvoit avoir au Duché de Milan, & aux autres seigneuries, que le Roi tenoit dans l'Empire ; & l'autre, à toutes les prétentions, qu'il avoit au Duché de Bourgogne, & aux Comtez de Mâcon & d'Auxerre ; & à la seigneurie de Bar-sur Seine, transportant dès lors au Roi Tres-Chretien & à Madame Claude les Comtez d'Artois & de Charolois, & les seigneuries de Noyers & de Château-Chinon. Mais quoique le Roi Louis eût manqué à sa parole, Maximilien, qui manquoit toujours d'argent, aimait encore mieux lui donner l'investiture du Duché de Milan, que de lui rendre les deux-cens mille francs, qu'il avoit reçus par avance pour cette investiture ^a. Où il est à remarquer, que

^a *Ducenta millia francorum, quæ accepimus pro dicta investitura.* Dans l'acte de l'investiture expédié à Haguenau.

cet Empereur donna deux investitures de ce Duché à Louis XII. l'une, le setieme d'avril, mille cinq-cens cinq ; l'autre le quatorzieme de juin, mille cinq-cens neuf. La premiere, qui est celle d'Haguenau, comprend conjointement Madame Claude, & Charles, Duc de Luxembourg, en qualité de futurs époux, [*pro illustri Claudia, filia, una primogenita, ac pro illustri Carolo, Archiduce Austria, Principe Castelle, & Duce Luxemburgi, prenominate Claudia sponso :*] mais la seconde, qui est datée de Trente, porte, *pro illustrissima domina Claudia, ejus filia, illiusque futuro sponso*, sans exprimer le nom de ce futur époux, quoique Madame Claude eût été fiancée solennellement avec François Duc de Valois, dès l'année mille cinq-cens six *. Il est bien vrai, que quelques lignes après, François est compris à son tour dans cete investiture, mais non point en qualité d'époux de cete Princesse ; tant ce mariage causoit de douleur à Maximilien, qui par là se voioit

* Le 11. de mai, auquel se rencontroit la fête de l'Ascension, selon Seyssel.

frustré, pour la seconde fois, de l'espérance de faire entrer dans sa Maison le Duché de Bretagne, dont Claude étoit l'unique héritière. Si l'on en croit Martin du Bellay, la Reine Anne n'étoit pas plus contente de ce mariage, que Maximilien même, dont elle aimoit mieux le petit-fils pour sa fille, (car elle avoit le cœur Autrichien ;) que le Duc de Valois, de qui elle haïssoit extrêmement la mere * ; ainsi qu'il arive d'ordinaire entre les Dames, qui se trouvent à peu près égales en naissance, en beauté, en fortune, & en credit. De forte que, si Louis XII. fût mort le premier, comme elle s'y étoit fort attenduë, elle auroit, sans doute, entièrement rompu ce mariage, qui de son vivant n'avoit jamais pû s'accomplir, quoique sa fille & le Duc eussent l'âge requis, plus de deux ans avant qu'elle mourût. *a*

* Livre 1. de ses
Mémoires.

a Anne mourut en mille cinq-cens quatorze, le neuvième de janvier ; & François épousa la Princesse Claude au mois de mai suivant.

Si Louis XII. trompa Maximilien dans les Traitez de Trente & de Blois, il fut trompé lui-même à son tour dans tous ceux qu'il fit avec Ferdinand, Roi d'Aragon. L'an mille cinq-cens deux, Philippe, Archiduc d'Autriche, & Prince de Castille, étant venu à Lion avec une procuration *b* expresse, signée de la main du Roi & de la Reine d'Espagne, & sellée de leur seau roial, pour terminer en leur nom le différend,

b Mariana chap. 19. du 27. livre de son Histoire, dit, que cete commission étoit fort limitée, & qu'après le départ de l'Archiduc, Ferdinand, qui ne se fioit pas entièrement à lui, & encore moins aux Ministres Flamans, dont il se servoit, lesquels il croioit être tout françois dans le cœur, lui envoya par l'Abbé de Saint Michel de Cuxa une nouvelle instruction, & un nouveau pouvoir, avec ordre à l'Abbé, de ne lui point donner le pouvoir, s'il ne suivoit cete instruction : que l'Archiduc aiant commencé à traiter avec le Roi de France, & le Cardinal de Roën, tout autrement que son instruction ne portoit, l'Abbé l'avertit de ne passer pas plus outre, sans en donner avis auparavant au Roi son beaupere ; mais que l'Archiduc se voyant entre les mains du Roi Louis, qui le pressoit vivement, ne pût s'exemter de conclure, d'autant moins que ceux de son Conseil le lui persuadèrent ainsi. Ce qui les fit soupçonner d'avoir été gagnés par argent. Quoi qu'il en soit, le Comines Espagnol raconte, que Louis XII. avoit coûtume de dire, que les Ministres de son voisin, l'Archiduc Philippe, étoient aussi françois que le vin d'Orléans. *Chapitre 56. note m.*

Quant à la commission de l'Archiduc, le Nardi dit au contraire, qu'elle étoit *piena assoluta*, & que pour cela il partit de Lion très-mécontent du procédé du Roi Ferdinand, qui n'avoit point voulu ratifier son Traité. Je rapporte ici ce que ces Historiens en ont dit, afin que les lecteurs puissent mieux discerner la vérité, que Mariana, homme d'ailleurs très-sincere, semble avoir déguisée en cet endroit.

qu'ils avoient avec le Roi Louis, au sujet du royaume de Naples, ofrant de leur part de transporter le droit qu'ils y avoient au Prince leur gendre, au cas que Louis voulût reciproquement ceder le sien à Madame Claude, sa fille, fiancée au Duc de Luxembourg ^a, fils de l'Archiduc : le Traité fut

^a Mariana dit la chose autrement. La substance de cet accommodement, dit il, étoit, ou que le Roi d'Espagne cedât à Don Carlos, son petit-fils, la part qui lui appartenoit au royaume de Naples ; & le Roi de France la sienne, à Madame Claude sa fille, promise à Don Carlos : & qu'en attendant que ce mariage s'accomplît, la part de Ferdinand fût mise en dépôt, entre les mains de l'Archiduc, ou de ceux qu'il nommeroit ; & l'autre demeurât au pouvoir des François : ou que Louis XII. & Ferdinand gardant chacun leur part, la *Capitanata*, dont ils étoient en dispute, fût mise en dépôt. Mais, ajoute-t il, ces deux expédiens étoient hors de raison, car le premier laissoit les François maîtres de leur part, & ôroit à Ferdinand la sienne, puisqu'il eût été obligé de retirer de ce royaume tous les Espagnols, qui y demeuroient : Et par le second, le différend, qui étoit entre les deux Rois, au sujet des limites de leur partage, restoit au même état qu'auparavant. Ibid.

conclu le cinquieme d'avril, & juré solennellement de part & d'autre devant le grand autel de l'Eglise Catédrale de Saint-Jean, où l'on celebrait la messe. Aussi-tôt après, le Roi envoya par Edoüard Bouillot, son valet-de-chambre, deux copies de ce traité au Duc de Nemours, son Lieutenant-general à Naples, qui en rendit une à Gonçalo Fernandez, Lieutenant-general de Ferdinand ; auquel le Prince Philippe en donna pareillement avis par Jean Edin, son Fourier principal : mais Gonçalo ne laissa pas de continuer la guerre, & même avec plus de violence qu'auparavant, disant, qu'il vouloit avoir un ordre exprés de son Roi, celui de l'Archiduc ne suffisant pas. Mariana ajoute, qu'il répondit, qu'il n'exécutoit point ce que l'Archiduc lui ordonnoit, jusqu'à tant qu'il eût informé le Roi son maître de l'état, où étoient les affaires de Naples ; que les François avoient commencé la guerre mal à propos, & sans sujet ; & que maintenant qu'ils avoient perdu le jeu, il ne pouvoit, ni ne devoit accepter une semblable paix : qu'il savoit bien ce qu'il devoit faire, & qu'il iroit en personne donner sa réponse au Duc de Nemours. Tout cela montre, que le Prince & le Ministre s'entendoient bien ensemble ^b ; & que Ferdinand rompoit aussi facilement

^b Il n'en faut pas d'autre temoignage, que ce que dit encore le même Mariana, que Ferdinand donnant avis à Gonçalo, que l'Archiduc aloit en France, pour y traiter la paix, lui commanda de ne rien faire de tout ce que son gendre lui ordonneroit, concernant l'exécution de la paix, ou de la trêve, qu'il pourroit conclure avec cette Couronne.

un Traité, qu'une feuille de papier. Il étoit dit par celui de Lion : *Que le Roi Tres Chretien signifieroit le present Traité à Monsieur de Nemours, & lui ordonneroit expressement de le faire observer, & de faire cesser tous exploits & actes de guerre; & que Monsieur l'Archiduc, au nom & de la part du Roi & de la Reine d'Espagne, le signifieroit en même tems à Gonçalo Fernandez, & lui ordonneroit de faire le semblable.* Or si la procuration de l'Archiduc étoit suffisante, pour conclure la paix avec le Roi de France, comme l'on n'en peut pas douter, il avoit un pouvoir suffisant, pour ordonner à Gonçalo de faire cesser la guerre. Mais, dit Saint-Gelais, tout cela venoit peut-être de l'ancienne cautelle de celui, qui en savoit bien faire d'autres. Le Nardi, à mon avis, a deviné la vraie cause de ce procédé. [Gonçalo, dit-il, refusa d'obéir à cet ordre, parce que se trouvant alors le plus fort dans le royaume de Naples, il espéroit, qu'avant qu'il eût reçu nouvel ordre de son maître de mettre bas les armes, & de vivre en paix, il auroit fait de si grans progrès sur les François, que Ferdinand ne voudroit point ratifier l'acord fait par l'Archiduc son gendre avec le Roi Louis. Et cela ariva comme il l'avoit pensé * :] car Ferdinand ne ratifia point le Traité, se contentant d'envoyer un Ambassadeur en France, pour proposer au Roi de rendre le royaume de Naples à Dom Federic, qui en avoit été chassé en mille cinq-cens un, par les François : Parti qu'il savoit bien que ce Roi n'accepteroit jamais ; & qu'il ne proposoit aussi, que pour faire parade d'un faux desintéressement. Au reste, ce Traité fut fatal à la France, d'autant que Louis XII. se reposant sur la foi de l'Archiduc, negligea de prendre ses sûretés, & donna le tems à Gonçalo de se fortifier, & de rétablir les affaires des Espagnols, qui avoient été chassés de la *Capitanata*^a, de la Pouille, & de la Calabre. Si bien que

* Livre 4. de son
Histoire de Flo-
rence.

^a C'est une Province, que les Grecs, qui la possédoient autrefois, appelloient *Capapania*, du nom du Gouverneur, ou Capitaine des armes qu'ils y envoyoient, avec le titre de *Capapan*.

l'année suivante, les Généraux François, qui, selon le Nardi, ne s'accordoient pas bien ensemble, aiant perdu deux batailles en huit jours : d'Aubigni, celle de Seminare en Calabre ; & le
Duc

Duc de Nemours, celle de Cerignoles *a* en la Pouille, où il fut tué dès le premier choc; Gonçalo n'eût presque point de peine à se rendre maître des villes de Naples, de Capoue, & d'Averse, & de presque tout le royaume. Tant est vrai le dire de Louis XI. qu'une bataille perduë a toujours grand'queuë.

a Mariana dit, que cete bataille est une des plus fameuses, qui se soient jamais données en Italie; que les François y perdirent trois mille sept-cens hommes, toute leur artillerie, & presque toutes leurs enseignes; & que du côté des Espagnols il n'y mourût pas un seul homme de marque. Elle se donna le vint-huitieme d'avril mille cinq-cens trois; & celle de Seminare le vint-un; toutes deux un vendredy. Celle-ci fut inconscient suivie de la perte de toute la Calabre. Chap. 10. & 11. du liv. 27 de son Histoire.

La Reine Isabelle de Castille, femme de Ferdinand, étant morte vers la fin de l'année mille cinq-cens quatre*, Ferdinand épousa, en mille cinq-cens cinq, Germaine de Foix, nièce de Louis XII. qui lui donna pour dot sa part & portion du royaume de Naples, & tout ce qu'il y prétendoit *b*, à condition que tout retourneroit à la Couronne de France, si elle devenoit veuve, & qu'elle n'eût point d'enfans *c*. Ainsi,

* le 26. de novembre.

b Ce fut en vertu de cete cession, que quelques jours après la consommation de ce mariage, les Princes de Salerne & de Melfe, & plusieurs autres Barons Angevins, c'est à dire, qui avoient tenu le parti des Rois de Naples de la Maison d'Anjou, contre les Rois de la Maison d'Aragon, rendirent hommage, & prêtèrent le serment de fidélité pour eux, & pour les autres Barons absens, à Ferdinand & à Germaine, comme aux véritables & legitimes Rois de Naples. Mariana chap. 17. du liv. 28. de son Histoire d'Espagne.

c Ce Traité fut confirmé par les deux Rois en mille cinq-cens sept, dans la conference qu'ils eurent ensemble à Savone, où Ferdinand vint trouver Louis, ainsi qu'il se pratique d'ordinaire entre Princes inégaux. Le Nardi parle de cete entrevüe soit à la gloire de Louis XII. dans le quatrième livre de son Histoire de Florence; & Guichardin soit à l'avantage de Ferdinand, dans le livre septieme de la sienne. Au contraire, on critique Italien en railla les deux Rois par une piquinade, où il demandoit lequel avoit été le plus fou des deux, de Ferdinand, qui s'étoit mis entre les mains de Louis, qu'il avoit si souvent offensé; ou de Louis, qui ne s'étoit pas saisi de sa personne, & qui avoit ainsi perdu l'occasion de recouvrer le royaume de Naples?

Louis XII. termina par un contrat de mariage une querelle, qui n'auroit jamais pris fin par la voie de tous les traitez de paix, qu'il eût pu faire avec un Prince, qui fesoit trofée de sa perfidie. Témoin ce qu'il repliqua au Secretaire Quintana, qui à son retour de France lui raportoit, que le Roi Louis se

plaignoit d'avoir été trompé deux fois par lui : Deux fois , reprit-il , *Par Dieu , il a bien menti l'ivrogne , je l'ai trompé plus de dix a.* Cependant , Don Juan-Antonio de Vera , qui au reste est un Historien tres-judicieux , n'a pas laissé de dire , que jamais Prince ne sût si bien acorder la loi de Dieu avec la Raison d'Etat , & que Ferdinand fut aussi fidèle disciple de l'une , qu'excellent maître en l'autre. *

* Dans la vie de Charles-quin.

Don Juan Vitrian ajoute par une espeece d'approbation : *T à se creo , que dezia verdad : c'est-à-dire : Et ma foi je crois qu'il disoit vrai.* chap. 58. de son *Comines* , note y.

Au reste , tout fin & habile qu'étoit Ferdinand , qui épou-
soit Germaine en vûe de succéder au droit , que Gaston de Foix , son frere unique , avoit sur la Navarre , au cas que ce jeune Prince tout martial fût tué à la guerre , ainsi qu'il ariva depuis à la bataille de Ravenne ; Louis XII. fut encore plus fin que lui , dans la négociation de la Paix de Blois , en vertu de laquelle se fit ce mariage. Car étant dit , que le royaume de Naples retourneroit au Roi de France , si la Reine Germaine demeurait veuve & sans enfans *b* , selon toutes les apparences il étoit assuré de recouvrer Naples , Ferdinand aiant

b Si Regina Germana , marito vivente , sine liberis decederet , ejus dotâlis pars , nempe regni Neapolitani , Ferdinando Catolico cederet ; è contra si illa ei superstes esset , hac pars ad Regem Christianissimum rediret. Ainsi Ferdinand étant mort avant Germaine , les François prétendirent , que la part , que Louis XII. avoit donnée pour dot à sa nièce , étoit dévolüe à la Couronne. Mais les Espagnols répondoient , que Ferdinand avoit remedié à cet inconvenient , du tems du Pape Jules II. qui , durant la tenue du Concile de Pise , dont le Roi Louis XII. s'étoit déclaré le protecteur ; avoit accordé à Ferdinand , & à tous ses descendants , une investiture autentique & irrevocable du royaume de Naples , par laquelle il abolissoit , cassoit , & annulloit toutes les investitures & concessions obtenues des Papes ses predecesseurs : [& par conséquent celle qu'Urbain IV. ou Clement I V. avoit donnée à la Maison d'Anjou , en la personne de Charles , frere de Saint Louis.] *Ciaccon. dans la vie de Jules II. & Zurita dans son Histoire d'Aragon.*

le corps usé de débauches & de maladies ; & Germaine , tout ce qu'il falloit pour envoyer son époux en l'autre monde : de la beauté , de la jeunesse , & de la vigueur. Mais comme l'homme propose , & Dieu dispose , Ferdinand vécut encore dix ans entiers , & Louis , qui avoit compté sur sa mort , mourut treize

mois avant lui. Et ce qui est encore plus à remarquer, c'est qu'il mourut lui-même au bout de deux mois & demi, pour avoir pris à cinquante-deux ans passez, une seconde femme, dont l'âge *a*, la beauté, & le tempérament, demandoient un mari plein de santé. Selon le Traité de Blois, dont le premier article commençoit par ces termes : *Le Roi Tres-Christien, & le Roi Catholique, seront comme deux ames dans un seul & même corps* : ces deux Rois auroient dû mourir en même jour.

a Marie d'Angleterre n'avoit que dix-huit ans : sur quoi Guichardin dit, que Louis en lui rendant le devoir conjugal avec trop de passion, ne se souvint pas de l'âge qu'il avoit, ni de la faiblesse de sa complexion. Livre 12 de son Histoire.

Tant d'Historiens ont parlé amplement de la Ligue conclüe à Cambrai contre la Republique de Venise, entre le Pape Jules II. l'Empereur Maximilien I. le Roi Louis XII. & Ferdinand Roi d'Aragon *b*, qu'il seroit superflu que j'en parlasse.

b Nota, que Marguerite d'Autriche & le Cardinal d'Amboise, qui conclurent cete Ligue le dixieme de decembre mille cinq-cens huit, signèrent le même jour un autre traité separé, intitulé, [Traité de Paix entre l'Empereur Maximilien, & Charles, Prince d'Espagne, son petit-fils, d'une part ; & le Roi Louis XII & Charles d'Edmond, Duc de Gueldre, d'autre :] afin que celui-ci, qui fut publié d'abord, amusât les Vénitiens, à qui l'on faisoit un mystere de l'autre, pour les surprendre. Il est encore à remarquer que Charles III. Duc de Savoie, voulut être compris dans cete Ligue, pour le recouvrement du royaume de Chipre. Ce qui lui fut accordé par une Declaration de Louis XII. du dix-neuvieme de mai de mille cinq-cens neuf, signée ROBERTAT. Voyez la page 66. du second Tome.

Outre que je ne pouvois en dire les vrais motifs, sans renouveler une querelle, que deux Ambassadeurs de cete Seigneurie ont rendüe fameuse ici par leurs plaintes, & par deux suprefions de L'HISTOIRE DU GOUVERNEMENT DE VENISE. *Piscator ietus sapit*. Ceux qui voudront savoir les raisons, qui firent entrer Louis XII. dans cete Ligue, n'ont qu'à voir la declaration de guerre, que le Roi d'armes, Montjoie, fit au Senat de Venise, laquelle est inserée dans le second Tome de ce Recüeil, page 70. & suivantes.

Au reste, cete guerre, qui faillit à abîmer l'Etat de Venise, fut suivie d'une paix & d'une confederation, qui fut conclüe à Blois le vint-troisieme de mars mille cinq-cens treize, par le Senateur André Gritti, prisonnier de guerre en France ; & depuis laquelle nos Rois, & cete Seigneurie, ont toujours vécu

en bonne intelligence. Ferdinand le Catholique avoit très-bien prévu, que les Vénitiens renouvelleroient avec la France, si l'Empereur s'opiniâtroit davantage à ne vouloir pas leur accorder la paix, à des conditions honnêtes : & pour parer ce coup, il avoit employé tout son crédit, & toute sa politique auprès de lui, pour le résoudre à leur rendre Veronne. Mais l'Empereur, toujours prodigue, & toujours sans argent, leur demandoit des sommes si exorbitantes, qu'ils aimèrent mieux se liquer avec le Roi Très-Chrétien, s'obligeant de lui fournir huit-cens hommes d'armes, quinze-cens chevaux-legers, & dix mille hommes de pied, pour lui aider à recouvrer le Duché de Milan, & le Comté d'Ast; à la charge que le Roi leur aidât réciproquement à reprendre en Lombardie, & dans la Marche Trevisane, tout ce qu'ils y possédoient avant la Ligue de Cambrai.

En cete même année, François, Duc de Valois, traita & conclut au nom de Louis XII. une treve pour un an avec le Secrétaire *Pedro Quintana*, procureur de Ferdinand Roi d'Aragon. Il étoit dit par le premier article de cete treve, que Charles, Prince d'Espagne, ou Ferdinand son frere, au choix du Roi Catholique, épouseroit Madame Renée, seconde fille du Roi Très-Chrétien; & que ladite Dame auroit pour dot le Duché de Milan, & la Seigneurie de Gennes, pour elle, & ses enfans mâles & femelles: par le second, que ce mariage venant à s'accomplir, Louis quitteroit & cederait tout son droit au royaume de Naples à Ferdinand, pour en disposer comme il lui plairoit: par le cinquieme & sixieme, que ce mariage se solenniferoit en face de l'Eglise, aussi-tôt que le Prince Charles, ou son frere, & Madame Renée, seroient en âge de le consommer; & que pour sûreté de cete promesse, le Roi de France metroit actuellement la Lanterne de Gennes entre les mains de Ferdinand, pour la garder ausdits Princes leurs enfans, jusqu'à la consommation du mariage.

En contemplation de ce mariage, les deux Rois se promettoient réciproquement une bonne & sincere amitié envers tous, & contre tous, sans nulle exception, & de s'aider l'un l'autre de toute leur puissance, pour la défense, conservation, & recouvrement de leurs païs, terres, & seigneuries, & de ne donner

aide, conseil, secours, ni faveur, aux ennemis les uns des autres, directement ni indirectement, &c.

Dans cete alliance & confederation Ferdinand comprenoit l'Empereur Maximilien, & le Roi d'Angleterre, pour & au nom desquels il assuroit, qu'il avoit tout pouvoir de traiter a.

a Ut pro nobis & nomine nostro, ac etiam nomine serenissimorum & potentissimorum Principum, Maximiliani, Romanorum Imperatoris, qui per literas suas privatas, & earum credentiam, nobis omnimodam concessit facultatem; & Henrici Anglia Regis, pro quo idem serenissimus Imperator, frater noster, fortem se facit, quod serenitas sua ratificabit ea, &c. possitis & valeatis tractare. Voyez la commission de Quintana, page 96. du second Tome.

Cependant, si l'on en croit Guichardin, livre onzieme de son Histoire, il ne leur avoit rien communiqué de ce qu'il avoit fait traiter en France par Quintana; car tandis que cete treve se publioit par toute l'Espagne, il y ariva un Héraut, qui lui annonça de la part du Roi d'Angleterre, que ce Roi fesoit un puissant armement, pour assaillir la France; & qu'il étoit tout prêt à commencer la guerre, si Ferdinand le secondoit du côté d'Espagne, ainsi qu'il le lui avoit promis auparavant. Voilà comme cet Archicatólique se moquoit de tous les Princes, aussi-bien de ses gendres, de ses amis, & de ses conféderez, que de ses ennemis declarez. Mais cete treve ne laissa pas de produire un meilleur éfet, qu'il ne vouloit, pour la France; car Henri VIII. voyant, que son beaupere l'avoit trompé déjà trois ou quatre fois, fit, l'année suivante, la paix avec Louis XII. & lui donna ensuite sa sœur en mariage.

Passons aux Traitez faits entre François I. successeur de Louis XII. & Charles d'Autriche, héritier des roiaumes d'Espagne.

Le premier fut une Confédération perpetuelle entre ces deux Princes, dont le premier s'obligeoit de donner en mariage à l'autre a, Renée de France, seconde fille de Louis XII.

a La Reine Anne souhaitoit passionnément le mariage de sa fille Renée avec le Prince d'Espagne, & si au-lieu de la retenir auprès d'elle, comme elle fit, elle eût voulu la donner dès-lors à l'Empereur Maximilien, qui la demandoit pour l'élever en sa Cour, il est certain, que ce mariage se fût accompli; & que jamais Renée n'eût été la femme d'un petit Duc de Ferrare. En quoi la tendresse de sa mere lui fit plus de mal, que la politique de François I. son beaufrere,

avec six-cens mille écus d'or de dot, & le Duché de Berry, pour elle, & pour ses enfans, à condition qu'elle renonceroit à toutes les prétentions, qu'elle pouvoit avoir aux Duchez de Milan, & de Bretagne, c'est-à-dire, à toute la succession de ses pere & mere. Mais ce mariage ne s'accomplit point, non plus que celui de Charles avec Madame Claude, qui lui avoit été promise auparavant; François I. aiant eû le tems de considérer le mal, que lui pouroit faire, un jour, un beaufrere, qui étant déjà souverain des Pais-bas, aloit devenir Roi d'Espagne, de Naples, de Sicile, & peut-être Empereur, ainsi qu'il arriva.

Le second fut le Traité de Noyon de 1516. par lequel François promettoit à Charles, de lui donner Louise de France, sa fille*, & pour dot, la part, qu'il prétendoit au royaume de Naples, à condition de reversion, si Louise n'avoit point d'enfans: & Charles promettoit à François, de lui-paier tous les ans cent-mille écus pour l'entretien de sa future épouse, jusqu'à l'accomplissement du mariage; & cinquante mille, jusqu'à ce qu'elle eût des enfans.

* Louise n'avoit alors qu'un an.

Charles n'en paia jamais rien. Ce paiement, dit Guichardin, lui sembloit onereux, & le Traité de Noyon lui déplaçoit d'autant plus, que la nécessité de passer en Espagne l'avoit contraint de le conclure, au prejudice de celui de Paris, [de 1514.] M. Varillas dit au contraire, que Charles en fut si content, (certes il le devoit être,) que Chievres en eût pour recompense les charges de Grand Admiral de Naples, de Grand-Chambellan, & de Premier Ministre d'Etat, avec les Duchez de Sotia & d'Attri dans le royaume de Naples; & le Gouvernement de l'Ecluse en Flandre. Au reste, M. Varillas s'est mépris, quand il a dit, *qu'on donna, en consideration de l'âge plus avancé du Roi Tres-Chretien, à Gouffier l'avantage, que Chievres l'allât trouver à Noyon.* Car il sembleroit, que la pressence fût fondée sur l'âge; & que celui des Rois de France & d'Espagne, qui se trouveroit le plus jeune, dût céder à l'autre. Ce qui établroit une égalité, à laquelle nos Rois n'ont jamais voulu consentir, & ne consentiront jamais.

Quant à la Navarre, il étoit dit, que cete Reine, & son fils, enverroient, dans le terme de six mois, des Ambassadeurs au Roi de Castille, qui les satisferoit, selon qu'il seroit de raison; & qu'au cas que Charles ne la rendit pas, il seroit permis à François d'aider le jeune Roi Henri à la recouvrer.

Paul Jove rapportant les articles de la Paix de Noyon dit; que celui de la Navarre portoit, que Charles la rendroit au fils du Roi Jean, qui en avoit été chassé, si les arbitres, dont François & lui conviendroient, jugeoient, que cela fût de

justice : *Si id iudiciis, quos constituere summa rei arbitros deberent, ex aequo & iure videretur* * : ou comme disoient les Espagnols, selon Guichardin, si le jeune Roi Henri fesoit voir, que ce royaume lui apartenoit de droit *. Et quant au royaume de Naples, le même Paul Jove ajoute un article, par lequel le Roi Charles s'obligeoit de paier tous les ans cent-mille écus d'or au Roi de France, afin que ce tribut servît à montrer, que ce Roi avoit quelque droit au royaume de Naples a.

* à la fin du liv. 18.
de son Histoire.

* Livre 12. de son
Histoire d'Italie.

a *Centum millia aureorum nummum quorannis Gallo (Carolus) penderet, ut eo tributi nomine aliquod Gallis in Neapolitano regno jus esse videretur. Ibid.* Si cet article étoit dans le Traité de Noyon, comme le dit Paul Jove, François I. n'avoit qu'à le citer à Charles-quin, lorsque lui aiant offert pour sa délivrance de prison, de renoncer au royaume de Naples & au Duché de Milan, l'Empereur, à ce que raconte son Historien, Don Juan Antonio de Vera, répondit, que François n'y avoit aucun droit ; & que par conséquent il ne renonçoit à rien.

M. Varillas livre quatrième de son *Education des Princes*, dit, que Gouffier s'opiniâtrant à demander, que les royaumes de Naples & de Navarre fussent rendus au Roi de France, son maître, avant que le Roi Catholique alât prendre possession des royaumes d'Espagne, Guillaume de Crotty de Chièvres, plénipotentiaire de Charles, promit en son nom la restitution de Naples & de la Navarre, à la charge, que cette promesse demeurât secrète, jusqu'à ce que Charles fût en Espagne, & y eût disposé les esprits à donner satisfaction à François I. & que pour cet effet Gouffier & Chièvres dressèrent deux traites, datez du même jour, l'un secret, par lequel Charles s'obligeoit de restituer les deux royaumes usurpez par Ferdinand, après qu'il auroit pris possession des Espagnes, quand même les Etats du pais n'y voudroient pas consentir, l'autre, qui fut public dès le jour de la signature, lequel portoit seulement, que les deux Rois s'en raporteront au jugement des arbitres. On prétend, que le traité secret, dont parle ici M. Varillas, est apocryphe : & plusieurs curieux, qui l'ont cherché, depuis qu'il en a fait mention, le croient aussi difficile à trouver, que l'original de la Donation de Constantin. b

b D'ailleurs, s'il y eût eu un traité secret, par lequel Charles eût promis de restituer le royaume de Naples à François I. comment la Régente, sa mère, eût-elle oublié de produire l'original de ce traité, qui seul eût convaincu l'Empereur, & tous ses Ministres, quand ils disoient qu'en renonçant à ce royaume, il ne renonçoit à rien ? Ajoutez encore à cela, qu'il n'est pas dit un seul mot de ce traité secret dans tous les écrits, manifestes, & protestations, qui se firent durant la prison, & après

la délivrance de ce Roi. Le Premier Président de Selve n'en dit rien dans ses Mémoires; lui, qui avoit été le principal instrument de toute la négociation de Madrid, & qui savoit mieux que personne de son tems, défendre & soutenir les droits de son Maître. D'où il faut conclure, que ce traité secret est un pur *estre-de-raison* de M. Varillas.

Quoiqu'il en soit, il a raison de dire, que Gouffier perdit autant de réputation par ce traité, que Chièvres en acquit; & que François I. fit une faute irréparable de s'être païé de la promesse d'une restitution incertaine, tandis qu'il étoit en état d'y contraindre Charles, par la force de ses armes, en lui enlevant les meilleures provinces des Païs-bas, pendant qu'il iroit en Espagne. Car il falloit absolument que Charles y alât au plutôt; ou qu'il hazardât de perdre la Castille & l'Aragon, où il y avoit un puissant parti, qui travailloit à mettre son frere sur le trône. Ainsi, François I. eût sujet de se repentir durant tout son regne, de n'avoir pas profité d'une si belle occasion.

■ Formé par Don Pedro Martinez de Guzman, Grand-Commandeur de Calatrava, Gouverneur de l'Infant Don Fernando; & par Don Alvaro Osorio, Evêque d'Astorga, son Precepteur.

Les autres articles du Traité de Noyon regardoient l'Empereur & les Vénitiens, & portoient, que Maximilien auroit deux mois pour aviser, s'il vouloit être compris dans ce traité; mais que s'il y entroit, le Roi de France ne laisseroit pas d'être en droit d'aider les Vénitiens au recouvrement de Veronne. Que si Maximilien leur rendoit cete ville, ils lui païeroient, en deux fois, la somme de deux-cens mille écus; cent mille, le jour même que la place seroit renduë; & les cent mille autres, six mois après: & qu'outre cela le Roi le tiendrait quitte des trois-cens mille, que Louis XII. son predecesseur lui avoit pretez pour leur faire la guerre. Ces conditions étoient si avantageuses, que l'Empereur accepta & ratifia la paix, à la négociation de laquelle il s'étoit fort opposé auparavant, le desir d'avoir de l'argent (qui étoit ce dont il manquoit toujours) l'ayant emporté sur la haine naturelle, qu'il portoit à la Couronne de France; & sur l'ancien dessein qu'il avoit, de dominer absolument en Italie. C'est ainsi qu'en parle Guichardin à la fin du douzieme livre de son Histoire. Au reste, le Traité de Noyon ne fut point observé, ni par François, qui se plaignoit, que Charles ne lui paioit point les cent-mille écus de pension, & qu'outre cela, il cabaloit contre lui

lui avec les Princes d'Italie, pour le chasser du Duché de Milan ; ni par Charles, qui demandoit la restitution de celui de Bourgogne. L'élection de Charles à l'Empire, auquel François aspirait avec passion, acheva de les brouiller irreconciliablement ensemble ; & tous les traitez qu'ils firent vint-cinq ans durant, ne furent que des amusemens de paix, se gouvernant tous deux l'un envers l'autre à peu près comme Louis XI. & Charles, Duc de Bourgogne : avec cete différence, que François I. sembloit avoir succédé au malheur de ce Duc ; & Charles quint au bonheur de Louis XI.

Les Historiens ont tant parlé des négociations, qui se firent pour la délivrance de François I. prisonnier à Madrid, qu'il seroit superflu d'en faire ici la narration, qui d'ailleurs ne serviroit que de décoration au trionse de Charles quint. Je me contenterai de dire à ce propos, que cet Empereur perdit le principal fruit de sa victoire, en préférant, en cete rencontre, l'avarice à l'ambition ; au lieu que s'il eût préféré l'ambition à l'avarice, en donnant genereusement, & sans rançon, la liberté à son prisonnier, comme le lui conseilloit son Confesseur * ; (heureux les Princes, qui en ont de tels !) jamais François I. n'eût pû entrer en concurrence de gloire avec lui ; ni la France oublier un si grand bienfait. Mais comme Charles quint, aveuglé de son bonheur, traita avec ce Prince en marchand, & non pas en Roi, aussi, François n'exécuta de toutes les conditions du Traité de Madrid, que celle du paiement des deux millions d'écus d'or, promis pour sa rançon : voulant donner à entendre par-là, qu'il traitoit en banquier, celui qui n'avoit pas sù le traiter en Roi *n*. Le lecteur trou-

* Guichardin
livre 16. de son
Histoire.

n Charles quint, qui aimoit tant à être comparé avec Alexandre, ne se piqua point d'imiter la générosité de ce Prince ; qui répondit un jour à Parménion : le conseil que tu me donnes, est bon pour un marchand, & non pas pour un Roi. *Quinte-Curce* liv. 4.

vera dans la PROTESTATION, qui est après ce Traité, les justes raisons, pour lesquelles François protesta de nullité, avant que de le signer ; déclarant en présence de François de Tournon, Archevêque d'Ambrun, de Jean de Selve, Premier-Président de Paris ; & de Philippe Chabot, Baron de Brion, Plénipotentiaires de France ; & du Maréchal Anne de Montmorency, qui se trouvoit alors dans sa chambre, que les con-

H

ditions, que l'Empereur exigeoit de lui, étoient exorbitantes, & trop préjudiciables au bien de son royaume ; & que, par conséquent, ne les pouvant tenir, sans blesser son honneur, ni refuser aussi de les signer, sans s'exposer au danger d'une prison perpétuelle, & sans attirer une infinité de maux à son Etat, qui ne pouvoit être secouru & défendu, ni par la Régente, sa mere, que les maladies fréquentes avoient fort affoiblie ; ni par ses enfans, qui étoient en bas âge ; il entendoit garder & poursuivre les droits de sa Couronne. Don Juan Antonio de Vera dit, que Charle-quin disant le dernier adieu à François I. le pria de lui vouloir dire ingenuement, s'il parloit avec intention d'exécuter le Traité de Madrid, jurant plusieurs fois en foi de cavalier, que pour rien au monde il ne désireroit de le mettre en liberté : & que François répondit, qu'il s'en aloit avec une résolution ferme & constante d'accomplir tout ce qu'il avoit promis*. Mais dès qu'il fut en France, il changea de langage, soutenant que les promesses faites en prison sont nulles, selon cet axiome du Droit : *Velle non creditur, qui retinetur* : à quoi Charle-quin & son Conseil repliquoient, que s'il étoit vrai, que les prisonniers ne pussent pas engager leur parole, pour obtenir leur liberté, il seroit inutile de traiter avec eux ; & qu'ainsi, la prison seroit perpétuelle, ou la guerre sans miséricorde, pour les vaincus *a*.

* Tacite dit, que l'usage de faire des prisonniers, est le commerce de la guerre. *Annal.* 14.

Chose contraire au Droit des gens. Mais, à mon avis, rien ne rendit le procédé de l'Empereur plus odieux, que le traitement qu'il fit à François, après la signature du Traité, l'ayant fait garder depuis ce jour-là, jusqu'à celui de son arrivée à Fontarabie, aussi étroitement qu'auparavant, quoiqu'il eût fiancé la Reine Eleonor : en sorte que ce Prince avoit raison de se plaindre, qu'il n'avoit jamais eu une heure, ni un moment de liberté *. Dans un même tems, dit Guichardin *, il étoit caressé comme beaufrere, & gardé comme prisonnier : d'où l'on pouvoit facilement juger, que leur concorde étoit pleine de discorde ; & leur nouvelle parenté sans amour ; & qu'à la première occasion, leurs anciennes animosités recommenceroient avec plus de violence que jamais.

* Dans la vie de Charle-quin.

* à la fin de la Protestation.
* Liv. 16. de son Histoire d'Italie.

Le Traité de Madrid n'ayant point été accompli de la part de François I. ^a pour les raisons déduites dans la Protestation,

^a Comme l'avoit bien prédit le Chancelier Gattinara, qui ne vouloit point que le Roi François fût mis en liberté, qu'après la restitution effective de la Bourgogne; disant hautement, que l'Empereur seroit la dupe d'un traité, dont l'exécution commençoit par la délivrance du prisonnier.

dont je viens de parler, Charle-quint, qui reconnut, mais trop tard, que plus un traité est onéreux à l'une des parties, plus l'inobservation en est excusable, ou nécessaire; fut contraint d'en conclure un autre, à des conditions plus modérées. Ce fut celui de Cambrai de mille cinq cens vint-neuf, en vertu duquel François retenoit le Duché de Bourgogne, qu'il avoit cédé à Charle-quint par le Traité de Madrid; & obtenoit la délivrance de ses enfans, moyennant l'accomplissement de son mariage avec Eleonor, sœur de l'Empereur, qu'il avoit fiancée en Espagne. Cete Paix fut traitée par l'Archiduchesse Marguerite ^b, tante paternelle de Charle-quint, & Duchesse

1529.

^b Quelques Historiens lui adjoignent Marie, Reine de Hongrie, sœur de Charle-quint, & d'autres, comme le Nardi, la Reine Eleonor: mais il est constant, que celle-ci étoit alors en Espagne, d'où elle ne sortit que l'année suivante, pour venir en France, avec les enfans du Roi son mari. Dans l'Epigramme, que Marot a faite sur la Paix de Cambrai, il fait mention de trois Princeses, qui la conclurent, & par conséquent, la Reine de Hongrie étoit une des trois. Ajoutez à cela, qu'à la fin de ce Traité, l'Archiduchesse se fait fort de la Reine douairiere de Portugal, Eleonor, *entant qu'il lui peut toucher.* Eleonor n'étoit donc pas une des procuratrices de l'Empereur en cete négociation, puisque sa tante y stipuloit pour elle.

dottairiere de Savoie; & par Louise de Savoie, mere de François: & ce qui est tres-remarquable, dit le Nardi, c'est que leur négociation fut si secreta, que les Ambassadeurs de Venise & de Florence, qui étoient presens, ne purent jamais rien savoir de ce qui étoit sur le tapis, quoiqu'ils en fissent de grandes instances, au nom de leurs Républiques, qui y avoient un notable interest, à cause de la Ligue-Sainte ^c, conclue

^c Ligue faite entre le Pape Clement VII. de qui elle fut surnommée Clémentine, les Venitiens, les Florentins, & le Duc de Milan, pour procurer la délivrance des enfans du Roi François, & revendiquer le royaume de Naples au Saint-Siege.

contre l'Empereur, Au reste, ajoute-t-il, cete Paix deshonorab beaucoup les François, qui ne pouvoient dire, pour quelle raison ils abandonnoient à la discretion de l'Empereur, leur enne-

H ij

* Livre 8. de son
Histoire de Flo-
rence.

mi commun, les Venitiens, leurs alliez, qui, par cet accord, étoient obligez de rendre toutes les villes & places, qu'ils possédoient dans la Potiille; & les Florentins, leurs anciens amis, qui n'avoient encouru l'indignation de ce Prince, que pour avoir aidé à la délivrance du Pape, qu'il tenoit prisonnier *. Guichardin dit, que François I. étoit si uniquement occupé du soin de retirer ses enfans des mains de l'Empereur, qu'il ne fit aucun scrupule de sacrifier le salut de ses alliez à son propre intérêt; & que les Florentins l'aient prié tres-instamment, de leur permettre, comme avoit fait Louis XII son predecesseur, en mille cinq-cens douze, de faire leur accord avec Maximilien I. il le leur refusa, leur promettant de n'en conclure jamais aucun avec Charles, sans les y comprendre, eux, & tous ses autres confederéz, lesquels il trompa de même. Il y avoit bien un article, qui portoit, que les Vénitiens & les Florentins y seroient compris, pourvu qu'ils vuiddassent, dans quatre mois, tous les différends, qu'ils avoient avec l'Empereur: condition, qui leur donnoit une exclusion tacite. Il ajoute, que François fut si honteux de leur avoir ainsi manqué de foi, qu'étant allé, après la conclusion de cete Paix, à Cambrai, pour visiter la Duchesse Marguerite: il fut quelques jours sans vouloir se laisser voir à leurs Ambassadeurs, fuivant de donner audience à des Ministres, dont la presence lui reprochoit son injustice *. Paul Jove dit, que lors qu'ils se plainquirent à lui du tort, qui leur étoit fait par cete Paix, il en rejeta la faute sur les deux Princesses, qui l'avoient négociée: disant, que comme les femmes ne haïssent rien davantage que la guerre, il ne falloit pas s'étonner, que Louise & Marguerite se fussent si fort hâtées de conclure la paix. On remarquera en passant, que le Doge

* Livre 19. de son
Histoire d'Italie.

a *Qui pudoris plenus eam duarum civitatum offensionem in feminas, tanquam pacis avidiores, rejiciebat.* Hist. lib. 26. Louise & Marguerite arrivèrent à Cambrai le samedi de Juillet, & la Paix fut signée le cinquieme d'aoust suivant; au-lieu que si elle eût été traitée par des Ambassadeurs, la négociation eût duré peut-être plus d'un an.

André Gritti apelloit la ville de Cambrai, le Purgatoire des Venitiens, à cause que toutes les négociations, qui s'y étoient faites de son tems, entre deux Empereurs & deux Rois de France, avoient été fatales à sa Republique. Deux ans après, celle de Florence perdit sa liberté, & tomba sous la domina-

tion d'un bâtarde de la Maison de Medicis , qui en fut créé Duc, en exécution Traité fait en 1529 * à Barcelone , entre le Pape & l'Empereur Par où fut accomplie la prédiction, que le fameux Jacobin Savonarole avoit faite , quelques heures avant que d'aller au suplice , à Jâques Nicolini: que les plus grandes calamitez de la ville de Florence ariveroient sous le Pontificat d'un Clément *. Au reste, si Clément VII. fut le fleau des Florentins , sa nièce Caterine fut, depuis, celui des François , dont il ne tint pas à elle , qu'elle n'achevât de renverser la monarchie, par le détestable dessein qu'elle avoit , d'ôter la Couronne aux Bourbons, qu'elle haïssoit , pour y appeller les enfans du Duc de Lorraine, son gendre. De sorte que ce ne fut pas sans raison , que le Cardinal de Tournon , qui connoissoit son dangereux esprit , osa lui dire un jour , qu'elle le traita de radoteux : *Madame, je n'ai jamais radoté, que lors que j'ai négocié votre mariage* *. Sur quoi il faut aussi remarquer , que cete alliance papale fut la premiere cause du refroidissement d'Henri VIII. Roi d'Angleterre envers François I. prétendant , que François, dans leur entrevûe de Boulogne & de Calais, lui avoit promis de ne conclure jamais le mariage du Duc d'Orleans, son second fils, avec la nièce de Clement VII. que ce Pape n'eût octroyé à Henri la bulle , qu'il demandoit pour la dissolution de son mariage avec Caterine d'Espagne ^a. Et ce mécontentement joint aux sollicitations de Charles-quin, qui lui redemanda son amitié après la mort de Caterine, protestant que son ressentiment s'étoit éteint avec la vie de sa tante ^b ; ce mécontentement, dis-je, produisit leur reconciliation aux dépens de François I. à qui ils firent conjointement la guerre.

* le 20. de juin, selon Guichardin, ou le 21. de juillet, selon l'Auteur de l'Histoire Pacificationum Austro-Hispano-Gallicarum.
* Nardi livre 7. de son Histoire.

* Brantôme dans Charles IX.

^a Lettre au Roi de Jean de Dinteville, Ambassadeur de France en Angleterre, datée du deuxieme de novembre mille cinq-cens trente-trois. Et dans une autre du septieme du même mois, adressée au Grand-Maitre Anne de Montmorency, il ajoûte ce qui suit : Ledit sieur Roi m'a dit, que le Roi le lui avoit promis, non à lui seul, mais aussi à la Reine sa femme, dernièrement à Calais ; & que si ledit mariage se feroit, sans que le Pape fût rien pour lui, il n'auroit pas grande occasion d'estimer avoir grande amitié avec le Roi.

^b Le Roi votre bon frere m'a dit, que l'Empereur lui avoit écrit une lettre contenant cinq articles, dont le quatrieme est, qu'il le prie d'oublier ce qui s'est passé entr'eux à cause du divorce de sa tante, cessant à présent l'occasion de leurs differends : & pour ôter tout soupçon & racine d'animosité, il le prie de vouloir renouveler les

vieux traitez de leur amitié & confédération, lui fesoient entendre, que quelque chose qu'il y ait eû entr'eux deux, il n'a pas oublié les plaisirs, benefices, & secours qu'il a regus, dont il se sent grandement obligé à lui; & qu'en reconnoissance de cela, il est prest de s'employer pour lui en toutes ses affaires, comme le meilleur ami, qu'il ait en ce monde. *Lettre de l'Evêque de Tarbe au Roi François I. datée de Londres du 19. d'avril 1536.*

La Paix de Cambrai ne fut pas de longue durée, ainsi qu'il arrive toujours des traitez, qui sont trop onereux à l'une des parties *a*. Car François I. se plaignoit, que par celui de

a Nec credideris, dit Tite-Live livre 8. ullum populum, aut hominem, in ea conditione, cujus cum peniteat, diutius, quàm necesse sit, mansurum.

Cambrai, l'Empereur lui avoit si bien lié les mains, que s'il ne se les délioit lui-même, il ne pouroit jamais se mêler d'aucune chose, où il y eût de l'honneur & du profit *b*. D'ailleurs,

b C'est comme en parle François I. dans une de ses lettres à l'Evêque d'Auxerre, son Ambassadeur à Rome, datée du 21. de novembre 1531.

ces deux grans Princes aimoient trop la guerre, & ne se fioient pas assez l'un à l'autre, pour être long-tems en repos. L'an mille cinq-cens trente-trois, François Sforce, dernier Duc de Milan, ayant fait couper la tête à François de Merveille, qui résidoit auprès de lui en qualité d'Ambassadeur secret de France, pour avoir fait tuer un gentilhomme du pais: ou plutôt pour contenter l'Empereur, qui prenoit ombrage de la correspondance, que ce Duc entretenoit avec François I. ce Roi, qui n'atendoit qu'une occasion de s'entrer dans le Milanéz, envoya le President Poyet *c* en Savoie, pour demander

c Qui fut fait Chancelier en 1538. & destitué de cette dignité, pour ses concussions & malversations, en 1545.

au Duc passage par ses terres. Ce Duc, qui avoit épousé la sœur de l'Imperatrice, préférant l'amitié de son beaufrere, à celle du Roi, son neveu, refusa le passage, ainsi qu'il avoit refusé auparavant de prêter la ville de Nice au Pape & au Roi, pour leur entrevue; de recevoir l'Ordre de Saint Michel, avec une pension de douze mille écus, & de rendre l'hommage de Foucigny. Tout cela joint ensemble, obligea le Roi de porter dans le Piémont la guerre, qu'il avoit prétendu faire seulement

au Duc de Milan. L'Amiral de Chabot entra dans la Bresse & dans la Savoie*, sans y trouver aucune résistance ; ensuite il prit Turin, & toutes les places du Piémont jusqu'à la Douère, & il aloit infailliblement conquerir tout le reste, si le Roi, toujours crédule, & toujours trompé, ne se fût pas laissé amuser par de vaines esperances du Duché de Milan, dont l'Empereur lui fesoit promettre l'investiture pour le Duc d'Orleans, son second fils, tandis qu'il travailloit à lui debaucher tous ses alliez, & qu'il se preparoit à lui faire une sanglante guerre. Mais enfin, ce qui ariva, en ce tems-là, au Duc de Savoie, qui se croioit à l'abri de tous les orages, sous la protection de Charle-quin, & ce qui vient d'ariver au Duc Amedée II. est une preuve évidente, que l'amitié de la Maison d'Autriche est d'un foible secours à ces Ducs contre les armes de la France.

* en 1555.

Comme le Connétable de Bourbon avoit cédé à l'Empereur le droit, qu'il pretendoit avoir sur la Provence, en

a Ce droit étoit nul de toute nullité, ainsi que celui du Duc de Lorraine ; car le Testament d'Anne de France ne pouvoit infirmer ni détruire celui, que Charles d'Anjou, Comte de Provence, avoit fait en faveur de Louis XI. son cousin-germain, & des Rois de France ses successeurs : Clause, qui donnoit l'exclusion à tous les Princes, qui n'étoient ni Rois de France, ni heritiers présomptifs de cete Couronne. Ajoutez à cela, que la Provence étant pais de droit écrit, où, par conséquent, l'institution d'heritier a lieu, nul autre n'y pouvoit prétendre, que celui & ceux, que Charles d'Anjou, qui en étoit legitime & paisible possesseur, y apelloit. Et c'est par ce droit qu'il avoit joui, lui-même, jusqu'à sa mort, de ce Comté ; René Roi de Sicile, son oncle, l'ayant préféré par son testament au Duc de Lorraine, fils de sa fille.

vertu du Testament d'Anne de France, sa belle-mere, à qui René, Duc de Lorraine, avoit transporté le droit qu'il y avoit : l'Empereur enyvré de sa bonne fortune, crut, qu'il n'avoit qu'à paroître avec son armée, pour se faire ouvrir toutes les portes des villes de cete province ; mais il éprouva devant Marseille b, & devant Arles, que les mesures, qu'il avoit

b On remarqua quelques années après, que les villes & les personnes, dont le nom commençoit par une M. furent toujours fatales à Charle-quin, comme le marquent ces deux vers

*Massilii, Mauri, Magdaburg, Mauritius, & Metz,
Si mihi cessissent, felix per cuncta fuisset.*

C'est-à-dire : si j'eusse pu venir à bout des Marseillois, des Maures d'Alger, de Mau-

rice, Electeur de Saxe ; & des villes de Magdebourg & de Metz, j'eusse été heureux en toutes mes entreprises.

Il perdit son tems & les troupes devant Marseille en 1536. son armée navale au Siège d'Alger en 1541. & sa réputation à Magdebourg, dont les habitans, qu'il avoit profectés par deux fois, lui firent sentir, que leur courage étoit plus grand que toutes les forces : car après un long siège, il fut obligé de leur accorder la paix, sans toucher à leur religion, ni à leur liberté. [1551.] L'année suivante, l'Electeur Maurice le contraignit d'élargir le Landgrave de Hesse, son beau-pere, qu'il tenoit prisonnier depuis cinq ans. On peut bien encore ajouter aux deux vers Maximilien, son neveu, & son gendre, qui rompit à la Diète d'Ausbourg de 1550. le dessein que l'Empereur avoit de faire élire Roi des Romains le Prince d'Espagne, son fils. Ce qui eût fait sortir l'Empire de la Branche de Ferdinand, qui le possède encore aujourd'hui.

Filippe II. ne fut pas plus heureux que son pere dans l'entreprise, qu'il fit sur Marseille, en 1596. Il avoit tant de passion pour l'acquisition de cette ville, qu'il étoit convenu avec Louis d'Aix, & Charles de Cazaux, de tout ce qu'ils avoient demandé pour la lui livrer, savoir, de leur donner à chacun vingt-mille écus de revenu en fonds de terre dans le royaume de Naples, & la somme de cinq-cens mille écus une fois payée, & un million d'or à la communauté de cette ville, avec la permission d'envoyer tous les ans deux navires aux Indes, pour y trafiquer avec la même liberté & les mêmes franchises, qu'avoient les Espagnols naturels. *D'Ossat lettre 14.* Philippe III. n'eût pas un meilleur succès, que son aieul & son pere, dans la tentative, qu'il fit en 1605. laquelle fut incontinent suivie de la punition de Jean de Metargues, que son Ambassadeur avoit corrompu.

prises, étoient fausses : de sorte qu'après un mois de séjour, il fut contraint de se retirer honteusement avec ses troupes, que la fatigue & la maladie avoient déjà diminuées de plus d'un tiers.

Ce fut en ce tems là, que l'Avocat General Capel aiant remontré au Roi, que les Provinces de la Couronne étant inaliénables, il n'avoit pû céder la souveraineté de la Flandre & de l'Artois ; & que, par conséquent, Charles d'Autriche, (c'est ainsi qu'il apella l'Empereur,) étant toujours son vassal pour ces Comtez, & pour celle de Charolois, avoit commis crime de felonnie : il fut dit par arrêt rendu en présence du Roi, seant en son Parlement, accompagné de tous les Pairs de France, que Charles seroit appelé par un Edit peremtoire, pour répondre au Procureur General sur ses conclusions, & voir juger la reversion & réunion de ces trois Comtez à la Couronne. L'Empereur répondit à cet adjournement, que puisqu'on le rapelloit en France, il y reviendrait avec de si bonnes pieces en main, que le Roi seroit contraint d'observer tous les articles des Traitez de Madrid & de Cambrai. Mais tout l'effet de cete menace se reduisit à la prise de Montreuil, & au siege
de

de Teroüanne , où il ne gagna que des coups. Durant ce siege , les deux sœurs , Eleonor , Reine de France , & Marie , Reine-veuve de Hongrie , alors Gouvernante des Païs-bas , s'étant avisées de faire tenir une conference au village de Bomy , leurs députez convinrent d'une surseance d'armes de trois mois pour la Picardie & pour les Païs-bas , pendant laquelle on traiteroit la paix. Cete treve fut peu de tems après suivie d'une autre de trois mois , pour le Piémont , le Daupiné , & la Provence. Il étoit dit par celle-ci , que l'Empereur & le Roi garderoient de part & d'autre les places , qu'ils tenoient dans le Piémont : ce qui tournoit tout à la ruine du pauvre Duc de Savoie , qui se trouvoit également dépotuillé par son prétendu protecteur , & par son julte ennemi.

Enfin , Charle-quint & François s'étant rendus à Nice . où le Pape Paul III. les atendoit , pour les acorder ensemble , en qualité de pere commun , & de mediateur : ils convinrent , sans se voir , d'une treve pour dix ans. Car pour une paix finale , jamais Paul , le plus habile Prince de son tems , ne les y pût reduire ; tant leur humeur & leurs interests étoient incompatibles. Et Paul même , avant que de s'en retourner à Rome , prédit , que cete treve ne seroit point observée , l'un voulant absolument garder & retenir le Duché de Milan ; & l'autre se faisant un point dhonneur de le recouvrer , comme son bien de patrimoine. Les speculatifs crurent alors , que le Pape n'étoit pas venu à Nice par le seul motif de les reconcilier , comme il le disoit ; mais principalement , pour traiter avec Charles le mariage de sa fille-naturelle , veuve du Duc de Florence , avec Octave Farnese , son petit-fils ; & pour negocier avec François , celui de Vittoria , sœur d'Octave , avec Antoine , fils aîné du Duc de Vendôme : & que , pour empêcher que son secret ne passât de l'un à l'autre , il se chargea adroitement de la commission de porter reciproquement la parole de l'Empereur au Roi , & du Roi à l'Empereur , sous couleur de leur épargner la peine de disputer ; afin qu'ils n'eussent pas besoin de se voir : ce qui eût indubitablement fait manquer les deux mariages , qu'il desiroit , & sur tout celui de la jeune douairiere de Florence , par le moien duquel il eseroit de parvenir à l'investiture du Duché de Milan pour les enfans , qui en viendroient. Il est bon de dire en passant , que ce fut à

1538.

Nice, que Don Pedro Sarmiento, étant à l'audience de Paul III. l'appella, *Vuestra Ingratitud*, au-lieu de, *Vuestra Benignidad*. Equivoque, où le cœur eût plus de part que la bouche, comme l'avoit presque l'Auteur de l'Epitome de la Vie de Charle-quin. [Quelques-uns crurent, dit-il, que Don Pedro l'avoit fait à dessein, parce que le Pape passoit universellement pour ingrat envers l'Empereur, de qui il avoit reçu plusieurs bienfaits, avant son Pontificat.] Que ce fût une méprise, ou une liberté volontaire, il est certain, que cete action meritoit d'être punie; & que par conséquent un Ambassadeur ne la doit jamais imiter.

La Treve de Nice, conclue au mois de Juin de mille cinq-cens trente-huit, fut confirmée, au commencement de l'année suivante, par un Traité fait à Toledé entre Charles & François, qui promirent de ne faire point de nouvelle alliance avec le Roi d'Angleterre, l'un sans l'autre. François ne s'apercevoit pas, que Charles, son plus dangereux ennemi, ne songeoit qu'à rompre la bonne intelligence, que l'Anglois entretenoit avec lui, pour s'unir ensuite avec ce Prince contre la France: bien persuadé, que si une fois il pouvoit mettre la discorde entre ces deux Rois, dont la liaison étoit le frein de sa puissance, & la remore de ses entreprises, il seroit en état de tout executer.

François observa si religieusement la Treve de Nice, qu'il refusa en mille cinq-cens trente-neuf, de recevoir sous sa domination les Gantois, qui s'étoient revoltez contre la Gouvernante des Pais-bas; & que non content d'avoir donné passage sur ses terres à l'Empereur, & de l'avoir reçu à Paris avec des honneurs excessifs, il l'accompagna jusqu'à Saint-Quentin; & resta sur les frontieres de Picardie, jusqu'à ce que les pauvres Gantois eussent été réduits à la servitude. Mais Charles, qui ne croioit pas, que la reconnoissance fût une vertu de Prince, se moqua de la générosité du Roi, dès qu'il n'eût plus besoin de lui, interpretant captieusement les promesses réitérées, qu'il lui avoit faites, de donner le Duché de Milan au jeune Duc d'Orleans; & demandant, qu'avant toutes choses le Duc de Savoie fût rétabli dans ses Etats. Ce qui monroit assez, que l'intention de l'Empereur étoit d'en user en ce cas avec le Roi, comme avoit fait son aïeul Ferdinand d'Ara-

gon avec Charles VIII. après la restitution du Roussillon ; car le Piémont rendu, le Milanés n'avoit plus rien à craindre des armes françoises : & le Roi eût été la dupe de l'Empereur, comme le fut du loup le berger, qui lui livra ses chiens, pour avoir la paix avec lui. Quoi qu'il en soit, le Roi reconnut, mais trop tard, que le Connétable de Montmorency l'avoit tres-mal conseillé, lorsqu'il avoit opiné contre tout le Conseil d'Etat, qu'il falloit acorder le passage à l'Empereur, sans exiger de lui aucune promesse par écrit. Et ce fut, selon l'opinion commune, la cause de la disgrâce de ce Connétable, qui d'ailleurs étoit devenu suspect, depuis l'entrevûe d'Aigues-mortes de mille cinq-cens trente-huit, où tandis que le Roi & l'Empereur dînoient ensemble dans une galère, il s'avisa, par une fausse galanterie, de demander à *Don Louis de Avila* un colier de la Toison, & de le mettre subitement au cou du Roi *. Action, qui donna lieu à divers commentaires ; car bien que le Roi fît semblant d'y prendre plaisir, ainsî que la politique & la civilité le requeroient ; il ne laissoit pas de remarquer l'empressement, que le Connétable avoit pour l'Empereur, & de soupçonner qu'il y pouvoit avoir quelque intelligence entr'eux *a*. Soupçon, de tout tems fatal aux Ministres & aux Favoris des Princes.

* Don Juan Antonio de Vera dans la vie de Charles-quin.

a Don Juan Vitrian convient, que François I. avoit raison de soupçonner le Connétable : *de la mala fe*, dit il, *que por grandes sospechas y indicios bastantes tenia concebida*. Chap. 81. de son Commentaire sur Comines. k.

Richer, qui étoit présent à cete entrevûe, rapporte qu'entre plusieurs propos amiables, qui furent tenus de part & d'autre, l'Empereur dit ces propres mots au Roi : Monsieur, les serviteurs sont bien souvent cause, que les Maîtres ne s'accordent pas : il y a long-tems que nous serions d'accord, si nous eussions nous-mêmes traité nos affaires ensemble ; mais vaut encore mieux tard que jamais. Deformais, il nous faut vivre en paix, & laisser faire la guerre aux autres *. A qui renoit-il donc qu'ils ne se reconciliasent alors de bonne foi, & qu'ils ne missent fin à tous leurs différends ?

* dans les Mémoires de son ambassade en Suede & en Danemar.

Ce fut aussi dans cete entrevûe, qu'André Doria, à la tres-instante priere de Charles-quin, obtint la permission de baiser

la main à François I. dont il avoit abandonné le service, pour passer à celui de l'Empereur, son plus grand ennemi. De la maniere, dont Sleidan en parle, il ne paroît pas que le Roi fût content de voir un homme, qui avoit si vilainement tourné casaque : *Prince Doria*, lui dit le Roi, *l'Empereur, mon frere, n'ayant desiré que je vous visse, j'ai bien voulu avoir cete complaisance pour lui, & vous faire cete grace à cause de l'affection qu'il a pour vous.*

Livre 22.

Enfin, le Roi François aiant perdu toute esperance d'obtenir l'investiture du Duché de Milan pour son fils le Duc d'Orleans; & l'Empereur, outre cela, n'ayant répondu aux plaintes, qu'il lui avoit faites du meurtre commis sur le Pô, en la personne de Cesar Fregose, & d'Antoine Rincon, ses Ambassadeurs, que par des recriminations mal fondées; il se sentit engagé d'honneur à vanger hautement cete injure. Il fit donc arêter à Lion George d'Autriche, fils-naturel de l'Empereur Maximilien I. & oncle de Charle-quin, lequel repassoit alors d'Espagne aux Pais-bas *: & ce fut par où commença la guerre de mille cinq cens quarante-deux; & à l'occasion de cete guerre, qu'il fit cete année-là une ligue défensive avec Gustave I. Roi de Suede, qui avoit encore plus d'interest que lui, de s'oposer à l'agrandissement de Charle-quin, d'autant que de simple gentilhomme *a* étant devenu Roi d'une nation

* Sleidan liv. 14.
an. 1541.

1542.

a Gustave ne laissoit pas d'être de naissance tres-illustre du côté maternel, Brigitte Stur, mere de son pere, étant descendue du côté de femmes, d'une sœur ou d'une fille d'Eric Roi de Suede, qui regnoit en l'an 1150. *David Chytreus in Chronica ad ann. 1520.* Et sa mere, qui s'appelloit Cecile de Eka, étoit petite-fille du Roi Charles VIII. surnommé Canut. *Loccenius in vita Gustavi I.*

tres-dificile à gouverner, & qui s'étoit souvent revoltée contre ses Rois; il avoit besoin de s'afermir par quelque puissante alliance, dans la possession d'un royaume, ôté à Christierne II. qui avoit épousé un sœur de Charle-quin. Ajoutez à cela, qu'il étoit dit par le contrat de mariage de Christierne, que s'il ne laissoit point d'enfans mâles, le droit qu'il avoit aux trois royaumes, de Danemarc, de Suede, & de Gothie, passeroit à Charle-quin *b*. Ainsi, Gustave aiant tout à craindre de

b Charle-quin pouvoit donc alors se porter pour heritier de ces royaumes, le Prince de Danemarc, son neveu, étant mort à Ratisbonne dès l'année mille cinq-cens trente-deux, & ne laissant plus que deux filles à Christierne, détenu prisonnier au château de Sunderbourg en Hollstein.

cet Empereur, qui étoit alors presque maître absolu de toute l'Allemagne, & François I. tout sujet de s'en plaindre : ils convinrent tous deux des articles suivans.

I. Que les deux Rois s'entr'aimeroient, & vivoient ensemble, comme deux freres, & se donneroient reciproquement secours l'un à l'autre, & par mer, & par terre, contre tous leurs ennemis, sans nulle exception, sinon de ceux qui étoient compris dans ce Traité en qualité d'Alliez; à condition néanmoins que ceux-ci demeurassent alliez des deux Rois contractans, ou de l'un d'eux.

II. Que si l'un des deux Rois étoit contraint de faire la guerre, soit offensive, ou défensive, l'autre, en vertu de cete confederation, seroit tenu de lui envoyer, toute excuse cessant, six-mille hommes d'armes, & de lui fournir autant de navires & de vaisseaux de guerre, qu'il en seroit besoin pour transporter cete milice. De sorte que si le Roi Tres-Chretien, entrant en guerre, venoit à demander du secours au Roi de Suede, celui-ci seroit obligé de lui envoyer ledit nombre d'hommes & de vaisseaux, mais aux frais & dépens du Roi de France : & pareillement, que si le Roi de Suede, étant en guerre, requeroit l'assistance du Roi Tres-Chretien, ce Roi lui enverroit le même secours, aux frais & dépens de la Suede.

III. Que s'il arivoit, que le Roi Tres-Chretien fût assailli de ses ennemis, par mer ou par terre, de telle maniere qu'il eût besoin d'un plus puissant secours, & qu'il requist le Roi de Suede de lui envoyer un plus grand nombre, ou d'hommes, ou de vaisseaux : le Roi de Suede, en faveur de cete alliance, & pour lui donner des preuves de son amitié fraternelle, promettoit de lui envoyer le plus promptement qu'il seroit possible, tel nombre de soldats & de vaisseaux, qu'il demanderoit par exemple, vint-cinq mille Suedois, & cinquante vaisseaux, plus ou moins, selon qu'il en seroit requis : Et le Roi de France promettoit le reciproque en pareil cas : l'un & l'autre à condition, que celui à qui cete milice auxiliaire seroit envoyée, en seroit tous les frais, & ne souffriroit point qu'il lui fût fait aucun tort ni violence, dans les lieux, où elle seroit employée.

IV. Que ni l'un ni l'autre ne pouroit accepter aucunes

conditions de paix, d'accord, ou de treve, ni passer aucune transaction avec l'ennemi, quel qu'il fût, sans y comprendre expressément son allié; cete confederation unissant si étroite les deux Rois ensemble, qu'ils étoient comme incorporez l'un à l'autre. *a*

a Hoc novo & arctissimo fœdere sic inter se sunt devincti, ac velut in unum corpus conglutinati) ut quasi hoc fœdere unum corpus effici.

V. Le Roi d'Ecosse étoit par eux compris dans ce traité, aux mêmes conditions, dont ils étoient convenus tous deux: c'est-à-dire, que Gustave s'obligeoit à ce Roi, & ce Roi à Gustave, pour le secours reciproque de six mille hommes, & de certain nombre de vaisseaux de guerre, selon que l'un ou l'autre en auroit besoin. Et au cas que le Roi d'Ecosse, ou quelqu'un des autres Princes compris dans cete Ligue, vinst à faire la guerre au Roi de France, ou au Roi de Suede; il étoit dit, que le Roi Tres-Chretien seroit obligé de donner secours au Suedois, & le Suedois au Roi de France, & non point à celui, qui leur feroit la guerre.

Il y avoit un article séparé de même date que le Traité, par lequel François I. en faveur de son alliance avec la Suede, & pour marque du desir qu'il avoit, de la rendre indissoluble, acordoit aux Ambassadeurs de Gustave la permission d'acheter en France, & de transporter en Suede, tout le sel *b* dont leur

b Alors la Suede manquoit de sel, & n'en pouvoit tirer d'ailleurs, à cause que le passage du Sund étoit fermé par le Roi de Danemarck.

Prince auroit besoin, sans paier pour cete fois aucun droit de gabelle, jusqu'à la valeur de six-mille écus d'or au soleil. Grace d'autant plus considerable, que le Roi ne l'avoit jamais faite à pas un de ses alliez, comme il est marqué dans la preface de cet article; & que ce droit est un patrimoine de la Couronne. Mais il étoit dit aussi, que ce sel ne pouvoit être transporté qu'en Suede, & que pour faire foi de ce transport, les Ambassadeurs de Suede, ou leurs deleguez, seroient tenus d'en envoyer un certificat du Roi leur maître, au Roi Tres-Chretien, à la premiere occasion qui se presenteroit.

A propos de ce Traité, il est bon d'observer en passant,

qu'il fut fait par le Chancelier Poyet, & par l'Amiral Chabot, tous deux également fameux sous le règne de François I. par leur faveur & par leur disgrâce : l'un justement puni,

^a Ce Traité fut conclu au mois de juillet 1542. & Poyet fut arrêté au mois d'août suivant, & destitué au mois d'avril 1545. Sleidan dit, que pour parer ce coup, qu'il avoit prévu, il s'étoit fait ecclésiastique, quelques mois auparavant, en espérance de devenir Cardinal, & d'évêque, à la faveur de la pourpre, la recherche & la punition de ses crimes. *Livre 4. de son Histoire.*

pour avoir abusé souvent de l'autorité des Loix, dont il étoit l'interprete & le dispensateur; l'autre parfaitement homme-de-bien, mais qui l'année précédente, avoit été condamné par Poyet, comme criminel de peculat & de leze-Majesté, quoique tout son crime fût de s'être fait fort de son innocence contre les menaces de son Roi, pour ne s'être pas défié de la vénalité des Juges: l'un mort dans la pauvreté & dans l'ignominie, comme il le meritoit; & l'autre dans l'estime de son Prince, & dans l'aplaudissement universel de son innocence reconnue ^b. Conrad à Phy, le premier des quatre Ambassa-

^b François I. lui donna son abolition par lettres patentes, & fit revoir son procès par le Parlement de Paris, qui le déclara innocent, & par conséquent quitte de l'amende de 70000. écus, à laquelle Poyet l'avoit condamné. Cela se passa au mois de mars de 1542.

deurs de Gustave, lequel de simple Jurisconsulte étoit parvenu en Suede, comme Poyet en France, à la dignité de Grand-Chancelier du Roiaume, fut pareillement privé de cete dignité, & condamné à prison perpetuelle, pour s'être laissé corrompre par argent dans ses Ambassades de France & de Danemarck, où il avoit traité plusieurs choses d'importance à l'insu de son Prince, & de ses colègues. *

* Loccenius liv. 6. de son Histoire de Suede.

Au reste ce Traité avoit été ébauché en 1541. à Châteleraud, entre un Secrétaire de Gustave, & Christophe Richer, secrétaire & valet-de-chambre de François I. lequel avoit été auparavant secrétaire du Chancelier Poyet, & fut envoyé depuis en Suede, & en Danemarck, pour des négociations d'importance, dont il s'acquitta fort heureusement. Il est fait mention honorable de lui dans la Préface du même Traité, où il est dit, que ce fût par son ministère, que les deux Rois commencèrent à s'aimer si ardemment, qu'ils voulurent s'unir ensemble par le lien d'une confederation perpetuelle. Il y

entroit aussi une raison d'intérêt, ainsi que dans toutes les amitiés des Princes : c'est que Gustave ayant été averti, que tout le sel & tous les vins, que les marchands Hollandois portoient dans le Septentrion, & particulièrement en Suede, étoient falsifiez & corrompus ; il ne trouva point de meilleur remède à cete tromperie, que de traiter directement avec le Roi de France, pour établir un commerce mutuel entre leurs sujets, par un échange des cendres d'argent, des cuivres, des fourures & hermines, des cuirs, & des autres marchandises, dont la Suede abonde, contre le sel, les vins, les draps de soie & de laine, & les toiles de France ; faisant représenter à François I. que les Hollandois falsifioient aussi bien les marchandises de Suede, qu'ils debitoient en France : que le sel & le vin françois, qu'ils debitoient en Suede : & que comme l'amitié est toujours plus grande de Roi à Roi, que de Roi à marchand, il aimoit mieux que le Roi Tres.Chretien eût le profit, que les Hollandois tiroient du commerce de Suede, que de le laisser à des gens, qui s'enrichissoient à force de tromper, & de sur vendre. Richer ajoute, que Gustave, bien informé du profit immense, que le Roi de France tiroit de la distribution du sel à ses sujets, avoit deliberé d'en user de même avec les siens, & d'établir, pour cet effet, des magasins garnis de sel, où chaque chef de famille fût obligé de venir prendre sa provision annuelle, & de lui paier, outre le prix du sel, dont il prétendoit se faire l'unique marchand en Suede, le droit de gabelle, qu'il imposeroit en qualité de Roi. Ce qui devoit augmenter infiniment son revenu, tant pour lui, que pour ses successeurs. D'ailleurs, comme il étoit Roi nouveau, & par conséquent exposé à l'envie de tous les Seigneurs du pays, qui étoient auparavant ses égaux ; & au ressentiment de toute la Maison d'Autriche, qui en ce tems-là étoit la plus puissante de l'Europe : il cherchoit à procurer à ses enfans des mariages avantageux, par le moyen desquels ils pussent être en état de se maintenir malgré leurs ennemis dans la possession de la Couronne, qu'il leur avoit acquise. Dans un acte séparé du traité, les Ambassadeurs de France & de Suede font mention de deux mariages proposez pour les deux fils de Gustave, savoir, d'une fille de la Maison de Bretagne, pour l'aîné, & d'une fille du Duc de Montpensier, pour le second ; la

la conclusion desquels, ainsi que de deux autres articles, est remise à un autre tems, pour en traiter plus à loisir. Mais cete negociation ne passa pas plus loin.

Vers la fin de l'année 1541. François I. avoit fait un traité de confederation avec le Roi de Danemarc Christien III. qui quelque tems auparavant s'étoit montré bien afectionné à la Couronne de France, en voulant bien accepter le colier de l'Ordre de Saint-Michel, ainsi qu'il est exposé dans le préambule de ce traité. Aussi François I. pour témoigner l'estime particuliere, qu'il fesoit de son amitié, nomma & commit le Cardinal de Tournon, son Premier Ministre, le Chancelier Poyer, l'Amiral Chabot, & le Maréchal Annebault, pour traiter en son nom avec les trois Ambassadeurs de Danemarc, & tous ensemble ils convinrent des articles suivans.

I. Que les deux Rois s'aimeroient d'une amitié fraternelle, & s'entr'apelleroient freres; qu'ils procureroient le bien & l'avantage l'un de l'autre, & empêcheroient reciproquement tout ce qui pouroit faire dommage à l'un ou à l'autre; en sorte que si les Etats de l'un ou de l'autre étoient ataquez, ils seroient obligez de s'entresecourir de toutes leurs forces, contre qui que ce fût, sans nulle exception, pourvû qu'il ne s'agist point d'ébrecher les droits du Saint-Empire. *a*

a Car les Rois de Danemarc sont feudataires de l'Empire en qualité de Ducs de Holstein.

II. Que s'il arivoit que le Roi Tres-Chretien fist guerre ouverte à ses ennemis, quels qu'ils fussent, le Roi de Danemarc empêcheroit de tout son pouvoir, que les ennemis de la France ne passassent par ces détroits de mer, qu'on appelle *Simes*, soit pour emporter, ou pour apporter aucunes marchandises, vivres, &c. ni pour toute autre cause, afin que le besoin & la disete les contraignissent à demander la paix.

III. Que le Roi de Danemarc, au cas qu'il en fût requis à tems par le Roi Tres-Chretien, leveroit en son propre nom, mais aux frais & dépens du Roi Tres-Chretien, une armée composée de soldats Alemans, & fourniroit les vaisseaux pour les transporter en France.

IV. Le même Roi promettoit d'envoyer en tems de guerre au Roi Tres-Chretien, & en tel endroit qu'il plairait à Sa Majesté, six vaisseaux de guerre, équipés de toutes les choses nécessaires, avec mille fantassins, outre les matelots; & d'entretenir lesdits navires & soldats à ses propres dépens au service de François I. durant trois mois, à compter du jour qu'ils seroient arivez sur les côtes de France: comme aussi de faire tout ce qu'il sauroit devoir être agreable au Roi Tres-Chretien.

V. Que si le Roi de France vouloit employer par terre l'infanterie, qui se trouveroit sur les six vaisseaux Danois, il le pourroit faire librement, mais à ses frais, & à la charge de donner à ces soldats la même paie, qu'il avoit accoutumé de donner aux Alemans: & que pareillement, si le Roi de Danemarck vouloit se servir de l'infanterie du Roi Tres-Chretien dans les terres de son obéissance, il l'entretenendroit à ses dépens.

VI. Que si, après les trois mois passez, la guerre duroit encore, le Roi Tres-Chretien pourroit retenir à son service, avec ou sans les six vaisseaux, les mille Danois, sans que le Roi de Danemarck les pût rapeller, durant tout le cours de la guerre: à condition qu'ils seroient nourris & entretenus comme les autres Alemans, aux dépens du Roi Tres-Chretien, qui en pareil cas en useroit de même envers le Roi de Danemarck.

VII. Le Roi Tres-Chretien promettoit reciproquement d'envoyer en Danemarck douze vaisseaux de guerre, avec deux mille hommes de pied, outre les matelots, & de les entretenir quatre mois entiers, au service du Roi de Danemarck: voulant bien, comme plus puissant, porter une plus grande charge, d'autant qu'il n'ignore pas, que le Roi de Danemarck ne peut pas, sans beaucoup de dépense, empêcher le passage des détroits, dits *Simet*, ainsi qu'il a promis de faire à ses frais.

VIII. Mais comme il n'y a rien en ce monde, qui puisse durer toujours; & qu'il seroit impie de demander à Dieu plus qu'il ne convient à la condition mortelle des hommes: les deputez des deux Rois ont jugé, qu'ils seroient assez, s'ils établissoient cete sainte alliance, pour toute la vie des deux Princes, &

pour dix ans encore après leur mort, en sorte neanmoins qu'avant les dix ans expirez, le successeur de l'un seroit en droit de prier l'autre, ou son successeur, de lui declarer, s'il pretendoit renouveler cete confederation & amitié par un nouveau traité: sur quoi l'autre seroit obligé de lui notifier sa volonté, avant que le terme expirât, les loix de l'amitié le requerant ainsi.

IX. Il étoit dit, que les ports & les rivières, tant de France, que de Danemarc, seroient ouverts à tous les sujets des deux Rois, lesquels y pourroient exercer leur commerce, vendre & acheter, librement, sûrement, & sans aucun empêchement: à la charge toutefois, que les soldats de l'une ou de l'autre nation, qui seroient dans l'un ou dans l'autre royaume, s'abstiendroient de toute violence & rapine, & se comporteroient de part & d'autre, comme doivent faire des amis, allicz, & confederéz.

X. Que les deux Rois jureroient sur les saints Evangiles corporellement touchez, en presence des Ambassadeurs, ou Commissaires à ce députez, aussi-tôt qu'ils en seroient requis, d'observer, garder, & accomplir réellement & de bonne foi, tous les points & articles ci-dessus énoncez, & de les faire observer de même à leurs sujets; & donneroient reciproquement aux Ambassadeurs, l'un de l'autre, le même serment par écrit, & signé de leur main.

XI. Les deux Rois prometoient d'agrée, approuver, & confirmer ce Traité en tous ses points & articles, & d'en fournir reciproquement leurs lettres de ratification, dressées en bonne forme, signées de leur main, & scellées de leur grand sceau, dans le terme de six mois, à compter du jour de la date de ce present traité.

Au reste, la guerre, que François I. recommença en 1542. contre l'Empereur, fut veritablement la plus rude & la plus meurtrière de toutes celles, qu'ils avoient eues ensemble: mais, selon le sort ordinaire des choses extremement violentes, elle ne fut pas de longue durée: car, après la levée honteuse du siege de Landrecy, & la perte de la bataille de Cerifolles, & du Marquisat de Montferrat en 1543. l'Empereur ayant reconnu, que tandis qu'il étoit occupé à se défendre

dre contre les François ; & Ferdinand , son frere , contre les Turcs ; l'Allemagne , qu'il s'étoit proposé d'affervir , affermissoit de jour en jour sa liberté , & pouroit à la fin saper les fondemens de la Puissance Imperiale : il commença à desirer la paix , pour se délivrer de cinq armées , qui ravageoient en même temps le Brabant , le Luxembourg , l'Artois , le Roussillon , & le Piémont. Sur quoi Louis Alamani , gentilhomme Florentin , qui étoit au service de François I. dit dès le commencement de ce Traité : que la paix ne pouvoit pas manquer de se faire entre l'Empereur & le Roi , parce que l'un en avoit grande envie ; & l'autre , grand besoin.

1544.

Les principaux articles de cete Paix , qui fut conclüe à Crespi en Laonois , étoient , Que l'Empereur donneroit sa fille aînée , ou celle de son frere , au Duc d'Orleans , avec le Duché de Milan , ou tous les Pais-bas : Que s'il donnoit le Milanés , il retiendrait les châteaux de Milan & de Crémone , jusqu'à ce qu'il y eût un enfant mâle de ce mariage : Que si sa fille , ou sa niece , venoit à mourir sans enfans , ce Duché retourneroit à l'Empereur , le Roi y retenant son droit : Que si l'Empereur cedioit les Pais-bas à sa fille , le Roi renonceroit au royaume de Naples & au Milanés , tant pour lui , que pour ses enfans : Que le Roi rendroit toutes les terres au Duc de Savoie , & la ville de Stenay au Duc de Lorraine : enfin , que tout ce que l'Empereur & le Roi s'étoient pris l'un à l'autre depuis la Treve de Nice , seroit restitué de part & d'autre.

Il est manifeste , que ce Traité étoit tres-avantageux au Duc d'Orleans , mais qu'il préjudicoit notablement aux droits de la Couronne ^a. C'est-pourquoi le Dauphin , qui s'y trouvoit

^a Nos Rois ne les peuvent ceder au préjudice de leurs successeurs , qui ne tiennent pas la Couronne d'eux , mais de la loi fondamentale du royaume , qui la donne au fils aîné du Roi , ou , s'il n'a point d'enfans , à son plus proche heritier.

lesé , & qui d'ailleurs portoit envie à son frere , pour qui le Roi avoit plus de tendresse que pour lui , protesta contre , en présence des Princes du Sang : mauvais augure pour cete Paix , qui en éfet ne fut pas mieux observée , que tous les traitez precedens. L'Amiral Annebaut étant alé à Bruxelles , pour la faire ratifier & signer à l'Empereur , qui pour lors étoit horri-

blement travaillé de la goutte, l'Empereur lui dit avec un enjouement sérieux : *Amiral, il faudra bien, que j'observe ce traité, car qui ne peut pas tenir la plume, pourra encore moins empoigner la lance**. Ainsi la mort du Duc d'Orleans, qui arriva au mois de septembre de l'année suivante, lui vint bien à propos, témoin la réponse qu'il fit à l'envoïé, qui lui en porta la nouvelle : que celui, à qui il avoit promis le Duché de Milan étant mort, il se croioit entierement quite de sa parole.

On avoit toujours cru, dit un Auteur Alemand, que l'Empereur ne tiendrait que fort à regret la promesse, qu'il avoit faite en faveur du Duc d'Orleans. Car soit qu'il lui donnât les Païs-bas, ou le Duché de Milan, l'une ou l'autre condition lui étoit tres-onereuse. Mais la Fortune, qui avoit toujours secondé ses vœux & ses interets, le favorisa encore en cete occasion, le jeune Prince étant mort de la peste à *a* Forest-moutier, peu de jours après leur entrevûë. Ce qui lui sauva le déplaisir d'exécuter une transaction, qui lui étoit si préjudiciable, ou du moins la honte & le reproche de manquer à la foi d'un traité solennel. *b*

a Le Laboureur dit, que ce Prince se plaisoit fort à courir les rues, durant la nuit, pour se battre contre ceux qu'il y rencontroit ; & qu'après avoir mené cete vie quelque tems, il alla temerairement défier la mort dans une maison pestiférée, où il voulut loger exprès. Chap. 8. du liv. 6. de ses Additions aux Memoires de Castelnau.

b Le Jurisconsulte Menochio dit, que les peuples du Milanés furent si joieux de la Paix de Ciespy, que tous les prisonniers furent délivrez dans toutes les villes du Duché. Lib. 2. Arbitr. quasi, cas. 302.

Au reste, les François ne furent pas plus afligés de cete mort que lui, prévoyant, que si le mariage de ce jeune Duc se fût acompli avec la fille ou la nièce de l'Empereur, cete alliance auroit peutêtre excité d'étranges querelles & guerres entre les deux freres, après la mort du Roi François leur pere.

Quant au Duché de Milan, pour le recouvrement duquel ce Roi avoit une si forte passion, Mezeray dit fort à propos, que *l'Empereur s'en servit comme d'un leurre pour l'amuser, & pour le mener en lesse jusqu'à la fin de sa vie*. Le Commentateur Espagnol de Comines dit, que le Cardinal de Lorraine & le Connétable de Montmorency étant allés trouver l'Empereur à

* Don Juan-Antonio de Vera dans la vie de Charle-quin.

* George Braud-lacht chap. 9. de son Histoire des Pacifications.

Gand, en 1540. pour demander l'exécution de cete promesse; il ofrit de donner plutoſt les Païs-bas au Duc d'Orleans, avec le titre de Roi: parce qu'il eſtimoit beaucoup plus le Milanés, quoique de petite étendue, à cauſe du voiſinage de l'Eſpagne, que tous les grans Etats de Flandre, dont la déſenſe & la conſervation étoit également difficile, & onereuſe à ceux de Caſtille, à cauſe de leur éloignement *. Ajoûtez à cela, que Charle-quinſt connoiſſoit trop bien ſon intereſt, pour laiſſer approcher les François du royaume de Naples, auquel le Milanés ſert de rempart. Et c'eſt pour cela que dans la negociation de la Paix des Pirenées, le Cardinal Mazarin aiant propoſé à Don Louis de Haro, de remettre au Roi Catolique toute la dot de l'Infante, pourvû que les conquêtes, que le Roi Tres-Chretien avoit faites depuis l'année 1656. lui demeuraſſent toutes entieres: Don Louis, bien loin de le prendre au mot, dit qu'il ſ'en faloit tenir à ce qui avoit été arêté entr'eux; ne craignant rien davantage, que de nous laiſſer la moindre place dans le Milanés, où nous tenions alors Valence & Mortare, que l'on étoit convenu de rendre *. Le Cardinal d'Oſſat marque dans une de ſes lettres *, que les Eſpagnols ſont plus jaloux du Duché de Milan, que de tout le reſte des Etats d'Eſpagne; & que le Duc de Seſſe avouoit, qu'il n'aprehendoit rien plus, que de voir les François entrer dans le Piémont, à cauſe du voiſinage du Milanés.

Je finirai l'article du Traité de Creſpy, par la remarque d'une choſe, qui ne doit pas être oubliée: c'eſt qu'Etienné de Neuilly, colégué du ſeigneur d'Annebaut, y donna un ſoufflet au Pere Gabriel de Guſman, Confeſſeur de la Reine Eleonor, lequel negocioit pour l'Empereur. Violence, dont il fut bien puni l'année ſuivante; car aiant été propoſé au Roi, pour remplir la place du Chancelier Poyet, le Cardinal de Tournon le fit exclure, diſant, qu'un homme ſi emporté n'étoit pas digne d'être, ni Plénipotentiaire, ni Chancelier; & que celui, qui avoit l'humeur & les mains d'Iſmaël, ne devoit jamais être le ſouverain arbitre des loix. C'eſt ce Pere de Guſman, qui avoit fait les premieres ouvertures de la Paix au Confeſſeur de François I. d'où le Traité de Creſpy fut appellé *la Paix des Confeſſeurs*.

* Chapitre 100.
note E E.

* Lettre du Cardinal Mazarin du
30. août 1659.

* Lettre 11.

1518.

: COMME les Traitez faits entre la France & l'Angleterre, sous le regne de François I. ont beaucoup de raport avec les affaires, que Charle-quin & ce Roi eurent à demêler ensemble, il me semble necessaire ici de parler au moins des principaux, en commençant par celui de Londres de 1518. lequel fut conclu par Guillaume Gouffier de Bonnavet, Amiral de France; Etienne Poncher, Evêque de Paris; François de Rochechouart de Chandenier, Senéchal de Toulouse, & Gouverneur de la Rochelle; & Nicolas de Neufville de Villeroy, Secretaire des Finances, au nom du Roi: & par le Duc de Nortfolch, Grand-Tresorier & Maréchal d'Angleterre; l'Evêque de Durham, Garde du Privé-scel; le Comte de Worcester; & l'Evêque d'Ely, au nom d'Henri VIII.

La Preface de ce Traité en explique le motif, qui étoit de marier François, Dauphin de France, avec la Princesse Marie, alors fille-unique d'Henri, qui en faveur de ce mariage promettoit de rendre, quarante jours après l'échange des ratifications, la ville & le territoire de Tournay, qu'il occupoit depuis l'année 1513. comme aussi la ville de Mortagne, & l'Abbaye de Saint-Amand, pour la somme de six cens mille écus d'or: sur laquelle François devoit paier cinquante-mille francs comptant, le jour que ces villes lui seroient rendues; & le reste de six mois en six mois: & pour assurance, donner en ôtage huit gentilshommes françois, riches de patrimoine, lesquels seroient gardez dans la ville de Londres, & y vivroient à leurs dépens, jusqu'à l'entier accomplissement du Traité: en sorte que si quelques-uns d'entr'eux venoient à mourir, ou étoient obligez de retourner en France, pour cause de maladie, ou pour se marier, le Roi seroit tenu d'en envoyer d'autres à leur place, de pareille qualité, & de patrimoine équivalent, un mois après que le Roi d'Angleterre l'en auroit averti.

Il étoit dit par les autres articles, que s'il arivoit par la faute du Roi de France, ou des siens, que le Dauphin, [qui n'avoit pas encore un an,] n'épousât pas la Princesse Marie, [qui en avoit quatre,] le Roi, ou ses heritiers & successeurs, rendroient de bonne foi, & sans délai, au Roi d'Angleterre, ou à ses successeurs, ladite ville de Tournay, avec tout son territoire, & toutes ses appartenances; comme aussi tous les fruits, dont ils auroient jouï depuis ce tems-là, sans pouvoir metre

en ligne de compte les réparations, qu'ils y auroient faites : Auquel cas le Roi d'Angleterre, seroit tenu de rendre pareillement au Roi de France, & de terme en terme, toutes les sommes, qu'il se trouveroit alors avoir reçues sur les six-cens mille écus d'or ici mentionnez. Que si au contraire l'empêchement de ce mariage venoit du côté du Roi d'Angleterre, le Roi de France retiendrait Tournay & le Tournelais, mais avec obligation de paier à Henri, ou à ses successeurs, la somme promise de six-cens mille écus d'or, ou ce qui en resteroit alors à paier ; & ce, dans les termes specifiez ci-dessus.

Que le Roi Tres-Christien, après qu'il seroit rentré dans Tournay, ne feroit, ne traiteroit, & n'atenteroit rien, ni ne permettroit point non plus, que les habitans de la ville & du territoire de Tournay fissent & entreprissent rien, qui pût tourner, en aucune maniere, au prejudice & au dommage de Charles, Roi des Espagnes : & que Charles en useroit de même envers la ville, le territoire, les bourgeois, & les autres habitans de Tournay.

1520.

Il est encore parlé du mariage de François, Dauphin de Viennois, avec Marie, fille unique d'Henri VIII. dans le Traité de Guines de 1520. par lequel François I. promet de plus au Roi d'Angleterre, de lui paier tous les ans cent mille francs, jusqu'à la celebration & consommation effective de ce mariage : s'obligeant, lui, & ses successeurs, de continuer encore après ledit mariage, la même pension à Henri durant toute sa vie.

Il est dit encore, que si Henri vient à mourir sans enfans mâles, & la Princesse Marie à lui succéder au royaume d'Angleterre, après l'accomplissement de son mariage avec le Dauphin de France : en sorte que ledit Seigneur Dauphin, en vertu du droit de sa femme, soit Roi d'Angleterre, & en possession de cete Couronne : en ce cas, le Roi Tres-Christien, son pere, & ses successeurs, paieront, & feront paier à perpetuité à la Reine Marie, durant sa vie ; & après sa mort, aux enfans procréés de son corps en loial mariage, la somme de cent mille francs, faisant cinquante-deux mille six-cens trente écus d'or au soleil, & soixante sous tournois.

1525.

Après la prise de François I. à la journée de Pavie, la Regente, sa mere, fit, au mois d'aoust suivant, un Traité de confederation avec Henri Roi d'Angleterre, pour parvenir à

sa délivrance, lequel portoit, Qu'Henri, tant pour le bien de la Paix, que pour l'amour singulier qu'il portoit au Roi Tres-Chretien; comme aussi à la priere & en consideration de Madame la Regente de France; emploieroit tout son credit auprès de l'Empereur, son neveu, pour le résoudre à traiter avec le Roi François à des conditions honnêtes & raisonnables. Tous les autres articles concernent la liberté du commerce entre les sujets des deux royaumes; la réparation des dommages faits de part & d'autre, soit par mer, ou par terre, depuis le commencement de la dernière guerre; & l'abolition entière des impôts onereux, mis par l'un ou l'autre des deux Rois sur les marchandises & les dandrées de France, ou d'Angleterre.

Ensuite, il est dit, que le Roi Tres-Chretien ratifiera, autorisera, & confirmera tous ces articles par des lettres patentes signées de sa main, & scellées de son grand sceau, lesquelles il enverra & fera tenir au Roi d'Angleterre, dans le terme de trois mois, à compter du jour de la date de ce Traité: & que si à cause de sa détention, & de son absence de France, il ne peut pas fournir lesdites lettres de ratification, en ce cas il confirmera & approuvera par des lettres écrites de sa propre main, & de la teneur, dont on est convenu, tout ce que les sieurs Jean Brinon, Premier-Président de Rotien; & Jean-Joachim de Passan, seigneur de Vaux; Ambassadeurs, Commissaires & Procureurs de Madame la Regente, ont fait & promis pour lui, & en son nom: lesquelles lettres seront mises, dans le tems spécifié, entre les mains du Deputé, ou des Deputés du Roi d'Angleterre.

Et comme, lors que ce Traité se faisoit, le Roi étoit prisonnier en Espagne, & qu'ainsi il y avoit lieu de craindre, qu'il ne le voulût pas accepter, approuver, ni confirmer, lorsqu'il seroit en liberté, & de retour en France: pour ôter tout sujet de contestation & de différend, il fut accordé & conclu, que Madame la Regente, en vertu de sa Regence, renonçant expressément au *Senatusconsulte Velleïen**, & à tous autres remèdes, cauteles, & exceptions, tant de droit que de fait, ratifieroit & confirmeroit, dans deux mois, par des lettres conçues en bonne & suffisante forme, signées de sa main, & scellées de son grand sceau, tout ce que ses Ambassadeurs & pro-

* C'est une Ordonnance, qui déclare les femmes incapables d'être cautions.

cureurs avoient fait , arêté , & conclu , tant en ce present traité, que dans les autres precedens: promettant de l'observer de point en point, & de le faire observer & accomplir par le Roi, son fils, & par ses heritiers & successeurs, & d'en fournir au Roi d'Angleterre ses lettres de ratification & d'obligation, où la clause de ladite renonciation seroit inserée, dans trois mois, à compter du jour de la date de ce Traité. Et que pour plus grande assurance, le Cardinal de Bourbon, le Duc de Vendôme, son frere; le Duc de Longueville, le Comte de Saint-Pol, le Seigneur de Lautrec, le Comte de Cominges, le Seigneur de Montmorency, le Seigneur de Brezé, Grand-Sénéchal de Normandie, le Comte de Brionne; comme aussi les principales villes du Roiaume, sçavoir, Paris, Lion, Orleans, Toulouse, Amiens, Roüen, Bordeaux, Tours, & Reims, jureroient & promettoient, dans trois mois après la date de ce traité, d'en observer & accomplir fidelement tout le contenu, & d'en envoyer, chacun, & chacune separément, au Roi d'Angleterre, ou à ses heritiers & successeurs, leurs lettres obligatoires, dressées en la forme spécifiée par les Ambassadeurs, & scellées de leurs seaux particuliers.

Enfin, il fut dit, que les Trois Etats de Normandie & de Languedoc ratifieroient & confirmeroient, dans trois mois, tout ce que lesdits Ambassadeurs avoient traité, conclu, & promis au nom du Roi, de la Regente sa mere, des Grands, & des villes du Roiaume; & que les Parlemens de Paris, de Toulouse, de Roüen, & de Bordeaux, l'autoriferoient, chacun par un Arrest. Et tout cela ne se fit avec tant de ceremonie, que pour engager davantage le Roi d'Angleterre dans les interests de François I. qui sans cela couroit risque de passer peut-être le reste de ses jours à Madrid.

1516.

Ce Traité de la Regente fut suivi d'un autre fait à Hamptoncourt, un an après, pour procurer la délivrance des Enfants de France, qui étoient en ôtage en Espagne. Celui-ci portoit, que le Roi Tres-Christien ne traiteroit point avec l'Empereur, ni par soi, ni par autrui; directement, ni indirectement; ouvertement, ni en secret; du recouvrement de ses enfans, ni de toute autre affaire; & ne pourroit même accepter les conditions, que l'Empereur lui offriroit de son propre motif, ni ratifier aucune chose traitée en son nom, avec

ledit Empereur, sans comprendre le Roi d'Angleterre dans le même traité, ou dans la même acceptation, & demander telles assurances pour le paiement de plusieurs grosses sommes d'argent, qui lui sont dûes par l'Empereur, qu'il eût lieu d'en demeurer content. Que quelque traité que fût le Roi Tres-Chretien avec le même Empereur, il n'y acorderoit & ne concluroit rien, qui pût en nulle façon prejudicier, déroger, ni porter coup aux traitez de paix & de confederation faits entre les deux Rois, ni infirmer les articles arêtez entr'eux le 30. d'aoust 1525.

Que le Roi Tres-Chretien ne donneroit, ni par soi, ni par autrui, directement ou indirectement, ouvertement, ou en secret, sous quelque pretexte que ce fût, non pas même en vertu des traitez precedens faits avec lui, aucun secours, argent, conseil, ou faveur à l'Empereur contre le Roi d'Angleterre, dans la guerre que celui-ci pouroit lui faire, soit par mer, ou par terre, pour le recouvrement des sommes, qui lui étoient dûes, ou pour toute autre cause que ce fût.

Que pareillement le Roi d'Angleterre, sous quelque pretexte que ce fût, ne traiteroit avec ledit Empereur, ni par soi, ni par deputez, directement ni indirectement, &c. du paiement de toutes les sommes, qui lui étoient dûes par l'Empereur, ni de toute autre affaire; ne recevrait aucun argent de lui en vertu des traitez faits avec lui, anterieurs à la date de celui-ci, n'accepteroit aucunes propositions d'accommodement, & ne ratifieroit aucune chose traitée & conclue en son nom, avec le même Empereur, sans traiter & convenir, en même tems, de la délivrance des enfans du Roi, qui étoient en ôtage en Espagne, pour un million d'écus d'or, que le Roi Tres-Chretien s'offroit de paier dans les termes, qui seroient prescrits & limitez par le Roi d'Angleterre: lequel s'obligeoit aussi de comprendre ledit Roi Tres-Chretien dans le même traité, & de n'y rien passer & conclure, qui pût en nulle maniere prejudicier, ni déroger aux traitez de paix & d'amitié faits entr'eux, ni infirmer les articles, dont ils étoient convenus ensemble au mois d'aoust de 1525.

Après le Traité d'Hamptoncourt, il s'en fit un autre à Westmunster le trente d'avril de 1527. lequel portoit, que François I. & Henri VIII. enverroient leurs Ambassadeurs à

1527.

l'Empereur, pour l'exhorter à délivrer les Enfans de France à des conditions honnêtes & raisonnables, non pas telles que lui-même pouvoit les exiger, comme vainqueur; mais telles que le besoin présent des affaires, & le repos de la Chretienité, les requeroient; n'étant pas juste qu'il se fît juge en sa propre cause, ni que son interest fût la regle de ses pretentions: l'équité voulant au contraire, que comme la fortune de la guerre est journaliere, & tous les Princes exposez aux mêmes revers, il y eût une loi commune, à laquelle chaque Prince, en pareille disgrâce, se soumit volontiers.

Que les Ambassadeurs des deux Rois n'auroient qu'une même instruction, & parleroient en commun, l'un par la bouche de l'autre, comme s'ils n'avoient qu'un même Maître, tant pour la délivrance des enfans du Roi Tres-Chretien, que pour le paiement de tout l'argent dû par l'Empereur au Roi d'Angleterre.

Il est encore parlé, dans ce traité, du mariage de la Princesse Marie, fille-unique, du Roi d'Angleterre avec François I. ou avec Henri, Duc d'Orleans, son second fils: & il est dit, que le Roi Henri enverra en France un de ses confidens, pour déterminer cete alternative avec François I. & que si du consentement des deux Rois, le choix tombe sur le Duc d'Orleans, on conviendra alors de la dot de Marie, au cas qu'elle

^a Marie avoit été promise au Dauphin par les traites de 1518. & de 1520. mais comme en ce tems-là les Anglois ne vouloient point ce mariage, parce qu'ils demandoient un Roi, qui residât en Angleterre; c'est probablement pour cete raison, qu'il fut conclu par ce traité, de la marier avec le Duc d'Orleans. Mais après que Henri VIII. eût repudié la Reine Caterine, mere de Marie, & qu'il eût épousé Anne de Boulen; le peuple d'Angleterre, qui aimoit tendrement la mere & la fille, & qui cherchoit tous les moiens de les reintegrer en tous leurs droits, changea entierement d'avis. Car il ne trouva point de meilleur expedient, pour réussir dans ce dessein, que de marier la Princesse Marie avec le Dauphin, *disant, que si moindre que lui venoit à l'épouser, elle resteroit desheritée; en sorte qu'elle ne pourroit être remise dans ses droits, que par la guerre: ce qui feroit cesser tout le commerce, & par consequent ruineroit toute l'Angleterre.* Et Marie comptoit si sûrement sur ce mariage, qu'elle disoit publiquement, que Monsieur le Dauphin étoit son mari, & qu'elle n'avoit d'esperance qu'en lui. Et de plus, un jour que sa gouvernante, & d'autres dames, que la Reine Anne avoit mises auprès d'elle, lui dirent, que Monsieur le Dauphin épousoit la fille de l'Empereur: elle répondit, qu'elle n'en croioit rien, d'autant qu'il ne pouvoit pas avoir deux femmes, ni ignorer qu'elle étoit la sienne; dont elle ne perdroit jamais l'esperance, sachant bien, que l'on ne feroit courir ce bruit, que pour lui faire quitter son droit. Toutes ces particularitez sont tirées d'un Memoire de Jean de Dinteville-Polizy, Ambassadeur de France en Angleterre en 1532, & 33.

ne succede pas à la Couronne d'Angleterre ; de son doüaire ; de l'envoi de son premier enfant, soit mâle ou femelle, en Angleterre, pour y être nourri ; de l'administration du royaume en son absence , au cas qu'elle succede ; & des assurances de ne rien innover dans la forme du Gouvernement d'Angleterre ; de ne point aliener le royaume, & d'y retourner après la mort du Roi Tres-Chretien : & que le Traité de la perpetuelle alliance, qui commence : *Cum diviniot, &c.* sera solennellement juré, puis ratifié par les deux Rois, dans un mois, à compter du jour de la date du present traité.

Que si les deux Rois déterminent entr'eux, que le Duc d'Orleans épousera la Princesse Marie : ce Duc, deux mois après qu'il sera de retour en France, sera envoyé en Angleterre, pour y être nourri & élevé : & au cas qu'il ne succede pas à la Couronne, il aura toute liberté de retourner en France, avec la Princesse, dont la dot & le doüaire seront reglez par les deux Rois contractans.

Que si ladite Princesse n'épouse ni le Roi Tres-Chretien, ni son fils, & que néanmoins les deux Rois viennent à faire la guerre à l'Empereur, pour n'avoir pas accepté les conditions de paix, qu'ils lui auront fait offrir de commun accord par leurs Ambassadeurs : en ce cas, le Roi Tres-Chretien s'obligera, lui, & ses successeurs, à paier au Roi d'Angleterre, ou à ses successeurs, tous les frais qu'il aura faits dans cete guerre, & de lui fournir outre cela, sa vie durant, gratuitement, & sans rien exiger, une certaine quantité de gros sel noir, jusqu'à la valeur de quinze mille écus d'or au soleil, à trente.cinq, ou trente-huit sous tournois l'écu, selon le cours qu'ils auront alors en France : lequel sel il lui sera permis d'enlever de Brouïage en Saintonge, quand & comme il lui plaira, sans paier aucun droit : bien entendu néanmoins, que si le Roi d'Angleterre, ou quelque autre personne de son Conseil, empêche, que le mariage de sa fille ne s'accomplisse avec le Duc d'Orleans ; en ce cas, le Roi Tres-Chretien ne sera point tenu de le rembourser des frais de ladite guerre : au-lieu que si l'empêchement vient du côté du Roi Tres-Chretien, il sera obligé, non seulement de rendre au Roi d'Angleterre tout ce qu'il aura déboursé dans cete guerre ; mais encore de lui paier une autre somme égale à celle de ses frais.

Enfin, il fut convenu, que les deux Rois s'entreverroient à Calais, pour conférer ensemble de leurs affaires communes, & pareillement de ce qui concernoit le bien & le repos de la Chretienité : & que cete entrevüe se feroit, non point avec la pompe & la magnificence, que leur auguste majesté sembloit exiger, & qu'ils avoient fait paroître avec tant de profusion dans la Conference d'entre Ardres & Guines*, [qui fut apelée le Camp d'or :] mais comme deux Princes, qui se voient à la veille d'avoir la guerre contre l'Empereur, devoient épargner & conserver leurs finances, pour avoir de quoi la soutenir avec avantage.

* en 1520, au mois de juin.

* Il fut depuis Cardinal.

1527.

Le vint-neuvieme de mai suivant, Gabriel de Gramont, Evêque de Tarbes *, & Jean-Joachim de Passan, seigneur de Vaux, Ambassadeurs de France à Londres, conclurent un autre Traité à Westmunster avec Tomas Morus, Chancelier du Duché de Lancastre ; & le Docteur Etienne Gardiner, Commissaires du Roi d'Angleterre.

Par le premier article, le Roi Tres Chretien s'obligeoit d'envoyer en Italie, dès le premier du mois de juin suivant, une armée de trente-mille hommes de pié, & de mille hommes d'armes, équipés à la françoise, avec le canon, l'artillerie, les munitions, & toutes les autres choses nécessaires pour camper, pour combattre, & pour assieger : comme aussi de tenir une puissante flote en ces quartiers-là, pour attaquer l'Empereur par mer & par terre, & pour le chasser entierement de l'Italie.

Et par un autre article il étoit dit, que pour ôter tout sujet de dispute & de querelle sur le nombre effectif des soldats, le Roi d'Angleterre enverroit sur les lieux un Commissaire, qui de tems en tems feroit la revüe de cete armée, & lui en rendroit compte exactement.

Quant au mariage de la Princesse Marie, qui étoit alors dans sa douzieme année, il fut convenu, qu'à l'arrivée du Cardinal d'York, que le Roi d'Angleterre devoit envoyer incessamment en France, l'alternative proposée seroit déterminée avant la fin du mois de juillet prochain, sans disérer d'avantage, & que sans déroger aux articles acordez le dernier jour d'avril dernier, ni à ceux du présent traité, qui demeureroient toujours en leur substance, force, & vigueur ; il seroit libre aux

deux Rois, d'y enajoûter de nouveaux, s'il étoit besoin, ledit Cardinal étant muni d'un pouvoir & mandement special, pour cela : comme aussi de coucher en d'autres termes les articles du trentieme d'avril, & ceux-ci, pour les rendre plus clairs & plus intelligibles, pourvû que le sens, dans lequel ils étoient conçus, ne fût point altéré.

Le dix-huitieme d'aoust de la même année, le Cardinal d'York conclut au nom du Roi d'Angleterre, son Maître, un Traité avec François I. dans la preface duquel il est dit, Que le Siege Apostolique, établi à Rome depuis plusieurs siècles, rempli par le Vicaire de JESUS-CHRIST, & de tout tems reveré par les Chrétiens, venant d'être violé & profané, au grand opprobre du Nom Chrétien, en la personne du Souverain Pontife & Pasteur de l'Eglise, détenu prisonnier, & traité, comme le plus vil esclave, par des capitaines & des soldats également barbares & impies : les deux Rois de France & d'Angleterre, dont l'un porte le glorieux surnom de *Tres-Chretien* ; & l'autre celui de *Defenseur de la Foi* ; & qui par le lien d'une amitié indissoluble, ne sont qu'un esprit & qu'une ame en deux corps : pour refrener l'audace & l'insolence des méchans, pour les frustrer de l'esperance, qu'ils ont conçû de recueillir un grand profit du plus grand de tous les crimes ; enfin, pour empêcher, qu'ils n'abusent de l'autorité de celui même, qu'ils oppriment, & qu'ils outragent, à troubler & à persecuter les gens de bien ; sont convenus entr'eux des articles suivans.

1527.

I. Que bien qu'il soit absolument necessaire de convoquer un Concile general, pour remédier à la corruption presente des mœurs, & pour rétablir l'ancienne perfection du Christianisme : considéré néanmoins, que tandis que le Pape est prisonnier, & que comme tel, il est contraint de suivre aveuglément la volonté & les mouvemens de ceux, qui sont les maîtres de sa personne, & de sa vie ; le Concile pourroit servir à d'autres fins, & produire d'autres effets, que ceux que l'on en doit attendre : & que d'ailleurs il ne pourroit jamais rien ariver à l'Eglise de plus désagréable, que de voir asservir la Religion à l'ambition detestable des hommes : le Roi Tres-Chretien, en sa personne ; & le Cardinal Archevêque d'York, Legat à la-tête du Saint Siege Apostolique, & Chancelier d'Angleterre, au nom de son Roi ; conviennent & promettent, que ni le Roi

de France, sans le consentement exprès du Roi d'Angleterre, ni celui-ci, sans le consentement exprès de l'autre; ne consentiront jamais à aucune indiction du Concile general, faite par l'Empereur, avec le consentement du Pape; ou par le Pape même, tandis qu'il restera prisonnier; ou par l'Empereur, sans l'aveu du Pape: & qu'ils empêcheront tous deux conjointement, que cete indiction n'ait son effet, en protestant publiquement eux-mêmes, & faisant protester pareillement par le Clergé de France & d'Angleterre, qu'ils s'oposent formellement à une telle indiction ou convocation; & que s'il en procede quelque Concile, ou plutôt Conciliabule, ils ne se tiennent nullement obligés d'obéir à ses decrets & à ses constitutions, ni pour le present, ni pour l'avenir.

II. Et comme il n'est pas raisonnable, qu'une autorité extorquée par force, & à dessein de faire du mal à autrui, obtienne son effet; & que tout pesé selon l'équité du droit naturel, on ne peut pas dire veritablement fait par le Pape, ce qu'il fait par la volonté d'autrui, étant prisonnier; quoiqu'il dise le contraire par ses paroles: le Roi Tres-Chretien, en sa personne; & le Roi d'Angleterre, par ledit Cardinal, son lieutenant & son plénipotentiaire; conviennent & promettent de ne point obéir, & de ne permettre point, qu'il soit obéi par leurs sujets, aux decrets, mandemens, sentences, bulles, lettres, brefs, qui émaneront du Pape, durant tout le tems de sa captivité, quels qu'ils soient. & pour quelque cause que ce soit: comme aussi de punir & châtier, selon que le meritera leur audace, tous les porteurs de ces mandemens, sentences, bulles, lettres & brefs, & tous ceux qui les annonceront.

III. Et d'autant qu'il n'est pas juste, que les scelerats, qui retiennent prisonnier le Saint Pere, s'enrichissent du pernicious usage, qu'ils font de son autorité; ni que les Roiaumes de France & d'Angleterre soient privez de l'assistance spirituelle, dont ils peuvent avoir besoin en certains cas imprevis; & que par conséquent il est nécessaire d'y pourvoir de bonne heure, en établissant une forme d'administration & de police, suivant laquelle les affaires ecclesiastiques des deux Roiaumes soient conduites & dirigées durant la captivité du Pape: le Roi Tres-Chretien, en sa personne; & le Roi d'Angleterre par ledit Cardinal d'York, son lieutenant; conviennent, arrêtent,

& conclitent, que tout ce que le Clergé de France, assemblée par le commandement du Roi, déterminera & ordonnera touchant l'état & l'administration des choses ecclesiastiques dans le royaume de France, & dans toutes les autres terres & seigneuries de l'obéissance du Roi Tres-Chretien, durant la détention du Pape : & pareillement tout ce que ledit Cardinal-Legat, & les Prelats de l'Eglise Anglicane avec lui, ordonneront, du consentement du Roi d'Angleterre, concernant l'administration des choses ecclesiastiques, dans le royaume d'Angleterre, & dans les autres lieux sujets audit Roi, tant que durera la captivité dudit Saint Pere, sera approuvé, ratifié, & confirmé reciproquement par les deux Rois, qui le feront ratifier par leur Clergé respectivement, le garderont & l'accompliront eux-mêmes, autant qu'il sera en leur pouvoir, & le feront observer inviolablement dans tous leurs royaumes, pais, terres, & seigneuries, nonobstant toutes allegations à ce contraires, sauf en toutes choses la révérence due au Saint Siege Apostolique, dont les deux Rois font profession d'être fils tres-obéissans; l'unique motif de ce traité, étant d'accelerer la délivrance du Pape Clément VII.

Il y a un autre Traité de même date, conclu entre François I. en personne, & le même Cardinal-Legat, au nom du Roi d'Angleterre, par lequel il est dit, Qu'au cas que François Sforce, à la poursuite du Roi d'Angleterre, soit remis par l'Empereur en la possession du Duché de Milan, pour en jouir sa vie durant, les deux Rois seront toujours en droit de demander à ce Duc les pensions, qui leur ont été assignées sur ce Duché par la Ligue d'Italie ^a, & d'en exiger le paiement

^a C'est une Ligue, que les deux Rois conclurent en 1526. avec le Pape, les Venitiens, les Florentins, & le Duc Sforce, pour procurer la délivrance des deux fils de François I. pour revendiquer le royaume de Naples au Saint Siege, & pour défendre Sforce contre le Duc Charles de Bourbon, à qui l'Empereur avoit donné le Gouvernement du Milanés, & comme promis de l'en faire Duc, s'il en chassoit l'autre.

par toutes les voies qu'ils jugeront à propos. Que si la paix entre le Roi Tres-Chretien & l'Empereur ne se peut faire autrement, que par le mariage dudit Roi avec la Reine Eleonor, sœur de l'Empereur, le Roi d'Angleterre y consent pour le bien de la paix, à la charge que le Roi Tres-Chretien épousant ladite Dame Eleonor, ne fera, n'atendra, & ne permettra,

que pour l'amour d'elle, à sa priere, ou par son conseil, il soit rien fait ou entrepris, qui puisse tourner au dommage, au prejudice, ou à la diminution de l'amitié, confederation, & union perpetuelle jurée entre les deux Rois.

Que comme ils sont convenus tous deux de faire la guerre à l'Empereur, s'il continuë toujours de refuser les conditions, qui lui ont été ofertes de leur part; & qu'en cas de guerre, les marchands Anglois, qui trafiquent dans les Païs-bas, & dans les autres Etats de l'Empereur, perdront les droits, privileges, & franchises, dont ils y jouïssent: le Roi Tres-Chretien, pour les dédommager, leur acordera de semblables privileges & immunités dans son royaume, & dans toutes les autres terres, & seigneuries, qui lui appartiennent, pour en jouir tout le tems que la guerre durera entre le Roi d'Angleterre & l'Empereur: & que lors qu'elle sera finie, les mêmes Ambassadeurs, que ledit Roi Tres Chretien doit envoyer audit Roi d'Angleterre, pour confirmer le Traité de la paix perpetuelle fait entr'eux, traiteront & conviendront avec les Deputés & Commissaires Anglois, suffisamment autorisés pour cela, de la prorogation desdites immunités & franchises, en faveur des marchands d'Angleterre.

VViquefort dit, que dans cete negociation le Cardinal d'York ne fut pas tant le plenipotentiaire du Roi d'Angleterre, que l'arbitre commun des deux Rois. *scil. 16. du livre 1. de son Ambassadeur.*

1527.

Le dix-huitième du mois de septembre suivant, Gabriel de Gramont, Evêque de Tarbes, le Vicomte de Turenne, Chevalier de l'Ordre de Saint Michel, Antoine le Viste, Premier. President de Breragne, & le Seigneur de Vaux, Ambassadeurs de France à Londres, y conclurent un autre Traité, qui confirmoit celui de Môre de 1525. dans tous ses points & articles, en execution de la promesse faite alors par Madame la Regente, de le faire ratifier & accomplir par le Roi son fils, lorsqu'il seroit en liberté, & de retour en France.

Les autres articles portoient, qu'il y auroit entre les deux Rois, & leurs successeurs, & leurs sujets respectivement, une vraie, sincere, solide, perpetuelle, & inviolable paix, amitié, union, confederation, & ligue, qui dureroit jusques aux siècles les plus éloignez.

Que l'un n'assisteroit jamais les ennemis de l'autre, directement, ni indirectement; en secret, ni à découvert, sous quelque pretexte ou couleur que ce pût être.

Que comme depuis longues années le Roi d'Angleterre, & ses predecesseurs, avoient pris le titre de Rois de France, & fait tous leurs efforts pour ôter ce royaume à ceux qui le possédoient; ausquels en éfet, ils en avoient enlevé plusieurs parties, prétendant que de droit il leur appartenoit tout entier: Le Roi d'Angleterre, pour finir cete querelle, qui avoit été la source & la matiere d'une si longue & si cruelle guerre entre les deux nations, &, par conséquent, d'une haine capitale entr'elles; promettoit, que ni lui, ni ses successeurs à perpetuité, ne troubleroient, molesteroient, ni assailliroient le Roi Tres-Chretien, & ne permettroient, qu'il fût troublé, molesté, ni assailli, sous quelque pretexte que ce pût être, dans les pais, terres, & seigneuries, qu'il possédoit actuellement: desquelles au contraire il le laisseroit jouir & disposer paisiblement & tranquillement, sans nulle interruption, contradiction, ou revendication de lui, ni de ses successeurs, tout de même que s'ils n'y avoient jamais rien prétendu.

Par réciproque, les Ambassadeurs de France promirent au nom du Roi leur maître, & de ses successeurs, que le Roi Tres-Chretien, & ses successeurs, paieroient tous les ans à perpetuité au Roi d'Angleterre, & à ses successeurs, la somme de cinquante mille écus d'or au soleil, monnoie de France, la trente-cinq sous tournois l'écu, payables en deux termes, savoir vint-cinq mille au premier jour de mai, & les vint-cinq mille autres, au premier jour de novembre, lesquels seroient comptez dans la ville de Calais, ou dans celle de Cantorbery, au cas que Calais tombât sous la domination de quelque autre Prince. [Soit dit en passant, que cete clause sembloit prédire aux Anglois la perte qu'ils firent de cete place, sous le regne de Marie, fille d'Henri VIII.] Ils promirent de plus, que le Roi Tres-Chretien, & ses successeurs, en faveur de ce present traité, fourniroient ou seroient fournir tous les ans, gratuitement, & sans rien exiger, audit Roi d'Angleterre, & à ses successeurs à perpetuité, ou à ceux qui viendroient de leur part, une certaine provision de sel noir, dont le prix monteroit à la valeur de quinze mille écus d'or: lequel sel leur seroit baillé & dé-

livré à Brouage en Saintonge, dans les mois de mai, juin, & juillet, en une ou en plusieurs fois, comme ils voudroient. Que si, ou par un débordement d'eaux, ou par quelque autre cas fortuit, le sel venoit à manquer, en sorte que ladite quantité promise ne pût être entièrement fournie, durant une ou plusieurs années, la même quantité qui se trouveroit n'avoir point été fournie, seroit rendue & délivrée de bonne foi, & sur le pied du prix auquel auroit été le sel en ces années-là, aussitôt que l'abondance en seroit revenuë.

Que le Roi Tres-Chretien, & ses successeurs, ne troubleroient, n'inquieteroient, ne molesteroient, & n'endommageroient point, ni par eux, ni par autrui; directement, ni indirectement; en secret, ni à force ouverte; ledit Roi d'Angleterre, & ses successeurs, dans la possession des villes, terres, châteaux, & autres lieux, qu'il possédoit actuellement par delà la mer; au contraire, ils le laisseroient jouir, lui & ses successeurs à perpétuité, de tous lesdits lieux, paisiblement, tranquillement, sans trouble, & sans empêchement quelconque.

Que si quelque sujet, vassal, ou allié de l'un des deux Rois, atente, machine, ou fait quelque chose contre le contenu en ce present Traité, soit par terre, par mer, ou par eaux douces, cete paix ne laissera pas de demeurer en son entier, en punissant seulement ceux, qui auront fait l'atentat, ou le dommage.

Pour conclusion, il est dit, que comme cete paix est faite pour être perpetuelle, & que dans la suite on pourroit metre en doute l'autorité des deux Rois contractans, d'autant que nul Prince n'a droit & pouvoir sur son successeur; & que par ses ordonnances, ou conventions, il ne peut lui-seul prejudicier à l'indépendance absolue de la Dignité Roiale: non seulement les deux Rois ratifieront, autoriseront, & confirmeront par des lettres patentes, expédiées de part & d'autre, en bonne & suffisante forme, signées de leur propre main, & scellées de leur grand sceau, ce present Traité de paix perpetuelle, & en jureront solennellement l'observation en tous ses points & articles; mais feront jurer aux Grands, & aux principales villes de leurs royaumes, de l'observer & accomplir inviolablement, sous l'hipothèque & obligation de tous leurs biens, presens & à venir. Le lecteur trouvera les noms de ces Seigneurs

& de ces villes aux pages 292. & 293. du second Tome de ce Rectueil.

L'article du sel, dont je viens de parler, fut changé par le traité d'Hamptoncourt de 1530. par lequel il est dit, que la quantité de sel promise par le Traité de la paix perpetuelle, n'ayant pas été fournie dans les trois ans, qui s'étoient écoulés depuis, pour plus grande commodité des deux Rois, la valeur dudit sel dû pour les trois années écoulées, se convertiroit en argent: en sorte que le Roi Tres-Chretien paieroit, ou feroit paier au Roi d'Angleterre, trente mille écus d'or au soleil, aians cours en France sur le pié de quarante sous tournois chaque écu: ladite somme payable en quatre termes, savoir sept-mille cinq-cens écus d'or chaque premier de mai & premier de novembre des années 1531. & 1532. moiennant quoi le Roi Tres-Chretien seroit censé avoir entierement satisfait audit Traité de la paix perpetuelle, sans qu'on pût alleguer, qu'il n'avoit pas fourni le sel promis audit Roi d'Angleterre.

1530.

Deplus, il fut convenu, qu'au lieu du sel, que le Roi Tres-Chretien, & ses successeurs, devoient fournir annuellement au Roi d'Angleterre, en vertu du même Traité de la paix perpetuelle, on lui paieroit tous les ans, sa vie durant, la somme de dix-mille écus d'or au soleil, chaque écu évalué quarante sous tournois; & toujours en deux termes, savoir le premier de mai & de novembre de chaque année. Lequel paiement annuel, quant à l'observation dudit traité de paix perpetuelle, seroit de même force & valeur, que si le sel promis avoit été fourni tous les ans. Desorte, qu'il ne seroit pas permis au Roi d'Angleterre de demander ledit sel, tant que le Roi Tres-Chretien, ou ses successeurs, continueroient de lui paier la somme de dix-mille écus par an.

Tous les Traitez de Paix & de confederation faits jusques ici entre François I. & Henri VIII. furent confirmés par un autre, que Gilles de la Pommeraie, Ambassadeur de France, conclut à Londres avec le Comte de Wiltshire, Garde du Privé seel; & Edoüard Fox, Grand-Aumônier du Roi d'Angleterre, en la forme & teneur qui suit.

1532.

Que tous lesdits Traitez, & particulièrement celui de la paix

perpetuelle, demeureroient en leur entiere force & vigueur ; & s'observeroient de part & d'autre , comme si la presente capitulation ou convention de plus étroite alliance , n'étoit jamais intervenue.

Que si l'Empereur Charles atentoit , machinoit , ou fesoit , soit par lui , soit par autrui , directement , ou indirectement , aucune chose contre la personne , ou les Etats , & les sujets de l'un ou de l'autre des deux Rois ; ils se donneroient reciproquement aide & secours , trois mois après en avoir été requis l'un par l'autre , toutes excuses , exceptions , & allegations cessant. De sorte que si le Roi d'Angleterre étoit ataqué par l'Empereur , le Roi Tres - Chretien seroit obligé de lui envoyer au lieu qu'il speciferoit , cinq - cens hommes d'armes , ou moins , équipez à la mode de France , ausquels ledit Roi d'Angleterre seroit tenu de donner , durant tout le tems qu'ils seroient à son service , la même solde , qu'ils avoient acoustumé de recevoir en France. Et pareillement , si ledit Roi Tres-Chretien étoit assailli par l'Empereur , le Roi d'Angleterre , requis comme il vient d'être dit , lui enverroit tel nombre de ses archers à pié , qu'il auroit demandé , pourvu que ce nombre n'excédât pas cinq mille : lesquels archers , tant qu'ils seroient en France , y seroient entretenus & paiezz sur le même pié qu'en Angleterre. Et au cas que les Gendarmes françois fussent envoyez delà la mer en Angleterre , ou les archers Anglois deçà la mer en France , les deux Rois prometoient de faire , chacun dans leur pais , telle & si bonne provision de vivres & de danrées , que lesdits soldats , soit François , ou Anglois , pussent vivre & s'entretenir commodément de leur paie.

Et pour éviter les dommages , qui pouroient être faits , par mer , aux deux Rois , & à leurs sujets , il étoit dit , que dès que l'Empereur auroit atenté quelque chose contre eux , ou l'un d'eux , & contre leurs sujets & leurs royaumes , pour quelque cause que ce fût ; deux mois après que celui , qui seroit assailli le premier , auroit notifié l'irruption , ou invasion , l'autre mettroit en mer une armée de quinze-cens hommes de guerre , équipée & munie de toutes les choses nécessaires , laquelle il seroit tenu d'entretenir à ses propres frais , l'espace de six mois

entiers, ou davantage, selon qu'il plairoit au Prince ataqué : défendant les deux rivages de la mer depuis l'isle d'Ushant, jusqu'à la plage, que les Anglois appellent *les Dunes*, située entre Sandwich & Douvre. Et au cas que les deux Rois fussent assaillis ensemble, & en même tems, alors ils aviseroient de commun accord aux moïens de pourvoir chacun à la sécurité de leurs ports.

Que si l'Empereur venoit à commander ou permettre, que les marchands Anglois, leurs marchandises, & leurs biens, fussent arêtez & saisis dans ses pais de Flandre, Artois, Brabant, Hainaut, Zelande, Hollande, Frise, Namur, Luxembourg, &c. en ce cas le Roi Tres-Christien, ou ses successeurs, enverroient, ou enverroient sommer la Reine d'Hongrie, sœur dudit Empereur, ou celui qui se trouveroit Gouverneur des Pais-bas, si ledit Empereur n'y étoit pas alors; de metre en liberté lesdits marchands, & de leur acorder la permission de se retirer avec tous leurs biens & toutes leurs marchandises. Et au cas que cete Reine, ou tout autre Lieutenant de l'Empereur en ces pais, requis comme il est dit, refusât ou différât de le faire, alors le Roi Tres-Christien, & ses successeurs, sans aucun délai, & toute excuse cessant, seroient prendre, arêter, & saisir tous les marchands Flamans, leurs facteurs & commissionnaires, avec toutes les marchandises, terres, revenus, & biens meubles & immeubles, qui seroient trouvez dans les terres & pais de France, & les retiendroient & garderoient, jusqu'à ce que les marchands Anglois fussent mis en pleine liberté, & remis entierement dans tous leurs biens.

Que s'il arrivoit, que les marchands Anglois fussent arêtez & détenus dans les autres Etats, Roiaumes, & pais appartenans à l'Empereur, le Roi Tres-Christien, ou ses successeurs, le sommeroient comme il est dit ci-dessus; & en cas de refus, feroit ou seroient arêter, prendre, & saisir tous les marchands sujets de l'Empereur, & tous leurs facteurs & agens, avec les marchandises, terres, rentes, patrimoines, biens meubles & immeubles quelconques, qui se trouveroient dans toutes les terres de France; desquels ils ne se désaisiroient point, que tous les marchands Anglois, arêtez & détenus, ne fussent délivrez, & n'eussent obtenu main-levée de tous leurs biens. Que si les

biens saisis tant aux marchands des Pais-bas , qu'aux autres marchands des autres Etats sujets à l'Empereur , n'étoient pas suffisans pour dédommager les marchands Anglois , le Roi Tres-Chretien , & ses successeurs , continueroient toujours de faire arrêter & saisir les personnes & les marchandises des sujets de l'Empereur , jusqu'à ce que les marchands Anglois fussent entièrement satisfaits & dédommages.

Que le Roi d'Angleterre , & les successeurs , seroient obligez de faire la même chose contre les marchands Flamans , & Espagnols , en faveur des marchands François.

Les marchands de la Haute-Allemagne n'étoient point compris dans cet article , comme n'étant sujets de Charle-quin , qu'à cause de l'Empire , & de sa qualité d'Empereur.

Enfin , il étoit dit , que nul des deux Rois , ni de leurs heritiers & successeurs , ne pouroit ou devroit faire aucune nouvelle ligue , convention , confédération , amitié , ou alliance , avec aucun autre Prince , Etat , Nation , Republique , ou Ville , de quelque qualité , dignité , ou condition qu'ils fussent , de laquelle il pût ariver quelque prejudice ou dommage à l'un ou à l'autre des deux Rois , ou à leurs heritiers & successeurs ; & que si l'un des deux Princes , ou quelqu'un de leurs successeurs , sefoit ou innovoit quelque chose au prejudice de l'autre , ou de ses successeurs , tout cela seroit estimé nul , & de nulle valeur , comme s'il n'avoit jamais été fait.

L'Ambassadeur de France , qui fit ce Traité , étoit si agreable à Henri VIII. que jamais Ambassadeur ne l'a été davan- tage , ni peut-être tant , à aucun Roi du monde. [Vous avez raison , (dit-il , dans une de ses lettres à l'Evêque d'Auxerre , alors Ambassadeur à Rome ,) de me porter envie d'être avec un si gentil Prince ; car je pense qu'après le Roi nôtre maître , il ne s'en trouva depuis deux-cens ans un de meilleur esprit , de meilleure grace , ni plus magnanime que celui-ci : & à vous parler franchement , le Roi nôtre maître lui est obligé du bon vouloir qu'il lui porte , de quoi je me sens grandement : car je suis traité ici , non pas comme Ambassadeur , mais comme Prince du pais ; logé en la maison dudit sieur Roi , & quand je le vas voir , toujours mangeant à sa table.]

lesquels

Quatre mois après la conclusion de ce traité, les deux Rois s'entrevirent à Boulogne, où ils demeurèrent ensemble dans un Monastere depuis le 20. d'octobre jusques au 25. & ce fut en cete ville que le Roi d'Angleterre donna aux fils du Roi, lesquels étoient à son lever, les trois-cens mille écus, que le Roi leur pere lui devoit encore d'une somme empruntée pour sa rançon. De Boulogne, ils alèrent tous deux à Calais, où le Roi d'Angleterre donna l'Ordre de la Jartiere au Grand-Maître Anne de Montmorency, & à l'Amiral de Brion, comme le Roi avoit donné dans Boulogne celui de France aux Ducs de Suffolk & de Nortsfolk. Avant que de se separer, ils conclurent une Ligue défensive contre le Turc, de laquelle il est inutile de metre ici le contenu, puisque ce Traité est tout en François à la page 388. & suivantes du second Tome de ce Recueil.

Au reste, il ne faut pas trouver étrange, que le Roi d'Angleterre soit toujours nommé le premier dans les originaux latins des Traitez, dont je viens de parler, d'autant que c'est un usage établi entre les deux Couronnes, que le nom du Roi d'Angleterre precede celui du Roi de France, dans le texte & dans la signature de tous les actes, qui sont fournis & échangés de sa part; & que pareillement le Roi Tres-Christien se nomme & signe le premier dans les doubles, qu'il fournit & délivre au Roi de la Grande-Bretagne qui en use aussi de même avec l'Empereur & le Roi d'Espagne. *a*

a Breton de Villandry, Secretaire d'Etat sous François I. le dit ainsi dans une apostille écrite de sa main à la marge du Traité fait à l'entrevue de Calais.

Après tant de Traitez solennels, si souvent renouvellez, confirmez, & jurez, on ne pouvoit pas croire en ce tems-là, que les deux Rois pussent jamais rompre ensemble; cependant Charle-quin^t fit tant par ses negociations, que non seulement il se reconcilia avec celui, qui avoit repudié sa tante, pour épouser une concubine; & qui outre cela s'étoit séparé de l'obéissance de l'Eglise; mais qu'il vint même à bout de l'engager à faire la guerre à François I. qui ne lui avoit jamais fait d'autre déplaisir, que celui de ne vouloir pas renoncer, comme lui, à la communion de l'Eglise Romaine. Témoignage, qu'il n'y a point parmi les Princes de confédération, ni d'ami-

Rélation des ceremonies observées à l'entrevue de François I. & d'Henri VIII. à Boulogne.

1532.

tié si étroite, qu'une petite jalousie ne püssè rompre du jour au lendemain *. Quoi qu'il en-soit, le Roi d'Angleterre &

Jean de Dinteville-Polizy, Ambassadeur de France en Angleterre en 1511. & 13. dit, dans la relation de son audience de congé, qu'Henri VIII. s'étoit plaint à lui, de l'honneur & de la bonne chere, que François I. avoit faite au Pape Clément VII. dans leur entrevue à Marseille; & sur tout de *cete grande obéissance & basement de pié*; accusant aussi le Roi de lui avoir manqué de parole, en faisant le mariage du Duc d'Orléans, son fils, avec la nièce de Clément, sans avoir rien obtenu de lui en faveur de l'Angleterre.

L'Empereur ataquèrent en même tems la France, dont ils avoient fait le partage entr'eux, projetant d'aler ensemble droit à Paris, pour sacager cete ville, puis de là jusqu'à Orleans. Mais l'Empereur s'étant amusé au siege de Saint-Dizier, qui l'occupa six semaines entieres; & l'Anglois, qui assiegeoit Boulogne, n'ayant point voulu en partir, qu'il ne l'eût prise; ils éprouverent tous deux, & particulièrement Charle-quin, qui fut contraint de demander la paix, combien étoit bon & salutaire le conseil, que l'Empereur Frédéric III. son bisaieul, donna à Louis XI. de *ne marchander jamais la peau de l'ours, que la bête ne fût morte* *. L'Anglois prit Boulogne, par la lâcheté de Coucy-Vervin, qui la rendit, tandis que le Dauphin acouroit à son secours; & il soutint la guerre jusqu'à l'année 1546. que se trouvant épuisé d'hommes & d'argent, & d'ailleurs craignant, que la continuation de cette guerre ne facilitât à ses sujets, dont il étoit tres-haï pour ses cruautés, les moiens de se révolter contre lui, il commença à desirer la paix. Elle fut traitée entre Ardres & Guines, & conclué en six semaines, aux conditions suivantes.

Que le Roi Tres-Chretien, & ses successeurs, feroient paier tant audit Roi d'Angleterre, sa vie durant, qu'à ses heritiers & successeurs, toutes les pensions annuelles, qui leur étoient dûes en vertu du Traité de Møre de 1525. & du Traité de la paix perpetuelle de 1527.

Que le jour de Saint Michel de l'année 1554. ou dans les quinze jours immédiatement suivans, le Roi Tres-Chretien, & ses successeurs, feroient paier audit Roi d'Angleterre, tant pour les arrerages desdites pensions non païées, que pour les dépenses faites ou à faire aux fortifications de la ville & du comté de Boulogne, la somme de deux millions d'écus d'or

* Comines chap. 3.
du liv. 4. de ses
Memoires.

au soleil, de la valeur, dont ils étoient en 1525. laquelle somme païée, ledit Roi Tres-Chretien demeureroit quitte des arrerages desdites pensions, & des autres sommes d'argent dûes au Roi d'Angleterre, échus depuis le premier jour du mois de mai dernier; comme aussi du remboursement de tous les frais faits par ledit Roi d'Angleterre, à l'occasion de cete dernière guerre.

Que le Roi de France & ses successeurs laisseroient jouir paisiblement le Roi d'Angleterre, & ses successeurs, de la ville, du port, du territoire, & de toutes les dépendances du comté de Boulogne, jusques à ce que lui, ou eux, eussent païé les deux millions d'or ici mentionnez, outre une autre somme de cinq-cens douze-mille écus d'or, que le Roi d'Angleterre pretendoit lui être dûë par François I. en vertu d'une certaine obligation qu'il avoit de ce Prince, datée du vint-neuf de Janvier 1529. au cas que les arbitres ou commissaires, qui seroient nommez de part & d'autre, jugeassent qu'elle fût due. Après quoi, le Roi d'Angleterre, ou ses successeurs, rendroient de bonne foi la ville de Boulogne, & tout le Boulenois, sans démolir aucune partie des fortifications, qui s'y trouveroient alors.

Dans ce Traité Henri VIII. prend deux titres incompatibles, savoir, celui de DEFENSEUR DE LA FOI, que le Pape Leon X. lui avoit donné, pour avoir écrit contre Luter, & défendu l'autorité du Siège Apostolique: & celui de SUPREME CHEF DE L'EGLISE ANGLICANE, qu'il s'étoit attribué, après s'être séparé de l'obéissance de l'Eglise Romaine. Car pouvoit-il retenir le premier titre, sans reconnoître, au moins tacitement, l'autorité du Souverain Pontife, dont il le tenoit? comment se disoit-il le DEFENSEUR DE LA FOI, lui qui étoit devenu le persecuteur & le boursau de tous ceux, qui la professoient en Angleterre?

Le dernier Traité, que François fit en sa vie, fut celui de Londres de 1547. lequel n'est qu'une explication d'un ou deux articles de la Paix de 1546. touchant les fortifications du port & de la ville de Boulogne, & les limites du Boulenois. Et probablement il ne le ratifia point, car il mourut quelques jours après qu'il fut conclu.

En 1549. Henri II. son fils, & Edottard VI. fils d'Henri VIII. en firent un, qui fut apellé la PAIX DE BOULOGNE, non pas

1547.

1549.



tant à cause du lieu, où elle fut traitée, que parce qu'elle rendit la ville & le comté de Boulogne à la France, moyennant quatre-cens mille écus d'or, qu'Henri paia à Edoüard pour les fortifications, ameliorations, & autres dépenses, que le Roi Henri, son pere, & lui, y avoient faies. Sleidan a raison de dire, que cete restitution surprit beaucoup de gens; car les Rois d'Angleterre n'en avoient jamais si bien usé avec les nôtres. Ajoûtez à cela, qu'Edoüard consentit encore de rendre à la Reine Régente d'Ecosse les forteresses de Dunglas & de Lardre, dont les Anglois s'étoient emparez sous le regne d'Henri VIII.

Au reste, quoique l'Empereur fût compris dans ce traité, & par Henri II. & par Edoüard VI. il ne laissa pas d'en être tres-fâché, & de chercher toutes les occasions de rompre avec la France, comme il fit l'année suivante. Car la Reine de Hongrie, qui gouvernoit alors les Pais-bas, & qui savoit tres-bien servir son frere à son gré, aiant été avertie à tems, que le Maréchal de Saint-André devoit passer à Londres, pour y jurer la Paix de Boulogne, & pour donner le colier de Saint Michel au jeune Roi d'Angleterre: elle fit tenir une armée navale entre Calais & Douvre, pour prendre le Maréchal, qui fut ainsi obligé d'aler s'embarquer à Dieppe, d'où il passa heureusement en Angleterre. Mais comme pour faciliter son passage, il avoit fait arrêter au port de cete ville deux ou trois navires Flamans, avec ordre de les relâcher aussi-tôt qu'on auroit la nouvelle de son arrivée en Angleterre, la Reine de Hongrie en prit occasion de faire arrêter dans les ports de Flandre tous les navires François; ordonnant, qu'on leur ôtât les voiles, & que l'on mît les marchandises à terre, pour consumer les marchands en frais de poursuites. Et cete colere, ajoûte Brantôme, s'étendit sur les marchands, qui trafiquoient par terre à Anvers, dont les marchandises furent saisies, bien qu'ils n'eussent rien de commun avec ceux qui navigeoient. Et l'on disoit, que si elle eût pu atraper alors ledit Maréchal, & son armement, elle l'eût rançonné comme un mignon & favori du Roi. Ainsi, Henri II. ne fut pas de meilleure intelligence avec Charles-quin, que François I. & ce fut l'unique chose, en laquelle il suivit les traces & les sentimens, de son pere: car il rappella à la Cour

le Connétable de Montmorency, & le fit son Premier Ministre, à l'exclusion du Cardinal de Tournon, & de l'Amiral Annebault, que son pere lui avoit fort recommandez en mourant. Tant les Princes sont jaloux de leur autorité particuliere, à laquelle ils croiroient avoir dérogé, s'ils se servoient des Ministres & des Creatures de leur predecesseur.

En 1551. Henri & Edoüard firent un autre traité, dont les principaux articles étoient,

1551.

Que si-tôt que Madame Elizabet de France auroit attein l'âge de douze ans, Edoüard lui enverroit des Ambassadeurs & procureurs suffisamment autorisez, lesquels l'épouseroient en son nom, par paroles de present, en presence de deux notaires ou tèmoinz apellez & requis à cet effet : & pareillement, que si un mois après qu'Elizabet auroit douze ans accomplis, il plaisoit au Roi de France d'envoier en Angleterre des Ambassadeurs, & procureurs, suffisamment autorisez pour contracter ledit mariage, Edoüard le celebreroit avec eux par paroles à ce propres & convenables, en presence de notaires & de tèmoinz, qui y seroient apellez.

Que ladite Dame Elizabet auroit pour dot deux-cens mille écus, paiables en deux termes, la moitié, le jour de la solennisation du mariage ; & l'autre moitié, au bout de l'an : & que le Roi son futur époux lui donneroit & assigneroit le même revenu annuel, qu'avoit l'Infante Caterine, premiere femme d'Henri VIII. savoir, vint-mille nobles à la rose de monnoie d'Angleterre, chaque noble valant vint gros de la monnoie du pais.

Que si elle survivoit à Edoüard, elle jouïroit, durant sa vie, de tous les biens, meubles, & joiaux, dont les Reines dotuaireres d'Angleterre avoient acoustumé de jouir. Que si au contraire, Edoüard lui survivoit, aiant ou n'aiant point d'enfans d'elle, en ce cas il profiteroit & heriteroit de sa dot, & de tous ses meubles, selon qu'il se pratiquoit ordinairement dans le royaume, & sur tout entre les Rôis & les Reines d'Angleterre.

Que celui des deux Rôis, qui empêcheroit l'accomplissement de ce mariage, quand ladite Dame Elizabet seroit nubile, paieroit à l'autre la somme de cinquante mille écus d'or, à faute de quoi le demandeur seroit en droit de l'exiger des pais,

terres, & sujets du contrevenant, & de la prendre & lever sur les biens meubles & immeubles desdits sujets, en quelque lieu qu'ils se trouvassent, soit sur mer, ou sur terre.

Enfin, que celle des parties, de qui seroit venu l'empêchement dudit mariage, soit Edouard, soit Elizabeth, qui n'étoient pas en âge de l'accomplir ^a, où le Roi Tres-Christien, seroit exempté de tout reproche, & quant à l'honneur, & quant à la conscience, aussi-tôt que ladite somme de cinquante mille écus d'or auroit été entièrement payée.

^a Edouard étoit né au mois d'octobre de 1537. & Elizabeth en 1546. tandis que la paix se traitoit entre François I. & Henri VIII. qui à cete occasion fut prié de la tenir sur les fonts de baptême.

Ce Traité fut fait à Angers par les Cardinaux de Lorraine & de Chastillon, le Connétable Anne de Montmorency, & Jean de la Chesnaie, Surintendant des Finances.

En la même année, les Princes Protestans d'Allemagne, irrités de n'avoir pû obtenir de l'Empereur la liberté du Landgrave de Hesse, qu'il tenoit prisonnier depuis l'année 1547. & alarmés de la tentative, qu'il avoit faite auprès des Electeurs, pour faire associer son fils avec son frere à la dignité de Roi des Romains, commencerent à songer aux moyens de s'opposer ouvertement aux desseins ambitieux de ce Prince, dont le but étoit de rendre l'Empire hereditaire dans sa Maison ^b. Maurice, Electeur de Saxe, & le Marquis de Bran-

^b Cabrera, historien judicieux & sincere, dit, que Charle-quinz fût venu à bout de cete entreprise, si le Prince Philippe eût su garder le secret en cete rencontre. Liv. 1. de son Histoire, chap. 3.

debourg, qui se trouvoient offensés de ce que l'Empereur leur avoit manqué de parole, en détendant le Landgrave, furent les premiers, qui pretèrent l'oreille aux propositions, que leur fit Jean de Fresse ^c, Evêque de Baïonne, d'une ligue avec la

^c Sleidan l'appelle *Joannes Fraxinosus*, c'est-à-dire du Fresnois; mais il est appelé de Fresse dans un endroit des Memoires de Richet, ainsi que dans le Traité de cete ligue, page 490. du second Tome.

1551.

France. Elle fut conclue peu de tems après à Chambor, & ratifiée au mois de janvier 1552. au contentement même des Princes Catholiques, qui ne craignoient rien davantage que l'agrandissement de l'Empereur.

Le premier d'avril, l'Electeur Maurice assiegea Aubourg, & la ville s'étant renduë le treizieme, il marcha avec tant de celerité vers Inspruk, où étoient l'Empereur & le Roi des Romains, que peu s'en salut qu'il ne les prît tous deux prisonniers, avec leurs principaux Ministres. Et depuis ce jour-là, Charle-quint, qui s'étoit donné pour dicton le *veni, vidi, vici*, de César, éprouva jusqu'au jour de son abdication, que la fortune de Cesar l'avoit abandonné pour jamais. Henri II. de son côté se saisit des villes de Metz, Toul, & Verdun, pour en jouir, selon les conventions de la Ligue *a*, en qualité de Vicaire de l'Empire *b*. Et la ligue n'en fut pas demeurée là, si Maurice, qui étoit gendre du Landgrave, n'eût appréhendé, que ce prisonnier ne fût la victime de la guerre, qu'il feroit à l'Empereur, qui le menaçoit de lui enuoier la tête de son beaupere. Il accepta donc les conditions, qui lui furent ofertes, l'une desquelles étoit la délivrance du Landgrave. Ainsi, la paix fut conclue dès le mois d'aoust suivant à Passaw.

a Le même Cabrera dit, qu'il feroit beau voir les Princes Protestans d'Allemagne faire une ligue pour la defense de la liberté de l'Empire, tandis qu'ils le démembroient, livre 1. chap. 5. Par l'article 24. de cete Ligue, ils consentoient, que le Roi se saisist de toutes les Villes Imperiales où l'on parloit François.

b Henri II. préjudicoit aux droits de la France, en acceptant la condition de tenir Metz, Toul, & Verdun, en qualité de Vicaire de l'Empire, ces trois villes n'étant point en Allemagne, mais en France, selon les anciens Geografes; ou en Lorraine, selon les modernes. Et cela est si vrai, que dans une cause long-tems plaidée à Rome, sur le droit, que le Chapitre & les Chanoines de Verdun prétendoient avoir d'élire leur Evêque, comme font les Chapitres d'Allemagne, la Rote jugea, que le Pais Messin n'étoit point compris dans le Concordat d'Allemagne, c'est-à-dire, dans la Bulle du Pape Nicolas V. de 1441. Et il fut verifié dans ce procès que depuis environ cent quarante-cinq ans les Papes avoient toujours pourvu à cet Evêché, pleinement, purement, & simplement, sans confirmer jamais aucune élection faite par le Chapitre de cete Eglise. *Lettre 196.* du Cardinal d'Osar, qui en cela contredit formellement à ce que le Chancelier Olivier dit dans le Memoire, qu'il fit pour la Conference d'Ardes de 1555. Voyez la page 501. du second Tome de ce Recueil.

En 1560. l'Empereur Ferdinand ayant envoyé en France Louis Madruce, Evêque de Trente, pour demander la restitution de Metz, Toul, & Verdun, le même Chancelier Olivier opinâ dans le Conseil, qu'il falloit faire trancher la tête au premier qui parleroit de les rendre à l'Empire.

Ensuite de cete Paix, où Charle-quint sacrifia les interets de la Religion à la satisfaction des Protestans, à dessein de se servir de leurs forces contre Henri II. il vint metre le siege devant Metz avec une armée de plus de cent mille hommes;

mais après y avoir perdu deux mois & demi de tems, & plus d'un tiers de ses troupes, il fut contraint de se retirer en Flandre, honteux de voir, que l'Empire eût perdu les villes de Metz *a*, Toul, & Verdun, sous son regne, sans esperance de les recouvrer jamais. Il est vrai, que l'année suivante, (comme les armes sont journalières,) il eût sa revanche à Teroüanne *b*, qu'il fit raser jusqu'aux fondemens: & ce fut son dernier

a Quant au Siège de Metz, Brantôme dit, que Charles-quin le leva d'autant plus à regret, que pour regagner l'estime & l'affection des Alemans, il leur avoit promis de faire retourner Metz, Toul, & Verdun à l'Empire: qui étoit la chose du monde, qu'ils desiroient davantage. Dans l'éloge de François, Duc de Guise.

b Ville déjà fatale aux François, par la perte des deux batailles de Guinegate, toutes deux gagnées par Maximilien d'Autriche, aïeul de Charles-quin, l'une en 1479. dont il ne sût pas profiter, & l'autre en 1513, où furent pris Louis, Duc de Longueville, le seigneur de la Palisse, qui fut depuis Maréchal de France; le Chevalier Bayard, & plusieurs autres. Appelée la *fournee des éperons*, à cause de la fuite de la Cavalerie.

exploit de guerre. Mais la Gouvernante des Pais-bas, sa sœur, qui haïssoit mortellement Henri, à cause d'une certaine chanson sur ses amours, qui se chantoit à la Cour de France; & le Duc de Savoie, son neveu, dont le pere avoit été dépoüillé par François I. ne laissèrent pas de continuer la guerre en Picardie, & d'y faire de grans ravages, dont Henri se dédommageoit au centuple sur l'Artois, le Hainaut, le Cambresis, & le comté de Namur.

Marie, Reine d'Angleterre, qui avoit épousé Philippe, fils de l'Empereur, apprehendant, que cete alliance, dont le Roi de France étoit tres-mécontent, ne l'obligeât d'entrer dans la querelle de son beaupere, s'employa si efficacement auprès de ces deux Princes, qu'ils envoierent leurs deputez entre Ardres, Calais, & Gravelines, pour traiter un acommodement *c*. Mais

c Sleidan dit, que l'Empereur envioit l'Evêque d'Arras; le Roi de France, le Cardinal de Lorraine, & le Connétable de Montmorency; & la Reine Marie le Cardinal de Poole, le Comte d'Arundel, & le Baron Paget: & que cete assemblée se tint dans une plaine située entre ces trois villes, parce que la première appartenoit au Roi; la seconde, à la Reine; & la troisième, à l'Empereur. Liv. 26. de son Histoire.

la declaration, que firent ceux d'Henri, qu'il ne rendroit point les Etats au Duc de Savoie, que l'Empereur ne rendit en même tems la Navarre à l'heritiere de la Maison d'Albrét; & la ville de Plaisance au Duc de Parme; rompit la conference.

Il survint encore alors un autre empêchement à la Paix. Ce fut l'exaltation du Cardinal Jean-Pierre Caraffe au Pontificat, c'est-à-dire, du plus grand ennemi qu'eût l'Empereur, qui lui avoit donné ouvertement l'exclusion, indigné de voir briguer le souverain Pontificat par un homme de quatre-vingt ans, qui dans la fleur de son âge s'étoit jugé indigne du plus petit Evêché *. Ce Pape, animé de son propre ressentiment, & d'ailleurs éguillonné par son neveu, qui le fesoit souvenir à tous propos des outrages, que les Ministres d'Espagne lui avoient faits à Naples, traita & conclut une ligue ofensive & défensive avec le Roi Henri, dont les principaux articles étoient, Que le Pape donneroit l'investiture du royaume de Naples à l'un des Fils de France, excepté le Daupin, & retiendrait le Duché de Benevent **, pour être incameré, c'est-

* Cabrera chap. 5.
du livre 1. de son
Histoire.

• Ce Duché, qui est enclavé dans le royaume de Naples, est à l'égard du Pape de la même condition, que le Comtat d'Avignon en Provence.

à-dire, pour être réuni à la Chambre Apostolique, avec quelques autres terres, moiennant lesquelles l'Etat Ecclesiastique, s'étendrait d'un côté jusqu'au Golfe de Venise ; & de l'autre jusqu'au Garillan : Que le Roi donneroit en terres, situées dans le royaume, la valeur de vingt-cinq mille écus de rente au Comte de Montorio ; & de quinze-mille au Marquis de Montebello, ses neveux. Que pour les frais de la guerre on déposeroit cinq-cens mille écus à Venise, savoir, le Roi trois-cens cinquante-mille, & le Pape, cent cinquante-mille. Cete Ligue fut signée à Rome * par les Cardinaux de Lorraine, & de Tournon, dont celui-ci le fit à regret, prédisant, qu'elle seroit funeste à la France. L'autre au contraire, qu'il ne songeoit qu'à l'agrandissement de sa Maison, engageoit d'autant plus volontiers le Roi dans cete guerre lointaine, qui la regardoit comme le plus sûr-moien de se faire élire Pape, si la vacance du Saint Siege arrivoit, (ainsi qu'il y avoit grande aparence,) tandis que le Duc de Guise, son frere, seroit à la tête d'une puissante armée, dans le voisinage de Rome.

* le 15. decem-
bre 1555.

Il ne tint pas à la Reine Marie d'Angleterre, que cete Ligue Papale ne fût étouffée dès sa naissance ; car elle ménagea si bien Henri, & Philippe, son époux, depuis Roi d'Espagne par la démission de son pere, que les deux Rois conclurent

1555.

une treve pour cinq ans, six ou sept semaines après la signature du Traité d'entre Paul IV. & Henri. C'est la Treve de Vauclles en Cambresis, fameuse par la légation du Cardinal Caraffe, qui vint tout exprès en France, pour en persuader la rupture *a*; par la vaine credulité du Roi, qui se laissa leurrer

a Le Cardinal Caraffe se plaignant, que la Treve de Vauclles, non seulement détruisoit la Ligue faite avec le Pape, son oncle; mais exposoit encore toute la Maison Catholique à la vengeance des Espagnols; le Connétable de Montmorency répondit, que le Pape n'avoit aucun sujet de se plaindre, ni de s'alarmer de cete treve, puisqu'il y étoit compris.

de la conquête imaginaire du royaume de Naples; par l'ambition des Guises, qui desiroient la guerre d'Italie, l'un pour devenir Pape; & l'autre, pour se faire Roi de Naples, en vertu d'une pretention surannée, qu'avoit leur Maison sur ce royaume *b*; par l'infidélité des Caraffes, qui firent secrete-

b A cause de leur bisayeule Yolande d'Anjou, heritiere des Rois de la seconde Maison Angevine. Mais ces Rois n'avoient jamais été que titulaires.

ment leur accord avec les Espagnols, dès que les François furent entrez en Italie; enfin, par la perte de la bataille de Saint-Quentin, qui ne fut pas moins funeste à la France, que celles de Crecy, de Poitiers, d'Azincourt, & de Pavie *c*: com-

c Brantôme dit, que ce desastre fut cause, que le Maréchal de Brissac, qui avoit conquis presque tout le Piémont, perdit l'occasion de conquerir aussi le Milanais, où il étoit sur le point de porter ses armes victorieuses; parce qu'il fut obligé d'envoyer au Roi ses meilleures troupes, pour secourir le plus pressé & le plus important. *Dans l'éloge de ce Maréchal.*

me si ç'eût été un malheur attaché à la Maison des Valois, de signaler, tous, leur regne par quelque grand desastre. Celui de Saint-Quentin fut tel, que Charles-quintr demanda au Courier, qui lui en apporta la nouvelle en Espagne, si son fils étoit dans Paris. En éfet, si le Duc de Savoie y fût venu incontinent après la bataille gagnée, on tient pour certain, qu'il auroit trouvé les portes ouvertes, & la ville abandonnée *d*:

d Cabrera, dont le pere & l'aieul étoient à la bataille de Saint-Quentin, dit, que le Duc de Savoie prit le meilleur parti; & que s'il fût allé droit à Paris, comme plusieurs Capitaines le lui conseilloyent; il auroit bien pu lui ariver, ainsi qu'au Duc, son pere, d'entrer en France mangeant des faisans, & d'en sortir ensuite mangeant des racines. Livre 4. de son Histoire, chap. 8.

tant la fraieur avoit troublé les esprits. Ce fut en memoire de cete baraille, qui se donna le jour de Saint Laurent, que Philippe II. bâtit le somptueux Monastere de l'Escorial, autrement dit *San Lorenzo el Real de la Victoria*, parce que l'Eglise lui en est dédiée; soit en reconnoissance de la victoire remportée sous les auspices d'un Saint Espagnol; soit en reparation d'une de ses chapelles, qui fut ruinée dans la prise de Saint-Quentin.

1557.

Au reste, le succès qu'eût la Ligue d'entre Paul IV. & Henri II. est un bel exemple du peu de fond qu'il y a à faire sur les Confederations Papales, qui ne subsistent qu'autant qu'elles sont utiles à des neveux avarés & ambitieux, qui regardant le Pontificat comme une puissance de courte durée, se hâtent de faire leur fortune aux dépens de leurs amis, & de leurs ennemis, *tanquam apud se. em festinantes*; sans se piquer jamais, ni de generosité, ni de bonne foi, ni de reconnoissance. Vertus peu connues, ou du moins peu pratiquées à la Cour de Rome, où l'interest domine souverainement. Ainsi le Cardinal Caraffe, qui savoit bien les intentions de son oncle, ne fit jamais rien de plus convenable au nepotisme, que ce qu'il fit le jour de son entrée publique à Paris, où voyant le peuple à genoux dans les rues, il disoit de tems en tems: *chi vuol esser ingannato, sia ingannato*. Mais personne ne fut plus la dupe de cete ligue & de cete legation, que le Duc de Guise, qui, arivant à Rome, trouva le Pape sans argent, sans provisions de guerre, & sans troupes, & n'ayant pour routes forces, que la haine, la colere, & le desir de se vanger, sans rien déboursier.

Après qu'Henri II. eût rompu la Treve de Vaucelles, qui étoit purement l'ouvrage de la Reine d'Angleterre, cete Reine, pour en témoigner son ressentiment, ou pour complaire au Roi Philippe, son époux, envoya déclarer la guerre à Henri *, qui s'y étoit d'autant moins attendu, que les Anglois ne considerant point Philippe, comme leur Roi, mais seulement comme le mari de leur Reine, ne se tenoient point obligés de

* le 8. de juin
1557.

* Il ne lui donnoient que cete qualité, & seisoient même si peu de cas de lui, que la Reine Marie ne seignoit d'être grosse, que pour le faire respecter davantage par l'esperance d'en avoir des enfans.

* le 8. de jan-
vier 1558.

prendre ses querelles. Quoi qu'il en soit, cete declaration coûta cher aux Anglois, qui sept mois après perdirent la ville de Calais *, qu'ils avoient possédée par l'espace de deux-cens dix ans. Ce qui donna lieu à ce bon mot de Paul IV. *la perte de Calais est le doinaire de la Reine d'Angleterre* : car en effet, c'est tout ce que lui valut son mariage avec Philippe II. Et pour comble de malheur, elle perdit encore la Comté de Guînes, afin que les Anglois eussent la mortification de ne posséder pas un pouce de terre en France. Aussi en mourut-elle de déplaisir dans la même année.*

+ le 15. novembre.

Charles quint étant mort au mois de septembre, Philippe, qui vouloit retourner en Espagne, où sa presence étoit absolument nécessaire, prêta volontiers l'oreille aux premieres propositions d'acommodement avec le Roi de France, qui de son côté craignoit, que les Espagnols, enflés de la victoire de Gravelines, ne vinssent assiéger Calais. Ainsi les deux Rois trouvant leur compte à finir la guerre, envoierent, chacun, leurs deputez en l'Abbaie de Cercamp, située entre la Picardie & l'Artois dans la Comté de Saint-Pol. La Conference commença le quinziesme d'octobre, & dès ce jour-là, Henri & Philippe congédièrent toutes leurs troupes, pour montrer reciproquement, qu'ils ne desiroient rien davantage que la paix. Le premier de decembre suivant, les deputez se separerent, après avoir signé, en vertu de leurs pouvoirs, une suspension d'armes, qui devoit durer jusqu'au premier jour de fevrier 1559. avec promesse de retourner, & de se rassembler le vint-cinq de janvier, jour de la conversion de Saint Paul : soit en la même Abbaie, ou en tel autre lieu, qu'ils aviseroient d'ici là: soit eux-mêmes, ou autres, qu'il plairoit à leurs Princes & Maitres d'envoier, pour achever une si sainte œuvre.

Les mêmes deputez s'étant rendus à Cateau-Cambresis, où la Conference fut transferée, il fut dit par un acte du sixiesme de fevrier, que la surseance d'armes dureroit tout le tems qu'ils seroient en negociation, & encore six jors après la dissolution de l'assemblée, où il seroit permis à la nouvelle Reine d'Angleterre Elizabeth d'envoier aussi les siens. Ce qu'elle ne manqua pas de faire, pour défendre ses interets contre le Roi de France, qui la tenant pour bâtarde adulterine, prétendoit, que la Couronne

d'Angleterre appartenoit à la jeune Reine d'Ecosse, femme du Dauphin, son fils. Enfin, la paix fut conclue au commencement d'avril, mais à des conditions si défavantageuses pour la France, que si Philippe II. eût été dans Paris, il n'eut pas pû en exiger d'autres. Il suffit de dire, que pour trois villes, qu'il rendoit en Picardie, savoir, Han, le Catelet, & Saint-Quentin, Henri en rendoit cent-quatre-vint-dix-huit ^a en Flandre, en

1559.

^a Le Laboureur chap. 1. du livre 1. de ses additions aux Memoires de Castelnau, dit, que cetle paix nous coûta plus de trois-cens places, que nous rendimes aux Espagnols, & à leurs allies.

Piémont, en Toscane, & en Corse. Chose honteuse, & qui a flétri la mémoire d'Henri II. d'un oprobre éternel. Si le Procureur-General du Parlement de Paris avoit protesté en 1529. contre les Traitez de Madrid & de Cambrai *, & le Chancelier Olivier contre celui de Crespy, tous les Parlemens de France étoient encore plus en droit de protester de nullité contre la Paix de Cateau-Cambresis, qui afoiblissoit bien plus le Roiaume, que n'avoit fait la perte des batailles de Saint-Quentin, & de Gravelines, puisque la France perdoit, en un jour, tout ce qu'elle avoit conquis en trente ans. Ajoûtez à cela, qu'il étoit également injuste & ridicule, qu'Henri II. donnât davantage à Philippe II. pour la rançon du Connétable de Montmorency, son favori, que la France n'avoit voulu donner à Charle-quin pour celle de François I. son Roi. Voici ce qu'en dit un de nos Historiens. [Ce Connétable, dit-il, avoit éprouvé la bonne & la mauvaise fortune, mais Henri II. l'aima si constamment, que les Espagnols l'ayant pris à la journée de Saint-Quentin, il le racheta par la restitution de cent villes conquises : de-sorte que, s'il a passé pour un grand homme, ç'a été autant pour ce qu'il a coûté à la France, que pour les services qu'il a rendus à nos Rois ^b.] Mais ce qui me paroît plus surprenant, c'est de voir le Cardinal de Lorraine & le Connétable, qui étoient les deux principaux plén-

* l'Acte est dans ce Recueil.

^a *Utramque fortunam expertus est; Henrici tamen secundi tam pertinaci favore potens extitit, ut caprivu. scentium urbium jactura, ab eo redemptus sit. Unde non Gallia commodo tantum, sed & dispendio magnus habitus est.* Ceux, qui liront ce passage, pourront se ressouvenir du nom de l'Auteur, que, j'ai publié de marquer dans mes mémoires.

potentiaires dans cete negociation , conclure , de commun accord, un Traité, qui relevoit la fortune du Connétable, le plus dangereux adversaire de la Maison de Guise. Car il est certain, que si la paix ne se fût point faite, le Connétable auroit été débusqué par le Duc de Guise, qui, depuis la prise de Calais, dont il n'étoit pas pourtant l'unique, ni peut-être le principal auteur *, étoit regardé comme le Génie Tutelaire de la France; au-lieu que son rival avoit été toujours malheureux à la guerre. Retournons au Traité de Câteau-Cambresis.

* Brantôme dit, que lorsque l'entreprise de Calais fut proposée au Duc de Guise; ce Duc y trouva non seulement de la difficulté, mais encore de l'impossibilité: qu'au contraire Jean de Monchy, seigneur de Senarpont, Lieutenant-de-Roi en Picardie, la trouva facile, après avoir fait reconnoître exactement la place; & que ce fut par son conseil, & à son instance, que le Roi voulut absolument qu'on l'assiégeât. Ainsi, selon le témoignage même de Brantôme, qui exalte le Duc de Guise comme le Césir de son siècle, Senarpont fut le principal auteur & promoteur de cete glorieuse entreprise, puisque, sans lui, Henri II. qui voioit que le Duc la jugeoit impossible, n'eût jamais osé passer outre, après ce qui venoit de lui arriver à la bataille de Saint-Quentin. Et ce fut pour conserver la memoire de ce service, dont il n'avoit point été récompensé, qu'il fit mettre sur le frontispice d'un bâtiment ce verset d'Isaïe :

Gloriam meam alteri non dabo.

Henri promet en mariage Elizabet, sa fille-aînée, au Roi Philippe, qui l'épousa par procureur le vint-deux, ou, selon d'autres, le vint-sept de juin; & Marguerite sa sœur à Emanuel-Filbert, Duc de Savoie, qui étant venu à Paris sur la fin du même mois, y consumma son mariage le neuvième de juillet, durant l'agonie du Roi, qui mourut le lendemain. Et peut-être ce mariage ne se fût-il jamais accompli, ni, par consequent, la restitution du Piémont, si le Duc eût diféré d'un jour d'épouser Marguerite. Tant il importe de savoir prendre l'occasion aux cheveux. Madame Elizabet avoit été proposée, l'année precedente, pour le Prince d'Espagne, Don Carlos, qui n'avoit qu'un an plus qu'elle; mais le Roi Philippe étant devenu veuf au même tems, il trouva plus à propos de l'épouser lui-même, & de donner à son fils la fille-aînée de Maximilien, Roi des Romains, sa nièce, pour réunir tout le Sang d'Autriche dans sa ligne droite; & pour mettre dans les interets de sa Couronne les Alemans, dont l'amitié lui étoit nécessaire, à cause des Païs-bas, & des Etats qu'il possédoit en Italie *. Elizabet, que les Espagnols appellent toujours, *Donna Isabel de*

* Cabrera chap.
28. du livre 4. de
son Histoire.

la Paix, en memoire de cete Paix, étant morte en 1568. au mois d'octobre, & Don Carlos au mois de juillet précédent; Philippe prit encore pour femme, celle qu'il avoit long-tems promise à son fils. Ce qui a fait dire à Strada, qu'il étoit fatal à Don Carlos, d'avoir pour belle-meres, celles que son pere lui avoit destinées pour épouses. *a*

a Perpetuo Caroli fato, ut uxores sibi designatas pater aut vivo prae-riperet, aut in mortui locum duceret. Lib. 7. Decad. 1.

Filippe insista long-tems sur l'article de Calais, pour obtenir qu'il fût rendu aux Anglois, qui étoient d'autant plus honteux de la perte de cete place, qu'ils s'étoient glorifiés, deux-cens ans durant, d'avoir les clefs de la France, pendues à leur ceinture. Mais outre que le Roi Henri ne vouloit pas, qu'ils eussent une telle obligation à Philippe; ni qu'il fût en credit auprès d'eux; la Raison-d'Etat, ni la protection qu'il devoit à ses sujets, ne permettoit pas de lui rendre jamais une ville, qui lui servoit de barriere contre les plus anciens & les plus dangereux ennemis de son royaume. C'est pourquoi ses deputés à la Conference de Cercamp déclarèrent hautement à ceux d'Espagne, que le Roi leur Maître donneroit aussi-tôt sa Couronne à Philippe, que Calais; & que si Philippe leur avoit ordonné de ne rien conclure, qu'à cete condition, ils le devoient dire franchement, afin qu'on ne perdît plus de tems à negocier inutilement *. On ajoûtoit, que Calais étoit un ancien heritage & patrimoine de la Couronne de France, que les François avoient, non pas conquis, puisque c'étoit leur propre bien; mais reconquis sur les Anglois, qui n'y avoient jamais eû d'autre droit, que celui de la force: Qu'il ne falloit point aleguer le Traité de Bretigny, par lequel le Roi Jean le leur avoit cédé & abandonné: puisque depuis sa prise à la bataille de Poitiers, il n'avoit jamais été libre; & qu'étant revenu en France sur sa parole, pour y faire executer le contenu de ce Traité, & n'ayant pû tenir tout ce qu'il y avoit promis, il fut contraint, pour dégager sa foi, de retourner en Angleterre, où il mourut: Que la jouissance de plus de deux-cens ans, par laquelle ils pretendoient prescription, ne leur donnoit aucun droit; d'autant que les choses tenues par force &

* Lettre des Deputés de France, écrite de Cercamp le 21. octobre 1558.

par violence ne se prescrivoient point, quelque longtems qu'on les eût tenuës & possédées. Outre que la prescription n'est point d'usage entre les Princes.

Il faut remarquer ici, que la Reine Elizabet craignant, que le Roi de France ne lui fîst la guerre, à cause des prétentions de la Reine-Dauphine, à qui Paul IV. avoit adjudgé la Couronne d'Angleterre, traita secrètement, & sans la participation des Ambassadeurs de Philippe, avec Henri, & lui abandonna Calais, voulant bien se contenter de la promesse, que firent ceux de France, que le Roi leur Maître lui rendroit cete place dans huit ans, à compter du jour de la signature du Traité, comme aussi la comté de Guines, & la terre d'Oye, avec les châteaux, forteresses, & seigneuries de leur dépendance. Lequel terme échu, Henri, ou ses successeurs, n'accomplissant pas cete restitution, seroient tenus de paier, pour amende, la somme de cinq-cens mille écus d'or, à la Reine Elizabet, ou à ses hoirs & successeurs à la Couronne d'Angleterre, *rato manente patto*, c'est-à-dire, sans que le paiement de cete amende déchargeât le Roi Tres.Chretien, & le Roi-Dauphin, son fils, ni leurs hoirs & successeurs, de la promesse par eux faite, de rendre la ville de Calais & la comté de Guisnes avec toutes leurs appartenances & dépendances ^a. Et cet acord, à mon avis, fut un coup d'Etat, par où elle s'affermir sur le trône, dès le commencement de son regne, qui couroit risque d'être fort malheureux, si les armes de la France eüssent secondé les foudres de la Cour de Rome.

^a Calais ne fut point rendu, ni les cinq-cens mille écus paieés, parce qu'Elizabet viola ce Traité, non seulement en se saisissant du Havre-de-Grace, par où elle eseroit d'envahir toute la Normandie; mais encore en soutenant la rebellion des Ecoislois contre la Reine Dauphine. Contravention, par laquelle Elizabet étoit déchüe du droit, que le Traité de Cambresis lui conservoit sur Calais. Mais le Roi Charles IX. ne laissa pas de l'exécuter en partie, c'est-à-dire, quant à l'amende pecuniaire, après la conclusion de la paix, qu'il fit avec elle en 1564.

Cabrera dit, que la prise de Calais vint d'une intelligence, que le Gouverneur de Boulogne entretenoit avec les Calvinistes de cete ville, qui étoient fort irrités des persécutions, que la Reine Marie d'Angleterre fesoit à leurs confrères; & qu'Elizabet, imbüe des mêmes opinions, favorisa sous main
cete

cete entreprise, pour abreger les jours de sa sœur, à force de peines & de soucis *a*. Et cela lui réussit en effet, car Marie

a Chap. 16. du même livre, & Herrera chap. 5 du livre 2. de son Hist. ite, où il ajoute, que le Baron de Venworth, aiant rendu Calais, sans attendre le secours que Philippe lui envoieoit de Dunkerque, se retira en France, pour éviter la punition de sa faute; & retourna après la mort de la Reine Marie en Angleterre, où il fut employé par Elizabeth. Preuve évidente, qu'il avoit agi de concert avec elle.

mourut dix mois après la perte de Calais, & laissa la Couronne à celle, à qui elle avoit voulu par trois fois ôter la vie; Dieu permettant qu'Elizabeth regnât, pour être le fleau de celui qui ne s'étoit opposé à sa mort, que pour frustrer la jeune Reine d'Ecosse de la succession du royaume d'Angleterre, dont il savoit qu'elle étoit la legitime heritiere. L'Auteur des additions aux Memoires de Castelnau a tres-bien remarqué, que la mort de la Reine Marie fut causée, que Philippe II. s'opiniâtra encore davantage à demander par ses deputez la restitution de Calais, dans la pensée d'épouser la Reine Elizabeth *b*,

b Quand le Comte de Feria fit la proposition de ce mariage à Elizabeth, elle lui répondit si ambiguëment, qu'il ne lui fut pas difficile de s'apercevoir, qu'elle n'avoit aucune inclination pour le Roi son Maître. *Cabrera.*

& de continuer par là son alliance & confederation avec les Anglois. Et il avoit cete affaire si fort à cœur, que le Duc d'Alve dit au Cardinal de Lorraine, sans crainte d'en être desavoué, que le Roi Catholique son Maître se contenteroit, que la Savoie, la Bresse, & tout ce que nous avions conquis du Piémont, demeurât au Roi Tres-Christien, pourvu qu'en faisant la paix il rendît Calais aux Anglois, & Metz, Toul, & Verdun, à l'Empire. Témoinage, qu'il ne tint pas à Philippe II. qu'il n'abandonnât le Duc de Savoie*. De quoi celui d'aujourd'hui, qui se rencontre presque dans la même situation d'affaires, devoit bien se souvenir, pour ne pas courir le même risque.

* Lettre du Cardinal de Lorraine au Roi du 16. fevrier 1559.

Par le trente cinquieme article de cete Paix, il étoit dit, Que le Duc Emanuel-Filbert seroit rétabli dans ses païs de Savoie, de Bresse, Bugey, Valromey, Maurienne, Tarantaise, & dans sa Principauté de Piémont *c*, excepté Turin, Quers,

c Je tiens de feu M. le Comte de Brissac, dit Brantôme, que M. le Maréchal son pere, n'eût jamais rendu ces païs, après la mort du Roi Henri, pour tout autre que Madame de Savoie, qu'il aimoit & honoroit si fort, pour beaucoup de raisons que je dirois bien, qu'il banda les yeux à son ambition, & au bien public.

Pignerol, Chivas, & Villeneuve d'Ast, que le Roi Tres-Chretien retiendrait par forme de gages, jufques à ce que les différends fur les droits par lui pretendus aufdits Païs, du côté de Louife de Savoie *a*, fon aieule, fuflent terminez; ce qui fe

a La mere de François I. avoit pretendu, que toute la Savoie lui appartenoit en vertu du testament fait en la faveur par le Duc Filbert II. fon frere mort fans enfans en 1504. Mais le Duc Charles III. fon frere, d'un autre lit, foutint contre elle, & contre le Roi François fon neveu, que ce Duché n'étoit jamais tombé en quenouille, non plus que la Couronne de France; & que par confequent François n'y pouvoit rien pretendre du côté de fa mere. Et Louis XIII. femble avoir reconnu cela pour vrai dans les traités, qu'il fit en 1640. avec le Prince Tomas; & en 1642. avec le Cardinal de Savoie, & le Prince de Carignan, fon frere; où il eft dit, que le Roi maintiendra dans la Maifon de Savoie la fuccellion des defcendans mâles au Duché, gardant la prerogative du degré.

devoit faire dans trois ans, au plus tard, fans autre prolongation: en forte que, ce terme expiré, le Duc entreroit en pleine & libre poffellion de ces cinq villes, pour en jouir paifiblement, ainfi que de fes autres terres. En execution de cet article, François II. & le Duc Emanuel nommerent en 1560. des Commiffaires, pour examiner les droits & les titres de part & d'autre. Ceux du Roi demandoient le Comté de Nice, qu'ils foutenoient être un membre de la Provence; le Comté d'Aft, qui étoit du patrimoine de la Maifon d'Orleans, où Valentine de Milan l'avoit apporté pour dot; les villes de Turin, Coni, Montlovi, Albe, Quieras, & Savillan; l'hommage du Faucigni & du Genevois; enfin, tout ce qui étoit échu par fuccellion à la mere de François I. fon aieul. Mais comme les deputez des deux Princes favoient mieux difputer que negocier, ils fe separerent fans rien conclure.

L'année fuivante, Catherine de Medicis, fe trouvant Régente, fit expedier au nom du Roi Charles, fon fils, des lettres patentes, par lefquelles il étoit ordonné au feigneur de Bourdillon, qui commandoit alors en Piémont, de rendre au Duc Turin, Quiers, Chivas, & Villeneuve d'Aft, en échange de Pignerol, Savillan, & la Peroufe *b*, avec toutes leurs dépendances. Bourdillon ne voulut point executer cet ordre, & remontra au Roi, qu'étant encore mineur, il n'avoit pas le pouvoir de difpofier des biens, qui lui appartenient; que ces places fer-

b M. de Thou dit, que ce fut le Cardinal de Lorraine, qui fit l'ouverture de cet échange.

voient de rempart à son royaume, & lui tenoient lieu de gage & d'assurance pour Nice, Coni, Fossan, Savillan, Montdovi, le Comté d'Ast, & pour plusieurs autres droits qu'il avoit sur la Maison de Savoie; que la ville de Turin, à la priere de tous ses habitans, avoit été unie & incorporée à la Couronne en 1537. & les lettres verifiées en tous les Parlemens. Et pour conclusion, il demandoit, que l'exécution des ordres de la Cour fût surfsise jusques à la majorité du Roi. Mais après trois jussions, il fut obligé d'obéir, & peut-être ne l'auroit-il pas fait encore, si le Duc n'eût preté cent-mille écus au Roi, & n'eût païé sur le champ tout ce qui étoit dû à nos garnisons. Brantôme dit, que le Duc n'auroit jamais recouvré ces places, s'il n'eût corrompu par de grans présens Bourdillon, & le President de Birague, son beaupere, qui y exerçoit alors la charge d'Intendant de Justice. Mais Le Laboureur dit, que ce fut le regret, qu'on eût à ces places, qui fit dire, que le Duc & la Duchesse avoient gagné Bourdillon. Enfin, ajoûte-t-il, soit qu'il eût fait sa paction particuliere avec eux, ou qu'ils lui en eussent rémoigné une reconnoissance gratuite; il est vrai qu'il revint à la Cour avec beaucoup de bien.

Liv. 4. de ses Additions aux Mémoires de Castelnau, au chapitre du Maréchal de Bourdillon.

Enfin, Henri III. passant par Turin, paia la bonne chere & les caresses de sa tante Marguerite, de la promesse de rendre ces trois villes, qui sont les clefs du Daupiné & du Piémont: faute, dont il se repentit, depuis, tres-souvent, & particulièrement, lorsque Charles-Emanuel, fils d'Emanuel-Filbert & de Marguerite, eût l'audace d'usurper en pleine paix, & durant la tenuë des Etats du royaume*, le Marquisat de Saluces, auquel il n'avoit aucun droit, puisque son aieul & son pere n'en avoient jamais stipulé la restitution dans les Traitez de Crespi & de Câteau Cambresis; & que dans le tems même de l'invasion de ce Marquisat, Charles-Emanuel avoit fait dire, par ses Ambassadeurs, à tous les Princes d'Italie, & aux autres, que ce n'étoit point pour se l'approprier, qu'il s'en étoit laissé; mais pour le conferver à la Couronne de France, & pour empêcher que les Huguenots de Daupiné ne s'en emparassent, & n'introduisissent l'heresie au milieu de l'Italie.

* En 1588.

Au reste, l'ingratitude de ce Prince envers la France montre, que le Duc de Nevers, Gouverneur pour le Roi delà les Monts, avoit eû juste raison de dissuader à Henri III. la restitution

des trois places promises, lui remontrant : Qu'elles tenoient lieu de gage pour les Comtez de Nice & d'Asti, & pour d'autres seigneuries, que le Duc de Savoie avoit usurpées : Que ce seroit démembler l'héritage, que ses peres lui avoient aquis, se fermer la porte de l'Italie pour jamais, & se priver des moiens de recouvrer ce qui lui apartenoit justement, & de secourir le Pape, & les autres Princes & Etats d'Italie, que le Roi d'Espagne voudroit opprimer : Que ces places tenoient en bride les Espagnols, qui s'abstiendroient de faire des entreprises contre la France, tant qu'ils craindroient d'être assaillis dans le Milanés : Que la ville de Pignerol étant située à l'issue de la Vallée de la Perouse, qui est entre le Dauphiné & le Piémont, il falloit bien se garder de laisser cete porte aux Savoiards, qui seroient maîtres de l'ouvrir, quand il leur plairoit, aux Espagnols : Que le Roi ne se pouvoit assurer de la foi du Duc de Savoie, en lui donnant ces places, parce que ce Duc se tenoit plus obligé de son rétablissement au Roi d'Espagne, qu'à lui, & que cete restitution, loin de l'atacher aux intérêts de la France, le rendroit plus hardi à conspirer contre elle, lors qu'il y trouveroit son avantage. Mais Henri III. n'ayant pas voulu se rendre aux raisons de M. de Nevers, que M. de Thou dit avoir été profete en cete occasion ^a, ce Duc, avant que de remettre les trois places au Duc de Savoie, protesta contre cete restitution ^b, & en demanda une décharge, laquelle il fit enregistrer au Conseil de Piémont, & au Parlement de Grenoble.

^a *En restitutione elatior erga Regem, quem ab eo tempore contemneret capis, sicuti Gonzaga, (c'est le Duc de Nevers,) pradiixerat; non desit Sabaudus voto, consilio, & facto ipso, in Regem ipsum & nomen Gallicum, cui tantum debebat, consilia occulta struere. Lib. 58. anno 1574.*

C'est-pourquoi le Cardinal d'Orléans recommandoit si foit à M. de Villeroy, de traiter le Duc de Savoie avec la verge de fer, sans se fier davantage à ses promesses, ni à ses sermens. Que si le Roi, dit-il, prete l'oreille aux propos, qu'on lui fera tenir d'accord, Sa Majesté, & ceux qui seront par elle employez au Traité, se souviendront combien la France s'est mal trouvée d'avoir rendu par la paix de 1559. tous les Etats de la Maison de Savoie; & combien ingratement ce Duc en a usé; & que ses enfans & posterité en pourroient encore user plus mal, descendant d'une mere espagnole, au-lieu que ce Duc descendoit d'une Françoisse, qui le devoit aucunement retenir. *Lettre du dernier d'août 1600.*

^b Elle se fit au mois de decembre de 1574.

Il ne faut pas oublier de dire ici, que le Chancelier de

Birague ne voulut jamais sceller les lettres patentes de cete restitution ; & qu'à son refus le Roi s'étant fait apporter les sceaux le 7. d'octobre de 1574 fit sceller & expedier en sa presence les pouvoirs adressés pour cet effet au Duc de Nivernois, & au Grand-Prieur de France ; à Charles de Birague, Lieutenant-General delà les Monts, en l'absence dudit seigneur Duc, & à N. Fizes de Sauve, Secrétaire d'Etat.

Le Roi Henri II. étant mort trois mois après la Paix de 1559. & aiant laissé François II. fort jeune, la France étoit à peine délivrée d'une guerre étrangere, que les discordes civiles commencèrent à la tourmenter, au sujet de quelques Princes du royaume, qui vouloient se saisir du Gouvernement, à l'exclusion les uns des autres, Et Charles IX. aiant succédé encore plus jeune à François II. qui ne regna que dix-sept mois, les factions & les discordes s'augmenterent d'autant plus, qu'à la competence du Gouvernement se joignit la querelle de la Religion, qui déchira miserablement la France durant les regnes de Charles IX. & d'Henri III. Enfin, le pretexte de la Religion, le plus specieux, & le plus dangereux instrument, qu'ait jamais forgé la malice des hommes, enfanta la Ligue de 1576. digne fille de l'hipocrisie raffinée des Espagnols, de l'ambition éfrénée des Guises *b*, & de la fole credulité des

a D'Ossat dans le discours, qu'il fit à la Seigneurie de Venise sur la Paix de Vervin, n'étant encore qu'Evêque de Rennes.

b Le Laboureur dit, que le premier projet de la Ligue se fit à Trente, où le Cardinal de Lorraine représenta au Concile, qu'on ne pouvoit defendre la Religion, que par une Ligue de tous les Princes Chrétiens, à laquelle le Pape donnât un Chef capable d'entreprendre la destruction des heretiques du royaume, durant la minorité de nos Princes. Il s'atendoit bien à faire tomber le choix du Pape sur le Duc de Guise, son frere. L'affaire étant resolüe, continue-t-il, la mort du Duc son frere, arriva, qui rompit ce dessein ; car ses neveux étant jeunes, il ne songea qu'à terminer le Concile, pour retourner en France... Quand le Duc Henri fut en âge, le Cardinal renouï la Ligue avec le Pape & le Roi d'Espagne, mais sa mort la rompit encore ; & il n'en resta que le desir au Duc son neveu, qui conserva l'idée d'un si grand établissement, avec impatience d'en voir naître l'occasion, qui se presenta enfin l'an 1576. quand Don Juan, frere naturel de Philippe II. vint pour gouverner les Pais-bas. Ce Roi n'aïant point alors d'enfans mâles, Don Juan, qui pensoit à se rendre maître de ces Provinces, ne douta point, que le Duc de Guise n'eût un pareil dessein en France ; & il le vit secrettement à Joinville, où ils firent alliance offensive & defensive. Aussi-tôt qu'il fut en Flandre, il gagna les cœurs de la Noblesse & du peuple, qui crurent, que c'étoit en leur faveur, qu'il ôta les garnisons espagnoles des places ; mais il fut prevenu par le Roi d'Espagne, qui le fit empoisonner. Après quoi on publia, qu'il avoit gagné sa maladie dans un lieu pestiferé. Quoi qu'il en soit, le Duc de Guise croioit la Ligue morte avec Don Juan, lorsque le Roi d'Espagne, qui profitoit de tout, trouva moien

de ressusciter pour ses intérêts une confédération, qui s'étoit faite pour le dépouiller des Pais-bas, *Dans l'abrégé de la vie d'Henri III.*

J'ai mis cete note à cause de plusieurs particularitez qu'elle contient, qui ne se trouvent point dans nos Historiens de France.

peuples. Il n'est point de mon sujet de parler de cete Ligue, & d'ailleurs nos Historiens en ont dit tout ce qu'il falloit: il suffit de dire, que la faute, que fit Henri III. de s'en declarer le Chef, au-lieu de tenir la balance entre ses sujets, en qualité de Roi & de pere, produisit incontinent une Contre-ligue Huguenote, qui fortifia l'Herésie dans ses Etats; qui forma une espèce de Republique au milieu de la Monarchie, par deux-cens villes d'otage *a*, qu'elle se fit acorder à la pointe de l'épée;

a Villes, que les Huguenots apelloient places de sûreté, mais qui étoient véritablement des citadelles de rebellion, puis qu'ils n'en voulurent jamais rendre aucune; protestant à Henri IV. qu'ils étoient plus de 300000. hommes, qui répandroient jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour defendre la liberté de leur religion.

& qui lui fit sentir jusqu'à sa mort, qu'il n'étoit presque plus Roi que de nom, tandis que les Huguenots vivoient dans l'indépendance, & que les Catoliques adoroient les Guisès.

Quiconque lira le Traité de Joinville, fait en 1584. entre Philippe II. & ces Princes, verra comme ils dispofoient de la Couronne de France, en faveur du vieux Cardinal de Bourbon, qui s'en disoit le plus proche heritier, *en excluant pour toujours & à jamais* (ce sont les termes du premier article,) *ceux d'entre les Princes du Sang de France, qui sont heretiques & relaps, sans que nul puisse jamais regner, qui soit heretique, ou qui permette, étant Roi, impunité publique aux Heretiques: ausquels Princes heretiques prétendans à la Couronne, ils s'oposeront, par tous les moïens possibles, & même par les armes, s'il en est besoin.* Où il est à remarquer, que le but du Roi d'Espagne dans ce Traité, étoit de metre le feu dans la France, en irritant les Huguenots, & celui des Guisès, de diviser les Bourbons, en apellant le Cardinal à la Couronne, à l'exclusion de tous les autres. Encore ne l'y apelloient-ils, que parce qu'ils savoient, qu'excepté la naissance, il n'avoit aucune des qualitez requises pour regner. Et Henri III. le connoissoit si bien, qu'il tâcha toujours de le guerir de la fausse opinion qu'il avoit, d'être son heritier présumé, à cause qu'il lui étoit plus proche d'un degré, que le Roi de Navarre: *Mon cousin*, lui dit-il un jour, *croiez-moi, vous*

le gagneriez au Châtelet, mais vous le perdriez à la Cour. Car bien que ce Cardinal fût le plus proche parent qu'il eût de son sang, & qu'en 1588. il l'eût reconnu pour tel, pour faire plaisir à la Ligue, qui tenoit alors le haut bout, il n'étoit pas pour cela le plus habile à succeder.

Il étoit dit par ce Traité, qu'au cas que le Cardinal de Bourbon parvint à la Couronne, il renouvelleroit & confirmeroit celui de Câteau-Cambresis: tant le Roi d'Espagne y trouvoit son compte, & craignoit d'en perdre les avantages, qui étoient tous de son côté.

Un autre article portoit, que ce Cardinal, ou le Roi son successeur, renonceroit entierement aux ligues & confédérations, que la Couronne de France avoit alors avec le Turc, & ne pourroit dorenavant en faire d'autres, ni entretenir aucune correspondance avec cet Infidèle; & que le Roi Catholique en useroit de même. Il fesoit beau voir Philippe II. exiger, que le Roi de France renonçât à l'alliance du Turc, lui, qui n'avoit corrompu Codignac, Ambassadeur d'Henri II. à Constantinople, que pour y faire recevoir le sien, & pour y ruiner le credit & l'autorité de la France. Tentative qu'il fit encore au commencement du regne d'Henri IV. à qui il debauchâ Jâques Savary, dit Lencosme, son Ambassadeur à la Porte. Le Cardinal d'Osât en parle avec un ressentiment digne de son zele & de sa fidelité, dans ses lettres 1. & 88. Si le Roi, dit il, rompoit avec le Turc, il se trouveroit surchargé de ce puissant ennemi de plus; & la Maison d'Autriche venant à faire la paix avec la Maison Otomane, comme elle n'y manqueroit pas; le Roi d'Espagne, fortifié & enorgüéilli de cete alliance, s'en prévaudroit à l'opression, non seulement de la France, mais encore de tous les Princes Chrétiens. Tellement que ces deux Turcs simbolisant en plusieurs choses, & n'ayant point d'autre différence entr'eux, que l'aparence de la Religion, partageoient ensemble la Chréienté, l'asservissant & captivant, l'un d'un côté, & l'autre de l'autre.

Le Roi Philippe & les Guises étoient convenus de tenir secret ce Traité, & de ne le publier, que du consentement commun des deux parties, de peur d'alarmer les Huguenots: mais les députez des Etats des Païs-bas étant venus en France dès le commencement de l'année suivante, pour offrir à Henri III.

la souveraineté de leur Pais ; & ce Prince leur ayant donné audience favorable , & les ayant renvoyez avec des chaînes d'or , & de bonnes paroles ^a ; Don Bernardin de Mendoze ,

^a Quand ces deputez arriverent à Abbeville, l'Ambassadeur Mendoze emp'loia toute sa rétorique , pour persuader au Roi , qu'il ne devoit pas donner audience à des rebelles ; & que ce seroit un exemple de dangereuse conséquence pour ceux de son royaume : mais Henri répondit , qu'il ne vouloit pas les traiter comme des rebelles , mais seulement , comme des sujets opprimez , à qui il desiroit de procurer quelque accommode- ment raisonnable avec leur Roi , puisque les Ministres d'Espagne les avoient tant de fois éconduits. *Herrera liv. 15. de la 2. partie de son H. Roïe, chap. 1.*

alors Ambassadeur d'Espagne , & le Commandeur Don Juan Moreo , pressèrent si fort le Duc de Guise de se declarer , qu'il leva enfin le masque , en faisant conduire à Peronne le Cardinal de Bourbon , qui servoit d'idole à la Ligue , & de pretexte à la guerre. *Ipse neque jubendi, neque vetandi potens, tantum belli causa erat*

Herrera dit , que le Roi ayant envoyé un gentilhomme à Peronne , pour demander au Duc de Guise , pourquoi il armoit , ce Duc lui avoit repondu , que c'étoit pour chasser du royaume tous les Calvinistes , au prix de son sang , & pour y rétablir le bon ordre , puisque Sa Majesté ne le feroit pas ^{*}. Soit dit en passant , que cete catolique réponse acheva de déterminer le Roi à commencer par lui le Martirologe de la Ligue.

Mais puisque nos Historiens ne font aucune mention du Commandeur Moreo , qui fut le principal instrument du Traité de Joinville , je crois que l'on sera bien-aisé d'apprendre quelques particularitez de sa vie. Voici donc ce qu'en dit Don Carlos Coloma , dans le troisieme & le setieme livres de son Histoire des guerres de Flandre.

„ Le trentieme d'aoust 1590. mourut à Meaux le Comman-
 „ deur Juan Moreo , homme adroit , vif , & pénétrant , qui de
 „ pauvre chevalier de Malte , parvint à un si haut degré d'au-
 „ torité & de reputation , qu'il fut le premier mobile des guer-
 „ res civiles , dont la France fut si long-tems agitée. Distribu-
 „ teur prodigue de l'argent de son Roi ; negociateur hardi , &
 „ heureux à suborner ceux , dont il vouloit acheter les services ;
 „ tellement maître de l'esprit & du cœur du Duc de Guise ^b ,
 „ qu'il le rendit tout espagnol , & le plus irreconciliable ennemi

^b Philippe II. lui donnoit une pension de deux-cens mille livres.

* Chap. 12. du
 liv. 14. de la secon-
 de partie de son
 Histoire.

„des Huguenots , & de leurs fauteurs , sans nulle exception.
„Ce fut lui, qui fit entrer dans la Ligue Balagny *a*, Seigneur de

a Il étoit fils-bâtard de Jean de Montluc, Evêque de Valence. Il perdit Cambrai en 1595.

„Cambrai, & qui l'afermit dans ce parti en lui^a payant
„ponctuellement douze mille ducats par mois *b*. Comme il

b Ce fut encore lui, qui espagnolisa le Secretaire d'Etat Villeroy, moyennant une pension de vingt-mille écus. Mais ce Ministre abandonna la Ligue, après qu'Henri IV. eût réduit Paris à son obéissance.

„mourut au sortir d'un festin, ce fut le bruit commun, que
„le Duc de Parme, qui se trouvoit alors à Meaux, l'avoit fait
„empoisonner, pour se vanger de certaines lettres, que ce
„gentilhomme avoit écrites contre lui à la Cour d'Espagne.
Coloma l'appelle *gastador excessivo*, c'est-à-dire, dissipateur : au
contraire, Don Juan Vitrian dit, qu'il donnoit, & pronte-
ment, & bien à propos ; mais que tous ses hameçons aiant
été d'or, sa pêche avoit coûté beaucoup, & fait peu de
profit à son Roi *. Enfin, il est certain, que la Ligue de Join-
ville fut aussi fatale aux Pais-bas, qu'à la France ; & que si
Filippe II. eût employé à la defense de ces provinces les
millions, qu'il envoya aux Guises, & aux autres Chefs de
L'UNION, il fût venu à bout des Hollandois, qui sont assu-
rément encore plus obligez de leur établissement à sa mau-
vaise politique, qu'à leur courage. Pourquoi donc, dit le
même Vitrian, appelle-t-on ce Roi Filippe le Prudent ? le
Coloma dit, que c'est parce que toute sa prudence consistoit à
conserver la Religion Catholique ; mais que du reste il fit mille
fautes * contre la Raison-d'Etat, & contre les regles du bon
Gouvernement. Et dans un autre endroit, il dit, que l'Evê-
que de Tarazona, Don Diego de Yepés, dernier Confesseur
de Filippe, lui avoit raconté, que ce Prince aiant reconnu,
vers la fin de sa vie, toutes les fautes, qu'il avoit faites dans
la conduite des affaires des Pais-bas, en laissa toute la direc-
tion à ses Ministres, avoüant en plein Conseil, qu'il n'y con-
noissoit rien *. Et c'est une des raisons, qui le portèrent à les
donner en dot à l'Infante Claire Isabelle, sa fille-aînée,

* Chapitre 114. de
son Commentaire
sur Comines. E.

* Chap. 167. E.

Chap. 100. G.

prévoient bien , que son fils , qui n'étoit pas doué d'un grand génie , seroit encore moins capable de les gouverner , que lui.

Jusques ici j'ai parlé de tous les Traitez faits depuis l'an mille quatre cens trente-cinq , avec les Ducs de Bourgogne & les Princes de la Maison d'Autriche , sous le regne de neuf Rois de France de la Race des VALOIS , qui prit fin en mille cinq-cens quatre-vint neuf , en la personne d'Henri III. il me reste maintenant à parler des principaux Traitez , faits entre la France & les Princes de l'Europe , depuis l'heureux avènement des BOURBONS à la Couronne , jusques à présent.

LE premier est le Traité de Florence de 1598. que M. d'Ossat, alors Evêque de Rennes, conclut au nom d'Henri IV. avec Ferdinand, Grand-Duc de Toscane, pour la restitution des Isles d'If & de Pomegues. Après la mort d'Henri III. où la Ligue commença à exercer un empire absolu sur toutes les provinces du royaume, & les Princes étrangers à songer aux moïens de partager une si riche proie; Baussët, Gouverneur de l'isle & du château d'If, aiant tout sujet de craindre, que les Espagnols ne voulussent se saisir de son isle, supplia Ferdinand de lui envoyer quelques troupes, pour la garder, à condition que cete garnison la tiendrait au nom de celui, qui seroit déclaré Roi de France, & qui seroit admis pour tel par le Saint-Siege; & que le Châtelain ne pourroit être obligé de la rendre à d'autre, qu'à un Roi de France Catholique. Le Grand-Duc accepta la proposition d'autant plus volontiers, qu'il jugea que ce lui étoit une occasion favorable de réveiller les prétentions de la Maison de Lorraine, dont étoit sa femme, sur la comté de Provence. Il envia cinq cens hommes à Baussët, qui les logea dans les dehors de l'isle, sans en faire entrer un seul dans le château, dont il ne confia la garde qu'à son fils. Mais un jour que celui-ci étoit alé à Marseille, ils se saisirent du château, & en chassèrent tous les François. Après quoi, Ferdinand y envia avec cinq galeres Dom Jean son frere, qui, après avoir bâti un fort dans l'isle de Pomegues, sous couleur de pourvoir à la defense du château d'If, mais en eset, pour tenir en sujction la ville de Marseille, & les deux autres isles d'If & de Ratonneau, declara ouvertement à M. du Vair, qui lui fut envoyé par le Roi, que ces isles apartenoient au Grand-Duc. Prétention, qu'il n'auroit pas manqué d'étendre ensuite à toute la Provence, si les affaires du Roi, qui avoit perdu Cambrai, Calais, Ardres, & Amiens, ne se fussent pas rétablies par le recouvrement de cete dernière ville. Voila ce qui donna lieu au Traité de Florence, sur lequel il n'y a point de commentaire à faire, après celui que M. d'Ossat y a fait lui-même dans ses lettres, & dans le Memoire, qui est après son traité, dans le second Tome de ce Recüeil.

Il dit dans sa lettre 135. que tout le commencement de la Preface, où il est dit, que [le château d'If étoit en danger de tomber au pouvoir des *Heretiques*; au-lieu qu'il faloit dire, au

poavoir des *Espagnols* :] fut mis par un caprice du Grand-Duc, pour lui servir de justification auprès du Roi d'Espagne, dont il tenoit en fief le duché de Sienne ; & qu'il ne voulut pas insister opiniâtrément contre cete clause, qui servoit au Duc, dautant que loin de nuire au Roi, elle facilitoit la negociation de son Ministre, en lui donnant moien de tenir ferme sur d'autres points, qui importoit bien davantage au service de Sa Majesté : outre que dans les prefaces des Traitez, les paroles, qu'on appelle narratives, ne décident rien, & ne passent que pour des raisons de bienfiance.

Quant aux douze répondans promis par M. d'Ossat, pour assurance du remboursement de la somme de deux-cens mille sept-cens trente-sept écus d'or, dont Henri IV. se trouvoit être debiteur au Grand-Duc, Monditieur d'Ossat dit dans sa lettre 139. qu'ayant remontré à ce Duc, que telles cautions seroient préjudiciables à la reputation & aux affaires du Roi, dautant qu'il sembleroit, que Sa Majesté ne voulût ou ne pût paier une dete si loialement dûë ; & que sur cet exemple, chacun à l'avenir demanderoit de pareilles cautions, & sur-tout les Suisses, à qui il étoit dû de grandes sommes : le Duc fit une réponse fort genereuse & heroïque, en ces termes : Que „ quand ce ne seroit que pour contenter le Roi, il se départi- „ roit tres-volontiers de l'article des cautions ; mais „ qu'il le feroit encore particulièrement par la consideration „ des Suisses, sachant combien leur alliance étoit utile au Roi, „ & à sa Couronne ; & que s'ils venoient à demander de pareil- „ les cautions ils pouroient mettre le Roi en peine : Que si „ M. d'Ossat vouloit renvoyer en France les lettres de ratifica- „ tion de leur traité, lui Grand Duc se contenteroit de la seule „ parole de Sa Majesté, à qui il remettrait volontiers toute la „ dete, si ce n'étoit pas indiscretion, & presomption, de don- „ ner à plus riche & plus grand que soi. Le Duc de Luxembourg, qui étoit en ce tems-là Ambassadeur à Rome, mande au Roi „ dans une lettre du 4. d'avril 1598 Que le Grand Duc avoit „ ofert de mettre le château d'If entre les mains du Roi d'Es- „ pagne, & par ce moien la ville de Marseille ; mais que le „ Prince Doria, son adversaire, en avoit détourné l'eset, en „ remontrant au Conseil d'Espagne, que ce chateau & isle de „ Pomegues ne valoient pas la dépense qu'on y feroit. Puis il

„conclut : Voilà comme vos ennemis vous ont fait service sans
 „y penser ; & comme le Grand-Duc , après vous avoir fait de
 „grandes ofenses , pense les expier par de petites satisfac-
 „tions. Il pourroit bien lui ariver la même chose qu'à cet
 „homme , qui s'étant mêlé imprudemment d'en séparer deux
 „autres , qui se batoient à la fontaine , avec des cruches de fer ,
 „eût la sienne cassée , qui n'étoit que de terre. Au reste ,
 M. d'Ossat avoit bien raison de dire , que c'étoit une grande
 honte au premier royaume de la Chretienté , flanqué de deux
 mers , presque de tout son long , de n'avoir pas eû provision
 de vaisseaux de guerre , ni moien de se defendre de quatre
 méchantes galeres d'un Duc de Florence , ni d'empêcher qu'el-
 les ne missent à la France la chaîne au cou , & les fers aux
 pieds*. Mais en l'état qu'est aujourdui la Marine en France ,
 on peut bien assurer , que pareil inconvénient n'y arivera
 jamais.

* Lettre 132.

Le Traité de Florence , dont je viens de parler , servit de
 précurseur à celui de VERVIN , qui fut conclu le jour d'après.
 Et c'est à ce Traité , qui ensevelit la Ligue , & toutes les espe-
 rances de Philippe II. qu'on peut marquer l'époque de la deca-
 dence de la Domination d'Espagne , qui , depuis ce tems-là a
 été toujours de mal en pis. Il est encore remarquable par la
 circonstance de la presséance des Ambassadeurs d'Henri IV.
 sur ceux de Philippe , qui prirent place au dessous du Nonce
 du Pape ; au-lieu que Monsieur de Believre , le premier des
 nôtres , étoit assis devant lui. Pour pallier ce désavantage ,
 Don Carlos Coloma s'est avisé de dire dans l'onzieme livre
 de son Histoire des Pais bas , que la presséance fut cedée aux
 Ambassadeurs de France , *por ser los diputados del Archiducue ,*
y no de el Rey inmediatamente a. Mais si le Président Richardot ,

TRAITE' DE
 VERVIN.

* Les Plenipotentiaires de France n'ayant pas voulu se contenter de la procuracion de
 l'Archiduc Albert , dans laquelle il disoit : [Qu'en vertu du plein pouvoir , qu'il avoit
 reçu du Roi Catholique , pour traiter une Treve , ou une Paix entre les deux Couronnes ,
 il avoit donné le même pouvoir au President Richardot , & au Commandeur Jean-Baptiste
 de Tassis :] Parce que ce pouvoir n'étoit donné qu'à la personne de l'Archiduc , &
 que ce Prince n'étant pas souverain , mais simple Plenipotentiaire du Roi d'Espagne , &
 Gouverneur de Flandre , il n'avoit pas droit de subroger d'autres personnes à la place :
 Richardot & Tassis firent venir de Madrid un autre Mandement , par lequel Philippe II.
 promettoit de ratifier & tenir pour bon tout ce que l'Archiduc , ou ses subdeleguez ,
 concluroient avec les Commissaires François , de quelque façon qu'il fût fait , &c. Ce

qui montre évidemment, que Richardot, Tassis, & Verreiken, n'étoient nullement les deputez & les ministres de l'Archiduc; mais directement les Ambassadeurs & les Plénipotentiaires du Roi d'Espagne, sans le mandement duquel les nôtres ne les eussent pas admis.

le Commandeur Jean-Baptiste de Tassis, & le Secrétaire - d'Etat Verreiken, n'étoient pas immédiatement les Ambassadeurs du Roi d'Espagne, pour quoi le Legat Alexandre de Médicis, qui présidoit à l'assemblée, se mit-il si fort en peine de trouver un expédient, pour lever les difficultés de la séance? si ces trois Ministres n'étoient véritablement que les deputez de l'Archiduc, comme le dit Coloma, sur quoi fondoient-ils la demande de la place d'honneur? Le Cardinal d'Osset a bien raison de dire dans une de ses lettres, que dans cette Paix les Espagnols se mirent à toute raison, en rendant à la France plusieurs villes & places fortes, que nous eussions eû grand' peine à reprendre par force *. Et dans une autre, il raconte, que le Grand-Duc de Toscane lui avoit dit, qu'il avoit appris par des lettres de Madrid, que dans le Conseil de guerre plusieurs avoient conseillé au Roi d'Espagne, de faire la paix avec la Reine d'Angleterre, en lui rendant Calais ^a, qu'elle prétendoit lui appartenir ^b, & non point avec la France; d'autant que par ce moyen, il n'auroit plus rien à craindre de cette Reine, qui lui avoit fait beaucoup de mal; ni du Roi de France, qui alors seroit aux mains, non seulement avec les Espagnols, mais encore avec les Anglois; au-lieu que les François recommenceroient la guerre, après qu'ils auroient recouvré toutes leurs places. ^c

* Lettre 317.

^a L'Archiduc Albert avoit pris cette place en 1596. au mois d'avril.

^b Elle y avoit tacitement renoncé par la Paix de Troies de 1564. puisqu'elle n'y avoit fait aucune mention de ce droit; & qu'après cette Paix elle mit en liberté les quatre gentilshommes, qui lui avoient été envoyés pour otages de l'amende de 500000 écus d'or promis par le Traité de Câteau Cambresis, au cas que Calais ne lui fût pas rendu dans le tems spécifié par ce traité; se contentant de la somme de six-vingt mille écus d'or, que le Roi Charles IX. lui fit payer par manière de compensation des cinq cents mille, auxquels le Roi Henri son père s'étoit obligé envers elle.

^c Lettre 110. Le Duc de Sesse Ambassadeur d'Espagne à Rome, étoit du même sentiment. Lettre 151.

Coloma, que je viens de citer, assure que le Maréchal de Biron, étant à Bruxelles, dit à un Ministre de l'Archiduc,

que si l'Archiduc eût persisté encore quinze jours dans la volonté de garder les villes de Calais & d'Ardres, Henri IV. lui auroit au moins abandonné Calais. Mais cela ne s'accorde pas avec ce qu'Henri avoit fait dire deux ans auparavant par Sancy à la Reine d'Angleterre, qui lui demandoit Calais, ou du moins Boulogne, en ôtage des secours qu'elle lui donnoit, & des avances, qu'elle feroit pour lui : qu'il aimoit mieux recevoir un soufflet du Roi d'Espagne, qu'une chiquenaude d'elle *a*. Car si Calais fût demeuré au Roi Catholique, cete

a Henri vouloit dire par là, qu'il aimoit mieux, que Calais, qui étoit alors actuellement assiégé par l'Archiduc Albert, tombât entre les mains du Roi d'Espagne, que de le céder lâchement à une femme, qui lui vouloit vendre son amitié si cher, & s'avoir cete place en France, pour en faire l'Arsenal des Huguenots, & l'asile de tous les mécontents du royaume.

place seroit, sans doute, retournée à cete Reine, avec qui le besoin de ses affaires le contraignoit de faire la paix à quelque prix que ce fût. Témoin celle que Philippe III. son fils fit en mille six-cens quatre, avec le Roi Jacques, successeur d'Elizabeth.

Quoi qu'il en soit, il est certain, que cete Reine traversoit de tout son pouvoir la negociation de la Paix de Vervin, prevoiant bien, que la paix étoit le seul moien, par où Henri IV. pouvoit alors recouvrer Calais : ce qu'elle craignoit comme la mort. Sur quoi le Cardinal-Legat disoit à Messieurs de Bellievre & de Sillery, que si Elizabeth, par ses menées, venoit à bout d'empêcher la conclusion de la paix entre les deux Rois, elle se rendroit la maîtresse de tout, en les afoiblissant tous deux ; & que ses dissimulations seroient plus de mal à la France, que toutes les forces du Roi d'Espagne.

Le même Colbma ajoute ensuite, qu'on s'étonnoit fort, que le Roi d'Espagne restituât une place, qui servoit de boulevard à tous les Pais-bas, & de frein aux Rois de France & d'Angleterre. Et le Comte de Fuentes, Gouverneur du Milanés, ne fit que trop connoître aussi, que la Paix de Vervin étoit trop défavantageuse aux Espagnols, pour avoir pû les reconcilier de bonne foi avec les François *b*. Car il n'oublia rien, pour empêcher la restitution du Marquisat de Saluces, & pour

b Aussi Philippe III. fut-il près de trois ans à balancer, s'il la ratifieroit. Ce qu'il fit enfin en 1601. au mois de juin ou de juillet.

fomentent la perfidie naturelle du Duc de Savoie, qui ne cherchoit qu'à eluder l'exécution du traité, qu'il avoit lui-même signé à Paris, en l'année 1600. & d'un autre fait en 1601. par l'entremise du Legat Aldobrandin; sous couleur qu'étant lié d'une si étroite parenté avec Philippe III. il ne pouvoit pas les ratifier sans son consentement. *

* Lettre 152. de
M. d'Ossat.

Avant que de passer outre, je ne dois pas omettre ici une chose assez particuliere, que dit le Comines Espagnol dans ses remarques, au sujet du Maréchal de Biron, dont je viens de parler. [Henri le Grand, dit-il, avoit montré beaucoup de prudence dans toutes les occasions, mais il en manqua dans celle-ci, lors qu'il envoya le Duc de Biron à Bruxelles, pour jurer & confirmer la Paix de Vervin. Car il devoit considerer, qu'un homme, qui avoit été toujours son premier & principal Ministre dans la guerre, n'en étoit pas un bon, pour achever & affermir la Paix, qui détruiroit son credit & sa puissance. En effet, ce fut à la Cour de Flandre, que se fit le premier essai du dernier coup, dont il mourut depuis, par le commandement de son Roi.] Temoignage, que l'Archiduc Albert, & ses Ministres, n'avoient pas traité cete Paix avec des intentions fort sincerés. Et le Colomá en convient à demi, quand il dit, que Biron fut accusé par ses ennemis, de n'être pas sorti de Bruxelles, avec la même fidelité pour son Roi, qu'il y étoit entré; & que la tragedie de ce pauvre seigneur, qui tomba de l'esperance prochaine d'une haute fortune, dans l'abîme de toutes les misères, montre, combien il est dangereux de prêter l'oreille aux ennemis de son Prince naturel. *

* dans l'onzieme
livre de son His-
toire des guerres
de Flandre.

Quant au Duc de Savoie, & au Comte de Fuentes, le Cardinal d'Ossat dit, qu'ils desiroient la guerre si folement, qu'ils y constituoient leur souverain bien, sans regarder à dommage, perte, ni ruine, qui leur en pût ariver à eux-mêmes, & à la Couronne d'Espagne; * mais principalement ce Duc, qui perdit deux fois son Duché de Savoie, pour s'être uni avec les Espagnols contre la France, malgré tous les traitez, qu'il avoit faits avec Henri IV. & Louis XIII. Il étoit dit par celui de Suze, qu'au cas que l'Empereur & le Roi d'Espagne fissent quelque entreprise sur le Duc de Mantoue, & troublassent la paix de l'Italie, le Duc seroit obligé, non seulement de donner passage aux armées du Roi, & de fournir les étapes dans
toutes

* lettre 335.

1629.

toutes les terres de son Etat, moiennant un paiement raisonnable; mais encore de joindre ses armes avec celles de France, & de laisser Suze en dépôt entre les mains du Roi, jusqu'à ce que ses prétentions sur le Montferrat eussent été jugées. Mais tandis que ce traité étoit sur le tapis, le Duc en avoit fait secrètement un autre ^a avec Philippe IV. pour partager

^a Il en fit pareillement un en même tems avec le Duc de Rohan. Infraction, qui fut suivie du siège, & puis de la prise de Pignerol.

entr'eux le Montferrat, & pour s'oposer conjointement au passage de Louis XIII. en Italie, s'il y venoit au secours du Duc de Mantoue, dont les Espagnols se croioient en droit de machiner la ruine, parce qu'il étoit né en France; & que les terres, qu'il y possédoit, l'attachoient à des intérêts contraires aux leurs.

Le Montferrat est un tres-petit païs, mais il est de si grande importance à cause de sa situation, qu'il eût servi aux Espagnols, non seulement à joindre ensemble les Etats, qu'ils possèdent en Italie; mais encore à en fermer le passage aux armes de France. Et ce qui montre, qu'en cete rencontre les Espagnols n'agissoient, que par des motifs d'ambition, & dans le dessein d'asservir l'Italie; c'est que depuis treize ou quatorze ans, aiant toujours traversé & contesté les prétentions du Duc de Savoie sur le Montferrat, parce que la Maison de Mantoue vivoit sous leur protection; ils les reconnurent comme legitimes & certaines, dès que le Duc de Nevers, qui avoit le cœur tout françois, fut devenu Duc de Mantoue: sachant bien, que lors que le Duc de Savoie les auroit une fois introduits dans le Montferrat, ils n'auroient pas de peine à l'en chasser lui-même, ou ses enfans. Enfin, le différend des Maisons de Savoie & de Mantoue, fut terminé par les deux Traitez de Quérasque, l'un du sixieme d'avril, & l'autre du dix-neuvieme de juin 1631.

Si l'on demande, pourquoi deux traitez si près l'un de l'autre? c'est parce que le Duc de Feria, alors Gouverneur de Milan, qui ne trouvoit pas son compte à la paix de l'Italie, empêcha par ses menées l'effet du premier, par lequel l'Empereur, qui y procedoit de meilleure foi que les Espagnols, promettoit d'envoyer au plutôt l'investiture des Duchez de

Mantouë & de Montferrat au Duc de Nevers. De sorte qu'il falut un second traité, pour expliquer l'autre. Encore le second ne se fût-il jamais executé, s'il n'eût tenu qu'à eux, qui, dès le lendemain de l'expédition de l'investiture, firent passer, dans la Chancellerie de l'Empereur, un acte clandestin, qui declaroit nulle cete investiture, au cas que le nouveau Duc de Mantouë contrevinst au moindre article du Traité de Ratisbonne du 13. d'octobre 1630. quoique par plusieurs traitez publics, il eût été dit, qu'elle seroit donnée purement & simplement, & sans aucune restriction. Rubrique, dont ils s'avisèrent, afin que toutes les fois qu'ils trouveroient quelque chose à redire aux actions du nouveau Duc, dont ils se faisoient juges & parties tout ensemble, ils pussent lui contester sa souveraineté, sous pretexte qu'il auroit violé quelqu'un des articles du Traité de Ratisbonne.

Dans le volume
7. de ses Memoires
secrets.

Vittorio Siri dit, que bien que le Duc de Mantouë recueillît tout le fruit de ce Traité, qui le mettoit en possession du Duché de Mantouë, & qui lui conservoit le Montferrat, qu'il courroit grand risque de perdre, il ne laissa pas néanmoins de se plaindre de plusieurs articles, qu'il trouvoit être à son disadvantage. Sur ces mots du préambule : *Le Pape voyant toute l'Italie en armes à l'occasion du différend méu pour la succession des Duchez de Mantouë & de Montferrat* : il disoit, qu'il ne faisoit point admettre cete expression, qui revoquoit en doute la succession des Duchez de Mantouë & de Montferrat, dont on savoit qu'il étoit le legitime heritier & successeur, puisque les Ducs de Savoie & de Guastalle ne lui avoient point disputé cete succession ; mais seulement avoient formé quelques prétentions pour en arracher quelque piece.

Sur le premier article, où le Roi promet [de n'attaquer, ni faire attaquer en aucune façon l'Empereur, ni le Saint-Empire, ni les Provinces hereditaires de Sa Majesté Imperiale, & de ne donner aucune assistance d'hommes, d'argent, de vivres, & de munitions, aux ennemis de Sadite Majesté, & du Saint-Empire, qui sont déjà declarez, ou qui se declareront ci-après] il disoit, que cet article lioit les mains à la France, en lui ôtant tous les moiens de s'opposer à l'agrandissement de la Maison d'Autriche, qui monroit bien par les usurpations continuëes, qu'elle faisoit, qu'elle tendoit à la Monarchie univer-

selle, que cete convention aneantissoit toutes les ligues faites par le Roi, soit en Allemagne, ou ailleurs, puisque les ligues ne se font que pour assister les amis, & les confederer, ou pour attaquer les ennemis. Que ces paroles : *hostes qui nunc sunt, aut qui aliquando declarabuntur* : avoient une longue & fâcheuse suite, parce qu'il pouvoit ariver, que le Duc de Baviere, & les autres Electeurs Catoliques, devinssent ennemis de l'Empereur ; & le Pape, & les autres Princes d'Italie, du Roi d'Espagne, en voulant se défendre contre leurs entreprises, ainsi qu'il étoit arivé déjà : auquel cas la France ne pouroit les assister en aucune maniere contre la Maison d'Autriche. Il ajoutoit, que la condition reciproque de l'Empereur & de l'Empire envers la France, de ne donner aucune aide à ses ennemis, étoit spécieuse & scûre en aparence, mais en efet tres-perilleuse ; dautant que d'un Etat purement monarchique, tel qu'est la France, où le Roi est tres-absolu, on en vouloit faire un de même nature, que l'Empire, dont les Princes & les Etats font partie, & sont membres : ce qui n'est pas fésable en France, sinon lors que le désordre & la dissension sont dans le Roiaume.

Sur le second article, par lequel on convenoit [de donner au Duc de Savoie pour tous les droits & pretentions qu'il avoit sur le Montferrat, & ailleurs, la ville de Trin, & quelques autres terres, jusqu'à la valeur de dix-huit mille écus de rente perpetuelle, selon les baux anciens,] il remontoit, que le Duc de Savoie aiant contrevenu à tous les points du Traité de Suze, l'infraction duquel avoit obligé le Roi de lui faire la guerre en Savoie, & en Piémont, Sa Majesté n'étoit plus tentie à l'observation de ce Traité, puisqu'il n'avoit tenu qu'à ce Duc de l'accomplir ; & que loin d'y satisfaire, il avoit apellé en Italie les Alemans, qui y avoient causé toutes sortes de calamitez : Qu'après un tel procedé, il n'étoit pas juste de lui laisser la ville de Trin, qui étoit comme le grenier du Montferrat, & l'unique endroit, d'où Casal pût tirer sa nourriture : Que si Trin demeurait à ce Duc, tout au moins le Roi ne devoit jamais consentir à la conservation des fortifications de cete place, s'il ne vouloit voir bien-tôt de nouveaux troubles en Italie, en y laissant cete pierre d'achopement, qui tiendrait toujours Casal en échec, & le Duc de Mantoue en alarme,

& en frais, au grand détriment de ses Etats, que la guerre avoit entièrement ruinez. Outre qu'étant dit dans l'article onzieme, que toutes les nouvelles fortifications des places, que le Roi rendroit au Duc de Savoie, seroient démolies : il n'y avoit nulle aparence de raison, que celles de Trin, qui cau-
soient tant d'incommoditez à Casal, restassent en l'état qu'elles étoient.

Enfin, il censuroit cete clause, *selon les anciens baux*, soutenant qu'elle étoit contraire au Traité de Suze, & à celui que l'on avoit fait en Savoie avec le seigneur Mazarin, Ministre du Pape ; comme aussi aux droites intentions du Roi, qui avoit déclaré, que le Duc de Savoie auroit dans les terres du Montferrat, qui lui étoient cedées, les mêmes droits & revenus, que le Duc de Mantoue y possédoit avant la guerre : au-lieu que si l'on se regloit sur les *anciens baux*, ce seroit ceder obliquement au Duc de Savoie, plus de la moitié du Montferrat, qui cent ans auparavant ne raportoit pas quarante-mille écus de rente. Ajoûtant, que ce Duc devoit bien être content des dix-huit mille écus de revenu, que le Roi lui acorderoit, puisqu'il ne lui en étoit oûtroié que quinze mille par le Traité de Suze, qui avoit été ratifié l'année precedente.

Toutes ces considerations, & quelques autres, qui sont énoncées dans le Memoire inseré à la page 56. du quatrieme Tome de ce Rectueil, firent tant d'impression sur l'esprit du Cardinal de Richelieu, que le Roi, par son conseil, ne voulut jamais ratifier ce Traité de Ratisbonne ; desavouant publiquement Brulart de Leon, son Ambassadeur, pour avoir excédé les ordres contenus dans son Instruction, qui n'étendoit son pouvoir, qu'aux seules affaires d'Italie. Et le ressentiment du Cardinal ala si loin contre lui, qu'un jour qu'ils joüoient ensemble à la grande prime, y aiant eû quelque dispute entr'eux sur quelque carte, & tous ceux qui étoient presens, aiant jugé en faveur du Cardinal, quoiqu'il eût tort ; Brulart s'émancipa de dire, que la Terre avoit ses corsaires, aussi bien que la Mer : & poussant devant le Cardinal les treize-cens pistoles qu'il perdoit, se retira brusquement. Mais le Cardinal alant du même pas après lui, le prit par le cou, & lui dit, avec un souris moqueur : *Vraiment, vous êtes un tres gentil personnage, & ç'a été un grand peché de vous couper la tête, comme vous en avez*

bien connu risque. Assurément, le Cardinal eût fait ce peché, si le serafique Pere Josef, son plus intime confident, n'eût point eû de part au malheureux Traité de Ratisbonne : témoin ce qu'il dit dans le premier chapitre de son Testament politique, où il parle de Brulart en ces termes : La Raison-d'Etat requeroit un châtimement exemplaire en celui, qui avoit outrepassé vos ordres, dans une matiere si délicate, & dans une occasion si importante : mais vôtre bonté lia les mains à vôtre justice, parce que bien qu'il fût seul Ambassadeur, il n'avoit pas agi seul en cete affaire, mais avec un adjoint d'une condition, dont le respect vous fit plutôt considerer le motif de la faute, que la faute même.

Il étoit dit par le huitieme article de la Paix de Ratisbonne, que toutes hostilitéz cesseroient de part & d'autre, en Italie, dès que la signature du Traité auroit été notifiée aux Generaux des deux armées. Mais le Maréchal de Schomberg ayant examiné ce traité, refusa de l'excecuter à cause du sixieme & du neuvieme articles, qui portoient, que l'Empereur donneroit au Duc Charles l'investiture des Duchez de Mantouë & de Montferrat, dans six semaines après que ce Duc lui en auroit fait la demande par écrit, & que, quinze jours après que l'acte de cete investiture auroit été mis entre les mains du Duc, l'Empereur retireroit d'Italie toutes ses troupes, & le Roi Catolique les siennes pareillement de la ville & du château de Casal, & de tout le Montferrat. Il consideroit, que cete condition l'obligeoit à demeurer encore deux mois en Italie, avec toute son armée, avant que les Espagnols sortissent de Cazal ; pendant quoi son armée, qui commençoit à manquer de vivres, periroit de faim, ou de maladie, l'automne étant tres pluvieux & tres incommode en ce pais-là ; que si ses troupes, qui avoient déjà beaucoup souffert, venoient à se dissiper, comme il avoit lieu de le craindre, les Espagnols pourroient bien profiter de cete occasion, pour ne point tenir un traité, où ils n'étoient point autrement engagez, que par la promesse faite par l'Empereur, de le faire agréer & observer au Roi Catolique *. Cete prudente resolution fut approuvée des deux autres Generaux, qui étoient les Maréchaux de la Force & de Marillac ; au grand déplaisir de Jules Mazarin, qui épuisa, en cete conjoncture, tous les expediens, dont un esprit fécond

* art. 27.

* Cete Paix fut
conclue le 27. de
novembre 1630.

& raffiné se pouvoit aviser. Mais il en fut bien-tôt consolé par la gloire & la reputation, que lui aquit, un mois après, la Paix du Montferrat *, qui est la premiere origine de cete fortune prodigieuse, qu'il fit depuis en France.

Enfin, il n'y a qu'à lire le Traité de Ratisbonne, pour être obligé de convenir, qu'il n'y a pas un seul article, qui ne soit digne de censure : mais il faut avouer aussi, que Brulart n'avoit pas peut-être tout le tort, que le Cardinal lui donnoit. Et c'est comme en juge l'Abbé Siri : Les Courtisans, dit-il, qui „ aprofondissent toujours subtilement les sentimens des Minis-
„ tres absolus, ne pouvoient se reduire à croire, que Brulart,
„ homme d'entendement & d'experience „, eût excédé les

* Le Cardinal d'Osist rend un temoignage tres-avantageux de son esprit, de ses bonnes mœurs, & de sa capacité, dans une lettre à M. de Villeroy, du 17. de decembre 1599.

„ ordres du Roi ; ni s'ôter de l'esprit, que c'étoit plutôt le
„ Cardinal, qui avoit changé d'avis. Et comment, disoient-ils,
„ l'Ambassadeur a-t-il pû s'égarer dans cete negociation, aiant
„ pour adjoint le Capucin Josef, qui n'est pas seulement le
„ depositaire des plus secretes intentions du Cardinal, mais
„ qui est encore le supreme directeur de ses desseins, & l'uni-
„ que ouvrier de toutes les negociations de la France en Ale-
„ magne, & dans le Nort, dont on lui laisse entierement la
„ conduite, à cause de la parfaite connoissance, qu'il a des
„ interets & des maximes de ces Princes ? Il étoit donc bien
„ plus vrai semblable, que le Cardinal, variant selon les tems
„ & les evenemens, fesoit tantôt semblant de desirer plus la
„ paix, qu'il n'avoit envie de la faire ; & tantôt la vouloit tout
„ de bon, selon que ses affaires aloient bien ou mal : & que se
„ voient alors sorti d'un tres-grand danger, par la guerison
„ presque miraculeuse du Roi, il trouva, qu'il étoit plus de son
„ interet de continuer la guerre, pour rendre son service
„ absolument necessaire à son Maître, qu'il savoit être d'hu-
„ meur à n'abandonner jamais ceux, dont il avoit besoin pour
„ achever les entreprises, qu'il avoit commencées. On ajoute,
„ (mais je ne le crois pas, quoique cela se soit publié par les
„ plus grands seigneurs de la Cour ;) que le Roi étant à Lion,
„ promit à la Reine, sa mere, à force d'en être importuné,

„ de chasser le Cardinal, quand la paix seroit faite ; mais que
„ le Cardinal aiant pris ombrage de la joie excessive, que la
„ Reine-Mere, & tous ceux de sa cabale, firent éclater, après
„ que le Roi eût reçu la nouvelle de la Paix de Ratisbonne,
„ signée, ou prête à signer ; il sût si bien sonder & manier
„ l'esprit de son Maître, qu'il en tira le secret de la promesse
„ faite à la Reine-Mere. Et tout aussi-tôt il dépêcha un cou-
„ rier à l'Ambassadeur Brulart, avec ordre de ne point signer
„ le Traité, sous prétexte qu'il étoit contraire à son Instruction.
„ A quoi il fut déterminé encore par la conclusion prochaine
„ de la Ligue, que le Baron de Charnacé négocioit actuelle-
„ ment avec le Roi de Suede, de laquelle il se promettoit de
„ tres-grands avantages sur la Maison d'Autriche. Ce qui lui
„ réussit en effet selon les espérances.

Quoi qu'il en soit, si les Espagnols employèrent tous leurs artifices, pour éluder l'exécution du Traité de Ratisbonne à l'égard du nouveau Duc de Mantoue, ils ne furent pas de meilleure foi envers les Grisons & les Valtelins, parmi lesquels le Duc de Feria semoit de la division, pour envahir leur pais, qu'il vouloit incorporer au Duché de Milan ; promettant au Roi d'Espagne la peau de l'ours avant qu'il fût pris. Les Grisons voiant, que le Duc de Feria n'exécutoit point la promesse, que le Baron de Galas avoit faite par écrit, que les troupes imperiales se retireroient de Milan, dont la garnison n'avoit jamais été composée d'étrangers ; & qu'au lieu de vint compagnies espagnoles, que le Roi Catholique avoit accoutumé d'y tenir en tems de paix, il y en avoit cinquante-trois, outre dix-neuf étrangères, & un renfort de cavalerie amené par le Marquis Rangoni sur les confins du Milanés : Voiant, dis-je, que ce Duc, au-lieu d'accommoder leurs différends avec les Valtelins, de licentier les étrangers, & de faire cesser les nouvelles levées, trouvoit mauvais, qu'ils fortifiassent leurs passages ; & crioit, que c'étoit une infraction manifeste du Traité de Ratisbonne, & une entreprise sur le Milanés : (comme si c'étoit entreprendre sur les Etats d'un puissant voisin, que de fortifier les siens propres, pour être en sûreté chez soi :) ils furent obligez d'implorer la protection du Roi, contre ceux, qui cherchoient tous les moyens d'opprimer leur liberté, & qui ne leur faisoient des demandes injustes, que pour trouver dans

le refus un prétexte de recommencer la guerre. La querelle, que les Ministres Espagnols faisoient aux Grisons, étoit fondée sur ces paroles de l'article 12. *Et personne à l'avenir ne pourra plus occuper ni fortifier leurs passages* a. Il est évident, que cete

a *Ea tamen condicione, ut à nullo, sub quocumque etiam colore vel pre-textu, occupentur, aut fortificentur.*

clause est toute en faveur des Grisons, sur les terres desquels les Imperiaux avoient fait des fortifications, qui, selon la teneur de cet article, devoient être démolies. Cependant, les Espagnols, & sur tout le Duc de Feria, avec tout son bel esprit, interpretoit cete clause à l'avantage de son Maître, comme si les Grisons, peuple libre & indépendant, se fussent privez de la liberté de se défendre, & de se fortifier contre ceux, qui vouloient envahir leur pais, sans y trouver aucune resistance: comme si les Ambassadeurs de France, qui avoient fait inserer cete clause, pour couper racine à toutes les pretentions des Imperiaux, & des Espagnols, eussent pu avoir intention de metre les Grisons, dont ils défendoient la liberté, à la merci de l'Empereur, & du Roi d'Espagne, qui leur prepa-roient des chaînes. Le Duc de Feria eût aussi bien fait de dire, que les Grisons avoient renoncé à la propriété de leur pais, puisque, selon lui, il ne leur étoit pas permis de s'y fortifier.

Tout ce que je viens de dire regarde la Maison d'Autriche Espagnole: parlons maintenant de la Maison d'Autriche Allemande, qui possède l'Empire depuis l'année 1438.

Il y avoit cinquante ans que la France vivoit en tres-bonne intelligence avec l'Empereur, lorsque Jean. Guillaume, Duc de Cleves & de Juliers, étant venu à mourir sans enfans, en 1609. cete bonne correspondance fut troublée par l'Empereur Rodolfe, qui pretendait, que les sœurs du défunt ne pouvoient succeder à leur frere, & que par conséquent il y avoit ouverture de sief; avoit commis l'administration de ces Etats à l'Archiduc Leopold, son cousin-germain: probablement avec intention de lui en donner l'investiture, si les legitimes heritiers ne s'y fussent vigoureusement opposez. Ces heritiers étoient Jean-Sigismond, Electeur de Brandebourg, qui representoit Marie-Eleonor, sœur-aînée de Jean-Guillaume, & mere de sa
femme

femme ; & Wolfgang-Guillaume , Duc de Neubourg , qui representoit Anne , sa mere , devenuë l'aînée par le decès de Marie-Eleonor sa sœur , morte en 1608. & l'unique heritiere de son frere , en vertu d'un privilege de Charle-quin^t acordé en 1545 à Guillaume , Duc de Cleves , leur pere , en faveur de son mariage avec l'Archiduchessè Marie , nièce de l'Empereur ^a , lequel portoit , qu'au cas que le Duc mourût sans

^a Et non pas avec Marie , Reine de Hongrie , sœur de Charle-quin^t , comme dit Mezeray dans la vie d'Henri IV. 1699.

ensans mâles , celle de ses filles , qui auroit des mâles , lui succederait ; & par le testament de ce Duc , qui ordonnoit que tous ses Etats demeurassent unis en une seule main. De sorte qu'Anne aiant un fils , elle devoit , selon ce privilege & ce testament , exclure de la succession de Juliers & de Cleves Anne de Brandebourg , fille de Marie-Eleonor ; & pareillement les enfans de Madeleine , sa troisieme sœur , femme du Duc de Deux-ponts. Henri IV. se declara donc en faveur des deux pretendans contre l'Empereur , en faisant l'année suivante un traité de confederation avec tous les Princes de l'Union Evangelique , c'est-à-dire , de la Religion Protestante , de laquelle étoient l'Electeur de Brandebourg , & le Duc de Neubourg , pour conserver la succession de Juliers & de Cleves aux legitimes heritiers. Et Henri aiant été tué trois mois après ce traité , la Reine Régente leur envia le Maréchal de la Chastre avec une armée de douze mille hommes , laquelle s'étant jointe aux Troupes Hollandoises , commandées par le Prince Maurice de Nassau , obligea la ville de Juliers de se rendre à composition le deuxieme de septembre 1610. Après quoi , toutes les autres places de ce Duché se rendirent aussi & furent mises entre les mains des deux heritiers. Il ne restoit plus qu'à les acorder tous deux. Pour cet effet , il se tint au mois de septembre une Conference à Cologne , où leurs amis communs se trouvèrent , comme aussi les Ambassadeurs de Rodolfe , de France , d'Angleterre , de Hollande , des Electeurs Palatin & de Saxe , du Duc de Brunswick , & du Landgrave de Hesse , qui , dès l'année precedente , avoit fait consentir Brandebourg & Neubourg à terminer leurs différends par arbitres ; mais Neubourg n'aiant jamais voulu consentir au sequestre , qui y

1610.

* *Piasceki in
Chronie. ad an.
1610.*

fut proposé, l'assemblée se sépara au bout de deux mois, sans rien conclure *. Ensuite, ce Duc s'étant aperçu, que Brandebourg cherchoit à le frustrer de toute la succession de Juliers, & que pour y réussir, il s'entendoit avec les Hollandois, qui étoient entierement dans ses intérêts: il se jeta entre les bras de la Ligue Catholique, & de toute la Maison d'Autriche, & se fit Catholique lui-même, en épousant la sœur de Maximilien, Duc de Baviere: par où il rompit tous les desseins de son compétiteur, & des Hollandois, malgré qui, Ambroise Spinola, General des armes espagnoles en Flandre, se saisit des villes de Rhimberg & de Wesel, frontieres du Duché de Cleves. Enfin, Brandebourg & Neubourg, lassez de disputer ensemble, firent, par l'entremise de la France & de l'Angleterre, un accord provisionel pour l'administration des Duchez de Cleves & de Juliers, en vertu duquel Brandebourg auroit pour partage par *interim* le Duché de Cleves, & les Comtez de la Mark & de Ravensberg; & Neubourg les Duchez de Juliers & de Berg, & la Seigneurie de Ravenstein. C'est le Traité de Santen, qui se trouve dans le troisieme tome de ce Recueil, sous l'année 1614. Le procès est encore au même état, & probablement y restera toujours.

* *Idem ad an-
num 1614.*

L'Archiduc Albert dit, que cet accord lui paroissoit raisonnable, mais qu'il ne le pouvoit signer au nom du Roi d'Espagne & de l'Empereur, ni, par conséquent, retirer de Wesel la garnison espagnole. Au contraire, Spinola renforça de deux mille hommes cete garnison, qui, selon la capitulation faite par les habitans, avant la reddition de la place, devoit être de mille; disant, que cet article de la composition ne portoit aucune exclusion d'un plus grand nombre *. Et cela fut cause, que les Hollandois ne voulurent point sortir de Juliers, ni en démolir les fortifications. De sorte que ceux-ci d'un côté, & les Espagnols de l'autre, sous couleur de défendre, les uns Brandebourg, & les autres Neubourg, ne tendoient qu'à s'impatroniser eux-mêmes des terres & des places de ces deux Princes. Et jamais Neubourg n'eût retiré son Duché de Juliers des mains de ses protecteurs, si, par une bonne inspiration, il ne se fût avisé de recourir à la France, durant la négociation de la Paix des Pirénées.

Le second différend de la France avec la Maison d'Autriche

Imperiale, fut au sujet de Philippe-Christofe de Soeteren, Archevêque de Treves, qui se brotiilla avec l'Empereur, pour avoir défendu les droits de la Liberté Germanique contre la tyrannie des Espagnols. Pour bien entendre ce point, il faut savoir, que depuis le partage, que Charle-quin fit entre son fils & son frere, les deux Branches vécutrent bien dans l'union, que demandoient la proximité du sang, & l'intereft commun de leur Maifon; mais fans que pour cela le Roi d'Espagne, qui en est le Chef, prift aucune fuperiorité fur la Branche Alemande. Celle-ci gouvernoit l'Empire felon fes constitutions, & le Roi Catolique fes roiaumes à fa mode. Ferdinand, Maximilien, & Rodolfe, confervèrent tous trois la paix parmi les Princes & les Etats de l'Empire, parce que l'Espagne n'avoit point de part à leurs confeils, ni de credit à la Cour de Vienne: & quoique Rodolfe ne fût pas un Prince de grand efprit, ni de grande vigueur, un jour, il ne laiffa pas de donner un foufflet à l'Ambaffadeur de Philippe II. qui lui parloit un peu trop librement. Marias, frere & fuccelfeur de Rodolfe, commença à écouter les Espagnols, & à leur communiquer une partie de fes affaires: mais comme il le fit avec prudence, il n'en arriva point d'autre mal fous fon regne, que la confequence dangereufe de l'exemple. En effet, fous le regne fuyvant, les Espagnols, qui favent mieux profiter de leurs avantages, que toute autre nation, entrèrent fi avant dans le Confeil de Ferdinand II. & prirent tant d'afcendant fur fes Miniftres, dont la plupart devinrent leurs pensionnaires, que prefque toute l'adminiftration des affaires de l'Empire tomba entre leurs mains: en forte que l'Ambaffadeur d'Espagne eût, depuis, un Confeil particulier, composé de perfonnes dévouées au fervice du Roi Catolique, pour examiner & préparer les matieres, qui fe devoient traiter dans le Confeil d'Etat de l'Empereur. Voilà l'origine de toutes les divifions; & de tous les maux de l'Empire. Voilà ce qui a troublé toute l'Alemande. Voilà tout ce qui obligea la France, de s'intereffer dans les querelles & dans les guerres de l'Empire, qui, fans elle, aloit devenir efpanol, & tomber dans la fervitude; puisque, depuis la bataille de Prague, où l'Electeur Palatin perdit le roiaume de Boheme, fon Electorat, & fa réputation, Ferdinand, qui avoit une armée de cent-cinquante-mille hommes fur pied, avoit

* Sur la Mer
Baltique.

reduit l'Alemagne à telle extremité, que si le Port de Stralsund * n'eût arrêté le torrent de ses armes victorieuses, il restoit le maître absolu de tout l'Empire.

1631.

1632.

Quant à l'Archevêque de Treves, cet Electeur s'étant mis, à la fin de l'année 1631. sous la protection du Roi Tres-Chretien, &, l'année suivante, aiant reçu garnison françoise

Les Espagnols disoient dans leur Manifeste, que l'Electeur de Treve n'avoit pu se mettre sous la protection du Roi Tres-Chretien, ni ce Roi le recevoir, au préjudice du Roi d'Espagne, qui étoit le protecteur héréditaire de la ville de Treves, en qualité de Duc de Luxembourg, ainsi que les Electeurs de Mayence & de Baviere, Commissaires de l'Empereur, venoient de le juger contradictoirement à l'Electeur de Treves; & que les garnisons d'Ehrenbretstein & de Philipsbourg aiant prêté serment au Chapitre de Treves, l'Archevêque avoit passé les bornes de sa jurisdiction, en recevant les François dans les places, sans le consentement de son Chapitre.
Justificacion de las acciones de España.

dans son château d'Ehrenbretstein, que, par corruption, nous apellons Hermentstein, & dans la forteresse de Philipsbourg, pour garantir ses Etats de l'invasion des Protestans & des Suédois, nos alliez, l'Empereur & les Espagnols cherchèrent long-tems les moiens de s'en vanger, quoi qu'en cela il ne fut pas plus coupable, que Maximilien, Electeur de Baviere, qui, quelques mois auparavant, avoit fait avec Louis XIII. une ligue défensive pour huit ans.

1635.

Enfin, l'apostume creva au commencement de 1635. que les Imperiaux surprirent, durant la nuit, la ville de Philipsbourg, après en avoir égorgé la garnison; & que les Espagnols, (car un malheur n'arrive presque jamais seul,) surprirent sur la fin de mars la ville de Treves, qui ne s'atendoit à rien moins, & enlevèrent l'Electeur, qu'ils menèrent premierement à Bruxelles, puis à Gand, & de là à Lintz en Autriche, où il resta prisonnier jusques en 1645. Ces deux atentats, outre la protection, que la France devoit à cet Electeur, & à plusieurs autres Princes injustement dépouillez, obligèrent Louis XIII. de declarer la guerre à l'Espagne.

Les François disoient, Que l'Archevêque de Treves étant Prince souverain, il ne pouvoit pas être detenu prisonnier, d'autant moins qu'il ne faisoit la guerre à aucun Prince; qu'on ne devoit point lui imputer à faute, ni à crime, de s'être mis sous la protection de la France, puisque l'Empereur n'étoit pas en état de le proteger contre la puissance redoutable du Roi

de Suede, qui donnoit alors la loi à toute l'Alemagne: Que si la connoissance de la cause de ce Prelat, considéré comme Electeur & Prince de l'Empire, apartenoit à l'Empereur, ainsi que le Cardinal-Infant le souûtenoit dans son Manifeste; cete cause touchoit bien davantage au Pape, qui étoit incontestablement le juge naturel & competent de cet Electeur, dont la dignité temporelle étoit subordonnée à celle d'Archevêque. En effet, Urbain VIII. aiant envoyé pour ce sujet un Nonce extraordinaire à Vienne*, l'Empereur fut obligé de reconnoître le Pape pour juge de cet Electeur, dont la personne fut remise ensuite entre les mains du Nonce ordinaire*, qui se fit prêter serment par les Officiers de l'Empereur, de garder ce prisonnier au nom de Sa Sainteté.

* Monsignor Fionardi.

* Monsignor Bagioni.

Au reste, la détention de l'Archevêque de Treves me fait souvenir de la nullité de l'élection du Roi des Romains en la personne du fils-aîné de Ferdinand II. Comme nos Historiens ont omis cete particularité, qui néanmoins est tres-considérable, je la dirai ici en peu de mots, afin que, si pareille chose arivoit encore, l'on y apportât les remedes convenables. Il y a cete difference entre l'élection de l'Empereur & celle du Roi des Romains, que pour être élu Empereur, il suffit d'avoir la pluralité des voix électorales; au-lieu que selon la Pragmatique de l'Empire, confirmée par la Bulle-d'or, il faut les avoir toutes sans exception, pour être élu legitiment Roi des Romains. Et par consequent, Ferdinand III. qui fut élu Roi des Romains à la fin de 1636. en l'absence de l'Archevêque de Treves, détenu prisonnier à Lintz, où Ferdinand II. l'avoit fait amener exprés, pour lui ôter toute connoissance de l'élection, qu'il projetoit, n'ayant pas été élu Roi des Romains dans les formes ordinaires, il ne pouvoit pas être tenu ni reconnu pour Empereur legitime. Et cela est si vrai, que Maxi-

La nullité de son élection fut prouvée par un Manifeste, que la Cour de France publia en 1637. & pour la suppression duquel le Nonce du Pape fit de tres-fortes instances à Louis XIII. & au Cardinal de Richelieu. L'Instruction donnée par le Cardinal François Barberin à Monsignor Cesare Facchinetti, envoyé Nonce en Espagne, fait mention de ce Manifeste, comme d'un Ecrit, qui chagrinoit beaucoup la Maison d'Autriche.

milien I. qui fut élu en 1486.* sans l'intervention du Roi de Bohême, eût besoin de faire confirmer & ratifier son élection par ce Roi, dans la Diète de Francfort de 1489. & que Ferdinand I. élu à Cologne en 1531. en l'absence de Jean-Federic,

S iiij

16. février

Electeur de Saxe, ne fut point reconnu Roi des Romains par cet Electeur, que dans la Diète de Spire de 1544. où il ne confirma cete election, que sur la promesse, que Charles-quinz lui fit de l'investiture du Duché de Cleves ^a, au cas que ce

^a Il avoit épousé Sibille de Cleves, sœur du Duc Guillaume, & tante de Jean-Guillaume, de la succession duquel j'ai parlé dans l'article précédent.

Duc mourût sans enfans mâles. Ferdinand II. étoit lui-même si convaincu de cete vérité, qu'à l'ouverture de la Diète de Ratisbonne, il avoit tenté de faire déposer l'Archevêque Philippe, pour en faire élire un autre, dont le suffrage lui fût aquis; prévoyant bien, que si l'élection de son fils se fesoit durant la détention de cet Electeur, les Etats de l'Empire, & particulièrement les Princes ennemis de la Maison d'Autriche, seroient un jour en droit de la contester, ainsi qu'il étoit arrivé à Maximilien I. & à Ferdinand I. Et c'est encore pour cela, qu'après la conclusion du Traité de Hambourg de 1641.^b

1641.

^b Ce Traité fut principalement l'ouvrage du Comte d'Avaux, que Le Laboureur a eu raison d'appeler l'Ange de la Paix.

où l'Empereur, le Roi de France, & la Reine & Couronne de Suede, convinrent des préliminaires de la Paix, Ferdinand III. exigea, que les passeports, que le Roi Tres.Chretien expédieroit pour les Plenipotentiaires Imperiaux, fussent de la même teneur & substance, que ceux, que la France avoit envoiez auparavant à Ferdinand II. son pere, afin que ces passeports, où son nom & ses qualitez devoient être exprimées, lui servissent de témoignage de la validité de son election.

^c La France ne lui donnoit que le titre de Roi d'Hongrie, & soutenoit depuis plus de quatre ans la protestation qu'elle avoit faite à la Diète de Ratisbonne de 1636. de la nullité de son election.

Enfin, si l'Electeur de Treves fut persecuté par les Espagnols, il eût le plaisir d'être vengé par la guerre, que le Roi de France déclara à l'Espagne, & d'être rétabli, malgré eux & les Imperiaux, dans ses Etats, & dans son Eglise, dès l'ouverture de l'Assemblée de Munster, où les Plenipotentiaires de France & de Suede protestèrent, qu'ils n'entreroient point en negociation, si avant toutes choses cet Electeur n'étoit mis en pleine liberté, & au même état qu'il étoit avant la prise de sa personne, & de sa ville capitale. Bel exemple de la justice

& de la prudence de la Reine-Régente, qui préféra genereusement l'honneur & la gloire de la France aux interêts du Roi d'Espagne, son frere, & de l'Empereur, son neveu. Outre que cet Archevêque n'avoit rien fait contre eux, en se jetant entre les bras du Roi de France, qui avoit le pouvoir & la volonté de le défendre; tandis qu'il ne pouvoit rien esperer du Roi Catolique, qui venoit de perdre Mayence *, où il tenoit une garnison de deux mille Espagnols. De sorte que pour ne pas déplaire au Conseil d'Espagne, il auroit falu, que l'Electeur de Treves se fût exposé comme celui de Mayence, à laisser sacager sa ville, & son pais, par le Roi de Suede, qui donnoit la loi par tout où il passoit. Chose étrange, que dans cete revolution generale de l'Alemagne, il ne fût pas permis de se sauver des mains d'un ennemi victorieux, sans encourir l'indignation d'un ami, qui bien loin d'être alors en état de secourir les autres, ne pouvoit pas se garantir lui-même.

Quant à la ligue ofensive & défensive, que Louis XIII. fit avec Gustave-Adolfe, Roi de Suede, & les Princes Protestans confederez, contre Ferdinand II. tant s'en faut que ce soit une chose, qui puisse être justement reprochée à la memoire de Louis XIII. qu'au contraire, c'est une des plus louables & des plus éclatantes actions de son regne. Et c'est ainsi qu'en ont parlé tous les Ecrivains sinceres & desinterressez. Ce que j'ai dit de la prise de Treves marque les griefs de la France: ceux du Roi de Suede étoient, que l'Empereur avoit envoié des troupes au Roi de Pologne, pour continuer la guerre contre la Suede; qu'il avoit depouillé les Ducs de Mekelbourg de leurs Etats, & de leurs dignitez, pour en revêtir Albert Walstein son General; qu'il avoit interdit le commerce des marchands Suedois avec les Alemans; qu'il avoit fait assieger la ville de Stralsund, qui étoit sous la protection de la Couronne de Suede *, pour se rendre maître de la Mer Baltique, dont il avoit déjà donné l'Amirauté à Walstein; & des Princes du Nord, comme il l'étoit déjà de ceux de l'Empire, qu'il ne traitoit pas en vassaux, mais en esclaves: enfin, que Walstein enivré de sa bonne fortune, & du nouveau titre d'Altesse, qu'il prenoit en qualité de Duc de Mekelbourg, avoit fait plusieurs fois des railleries piquantes de sa personne, oubliant le respect, qui est dû à la majesté royale, & la difference infinie

* 1631. 13. dec.

* depuis l'an 1628

* C'étoit un
fils de l'Archiduc
d'Inspuk.

qu'il y avoit entre un Roi, fils de Rois, & le fils d'un pauvre Baron de Boheme, nourri page du Marquis de Burgaw. *

L'Empereur répondoit, que Gustave n'avoit eü aucun sujet de faire la guerre à l'Empire, ni pour le siege de Stralsund, ni pour les secours envoieés au Roi de Pologne, ni pour la confiscation du Duché de Mekelbourg, parce que c'étoient les affaires de l'Empire, dont il n'appartenoit pas plus à Gustave de prendre connoissance, qu'à l'Empereur de se mêler de celles de Suede.

Comme donc Louis XIII. & Gustave se trouvoient tous deux presque également ofenseés par Ferdinand II. & qu'ils avoient le même interest d'empêcher, que la Liberté Germanique ne fût opprimée, & la forme de l'Empire alterée : ils firent en 1631. une alliance & confederation pour cinq ans,

1631.

* Ce Traité faillit à se rompre avant la signature, à cause de l'ostination du Baron de Charnacé, qui vouloit absolument, que dans l'original, qui devoit rester entre les mains du Roi de Suede, le Roi Tres-Christien fût nommé le premier, aussi bien que dans celui, que Gustave devoit fournir à Louis XIII. Gustave disant, que la prétention de Charnacé étoit une nouveauté, non seulement contraire à l'usage & au stile pratiqué de tout tems entre les Princes, mais encore injurieuse à sa dignité royale ; & protestant qu'il renonceroit pour jamais à toute alliance avec la France, plutôt que de relâcher un iota de tout ce qui appartenoit à la Couronne, qu'il avoit reçü de Dieu, & de ses ancêtres, *Vittorio Siri vol. 7. de ses Mémoires secrets.*

Le Chevalier Temple dit, que Gustave-Adolfe fut le premier des Rois du Nord ; qui prétendit, que tous les Rois étoient égaux ; & qu'un jour il dit à l'Ambassadeur de France, qui residoit auprès de lui, qu'il ne connoissoit point d'autre différence entre les Rois, que celle de leur mérite personnel. Selon ce principe, la présséance ne seroit attachée qu'aux personnes, & non point aux Couronnes, ce qui causeroit cent-mille querelles entre les Princes ; car qui seroit le juge de leur mérite, ou le Roi, qui voudroit acquiescer à ce jugement, quand il ne seroit pas en sa faveur ? Il faut donc de toute nécessité, qu'il y ait une présséance permanente attachée à la dignité des Roiaumes & des Etats, & non point à la condition personnelle des Rois, qui les possèdent. Et d'ailleurs, quand ainsi seroit que la présséance fût adjugée à un Roi par dessus tous les autres, à cause de son mérite présent, comment savoir ou prévoir, si ce Roi ne se laisseroit point corrompre à sa fortune, si dans un long regne, les plaisirs, la flatterie, l'orgueil, & tous les autres alchemens, qui accompagnent le souverain pouvoir, ne le metamorphoseroient point en fainéant, ou en tyran, comme il est arrivé à tant de Rois & de Princes, qui avoient bien commencé

à peu près semblable à celle, que François I. & Gustave I. avoient faite en 1542. contre Charles-quin. Et c'est à cete seconde ligue de la France avec la Suede, que les Princes Catholiques & Protestans d'Allemagne sont redevables de la conservation de leur liberté, & que ceux, que la Maison d'Autriche avoit dépouilléés, ont l'obligation entiere du recouvrement

ment

ment de leurs Etats. Et ceux qui parlent de cete confederation, comme d'une blessure faite à la Religion Catolique,

Les Espagnols disoient dans le Manifeste, que j'ai cité ci dessus, que les Ministres de France avoient appellé des extremités du Nord Gustave Adolfe, Roi intrus de Suede, pour rainer l'Empire d'Alemagne, & la Maison d'Autriche, & par consequent, pour éteindre la Religion Catolique, non seulement dans les païs du Nord, mais encore par toute l'Europe; & que ce n'étoit que pour faciliter à Gustave cete entreprise sacrilege, qu'ils lui avoient procuré par leurs offices une treve de six ans avec Sigismond, Roi de Pologne & de Suede; & qu'ils avoient engagé le Duc de Baviere, & les autres Princes de la Ligue Catolique à demeurer neutres, & à faire ôter le souverain commandement des armes à VValstein, afin que l'Empereur se trouvât sans General, & sans défense, lorsqu'il seroit ataqué par les Suedois.

Le Cardinal de Richelieu répond en partie à ce Manifeste, dans le premier chapitre de son *Testament Politique*. Cete Paix des Rois de Pologne & de Suede, dit-il, donna lieu à l'entreprise, que je secondai peu après, pour empêcher l'oppression des Princes de l'Empire: & ce dessein ne vous fut pas plutôt connu, que pour prévenir le préjudice, que la Religion Catolique en pouvoit recevoir, V. M. fit un traité avec lui, qui l'obligeoit à n'en point troubler l'exercice dans tous les lieux de ses conquêtes. Je sai bien, que vos ennemis, qui pensent justifier leurs actions en décriant les vôtres, n'ont rien oublié, pour rendre cete convention odieuse; mais l'innocence de V. M. est d'autant plus claire, que son Ambassadeur n'entra en aucun traité avec le Roi Gustave, que six mois après qu'il fût entré en Alemagne; & que les traités faits avec ce Conquerant, & avec plusieurs Princes de l'Empire, étoient absolument nécessaires pour le salut du Duc de Mantolie, injustement ataqué; & pour celui de toute l'Italie, que les Espagnols vouloient opprimer.

Savent si peu ce qu'ils disent, qu'il est indubitable, que si le Roi Tres-Christien ne se fût pas ligué avec Gustave, qui étoit déjà entré dans les terres de l'Empire, toute l'Alemagne courroit risque de devenir Protestante, soit par force; soit par complaisance pour le vainqueur; soit en haine de la Maison d'Autriche, qui depuis la regence des Espagnols, y étoit presque aussi haïe des Catoliques, que des Protestans, d'autant qu'elle en vouloit également à la liberté des uns & des autres. Et tout bon Catolique qu'étoit l'Electeur de Baviere, il fut néanmoins le premier, qui travailla à rabaisser cete enorme grandeur, à laquelle aspirait Ferdinand II. Veritablement, les Protestans avoient deux motifs dans cete guerre: l'un d'intérêt, qui étoit de conserver les biens ecclesiastiques, qu'ils avoient usurpez sur les Catoliques, depuis la Paix de Passaw*, lesquels Ferdinand vouloit leur ôter par l'*Edit de Restitution* de 1629. l'autre, de religion; apprehendant fort, qu'après cete restitution, l'Empereur ne leur ôtât encore la liberté de conscience. Mais à l'égard du Roi Tres-Christien, c'étoit purement une guerre

* de l'an 1552.

d'Etat, le premier article de l'alliance avec Gustave, portant, que la Religion Catholique seroit conservée dans tous les lieux de ses conquêtes, où il la trouveroit établie, sans y rien changer, ni innover; & Louis XIII. aiant toujours tenu un Ministre public dans l'armée de Suede, pour être averti de tout ce qui s'y passoit à l'égard de la Religion; & du traitement, que Gustave fesoit aux Catholiques des villes conquises. Et Gustave observa si fidelement cet article, que les Prêtres & les Moines étoient plus contens de sa domination, qu'ils ne l'avoient jamais été de celle des Princes, dont ils étoient nez sujets.

Mais puisque la Maison d'Autriche fait sonner si haut sa catholicité, il est bon de dire en passant quelque chose de cet *Edit de Restitution*, qui, au-lieu de donner le coup de mort aux Protestans, comme se le figuroit Ferdinand, qui s'en raportoit à la parole des Moines de Vienne, produisit d'abord le soulèvement de la ville de Magdebourg, dont l'Archevêque & le Chapitre étoient Protestans; puis l'union des Electeurs de Saxe & de Brandebourg avec le Roi de Suede: le premier voulant maintenir son fils, dans cet Archevêché, que le Chapitre lui avoit déferé, contre l'Archiduc Leopold, fils de Ferdinand, que le Pape en avoit pourvu; & l'autre voulant se vanger de l'Empereur, qui avoit ôté ce riche bénéfice à la Maison de Brandebourg, en la personne de Christien-Guillaume, mis au ban de l'Empire, pour avoir suivi le parti du Roi de Danemarck, qui fesoit la guerre à l'Empereur. Ce Roi me fait souvenir d'une particularité, que je ne dois pas omettre ici: c'est que Ferdinand contrevint le premier à son propre Edit, *suatum legum autor idem ac subversor*. en donnant, après la Paix de Lubek, l'Archevêché de Breme au second fils *a* de ce Roi, qui étoit Luterien, quoique, par un article de cete Paix, Christien eût renoncé positivement à tous les Evêchez d'Alemagne *b*.

a Frederic, qui en l'an 1643. fut élu Roi de Danemarck après la mort de son pere.

b *Coaluerat illa pax tali lege, ut Danus rerum Imperii, non nisi uti dux Holsatia, curam haberet, & Episcopatus in Germania non occuparet. Piasce. in Chron. ad ann. 1629. & Nani Hist. de Venise à l'année 1629.*

Ce qui montre bien que Ferdinand n'avoit point publié cet Edit, par un motif de religion, ainsi que ses Ministres le disoient;

mais seulement, pour afoiblir & ruiner les Princes Protestans; & pour être en état, en profitant de leurs dépouilles, d'opprimer ensuite les Princes Catholiques. Aussi ceux-ci ne manquèrent-ils pas de penetrer la ruse, indignez d'ailleurs de la réponse hautaine & imprudente, que *Walstein* leur fesoit, quand ils se plaignoient des contributions, & des quartiers d'hiver, où les troupes Impériales vivoient à discretion, comme parmi des vaincus; que l'Empereur aimoit mieux, que ses sujets fussent pauvres, que rebelles. De sorte que toute la Ligue Catholique s'étant assemblée à Heidelberg, il y fut résolu de prier l'Empereur, de surseoir l'exécution de cet Edit, & de licencier l'armée de *Walstein*, qui, sous couleur de le faire executer, desoloit toutes les villes de l'Empire. Enfin, l'Electeur de Baviere, qui étoit le Chef de cete Ligue, & l'Electeur de Mayence, conduisirent cete affaire si prudemment, que l'an 1630. l'Empereur aiant convoqué la Diete à Ratisbonne, dans l'esperance d'y faire élire son fils Roi des Romains, & de rendre l'Empire hereditaire dans sa Maison, il se vit, avant que d'en avoir eû le moindre soupçon, obligé d'accorder aux plaintes & aux clameurs de toute l'assemblée la deposition de *Walstein*, & par consequent, de renoncer à la domination absolüe, dont le courage de ce General lui avoit ouvert le chemin, & facilité les moïens. Voilà le succès qu'eût l'*Edit de Restitution*. Dieu ne voulant pas, que la Religion servît de voile à l'ambition; ni que la dépouille des Protestans, quoiqu'usurpateurs, fût le prix & la récompense de la politique d'une Maison, qui n'avoit point en cela d'autre but, que son agrandissement temporel. Ainsi, Henri IV. avoit bien raison de dire, que dans la guerre, que les Espagnols avoient faite aux Religionnaires, durant trente ans, ils ne s'étoient étudiés qu'à tenir la Chréienté en combustion, pour ariver plus facilement à leur but, qui étoit d'envahir le bien d'autrui, & de gourmander un chacun sous des pretextes de Religion, aux dépens même de la Religion *. Mais comme le mal va toujours en croissant, Ferdinand III. fit encore pis que son pere. Durant la négociation de Munster, le Comte de Trautmansdorff, Premier Ministre & Plenipotentiaire de l'Empereur, pour obliger les Suedois & les autres Confedrez Protestans, de traiter avec lui, sans les

* dans une de ses lettres au Duc de Luxembourg, datée du quatrieme de juin 1597.

Plenipotentiaires de France, qui étoient à Munster, demeura six mois entiers à Osnabruk, leur ofrant tous les biens ecclésiastiques, que Ferdinand II. avoit ôtez aux Princes de l'Union Evangelique, à la charge, que la Suede, & ses alliez, ne demandassent aucune des terres hereditaires de la Maison d'Autriche. Témoinage, que ces Princes sont bien plus jaloux de leur patrimoine, que de leur Religion. Il paroît même, que Ferdinand III. ne souhaitoit rien davantage, que d'attirer les Suedois dans son alliance, pour nous faire la guerre avec eux, aiant choisi exprés trois Plenipotentiaires, qui avoient été tous trois Luteriens *, afin que les Suedois en prissent plus facilement confiance en eux. Or s'il étoit permis à Ferdinand III. de faire alliance avec la Reine & la Couronne de Suede, pour faire conjointement la guerre à la France, la Maison d'Autriche ne pouvoit pas raisonnablement reprocher à Louis XIII. de s'être allié avec Gustave-Adolfe, pour la faire à Ferdinand II. Outre que, si l'*Edit de Resitution* sert à prouver le zele, que Ferdinand II. avoit pour l'accroissement de la Religion Catholique; l'infraction de ce même Edit prouvera, que Ferdinand III. n'avoit guere de conscience, ni de religion, puisqu'il donnoit si liberalement les biens ecclésiastiques à la Couronne de Suede, & à l'Electeur de Brandebourg, malgré toutes les oppositions, qu'y fesoit le Comte d'Avaux, qui en fut assez longtemps broüillé avec les Ambassadeurs de Suede, & les députez des Protestans. D'où resulte ce que j'ai déjà dit, que si le Roi de France n'eût pris lui-même la protection des Evêques Catholiques d'Allemagne, tous les Evêchez, qui n'étoient point dans les païs hereditaires de la Maison d'Autriche, couroient risque d'être secularisez, & de devenir le patrimoine des Luteriens, ainsi que les Archevêchez de Breme & de Magdebourg, & les Evêchez de Verden, de Minden, & d'Halberstat, que l'Empereur leur abandonna d'une maniere scandaleuse: au-lieu que la Landgrave Régente de Hesse, Amelie de Hanau, qui avoit tout hasardé pour le service de la France, sans vouloir jamais entendre à aucune proposition d'acommodement particulier avec l'Empereur, tandis que Melander ravageoit & brûloit toute la Hesse; ne pût, avec toutes ses instances, obtenir quatre Bailliages de l'Archevêché de Mayen-

* Maximilien Comte de Trautmanstorff, Jean-Louis, Comte de Nassau; & le Docteur Isaac Volmar.

ce, qui étoient enclavez dans ses Etats ; ni même la moindre partie de l'Abbaie de Fulde , quoique cet Electeur * fût alors tout dévoué à l'Espagne , nonobstant plusieurs grandes obligations qu'il avoit à la France. De sorte que les Catoliques d'Allemagne, qui du commencement s'étoient alarmez de la confederation des François avec les Suedois , furent à la fin édifiés du procedé de la France, & fort scandalisez de celui de la Maison d'Autriche , qui mettoit tous leurs benefices à l'encan.

* Anselme-Casimir de VVambolt.

Tout ce que je viens de dire sur l'alliance de la France avec la Suede, servira aussi à justifier celle d'Henri IV. avec Elizabet, Reine d'Angleterre, & le Roi Jâques son successeur, pour la défense des Provinces-Unies des Pais-bas, contre Philippe II. & Philippe III. Rois d'Espagne, qui firent eux-mêmes tout ce qu'ils purent, pour détacher l'Angleterre des interets de la France. Ainsi, Monsieur d'Ossat répondit tres-bien à ceux, qui lui proposoient une treve, ou une paix avec l'Espagne, à la charge de rompre avec l'Angleterre: Que le Roi, son Maître, se faisant Catolique, avoit bien renoncé aux erreurs passées, & s'étoit en cela separé de la Reine d'Angleterre, & de tous les autres Protestans ; mais qu'il n'avoit pas renoncé à la reconnoissance, à l'humanité, ni à la bonne foi des traitez, pour être capable de faire la guerre à ceux qui l'avoient aidé, & qui l'aideroient encore à se défendre contre le Roi d'Espagne, qui vouloit lui ôter la Couronne, l'honneur, & la vie ; & qu'enfin le Roi Catolique voudroit être aussi bien avec la Reine d'Angleterre, qu'y étoit le Roi Tres-Christien ; & qu'il ne demanderoit pas mieux, que de tenir un Ambassadeur auprès d'elle, comme il avoit fait auparavant, si elle en vouloit tenir un auprès de lui * : Que Charles quint étoit celui, qui avoit appris au Roi de France, & aux autres Princes, à céder à la necessité des affaires, en faisant l'Interim ; que son fils, qui passoit pour archicatolique, & qu'on disoit soutenir l'Eglise, ainsi qu'Atlas soutient le Ciel, toleroit dans ses roiaumes de Valence & de Grenade le Mahometisme, & fesoit offrir aux Heretiques des Pais-bas l'exercice libre de leur religion prétendue, s'ils vouloient retourner sous son obéissance *. Herrera, qui avoit pension de Philippe II.

* lettre 2.

* lettre 92.

* Chapitre 14. du
livre 4. de la troi-
sieme partie de
son Histoire.

pour écrire son histoire, dit, que l'Archiduc Maximilien perdit l'estime & l'affection des Polonois, qui l'avoient élu Roi, pour avoir accordé la liberté de conscience aux Protestans du royaume, lorsqu'il y entra : ajoutant, que tout le monde attribua à cete faute le malheur qu'il eût d'être fait prisonnier par le Roi Sigismond, son concurrent ; & d'être contraint de renoncer à cete Couronne, pour être mis en liberté. *

* en 1596.

Quoi qu'il en soit, si les Espagnols vouloient douter, & faire douter les autres nations catholiques, de la sincerité de la conversion d'Henri IV. parce, que depuis son abjuration, il avoit toujours persisté dans l'amitié de la Reine d'Angleterre ; & que depuis l'absolution obtenue du Pape, il n'avoit pas fait scrupule de recevoir, avec cérémonie publique, l'Ordre de la Jartière * : que veulent-ils que nous pensions aujourd'hui de la Maison d'Autriche, qui s'est liguée ouvertement avec le plus grand & le plus pernicieux ennemi de la Religion Catholique, avec un Usurpateur, qui est monté sur le trône, en foulant aux pieds les loix divines & humaines ; & avec un Faëton, qui semble n'être né, que pour metre toute l'Europe en feu.

* Philippe IV. fut le premier, qui reconnut en 1649. la Republique d'Angleterre, & Cromwell : & par une espece de foiblesse hereditaire, Charles II. a été le premier à reconnoître le Prince d'Orange pour légitime Roi d'Angleterre.

Quant aux reproches, que cete Maison fait depuis long-tems à nos Rois, d'avoir toujours entretenu correspondance avec les Otomans : Je sai bien, dit encore Monsieur d'Ossat, „ que les Espagnols ont mal parlé de cete intelligence ; mais „ je sai bien aussi, qu'elle ne leur a point été si odieuse, qu'ils „ ne l'aient recherchée eux-mêmes. Et depuis deux ou trois „ ans, le Roi Philippe [II.] a mis tous ses cinq sens de nature, „ pour faire recevoir à la Porte, en qualité d'Ambassadeur, „ Noger de Marillan, Milanois, jusqu'à corrompre nos Ambas- „ sadeurs, & nos Consuls, pour y réussir. Véritablement, c'est un „ Prince Infidele, mais tout infidele & païen qu'il est, il vit en „ paix avec les François, & ne leur fait aucun mal : au con- „ traire, il fait la guerre à ceux, qui la font à la France. D'au- „ tres Princes que les Rois Tres-Christiens ont cultivé l'amitié

„de la Maison Otomane *a* ; ceux même de la Maison d'Autri-

a Témoin les Republiques de Pologne & de Venise , toutes deux tres-chretiennes. Il est même constant , qu'une des plus fortes raisons , pourquoy les Polonois préférèrent le Duc d'Anjou à l'Archiduc Ernest , & au Roi de Suede , ses compétiteurs , fut l'ancienne alliance de la Maison des Valois avec les Princes Otomans. *Pax cum Turca tutior sperabatur*, dit André Fredro, *ob fœdera , quæ domui Valesorum cum his gentibus antiquitus intercedebant. In Henrico I. Rege Polonia.*

„che l'ont recherchée , & la recherchent encore aujourd'hui *b* ,
„& accepteroient la paix toutes les fois que le Turc la leur
„voudroit donner. Et d'ailleurs , nos Rois ne se sont jamais
„prévalus de cete alliance , que pour le soulagement & la con-
„servation des Chretiens *c* , qui sont en ces pais-là : & les Papes

b En 1598. il y avoit à Constantinople un Juif , qui négocioit au nom de Philippe II. avec la Porte , comme le marque Monsieur d'Ossat dans sa lettre 150. Circonstance d'autant plus remarquable , que ce Roi , qui étoit si scrupuleux , ne fesoit aucun scrupule de rechercher , quoique moribond , une alliance , que son pere & lui avoient toujours reprochée à nos Rois , comme une correspondance criminelle.

c Nos Rois , dit Jean de Montluc , n'ont ménagé l'amitié des Turcs , que pour les rendre plus traitables envers les Chretiens captifs. Je puis alléguer le frere du Cardinal de Trente , plusieurs Chevaliers de Malte , & divers Capitaines Espagnols , qui avoient été pris en Afrique , lesquels rendront témoignage , qu'ils ont recouvré leur liberté à la priere & recommandation de nôtre Roi Charles IX. François I. m'ayant envoyé Ambassadeur à Constantinople , j'y conduisis l'Ambassadeur de Charles-quin , & je le présentai au Grand-Seigneur , de qui je lui fis obtenir , par le credit de mon Maître , une paix honorable pour la Hongrie , que Ferdinand , Roi des Romains , étoit en grand danger de perdre. *Dans la harangue , qu'il fit aux Etats de Pologne , pour faire élire Roi le Duc d'Anjou.*

„les ont souvent remerciés des bons offices , que leurs Ambas-
„sadeurs à la Porte avoient faits en faveur de plusieurs Evê-
„ques , que la Cour de Rome y avoit envoyés , & d'une infinité
„de Chretiens de toutes les nations , qui sans cela auroient été
„oprimés & massacrés en divers endroits de l'Orient. Enfin ,
„il n'est point déshonoré d'avoir la paix avec les Infideles ,
„pourvu qu'on ne participe point à leur infidelité. *

On trouvera dans le 5. tome de nôtre Recueil quantité de Traitez faits par nos Rois avec la Hollande : mais comme ce ne seroit jamais fait , s'il falloit parler de tous , je parlerai seulement de deux ou trois des principaux ; c'est-à-dire , de ceux ,

qui ont le plus de raport à l'histoire de ce siècle, par les grands evenemens, qu'ils y ont produits.

1609.

Le premier est la Treve d'entre le Roi d'Espagne & les les Provinces-Unies. Cete Treve fut l'ouvrage de la France, & le salut de la Hollande, qui s'étant épuisée d'argent, dans une guerre de quarante ans, & se trouvant acablée de dettes, &, par consequent, hors d'état de continuer la guerre, navigeoit entre deux vents contraires, je veux dire, entre les Espagnols, sous la domination de qui elle craignoit de retomber, & le Prince Maurice de Nassau, qui, ainsi que l'ancien Arminius, vouloit devenir le souverain du pais, dont son pere & lui avoient été les libérateurs. Tant est vraie la maxime de Tacite, que les ambitieux ne prennent la défense de la Liberté, que pour bâtir leur domination sur la ruine de la puissance d'autrui*. Maurice regardoit la continuation de la guerre, comme l'unique moyen qu'il avoit de réussir dans son dessein, d'autant qu'ayant le commandement des armées, il ne lui auroit pas été trop difficile de se rendre maître absolu d'un Etat afoibli par de si longs travaux. Les Provinces-Unies, qui ne soupçonnoient rien du dessein de Maurice, contribuoient elles-mêmes, sans y penser, à ce qu'il desiroit, s'ofrant à Henri IV. de continuer la guerre, à la charge qu'il leur donnât quatre millions par an : mais l'humeur menagere de ce Prince, qui d'ailleurs vouloit amasser de l'argent pour quelque haute entreprisse, qu'on dit qu'il projetoit, lui fit preferer la gloire d'être l'arbitre d'une paix, ou d'une treve, à toutes les considerations d'Etat, qui lui devoient faire entretenir la guerre, pour donner cet os à ronger à ses ennemis. L'intérêt de Jâques, Roi d'Angleterre, étoit aussi de la faire durer, pour consumer les forces des Espagnols, dont la Reine Elizabet avoit long tems éprouvé la mauvaise volonté : mais comme il vivoit en philosophe, & dans une espèce d'indolence civile, il aimia mieux prêter l'oreille à des propositions de paix, qu'à toutes les raisons politiques de Maurice. Jean de Barneveld, le plus habile homme, & le plus a-torisé citoïen de sa République, acheva de déterminer ces deux Rois à la Treve, à laquelle ils inclinoient déjà. De sorte qu'après plus de deux ans de negociation, durant lesquels Maurice forma mille difficultés, & remplit

toute

* livre 16. de ses
Annales.

toute l'Angleterre & la Hollande de libelles contre les auteurs & les promoteurs de ce Traité, la Treve fut conclue à Anvers * pour douze ans, & les Etats reconnus libres & souverains, avec permission de trafiquer aux Indes. Mais les Espagnols voulurent, que cet article du commerce des Indes fût couché en termes ambigus & generaux, disant, qu'il ne falloit point exprimer ce mot des *Indes*, comme étant trop odieux en Espagne; & qu'il devoit suffire aux Hollandois, que la Treve fût generale, sans exception de lieux ni de personnes *. Outre que, si le Roi d'Espagne consentoit en termes exprés au commerce des Indes, les autres Princes, les allies, lui en demanderoient autant *. Mais la vraie cause, pourquoi les deputez des Archiducs refusèrent toujourns avec opiniâreté, d'accorder nommément la navigation des Indes, étoit pour contenter la vanité du Roi d'Espagne, & de son Conseil, en lui donnant lieu de pouvoir dire, qu'il n'y avoit pas consenti; & de se servir même de cete aparence envers les Portugais, qui lui faisoient de grandes instances, pour ôter ce commerce aux Hollandois *. Au reste, ceux ci se contentèrent de la promesse, que firent les Ambassadeurs de France & d'Angleterre, que les Rois leurs Maîtres seroient garans de la parole donnée par les deputez des Archiducs sur cet article, qui paroissoit d'autant plus important, que Philippe II. dans l'acte de la Donation des Pais-bas à l'Infante Isabelle, sa fille aînée, avoit expressément excepté le commerce & la navigation des Indes, sous peine d'être privée, elle, & l'Archiduc Albert, son futur époux, de la possession desdits Pais-bas, en cas de contravention a: Et ce fut

* 6. d'avril 1609.

* Lettre du President Jeannin au Roi, du 13 de fev. 1609.

* Le même dans une lettre au Duc de Sully.

* Lettres du même au Roi, du 6. de mars, & à Monsieur de Villeroi, du 8. de mars 1609.

a *Iten, es condicion, y no de otra manera, que la Infanta nuestra hija, ni alguno de sus sucesores, no puedan en ninguna manera tener comercio, trato, ni contratacion en las Indias Orientales y Occidentales, so color de qualquier titulo, ni pretexto que aya, so pena de ser devolutos los dichos Paysses baxos, en caso de tal contravencion.*

peut-être cete clause, dit le Coloma *, qui réveilla l'attention des Hollandois, & qui leur fit prendre la resolution de participer aux richesses des Indes Orientales & Occidentales, en y établissant des facteurs & des bureaux, & en y bâtissant ensuite des forteresses, comme ils ont fait depuis la Treve, au grand détriment des Espagnols, & des Portugais.

* Livre 21. des Guerres de Flandre.

Au reste , cet article , si long-tems debatù , fut conclu en ces termes : [Les sujets & vassaux de Messieurs les Etats joüiront dans tous les païs , terres , seigneuries , & domaines du Roi d'Espagne , & des Archiducs , de la même liberté & franchise , qui a été acordée aux sujets du Roi de la Grande Bretagne , en vertu du Traité de Paix fait avec lui en 1604. conformément aux articles secrets , qui ont été arêtez & conclus à Londres avec Don Juan de Velasco , Connétable de Castille *.] Mais dans le Traité de paix , que les Etats Generaux conclurent en 1648. à Munster avec le Comte de Pegnaranda , Plénipotentiaire d'Espagne , la navigation des Indes Orientales & Occidentales leur fut acordée en termes formels & positifs. *Navigatio & commercia in Orientali & Occidentalis Indiis conserventur, juxta privilegia in eum finem jam data, vel deinceps danda: & ad majorem ejus securitatem serviat præsens tractatus, & ratificatio hinc inde super eo producenda. Artic. 5.*

Il est à remarquer , que le premier instrument de la Treve d'Anvers fut un Cordelier ^a Flamand , qui en fit l'ouverture à

* *Dominicus Baudius in tract. de Induc. Belg. art. 5.*

^a Le Pere Jean Neyen ou Ney , que le President Jeannin appelle toujours le Pere Commissaire , lequel étoit fils d'un Martin Neyen , dont Guillaume Prince d'Orange s'étoit servi en plusieurs affaires de confiance.

un Marchand Hollandois de ses amis , & lequel ensuite fut un des députez des Archiducs Albert & Isabelle. De sorte que , dans l'espace de dix ans , deux Cordeliers eurent l'honneur d'avoir part à deux des plus importantes negociations de la Chretienité , savoir , *Bonaventura Calatagirone* à la Paix de Ver-
vin ; & Neyen à la Treve des Païs-bas. Et cela montre , qu'il est quelquefois tres-utile aux Princes , de se servir de personnes inconnuës , ou du moins , qui n'ont aucun caractère public , pour entamer des négociations épineuses , où l'on veut avoir la liberté de se dédire , & de desavoüer ceux , qui ont porté la parole , lorsque la proposition n'a pas réussi. C'étoit la politique de Ferdinand , Roi d'Aragon , dit le Catolique , & la Maison d'Autriche , qui a heriré de ses Etats & de ses maximes , s'en est souvent bien trouvée. L'acommodement du même Ferdinand avec l'Empereur Maximilien , qui prétendoit avoir la Régence des Etats de Castille , durant la minorité de Charles , son petit-fils , fut traité tête à tête avec ce Roi , par un gen-

tilhomme ^a de la Princesse Marguerite, tante paternelle du

^a Il s'appelloit Claude de Cilly, & avoit été Maître-d'Hôtel de Philippe I. Roi de Castille, pere de Charles-quin.

pupille : & selon Zurita, sa négociation fut si heureuse, que tout ce qu'il avoit acordé & apointé secrettement avec Ferdinand, fut confirmé ensuite par la sentence arbitrale du Roi Louis XII. & du Cardinal d'Amboise, son Premier-Ministre, que Maximilien & Ferdinand avoient pris pour juges de leurs diférends ^b.

^b Cet acord fut signé à Blois le 12. de decembre de 1509. Don Juan Vittrian en parle sur le raport de Zurita, dans le chap. 20. de son Comines, lettre A.

Le Cardinal de Richelieu se servoit ordinairement du fameux Capucin, dit le Pere Josef, pour métamorphoser les Ministres des Princes étrangers en pensionnaires, ou, pour parler plus françois, en traîtres. Le premier homme, à qui il s'expliqua du dessein qu'il avoit de rendre la Couronne de Portugal à la Maison de Bragance, fut un marchand joalier, nommé Brotial, qu'il avoit rencontré plusieurs fois chez la Duchesse d'Eguillon, à qui il vendoit des pierreries & des bijoux ^c. Lui aiant

^c J'ai appris cete particularité du feu Pere Cossart, Jésuite illustre, qui disoit la l'voir de Madame d'Eguillon même.

trouvé de l'esprit & du jugement, il l'envoia par deux ou trois fois à Lisbonne, pour sonder le gué; ce que Brotial, qui parloit bien portugais, fit avec tant d'adresse auprès des Seigneurs & des Fidalgues, chez qui il eût accès, qu'il assûra positivement Monsieur le Cardinal, qu'il ne leur manquoit qu'une occasion & de l'apui, pour changer de maître. Et ce fut sur ce fondement, que ce grand Ministre entreprit & acheva la fameuse révolution du Portugal. Tant un homme employé à propos à ce qui est conforme à son génie, est capable de donner un bon branle aux affaires de la plus grande importance.

La Treve d'Anvers aiant expiré le 9. d'avril 1621. la guerre recommença au mois de septembre suivant, au sujet de Juliers, qui fut assiégé par les Espagnols : & depuis ce tems-là, les Etats firent divers traitez avec la France, dont les assistances leur étoient absolument necessaires, contre une nation, qui après les avoir reconnus pour un peuple libre & indépendant,

1635.

prétendoit être encore en droit de les dominer. Comme il seroit inutile de parler de tous ces traitez, on ne peut pas aussi se dispenser de faire mention de la Ligue offensive & défensive de 1635. dans le sixieme article de laquelle il étoit dit : Que la „ rupture entre les deux Couronnes dureroit jusqu'à l'entiere „ expulsion des Espagnols des Païs bas, sans que ni le Roi Tres- „ Chretien, ni les Etats Generaux des Provinces-Unies, pussent „ traiter paix, treve, ni suspension d'armes, que conjointement, „ & d'un commun consentement. L'article neuvieme portoit, „ qu'au cas que l'on vinst à faire une paix, treve, ou suspen- „ sion d'armes, elle ne pourroit se conclure, que conjointement „ & du commun consentement du Roi, & des Etats Generaux, „ Et l'article 10. ajoutoit, que si lesdits Etats rompoient ouverte- „ ment avec l'Empereur, ou avec tout autre Prince de la Maison „ d'Autriche, le Roi s'obligeoit de rompre pareillement : & que „ si l'Empereur, ou quelque autre Prince de la même Maison, „ ataquoit directement, ou indirectement, le Roi Tres-Chretien, „ en sorte que Sa Majesté en vinst à une rupture ouverte avec „ cete Maison ; les Etats Generaux seroient obligez de rompre „ aussi. Ajoutez à cela l'article 2. du Traité de 1644. par lequel „ il étoit dit : Que dans les negociations de Munster, les Ple- „ nipotenciaires de France & de Hollande s'entraideroient „ & se soutiendroient reciproquement : & l'article 6. qui porte : „ que si après la paix conclue, le Roi Tres-Chretien, ou les „ Provinces-Unies, étoient ataquez directement, ou indirecte- „ ment, par le Roi d'Espagne, ou par l'Empereur, on execute- „ roit ponctuellement de part & d'autre les articles 6. 9. & 10. „ du Traité de 1635.

Cependant, en 1648. les Etats Generaux oubliant toutes les obligations, qu'ils avoient à la Couronne de France, qui seule les avoit empêché de retomber sous la domination des Espagnols, violèrent honteusement la foi de ce Traité, en concluant séparément la paix avec l'Espagne, sans y comprendre le Roi Tres-Chretien, leur perpetuel bienfaiteur & protecteur, malgré toutes les remontrances & les opositions des meilleures têtes du païs. Et ce qui rendoit cete infraction encore plus infame, c'est que ce traité particulier fut concerté & conduit sous main par Adrien Paaſ & Jean de Knuyt, qui avoient été les deux auteurs & architectes de la rupture de 1635. entre les

deux Couronnes ; & que le jour même que ce Traité fut signé, Khuyt, qui étoit le second des sept Ambassadeurs des Provinces-Unies, aiant rendu visite, avec deux de ses collègues, à nos Plénipotentiaires, sur les huit heures du soir, & promis positivement de ne rien conclure, ni signer avec le Comte de Pegnaranda, Plénipotentiaire d'Espagne, signa trois ou quatre heures après, vérifiant par ce manquement de parole, le proverbe, qui dit, que la caque sent toujours le haranc. Où il est bon de remarquer en passant, que le Cardinal de Richelieu, qui se connoissoit merveilleusement en esprits, avoit dit, après la signature du Traité de 1635. *Ces deux Hollandais ont bien la mine de nous tromper.* En effet, la suite a montré, que les Etats Generaux avoient envoyé pour Ambassadeurs en France, les deux plus fins personnages de leur pais ; & qu'ils ne s'étoient servis de nôtre alliance, & de nos armes, que pour faire à nos dépens leur condition meilleure auprès des Espagnols, selon la maxime de Ferdinand d'Aragon, qui ne signoit jamais de traitez, qu'avec cete reserve mentale : *le profit pour moi, le danger & les frais pour mes allies.**

* Le Cominet
Espagnol chap. 8.
note A.

Au reste, je ne puis comprendre, comment Wicquefort, qui décide souverainement du mérite & des actions des Ambassadeurs, & souvent sans jugement, a pû dire, que *Pegnaranda, étoit un Ministre sans experience, & sans génie*, lui, qui convient que ce Comte, en faisant consentir les Hollandois à une paix particulière, rompit toutes les mesures du Cardinal Mazarin*. Ce Cardinal même, qui n'étoit pas d'humeur à prodiguer à autrui les louanges sur la science de negocier, où il étoit grand maître, ne pût s'empêcher de reconnoître l'habileté du Comte. „Vôtre Excellence, lui dit-il dans une letre a, est un des

* Section 13. de la
seconde partie de
son Ambassadeur.

a Intitulée : *Lettre d'un François, bien informé des affaires, au Comte de Pegnaranda*, laquelle le Cardinal a toujours reconnüe pour une des siennes.

„plus grans Ministres, qu'ait aujourdui la Couronne d'Es-
„pagne. Vous avez rendu au Roi vôtre Maître, dans la Paix
„de Hollande le service le plus signalé, qu'il pût jamais
„attendre d'aucun de ses sujets. Vous avez en vôtre particulier
„acquis beaucoup de réputation, d'avoir sù, par vôtre adresse,
„separer d'avec la France, des allies, qui lui étoient si unis,

„ & si obligez, & dont les interêts, en bonne politique, devoient
 „ être à jamais communs & indivisibles. Vous avez fait éclater
 „ votre prudence, quand vous avez tout sacrifié, pour rompre
 „ le nœud de cete liaison. Temoignage, qui détruit entierement
 ce qu'ajoute Wicquefort, que Peñaranda, *n'aquis pas à Munster
 la reputation d'un habile negociateur ; & qu'il n'avoit pas l'expe-
 rience nécessaire, pour sortir avec succès d'une negociation de cete
 force.* Car s'il rejetoit toutes les propositions, qui pouvoient
 avancer l'acommodement entre les deux Couronnes, ce n'étoit
 ni par orgueil, ni par opiniâtreté, ni par incapacité, comme
 le veut Wicquefort * ; mais parce qu'il avoit ordre de ne
 traiter la paix qu'avec la Hollande seule, & de n'entendre à
 celle de France, qu'après toute esperance perdue de conclure
 un traité particulier avec cete République. Ce qui est si vrai,
 que dès le jour que ce Traité fut signé, il ne resta plus à
 Munster, que pour les formes, se roidissant toujours de plus
 en plus sur des conditions, qu'il savoit bien que les Plénipo-
 tentiaires de France n'accepteroient jamais. Si, leur disoit-il
 comme les Pivernates aux Romains ; vous voulez nous donner
 une bonne paix, elle sera éternelle ; mais si vous nous en don-
 nez une desavantageuse, elle ne sera pas de durée *. Ce qu'il
 apelloit *bonne paix*, étoit, que nous rendissions au Roi d'Espagne
 toutes nos conquêtes ; faute de quoi il declaroit, qu'il n'y auroit
 jamais de paix stable & durable entre les deux Couronnes.

* Ibid. dernière
 section.

* *Si buena nos
 la diere des, per-
 petua ; si mala,
 poco durable.*
 Paroles, qu'il
 repétoit à tous
 propos.

Au reste, ce Traité de Hollande fut plutôt un effet de la
 crainte & de la jalousie des Etats Generaux, que d'aucun dessein
 premedité de rompre avec la France. Pour en juger, il faut
 savoir, que dès le vivant du Prince d'Espagne, le Cardinal
 Mazarin avoit fait proposer, par les Mediateurs, à l'Assemblée
 de Munster le mariage du Roi son Maître avec l'Infante, à la
 charge qu'elle eût pour dot tous les Pais-bas : non pas qu'il
 crût, que les Espagnols fussent pour accepter cete condition ;
 mais seulement, pour tenir les Hollandois en respect, & pour
 les metre dans la nécessité de s'unir encore plus étroitement
 avec la Couronne de France. Le Prince d'Espagne étant venu
 mourir en mille six-cens quarante-six, Peñaranda se servit adroi-
 tement de l'ouverture faite par le Cardinal aux Mediateurs,
 pour persuader aux Plenipotentiaires des Etats Generaux, qu'il
 avoit ordre de conclure le mariage de l'Infante avec le Roi

Tres-Chretien, le Roi Catolique aimant mieux, disoit-il, procurer le repos à tous ses roiaumes, par une paix honorable, que de s'exposer à la honte de perdre les Provinces des Pais-bas, en continuant la guerre. Et cete menterie revêtue de toutes les aparences de verité, qu'un esprit artificieux fait emprunter, fit tant d'impression sur celui de ces Plenipotentiaires, que dès que la nouvelle fut en Hollande, tout le pais fut en rumeur; & les François, qui y demeuroient, en danger d'être massacrez par le peuple; & Monsieur d'Estrades même; qui résidoit à la Haie pour le service du Roi. Tant la crainte de tomber sous la domination de France avoit alarmé ces Républiquains, qui ne comprenoient que trop, que leurs sept Provinces fésant partie des Pais-bas, le Roi Tres-Chretien succederoit au droit, que le Roi d'Espagne y avoit, s'il épousoit l'Infante *a*. C'est-pourquoi, les Etats Generaux, sans deliberer

a Tandis qu'on traitoit la paix à Nimegue, les Hollandois eurent encore la même alarme, sur des avis qu'ils reçurent en 1677. de Vienne & de Madrid, que Don Juan d'Autriche proposoit une paix particulière à la France; & qu'une des conditions étoit, que l'Espagne cederoit les Pais-bas au Roi Tres-Chretien; & le Roi Tres-Chretien le Roussillon & la Sicile au Roi Catolique. *Temple dans ses Memoires du Traité de Nimegue chap. 2.*

davantage, ordonnèrent à leurs Ambassadeurs, de conclure incessamment la paix perpetuelle que Peñaranda leur offroit à ecur ouvert. De tout cela il resulte, que les empêchemens de la Paix generale avec l'Empire & l'Espagne ne venoient point du côté de la France, dont les intentions étoient bonnes & sincerés; mais du côté de l'Espagne, qui contoit sur une revolution prochaine, dont la France étoit menacée alors, parmi un nombre infini de broüillons & de mal-contens, qui vouloient profiter de la foiblesse de la Minorité. D'ailleurs, le Conseil d'Espagne, qui depuis longues années régentoit souverainement à Vienne, ne pouvoit pas s'imaginer, que l'Empereur pust jamais se résoudre à conclure la paix avec la France, sans y comprendre le Roi Catolique. Mais le Comte de Servient, qui restoit seul Plenipotentiaire à Munster, depuis le départ du Duc de Longueville & du Comte d'Avaux, tous deux suspects au Cardinal Mazarin, mania si bien cete affaire, que huit mois après le Traité de Hollande, dont il n'avoit jamais pu

1648.

* Le 24. d'octo.
bre.

empêcher la conclusion, ni par caresses, ni par menaces, lors qu'il étoit Ambassadeur à la Haie, il fit le sien avec l'Empereur, & les Etats de l'Empire, à l'exclusion du Roi d'Espagne, & du Duc Charles de Lorraine, leur allié *. De sorte que le Cardinal ne tarda guere à avoir sa revanche du Comte de Pegnaranda, qui sans doute ne fût point parti de Munster, s'il eût prévu ce coup. Sur quoi le Cardinal le raille agreablement dans la même letre, en ces termes. Avoiez donc, „ Monsieur, que si vous nous avez porté une bote franche „ dans le Traité de Hollande, la rispoite, que nous vous avons „ rendue par la Paix, que nous avons conclüe en Allemagne, „ à vôtre exclusion, vaut encore mieux. En effet, il étoit bien plus difficile de separer l'Empereur d'avec le Roi d'Espagne, que le sang & l'interest d'Etat unissoient ensemble, que de détacher la Hollande d'avec la France, à qui elle n'étoit unie, que par les liens du serment & de la reconnoissance : *infirma* [*inter principes*] *vincula caritatis*. Outre que le Roi d'Espagne se trouvant alors sans enfans mâles, l'Empereur avoit d'autant plus d'interest de le ménager, & de ne se pas brouiller avec lui, qu'en ce tems-là même il négocioit le mariage du Roi de Hongrie, son fils, avec l'Infante d'Espagne, qui étoit l'heritiere présomtive de tous les Etats de son pere ; & que les Grans d'Espagne songeoient à la marier au Duc de Savoie, dans la crainte qu'ils avoient de voir transferer le siège de la Monarchie à Vienne, & de devenir les simples courtisans des Viceroyes Alemans, que l'Empereur leur enverroit, si la succession d'Espagne venoit à tomber entre ses mains. Circonstance, qui sembloit rendre insurmontables les difficultez de la paix particuliere avec l'Empereur.

Je ne dois pas omettre ici une particularité, que le Procureur Nani raconte dans son Histoire de Venise, laquelle montre évidemment le peu d'inclination, que les Grans d'Espagne ont pour la Maison d'Autriche Imperiale. C'est que le Roi de Hongrie aiant accompagné jusqu'à Milan la Reine d'Espagne, sa sœur, qui est la mere de Don Carlos regnant aujourd'hui en intention d'aler avec elle jusqu'à Madrid, pour y épouser l'Infante, les Ministres de Philippe IV. lui firent dire, qu'il n'étoit pas à propos, qu'il passât plus avant, leur paroissant étrange & mésséant, que

que les Alemans voulussent confondre par ces deux mariages les noces du Roi Catolique avec les funerailles de sa succession *a*.

a A la fin du livre 4. de la seconde partle, sur l'an 1648. Le Marquis de Castel-Rodrigo, parlant de ce mariage, dit alors, qu'au-lieu d'une fille si jeune pour le Roi d'Espagne, il lui en faloit donner une, qui fût déjà grosse. *Lettre du Comte d'Avaux au Cardinal Mazarin, du 4. de Mars 1647.*

Pour finir l'article de la Paix de l'Empire, il ne me reste rien à ajouter, qu'une petite remarque, qui est, que les Sue-
dois assiegeoient la ville de Prague, & en tenoient déjà le châ-
teau, lorsqu'arriva la nouvelle de la Paix conclüe, qui fit in-
continent lever le siège. De sorte que la guerre de l'Empire
prit fin à Prague, où elle avoit commencé trente ans aupara-
vant, par la révolte des Protestans de Boheme, qui élurent
en 1619. pour leur Roi, Federic V. Electeur-Palatin, Chef de
l'Union Evangelique.

Mais puisque la Paix de Hollande m'a donné lieu de par-
ler du Comte de Pegnaranda, je dirai encore ici, que ce fut
lui, qui après la mort de Philippe IV. fit les premieres ouver-
tures de la Paix du Portugal, & qui en concerta si bien les
moiens avec le Comte de Sandwik, alors Ambassadeur d'An-
gleterre à Madrid, que le traité en fut enfin conclu & signé à
Lisbonne le 13. de fevrier de 1668. quoique l'année prece-
dente le Portugal eût fait une ligue offensive & défensive avec
la France, par le setieme article de laquelle le Roi Tres-
Chretien & Dom Alphonse VI. Roi de Portugal, s'obligeoient
reciproquement de n'écouter aucune proposition de paix par-
ticuliere avec l'Espagne, & de ne traiter point l'un sans l'autre;
& que Dom Pedro, devenu Régent quelques mois après, eût
promis trois fois par écrit *b*, non seulement en foi de Prince,

1667.

b Une de ces trois promesses fut exigée par la feüe Reine Marie Fran-
çoise-Elisabet de Savoie, sa femme, à qui il donna le billet qui suit.

SENHORA,

*Satisfazendo ao que Vossa Magestade foi servida mandarme sobre o
tratado da Liga, que el Rey meu senhor ajustou com el Rey Christianissimo,
pode V. Magestade segurar debaixo de minha fe, e da real palavra de V.
Mag. ao Abate de sam - Romain, que em todo o tempo, e com qualquer
poder, que eu tenha no governo deste reyno, o aprovarei, e o mandarei guar-*

dar pontualmente, e estimarei muito, que V. Mag. o queira dar assi à entender à sua Magestade Christianissima. Deos guarde a V. Mag. largos e felices annos. Corte real, 22. de novembro de 1667. O INFANTE.

* qui étoit prisonnier de guerre au château de Lisbonne, depuis quatre ans.

mais encore en foi de brave gentilhomme, (c'est l'expression dont il usoit ;), d'observer religieusement & inviolablement ce Traité, & de n'entrer en aucune négociation avec le Marquis de Liche *, ni avec le Comte de Sandwix, qui étoit venu exprès à Lisbonne, en qualité de Mediateur entre le Roi d'Espagne, & le royaume de Portugal. Tant il est fatal à la France d'éprouver l'inconstance des Princes & des Etats, que sa protection a sauvé du naufrage. Soit dit en passant, que lorsque deux Princes traitent ensemble, l'un puissant, & l'autre foible, il arrive presque toujours, que le grand est trompé par le petit, parce que le grand n'a en vûe que la reputation ; & l'autre, que l'intérêt. Celui qui est protégé, regarde la protection qu'il reçoit, comme une dette qu'il contracte, & comme une sujétion qui le deshonne ; & par conséquent, à la premiere occasion qu'il trouve de rompre ses liens, il fait banqueroute à la reconnoissance.

Tous les Traitez faits par Charles IV. dernier Duc de Lorraine, avec Louis-le-Juste & Louis-le-Grand, en sont de beaux temoignages ; & ceux qui liront sans prévention l'Histoire de ces deux regnes, & qui feront attention à routes les infidelitez de ce Duc, qui se glorifioit de ses tromperies, comme d'autant de victoires ; s'étonneront, que deux tels Rois, si souvent offensés, eussent pû lui pardonner tant de rechutes, avant que de se résoudre à le dépouiller. Cependant, un de ses Ministres a bien osé dire dans un Manifeste * : Que ce dessein étoit
 » mal fondé en sa cause, irregulier dans sa forme, violent en
 » son execution, & si dangereux en sa fin, que si l'on n'y
 » aporroit un prompt remede, il n'y auroit plus désormais de
 » respect pour les sacrées personnes des Princes ; plus d'indé-
 » pendance pour les Souverains ; plus de repos pour les peu-
 » ples ; & qu'il faudroit bannir toutes les formalitez & les pro-
 » cedures, que les Loix Civiles & le consentement commun
 » des nations avoient introduites dans le monde ; & laisser à la
 » seule force le droit de décider tous les différends, qui naî-
 » troient entre les Princes. C'est-à-dire, au compte de ce Mi-

* Intitulé, *Eclaircissmens sur les affaires de Lorraine, pour tous les Princes Chrétiens.* 1671.

nistre, que pour ne point blesser la souveraineté du Duc Charles, il eût falu, que la France, contre laquelle il formoit de jour en jour des cabales & des entreprises, eût souffert tout le mal, qu'il avoit envie de lui faire, sans en témoigner aucun ressentiment; & qu'au-lieu de se faire justice par les armes, après s'être servie en vain de la voie des Traitez, elle eût pris pour juges des démêlez, qu'elle avoit avec lui, l'Empereur & le Roi d'Espagne, qui le soulevoient contre elle. Ce Duc, non content d'avoir violé les deux Traitez de Vic de 1631. celui de Liverdun de 1632. & celui de Nancy de 1633. a. se

1631.

1632.

1633.

■ Ce fut pour toutes ces infractions, & pour le mariage clandestin de feu Monsieur le Duc d'Orleans avec la Princesse Marguerite, sœur du Duc Charles, que le 5. de septembre 1634. le Parlement donna un arrêt, par lequel ledit Duc Charles, vassal lige de la Couronne, étoit déclaré criminel de leze-majesté, felonnie, & rebellion; & tous les biens féodaux, qui lui appartenoient, tenus de la Couronne de France, médiatement ou immédiatement, retournez, réunis, & incorporez à icelle; & tous les autres biens étans en France, tant meubles qu'immeubles, aquis & confisquez au Roi..... Et pour l'infraction des Traitez, manquement de parole, & violement de foi en exécution d'iceux par ledit Charles Duc de Lorraine, le Roi étoit tres-humblement supplié d'employer sa puissance, & sa souveraine autorité, pour se faire raison à soi-même par la voie des armes, sur les autres terres & biens non situés en France, ainsi qu'il jugeroit être plus avantageux pour le bien de l'Etat, le repos de ses sujets, & la gloire de la Couronne.]

jeta ouvertement dans le parti d'Espagne, où il resta jusques en 1641. qu'il vint en France, pour y faire lui-même son accommodement, ou plutôt pour tromper encore le Roi, & le Cardinal de Richelieu. Car aiant fait à Paris un Traité, par lequel il promettoit, ainsi que par tous les precedens, de renoncer à l'alliance de la Maison d'Autriche, & de s'attacher inviolablement aux interets de la France, à qui il cedit pour jamais la propriété des villes de Stenay, Jametz & Dun, & tout le Comté de Clermont: consentant de plus que la ville de Nancy demeurât en dépôt entre les mains du Roi jusqu'à la paix generale; & que tout le reste de ses Etats fût dévolu à la Couronne de France, s'il contrevenoit à la teneur de ce Traité, en quelque façon que ce fut: Il ne fut pas plutôt de retour en Lorraine, qu'il fit de nouvelles levées de soldats, sous couleur de vouloir joindre ces troupes à celles du Maréchal de Châtillon; mais en éfet, pour faire ses conditions

1641.

meilleures avec les Espagnols, en nous trompant *a*. L'Auteur

a Ce dernier Traité étoit du 29. de mars, & au mois de juin suivant, il le rompit, & joignit ses troupes à l'armée de l'Empereur, tandis que le Maréchal de Châtillon l'attendoit devant Sedan.

du Manifeste parle bien des Traitez de 1631. 1632 & 1633 pour en justifier l'infraction, prétendant, qu'ils étoient nuls d'eux-mêmes, parce que le Duc s'étoit vû réduit à la nécessité de signer, ou de perir *; mais il s'est bien gardé de rien dire de celui de 1641. supprimant, adroitement comme font les bons Avocats, une piece, qui auroit confondu sa rétorique, & convaincu son Maître

Au reste, si c'est sagesse de savoir profiter des fautes d'autrui, le Cardinal Mazarin, qui avoit été le témoin oculaire de celles, que le Cardinal, son predecesseur, avoit faites, en se laissant fléchir par les soumissions frauduleuses du Duc Charles, est fort à lotier de la fermeté, avec laquelle il résista à toutes les instances, que le Nonce Bagni, & l'Ambassadeur de Venise * lui firent en 1648. pour le porter à rendre la vieille Lorraine à ce Duc, sans démolir Nancy. Ils lui remon-
troient, qu'il y avoit de la durété, & même de l'injustice, à vouloir qu'un Prince n'eût pas dans ses Etats, une seule place, où il pût dormir en sûreté. [J'avoue, répondoit-il, que cete condition est rigoureuse, mais il n'y a pas d'autre moien de desarmer l'inconstance de ce Prince, & de le contraindre à demeurer en paix. Ainsi, Messieurs, je vous declare, que si les Espagnols n'acceptent, dans le terme de huit jours, la restitution de la Lorraine, avec la condition, que toutes les places fortes en seront démolies, toute la negociation de Munster est rompüe.] Voilà comme le Duc de Lorraine fut la cause, ou du moins le pretexte de la continuation de la guerre. Le peuple, qui veut toujours la paix, quelque des-
avantageuse qu'elle soit, s'en prit au Cardinal, & ses ennemis, qui étoient alors en tres-grand nombre, souffrèrent si bien le feu, qu'il s'en aluma une guerre civile, qui embrasa toute la France.

Puisque j'ai commencé à parler de ce Duc, qui a été le Protée de notre siècle, j'acheverai de dire ici ce qui le regarde, pour ne point separer cete matiere. J'ai dit, que les Espagnols

* page 40.

* Batista Nani,
qui a écrit l'His-
toire de Venise de
son tems,

rompirent la négociation de Munster, sur le refus que fit la France de lui rendre ses Etats, sans raser auparavant les fortifications de Nancy, & des autres forteresses. Cete condition fit encore une des principales difficultez du Traité des Pyrénées: & ce qui montre l'extreme jalousie, avec laquelle Don Louis de Haro proceda dans l'affaire de la Lorraine, & combien le Cardinal Mazarin fut attentif à prendre toutes ses sûretés contre lui, selon nôtre proverbe, *bien assailli, bien défendu*; c'est que de tous les Princes & Etats compris en ce Traité, le Duc Charles fut celui, de qui les interets furent les plus contestez, & les plus longs à décider: témoin dix sept articles de suite, où il n'est parlé que de lui seul, savoir, depuis le 62 jusques au 78. inclusivement Il n'y a qu'à lire ces articles, pour voir, que le Cardinal avoit si bien assaisonné la restitution de la Lorraine, que ce pauvre Duc étoit hors d'état de pouvoir jamais abuser des bienfaits de la France, sans perdre du

« Quand le Duc Charles aprit de la propre bouche de Don Louis le contenu des articles, qui le regardoient, il s'en plaignit avec tant d'aigreur & d'emportement, que Don Louis fut tenté de le faire arrêter. Ensuite, il protesta, & de vive voix, & par écrit, contre ce Traité, disant qu'il n'avoit donné aucune procuration pour traiter en son nom; & que les deux Ministres l'avoient compris dans ce Traité, sans qu'il en eût témoigné la moindre envie. Et cete protestation servit de fondement au Traité particulier, qu'il fit avec le Roi à la fin du mois de fevrier 1661, ainsi qu'il est énoncé positivement dans le préambule de ce Traité.

1661.

jour au lendemain tout ce qu'on lui rendoit, comme il arriva effectivement en 1669. Sur quoi l'Auteur des ECLAIRCISSEMENTS SUR LES AFFAIRES DE LORRAINE, a eû quelque raison de dire, [que c'étoit rendre la Lorraine, comme le chat lâche la souris, pour se jouer avec elle; & que ce Duc n'en étoit plus que le fermier & le *custodinos* pour le Roi de France, qui empruntoit le nom du Duc, pour la posséder avec moins d'envie *.] Quant à ce qu'il veut inferer de là, qu'il y avoit de l'injustice & de la violence dans ce procedé, il est aisé de répondre, que ce n'est point une injustice, mais au contraire une justice, que le Prince doit au repos de ses sujets, de mettre un frein à l'infidelité d'un voisin, qui l'a souvent trompé. Et j'ai pour garant de cete maxime un Cardinal, qui n'en a jamais enseigné que de bonnes, & qui avoit la conscience aussi délicate que l'esprit. [S'il vous arrive mal, dit-il dans une lettre à M. de Villeroy, de vous

* pages 77. 81.
& 83.

être fiez à un Prince si perfide, (il parle du Duc de Savoie ,) ce ne sera point lui, qui vous aura trompez à cete fois, ce sera vous-mêmes. La premiere tromperie est du trompeur, mais la seconde est à bon droit imputée à celui, qui s'est laissé tromper *.] Ainsi, le Cardinal Mazarin ne fit rien à l'égard du Duc Charles, qui ne fût juste, & même necessaire : & s'il eût fait autrement, ç'eût été une faute inexorable, & qui auroit deshonoré tout son Ministère. Et rien ne peut mieux justifier son procedé, que la réponse qu'il fit au sieur de la Chaussée, qui le vint trouver à Saint-Jean de Luz de la part de ce Duc : [Qu'après tout ce que Monsieur de Lorraine avoit promis & ratifié, avec protestation expresse de vouloir perdre tous ses Etats, au cas qu'il y manquât ; c'étoit un traitement bien favorable, que le Roi lui fesoit, de lui rendre toute la Lorraine, aux conditions portées par le Traité de Paris, puisque depuis ce Traité, il avoit continué, avec plus d'opiniâtreté, que jamais, de servir l'Espagne contre la France : & que la generosité du Roi étoit d'autant plus grande, que le Roi Catholique, au lieu de recompenser les bons services, que le Duc lui avoit rendus par l'espace de quinze ans, l'avoit tenu prisonnier cinq ou six ans en Espagne. Traitement, dont le Droit des gens exemte les Princes souverains. Que l'on sçavoit par des personnes bien informées des sentimens de Don Louis de Haro, que si l'on eût voulu seulement rétablir le Prince de Condé dans les Charges & dans les Gouvernemens, qu'il avoit avant sa rebellion, il auroit cédé tres-volontiers toute la Lorraine au Roi : Que Monsieur de Lorraine se trouveroit heureux, s'il vouloit repasser dans sa memoire tant de Princes, qui avoient perdu leurs Etats, quoiqu'ils n'eussent pas fait la centieme partie de ce qu'il avoit fait contre la France : Qu'il avoit devant les yeux l'exemple tout récent de l'Electeur Palatin, qui tout protégé qu'il étoit de la France, de la Suede, & des Protestans d'Allemagne, dont les armes étoient victorieuses, avoit tenu à grande grace, de recouvrer une partie de ses Etats, en sacrifiant l'autre au ressentiment de l'Empereur, & de toute la Maison d'Autriche.]

Tout ce que je viens de dire de Charles IV. Duc de Lorraine, & du traitement, qui lui a été fait par les Couronnes de France

* d'Offat lettre
248.

Dans une lettre du
Cardinal Maza-
rin écrite de Saint
Jean de Luz, du
4. de sept. 1659.

& d'Espagne, sert à vérifier la prédiction, que Balzac avoit faite quelques années auparavant, qu'il seroit la victime des deux Empires :

*Alternis rapiunt se Teuto & Celta ruinis.
Et nisi pars uni es, prada duobus eris.*

Le 6. de fevrier 1662. il ceda par un Traité les Duchez de Lorraine & de Bar à la Couronne de France, à la charge, que tous les Princes de sa Maison fussent declarez Princes du sang roial, & comme tels capables de succeder à la Couronne immédiatement après les Bourbons; & le 27. suivant les lettres patentes en furent registrées au Parlement; mais comme l'on y ajouta une condition, qui n'étoit point dans le Traité, savoir, qu'aucun des Princes de Lorraine ne pouroit joiir des prerogatives & prééminences, qui leur étoient acordées par ce Traité, si tous ceux qui y avoient intérêt, n'y donnoient leur consentement : le Duc écrivit trois semaines après au Roi, & au Premier. President, que si Sa Majesté n'accomplissoit les conditions, auxquelles elle avoit bien voulu s'obliger, & ne fesoit verifier ledit Traité sans restriction, il le tenoit pour nul, quelque chose que l'on pust alleguer au contraire.

1662.

* Cete clause étoit absolument necessaire, car autrement tous les Princes de la Maison de Lorraine, établis en France, y auroient prétendu le titre & le rang de Princes du sang, tandis que le Prince Charles, neveu du Duc, qui n'avoit garde de consentir à ce Traité, comme fait à son préjudice, se seroit porté pour legitime heritier des Duchez de Lorraine & de Bar, lesquels il soutenoit ne pouvoit être alienez par le Duc, son oncle, qui ne les possédoit qu'en qualité d'usufruitier. Ainsi, l'Auteur des *ECLAIRCISSEMENTS* n'a pas eu raison de dire *, [que la France avoit manqué à sa promesse; ou qu'au moins elle avoit promis ce qu'elle ne pouvoit exécuter.] Car au contraire, c'étoit son Maître, qui avoit promis ce qu'il savoit bien qu'il ne pouvoit accomplir. Quoi qu'il en soit, il faut convenir franchement de ce, que dit VViquefort, que ce ne fut pas par ce Traité, que feu M. de Lionne merita l'éloge, que Saint-Evremond fait de lui, comme du plus grand politique de notre tems.

* pages 217. & 218.

Section 14. du
livre 2. de son
Ambassadeur,

TRAITEZ
AVEC LES
CANTONS
SUISSES.

JUSQUES ici je n'ai rien dit des Suisses, qui sont les plus anciens allies de la France, parce que cete matiere étant relative à dix de nos Rois, j'ai voulu la traiter tout de suite, pour en faire un abrégé historique, où l'on trouvât à point-nommé, & sous un même chapitre, tout ce qu'il importe de savoir de la correspondance, que la Couronne de France a entretenüe & entretient, depuis plus de deux-cens ans, avec cete nation.

Louis XI. fut le premier qui fit alliance avec eux, lorsqu'il n'étoit encore que Daupin de Vienne. Mais avant que de parler de ce Traité, il faut dire quelle en fut la cause.

Louis aiant pris la ville de Montbeliard, dont le seigneur avoit fait quelques courses sur les terres de France, marcha ensuite vers Bâle, pour vanger la querelle d'Eugene IV. *

* Frà Paolo dit, que le Daupin avoit reçu de l'argent d'Eugene, pour prendre les armes contre le Concile de Bâle. *Traité des Benefices, article de la Pragmatique.*

contre le Concile de ce nom, qui l'avoit déposé en 1439. & avoit élu à sa place le Duc Amedée de Savoie; & contre son père même, qui protegeoit le Concile. Les habitans se voiant donc à la veille d'être assiegez, & de tomber entre les mains des *Ecorcheurs* *, qui n'épargnoient ni femmes, ni enfans,

* C'étoient des brigands & des assassins, que le peuple surnomma ainsi à cause de leurs cruautés. Le Daupin en avoit même cinq ou six-mille, qui n'eussent fait aucun scrupule d'écorcher tous les Peres de ce Concile.

apellèrent les Suisses à leur secours, lesquels donnèrent la bataille au Daupin, & la perdirent tous avec la vie, de quatre-mille n'en étant échapé qu'un seul, pour en aller porter la nouvelle aux Cantons. Mais comme cete victoire alarma fort les Alemans, naturellement jaloux de la prosperité des François, ils armèrent si puissamment, que le vainqueur fut obligé de se retirer, de peur d'être acablé de leurs forces, qui se trouvoient beaucoup plus nombreuses que les siennes. Peu après, les Legats du Concile le sollicitèrent si vivement de vouloir entendre à la paix, que ne pouvant plus résister à leurs prieres, il la conclut à Ensisheim en Alsace, aux conditions suivantes.

il

Qu'il y auroit bonne, sincere, & perpetuelle amitié entre lui Daufin, & les Cantons & Communautéz de Basle, Berne, Lucerne, Soleure, Ury, Suintz, Underwald, Zug, & Glaris; comme aussi avec leurs Alliez, savoir, Louis, Duc de Savoie, fils du Pape Felix V. Jean, Comte de Fribourg & de Neuchâtel; Jean, Comte d'Arberg & de Valengin; & les villes de Bienne & de la Neuville.

Que tous les sujets desdites Communautéz pourroient demeurer, habiter, & trafiquer dans tous les païs de l'obéissance du Roi de France, & du Seigneur Daufin, sans nul empêchement, & sans qu'il leur fût fait aucun dommage en leurs biens.

Que tous les Nobles, qui s'étoient declarez contre la ville de Basle, ou contre les autres Cantons Suisses, se reconcilieroient parfaitement avec lesdites Communautéz; & que le Seigneur Daufin se declareroit contre ceux, qui ne voudroient pas s'accommoder avec elles.

Que ledit Seigneur ne pourroit entrer, demeurer, ni séjourner avec son armée dans les villes & terres appartenantes ausdits Cantons, où toutefois les marchands & pelerins François pourroient habiter & trafiquer avec toute liberté, à condition que la même chose fût permise aux marchands & pelerins Suisses dans les terres de France & de Daufiné.

Que si par hazard, ou autrement, il étoit contrevenu par l'une ou l'autre des parties à quelque article de ce Traité, la reparation en seroit faite de bonne foi & sans delai.

Que lesdits Cantons vouloient bien accepter la mediation du Seigneur Daufin pour leur accomodement avec le Duc d'Autriche, & la Communauté de Zurich, pourvu que ce fût sans prejudice du present Traité, qui demeureroit en toute sa force & vigueur, quand même cet accomodement ne réussiroit pas.

Que tous les Capitaines, qui se trouvoient alors avec le Seigneur Daufin, jureront sur les saints evangiles d'observer inviolablement tous les points & articles de ce Traité, sans y contrevénir jamais en aucune maniere.

Qu'en vertu de ce Traité, toutes les inimitiez, rancunes, animositez, querelles, & injures passées, seroient abolies, éteintes, & mises en oubli, comme si elles ne fussent jamais arrivées.

Après que Louis fut parvenu à la Couronne, & qu'il eût

formé dans sa tête le dessein de ruiner entierement le Duc & la Maison de Bourgogne, il regarda les Suisses comme les instrumens les plus propres à lui faciliter cete difficile entreprise. Il leur offrit, dit Comines, de beaux & grans partis, premierement vint-mille francs, qu'il donnoit tous les ans aux villes de Berne, Zurich, Lucerne, & Fribourg; & vint-mille autres, qu'il distribuoit à des particuliers, qui soutenoient ses interêts dans leurs Diètes. Il se fit leur Bourgeois & leur premier Allié, & voulut en avoir des lettres patentes *, comme d'un titre, dont il vouloit leur faire croire qu'il se tenoit très-honoré. Mais il est à remarquer ici, que bien que Louis eût fait deux Traitez avec eux, du vivant de Charles, Duc de Bourgogne, l'un du 10. de Janvier 1474. ^a & l'autre du vint-sixieme

* Chapitre 4. du
livre 6. de ses
Memoires.

1474.

^a Les articles de ce traité étoient ambigus, & Louis XI. l'avoit voulu ainsi, pour pouvoir les interpreter ensuite, selon qu'il lui seroit plus expédient.

1475.

d'octobre 1475. qui est celui, dont Comines fait mention, & dont la teneur est dans le quatrieme Tome de ce Recueil; il n'entra néanmoins ouvertement dans leur alliance, & eux à son service, qu'après la mort du Duc Charles, dont ils redoutoient la puissance à tel point, que dès qu'ils sûrent, qu'il vouloit leur faire la guerre, ils lui firent offrir par leurs Ambassadeurs, de renoncer à l'alliance de tous les Princes ses ennemis, & de le servir, au prix qu'il voudroit, de six-mille hommes contre le Roi Louis, toutes les fois qu'ils en seroient requis *. De sorte que ce fut une grande prudence à Louis XI. de se contenter, d'avoir un commerce secret avec eux, durant la vie de Charles, qui, sans doute, se fût bien gardé de leur faire la guerre, si Louis eût été leur ami declare; & qui, par consequent, n'eût pas perdu la bataille de Grançon, où Comines dit, qu'il perdit honneur & chevanee ^b. Et je crois, ajoute-

* Chapitre 1. du
livre 7. des mêmes
Memoires.

^b Le Duc Charles perdit sa reputation à Grançon, où il prit honteusement la fuite; son armée, à la bataille de Morat; & la vie, à celle de Nancy.

t-il, que ce fut une des plus sages choses, que le Roi fit onques en son tems, & plus au dommage de tous ses ennemis. Car, le Duc de Bourgogne défait, le Roi ne trouva jamais, depuis, homme qui osât lever la tête contre lui, ni contredire à sa volonté *. Enfin, c'est à la bataille de Grançon, que les Suisses

* Ibidem.

sont redevables de toute l'estime, qu'ils ont acquise dans le monde, où ils n'étoient auparavant connus, que par leur extrême pauvreté; car depuis ce tems-là, ils quittèrent la plupart le labour, pour apprendre le métier des armes: invitez d'ailleurs à cete profession, par les dons de Louis XI. de qui ils reçurent plus d'un million de florins, eux, qui n'avoient jamais manié ni connu d'or avant son regne. Ils reconnurent assez mal, envers Charles VIII. les obligations toutes récentes qu'ils avoient à son pere, qu'ils apelloient leur Maître *a*, & qui, selon Comines*, les avoit mis en la gloire du monde *b*. Car étant venu

* Chap. 10. du dernier livre de ses Memoires.

a Christianissimum serenissimumque Dominum Ludovicum Regem Francie, herum nobis pra ceteris longè gratiosorem. Dans le Prologue du Traité de 1475.

b On a dit d'eux, que le Duc Charles les avoit aguerris par le fer; & le Roi Louis par son or.

trouver Charles en Piémont, au nombre de vint-mille, au lieu de cinq-mille qu'on leur avoit demandez; & la paix s'étant faite immédiatement après leur arrivée, ils mirent en délibération, s'ils se faisoient de la personne du Roi, & de tous les principaux seigneurs qui l'accompagnoient, pour se faire paier de trois mois, qu'ils pretendoient leur être dûs, en vertu d'une clause du Traité de 1475. qui porte: *Et quamprimum nostras domos suas egressi fuerint, incipiet cursus temporis trimestris.* C'est-à-dire: [Et dès que nos gens seront sortis du pais, le quartier commencera à courir.] Si bien que pour apaiser cete mutinerie, qui venoit du dépit, qu'ils avoient de voir la paix faite, il falut leur acorder tout ce qu'ils demandoient *c*, qui montoit bien à cinq-cens mille francs. Tant est vrai ce qu'Aristofane fait dire aux Aténiens par Périclés, qu'il ne faut point nourrir le lion, si l'on ne veut en souffrir tout, après l'avoir nourri.

c Toutefois, dit Comines, ils avoient tort, car il ne leur avoit été promis qu'un mois de paiement; & d'ailleurs ils ne servoient point. Chap. 11. du dernier livre de ses Memoires. Ajoutez à cela une raison convaincante, qui est, qu'à toute rigueur, la clause qu'ils aleguoient, pour être payez de trois mois, ne pouvoit valoir, que pour cinq-mille hommes, puisque les quinze-mille autres étoient venus sans être appelés, ni demandez, & malgré qu'on en eût: de sorte qu'il faut défendre l'entrée du Piémont, pour n'en pas laisser passer davantage, comme le rapporte Comines, qui accompagnait Charles VIII. en ce voiage. C'est pourquoi Louis XII. son successeur, prit toutes les precautions nécessaires, pour obvier à ce desordre, lorsqu'il fit entrer dans

le Traité de Lucerne de 1499. cet article en termes clairs & formels : *Ad hoc cautum est, quod, si aliquis nostratum, ultra numerum à Rege positum, ad servitium Regia Majestatis sua proficisci contigerit, nulla eisdem Regia Majestas stipendia prestare debet.* C'est-à-dire : Deplus, on est convenu, que s'il arive, que quelques-uns des nôtres aillent au service du Roi Tres-Christien, outre le nombre qu'il aura demandé, Sa Majesté ne fera point obligée de leur donner aucune paie.

1484.

On trouvera dans ce Recueil un Traité de confederation fait le 4. d'aoust 1484. entre Charles VIII. & les Suisses, lequel ne contient que des promesses reciproques de vivre en bonne intelligence ensemble, & de favoriser & maintenir de part & d'autre la liberté du commerce entre les marchands de deux nations ; sauf toutefois le paiement des droits ordinaires d'entrée & de sortie : *Salvis tamen ex utraque parte teloniis consuetis huc usque introductis.*

1499.

Un an après la mort de Charles VIII. Louis XII. fit un nouveau Traité d'alliance & de confederation avec les Suisses, par lequel il leur promettoit de les assister & défendre envers & contre tous ; de leur paier en forme de pension annuelle, dix ans durant, à compter du jour de la signature de ce Traité, la somme de vint-mille francs, à raison de deux-mille francs par Canton ; & de leur donner, outre cete pension, quatre-vint mille florins du Rhin par an, lorsqu'ils seroient en guerre, & que la France y étant aussi, il ne pourroit pas leur envoyer les troupes, qu'ils lui demanderoient. Ils s'obligeoient pareillement de fournir au Roi, lors qu'ils en seroient requis, tel nombre de soldats, qu'il seroit necessaire, à moins qu'ils n'en eussent besoin pour eux-mêmes, aiant la guerre : auquel cas ils ne laisseroient pas de permettre à ceux de leurs sujets, qui voudroient servir le Roi, d'y aller sans nul empêchement, pourvû que ce fût à ses dépens.

Quant à la paie des soldats Suisses auxiliaires, il étoit dit, qu'ils auroient, chacun quatre florins d'or & demi par mois, à commencer du jour qu'ils seroient partis de leurs maisons ; outre quoi ils jouïroient de toutes les immunités & privileges, dont jouïssent tous les autres stipendiaires du Roi.

Les Cantons promettoient ensuite, de ne faire aucune paix ni treve, sans y comprendre expressément le Roi ; & de soutenir ses droits comme les leurs propres : Et le Roi pareillement, de les comprendre dans tous les Traitez, qu'il feroit avec ses ennemis & les leurs ; & de défendre leurs interests, comme

les siens propres. Enfin, les Suisses promettoient de ne point souffrir, durant tout le tems que cete confederation auroit à durer, qu'aucun de leurs sujets prît les armes contre Louis XII. ni donnât secours à pas un de ses ennemis, sous quelque pre-texte ou occasion que ce fût; & de punir ceux, qui le feroient, comme des rebelles. Protestant sincerement, qu'ils n'avoient aucune alliance, intelligence, ni liaison avec Louis-Marie Sforce, ni avec ses heritiers.

En éfet, ils en donnèrent une bonne marque à Louis XII. dès l'année suivante; car ils lui abandonnèrent ce pauvre Duc ^a, qui se servoit d'eux au recouvrement du Duché de Milan, où rentrèrent ainsi les François, qui en moins d'un an le conquirent, le perdirent, & le regagnèrent.

^a Guichardin dit, que les Suisses aiant promis à Louis Sforce, de le conduire en lieu de seûreté, ils l'indiquèrent eux-mêmes aux Capitaines François, tandis qu'il marchoit en rang parmi eux, habillé & armé comme un soldat Suisse. *A la fin du livre 4. de son Histoire.* Le Nardi dit la même chose au commencement du livre 4. de son Histoire de Florence.

Après cete heureuse expédition des François, les Suisses s'en retournant en leur país, se saisirent de la ville de Bellinzone, qui ferme le passage des montagnes de ce côté-là. D'abord les François, qui avoient alors le vent en poupe, eussent pû ravoïr cete place pour une mediocre somme d'argent, mais les Suisses aiant eû le loisir d'en considerer l'importance, & reconnu, que c'étoit une porte, par où ils entre-roient dans le Milanés toutes les fois qu'ils voudroient, s'ostinèrent à la garder, sans qu'on pût jamais la tirer d'entre leurs mains. Desorte que Charles d'Amboise, Gouverneur du Milanés, si connu dans l'Histoire sous le nom de seigneur de Chaumont, fut obligé de faire un Traité avec les Cantons d'Ury, Suitz, & Underwald ^b, par lequel il leur cedit &

1503.

^b Ce Traité fut conclu à Arona, au Camp devant Locarne, qui est un des quatre Bailliages, que les Suisses appellent les *Bailliages de delà les Monts*.

transportoit, au nom du Roi son Maître, la ville & tout le territoire de Bellinzone, avec deux villages au delà du Mont-Cenis, qui n'avoient jamais été de la juridiction, ni de la dépendance du Comté de Bellinzone. Prometant de plus, que Louis XII. enverroit au plutôt des Ambassadeurs aux Liges,

pour confirmer & renouveler les Capitulations faites entre les Ducs de Milan & la Nation Heivétique, comme aussi tous les privileges, exemptions, & immunités, que Louis Sforce leur avoit tout nouvellement acordez touchant le commerce : lesquels privileges s'étendroient à tous ceux de leurs aliez & adherans, qui avoient été compris dans leurs anciennes confederations, & pareillement aux habitans du Comté de Bellinzone & de Walbrune. Enfin, il étoit dit, que tous les prisonniers de guerre, faits de part & d'autre seroient mis en liberté, & renvoiez sans rançon, & pourroient, sans nul empêchement, retourner au service de leurs premiers Maîtres ; & que ceux de la Ligue-Grise remettoient Jean-Jaques Trivulce, Maréchal de France, dans son premier état, attendu que ce seigneur étoit ancien serviteur de la Couronne de France : d'An boile protestant, que, sans cela, il ne seroit point obligé de faire ratifier ce Traité au Roi Tres-Chretien son Maître, Louis XII. le ratifia à Lion, le 24. de mai 1503. sous le titre de ROI DE FRANCE, DE NAPLES, ET DE JERUSALEM, & de DUC DE MILAN, &c.

En 1509. le même Roi aiant refusé aux Suisses une augmentation de vint-mille livres ^a par an, parce qu'ils la lui demandoient avec menaces ; & aiant apellé les Ligues-Grises à son service : ils s'en tinrent si ofensez, qu'ils se mirent à celui du Pape Jules II. son ennemi mortel, pour une pension de mille florins par Canton, tout glorieux du titre, qu'il leur donnoit de Défenseurs du Saint-Siege. Titre, dont la plupart des Papes ont été plus liberaux, que de leur argent.

^a Le même Guichardin dit, que tous les Ministres de Louis XII. étoient d'avis d'accorder aux Suisses l'augmentation, qu'ils demandoient, remontrant à leur Maître, combien il lui importoit de ne pas perdre l'amitié de ceux, dont les armes l'avoient rendu redoutable à tous ses ennemis, *Livre 9. de son Histoire.*

En 1513. ils désirèrent presque toute l'armée françoise, qui assiegeoit le Duc François Sforce dans Novare, d'où ils vinrent ensuite en Bourgogne, où ils assiégerent Dijon, bien resolu de ravager les meilleures Provinces de la France, s'ils eussent pris cette ville. Mais le seigneur de la Trimouille, qui se trouvoit dedans, arêta prudemment l'orage par le Traité qu'il fit avec eux, promettant de leur faire donner six-cens

mille écus par le Roi ; & qu'outre cela , le Roi renonceroit au Duché de Milan ; abandonneroit le Concile de Pise , convoqué contre Jules II. & se soumettroit à celui de Latran. Il est vrai, que Louis XII. ne voulut pas ratifier ce Traité , que la Trimouille avoit conclu sans ordre ; mais il ne laissa pas d'en être tres-obligé à ce seigneur , qui sauva le royaume par un trait de plume. Car si, Dijon pris, les Suisses fussent venus jusqu'à Paris , tandis que l'Empereur & le Roi d'Angleterre étoient en Picardie , avec une armée de plus de cinquante-mille hommes , que fût devenue la France ? C'est en ces rencontres , qu'un bon sujet doit aler , tête baissée , au salut de l'Etat , sans regarder à droit , ni à gauche ; sans s'amuser aux formalitez , qui , dans les necessitez pressantes , sont la ruine des affaires ; sans se soucier du desaveu du Prince , ni même de son indignation , qui , tôt ou tard , se convertit en estime & en reconnoissance , s'il est homme d'esprit. Enfin , c'est dans ces occasions , qu'il se faut dire à soi même : *Il y a du danger pour moi , mais il n'importe , si je pers les bonnes grâces du Prince , je sauverai l'Etat , & la postérité me fera justice.* Et le Cardinal d'Ossat étoit bien de ce sentiment. Il s'en trouvera , dit-il , „ dans une de ses lettres à Henri IV. qui diront , que j'ai été „ bien hardi , de promettre l'article des douze cautions , & je „ le confesse moi-même : mais outre que , sans cela , je n'eusse „ pu rien faire , la raison & l'expérience m'ont appris , qu'és „ grandes affaires , pour éviter un grand mal , & obtenir un „ grand bien , il faut oser quelque chose , & se résoudre à tems „ & à point , pour sortir d'un mauvais & dangereux passage le „ plutôt & le mieux que l'on peut. Outre que si j'eusse envoyé „ vers V.M. pour avoir ses ordres , l'occasion d'accommoder cete „ affaire eût pu se perdre pendant ce délai , pour les accidens „ qui peuvent survenir d'heure en heure. Le Cardinal Mazarin , qui savoit parfaitement negocier , autorise aussi cete maxime dans une de ses lettres. Je considere quelquefois , dit-il , „ qu'un Ambassadeur ne pourroit pas se résoudre à porter les „ affaires , comme je fais , parce qu'il craindroit d'être desavoué , „ & d'être rapellé de son Ambassade avec peu d'honneur. „ Ainsi , je vois que c'est un grand avantage pour les Rois , „ quand ils emploient , dans les grandes affaires , des personnes , „ qui étant pleinement assurées de leur bienveillance , nego-

* Lettre du 30.
d'août 1659. écrite
de Saint-Jean
de Luz à M. le
Tellier.

„cient hardiment, & n'hésitent point à proposer de leur chef des expédiens, pour les terminer avantageusement; *

Des que François I. fut parvenu à la Couronne, l'Empereur, le Roi d'Aragon, les Suisses, & François Sforce, firent une Ligue contre lui, pour le contraindre à renoncer au Duché de Milan : & six mois après, le Pape Leon X. entra dans cete Ligue, lors qu'il vit le nouveau Roi entrer en Italie, croiant que sa tiare donneroit un grand poids aux affaires. Mais après que François eût gagné la fameuse bataille de Marignan ^a, qui fut suivie du recouvrement du Duché de Milan, Leon, suivant la coutume des Papes, de se ranger toujours du côté des plus forts, se hâta de faire son accord particulier avec ce Prince ^b,

^a Guichardin raconte, que Jean-Jâques Trivulce, l'un des plus grands Capitaines de son siècle, disoit, que ce n'étoit pas des hommes, mais des geans, qui avoient combattu à la bataille de Marignan; & que les dix-huit autres, auxquelles il s'étoit trouvé, n'étoient, en comparaison de celle-ci, que des batailles d'enfans.
Livre 12. de son Histoire.

^b Le Nardi dit, que Leon X. s' alarma d'autant plus de la victoire de François I. qu'il appréhenda, que le vainqueur ne reunît en liberté la Ville & l'Etat de Florence, dont le gouvernement étoit entre les mains des Médicis. *Livre 6. de son Histoire de Florence.* Le Pape & le Roi s'entrevinrent à Boulogne, vers la fin du mois de decembre; & ce fut dans cete entrevüe, que la Pragmatique fut abolie.

sans vouloir attendre la résolution des Suisses, qui tenoient leur Diète; ni la réponse de l'Empereur, qui n'étoit pas fort éloigné. Le Roi d'Aragon étant mort en 1516. & Maximilien, qui n'avoit plus d'argent, pour continuer la guerre qu'il faisoit depuis l'an 1509. aux Venitiens, aiant accepté la Paix de Noïon, & rendu Verone à la Republique de Venise, les Suisses s'épouvantez de ce qui leur étoit arrivé à Marignan; firent leur paix avec le vainqueur, qui leur acorda la somme de quatre-cens mille écus, pour aquiter le Traité de Dijon; & trois-cens mille autres pour leurs pensions, payables en trois termes, specifiez dans l'article 6. avec promesse aux Grisons, de leur donner les mêmes apointemens, qu'ils recevoient de Louis XII. son predecesseur *. Cete Paix fut negociée en partie par un Gentilhomme Milanés, nommé Galeas Visconti, qui étant banni de sa patrie pour quelque offense faite à François I. merita par ce service la permission d'y retourner, & fut depuis honoré de la bienveillance & des bienfaits de ce grand Prince. *

Paix perpetuelle
de 1516.

* article 10.

* Guichardin à la
fin du livre 12. de
son Histoire.

En 1521. ils firent une action tres-generouse en faveur du même Roi, qui venoit de perdre Milan. Car le Cardinal Jules de Medicis leur avoit envoie au nom du Pape Leon X. l'Evêque de Veruli, pour essaiër de les détacher de l'alliance de la France, & pour les attirer au service du Pape, qui vouloit, à quelque prix que ce fût, achever de chasser de l'Italie les François, qu'il regardoit comme les anciens amis des Florentins; & par conséquent comme les plus dangereux ennemis des Medicis, qui les avoient opprimez: ils ne se contentèrent pas de rejeter les offres du Cardinal, mais encore ils firent mettre en prison cet Evêque, pour montrer au Pape, qu'ils étoient à l'épreuve de ses corruptions.*

* Nardi livre 6.
de son Histoire.

En 1531. François I. leur rendit la pareille, lorsque l'Ambassadeur de l'Empereur le vint solliciter de la part de son Maître, de vouloir contribuer à la guerre, que les Cinq Cantons Catholiques faisoient alors à ceux de Berne & de Zurich, au sujet de la Religion. Car il répondit résolument à cet Ambassadeur, que toute la Chretienté savoit l'ancienne alliance, qu'il avoit avec les Suisses; & qu'après avoir donné à l'Empereur deux millions d'or pour sa rançon, il se garderoit bien de se mettre en nouvelle dépense, en se mêlant de cette guerre: que les deux parties aiant prié ses Ambassadeurs* residans à Soleure, de les mettre d'accord par une bonne paix, il ne pouvoit pas honnêtement se declarer en faveur des uns contre les autres, & d'arbitre qu'il étoit devenir partie. Enfin, que si Madame sa mere lui avoit laissé de l'argent, il vouloit le garder pour la defense & la conservation de son royaume*. Et peu de jours après, il reçut en effet la nouvelle de la paix faite par l'entremise de ses Ambassadeurs entre les Cantons Catholiques, & ceux de la Confession d'Ausbourg. Et les uns & les autres s'en tinrent si obligez, que, pour lui en témoigner leur reconnoissance, non seulement ils lui acorderent, l'année suivante, une levée de dix mille hommes de leur païs, avec offre de lui en fournir tel nombre qu'il voudroit, mais encore ils chassèrent honteusement l'Ambassadeur, qui résidoit auprès d'eux de la part de l'Empereur, lui reprochant, que toutes les cabales qu'il faisoit, pour les détacher des interets de la France, ne tendoient qu'à les détruire eux-mêmes.*

* les sieurs Meigret & Dangerant

* lettre de François I. à François de Dinteville Evêque d'Auxerre, son Ambassadeur à Rome, du 21. de novembre 1531.

* lettre d'Anne de Montmorency au même Ambassadeur, du vingt. six. d'août 1532.

En 1549. ils renouvelèrent avec Henri II. l'alliance perpe-

tuelle, que le Roi son pere avoit faite avec eux, malgré toutes les opositions, Iqu'y firent les Cantons Protestans, qui n'étoient que trop informez du cruel plaisir, que ce Roi prenoit à faire & à voir brûler à Paris les Lutériens & les Calvinistes.

1551.

En 1551. Henri, qui avoit alors besoin de leur amitié, leur accorda quelques nouvelles franchises pour ceux de leurs sujets, qui frequentoient les foires de Lion : & l'année suivante, pour se les rendre encore plus affectionnez, il leur fit l'honneur de les choisir pour parains de son quatrieme fils, qu'ils nommerent Hercule, lequel prit le nom de François, après la mort du Roi son pere.

Pour François II. & Charles IX. ils furent assez ocupez à traiter, malgré qu'ils en eussent, avec les Huguenots de France. Ainsi, l'on ne trouvera point ici de traitez faits de leur tems.

1579.

En 1579. Henri III. en fit un particulier avec les Cantons de Berne & de Soleure, qui alarmez des bruits, qui couroient de plusieurs entreprises, que le Duc de Savoie formoit contre la ville de Geneve, leur alliée par combourgeoisie, avoient imploré son secours & son assistance, pour maintenir & conserver cete ville, & son territoire, en l'état, où elle se trouvoit alors, de peur que venant à changer de main, la paix & tranquillité generale du Païs des Lignes, dont elle est une des clefs & des boulevards, n'en fût troublée, & qu'il ne s'alumât en ce pais-là quelque guerre, dont le feu se répandît dans les Etats des Princes voisins. Et c'est pour cete même raison, qu'Henri IV. fit comprendre la ville de Geneve dans la Paix de Vervin : non pas nommément, de peur de choquer le Pape; mais sous la clause generale, des *Alliez & Confederez des Seigneurs des Lignes*. Et quant à l'interest qu'avoit la France, de proteger Geneve contre les Ducs de Savoie, le Cardinal d'Osât en parloit tres pertinemment, lors qu'il representoit à la Cour de Rome, que cete protection importoit à la Couronne de France, non pour aucune affection, que le Roi Tres-Christien portât à cete ville, qui par la contagion de l'heresie avoit causé tant de maux à son royaume; mais parce que c'étoit le seul passage, que la France eût pour faire venir les Suisses, quand elle en auroit besoin; & qu'ainsi elle ne devoit pas souffrir, que ce passage lui fût fermé *. Et parlant de

l'entreprise, que le Duc Charles-Emanuel fit sur Geneve à la fin de 1602. il dit, que ce fut de concert avec les Espagnols, pour donner lieu au Roi de France de recommencer la guerre, & pour faire tomber sur lui toute la haine de de l'infracti-
on de la Paix, comme il seroit arrivé sans doute, si cete
entreprise eût réüssi au Duc, qui savoit tres-bien, que
Henri IV. ne le laisseroit pas joüir paisiblement de Geneve;
& que la guerre, qu'il lui feroit au sujet d'une ville, qui est le
siege & le souverain tribunal du Calvinisme, le rendroit odieux
au Pape, & à tous les Princes Catoliques *. De quoi les Es-
pagnols pretendoient tirer un grand avantage.

Le Journal du regne d'Henri III. fait mention d'une Am-
bassade des Cantons Suisses, venue à Paris en 1582. pour
demander le paiement de leurs pensions; & de la reponse,
qu'ils firent à ce qu'on leur dit, que le Roi n'avoit point d'ar-
gent: Qu'il n'étoit pas croiable, qu'il en manquât, lui, qui
pour celebrer les noces d'un simple gentilhomme, (c'étoit
le nouveau Duc de Joyeuse,) venoit de dépenser douze-cens
mille écus, en habits, en festins, en tournois, & en masca-
rades: qu'au contraire, il falloit qu'il eût de grands tresors
amassez dans ses cofres; ou qu'il eût perdu l'esprit, s'il n'a-
voit pas gardé de quoi paier ses detes, ni de quoi subvenir
aux autres besoins de son Etat. Mais Henri, que ses Mignons
avoient plongé dans le luxe, ne profita guere d'une si bonne
leçon. Au reste, les Suisses avoient alors d'autant plus de
sujet de se plaindre, qu'il leur étoit dû des sommes immenses,
puisqu'aux Etats de Blois de 1576. il se verifia, que les inte-
rests échus montoient déjà à quatre-mille cinq-cens livres par
jour. *

Henri IV. étant parvenu à la Couronne, se trouva dans un
si mauvais état, que bien loin de pouvoir paier aux Suisses
tout ce qui leur étoit dû de leurs pensions, il n'avoit pas seu-
lement la vintieme partie de ce qu'il lui falloit pour soutenir
la guerre contre la Ligue. De sorte qu'il fût à la veille d'être
abandonné des Cantons, dans un tems, où leur amitié lui étoit
absolument necessaire: mais il sortit heureusement de cet em-
barras, par la prudente resolution de François Hotman Mor-
fontaine, son Ambassadeur en Suisse, qui faisant bouclier de
son zele pour le bien de l'Etat, contre les jugemens de la Cour,

* Lettre 325.

* Memoires
de Guillaume de
Taix, Doien de
l'Eglise de Troies,
& son député aux
dits Etats.

y vint sans permission, pour représenter de vive voix au Roi le danger prochain, où il étoit de perdre l'amitié des Suisses, s'il ne se hâtoit de leur donner quelque satisfaction capable de les retenir dans son alliance. Et cela réussit si bien à Morfontaine, malgré les Ministres du Roi, qui lui fesoient un crime d'Etat ^a d'être venu sans ordre, que le Roi lui en fût très bon gré, & le renvoya avec une somme d'argent, dont les Suisses voulurent bien se contenter, pour le présent, quoi qu'elle fût médiocre: tant ils furent édifiés de la sagesse & de la constance de l'Ambassadeur. Cela se passa en 1598.

^a à cause d'un axiome politique, qui dit: *injustu redire, est legationem deferere.*

Traité de Soleure
de 1602.

En 1602. Henri IV. renouvela avec eux l'ancienne alliance & confédération de Louis XI. de Louis XII. & de François I. pour lui, & pour le Dauphin, son fils, & son futur successeur, après la mort duquel il étoit dit, qu'elle durerait encore huit ans. Tous les articles de ce Traité sont si clairement énoncés, qu'il n'y faut point de commentaire. Il suffit de remarquer, qu'Henri y prend la qualité de DUC DE MILAN, COMTE D'AST, & SEIGNEUR DE GENNES, pour renouveler & conserver les prétentions & les droits de la Couronne de France sur ces Duché, Comté, & Seigneurie: per-
 » metant néanmoins aux Cantons Catholiques d'entretenir l'al-
 » liance défensive, par eux faite avec le Roi d'Espagne en
 » 1587. & mille cinq cens.... pour la défense du Duché de
 » Milan, pourvu que lesdits Cantons, joilliez avec l'Espagne,
 » gardent & observent le Traité d'alliance fait avec la Cou-
 » ronne de France, en tout ce qui concerne les royaumes de
 » France & de Navarre, & les terres cédées par le Duc de
 » Savoie, par le Traité de Lion du dix-septième de Janvier mille
 » six-cens un *. Ce Traité avoit été ébauché par Morfontaine,
 dont je viens de faire l'éloge: mais ce Ministre étant mort à
 Soleure au commencement de cette négociation, elle fut con-
 tinuée par Emeric de Vic. qui fut Garde des Sceaux en 1621.
 puis par Nicolas Brulart de Sillery, fait Chancelier en 1607.
 & enfin achevée par le Maréchal de Biron, qui y trouva moins
 de difficulté, que les deux autres, parce qu'il étoit porteur de
 quatre ou cinq-cens mille écus effectifs.

* art. 1. 3. & 4.
de la Déclaration
d'Henri IV. en
faveur des Can-
tons Catholiques.

1658.

En mille six-cens cinquante-huit, Louis-le-Grand renouvella cete alliance, & confirma tous les anciens traitez faits depuis deux-cens ans avec les Cantons Suisses, & particulièrement le Traité de la Paix perpetuelle d'entre François I. & lesdits Cantons *, lequel a toujours servi de base & de fondement aux confederations suivantes : declarant, que celle-ci „ durerait tant & si longuement, qu'il plairoit à Dieu lui con-
 „ server la vie, & encore huit ans après sa mort * ; sans que ni
 „ lui, ni eux, pussent quitter cete alliance pour quoi que ce fût,
 „ sinon, qu'il y eût causes raisonnables & declarées par droit,
 „ suivant le dernier article du Traité de la Paix perpe-
 „ tuelle. *

* dans la Pré-
face du Traité.

* article 1.

* art. 2. expliqué
par le 18.

Au reste, le Roi, à l'exemple de son aieul Henri-le-Grand, prend aussi dans ce Traité, ainsi que dans le suivant, les titres de DUC DE MILAN, COMTE D'AST, ET SEIGNEUR DE GENNES.

Le deuxieme de Janvier de cete même année, le Roi ratifia un Traité particulier fait à Paris, le douzieme de decembre precedent, par le Comte de Brienne, son premier Secrétaire d'Etat, avec Henri d'Orleans, Duc de Longueville, Prince souverain de Neuchastel, & de Valengin, en Suisse.

1658.

Il est dit par ce Traité, Qu'il y aura confederation & amitié perpetuelle entre le Roi & la Couronne de France, & le Seigneur Duc de Longueville, ses enfans, successeurs, & les villes, communautéz, sujets, & habitans des Comtez de Neuchastel & Valengin : Que toutes les fois que le Roi voudra faire des levées, il sera permis aux soldats de ces deux Comtez de s'enroller au service de Sa Majesté, en tel nombre qu'ils voudront, après que ledit seigneur Duc, leur Prince, en aura été requis, sans en pouvoir être empêchez, ni rapeliez directement ou indirectement, ni se retirer sans congé de Sa Majesté, ou de ses Licutenans Généraux : Que ces soldats, & leurs capitaines & officiers, seront paieés de la même maniere que les Suisses sujets des Cantons, tant pour la levée, que pour la solde : Que les habitans desdits Comtez jouiront en France des mêmes droits, exemptions, franchises, & privileges, dont jouissent les sujets des Cantons & Liges de Suisse : en sorte que s'il est acordé quelque nouveau privilege ausdits Cantons,

il s'étendra aussi aux habitans desdits Comtez, que Sa Majesté veut traiter & gratifier comme le reste de la Nation Suisse : à condition que les soldats & gens desdits Comtez ne pourront s'enroller, ni venir en guerre contre le service du Roi, & de la Couronne de France, sous quelque pretexte ou occasion que ce soit ; & qu'ils s'oposèrent de toutes leurs forces aux ennemis du Roi, qui voudront passer par leurs terres.

Que le Prince de Neuchâtel donnera libre passage aux troupes, que Sa Majesté appellera à son service, soit Suisses, ou autres étrangers, à la charge de paier leur dépense, de ne passer que quatre-cens hommes ensemble, & d'avertir auparavant le Gouverneur desdits Comtez, de leur passage, afin qu'il puisse pourvoir aux choses nécessaires : Que si ledit Prince est ataqué dans ses Etats, ou molesté & troublé dans la jouissance de ses droits de souveraineté, le Roi lui donnera aide & secours envers & contre tous : s'obligeant pour lui, & pour ses successeurs, de lui envoyer, aussi-tôt qu'il en sera requis par ledit Prince, ou ses successeurs, deux-mille hommes de pied, & deux cens chevaux, à ses frais & dépens. Promettant aussi de le comprendre dans son alliance generale avec les Cantons, & dans tous les traitez, qu'il fera à l'avenir avec tous les autres, soit Rois, Princes, ou Republiques, si ledit Prince requiert d'y être compris.

De plus, Sa Majesté, pour témoigner sa confiance aux habitans de Neuchâtel & de Valengin, agréé, qu'il y ait dans son Regiment des Gardes Suisses, deux Compagnies de soldats originaires desdits Comtez, lesquels seront commandez par des Capitaines & Officiers du même pais, ainsi que tous les autres, qu'elle pourra lever dans ces Comtez.

1663.

En mille six-cens soixante-trois, le Roi fit encore un autre Traité d'alliance avec les Treize-Cantons Suisses, par lequel „ disant : Que Dieu a beni son mariage par un heureux com-
„ mencement de lignée, il declare, qu'il veut, que son fils, qui,
„ avec l'aide de la Divine Bonté, lui succedera à la Couron-
„ ne, soit élevé en la bienveillance & amitié, que les Rois ses
„ predecesseurs, & lui, à leur exemple, ont eue continuelle-
„ ment pour les Seigneurs des Ligues des Hautes Allemagnes,
„ afin qu'en cete consideration il ait part à la susdite alliance,
„ confederation, & mutuelle intelligence ; laquelle lui Roi,

„ & lesdits Alliez & confederez, veulent & entendent être de
„ bonne foi & inviolablement observée, sans rien innover, di-
„ minuer, ni ajouter au Traité de la Paix perpetuelle, fait &
„ passé avec le Roi François I. & sans vouloir s'en départir en
„ aucune façon, sinon en ce qui seroit déclaré par celui-ci.

Et dans le premier article il est dit, que cete alliance durera tant & si longuement, que Louis XIV. & son fils vivront, & huit ans après leur mort.

Ce Traité ne difère en rien du precedent, sinon en ce que Monseigneur le Dauphin est compris dans tous les articles de celui-ci avec le Roi son pere, en qualité de successeur futur; & que les deux actes, ou instrumens, qui avoient été dressiez de l'autre, l'un signé par une partie des Cantons dès l'an 1653. 1654. & 1655. & l'autre, par les autres Cantons, en 1658. seulement, sont redigez en un par ce dernier Traité, ainsi qu'il est marqué dans le prologue.

En 1674. la Maison d'Autriche fit tous ses efforts, pour détacher les Cantons Suisses de nôtre alliance & de nos interets, tâchant de leur persuader, que le Roi vouloit s'agrandir à leurs dépens; & que si une fois la Franche-Comté tomboit entre ses mains, c'étoit fait de leur liberté, & de leur repos. Mais le Roi, pour contremener les artifices & les calomnies de ses ennemis, aiant fait proposer la neutralité pour cete province, & l'Empereur, & le Roi d'Espagne, ne l'aïant pas acceptée: les Suisses, qui reconnurent visiblement, que les Espagnols ne cherchoient qu'à les afoiblir, en leur ôtant leur principal allié, en furent si indignez, que la France eût depuis plus de credit que jamais parmi leurs Cantons. De sorte que le Roi n'eût point de peine à obtenir d'eux, de ne point donner passage par leurs terres, à ceux, qui voudroient l'empêcher de s'emparer de la Franche Comté.

Le dernier Traité du Roi avec les Suisses est celui, que Monsieur Amelot de Gournay, son Ambassadeur, a fait au mois de janvier de 1692. avec la Ville & Republique de Berne, pour l'aquit de la somme de cinq-cens cinquante-quatre mille huit-cens livres en principaux portans interets; & d'une autre somme de quatre-cens quatorze-mille quatre-cens soixante-deux livres, en interets échus; lesquelles selon le calcul fait en 1691. étoient dûes de reste à ce Canton.

Il est dit par ce Traité, que le Roi, jusqu'à l'entier & parfait paiement de ces deux sommes, & des interêts qui écherront à l'avenir, fera fournir annuellement, & de quartier en quartier, à la Ville de Berne, par les Fermiers des salines de Franche-Comté, la quantité de cinq-mille cinq cens boffes, & sept-mille cinq-cens charges de sel bien cuit, bien travaillé, & reposé six semaines dans les étuvailles de Salins: lequel sel sera rendu par lesdits Fermiers dans le Magasin d'Iverdun, pour être delivré ensuite dechargé de tous frais, hors ceux du remplissage à Iverdun, au Commis de la Republique de Berne, qui, après le remplissage, sera obligé de recevoir ledit sel, & d'en donner sa décharge: Messieurs de Berne, & les Cantons voisins, promettant de n'en point débiter hors de leurs terres, à condition que les Fermiers & Sauniers de Salins de leur côté ne feront aucune contrebande directe, ni indirecte, & empêcheront autant qu'ils pourront, qu'il ne s'en fasse aucune. Et pour conclusion, il est ajoûté, qu'aussi-tôt que lesdites sommes auront été entièrement éteintes & acquitées avec leurs interêts, la Ville de Berne remettra, entre les mains de l'Ambassadeur du Roi en Suisse, les trois obligations des Rois Charles IX. & Henri III. mentionnées au Traité d'Arau * de mille six-cens cinquante-huit, desquelles est émanée la dette desdites sommes.

* ou d'Arou.

Je n'ai rien dit du Traité de Charles VII. dont il est parlé dans les prefaces des Traitez de 1602. 1658. & 1663 parce que ce n'étoit qu'une simple promesse par écrit, que ce Roi fesoit aux Suisses, de ne point assister le Duc Philippe de Bourgogne contre eux ^a; & eux au Roi, de ne donner aucun secours à ce Duc contre lui. Ce qui ne se peut pas appeller alliance, mais seulement neutralité.

^a Nous avons promis & promettons par ces presentes, de ne donner aide, secours, ni faveur, à aucune personne, qui veuille entreprendre contre eux.

Il ne me reste plus rien à dire des Suisses, qu'une chose, qu'il importe fort de savoir à tous ceux, qui ont à traiter avec eux pour des levées. C'est que les Treize Cantons formant chacun une Communauté séparée & indépendante, chaque Canton séparément peut envoyer de la milice au service des Princes, qui lui en demandent: & pour lors cete soldatesque
marche

marche sous la banniere particuliere de son Canton. Mais outre la banniere qu'a chaque Communauté, le Corps Helvetique en a une autre, qu'on appelle l'*Etendard general de la Ligue*. où sont peints les écussons particuliers des Treize-Cantons, & de leurs Confederez : & cet Etendard ne sort jamais du païs, que lorsque la Milice, qui est envoyée, est accordée par un decret de la Diete generale. Or il faut remarquer, que, selon leurs Constitutions, l'Etendard general est aussi sacré & reveré parmi eux, que l'étoient les Aigles parmi les Legions Romaines; & que par tout où il est porté, les Suisses, qui se trouvent enrollez sous la banniere particuliere de leur Canton, sont obligez sous peine de la vie, & de la confiscation de leurs biens, de quitter le service du Prince, à la solde duquel ils sont, & de se joindre aux troupes envoyées par la Diete generale à celui, qui lui fait la guerre. C'est ce qui arriva en l'année 1500. à Louis Sforce, Duc de Milan, que les Suisses des Cantons particuliers abondonnèrent au siege de Novare, dès qu'ils virent l'armée françoise accompagnée des troupes & de l'Etendard general de la Ligue Helvetique. Guichardin appelle cete action trahison & perfidie barbare *, mais, à mon avis, mal à propos; puisqu'en cete rencontre ils ne pouvoient pas combattre contre leurs propres freres, parens, & concitoyens, comme le vouloit Louis Sforce, sans violer la loi fondamentale de leur Etat, ni sans être traîtres & rebelles à leur patrie commune. Ainsi les Princes, qui veulent se servir de leur Milice, sans courre risque d'être abandonnez comme ce malheureux Duc, ne doivent pas traiter seulement avec les Cantons particuliers, mais encore avec la Diete generale de leur Nation.

* livre 4. de son Histoire vers la fin.

Comme ce Discours iroit à l'infini, si je voulois parler de tous les Traitez, que Louis XIII. & Louis XIV. ont faits avec les Princes; & que, selon mon dessein, il suffit de parler des principaux, auxquels tous les autres se raportent, comme le particulier au general; je me restreindrai à trois ou quatre, qu'on peut dire être les pivots, sur quoi tournent aujourd'hui toutes les affaires du Gouvernement de l'Europe.

Le premier est celui des Pirenées de 1659. Ce Traité fut précédé d'un autre fait à Paris entre le Cardinal Mazarin, & Don Antonio Pimentel; qui eût l'honneur d'être le précurseur

A a

1659.

de la Paix, dont il surmonta les principales difficultez, en quatre mois qu'il fut à Paris. Une de ces difficultez, qui étoit de rétablir le Prince de Condé dans toutes les charges, qu'il possédoit en France, avant sa retraite en Espagne, avoit fait échoüer la négociation de Monsieur de Lionne à Madrid,

* On dit alors, que s'il eût suivi ponctuellement les instructions de Monsieur le Cardinal, sans se fier, comme il fit, à ses propres lumières, la négociation auroit été plus heureuse. Batiste Nani dit, que dès qu'il eût demandé l'Infante pour le Roi son Maître, le Comte de Pegnaranda, que le Roi d'Espagne avoit nommé pour entendre les propositions de la France, rompit aussi-tôt la négociation. Il ajoute, que les Espagnols crurent, que de Lionne n'avoit été envoyé, que pour traverser l'Empereur, qui demandoit aussi l'Infante pour son fils Leopold, & pour refroidir l'ardeur du Prince de Condé, en lui donnant de la jalousie.

en 1656. Pimentel, qui savoit l'aversion, que le Cardinal avoit pour ce Prince, & combien il craignoit son retour en France, lui sacrifia habilement tous les interets de son ennemi, mais pourtant avec cete restriction verbale, qu'on regleroit cet article à la Conference. Je dis, habilement, car s'il ne se fût relâché sur cet article, jamais le Cardinal ne sût allé aux Pirenées. Et cela est si vrai, qu'en partant de la Cour, il declara au Roi, & à la Reine sa mere, que si la ratification du Traité de Paris n'arivoit d'Espagne, dans le terme, dont il étoit convenu avec Pimentel, il n'iroit pas plus loin que Poitiers. Par bonheur, il la reçut en chemin, entre Blois & Amboise, & par consequent, il fut obligé de continuer son voyage jusqu'à Saint-Jean de Luz : ce qu'il fit avec d'autant plus de joie, que se trouvant muni de la ratification du Roi d'Espagne, à laquelle il ne s'étoit presque point attendu, il croïoit tenir déjà la victoire entre ses mains. Mais quand il fut au lieu de la Conference, il reconnut, quoique trop tard, la ruse de Don Louis de Haro, qui ne lui avoit envoyé cete ratification, que pour l'attirer plus facilement, comme dans une embuscade, à l'une des extremités du roïaume, prévoiant bien, qu'après une démarche si solennelle, faite de part & d'autre, pour consommer le grand ouvrage de la Paix, dont tous les peuples avoient conçu des esperances toutes certaines; le Cardinal n'oseroit jamais rompre la Conference, de peur d'offenser la Reine-mere, à qui il devoit toute sa fortune; & de retomber dans les malheurs, où l'avoit plongé la rupture de la negociation de Munster. Ainsi, Don Louis, qui le tenoit

dans ses filets , commença par desavouer hardiment Pimentel, disant qu'il avoit excédé les ordres de son instruction ; & que le Roi son Maître ne pouvoit pas honnêtement abandonner un Prince, qui s'étoit réfugié entre ses bras , & qui lui avoit rendu tant de bons services. A quoi le Cardinal repondoit, que c'étoit pour cela même, que le Roi Tres-Chretien ne devoit pas lui pardonner, ni le rétablir dans ses charges, à la priere du Roi Catholique, qui, par cet exemple de son crédit, inviteroit à la rebellion tous les grans seigneurs de France, qui seroient mécontents du Gouvernement; & que pour cete raison François I. avoit mieux aimé rester long-tems prisonnier à Madrid, que de consentir au rétablissement du Connétable de Bourbon, son rebelle.

D'un autre côté, considerant que s'il rompoit la Conference au sujet du Prince de Conde, dont la Noblesse Françoisise desiroit passionnément le retour, on ne manqueroit point d'imputer cete rupture à son animosité particuliere ; il commença à rabatre un peu de sa fermeté, & à s'humaniser avec Don Louis, mais d'une maniere si fine, & si adroite, que mêlant la complaisance avec la résistance, il feisoit sentir à Don Louis, tantôt l'injustice de sa demande, tantôt l'impossibilité de l'obtenir toute entiere ; pour lui vendre ensuite à plus haut prix ce qu'il n'y avoit plus moien de lui refuser. Après plusieurs disputes, où le Cardinal se plaisoit à provoquer, par une rigueur affectée, la véhémence & l'empressement de ce Ministre, il lui declara, comme par un épanchement de cœur, (la plus efficace de toutes les ruses, quand on la fait employer à propos) que tout ce qu'il pouvoit faire pour l'amour de lui, étoit de consentir au retour de Monsieur le Prince en France, & de le faire rétablir dans tous ses biens ; mais que pour ses charges & ses Gouvernemens, qui avoient servi de renfort à sa rebellion, il ne faisoit pas espérer qu'il y rentrât jamais.

Cete ouverture du Cardinal fit sur l'esprit de Don Louis tout l'effet qu'il prétendoit, qui étoit de le metre dans la nécessité de proposer quelque condition avantageuse, moienant laquelle Monsieur le Prince fût aussi rétabli dans toutes ses dignitez. Car Don Louis, qui se feisoit un point-d'honneur extreme de le proteger, & de le remettre en son premier état,

Article 24. de la
Paix des Pirenées.

ceda pour jamais en sa faveur, mais après mille contestations, la ville d'Avennes ^a: place d'autant plus importante, qu'elle rendoit le Roi plus puissant dans le Hainaut, que le Roi d'Espagne; & qu'elle sert d'avant-mur à la Tierache, & à la Champagne. Il promit aussi, que le Roi Catolique rendroit au Duc de Neubourg la ville & citadelle de Juliers, sans y laisser aucune garnison espagnole ^b. Restitution, qui fâchoit d'autant

^a Le Cardinal raporte dans une des lettres de sa negociation des Pirenées, qu'ayant fait semblant de recevoir cete offre avec froideur, disant, qu'elle n'étoit pas proportionnée à ce que nous rendions: Don Louis s'emporta, jurant qu'il trembloit d'avoir fait une telle offre, qui feroit murmurer & crier tout le Conseil d'Espagne contre lui.

^b Les Ministres d'Espagne asectoient de faire courir le bruit, que si le Cardinal eût tenu ferme encore quelques jours contre le rétablissement du Prince de Condé, ils auroient encore cédé Cambrai. Mais tout cela ne tendoit qu'à s'en faire un plus grand merite auprès de ce Prince, & de tous les rebelles de France.

plus les Espagnols, qu'il y avoit trente-sept ans qu'ils tenoient en dépôt cete forte place, pour laquelle on leur avoit offert en vain Graveline & Thionville: & que ce Duc, contre qui ils étoient horriblement animez, à cause du traité qu'il avoit fait avec la France, au grand préjudice & mépris de la Maison d'Autriche, avoit toute l'obligation du recouvrement de Juliers au Roi Tres-Chretien; au-lieu qu'il auroit dû n'en être redevable qu'à la bonne foi du Roi Catolique, qui lui avoit promis tant de fois, ainsi qu'à son pere, de lui rendre cete ville aussi-tôt que la paix seroit faite. Il y avoit encore une autre chose, qui chagrinoit fort les Espagnols: C'est que cete restitution donnoit un coup mortel à l'Electeur de Brandebourg, l'un de leurs plus fidelles alliez, qui prétendoit avoir meilleur droit au Duché de Juliers, que le Duc de Neubourg, son concurrent. Ainsi fut terminée la longue & fâcheuse dispute du rétablissement du Prince de Condé, lequel Don Louis regardoit comme le plus glorieux endroit de sa negociation; & le Cardinal, comme celui, où Don Louis avoit été pris pour dupe: témoin ce qu'il en dit dans sa derniere lettre de la Relation de son voiage des Pirenées. J'ai experimenté, dit il, qu'il est arrivé à Don Louis, ce qui arrive d'ordinaire à ceux, que l'on contraint de se battre, à force de leur remontrer,

„ que leur honneur y est engagé ; c'est-à-dire , de sortir du
 „ combat avec désavantage , parce qu'ils y sont entrez avec
 „ repugnance , & seulement pour se délivrer des importunitéz
 „ de leurs amis.

Il est à remarquer, que dans la Préface de ce fameux Traité,
 il n'est pas dit un seul mot du Pape Alexandre VII. *a* qui

a Charles-quin & François I. en avoient usé de même dans le Traité de Crespy
 & Henri II. & Philippe II. dans celui de Cateau-Cambrésis, où ils omirent à dessein
 le nom du Pape Paul IV. dont ils étoient tous deux également mécontents.

avoit résidé cinq ou six ans à Munster, en qualité de Nonce
 Apostolique, & de Médiateur, au nom du Pape Innocent X.
 & qui dès l'entrée de son Pontificat avoit fait proposer aux
 deux Rois, d'envoier leurs Plénipotentiaires à Rome, pour y
 négocier la paix en sa présence. Le Procurateur Nani en dit
 la raison dans le livre 8. de la seconde partie de son Histoire
 de Venise. Les deux Favoris (ce sont ses termes) avoient
 l'ambition de vouloir être crus les seuls auteurs de la félicité
 de la Paix, ainsi qu'on les avoit acusez auparavant d'être les
 deux instrumens des calamitez de la guerre. Pour cet éfet, ils
 rejeterent toutes les médiations, & particulièrement celle du
 Pape, qui s'étoit rendu également odieux aux deux Couronnés:
 d'autant que se souvenant toujours de l'exclusion, que la France
 lui avoit donnée, il jetoit souvent des paroles ambiguës & pi-
 quantes contre cete Cour ; & qu'étant obligé de son exalta-
 tion aux Espagnols, il ne leur en témoignoît point de recon-
 noissance. Quoi qu'il en soit, cet événement vérifia la pré-
 diction d'Innocent, qui voïant, un jour, deux artisans, qui
 s'étoient batus avec furie dans la Place Navone, s'apaiser
 d'eux-mêmes, sans que personne les eût separez : *Voilà*, dit-il,
comme seront les François & les Espagnols : quand ils seront las de
faire la guerre entr'eux, ils feront la paix sans l'entremise de qui
que ce soit. Enfin, il est certain, que ce mépris public de la
 personne d'Alexandre, ajoûté à quelques railleries, que le
 Cardinal Mazarin, & l'Evéque de Frejus Ondedei, avoient
 faites de son Gouvernement, fut une des principales causes de
 l'insulte, que son frere & ses neveux firent en 1662. à l'Am-
 bassadeur de France.

Quant au Portugal, comme Don Louis avoit rejeté tous les

expédiens, que le Cardinal lui avoit proposé, pour faire consentir le Roi Catholique à laisser ce royaume en l'état, où il se trouvoit alors : le Cardinal voyant la nécessité absolue, où seroit le Roi son Maître de perpetuer la guerre, & considerant d'ailleurs, qu'il ne seroit pas juste de préférer l'intérêt particulier du Portugal au repos general de la Chretienté, promit au nom du Roi, que si, trois mois après l'échange des ratifications de ce Traité, les Portugais n'acceptoient pas les conditions, qui leur étoient ofertes par le Roi Catholique, le Roi Tres-Chretien ne se mêleroit plus de cete affaire, & ne leur donneroit, après ce terme expiré, aucune aide ou assistance publique, ou secrète, d'hommes, d'armes, d'argent, munitions, vivres, vaisseaux, ni de pas une autre chose, soit par terre, ou par mer *. Voilà tout ce que Don Louis gagna à la Paix des Pirenées, outre le rétablissement du Prince de Condé, pour tant de villes, de places, & de provinces, qu'il ceda à la France, lesquelles mises ensemble, composeroient un royaume de plus grande étendue, que le Portugal même. En sorte que, si l'on compare le Traité des Pirenées de 1659. avec celui de Cateau-Cambresis de 1559. on verra, que l'un est la juste revanche de l'autre, & qu'il est fatal à Louis XIV. de réparer avantageusement toutes les fautes & les disgraces, de ses predecesseurs. Et je ne puis assez m'étonner, que Saint-Evremond, qui a tant d'esprit, ait parlé si mal de cete glorieuse Paix, dans une de ses lettres, où il dit, [Que les Espagnols ont fait la paix comme s'ils avoient été en nôtre place, & que nous avons reçu les conditions, comme si nous avions été en la leur : que le Cardinal Mazarin étoit toujours le maître de Don Louis, par l'ascendant de son esprit, & par la force de son raisonnement ; mais qu'à la fin Don Louis, par son opiniâtreté, demeurait toujours le maître des résolutions du Cardinal.] Jugement bien opposé à celui de Don Christoval, qui parlant à l'Abbé Siri blâmoit hautement Don Louis, son Maître, d'avoir pris la peine de faire un si long voiage, pour signer la Paix la plus desavantageuse, que l'Espagne ait jamais faite.

Dans une des
lettres du Cardinal
Mazarin.

Durant les trois mois acordez à la France, pour employer ses ofices auprès du Roi de Portugal, afin de le disposer à un bon acommodement avec le Roi Catholique, on proposa divers temperamens. Philippe I V. ofroit à la Régente

de Portugal le titre de Viceroy perpetuel pour son fils aîné, & la jouissance libre & entière de tous les biens & États patrimoniaux de la Maison de Bragance, avec une amnistie generale de tout le passé, & promesse de rétablir dans tous leurs biens, honneurs, & dignitez, tous ceux, qui avoient tenu le parti de Dom Jean I V. & de sa Maison, depuis la révolution de 1640. sans en excepter aucun. Les Portugais, au contraire, osoient à Philippe, de reconnoître le royaume pour fief de la Castille; de lui paier tous les ans un million de croisades; & d'entretenir huit vaisseaux de guerre à son service. On tient même, que dans cete fâcheuse conjoncture, la Reine de Portugal, pour asûrer la fortune du jeune Roi, son fils, qui étoit imbécille de corps & d'esprit, se fût contentée de la Roïauté des Algarves, & de la souveraineté du Bresil, si Philippe, & son Premier-Ministre, eussent voulu se donner la patience de négocier amiablement avec elle, au-lieu de proceder, comme ils firent, avec des hauteurs & des menaces, qui bien loin d'intimider, ou d'humilier un grand courage, le rendent indomtable.

Au reste, la France, qui avoit remis Dom Jean I V. sur le trône de ses ancêtres, n'abandonna pas si réellement son fils, qu'elle ne lui fournît sous main toutes les assistances necessaires ^a pour s'y maintenir, & pour ôter au Roi d'Espagne toute esperance d'y remonter. Je ne sai pas s'il est vrai, comme le dit un Remarqueur ^b, que la veille de la signature du Traité des

^a Cela se fit premièrement sous le nom de feu Monsieur de Turenne.

^b Qui refute un discours fait à Vienne par le Commandeur de Gremonville.

Pirenées, le Cardinal Mazarin envia le Comte de Choupes en Portugal, pour asûrer la Reine mere de ce Roi, que quelque chose qu'il eût promis, à son préjudice, on ne laisseroit pas de la secourir d'hommes & d'argent contre l'Espagne: mais il est certain, que lorsqu'il promit à Don Louis, que le Roi Tres-Chretien abandonneroit le Portugal, il le fit avec une de ces reserves mentales, que le Secrétaire-d'Etat Villeroy apelloit *arriere-pensées*; car en ce point-là, sa pensée étoit toute différente de sa promesse. Outre que, selon sa maxime, l'intention des Princes, & de leurs Premiers-Ministres, n'est pas, ni ne

doit pas être asservie à leur signature, mais bien leur signature à leur intention.

Filippe IV. étant mort en 1665. sa mort réveilla les prétentions de la France sur le Brabant, & sur deux ou trois autres Provinces des Pays-Bas, où le Droit de dévolution a lieu : Droit, en vertu duquel le frere né d'un second mariage est exclus de la succession des Etats, par une sœur du premier lit. De sorte que Charles II. Roi d'Espagne, se trouvant dans le cas porté par la loi, le Roi fit demander à la Reine Regente d'Espagne les Etats dévolus à la Reine, son épouse. Mais le Conseil d'Espagne n'ayant eû nul égard à sa demande, il se vit obligé de se faire justice lui-même, & de porter ses armes dans les Pays-bas, où la rapidité de ses victoires verifia cet axiome politique,

Arma tenenti

Omnia dat, qui jussa negat.

1667.

Cette campagne, qui fut celle de l'année 1667. fut précédée immédiatement d'une Ligue offensive & défensive, conclue au mois de mars avec le Portugal : mais par un contre-coup fatal, cette même Ligue fut suivie, dix mois après, de la Paix particulière du Portugal avec la Castille, & de cette fameuse Ligue de l'Angleterre, de la Suede, & de la Hollande, appelée communément la TRIPLE ALLIANCE : Alliance funeste à ses auteurs, c'est-à-dire, aux Hollandois, qui véritablement eurent cette année là, le plaisir & la gloire de sauver la Flandre, qui aloit être conquise, & d'arracher par un Traité de Paix à Louis XIV. la Franche-Comté, qu'il venoit d'enlever en plein hiver ; mais qui, quatre ans après, éprouverent jusques où peut aller la vangeance d'un Roi toujours victorieux, injustement offensé. Car ils perdirent en moins de six semaines trois provinces entières, de sept, dont leur Etat est composé, avec toutes les places fortes situées sur les bords du Vahal, & du vieux Rhin : & la terreur les avoit si fort saisis, que la ville

* Ce qui donna lieu à ce joli vers :

Hunc solem, o Jossuè, sistere tempus adest.

c'est-à-dire : il est tems, Jossué, d'arrêter la course de ce soleil. Tout le monde fait l'historie de la médaille faite en Hollande en 1669. où Conrad-Van Beuningue étoit représenté sous la figure de Jossué. C'est ce Ministre, qui, par une révérence sans exemple, osoit faire des railleries du Roi, qu'il appelloit le Roi DES RAVES, ne prévoyant pas, que ces fréquentes revues, dont il se moquoit, étoient les préludes, & les premiers essais de la ruine de son pays ; & que ses Maîtres & lui seroient les dupes & la victime de ces exercices militaires.

d'Amsterdam

d'Amsterdam avoit déjà nommé un de ses Magistrats , pour en porter les clefs au Roi , au cas qu'il s'en fût approché avec son armée , comme il auroit fait indubitablement , sans la consideration du Roi d'Angleterre , dont il ne voulut pas augmenter la jalousie , de peur que ce Prince ne ressuscitât la Triple Alliance , à laquelle il avoit renoncé dès l'année 1670. pour entrer dans la querelle du Roi Tres.Chretien. Ce qui fut un tres-heureux coup d'Etat pour la France.

Quant à la campagne de 1667. les Espagnols , & leurs partisans , l'ont voulu faire passer pour une invasion , à cause qu'elle ne fut precedée d'aucune declaration de guerre. Mais si l'*invasion* est une usurpation subite du bien d'autrui , il faut avoier , que cet odieux nom ne peut convenir à une expedition , par laquelle le Roi se metoit en possession d'un bien , qui apartenoit , de toute justice , à la Reine , sa femme , & à Monseigneur le Daupin , son fils. Et d'ailleurs , la Reine Régente d'Espagne , & son Conseil , avoient tort de se plaindre d'avoir été surpris , puisque depuis la mort de Philippe IV. le Roi leur avoit fait remontrer plusieurs fois , & par les lettres de la Reine , sa mere , & par ses Ambassadeurs , qu'il seroit contraint de recourir à la force , si l'on ne lui faisoit raison sur les Etats dévolus à la Reine son épouse. De sorte , que cete défense de ses droits n'étant point incompatible avec l'observation du Traité des Pirenées , qui n'y donnoit aucune atteinte , Sa Majesté Tres.Chretienne ne jugea pas necessaire de declarer la guerre au Roi d'Espagne , avec qui elle desiroit de vivre en paix. Mais cela n'empêcha pas , que ce Roi ne la lui declarât dans le mois de juillet de la même année.

Quant à la Franche-Comté , ce fut en partie pour contenter les Suisses , que le Roi rendit cet Etat , pour le recouvrement duquel ils vouloient prendre les armes , aleguant une ancienne capitulation , par laquelle Marie de Bourgogne , fille du dernier Duc , avoit mis cete province sous leur garde & protection*.

* C'est pour cela que le Canton de Berne ne voulut jamais donner passage à François I. pour aller conquerir la Franche-Comté.

Quoi qu'il en soit , si la France la rendit à regret au Roi d'Espagne , les Espagnols en eurent encore davantage de laisser à la France toutes les villes & les places , que le Roi avoit conquises en 1667. savoir Charleroy , Binch , Ath , Douây ,

Tournay, Oudenarde, Lisle, Armentieres, Courtray, Bergh, & Furnes, avec tous leurs bailliages, domaines, châtellenies, prévôtés, seigneuries, appartenances, & dépendances. Ce qui a donné lieu au Baron de Lifola d'appeler, dans un de ses écrits, la Paix d'Aix-la-Chapelle, *une paix forcée*; & à l'Auteur des Remarques, que j'ai déjà cité, de dire, que la France, & ses Ministres ne peuvent pas parler de la manière, dont la Paix d'Aix-la-Chapelle fut conclue, sans insulter l'Espagne, & sans l'animer d'un ressentiment proportionné à l'outrage, qu'on lui a fait. Ainsi, il ne faut pas s'étonner de ce que cete Paix fut de si courte durée, puisque les Espagnols la comtoient pour un outrage, comme font d'ordinaire les Princes, qui ont traité à des conditions fort inégales.

Le Comte de Monterey, Gouverneur des Païs-bas, en fut le premier infracteur par le secours, qu'il envoya ouvertement au Prince d'Orange, pour aler assieger Charleroy. Et lors que le Marquis de Villars s'en plaignit à Madrid, la Reine-Régente lui répondit, que le Roi Catolique, son fils, pouvoit assister ses, allies sans rompre la Paix d'Aix-la-Chapelle. Ce qui fit bien comprendre au Roi, que l'Espagne ne diseroit de lui declarer ouvertement la guerre, que pour laisser meurir ce qui se machinoit contre lui en Allemagne, où l'Empereur, les Electeurs de Saxe, & de Brandebourg, les Ducs de Brunswick & de Lunebourg, & le Landgrave de Hesse, avoient signé une Ligue avec la République de Hollande. Témoin la declaration de guerre, que l'Empereur, & le Roi d'Espagne, firent l'année suivante à la France, le premier, au mois d'aoust; & l'autre, en octobre. Sur quoi il ne faut pas oublier une particularité tres-remarquable du Manifeste de l'Empereur: C'est qu'il s'y plaignoit de la restitution faite par le Roi de plusieurs places du Rhin aux Princes, sur qui les Hollandois les avoient usurpées: au-lieu que cete même raison le devoit absolument détourner de rompre avec la France, le Roi aiant fait, en cete rencontre, ce que l'Empereur auroit dû faire lui même, s'il eût été le maître de ces villes. Aussi eût-il son change à la Diète de Ratisbonne, lorsque son Envoyé y fit part de sa resolution, aleguant, que c'étoit pour maintenir la seûreté du Corps de l'Empire: car à ces mots le Colege des Princes repliqua tout d'une voix, que rien n'y étoit plus opôsé, que d'entrer

dans la querelle des Hollandois, & que d'ailleurs c'étoit contrevenir au Traité de Munster, par lequel il étoit stipulé, que l'Empereur & l'Empire ne se mêleroient point des différends, que la France auroit hors de l'Empire. Soit dit en passant,

^a Que l'Empereur, ni aucun des Etats de l'Empire ne se mêlent point dans les guerres, qui sont entre les Couronnes de France & d'Espagne : & que la nécessité de l'obligation reciproque de ne point aider les ennemis l'un de l'autre, demeure toujours ferme entre l'Empire & le Roiaume de France. Articles 3. & 4.

qu'à l'ouverture de l'Assemblée de Nimegue, les Plénipotentiaires donnant leurs demandes par écrit aux Médiateurs, les Ambassadeurs d'Espagne furent assez ingenus, pour demander, que le Roi Tres-Chretien leur rendit toutes les villes & places, que leur Roi lui avoit cedées par la Paix d'Aix-la-Chapelle.

Enfin l'an 1674. la Franche-Comté fut prise pour la seconde fois, avec d'autant plus de gloire pour le Roi, que depuis que Sa Majesté l'avoit rendu aux Espagnols, ils en avoient si bien fortifié les places, qu'on les croioit imprenables. Quand on en reçut les nouvelles à Rome, Messieurs les Cardinaux disoient tous, qu'il étoit bien juste, que le Roi d'Espagne paiât de son propre bien tant de villes, que le Roi Tres-Chretien avoit été forcé d'abandonner aux Hollandois, pour se metre en défense contre toute la Maison d'Autriche.

Et cete importante province lui fut ensuite cedée & abandonnée irrévocablement, & pour toujours, par le Traité de Nimegue, ainsi que les villes de Valenciennes, Bouchain, Condé, Cambrai, Aire, Saint-Omer, Ipres, Warvik & Warneron sur la Lis, Cassel, Bavay, & Maubeuge, avec toutes leurs seigneuries, appartenances, & dépendances, sans exception : Sa Majesté cedant & rendant réciproquement au Roi Catolique les villes & places de Charleroy, Binch, Ath, Oudenarde, & Courtray, lesquelles ledit Roi Catolique lui avoit auparavant cedées & transportées par le Traité d'Aix-la-Chapelle; comme aussi la ville & le Duché de Limbourg, & le païs d'Outremeuse; la ville & citadelle de Gand; la ville de Leuve en Brabant; la ville de Saint-Ghilain en Hainaut; &

^b Cete petite ville, qui passoit pour insprenable à cause de sa situation dans un marais, & de sa Citadelle, qui est presque inaccessible, avoit été prise en une seule nuit, par une poignée de soldats, que M. de Calvo, Gouverneur de Mastricht, y avoit envoiez secrètement.

^c le 3. de mai 1678.

Bb ij

Zurphen, Arnhem, Nimegue, Tiel, Utrecht, Voorden, Crevecoeur, Bomel, Campen, &c.

1678.

la ville de Puicerda en Catalogne. Comme les avantages de cete dernière Paix étoient à peu près égaux de part & d'autre, & que la conclusion du mariage de Mademoiselle d'Orleans avec le Roi d'Espagne, qui suivit immédiatement après, sembloit avoir réconcilié parfaitement les deux nations; selon toutes les apparences, on devoit esperer un long repos: mais les différends survenus depuis entre les deux Rois, au sujet de leurs pretentions, ont bien montré, que ce qu'un Grand Duc de Toscane disoit de la Paix de Vervin, est plus vrai que jamais: Que les Rois de France & d'Espagne fesoient comme deux champions, qui devenant las à force de combattre, étoient enfin contraints de se reposer, pour reprendre haleine; après quoi ils recommençoient à s'entrechamailler avec plus de furie qu'auparavant: Que quelque Paix qu'ils fissent ensemble, elle n'empêcheroit jamais, qu'il n'y eût une grande émulation entre ces deux Couronnes, après tant de mauvaises satisfactions, qui s'étoient passées entr'elles. *

* lettre 141. du
Cardinal d'Ossat.

1679.

Le Traité de Paix conclu en 1678. entre la France & l'Espagne, fut suivi d'un autre fait en 1679. entre l'Empereur & le Roi Tres-Christien, par lequel le Roi cedeoit & transportoit à l'Empereur, & à ses heritiers & successeurs, le droit perpetuel de protection & de garnison, qu'il avoit aquis en vertu de la Paix de Munster, sur la place de Filipsbourg; & l'Empereur, au nom de toute la Maison d'Autriche & de l'Empire, cedeoit & transportoit réciproquement au Roi, & à ses successeurs, la ville & citadelle de Fribourg *, avec les trois villages qui en dépendent, y reservant seulement à l'Evêque, & à l'Eglise de Constance, les droits diocésains, qui leur appartenoient. Et par un autre article * le Roi consentoit de remettre à l'Empereur la ville de Fribourg, & les trois villages de sa dépendance, au cas qu'ils pussent convenir tous deux d'un équivalent. Sur cet article il est à remarquer, que dans le projet de paix, que le Roi avoit envoyé à ses Plénipotentiaires, il avoit offert à l'Empereur l'alternative, ou de lui remettre Fribourg en échange de Filipsbourg; ou de garder chacun celle de ces deux villes, dont ils étoient les maîtres. Or l'Empereur ayant opté Filipsbourg, par complaisance pour les Princes de l'Empire, qui regardoient cete place comme une bride tres-incommode à leur liberté, si elle retournoit aux François; & s'en

* art. 5.

* art. 11.

étant repenti depuis, à cause de l'importance de Fribourg, qui nous ouvroit la porte du Brisgaw, & des Villes Forestieres; ses Ambassadeurs à Nimegue, tentèrent d'obtenir le changement de cete option : mais la fermeté des nôtres à ne vouloir rien alterer aux articles, dont on étoit convenu, les réduisit à se contenter de celui-ci, dont la clause : *Si l'on peut convenir d'un équivalent, à la satisfaction de Sa Majesté Tres-Christienne* : laisse au Roi toute la liberté de ne point rendre Fribourg, sans avoir besoin d'aleguer d'autre raison, sinon qu'il n'agréé pas l'équivalent.

Il étoit dit par le douzieme article, que le Prince Charles de Lorraine seroit rétabli dans la libre & entiere possession des Etats & des biens, que le Duc Charles, son oncle, possédoit en 1670. lors qu'ils furent ocupez par les armes de France : mais à condition, que la ville de Nancy, & son finage, demeureroit au Roi en toute souveraineté ; & qu'outre le chemin accordé par le feu Duc au Roi en 1661. pour passer de la frontiere de France en Alsace, le Prince Charles lui en donneroit encore deux autres, pour passer de Nancy à Metz ; & de Nancy en Franche-Comté. Et pour le dédommager de la ville de Nancy, le Roi par l'article 17. lui cedioit & transportoit à lui, & à ses hoirs & successeurs, la propriété & souveraineté de la ville de Toul, avec toute sa banlieue : Promettant aussi de lui donner, en échange de la ville & prévôté de Longwic, une autre prévôté, de pareille étendue & valeur, dans l'un des trois Evêchez. Mais tout cela ne s'exécuta point, le President Canon, Ministre du Prince Charles, ayant protesté, que son Maître n'acceptoit aucun des articles stipulez pour lui dans le Traité de l'Empereur ; & demandé, qu'ils fussent raiez comme nuls à son égard. Tout ce que je puis dire, pour rendre témoignage à la verité, c'est que si le feu Prince Charles eût été l'oncle ou le predecesseur de celui, dont il a eû le malheur d'être le neveu & le successeur, la Lorraine seroit encore toute entiere entre les mains de ses Ducs.

Quoi qu'il en soit, l'article de ce Traité, qui fut le plus debatü, & qui coûta davantage à l'Empereur, fut le second, qui porte, [Que la Paix de Munster sera rétablie en sa premiere force & vigueur, & demeurera à l'avenir en son entier :] d'autant que le Roi Tres-Christien ayant obtenu par cete Paix

la liberté de passer, par terre & par eau, dans les terres de l'Empire, toutes les fois que les Princes d'Allemagne, ses alliez, auront besoin de son secours: les Plénipotentiaires de l'Empereur, qui savoient combien cete convention resserre étroitemment l'autorité imperiale, firent tous leurs efforts, pour abolir, ou pour ebrecher au moins un droit, qui sert de bouclier aux Princes & aux Etats de l'Empire, sur la liberté desquels on voudroit entreprendre.

Quant aux trois Traitez de Nimegue, il y a trois choses à remarquer.

La premiere est, que l'Empereur, le Roi d'Espagne, & les Etats de Hollande, furent obligez d'accepter toutes les conditions de paix, que le Roi leur avoit fait proposer par ses Plénipotentiaires, sans qu'ils pussent obtenir rien davantage: De sorte que ce ne fut pas tant une négociation, qu'une loi qu'il leur imposa, ayant déclaré positivement, qu'il n'avoit point d'autres conditions à proposer; après quoi les ennemis n'avoient qu'à choisir la paix, ou la guerre, dans le terme de six semaines, à compter du premier d'avril jusqu'au dixieme de mai.

La seconde est, que la Paix de Hollande se fit sans médiateurs, le Roi d'Angleterre, qui s'étoit fait agréer pour tel en 1675. ayant renoncé à cete qualité, par la Ligue, que le Chevalier Temple, son Ambassadeur, conclut le 26. de juillet 1678. avec les Etats-Generaux, pour continuer la guerre contre la France, à moins que le Roi n'acceptât toutes les conditions stipulées par cete Ligue en faveur du Roi d'Espagne, & des autres alliez. On ne laissa pas de nommer ce Roi, comme Médiateur, dans le préambule du Traité de Nimegue, pour lui faire honneur: [*Il est arrivé par un effet de la Bonté Divine, qui s'est voulu servir de la confiance entière, que leurs Majestez ont continué de prendre en la médiation du seigneur Roi de la Grande-Bretagne, &c.*] mais il n'y est rien dit de ses Plénipotentiaires, qui en firent effacer leurs noms, disant, qu'ils ne vouloient point avoir de part à une paix, dont les conditions étoient si diferentes de celles, que le Roi leur Maître avoit proposées, & dans laquelle les Etats-Generaux abandonnoient honteusement tous leurs Alliez. Chose rare, & peut-être sans exemple, que des Ambassadeurs & des Plénipotentiaires tinssent à deshonneur d'être nommez dans un Traité, où leur Prince agréoit

d'être nommé lui-même. Ces Plenipotentiaires s'humanisèrent davantage dans le Traité de 1679. d'entre l'Empereur & le Roi: car ils voulurent bien souffrir, que leurs noms fissent une partie de la décoration du préambule *a*: Mais quoiqu'ils

a Interventu & opera illustriss. & excellentiss. Dominorum, Domini Laurentii Hyde, Armigeri; Domini Gulielmi Temple, Baronetti; & D. Loolini Jenkins, Equitis aurati; Plenipotentiariorum sacra Regia Majestatis Magna Britannia, qui munere mediatorio, pro concilianda tranquillitate publica, ab anno millesimo, sexcentesimo, septuagesimo quinto, huc usque, procul à partium studio, sedulo prudenterque perfuncti sunt.

eussent fait la fonction de Mediateurs entre l'Empire & la France, ils ne signèrent pas néanmoins le Traité, parce que les Plenipotentiaires de l'Empereur ne voulurent pas souffrir, qu'ils signassent les premiers, comme l'exigeoit la qualité de Mediateurs. De sorte que n'étant admis à signer, que comme Ambassadeurs d'Angleterre, ceux de France ne pouvoient pas non plus les laisser signer au dessus d'eux, de peur que l'Empereur n'en tirât avantage, pour établir la différence, qu'il prétendoit mettre entre lui & les autres Têtes Couronnées. Le Chevalier Temple avouë franchement, que les Ambassadeurs d'Angleterre se firent tort en cete rencontre, d'autant que leur déclaration ne servoit, qu'à faire juger contre eux un point, qui étoit demeuré jusqu'alors dans l'incertitude.

La troisieme remarque à faire est, que les Plenipotentiaires d'Angleterre aiant refusé de signer le Traité de Hollande, & par conséquent n'étant plus Mediateurs, les Ambassadeurs de France & d'Espagne acceptèrent la médiation des Etats-Generaux, pour acheminer la paix entre les deux Couronnes *b*. Le Pape Innocent X I. envoya bien un Nonce *

* Monsiogn
Bevilaqua.

b Les Plenipotentiaires des Etats-Generaux aiant fait à Nimegue la fonction de Mediateurs entre la France & l'Espagne, je ne puis deviner, pourquoi il n'est fait aucune mention d'eux, ni de leurs maîtres, dans la Preface du Traité de ces deux Couronnes, si ce n'est à cause du Pape, qui auroit pu se tenir offensé, si les Espagnols eussent souffert, qu'on eût fait cet honneur à la médiation des Hollandois, après que les François lui avoient fait l'afront de refuser la sienne,

à Nimegue, mais la médiation ne fut point acceptée par les Plenipotentiaires de France, parce que son bref, où les Rois qui traitoient la paix, devoient être nommez l'un

après l'autre, ne portoit que le nom de l'Empereur : par où le Pape montrait ouvertement sa partialité pour le Roi d'Espagne, qu'il ne vouloit pas nommer après le Roi de France, dont il ne pouvoit pas ignorer la prééminence immémoriale.

A ces trois remarques, on peut encore ajoûter un exemple, qui montre bien, que les ligues & les confederations, qui se font contre une puissance prédominante, sont presque toujours aussi faciles à rompre, qu'à former. C'est que tous les Alliez s'abandonnèrent tour à tour, & se plaignirent tous les uns des autres. Les Hollandois firent leur paix particuliere, sans se soucier de tous les reproches de l'Empereur, du Roi de Danemarck, & de l'Electeur de Brandebourg, qui disoient, qu'ils n'étoient entrez dans cete guerre, que pour la conservation des Provinces-Unies, pour le salut desquelles ils avoient tout hazardé. Ils ne menagèrent guère davantage les interets de l'Espagne, si ce n'est qu'ils envoièrent M. de Beverning à Gand, où le Roi étoit alors, pour obtenir de lui une suspension d'armes de six semaines, afin que l'Espagne eût le tems de se résoudre à accepter les conditions de paix, que les Ambassadeurs des Etats-Generaux avoient negociées pour elle. Le mauvais état, où le Roi d'Espagne se trouvoit, les lui fit accepter, quoique dans le fond il en fût aussi mécontent que l'Empereur, qui le sollicitoit puissamment de n'y point consentir, d'autant que, par cete paix particuliere, celle de l'Empire, & la restitution de la Lorraine, restoient à la discretion de la France : Et tout ce que les Ministres d'Espagne firent en faveur de l'Empereur, fut qu'ayant reçu la ratification de Madrid dès le premier de decembre 1678. ils differèrent de la fournir jusques au quinzieme, pour donner à l'Empereur le loisir d'achever le Traité, qu'il avoit commencé avec la France, avant qu'ils fissent l'échange des ratifications ; & pour qu'il ne fût pas dit, que le Roi Catholique avoit abandonné l'Empereur : ce qui eût trop découvert la foiblesse de leur Monarchie.

Au mois de Janvier de l'année suivante, les Ambassadeurs de France ayant déclaré aux Imperiaux, que si le mois de fevrier se passoit, sans que la Paix de l'Empire fût signée, le Roi leur Maître pretendoit avoir tout le Brisgaw pour dédommagement de ses frais, l'Empereur conclut enfin son Traité,

&c

& le ratifia au mois d'avril suivant, au grand déplaisir du Prince Charles son beaufrere, dont il sacrifia les interêts à la nécessité indispensable de ceder au plus fort. Tandis que les Ambassadeurs de l'Empereur étoient en négociation avec ceux de France, Heugh second Ambassadeur de Danemarc offrit au Maréchal d'Estrades, de faire un Traité particulier avec la France contre l'Empereur, disant, qu'il avoit un pouvoir suffisant pour cela. Voilà comme tous les Confederez se balotoient entr'eux, & cherchoient à s'entre-tromper, au-lieu de travailler de bonne foi à l'avancement de la cause commune. Tant est vraie la maxime du Chancelier de Bellievre, que les Princes font comme les Marchands, qui vont toujours où ils croient qu'ils gagneront davantage.

La signature du Traité de l'Empereur avec la France fut aussi-tôt suivie de l'acommodement des Ducs de Brunswick avec la Suede, à laquelle ils restituèrent tout ce qu'ils avoient pris, excepté un Bailliage, qui se trouvoit enclavé dans leurs terres. L'Electeur de Brandebourg, qui avoit enlevé beaucoup de bonnes places aux Suedois, fit tout ce qu'il pût pour en retenir au moins quelques-unes, mais après une assez longue résistance, il fut contraint de ceder au plus fort, c'est-à-dire, aux armes du Roi Tres-Chretien, qui étoit engagé d'honneur à proteger la Suede; & de se contenter de quelques terres sur l'Oder, qui lui furent abandonnées par cete Couronne; & de trois-cens mille écus, que Sa Majesté Tres-Chretienne lui donna genereusement, pour le dédommager des frais de la guerre. L'exemple de Brandebourg entraîna le Roi de Danemarc, qui selon l'ancienne maxime des Danois, de traverser toujours les Suedois, leurs perpetuels emules, s'étoit fait un point-d'honneur d'être le dernier à se reconcilier avec le Roi de Suede. Son Traité fut signé à Fontainebleau le 2. de septembre 1679. & l'année suivante, ces deux Rois en conclurent un autre à Coppenhague, lequel acheva de terminer tous les différends, qui s'étoient mis entr'eux, à l'occasion du passage du Sund & du Belt. Et c'est à ce Traité, que M. de la Piquetiere, qui eût l'honneur d'y assister en qualité de Commissaire député du Roi, doit une partie de la grande réputation, qu'il s'est aquisé dans les Cours du Nord.

Mais quelque soin que le Roi eût pris de rétablir la paix

par-tout, la guerre recommença en 1684. au sujet du Comté d'Alost, dont le Roi d'Espagne refusoit de lui donner l'équivalent, après le lui avoir offert. Il fit assiéger Luxembourg, & au bout d'un mois, entra victorieux dans cete place, que les Espagnols & les Flamans croioient imprenable, jusques à dire dans leurs lardons, qu'ils étoient fort obligez aux François, de les avoir si bien acoutumez au feu des bombes, des carcasses, & des boulets, qu'ils regardoient tout cela comme des *span-tavellacos* *. Rodomontade, qui n'étoit guère de saison, dans un tems, où l'on peut dire, sans nulle exageration, ce que l'on disoit à Rome de la fin du regne de Philippe II. que les bras & les jambes de cete fameuse Monarchie, qui sont les Païs-bas, le Milanés, & les roïaumes de Naples & de Sicile, étoient armez de fer blanc; & que la tête, qui est l'Espagne, n'étoit couverte que d'une coiffe de tafetas. *

* C'est à-dire, comme un épou-ventail de coquins & de poltrons.

* D'Ossat let^e 70.

1684.

Deux mois après la prise de Luxembourg, il se fit à Ratifbonne une Treve pour vint ans, entre l'Empereur & le Roi, & une autre de même date entre la France & l'Espagne, conclüe par l'Empereur au nom du Roi Catolique. C'est à cete Treve, ou, pour parler plus juste, c'est à la bonne foi, avec laquelle le Roi l'a observée, que l'Empereur est redevable des progrès, qu'il a faits en Hongrie, après s'être vû à deux doits de perdre ce roïaume, avec l'Autriche, & tous ses autres Païs hereditaires. Obligation, dont toute la Chretienté tiendra compte à Louis-le-Grand dans les siècles à venir, puisque l'Empereur, & toute la Maison d'Autriche, en ont été si peu reconnoissans.

* Liga nunca coge grandes pazaros.

Au reste, le Proverbe Espagnol, qui dit, que la glu ne prend jamais de gros oiseaux *, pour signifier, qu'une ligue ne fait jamais de grands progrès contre un Prince, qui a de quoi se défendre long-tems : est la plus belle inscription, qu'on puisse metre sur les portes de Mons & de Namur, pour apprendre à la posterité, que l'Alemagne, l'Espagne, l'Angleterre, & la Hollande, liguées ensemble, n'ont jamais pû arêter le cours des victoires de Louis XIV.

Il est tems de finir ce Discours, & de supplier tres-humblement Messieurs les Ministres, les Ambassadeurs, & les autres Politiques, de me faire au moins la justice de croire, que je

le soumetts d'autant plus volontiers à leur censure, que je ne l'ai point composé en vûe de paroître habile dans un métier, où je recevrai, avec respect & reconnoissance, des leçons de tous ceux, qui voudront avoir la bonté de me redresser, ou de m'instruire; mais seulement, pour complaire aux longues & opiniâtres instances, que m'a faites durant plus de six mois un de mes plus anciens & de mes plus constans amis, qui, par une fausse opinion, qu'il a toujourns eûe de mon intelligence, n'a pas voulu faire, ainsi qu'il le pouvoit, un meilleur choix.

Fautes à corriger dans les Observations.

Page 14. ligne 17. fatale. lisez : fatal.

Page 36. ligne 19. ôtez la parenthèse.

Page 47. lig. 1. de la note a. accommadement, lisez : accomodement.

Page 50. lig. 2. de la note a. ma foi, lisez : par ma foi.

Page 72. ligne penultieme. D'une fille de la Maison de Bretagne, l'on a omis à la marge cete note : C'étoit une fille de René de Broëse, Comte de Penthièvre.

Page 106. lig. 28. qu'il, lisez : qui.

Page 109. ligne 28. journée. lisez, journée.

Page 130. lig. 22. diferena, lisez : diférend.

Page 132. dernière ligne, été, lisez : été.

Page 151. metez à la marge vis-à-vis de la dernière ligne de la citation de M. d'Ossat, lettres 1. & 88.

Page 158. lig. 35. & 36. venu mourir. lisez : venu à mourir.

Page 161. lig. 2. Catolique, lisez, Catolique.

Page 168. lig. 2. de la seconde note, meme, lisez : mené.

Page 194. à la marge. 1573. lisez, 1673.

Fautes principales à corriger dans les Traitez de ce Tome.

- Page 37. lig. 39. *secordiarum*. lisez, *discordiarum*.
 Page 63. lig. 8. & 32. *Maitres*. lisez, *Maire*.
 Page 81. lig. 23. *Hatrecloff* lisez, *Hattecliff*.
 Page 114. lig. 7. 21. & 38. *des chanez*. lisez, *des Chenetz*.
 Page 117. lig. 38. & *Beauvoisis*. lisez, *en Beauvoisis*.
 Page 128. lig. 21. *morte*. lisez, *marte*.
 Page 136. lig. 41. *Messieurs*. lisez, *Messire*.
 Page 145. lig. 17. *Cupi*. lisez, *Lupus*, ou *Lopez*.
 Page 159. lig. 5. de la *kere*. lisez, de la *Here*.
 Page 160. lig. 14. *quadringent. quinto*, lisez, *quadring. quinquagesimo quinto*.
 lig. 28. *Aris*. lisez, *Arias*.
 Page 161. lig. 15. le *Bouffier*. lisez, le *Bourfier*.
 Page 231. lig. 10. de *Almangan*. lisez, de *Almaçan*.
 lig. 11. de *Gambra*. lisez, de *Gamboa*.
 lig. 22. *Cancellarius*. lisez, *Cavallericius*.
 Page 290. à la marge & dans le titre. 1684. lisez, 1484.
 Page 300. ligne dernière. *Gamont*. lisez, *Damont*.
 Page 311. lig. 26. *Camont*. lisez, *Damont*.
 Page 349. lig. 13. *Suetentium*. lisez, *Suetensium*.
 à la marge. *Des*. lisez, *les*.
 Page 415. lig. 3. *de la sentence de dissolution*. Evêque d'Albe. lisez, Evêque d'Alby.
 Page 417. lig. 32. *Ramestein*. lisez, *Ravestein*, ou, *Ravenstein*.
 Page 428. ligne penultieme. *tenu*. lisez, *tenu*.
 Page 431. lig. 31. *suemus*. lisez, *sumus*.
 Page 448. lig. 37. *Capitula*. lisez, *capitula*.
 Page 467. lig. 3. *Jargau*. lisez, *Jargeau*.

275

CATALOGUE ALFABETIQUE ET CRONOLOGIQUE

Des Traitez , sur lesquels l'Auteur du Discours
a fait des Observations.

A

- T**RAITE' d'Aix-la-Chapelle entre la France & l'Espagne. pages 193.
194. & 195.
Traitez d'Amiens faits en 1527. avec le Roi d'Angleterre. p.87-88,89.& 90.
Traité d'Angers de 1551. pages 101. & 102.
Traité d'Ardes de 1546. pages 98. & 99.
Traité d'Arona de 1503. entre Louis XII. & les Suisses. page 173.
Traité d'Arras de 1435. page 2. & suivantes.
de 1471. pages 15. 16. & 17.
de 1477. page 26.
de 1482. pages 21. 22. & 29.

B

- Traité de Barcelone. de 1493. pages 30. 32. 34. 37. & 38. déchiré par un Ambassadeur d'Espagne. page 40.
De 1529. page 61.
Traité de Bervuald de 1631. entre Louis XIII. & Gustave II. Roi de Suede. p.144.
Traité de Blois. de 1504. entre l'Empereur Maximilien. & Louis XII.
pages 42. 43. & 45.
de 1505. entre Louis XII. & Ferdinand Roi d'Aragon.
pages 49. & 50.
de 1513. entre Louis XII. & la Republique de Venise. page 51.
Traité de Boulogne de 1497. entre le Roi Charles VIII. & Henri VIII. Roi d'Angleterre. pages 40. & 41.
de 1549. pages 99. & 100.
Traité de Bretigny de 1360. entre le Roi Jean. & le Roi d'Angleterre. page 181.

C

- Traité de Calais de 1532. entre François I. & le Roi d'Angleterre. page 97.
Traité de Cambrai de 1558. pages 30. & 51.
de 1529. pages 59. & 60. de peu de durée. 61.
Traité de Câteau-Cambresis de 1559. pages 109. 110. & 190.
Traité de Chambor de 1551. entre Henri II. & les Princes Protestans d'Allemagne.
page 102.
Traité de confederation entre le Pape. & plusieurs Rois & Princes. contre Charles VIII. page 38.
Traité de Conflans de 1465. pages 9. & 11.
Traité de Coppenhague de 1680. entre les Rois de Suede & de Danemarck. p.201.
Traité de Crespy de 1544. entre Charles quint & François I. pages 76. 77. & 78.
Traité du Crotoy. de 1471. pages 13. 15. & 16.

Traité de Dijon de 1513. entre le seigneur de la Trimouille, & les Suisses.
pages 174. 175. & 176.

Traité d'Ensisheim de 1444. entre Louis, Dauphin de Viennois, & les Suisses.
pages 168. & 169.

Traité de 1474. & 1475. entre le même Louis, Roi de France, & les Suisses.
pages 170. & 171.

Traité de 1484. entre Charle VIII. & les Suisses. page 172.
de... entre le même Roi & les Florentins. p. 40.

Traité de Florence de 1598. entre Henri IV. & Ferdinand, Grand-Duc de Toscane. p. 123. & 124.

Traité de Fontainebleau de 1541. entre François I. & Christien III. Roi de Danemarck. pages 73. 74. & 75.

De 1631. entre Louis XIII. & Maximilien, Electeur de Baviere. p. 140.

de 1679. entre Louis-le-Grand, & Christien V. Roi de Danemarck. page 201.

Traité de Fribourg de 1516. entre François I. & les Cantons Suisses. p. 176. 181. & 183. renouvelé par eux avec Henri II. en 1549. p. 177. & 178.

Traité de Guerrande de 1364. entre les Maisons de Blois & de Montfort, pour le Duché de Bretagne. page 27.

Traité de Guines de 1520. page 80.

Traité de Hall de 1610. entre Henri IV. & les Princes Protestans d'Allemagne. page 137.

Traité preliminaire de Hambourg de 1641. entre l'Empereur, le Roi de France, & la Couronne de Suede. page 142.

Traité d'Hamptoncourt de 1526. pages 82. & 83.
de 1530. page 93.

Traité de la Haye de 1678. entre le Roi d'Angleterre, & les Etats de Hollande. page 198.

Traité de Joinville de 1584. entre le Roi d'Espagne, & les Guises. p. 118. & 119.

Traité de Lion de 1502. entre Louis XI. & Ferdinand Roi d'Aragon. p. 47. & 48.
de 1601. entre Henri IV. & le Duc de Savoie. p. 128. & 130.

Negociation de M. de Lionne à Madrid. p. 186.

Traité de Lisbonne de 1667. entre la France & le Portugal, rompu l'année suivante. p. 161.

De 1668. entre l'Espagne & le Portugal. *ibid.*

Traité de Liverdun de 1632. entre Louis XIII. & le Duc de Lorraine. p. 163. & 164.

Traité de Londres de 1478. désavoué par Louis XI. p. 23.

de 1518. pages 79. & 80.

de 1527. pages 90. 91. & 92.

de 1532. page 93. & suivantes.

de 1547. page 99.

de 1604. entre le Roi d'Espagne & le Roi d'Angleterre. p. 154.

Traité de Louis XII. avec Jean II. Roi de Danemarck. p. 41.

Traité de Lubec de 1629. entre l'Empereur, & le Roi de Danemarck. p. 146.

Traité de Lucerne de 1499. entre Louis XII. & les Suisses. p. 172. & 173.

M

Traité de Madrid de 1526. point executé. pages 57. & 58.

suivi de la Ligue Clementine. 59.

Traité de Saint-Maur des Fossez de 1465. p. 9. & 12.

Traité de More de 1525. entre Henri, Roi d'Angleterre, & Louise de Savoie, Regente en France. p. 80. & suivantes.

Confirmé par François I. en 1527. p. 90.

Traité de Munster de 1648. entre le Roi d'Espagne, & la Republique de Hollande. p. 154. 156. & suivantes.

De 1648. entre le Roi de France & l'Empereur. p. 160. 195. & 197.

N

Traité de Nancy de 1633. entre Louis XIII. & le Duc de Lorraine. p. 163. & 164.

Traité de Nimègue de 1678. entre la France & la Hollande. p. 198. & 199.

De 1678. entre la France & l'Espagne. p. 195.

De 1679. entre Louis XIV. & l'Empereur. p. 196. 197. & 199.

Traité de Noyon de 1516. entre François I. & Charles I. Roi d'Espagne. p. 54. 55. & 56.

O

Traité d'Oliue de 1462. entre Louis XI. & Jean Roi d'Aragon. p. 34.

P

Traité de Paris de 1600. entre Henri IV. & le Duc de Savoie. p. 128.

de 1635. entre Louis XIII. & la Hollande. p. 156. & 157.

de 1641. entre le même Roi & le Duc de Lorraine. p. 163. 164. & 166.

de 1657. entre Louis XIV. & le Duc de Longueville, pour la

Principauté de Neuchâtel en Suisse. p. 181. & 182.

de 1658. qui servoit de preliminaire à celui des Pyrénées. p. 185. & 186.

de 1661. entre Louis XIV. & le Duc de Lorraine. p. 165.

de 1662. entre les mêmes. p. 167.

Traité de Pequigny de 1475. entre Louis XI. & le Roi d'Angleterre. p. 22.

Traité de Peronne de 1468. entre Louis XI. & le Duc de Bourgogne. page 13. déclaré nul par les Etats de Tours. p. 15.

Traité des Pyrénées de 1659. entre les Couronnes de France & d'Espagne. p. 37. 185. & suivantes.

Traitez de Querasque de 1631. touchant les Duchez de Mantouë & de Montferrat. p.129.

Traité de Ragny de 1542. entre François I. Roi de France, & Gustave I. Roi de Suede. p.68. & suivantes. & 144.

Traité de Ratisbonne de 1630. entre l'Empereur & Louis XIII. p. 130. 133. 134. 135. & 136. censuré par le Duc de Mantouë. 130. 131. & 132. & desavoué par le Cardinal de Richelieu. 132.

Traité de Sablé de 1488. entre le Roi Charles VIII. & le Duc de Bretagne. p.26.

Traité de Santen de 1614. concernant l'administration des Duchez de Juliers, de Cleves, & de Bergh. p.138.

Traité de Senlis de 1475. page 26.

de 1493. p.28. confirmé par Louis XII. p.41.

Traité de Soleure de 1602. entre le Roi Henri IV. & les Suisses. p.180.

renouvelé & confirmé par Louis XIV. en 1658. p.181.

De 1663. p.182.

De 1692. entre Louis XIV. & la Republique de Berne. pages 183.

& 184.

Traité de Suze de 1629. entre Louis XIII. & le Duc de Savoie. p.128. 131. & 132.

Traité de Tolède de 1539. entre Charles-quin, & François I. p.66.

Traité de Trente de 1501. entre l'Empereur Maximilien, & Louis XII. p.42.

Traité de Troies de 1564. entre le Roi Charles IX. & la Reine d'Angleterre Elizabeth. p.126.

Traité de Vervin de 1598. pages 27. 36. 125. & suivantes. & 178.

Traitez de Vic de 1631. entre Louis XIII. & le Duc de Lorraine. p.163. & 164.

Traitez de Westmunster de 1527. entre les Rois de France & d'Angleterre. p.83. 84. 85. & 86.

TREVE S. D'Anvers, de 1609. entre le Roi d'Espagne, & les Provinces-Unies des Pais-bas. page 152. & suivantes.

De Bomy, de 1537. p.65.

De Breda, de 1525. p.30.

De Monçon, de 1537. page 65.

De Nice, de 1538 ibid. religieusement observée par François I. p.66.

De Ratisbonne, de 1684. page 202.

De Soleuvre, de 1475. p.20.

De Vaucelles, de 1555. p.106.

De de 1629. entre Sigismond, Roi de Pologne ; & Gustave-Adolfe, Roi de Suede. page 145.



R E C U E I L

DES TRAITÉZ DE PAIX, DE TREVES,
de Neutralité, de Confederation, d'Alliance, & de Com-
merce, faits par les Rois de France, avec plusieurs Princes
& Etats de l'Europe, pendant le quinziesme siecle.

TRAITE' DE PAIX ENTRE LE ROI CHARLES VII.
& Philippe le Bon, Duc de Bourgogne. Fait à Arras dans l'Abbaye
de Saint-Vaast, le 21. septembre 1435.

PHILIPPE, par la grace de Dieu Duc de Bourgogne, d'Autriche, de
Brabant, & de Limbourg, Comte de Flandre, d'Artois, & de Bourgogne,
Palatin de Hainaut, de Hollande, de Zelande, & de Namur, Marquis du
Saint-Empire, Seigneur de Frise, de Salins, & de Malines. Savoir faisons à tous
presens & à venir, que comme pour parvenir à paix generale en ce royaume,
aient été teneus plusieurs conventions & assemblées, & même en nôtre ville
& cité d'Auxerre, en la ville de Corbeil, & dernièrement ait été accordé de
tenir en nôtre ville d'Arras, certaine journée & convention, sur le fait de ladite
paix generale : à laquelle mon tres-redouté seigneur le Roi Charles ait envoiez,
& y sont venus, nos tres-chers, & tres-amez freres & cousins, le Duc de Bourbon
& d'Auvergne ; le Comte de Richemont, Connétable de France ; le Comte de
Vendôme, Grand-Maître d'Hôtel ; & Tres-reverend Pere en Dieu l'Archevêque
& Duc de Reims, Grand Chancelier de France ; Christofe de Harcourt ; Gilbert
Seigneur de la Fayette, Maréchal de France ; Maître Adam de Cambrai, Premier
President en Parlement ; Maître Jean Tudart, Doien de Paris, Conseiller, &
Maître des Requêtes de l'Hôtel du Roi ; Guillaume Chartier, Etienne Moreau,
Conseillers ; Jean Chastignier, & Robert Matlier, Secretaires de Monditsei-
gneur le Roi ; tous ses Ambassadeurs. Et de la part de mon tres-cher sei-
gneur & cousin, le Roi d'Angleterre, & y sont venus tres-reverends Peres en Dieu
le Cardinal de Vincestre ; l'Archevêque d'York ; nos amez cousins les Comtes de
Hontindon, & de Suffolk ; nos reverends en Dieu les Evêques de Norvich,
de Saint-David, & de Lisieux, & plusieurs autres gens d'Eglise, & Ambassa-
deurs de mon tres-cher frere & cousin le Roi d'Angleterre. Et aussi y sommes
venus & comparus en nôtre personne, accompagnéz de plusieurs de nôtre sang,
& autres nos feaux & sujets en grand nombre. A laquelle journée & convention
de par Nôtre Saint Pere, ait été envoyé tres-reverend Pere en Dieu, nôtre tres-
cher & special ami, le Cardinal de Sainte-Croix, à tout bon & suffisant pouvoir
de Nôtre Saint Pere : & de par le saint Concile de Bâle, semblablement aient
été envoiez, & soient venus tres-reverend Pere en Dieu nôtre tres-cher & tres-
aimé cousin le Cardinal de Chipre ; tres-reverends Peres en Dieu, les Evêques
de Veronne, d'Albigue ; Nicolas Prevost, & Calconie Huche, Archidiacre de

Bourgogne.

1435.

21. septembre.

Tome I,

A



2

Metz en Lorraine, Ambassadeurs d'icelui Concile, & aians pouvoir suffisant sur ce, dudit Concile. Pardevant lesquels Cardinaux, Legats, & Ambassadeurs de Nôtre Saint-Pere & du saint Concile, sont venus & comparus lesdits Ambassadeurs de France, d'une part; & ceux d'Angleterre, d'autre; & nous aussi en nôtre personne toutes les fois qu'il a été besoin: & par iceux Ambassadeurs aient été faites plusieurs ouvertures, & oblations d'un côté & d'autre. Et combien, que finalement de la part de Monseigneur le Roi, par lesdits Ambassadeurs, aient été faites aux gens & Ambassadeurs d'Angleterre, grandes & notables offres, afin de parvenir à ladite paix generale; lesquelles comme il semble audits Cardinaux, autres Legats & Ambassadeurs de Nôtre dit Saint-Pere & du Concile, être justes & raisonnables, & ne les pouvoient ou devoient raisonnablement refuser lesdits Ambassadeurs d'Angleterre: & que lesdits Cardinaux de Sainte-Croix, de Chipre, & autres Ambassadeurs dudit saint Concile, eussent prié & requis à iceux Ambassadeurs d'Angleterre, de les accepter, en leur disant, & remontrant qu'autrement & au cas qu'ils ne voudroient entendre à l'effet de ladite paix generale, ils avoient charge & commandement de Nôtre Saint-Pere le Pape, & du Concile, de nous exhorter, requérir, & sommer d'entendre avec Monditseigneur le Roi à paix particuliere, & réunion avec lui en tant que toucher nous pouvoit. Toutefois lesdits Ambassadeurs d'Angleterre n'ont voulu accepter lesdites offres à eux faites: mais se sont départis de nôtre ville d'Arras, sans aucune conclusion, & sans vouloir prendre ni accepter jour certain, ni competent de retourner. Pourquoi après leur partement par lesdits Cardinaux, Legats, & Ambassadeurs de nôtre dit Saint-Pere, & du Concile aions été exhortez, requis & sommes de vouloir entendre par effet à ladite paix particuliere, & réunion avec Monditseigneur le Roi; moiennant que par le cas de la mort de feu nôtre tres-cher seigneur & pere, que Dieu pardonne, & pour nôtre interest en cette partie, nous seroient par Monditseigneur le Roi, & par ses Ambassadeurs dessus nommez, à ce suffisamment fondez pour lui, & en son nom, fait offres raisonnables, à fin de satisfaction, recompensation, & autrement qu'en devrions être contents; lesquelles offres faites par lesdits Ambassadeurs de Monditseigneur le Roi, aient été baillées par écrit en un rolle de papier audits Cardinaux, & Ambassadeurs de Nôtre dit Saint-Pere, & du Concile; & par eux à nous présentées, duquel rolle la teneur s'ensuit.

Ce sont les offres, que nous Charles de Bourbon, & d'Auvergne; Arras, Comte de Richemont, Connétable de France; Louis de Bourbon, Comte de Vendôme, Regnaud de Chartres, Archevêque, & Duc de Reims, Grand Chancelier de France; Gilbert, seigneur de la Fayette, Maréchal de France; Adam de Cambrai, Premier President en Parlement; Jean Tudart, Doien de Paris, Conseiller, & Maître des Requêtes de l'Hôtel du Roi; Guillaume Chartier, & Etienne Moreau, Conseillers; Jean Chastignier & Robert Marlier, Secretaires, & tous Ambassadeurs de Charles, Roi de France nôtre souverain seigneur, étans presentement en la ville d'Arras; faisons pour & au nom dudit Roi à Monseigneur le Duc de Bourgogne & de Brabant, pour son interest, & querelle qu'il a & peut avoir à l'encontre du Roi, tant à la cause de la mort de feu Monseigneur le Duc Jean de Bourgogne, son pere, comme autrement, afin de parvenir à traité de paix, & concorde.

P R E M I E R E M E N T. Que le Roi dira, ou par ses gens notables suf-

iffamment fondez , fera dire à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne , que la mort de feu Monseigneur le Duc Jean son pere (que Dieu absolve) fut iniquement , & mauvairement faite par ceux , qui perpetrerent ledit cas & par mauvais conseil , & lui en a toujours déplû , & à present déplaît de tout son cœur ; & que s'il eût sçû ledit cas , & eût tel âge & entendement qu'il a de present , il y eût obvié de tout son pouvoir ; mais il étoit bien jeune , & avoit pour lors petite connoissance , & ne fut point si avisé que d'y pourvoir. Et pria à mondit Seigneur de Bourgogne , que toute haine & rancune , qu'il peut avoir à l'encontre de lui à cause de ce , il ôte de son cœur , & qu'entr'eux y ait bonne paix & amour , & se fera de ce expresse mention és lettres , qui seront faites de l'accord & traité d'eux.

II. Que tous ceux qui perpetrerent ledit mauvais cas , ou furent consentans , le Roi les abandonnera , & fera toutes les diligences à lui possibles de les faire prendre & aprehender quelque part qu'ils pourroient estre trouvez , pour être punis en corps & en biens ; & si aprehendez ne peuvent être , ils les bannira à toujours , & sans rapel hors du Roiaume & du Dauphiné , avec confiscation de tous leurs biens , & seront hors de tous traitezs.

III. Ne souffrira le Roi aucuns d'eux être reçûs , ou favorisez en aucun lieu de son obeissance & puissance , & fera crier & publier par tous les lieux des Roiaumes , & Dauphiné , accoutumez à faire cris & proclamations , qu'aucuns ne les reçoive ou favorise , sur peine de confiscation de corps & de biens.

IV. Et que mondit Seigneur de Bourgogne , le plutôt qu'il pourra bonnement après ledit accord passé , nommera ceux dont il est , ou sera lors informé , qui perpetrerent ledit mauvais cas ou en furent consentans , afin qu'incontinent & diligemment soit procédé contr'eux de la part du Roi , comme dit est. Et en outre pour ce que mondit Seigneur le Duc de Bourgogne n'a encore eû avoir connoissance vraie de ceux , qui perpetrerent ledit mauvais cas , ou en furent consentans , toutes les fois que ci-après en sera informé dûement d'aucuns autres , il les pourra nommer & signifier par ses Lettres Patentes , ou autrement suffisamment au Roi , lequel en ce cas sera tenu de faire proceder tantôt & diligemment à l'encontre d'eux par la maniere dessusdite.

V. Que pour l'ame de feu Monseigneur le Duc Jean de Bourgogne , de feu Messire Archambault de Foix , Comte de Noailles , qui fut mort avec lui , & de tous les autres trépassiez , à cause des divisions & guerres de ce Roiaume , seront faites les fondations & édifices , qui s'en suivent. C'est à sçavoir , en l'Eglise de Monstreau , en laquelle fut premierement enterré le corps de mondit feu Seigneur le Duc Jean , sera fondée une Chapelle & Chapellenie d'une Messe basse de *Requiem* chacun jour perpetuellement , laquelle sera rentée & douée convenablement de rentes amorties , jusqu'à soixante livres parisis par chacun an , & aussi garnie de calices & d'ornemens d'Eglise bien & suffisamment , & tout aux dépens du Roi ; & laquelle Chapelle sera à la collation de mondit Seigneur de Bourgogne , & de ses successeurs Ducs de Bourgogne à toujours.

VI. Qu'en ladite Ville de Monstreau , ou au plus près d'icelle , que faire ce pourra bonnement , sera fait , construit & institué par ledit Roi , & à ses frais & dépens , une Eglise , Couvent & Monastere de Chartreux ; c'est à sçavoir , pour

un Prieur & douze Religieux, avec les cloîtres, salles & refectoirs, grange, & autres edifices, qui lui seront necessaires & convenables; & lesquels Chartreux; c'est à savoir, le Prieur & douze Religieux, seront fondez par le Roi, & de bonnes rentes annuelles & perpetuelles, & bien amorties suffisamment & convenablement, tant pour le vivre desdits Religieux, & entretenement du divin service, comme pour les soutenemens des edifices dudit Monastere, & autrement jusqu'à la somme de huit cens livres parisis par an de revenuë, à l'Ordonnance, & par l'avis de tres-Reverend Pere en Dieu Monseigneur le Cardinal de Sainte Croix, ou de celui ou ceux qu'il voudra à ce commettre.

VII. Que sur le Pont de Monstreau au lieu où fut fait ledit mauvais cas, sera faite, edifiée & bien entaillée, & entretenue à toujours aux dépens du Roi, une belle Croix de belle façon, & ainsi qu'il sera divisé par ledit Monseigneur de Sainte Croix, ou ses Commis.

VIII. Qu'en l'Eglise des Chartreux lés Dijon, en laquelle gist & repose à present le corps dudit feu Monseigneur le Duc Jean, sera fondée par le Roi, & ses descendants, une haute Messe de *Requiem*, qui se dira chacun jour perpetuellement au grand Autel de ladite Eglise, à telle heure qui sera divisée. Et laquelle fondation sera donnée & assignée de bonnes rentes amorties, jusqu'à la somme de cent livres parisis de revenuë par an, & aussi garnie de calices & ornemens, comme dessus.

IX. Que lesdites fondations & edifices, seront commencez à faire le plutôt que bonnement faire se pourra. En special commencera-t'on à dire & celebrer lesdites Messes, incontinent après ledit accord passé. Et au regard des edifices qui se doivent en ladite Ville de Monstreau, ou plus près d'icelle faire, on y commencera à ouvrir dedans trois mois après que ladite Ville sera reduite en l'obéissance du Roi, & continuera-t'on diligemment sans interruption, que iceux edifices seront tous parfaits & achevez dedans cinq ans après ensuivans: & quant aux dessusdites fondations on y besognera sans delai le plutôt que faire se pourra. Et pour ces causes tantôt après ledit accord passé, sera faite & assignée la haute Messe aux Chartreux de Dijon, dont dessus est faite mention, avec ce qui en dépend; c'est à savoir, de livres, calices, & autres choses à ce necessaires, & aussi y sera dite & celebrée aux dépens du Roi, la basse Messe quotidienne, qui doit être fondée en l'Eglise de Monstreau, si-tôt qu'elle sera reduite en l'obéissance du Roi; & au surplus touchant les edifices & fondations, qui se doivent faire en la Ville de Monstreau, & auprès d'icelle, de la part du Roi sera mise dedans lesdits trois jours après qu'icelle Ville sera reduite en l'obéissance du Roi es mains d'icelui, ou ceux que y voudra commettre Monseigneur le Cardinal de Sainte Croix, certaine somme d'argent suffisant pour commencer à faire lesdites ouvrages & edifices, & acheter les calices, livres, & ornemens, & autres choses à ce necessaires & convenables. Et d'autre part seront lors aussi avisées, assises & délivrées les rentes dessus declarées, montans pour ledit lieu de Monstreau huit cens livres parisis par an, bien revenans, seurement, amorties & assises au plus près que bonnement faire se pourra dudit lieu de Monstreau, sans y comprendre les cent livres parisis de rente qui doivent être assises pour la fondation de ladite haute Messe des Chartreux de Dijon.

X. Que pour & en recompensation des joiaux, & autres biens metubles qu'a-voit feu mondit Seigneur le Duc Jean au temps de son décès, qui furent pris & perdus, & pour en avoir & acheter d'autres, & en lieu d'iceux le Roi paiera & fera realement paier, & de fait à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, la somme de cinquante mille écus d'or vieux de poids de soixante-quatre au marc de Troyes, huit onces pour le marc, & à vingt-quatre karats d'aloi, ou autre monnoie d'or courante de la valeur aux termes qui s'ensuivent; c'est à favoir quinze mille au terme de Pâques prochain venant en un an, qui commencera l'an 1437. & 15000. aux Pâques ensuivans, qui sera l'an 1438. & les vingt mille qui resteront aux Pâques ensuivans, qui sera l'an 1439. Et avec ce sera sauvé & réservé à mondit Seigneur de Bourgogne son action, & poursuite au regard du beau collier de feu mondit Seigneur son pere, contre ceux qui l'ont eu, & l'ont, pour l'avoir & recouvrer, & pareillement autres joiaux à son profit, en outre & par dessus lesdits cinquante mille écus,

XI. Et que de la part du Roi à mondit Seigneur de Bourgogne pour partie de son interest, seront delaisées, & avec ce baillées & transportées de nouveau pour lui, ses hoirs proctrez de son corps, & les hoirs de ses hoirs & descendans toujours de droite ligne, soit mâles ou femelles, les Terres & Seigneuries qui s'ensuivent; c'est à favoir, la Cité & Comté de Mâcon, & S. Jangon & les mettes d'iceux, & avec ce ensemble toutes les Villes, Villages, Terres, censés, rentes & revenus quelconques, qui sont & appartiennent, & doivent competer & appartenir en domaine au Roi, & à la Couronne de France, & par tous les Villages roiaux de Mâcon & de S. Jangon, & mettes d'iceux, avec toutes les appartenances d'icelle Comté de Mâcon, & autres Seigneuries que tient & doit tenir le Roi en domaine ancien, en & par tout lesdits Villages de Mâcon & de S. Jangon, tant en Fief, Arrierefief, Consecrations, Patronages d'Eglises, Collations de Benefices, comme en autres droits & profits quelconques, sans y rien retenir de la part du Roi de ce qui touche & peut toucher le Domaine, la Seigneurie, la Jurisdiction ordinaire des Comtez & lieux dessusdits, & est sauvé & réservé au Roi semblablement les fiefs & hommages des choses dessusdites, & le ressort & souveraineté des Eglises, & sujets d'icelles de fondations roiaux, étans ausdits Bailliages & es mettes enclavées en iceux, & le droit de Regale, là où il a lieu, & autres droits roiaux appartenans d'ancienneté à la Couronne de France & Bailliages dessusdits; pour à ladite Comté de Mâcon, ensemble des Villes, Villages, Terres & Domaines dessusdites, jouir & user par mondit Seigneur de Bourgogne, & sesdits hoirs & successeurs à toujours, & les tenir en foi & hommage du Roi, & de la Couronne de France, & en Pairie sous le ressort du Roi & de la Cour de Parlement sans moien, pareillement & en telles franchises, droits & prerogatives comme les autres Pairs de France. Avec ce de la part du Roi seront transportées & baillées à mondit Seigneur de Bourgogne, & celui de sesdits hoirs & successeurs legitimes proctrés de son corps, auxquels il delaissera après son décès & trepas, ladite Comté de Mâcon, tous les profits & émolumens quelconques, qui écherront esdits Villages roiaux de Mâcon & Saine-Jangon, à cause des droits roiaux & de souveraineté appartenans au Roi, & en iceux Bailliages seront par le moien de la garde & souveraineté des Eglises qui sont de fondation roiale, & des sujets d'icelle, droits du

Roielle, ou autrement, tant en confiscations pour quelque cas que ce soit, amendes, droits, exploits de justices, & les profits & émolumens de la Monnoye, comme autres profits quelconques, pour en jouir par mondit Seigneur de Bourgogne & fondit hoir durant leurs vies, & du suivant d'eux tant seulement, en & par la maniere qui s'enfuit ; C'est à savoir, qu'à la nomination de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & de fondit hoir après lui, le Roi commettra & ordonnera à celui qui sera Bailly de Mâcon pour mondit Seigneur de Bourgogne, Juge roial & commis de par lui, de connoître de tous cas roiaux, & autres choses procedans des Bailliages des païs & lieux, & enclaveures dessusdites, aussi avant, & tout en la maniere & forme que l'ont fait, & accoutumé de faire les Baillifs roiaux de Mâcon, & de Saint-Jangon, qui ont été le tems passé ; lequel Bailliage de Saint-Jangon est & sera aboli par ce moien. Et semblablement seront commis de par le Roi, à la nomination de par mondit Seigneur de Bourgogne, & de fondit hoir, tous autres Officiers nécessaires pour ladite Jurisdiction, & droits roiaux, tant Capitaines, Châtelains, Prevosts, Seigneurs, comme Receveurs, & autres qui exerceroient leurs Offices au nom du Roi, au profit de mondit Seigneur de Bourgogne, & de son hoir après lui, comme dit est dessus.

XII. Semblablement de la part du Roi, seront transportez & baillez à mondit Seigneur, & à son hoir dessusdit après lui, tous les profits des Aydes ; C'est à savoir, des Greniers à Sel, quatriemes de Vins vendus à détail, impositions de toutes denrées, Tailles, Foïages, Aydes, & subventions quelconques, qui ont ou auront cours, & qui sont ou seront imposées és Elections de Mâcon, Châlon, Aurun, & Langres, ci-avant qu'icelles Elections s'étendent, en & par le païs & Duché de Bourgogne, & la Comté de Charolois, & ladite Comté de Mâcon, tout le païs de Mâconnois, & és Villes & Terres quelconques enclavées en icelle Duché, Comté & Païs, pour jouir de la part de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & de son hoir après lui, de toutes lesdites Aydes, Tailles, & autres subventions, en avoir le profit durant le cours de leurs vies, & du survivant d'eux. Auquel mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & à fondit hoir, appartiendra la nomination de tous les Officiers à ce nécessaires, soit Eleus, Clercs, Receveurs, Sergens, ou autres, & auroient la commission & institution, comme dessus est dit.

XIII. Et aussi sera par le Roi à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, transporté & baillé à toujours, pour lui, ses hoirs legitimes procréés de son corps, & les hoirs de ses hoirs, soit mâles ou femelles descendans de droite ligne en heritage perpetuel, la Cité & Comté d'Auxerre, avec toutes les appartenances & dependances quelconques, tant Justice, Domaine, Fiefs, Patronages d'Eglises, Collations de Benefices, comme autrement, à les tenir du Roi, de la Couronne de France, & de sa Cour de Parlement sans moien, & en telles franchises & droits de prerogatives comme les autres Pairs de France.

XIV. Et avec ce seront transportées & baillées par le Roi à mondit Seigneur de Bourgogne, & à celui de ses hoirs, à qui il delaissera après son decés ladite Comté d'Auxerre, tous les profits & émolumens quelconques qui écherront en ladite Comté & Cité d'Auxerre, & en toutes les villes & terres enclavées en icelles, qui ne sont point en ladite Comté, soit Eglises ou autres, à cause des

droits Roiaux, en quelque maniere que ce soit, tant en regales, confiscations, amendes, & exploits de justice, le profit & émolument de la Monnoye, comme autrement durant leurs vies, & du survivant d'eux tant seulement, en & par la maniere dessus declarée; C'est à sçavoir, qu'à la nomination de mondit Seigneur de Bourgogne, & de son hoir après lui, le Roi commettra & ordonnera celui qui sera Bailly d'Auxerre pour mondit Seigneur de Bourgogne, Juge roial & commis de par lui, à connoître tous cas roiaux, & autres choses, & mettres de la Comté d'Auxerre, & és enclavemens d'icelle, aussi avant, & tout en la même forme & maniere que l'ont fait & accoustumé faire par ci-devant les Baillifs de Sens audit lieu d'Auxerre: & lequel Bailly de Sens ne s'entremettra aucunement durant les vies de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & de son hoir; mais on en laissera convenir ledit Bailly d'Auxerre, qui sera commis de par le Roi, à la nomination de mondit Seigneur de Bourgogne, & de sondit hoir. Et semblablement seront commis par le Roi, à la nomination de mondit Seigneur de Bourgogne, & de sondit hoir, tous autres Officiers nécessaires pour l'exercice de ladite juridiction & droits roiaux en ladite Comté d'Auxerre, tous Châtelains, Capitaines, Prevosts, & autres, comme Sergens & Receveurs qui exerceront leurs Offices au nom du Roi, au profit de mondit Seigneur de Bourgogne, & de son hoir après lui.

XV. D'autre part, de la part du Roi seront transportez & baillez à mondit Seigneur de Bourgogne, & à sondit hoir après lui, tous les profits des Aydes; C'est à sçavoir, de Grenier à Sel, Quatriemes de vins vendus en détail, Impositions de toutes denrées, Tailles, Foyages, & autres Aydes & subventions quelconques qui ont ou auront cours, & qui sont & seront en ladite Cité, Comté, & Election d'Auxerre, ci-avant que icelle Election s'étend en la dessusdite Comté, & au païs d'Auxerrois, & és Villes enclavées en iceux, pour en jouir par mondit Seigneur de Bourgogne, & sondit hoir après lui, & en avoir les profits le cours de leur vie durant, & du survivant d'eux tant seulement. Ausquels mondit Seigneur de Bourgogne, & à sondit hoir, lui apartiendra la nomination de tous les Officiers à ce nécessaires, soit Eleus, Clercs, Sergens, & autres, & au Roi la commission & institution comme dessus est dit.

XVI. Et aussi seront par le Roi baillées & transportées à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, pour lui & ses hoirs legitimes procréés de son corps, & les hoirs de ses hoirs, soit mâles & femelles descendans en directe ligne à toujours, & en heritage à perpetuité, les Châtel, Ville & Châtelenie de Bar sur Seine, ensemble toutes les appartenances, & dependances d'icelle Châtelenie, tant en Domaine, Justice, Jurisdiction, Fief, Patronages d'Eglises, Collations de Benefices; comme autres profits & émolumens quelconques, à les tenir en foi & en hommage du Roi & en Pairie de France, sous le ressort de la souveraineté du Roi, & de la Cour de Parlement sans moien. Et avec ce apartiendra à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & de la partie du Roi lui seront baillez & transportez par lui, & ceux de ses hoirs à qui il delaissera après son décès ladite Seigneurie de Bar, tous les profits des Aydes, tant du Grenier au Sel, si Grenier y a accoustumé avoir, & quatriemes des vins vendus à détail, impositions de toutes denrées, Tailles, Foyages, & autres Aydes & subventions quelconques qui ont & auront cours, ou sont & seront imposées en la Ville & Châtelenie de Bar sur Seine, & és villes & villages sujets & ressor-

tiffans à icelle Châtellenie, pour jouir de la part de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & de fondit hoir après lui, d'icelles Tailles & subventions, & avoir les profits de la main des Grenetiers & Receveurs roiaux qui seront à ce commis par le Roi, à la nomination de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, durant les vies de lui, & de fondit hoir après lui, & les survivans d'eux.

XVII. Et aussi de la partie du Roi, sera transportée & baillée à mondit Seigneur de Bourgogne, pour lui & ses hoirs, la Comté de Bourgogne pour toujours, en héritage perpetuel; la garde de l'Eglise & Abbaye de Luxeuil, ensemble tous les droits, profits, & émolumens quelconques appartenant à la dessusdite Garde, laquelle comme Comté, à cause de sa Comté de Champagne, dit & maintient à lui appartenir, combien que les Comtes de Bourgogne predecesseurs à mondit Seigneur, aient par ci-devant pretendu en querelle au contraire, disant & maintenant icelle Abbaye, qui est hors du Roiaume, & mettes de la Comté de Bourgogne, devoit estre de leur Garde. Et pour ce pour le bien, utilité, & profit du pais, & pour obvier à tous débats & noises, sera delaisié par le Roi à mondit Seigneur de Bourgogne, & lui en demeurera ladite Garde toute entierement.

XVIII. Aussi seront par le Roi transportées à mondit Seigneur de Bourgogne, pour lui & ses hoirs mâles legitimes, procréés de son corps, & les hoirs de ses hoirs mâles tant seulement, procréés de leur corps, & descendans d'eux en ligne directe, à toujours & heritage perpetuel, les Châteaux, Villes, Châtellenies, & Prevôtez foraines de Peronne, Montdidier, & Roye, avec toutes les appartenances & dependances quelconques, tant en Domaines, Justices, & Jurisdiccions, Fiefs & Arrierefiefs, Patronages d'Eglises, Collations de Benefices, comme autres droits, profits, & émolumens quelconques, à les tenir du Roi & de la Couronne de France, en foi & en hommage, & en Pairie de France, sous le ressort & souveraineté de sa Cour de Parlement sans moien. Et avec ce baillera & transportera le Roi à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & à celui de ses hoirs dessusdits mâles, auquel il delaisiera après son decés ledites Villes & Châtellenies de Peronne, Montdidier & Roye, tous les profits & emolumens quelconques, qui écherront en icelles Villes, Châtellenies & Prevôtez Foraines, à cause des droits roiaux, en quelque maniere que ce soit, tant en regales, confiscations, amendes, exploits de Justice, comme autrement, pour en jouir par mondit Seigneur le Duc de Bourgogne & fondit hoir après leurs vies, & du survivant d'eux, tant seulement & par la maniere dessus declarée; c'est à sçavoir, qu'à la nomination de mondit Seigneur de Bourgogne & de son hoir mâle après lui, le Roi commettra & ordonnera celui qui sera Gouverneur & Baillif desdites Villes, & Châtellenies, pour mondit Seigneur le Duc de Bourgogne Juge roial, & commis de par lui à connoître de tous cas, & autres choses procedans desdites Villes, Châtellenies & Prevôtez Foraines, & es Villes sujetes & ressortissans à icelles, aussi avant & par la maniere que l'ont fait, & accoustumé de faire par ci-devant les Baillifs roiaux de Vermandois & d'Amiens. Et en outre seront commis, si métier est, par le Roi à la nomination de mondit Seigneur de Bourgogne, & de fondit hoir mâle, tous autres Officiers necessaires pour l'exercice de ladite Jurisdiction & droits roiaux, comme Châtelains, Capitaines, Prevôts, Sergens, Receveurs, & autres qui exerceront leurs Offices au nom du Roi, & au profit de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & de fondit hoir mâle après lui, comme dit est dessus. Et semblablement par

par le Roi seront transportez & baillez à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & fondit hoir mâle après lui, tous les profits des Aydes; c'est à savoir, du Grenier à Sel, quatrièmes de vins vendus en détail impositions de toutes Dentrées, Tailles, Foyages, & autres Aydes & subventions quelconques, qui ont ou auront cours, & qui sont ou seront imposez esdites Villes, Châtellenies & Prevôtez foraines de Peronne, Montdidier, & Roye, & es Villages & Terres sujetes, & ressortissans à icelles Villes, Châtellenies & Prevôtez foraines, pour en jouir par mondit Seigneur de Bourgogne & fondit hoir mâle, durant le cours de leurs vies, & du survivant d'eux. Auquel mondit Seigneur de Bourgogne, & fondit hoir mâle après lui, apartiendra la nomination de tous les Officiers à ce nécessaires, soit Elcus, Clercs, Receveurs, Sergens, ou autres, & au Roi leur commission & institution comme dessus.

XIX. En outre de la part du Roi sera delaisé à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, ou à celui de ses heritiers, auquel après son décès il laissera la Comté d'Artois, la compensation des Aydes en ladite Comté d'Artois, ressorts & enclavemens d'icelle, montans à present icelles compensations à quatorze mille francs par an ou environ, sans ce que mondit Seigneur le Duc ou fondit hoir après lui durant leurs vies, soient astreints d'en avoir autre don, ni oâtroi du Roi, ni de ses successeurs. Et nommeront mondit Seigneur, & fondit hoir après lui, tels Officiers que bon leur semblera, pour le fait de ladite composition, tant Elcus, Receveurs, Sergens que autres; lesquels ainsi nommez le Roi sera tenu d'instituer & commettre lesdits Officiers, & leur en faire bailler les Lettres.

XX. Que le Roi baillera & transportera à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne pour lui, ses hoirs & aians cause à toujours, toutes les Citez, Villes, Forteresses, Terres, & Seigneuries appartenans à la Couronne de France dessus la Riviere de Somme de l'un côté & de l'autre, comme S. Quentin, Corbie, Amiens, Abbeville, & autres, ensemble toute la Comté de Ponthieu, deçà & delà la dessuédite Riviere de Somme, Dourlens, S. Riquier, Crevecoeur, Arleux, Mortaigne, avec les appartenances & dependances quelconques, & toutes autres Terres qui peuvent appartenir à ladite Couronne de France, depuis ladite Riviere de Somme inclusivement; comprenant aussi au regard des Villes entrans du côté d'Artois, de Flandres, & de Hainaut, tant du Roiaume, comme de l'Empire, en y comprenant aussi au regard des Villes seans sur ladite Riviere de Somme du côté de France, les banlieuës & échaumaiges d'icelles Villes, pour en jouir par mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, seldits hoirs & aians cause à toujours, desdites Citez, Villes & Forteresses, Terres & Seigneuries, en tous profits & revenus, tant en Domaine comme des Aydes ordonnées par la guerre, & aussi Tailles & émolumens quelconques, & sans y retenir de la part du Roi, fors les foi & hommages de souveraineté. Et lequel transport & bail se fera, comme dir est, par le Roi au rachapt de la somme de quatre cens mille écus d'or vieux de soixante-quatre au marc de Troyes, huit onces pour le marc, & d'aloi à vingt-quatre karas, & un quart de karat de remede, & autre monnoie d'or courant; à la valeur duquel rachapt de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, seront baillées Lettres bonnes & suffisantes, par lesquelles il promettra pour lui & les siens, que toutes & quantes fois qu'il plaît au Roi, & aux siens

faire ledit rachapt, mondit Seigneur de Bourgogne & les siens, seront tenus en recevant ladite somme d'or, de rendre & laisser au Roi, & aux siens, toutes lesdites Citez, Villes, Forteresses, & Seigneuries comprises en ce present Traité tant seulement. Et sera content en outre mondit Seigneur le Duc de Bourgogne de recevoir le paiement de quatre-cens mille écus d'or à deux fois; c'est à savoir, à chacune fois la moitié, pourvû qu'il ne sera tenu rendre lesdites Villes, Citez, Forteresses, Terres, & Seigneuries ni aucunes d'icelles, jusqu'à-ce que ledit paiement soit accompli, & qu'il ait reçu le dernier des quatre-cens mille écus d'or. Et cependant seront à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne les frais siens de routes lesdites Citez, Villes, Forteresses & Seigneuries, tant des Domaines comme des Aydes, & autrement, sans en rien deduire ni rabatre du principal. Et est à entendre que audit transport & bail que fera le Roi (comme dit est) ne seront point compris les Citez de Tournay, Tournesis & S. Amand; mais demeureront és mains du Roi réservé Mortaigne qui est comprise, & demeure és mains & gouvernement de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, ainsi que dessus est dit. Et combien que ladite Cité de Tournay ne doive point être baillée à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, ce nonobstant est réservé à mondit Seigneur de Bourgogne, l'argent à lui accordé par ceux de Tournay, par certain traité & accord qu'il a avec eux, durant jusqu'à certain tems & années avenir, & lequel argent lesdits de Tournay paieront pleinement à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne.

XXI. Et pour ce que mondit Seigneur le Duc de Bourgogne pretend avoir droit en la Comté de Boulogne sur la Mer, laquelle il tient & possède, & pour bien de paix, icelle Comté de Boulogne sera & demeurera à mondit Seigneur de Bourgogne, & en jouira & possedera en tous profits, & emolumens quelconques, pour lui, ses enfans & hoirs mâles procréez de son corps seulement, & en après demeurera icelle Comté à ceux, qui droit y ont ou auront, & sera tenu le Roi d'apaiser & contenter lesdites parties pretendans avoir droit en icelle Comté, tellement qu'en cependant ils ne demandent, ni quierent rien, ni fassent aucune poursuite à l'encontre de mondit Seigneur de Bourgogne & sesdits enfans.

XXII. Que les Châtel, Ville, Comté & Seigneurie de Gien sur Loire, qu'on dit avoir été données & transportées avec la Comté d'Estampes, & la Seigneurie de Dourdan, par feu Monseigneur le Duc de Berry, & feu Monseigneur le Duc Jean, pere de mondit Seigneur de Bourgogne, seront de la part du Roi mises & baillées reaument, & de fait és mains de nous Duc de Bourbonnois & d'Auvergne. Et tantôt après ledit accord passé pour tenir & gouverner l'espace d'un an ensuivant, & jusqu'à-ce que durant ledit an Jean de Bourgogne, Comte d'Estampes, ou mondit Seigneur pour lui, auront montré ou fait montrer au Roi ou à son Conseil, les Lettres dudit don fait à mondit Seigneur de Bourgogne par feu mondit Seigneur de Berry; lesquelles vûës, si elles sont trouvées suffisantes & valables, sommairement & de plein, & sans quelconque procès, nous Duc de Bourbonnois & d'Auvergne, serons tenus de les bailler & délivrer audit Comte d'Estampes, ou à mondit Seigneur de Bourgogne pour lui, lesdites Ville & Châtel de Gien sur Loire, comme à lui appartenans par le moiën & transport que lui a fait mondit Seigneur de Bourgogne, sans ce que de la part du

Roi l'on puisse ni doive alleguer au contraire aucune p̄scription , ou laps depuis le decès de feu mondit Seigneur de Berry, & aussi nonobstant quelconques conditions ou oppositions d'autres , qui voudront prendre droit en ladite Comté de Gien , ausquels si aucuns y en a , sera réservé leur droit pour le poursuivre par droit de Justice , quand bon leur semblera , contre ledit Comte d'Estampes.

XXIII. Que par le Roi sera restitué & païé à mondit Seigneur le Comte d'Estampes, & mondit Seigneur le Comte de Nevers son frere , la somme de trente-deux mille deux cens écus d'or , que feu le Roi Charles dernièrement trépassé , fait comme on dit , prendre en l'Eglise de Rouën , ou icelle somme étoit en dépost , comme deniers de Mariage appartenans à feuë Madame Bonne d'Artois mere desdits Seigneurs , au cas qu'on en fera directement apparoir que telle somme soit & ait esté alloüée au compte , & au profit dudit Roi Charles , à paier icelle somme de trente-deux mille deux cens écus à tels termes comme raisonnables , qui seront avisez après le paiement fait & accompli à mondit Seigneur de cinquante mille écus , dont dessus est faite mention. Et au regard des dettes que mondit Seigneur le Duc de Bourgogne , dit & maintient à lui être tenuës , & dûës par feu ledit Roi Charles , tant à cause des dons , pensions , comme autrement montant à moult grande somme de deniers , sont droit tel qu'il a , & doit avoir pour la recouvrance d'icelles dettes lui demeurera sauf & entier.

XXIV. Que mondit Seigneur de Bourgogne , ne sera tenu faire foi , ni hommage ni service au Roi , des Terres & Seigneuries qu'il tient à présent au Roiaume de France , ni de celles qui lui pourroient échoir ci-après par successions audit Roiaume ; mais sera & demeurera exempt de sa personne en tous cas de subventions , hommages , ressorts , souverainetez , & autres du Roiaume durant la vie de lui ; mais après le decès du Roi mondit Seigneur de Bourgogne , fera à son fils & successeurs en la Couronne de France , les hommages , fidelitez & services qui à ce sont appartenans. Et aussi si mondit Seigneur de Bourgogne alloit de vie à trépas devant le Roi , ses heritiers & aians cause , seroit au Roi lesdits hommages , & fidelitez & services , ainsi qu'il apartiendra. Et pour ce que ci-après mondit Seigneur de Bourgogne , tant és Lettres qui se feront de la paix , comme és autres Lettres & Ecritures , & aussi de bouche reconnoitra & nommera , & pourra nommer & reconnoître le Roi son souverain , offrant & presentant lesdits Ambassadeurs du Roi , que lesdites nominations & reconnoissances , tant par écrit comme de bouche , ne portent aucun prejudice à ladite exemption personnelle de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne sa vie durant , & que ladite exemption demeure en sa vettu , selon le contenu en l'article precedent ; & aussi qu'icelle nomination & reconnoissance ne s'étende que aux Terres & Seigneuries qu'icelui Monseigneur de Bourgogne tient , & tiendra en ce Roiaume.

XXV. Et au regard des feaux & sujets de mondit Seigneur de Bourgogne des Seigneuries qu'il tient & doit avoir par ce present Traité , & qui lui pourroit en échoir par succession au Roiaume de France durant les vies du Roi , & de lui , ils ne seront point contrainsts d'eux armer au commandement du Roi , ni de ses Officiers , supposé ores qu'ils tiennent avec ce du Roi aucunes Seigneuries & Terres ; mais est content le Roi , que toutes les fois qu'il plaira à mondit Seigneur de Bourgogne , mander ses feaux & sujets pour ses guerres , soit au Roiaume

ou dehors, ils seront contraincts d'y aller sans pouvoir, ni vouloir venir au mandement du Roi, si lors il les mandoit. Et pareillement sera fait au regard des serviteurs de mondit Seigneur de Bourgogne, qui sont ses familiers & serviteurs de son Hôtel, supposé qu'ils ne soient point ses sujets. Et toutefois s'il avenoit, que les Anglois ou autres leurs Alliez, fassent guerre ci-après à mondit Seigneur de Bourgogne, ou à ses païs & sujets à l'occasion de ce présent Traité, ou autrement, le Roi sera tenu de secourir & aider mondit Seigneur de Bourgogne, & ses païs & sujets auxquels on feroit guerre, soit par mer ou par terre à toute puissance, ou autrement, selon que le cas requerra, & tout ainsi comme pour son propre fait. Et de la part du Roi & de ses successeurs Rois de France, ne sera faite, ni promise, ni souffert faire par les Princes & Seigneurs dessusdits, aucune paix, traité ou accord avec son adversaire; & ceux de la part d'Angleterre, sans le signifier & faire à savoir à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & à son heritier principal après lui, & sans leur exprès consentement, & les y appeler & comprendre, si compris y veulent être, pourvu que pareillement soit fait du côté de mondit Seigneur de Bourgogne, & de son heritier principal au regard, & en tant que lui touche la guerre d'Angleterre.

XXVI. Et que mondit Seigneur de Bourgogne, & tous ses feaux & sujets, & autres qui par ci-devant ont porté en armes l'Enseigne de mondit Seigneur; c'est à savoir, la Croix St. Andrieu, ne seront point contraincts de prendre autre Enseigne en quelconque mandement ou armée, qu'ils soient en ce Roiaume ou dehors, soit en la présence du Roi, ou de ses Connétables, & soient à ses gages ou souldoier, ou autrement. Que le Roi fera restituer & dedommager de leurs pertes raisonnables, & aussi de leurs rançons ceux qui furent pris le jour de la mort dudit feu Monseigneur le Duc Jean, à qui Dieu pardonne, & qui y perdirent leurs biens, & furent grandement rançonnez.

XXVII. Qu'au surplus abolition generale soit faite de tous cas avenus, & de toutes choses dites, passées & faites à l'occasion des divisions de ce Roiaume, excepté ceux qui perpetrerent ledit mauvais cas, ou qui furent consentans de la mort dudit feu Monseigneur le Duc Jean de Bourgogne, lesquels seront & demeureront hors de tout Traité, & qu'au surplus chacun de côté & d'autre retourne au sien; c'est à savoir, les gens d'Eglise à leurs Eglises & Benefices, & les seculiers à leurs terres, rentes, heritages possessions & biens immeubles en l'état qu'ils sont, réservé les Terres & Seigneuries étans en la Comté de Bourgogne; lesquelles mondit Seigneur de Bourgogne, ou feu Monseigneur son pere ont eues & retenues, & ont données à autrui, comme confiscations & confisquées à eux à cause desdites guerres & divisions, lesquelles seront & demeureront, nonobstant ladite abolition & accord à ceux qui les tiennent & possèdent; mais par tout ailleurs chacun reviendra à ses Terres & heritages, comme dit est, sans ce que pour demolition & empiremens, gardes des places, ou reparations quelconques, on puist rien demander l'un à l'autre, & sera chacun tout quitte de rentes, décharges échueës du tems qu'il n'aura joüi de ses terres & heritages; mais au regard des meubles pris, ou euz d'un côté & d'autre, jamais n'en pourra estre aucune chose, poursuite, querelle ni question faite d'un côté ni d'autre. Et qu'en ce présent Traité soient astringentes & abolies toutes injures, malveillances & rancunes, tant de paroles & de fait, comme autrement avenues ci-devant.

à l'occasion des divisions, partialitez & guerres, tant d'une part comme d'autre, sans ce que aucun en puisse aucune chose demander, ni faire question ni poursuite par prochaineté, ni autrement, ni le reprocher, ni donner le blâme pour avoir tenu aucun parti; & que ceux qui seront ou diront le contraire, soient punis comme transgresseurs de fait selon la qualité du fait.

XXVII. Et en ce présent Traité seront compris de la part de mondit Seigneur de Bourgogne, toutes les gens d'Eglise, Nobles, bonnes Villes, & autres de quelque état qu'ils soient, qui ont tenu son parti & de feu Monseigneur son pere, & jouiront du benefice de ce présent Traité, tant au regard de l'abolition comme de recouvrer, & avoir tous leurs heritages & biens immeubles à eux empêchez, tant au Roiaume qu'au Dauphiné à l'occasion desdites divisions, pourvu qu'ils acceptent ce présent Traité, & qu'ils en veuillent jouir. Et renoncera le Roi à l'alliance qu'il a faite avec l'Empereur contre mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & à toutes autres alliances par lui faites avec quelconques autres Princes, ou Seigneurs quels qu'ils soient à l'encontre de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, pourvu que mondit Seigneur de Bourgogne le fasse pareillement: & sera tenu en outre, & le promettra à mondit Seigneur de Bourgogne de le soutenir & aider à l'encontre de tous ceux qui le voudroient guerroyer, ou faire domnage par voie de guerre ou autrement: & pareillement le fera & promettra à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, sauvé toutefois à l'exemption de sa personne à sa vie, comme dessus est déclaré.

XXIX. Et consentira le Roi & baillera ses Lettres, que s'il ativoir ci-après que de sa part fut enfreint ce présent Traité, ses vassaux, feaux & sujets présents & avenir, ne soient plus tenus de l'obeïr & servir; mais soient tenus deslors de servir mondit Seigneur de Bourgogne, & ses successeurs à l'encontre de lui; & qu'audit cas tous lesdits feaux, vassaux, sujets & serviteurs, soient absous & quittes de tous sermens de fidelité, & autres, & de toutes promesses & obligations de services, en quoi ils pourroient estre tenus par avant envers le Roi Charles, sans ce que pour le tems après à venir il leur pût être imputé à charge, & qu'on leur pult rien demander, & que des maintenant pour lors le Roi Charles leur commande de ainsi faire, & les quitte & décharge de toutes obligations, & sermens au cas dessusdit: & que pareillement soit fait & consenti au côté de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, au regard de ses vassaux, feaux, sujets & serviteurs.

XXX. Et seront de la part du Roi Charles faites les promesses, obligations, & soumissions touchant l'entretienement de ce présent Traité, es mains de Monseigneur le Cardinal de Sainte Croix, Legat de nôtre Saint Pere le Pape, & de Monseigneur le Cardinal de Chipre, & autres Ambassadeurs du Saint Concile de Bâle, le plus ample que l'on pourra aviser. Et sur les peines d'excommunications, aggravation, reaggravation, interdit en ses Terres & Seigneuries, & autrement le plus avant que la censure de l'Eglise pourra étendre en cete partie, selon la puissance & pouvoir qu'ont mesdits Seigneurs les Cardinaux de nôtre Saint Pere le Pape & du S. Concile, pourvu que pareillement soit fait du côté de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne. Avec ce fera le Roi avec son scellé bailler à mondit Seigneur de Bourgogne les scelez des Princes & Seigneurs de son Sang de son obeïssance, comme Monseigneur le Duc d'Anjou, Charles son frere,

Monseigneur le Duc de Bourbon, Monseigneur le Comte de Richemont, Monseigneur le Comte de Vendosme, le Comte de Foix, le Comte d'Auvergne, le Comte de Perdiac, & autres qu'on avisera; esquels scellez desdits Princes & Seigneurs sera incorporé le scellé du Roi. Et promettront d'entretenir & maintenir de leur part le contenu dudit scellé, & s'il étoit enfreint de la part du Roi d'en ce cas être aidans, & confortans mondit Seigneur de Bourgogne & les siens à l'encontre du Roi, & pareillement sera fait du côté de mondit Seigneur de Bourgogne. Et que pareillement le Roi fera bailler semblables scellez de gens d'Eglise, & autres Nobles & bonnes Villes de ce Roiaume de son obeïssance & appartenances; c'est à savoir, ceux desdites gens d'Eglise & bonnes Villes que mondit Seigneur voudra nommer, avec seureté de peines corporelles & pecunielles, & autres seuretez que Messieurs les Cardinaux, & autres Prelats ci-veniez de par nôtre dit Saint Pere le Pape & le Concile, y aviseront appartenir.

XXXI. Et s'il avenoit ci-après qu'il y eût aucune faute ou omission, ou aucune infraction ou attentats faits sur le contenu desdits articles d'une part & d'autre, ce nonobstant à cete presente paix, traité & accord, seront & demeureront vertueables, & en leur pleine force, vertu & vigueur, & ne sera pourtant icelle paix réputée, cassée ni annullée, mais les attentats seront reparez & amendez, & aussi les défauts & omissions accomplies & executez, deuement selon ce que dessus est écrit, & à ce contraints ce qu'il apartiendra par la forme & maniere que dit est. Comme aions derechef été tres-instamment exhortez, requis & sommés par lesdits Cardinaux, Ambassadeurs, & Messagers du Saint Concile, ne vouloir entendre, & de nous incliner & condescendre moiennant les sommes desdites, qui leur semblent être raisonnables & suffisantes, & ne les pouvoient ni devoient par raison refuser, ainsi qu'il nous ont dit, à paix & réunion avec mondit Seigneur le Roi Charles, en nous disant & remontrant en outre, que ainsi le devons faire selon Dieu & raison, & tout honneur, nonobstant les sermens, alliances & promesses pieça faites entre feu mon tres-cher & tres-aimé Seigneur le Roi d'Angleterre dernier trépassé, & nous, pour plusieurs causes & raisons à nous remontrées & alleguées par lesdits Cardinaux, & autres Ambassadeurs desdits de par nôtre Saint Pere & du Concile : Nous pour reverence de Dieu principalement pour la pitié & grande compassion que nous avons du pauvre peuple de cedit Roiaume, qui tant à souffert en tous états, & aux prieres, requestes & sommations à nous faites par lesdits Cardinaux & Ambassadeurs de nôtre dit Saint Pere le Pape & le S. Concile de Bâle, que nous tenons & reputons pour commandement, & comme Prince Catholique & obeïssant Fils de l'Eglise, en sur ce grands avis & deliberation de Conseil avec plusieurs grands Seigneurs de nôtre Sang & lignage, & autres nos feaux, vassaux, sujets, & autres gens de Conseil en grand nombre, avons pour nous & nos successeurs, feaux, vassaux, sujets, & autres gens de Conseil adherens en cete partie, fait & faits, bonne & loiale, ferme, sûre, & tres-entiere paix & réunion avec mondit Seigneur le Roi, & ses successeurs, moiennant les offies, & autres choses dessus écrites, qui de la part mondit Seigneur le Roi & ses successeurs, nous doivent être faites & accomplies; & lesquelles offies de nôtre part, & en tant qu'il nous touche, tenons agreables & les

acceptons, & dès maintenant consentons & faisons les renonciations, promesses, soumissions, & autres promesses & choses dessus déclarées, qui sont à faire de nôtre part, & reconnoissons mondit Seigneur le Roi Charles de France nôtre Souverain Seigneur au regard des Terres & Seigneuries, que avons en ce Roiaume; promettons pour nous, & nos hoirs par la foi & serment de nôtre corps, en parole de Prince sur nôtre honneur, & l'obligation de tous nos biens presens & avenir quelconques, ladite paix & réunion en toutes & singulieres choses ci-dessus transcrites, tenir de nôtre part, & en tant que toucher nous peut inviolablement & à toujours, de point en point tout par la forme & maniere dessus écrite, sans faire ou venir, ou souffrir faire au contraire couventement, ou en appert ou autrement, en quelque maniere ou façon que ce soit, Et pour les choses dessusdites & à chacune d'icelles, tenir, entretenir & accomplir, nous soumettons à la coertion, conclusion & contrainte de nôtre dit Saint Pere le Pape, dudit S. Concile & des dessusdits Cardinaux; lesquels & autres Ambassadeurs du Concile, & à toutes Cours, tant Eglise comme Seculiers, veillans & octroians icelles, & chacune d'icelles, être contraint & compellé par la censure de l'Eglise, tant & avant qu'il semblera expedient ausdits Cardinaux, & Ambassadeurs de nôtre dit Saint Pere le Pape & du S. Concile; au cas que faute y auroit de nôtre part és choses dessusdites ou aucuns d'icelles, renonçons à toutes allegations & exemptions, tant de droit comme de fait, que pourrions dire ou alleguer au contraire, & par special au droit, disant que generale renonciation ne vaut si l'especiale, & tout sans fraude, barat, ou mal-engin. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre nôtre Scel à ces presentes. Donné en nôtre Ville d'Arras le 21. jour du mois de septembre l'an 1435. Ansi signées par Monseigneur le Duc de Bourgogne en son Conseil.

*PROTESTATION ET DECLARATION FAITE
par Philippe, Duc de Bourgogne, en presence des Ambassadeurs du Roi Charles VII. qu'il n'entendoit avoir compris dans le Traité de Paix, fait à Arras, René Duc d'Anjou & de Bar, son prisonnier, à Arras le 21. septembre 1435.*

IN nomine Domini. Amen. Tenore presentis publici instrumenti cunctis pateat evidenter & sit notum, quod anno à Nativitate Domini ejusdem millesimo quadringentesimo tricesimo quinto indictione 13. die verò mercurii vicesima prima mensis septembris, Pontificatus Sanctissimii in Christo Patris & Domini nostri Domini Eugenii, divinâ providentiâ Papæ quarti, anno quinto, sacroque Basiliensi Concilio vigente, illustrissimis ac illustribus Principibus ac Dominis Dominis Philippo Burgundiæ, Brabantix, &c. Duce ex una, necnon Carolo, Duce Borbonii; Arturo Richemondix, Connestabulario Franciæ; L. Vendomiæ, Comitibus; & Reverendo Domino Patre Reginaldo Remensi Archiepiscopo, Cancellario Franciæ, Nunciis & Ambassiatoribus Serenissimii & Christianissimii Principis Domini Caroli Francorum Regis in Choro Ecclesiæ Monasterii Sancti Vedasti Atrebatensis Ordinis Sancti Benedicti, pro missa de Sancto Spiritu audienda, deinde tractatu pacis inter præfatum Dominum Carolum Regem, & eundem Dominum Ducem Burgundiæ inito publicando & juramentis ob hoc per partes hinc inde præstandis, videlicet juxta oratorium præfati Domini Ducis Burgundiæ ad

1435.

21. Sept.

dextrum latus Chori ipsius Ecclesie positum & apostatum constitutis, & Congregatis Partibus ex altera, in nostrum Notariorum publicorum & Dominorum testium ad hoc vocatorum & rogatorum presentia, ipse illustrissimus Princeps Dominus Dux Burgundie coram prefatis Dominis Duce Borbonii, Richemondie, & Vendomie Comitibus, ac Domino Archiepiscopo Remensi Cancellario Francie, Ambassiatoribus prefatis ibidem, ut prefertur constitutis per organum nobilis ac strenui militis Domini N. Raulini Cancellarii prefati Illustrissimi Domini Ducis Burgundie, dixit & expresse protestatus fuit, quod non intendit, nec sue intentionis fuit, nec est, illustrem Principem Dominum Renatum Ducem Andegavensem & Barrensem suum nunc prisionarium nullatenus indicto tractatu pacis ut prefertur inter prefatum Dominum Regem Carolum & eundem Dominum Ducem Burgundie inito, ac de proximo firmando & publicando debere comprehendere, nec per eundem Dominum Ducem Burgundie de manibus ejusdem Domini Ducis fore liberatum, sed ipsum Dominum Ducem Andegavensem & Barrensem in statu quo erat ante dictum tractatum debere remanere, qua quidem protestatione sicut prefertur per illustrissimum Principem Ducem Burgundie per organum cujus supra facta, prefati Domini Dux Borbonii & Comites Richemondie & Vendomie, ac Dominus Archiepiscopus Remensis Cancellarius Francie, Ambassiatores, & alii eorum Collegae, in hac parte initi, presentes nominibus Ambassiat. quibus supra, per organum eorumdem Dominorum Ducis Borbonii & Archiepiscopi responderunt & quilibet eorum respondit, quod eo modo quo prefatus Illustrissimus Princeps Dominus Dux Burgundie factum concernens dictum Dominum Ducem Andegavensem & Barrensem intelligebat, etiam ipsi Domini Ambassiatores prefati Domini Caroli Francie Regis eo modo intelligebant, & eorum quilibet intelligebat, videlicet eundem Dominum Ducem Andegavensem & Barrensem non debere in hujusmodi tractatu pacis comprehendere seu includi, nec de manibus potestateque ejusdem Domini Ducis Burgundie liberatum fore, de quibus omnibus & singulis premixtis prelibatus illustrissimus Princeps Dominus Burgundie, Brabantie, &c. Dux nomine suo privato petitis à Nobis Notariis publicis sibi & omnibus, quorum interest, fieri & tradi unum & plura instrumentum & instrumenta publicum & publica. Acta fuerunt hæc Attrebati in prædicto Monasterio Sancti Vedasti sub anno, indictione, die, mense, Pontificatu, & loco quibus supra, Presentibus ibidem venerabilibus ac circumscriptis Viris Dominis & Magistris Johanne Caprioli, Archidiacono de Unequettin in Ecclesia Rothomagensi, Quintino Menardi Præposito Sancti Audomari de Sancto Audomaro Morinensis Diocesis, Nobili Viro Johanne de Brimeu Domino de Humbercourt, & Philippo Maugart Licentiatu in Legibus Attrebatenfis Diocesis, testibus ad præmissa vocatis specialiter & rogatis, sic signatum. Et me Petro Brimeti, Bacalario in Decretis, Canonico Attrebatenfi, publico Apostolica & Imperiali auctoritatibus, Sacro-sanctique Concilii Generalis Basiliensis Notario & scriba jurato, qui præmissis omnibus & singulis, dum sic ut præmittitur per prefatum illustrissimum Dominum Ducem Burgundie fierent & agerentur una cum prænominatis Dominis testibus, & Notario infra scripto præsens interfui, eaque sic fieri vidi & audivi, ideoque huic præsentī publico instrumento, manu aliena fideliter scripto hic me propria manu subscribentem una cum signo & subscriptione Notarii subscripti signum meum apposui consuetum requisitus & rogatus in fidera

& testimonium præmissorum. Et me Thoma Gauquerii Accolito Cameracensis Diocesis, Bacalario in decretis, Litterarum Apostolicarum abbreviatore publico, Apostolica & Imperiali auctoritatibus Notario, qui præmissis omnibus & singulis, dum sicut præmittitur per præfatum illustrissimum Dominum Ducem Burgundiae, aliosque Dominos Ambassiatores Serenissimi Domini Caroli Francorum Regis dicerentur & fierent, una cum prænominatis Dominis Testibus & Notario suprascripto præsens intersui eaque sic fieri vidi & audiui, ideo huic publico instrumento inde confecto, manu alienâ fideliter scripto, me subscribentem una cum signo & subscriptione dicti Notarii signum meum apposui consuetum in fidem & testimonium præmissorum requisitus & rogatus. *Plus bas.* Collatio facta est de præfenti copia cum litteris originalibus superius transcriptis per me, DE GLAMANDRE.

*CONFIRMATION DU TRAITE' D'ARRAS DONNE'E
par le Concile de Bâle, du 5. novembre 1435.*

IN nomine domini, Amen. Tenore præsentis publici instrumenti cunctis pateat evidenter, & sit notum, quod anno à nativitate ejusdem 1435. indictione XII. die vero sabbati quinta mensis novembris, pontificatus sanctissimi in Christo patris ac domini nostri domini Eugenii divina providentia Papæ IV. anno quinto, reverendissimis in Christo patribus ac dominis dominis Juliano tituli sanctæ Sabinae, Sanctæ Sedis Apostolicæ in Germania legato, Ludovico tituli sanctæ Cæcilie Arelatenis presbyteris, Prospero sancti Georgii ad velum aureum diacono de Columna, sanctæ Romanæ ecclesiæ cardinalibus vulgariter nuncupatis, Joanne archiepiscopo Tarentino, Petro episcopo Paduano, Joanne Antiocheno, Ludovico Aquileiensi patriarchis, Amedeo Lugdunensi, Henrico Bituricensi Franciæ, reverendis patribus dominis Bernardo Aquensi Angliæ, Alvaro Concheni, Alphonso Burgeni Castellæ & Legionis, Nicolao Vexionensi Daciæ, &c. Petro Dignensi Siciliæ, &c. venerabili viro domino Nicolao præposito Cracoviensi Poloniæ regum serenissimorum, dominis Joanne Nivernensi Burgundiæ, Matthæo Albinganciensi Episcopis Mediolani ducum illustrissimorum, Joanne Cisterciensi, Alexandro Virziliacensi, ordinis sancti Benedicti Cahillonensis & Aduensis diocæseon, monasteriorum abbatibus, Joanne Pulcriparis, Dionysio Sambrenays in sacra pagina doctoribus Almx Universitatis Studii Parisiensis, in sacro Basileensi concilio nuntiis & ambassiatoribus, aliisque reverendissimis & reverendis patribus & dominis dominis archiepiscopis, episcopis, abbatibus, doctoribus, & magistris in magna multitudine & numero copioso sacrum Basileense concilium representantibus & celebrantibus, in generali congregatione de mane in majori Ecclesia Basileensi more solito congregatis præfatis reverendissimis patribus dominis, cardinali legato, archiepiscopo Tarentino, & episcopo Paduano, pro & nomine sanctissimi domini nostri Papæ præsidentibus in eadem, in dominorum, testium, & nostrorum notariorum publicorum inscripserunt præsentia, lectis primitus deliberationibus sacrarum deputatum pro dicta generali congregatione hac die de mane celebranda, ad audiendum reverendissimi patris domini Hugonis episcopi Prænestini cardinalis de Cypro, legati cum potestate de latere, ac reverendorum patrum & venerabilium virorum dominorum Nicolai Vexionensis, Matthæi Albinganensis, episcoporum, Nicolai præpositi Cracoviensis, & Guilielmi Hugonis ar-

1435.
5. Nov.

ehidiaconi Metensis, sacri concilii ambassiatorum, missorum ad conventionem Atrebatensem, pro pace Christianissimi regni Franciæ tractanda, & de eadem conventionem redeuntium, de gestis per eos circa huiusmodi pacem relationem faciendam. Concluseque per reverendissimum dominum cardinalem legatum, alterum dictorum præsentium, nomine & auctoritate, sacri concilii super huiusmodi generali congregatione celebranda, præfati domini legatus & ambassiatores accesserunt ad dictam generalem congregationem pro huiusmodi sua relatione faciendam. Et sedentibus ipsis dominis legato & ambassiatoribus in altiori banca, in qua reverendissimi patres domini cardinales & præsidentes sanctissimi domini nostri Papæ in generalibus congregationibus sedere consueverunt, requisitisque & exhortatis dominis & patribus de sacro concilio per eundem reverendissimum dominum cardinalem de Cypro legatum, ut ipsi haberent eundem dominum cardinalem & alios dominos ambassiatores in huiusmodi sua relatione facienda patienter & benigne audire. Deinde facta prius per dictum dominum episcopum Vexionensem solenni collatione sub themate, *Gaudium & lætitia irruentur in ea, gratiarum alio & vox laudis*, &c. præfatus venerabilis & circumspectus vir dominus archidiaconus Metensis dixit eorum instructiones fuisse tripartitas. Primo instruebantur episcopi partes contententes exhortari tam in genere quam in specie ad pacem & concordiam per omnia media possibilia. Secundo eis committebatur pacis & concordie præfate specialis prosecutio facta & opere. Tertio eis dabatur facultas singula bene gesta interpretandi, roborandi, ac pœnis & censuris validandi, dicebatque quod ex harum instructionum directione, quantum fieri potuit, eis commissa fideliter peregerunt: ipsaque gesta per eos secundum ordinem instructionum suarum, specificè & articulatum recitavit: Primum juxta primam partem earum declaravit, qualiter post adventum partium in civitate Atrebatensi coram illustrissimo domino Burgundie proposuit solenniter dominus Nicolaus de Polonia, persuadendo sibi pacem & concordiam. Deinde ad idem coram ambassiatoribus Christianissimi domini regis Franciæ dominus episcopus Albenganensis: postremo dominus Vexionensis coram ambassiatoribus serenissimi domini regis Angliæ, ipsos ad pacem mediis & viis possibilibus inducendo. Recitavit ulterius dictus dominus archidiaconus quomodo tractatum ipsius pacis & concordie specialiter fuerunt prosecuti. Juxta secundam partem suarum instructionum, aperiendo & declarando articulati & successive omnes oblationes factas hinc inde inter Gallicos & Anglicos, quarum ultimæ finales, & in quibus partes ipsæ immutabiliter persistebant, fuerunt hæ: Pro parte ambassiatorum Christianissimi Regis Franciæ oblatum est Anglicis omne dominium quod tenent & occupant in ducatu Aquitanie, nec non totus ducatus Normanniæ, modo & forma contentis in quadam litera sigillis omnium dictorum ambassiatorum sigillata, & illustrissimo domino duci Burgundiæ tradita. Pro parte ambassiatorum fuit oblatum Regi Christianissimo Franciæ totum id quod tenet & possidet in Francia tam citra Ligierim quam ultra: hoc adjecto, quod terræ, dominia & oppida unius obedientie, incluse seu inclusa in dominiis alterius obedientie, commutabuntur ad alias terras & alia oppida, sita seu inclavata inter dominia alterius obedientie, secundum commodiorem utrumque alterutrius partium. Item hoc mediante, offerebant matrimonium sui regis sine alio onere dotis, etiam liberationem domini Ducis Avelanensis mediante finantia competentis. Narravit postmodum, quod finaliter le-

gati & oratores sacri concilii & sedis apostolicæ; dixerunt dominis ambassiatoribus Angliæ, attento quod pater moderni Regis Franciæ Christianissimi, avus, proavus, & alii sui prædecessores, à tanto tempore, & per tantum tempus, cujus principii memoria non existit, fuerunt in possessione quietæ & pacificæ Coronæ Franciæ, & tales habiti, ac etiam per sacra concilia generalia, summos pontifices, imperatores, & alios omnes principes orbis sic nominati verbo & literis. Certe propterea eis videbatur, quod ipsius regis oblationes erant rationabiles pro pace & concordia, & nullo modo per Anglicos refutandæ, sed omnino acceptandæ. Et casu quo eas non acceptarent, volebant adire præfatum dominum ducem Burgundiæ, ipsum exhortando, ut regno Franciæ, quantum in eo erat, daret pacem & tranquillitatem, pacem cum rege faciendo, prout etiam in mandatis haberent. Deinde dixit idem dominus archidiaconus, quod quia ipsi domini ambassiatores Angliæ recesserant absque conclusione vel acceptance oblationum Gallicorum, quæ (ut supra) eidem dominis legatis rationabiles quamplurimum videbantur, adiverunt realiter præfatum dominum ducem Burgundiæ, ipsumque tam auctoritate sacri concilii, quam sanctissimi domini nostri papæ exhortati sunt, & requisierunt omnibus melioribus modis & viis quibus potuerunt, ad huiusmodi pacem & concordiam cum Christianissimo domino rege Franciæ, de qua domo ipse dominus dux & sui progenitores traxerunt originem, iniendam & faciendam. Tandem datis & oblati per dominos ambassiatores domini Francorum Regis certis oblationibus, quæ iustæ & rationabiles videbantur, dicto domino duci Burgundiæ pro suo interesse, ipse dominus dux volens parere exhortationibus, requisitionibus, imo verius mandatis sacri concilii & sanctissimi domini nostri papæ, declarato prius per præfatos dominos legatos & ambassiatores, auctoritate qua supra, quod licite & sine nota seu jactura honoris ipsius domini ducis præfatus illustrissimus dominus dux, non obstantibus præsentis conventionibus, per eundem dominum ducem, alias divæ memoriæ progenitori moderni regis Angliæ, & regi Angliæ moderno initis & factis, poterat & debebat pacem & concordiam cum rege Franciæ facere & inire. Respondit se velle parere & obedire. De qua quidem declaratione & aliis præmissis prælibati domini legati & ambassiatores, auctoritate qua supra, literas opportunas eorum sigillis sigillatas præfato illustrissimo domino duci illas postulanti dederunt & obtulerunt. Qua quidem relatione sic (ut præfertur) facta, præfati domini legatus & ambassiatores per organum ipsius domini archidiaconi petierunt & requisierunt à sacro concilio, quatenus dignaretur omnia acta & gesta per eos circa huiusmodi tractatum pacis habere rata & grata, ac illa approbare, defectusque, si in huiusmodi tractatu intervenissent, supplere. Hoc idem venerabiles viri magistri Aimatus de Roussillione, Hugo Barardi, & Bartholomæus de Fraxino, promotores sacri concilii, nomine promotorio ejusdem petierunt & requisierunt, & quilibet eorum petiit & requisivit. Super quo per sacrum concilium & dominos & patres ipsius sacri concilii, nemine discrepante, responsum extitit per verbum, Placet. Quibus sic actis, reverendissimus pater dominus cardinalis legatus & præsidens nomine & auctoritate sacri concilii, de huiusmodi sanctissima pace inter præfatos dominos regem Franciæ & ducem Burgundiæ reformatâ, dedit laudes sanctissimæ Trinitati, regatando sanctissimo domino nostro summo pontifici, præfatis dominis legatis & ambassiatoribus, de laboribus per eos in huiusmodi

sancto negotio assumptis, exhortatusque est dominos de sacro concilio, ut huiusmodi paci generali velint operam dare usque ad consummationem eiusdem. Adjiciens contra detrahentes sacro concilio, quod si concilium durasset per viginti annos, & non fuisset aliud agitatum, nisi de illa benedicta pace Franciæ, adhuc non deberent sacrum concilium diffamare, imo illud laudare & benedicere. De & super quibus omnibus singulis præmissis præfati domini promotores, nomine promotorio, quo supra, petierunt, & quilibet eorum petit à nobis notariis publicis & dicti sacri concilii scribis infra scriptis, sibi & omnibus quorum interest fieri atque tradi unum, vel plura, publicum & publica, instrumentum & instrumenta. Acta fuerunt hæc Basileæ in dicta generali congregatione, sub anno, indictione, die, mense & pontificatu quibus supra, præsentibus ibidem venerabilibus & circumspectis viris dominis & magistris Joannis Pulcrupatris, Dionysio Sambrenays, Radulpho de Porta, in sacra pagina doctoribus, & Guidone de Vercellis magistro in artibus Parisiensi, una cum pluribus aliis testibus ad præmissa adstantibus.

LETTRES DE CONFIRMATION PAR LOUIS
Dauphin de Viennois, depuis Roi Louis XI. fils-aîné du Roi Charles VII. du Traité de Paix qui avoit esté conclu à Arras le 21. septembre 1435. entre le Roi son pere, & Philippe le Bon Duc de Bourgogne. Donné à Bruxelles, où le Dauphin s'estoit retiré du vivant du Roi son pere, le 28. janvier 1456.

LOUIS aîné-fils du Roi de France, Dauphin de Viennois; Savoir faisons à tous presens & avenir nous avoir vû & fait voir & visiter par les gens de nostre Conseil à grande & mûre deliberation les Lettres Patentes de Monseigneur sur le fait de la Paix & réunion faite de nostre treshier & tres-ami oncle & cousin Phelippe Duc de Bourgogne & de Brabant, avec mondit Seigneur, desquelles la teneur s'ensuit.

CHARLES par la grace de Dieu Roi de France, le tres-glorieux Roi des Rois Dieu nostre créateur, par lequel nous vivons & regnons, & duquel seulement nous tenons nostre Roïaume, nous enseigne & donne exemple par soi-même à avoir comme vrai pasteur, le salut & le repos de nostre peuple, & le preserver des tres-grans & innombrables maux & dommages de guerre, laquelle chose nous avons toujours desirée de tout nostre cœur, & procurée à tres-soigneuse diligence, connoissant que par le bien de paix est élevée & exercée justice, par laquelle les Rois regnent, & les tems passiez nostre Roïaume a été exhaussé & conservé. Et comme nous toujours portant à tres-amere déplaisance les divisions & guerres de nostre Roïaume, lesquelles paravant nostre avenement à la Roiale Majesté, étoient encommencées, & jusques à ores ont duré à la tres-grande affliction, opression & destruction de nôtredit peuple, avons, dès qu'il a plu à Dieu nous donner âge & tems de discretion, vaqué, entendu, & travaillé, & fait par plusieurs de nos parens, gens & officiers, vaquer, entendre & travailler à trouver l'apaisement desdites divisions & guerres, & mettre paix & union en nostre Roïaume, & reconcilier & réunir avec

nous nôtre tres-cher & tres-amé frere & cousin Phelippe Duc de Bourgogne. Surquoi a'ent été tenuës plusieurs conventions & journées en divers lieux de nôtre dit Roiaume, avec les Anglois nos anciens ennemis, & nôtre dit frere & cousin de Bourgogne, & entre autres en la ville de Nevers, en laquelle eût été prise, acordée & acceptée autre journée & convention en la ville d'Arras. Aufquels lieu & journée d'Arras aïons envoié pour nous nos tres-chers & tres-amez cousins le Duc de Bourbon, le Comte de Richemont, nôtre Connétable, le Comte de Vendôme Grand-Maître de nôtre Hôtel, & nos amez & féaux l'Archevêque de Reims Chancelier, Chrstoile de Harcourt nôtre cousin, & le Sire de la Fayette Maréchal de France, Maître Adam de Cambrai-Premier President en nôtre Parlement, Maître Jean Tudert Maître des Requêtes de nôtre Hôtel, Maître Guillaume Chartier Docteur en Droit Canon & Civil, Etienne Bernard dit Moreau, nos Conseillers, & Maître Jean Chastelier & Robert Mailliere nos Secretaires, & tous nos Ambassadeurs; Et à iceux lieu & convention d'Arras aïent été de par nôtre Saint-Pere le Pape, nôtre tres-cher & special ami le Cardinal de Sainte-Croix, & de par le saint Concile de Basle, nôtre tres-cher cousin le Cardinal de Chipre, & autres plusieurs Prelats & Gens d'Eglise, notables; par le moien desquels Cardinaux & Gens d'Eglise aïent été pourparlées & avancées plusieurs voës & ouvertures des paix generale & particuliere, tant avec lesdits Anglois, comme avec nôtre dit frere & cousin de Bourgogne. Et finalement par le moien d'iceux Cardinaux & autres Gens d'Eglise, ait été conclüe & fermée par nosdits cousins & ambassadeurs, pour & ou nom de nous & icelui nôtre frere & cousin, bonne paix, concorde, & réünion de lui avec nous, & fait, consenti, promis & accordé les choses declarées & contenuës és articles qui de mot à mot s'ensuivent.

Ce sont les offres, &c.

Lesquelles choses contenuës és articles dessus écrits, nosdits Cousins & Ambassadeurs aient promis faire consentir, approuver, ratifier, & confermer par Nous, & en bailler nos Lettres confirmatoires & Patentes en forme deuë à nôtre dit frere & cousin de Bourgogne, & sur ce aient baillié leurs Lettres à icelui nôtre frere & cousin, lequel a fait & juré bonne, loiale, feure, ferme, & entiere paix & réünion avec nous, & a consenti & fait lettres, renonciations, promesses, submissions; & autres choses dessus declarées, qu'il doit & est tenu faire de sa part, & nous à reconnu son souverain Seigneur.

Savoir faisons à tous presens & avenir, que nous oïï à plein nosdits cousin & Ambassadeurs sur les choses dessusdites; & icelles bien considerées, & tout ce que par eux y a esté fait & passé pour nous & en nostre nom, à l'honneur & pour reverence principalement de Nôtre Sauveur JESUS-CHRIST, tous d'estre de honneurs mondains & biens temporels arriere mis; & pour esthener l'effusion du sang humain, & pour pitié & compassion de nôtre peuple, & afin qu'ils puissent vivre sous nous en paix & tranquillité; pour l'honneur aussi & contemplation de nôtre Saint-Pere, dudit Concile, & desdits Cardinaux, & pour certaines autres causes & considerations à ce nous mouvans, ledit Traicté de Paix accordée réünion de nôtre dit frere & cousin Phelippe Duc de Bourgogne avec nous, consentons, ratifions, aprouvons & confermons, &, se métier est, faisons de nouvel tout ainsi & par la forme & maniere qu'il est contenu és articles dessus transcrits,

& qu'il a esté promis & passé par nosdits Cousins & Ambassadeurs. Promettans de bonne foi & en parole de Roi, & sous l'obligation de tous nos biens presens & avenir pour nous, nos hoirs & successeurs, tenir, garder, entretenir & accomplir à notre loial pouvoir, sans fraude, deception ou malengin ladite paix & réunion, & toutes les choses dessus transcrites, & chacune d'icelles de notre part, & en tant qu'il nous touche & peut toucher à toujours, tout par la forme & maniere dessus écrite inviolablement & sans enfreindre, sans faire ne venir, ne souffrir faire ou venir au contraire, couvertement ou en appert, en quelque maniere que ce soit. Nous soumettant quant à ce à la censure, cohertion, compulsion, & contrainte de nostredit Saint-Pere, dudit saint Concile, & desdits Cardinaux, & de toutes autres Cours tant d'Eglise que Seculieres; Voulant & octroyant par icelles estre contrainsts & compellez tant & si avant comme faire se peut en tel cas, se faite y avoit de nostre part: & renonçons à toutes allegations & exceptions tant de droit que de fait que pourrions dire ou alleguer au contraire: En especial au droit disant que generale renonciation ne vaut se especial ne precede, & tout sans fraude, deception & malengin.

Er afin que ce soit chose ferme & estable à toujours, nous avons fait mettre notre Seel à ces presentes. Donnè à Tours le dixieme jour de Decembre l'an de grace mil quatre cens trente-cinq, & de nostre Regne le quatorzième. Par le Roi en son Grand Conseil, *FRESNOY*,

NOUS ayant agreable comme bien raison est, ce que par mondit Seigneur fait a été en cette partie, ledit Traicté de paix accordée, & réunion de notre dit oncle & cousin avec mondit Seigneur, & tout le contenu és Letres ci-dessus transcrites, avons loüé, gréé, ratifié & approuvé, loüons, gréons, ratifions, approuvons & confermons, tout ainsi & par la maniere qu'il est contenu esd. Letres dessus incorporées. Promettant par les foi & serment de notre corps, & en parole de fils de Roi, & sous l'obligation de tous nos biens presens & avenir pour nous, nos hoirs & successeurs, tenir, garder, entretenir, & accomplir, & faire tenir, garder, entretenir & accomplir de point en point, sans fraude, deception, ou malengin lad. paix & réunion, & toutes les choses contenuës esd. Letres dessus transcrites, & chacune d'icelles à toujours, tant par la forme & maniere esdites Letres contenuës inviolablement & sans enfreindre, sans faire ne venir, ne souffrir faire ou venir au contraire, couvertement ou en apert, en quelque maniere que ce soit: Nous soumettant quant à ce, à la censure, cohertion, compulsion & contrainte de nostredit Saint-Pere, dudit saint Concile, & desdits Cardinaux, & de toutes autres Cours, tant d'Eglise que Seculieres, veuillant & octroyant par icelles, & ruêmement par notre dit Saint-Pere, être contrainsts & compellez tant & si avant comme faire se peut se faite y avoit de notre part, & renonçons à toutes allegations & exceptions, tant de droit que de fait, que pourrions dire ou alleguer au contraire, en especial au droit disant que generale renonciation ne vaut, se l'especial ne precede, & tout sans fraude, barat, deception ou malengin. Er afin que ce soit chose ferme & estable à toujours; nous avons fait mettre à ces presentes notre Seel de secret en l'absence du grand. Donnè à Bruxelles le vingt-huitième jour du mois de Janvier l'an de grace mille quatre-cens cinquante & six. *Au dessous est écrit de la main du Dauphin.* Beaulx oncle Phelipe Duc de Bourgoigne, Nous vous prometons

par la foi & serment de nôtre corps, d'entretenir & garder de point en point le Traité & apointment de la paix fait entre Monseigneur & vous, tout ainsi qu'il est ci-dessus écrit, sans aucunement faire ne venir à l'encontre, & quand il plaira à Dieu que parvenions à la Couronne de France, vous prometons encore baillier nos Lettres Patentes de telle substance que ces présentes. Écrit de ma main. Signé, LOYS. Scellé du Sceau secret du Daupin de cire verte pendant en laes de soye rouge & verte.

Et sur le repli est écrit. Par Monseigneur le Daupin, Jehan de Montauban; Jehan Bastard d'Armagnac, Maréchal du Daupin; George de la Tremouille S. de Craon; Loys Sieur de Crussol; Jehan de Montapedon, Sieur de Beauvoir, & autres présens. Signé, BOURRE.

*TRAITE' ENTRE LE ROI CHARLES VII. ET JAQUES I.
Roi d'Ecosse, pour le Mariage de Marguerite sa fille, avec Louis
Daupin de France. Fait à Chinon le 30. octobre 1428. Lequel Mariage
fut consommé à Tours le 25. juin 1436. le Daupin n'ayant pas 14. ans,
en vertu de la Dispense donnée par l'Archevêque de Tours comme
Diocésain;*

CAROLUS Dei gratiâ Francorum Rex, Universis presentes literas inspecturis, salutem in eo qui dat salutem Regibus, cujusque bonitate & virtute crescunt unita ac per charitatem conjuncta quaque in melius prosperantur. Regum potentatus ac regaliū domorum dignitates & viribus crescunt & elucescunt honoribus, cum praeclarissimae domus per alterutrum appropinquationem & mixturam sanguinis significantur, sicque utique robur crescit & clarescit honorum, insigniorumque radicatione, & amor charitativus vivacius intenditur. Cum igitur inter illustrissimum Principem fratrem, consanguineum & confederatum nostrum charissimum Jacobum Dei gratiâ Scotorum Regem, & nos per dilectissimos Consiliarios nostros Reginaldum Archiepiscopum, & Ducem Rhemensē Patrem Franciæ, Joannem Stevvart Comitem Ebroicensē, & dominum de Devile consanguineum nostrum, & magistrum Alanum Aurigæ Cancellarium Bajocensem Secretarium, Ambaxiatores nostros ad prædictum fratrem nostrum, hac de causa destinatos & sufficienti potestate fultos, nomine nostro & nostra parte fuerit concordatum & conclusum matrimonium inter charissimum primogenitum nostrum Ludovicum Delphinum Viennensem, in minoribus annis, & sub paterna nostra potestate constitutum, & dilectam filiam & consanguineam nostram Margaretam primogenitam dicti fratris nostri Regis Scotiæ, in minoribus annis, & sub paterna potestate etiam constitutam, prout ex literis patentibus dicti fratris nostri super dicto tractatu ipsius Ambaxiatoribus nostris sua de parte traditis constare potest, quarum tenor sequitur, & est talis.

1436.
30. Oct.

JACOBUS Dei gratiâ Rex Scotorum, universis presentes literas inspecturis, in omnium datore bonorum & sacramentorum fonte Deo dilectionem & salutem. Cum Regum inclita celsitudo & felicia incrementa regnorum per-

Et cetera & conjunctiones ligarum tanquam muro inexpugnabili contra inimicorum incurfus, & ut unum corpus ad invicem conjungantur; hæcque vincula per matrimonium catenata, cujus effectus dispersos colligit, & de diversis ac extraneis personis quasi de uno eodemque utero exeuntibus constituit unam carnem, unamque & eandem utriusque voluntatem, ornantur & splendidissime decorantur, siquidem cum pro parte Christianissimi Principis fratris, confederati, ac consanguinei nostri charissimi Caroli Dei gratiâ Regis Francorum illustris, nobis suos solemnes Ambaxiatores, videlicet reverendum in Christo patrem Reginaldum permissione divinâ Archiepiscopum & Ducem Rhemensium, Patrem Franciæ, Joannem Stevart Comitem Ebroicensium, dominum de Devile militem, consanguineum nostrum, & magistrum Alanum Aurigæ Cancellarium Bajocensem destinantis, & per præfatorum Ambaxiatorum medium propositum fuerit, quod præfatus Christianissimus Princeps frater noster, & etiam inclinum ejus unigenitum Ludovicum Delphinum Viennensem, adhuc in minori ætate & sub potestate paterna constitutum desiderabat, & obtulit filix nostræ primogenitæ Margareta dare in conjugem & maritum. Quique Ambaxiatores prædicti ad hoc potestatem & commissionem præfati Christianissimi Principis fratris nostri sufficientes & plenas habentes, & eandem producentes coram nobis, dictam filiam nostram Margaretam præfato Ludovico dari in conjugem & uxorem, cum eâ quâ decuit honestate obtulerunt. Attendentes etenim & digna meditatione penitantes, tantam tamque magnificam præfati inclitæ prolis Ludovici oblationem nobis factam fore & esse sicut decet, cum gratiarum actione sincere & cordialiter acceptandam. Nos pro nobis & dicta filia nostra Margareta, adhuc sub nostra potestate constituta, purè, simpliciter & absolute cum prædictis Ambaxiatoribus ad hoc potestatem habentibus, & mandatum speciale à præfato Christianissimo Principe fratre nostro, & pro se & ejus dicto filio Ludovico, in minori etiam ætate constituto, de nostri generalis Consilii avisamento & deliberatione despondemus, dictamque nostram filiam Margaretam daturos in conjugem & uxorem Ludovico memorato & tanquam pro ejus perpetua conjugæ quantum possumus, contraximus pro eadem cum præfatis Ambaxiatoribus, convenientes, tractantes, concordantes, componentes, & etiam concludentes; dictusque Archiepiscopus præfatorum Ambaxiatorum principalior atque primus, & ex parte præfati Christianissimi Principis patris nostri &c. assentientibus & consentientibus suis collegis in dicta ambaxiata contentis, autoritate, potestate & mandato prædictis convenit, tractavit & nobiscum concordavit, composuit & conclusit, ac dictum Ludovicum autoritate præmissa, ut præfertur, præfate nostræ filix Margarete purè & simpliciter ac etiam absolute spondidit, obligavit, submisit in futurum ac perpetuum conjugem ac maritum, quantum potuit contrahendo pro eodem omni fraude & contradictione seclusis, liberaliter, sponte, sub pœnis, juramentis, sponsonibus, obligationibus, & confirmationibus ab utraque parte subeundis, & compromissis hinc & inde prout in articulis capitularibus præsentibus literis insertis plenius continetur.

Primo dicti Principes & quilibet eorum, quantum cum tangit, habent gratum & acceptum dictum matrimonium, placetque eis ipsum tractare, concordare & promittere, ac contrahi & consummari facere per dictum dominum Ludovicum, & dominam Margaretam, cum ad ætatem legitimam pervenerint,

super

Super hoc prædictis filio & filia suis in minoribus annis constitutis, quilibet pro parte sua spondentes, ac etiam paciscentes.

Item, quatenus dicti Principes pendente tempore ante consummationem matrimonii tenebunt & acceptabunt, videlicet dictus Rex Franciæ dictam dominam Margaretam pro filia, & dictus Rex Scotiæ dictum dominum Ludovicum pro filio, iuvando, fovendo, & confortando eos in suis honoribus, dignitatibus, iuribus præsentibus & futuris, ac bonum, utilitatem & honorem eorum promovendo, malumque & incommodum & damnum eorum evitando toto posse sicut decet, pro filio & filia, ac si matrimonium consummatum esset.

Item dicta domina Margareta, cùm ratione dicti domini Ludovici tempore futuro ad Dignitatem Reginalem Coronæ Franciæ devenerit, dotabitur secundum quod Reginæ Franciæ per leges & consuetudines dicti regni solent esse, & fuerunt dotatæ.

Item, si contingat dictum dominum Ludovicum decedere antequam ad Coronam Regiam pervenerit, matrimonio consummato dicta domina dotabitur, ut solent dotari sponse primogeniti Regis Franciæ: at si magis placet dos nominata, dotabitur de duodecim mille libris in reddito juxta æstimacionem librarum Franciæ, & constituetur dos in fortaliis & dominiis honori & statui tantæ domine concedentibus.

Item, si quis prædictorum Principum infregerit præsentem tractatum & concordiam matrimonii, infractor obligabitur & tenebitur solvere alteri summam centum millium coronarum auri talis ponderis & valoris, quam marca Franciæ sexaginta & quatuor de dictis coronis non excedat.

Item & quoad hoc dictæ partes coercitioni Sanctæ Sedis Apostolicæ submittentur usque ad pœnas generalis interdicti inclusive, non obstante quocumque generali aut speciali privilegio eisdem Principibus aut alicui eorum concessio super non interdicendis personis aut dominiis eorundem.

Item his non obstantibus tam de augmentatione pœnarum à parte contraveniente levandarum, quàm ampliatione dotis & reddituum pro vitâ dictæ domine Margaretæ assignandorum quædam alia Regis Scotiæ Ambassiatori petenda & exigenda committuntur. Ad quæ quidem omnia, & singula nos, & dilectissima consors nostra Regina pro nobis, & præfatâ filiâ nostrâ Margareta ac præfatus Archiepiscopus consentientibus, & præsentibus duobus suis collegis prædictis pro præfato Christianissimo Principe fratre nostro, &c. Regum hereditibus, & successoribus Regni, Principibus, & Prælatibus, Baronibus, communitatibus, & subditis ac obedientibus utrorumque præsentibus, & futuris perpetuo, & inviolabiliter observanda tactis sacro-sanctis Dei Evangelis juramenta præstitimus corporalia, & etiam nostrum quilibet juramentum præstitit corporale. Præterea cùm ex frequenti cohabitatione conjugum fervor dilectionis, & ipsorum mutua dilectio intensius crescant, & validius radiceantur, nec decet conjuges alterius solatio diu seu eorum præsentia destitui, aut privari præfatorum Ambassiatorum petitionibus annuentes per præfati consilii nostri advisamentum promittimus, & tenore præsentium spondemus, quod præfatam filiam nostram Margaretam eidem fratri nostro Regi, ac nostro filio dilectissimo Ludovico memorato, in proximo navigio usque ad regnum nostrum transmittendo, pro eadem quandocumque post Festum Purificationis Beatæ Mariæ, proximo futurum infra

annum cum sex millibus hominum ipsam concomitantibus seu concomitaturis transmittimus prout, & secundum quod de ejus transmissione, & dictorum sex millium hominum ordinatione per nostram Ambassiatam supradictam dum venerit cum prefato Christianissimo Principe fratre nostro, &c. tractabitur, ordinabitur, & finaliter concludetur. Datum sub testimonio magni sigilli nostri, apud Perch, decimo nono Julii anno Domini millesimo quadringentesimo vicesimo octavo, & Regni nostri vicesimo tertio. Sic signatum in nostro Consilio Generali, TAILLEFER.

NOS attendentes, & digna meditatione pensantes tantam tanque magnificam Amicitia fortificationem, & appropinquationem sanguinis ad utriusque regni robur, & honestatem, ac fœderum vigorem dudum initorum nunc per matrimonii predicti copulam roborandum fore, & esse sicut decet cum gratitudine sincerâ affectuosius & cordialiter acceptandam, predicti matrimonii tractatum sicut prefertur promissum, conclusum, & juratum, gratum habuimus, & acceptum modo, & forma quibus in articulis literis præinfertis designatis continetur. Verum quia in dicto tractatu prefatus frater noster sibi aliqua reservavit à nobis postulanda, & per nos addenda, & declaranda, atque ad petendas, &quirendas à nobis dictas additiones, & declarationes ac ratificationem, & approbationem dicti tractatus nos personaliter fieri & jurari, idem frater noster ad nostram præsentiam suos destinavit Ambassiatores solemnes, videlicet Henricum Episcopum Abredinensem, Patricium Dogilbs militem, Vicecomitem Augustæ, & Magistrum Edvardum de la VVadre, Archidiaconum Laedoniæ, super dictis additionibus, declarationibus, approbatione, & juramento nos instantissime requirentes. Nos auditis ipsis Ambassiatoribus in nostro magno Consilio, & omnibus per eos propositis, & deinde expressius petitis, diligenter consideratis, & attentis, & maxime quod auxilium, & succursum dicti fratris nostri copiosum, & potentem adversus utriusque regni hostes nobis venturum, & servitutum obulerunt, & promiserunt, habitâ maturâ dicti magni Consilii super his deliberatione ad articulos capitulares per dictos Ambassiatores nostros tractatos, concordatos, & compromissos prout præinfertis literis continetur, addi pro parte nostra volumus, & ordinavimus quæ sequuntur.

Primò volumus, & addimus ad prædicta quod si contingat filiam nostram Margaretam ratione dicti filii nostri primogeniti ad coronam reginalem Francia non devenire matrimonio consummato, de quindecim mille libris annui redditus dotetur, quæ quidem librar talis valoris, & monetæ sint, quod marca argenti ad sextum dimidia dictarum librarum æstimetur.

Secundò, quod pœna contra partem infringentem appositâ, & alteri parti solvenda, quæ ad centum mille coronas æstimabatur, usque ad trecenta millia coronarum augmentetur.

Tertiò, quod si contingat dictum filium nostrum Ludovicum decedere matrimonio non consummato cum dicta filia nostra Margareta, secundo-genitus noster, si Deus nobis aliquem dederit, contrahet cum eadem Margareta, & in casu simili mortis secundi cum tertia, & sic deinceps usque ad consummationem matrimonii alicujus inter dictas proles; hoc tamen sub tali conditione, & pacto non consummati matrimonii. Similiter, in casu mortis dictæ Margareta, dictus

Ludovicus filius noster contrahet cum secunda, & in casu mortis secunda cum tertia, hoc tamen pacto intelligendum est quod de dictis filiabus viventibus poterimus eligere quancumque voluerimus pro filiis nostris prædictis, quodque in personis sit idoneitas, & talis convenientia in annis, quod una pars alteram ultra septennium non excedat, atque hoc capitulum locum habebit in filiis, & filiabus ante mortem primogenitorum, & primogenitarum utrorumque alteri matrimonio non obligatis.

Quarto, quod si contingat dictum filium nostrum Ludovicum decedere matrimonio non consummato, & non vivente aut superstite nobis altero filio, cum quo possit per matrimonium dicta filia nostra Margareta copulari; adductaque ad nos, & dictum filium nostrum fuerit in regno nostro, nos in recompensationem laborum, & onerum dictæ filie nostræ Margarete eidem dabimus, & persolvemus quadraginta millia coronarum auri. Quibus additionibus, & declarationibus per nos cum dictis Ambassiatoribus concordatis, & ad cetera capitula per dictos nostros Ambassiatores tractata, & conclusa adjunctis, Nos pro nobis, & dicto filio nostro sub paterna nostra potestate constituto, purè, simpliciter, & absolute cum præfatis Ambassiatoribus ad hoc potestatem habentibus, & mandatum speciale à præfato fratre nostro per se, & dicta filia sua Margareta in minori etiam ætate constituta, de nostri magni Consilii advisamento & deliberatione, despondimus dictum filium nostrum Ludovicum dare in conjugem, & maritum Margarete memoratæ, & tanquam pro ejus perpetuo marito quantum possumus, contraximus, pro eodem cum præfatis Ambassiatoribus convenientes, tractantes, concordantes, componentes, & etiam concludentes acta per dictos Ambassiatores nostros rata, & grata habentes, laudantes, & confirmantes, ac super additis, & declaratis per nos paciscentes, & compromittentes de novo prout suprà declaratum est, omni fraude, & contradictione seclusis, liberè atque sponte, sub pœnis, juramentis sponsonibus ab utraque parte subeundis, & compromissis hinc & inde, ut superius extitit declaratum. Ad quæ quidem omnia & singula nos, & charissima consors nostra Regina ac charissima mater nostra Regina Sicilia, pro nobis, & dicto filio nostro Ludovico Regibus hæredibus, & successoribus Regno, Principibus, Prælatis, Baronibus, Communitatibus, & subditis ac obedientibus nostris præsentibus & futuris perpetuo, & inviolabiliter observanda tactis sacrosanctis Dei Evangeliiis juramenta præstitimus corporalia, præsentibus charissimo nepote nostro Duce Alenconii, Comitibus Vindécienensibus, & consanguineis nostris, dilectis Rhemenſi & Turonenſi Archiepiscopis, Episcopis Sagienſi, Lodevenſi, Bitterrenſi, Aurelianenſi, Agathenſi, Nemaufenſi, & Tarbienſi, Abbatibus Talemond, & Alen. Dominis de la Trimouille, d'Orval, de Gravilla, Magistro Balistariorum, & de Trevis, Vicecomite de Rucpavardi pluribusque viris Ecclesiasticis, Baronibus, & Nobilibus, atque civibus notabilibus in multitudine copiosa in nostro magno Consilio, qui etiam super præmissis omnibus inviolabiliter observandis sua corporalia præstiterunt juramenta. In quorum omnium testimonium præmissorum nostrum præsentibus literis duximus apponi sigillum. Datum in Castro nostro Caynonis, die penultima mensis Octobris, anno Domini millesimo quadringentesimo vicesimo octavo, Regni vero nostri septimo. Per Regem in suo magno Consilio. MALLIERE.

Clinos.

COMMISSION DU ROI CHARLES VII. AU CHANCELIER
& autres, pour comparoir devant l'Evêque Diocésain, & sur le défaut d'âge de M. le Dauphin, obtenir dispense, requérir, & poursuivre le mariage dudit Dauphin avec Marguerite d'Ecosse, bien qu'il soit mineur de quatorze ans. Donnée à Bourges le 3. Juin 1436.

CAROLUS Dei gratia Francorum Rex, universis presentes literas inspecturis, salutem. Cum inter nos pro nobis, & charissimo filio nostro primogenito Ludovico Delphino Viennensi, ex una parte; Et illustrissimum Principem fratrem, & confederatum nostrum charissimum Jacobum, eadem gratia Scotiarum Regem, pro se & dilectissima nostra Margareta ejus filia primogenita, parte ex altera: Matrimonium inter dictum filium nostrum primogenitum, & dictam Margaretam, Altissimo concedente contrahendum tractatum, & plenè concordatum extiterit, nosque certis de causis ad hoc animum nostrum moventibus ipsum matrimonium ex nunc quantum convenientius fieri poterit, & debet sollemnifari, perfici, & compleri desideremus, quod tamen obstante eo quod prædictus filius noster, licet proximus pubertati dicatur, nondum 14. suæ ætatis annum complevit, nisi canonica ordinarii dispensatione, aut alio processu interveniente, communi juris dispositioni non plenè consonare forsitan videretur. Notum facimus quod nos ad plenum confidentes de personis dilectorum, & fidelium nostrorum Reginaldi Archiepiscopi & Ducis Remensis, Paris Francie, Cancellarii; Magistri Adæ, Primi Præsidentis in Parlamento nostro; Magistri Petri de Briveria, Canonici Turonensis; & Magistrorum Henrici Manloie, & Petri Alain Notariorum & Secretariorum nostrorum, & de eorum discretione, & provida circumspectione, fidelitate, probitate, ac bona diligentia, eos & ipsorum quemlibet in solidum melioribus modo, via, jure, & forma quibus melius, & efficacius possumus; & debemus nostros facimus, constituimus; & ordinamus per presentes procuratores, & nuntios speciales ac etiam generales specialiter, & expressè ad comparandum, & se representandum pro nobis, & nostro nomine coram dilecto, & fideli Consiliario nostro Archiepiscopo Turonensi, præfati filii nostri primogeniti Diocésano; seu ejus in spiritualibus Vicariis generalibus, aut aliis ab eo deputatis, seu deputandis in hac parte ac cum dicto filio nostro primogenito de & super defectu ætatis suæ, & quatenus opus, vel expediens fuerit, dispensari cum clausulis opportunis petendum, requirendum, & obtinendum, nec non ad promittendum, & jurandum ac alia dicendum, & faciendum nomine nostro, & pro nobis quæ juxta tractatus prædicti tenorem, & formam promittenda, & juranda; dicendaque fuerint, & faciendâ, dantes, & concedentes præfatis procuratoribus nostris, & eorum cuilibet in solidum plenam ac speciale mandatum in præmissis; & quolibet præmissorum, & alium seu alios, procuratorem seu procuratores loco sui substituendi qui similem habeant potestatem, & quem vel quos substituerint revocandi. Promittentes bona fide, & in verbo regio, nos ex nunc ratum, gratum, & firmum habere, & habituros, omne id totum, & quicquid per dictos Procuratores nostros, & eorum quemlibet in præmissis, & ea tangentia actum factumve fuerit, sive gestum. In quorum testimonium sigillum nostrum presentibus literis duximus apponendum. Datum Biturici, die:

tertiâ Junii, anno Domini 1436. Regni verò nostri 14. *Sur le repli est écrit, Per Regem in suo Consilio. Et plus bas est signé, MALLIERE. Scellé d'un sceau pendant en parchemin.*

COMMISSION DU ROI CHARLES VII. A SON FILS LOUIS;
Dauphin de France, pour comparoir devant l'Archevêque de Tours, & contracter mariage avec Marguerite fille aînée de Jacques Roi d'Ecosse. Donnée à Bourges le 3. Juin 1436.

CAROLUS Dei gratia Francorum Rex : Universis presentes literas inspecturis, salutem. Cum matrimonium inter charissimum filium nostrum primogenitum Ludovicum, Delphinum Viennensem, nunc decimo-quarto ætatis sue anno, proximum, & dilectissimam nostram Margaretam, illustrissimi Principis Jacobus eadem gratia Scotorum Regis, fratris consanguinei, & consæderati nostri charissimi, filiam primogenitam contrahendum per nos ex una parte : & dictum fratrem nostrum parte ex altera tractatum & concordatum extiterit, restet quod ipsum matrimonium solemnizandum, & perficiendum. Nos dicto filio nostro primogenito, licet absenti dedimus, & concessimus, damus, & conferimus tenore presentium auctoritatem, licentiamque, & assensum pro præmissis comparandi, & se representandi coram dilecto, & fideli Consiliario nostro Archiepiscopo Turonensi, ejusdem filii nostri Diocesano, seu ejus in spiritualibus Vicariis generalibus, aut aliis ab eo deputatis, seu deputandis in hac parte, ipsumque filium nostrum habilem, & capacem ad matrimonium hujusmodi contrahendum, & solemnizandum pronuntiare, & declarari ac cum eo de & super ætatis defectu, quatenus opus fuerit, & aliis præmissis dispensari, processusque debitos, & juridicos, super hæc fieri & expediri, prosequendi, petendi, requirendi, & obtinendi, nec non tractatum prædictum ratificandi, homologandi ac se obligandi promittendique, & jurandi ac alia dicendi, & faciendi quæ juxta tractatus prædicti tenorem, & formam dicenda fuerint, & facienda; & si sibi visum fuerit expedire, in & pro præmissis eorumque emergentibus, inde deppen. & connexis procuratorem seu procuratores constituendi cum potestate, & clausulis opportunis. In cujus rei testimonium sigillum nostrum presentibus literis duximus apponendum. Datum Bitturis, die tertiâ Junii, anno Domini 1436. Regni vero nostri 14. *Et sur le repli est écrit, Per Regem in suo Consilio. Et au dessous signé, MALLIERE. Scellé d'un sceau pendant en parchemin.*

Dispense d'âge octroyée par l'Archevêque de Tours, comme Diocésain, sur le mariage de Louis Dauphin, fils du Roy Charles VII. & de Marguerite d'Ecosse, à cause que lui n'avoit encore atteint l'âge de quatorze ans, & qu'elle n'en avoit que douze. Concedée à Tours le 13. Juin 1436.

PHILIPPUS, Dei gratia Archiepiscopus Turonensis. Quia post cetera sponsalia inter Christianissimum Franciæ Regem, nomine serenissimi Principis Domini Ludovici sui primogeniti, Delphinique Viennensis ex altera, & illustrissi-

mum Principem Dominum Regem Scotiæ, nomine serenissimæ Domine Mar-
 garetæ suæ primogenitæ ex alia, inter ipsos Ludovicum & Margaretam per Pro-
 curatores jam diu contracta & hæcenus inviolabiliter observata, desiderant tam
 ipsi Reges quam sponsi antedicti sponsalia prædicta ad effectum matrimonii
 quam oculis perducere, cujus gratia serenissima Domina antedicta ex sincero &
 maritali affectu ad ipsum Dominum Ludovicum jam pervenit ex sui genitoris
 ordinatione ad hoc regnum, sperantes in Domino tam Reges præfati, quam sponsi
 & consilia & regna eorumdem quam quanto prius ipsa sponsalia ad matrimonium
 deducantur, tanto actore matrimonii favehte, qui est solus Deus, bona matri-
 monii, puta fides, proles & Sacramentum tanto citius ad suorum regnorum com-
 modum, imo ad totius fidei & cunctæ rei Christianæ profectum exinde subse-
 quentur. Cum vellent ac proponerent ad hujusmodi matrimonii in facie Ecclesiæ,
 prout tamas decet personas solemnisationem in nostra urbe Metropolitana, pro-
 cedere, occurrit juris quæstio eoram nobis, qui sumus spiritualis ordinarius se-
 renissimi Domini Ludovici prædicti, & per Dei gratiam consequenter, futurus
 similiter ordinarius serenissimæ sponse ejusdem, puta circa pubertatem utriusque
 sponsi & sponse prædictorum, nonnullis dicere volentibus, adhuc non posse ma-
 trimonium, ætate prohibente, subsistere inter eos, quamvis dictus Dominus Lu-
 dovicus fere principium quatri decimi, & ipsa sponsa quasi duodecimi finem anni
 attingeret. Aliis autem contrarium juncta quorundam majorum summas tenenti-
 bus, nos actu ordinarius ipsius serenissimi sponsi & in spe ipsius Domine, ut
 præfertur, atque pro parte sponse ejusdem, ad difficultatis jam dictæ termina-
 tionem, necnon ad omnem canonicam provisionem ad effectum matrimonii
 sæpèdicti tam de jure communi, quam etiam speciali, puta, per dispensationem
 & aliter nominatus, acceptatus, & electus etiam in canonicis & aliis debitis
 submissionibus, quæ quomodolibet possent requiri ad præmissa & pro parte Re-
 gum, & sponsi ac sponse prædictorum per eorum procuratores literatorie consti-
 tutos, & de quorum nobis sufficienter constitit potestate atque constat; cum
 vehementi instantia requisitus unanimiter & rogatus procedere ad executionem
 omnium præmissorum videlicet pro parte Christianissimi Franciæ Regis, ac ejus
 primogeniti Domini Delphini Viennensis sæpèdicti, per Dominos Adam de Ca-
 mëraco primum Præsidentem Curie Parlamenti, & Balduinum de Campania,
 Dominum de Tusse, Baillivum etiam Turoniz, milites & Consiliarios Regios, nec
 non pro parte illustrissimi Regis Scotiæ, & ejus primogenitæ prædictorum per
 Reverendum in Christo Patrem Dominum Joannem Episcopum Brechmensensem, &
 Magistrum Joannem Scelbart, Præpositum Ecclesiæ Collegiatæ de Metphen, Con-
 siliarios ipsius illustrissimi Scotiæ Regis, & per quemlibet eorumdem, atten-
 dentesque de jure omnia, quæ adhuc disputationi sunt relicta & arbitrio debent
 judicantium subsistere, qui juxta rerum vel personarum, temporum vel utriusque opi-
 nionem seu summam immutare; hinc est quod nos illorum nunc summam qui
 dicunt, non solum ex carnis copula sive inter sponso ad invicem, sive cum aliis
 infra annos pubertatis numeralis subsecuta posse pubertatem eandem ipso facto
 præveniri, sed etiam hoc posse contingere ex sola dispositione & habitu corpo-
 rum acque animorum sponsi, simul atque sponse, certificati sufficienter de ætate
 ipsius serenissimi sponsi supradictæ, necnon de habitu & virili dispositione ejus-

dem, tam ex multiplici nostra conversatione cum eodem, quam etiam ex accurato aspectu novissimè ex causa & occasione præmissorum ad corpulentiam & merita suæ serenitatis. Et insuper informati judicialiter de ætate & virili potentia etiam ipsius sponsæ, de qua supra, ac de ipsius viri potentia considerata per nos sollicitè sponsi & sponsæ prædictorum habitudine corporum atque animorum nutritione, & ætate cujuscunque ipsorum insuper, & bona disciplina quæ multum juxta prudentium sententiam festinat ad maturitatem virtutis seminalis : considerato denique decursu ætatis humanæ, quæ quanto plus laxatur, tanto citius omnem summum ætatis gradum attingit, & assequitur suam perfectionem; considerato amplius mutuo amore sponsi & sponsæ ad se invicem, & desiderio conversationis conjugalis, quod plurimum accendit vim conjugalem: Considerato novissimè tanto bono, quod sicut dictum est ex ipso matrimonio potest verisimiliter adesse tranquillitati rei Christianæ, & corroborationi antiquarum amicitiarum atque confœderationum inter Regna Franciæ & Scotiæ, quas non minoris est virtutis conservare, quam de novo inire. Super hoc judicialiter de prædictorum omnium consensu sententiantes Christi nomine primitus invocato, decernimus sponsum & sponsam sæpe dictos esse dispositos, atque aptos ad ipsum matrimonium per verba de præsentis efficaciter in facie Ecclesiæ celebrandum, & ad ipsum quoad vixerint inviolabiliter observandum. Dispensantes nihilominus, quantum opus est, tanquam joris minister cum ipsis, & quolibet eorum, super defectu ætatis antedictæ, supplentes eandem quantum opus est ex causis prædictis, & plurimis aliis ad hoc nostrum animum moventibus. Datum Turonis, sub sigillo majori nostro, die 13. mensis Junii, anno Domini 1436. *Et sur le repli est écrit*, De mandato Domini. *Et plus bas est signé*, LUCASO, avec parafe. Scellé d'un Secan pendant en parchemin.

CONTRAT DE MARIAGE ENTRE CHARLES COMTE de Charolois, fils de Philippe le Bon, Duc de Bourgogne, avec Madame Caterine de France, fille du Roi Charles VII. & de Marie d'Anjou, fait à Blois le 30. septembre, & ratifié à Tours le treizieme octobre 1438.

CHARLES par la grace de Dieu Roi de France. Savoir faisons à tous presens & à venir, nôtre tres-cher & tres-ami frere & cousin Phelipe Duc de Bourgogne, & nôtre tres-chere & tres-année sœur & cousine la Duchesse de Bourgogne, sa compagne, nous avoir fait remontrer que jaoit ce que icelui nôtre frere & cousin, soit issu & descendu en droite ligne de nôtre Hôtel & Maison Roiale de France, & par ce soit tres-grandement conjoint & allié à Nous, & à nôtre Roiaume; neanmoins pour le tres-grand desir, & affection qu'ils ont de toujours continuer, entretenir, & accroître les grandes amitez, & conjonctions dessusdites, & de icelles plus affermir & rapprocher par nouvelles affinitez & lien de Mariage, ils nous ont fait requerir par nôtre tres-cher & tres-ami cousin le Duc de Bourbon, & en sa compagnie Jaques Seigneur de Creve-cœur, Chevalier, Chambellan; Maître Etienne Armentier, Président des Parle-

1438.
13. Oct.

mens des Pais de Bourgogne ; & Maître Phelipe de Nanterre , Maître des Requêtes de l'Hôtel , Conseillers & Ambassadeurs de nôtre dit frere & cousin , pour ce expressement de par lui envoie pardevers nous , qu'il nous plût donner & accorder par Mariage nôtre tres-chere & tres-amée fille Catherine , à nôtre tres-cher & amé cousin Charles , Comte de Charolois , seul fils & heritier de nosdits frere & sœur de Bourgogne. Nous , considérant la singuliere amour , & entiere affection , que nosdits frere & sœur ont à nous , pour tousjours estre & demeurer joints , unis , & aliez avec nous , aussi les tres-hautes , nobles & puissantes Terres , & Seigneuries que nôtre dit frere & cousin tient , tant en nôtre Roiaume , que dehors es pais & marches voisines de nôtre dit Roiaume ; parquoi peut à nous , & au bien de nôtre Roiaume , faire mains , & plusieurs grans , hauts , & notables plaisirs & services , voulant lui complaire de tres-bon cœur en toutes choies à nôtre pouvoir , avons tres-agreablement voulu , & consenti ledit Mariage estre fait , & pour traiter & appointer les convenances à ce necessaires , avons commis & deputé nos tres-chers , & tres-amés frere & cousin Charles d'Anjou , Comte du Maine & de Mortaing , frere de nôtre tres-chere & tres-amée compagne la Reine ; Charles , Comte d'Eu , Loys Comte de Vendosme , & aucuns Prelats , & autres de nôtre Grand Conseil , pour estre assemblez , & besongner sur ce avec nôtre dit cousin de Bourbon , & lesdits Ambassadeurs de nosdits frere & sœur ; lesquels nous ont exhibé & presenté le pouvoir à eux sur ce donné par nosdits frere & sœur , duquel la teneur s'ensuit.

PHELIPE par la grace de Dieu Duc de Bourgogne , de Lothier , de Brabant , & de Limbourg , Comte de Flandres , d'Artois , de Bourgogne , Palatin de Hainaut , de Hollande , de Zelande , & de Namur , Marquis du Saint Empire , Seigneur de Frise , de Salins , & de Malines : Et Ysabelle fille du Roi de Portugal , par la mesme grace Duchesse , Comtesse , Marquise , & Dame des Pais dessus-dits. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront , Salut. Savoir faisons que pour la tres-grande , & singuliere affection que tousjours avons eue à la Maison de France , de laquelle Nous Duc de Bourgogne sommes issu , & jaçoit ce que y soient tant unis & aliez que guere plus ne pouvons : toutes fois pour tousjours de plus en plus entretenir ladite alliance , amour & affection , que avons à Monseigneur le Roi & à sa Maison , & pour l'augmenter & accroître , nous faisons forts en cete partie de nôtre tres-cher & tres-amé fils & seul heritier Charles , Comte de Charolois , Seigneur de Châtelbelin , & pour la grande & entiere confiance que avons en nos amez & feaux Conseillers Messire Jaques , Seigneur de Crevecoeur , Chevalier , Chambellan de nous Duc & de nôtre dit fils ; Maître Etienne Armenier , President des Parlemens de nos Pais de Bourgogne ; & Maître Phelippe de Nanterre , Maître des Requestes de nôtre Hôtel , iceux avons fait & faisons par ces presentes & chacun d'eux pour le tout , & mesmement je ladite Duchesse de l'autorité de mon tres-redouté Seigneur Monseigneur le Duc dessus nommé à moi donnée & octroïée en cete partie , & laquelle autorité j'ay agreablement reçue ; nos Ambassadeurs , Procureurs , & certains Messages especiaux , pour de par nous au nom & nous faisant forts de nôtre dit fils le Comte de Charolois , comme dit est , demander & requerir à mondit Seigneur le Roi , & à Madame la Reine , Dame Catherine

rine, fille de Monditseigneur, pour être femme & épouse d'icelui nôtre fils le Comte de Charolois, auxquels nos Ambassadeurs & Procureurs dessus nommez, & à chacun d'eux, nous mesmement de ladite Ysabelle, de l'autorité que dessus, avons donné & donnons par cestes pouvoir, autorité, & mandement especial d'icelle Dame Caterine, demander & requérir à femme & épouse pour nostredit fils le Comte de Charolois, d'icelui mariage traiter, pour parler, & conclure, de requérir, & demander le dot & mariage de ladite Dame, & icelui accepter tel, & ainsi que bon & expedient leur semblera; & aussi offrir & consentir de par Nous doüaire, soit coutumier, ou convenance tel & ainsi qu'il leur semblera bon, avec toutes autres promesses, & convenances pertinentes au fait dudit mariage, & sur ce passer, bailler, & accorder devant Notaires, Auditeurs roiaux, ou autres personnes publiques, pour & au nom de nous, les Lettres des Traité, promesses & convenances, ainsi que au cas appartiendra, & que bon & expedient leur semblera; & si métier est d'icelle Dame Caterine fiancer pour & au nom de nostredit fils, par paroles de present, ou de futur, selon les establishments & Ordonnances de Sainte Eglise: & generalement de faire par nos Ambassadeurs & Procureurs devant nommez, chacun d'eux tout ce que en faie de Traité & convenance de mariage entre Princes, compete & appartient, & que en ce cas leur semblera estre necessaire, & expedient de faire Promettant même-ment nous ladite Ysabelle, de l'autorité de Monditseigneur, & chacun de nous, & nous faisons forts de nôtre dit fils le Comte de Charolois, comme dit est, loialement, en bonne foi, en parole de Prince & Princesse, & sur l'obligation de tous nos biens, avoir & tenir ferme, estable, & agreable à tousjours, tout ce que par nostdits Ambassadeurs sera fait, besogné, traité, accordé, & conclu touchant le mariage dessusdit, & le faire agréer, consentir, & accorder par nostredit fils, sans jamais aller, fuire, ne souffrir aller au contraire ores ne au temps à venir en aucune maniere. En té noin de ce nous avons fait mettre nos sceaux à ces presentes. Donné en nôtre Ville de Bruxelles le 8. jour de septembre l'an de grace 1438.

Tous lesquels dessus nommez, commis & deputez de par nous, & nostdits frere & sœur, se sont depuis par plusieurs fois assemblez, & ont sur le fait dudit mariage traité & pourparlé certains points & articles, lesquels ont esté rapportez pardevers nous en nôtre Grand Conseil, & iceux veüs & visitez à grande & meure deliberation, avons accordé, voulons & accordons, & consentons par ces presentes ledit mariage estre fait & accompli par la forme & maniere, & selon les articles qui s'ensuivent,

Premierement, que tant pour nous, que Nous faisons fort de nôtre dite compagne la Reine, avons promis, juré, & enconvenancé, promettons, jurons, & enconvenançons par ces presentes, de bonne foi & en parole de Roi, fuire & procurer avec tout effort, que ladite Caterine nôtre fille venue en âge de puberté, prendra à mari & époux nôtre dit cousin de Charolois, lui semblablement estre venu en âge de puberté. Et pareillement les Ambassadeurs dessusdits, tant pour nôtre dit frere & cousin le Duc de Bourgogne, que pour nôtre dite sœur & cousine la Duchesse sa compagne, & eux faisons forts pour nôtre dit cousin de Charolois, l'ont juré & promis par vertu du pouvoir à eux donné: Pour lequel mariage faire & accomplir, & avant la solemnisation d'icelui seront obtenues les dispensations à ce necessaires.

Item, pour le bon œuvre, & accroissement dudit mariage, avons promis, & promettons comme dessus, bailler, paier, & délivrer à nosdits frere & cousin de Bourgogne ou de Charolois, réellement & de fait, la somme de six-vint mille écus d'or, de la taille, poids, & aloy, que présentement faisons forger en nos Monnoyes, & ce pour le dot & mariage de ladite Catherine nôtre fille; & avec ce vestirons & enjoyallerons, & serons tenus de vestir & enjoyaller ladicte Catherine nôtre fille, deuement & convenablement, de robes, joyaux, & estoremens, tels que à fille de Roi appartient, & comme accoustumé est de faire en tel cas.

Item serons tenus, avons promis, & promettons de paier, faite, & enteriner les payemens de ladite somme de six-vint mille écus d'or; c'est à savoir, la moitié de ladite somme, qui est de soixante mille, au temps de la solemnisation dudit mariage; & l'autre moitié se payera dedans un an après la solemnisation dudit mariage, ou plutôt, si c'est nôtre plaisir.

Item, pour seurété d'avoir les paiemens de ladite somme de six-vint mille écus, tels & en la maniere que dit est: & en défaut d'iceux paiemens, dès maintenant pour lors, & en faveur dudit mariage, avons traité, voulu, consenti, & accordé, voulons, consentons, & accordons par ces presentes, que les Comtez Terres, & Seigneuries de Ponthieu, Montreuil, Crevecœur, Arlieux, & Mortagne, & leurs appartenances & dépendances, lesquelles nôtre dit frere & cousin de Bourgogne tient de present, avec plusieurs autres Terres, par le Traité de la Paix faite dernièrement à Arras, au rachat de certaine somme d'or declarée és articles de ladite Paix, soient derechef pardessus, & d'abondant baillées, affectées, & chargées de & pour ladite somme de six-vint mille écus d'or, lesdits premiers transports & obligations dudit Traité d'Arras demeurant saufs & entiers, & sans y rien innover ou prejudicier: pour laquelle somme de six-vint mille écus d'or deus pour ledit dot de ladite Catherine nôtre fille, en outre & pardessus ladite charge du Traité d'Arras, voulons, consentons, octroyons, & accordons par ces presentes, que nosdits frere & cousin de Bourgogne & de Charolois, ladite Catherine nôtre fille, & les hoirs qui ystront dudit mariage, jouissent desdites Terres & Seigneuries, appartenances & dépendances, & icelles tiennent & doivent tenir, posséder & exploier en tous droits, & appartenances de Domaine, de Justice, & en Pairie, jusques au plein & entier paiement de ladite somme de six-vint mille écus, & tout sans prejudice des droits & obligations, pour lesquels nôtre dit frere & cousin de Bourgogne, tient de present icelles Terres, appartenances & dépendances, & sans pour les fruits & jouissance dessusdits, rabatre ou deduire aucune chose de ladite somme de six-vint mille écus par nous deus, promis, & accordez pour ledit dot de ladite Catherine nôtre fille.

Item, seront tenus nosdits frere & cousin de Bourgogne, & de Charolois son fils, & chacun d'eux, de convertir & employer la moitié de ladite somme de six-vint mille écus, c'est à savoir soixante-mille quand receuë l'auront, en achat de Seigneuries, Terres, & revenus, qui seront le propre heritage de ladite Catherine nôtre fille, & de ses hoirs, par l'avis & conseil de nous, ou de nos commis, & de ceux desdits beaufriere & cousin de Bourgogne, & de Charolois. Et au regard des autres soixante-mille écus, nosdits frere & cousin de Bourgogne, & de Charolois son fils, en pourront faire leur bon plaisir & volonté.

Item, serons tenus, & avons promis & accordé, promettons & accordons par

ces presentes, de faire conduire & mener ladite Catherine nostre fille honorablement, & comme à nostre estat & au sien appartient, & icelle rendre à nos frais & dépens en l'un des païs & marches de Bourgogne, ou de Picardie; c'est à favoir en la Ville de Dijon, pour les marches de Bourgogne; & en la Ville d'Arras, pour les marches de Picardie, lequel d'iceux lieux plaira choisir & élire à nosdits frere & cousin de Bourgogne, & de Charolois son fils, & ce quatre mois après que l'élection & choix de l'un desdits lieux nous sera signifiée, & que sur ce en aurons esté requis.

Item, est expressement traité & convenancé, & par lesdits Ambassadeurs desdits beaufriere & cousin de Bourgogne, & de ladite Duchesse sa compagne, & par vertu du pouvoir à eux donné, promis & accordé que nosdits frere & cousin de Bourgogne, & nôtredite sœur & cousine sa compagne, & ledit nôtre cousin de Charolois leur fils, si cas de dotiaire advient qu'il ait lieu, dotieront, & seront tenus de dotter, & faire dotiaire à ladite Catherine nôtre fille de six mille francs ou livres tournois de rente, à compter vint sous tournois pour franc ou livre tournois, durant la vie de nôtredit frere & cousin de Bourgogne, & douze-mille francs ou livres tournois, telles que dit est après son trépas, ou de tel & semblable dotiaire, dont par nôtredit frere & cousin fut dotée feuë nôtre tres chere & tres-amée sœur Michelle de France, premiere femme & épouse de nôtredit frere & cousin; & aurons nous & ladite Catherine nôtre fille, le choix quel dotiaire voudrons élire; c'est à favoir où lesdits six-mille ou douze-mille és cas dessusdits, ou tel dotiaire que fut constitué à ladite feuë Michelle de France nôtre sœur, & sera ledit dotiaire assis en nôtredit Roiaume; c'est à favoir és païs de Bourgogne, & de Picardie, bien & convenablement selon la coûtume des païs, en parties & Terres notables & prochaines l'une de l'autre, & avec forteresses & places honorables, tant pour la demeure de ladite Catherine nôtre fille, que pour la garde & seureté d'elle, de ses biens, & dudit dotiaire, lesquelles places, forteresses, & autres choses à elle baillées pour ledit dotiaire, ladite Catherine nôtre fille sera tenuë de maintenir en bon & convenable estat, comme dotiairiere doit & est tenuë de faire.

Item, s'il venoit, que Dieu ne vetuille, que nôtredit cousin de Charolois alât de vie à trépassément avant la solemnisation dudit mariage, nosdits frere & cousin de Bourgogne, & nôtre sœur & cousine la Duchesse sa compagne, seront tenus de nous restituer la personne de ladite Catherine nôtre fille, franche, & sans aucun lien de mariage, avec tous ses meubles, ournemens, & estoremens de sa personne, toutefois que par nous requis en seront.

Item, pour pourvoir aux promesses, pourparlez, & requises de nôtre part sur la restitution de la personne de nôtredite fille, si nôtredit cousin de Charolois trépassoit après ledit mariage solemnisé, & aussi que les enfans mâles qui viendront dudit mariage de nôtredite fille, & de nôtredit cousin de Charolois, & leur posterité, viennent par representation & autrement, aux successions de nosdits frere & sœur de Bourgogne, & de nôtredit cousin de Charolois, nonobstant toutes Coûtumes au contraire. Sera par nous qu nos commis d'une part, & nosdits frere & cousin de Bourgogne & sa compagne, ou leurs commis d'autre, avisé de pourvoir sur les successions & eas avant dits, & d'y mettre & donner telle & si convenable provision qu'il appartiendra, & que l'on verra estre à faire au profit de nôtredit cousin de Charolois, & des hoirs mâles, qui ystont dudit mariage de lui

& de ladite Catherine nôtre fille, & sur le tout y conclure & appointer ainsi que raisonnablement faire se devra.

Toutes & singulieres lesquelles choses dessusdites & écrites, & chacune d'icelles, Nous, tant en nôtre nom que nous faisant fort de nôtre dite compagne la Reine, avons promis, accordé, & juré, promettons, accordons, & jurons en bonne foi & en parole de Roi, d'icelles faire procurer, enteriner, & accomplir entièrement, & par effet garder, tenir, & observer à tousjours, sans les corrompre ou enfreindre par nous ou par autre en maniere quelconque, en tout, ne en partie, pour quelconque couleur, cause, ou occasion que ce soit. Et pour les choses dessusdites, & chacune d'icelles garder, enteriner, & accomplir fermement & perpétuellement, comme dit est, avons obligé & obligeons par ces présentes, Nous, nos successeurs, & biens quelconques, & voulons y estre contrainsts par toutes voyes raisonnables : Et avec ce avons donné, & par ces mêmes présentes donnons à nôtre dite compagne la Reine, autorité, pouvoir, & commandement especial, de passer & accorder, promettre, & convenancer toutes & singulieres les choses avant dites, & en faire & bailler lettres bonnes & valables à sécrété perpétuelle, avec toutes clauses à ce appartenans & nécessaires. Et pareillement nosdits frere & sœur de Bourgogne pour leur part, en tant que les peut & pourra toucher, consentiront, approuveront, & ratifieront les choses dessusdites, & les jureront, prometttront & accorderont, & en donneront leurs lettres patentes, scellées de leurs sceaux en forme deue, lesquelles ils nous feront avoir dedans Pâques prochainement venant. Et afin que ce soit chose ferme & estable à tousjours, nous avons fait mettre nôtre scel à ces présentes. Donné à Blois le dernier jour du mois de septembre l'an de grace 1438. & de nôtre regne le seizième. Sur le repli, Par le Roi en son Grand Conseil, MALLIERE.

En 1454. le même Prince Charles épousa en secondes nocces, Isabelle de Bourbon, on n'a point trouvé le Contrat, mais seulement la Dispense du Pape qu'on trouvera ci-après.

TRAITE' ENTRE LOUIS D'AUFIN, ET LOUIS DUC de Savoie, touchant les Comtez de Valentinois & de Dios, & l'hommage de Fousigni, à Bayonne le 3. mars 1445.

Savoie.

1445.

3. Mars.

LUDOVICUS Regis Francorum Primogenitus Delphinus Viennensis. Notum facimus universis presentibus pariter & futuris, quod cum verteretur seu verti formidaretur controversia materia inter nos ex una, & illustrem consanguineum nostrum Ludovicum Sabaudiam Ducem partibus ex altera; ex eo quod prefatus consanguineus noster dicebat & proponebat Comitatus Valentiniensem & Diensem cum ipsorum pertinentiis universis sibi pertinere debere, ex dispositione testamentaria dilecti consanguinei nostri Ludovici de Picavia Valentiniensis & Dienensis quondam Comitum, ex secundo gradu institutionis per eum factæ in ejus testamento de persona Ducis Sabaudie ipsius Ducis moderni consanguinei nostri genitoris, cujus institutionis conditionem assererat evenisse pluribus mediis per ipsum, seu ipsius nomine specificatis & declaratis, & propterea quod loca, castra, villæ, & alia res quæ & quas tenet.

mus seu alii sub nostra protectione de ipsis Comitatibus, debebant sibi relaxari & expediri, petendo & requirendo cum maxima instantia, ita sibi fieri, offerendo quod habita pacifica possessione prædictorum locorum, castrorum, villarum, & aliorum membrorum dictorum comitatuum paratus erat, tam erga Metuendissimum Dominum meum quam nos, facere quicquid debebat & teneretur ad causam feudi, ob quod prædictis Comitatibus potest esse restrictus. Ex adverso pro parte nostra diceretur & proponeretur, quod imo dicti Comitatus Valentiniensis & Diensis nobis pertinent & pertinere debent ex primo institutionis gradu, in testamento dicti quondam Ludovici de Pictavia consanguinei nostri Comitis Valentiniensis & Diensis descripto, in quo Delphinus Viennensis quisquis sit fuit hæres universalis institutus, negando præscriptam conditionem adjectam in secundo substitutionis gradu evenisse. Et ulterius quod præfatus consanguineus noster Dux Sabaudie pro Terra & Baronia Foucigniacy, ac aliis pluribus castris, villis, locis, feudis, retrofeudis, traditis in excambium, permutatis, & etiam aliis infeudatis, seu feudum per bonæ memoriæ illustrem Principem Dominum Carolum primogenitum serenissimi Domini Joannis Francorum Regis Delphinum Viennensem, nostrumque proavum, & cum assensu & auctoritate ejusdem præfati serenissimi Regis Joannis nostri avi, illustri quondam Domino Amedeo tunc Sabaudie Comite proavo præfati consanguinei nostri Ludovici Ducis Sabaudie nobis erat restrictus ad feudum, fidelitatem & homagium juxta modum & formam in litteris supradictis excambii factis contentis & descriptis; cujus feudi recognitionem & fidelitatis juramentum præstari nobis petebamus. Atque pro parte ipsius consanguinei nostri replicabatur: quod nostris minime obstantibus propositis, conditio institutionis factæ de prædicto Duce Sabaudie præfati nostri consanguinei genitoris in testamento dicti Ludovici de Pictavia Valentiniensis & Diensis Comitis, extitit purificata per media jam ipsius ex parte proposita, quæ latius, dum opus foret, declarabitur. Quamobrem eidem nostro consanguineo prædicto Duci Sabaudie pertinent & pertinere debent, ut asserabatur, ipsi Comitatus. Et quia respectu dictorum feudorum Foucigniacy, & aliorum locorum & terrarum in excambium permutationem in feudum datorum seu datarum, paratus erat facere ea ad quæ rationabiliter teneretur, patiterque Comitatum prædictorum Valentiniensis & Diensis habita omnium villarum, castrorum, & membrorum ipsius Comitatus pacifica possessione, pluraque alia hinc inde dicerentur & proponerentur: tandem considerantes nos & dictus consanguineus noster Dux Sabaudie modernus consanguinitatem & affinitatem, quibus ad invicem conjungitur, mutuum & sincerum amorem Domorum Franciæ atque Delphinatus & Sabaudie ab antiquitate jam longæva, cupientes via amabili omnem ambiguitatis & contentiosis materiam occasione præmissorum inter nos tollere. Et ut pax & finis apponatur negotio & secundarium tollatur omnis occasio atque sopiatur, nos & ipse consanguineus noster Dux Sabaudie prænominatus, seu nostri Commissarii communes Procuratores ad hoc deputati, nostrisque jussu & præcepto expressi, & quorum factum habuimus & habemus ratum & gradatum, de auctoritate beneplacito, consensu & voluntate prædicti D. mei Metuendissimi, fecimus, immunivimus, captavimus, appunctavimus & concordavimus, concordiamque, transactionem, accordium & appunctuamentum de præmissis fecimus in modum qui sequitur. Et primo ipse præfatus

consanguineus noster Dux Sabaudia pro se & suis hæredibus ac successoribus quibuscumque, pro nunc in futurum cedit, quitat, transfert & transmittit nobis, & nostris successoribus Delphinis, pro nobis & præfatis successoribus nostris, omne & quidquid juris, actionis, rationis, petitionis, dreituræ, partis, proprietatis & possessionis habet, seu sibi competere potest & debet occasione dictæ institutionis in secundo gradu, sibi aut suo patri factæ, aut aliâs quovismodo in ipsis Comitatibus Valentinis, & Dien. ipsorumque pertinentiis & dependentiis quibuscumque: volens ut de ipsis juribus, actionibus, rationibus, petitionibus, dreituris, proprietatibus & possessionibus & aliis quibuscumque rebus, nobis & successoribus nostris per eum cassis, quitatis & remissis, agere & excipere, nosque & successores nostri eisdem tueri possimus, quemadmodum ipse ante hanc cessionem, quitationem & remissionem facere poterat & potuisset: constituens nos in eisdem procuratorem in rem nostram propriam & in locum suum in eisdem juribus, actionibus, & rationibus per eum in ipsis Comitatibus præsentis, nobis & successoribus nostris cassis, quitatis & remissis, nos & dictos successores nostros ponendo, nihil juris, actionis, rationis vel alterius relevationis in eisdem retinendo, sed in nos & nostros successores totaliter transferendo, nosque de eisdem præsentium litterarum traditione investiendo: promittens insuper castrorum & locorum de Baiz, Surbati, Ponsini, Chalanconis, & omnium aliorum locorum, terrarum, ceterarumque rerum, quæ & quas ipse tenet, seu sub ejus manu tenentur & possidentur in dictis Comitatibus, seu occasione dictæ institutionis in secundo gradu factæ, aut aliâs possessionem naturalem, civilem, realem, actualem & corporalem nobis seu nostris Nunciis sufficientem potestatem aut mandatum à nobis habentibus, realiter & de facto tradere & expedire, seu tradi & expediri facere infra ultimum diem mensis maii proxime futuri, cessantibus minimeque obstantibus difficultatibus, altercationibus & controversiis quibuscumque; eidem tamen consanguineo nostro reservatis fructibus retroacto tempore per eum & suos prædecessores & officarios, in & de dictis comitatibus, castris, villis, locis & rebus, quæ ipsorum tenuerunt manibus perceptis absque aliqua restitutionis de illa unquam fienda. Item dictum, actum & conventum fuit inter nos & dictum consanguineum nostrum, eidemque consanguineo nostro accordavimus & concessimus, quod omnes & singuli processus, inquisitionales condemnationes & expleta facti & facta contra quascumque personas cujuscumque conditionis fuerint, in Curia Delphinatus & dictorum Comitatum, quæ tenuerunt & foverunt partem præfati consanguinei nostri in dictis Comitatibus Valentinis, & Dieni & sine coactu cassantur & annullantur, & pro cassis, nullis & irritis habeantur, ita quod de cetero nulla molestia vel inquietatio eisdem personis possit vel deberet fieri: mandantes ex nunc Governatori, Consilio, & ceteris Officiariis Delphinalibus & dictorum Comitatum, quod ita faciant absque difficultate quacumque. Ulteriusque inter nos & dictum consanguineum nostrum Ducem Sabaudia actum & conventum extitit, quod ipse teneatur & debeat Nobis, seu Nuncio nostro aut Procuratori mandatum sufficiens & potestatem à nobis habentem recipiendi, recepisse constandi, acquitacionem dandi, & liberatam faciendi, dare ac solvete, & realiter & de facto expedire & tradere in Civitate Gebennensi summam quinquaginta quatuor millium, scutorum auti ponderis sexaginta decem

pro marca per terminos infra scriptos, videlicet in nundinis Pasche proximæ viginti quinque millia scutorum auri, & in nundinis mensis augusti proximè sequentis viginti mille feuda auri, & in nundinis festi Omnium Sanctorum proximè inde sequentis, novem mille scuta auri; quæ summæ ascendant ad dictam summam quinquaginta quatuor millium scutorum auri ponderis supradicti. Item nos Delphinus memoratus de consensu & autoritate prædictorum, præmissis mediantibus, & ex causa præsentis concordie & transactionis, pro nobis & successoribus nostris ex nunc in futurum cedimus, quitamus, transferimus, & perpetuò remittimus præfato consanguineo nostro Duci Sabaudie, pro se & suis heredibus & successoribus universis feudum, fidelitatem, & homagium, ad quæ ipse nobis tenetur & teneri potest & est strictus pro dictis Terra & Baronia Foucigniæ ac aliis castris, villis, locis, feudis, retrofeudis, & rebus ceteris quibuscumque in excambium & permutationem, & etiam alias in infeudationem prædictorum dicto Amedeo quondam Sabaudie Comiti, ipsius moderni Sabaudie Ducis proavo traditis per dictum serenissimum Dominum Carolum Delphinum Viennensem nostrum proavum, ac quicquid juris, rationis, ditionis, proprietatis, aut alterius reclamationis in eisdem feudo, fidelitate, homagio, ac rebus quibuscumque de ipso feudo moventibus, aut movere valentibus habemus & habere possumus, nos devestientes pro nobis & nostris successoribus quibuscumque de eisdem feudo, fidelitate & homagio, ac omni jure directi domini, & alio quocumque, quod habere possumus quovismodo in rebus, castris, villis, & locis de ipso feudo moventibus, occasionibus supra dictis; dictumque consanguineum nostrum Ducem Sabaudie de prædictis præsentium traditione investiendo, nihilque juris, actionis, rationis, partis, proprietatis, aut alterius reclamatione in præmissis & quolibet eorum retinendo; sed illa omnia in præfatum consanguineum nostrum Sabaudie Ducem totaliter transferendo, ipsum etiam in eisdem juribus feudi, fidelitatis, homagii, & directi domini rerum prædictarum & aliis quibuscumque Procuratorem in rem suam propriam constituendo, & in locum nostrum ponendo & inducendo. Item actum extitit & conventum inter nos memoratum Delphinum, & illustrem consanguineum nostrum Ducem Sabaudie prædictos, quod etiam occasione remissionis & remissionis dictorum homagii, feudi, & fidelitatis Terræ & Baroniæ Foucigniæ ceterorumque in excambium datorum & aliorum infeudatorum dicto quondam Sabaudie Comiti, teneatur & debeatur ipse Dux nos quitare & liberare, nosque quitare & liberare, cum pacto de ulterius à nobis vel nostris successoribus aliquid non petendo de summa trium millium ducatorum, in quibus eidem consanguineo nostro tenemur ex causa mutui nobis gratiorè facti, ut apparet per cedulam manu nostra signatam. Idem actum fuit & conventum inter nos & dictum consanguineum nostrum, quod nos tenebimur & debebimus per Officiarios Cameræ nostræ Computorum Gratianopol. perquiri facere omnia & singula instrumenta & informationes, dictam Terram & Baroniam Foucigniæ & alia castra, villas, terras, loca, feuda, retrofeuda, & alias quasunque res in dictis permutationibus, excambiis & infeudationibus expressas & designatas, concernentia & concernentes, præsentem aliquo perito ad hoc parte dicti consanguinei nostri Sabaudie Ducis deputando, & alias ac illa tradere tradique & expediti præfato consanguineo nostro seu ejus Nuntio ad hoc potestatem ha-

benti, infra sex menses à data presentium immediate sequentes. Et pariter fiet ex parte consanguinei nostri Ducis Sabaudie respectu instrumentorum & informationum concernentium dictos Comitatus Valentinen. & Dienf. in Crotia sua Chamberiacensi aut alibi existentium, quorum & quarum fiet nobis, aut Nuntio nostro, liberatio & expeditio modo & forma superius tactis. Quæ omnia supra & infra scripta volentes nos præfatus Delphinus nostri ex parte adimplere, promittimus bona fide & in verbo Principis, in quantum nos tangit & tangere potest, stipulante etiam subscripto nostro Secretario Regioque Notario, nomine & ad opus ipsius consanguinei nostri Sabaudie Ducis, & suorum ac omnium & singulorum quorum interest, aut interesse poterit in futurum, nos perpetuo tenturos & observaturos, & nunquam contra ea directè vel indirectè venire, nec alicui contravenire volentes quovismodo consentire, sub obligatione & expressa hypotheca omnium & singulorum bonorum, &c. In quorum testimonium præsentibus litteras fieri iussimus & nostro sigillo sigillari. Datum Bayonæ tertia die mensis aprilis, anno Domini 1445. Ainsi signées, par Dominum Delphinum in suo Consilio, in quo erant Domini de Castillione, de Bueil, d'Estillac, du Plessis, de Boisrogues, De Targe, Magister Regnerius de Boulligny, & plures alii, Bochetel.

Ratification du susdit Traité, par le Roi Charles VII. son pere, à Chinon au mois d'avril 1445.

Savoie.

CHARLES par la grace de Dieu, Roi de France. Savoir faisons à tous présents & à venir, comme à l'occasion des Comtez de Valentinois & de Diois, plusieurs grands débats, questions & controveses aient été pieça meüs entre nous, lors que tenions le Dauphiné en nos mains, d'une part. Et nôtre tres-cher & tres-ami cousin le Duc de Savoie d'autre. Et depuis que avons ledit Dauphiné baillé à nôtre dit tres-cher & tres-ami fils le Dauphin de Viennois, entre nôtre dit fils d'une part, & nôtre dit cousin d'autre; entre lesquels nosdits fils & cousin ait puis naguères pacifié, transigé, & accordé sur lesdits débats en certaine forme & maniere, plus à plein contenuës es lettres sur ce faites; Savoir faisons, que vûës par nous lesdites lettres, & en sus icelles grand avis & meure deliberation, lesdites lettres & le contenu en icelles, de nôtre certaine science avons loié, ratifié, aprouvé, & confirmé, & par la teneur de ces presentes, loions, ratifions, apropons & confirmons, & accordons de point en point selon leur forme & teneur. Si donnons en mandement par ces presentes à nos amez & feaux Conseillers les Gens de nôtre Parlement, de nos Comptes, & Tresoriers de Paris, au Senéchal de Baucaire, Baillis de Vivarois & de Valentinois, & à tous nos autres Justiciers, ou leurs Lieutenans, & à chacun d'eux, si comme à lui apartiendra, que lesdites lettres dessus transcrites, & le contenu en icelles, ils tiennent & fassent tenir & garder sans les enfreindre, ni souffrir aller aucunement à l'encontre. Car ainsi nous plaît-il & voulons être fait par ces presentes, auxquelles en témoin de ce nous avons fait mettre nôtre scel. Donné à Chinon au mois d'avril, l'an de grace 1445. & de nôtre Regne le vint quatrieme. Par le Roi, GIRONDEAU.

TRAITE

TRAITE FAIT ENTRE LE ROI CHALES VII.

& Henri VII. Roi d'Angleterre, touchant leurs presentions sur plusieurs Terres. Fait au Prieuré de Jusiers, entre Mante & Meulan, le 15. decembre 1446. ratifié par le Roi d'Angleterre le 23. decembre suivant, à Rouën.

ATOUTS ceux qui ces presentes Lettres verront, &c.
 PREMIEREMENT, pour ce que l'apointement & accord fait en la Ville de Louviers le 27. jour du mois de mai dernier passé, au regard de l'altercation & debat étant entre les deux Rois & Princes, à cause des Terres & Châtellenies de Pontorson, & Sainte Jame, de Beuvron, & des Paroisses étant entre les Rivieres de Seluné & Cresnon, expira & finit au jour de S. Michel dernier passé, apointé & accordé est, pour éviter toutes voies de fait, entreprises & surprises, qui à ladite cause se pouroient entrevenir contre le saint propos & intention desdits deux Rois & Princes, au prejudice desdites Treves, & à la charge & oppression du peuple, que l'apointement fait, comme dit est, en la matiere à Louviers, est & sera prorogé & continué en la forme & teneur, jusqu'au premier jour du mois d'avril prochain venant.

Item, & en tant que touche les seigneurie, possession, & jouissance des Comté, Terre & Seigneurie de Beaumont le Rogier, pour ce que l'apointement qui en fut fait & pris à Rouën, le 19. jour du mois de juillet dernier passé, finira & expirera à Noël prochainement venant, accordé & apointé est que la surseance sera, & est de fait prorogée & continuée en la forme & teneur, jusqu'audit premier jour d'avril prochain venant; & outre ce est accordé que par les Receveur & Controlleur commis à ce, sera promptement assis sur les Habitans & Paroisses comprises en ladite surseance, la somme de deux cens livres tournois, laquelle sera levée & cueillie en tems & terme competent, & demeurera es mains dudit Receveur, sans aucune distribution en être faite, jusqu'à ce que par lefd. deux Rois & Princes, ou leurs Commis soit ordonné.

Item, & pour ce qu'il semble tres-expedient, voire necessaire, pour l'honneur desdits deux Rois & Princes, la conservation & bonne entretenuë desd. Treves, & pour le soulagement du peuple, proceder & entendre vigoureusement & sans deport, plus avant fait n'a été jusqu'à ores à la reparation de plusieurs excès, attentats, crimes & delits, qui ont été, & pouroient être faits, commis & perpetrez en maintes manieres, contre & au prejudice d'iceles Treves, & pour y mettre & donner regle & ordre, apointé & accordé est, que pour vaquer & entendre diligemment esdites matieres, & y donner & faire la provision, telle que au cas apartiendra, irons & nous transporterons es pais des Bailes Marches, sur les lieux & frontieres desdites deux obeissances, dedans le quinzieme jour du mois de fevrier prochain venant. C'est à savoir, nous pour la partie du Roi nôtredit Seigneur; & pour la partie dudit tres-haut & puissant Prince son oncle ledit Comte de Dunois. Et que avec nous deux, ou en nôtre absence, & que bonnement en nos personnes vaquer n'y pourions, avec deux autres Seigneurs de bonne autorité, qui seroient commis & ordonnez à ce par lefdits deux Rois & Princes, de chacun à son égard, &

auxquels sera , & sans difficulté pourra être donnée & baillée bonne & vraie obeissance en tous cas , par les Seigneurs & Capitaines de chacun de son parti, seront quatre personnes, deux d'un côté, & deux d'autre, experts & connoissans en telles matieres, pour servir & conseiller en icelui, & icelles. Lesquelles quatre personnes vaqueront & entendront diligemment, aussi bien avec nous, ou deldits Commis, comme en nos absences, à faire leddites provisions & reparations selon les termes de Justice, de tout ce qu'il leur aperra par informations dûement faites ou à faire, & es matieres esquelles par aventure seroient par eux faites difficultez, en feront raport par devers leddits Comte de Dunois, ou nous, ou leddits deux autres Seigneurs commis, ou à commettre, afin d'y pourvoir selon l'exigence des cas.

Item, est apointé que pour signifier ladite journée prise d'être esdites basses Marches, aux Capitaines du Mont S. Michel & de Grandville, ledit Comte de Dunois y envoiera personne propre, & leur sera défendu que pendant lad. journée ils n'attendent, & souffrent aucune chose être attendée, ou innovée, dont plaintes puissent venir, & est accordé que tout surseoir d'une partie & d'autre jusqu'à ladite journée, sur les peines au cas appartenant.

Item, est ordonné, apointé & accordé que les peages, aquits, travers & passages pris & levez à Nogent le Roy & Passy, nouvellement mis sus ou parti, & en l'obeissance dudit tres-haut & puissant Prince oncle du Roi nôtre dit Seigneur, & qui d'ancienneté n'ont accoustumé d'être levez, cessiront & n'auront plus aucun cours ni execution, jusqu'audit jour premier d'avril prochain; & semblablement celui jetant à Ivry, s'il est trouvé toutefois qu'il ne fust aquit, ou peage ancien. Et pour ce que par ledit tres-haut & puissant Prince oncle du Roi nôtre dit Seigneur, ont été mis sus de nouvel autres peages & aquits, tant sur la riviere de Loire, comme à la Rochelle, illec, enviton, & autre part, dont de nôtre côté ont été faites complaints en cete presente convention, ledit Comte de Dunois a promis de bonne foi parler bien brievement de la matiere, & le plûstost que bonnement il pourra, audit tres-haut & puissant Prince oncle du Roi nôtre dit Seigneur, & icelui en avertir, pour y faire & donner provision à la conservation, & bonne entretenuë deldites Treves.

Item, en tant que touche la Terre & Seigneurie de Hotoir près Dieppe, en laquelle de la part de Monsieur le Marquis Comte de Suffolk, est pretendu droit d'obeissance & jouissement; & au contraire de la part du Sire d'Estouteville apointé est, que tout surseoir jusqu'à la journée prise pour le Pais d'embas, qui est au quinzieme jour dudit mois de fevrier prochain: & que cependant ne sera d'une part ni d'autre aucune chose attendée ou innovée au contraire.

Item, en tant que touche les debats des Terres litigieuses d'environ Louviers & Evreux, & autres questions, controverses & debats, mouvans & dépendans deldites Treves; à quelle cause s'est ensuivie, prise de bonne gens, courtes par forme de marque, & autres excès, comme l'on dit, apointé est, que par un ou deux Commissaires de chacun parti qui seront envoieés à Louviers & marches d'Evreux, en sera discuté: & cependant d'une part & d'autre cessiront tous excès, entreprises & exploits de guerre, & défend-on dès maintenant pour lors à tous, tant d'une part que d'autre, toutes voies de fait; & à cete cause y seront envoieés pour la part du Roi nôtre dit Seigneur, leddits

Messire Guillaume Chambellan, & Maître Loys Galet : & de la part dudit tres-haut & puissant Prince oncle du Roi nôtre dit Seigneur, lesdits Maîtres Jean Veson & Jean Herbet, qui se trouveront illec dedans le jour de l'Epiphanie prochain venant.

Item, & en tant que touche aucunes Paroisses situées & assises es Comtés de Beauvais, & Vidame de Gerberoy, discordables entre lesdits deux Rois & Princes, apointé & accordé est, que ledit tres-haut & puissant Prince oncle du Roi nôtre dit Seigneur, aura durant ledit tems jusqu'au premier jour dudit mois d'avril prochain, le jouïssment & la possession des Villages & Paroisses de S. Pol aux Nonnains, le Plois, Lebecquet, Sorcy, S. Germain, la Poterie, le Mont sur S. Pol, Pierrefites, Armentieres, le Hamel de Juignes, Verdel, Fournel, & Lehuz : & que le Roi nôtre dit Seigneur aura durant ledit tems le jouïssment & la possession des Villages & Paroisses du Hamel, de la Chapelle en Bray, la Paroisse de Haute-Espine, la Neufville sur Ondeul, Rotengy, Marceilles, Thermes & Morvillier ; & que au regard de Senantes & Goulencourt, & aussi de Landelle, ils seront & demeureront en surseance jusqu'à la Convention qui se tiendra à Louviers, ou es Marches, dedans le jour de l'Epiphanie prochainement venant, auquel jour chacun de son parti apportera toutes ses évidences, & informera des droits pretendus, & ce fait en sera apointé ; pour lesquelles informations faire, est ordonné & commis pour la part du Roi nôtre dit Seigneur, Guillaume Bellebache : & pour la part de sondit oncle, Maître Jean de Feuquiers.

Item, en tant, qu'il touche le spirituel des Eglises, dont plusieurs plaintes ont été faites pour les troubles & empêchemens, qui ont été mis, apointé & accordé est, qu'un chacun, tant d'un parti que d'autre aura la pleine jouissance & possession du spirituel de son Benefice tant seulement, en quoi n'entendons aucunement toucher au droit de Regale, ni à la disposition d'aucuns Benefices qui puissent cheoir à la collation des deux Rois & Princes.

Item, & en tant que touche le peage & aquit du Sel montant par la riviere de Seine ; lequel peage & aquit pour la part du Roi nôtre dit Seigneur, est maintenu devoir être payé & reçu à Mante : & de la partie dudit tres-haut & puissant Prince oncle du Roi nôtre dit Seigneur, est maintenu devoir être payé & reçu à Meulan, apointé est que plus ample information sera faite de la matiere, que faite n'a été ; laquelle vûe sera de ce apointé & ordonné, ainsi qu'il apartiendra par raison : & cependant les Marchands pour ledit aquit passeront par ledit lieu de Mante en baillant caution, ainsi que par ci-devant ils ont fait.

Item, & pour ce que de la partie d'aucuns Marchands de l'obeïssance dudit tres-haut & puissant Prince oncle du Roi nôtre dit Seigneur, ont été faites plaintes de la défense, qui a été faite & publiée en general, de non laisser extraire ne partir de l'obeïssance du Roi nôtre dit Seigneur, aucuns bleds ou grains, apointé & accordé est à la conservation desdites Treves, que lesdits Marchands, qui seront descendre par la riviere de Seine bleds & autres grains pris & levez en leur parti & obeïssance, les pourront faire mener & conduire où bon leur semblera, par ainsi toutefois que par certification de la Chambre des Comptes à Paris, ou d'autre à ce commis par ledit tres-haut & puis-

fant Prince oncle du Roi nôtre dit Seigneur, il apert suffisamment des lieux, où lesdits bleds & grains auront été pris, & de la quantité d'iceux.

Item, en tant que touche les Terres & Seigneuries d'Aner, Breval & Monchauver, que chacun desdits Princes dit & maintient être de son obéissance, apointé est, qu'elles demeureront en surseance en l'état qu'elles sont, sans rien y être innové, pris, ou exigé aucune chose d'une part ni d'autre, jusqu'au premier jour d'avril prochain venant.

Item, au regard des quatre Paroisses de St. Martin, du Vieil-Vernetuil, Saint Maurice, Hermandiere, & Cherantes de la Châtellenie de la Ferré. Ernauld, ou de la Comté de Perche, apointé est, que les parties de chacun côté comparoîtront au jour des Rois. Et cependant le Vidame de Chartres par la Justice de Vernetuil, pourra contraindre les Habitans desdites Paroisses à contribuer à l'argent des à Monsieur de Stafford, pourvu que si lesdits Habitans sont trouvez par raison non être contribuables à ladite somme, en ce cas mondit Sieur le Vidame sera tenu de restituer ausdits Habitans ce qu'ils auront payé.

Toutes lesquelles choses dessus déclarées, nous Thomas Hoc dessus nommé pour la part du Roi nôtre dit Seigneur, avons faites, appointées, accordées, & consenties, faisons, apointons, accordons & consentons pour & au nom du Roi nôtre dit Seigneur, & promettons icelles faire entretenir, accomplir, garder & entretenir de point en point, sans faire ni souffrir faire, ou venir en aucune manière alencontre, & les faire louer, approuver & ratifier, & cessites presentes confirmer par le Roi nôtre dit Seigneur, & en bailler ou faire bailler ses Lettres Patentes à la Chambre des Comptes à Paris où ailleurs, & à telle personne que par ledit tres-haut & puissant Prince oncle du Roi nôtre dit Seigneur, sera sur ce ordonné dedans le quinziesme dudit mois de janvier prochain venant : & pareillement doit être fait de la partie dudit tres-haut & puissant Prince oncle du Roi nôtre dit Seigneur, lequel en sera tenu bailler ou faire bailler ses Lettres Patentes en la Ville de Rouen, aux gens du Grand Conseil du Roi nôtre dit Seigneur, ou à celui, qui aura le Gouvernement pour lui deçà la mer dedans ledit terme. En témoin de ce nous avons ces presentes signées de nôtre sein manuel ; & semblablement les ont signées les dessus nommez de nôtre compagnie, & y avons mis & apôsé nôtre scel. Donné au Prieuré de Jusiers le 15. jour de decembre, l'an de grace 1446. Ainsi signé, Hoc. CHAMBERLAN. LENFANT. GALAY. DROUAY. & LOMBART.

Letres du Roi Charles VII. par lesquelles il accorde à Philippe le Bon, Duc de Bourgogne, la permission de prendre le titre de par la grace de Dieu, sans que pour cela il puisse pretendre plus de droit qu'il n'en avoit sur les Terres tenues en souveraineté du Royaume, suivant la Declaration, que ce Duc en avoit donnée à Hesdin le 26. novembre 1448. à Tours le 28. janvier 1448.

*Nota que
l'année
alors ne
commençoit
qu'à Pâ-
ques,*

*Bourgogne.
1448.
28. Janv.*

CHARLES par la grace de Dieu Roi de France : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Savoir faisons, Nous avoir veuës les Lettres Patentes de nôtre tres-cher, & tres-ami frere & cousin le Duc

de Bourgogne, qui de sa part nous ont esté présentées & baillées, desquelles la teneur s'ensuit.

PHILIPPE par la grace de Dieu Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, & de Limbourg, Comte de Flandre, d'Artois, de Bourgogne, Palatin de Hainaut, de Hollande, de Zelande, & de Namur, Marquis du Saint Empire, Seigneur de Frise, de Salins, & de Malines: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme après la succession à nous échue des Duchez & Seigneuries de Lothier, Brabant, & Limbourg, par le trépas de feu nôtre tres-cher & tres-ami cousin le Duc Philippe de Brabant, dernier trépassé, dont Dieu ait l'âme, nous aions en toutes nos Lettres Patentes, au commencement de nôtre titre, & après nôtre propre nom, fait mettre & écrire ces mots, *Par la grace de Dieu*, savoir faisons, que nous connoissons & confessons par ces presentes, que par ce nous n'avons entendu ne entendons vouloir avoir ou pretendre es Pais & Seigneuries que avons & tenons au Roiaume de France, aucun plus grand droit que y avions auparavant lesdits Duchez & Seigneuries à nous échues, & que nos predecesseurs y avoient & pouvoient avoir & pretendre; & connoissons ce nonobstant Monseigneur le Roi estre nôtre souverain Seigneur, à cause des Terres & Seigneuries, que avons & tenons en son Roiaume, sauf & réservé à nous nôtre exemption à nôtre vie, selon le contenu ou Traité de la Paix faite entre mondit Seigneur le Roi, & nous. En témoin de ce nous avons fait mettre nôtre scel à ces presentes. Donné en nôtre Châtel de Hesdin le vint-sixieme jour de novembre l'an de grace mille quatre-cens quarante-huit. Ainsi signé par Monseigneur le Duc, J. DE MOLESINES.

Lesquelles Lettres dessus transcrites nous avons eü & avons pour agreables, & moiennant ce, & pour les causes contenües en icelles, avons esté & sommes contents, que lesdits mots, *Par la grace de Dieu*, soient & demeurent au titre de nôtre dit frere & cousin, ainsi & par la maniere qu'il les y a fait mettre & écrire, sans ce que ci-aprés & au tems a venir, aucune question en soit faite à nôtre dit frere & cousin, & aussi sans prejudice de nos droits & souveraineté. En témoin de ce nous avons fait mettre nôtre Scel à ces presentes, Donné à Tours le vint-huitieme jour de janvier l'an de grace mille quatre-cens quarante huit, & de nôtre regne le vint-septieme. Et sur le repli estoit écrit, Par le Roi, G. C. H. & scellé du grand sceau de cire jaune pendant à une attache de parchemin representant le Roi Charles VII. seant en son siege de Justice, & au revers l'écu de France.

TRAITE' DE CONFEDERATION ENTRE LE ROI Charles VII. & le Duc de Bretagne, contre les Anglois, du 17. juin 1449.

CHARLES par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut, &c.

Et premierement, que le Roi aidera & fournira secours à mondit Seigneur de Bretagne en tout ce que possible lui sera, & si lesdits Anglois venoient descendre en Bretagne par mer ou par terre, fust pour mettre siege audit pais, ou faire autres maux, qui en guerre se peuvent commettre, le Roi y re-

Bretagne.

1449.

17. Juin.

mediera à tout son pouvoir, comme il feroit en ses propres places & pais qui sont a lui nuëment.

Item, pareillement si lesdits Anglois descendoient à puïssance pour mettre sieges devant aucunes des places du Roi, ou de ses pais, Monditseigneur de Bretagne y servira le Roi à tout son pouvoir.

Item, & si le Roi se mettoit sur les champs pour entrer à puïssance au pais de Normandie, où ailleurs en son Roiaume, Monditseigneur de Bretagne l'y servira en personne accompagné au mieux que faire se pourra.

Item, le Roi n'abandonnera Monditseigneur de Bretagne pour quelconque chose que ce sera; mais l'aidera & secourra à tout son pouvoir, tant par mer que par terre, jusqu'à fin de guerre; & ne prendra treves ne fera paix avec lesdits Anglois, sans ce que lesdites ville, & chastel de Fougeres, & autres places, s'il avenoit que lesdits Anglois en preussent ou emparassent aucunes audit pais de Bretagne, soient rendues & délivrées à Monditseigneur de Bretagne, & sans l'y apeller & demander conseil, & que lui & ses pais, & sujets y soient compris à leur honneur, bien & sureré, comme les places & pais du Roi qui sont à lui nuëment; & au cas que lesdites ville & chastel de Fougeres ne seroient délivrées à Monditseigneur de Bretagne dedans la fin du mois de juillet prochain venant, le Roi se declarera de tout en guerre ouverte, & fera tout pouvoir & diligence de les mettre en l'obeïssance de Monditseigneur de Bretagne.

Item, semblablement Monditseigneur de Bretagne servira le Roi à l'encontre desdits Anglois à tout son pouvoir, tant par mer que par terre jusqu'à fin de guerre, & ne prendra paix ni treve avec lesdits Anglois, sans le vouloir, congé, & consentement du Roi.

Item, s'il avenoit que dedans la fin du mois de juillet, lesdites ville & chastel de Fougeres fussent rendues & délivrées à Monditseigneur de Bretagne, & que ladite treve fust continuée & entretenue, ou que nouvelle paix ou treve fust prise par le Roi, & que lesdits Anglois sous icelle treve ou paix preussent ou emparassent audit pais de Bretagne aucun chastel, ville, ou forteresse, ou y fissent guerre, en ce cas le Roi se declarera en guerre, aidera & secourra Monditseigneur de Bretagne à tout son pouvoir; & pareillement Monditseigneur de Bretagne le Roi, comme dit est.

Item, & si par les Gens du Roi estoit prise sur lesdits Anglois ou autrement, aucune ville ou forteresse appartenant à Monditseigneur de Bretagne, le Roi la lui fera delivrer promptement & sans delai, & sans aucune charge de mise soit ombre de soulday, salaire, emparement, ou autre couleur quelconque; & pareillement, si par les gens de Monditseigneur de Bretagne estoit prise sur lesdits Anglois ou autrement aucune ville ou forteresse appartenant au Roi, Monditseigneur de Bretagne la lui fera promptement sans aucune charge de mise delivrer aux occasions dessusdites, ou autres quelconques.

Toutes lesquelles choses ainsi par nous accordées & apointées, nous promettons en bonne foi au nom que dessus, tenir & faire avoir au Roi nôtredit Seigneur, agreables, fermes, & stables, & icelles louer & aprouver, ratifier & confirmer, & sur ce bailler ses lettres en forme, deue & valable, & telle qu'au cas appartient, dans le quinzieme jour dudit mois de juillet.

En témoin de ce nous avons signé ces presentes de nos seings manuels, &

scellé des sceaux des armes de nous Comte de Dunois, Admiral, & Seigneur de Pressigny. Donné à Rennes le dix-septieme jour de juin l'an 1449.

Savoir faisons, que nous voulans en ce user de bonne foi, comme raison est, avons lescdites lettres, & tous les points & articles contenus en icelles, agreables, fermes, & stables, & les loions, aprouvons, ratifions & confirmions par ces presentes, promettant en bonne foi & parole de Roi les tenir, entretenir, garder & observer selon leur forme & teneur, sans aller ni venir à l'encontre.

En témoin de ce nous avons fait mettre nôtre scel à ces presentes. Donné aux Roches Trenchelyon le vint sixieme jour de juin, l'an de grace 1449. & de nôtre Regne le vint septieme. Et sur le repli est écrit : Par le Roi en son Conseil, auquel Monsieur le Comte du Maine, vous le Sire de Bogy, Maistre Jean de Xaincons, & plusieurs autres estoient, avec seing, parafé & scellé.

*LETTRES DE CONFIRMATION DU ROI CHARLES,
données au Duc de Bretagne, touchant la provision des Offices de
Normandie, du 30. juin 1450.*

CHARLES par la grace de Dieu Roi de France : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme puis n'a gueres nôtre tres-cher & tres-ami neveu le Duc de Bretagne, en demontrant le grand & parfait vouloir qu'il avoit au bien de nous, & au recouvrement de nôtre Pais & Duché de Normandie, que nos anciens ennemis les Anglois avoient longuement usurpé & détenu, se fust mis en armes & entré à grande puissance en nôtre pais de la Basse Normandie, & en icelui par force, & autrement pris & reduit en nôtre dite obeïssance plusieurs citez, villes, & autres places ; par quoi nous connoissons par effet le bon vouloir de nôtre dit neveu, lui eussions donné pouvoir bien ample, & par icelui lui eussions entr'autres choses donné pouvoir de reduire & remettre en nôtre obeïssance, toutes les villes, citez, chasteaux, & places de ladite Basse Normandie, & autres occupées par nosdits ennemis, & de pourvoir aux offices roiaux, qui seroient esdites villes, places & lieux, qui seroient par lui & par son moien ainsi reduites en nôtre dite obeïssance ; lequel nôtre neveu en execution des choses dessusdites, & usant du pouvoir par nous à lui sur ce donné, ait pourvû plusieurs offices desdites villes, places & lieux par lui reduits, & sur ce baillé les lettres de provision, ainsi que faire le pourroit, selon la teneur de sondit pouvoir, & depuis aions lescdites provisions ratifiées par nos lettres patentes, toutes fois que par nôtre dit neveu avons sur ce été requis, & qu'il nous en est dûement aparu ; & combien que par nosdites lettres de ratification aions voulu & octroïé, que ceux ausquels nôtre dit neveu a pourvû desdits offices, & qui ont sur ce eû lettres de nous à la provision, aient & tiennent lescdits offices en ôtant & deboutant d'iceux tous autres, à qui en pourrions avoir fait don autrement qu'à la provision de nôtre dit neveu. Toutefois pour ce que icelui nôtre neveu par inadvertance ou autrement, a souvent, refois octroïé les lettres de provision à diverses personnes à un même état & offices, lesquelles nous avons pareillement ratifiées, & aussi qu'aucuns, qui para-

Bretagne.
1450.
30. Juin.

vant la réduction dudit pais de la Baïlle Normandie, & des lieux & places où sont établis lesdits offices, se disoient avoir don desdits offices, & en avoit pris possession en nos places du Mont S. Michel & de Grandville, durant le tems qu'il n'y avoit audit pais autres places ni lieux à nous obeïssans, & à ces causes prétendoient avoir droit en iceux offices, ont par ce moien mis & mettent trouble & empêchement à plusieurs de ceux, qui ainsi y ont été par nous pourvus depuis ladite conquête desdites places à la provision de nôtre dit neveu, & les ont mis & mettent chacun jour en grandes involutions de procez, & par ainsi seroient en voie de n'y être jamais sûrs, si par nous n'est sur ce faite aucune declaration comme nous a fait remontrer nôtre dit neveu, requerant humblement icelle.

Savoir faisons, que nous ces choses considerées, & mêmeement, que par le pouvoir que nous avons sur ce donné à nôtre dit neveu, nous avons voulu que ceux à qui il pourvoiroit desdits offices après la réduction des villes, qui seroient reduites en nôtre obeïssance par son moien, & qui auroient sur ce lettres de nous à la provision, seroient & demeureroient en iceux offices, nonobstant quelconques autres dons que en eussent autres paravant ladite réduction, & par nos autres lettres subsequens l'aïons derechef octroïé, voulu, & aprouvé, voulons obvier à procez, & nourir paix entre nos sujets; & sur les choses dessusdites eue grande & meure deliberation avec les gens de nôtre Conseil, avons pour les causes dessusdites, & autres considerations à ce nous mouvans, voulu, ordonné, & déclaré, voulons, ordonnons & declaron par ces presentes, que nôtre volonté & intention a été & est encore, que tous ceux qui ont par nôtre dit neveu de Bretagne été pourvus aux offices roiaux des villes & lieux qui ont par lui, & par son moien été reduits en nôtre dit pais de Normandie après la réduction desdites places & lieux, & qui sur lesdites provisions ont obtenu de nous lettres de ratification, soient & demeurent esdits offices, nonobstant quelconques autres dons, qu'autres en pouroient avoir de nous paravant & depuis lesdites réductions, & autrement qu'à la provision de nôtre dit neveu, en quelque couleur de possession qu'ils s'en dient avoir prise esdits lieux du Mont S. Michel, Grandville, ni autre part qu'és lieux principaux où sont lesdits offices, & dont ils sont principalement denommez, opolitions ou appellations quelqueconques, & lesquels dons ainsi pretendus paravant lesdites réductions, nous avons cassez, revoquez, & annullez, cassons, revoquons & annullons, en mettant au neant tous procez pour ce encommencez quelque part qu'ils soient intentez par cesdites presentes. Par lesquelles nous mandons à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans, & qui tiendront nôtre Parlement à Paris, & nôtre Etchiquier en Normandie, les Maîtres des Requestes de nôtre Hôtel, les Gens de nos Comptes, les Generaux de la Justice des Aides, aux Baillifs de Caën & de Cōstantin, aux Vicomtes desdits Bailliages, & à tous nos autres Justiciers & Officiers, ou à leurs Lieutenans, & à chacun d'eux, si comme à lui apartiendra, que nôtre presente ordonnance, volonté & declaration, ils fassent garder & entretenir, entretiennent & gardent de point en point selon la forme & teneur, & icelle enregistrer & publier chacun en son pouvoir & jurisdiction, en mettant lesdites parties hors de cour & de procès, sans plus en tenir aucune cour ni connoissance, & si aucune chose avoit été ou étoit faite au contraire, si l'ôtent & fassent ôter

& mettre sans délai au premier état & dû, car ainsi nous plaist-il être fait. Et pour ce que de ces presentes on pourra avoir affaire en plusieurs & divers lieux, Nous voulons qu'au Vidimus d'icelles fait sous le scel roial, soit ajouté foi comme à l'original. En témoin de ce nous avons fait mettre nôtre scel à ces presentes. Donné en l'Abbaie d'Ardenne devant nôtre Ville de Caën, le dernier jour de Juin, l'an de grace 1450. & de nôtre regne le vint-huitieme. Et sur le repli est écrit: par le Roi en son Conseil, signé de la Loere, avec parafe. De plus est écrit aussi sur le repli, *Letta, publicata Parisiis in Parlamento 15. die Februarii, anno Domini 1450.* Signé, Cheveteau, avec parafe.

CONTRAT DE MARIAGE DE LOUIS, D'UFIN,
avec *Charlotte de Savoie*, fait à Geneve le 14. fevrier 1451.

IN nomine Domini, Amen. Ad conspectum supremi orbis machinæ Conditoris pronus jacens Protoplastus, inter opera rerum quæ summus Opifex ille jam patrarat, nihil quidem salubrius, nihilque suæ compagini convenientius professus est, quàm terrestre illud adiutorium muliebree, quod carnem de carne, & os de ossibus, infuso potius divino quam humano præfagio est agnitus. Memorabile igitur & propagandum tale foret matrimoniale sacramentum, quod præcipuus Autor Cunctipotens Deus ipse sexto die quo fabricam Universi expleverat, digito suo primum instituit, & ineffabili veneratione suscepit, dum filium suum unigenitum ex nupta nasci decrevit; ex hoc enim Deifico ministerio nedum spirituali nexitudine duo in unum censentur. Sed humanæ speciei fragilitas, quæ in suis individuis servando conteritur, legitima prolis educatione in suo simili conservatur. Nec tantum hoc cœlesti munere roboratum conjugium bona in terris confert hominibus bonæ voluntatis, sed etiam sceptrigeras regnantium potestates diversimodè interdum laceratas, divina opitulante gratia compescens pacem propitiatur, unionem solidat, subditis unanimitem confert, rerum commercia concedit, commeantibus arridet, & quos gradatim à prioris originis identitate temporum successus sermone spirituali, quadam cognatione reunit. Quæ omnia sedula meditatione revoluentes *serenissimi illustrissimique Principes & Domini Domini Ludovicus Regis Francorum Christianissimi Primogenitus, Dalphinus Vienn. Comesque Valentiniens. & Diensis, & Ludovicus Dux Sabaudie, Chablaissi, Augusta, Sacri Romani Imperii Princeps, Vicariusque perpetuus, Marchio in Italia, Comes Pedemontium, Gebenn. & Baugiaci, Baro Vnaudi, Foucigniacy, Niciague & Vercellarum Dominus, & maxime considerantes singularem amoris devotionem, & intimæ dilectionis zelum, quo ipsa illustrissima Domus Sabaud. erga ipsam serenissimam gloriosissimam Franciæ Domum semper claruit, non postponentes etiam sanguinis & affinitatis fœdera, aliasque conjunctiones & amicitias hætenus utrinque contractas; desiderantes quoque ipsi Inclitissimi Principes Domini Domini Delph. & Dux in ea benevolentia & affinitatis nexu nedum perseverare; verum etiam illa semper in dies propagare, jam sæpenumero à biennio citra Oratores suos solennes hinc inde destinaverunt, quorum opera & tractatu sermones habui fuerint, multaque partita in medium deducta dataque & aperta, pro matrimonio & sponsalitiis inter prælibatum serenissimum Dominum Delphinum, & inclitam Domi-*

Savoie.
1451.
14. fe-
vrier.

nam Carolam filiam præfati inclitissimi Domini Ducis Sabaudiz, auctore Christo contrahentis. Hinc ideo fuit & est, quod propter infra scripta specialiter peragenda in Dominorum Testium nostrorumque Tabellionum publicorum, & Secretariorum subscriptorum præsentia personaliter constituti præfatus illustrissimus Dominus Dux Sabaudiz suo & dictæ Domine Carolæ ejus filiz nominibus, & Magnifici & Spectabiles Viri Joannes Baltardus Armagniaci, Chambellanus & Marefcallus; & Antonius Bolomerii, Generalis Financiarum, Consiliarii, Ambassiatoresque, Nuntii & Procuratores speciales antelati Domini Delphini, de suis mandato & potestate edocentes, litteris patentibus ipsius Domini Delphini, sigillo ejus Cancellariæ ad duplicem caudam cera rubea impendenti sigillatis inferius de verbo ad verbum inseritis, Qui siquidem Domini Dux & Ambassiatores nominibus prædictis, & infra vicissim & mutuis consensibus, sponteque & deliberate, ut asserunt, inierunt, contraxerunt, convenerunt, & concludunt fœdera pactaque matrimonialia sequentia. In primis convenit, promissit, promittitque & convenit ipse illustrissimus Dominus Dux Pater ipsius Domine Carolæ, memoratis Dominis Ambassiatoribus, ac nobis Notariis & Secretariis prædictis ut decet stipulantibus & recipientibus, dare dicto serenissimo Domino Domino Delphino in ejus uxorem & sponsam legitimam præfatam Dominam Carolam, illamque cum effectu sineque defectu conducere, aut conduci facere infra octavas proximi Festi Paschæ, usque ad locum seu oppidum Castellæ Sancti Andree, aut Civitatem Grarianopolis, aut alterum ipsorum locorum, & in eo, quem ipse Dominus Delphinus voluerit eligere pro illa ibidem ipsi Domino Delphino reddenda, supra dicta causa expediendaque & desponsanda. Versa autem vice, memorati Domini Ambassiatores quo supra nomine convenerunt & promiserunt præfato Illustrissimo Domino Duci, & nobis dictis Notariis & Secretariis ut supra stipulantibus, quod ipse Serenissimus Dominus Delphinus in loco & termino prædictis, Deo permittente, se memoratam Dominam Carolam in ejus uxorem & sponsam legitimam per verba de præsentii accipiet, & in facie Sanctæ Matris Ecclesiæ prout decet desponsabit; asserentes ipsi Domini contrahentes nominibus prædictis, nullum esse impedimentum, quominus hujusmodi matrimonium veniat retardandum, aut aliàs impediendum. Item, quia ex consimilibus matrimoniis quamplurima onera veniunt supportanda, ipse Dominus Dux Pater pro illis uberius sustinendis, etiam quia sic sibi placet, ex ejus certa scientia ac voluntate spontanea, pro dote nomineque & ex causa dotis ipsius Domine Carolæ ejus, filiz, tenore hujusmodi publici instrumenti, Dominis Ambassiatoribus nomine quo supra, ac nobis Notariis & Secretariis prædictis ut decet stipulantibus & recipientibus, dedit & concessit, datque & concedit dicto Domino Delphino pro se & suis hæredibus & successoribus universis, ad quos dos hujusmodi de jure spectaret, summam ducentorum millium scutorum auri ad rationem septuaginta pro marca, & hoc pro omni jure, portione, parte, & alia qualibet reclamacione sibi qualitercumque competentibus & competituris in bonis paternis, maternis, fraternis & sororinis, de quibus ducentum millium scutorum tenebitur & debebit ipse illustrissimus Dominus Dux aut sui prædicti, solvere & realiter in numeratis expedire dicto serenissimo Domino Delphino aut ab eo deputandis quinquaginta millia scuta terminis sequentibus; videlicet die celebrationis sponsalium prædictorum, & receptionis prædictæ Domine

Carolæ quindecim millia scutorum. Item & alia quindecim millia scuta post sex menses celebrationem & receptionem prædictas immediatè sequentes; reliqua vero viginti millia scuta ex dictis quinquaginta millibus restantia infra alios sex menses tunc & immediatè secuturos, scilicet in Costa sancti Andreae, vel Civitate Gratiopolis, seu uno ipsorum locorum, & in eo quem ipse Dominus Delphinus duxerit eligendum. Item pro majori securitate aliorum centum & quinquaginta millium scutorum ex constitutione dotis prædictæ restantium, item pro ipsorum faciliiori solutione, ipse illustrissimus Dominus Dux ex nunc pro se & suis prædictis, illos imposuit & assignavit, imponitque & assignat per præsentem ipsi Domino Delphino dictis Dominis Ambassiatoribus nominibus quibus agunt, ac nobis Tabellionibus & Secretariis jam dictis ut supra stipulantibus & recipientibus, super quibuscumque emolumentis & valoribus Gabellæ salis Civitatis Nicæ, daciisque & intratis civitatis Vercellarum, & pertinentiis earundem universis; ita tamen quod illarum exactores sint & esse debeant solvendo, securique & de facili conveniendo, teneanturque solvere in civitate Gebennensi ipsi Domino Delphino aut ab eo deputandis anno quolibet quindecim millia scutorum duobus terminis; videlicet medietatem ipsorum xv. millia scutorum in Festo Omnium Sanctorum, incipiendo de anno proxime futuro corrente millesimo quatercentesimo quinquagesimo secundo; & aliam medietatem in Festo Paschæ ipsam Festum Omnium Sanctorum immediatè secuto, & sic annualiter usque ad complementum dictorum centum & quinquaginta millium scutorum; & de his sic solvendis ipsi exactores se sufficienter obligare & astringere debeant erga præfarum serenissimum Dominum Delphinum, ex nuncque prout ex tunc, & è contra intelligantur sic obligati & astricti quibuscumque aliis assignationibus super dictis gabellæ, daciis, & intratis quomodolibet factis, aut imposterum fiendis non obstantibus; quoniam illis ipse illustrissimus Dominus Dux scierit & sponte derogavit derogatque, & derogatum esse vult hujus instrumenti per tenorem, conditione tamen per pactum validum & expressum adjecta, quod si emolumenta dictarum Gabellæ & intratarum summam prædictam quindecim millium scutorum annualium non valerent, eo casu teneatur ipse illustrissimus Dominus Dux id quod deficeret alibi de suo supplere & integrè satisfacere; ubi autem plus valerent emolumenta ipsa, illud plus eidem Domino Duci, & suis remanebit. Vice autem reciproca prænominati Domini Ambassiatores vigore potestatis prædictæ memorati serenissimi Dom. Delphini nomine, eidem Dominae Carolæ futuræ sponse ipso illustrissimo Domino Duce ejus Patre, & nobis Tabellionibus & Secretariis prædictis ut convenit stipulantibus, pro dotalitio ipsius Dominae Carolæ, similiter & nunc donatur & constituerunt, dantque & solemniter constituunt summam decem millium similium scutorum annualium, de quibus casu adveniente ipsa Domina Carola quoad vixerit pacificè gaudebit, consummato prius tamen dicto matrimonio, aut dum ad ætatem duodecim annorum legitimam consummandi ipsum matrimonium pervenerit, & non alias, neque ante; quam quidem dicti Domini Ambassiatores nomine quo supra, ex nunc generatim imponunt pariter, & assignant super quibuscumque Villis, Castris, Terris, illorumque redditibus & pertinentiis universis tam patriæ suæ Delphinatus, quam ipsorum Comitatum Valentiniensis & Diensis. Et ulterius pro uberiori securitate ipsius Dominae Carolæ, pacto expresso actum extitit, quod ipse Dominus Delphi-

nus communitates ipsarum patriarum particulariter nominandas, & ad hoc sufficientes, validè obligari faciet erga ipsam Dominam Carolam, quod ipso casu adveniente eidem Dominæ Carolæ obediunt, sibi que quoad vixerit dictum dotalitium, videlicet quamlibet ipsorum ratam respondendam, & sibi contingentem, quam in promissionibus hujusmodi facient declarari, infallibiliter persolvent sub pena centum millium scutorum dictorum, pro semel eidem Dominæ Carolæ actu contrario, & in defectu solutionis hujusmodi pro suo interesse applicanda; quas siquidem obligationes & promissiones ipse Dominus Delphinus fieri facere tenebitur, scilicet de medietate dicti dotalitii infra dictas octavas proximi festi Paschæ, & de alia medietate infra sex menses post & immediate sequentes. Item similiter actum est, quod ipse Dominus Delphinus teneatur, & debeat sufficienter fidejubere pariter & assecurare, de restituendo eidem Dominæ Carolæ, seu illi vel illis cui pertinebit, casu restitutionis adveniente (quod Deus advertat) id quod de ipsa summa dotali ducentum millium scutorum fuerit persolutum, & per similes terminos quibus reperiretur esse solum, inchoando tamen infra unum annum postquam primum restitutio ipsa haberet locum. Item pro ampliori declaratione ipsarum cautionum & assecurationum sic præstandarum similiter actum extitit, quod ipse Dominus Delphinus tantummodo in quolibet termino supra declaratorum terminorum, fidejubere & assecurare debeat de quantitate seu summa quæ sibi ut supra solvetur, & non de pluri; hoc tamen intellecto, si fortè ipse Dominus Delphinus deficeret aut protelare vellet, hujusmodi sic dandas securitates, tan respectu ipsius dotalitii, quam etiam aliarum quantitarum de ipsa summa dotali ut supra præstandarum & recipiendarum, eo casu memoratus Dux Sabaudie non teneatur quicquam ulterius solvere de prædicta summa dotali, quousque ipse Dominus Delphinus debitè assecuraverit, ut dictum est, prædictum dotalitium seu doarium, & prædictas dotalis summis ut prædictur recipiendas, Item etiam actum extitit, quod prælibatus serenissimus Dominus Delphinus, quem primum dicta Domina Carola ad ætatem annorum duodecim pervenerit, curabit & curare teneatur cum effectu & absque defectu, quod ipsa præmissis medianibus, renuntiabit omnibus bonis paternis, maternis, fraternis, & sororinis, & prædicta dote vocabit se contentam, & hoc sub obligatione omnium & singulorum ipsius Domini Delphini bonorum præsentium & futurorum. Item quoad jocalia, vestimenta & alia ornamenta ipsius Dominæ Carolæ, quælibet dictarum partium pro sua dignitate & debito facere teneatur & debeat secundum utriusque partium honoris & status deceniam, & prout in similibus casibus & inter tales Principes est fieri assuetum. Quæ omnia & singula supra & infra scripta promiserunt & promittunt dictæ partes nominibus quibus supra, & quælibet ipsarum partium prout eam concernere potest, pro se & suis heredibus & successoribus universis, juramentis suis factis Evangeliiis sacrosanctis, subque suorum, imò verius pro quibus agunt omnium & singulorum præsentium & futurorum expressa obligatione bonorum grata, rata, valida & firma habere perpetuo & tenere, illaque una partium alteri & è contra attendere assecurare solvereque, & in omnibus & per omnia inviolabiliter observare terminis statutis, & nunquam per se vel alium contra facere, dicere, vel venire, nec alicui contra facere, dicere, vel venire volenti in aliquo consentire clam vel palam, tacite vel expresse, quovis quaesito colore; quinimo ipsi Domini Ambassadors ipsa omnia & singula su-

pra & infra scripta emologari, approbari & ratificari facere per praelibatum serenissimum D. Delphinum, infra diem octavam proximi mensis martii per autentica scripta, in bonaque & valida forma ipsi D. Duci per memoratos Dominos Ambassiatores interea temporis mittenda & expedienda; renunciantes propterea praefati Domini contrahentes nominibus praemissis, & illorum quilibet in hoc facto sub vi suorum jam praestitorum juramentorum, omni actione & exceptione doli mali, vis, metus & in factum, omnique latione, circumventionem, fraude, gravamine, & errore, ac juribus quibus deceptis suis in contractibus subvenitur, omnique appellationis, supplicationis, provocationis, ac bonorum cessionis remedio, in integrum restitutionis beneficio, & omni appellationi, relaxationi & dispensationi juramenti, etiam omnibus privilegiis, praerogativis, beneficiis & induktis impetratis & impetrandis, patriaeque & locorum consuetudinibus, necnon omnibus juribus canonicis, civilibus, ac municipalibus, & aliis quibus adveniendum contra praemissa seu ipsorum aliqua se juvare possent quomodolibet per tueri, signanter juri dicenti generalium renunciationem non valere, nisi speciali praecedente. De quibus praemissis omnibus & singulis ipsi Domini contrahentes quibus supra nominibus, voluerunt & praecerunt per nos Tabelliones & Secretarios praedictos, ad opus cujuslibet ipsarum partium, fieri unum & plura, si opus sit, tenoris ejusdem publica instrumenta, petitorum dictamine si fuerint necesse dictanda, & corrigenda, facti tamen substantia in aliquo non mutata, sigillis ipsorum Dominorum sigillanda & roboranda; quae sic acta, gesta & conclusa fuerunt in civitate Gebennensi, videlicet in Domo Conventus Fratrum Minorum, in Camera dicti D. Ducis in qua praesentialiter suam facit resistantiam, anno à Nativitate Domini currente 1451. Indictione 14. mensis februarii, praesentibus illustribus Dominis antedicti D. Ducis primo & secundogenitis Amedeo Principe Pedemontium, & Ludovico Comite Gebennensi, necnon Reverendis, Magnificisque & Spectabilibus Viris D.D.G.de Saluciis Episcopo Lausanensi, Jacobo de Turre Cancellario, Joanne Domino Bariat Sabaudiae Marescallo, Jacobo de Balma Domino Albergamenti, Petro de Grolea D. sancti Andree, Jacobo de Vallepergia, Jacobo de Challand, Hectore Josselin Consiliariis, & Francisco Fabri Secretario praefati Domini Ducis ad praemissa adstantibus, & pro testibus rogatis, Signé, P. Bolomerii, & P. de Annessiaco Notarii & Secretarii Domini Ducis, Quorum quidem Dominorum Ambassiatorum supra nominatorum potestatis praerogativa tenor sequitur & est talis.

LOUIS aîné-fils du Roi de France, Dauphin de Viennois, Comte de Valentinois & de Diois: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront & oiront, Salut. Comme par plusieurs & diverses fois & journées, certaines Ambassades aient été faites tant d'une part que d'autre, entre nous & nôtre tres-cher & tres-amié cousin le Duc de Savoie, en esperance, & intention de parvenir au traité & accomplissement du mariage de Nous & de Damoiselle Charlotte de Savoie, fille de nôtre dit cousin, Surquoi combien que plusieurs ouvertures de traité & offre aient été faites de chacune des parties, n'a encor été prise aucune finale resolution; & il soit ainsi que nous considerant les grandes, & anciennes consanguinités, & proximité de lignage, & les affinités, longues lignies & amitiés qui de long-tems ont été & sont entre Monseigneur, Nous & nos predecesseurs, & nôtre dit cousin &

les siens, desirant l'entretienement & augmentation d'iceux. Savoir faisons, que nous considerant les choses dessusdites, & pour plusieurs autres causes qui raisonnablement à ce nous ont meüs & meüvent, de nôtre certaine science, & propos délibéré, & mesmement eü sur ce grande & meure délibération avec les Gens de nôtre Conseil, confians à plein des sens, discretion, prudence, loiauté, & prud'homie de nos amez & feaux Conseillers, Jean Bâtard d'Armagnac, Seigneur de Gourdon nôtre Chambellan, & Maréchal de nôtre dit Dauphiné; & Maître Antoine Bolomier, General de toutes nos Finances, iceux avons aujourdui constitué, commis & ordonné, établis & deputez & par ces presentes constituons, commençons, ordonnons, établissons, & députons nos Procureurs, Ambassadeurs & Messagers speciaux, ausquels nous avons donné, & donnons par ces presentes, pleine & entiere puissance, autorité, commission, & mandement special de eux transporter par devers nôtre dit cousin, & autres qu'il apartiendra & besoin sera, & illec traiter, appointer, accorder, accepter, & du tout conclure ledit mariage, & si besoin est, épouser ladite Damoiselle, pour & en nom de nous accepter, consentir, & avoir agreable les sommes de deniers à nous autrefois presentées, offertes & promises en faisant ledit mariage; de icelle somme moderer & diminuer, si besoin est, & de muer, changer, & prolonger les termes & paiemens d'icelle, & en quitter, remettre & delaisser telle partie ou portion qu'ils verront estre expedient, de promettre, accorder, & assurer tel doilaire qu'ils verront bien être, de jurer pour & en nom de nous, & nous obliger d'entretenir, consumer, & accomplir ledit mariage sans aucune interruption, & nous en soumettre à toutes astrictions spirituelles & temporelles, de pouvoir nous obliger nous, & nos terres & seigneuries quelconques presentes, & à venir, tant pour le doilaire que pour les sommes qui se recevront à cause dudit mariage, le cas de restitution avenant (que Dieu ne veuille) & de se faire donner, & passer telles obligations, lettres, actes, & instrumens qu'ils verront être à faire & necessaires, & generalement de faire en tout & par tout touchant ledit mariage, & dépendances d'icelui, tout ainsi que ferions, & faire pourrions, si presens & en personne y étions, jaoit que les choses requierent mandement plus special, promettant en bonne foi, en parole de fils de Roi, & sur l'obligation de tous, & un chacun nos biens, pais, terres, & seigneuries quelconques presens & à venir, avoir agreable, & tenir ferme, & stable à toujours, mais perpetuellement, sans jamais aller à l'encontre pour quelconque cause que ce soit, ou puisse être, tout ce que par nosdits Conseillers, Ambassadeurs, & Procureurs, sera fait, procuré, & accordé en ladite maniere, & les circonstances & dépendances d'icelles, les relever, garder & défendre de tous interets, charges & dommages qu'il pourroit avoir d'icelle cause. En témoin de ce, nous avons fait mettre nôtre scel à ces presentes. Donné à Alexan près nôtre Ville de Romans, le 28. jour de janvier, l'an de grace 1451. par Monseigneur le Dauphin en son Conseil. Signé, THOREAU.

*DISPENSE DONNÉE PAR LE PAPE NICOLAS V.
pour le Mariage entre Charles Comte de Charolois, & Isabelle
de Bourbon. A Rome le 28. Juin 1454.*

NICOLAUS Episcopus, servus servorum Dei. Venerabilibus fratribus Tornacensi, & Atrebatensi Episcopis, salutem & apostolicam benedictionem. Romani Pontificis præcellens auctoritas rigorem juris mansuetudine temperans, interdum nonnulla concedit, quæ fieri dicti juris severitas prohibet; præsertim dum rationabiles causæ persuadent, ac personarum, & locorum qualitate pensatâ, id conspiciat in Domino salubriter expedire; oblata siquidem nobis nuper pro parte dilecti filij nobilis viri Caroli, Comitis de Caroleis, & dilectæ in Christo filiæ nobilis mulieris Ysabellæ dilecti filij nobilis viri Caroli Ducis Borbonij natæ petitionis series continebat, quod pridem sui consanguinei & amici, ut mutua quæ inter ipsos benevolentia longo tempore viguit, firmitus perseveraret, & conservaretur; ac etiam Comitatus de Caroleis, cujus ipse Carolus Comes existit, tutius gubernari, ac per ipsum Comitem, & successores suos in statu pacifico, & tranquillo manuteneri possit, concorditer disposuerunt, & tractarunt, ut præfati Carolus & Ysabella insimul matrimonium contraherent, & propterea, ac ex certis aliis rationabilibus causis ipsi Carolus, & Ysabella desiderant invicem matrimonialiter copulari. Sed quia secundo consanguinitatis gradu invicem sunt conjuncti, eorum desiderium hujusmodi in hac parte adimplere nequeunt, dispensatione apostolicâ super hoc non obtentâ. Quare pro parte Caroli Comitis, & Ysabellæ prædictorum nobis fuit humiliter supplicatum, ut præmissis attentis eisdem Carolo Comiti, & Ysabellæ providere in hac parte de opportuna dispensationis gratiâ, de benignitate apostolicâ dignaremur. Nos igitur, qui pacem & concordiam inter cunctos Christi fideles, & præsertim generis nobilitate pollentes, vigere semper, & augeri supremis affectibus desideramus, hujusmodi supplicationibus inclinati, fraternitati vestræ de qua in his & aliis specialem in Domino fiduciam obtinemus, per apostolica scripta committimus, & mandamus quatenus vos, vel alter vestrum, si est ita, dictaque Ysabella propter hoc rapta non fuit, cum eisdem Carolo, & Ysabella, ut impedimento quod ex consanguinitate hujusmodi provenit, non obstante, matrimonium inter se liberè contrahere, & in eo postquam contractum fuerit, licitè remanere possint, & valeant, auctoritate nostra dispenseris, seu alter vestrum dispenseret, prolem suscipiendam exindè legitimam nuntiando. Datum Romæ apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominicæ, millesimo quadringentesimo quinquagesimo quarto, quarto Kalendas julij, Pontificatus nostri anno octavo. Signé Pe. de Noxeto. Sur le repli, gratis. De mandato Domini nostri Papæ, A. de Veneriis, Scelè d'une Bulle de plomb pendante à double ficelle.

*Bour-
gogne.
1454.
28. juin.*

TRAITE' DE CONFEDERATION ET ALLIANCE,
entre Charles VII. Roi de France, & Christlierne I. Roi de Danemarck.
A Cologne l'an 1456. le 27. mai.

Dane-
marc.
 1456.
 27. mai.

1. **P** R I M O , quod inter Christianissimum Franciæ, & Serenissimum Daciæ Reges, quoad vixerint contrahatur fraternus amor & favor.
2. Item quod præfati Domini Reges præmissis amicitiiis, non obstantibus novas poterunt contrahere amicitias cum quibuscvis aliis Regibus, Principibus, civitatibus, & communitatibus, dum tamen præfati Domini, Serenissimus Daciæ, & Christianissimus Franciæ, Reges mutuo sibi non adversentur.
3. Item quod prædicti Domini Reges cum quibuscvis aliis Regibus, Principibus, civitatibus, aut communitatibus etiam unius, aut alterius Regis adversariis, subsistentibus evidentibus utilitatibus, & necessitatibus, nova poterunt contrahere fœdera & in illis persistere, salvo tamen quod uterque ipsorum contra alterum vi, armis aut potentia nil prorsus agat vel attentet quodque alter Regum fœdera sicut præmittitur iniens alteri Regi, id primitus per litteras suas patentes significet.
4. Item & præmissis non obstantibus, si contingat Serenissimum Regem Daciæ cum adversariis Christianissimi Regis fœdus sive amicitiam contrahere aut inire & præfatus Christianissimus Rex Francorum, infra tempus fraterni fœderis, & amicitiarum hujusmodi præfatum Dominum Regem Daciæ pro succursu armorum de quadraginta aut quinquaginta navibus, sex vel septem aut plurium hominum armatorum millibus, aut minus contra Regem Angliæ vel suos subditos requireret, quod ex tunc idem Dominus Rex Daciæ, dicto Domino Christianissimo Regi Francorum de succursu hujusmodi subvenire, & succurrere debeat; ejusdem tamen Christianissimi Regis, tam pro navibus quam pro armatorum hujusmodi stipendiis, impensis. Quodque idem Christianissimus Rex pro hujusmodi succursu, consequendo ad dictum Serenissimum Regem Daciæ suis impensis aliquem destinare debeat cum plena facultate super modo tempore & solutione dicti succursus tractandi, & concludendi. Et quicquid de super tunc rationabiliter tractatum & conclusum fuerit illius conclusioni stabitur. Eritque liberum Christianissimo Regi pro dicto succursu modo præmisso tractari facere aut pro ipso succursu tantum solvere quantum consuetudo Regni Daciæ merito requirit.
5. Item in casum & eventum requisitionis, & succursus hujusmodi ex tunc idem Serenissimus Rex Daciæ de damnis, interesse, expensis, & periculis per ipsum propterea inéundis debeat per præfatum Christianissimum Francorum Regem illius expensis debite relevari. Quodque si etiam potentia, assistentia, vi aut suffragio dicti Serenissimi Domini Regis Daciæ, aut suorum homines, aut loca in regno Angliæ debellantur, caperentur, subjugarentur, aut obtinerentur, ex tunc dictus Serenissimus Dominus Rex Daciæ debet in illis æqualem cum Christianissimo Francorum Rege habere portionem, aut unus faciat alteri super illis juxta & secundum eorumdem Dominorum Regum & consiliariorum utriusque Regis prædictorum cognitionem & ordinationem.
6. Item quod incolæ Regnorum & Dominiorum utriusque Regis prædictorum ipsorum commoditatibus liberum habeant ad ambo regna hujusmodi ingressum &

& egressum etiam stando, & remanendo pro mercantiis, & bonis aliisque ipsorum peragendis commerciis juxta & secundum mores, consuetudines, & plebiscita in eisdem regnis hactenus observari solita.

7. Item quoad quintum articulum apertum per Dominum mediatorem, videlicet, quod Anglici nullas mercantias, nec libertates in regnis præd. exerceant, placet utriusque oratoribus quod iste articulus maneat sub arbitrio utriusque Regum.

8. Item si contra Fœdus per aliquem, vel aliquos subditorum regnorum hujusmodi attentaretur, placet cum modificatione infra scripta, videlicet. Si verò aliquis incolarum regnorum prædictorum aut ditionum eisdem Dominiis Regibus subjectorum delinqueret aut forefaceret, ex tunc ille in loco delicti hujusmodi ut juris est, aut juxta consuetudines longævas ejusdem loci hactenus observatas judicetur, sic tamen ut hujusmodi delictum præjudicium non afferat nisi delinquenti, amore & favore fraternis hujusmodi nihilominus in suis robore & firmitate duraturis.

9. Item placet utrisque oratoribus quod presentes amicitie, & favores fraterni sic initi & contracti inter ambos Reges publicentur in civitatibus famosis & oppidis utriusque regni, & maxime in finibus dictorum regnorum, ut fama ipsarum amicitiarum ad vicinas, & exterarum regiones convolare possit.

10. Item Rex Franciæ in signum fœderis, & amicitie prædictorum vices suas amicebilitate interponet, & operam dabit, quod Rex Scotiæ plenarie, prout dicto Christianissimæ Regi Francorum ex litteris, & documentis desuper concessis justum atque consonum videbitur rationi, satisfaciat Regi Daciæ &c. Et in casu, quod dictus Rex Scotiæ dictamini Regi Franciæ hujusmodi minime parere veller, ex tunc præfatus Francorum Rex occasione fraterni amoris hujusmodi exhibebit se talem in facto hujusmodi pro parte Domini Regis Daciæ, qualem veller sibi per præfatum Regem Daciæ, viceversa in casu simili, seu quomodolibet alteri exhiberi juxta continentiam earundem liberare dicto Serenissimo Regi Daciæ, & Norvegiæ per Regem Scotiæ, & ejus antecessores super venditione certorum dominiorum, videlicet terræ Sodorense &c. traditarum.

11. Item Christianissimus Rex Franciæ, procurabit fraternum amorem, & favorem Serenissimo Regi Daciæ, adversus Regem Sueciæ similiter, & contra civitates, & communicatas Hanzæ, si quæ fuerint sibi adversæ; & prædictis civitatibus sic eidem Regi Daciæ adversantibus favores, & amicitias sic contractas per suas litteras notificabit, si opus sit, & per dictum Serenissimum Regem Daciæ requisitus fuerit; & si aliquos de dictis civitatibus adversantibus post notificationem hujusmodi ad partes regni Franciæ declinare contigerit, ita favorabiliter, & fraterne Rex Franciæ, se exhibebit, quemadmodum in simili casu per Regem Daciæ, sibi fieri optaret, etiam personas, & bona ipsorum si opus fuerit attestando. Tertio nihilominus articulo supra scripto in suo robore permanente.

12. Item cedula desuper per utrosque oratores, sub sigillis ac signis suis, & litteræ patentes per Dominum mediatorem sub sigillo, & manu propriis ejusdem Domini Ducis per quas quidem litteras fœdera, favores, & amicitie hujusmodi inter utrosque Reges eisdem Dominiis, Regibus conjuncti aut divisi dirigendis conficiuntur, inveniuntur, & contrahuntur, prout dicti oratores ex nunc invicem faciunt, inveniunt, & contrahunt, articulos prædictos in ipsis litteris Domini Ducis cum mandatis sive procuratoriis eorundem Dominorum Regum ad longum in-

serendo, submittereque oratores prefati ratificationem & approbationem articulo-
rum hujusmodi tam conjunctim quam divisim dictantini, & voluntati amborum
Dominorum nostrorum Christianissimi Franciæ, & Serenissimi Daciæ Regum præ-
dictorum, unusque alteri suis scriptis aut documentis legitimis litteras ratificationis
hujusmodi præfatis illustri Domino Duci ac Comiti in Spanheim, tanquam bono
hujus negotij mediatori, infra hiæ, & Festum Sancti Martini hiemalis Episcopi
proxime, futuri transmittet in uberiori forma. Actum in civitate Colonienſi, sub
sigillis, & signis dictorum Oratorum seu Ambaſſiatorum, die jovis vigesima septima
mensis maij, anno Domini, millesimo quadringentesimo quinquagesimo sexto.

*TRAITE' DE PAIX ET ALLIANCE, ENTRE LE ROI LOUIS XI.
& Jean Roi d'Aragon, le 3. mai 1462. A Sauveterre.*

*Aragon.
1462.
3. May.*

JOANNES Dei gratia, Rex Aragonum, Navarræ, Siciliæ, Valenciæ, Majorica-
rum, Sardinia, & Corsicæ, Comes Barchinonæ, Dux Athenarum, & Neopatriæ,
ac etiam Comes Rossilonis & Ceritanie, universis præsentem litteram inspectu-
ris, Salutem. Cum inter aliquos consiliariorum nostrorum per nos ad hæc specia-
liter deputatos ex unâ, & alios etiam deputatos per serenissimum ac Christianissi-
mum Principem, & carissimum consanguineum nostrum Ludovicum eadem
gratia Regem Francorum ex alterâ partibus, certæ ligæ, confederationes, intelli-
gentiæ, & amicitie tractatæ fuerint, & concordatæ pro nobis, & nomine nostro, &
etiam pro ipso carissimo consanguineo nostro Francorum Rege, & pro regnis,
terris, dominiis, & subditis nostris, & utriusque nostrum sub modo, & formâ in
articulis sequentibus contentis. Sequuntur articuli facti, & concordati inter depu-
tatos Christianissimi, & potentissimi Principis Domini Ludovici Dei gratia Franco-
rum Regis moderni, & etiam deputatos serenissimi Principis, & Domini, Domini
Joannis eadem gratia Regis Aragonum, Navarræ, Siciliæ &c. super amicitiiis,
ligis, intelligentiis, & confederationibus inter ipsos Principes pro eis, & pro
regnis, terris, dominiis, & subditis suis.

Primò videlicet quod prædictus Christianissimus Ludovicus Francorum Rex mo-
dernus, & prælibatus Dominus Joannes modernus etiam Aragonum, Navarræ,
& Siciliæ Rex, erunt deinceps perpetuò boni, veri, & fideles amici, unus erga
aliud ad invicem pro conservatione, defensione, & tuitione suæ vitæ, suarum-
que personarum, bonorum, statuum, regnorum, terrarum, dominiorum, &
subditorum.

Item, quod si aliqui cujuscunque status aut conditionis sint aut fuerint, fu-
ruri vellent temporibus alicui ipsorum Regum, vel eorum regnis, terris,
dominiis, & subditis guerram facere aut movere, vimque aut violentiam inferre,
aut aliquid de suo indebitè, & contra eorum voluntatem decernere vel occupare,
alter prædictorum Regum tenebitur ipsum sustinere, defendere, sibi favorem ex-
hibere contra inimicos suos, & omnes alios per facti violentiam aut alias inde-
bitè suum occupantes, omnibus viis, & modis sibi possibilibus quando fuerit re-
quisitus, quemadmodum bonus, verus, & fidelis amicus, frater, & confederatus
facere debeat alteri, sine fictione quacunque.

Item, quod si unus prædictorum Regum pro suo volebat auxilio aliquas gentes
armorum, sagittarios vel balistarios, equites, vel alios, armatos pedestres alter

tenebitur sibi præbere usque ad numerum quingentarum lancearum cum gentibus de tractu illis convenientibus secundum formam regni Franciæ quoad Regem Franciæ, & secundum formam regnorum Aragonum, Navarræ, & Cathalonie Principatus, quoad Regem Aragonum; & etiam tenebitur unus quisque ex dictis Regibus alteri de tali numero peditum armorum quibus opus fuerit, & ille ipso- rum Regum qui hoc requirer ab alio habere voluerit, ille tamen prædictorum Regum, qui prædictos armatos tam equites quam pedites requisierit, in exitu regni illius Regis à quo missi fuerint, & æqueam alterius regnum, & dominia ingre- diantur, eis stipendia solvere tenebitur secundum modum, & formam consuetam in regno, & dominio, unde prædictæ gentes armorum missæ fuerint, singula singulis referendo, & pro tanto tempore quo Rex requirens eandem gentes armorum detinere voluerit, & usque ad exitum regni & dominiorum suorum, & hoc sine fraude, dolo, vel malo ingenio quocunque.

Per istas tamen confederationes, nec per aliqua quæ in eis contineantur præ- dicti Reges nec aliquis eorum quidquam agere intendunt quod auctoritati, & re- verentæ sanctissimi Domini nostri Papæ, tanquam Vicario Christi, aut Sanctæ Sedi Apostolicæ posset, in aliquo derogare.

Prædictus etiam Christianissimus Francorum Rex, per ea quæ superius tractata sunt non intendit in aliquo derogare aut præjudicium inferre antiquis confede- rationibus, tractatibus, & amicitis inter Francorum, Castellæ, & Legionis Re- ges, & regna eorum factis, contractis & iniis, & semper ad plenum observatis, nec etiam confederationibus, & amicitis inter prædictum serenissimum Franco- rum Regem, & serenissimum Regem Scotiæ, & eorum regna hæcenus factis & iniis, consanguinitatque amicitie, & benevolentie serenissimi Regis Siciliæ Re- nati, dominique Ducis Calabriæ ejus primogeniti, & cujuslibet eorum, Et simi- liter dictus serenissimus Rex Aragonum per hanc confederationem non intendit derogare amicitis, consanguinitati, affinitati, & benevolentie, quæ sunt inter eum & illustrissimos Alonsum Portugalie, & Ferdinandum Siciliæ Reges, nepotes suos, & illustrem Franciscum Sforciam, Ducem Mediolani, & quemlibet eorum.

Nos de prædictis articulis, & de omnibus, & singulis in eis, & quolibet eorum contentis, ad plenum instructi, & informati, & pro quorum conclusione nos, & prædictus carissimus Rex Francorum consanguineus noster simul hodierna de con- venimus, assidua cogitatione præscientes quod regnis, & regibus pro eorum stabili- tate principatus nil accommodatius concordia valeat inveniri, nostri amoris, & di- lectionis radicem ad finem debitum deducere cupientes, prædictos articulos, om- niaque & singula in eis contenta firmamus, laudamus, & approbamus: & promit- timus sub nostra fide, & verbo regio ea facere, tenere, adimplere, & inviolabi- liter observare secundum modum & formam in eis, & quolibet eorum con- tentum.

In quorum omnium fidem, & testimonium has præsentis litteras manu nostra propria signavimus, sigillumque nostrum in pendentem jussimus apponendum. Datum circa locum de salvaterra in quodam campo sito in Regno Franciæ in territorio de Mallerne de sola, die tertia mensis maij, anno à Nativitate Domini millesimo qua- dringentesimo sexagesimo secundo.

Dominus Rex mandavit mihi Antonio Nogueras ejus Prothonotario, præsen- tibus illustri Joanne de Aragonia administratore perpetuo Archiepiscopo Cesar-

augusta, Reverendo Ofi Deping Archiepiscopo Montisregalis, magnificis & nobilibus Petro Durrea Camarlengo, Fratre Bernardo Vigonis de Rupebertino Comendatori Montisfonti ordinis sancti Joannis Hierosolimitani, Petro de Peralta Majordomo majori, Ferratio de la Nuca, Justitia regni Aragonie, & Roderico de Robolledo Camarlengo, militibus consiliariis suis. Et sur le repli, Bestia.

Collatio facta est cum originali existente in Thesaurio cartarum Domini nostri Regis per me custodem, & Thesaurarium dictarum cartarum, die septima maij, anni Domini millesimi quingentesimi decimi sexti. Signatum, Budo.

*RATIFICATION PAR LE ROI LOUIS XI. DU TRAITE
d'Alliance & de Ligne, fait avec ceux du pais de Liege, Bouillon &c.
pour faire la guerre aux Ducs de Bourgogne & de Bourbon, & Comte
de Charolois. A Paris au mois de juillet 1465.*

*Liege &
Bouillon.
1465.
Juillet.*

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France: Savoir faisons à tous presens & à venir, comme nagueres nous avons envoié nos amez & feaux Conseillers & Chambellans, le Sire de Chastillon nôtre cousin, Aimard de Poisieu, dit Cadorat, nôtre Bailli de Mantre, Maître Jean du Vergier aussi nôtre Conseiller, & Président en nôtre Cour de Parlement de Toulouse, & Jâques de la Royere, nôtre Secrétaire pardevers nos tres. chers & grands amis les Regent, Maîtres Jurez, Conseil & Université de la Cité du Liege, pour leur dire & communiquer aucunes choses de par nous, lesquels nos Conseillers & Ambassadeurs, par vertu du pouvoir par nous à eux donné, ont fait pour & au nom de nous avec lesdits du Liege les Traitez, promesses & apointemens desquels la teneur s'ensuit. Loüis de Laval, Seigneur de Chastillon, Aimard de Poisieu, dit Cadorat, Bailli de Mantre, Maître d'Hôtel, Conseillers & Chambellans de tres haut, tres-excellent & puissant Prince, Loüis par la grace de Dieu, Roi de France tres-Chrétien, Jean du Vergier aussi Conseiller dudit Seigneur, & Président en la Cour de Parlement à Toulouse, & Jâques de la Royere Secrétaire dudit Seigneur, & ses Ambassadeurs de par lui envoiez en ceste bonne cité & pais du Liege, & pour nous Marc par la grace de Dieu, Marquis de Bauden, Gouverneur & Regent des pais du Liege, Duché de Bouillon & Comté de Loz; & nous les Maîtres Jurez, Conseil & Université, généralement de ladite cité, franchise & banlieue dudit Liege. A tous ceux qui ces presentes lettres verront & oiront, Salut. Savoir faisons, que pour obvier à la mauvaise & damnable intention, & surprise apparente des Ducs de Bourgogne & de Bourbon, du Comte de Charolois, & de leurs adhérens & complices, lesquels nagueres se sont élevez, & mis sus en armes à l'encontre du Roi leur souverain Seigneur & le nôtre, de nous Ambassadeurs dessusdits, & aussi pour pourvoir le plutôt que faire se pourra à ce que par eux, ou leur moien, aucun dommage ou inconvenient n'avienne au Roi nôtre dit Seigneur, ni à son royaume, ni semblablement ausdits pais de Liege, de Bouillon, de Loz, ni sujets d'iceux: Nous Ambassadeurs Regent, Maîtres, Gouverneurs, Jurez, Conseil & Université dessusdits, desirant d'une part & d'autre, garder & entretenir inviolablement la bonne & ancienne amitié qui a été continuellement, & sans enfreindre gardée & entretenue, entre les Tres-Chrétiens Rois de bonne memoire, &

la Couronne de France, & le Roi nôtre dit Seigneur, & nous lesdits du Liege, de Bouillon & de Loz, & sujets d'iceux pais, avons tous ensemble pour donner bon ordre & provision, à ce que dit est traité appointé, conclu & accordé, les choses qui s'ensuivent.

Et premierement, nous Ambassadeurs dessusdits, au nom du Roi nôtre souverain Seigneur, aiant quant à ce de lui pleine puissance, ainsi qu'il appert par ses lettres patentes ci-après incorporées; Et nous les Regent, Maîtres, Gouverneurs, Jurez, Conseil, & Université dessusdits, pour & au nom d'icelles cité & pais dessusdits, avons de nouveau, traité, appointé, accordé, fermé & conclu, traitons, appointons, fermons, concluons & accordons, ensemble au nom que dessus, toute bonne amitié d'une part & d'autre, au moien & par vertu de laquelle amitié, nous dessusdits du Liege, de Bouillon, & de Loz, avons promis & promettons de nôtre part, servir de nôtre puissance, porter & favoriser le Roi nôtre dit Seigneur, à l'encontre desdits Ducs de Bourgogne, de Bourbon, Comte de Charolois, leurs adherans & complices, & autres les adversaires, rebelles & desobéissans, sans mal-engin. Et semblablement, nous Ambassadeurs dessusdits, de la part du Roi nôtre souverain Seigneur, avons promis & promettons à vous Seigneurs Regent, Maîtres, Jurez, Conseil & Université de ladite cité & pais dessusdits, au nom que dessus, que le Roi nôtre souverain Seigneur vous aidera, portera, soutiendra, & favorisera de toute sa puissance en tous vos affaires, à l'encontre des dessusdits, & de tous vos autres ennemis & adversaires, sans mal-engin. Item, & pour ce qu'il est besoin dès maintenant, & promptement soi mettre sus en armes à l'encontre des dessusdits, & leur faire guerre ouverte, a été traité, appointé, accordé, & conclu comme dessus, traitons, appointons, & accordons par ces presentes, que pour mieux faire, mener & conduire la presente guerre, le Roi nôtre dit Seigneur, paiera & soudoiera incontinent deux-cens lances, à trois hommes & à trois chevaux pour lance, & aura chacune lance par mois quinze livres tournois, durant ladite guerre à l'encontre desdits de Bourgogne, de Bourbon, de Charolois, & leurs complices & adherans, & pour la conduite d'iceux gens d'armes, nous lesdits du Liege, commettrons & élirons tel Capitaine idoine, & suffisant que bon nous semblera, lequel aura de par le Roi, nôtre Seigneur, la charge & conduite desdites lances durant ladite guerre, comme dit est; & pourra ledit Seigneur, si son bon plaisir est, commettre homme de par lui, pour prendre & recevoir les montres dudit Capitaine & desdites lances, & les sermens des gens de guerre de ladite charge, de bien & loialement servir le Roi, nôtre Seigneur. Et nous lesdits du Liege, de Bouillon & de Loz, sous la charge dudit Capitaine, qui à ce sera nommé, commis & élu. Item, au moien & par vertu de ladite amitié, a été traité & accordé que le Roi souverain Seigneur de nous Ambassadeurs dessusdits, fera toute diligence à lui possible envers nôtre Tres Saint Pere le Pape, & les Cardinaux, que ledit Seigneur Regent & Gouverneur, soit confirmé; & ne prêtera icelui Roi nôtre dit Seigneur, obéissance à nôtre dit Tres Saint Pere, jusques à ce que de tout son pouvoir il se fera emploié de faire faire ladite confirmation; & par ce, sera loisible à nous lesdits du Liege, de Bouillon, & de Loz, si bon nous semble, nous joindre & adherer, aux Loix, Coûtumes, & Ordonnances, réservations & défenses touchant l'état & gouvernement de l'Eglise de France, qui de present sont au Roiaume, ou qui se feront avant que le Roi nôtre dit Seigneur, fasse ladite obéissance, ou en

ieelle faisant à nôtre dit Tres Saint Pere, & avecque ce tiendra & fera tenir le Roi nôtre Seigneur, nous dudit Liege, en tous nos privileges, libertez, franchises, paix faites, regiment, usages & coutumes anciennes, & en tout ce que loi nous sauve & garde, & pour sauver & garder sans mal-engin. Item, a été conclu & appointé comme dessus, que nous lesdits du Liege, ne nous pourons ne devons accorder avec lesdits Monseigneur de Bourgogne, Comte de Charolois, ni de Bourbon, sinon par le gré, volonté, & consentement du Roi nôtre dit Seigneur; & par ce le Roi nôtre dit Seigneur, ne se devra accorder avec lesdits Duc de Bourgogne, Comte de Charolois, ni de Bourbon, que nous lesdits du Liege ne soions unis & accordez de nos causes & differences avec les dessusdits. Et est en ce entendu, que nous lesdits du Liege ne nous pourons ne devons entremettre des terres & Seigneuries mouuans du Roi, nôtre Seigneur, ou étans dedans son Roiaume. Item, qu'au moien & par vertu de ladite amitié, Nous lesdits du Liege, de Bouillon, & de Loz, ne serons tenus servir le Roi nôtre Seigneur, ne issir hors de la cité de Liege, outre trente lieues de ladite cité, si bon ne nous semble. Item, a été appointé & accordé comme dessus, que le Roi nôtre dit Seigneur, fera fournir & pourvoir à ses dépens, par l'homme à ce habile & suffisant, tel qu'il lui plaira, de salpêtre, & autres poudres necessaires pour l'artillerie ou fait de ladite guerre, & avec ce enuiera à ses dépens à nous du Liege, deux bons Maîtres pour tirer de l'artillerie, ladite guerre durant. Item, a été traité, conclu, & appointé comme dessus, que le Roi souverain Seigneur de nous Ambassadeurs dessusdits, sera tenu de sa part entrer ou faire entrer gens d'armes à puissance, dedans le pais de Henault, pour faire guerre ouverte audit pais, & ausdits Monseigneur de Bourgogne, Comte de Chatolois, leurs terres & Seigneuries, & de leurs adherans & complices. Et en pareil cas, nous lesdits du Liege, serons tenus de nôtre part incontinent que le bon plaisir du Roi nôtre dit Seigneur sera, nous mander & faire sçavoir le jour de ladite entrée, entrer en armes & à puissance dedans la Duché de Brabant, pour faire guerre ouverte ausdits Monseigneur de Bourgogne, Comte de Charolois, & leurs complices & adherans, & leur faire & porter, & à tous les pais, qui les porteront & soutiendront, tout le dommage & nuissance que pourons, toutes choses entendues sans mal-engin. Lesquelles amitez, promesses, & appointemens, & toutes autres choses dessus écrites & declarées, Nous Ambassadeurs dessus nommez, pour & au nom du Roi nôtre souverain Seigneur, par vertu du pouvoir par lui à nous donné, avons promis & promettons en bonne foi & loiaument, dol & fraude cessant, tenir, garder, & inviolablement observer, sans jamais faire ni venir au contraire, & avecque ce avons promis, & par ces mêmes presentes, promettons de faire ratifier, agréer & approuver, & conformer lesdites Ordonnances, accord & appointment par le Roi nôtre dit souverain Seigneur, & iceux cotroborer & sceller de son scel roial, en forme due, dedans le jour Monsieur saint Jâques prochain venant. Et nous les Regent, Maîtres Gouverneurs, Jurez, Conseil, & Universitez dessusdits, pour & au nom desdites cité & pais, de nôtre part avons promis & promettons en bonne foi, tout dol & fraude cessant comme dessus, tenir fermes & stables, garder & accomplir inviolablement les choses dessusdites, sans jamais faire, aller, ni venir au contraire, en nulle maniere quelconque, sans mal-engin. S'ensuit la teneur de la puissance de nous Ambassadeurs dessus nommez.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France , à nos amez & feux Con-
seillers , & Chambellans , le Sire de Chastillon nôtre cousin ; Aimard de
Poissieu , dit Cadorat , nôtre Bailli de Mante ; Maître Jean du Vergier , aussi
nôtre Conseiller & President en nôtre Cour de Parlement à Toulouse ; & Ja-
ques de la Royere nôtre Secretaire , Salut & dilection. Comme à cause de la
bonne & ancienne amitié qui a été continuellement , & sans enfreindre ,
gardée & entretenuë entre nos predecesseurs Rois de France , que Dieu absolve
, & nous & nos tres.chers & grands amis les Maîtres , Jurez , Conseil &
Université de la cité du Liege ; & pour la grande confiance que nous avons aus-
dits du Liege , nous aions delibéré d'envoier pardevers eux une Ambassade notable ,
pour leur communiquer de nos affaires , & des choses nouvellement survenües en
nôtre Roiaume , & aussi pour leur dire aucunes choses touchant l'avertissement
qui nous a été fait , des durs & étranges termes , que le frere du Duc de Bourbon ,
soi disant leur Evêque , leur a tenus , pour ce est-il que nous confians à plein de
vos grans sens , prudence , loiauté , suffisance , prudence , & bonnes diligen-
ces , vous avons commis & ordonnez , commettons & ordonnons par ces pre-
sentes nos Ambassadeurs , pour aller pardevers lesdits du Liege , & vous avons donné
& donnons par celsdites presentes ,pouvoir de leur dire & remontrer bien amplement
de par nous les choses dessusdites , & autres concernans & dependans du fait desdites
matieres , & sur ce traiter , appointer , faire & conclure , tels appointemens & pro-
messes avec lesdits du Liege , que verrez être utiles & profitables pour nous , nôtre
roiaume , & le bien desdites matieres , & tout ainsi que ferions , & faire pour-
rions en nôtre propre personne ; & sur ce leur faire & bailler vos lettres en forme
dûe , lesquelles en tout ce que par vous sera fait & besoigné , pour & au nom de
nous avec lesdits du Liege , nous promettons de bonne-foi & en parole de Roi ,
avoir agreable & tenir ferme & stable , & en bailler nos lettres de ratification telles
qu'il appartiendra , toutesfois que requis en serons. Donné à Tours le vint-
unieme jour d'avril , l'an de grace , mille quatre-cens soixante & cinq , & de nôtre
regne le quatrieme. Ainsi signé , par le Roi , Sire de Montereul , & autres pre-
sens , J. Bourre. En témoin de ce , nous Ambassadeurs dessusdits au nom que des-
sus , & nous Regent devant dir , avons scellé ces presentes de nos propres seals.
Et nous Maîtres , Jurez , Conseil & Université dessusdits esdits noms , les avons aussi
scellées du grand scel de ladite cité du Liege , vulgairement appellé le scel de Saint
Jaques. Fait & donné en ladite cité du Liege , le dix septieme jour du mois de
juin , l'an de grace , mille quatre-cens soixante & cinq. Lesquels traite , promesses ,
& appointemens , eu sur ce l'avis & deliberation des gens de nôtre Grand Con-
seil , avons de nôtre grace speciale , pleine puissance , & autorité roiale , consen-
tis & accordez , consentons & accordons , & de nôtre plus ample grace , les
avons confermez , omologuez , ratifiez , autorisez & approuvez , & par celsdites
presentes , confermons , omologons , ratifions , autorisons , & approuvons selon la
forme & teneur , & ainsi qu'il est contenu es lettres de nosdits Ambassadeurs , &
celles desdits Regent , & autres dudit lieu de Liege dessus transcrites. Et afin que
ce soit chose ferme & stable à toujours , nous avons fait mettre nôtre scel à cesdi-
tes presentes , sauf en autres choses nôtre droit , & l'autrui en toutes. Donné à
Paris au mois de juillet , l'an de grace , mille quatre-cens soixante & cinq , & de
nôtre regne le quatrieme.

TRAITE' DE PAIX ENTRE LE ROI LOUIS XI.
d'une part, Charles Comte de Charolois, & les Princes liguez, sous
le nom du Bien public, d'autre. Fait à Conslans près Paris le 5.
octobre 1465.

Bourgo-
gne &
Ligue du
bien pu-
blic.

1465.
5. octobre.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France : A tous ceux qui ces pre-
sentes Lettres verront, Salut. Comme nôtre tres-cher & tres-amé frere, &
cousin Charles, Comte de Charolois, du vouloir & commandement de
nôtre tres-cher & tres-amé oncle le Duc de Bourgogne son pere, (pour venir &
s'assembler avec nôtre tres-cher & tres-amé frere le Duc de Normandie, naguere
Duc de Berry, & autres Seigneurs de nôtre Sang, aiant vouloir & intention de
besogner, & entendre en aucunes matieres concernant le bien public, & universel
de nôtre royaume, l'état & appaisement desdits Seigneurs envers nous) ait de-
puis cinq ans en ça mis sa grande & puissance armée, sans laquelle il ne pou-
voit sûrement venir, & soi trouver à ladite assemblée. Pour ce mesmement qu'au-
cuns rapports lui avoient été faits en lui donnant aucunes charges, donnant à en-
tendre, que nous le tenions nôtre ennemi, & aussi que le Comte de Nevers, le Sire
de Croy, & autres qu'il tenoit & reputoit pour ses ennemis, par l'aide, port &
faveur de nos gens de guerre, villes & forteresses s'étoient mis en armes en la Fron-
tiere des pais de nôtre dit oncle, & sur les passages de nôtre dit frere & cousin,
& occasion de ces matieres, tant avant l'assemblée d'icelui nôtre frere & cousin,
avec nôtre dit frere de Normandie, & autres Seigneurs de nôtre Sang, que de-
puis plusieurs discors, divisions, & voies de fait, soient ensuivies jusqu'à grande
effusion de sang, entré nous & nôtre dit frere, & autres Seigneurs de nôtre Sang;
pour lesquelles apaiser, afin d'achever, & mettre à fin les grands maux & inconve-
niens incalculables commencez, & qui étoient aparens à venir à cause desdites divi-
sions, à ce que nous & lesdits Seigneurs de nôtre Sang, puissions être & demeurer
en amour, union & concorde, que Dieu nôtre Createur, auteur & largiteur de paix
pût être servi, & reveré, & nôtre dit royaume & tous états, regi & gouverné en
paix, tranquillité, police, & bonne justice, nous avons fait faire & tenir plusieurs
assemblées d'aucuns nos parens, conseillers, & serviteurs, avec aucuns desdits Sei-
gneurs de nôtre Sang, & autres leurs commis & députez, entre lesquels d'une part
& d'autre, après plusieurs belles & notables ouvertures faites, tant pour le bien pu-
blic de nôtre dit royaume, police, & gouvernement d'icelui, que pour l'apaise-
ment, & réunion de nôtre dit frere de Normandie, & autres Seigneurs de nôtre
Sang envers nous, les commis & députez de nôtre dit frere, & cousin le Comte
de Charolois, aient fait plusieurs remontrances, plaintes & doléances, & entre
autres, que tant pour lesdits rapports faits à nôtre dit frere & cousin, que pour autres
causes touchant l'état de sa personne, dont relation nous a été faite, & aussi pour
ce qu'il étoit averti qu'aucuns de nos gens & serviteurs, au nom de nous, avoient
procuré & fait certaines alliances, qui lui pouvoient être prejudiciables; icelui nô-
tre frere & cousin a été contraint de mettre sus ladite armée, pour la conduite de
laquelle il a fait & soutenu plusieurs grands frais, mises & depenses montans à
plus de quatre-cens mille écus; & avec ce, pour ce que par le moien desdites
alliances & sollicitations d'aucuns nos serviteurs les Liegeois, s'étoient nagueres
mis

mis en armes en intention d'envahir le pais de nôtre dit oncle, & faire & porter dommage; icelui nôtre oncle pour resister à l'entreprise desdits Liegeois, avoit mis sus autre grande armée, à grands frais & dépens; & d'autre part, pour ce que nous avons naguere racheté de nôtre dit oncle, les terres étans sur la riviere de Somme, lesquelles par le Traité d'Arras lui appartenoient, nonobstant que nôtre dit frere & cousin, à bonne & juste cause, s'attendoit que ne les dûssions racheter du vivant de nôtre dit oncle, que icelui nôtre oncle n'a jôii des profits desdites terres sa vie durant, ainsi qu'il avoit sa fiance, & que lesdites terres n'ont pas été rachetées selon la forme dudit Traité d'Arras, icelui nôtre dit frere & cousin, a été & est grandement interessé & dommagé, disant que des charges, mises, & dépens, dommages & interets dessusdits, & autres, qui nous ont été declarez, nous étions raisonnablement tenus de faire à nôtre dit frere & cousin, recompense convenable; sur lesquelles choses, dont rapport nous a été fait, & sommes certiores bien à plein, nous avons eû bonne & meure deliberation par plusieurs fois, avec aucuns des Seigneurs de nôtre Sang, les gens de nôtre Grand Conseil, & autres notables hommes de nôtre royaume. Savoir faisons, que nous, de nôtre certaine science & bonne volonté, desirant réunir & rejoindre à nous nôtre dit frere & cousin, à ce que par les bons & grands services, aides & secours qu'il peut, & a vouloir de faire à nous & à la Couronne, nôtre dit royaume puisse être gardé & defendu à l'encontre de nos anciens ennemis, & autres nos averfaires, paix, union & tranquillité, être nourrie & entretenue entre nous, nôtre dit frere & cousin, & autres Seigneurs de nôtre Sang, & que toutes voies de fait puissent cesser, & Justice être obeie, gardée, & administrée en nôtre dit Royaume: Et aussi pour consideration & remuneration des grands services, mises & dépenses, que nôtre dit oncle nous a faites, & a soutenues pour nous du vivant de feu nôtre tres-cher Seigneur & Pere, que Dieu absolve, pardevers lequel, & en ses pais, pour éviter les dangers esquels nous étions vrai-semblablement de nôtre personne, nous retirâmes, & tant pour l'entretienement de l'état de nous, de nôtre tres chere & tres-aimée compagne la Reine, que pour plusieurs notables Ambassadees envoyées devers nôtre dit feu Seigneur & Pere, devers nôtre Saint Pere le Pape, & ailleurs, pour nos grands affaires, touchant nôtre état à venir à la Couronne, & d'autres grands frais & dépens faits par nôtre dit oncle & nôtre dit frere & cousin pour nous accompagner en nôtre Sacre à Rheims, & nôtre entrée à Paris, à grand nombre de gens-d'armes, par doute que avions de trouver contradiction en nôtre dit royaume: de tous lesquels frais, mises & dépenses, nous avons souventes fois promis & accordé à nôtre dit oncle, & à nôtre dit frere & cousin, de les recompenser. Et aussi pour recompenser icelui nôtre frere & cousin, de sa pension de trente-six mille francs, que nous lui avons donnée & accordée, & laquelle, certain temps avant lesdites divisions, lui a été empêchée & rompue: Par l'avis & deliberation de nôtre dit frere de Normandie, & de nos tres-chers & tres-amez cousins les Ducs de Bretagne, de Calabre, de Bourbon, & de Nemours, les Comtes du Maine, du Perche, d'Eu, d'Armagnac, des gens de nôtre Grand Conseil, de nôtre Parlement, & autres notables hommes de nôtre royaume, avons baillé & transporté, baillons & transportons par ces presentes à nôtre dit frere & cousin le Comte de Charolois, pour consideration & recompensation des choses dessusdites; & aussi pource que nôtre dit frere & cousin s'est li-

beralement & pleinement accordé, entant qu'à lui étoit, & grandement employé envers nôtre dit frere & autres seigneurs du Sang, à l'appaisement desdites divisions, & pour le bien de paix, pour lui & ses hoirs mâles ou femelles, descendants de lui en directe ligne, & les hoirs de sesdits hoirs aussi descendants d'eux en directe ligne, à toujours, les Villes, Citez, Terres, Forteresses, & Seigneuries appartenans à nous de & sur la riviere de Somme, d'un côté & d'autre, comme Amiens, Saint-Quentin, Corbie, Abbeville, ensemble tout le Comté de Pontieu deçà & delà ladite riviere de Somme, Dourlens, Saint Riquier, Crevecœur, Alleux, Monstretuël, le Croroy, Mortagne, avec leurs appartenances & appandances quelconques, & toutes autres, qui nous peuvent appartenir à cause de nôtre dite Couronne, depuis ladite riviere de Somme inclusivement, en tirant du côté d'Artois, de Flandres, & de Hainault, tant de nôtre dit royaume, que de l'Empire, lesquelles nôtre dit oncle de Bourgogne, tenoit & possédoit naguere au moien dudit Traité d'Arras, & avant le rachat & desengagement que nous en avons fait. En y comprenant aussi, au regard des villes seantes sur ladite riviere de Somme, du côté de nôtre dit royaume, les Banlieues & Echevinages d'icelles Villes, & tout ainsi & en la forme & maniere, que nôtre dit oncle les tenoit & possédoit, pour jouir par nôtre dit frere & cousin, & sesdits hoirs, & les hoirs de sesdits hoirs, mâles ou femelles, descendants d'eux en directe ligne, desdites Citez, Forteresses, Villes, Terres & Seigneuries, en tous profits & revenus, tant de Domaine, comme des Aides, ordonnez pour la guerre, & aussi tailles & autres émolumens quelconques, ainsi que faisoit nôtre dit oncle, & sans y retenir aucune chose, fors les foi & hommage, l'esort & souveraineté : & lequel transport nous avons fait & faisons, au rachat de deux-cens mille écus d'or, bons & de poids, à present ayans cours, lequel rachat nous & nos successeurs, ne pourront faire de nôtre dit frere & cousin, ni durant sa vie ; mais seulement nous & nosdits successeurs le pourront faire desdits hoirs de nôtre dit frere & cousin, descendants de lui en directe ligne, & des hoirs de sesdits hoirs, aussi descendants d'eux en directe ligne, qui tiendront icelles terres parmi, leur baillant & payant à une fois ladite somme de deux-cens mille écus, à present courans ; pour la seureté duquel rachat, nôtre dit frere & cousin nous baillera ses lettres patentes en bonne forme. Et voulons & entendons, que nôtre dit frere & cousin, & sesdits hoirs descendants de lui, & qui tiendront lesdites terres, pourront commettre & ordonner pleinement & à leur volonté, tous Officiers qui seront nécessaires à mettre & instituer au regard du Domaine desdites Citez, Villes, Forteresses, Terres & Seigneuries dessusdites, & que les autres Officiers, qui seront nécessaires pour les droits roiaux, Aides, & Tailles, soient instituez de par nous & nosdits successeurs, à la nomination de nôtre frere & cousin, & de sesdits hoirs, pour icelles Aides & Tailles, imposer & lever ainsi qu'il se faisoit du tems que nôtre dit oncle de Bourgogne les tenoit & possédoit ; & en outre comme par ledit Traité d'Arras, entre-autres choses ait été accordé, que la Comté de Bologne seroit & demurerait à nôtre dit oncle le Duc de Bourgogne, & à ses enfans mâles, procurez de son propre corps ; & que nôtre dit feu Seigneur & Pere seroit tenu de recompenser ceux qui pretendroient y avoir droit. Nous pour les causes & considerations dessusdites, & sans derogier audit Traité d'Arras, avons accordé & déclaré, accordons & déclarons à nôtre dit frere & cousin, que lui & ses enfans mâles

ou femmes, procreez en mariage de son propre corps, tant seulement durant leur vie, tiennent & puissent tenir ladite Comté de Bologne, par la forme & maniere, que par ledit Traité d'Arras, nôtre dit frere & cousin, la peut tenir, & en faire les fruits leurs, comme de leur heritage; & à ce nous ferons consentir ceux qui pretendent droit audit Comté, & serons tenus de faire les recompensations qui appartiendront, & en tenir nôtre dit frere & cousin, & seldits enfans: Et aussi avons promis & accordé, promettons & accordons à nôtre dit frere & cousin, que nous lui ferons bailler & depêcher pleinement, purement & franchement, & en tant qu'à nous est, lui baillons & delivrons dès maintenant les Châteaux, Villes, Chastellenies, & Prevôtez de Peronne, Montdidier, & Roye, avec toutes leurs appartenances & appendances quelconques, déchargées de toutes gageries & rachats, en tels & semblables droits qu'elles furent baillées & transportées à nôtre dit oncle son pere, par ledit Traité d'Arras, pour les tenir & en jouir ainsi, & par la maniere contenuë & déclarée audit Traité, & ferons & procurerons par effet, que nôtre tres. cher & tres-ami cousin ledit Comte de Nevers transporte & remette à nôtre dit frere & cousin, tout tel droit qu'il a & pretend avoir esdits Châteaux, Villes, Prevôtez & Châtellenies, & que de ce qu'il en tient, il vuide & depêche la possession es mains de nôtre dit frere & cousin, ou de son Commis; & avec ce, avons baillé & transporté à nôtre dit frere & cousin, pour lui, ses hoirs & successeurs quelconques, & en heritage perpetuel le Comté de Guynes, & ses appartenances & appendances quelconques, pour en jouir par nôtre dit frere & cousin, & seldits hoirs & successeurs, en tous droits, profits & émolumens, tant de Domaine, que des Aides, Tailles, & autres obventions quelconques, sans rien y reserver ni retenir pour nous, fors les foi & hommage, ressort & souveraineté; & du droit que le Sire de Croy, ou autres, pourroient avoir & pretendre en ladite Comté, nous serons tenus le recompenser; & d'icelui Comté faire & tenir nôtre dit frere & cousin, & seldits hoirs, quites & paisibles envers ledit de Croy, & tous autres; toutes lesquelles choses nous avons promis & promettons en bonne foi, & par parole de Roi, par nôtre serment, & sous l'obligation de tous nos biens presens & à venir, pour nous, nos hoirs & successeurs, tenir, garder, entretenir, enteriner & accomplir de point en point en la forme & maniere dessusdite, inviolablement & sans enfreindre, ni jamais venir au contraire, par nous ou par autre, ne souffrir qu'autre y vienne directement ou indirectement, couvertement, ou en appert, le tout sans fraude, dol, ou malengin, & nous sommes soumis & soumettons pour l'accomplissement, enterinement & entretenement des choses dessusdites, & chacune d'elles, à la coherction & contrainte de Nôtre Saint Pere le Pape, & à toutes Cours tant d'Eglise comme Seculieres, pour lesquelles & chacune d'elles, nous voulons & consentons nous & nosdits successeurs, être contrains à observer toutes & chacunes les choses dessusdites, en renonçant à tous droits, privileges, ordonnances, édits roiaux, exceptions, & choses quelconques, par lesquelles on pourroit en tout ou en partie, venir au contraire des choses dessusdites, tout ainsi que si tous lesdits droits, ordonnances, édits, exceptions, ou autres renonciations étoient expressement déclarées, & spécifiées en celdites presentes. Et en outre, mandons & expressement enjoignons, à nôtre ami & seal Chancelier, & à nos amez & feaux Conseillers, les gens de nôtre Grand Conseil, les gens qui tiendront nos Parlemens avenir, gens de nos Comptes, les Generaux

de nos Finances, Baillifs, Senéchaux, & autres nos Justiciers & Officiers, ou à leurs Lieutenans, & à chacun d'eux comme à eux appartiendra, que ces nos presentes, & le contenu en icelles, ils gardent entierement, & accomplissent de point en point, & ne fassent ou souffrent faire, aucune chose au contraire; & quand aucune chose sera faite à l'encontre, ils la reparent & remettent incontinent & sans delay, au premier état & deu; & mêmeement esdits de Parlement, des Comptes, & des Finances, que cefdites presentes ils verifient & approuvent, & les fassent publier & enregistrer par tout où il appartiendra, nonobstant quelconques ordonnances faites de non alier, ne mettre hors de nos mains les domaines de nôtre dite Couronne, & toutes restrictions, promesses, & sermens, que nous, ou aucuns de nosdits Officiers auroient pu faire en general, ou en particulier, sous quelconque forme de paroles, par lesquelles on pourroit & voudroit empêcher l'effet, accomplissement & enterinement de tout le contenu en cefdites presentes; lesquelles ordonnances, restrictions, promesses, obligations & sermens, nous, pour le bien de paix, ne voulons, quant au cas present, déroger ou prejudicier aux transports, & autres choses dessusdites; & desdites promesses, sermens, ou autres astringtions que nosdits Officiers pourrout avoir envers nous, au contraire des choses dessusdites, nous les tiendrons & tenons par cefdites presentes, & en accomplissant le contenu en icelles, pour quittes & suffisamment déchargez. Et pource que d'icelles on pourra avoir affaire en plusieurs & divers lieux, nous voulons qu'au *vidimus* d'icelles, fait sous scel roial, foi soit ajoutée comme à l'Original. En témoin de ce, nous avons fait mettre & apposer nôtre grand scel à ces presentes. Donnée à Paris le cinquieme jour d'octobre, l'an de grace, mille quatre cens soixante & cinq, & de nôtre regne le cinquieme. Ainsi signé, Par le Roi, le Comte de Saint Paul, Connétable, le Sire de Montauban, Amiral de France, le Sire d'Elandes, Maître Jean Dauvet, Premier President de Toulouse, & autres presens. J. Bonore: Et sur le repli desdites Lettres étoit écrit, *Letta & publicata Parisiis in Parlamento duodecima die octobris, anno Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo quinto*. Ainsi signé, Cheneteau. Et avec ce est écrit plus bas sur ledit repli, *Registrata, presente Procuratore Regis, & non contradicente. Actum in Parlamento die decima-septima octobris, anno millesimo quadringentesimo sexagesimo quinto*, Cheneteau. *Similiter letta, publicata & registrata in Camera Computorum domini nostri regis Parisiis, decima-nona die dicti mensis octobris, anno quo supra*. BADQUILLER.

T R A I T E' FAIT ENTRE LES MEMES PRINCES,
à Saint-Maur des Fossés, près Paris,
le 29. octobre 1465.

Bourgo-
gne &
Princes
Liguez.
1465.
29. octob.

CHARLES fils & frere de Roi de France, Duc de Normandie, François Duc de Bretagne, Jean Duc de Calabre & de Lorraine, Charles de Bourgogne, Comte de Charolois, Jean Duc de Bourbonnois & d'Auvergne, Jâques Duc de Nemours, Comte de la Marche, Jean Comte d'Armagnac, Loüis de Luxembourg, Comte de Saint Paul, Charles Comte d'Albret, & Jean Comte de Dunois. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme pour

appaier les differends & divisions meües entre Monsieur le Roi d'une part, Nous & plusieurs notables hommes de ce royaume, joints & adherans avec nous d'autre part, certains traitez & appointemens, ayent été avizez & accordez entre mondit Sieur le Roi & nous, ainsi que plus à plein est contenu en certains articles, dont la teneur s'ensuit & est telle : Comme Monsieur le Duc de Normandie, & naguere Duc de Berri, & plusieurs autres des Seigneurs du Sang, joints & adherans avec lui, aient fait remonter au Roi qu'ils s'étoient unis & assemblez ensemble pour venir pardevers lui, & pour lui faire aucunes remontrances & requêtes touchant le fait & ordre de la Justice, & bien public du royaume : ce qu'ils n'ont pü faire ni accomplir pour aucuns rapports à eux faits, portans menaces ; & à cette cause, & pour la seureté de leurs personnes, s'étoient mis sus en armes & en assemblée de gens, sur quoi se sont ensuivies aucunes divisions & voies de fait : pour obvier ausquelles, & aux dommages & inconveniens qui en pourroient arriver, & aussi pour nourrir bonne paix, amour & union, entre le Roi & lesdits Seigneurs, afin qu'on puisse mieux vaquer aux choses necessaires, pour le bien & utilité de la chose publique du royaume, ont été traitées & appointées entre-eux les choses qui s'ensuivent.

Premierement, Que toutes manieres de guerre & voies de fait, d'entre le Roi & lesdits Seigneurs, leurs hommes, vassaux, & sujets, leurs adherans, alliez, amis & bienveillans, de quelque état ou condition qu'ils soient, en quelque pais, terre & Seigneurie que ce soit, au royaume ou dehors, à cause desdites divisions ou differends, cesseront dorenavant de part & d'autre, & demeureront en bonne paix, amour & tranquillité, & feront le Roi & lesdits Sieurs retirer leurs gens de guerre sur leurs lieux, sans faire séjour, au plutôt que faire se pourra.

Item, Que de quelconques choses qui se soient ensuivies à cause desdites divisions, d'un côté & d'autre, ne pourra jamais aucune chose être imputée, reprochée, ou demandée, ni molestation faite par procez, ni autrement, en quelque maniere que ce soit, à aucun desdits Seigneurs, ni des adherans, serviteurs, sujets, alliez, amis & bienveillans, d'une part & d'autre, ainçois demeureront en bonne seureté quelque part qu'ils soient, ou demeurent au royaume ; ou dehors, sans que de la part du Roi ni desdits Seigneurs, leur puisse, ni à aucun d'eux, aucune chose être imputée, reprochée, ou demandée.

Item, Que lesdits Seigneurs ne feront ou moveront par eux, ni par autres, à l'occasion desdites choses passées ni autrement, guerre ou dommage au Roi, & ne procureront, que guerre ou dommage, lui soit fait par autres Seigneurs, ou Communauté, & n'y bailleront aide & secours en quelque maniere que ce soit, pour cause desdites choses passées, ni autres quelconques, ainçois serviront & obeiront le Roi, ainsi que tenus y sont.

Item, Aussi que le Roi, ni par lui ni par autre, à l'occasion desdites choses passées, ni autrement, ne fera ou movera guerre, ou dommage ausdits Seigneurs, ni à leurs adherans, sujets, serviteurs, ou alliez, ni procurera, que guerre ou dommage leur soit faite, par autres Seigneurs ou Communauté, & ne baillera aide ni secours, en aucune maniere pour cause desdites choses passées, ni autres quelconques, ainçois les aidera & secourera comme ses bons parens & sujets, sans

routeois pour ce empêcher la voie & poursuite de Justice, ni l'autorité du Roi
 és cas, & ainsi qu'il appartient selon raison, en autres cas qui n'appartiennent, &
 ne concernent lefdits differends & divisions.

Item, Que les hommes & vassaux, sujets, serviteurs & adherans, tant du
 Roi comme desdits Seigneurs qui ont tenu parti, tant d'un côté que d'autre, re-
 tourneront & retourneront franchement, & quitement en leurs maisons, places,
 heritages, rentes, revenus, & biens immeubles, quelque part qu'ils soient, soit
 au royaume ou dehors, & sans qu'à cete cause rien leur en puisse être retenu,
 querellé, ou demandé le tems avenir, & seront & demeureront, sont & demeu-
 rent par cedit Traité en leurs jouissances, possessions & saisines, ainsi qu'ils
 étoient auparavant lefdites divisions, nonobstant quelconques dons, cessions,
 transports, occupations, ou empêchemens qui leur aient été faits par le Roi ou
 lefdits Seigneurs, ou par autres à leurs causes & moiens, sous couleur de justice
 ou autrement, depuis lefdites divisions, & à l'occasion d'icelles, lesquels empê-
 chemens sont & seront nuls, & de nul effet, comme choses non avenues, & est
 permis à tous les dessusdits d'entrer en leurfdits biens comme devant de leur au-
 torité, & sans aucun ministère, & si mestier étoit en seront baillées Lettres à ceux
 qui les requerront, telles que besoin sera.

Item, Que les biens meubles étans en nature de choses qui ont été pris &
 empêchez sous couleur de justice, ou autrement par voie & exploit de guerre,
 seront délivrez, depêchez & restituez à ceux auxquels ils appartenoient paravant
 lefdites divisions. Et pareillement seront rendus & restituez tous les biens qui
 auront été pris, ou empêchez durant les treves.

Item, Que les Villes & Communautés, qui ont obei & adheré à un ou à
 l'autre parti, ne seront pour ce mal traitées, & ne leur sera fait ou donné aucun
 trouble, détournier, ou empêchement en leurs droits, privileges, octrois, fran-
 chises & libertez, ainçois y demeureront ainsi qu'ils étoient auparavant lefdites
 divisions.

Item, Et tant par le Roi que par lefdits Seigneurs, seront rendues & déli-
 vrées les villes & places prises & occupées de l'un parti sur l'autre, à cause d'icel-
 les divisions.

Item, Le Roi ne contraindra lefdits Seigneurs à venir devers lui, & ne seront
 tenus d'y venir en leurs personnes, sans routeois que par ce iceux Seigneurs
 soient exempts des services qu'ils doivent au Roi à cause de leurs fidelitez, quand
 besoin sera pour la défense & bien évident du royaume.

Item, Et quand le plaisir du Roi sera de venir és maisons & places desdits
 Seigneurs, esquelles ils seront en leurs personnes, il leur fera savoir trois jours
 devant sa venue. Aussi lefdits Seigneurs ne viendront devers le Roi, sans pre-
 micrement envoyer devers lui, pour savoir son bon plaisir & consentement.

Item, Si on vouloit imposer ou imputer ausdits Seigneurs, ou à leurs adhe-
 rans & serviteurs, aucuns gas ou malefices, le Roi ne procedera ni fera proce-
 der à l'encontre d'eux par voie de fait, prise, arrest, ou detention de leurs per-
 sonnes ou autrement, que ce ne soit par bonne & meure deliberation de conseil,
 & à bonne & suffisante cause, information precedente, & en termes de bonne
 justice, & en gardant les droits, dignitez, & prerogatives desdits Seigneurs, &
 de leurs personnes. Et pareillement lefdits Seigneurs, & leurs Officiers, ne pro-

cederont à l'encontre des serviteurs & adierans du Roi pour aucun cas & malefice que l'on leur voudroit imposer par voie de fait, prise, arrest, ou detention de leur personne, ne autrement, que ce ne soit par bonne & meure deliberation, & ainsi que dessus a esté dit de la part du Roi.

Item, Pour pourvoir aux plaintes & doléances, que de la part desdits Seigneurs, & de plusieurs Sujets du Roi de divers états, lui ont été faites d'aucuns desordres, & fautes que l'on dit être au fait de l'Eglise, de la Justice, & de plusieurs griefs, exactions, & vexations induës, à la grande charge, foule & dommage du peuple, & du bien public du royaume, a été traité & appointé, que le Roi commettra trente-six notables hommes de son royaume, & lesquels il a commis, c'est à sçavoir, douze Prelats & notables gens d'Eglise, douze notables Chevaliers & Ecuiers, & douze notables gens de Conseil & de Justice, auxquels le Roi donnera & a donné plein pouvoir & commission d'eux assembler en la Ville de..... & d'eux enquerir & informer des fautes & desordres dessusdits, & autres choses touchant le bien public & universel du royaume, & d'oïr & recevoir toutes les remontrances & avertissemens, qui touchant ce que dit est leur seront faites & baillées; & sur toutes les choses dessusdites, leurs circonstances & dependances, aviser, deliberer, & conclure les provisions, reparations, & remedes convenables au bien du Roi, desdits Seigneurs, de ses Sujets, & de la chose publique du royaume, à la conservation & bon ordre de Justice, des droits, libertez, & franchises de l'Eglise, des Nobles, & autres vassaux & Sujets, soulagement & décharge du peuple & du royaume, & à ce que dorenavant Dieu nôtre Createur & sainte Eglise, puissent être reverez, & le divin service fait, Justice administrée, marchandise avoir son cours, & tout le peuple du royaume demeurer en repos, liberté, & bonne tranquillité.

Item, Lesquels avis, deliberations & conclusions, ainsi & par la maniere qu'ils auront été faits, accordez, & conclus par lesdites trente six personnes, ou la plupart d'entre eux, tant par forme d'Ordonnance, Edits perpetuels, Declarations ou autrement, le Roi veut & ordonne dès à present comme pour lors, & deslors comme à present valoir, sortir leur plein & entier effet, & être entretenus & gardez selon leur forme & teneur, comme si lui-même en personne les avoit faits. Et d'abondant, dedans quinze jours après qu'ils auront été apportez au Roi, il les autorisera & approuvera, ainsi & par la forme & maniere que par lesdits trente-six aura été avisé & conclu, & en baillera ses Lettres Patentes, lesquelles Lettres seront publiées & enregistrées en la Cour de Parlement, en la Chambre des Comptes, & Bailliages & Seneschaussées Roiaux & les gardera & fera garder en tous leurs points; & mandera à sadite Cour de Parlement, aux Baillifs, Seneschaux, & autres Officiers dudit royaume, de les garder & entretenir, sans enfreindre ni jamais venir au contraire. Et dès maintenant veut & ordonne, que les Baillifs, Seneschaux, & Justiciers, jurent & promettent ainsi le faire; & ne feront baillées Lettres par le Roi en sa Chancellerie, ni ailleurs, à l'encontre desdits avis faits & accordez, comme dit est; auxquelles Lettres, si elles étoient baillées par le Roi en sadite Chancellerie, ou ailleurs, ne sera en ce cas obeï par lesdits Conseillers de Parlement, Baillifs, Seneschaux, & autres Justiciers. Et pareillement lesdits Seigneurs seront tenus de garder & entretenir lesdits avis, deliberations, & conclusions, & de les faire garder en tous leurs points par

leurs Officiers , qui les promettrent & jurèrent comme dit est.

Item, Durera le pouvoir & commission desdits trente-six, deux mois , à conter du tems qu'ils commenceront à besogner , & auront puissance de proroger quarante jours pour une fois; & s'il avenoit qu'aucuns desdits trente-six allaissent de vie à trépas, fussent malades, ou tellement occupez, qu'ils n'y pussent vaquer ou entendre, en ce cas, les autres y subrogeront d'autres, tels qu'ils verront en leurs consciences, & commenceront à besogner le quinzieme jour de Decembre prochainement venant.

Item, Le Roi & lesdits Seigneurs tiendront, garderont, & accompliront entièrement, & en tous leurs points, les traitez, accords, & autres appointemens faits & accordez entre-eux, tant touchant l'appanage de Monsieur de Normandie, que autres choses faites & accordées ausdits Seigneurs, & à chacun d'eux, & autres leurs adherans, sans jamais faire ou procurer directement ou indirectement, aucune chose au contraire, tout ainsi que si tous lesdits traitez, accords & appointemens, étoient nommément & expressement inferez & incorporez en ces presens articles.

Item, Et pource qu'à cause desdits differends, le Roi a fait prendre & mettre en ses mains les terres & Seigneuries de Parthenay, Vouvent, Mairévênt, Secondigny, le Coudray, Salvart, & Chasteillallou, lesquels au moien dessusdit, & aussi par le moien de certain don & transport, que feu le Roi Charles en fit au Roi, qui à present est, le Roi en a fait don & transport à Monsieur le Comte du Maine son oncle, lequel en a pris & apprehendé la possession, en desappointant Monsieur le Comte de Dunois desdites places, terres, & seigneuries qu'il tenoit & possédoit au moien du don & transport, qui lui en avoient été faits par ledit feu Roi Charles, & depuis confirmé par le Roi qui est à present, dont les Lettres avoient & ont été verifiées tant en la Cour de Parlement qu'en la Chambre des Comptes, a été appointé & accordé pour le bien de la paix, en quoi Monsieur de Dunois s'est grandement employé, que mondit Sieur du Maine, lequel dès à present, delaisse & renonce entre les mains du Roi, tout le droit qu'il pouvoit & pretendoit avoir esdites terres de Parthenay, &c. & qu'il en bailloit ses Lettres de renonciation à mondit Sieur de Dunois; ensemble les Lettres des dois à lui faits, & que le Roi confirmeroit & bailleroit ses Lettres de confirmation de creance, du don fait à mondit Sieur de Dunois par le feu Roi son pere, en declarant qu'il veut & ordonne, que ledit don fortisse son plein & entier effet. Et d'abondant, afin que ledit Sieur de Dunois ne fût empêché ou molesté, sous ombre dudit don fait au Roi par le feu Roi son pere, que le Roi fait don & transport à mondit Sieur de Dunois du droit qui lui pouvoit appartenir, au moien dudit don à lui fait par le feu Roi & autrement, delaisse & transporte à mondit Sieur du Maine; & qu'à mondit Sieur de Dunois soit baillée & delivrée realement & de fait, la possession & paisible jouissance desdites terres & Seigneuries, laquelle le Roi tant par lui que par mondit Sieur du Maine, sera tenu de bailler promptement, & sans delai à mondit Sieur de Dunois, & seront baillées & rendues à mondit Sieur de Dunois les Lettres du don fait par ledit feu Roi au Roi qui est à present.

Item, & au regard de mondit Sieur du Maine, pour & aussi qu'il s'est grandement employé à la pacification, & pour la recompense du droit, que le Roi lui avoit

avoit donné & transporté, le Roi sera tenu de le recompenser, & lui donner & bailler pour icelle récompense la terre & Seigneurie de Taillebourg, laquelle le Roi fera delivrer à mondier Sieur du Maine, & fera recompenser ceux à qui elle appartient.

Item, En faveur de ce present Traité, pour bien de paix, & à la tres-humble requeste desdits Seigneurs, le Roi a restitué, & rétabli, Antoine de Chabanes, Comte de Dammartin, en ses honneurs, châteaux, places, terres & seigneuries, rentes, & revenus, droits, & autres biens immeubles, ainsi & par la maniere qu'icelui Comte de Dammartin, & Damoiselle Marguerite de Nanteuil sa femme, les tenoient, & en jouissoient au tems du feu Roi Charles dernièrement trépassé; & aussi en ses biens meubles, étant en nature, quelque part qu'ils soient, nonobstant l'Arrest prononcé par la Cour de Parlement, à l'encontre dudit Comte de Dammartin, & tous dons, cessions & venditions, publications & verifications d'iceux, que le Roi, au moien dudit Arrest, auroit fait, ou fait faire desdites terres, seigneuries & biens, ou d'aucunes d'icelles; & lesquelles places, terres, & seigneuries, & biens dessusdits, seront pleinement & quitement delivrez, & depêchez audit Comte de Dammartin, & les detenteurs d'iceux à ce contraintes, sans avoir égard audit Arrest, dons, cessions, venditions, publications & verifications d'iceux, ni que lui ou ses hoirs, ils portent ou puissent porter préjudice ou dommage, & sur ce lui seront baillées lettres telles que besoin sera.

Item, Le Roi de bonne foi, en parole de Roi, & par son serment, & aussi lesdits Sieurs de bonne foi, & par leurs sermens, promettront, & jureront de tenir, garder, accomplir, & observer, toutes les choses dessus dites, en tous leurs points, & articles, de les faire garder, accomplir, entretenir & observer, par leurs Officiers & sujets, sans jamais par eux ou par autres, directement ou indirectement, couvertement ou en appert, venir au contraire, ne souffrir que autres y viennent en aucune maniere, ou sous quelque couleur ou occasion que ce soit, ou puisse être. Et si le Roi, ou lesdits Seigneurs, vouloient faire aucune chose au contraire, ne leur sera obeï par leursdits Officiers ou sujets; & aussi si aucuns des Seigneurs du Sang, le Connétable, Maréchaux, & Admiral, Comtes, Barons, & autres notables hommes, la Cour de Parlement, les Prelats, & bonnes v lles qui seront nommez de la part du Roi, & aussi les Comtes, Barons, & notables hommes, qui seront nommez de la part desdits Seigneurs, promettront & jureront de tenir, garder, entretenir, & accomplir en tant qu'à eux est & sera, toutes les choses dessus dites, sans jamais venir au contraire, par eux ni par autre, ni souffrir qu'autre y vienne; & que si le Roi ou lesdits Seigneurs vouloient faire aucune chose au contraire des choses dessusdites, en tout ou en partie, ils n'y aideront, serviront, ni assisteront, ni feront, ni donneront aucun aide, service, faveur, ou assistance, en façon & maniere que ce soit; mais feront, procureront, & promettront de tout leur pouvoir, que toutes choses faites au contraire soient réparées & mises au premier état & dû, selon le vrai entendement des choses susdites.

Item, Et avec ce, le Roi, lesdits Seigneurs, & tous les dessusdits, jureront & promettront, que desdites promesses, traitez & sermens, ils ne pourlivoient, procureront, ni obtiendront dispensation, relevement, ou rescision sous couleur

d'autres promesses, sermens, traitez, ou protestations précédentes, ni d'autre couleur, ou occasion quelconque; & s'ils obtenoient lesdites dispensations, relevement, ou rescision, ou qu'elles leur fussent octroyées & accordées, ils ne s'en aideront, & seront de nul effet & valeur.

Item, S'il avenoit qu'aucun desdits Seigneurs, fit ou voulût faire & entreprendre à l'encontre du Roi, contre & au préjudice desdits traitez & appointemens, en ce cas, les autres seront tenus de servir & aider le Roi, à l'encontre de celui, ou ceux, qui auroient fait, ou voulu faire au contraire, comme dit est, sans leur faire ou bailler audit cas, aide ou faveur quelconque.

Item, Aussi si le Roi faisoit ou vouloit faire, aucune entreprise à l'encontre desdits Seigneurs, ou aucun d'eux, contre & au préjudice desdits traitez & appointemens, iceux Seigneurs pourront aider & secourir les uns les autres, sans que de ce leur puisse aucune chose être imputée ou demandée. Et seront faites lettres, tant du Roi que desdits Seigneurs, entant que besoin sera, esquelles seront incorporez ces presens articles, & seront publiez & entegistrez en la Cour de Parlement, & au *vidimus* d'icelles, sera foi ajoutée comme au vrai original.

Savoir faisons que nous, de nôtre certaine science, pure & franche volonté, par bonne & meure deliberation de Conseil, avons loué, consenti, & approuvé, loions, consentons, & approuvons par ces presentes, les traitez, accords, & appointemens, dont mention est faite és articles dessus transcrits, & tout le contenu en iceux. Et avons promis & promettons de bonne foi, & par nos sermens, de les tenir, garder, & accomplir de nôtre part inviolablement, tout ainsi en la forme & maniere que lesdits articles le contiennent. En témoin dequoi nous avons fait mettre nos sceaux à ces presentes. Donné à Saint-Maur des Fossés le vint-neuvième jour d'octobre mil quatre cens soixante cinq. *Sic signatum super plicam*, Par le commandement de Messieurs les Ducs & Comtes dessus nommez J. Gros. *Et in dorso erat scriptum, lecta, publicata, & registrata Parisiis in Parlamento quindecima die novembris anno 1465. Sic signatum*, Cheneteau. *Collatio facta est. Extractum à Registris Ordinationum Regiarum in Curia Parlamenti registrarum.* Pichon.

PROTESTATION DU ROI LOUIS XI. EN SA COUR
de Parlement de Paris, contre les Traitez de Conflans & de
S. Maur, près Paris, faite en octobre 1465.

Bourgo-
gne &
Princes
Liguez.
1465.
Octobre

Que les susdits Traitez de Conflans & de Saint-Maur, faits en l'an 1465. avec les Princes mécontents, s'étoient faits contre sa volonté, par force & par contrainte, & qu'ils ne pourroient lui préjudicier.

Que ledit Roi Louis XI. ne pouvoit donner en appanage à son frere Charles le Duché de Normandie, puisqu'il avoit été uni à la Couronne par les Rois ses Predecesseurs.

ALLIANCE FAITE ENTRE LE ROI LOUIS XI.
& le Duc de Bretagne. A Caën le 23. decembre 1465.

Bretagne
1465.
23. dec.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme de tout tems & ancienneté, entre nös Predecesseurs Rois de France, & nōtre tres-cher & tres-ami neveu, & cousin le Duc de Bretagne, & ses predecesseurs Ducs dudit Duché, ait toujours eu grande & roiale amitié, confederation & bienveillance, & que nōs dits predecesseurs & nous, aions toujours été bons & loiaux parens, amis & bienveillans de nōtre dit cousin & de ses predecesseurs; & aussi icelui nōtre cousin, & seldits predecesseurs, bons, vrais, & loiaux serviteurs, & parens de nōs dits predecesseurs, & de la Couronne, qui a été & peut être cause de l'entretenement desdits pais & sujets d'iceux, en bonne paix, état, vertu, magnificence, & tranquillité.

Savoir faisons, que nous qui desirons ensuivre les hauts & loiables faits de nōs dits predecesseurs, & entretenir nōtre dit neveu, en bonne paix, amour & union: Avons fait & faisons, avec nōtre dit neveu & cousin, le Duc de Bretagne, amitié & confederation, en la maniere qui s'ensuit.

C'est à savoir, que toutes questions & differences, qui peuvent avoir été par ci-devant entre nous & nōtre dit neveu, rejets & reputées d'une part & d'autre, comme non avenues, & non faites, nous sommes & serons dorenavant à perpetuité, bon, vrai, & loial Seigneur, ami & bienveillant, de nōtre dit neveu & cousin, l'aimerons & soutiendrons, conforterons & aiderons, de tout nōtre pouvoir, à garder, sauver, & défendre son honneur, état, pais, terres & seigneuries, & sujets, ainsi que voudrions faire les nōtres propres, sans differend aucun, contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, & qui la personne de nōtre dit neveu & cousin, ou seldits pais, terres, & seigneuries, voudroient grever, guerroyer, ou usurper, en quelque maniere que ce fût, & avec ce, en toutes les querelles & entreprises de nōtre dit neveu & cousin, nous lui promettons nous declarer ami de son ami, & ennemi de son ennemi, de nous mettre & emploier en faveur de lui, & en son aide, en nōtre personne, si besoin est, & tous nos sujets, pais & seigneuries, & tout ainsi que nōtre dit neveu & cousin le voudra demander & requérir.

Et en outre, tout ce que pourrons savoir être, ou avoir été fait, ou pourchassé au préjudice de nōtre dit neveu & cousin, ou de seldits pais, terres, seigneuries & sujets, nous lui signifierons, l'en avertirons, & de tout nōtre pouvoir, l'en garderons & défendrons.

Et avec ce, avons compris & comprenons en ces presentes, nōtre tres-cher & ami cousin le Comte de Dunois, & nos cousins les Sires de Loheac, & Comte de Dammartin, le Sire de Lescun, Maître Jean de Rouville, Vicechancelier de Bretagne, & autres serviteurs de nōtre dit neveu & cousin, & iceux avons reçus & recevons, prenons & mettons en nōtre bonne grace, & en nōtre protection & sauvegarde, sans ce que ores, & pour le tems avenir aucune chose leur puisse être demandée ou reprochée, ni à leurs parens & amis, pour cause des choses faites & avenues, pendant & durant le tems desdites differences & questions; mais en font & demeurent dechargez, & absous perpetuellement, & à toujours, & par celdi-

tes presentes, promettons par la foi & serment de nôtre corps, & sur nôtre honneur, & en parole de Roi, & sur peine d'encourir les censures ecclesiastiques, esquelles nous nous soumettons, tenir & accomplir, toutes & chacune les choses devant dites, de point en point, selon leur forme & teneur, sans jamais aller, ni faire chose au contraire, en quelque maniere que ce soit, en renonçant par ladite foi & serment de nôtre corps, & sur nôtre honneur, à toutes exceptions, deceptions, fraudes, baras, & allegations de fait de droit & de coûtume, à tous relcevements, dispenses, & absolutions de sermens, obligations, alliances; appointemens, promesses écrites & non écrites, & generalement à toutes les choses quelconques, parquoi on pourroit aller contre la teneur de celsdites presentes. En témoin de ce, nous avons fait mettre nôtre scel à celsdites presentes. Donné à Caën ce 23. jour de decembre, l'an de grace 1465. & de nôtre regne le cinquieme. Et sur le repli est écrit, Par le Roi en son Conseil, auquel vous l'Evêque d'Evreux, l'Admiral, les Sires du Lau, de Crussol, de la Soge, Maître Adam Fumée, & autres, étoient; ainsi signé, Roland, avec paraphe, & scellé d'un scel de cire jaune, sur une bande de parchemin.

*TRAITE' DE MARIAGE DE CHARLES, DUC
de Bourgogne, & de Marguerite fille d'Edouard IV. Roi d'Angleterre,
à Bruxelles le 16. fevrier 1467.*

*Angle-
terre &
Bourgo-
gne.
1467.
16. fev.*

EDVWARDUS, Dei gratia Rex Angliæ, & Franciæ, & Dominus Hiberniæ; omnibus ad quos presentes litteræ pervenerint, salutem. Sciatis quod cum nuper Reverendus Pater Ricerus, Episcopus Sarisburiensis consanguineus noster; Magister VVillelmus Hattecliff, Secretarius noster; & Thomas Vaghan, Thesaurarius Camerae nostræ, Oratores, Procuratores, & Nuncii nostri ad ea per litteras nostras patentès à nobis specialiter commissi & deputati, de & super matrimonio, Deo favente, contrahendo & celebrando inter illustrissimum & potentissimum Principem consanguineum nostrum carissimum Carolum, Ducem Burgundiæ, Lotharingiæ, Brabantæ, Lemburgiæ, & Luxemburgi, Comitum Flandriæ, Arthesii, Burgundiæ, Hannoniæ, Hollandiæ, Zellandiæ, & Namurci, Frisiæ, Salinarum, & Machilini Dominum ex una parte, & carissimam germanam nostram Dominam Margaretam parte ex altera, cum illustrissimæ Principis Isabellæ, filia Regis Portugaliæ, Ducissæ Burgundiæ, Lotharingiæ, Brabantæ, &c. præfati Ducis consanguinei nostri matre etiam ab eo ad id specialiter per litteras ipsius patentès commissæ & deputata tractaverint, contraxerint; & concluderint, modo; formâ; ac prout in dictorum nostrorum oratorum & procuratorum litteris inde confectis plenissime continetur, & declaratur, quarum litterarum tenor sequitur sub his verbis.

NO S Ricerus Dei gratia Sarisburiensis Episcopus; VVillelmus Hattecliff, Secretarius; & Thomas Vaghan Scutifer, Thesaurarius Camerae, Procuratores, & Ambassiatores, Commissarii, & Nuncii serenissimi ac excellentissimi Principis Domini nostri supremi Edvardi, Dei gratia Regis Angliæ, & Franciæ, ac Domini Hiberniæ, sufficiente potestate suffulti per litteras ejus patentès in fine

præsentium incorporandas, notum facimus universis præsentis litteras inspecturis, quod nos pro & nomine præfati Domini nostri supremi, ac in vi potestatis, & commissionis per ipsum nobis, ut præmittitur, attributæ, de & super matrimonio inter illustrissimum & potentissimum Principem Dominum Carolum Dei gratia Ducem Burgundiæ, Lotharingiæ, Brabantiæ, Limburgiæ & Luxemburgi, Comitem Flandriæ, Arthesii, Burgundiæ, Hannoniæ, Hollandiæ, Zelandiæ, & Namurci, Sacri Imperii Marchionem, Frisiæ, Machliniæ & Salinarum Dominum ex una, & illustrissimam Dominam Margaretam prælibati Domini nostri supremi sororem ex alia partibus, favente Deo, contrahendo, & consummando tractavimus, concordavimus, & contraximus cum illustrissima & potentissima Principe Domina Isabella, filia Regis Portugaliæ, Ducissæ Burgundiæ, Lotharingiæ, Brabantæ, &c. prænominati Domini Ducis matre, ac ab ea potestate seu commissione sufficienti munita, modo, & forma contentis, & specificatis in articulis & capitulis inferius descriptis, & qui seu quæ de verbo ad verbum immediatè subscribuntur. Sequuntur ea quæ articulatim concepta sunt, & avisata inter illustrissimam potentissimamque Principem Dominam Ducissam Burgundiæ, pro & nomine illustrissimi potentissimique Principis Domini Ducis Burgundiæ sui filii ex una, & Reverendum in Christo Patrem, generosumque Dominum Dominum Ricertum, Episcopum de Salesburi; VVillelmum Hattecliff, Secretarium; Thomam Vaghan Scutiferum, Thesaurarium Cameræ serenissimi Principis Edvardi Regis Angliæ, ac ipsius Ambassiatore, & Oratores inpræsentiariū existentes in Oppido Bruxellensi virtute potestatis, & commissionis ab eo Rege emanatæ, cujus tenor inferius & juxta finem præsentium erit insertus ex alia partibus, super matrimonio, Deo dante, consummando inter prædictum Dominum Burgundiæ Ducem ex una, & illustrissimam generosamque Principem Dominam Margaretam germanam ipsius Angliæ Regis ex altera partibus.

Primò, quod præfata Domina Ducissæ nomine prælibati Domini Burgundiæ Ducis, promittit, quod ipse Dominus Dux filius suus ducet in uxorem prænominatam Dominam Margaretam, si super impedimentis graduum consanguinitatis inter eisdem Sedes Apostolica sufficienter dispensaverit, & in eventum hujusmodi dispensationis prædicti Ambassiatore auctoritate, & ex mandato, quibus supra promittunt nomine jam dicti Domini Regis ipsum Dominum Regem Angliæ procurare de facto, quod præfata Domina Margareta in prædictum matrimonium, ac omnia in præsentibus articulis contenta, suum dabit consensum, & quod sua ex parte tenebit, & adimplebit ea omnia, & singula, in hujusmodi articulis contenta, & etiam non contravenire quovis quæsito colore vel ingenio, per litteras suas patentes promittet.

Item, Quod ad perfectionem istius matrimonii procedendum Dominus Dux prædictus suis expensis obtrinebit à Sanctissimo Domino nostro Papa dispensationem sufficientem in hac parte propter proximitatem sanguinis inter ipsum, & præfata Dominam Margaretam, existentem necessariam.

Item, quod Rex pro se & suis heredibus, successoribusque in Anglia Regibus promittit, dictique Ambassiatore nomine dicti Domini Regis promittit solvere pro dote, & matrimonio ipsius Dominiæ Margaretæ, suæ sororis, summam ducentorum millium scutorum auri Franciæ, bonorum & legalium de viginti tribus caratis cum medio, quorum sexaginta, & duodecim faciunt marcæ auri;

ponderis Trecensis, aut aliam monetam legalem, & cursum habentem ad valorem quinquaginta grosorum monetæ Flandriæ pro quolibet scuto, infra terminos inferius declaratos.

Item, Quod prædicta ducenta millia scutorum auri solventur infra terminos, & in modum qui sequitur, videlicet quinquaginta millia scutorum auri dicti ponderis, aut talis valoris, sicut supradictum est, die solemnizationis matrimonii, quinquaginta millia scutorum anno revoluto, quinquaginta millia scutorum anno subsequenti, & residuum ad consimilem summam ascendens anno immediate post sequenti, ita quod centum millia scutorum auri solventur infra unum annum, & alia centum millia infra duos annos, videlicet quolibet anno quinquaginta millia.

Item, Quod solutiones istæ fient ex parte Regis in Oppido Brugensi, & non alibi, suis sumptibus & expensis.

Item, Antequam procedatur ad solemnizationem matrimonii prædicti Rex ipse pro securitate solutionis prædictorum quinquaginta millium scutorum auri, quæ solvi debebunt in die solemnizationis matrimonii, ut profectur, hanc summam in manibus mercatorum Brugis residentium per quindecim dies ante ipsam solemnizationem realiter faciet consignari.

Item, Quod præfati Ambassiatores auctoritate qua supra promiserunt, & promittant nomine dicti Domini Regis, solvere summas prædictas modo, & forma, ac terminis superius declaratis, & pro solutione hujusmodi obligaverunt, & obligant dictum Dominum Regem, suosque heredes, & successores, ac omnia dominia, & bona ipsorum dicti Regis, heredum, & successorum suorum præsentia & futura.

Et ulterius promittunt dicti Ambassiatores quod dictus Dominus Rex litteras dabit obligatorias, per quas ipse in verbo regio, ac bona fide, promittet solvere summas prædictas præfato Domino Duci, seu deputatis ab eo, terminis, ac modo prædeclaratis, & ad hoc obligabit se ac heredes & successores suos, atque bona & dominia quæcumque præsentia & futura ipsius, & heredum ac successorum prædictorum.

Necnon etiam promittunt iidem Ambassiatores, quod prænominatus Dominus Rex faciet & procurabit cum effectu, quod mercatores Stapulæ Caleſii tanquam Corpus & Collegium, & etiam tanquam particulares personæ, qui nunc sunt, & qui pro tempore erunt, ita quod obligatio Corporis seu Collegii non derogat obligationi particulari, nec contra, aut alii mercatores Anglici in Oppido Brugensi, ac alibi in dominiis præfati Domini Ducis residentes sufficientes, & idonei bona sufficientia in iisdem Dominiis habentes, vel mercatores Italici etiam ad hoc sufficientes se constituent promissores ac principales debitores, nomine dicti Domini Regis, pro dictis centum, & quinquaginta millibus scutis auri valoris supradicti ad solvendum restantibus de dicta dotali summa ducentorum millium scutorum auri, modo, ac terminis præscriptis dicto Domino Duci, seu deputatis suis sine difficultate seu mora quacumque dandis, & solvendis, videlicet dicti de stapula modo ante dicto pro tota summa prædicta, aut dicti mercatores Anglici Brugis, vel alibi, in dominiis ejusdem Domini Ducis residentes etiam pro tota summa, vel dicti mercatores Italici similiter pro tota summa, seu dicti de stapula pro parte, mercatores Anglici pro parte, aut Italici etiam pro parte, ita quod tota summa prædicta per unum genus obligationum prædictarum, vel per alia ge-

nera similiter assecuretur, & super his tradi, expediri & deliberari facere ipse Dominus Rex litteras obligatorias in debita & sufficienti forma, in dicto Oppido Brugenſi in manus Thomæ Portunarii, mercatoris socii & gubernatoris societatis Petri de Medicis in Brugis, per unum mensem antequam præſata Domina Margareta ad dominia ejusdem Domini Ducis adducatur, quæ litteræ tempore & loco prædictis deliberatæ videbuntur, & viſitabuntur per deputatos dicti Domini Ducis, & casu quo repertæ fuerint sufficientes quantum ad personas obligatas, & quantum ad formam obligationum dicti Thomæ Portunarii, dicto Domino Duci seu deputatis suis litteras hujusmodi deliberabit & expediet, & si forte litteræ prædictæ comperirentur minus sufficientes respectu personarum obligatarum, aut etiam formæ dictarum obligationum, dictus Dominus Rex tenebitur antequam eadem Domina, ut prædictum est, adducatur, alias litteras sufficientes in loco, & manibus prædictis deliberari & expediri facere, aut in ipsarum litterarum & obligationum defectu, idem Dominus Rex deliberabit & expediet infra tempus prædictum in manibus dicti Thomæ Portunarii, pro securitate totius summæ prædictæ aut partis, pro qua sufficientes obligationes mercatorum prædictorum traditæ & deliberatæ non fuerint, pignora mobilia valore sufficienti ad extinctionem expeditorum ad hoc notitiam habentium.

Item, Quod prædicta Domina Margareta veniet & succedet in omnibus successioneſibus collateralibus, in quibus ipsa ex jure, vel ex consuetudine, tam in regno quam alibi posset, & deberet, succedere qualitercunque.

Item, Quod Rex tenebitur prædictam Dominam suam germanam honorifice vestire, jocalia & alia ornamenta, & alia suppellectilia sibi dare quæ ad personam suam, & decorem Camere suæ secundum statum ipsius spectabunt & pertinebunt.

Item, Quod Rex faciet suis expensis adducere prædictam germanam suam in Oppido Brugenſi, & postquam erit ibi adducta, erit expensis Domini Ducis.

Item, Quod contemplatione istius matrimonii prædicta Domina Ducissa nomine dicti Domini Ducis promittit, quod idem Dominus Dux pro dotalitio ipsius Domine, & pro omni jure quod in bonis ejusdem Domini Ducis prætereſſere & habere posset, assignabit ipsi Domine pro dotalitio suo per eam casu quo ipsa eundem Dominum Ducem supervixerit, capiendam summam sexdecim millium ſcutorum auri annui redditus pro quinquaginta grossis montæ Flandriæ quolibet ſcuto computato, qua quidem summa prædictorum sexdecim millium ſcutorum annui redditus ipsa Domina gaudebit, & utetur in modum dotalitii, quamdiu vixerit in humanis, & non alias.

Item, quod prædicta assignatio sexdecim millium ſcutorum fieri debet in & super redditibus & proveniuntibus oppidorum, & territorii Mechlinienſis, Tendremontenſis & Audenardæ, & si prædicta assignatio non posset ibidem integra fieri, id quod restabit assignabitur in partibus vicinis, & propinquis oppidis, & territorio prædictis, quæ quidem assignatio assecurabitur in modum qui sequitur, videlicet per consensum, & judicium hominum feudalium curiæ & locorum a quibus descendunt, & dependent prædicta dominia.

Item, est actum & in pactum deductum quod dicta assignatio debet integra fieri de prædicta summa sexdecim millium ſcutorum annui redditus ad opus ipsius Domine, & quod percipiet eundem, si supervixerit Dominum Ducem præ-

dictum, in casu quo dicta summa ducentorum millium scutorum fuerit dicto Domino Duci integrè persoluta, & si aliqua partium adhuc debeatur in die obitus ipsius Domini Ducis, dictis omnibus terminis expletis dicta assignatio annui redditus supradicti diminuetur secundum quotam & portionem quæ non fuerit soluta, & quæ restabit de prædicta summa ducentorum millium ad utilitatem & exonerationem heredum suorum prædictorum, sed dicta summa dotis etiam post mortem dicti Domini Ducis tota persoluta heredes ejusdem tunc tenebuntur totam illam assignationem prædicti annui redditus integrè facere.

- Item, præmissorum consideratione prædicta ducenta millia scutorum auri erunt & manebunt ipso Domino Duci absque eo quod Rex ipse, prædicta Domina, nec eorum heredes debeant ea repetere, si soluta fuerint, & etiam jus aliquod prætereundum, quovis quæsito colore vel ingenio, in dominiis aut bonis quibuscumque ipsius Domini Ducis, vel suorum heredum præsentibus & futuris, talis tantummodo ipsi Domina si superstitierit, dotatio suo prædicto, vestibus & aliis ornamentis, & jocalibus sibi pertinentibus, aut etiam servientibus ad decorem suæ camerae, aliisque donis & gratuitatibus per eundem Dominum Ducem constanti dicto matrimonio de quibuscumque ejusdem Domini Ducis dominiis aut bonis præfate Dominae Margaretae ad ejus vitam fiendis.

Item, est actum & conventum, quod si præfata Domina Margareta dicto matrimonio consummato decedat ante complementum solutionis summae prædictæ ducentorum millium scutorum auri, superstitibus ex eodem matrimonio liberis masculis vel femellis, eo casu præfatus Dominus Dux, vel dicti liberi, summam ad solvendum de dictis ducentis millibus scutorum auri restantem, sive termini solutionem prædictarum præterierint, sive non, petere & exigere poterunt absque difficultate quacumque. Si vero tempore mortis ejusdem Dominae Margaretae nulli ex prædicto matrimonio liberi superstites fuerint, eo casu prænominatus Dominus Dux, sui que heredes summas pro terminis tunc elapsis debitas dumtaxat petere & exigere poterunt; pro residuo autem terminis tunc futuris solvendo præfatus Dominus Rex sui que heredes quieti, & immunes erunt & remanebunt.

Item, erunt sigillatæ & expeditæ litteræ patentes ex parte Regis, in quibus præfatus tractatus matrimonialis inseretur, quæ expeditur deputatis dicti Domini Ducis infra vigesimam quartam diem mensis martii proximè futuram in dicto oppido Brugensi, & in domo de Pourtunatiis, promittentes per easdem facere, tenere, & adimplere ex sua parte, & prout sibi contingit, omnia quæ & prout supra continentur, & non contravenire quovismodo, non obstante jure scripto & non scripto, usagiis & consuetudinibus præfati contractui contrariis, renunciantes eisdem, necnon juribus, allegationibus, exceptionibus, defensionibus, privilegiis, cautelis, recisionibus, dispensationibus, juramentis, & omnibus aliis quibuscumque, quæ per ipsum Regem aut successores suos possent dici, allegari, & in contrarium proponi, præcipue juri dicenti generalem renunciationem non valere, nisi præcesserit specialis.

Item, sigillabuntur, & erunt similiter expeditæ litteræ tales & consimiles ex parte Domini Ducis, quæ etiam expeditur deputatis dicti Domini Regis infra terminum prædictum, ac in loco prædeclarato. Quæ omnia in præfatis articulis contenta, specificata & declarata, nos Ambassiatore, Procuratore, Commissarii & Nuncii prænominati pro & nomine prelibati supremi Domini nostri

ac vigore protestatis supradictæ, & inferius insertæ cum & sub obligationibus; promissionibus in eisdem articulis designatis tenere, attendere, observare, & affectualiter adimplere bona fide, & ipsis nec alicui ipsorum nec vel in futurum quovis quaesito colore per jamdictum Dominum nostrum supremum & heredes suos & successores, seu alium quemcumque, non contravenire, quinimo, quod idem Dominus noster Rex litteras approbatorias, & etiam obligatorias in forma terminoque ac loco in dictis articulis contentis præfato Domino Duci seu deputatis ab eo tradet & expediet, promissimus & convenimus ac per præsentem promittimus bonâ fide quibuscumque juribus, consuetudinibus, privilegiis, statutis, aliisque exceptionibus quibuscumque, quæ contra contenta in articulis supradictis aliquodve ipsorum quomodolibet objici possent vel opponi per expressum renunciando, præsertim juri dicenti generalem renunciationem non valere nisi præcesserit specialis. In quorum omnium testimonium has præsentem litteras sigillis nostris sigillari, ac per me VVilhelmum Hattelliff, Secretarium Regium prænotatum subscribi & signari fecimus. Datum Bruxellæ in Ducatu Brabantia die decima sexta mensis februarii, anno Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo septimo. Sequitur tenor protestatis seu commissionis per præfatum Dominum nostrum supremum nobis in hac parte concessæ.

EDVVARDUS, Dei gratia Rex Angliæ & Franciæ, & Dominus Hiberniæ. Omnibus ad quos præsentem litteræ pervenerint, salutem. Sciatis quod nos de fidelitatibus, circumpectionibus & industriis dilectorum, & fidelium nostrorum, venerabilis Patris consanguinei nostri Riceri, Episcopi Sarisburiensis; VVillemi Hattelliff, Secretarii nostri; Thomæ Vaghan, Thesaurarii Camerae nostræ; & Joannis Russell, Doctoris in Decretis, plenariè confidentes, ipsos nostros veros, & indubitatos Ambassiatores, Commissarios, Procuratores, & Nuncios ad infra scripta fecimus, constituimus, & ordinavimus prout tenore præsentium facimus, constituimus, & ordinamus, dantes & concedentes eisdem Ambassiatoribus, Commissariis, Procuratoribus, & Nunciis nostris, tribus aut duobus eorum quorum cum præfato Reverendo Patre dictum Secretarium nostrum, aut præfatum Thomam unum esse volumus, plenam potestatem, auctoritatemque ac mandatum pro nobis, & nomine nostro cum illustrissimo Principe carissimo consanguineo nostro Carolo Duce Burgundiæ, Brabantia, Lemburgi, & Lucenburghi, Comitem Flandriæ, Arthesii, Burgundiæ, Hannoniæ, Hollandiæ, Zelandiæ, & Namurci, Sacri Imperii Marchione, Frisæ, Salinarum, & Machliniæ Domino, seu ejus Ambassiatoribus, Commissariis, Procuratoribus, aut Nunciis, sufficientem potestatem, auctoritatem, & mandatum in ea parte ab eodem consanguineo nostro Duce habentibus de & super matrimonio inter præfatum consanguineum nostrum Carolum Ducem, & nobilem Dominam Margaretam sororem nostram carissimam contrahendo & celebrando, doteque & dotatione propter nuptias, ac etiam tempore, & loco, & ceteris circumstantiis idem matrimonium concernentibus quibuscunque tractandi, communicandi, conveniendi, & concordandi, ac tractatum super eodem matrimonio concludendi, ac pro firmitate, roboratione, & observatione pactorum, & conventionum quarumcumque in ea parte per eos pro nobis & nomine nostro faciendarum, juramentum in animam nostram præstandi, ceterasque cautiones, obligationes, &

securitates quascumque dandi, præstandi, acceptandi & recipiendi, atque omnia, & singula in præmissis seu circa ea necessaria seu quomodolibet opportuna faciendi, exercendi & expediendi, etiamsi talia sint quæ de sua natura mandatum exigunt magis speciale, promittentes bona fide, & in verbo regio nos ratum, gratum & firmum pro perpetuo habituros totum & quicquid per supradictos Ambassiatores, Commisarios, Procuratores & Nuncios nostros in forma prædicta actum, gestum, seu procuratum fuerit in præmissis absque contraventione quacumque. In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus parentes. Datum apud VVestmunster quinto die januarii, anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo sexagesimo septimo, regni verò nostri septimo, per ipsum Regem, & de data prædicta auctoritate Parliamento, I v e.

NOTUM facimus quod nos litteris prædictis diligenter visis & inspectis, maturaque consilii deliberatione, super eis habitâ ex nostra certa scientia litteras ipsas ac omnia in ipsis contenta laudavimus, ratificavimus, confirmavimus, & approbavimus, tenoreque præsentium laudamus, ratificamus, confirmamus, & approbamus in omnibus suis passibus & articulis, modo, & forma in eisdem contentis, promittentes bona fide ac in verbo regio ea omnia grata, rata, firma & stabilia perpetuo habere, tenere, adimplere, & inviolabiliter observare cum effectu, & nunquam per nos, dictosve heredes & successores nostros seu alios quoscumque in judicio vel extra, directè vel indirectè contravenire quovis quæsito colore, ac cum & sub illis obligationibus & renunciationibus, quæ in præfatis articulis continentur & declarantur, quas obligationes & renunciations nos talem vigoris & efficaciz firmitatem erga nos, heredes & successores nostros ac bona nostra obtinere volumus, quemadmodum si iterum essent à nobis specialiter & expresse repetita. In quorum omnium robor & testimonium has nostras litteras sigilli nostri appensione jussimus communiri. Datum apud VVestmunster quarto decimo die martii, anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo sexagesimo, regni verò nostri anno octavo. Sic signatum, per ipsum Regem, I v e.

*RATIFICATION DU DUC DE BRETAGNE,
de la paix d'Ancenis, faite avec Louis XI. Roi de France.
A Nantes le 17. septembre 1468.*

*Bretagne
1468.
17. sepr.*

FRANÇOIS, par la grace de Dieu Duc de Bretagne, Comte de Montfort, de Richemont, d'Etampes, & de Vertus : A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme pour appaier les differends d'entre Monseigneur le Roi, Monseigneur Charles son frere, & nous & autres, mondit Seigneur le Roi, pour les causes & considerations contenues en ces lettres, eût donné autorité, faculté, & puissance speciale, à nôtre tres-cher & tres-ami cousin, le Duc de Calabre & de Lorraine, de traiter, pacifier, & appointer lesdits differends pour la part de mondit Seigneur le Roi, & nous semblablement, pour les causes & raisons, déclarées en nos lettres sur ce faites, eussions commis & député, nos chers amez, & feux Conseillers & Chambellans, Guillaume Chauvin, seigneur du Bois, Chancelier de Bretagne, Antoine de Beau-

vau, seigneur de Gilly & de Pinpean, & Michel de Partenay, Chevalier, seigneur de Perrigny, & iceux faits, & constituez nos Procureurs, Deputez, & Ambassadeurs, & leur eussions pareillement donné pouvoir exprès, & special, de traiter, pacifier, & appointer pour nôtre part, sur iceux differends, par vertu & en usant desquels pouvoirs, nôtre cousin de Calabre, pour & au nom de nous, aient au lieu d'Ancenis, fait certain traité & accord, sur lesdits differends, ainsi que plus à plein est contenu, & déclaré es articles, de ce faisant mention, lesquels ensemble lesdits pouvoirs sont incorporez es lettres qu'ils en ont baillé les uns & autres, & lesquels chacun a promis de sa part faire ratifier, ainsi que plus à plein est contenu esdits articles, & desquelles lettres baillées par nosdits commis, la teneur s'ensuit.

Guillaume Chauvin, seigneur du Bois, Chancelier de Bretagne, Antoine de Beauvau, seigneur de Pinpean, & Michel de Partenay, Chevalier, seigneur de Perrigny, tous Conseillers & Chambellans du Duc de Bretagne, nôtre souverain Seigneur; A tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Comme pour l'appaiement des differends, qui à present ont cours entre le Roi d'une part, Monseigneur Charles son frere, & mondit Seigneur Duc, d'autre, aient été faites plusieurs ouvertures pour le bien de paix, tant par haut & puissant Prince, Monseigneur le Duc de Calabre & de Lorraine, pour la part dudit Seigneur Roi, comme ayant puissance de lui, comme par nous ayant aussi pouvoir dudit Seigneur Duc, desquels pouvoirs la teneur ensuit.

FRANÇOIS, par la grace de Dieu Duc de Bretagne, Comte de Montfort, de Richemont, d'Estampes, & de Vertus: A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Savoir faisons, que nous confiant à plein des sens, loiauté, prudence, & bonne diligence, de nos bien amez & feaux, Guillaume Chauvin, nôtre Chancelier, Antoine de Beauvau, sieur de Gilly, & Messire Michel de Partenay, seigneur de Perrigny, nos Conseillers & Chambellans, iceux & chacun d'eux, avons instituez & établis, & par ces presentes institutions, & établissons nos Procureurs, Ambassadeurs, & Deputez, quant à fin d'eux transporter, & aller au lieu, où beau cousin de Calabre, & autres gens de mondit Seigneur le Roi, en sa compagnie, ayans pouvoir suffisant de lui, se trouveront, auxquels nos Chancelier & Conseillers dessus nommez, & aux deux d'eux, avons donné & donnons pouvoir par ces presentes, plein pouvoir de prendre, accepter, conclure, fermer, & accorder avec nôtre cousin de Calabre, & autres gens de mondit seigneur le Roi, tout ce qu'ils verront être à faire, selon les ouvertures, pourparlemens, & traitez, qui seront faits, & ouverts d'une part & d'autre, pour parvenir à pacifier & accorder les differends, qui ont été, & à present sont entre mondit Seigneur le Roi, d'une part, & mondit Seigneur son frere, nous & nos aliez d'autre; promettant en bonne foi, sur nôtre honneur, & en parole de Prince, avoir & tenir agreable, ferme, & stable, tout ce que par nosdits Chancelier, Sires de Gilly & de Perrigny, & les deux d'eux, aura été dit, traité, convenu, promis, passé & accordé, sans jamais aller à l'encontre, en quelque maniere, ni pour quelque cause, ni occasion que ce soit. Donné à Nantes, le septieme jour de septembre, l'an mille quatre-cens soixante-huit; ainsi, signé, FRANÇOIS. Par le Duc de son commandement, MILET.

LOÛIS, par la grace de Dieu Roi de France : A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme puis naguere aucunes ouvertures aient été faites, de traiter, pacifier, & accorder les differends d'entre nous, & nôtre tres-cher & tres-ami neveu & cousin, le Duc de Bretagne, ausquels traité & pacification, pour l'honneur & reverence de Dieu, nôtre Createur, & pour éviter l'effusion du sang humain, & la desolation du pauvre peuple, qui vrai-semblablement, au moien desdits differends, s'en pourroient ensuivre, avons toujours été contens d'entendre, & mettre Dieu, & raison de nôtre part ; parquoi soit besoin, commettre aucuns grands & notables personnages, de grande autorité, & à nous seurs & feables, & par qui plus convenablement lesdites matieres se puissent traiter envers chacune partie, à qui il peut toucher ; savoir faisons, que nous dûment, & à plein ascertainez, des grands sens, vaillance, loiauté, bonne conduite, & experience, de nôtre tres-cher & tres-ami cousin, le Duc de Calabre & de Lorraine, qui est prochain parent de nous & d'eux, grand seigneur, & qui a bien interest, que lesdites matieres soient conduites, & menées à bonne conclusion, pour le bien de la Couronne, confiant entierement de lui, comme de nôtre propre personne, à icelui nôtre cousin : Pour ces causes, à ce nous mouvans, avons donné & donnons plein pouvoir, autorité, commission, & mandement special par ces presentes, de oïr toutes ouvertures, qui lui seront faites sur lesdites matieres, de pourparler, traiter, & accorder, avecque nôtre dit frere Charles, & nôtre dit neveu & cousin de Bretagne, ou leurs commis & deputés, aiant pouvoir suffisant, sur l'accord & pacification finale desdits differends, de promettre, jurer, consentir, accorder, octroier, appointer, & conclure pour ce au nom de nous, tant sur le partage & appanage de nôtre dit frere, la seigneurie de lui, ses serviteurs, & de son état, que aussi sur toutes autres choses, dont pourroit être difference entre nous, & nôtre dit neveu de Bretagne, & generalement sur toutes les dépendances desdites matieres, tout ce qu'il verra être expedient & convenable, & sur ce, bailler ses lettres telles, & en telle forme qu'il avisera, promettant par ces presentes, en parole de Roi, & par la foi & serment de nôtre corps, sur nôtre honneur, & sur l'obligation de tous nos biens, avoir agreable, & tenir, garder, & observer perpetuellement, ferme & stable, sans enfreindre, ni jamais venir au contraire, tout ce que par nôtre dit cousin sera fait, conclu, & appointé, comme si nous mêmes l'avions fait, accordé, promis, & juré en nôtre propre personne, & lesdites choses jurer, & promettre par serment solennel, & sur ce bailler nos lettres parentes de ratification, confirmatoires des siennes, en la meilleure & plus autentique forme, que faire se pourra, dès si-tôt que requis en serons. En témoin de ce, nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre grand scel. Donné à Senlis le 22. jour d'Aoust l'an de grace 1468. & de nôtre regne le huitieme ; ainsi, signé, LOÛIS : Par le Roi en son Conseil. B. Meurin.

Et sur icelles ouvertures, mondit Seigneur de Calabre & nous, soions condescendus & accordez, tant d'une part que d'autre, en la maniere contenué és articles, ci-aprés touchez & inferez.

Ce sont les points & articles pourparlez entre Monseigneur le Duc de Calabre, & Messieurs les Ambassadeurs du Duc, touchant l'appaisement des diffé-

rends qui coutent à present entre le Roi, d'une part, & Monseigneur son frere, & le Duc de l'autre.

Et premierement, que touchant le partage & appanage de Monditseigneur Charles, Messieurs le Duc & Connétable, connoîtront quel partage & appanage, & en quelle part de ce royaume, & de quel revenu, lui doit être baillé, & au cas que eux d'eux, ne se pourroient accorder, choisiront, & nommeront untiers, lequel ensemble avec eux, en connoitra, & ce que les deux des trois en diront, sera tenu par lesdites parties.

Item, & le Roi de sa part, sera tenu & obligé de donner à mondit Seigneur, icelui partage, que par mes susdits seigneurs aura été avisé, & aussi Monditseigneur son frere, sera tenu icelui accepter, & prendre, & renoncer à tous autres partages & appanages, qu'il pourroit pretendre à lui appartenir.

Item, Et auront tems les dessusdits Seigneurs le Duc & Connétable, de connoître & aviser sur ledit partage l'espace d'un an, commençant à ce premier jour d'octobre prochainement venant.

Item, Et afin que Monditseigneur Charles durant ledit tems d'un an, ait façon de foi entretenir es pais & seigneuries du Duc, où il pourra être ledit tems durant, sans, qu'aucune chose se puisse entreprendre contre sa personne, ni ses serveurs par la part du Roi, le Roi sera tenu lui faire delivrer par manière de provision, la somme de soixante mille francs, en la façon qui s'ensuit. C'est à savoir, par quartier, & du premier quartier lui sera fait paiement en la ville d'Angers pour tout le mois d'octobre prochain venant, & puis ensuite durant ledit tems d'un an, de quartier en quartier.

Item, & au cas que les susdits Seigneurs Duc & Connétable, ne pourront connoître dudit partage durant ledit an, pouront, si à eux semblera, alonger par autre an, durant lequel auront la puissance de connoître dudit appanage. Et aussi durant ledit an, qui ainsi seroit alongé, le Roi fournira par quartiers à Monditseigneur son frere de ladite somme, d'autre soixante-mille francs pour son entretènement, & pour rate de tems que durera ladite prorogation.

Item, & pour ce que à present le Duc n'est près de Monditseigneur Charles, & le Duc ne peut promettre pour lui, aura le Duc tems de quinze jours à conduire, & faire accorder les dessusdits points & articles à Monditseigneur, & promettre le Duc sur foi & parole de Prince, de faire son loial devoir, & y faire consentir Monditseigneur.

Item, Et au cas que Monditseigneur Charles ne s'y voulsit consentir & accorder comme dessus, le Duc demeurera bon serviteur, parent, & ami du Roi, & le servira, secourera, & aidera envers tous & contre tous, qui sa personne, & son royaume voudroient grever, & le semblable fera le Roi au Duc, & entretenant toutes les choses contenues en ces presens articles, & les apointemens faits à Paris & à Caën, entre le Roi & lui, sans que le Duc se messe de ci en avant en façon quelconque dudit partage, & apanage de Monditseigneur Charles, contre le vouloir du Roi.

Item, Au cas que Monditseigneur Charles dedans le terme desdits quinze jours, ne s'y voudroit accorder, le Duc sera tenu de faire incontinent vider des places de Caën & d'Avranches, tous les serveurs & sujets qui seront esdites places, afin que le Roi sans résistance les puisse recouvrer, & n'y donnera faveur,

ni aide, à personne quelconque, qui voudrait détrouber ou empêcher au Roi le recouvrement desdites places.

Item, Et pardonnera le Roi à tous manans & habitans desdites villes de Caën & Avranches, tous crimes & délits de leze-Majesté, ou autres, esquels ils pourroient avoir mépris contre le Roi, & leur en donnera bons & suffisans remedes & seuretez, en façon que seurement & sans aucun reproche, pourront demeurer en leurs maisons saufs & sains de leurs personnes, biens & honneurs quelconques.

Item, Au cas que Monditseigneur sera content dudit appointement & articles, & les ratifiera dedans le terme de quinze jours prochains venans, les dessusdites places de Caën & Avranches, seront mises par le Duc és mains de Monditseigneur de Calabre; Et aussi par le Roi seront mises Saint-Lo, Coutance, Bayeux, & Gauray, pour icelles tenir & garder au nom & pour part du Roi, pour seureté que, à Monditseigneur seront paieés lesdits soixante-mille francs, durant le tems que sondit partage ou apanage sera connu & décidé par les dessusdits Seigneurs le Duc & Connétable, & le tiers ainsi que dessus: & puis cela fait les baillera franchement & quittes és mains du Roi.

Item, Et dès-à-présent sera cessation de guerres & œuvres de fait entre le Roi & le Duc, tant par mer que par terre, & se levera l'armée du Roi du païs du Duc, & s'en ira en autre païs.

Item, Et demeurera le Duc en possession & tenuë de toutes places, villes & seigneuries qu'il tient à présent, & en outre lui seront rendus & restitués tous châteaux, villes, & seigneuries qui lui auront été prinçes durant ces differends de maintenant.

Item, Et touchant les châteaux & places d'Ancenis & Champtocé, ils demeuront en la main de Monditseigneur de Calabre, jusques à ce que Caën & Avranches soient mises en sa main, comme dessus est dit, & ce fait les rendra promptement au Duc, & quittes, & sera tenu le Duc tandis que Monditseigneur de Calabre les tiendra neutres, prendre, ni faire œuvre de fait par soi, ni par autre sur lesdites places.

Item, Et demureront en leur fermeté tous apointemens & obligez, passez & accordez entre le Roi & le Duc, tant à Paris qu'à Caën, & seront de nouveau confirmez & ratifiez.

Item, Pour seureté desdites parties, & de l'observation du contenu, tant en ces presens articles & apointemens, que ceux de Paris & Caën en donneront, le Roi au Duc, & le Duc au Roi, leurs scellez & promesses, ensemble promesses & scellez des seigneurs de leur sang, gens d'Eglise, Nobles, & Universitez, Capitaines, & gens de guerre de leur païs, lesquels scellez seront mis en la main de Monditseigneur de Calabre. Et est à sçavoir ceux du Duc de Bretagne dedans la Toussaint prochainement venant, & ceux du Roi dedans la Chandeleur après ensuivant, & lors Monditseigneur de Calabre delivrera au Roi ceux du Duc & de son païs, & ceux du Roi au Duc, & les choses dessusdites seront confermer au Saint-Siege Apostolique, en soi soumettant lesdites parties, pour l'observation des choses dessusdites, aux censures ecclesiastiques.

Item, seront tenus le Roi, mondit Seigneur, & le Duc, chacun de sa part, de pardonner, & recevoir en-grâce, tous leurs serviteurs & sujets, qui auront tenu le parti l'un de l'autre, & leur rendre tous leurs biens & honneurs, sans aucun

reproche, pour en jouir comme auparavant ces differends.

Savoir faisons, que lesdits articles dessus touchez & inferez, & tout le contenu en iceux, nous avons promis, & accordez par la part de nôtre dit souverain Seigneur le Duc, & par vertu du pouvoir sur ce à nous donné, & promettons qu'il les ratifiera, & entretiendra de point en point, & de ce baillera ses lettres en forme dûe, toutesfois que métier sera. En témoin de ce, nous avons signé ces presentes de nos mains, & scellées de nos sceaux. Donné au Bourg d'Ancenis, le dixième jour de septembre, l'an mille quatre-cens soixante & huit; ainsi signé, G. Chauvin. A. de Beauvau, Michel de Partenay, & scellé des sceaux de leurs armes.

Savoir faisons, que nous ven à grande & meure deliberation de Conseil, les articles inferez és lettres de nosdits commis, faisant mention desdits traité, accord, & appointment, iceux articles, & tout le contenu, avons loüiez, ratifiez, & approuvez, loüons, approuvons, & ratifions, & avons agreable, & promettons en bonne foi, & parole de Prince, sur nôtre honneur, & sur l'hipoteque, & obligation de tous nos biens, entretenir lesdits accord, traité, & appointment, ainsi qu'il gît, & est plus à plein contenu en iceux articles, de point en point, selon leur forme & teneur, sans jamais aller ni venir au contraire, en quelque forme ou maniere que ce soit; & quant à ce, nous soumettons aux censures ecclesiastiques. En témoin de ce, nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait apposer nôtre grand scel. Donné à Nantes le dix-septieme jour de septembre l'an 1468. Signé, FRANÇOIS. Et sur le repli: Par le Duc, de son commandement, & en son Conseil, RICHARD. Et scellé d'un grand sceau de cire rouge, sur queue de parchemin.

RATIFICATION FAITE PAR LE ROI LOUIS XI.
du Traité de Paix d'Ancenis avec le Duc de Bretagne.
A Compiègne le 18. septembre 1468.

L OUIS, par la grace de Dieu Roi de France. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme pour apaiser les differends d'entre nous, Bretagne
1468.
 nôtre frere Charles, & nôtre tres cher & tres-ami neveu & cousin le Duc de Bretagne, & autres, Nous pour l'honneur & reverence de Dieu nôtre Createur, pour obvier à l'effusion du sang humain, & à la desolation du pauvre peuple, qui vrai-semblablement à l'occasion desdits differends se pouvoit ensuivre, & toujours mettre Dieu & raison de nôtre part, nous eussions donné autorité, faculté & puissance espediale à nôtre tres-cher & tres-ami cousin le Duc de Calabre & de Lorraine, de traiter, pacifier, & apointer pour nôtre part lesdits differends: Et semblablement nôtre dit neveu de Bretagne, ait commis & député de sa part Guillaume Chauvin son Chancelier, Antoine de Beauvau, Sieur de Gilly, & Michel de Partenay, Sieur de Perrigny, ses Conseillers & Chambellans, & iceux eût fait & constitué ses Procureurs, Deputez & Ambassadeurs, & leur eût pareillement donné pouvoir exprès & especial pour sa part, de traiter, pacifier & apointer sur lesdits differends, par vertu & en usant desquels pouvoirs, nôtre dit cousin de Calabre pour & au nom de nous; & lesdits Chauvin, de Beauvau, & 18. sept.

de Pattenay, pour & au nom de nôtre dit neveu de Bretagne, aient fait certain traité & accord sur lesdits differends, ainsi que plus à plein est contenu & déclaré és articles de ce faisans mention, lesquels ensemble lesdits pouvoirs, sont incorporez és Lettres qu'ils en ont baillé les uns aux autres, & lesquels chacun a promis de sa part faire ratifier, ainsi qu'il est plus à plein contenu esdits articles, desquelles Lettres baillées par nôtre dit cousin de Calabre, la teneur s'en suit.

J E A N fils du Roi de Jerusalem, d'Aragon & de Sicile, &c. Duc de Calabre & de Lorraine, Marquis, &c. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme pour l'apaisement des differends, qui à present ont cours entre Monseigneur le Roi d'une part, Monseigneur Charles son frere, & nôtre trescher & tres-ame cousin le Duc de Bretagne d'autre, aient été faites plusieurs ouvertures pour le bien de paix, tant par nous pour la part de Monditseigneur le Roi, comme aiant puissance de lui : comme aussi par Guillaume Chauvin, Seigneur du Bois, Chancelier de Bretagne; Antoine de Beauvau, Sieur de Pinpean, & Messire Michel de Pattenay, Seigneur de Perigny, tous Conseillers & Chambellans de nôtre dit cousin, pour la part d'icelui nôtre cousin, aians pareillement pouvoir de par lui, desquels pouvoirs la teneur s'en suit,

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme puis naguere aucunes ouvertures aient été faites de traiter, pacifier & accorder les differends, &c. Donnée à Senlis le 22. jour d'Aoust l'an de grace 1468. & de nôtre regne le huitieme. Ainsi signé, **LOUIS**. Par le Roi en son Conseil, **B. MEURIN**.

FRANÇOIS par la grace de Dieu Duc de Bretagne, Comte de Montfort, de Richemont, d'Étampes, & de Vertus: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Savoir faisons que nous confiant à plein des sens, loiauté, &c. Donnée à Nantes le 7. jour de septembre l'an 1468. Ainsi signé, **FRANÇOIS**. Par le Duc de son commandement, **MILET**.

Et sur icelles ouvertures nous & les dessusdits Chancelier, de Beauvau, & de Pattenay, nous soions condescendus & accordez, tant d'une part que d'autre, en la maniere contenuë és articles cy-après couchez & inferez.

Ce sont les points & articles pour parlez entre Monseigneur le Duc de Calabre, & Messieurs les Ambassadeurs du Duc, touchant l'apaisement des differends qui courent à present entre le Roi d'une part, & Monseigneur son frere, & le le Duc, de l'autre.

Et premierement que touchant le partage & apanage de Monditseigneur Charles, Messigneurs le Duc & Connétable, &c.

Savoir faisons, que nous veü & à grande & meure deliberation de Conseil, les articles inferez és Lettres de nôtre dit cousin de Calabre, faisans mention desdits traitez, accord, & apointment, iceux articles, & tout le contenu, avons loiez, ratifiez & aprouvez, loions, ratifions, & avons agreable, & promettons en bonne foi & parole de Roi, sur nôtre honneur, & sur l'hipoteque & obligation de tous nos biens, entretenir lesdits accord, traité & apointment, ainsi qu'il gist, & est plus à plein contenu en iceux articles, de point en point, selon

selon leur forme & teneur, sans jamais aller ni venir au contraire, en quelque forme & maniere que ce soit, & quant à ce nous soumettons aux Censures Ecclesiastiques, nonobstant nos privileges, par lesquels le Saint-Siege Apostolique ne nous peut ou doit compeller par lesdites Censures Ecclesiastiques, desquels ne nous voulons aider, en tant que touche l'entretienement desdits traité & apointment, pour cette fois seulement, & sans consequence, ni qu'il nous fasse ou porte aucun prejudice, & à nosdits privileges, ni à tous nos autres droits roiaux, & privileges quelconques. En témoin de ce nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre scel. Donné à Compiègne le 18. jour de septembre l'an de grace 1468. & de nôtre regne de huitieme. Signé, LOUIS. Et sur le repli, Par le Roi, Monseigneur le Cardinal d'Angers, Monseigneur le Duc de Bourbon, l'Archevesque de Lion, Tannequi du Chastel, Vicomte de Belicre, Maître Pierre Doriole, & autres presens. Signé, B. MEURIN, & scellé d'un grand sceau de cire blanche sur queuë de parchemin, ledit sceau rompu à moitié.

TRAITE' DE PAIX ENTRE LE ROI LOUIS XI.

& Charles, Duc de Bourgogne. Fait à Peronne le 14. octobre 1468.

& ratifié par le Roi à Amboise le 24. mai ensuiuant.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France. A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme depuis certain tems en-ça, plusieurs debats, questions & differends, se soient mûs entre nous, & nôtre tres-cher & tres-ami frere & cousin, le Duc de Bourgogne, tant au moien de ce que nôtre dit frere & cousin disoit, que plusieurs troubles & empêchemens lui avoient été faits, & donnez par nous & nos Officiers, à l'encontre des transports, que nous lui avons fait par le traité de Conflans, depuis icelui traité, & autrement; & même que le traité de paix fait à Arras, entre feu nôtre tres-cher seigneur & pere, & feu nôtre oncle Philippe de Bourgogne, que Dieu pardonne, n'avoit pas été par nous entretenu, & accompli en aucuns points; tellement qu'à l'occasion des choses dessusdites, & autres moiens, & rapports tenus & faits, les courages de nous, & de nôtre dit frere & cousin, ont été enûs en défiance, & ont causé rumeur de guerre, & d'hostilité parmi le royaume, entre nous & nôtre dit frere; en telle maniere, que nos sujets n'ont osé converser es pais de nôtre dit frere, ni les siens es nôtres; & à ce moien, & autrement, ont été faites grandes assemblées de gens de guerre, tant de nôtre part que de la sienne, & si avant y a été procédé, & les choses si prêtes & préparées, qu'elles étoient disposées à toute guerre, si ce n'eût été la grace de Dieu; & que pour obvier aux grands maux, dommages, & inconveniens, qui s'en fussent ensuivis de part & d'autre, plusieurs nobles & notables hommes de nôtre royaume, de tous états, le font travailler & entremis envers nous, & nôtre dit frere & cousin, de trouver aucuns bons moiens pour faire cesser toutes voies de fait, & d'appointer & apaiser lesdites questions & differends; & par ce moien conclure, nourrir & entretenir, & garder bonne, seure, parfaite, finale, & perpetuelle paix entre nous, nos pais, & sujets, & nôtre dit frere & cousin, ses pais & sujets; à laquelle fin, & pour à ce que dit est, parvenir, nous aions envoyé, au mois de septembre dernier passé,

*Bour-
gogne.
1468.
14. octob.*

Ambassadeurs en la ville de Ham en Vermandois, auquel lieu nôtre dit frere ait pareillement envoie de ses gens & Ambassadeurs, lesquels de sa part ont mis avant les doléances, qu'il avoit touchant lesdits traitez d'Arras & de Conflans, & les transports, & autres remontrances, desquelles nôtre dit frere & cousin se douloit, complainoit, & requeroit y avoir provision; sur quoi plusieurs communications ont été teneues, & bonne & grande ouverture faites, par lesdits Ambassadeurs d'un côté & d'autre, & ladite journée continuée, & remise en cette ville de Peronne, en laquelle nous & nôtre dit frere, nous sommes trouvez, auquel lieu derechef par ceux de nôtre Conseil, lesdites doléances, remontrances, & requêtes de nôtre dit frere & cousin, avec aucuns de son Conseil, ont été debatuës bien à plein. Et finalement, avons sur icelles donné & accordé les provisions, & réponses telles, en la forme & maniere, que particulièrement est contenu sur chacune doléance, remontrance, & requête de nôtre dit frere & cousin, écrites à la fin de ces presentes. Savoir faisons, que nous desirant de tout nôtre cœur, obvier aux grands esclandres, dommages, & inconveniens, qui eussent peu, & pourroient avenir au moien desdites différences, & diffidences d'entre nous & nôtre dit frere, voulant pourvoir à ce que nos sujets puissent vivre en bonne paix, repos, & tranquillité sous nous, considerant aussi la proximité de lignage & d'affinité, en quoi nous attient nôtre dit frere & cousin; & pour la grande & singuliere affection, que nous avons & desirons avoir à lui, & le bon & parfait desir, vouloir & affection, que nous savons & connoissons, que semblablement il a de nous complaire, & faire service, ainsi que de sa propre bouche il nous a dit, avons aujourd'hui, avec nôtre dit frere & cousin, fait, conclu, accordé, promis, & juré sur la vraie Croix, és mains de nôtre tres cher & feal ami, le Cardinal d'Angers, & en la presence de plusieurs de nôtre Sang, & lignage, & d'autres nobles & notables hommes, tant de nôtre part, que de nôtre dit frere & cousin, & par la teneur de ces presentes, promettons & jurons bonne paix, amour, union, & concorde perdurablement, & demeurer à toujours esdites paix, amour, union, & concorde, sans jamais par quelque voie, moien, querelle, ou occasion que ce soit, ou puisse être, faire, donner, procurer par nous, ni par autre, guerre, mal, deplaisir, grief, prejudice, ni dommage, à nôtre dit frere & cousin, ses pais & sujets; & en outre, avons promis & juré solennellement, & sur ladite croix promettons & jurons, par cesdites presentes, d'entretenir, garder, & observer à toujours ledit Traité d'Arras, le contenu en icelui, ledit traité de Conflans, & tout ce qu'il contient, en tant que toucher peut à nôtre dit frere & cousin, & tous les dons & transports, que lors & depuis lui avons faits; lesquels traitez d'Arras, & de Conflans, entant qu'icelui de Conflans peut toucher à nôtre dit frere & cousin, & aussi lesdits dons & transports, nous tenons, & voulons être tenus pour ici repe-
tez, connoissant, & affirmant savoir, & avoir d'iceux traitez & dons, & de tout le contenu és lettres qui en sont faites, vraie, & bonne souvenance; promettons aussi, & jurons entretenir, & garder toutes les provisions, & réponses faites, & données sur lesdites doléances, remontrances, & requêtes de nôtre dit frere & cousin, declarées en la fin de ces presentes, comme dit est; & icelles, & chacune d'icelles, faire mettre à due execution, le tout selon leur forme & teneur; & nonobstant cette presente paix & reunion, & le contenu esdits traitez d'Arras, & de Conflans, nous à la requête de nôtre dit frere & cousin, avons de nôtre certains

science, consenti & accordé, consentons, & accordons par la teneur de ces présentes, pour nous, nos hoirs & successeurs, que nôtre dit frere & cousin, puisse tant & si longuement qu'il lui plaira, garder & entretenir, & faire garder & entretenir par tous les vassaux & sujets, toutes les alliances, & aussi les traitez de treuve, & de l'entre-cours de la marchandise, qu'il a faits & passez avec le Roi Edoüard, nôtre ennemi & adversaire, & le royaume d'Angleterre, pour la defense & seureté de sa personne, de son Etat, de ses successeurs, de ses païs & sujets, & aussi icelles alliances, & traitez que nôtre dit ennemi, & le royaume d'Angleterre ont faites avec nôtre dit frere & cousin, sans que nôtre dit frere & cousin, sesdits successeurs ou sesdits sujets, en puissent être repris, blâmez, ni reprochez; mais néanmoins nôtre dit frere ne donnera aide ausdits Anglois, aide en leurs querelles, pour envahir ou endommager nous & nos sujets en nôtre royaume, ni aussi nos païs ou royaume; & ne baillera faveur de passer par ses païs, pour guetrouier, grever, ou nuire à nous, nos païs & sujets, en aucune maniere; & par cesdites paix, avons déclaré & declarons toutes entreprises, voies de fait, & autres choses perpetrées, & advenues de tout le tems passé, à cause des differends qui ont été entre nous & nôtre dit frere & cousin, tant par les citez & villes de nôtre dit royaume, comme par nos serviteurs & sujets, & ceux de nôtre dit frere & cousin, de ses alliez, & de leursdits serviteurs & sujets, ou qui ont servi, ou tenu le parti d'icelui nôtre frere & cousin, ou de sesdits alliez, qui seront, & voudront être compris en cette paix, pour non faites, & pour non advenues, & sans qu'à l'occasion d'icelles, aucune chose en puisse être demandée, querellée, ou imputée ores, ni pour le tems à venir, en quelque maniere que ce soit; mais entant que métier seroit, lesdites choses avons abolies, & abolissons par ces présentes, consentant, & accordant en outre par ce present traité, que toutes & chacune les seigneuries, places, terres, heritages, & possessions quelconques, prises, occupées, saisies, ou empêchées d'une part & d'autre, & autres choses perpetrées, & advenues du tems passé à l'occasion desdites differences, sont & seront rendues & restituées pleinement, franchement, & quittement, à ceux à qui elles appartiennent, lesquels y pourroient entrer, les prendre, & apprehender de leur propre autorité, sans aucune œuvre ou mistere de Justice, ni autre consentement avoir ou requérir de nous, ni de nôtre dit frere & cousin; & avec ce, ferons bailler & expedier nos lettres de main levée & d'abolition, particulièrement pour les sujets de nôtre dit frere, & pour ceux qui l'ont servi, ou tenu son parti, & de sesdits alliez, qui les voudront avoir; & spécialement à la requête de nôtre dit frere & cousin, voulons & consentons, qu'à nôtre tres-cher & amé frere & cousin, Philippe de Savoie, seront rendues & delivrées, les places & châteaux, villes & terres, qui de par nous & nos gens ont été prises, & empêchées es Comtez de Baugé, païs de Bresse, & autres terres & seigneuries appartenantes à nôtre dit frere & cousin, Philippes de Savoie, ou à ses serviteurs & sujets, & iceux s'es serviteurs & sujets, pris & empêchez, ou mis à rançon par la guerre, delivrez francs & quittes d'icelle rançon; & seront nôtre tres-cher & tres-amé frere & cousin, le Duc de Savoie, lequel Duc & maison de Savoie, nous tenons aussi pour nôtre allié, & nôtre tres-cher & tres-amée sœur la Duchesse de Savoie, & nos tres chers & amez freres & cousins, l'Evêque de Geneve, ledit Philippe, le Seigneur de Romont, & tous les autres alliez de nôtre dit frere & cousin de Bourgogne, leurs sujets, ceux qui les ont servis, ou tenu leur parti,

compris en cette presente paix & traité, si compris y veulent être; auquel cas, si
compris y veulent être, & dont lesdits alliez seront tenus de faire declaration dans
le terme d'un an, ils & chacun d'eux, jouiront de l'effet de ce present traité, & du
contenu en ces presentes. Si toutesfois nos alliez, ou ceux de nôtre dit frere &
cousin, ou aucun d'eux, ne voulussent en ladite paix être compris, nous nean-
moins & nôtre dit frere & cousin, & chacun de nous, demeurons entiers en tou-
tes nos alliances, lesquelles nous avons reservées, & reservons par ces presentes,
sans par ce present traité à icelles, entant qu'à nous ou à lui toucher peut, pre-
judicier aucunement; laquelle paix & lesdits traitez d'Arras, & de Conflans, entant
qu'icelui de Conflans à nous, & nôtre dit frere & cousin, toucher peut, les dons &
transports par nous à lui faits, ensemble nos provisions & réponses, par nous don-
nées & octroyées sur les doléances, remonstrances, & requêtes de nôtre dit frere
& cousin, & tout le contenu en cettés, nous avons promis & juré, promettons &
jurons de bonne foi, sur nôtre honneur & en parole de Roi, & sous l'obligation
de tous nos biens, presens, & à venir, pour nous, nos hoirs, & successeurs, entrete-
nir, garder, & accomplir à nôtre loial pouvoir, sans jamais ores, ni pour le tems
à venir, faire ni venir, ni souffrir faire ni venir au contraire, directement ou indi-
rectement, en maniere quelconque; & avec ce, au cas que par nous, ou par autre
de nôtre sçû, ou consentement, directement, ou indirectement, ladite paix, seroit
enfesceinte, ou contrevenu au contenu en ces presentes, & esdits traitez d'Arras &
de Conflans, entant qu'à nôtre dit frere & cousin icelui traité de Conflans peut
toucher, ou esdits transports, dons, & provisions par nous faits à nôtre dit frere &
cousin ou que fissions refusans ou en demeure, de faire mettre nôtre dit frere &
cousin, en possession paisible, & jouissance des choses contenues, & declarées es-
dits traitez, & es lettres desdits transports & dons, ou de tout, entant qu'à nous
peut toucher, & ce qui est accomplissable de nôtre part, executer, ou faire exe-
cutter dûment, selon la forme & teneur de ces presentes, & des lettres que sur
lesdites provisions à nous aujourd'hui octroyées, ou que par nous fût fait, ou don-
né aucun détournier, ou empêchement à l'encontre, & au contraire desdits trai-
tez, transports, dons, provisions, & autres choses, ou l'une d'icelles, en ces pre-
sentes declarées, nous avons consenti, traité, & accordé, consentons, traitons,
& accordons à nôtre dit frere & cousin, pour lui, ses hoirs, & ayans cause, que
ils, leurs vassaux & sujets, soient & demeurent quittes, & absous perpetuellement,
& à toujours, des foi & hommage, services, & sermens de fidelité, de toute obeis-
sance, sujétion, ressort, & souveraineté, qui par lui, ses hoirs, & aians cause,
& sesdits vassaux & sujets, nous sont & seront dûs à cause des Duché, Comtez,
païs, terres, & seigneuries, qu'il tient ou tiendra ci-après de nous, à cause de nô-
tre dite Couronne, & de nôtre royaume, & sous la desuldicite peine; à sçavoir, que
nôtre dit frere & cousin, ses hoirs, & successeurs, ses vassaux & sujets qu'il a, & aura en
nôtre dit royaume, seront quittes & absous perpetuellement desdites foi & hom-
mage, services, & sermens de fidelité, d'obeissance, ressort, & souveraineté;
nous avons promis & juré, promettons & jurons, que les provisions par nous ac-
cordées à nôtre dit frere & cousin, ci-après declarées, qui sont en prompte & pre-
te execution, desquels de date d'aujourd'hui, avons fait expedier nos lettres,
nous ferons icelles nos lettres verifier & enteriner par ceux, & où il appartiendra,
& sans aucun delai, & tout le contenu en icelles, dûment executer; & par

ceux de nos Officiers, qu'il appartiendra mettre nôtre dit frere & cousin en paisible possession & jouissance des choses contenues & declarées esdites réponses, & lettres de provision, accordées sur les doléances, & remontrances de nôtre dit frere & cousin. Et au regard des autres provisions, qui ne se peuvent mettre prestement à execution, fors que par delivrance des lettres, lesquelles aussi nous avons fait expedier de la date du jourd'hui, nous avons promis & promettons, sous la même peine, de faire enteriner lesdites lettres, entant que métier est, & de faire & procurer être fait de nôtre part, & entant qu'à nous toucher peut, que en dedans trois ans ensuivant la date de cettés, (lequel tems, nous & nôtre dit frere & cousin, pourrons concordialement, & de l'assentement de nous, & lui prolonger) les procez & differends desquels est faire mention esdites réponses, provisions, & lettres, seront appointez, decidez, & determinez à fin dûë par les Commissaires, arbitres, & superarbitres, ou autres qu'il appartiendra, selon la forme & teneur d'icelles réponses, provisions & lettres. Et sera appointé, jugé & déterminé, d'entretenir, accomplir, garder, & observer si avant, que nous touchera, & toucher pourra, & ce que appointé, jugé, & décidé sera, executer dans six mois, & pour tous delais, après le jour & ensuivant le jour de la prononciation desdits jugemens, décision, ou appointemens : & aussi executer ou faire executer, accomplir, entretenir, garder & observer tout ce que nous sommes tenus, devons, & avons promis de faire, contenu & déclaré esdits traitez, transports, dons, & provisions, & en ces presentes ; sans de nôtre côté, entant que à nous touche, ou peut toucher, y faire, donner, ou souffrir faire, ou donner aucun détournier, ou empêchement. Et si par nos Officiers, ou autres, pour & au nom de nous, aucun détournier, retardement, ou empêchement, fût donné à nôtre dit frere & cousin, es choses dessusdites, ou aucunes d'icelles, nous, & sous la même peine, promettons, & jurons, que dedans un an après, que de la part de nôtre dit frere & cousin, en serons requis & sommés, le ferons reintegrer & sommer, & le tout remettre en état dû, & tel qu'il appartiendra, selon la forme & teneur desdits traitez, transports, dons, & lettres desdites provisions. Et outre plus, avons consenti & accordé, consentons & accordons, que les Princes de nôtre Sang, tels que voudra nommer, & avoir nôtre dit frere & cousin, jureront & promettent sur leur foi & honneur, d'entretenir & garder ladite paix, & tout le contenu en cettés, sans rien faire, ni souffrir faire au contraire ; & qu'ils & chacun d'eux assisteront, & serviront nôtre dit frere & cousin à l'encontre de nous en leurs personnes, de toute leur puissance, & de leurs pais & sujets, au cas que par nous, ou par autre de nôtre scû & consentement, ladite paix soit enfreinte, ou contrevenu au contenu en cettés ; & dès maintenant leur commandons, & expressement enjoignons d'ainsi le faire, & en bailler leurs lettres & sceller, en forme dûë à nôtre dit frere & cousin, sans delai, contredit, ou difficulté, & declarons qu'au cas de ladite infraction, & du contrevenement à ces presentes, lesdits Princes seront & demeureront quitres, absous, & exempts envers nous, & nosdits successeurs, de tous sermens, devoirs & services, qui par eux ou leursdits sujets nous sont dûs ; & dès maintenant pour lors audit cas, les en quittons, absolvons, & exemptons, & leur commandons, & ordonnons par la teneur de cettés, qu'ils sans méprendre, envers nous & nosdits successeurs, servent audit cas nôtre dit frere & cousin contre nous, comme dit est, & dequels consentement, ordonnance, absolution, ou quittance, nous promettons bailler nos lettres à nôtre dit frere, pour chacun desdits Prin-

ces qu'il nommera, requerra, ou voudra avoir pour sa seureté, & pour l'observa-
tion, entretenement, & accomplissement des choses dessusdites, & de chacune
d'icelles, nous avons renoncé & renonçons, par ces presentes, à tous privileges don-
nez à Nous, aux Rois, & à nôtre royaume de France, & dont pourrions user,
pour non être contraints par les censures de l'Eglise, ou autrement, & aussi à tou-
tes dispensations, que pourrions obtenir de Nôtre Saint Pere, des Saints Conci-
les generaux, ou d'autres constitutions, édits roiaux, ou ordonnances quel-
conques, faits & à faire, contraires, ou prejudiciables à ces presentes, ou aucunes
d'icelles, & à toutes exceptions, que nous ou nos successeurs pourrions alleguer,
tant de fait comme de droit, & autrement; & même à l'exception du droit,
qui dit que la generale renonciation ne vaut, si la speciale ne precede, & tout,
sans fraude, barat, ou mal-engin; & avec ce, nous avons soumis & soumettons,
nous, nos hoirs & successeurs, & les leurs, à la jurisdiction, & cohercion eccle-
siastique; à sçavoir, de Nôtre Saint Pere, du Saint Siege Apostolique, des
Saints Conciles generaux à venir, pour par Nôtre Saint Pere, ledit Saint-Siege,
& Conciles generaux, & par chacun d'eux, être contraints par toutes censures
d'Eglise, à sçavoir, d'excommunication, aggravation, reaggravation, interdit en
nôtre dit royaume, & autres nos terres & seigneuries, & plus avant en la for-
me, & ainsi que la censure d'Eglise se pourra étendre, lequel nôtre Saint
Pere & ses successeurs, nous avons élu, élisons, & acceptons nôtre Juge,
pour connoître & decider tous differends, qui pourroient être, à cause de ce
present traité. *S'ensuivent les doléances, remontrances, & requêtes de nôtre dit
frere & cousin, avec les provisions & réponses, par nous à lui accordées sur cha-
cune d'icelles.*

Ce sont les remontrances & doléances, faites par les Ambassadeurs de Mon-
sieur le Duc de Bourgogne, les réponses faites de la part du Roi, à la Journée te-
nuë à Ham en Vermandois, le vint-unieme jour du mois de septembre, l'an
mille quatre-cens soixante-huit, & entretenue jusques au jeudi vint-neu-
vieme jour dudit mois ensuivant; & depuis continuée & remise en la ville de
Peronne, en ce present mois d'octobre audit an, soixante-huit.

Et premierement, touchant les fiefs & hommages des Comtez de Pontieu, &
autres terres deçà & delà la riviere de Somme, & des trois Prevôtez de Vi-
mieu, Beauvoisis, & Foulloy, transportées par le Roi, lesquels fiefs & hommage,
ont été demontrez appartenir à mondit Sieur, à cause dudit transport, par plu-
sieurs raisons; & pour ce, supplient que le plaisir du Roi soit en ce nom, ne bail-
ler empêchement aucun à mondit Sieur, ains le laisser paisiblement jouir dudit
droit, & qu'il puisse contraindre les refusans, ainsi qu'il est accoustumé, & en tel
cas faire se doit. Sur ce a été répondu de par le Roi, qu'il declarera lesdits fiefs
& hommages appartenir à mondit Sieur, comme les autres choses contenues
audit transport, & en toutes les tetres spécifiées audit article, & que les vas-
saux qui n'ont encore fait le serment de fidelité & hommage, le fassent en la
maniere accoustumée, pour servir mondit Sieur, ainsi que la nature & condi-
tion dudit fief le requiert, reservé contre le Roi; & de ladite declaration,
le Roi baillera ses lettres patentes, par lesquelles il déchargera, & sous la reser-
vation dessusdite, les vassaux des hommages & sermens d'iceux, & qu'ils doivent
à cause desdites terres; & avec ce, mandera à tous Officiers qu'il appartiendra,

qu'ils fassent cesser tous troubles, & empêchemens au contraire, & ausdits vassaux tenans lesdits païs, qu'ils entrent dans la foi & hommage de mondit Sieur, & lui fassent ledit serment de fidélité, en la maniere & reservation dessus declarée.

Item, Touchant les tailles, & aides desdites Prevôtez, esquelles aucuns Officiers du Roi ont mis certains empêchemens, & avec ce Guillaume Lamoureux a été institué par le Roi élu esdites Prevôtez, en desappointant quant à ce l'élû d'Amiens, contre la forme desdits transports; & pour ce, a convenu remontrer, que mondit Sieur ne soit troublé, ni empêché touchant lesdites aides, & autres droits à lui competans esdites Prevôtez. Et en outre, qu'il plaise au Roi faire cesser les troubles & empêchemens, faits à l'occasion des lances & tailles des gens-d'armes, & francs-archers en icelles Prevôtez, & ledit élu remis en son Office, pour icelui exercer esdites Prevôtez. Sur ce, de par le Roi a été répondu, que mondit Sieur jouira desdites Prevôtez, & en levera tous les profits, & jouira des droits roiaux, tout ainsi & par la même forme & maniere qu'il doit jouir des Prevôtez roiales, étans sur ladite riviere du côté d'Amiens. Et aussi cesseront les tailles mises sus pour les lances, francs-archers, & autres gens-d'armes, sans que desdites aides, tailles de gens-d'armes, ni autres profits venans des droits roiaux, y soit rien prix ou demandé de la part du Roi, & sera à la nomination de mondit Sieur, & à l'institution du Roi, rétabli l'élû d'Amiens. Et dorénavant les mandemens pour imposer lesdites aides seront baillez sans delai ou difficulté, & en baillera le Roi ses lettres en forme dûe. Et pource que la matiere du grenier de Grand-Villiers depend desdits transports, à ce propos ont été remontrées, les forces, violences, troubles, & empêchemens faits audit grenier, & es Officiers de mondit sieur le Duc illec, par les Officiers du Roi, tant au pourchas de ceux de Beauvais, comme autrement, dont a été requis reparation; & que telle provision y soit faite, que dorénavant lesdits troubles & empêchemens cessent. Sur quoi a été répondu, que le Roi fera cesser lesdits troubles & empêchemens mis audit grenier, tant au pourchas de ceux de Beauvais, comme autrement; & sur ce, baillera ses lettres patentes de provision telles qu'il appartiendra, selon la forme dudit transport.

Item, Touchant les terres & seigneuries de Mortagne transportées à mondit Sieur, esquelles & à ses Officiers instituez par le Roi à sa nomination, sont faits journellement plusieurs troubles & empêchemens, contre le contenu des lettres dudit transport; sur quoi ont lesdits Ambassadeurs fait les remontrances à ce appartenantes, & requis qu'il soit mandé au Bailli de Tournay & de Tournesis, & à son Lieutenant, & autres Officiers du Roi, se deporter desdits troubles & empêchemens, & en laisser jouir mondit Sieur paisiblement, & ses Officiers, selon la forme du traité d'Arras, & lesdits transports de ce fait, & aussi selon le contenu des lettres, & spécialement sur ce par le Roi octroyées. Sur ce a fait répondre le Roi, qu'il est content que mondit Sieur jouisse desdites terres & seigneuries de Mortagne, & qu'il nomme tous Officiers pour les cas roiaux, & qu'à sa nomination soient par le Roi instituez; & mandera au Bailli & autres Officiers de Tournay & de Tournesis, eux deporter desdits troubles & empêchemens, le tout selon le contenu desdits traités d'Arras, & des lettres de transport, & non autrement.

Item, A été remontré au regard de la Prevôté de Saint-Quentin, des terres

& lieux étans de-là la riviere de Somme, que l'on dit & nomme l'exemption de la Prevôté, que Maître Georges Duret, en poursuivant l'enterinement des lettres sur ce octroyées par le Roi à Monditsieur Duc, bailla l'original d'icelles de bonne foi à Maître Jean de Reilhac, lesquelles depuis n'ont été rendues, pour ce est demandé restitution d'icelles. Monditsieur le Duc de Bourgogne, s'est deporté audit article de l'effet desdites lettres, & du droit qu'il avoit en ladite exemption, au profit du Roi; & ce au moien de certains dons faits par le Roi à mondit Sieur, & dont ils ont été & sont d'accord; mais pource que assez-tost après lesdits transports, le Roi & mondit Sieur étant à Willerlebel, fut supplié le sel de Salins avoir cours en Mâconnois; laquelle chose le Roi avoit octroyée, si le dommage de ce n'excedoit quatre-mille francs. Sur ce point a été remontré, qu'en ensuivant ledit don, & aiant regard, que de toute ancienneté, icelui sel de Salins a eü cours en Mâconnois, & que illec la gabelle du sel doit appartenir à mondit Sieur, par le traité d'Arras, & plusieurs autres causes au long declarées; il plaist au Roi permettre le cours de sel de Salins audit Mâconnois, ainsi que dit est, & défendre le cours de sel de Salins, pour lequel la gabelle aura été reçüe au Pont Saint-Espirit, ou ailleurs, au profit du Roi; & rendre les dommages & interets de mondit Sieur, montant à plus de cent mille francs, à comter de ce que eût valu à mondit Sieur la Gabelle, depuis que ledit traité d'Arras fut fait jusques à present. Le Roi a accordé les greniers à sel à mondit Sieur de Bourgogne & Comté de Mâcon, & pais de Mâconnois, & & lieux & villes roiaux enclavez en iceux, pour lui, ses hoirs, & successeurs, Comtes & Comtesses de Mâcon, comme il appert par les lettres patentes sur ce expediés. Le second point concerne les matieres dependantes du traité d'Arras, & premierement au regard de l'imposition foraine, laquelle se devoit lever en extremitez du royaume, & par ledit traité doit appartenir à mondit Sieur en ses pais. Sur quoi lesdits Ambassadeurs ont fait deux doléances & remontrances. La premiere, que mondit Sieur est troublé en la perception dudit droit. La seconde, de ce qu'on la veut lever & en lieux non accoustumés, & que l'on contraint les Marchands à bailler caution en forme non accoustumée; & mêmeement, qui est chose bien nouvelle & bien étrange, les Officiers du Roi s'efforcent de lever le droit de ladite imposition des dandrées & marchandises, que l'on descend & en pais de Bourgogne, Bar-sur-Seine Auxerrois, Artois, & esdites terres transportées, comme si fussent terres de l'Empire, où esquelles les aides n'eussent cours, & spécialement audit Auxerrois, des biens appartenans à ladite Comté, & en icelles mêmes des lieux voisins. Pource ont requis, que ladite nouvelleté soit ôtée, & que mondit Sieur jouisse de son droit selon la forme dudit traité, & que lesdits Marchands ne soient contraints à bailler ladite caution autrement, que d'ancienneté ils ont fait; à savoir, de décharger les dandrées en aucuns lieux du royaume, auxquels les aides aient cours. Sur cet article a été dit par le Roi, qu'il est & sera content, que la caution qui se baille par les Marchands, à cause de l'imposition foraine, soit en la forme & maniere de toute ancienneté observée, à savoir de décharger les dandrées en aucun lieu du royaume, auquel les aides aient cours de par le Roi, supposé que mondit Sieur par l'octroi du Roi, prenne à son profit icelles aides, sans les faire cautionner de vendre & distribuer lesdites dandrées, & en pais du royaume auxquels lesdites aides ont cours, comme le pais d'Artois, & aussi autres pais appartenans

appartenans , & transportez par le traité d'Arras , & autrement à mondit Sieur , & esquels pais lesdites aides ont cours , le tout sans fraude. Toutefois , si cy-après appert , que d'ancienneté telle n'étoit la maniere de cautionner , le tout sera reduit à la forme & façon de faire , qui se trouvera par les ordonnances roiaux anciennes , & autrement , avoir été gardé & observé. Et à cette fin , & pareillement quant à la Duché de Bourgogne , en laquelle mondit Sieur pretend semblable nouvellété avoir été faite , seront deputez deux Commissaires , l'un par le Roi , & l'autre de la part de mondit Sieur de Bourgogne ; lesquels deux Commissaires verront lesdits ordonnances roiaux , & enquerront quant à l'usage , & autrement , la verité ; & le tout veu , en ordonneront , & appointeront selon qu'ils trouveront être à faire de raison , sans renvoi ou appellation ; & abregueront , decideront , & definiront lesdits Commis , lesdits differends en dedans un an prochain pour tous delais ; & avec ce , fera le Roi ôter tous troubles , nouvelletez , & empêchemens , & consent que mondit Sieur jouisse du droit de ladite imposition foiraine , es pais du royaume à lui transportez , selon que par le traité d'Arras faite se doit ; & seront toutes appellations nises par les sujets de mondit Sieur , de ses villes d'Arras , Saint-Omer , Hesdin , Terouenne , Auxerre , & autres , à cause de ce que l'on leur a voulu faire bailler ladite caution , autrement qu'en ladite maniere accoutumée d'ancienneté , mises au neant , sans amende & sans dépens ; & aussi tous procès mûs & encommencez , quant au principal à l'occasion desdites , & ce qui en depend , tant en la Cour de Parlement , devant les gens des Compates , comme par devant les generaux , qu'ailleurs , tenus en état & surseance jusques à ce que lesdits Commissaires auront lesdits differends appointez , le tout sans prejudice du droit du Roi , & de mondit Sieur de Bourgogne. Et au regard du droit des hauts passages , qui est d'autre nature , les Commissaires ci-après avisez auront pouvoir d'y appointer , & d'en faire jouir mondit Sieur , ainsi que par ledit traité d'Arras appartiendra , en & par toutes les terres roiales , appartenantes à mondit Sieur par ledit traité d'Arras , & aussi es terres delà & deçà la riviere de Somme , appartenantes à mondit Sieur , par le don & transport à lui fait par le Roi.

Item, Touchant les enclaves au Duché de Bourgogne , & aussi touchant aucunes villes & villages des Comtez de Mâconnois , Auxerrois , & de Bar-sur-Seine , desquels mondit Sieur ne jouit pas entierement , ni par la maniere qu'il doit selon la forme dudit traité , & les appointemens depuis sur ce rendus , lesdits Ambassadeurs ont requis , que mondit Sieur soit mis en sa paisible possession desdites villes , villages , & autres droits transportez par ledit traité d'Arras , pour en avoir & lever les profits , & que restitution lui soit faite desdits profits échûs , & perçûs par les officiers roiaux , depuis ledit transport fait , & les empêchemens y mis. Et à cette fin lesdits Ambassadeurs de mondit Sieur ont requis , que l'on ordonne , & commette quatre notables Commissaires , deux de la part du Roi , & deux de la part de mondit Sieur , ausquels sera commis & ordonné , qu'ils se transportent es lieux , dont ils seront requis de la part de mondit Sieur , pour eux informer sommairement des droits pretendus par mondit Sieur , si déjà information n'en est pas faite ; & si information est faite à suffisance , qu'elle soit prestement veuë , & sur icelle faite declaration des droits de mondit Sieur , pour l'en faire jouir incontinent & reellement , selon que par la forme dudit traité

d'Arras appartiendra, sans y garder aucune forme de procès, ou de figure de jugement, ni en faire relation, ni renvoi au Roi, ni à aucuns autres officiers quels qu'ils soient, & nonobstant appellations. Sur cet article a été de par le Roi répondu, qu'il sera content, d'ordonner de la part quatre Commissaires, pour besogner esdites matieres, & les decider avec quatre autres Commissaires, qui seront nommez de la part de mondit Sieur; & si lesdits huit Commissaires n'y veulent ou pouvoient vaquer, les six, à sçavoir, trois du côté du Roi, & trois du côté de mondit Sieur, y pourront vaquer; & si les six n'y veulent, ou peuvent vaquer, les quatre; à sçavoir, deux de chacun côté, y pourront & devront vaquer, & besogner selon la forme declarée audit article.

Item, au regard des troubles & empêchemens, mis es greniers appartenans à mondit Sieur par ledit traité d'Arras, & contraintes faites à plusieurs ses sujets, es pais de Bourgogne, Mâconnois, Charolois, Bar-sur-Seine & Auxerrois, de prendre sel ailleurs qu'esdits greniers, contre la forme dudit traité d'Arras, & à son grand interest & domage. Pourquoi ont lesdits Ambassadeurs requis, que semblablement il y soit pourvû, & tellement que lesdits troubles & empêchemens doivent cesser. Sur quoi a été répondu, que, comme dessus touché, le Roi veut que mondit Sieur jouisse de tout ce qui lui doit appartenir, à cause dudit traité d'Arras; & que tous troubles & empêchemens faits es greniers de mondit Sieur, & contrainte de ses sujets à prendre sel ailleurs, contraires audit traité, soient ôtez; & pour mettre la chose à dûe execution, lesdits Commissaires se transporteront sur les lieux, & sommairement enqueront de la verité, & y tiendront telle & semblable forme & maniere, qu'en l'article precedent, & puis en feront jouir mondit Sieur, si faire se doit, & sans renvoi ou appellation, comme dit est.

Item, Et pareillement iceux Ambassadeurs ont fait remontrances & requêtes, touchant aucunes terres, lieux, & villages étans des Bailliages, & ressorts de Mâconnois, & de Saint-Gengon, & aucunes autres de la Comté d'Auxerrois, & les autres de Bar-sur-Seine, appartenans à mondit Sieur par le traité d'Arras, lequel est empêché en la jouissance d'iceux. Sur cet article aussi a été répondu, que dès maintenant, le Roi declare qu'il veut que mondit Sieur jouisse des villages & ressorts desdits Bailliages de Mâcon, de Saint-Gengon, & aussi des ressorts & villages d'Auxerre, & de Bar-sur-Seine, selon le contenu dudit traité d'Arras, nonobstant tous empêchemens y nuis au contraire; & à cette fin, lesdits huit Commissaires, les six, ou les quatre, en la maniere dessus declarée, auront commission par lettres du Roi & de mondit Sieur, pour entendre, vaquer, & besogner en cette matiere, & la decider ainsi que de raison, & par le traité d'Arras appartiendra, & par la forme & maniere qu'il est déclaré au huitieme article precedent, & en la réponse faite sur icelui.

Item, Que mondit Sieur est troublé, & empêché en la jouissance de plusieurs fiefs & hommages à lui appartenans, à cause dudit traité esdites Comtez, & Bailliages de Mâcon, de Saint-Gengon, & Auxerre, & en leurs ressorts; & spécialement du pais de Beaujollois, qui doit ressortir au Bailliage de Mâcon, dont lesdits Ambassadeurs ont fait doléances & remontrances, afin qu'il y fût pourvû, & qu'il en pût paisiblement jouir. Sur quoi a été dit par le Roi, que comme dessus est déclaré en cas semblable, le Roi ne veut empêcher mondit Sieur en la jouissance

ce des choses contenues en cet article, s'ils lui competent par ledit traité d'Arras ; ains veut que soit donné forme pour l'en faire jouir , si faire se doit. Et pour-
tant le Roi est content , que pareillement lesdits Commissaires aillent sur les
lieux , & sommairement , & sans figure de procès s'informent , pour après y appointer ,
& le tout déterminer & executer , dont auront pouvoir & autorité , non-
obstant comme dessus , en ensuivant le contenu dudit huitieme article , & la ré-
ponse faite sur icelui ; & au regard des autres points & articles , contenus & declara-
rez audit traité d'Arras , iceux Ambassadeurs ont requis au nom de mondit Sieur ,
que ceux qui seront trouvez non accomplis , ou esquels l'on a donné empêche-
ment , & que mondit Sieur n'en aura la connoissance , que lesdits Commissai-
res ordonnez en la maniere dessusdite aient pouvoir d'enquerir sommairement
& sans procès , & sans autre renvoi , delai , ou difficulté , l'en faire jouir non-
obstant toutes contradictions & appellations , comme dessus est dit. Sur cet article
a été répondu de par le Roi , qu'il est content , que mondit Sieur jouisse des cho-
ses contenues & déclarées audit traité d'Arras , & pour appaiser tous les diffé-
rends qui pourroient être , tant à cause dudit traité , que des dependances d'icelui ,
y mettre une fin le plutôt que faire se pourra , seront ordonnez lesdits huit ho-
rables Commissaires ; à sçavoir , quatre de la part du Roi , & autant de la part de
mondit Sieur ; ausquels , ou aux six , ou aux quatre d'eux , sera donné plein pouvoir
& autorité , touchant les differends , & matieres declarées audit traité , pour ,
vûes les informations & procès déjà faits , & les informations qu'il semblera être
à faire , les titres & enseignemens , qui se bailleront d'un côté & d'autre ; & aussi
par inspection des lieux sommairement , & sans forme de procès en appointer ,
juger , & déterminer , & leur jugement mettre à execution dûe , & faire jouir
mondit Sieur de ce qu'ils trouveront à lui appartenir , à cause dudit traité , & des
dependances d'icelui , nonobstant contradictions , ou appellations quelconques ,
& sans en faire aucun renvoi. Et si métier est , commettrons aucuns qui enquer-
ront la verité , & promettra le Roi dès maintenant , non muer lesdites forme & pro-
cedure , & en donner ses lettres patentes en forme dûe ; & pourvû que si lesdits
huit Commissaires n'y veulent , ou peuvent vaquer , les six , à sçavoir , trois du côté
du Roi , & trois de la part de mondit Sieur , y pourront vaquer ; & si lesdits six
n'y peuvent vaquer , les autres , à sçavoir , deux de chacun côté , y vaqueront & be-
sogneront , comme dit est. Le tiers point principal concerne les choses compé-
tans à mondit Sieur le Duc , à cause des Seigneuries qu'il tient , tant au royaume ,
que hors icelui. Et premierement , touchant les limites du royaume , de la Comté
de Bourgogne , & des terres du ressort de Saint-Laurens , qu'iceux Ambassadeurs
ont fait remontrances des procès sur ce faits , pour le fait desdits limites , re-
querant que Commissaires notables , & agréables à mondit Sieur soient ordon-
nez de la part du Roi , & mondit Sieur de sa part en ordonnera en tel & sembla-
ble nombre que fera le Roi , pour juger & déterminer lesdits differends , sans en
faire renvoi , nonobstant contradiction ou appellation quelconque. Sur quoi a
été dit , que le Roi est content que huit Commissaires soient ordonnez , ains
plein pouvoir d'appaiser les differends desdites limites du royaume , & de la Com-
té de Bourgogne , & desdites terres du ressort de Saint-Laurens ; à sçavoir , quatre
de la part du Roi , & quatre de la part de mondit Sieur , és mains desquels seront
mis les procès faits pour les juger par diffinitives ; & s'ils ne sont parfaits & instruits,



les passeront & instruiront, comme il appartiendra, pour les juger & decider, si par autre moien ils ne peuvent être appointez.

Item, Et entant que touche les limites des pais & terres appartenantes à mondit Sieur, joignantes aux Comtez de Flandres & d'Artois, & autres pais du royaume; pour le fait desquels limites, aucuns procès ont été mûs, au moien d'aucunes appellations relevées par aucun particuliers en la Cour de Parlement, requierent lesdits Ambassadeurs, qu'il plaise au Roi tenir, & mettre en surseance tous lesdits procès, à cause du fait desdits limites, pendans, meus, & à mouvoir, sans y être procedé, ni aucun exploit fait par ladite Cour, ni autres officiers du Roi, jusques à long-tems, comme de douze ans, afin que sans procès & sommairement, aucune voie soit avisée, sous le bon plaisir du Roi & de mondit Sieur, par laquelle, ce qui sera en difficulté touchant lesdits limites, puisse être appointé à moindres frais, que fait n'a été au procès desdits limites du Comté de Bourgogne. Sur cet article, le Roi est content de bailler surseance de huit ans, sans par le moien de ladite surseance prejudicier, ni derogier au droit de ressort qui peur, ou doit competer au Roi, ni ladite surseance tirer à quelque possession, ou consequence en aucune maniere, contre le droit du Roi, & de mondit Sieur; & que quand la matiere cherra en procedure, qu'elle soit appointée par Commisaires commis, comme dessus est touché, des autres Commisaires.

Item, Ont iceux Ambassadeurs de mondit Sieur fait doleances des appellations, que l'on reçoit des appointemens & jugemens faits par les quatre principales Loix de Flandres, contre les loix & privileges dudit pais, en troublant sur ce mondit Sieur en la jouissance toute notoire; mêmeement au fait de la marchandise, sur laquelle icelui pais de Flandres est principalement fondé, & pourtant ont requis sur ce leur être pourvéu. Touchant cet article, le Roi a ordonné, & déclaré par ses lettres patentes, lesdites quatre principales loix de Flandres être franches & exemptes de sa Cour de Parlement, & de ses officiers quelconques; & que par droit de ressort, ne pourront & ne devront dorenavant être attraïtes, ni évoquées en ladite Cour, ni ailleurs au royaume, & dudit ressort, fait don & transport à mondit Sieur le Duc, & à ses successeurs Comtes & Comtesses de Flandres, selon le contenu desdites lettres, & ainsi qu'elles le declarent plus à plein.

Item, Ont remontré, que selon le droit du pais de Flandres, la Cour de Parlement ne doit avoir aucunes appellations, des autres loix & Juges de Flandres, *omisso medio*, car le ressort doit premier appartenir à mondit Sieur, & ne doit point mondit Sieur être travaillé de requierir le renvoi à ladite Cour, comme l'en fait pour les ressorts des autres pais du royaume; car l'on ne doit bailler aux sujets de Flandres relèvement en cas d'appel, si l'appellation ne procede immediate du jugement du Comte, ou de la Chambre de son Conseil en Flandres; & pour ce a été requis, qu'il plaise au Roi sur ce donner ses lettres patentes de provilion en forme dûc. Sur cet article, a été répondu de par le Roi, qu'il est convenu, que du contenu audit article soit fait selon les droits & coutumes desdits pais, & ainsi qu'a été de long-tems observé, & que tous troubles & empêchemens faits au contraire soient ôtez.

Item, A été faite remontrance par lesdits Ambassadeurs, des troubles & empêchemens faits és appellations emises és causes de ressort, és terres & châtels

lenies de Lisle, Doüai, & Orchies, en la Chambre du Conseil en Flandres, contre toutes bonnes raisons & moult évidentes, & dont mondit Sieur a été en paisible jouissance de tres long tems, sans aucune difficulté, excepté depuis peu de tems en ça, qu'aucune contradiction y a été mise; requerant sur ce, que lesdits troubles & empêchemens si notoires dussent cesser, attendu que lesdites châtellenies, de leur première & ancienne condition, ont été de la Comté de Flandres, & depuis que le Roi les a tenuës, en faisant & traitant le mariage de feu le grand Duc Philippe, bisaiëul de Monditsieur, elles furent reunies & rejointes audit Comté de Flandres, pour les tenir par ledit Comte en un seul hief avec ledit Comté. Le Roi a accordé & accorde, que dorenavant aucunes appellations, ne soient requës en la Cour de Parlement, procedans des loix & justices, des Châtellenies de Lisle, Doüai, & Orchies; mais se releveront lesdites appellations prealablement en la Chambre du Conseil de Flandres, ou devant le Gouverneur de Lisle, ou celui d'eux, devant qui lesdites appellations de leur droit ordinaire, & sans moien, doivent, & ont accoustumé d'ancienneté ressortir, & être premierement relevées. Et pareillement a été accordé par le Roi, que les appellations, qui sont interjetées audit Gouverneur de Lisle, & de ses sentences & jugemens, soient relevées en premier lieu, en ladite Chambre de Flandres, de laquelle Chambre, ou des sentences, jugemens, ou appointemens d'icelle, s'il en est appellé, les appellations seront relevées, & discutées en la Cour de Parlement.

Item, Pource que le Roi, ni sa Cour de Parlement, n'a aucun interest, si Monditsieur, ou son Grand Conseil, des causes de ses sujets au royaume, connoît en l'Empire: *Et è conträ*, considéré, que l'appellation, & le ressort par ce ne sont empêchez, pour plusieurs raisons, & bonnes considerations, par lesdits Ambassadeurs, remontrées, ont prié & requis, qu'en ce, ne soit fait par le Roi ou ses officiers, aucun trouble, ou empêchement; & que les ressorts, souveraineté, & autres droits, tant du Roi, que de Monditsieur, y soient gardez. Sur quoi le Roi a fait répondre, qu'il est & sera content, que Monditsieur, ou son Grand Conseil, connoisse des causes des païs & sujets, étans au royaume en l'empire, faul la declinatoire des parties, & de celles de l'empire, ou royaume, le tout sans prejudice de souveraineté, & ressort du Roi, quant à ce qui est du royaume, & des droits & souveraineté competans à Monditsieur, en ce qui est de l'empire, & durera ledit consentement, tant que vivront le Roi, & Monditsieur de Bourgogne.

Item, Touchant les quatre-mille livres de rente annuelle, appartenans à Monditsieur, à cause de ses predecesseurs Comtes de Hainault & d'Ostrevant, sur la recette de Vermandois, appartenant au Roi, & dont les arrearages sont dûs de plusieurs années. Sur quoi les Ambassadeurs ont fait plusieurs grandes remontrances, & ont requis jouissance de ladite rente, & paiement des arrearages, comme raison est. Sur cet article, le Roi a fait répondre, qu'il est content, que ses lettres, faisant mention desdites quatre-mille livres de rente, soient vûës par lesdits Commissaires commis, lesquels auront pouvoir d'y appointer & determiner, & en faire la raison à Monditsieur, & icelle mettre à due execution, sans renvoi ou appellation.

Item, Iceux Ambassadeurs ont fait doléances, & remontrances des contraintes faites es sujets & serviteurs de Monditsieur, natifs, aucuns en sa Comté de Bourgogne, & terres situées hors du royaume, les autres du Duché de Bourgogne, &

autres païs de Monditſieur, à faite nouvel, & non accoſtumé ſerment de ſervir le Roi envers & contre tous, & ſpecialement contre Monditſieur, ſans avoir égard à ce que leſdits ſujets ſont vaffaux de Monditſieur; & mêmeſent les aucuns natifs du Comté de Bourgogne; & pource qu'ils en ont été delaïans, jaçoit qu'ils aient ja fait le ſerment de fidelité, en la forme accoſtümée; & qu'ils ont été preſts de ſervir, ſelon la nature & qualité de leurs fiefs. Toutefois Monditſieur de Chaſtillon, & autres officiers du Roi, ont procédé contre eux, par pluſieurs inſolües & déraiſonnables voies, tant de main-miſes en leurs terres & ſeigneuries, & perception des fruits, profits & émolümens d'icelles, aſſauts faits en aucunes deſdites terres, comme en terres d'ennemis, que conſiſcation de corps & de biens, & ont appliqué leſdits fruits à leur ſingulier profit. Et qui plus eſt, ledit ſieur de Chaſtillon a ainſi procédé à l'encontre de Monditſieur le Duc, à cauſe de la ſeigneurie de Fouvans, laquelle lui appartient. Au contenu en cet article, & és articles ſuivans 21. 22. 23. & 24. le Roi eſt content, que toutes & telles voies declarées eſdits articles ceſſent doreſnavant à l'encontre des ſujets & ſerviteurs de Monditſieur, & que la main-miſe és terres deſdits ſujets, & ſerviteurs de Monditſieur, à l'occaſion ſpécifiée audit article, ſoit entièrement levée, & qu'ils en jouiſſent, ainſi qu'ils faiſoient auparavant. Et quant aux fruits d'icelles, reçus par ledit Sieur de Chaſtillon, ou autre, les arreſts & priſes faites, tant par terre que par mer, des fruits de Monditſieur, exprimées eſdits articles, les pertes & dommages enſuivis, que reſtitution en ſoit faite. Et pour y ordonner forme, le Roi y commettra perſonne notable, auquel les commis de Monditſieur ſeront apparoir des choſes deſſuſdites; lequel commis de par le Roi aura pouvoir de pourvoir & appointer touchant leſdites reparations, & reſtitutions; & ſes appointemens & ordonnances on exécutera ſans appel, ou renvoi; & avec ce, le Roi mandera delivrer tous priſonniers franchement, & donnera ſeureté pour tous ſujets des païs de Monditſieur, de pouvoir ſeurement aller, converſer, & peſcher ſans empêchement; au *vidimus* de laquelle ſeureté foi ſera ajoutée, & pareillement reſtitution ſera faite, & ſeureté baillée, aux gens, ſerviteurs, & ſujets du Roi, endommagés & emprisonnés par les gens de Monditſieur de Bourgogne. Et en outre, le Roi a accordé, que les vaffaux & ſujets de Monditſieur, demeurans, & reſidans en ſes païs, & auſſi ſes ſerviteurs domeſtiques, qui ont terres, fiefs, & ſeigneuries au royaume, à cauſe deſquelles ils doivent ſervice, quand le Roi fait mandement general de ſon royaume, pour la deſenſe d'icelui, ne ſeront contraints à faire ledit ſervice en leurs propres perſonnes; mais ſeront quittes & déchargés d'icelui ſervice parmi, baillant, & delivrant par chacun d'eux, autre perſonne, une ou pluſieurs, habiles, & en point pour ſervir, ainſi, & comme la nature & condition des fiefs le requierent; ſemblablement ſera fait au regard des ſujets, vaffaux, & ſerviteurs du Roi.

Item, En outre, ledit Sieur de Chaſtillon, & autres officiers du Roi, ont mis dehors Langres les gens d'Egliſe, aians illec Benefices, pource qu'ils étoient natifs des païs de Monditſieur le Duc, & publiquement deſendu que eux, & autres natifs des païs de Monditſieur ne puiſſent demeurer és lieux de leurs Benefices, ni ailleurs en ſon royaume. Sur ce, le Roi eſt content, que les gens d'Egliſe natifs des païs de Monditſieur puiſſent retourner és lieux de leurs Benefices, & d'iceux paisiblement jouir; & que les fruits perçus à cauſe de leur abſence, faite à

l'occasion declarée , seront entierement restituez par ceux qui les ont reçus. Et de ce , aura pouvoir ledit Commissaire ordonné par le Roi , d'y appointer comme dessus.

Item , Monditieur de Chastillon , & autres officiers du Roi , ont pris les biens de ceux de Valenciennes , és foires de Reims , & d'autres plusieurs notables Marchands & sujets de Monditieur , en passant par la Champagne , & fait plusieurs arrests de personnes , sur les gens de l'hôtel de Monditieur , & autres ses serviteurs , officiers , & sujets , à sçavoir , Monsieur Desternant , Guillaume de Villiers , Maître Jean Jacquelin , le receveur d'Auxois , Jean Gormont , & autres , ausquels n'a été faite restitution de leur perte , interests , & dommages ; avec ce , par aucuns officiers du Roi , fut arrêté sans cause Maître Jean de Jauli , envoyé par Monditieur le Duc devers Monsieur de Calabre , & le Roi d'Aragon , à cause de leur differend , & dont fut fait grande injure à Monditieur le Duc. Sur ce a été répondu , ainsi qu'au vintième article precedent.

Item , Lesdits Ambassadeurs ont requis , que telles voies & contraintes , nouvelles & non raisonnables , quant aux sujets de Monditieur le Duc , dorenavant dussent cesser ; que ladite main-mise és terres des sujets de Monditieur soit entierement levée ; & en telle maniere , qu'ils puissent jouir & user paisiblement , ainsi qu'ils faisoient auparavant , de leursdites terres & seigneuries ; & que les fruits & émolumens d'icelles reçus soient entierement restituez ; & aussi les pertes , interests & dommages , à l'occasion dessusdite , & lesdits gens d'Eglise demeurer à Langres , & ailleurs , sur leurs Benefices , & jouir des fruits d'iceux , comme raison est. Sur ce a été répondu , comme sur l'article precedent , semblablement soit faite restitution entierement des biens pris ausdits sujets de Monditieur , tant de Hollande , Zelande , Brabant , & Flandres , depuis peu de tems en-ça , dont lesdits deputez de Monditieur le Duc ont fait de grandes doléances , & remontrances , afin que lesdits biens fussent restituez , & les corps prisonniers mis à delivrance ; & avec ce , fut restitution faite de leurs pertes , interests , & dommages , & mander par lettres patentes , de cesser dorenavant de ces voies de fait & hostilité. Et pour lesquels lesdits sujets de Monditieur ont eu grands dommages , pour l'empêchement qu'ils en ont eu , en la pescherie du haranc , tant au pais de Hollande , Zelande , Brabant , que Flandres , & Boulogne , & pour avoir prêté provision pour le fait de ladite pescherie qui se passe , qu'il plaise au Roi , octroyer ses lettres de seureté , pour tous les sujets des pais de Monditieur , afin qu'ils puissent seurement pescher , & être sur la mer ; & que au *vidimus* desdites lettres de seureté soit ajoutée ; car il est à douter , que les provisions qui seroient à prendre de Monsieur l'Amiral , ou de son Lieutenant , ne soient trop longues ; & que par ce moien , la harangaison se passera , & se perdra entierement pour cette année. Sur ce a été répondu , comme sur l'article precedent. Aussi ont iceux Ambassadeurs de Monditieur demontre le don à lui fait par le Roi , des aides de Châtel-Chinon , & dont appert par ses lettres verifiées , & lequel don étoit de six ans entiers , mais Monditieur n'en a joui qu'un an , ou deux ans. Pourquoi a été requis , que le plaisir du Roi fût , mander à Messieurs les Generaux , de faire jouir Monditieur desdites aides , le tems de six ans. Sur cet article , le Roi est content , que Monditieur de Bourgogne jouisse des aides pour le terme de six ans , deduit le tems qu'il en a joui , tout selon la forme , & teneur au surplus des

lettres du don déclaré audit article , & ainsi le commandera aux gens de ses Finances. Avec ce , par plusieurs bonnes causes , & remontrances , ont iceux Ambassadeurs de Monditſieur requis , qu'il plaise au Roi évoquer les causes pendantes en ſa Cour de Parlement , entre Jean Boutilhac , & Meſſire Chriſtien , & Jean de Digoine freres , laquelle fut faite pour le tems des diviſions , & par ordonnance de Monditſieur le Duc , Maître Jâques de la Galée , & Meſſieurs de Lalain , & de Montigny , Guerard , le Febvre , & ceux de Bruges , & le Procureur du Roi , joint eſdites causes , évoquer devant lui ; & après , en enſuivant l'abolition faite à Conſlans , & le contenu des lettres , autrefois par le Roi ſur ce octroïées , faire entretenir leſdites lettres d'abolition , & pour plusieurs bonnes causes , par leſdits deputez au long démontrées. Sur cet article , le Roi eſt content , d'évoquer les causes déclarées audit article , devant lui , ou ſon Grand Conſeil , ou devant les Commis à la reformation de la juſtice univerſelle de ſon royaume , & dont Monditſieur le Chancelier de France eſt l'un. Et au regard de la cause de Jean Boutilhac , & le Procureur du Roi joint , à l'encontre de Monsieur Chriſtien de Digoine , à cause de la priſe dudit Boutilhac , en enſuivant le traité de Conſlans , & l'abolition ſur ce faite , renvoyer leſdits de Digoine , & impoſer ſilence audit Boutilhac , & Procureur. Et au regard des causes deſdits de Lalain , parce que leſdites causes dependent des matieres des limites deſſuſdits , eſquels a été baillé ſurſeance , donner main-levée de leurs biens arrêtez & empêchez à cette occaſion ; & que d'iceux biens , qui ſont es mains des Commis , ou de ceux qui les doivent , & qui écherront ci-après , ils jouiſſent paiſiblement , juſques à ce que par leſdits Commiſſaires commis ladite queſtion des limites ſoit appointée , & décidée ſelon la forme deſſuſdite , pourveu qu'eux , & tous leurs biens , demeureront obligez & executables , pour finir & accomplir ce qu'il appartiendra de leur part , le jugement deſdits Commiſſaires , donné & rendu en cette partie. Et quant aux appellations interjetées par Guerard , le Febvre , ou autres , des jugemens , & ſentences de ladite loi de Bruges , elles ſeront miſes au neant , & les parties renvoyées devant ladite loi , ainſi & que ſelon le contenu des lettres octroïées par le Roi , touchant l'exemption des quatre principales loix de Flandres , faire ſe doit.

Item, Qu'il plaiſe au Roi , de bailler ſes lettres patentes , par leſquelles toute poursuite ſoit interdite à toujours , au Sieur de Torci , & ſes hoirs , & aians cause , touchant certain arreſt par lui obtenu , contre ſeu le ſieur de Saveuſe , contre la teneur du traité d'Arras ; & lequel arreſt a été , depuis qu'il fut donné , mis en ſurſeance , juſques au trépas du ſeu Roi , & par le Roi , qui eſt à preſent , juſques à quinze ans , à commencer en l'an ſoixante. Le Roi répond , que ladite ſurſeance de quinze ans ſ'entretiendra , & qu'après leſdits quinze ans expirez , encore ſera tenuë l'exécution dudit Arreſt en ſurſeance , ſans aucunement être executé , juſques à vint ans enſuivans ; & néanmoins dès maintenant , & auſſi leſdits vint-ans paſſez , le Roi & Monditſieur , demeureront quant à ce , & du droit qui à chacun d'eux peut competer , en leur entier.

Item, Ont été faites remontrances & doleances au long , par leſdits Ambassadeurs de Monditſieur le Duc , touchant la denegation deſ mandemens en cas d'appel , & autres provisions de juſtice , és officiers & ſujets de Monditſieur ; & mêmeſement quand ſes officiers ont appellé , & requis proviſion pour la conſervation de ſa juſtice & ſeigneurie , & de ſes droits , requerant ſur ce doréſnavant convenable

convenable provision leur être faite. Sur cet article , le Roi commandera à tous ses Officiers , même à ceux qui tiennent les Chancelleries , que bonne & brève justice , soit faite aux sujets de Monditſieur , & que toutes lettres & mandemens de justice , en cas d'appel , ou autrement , leur soient octroyées ſans difficulté ; & tellement qu'un chacun connoiſſe , que le Roi veut les ſujets de Monditſieur être bien , & en bonne justice traités.

Item, Ont leſdits Ambaſſadeurs requis , qu'il 'plaiſe au Roi , faire Monditſieur jouir des terres , ſeigneuries , & droits par lui transportez , & de lui bailler nouvelles lettres de ratification deſdits transports ; & que par icelles lettres , les troubles & empêchemens faits au contraire ſoient déclarez nuls , & de nulle valeur , ou au moins rappelez , & mis au neant , & tellement que Monditſieur puiſſe demeurer paisible jouiſſant , du contenu aux lettres d'icelui transport. Le Roi ſera content de confirmer tous les transports , par lui faits à Monditſieur , ſelon leur forme & teneur , & tout le traité de Conſlans , entant que Monditſieur peut toucher , & de ce en bailler ſes lettres patentes , en forme dûe , & contenant les clauses à ce appartenantes ; & que leſdites lettres ſeront veriſiées , & enregiſtrées par tout où il appartiendra.

Item, Ont requis qu'il plaiſe au Roi , avoir égard aux grands dommages , & intereſts , ſoutenus par Monditſieur , & ſes ſujets , au moien des troubles & empêchemens faits de la part du Roi , és cas , & en la maniere ci-deſſus déclarez , que l'on pourroit loialement eſtimer à plus de deux cens mille écus d'or. Sur ce point a été dit , que des intereſts , & dommages des ſujets de Monditſieur , le Roi ſera faire reſtitution , comme deſſus a été répondu & déclaré. Et pareillement aux ſujets du Roi , ſera faire Monditſieur le Duc reſtitution , ainſi que ci-devant eſt exprimé.

Item, Plaiſe au Roi , défendre au Bailli de Sens , de non recevoir doréſnavant ; les appellations , ni bailler relèvement en cas d'appel , aux ſujets du Duché de Bourgogne , attendu que ladite Duché , eſt la premiere pairie de France , à cauſe de laquelle Monditſieur , & ſes ſujets , ne doivent par appel ſortir ailleurs qu'en Parlement , ſi bon ne leur ſemble. Le Roi a accordé ledit article.

Item, De non empêcher doréſnavant , les Bailli , Juges , & Officiers de Monditſieur , de prendre connoiſſance des ſujets d'icelui Duché , ſous ombre que leſdits ſujets ſe ſont bourgeois de Ville-neuve-le Roi ; & qu'il ſoit défendu audit Bailli de Sens , & à tous autres , de bailler gardes , & debits aux ſujets de Monditſieur en ſondit Duché , ſous couleur de ladite bourgeoisie : le Roi a auſſi accordé le contenu audit article.

Item, Qu'il plaiſe au Roi octroyer ſes lettres patentes , & déclarer par icelles , que toutes exécutions qui ſe feront par vertu du ſcellé dudit Duché , portent main-garnie , ſelon , & enſuivant le privilege dudit ſcellé , & nonobſtant appellations à faire , & ſans préjudice d'icelles. Le Roi ſemblablement a accordé le contenu audit article.

Item, Et ſemblablement , que toutes complaints , en cas de nouveleté , qui ſeront données par Monditſieur en ſondit Duché , & autres ſes païs , tenus du royaume , ou par les Juges eſdits païs , qui peuvent & ont accoutumé bailler leſ-

edites complaints, soient executées, & fournies réellement, & de fait, & par les executeurs d'icelles, nonobstant quelconques appellations, & sans prejudice dicelles: Aussi le Roi a accordé le contenu en icelui article.

Item, Jaoit que les villages de Digrandes, Maillay, Saint-Guilleu, Duvay, & autres joignans d'iceux, soient nûement du Duché de Bourgogne, appartenans à Monditsieur, & ressortissans au Bailliage d'Autun. Toutesfois les officiers du Roi se sont entremis de les faire ressortir à Lion, tant en justice comme en aides, au prejudice de Monditsieur; & aussi contre le traité d'Arras, par lequel tous les profits, & droits roiaux, és Bailliages de Màcon, & de Saint-Gengon tant seulement, & pour ce, feu Monsieur le Duc en fit complainte à feu le Roi Charles, & depuis au Roi qui est à present; & fut avisé, que Messire Guichard Bastier, Juge mage dudit Lion, s'informerait de la verité, & l'information vûe, y seroit appointé; laquelle information a été faite par ledit Messire Guichard. Et pourtant requierent lesdits Ambassadeurs, que ladite information soit vûe, & visitée par lesdits Commissaires, qui seront ordonnez pour les autres matieres dessus declarées, pour après appointer & rétablir Monditsieur sur le fait desdits villages, dont il a été desappointé à tort, & sans raisonnable cause, au cas toutefois que ladite information soit suffisante pour ce faire; autrement y soit procedé par lesdits Commissaires, en la maniere dessusdire. Sur cet article a été répondu, que ladite information sera mise és mains desdits huit Commissaires, pour en faire selon le contenu audit article, & ainsi que de raison appartiendra.

Item, Et pource qu'il y a aucuns articles, qui ne se peuvent presentement executer, mais convient qu'ils soient vuidez, decidez, & determinez par Commissaires aians ample pouvoir par le Roi, & Monditsieur par main commune, & que pour ce faire, convient aussi avoir tems convenable. Et pourta être, que jaoit que lesdits Commissaires aient ample pouvoir du Roi, & de Monditsieur, pour determiner les affaires & matieres à eux commises; néanmoins pour les difficultez qui pourroient survenir entre-eux, tant en la connoissance, comme à faire la declaration du droit des parties, & en l'execution réelle qui se devoit faire, lesdites matieres demeureroient en delai. S'il plaît au Roi, il baillera, & fera expedier ses lettres, & Monditsieur les siennes, par lesquelles sera accordé d'une part & d'autre, que audit cas iceux Commissaires, s'ils sont en discorde & différend, pourront élire, & choisir un sur-arbitre, personne suffisante qu'ils avisent, non être suspecte, ou favorable à l'une des parties, ni à l'autre; auquel super-arbitre, ils communiqueront, & declareront leurs difficultez & différends; & après qu'il aura été du tout instruit, il declarera son opinion selon sa conscience, & sans quelconque faveur; & selon icelle, sera jugé & appointé selon l'avis de ceux desdits Commissaires, qui seront de l'avis desdits super-arbitres, nonobstant la contradiction des autres, sauf toujours la plus grande & saine partie, en nombre de personnes, & d'opinions desdits Commissaires, par l'avis de laquelle plus saine partie, en nombre de personnes, la chose se decidera, determinera, & demeurera valable, tout ainsi que si par tous lesdits Commissaires, & d'un commun accord, elle auroit été faite. Et encore si iceux Commissaires ne peuvent accorder entre-eux d'élire ledit super-arbitre, en ce cas, ceux du Roi seront tenus de nommer deux personnes notables, & ceux de Monditsieur seront tenus d'en

nommer deux autres ; & lesquels ainsi nommez , ne seront natifs , ou sujets du Roi ; ni de Monditsieur , ni aussi suspects aux parties ; desquels quatre , ainsi élus & choisis , sera l'un élu par sort & gît de fortune , sans fraude , barat , ni mal-engin ; & celui à qui surviendra & écherra ledit sort , sera & demeurera , superarbitre , pour faire en cette partie , en la maniere que dit est ; & si les Commissaires qui seront ordonnez pour le Roi , ne sont d'accord à consentir , de choisir & élire le superarbitre , en la maniere devant déclarée ; en ce cas , les Commissaires de Monditsieur , le pourront faire sans ceux du Roi ; & au contraire , si lesdits Commissaires de Monditsieur , n'en sont d'accord , ceux du Roi le pourront semblablement faire , sans ceux de Monditsieur . Et laquelle élection , & ce que par vertu d'icelle sera fait és mains dessusdites , sera aussi valable , & sortira tel effet , comme si par tous lesdits Commissaires d'un côté & d'autre , & de commun accord , la chose étoit faite . Et pourront lesdits Commissaires d'un côté besogner en cette maniere , au deffaut , & refus des autres Commissaires de l'autre côté , & de proceder avec ledit superarbitre , tout ainsi comme si tous lesdits Commissaires étoient ensemble ; & tout ce qui sera fait , appointé , & executé esdites matieres en la maniere dessusdite , sera & demeurera bon , & valable perpetuellement & à toujours , & lesquels Commissaires , & chacun d'eux jureront , & feront serment solennel , de besogner , vaquer , & entendre és choses dessusdites , par la maniere que dit est , & de garder loialement le droit de chacune partie , & d'y proceder sans delai , ou interruption , & sans alleguer aucune excuse , excepté de mort ou de maladie ; au lieu de laquelle excuse audit cas , sera mis un autre Commis par celui qu'il appartiendra , lequel Commis procedera avec les autres , selon la forme & maniere dessusdite . Le Roi a accordé le contenu audit article , toutes les provisions , & réponses sur chacun article , ainsi que ci-devant sont écrites , spécifiées , & déclarées , ont été accordées & acceptées , par le Roi & Monditsieur le Duc de Bourgogne , eux deux étant en la ville de Peronne , le quatorzieme jour d'octobre l'an 1468.

SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amez & feaux Chancelier , & gens de nôtre Grand Conseil , les gens de nôtre Parlement , gens de nos Comtes , Tresoriers de France , Generaux de la Justice , Baillifs , Senéchaux , & à tous autres nos justiciers , & officiers quelconques , presens & à venir , leurs Lieutenans , & à chacun d'eux endroit soi , & si comme à lui appartiendra , que le contenu en ces presentes , & aussi és articles , & appointemens ci-dessus specifiez & declarez , ils entretiennent , gardent , observent , & accomplissent , & par ceux qu'il appartiendra , fassent entretenir , garder , observer , & accomplir de point en point inviolablement , & sans faire ni souffrir faire , aucune chose au contraire ; & même ment ausdits gens de nôtre Grand Conseil , & ausdits gens de nôtre Parlement , gens de nos Comtes , Tresoriers , & Generaux de la Justice , que celdites presentes , & tout le contenu en icelles , & esdits appointemens , ils publient & enregistrent , & les fassent publier & enregistrer par tout où il appartiendra , nonobstant quelconques ordonnances par nous faites , ou à faire , de non aliener , ou mettre hors de nos mains le domaine de nôtre Couronne , les peines & astrixtions indites , & sermens faits par les gens de nôtre dit Parlement , lesdites gens des Comtes , & autres nos Officiers quelconques , & lesquels ils ont pu faire en general & en particulier , sous quelconques formes de paroles qu'elles soient faites ou écrites , par lesquelles

l'on voudroit, ou pourroit empêcher l'effet, accomplissement, & entretenement de celdites presentes, & desdits appointemens; & lesquelles ordonnances, restrictions, promesses, obligations & sermens, Nous, pour le bien de paix, ne voulons derogier, ni prejudicier aux choses desluidites, & desdites promesses, sermens, & autres obligations que nosdits Officiers pourroient avoir envers nous, au contraire de ce que dit est, nous les tiendrons, & tenons par celdites presentes, & en accomplissant le contenu en icelles, pour quittes & suffisamment déchargés; & pource que de celdites presentes l'on pourra avoir affaire en plusieurs lieux, nous voulons qu'au *vidimus* d'icelles, fait sous scel roial, & collationné, & signé par l'un des Greffiers de nôtredit Parlement, ou de ladite Chambre des Comptes, foi soit ajoutée comme à l'original. En témoin de ce, nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre scel. Donné audit lieu de Peronne, le quatorzieme jour d'octobre, l'an de grace, mille quatre-cens soixante-huit, & de nôtre regne le huitieme. *Sic signatum*, Par le Roi en son Conseil, J. de la Loche. *Acta, publicata & registrata, presente & consentiente Procuratore generali Regis, Parisiis in Parlamento, secunda die martii, anno millesimo quadringentesimo sexagesimo octavo, Brimat. Extractum à Registris Ordinationum regiarum in Curia Parlamentii registrarum*, Du Tillet. *Collatio facta est.*

Suisses.

Traité entre le Roi Louis XI. & les Suisses. L'Alliance entre la France & les Suisses, ayant duré depuis près de deux-cens cinquante ans, sans aucune interruption, on a jugé à propos de mettre tous les traités faits avec eux de suite. On les trouvera après les traités faits avec la Lorraine jusques à présent. Voir la Table.

DECLARATION DU ROI LOUIS XI. CONTRE CHARLES, dernier Duc de Bourgogne, sur l'avis des Princes de son sang, & autres notables assemblez à Tours, par laquelle il est déclaré, que lesdits notables auroient été d'avis, que à cause des conspirations dudit Duc de Bourgogne, contre ledit Roi Louis XI. il étoit quitte, & déchargé des promesses qu'il lui auroit fait par le traité d'Peronne, & autrement; & que ses terres & seigneuries lui doivent être confiscuées. Et par même moyen, les Princes furent déclarerz quittes, & déchargez des scelez & promesses, que du scû dudit Roi Louis ils lui auroient faites. A Amboise l'an 1470. le 3. Decembre.

*Bourgogne.
1470.
2. decemb.*

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France. A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Pource que de la part de nôtre Procureur general, & des Princes & seigneurs de nôtre Sang, gens d'église, nobles, marchands, & autres personnes de divers états de nôtre royaume, nous a été remontré, que depuis aucun tems en çà, nôtre cousin le Duc de Bourgogne, mauvaisément, & comme desobeissant, & entreprenant grandement à l'encontre

de nous, & de nôtre souveraineté, a mis lûs plusieurs gens en armes, & a tout grand nombre de gros navires, garnis d'habillemens de guerre, fait partir de ses pais, & venir és havres en nos pais, & Duché de Normandie, où ils se sont efforcez faire diverses invasions, & voies de fait contre nous, nos sujets, & bienveillans, en proférant les plus rudes, injurieuses, & outrageuses paroles qu'ils pouvoient de nôtre personne, sans eux en vouloir deporter, pour quelque requête, ou remontrance qui leur fut faite; mais en continuant leurs mauvaises, & par grandes hostilité, armez & embâttonnez, vinrent courir lûs à nos gens, & sujets, bouterent le feu és navires & maisons, tuèrent, & meurtrent les aucuns, & les autres prirent, & firent prisonniers, en intention de vouloir appliquer, & usurper à eux la seigneurie, & tout le pais, si nos loiaux & feaux, à l'aide de Nôtre-Seigneur, n'y eussent résisté. Et avec ce, nous a été remontré comment ledit Duc de Bourgogne, en démontrant vouloir de demeurer nôtre perpetuel ennemi, & de la Couronne, a pris la Jartiere, & Ordre de nôtre ancien ennemi Edoüard de la Marche Anglois, & porte son enseigne, qui est la croix rouge, & avec lui fait, & contracté diverses alliances indûtes, & à lui non permises, & contraint nos sujets & vassaux, à lui faire serment, & promesse de le servir envers & contre tous, sans vouloir que en ce, aucunement nôtre personne fut exceptée. Et qui plus est, avoir écrit ledit Duc de Bourgogne à ceux de Calais certaines lettres, par lesquelles il declare évidemment le mauvais, damnable, & detestable vouloir qu'il a dès pieça eu, & a de present à nous, & à la Couronne de France, & la grande & singuliere amour, & affection qu'il a eüe ausdits Anglois, afin que toujours ils prosperassent : Nous a été aussi par les deslûs-dits exposé, que sans cause raisonnable, ledit Duc de Bourgogne, en contrevenant à la seureté par lui baillée à tous venans à la Foire d'Anvers, a fait prendre reellment, & par œuvre de fait, les biens, deniers, danrées, & marchandises que l'on a pû trouver, que nos sujets avoient menez, & achetez à ladite foire d'Anvers, & ailleurs en ses pais. Et depuis encore sans connoissance de cause, & sans demander, ni faire demander justice à nous, ni à nos Juges, ainsi qu'il est tenu de faire, comme nôtre vassal justicier & sujet, a donné, & contre toute forme de justice, lettres de marques à un nommé Jâques de Saveuse, Chevalier, sur nosdits sujets, a mandé vendre, & adenerer leurs marchandises, pour restituer ledit de Savcuse de certains biens qu'il diroit être demeurez en la ville de Blois, de la succession de feu Jean de Saveuses, laquelle il maintient lui devoir appartenir; jajoit ce que à cause de icelle succession, soit procès pendant indecis aux requêtes de nôtre Palais à Paris; & desdits biens l'on ne peut pretendre quelque querelle sur les biens de nosdits sujets, à qui la matiere ne touche en rien, avec plusieurs autres entreprises sur les droits, & autoritez de la Couronne de France, & nôtre seigneurie. Et en ce, & autrement traitant, & pourchassant par maintes, mauvaises, & iniques voies, plusieurs maux, seditions, guerres, rebellions, & desobeissances contre nôtre dit royaume, & la chose publique d'icelui, & dont si provision n'y étoit donnée, s'ensuiviroient inconveniens irreparables, & la subversion de la justice, & de toute la paix, & tranquillité d'icelui royaume. Et avec ce, ledit Duc de Bourgogne n'a fait, tenu, ni accompli plusieurs choses, que par traitez il étoit tenu de faire,

& qu'il avoit solennellement promises & jurées. Parquoi raisonnement, nous, & tous les Princes & seigneurs de nôtre Sang, sont quittes, & deliez du tout de l'effet & contenu esdits traitez. Requerant, & pour donner exemple à tous autres, que par nous fut sur ce pourveu de remede convenable, & tel que au cas appartient; & combien qu'après lescdites remontrances, aions longuement différé, & patiemment toleré lescdits outrages, toutesfois parce que de plus en plus les plaintes se continuoient, au moien que de la part dudit Duc de Bourgogne, les detestables maux se multiplioient, & accroissoient de jour en jour, avons, pour en ces matieres proceder, par grande & meure deliberation de Conseil, fait assembler en nôtre ville de Tours aucuns des Princes, & seigneurs de nôtre Sang, Prelats, Comtes, Barons, & autres Nobles, & gens notables & de conseil; C'est à sçavoir, nôtre tres-cher & tres-ami oncle, le Roi de Sicile, nôtre tres-cher & tres-ami frere & cousin, le Duc de Bourbon, nôtre tres-cher & tres-ami fils & cousin, le Marquis du Pont, nôtre tres-cher & ami cousin, le Comte d'Eu, nôtre tres-cher & ami cousin, l'Archevêque & Comte de Lion, nos tres-chers & amez cousins, les Comtes de Guise, & du Perche, Baron de Beaujeu, & Comte Dauphin d'Auvergne, nôtre tres-cher & ami cousin, le Comte de Saint-Paul, Connétable de France, le Chancelier, nôtre tres-cher & ami cousin le Comte de Dunois, & nos amez & feaux cousins & conseillers, l'Evêque & Duc de Langres, Pair de France, les Evêques d'Avranches, de Soissons, & de Valence, le Comte de Vaudemont, le Comte de Dammartin, Grand-maître d'Hôtel, le Sire de Rohan, les Sires de Loheac, & de Gamaches, Maréchaux de France, le Comte de Roussillon, Admiral de France, les Sires de Chastillon, de Craon, de la Forest, de Briquibec, de Maulevrier, Grand Senéchal de Normandie, de Cursol, du Lude, Maître Jean le Boulanger, President, Jean de Lorraine, Gaston du Lion, Senéchal de Toulouse, Gui Pot, Chevalier Bailli de Vermandois, Jean de Sallezart, Chevalier, Sire de Saint-Just, Guillaume Cousinot, Chevalier, seigneur de Montreuil, Saladin d'Anglure, Seigneur de Nogent, . . . N . . . de Beaumont, sieur de Bresuire, Jean du Fou, Grand Echançon, Olivier de Bron, seigneur de Maraudoie, Tristan l'Ermite, Chevalier, Prevost des Maréchaux, May de Houlfort, Bailli de Caën, Maître Jean de Ladrieche, President de nos Comptes, & Tresorier de France, Pierre Doriole, & Jean Hebert generaux de France, Jean de Popincourt, President desdits Comptes, Pierre Poignant, Jacques de Baternai, Regnault des Dormans, Adam Fumée, Simon Davy, & Jean Gerard, Maître des Requêtes ordinaires de nôtre Hôtel, Guillaume Compains, Pierre Salat, Pierre Gruel, President du Dauphiné, Aubert de Vailly, Raporteur de nôtre Chancellerie, Jean Choïart Lieutenant-Civil, Bernard Laureti, nôtre Avocat en nôtre Cour de Parlement à Toulouse, Lویی Astales, Jean du Molin, Charles Astars, Chevalier, & Guillaume de Cerisay, Greffier de nôtre Cour de Parlement à Paris: Es presences desquels bien au long, particulièrement, & à la verité lescdites desobeïssances, maux, entreprises, griefs, forces, & malveillances ont été recitées, & à toutes fins longuement, & grandement debatuës & arguées, ainsi que selon droit & raison appartient, & tellement, & si évidemment que d'iceux nul n'en pouvoit avoir, ou pretendre ignorance. Et ce fait, & les matieres entendues, & ce que à icelles servir pouvoit, comme traitez, lettres,

scellez, & appointemens vûs, & lûs publiquement, demandée opinion à un chacun, de ce que selon Dieu, raison & justice, touchant les choses dessusdites, nous devions, & étions tenus de faire. Et considéré que desdits faits en la graigneur partie, la verité est scûe & connuë par notoriété de fait, & parce qu'il en est fame publique, & commune renommée, & que plusieurs des opinans ont à l'œil veu, & connu partie desdites entreprises, invasions, voies de fait, desobeïssances, infidelitez & outrages, & semble à tous concordablement, & sans discrepance, ou diversité aucune; & ainsi l'a dit chacun par son opinion, & en sa conscience, que par disposition de tout droit, & aussi par honneur; & selon raison, que nous étions, & sommes quittes & déchargez de toutes promesses, & autres choses dont au moien des traitez de Peronne, & autrement, ledit Duc de Bourgogne pourroit dire, pretendre, ou maintenir, nous avoir été tenu obligé, & qu'il avoit envers nous tres-grandement mépris & offensé, en faisant les hostilités, desobeïssances, invasions, voies de fait, entreprises induës, & autres griefs, & torts par lui perpetréz; & que à l'occasion d'iceux toutes ses terres & seigneuries sont & doivent à nous être forsaïtes & acquises, & que pour tant Nous, qui sommes le chef & souverain, & protecteur de la Couronne de France, & des droits roiaux, veu les sermens que nous avons faits comme Roi à nôtre Sacre, ne pouvons, ni devons honnêtement dissimuler, ni différer d'en faire punition; mais à icelle proceder vigoureusement, & à puissance & autorité royale, comme contre rebelles, desobeïssans, & malveillans à nous, & à la Couronne de France appartient; offrant d'eux-mêmes, & sans requête aucune, nosdits oncle Roi de Sicile, Duc de Bourbon frere, & autres nos cousins, Barons & Seigneurs, chacun particulièrement, & en son endroit, veu l'enormité des outrages dessusdits, nous y servir, aider, & secourir de leurs personnes, & de toutes leurs puissances; laquelle opinion & deliberation concordable par devers nous rapportée, Nous considerant que en consistoit public, & es presences l'un de l'autre, elle avoit été faite & declarée, pour de plus en plus, & de mieux en mieux, être conseillé en cette partie, & nous y conduire par tres-meur & parfait avis & conseil, requis-mes à tous ceux qui de cette deliberation étoient, que derechef voulsissent penser à la matiere, & après que encorés y autoient meurement pensé, retourner chacun à part lui, & de son liberal arbitre, & devant Tabellions publics, en dire ce que en honneur & conscience, & sans faveur quelconque, leur sembleroit, & que nous voulsissent loiaument conseiller de ce que nous aurions à faire, & depuis par divers intervalles, es presences desdits Tabellions, ont dit, opiné, deliberé, & nous ont conseillé comme dessus, & sans varier, & changer en aucune maniere, comme par lesdits Tabellions nous a été relaté & rapporté: Oûi lequel rapport, pource qu'étions souvenans, que de nôtre congé par nosdits oncle, frere, neveu, & cousins, & autres, certains scellez avoient été baillez audit Duc de Bourgogne, mémement par nosdits oncle, frere, & neveu, nous pour de toutes parts honneur garder, & nous mettre en devoir, & en la présence de nôtre dit oncle le Roi de Sicile, à qui le cas touchoit, ordonnâmes, que conseil, & deliberation fussent tenus, si nôtre dit oncle, nôtre dit frere de Guienne, nôtre dit neveu de Bretagne, & autres nos freres & cousins, étoient quittes des scellez, qu'ils par nôtre scû avoient bail-

lez audit Duc de Bourgogne ; & afin d'y deliberer seurement & sainement ; nous fismes plus acerter , & meurement debatte ladite matiere que n'avions nôtre fait propre , lire , & exposer le contenu dudit scellé , par le double d'ice-lui , & iceux tous , & par opinion unique , & d'un commun accord & delibe-ration , dirent , opinerent , delibererent , & prirent sur leurs consciences , pre-sent nôtre dit oncle le Roi de Sicile ; & lesdits Tabellions , que icelui nôtre oncle , nôtre fiere de Guienne , nôtre neveu de Bretagne , & autres , étoient par honneur , & selon raison , quittes , francs , deliez , delivrez , & dechargez de leursdits scellez , & en leur entier & liberal arbitre , comme ils étoient devant iceux baillez. Desquelles deliberations , avis , & consaulx ont été ces presentes lettres octroïées , ausquelles nous avons fait mettre , & apposer nôtre scel. Donné à Amboise le tiers jour de Decembre , l'an de grace mille quatre-cens soi-xante-dix , & de nôtre regne le dixieme. Et est écrit sous le repli : *Ego Tho-mas de Mardeaux , Clericus Redonensis Diocesis oriundus , in legibus licentia-tus , auctoritate apostolica Notarius juratus & Tabellio publicus , Principum , Prelatorum , Comitum , Nobilium , & Consiliariorum deliberationibus , & opi-nionibus pranarratis , una cum Venerabilibus Notariis publicis scriptis præ-sens fui , illasque fieri vidi & audiui , instrumentaque publica , secundum quæ hæc coram nobis Notariis gesta sunt , confeci. Idcirco huic Litterarum Regiarum margini signum meum meum consuetum , in testimonium veritatis , unâ cum signis & subscriptionibus dictorum Notariorum subscriptorum apposui , requisitus & rogatus. Ainsi signé , de Mardeaux. Ego Petrus de Rennes , Clericus Andegavensis Diocesis oriundus , in Legibus Baccalaureus , publicus auctori-tate apostolica Notarius & Tabellio juratus , Principum Prelatorum , Comi-tum , Nobilium & Consiliariorum deliberationibus , & opinionibus pranarratis , una cum venerabilibus Notariis publicis supra , & infra scriptis præsens fui , illasque fieri vidi & audiui , instrumentaque publica , secundum quæ hæc sin-gula coram nobis Notariis gesta sunt , confeci. Ideoque huic Litterarum Regiarum margini signum meum consuetum , & in testimonium veritatis , unâ cum signis & subscriptionibus dictorum Notariorum apposui , requisitus & rogatus. Ainsi signé de Rennes. Ego Guillelmus Saintier Clericus Tyronensis , in Decretis Baccalau-reus , auctoritate apostolica Notarius juratus & Tabellio publicus , Principum , Prelatorum , Comitum , Nobilium , & Consiliariorum deliberationibus , & opinio-nibus pranominatis , unâ cum Venerabilibus Notariis publicis supra scriptis præsens fui , illasque fieri vidi & audiui , instrumentaque publica , secundum quæ hæc singula coram nobis Notariis gesta sunt , confeci , ideo huic Litterarum regiarum margini , signum meum consuetum in testimonium veritatis , unâ cum signis , & subscriptionibus dictorum Notariorum apposui requisitus & rogatus, Ainsi signé , Saintier. Et signées sur le repli , Par le Roi en son Conseil , Roland. Sur le dos ; Copie de la Declaration faite à Amboise par le Roi le tiers jour de decembre 1470.*

POUVOIR DONNE' PAR CHARLES, DUC DE BOURGOGNE.
à Claude de Dinteville, pour avec les Commissaires du Roi aviser à l'exécution de la Treve ci devant faite entre eux, à Abbeville le 28. juin 1471.

CHARLES, par la grace de Dieu Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Limbourg, & de Luxembourg, Comte de Flandres, d'Artois, de Bourgogne, Palatin de Hainaut, de Hollande, de Zelande, & de Namur, Marquis du Saint Empire, Seigneur de Frise, de Salins, & de Malines: A tous ceux qui ces presentes Letres verront, Salut. Comme en traitant, & accordant la trêve, seür état, & abstinance de guerre nouvellement prise entre Monsieur le Roi & nous, commençant le dixieme jour de ce present mois, & finissant le premier jour de mai, que l'on dira mille quatre-cens soixante-douze prochain venant, icelui jour inclus, la presente trêve encore durant demeurant en sa force & vertu, ait été entr'autres choses, & sous les obligations & alstractions de ladite trêve, traité, consenti & accordé, que Monditieur le Roi remettra dès maintenant en nos mains toutes les villes, places, & terres, qui par lui, ou ses gens ont été prises, & occupées en nos duché, comté, & pais de Bourgogne, Charolois, Mâconnois, Auxerrois, & de Liege, en l'état qu'elles étoient au tems d'icelle treve nouvellement prise; & à cette fin enverra incontinent Monditieur le Roi sur les lieux gens & commis de par lui, aians ses lettres patentes de pleine puissance & commission, pour faire bailler & delivrer à nous, ou à nos gens, commis & deputez, lesdites villes & places étans és mains de lui, ou de seldits gens, en nosdits duché, pais & comté de Bourgogne, Charolois, Mâconnois, Auxerrois, & Liege. Et pour ce que nous maintenons aucunes desd. villes, places & terres, avoir été prises & occupées par lesdits gens de Monsieur le Roi depuis & pendant ladite treve, qui finira ledit quatrieme jour de juillet prochain, & que par ce elles nous doivent être restituées sans charge de les rendre, ni remettre en la main de Monditieur le Roi; ait été aussi apointé que de la part de Monditieur le Roi sera ordonné un commis, & de nôtre part un autre; lesquels deux commis s'informeront par lettres, têmes, & autrement dûement du tems & des jours que lesdites villes, places, & terres ont été prises, rendues, & occupées, & aussi sans prejudice d'icelle treve, du tems que ladite treve derniere encore durant a été publiée, ou seüe és marches d'icelles villes & places; laquelle information, & tout ce que par lesd. deux commis aura été fait & trouvé, sera raporté à la prochaine jounnée & convention, qui se tiendra des gens commis de Monditieur le Roi, & des nôtres, lundi après la mi-aoust prochainement venant, & des villes & places, qui par lad. information, seront trouvées avoir été prises & rendues durant ladite treve, nous ne serons tenus de faire aucune restitution en fin de cette nouvelle treve, & pour sçavoir en particulier lesquelles d'icelles villes & places ont été prises durant lad. treve, ladite information & les lettres d'icelle treve seront vûes par les commis & deputez à ladite assemblée d'une part & d'autre, & de ce qu'ils trouveront par ladite information, sera faite declaration à ladite assemblée, & acte signé de secretaïres de Monditieur le Roi & de nous, toutes les villes & places qui par les gens de Monditieur le Roi ont été prises sur nous, ou nos gens devant lad. treve nouvellement prise, & qui nous seront restituées de la part de Monditieur

Bourgo-
gne.

1471.
28. juin.

Le Roi, ou qui par nos gens, ou autres à notre profit, auroient été prises sur les gens d'icelui Monsieur le Roi durant icelle treve, nous serons tenus les rendre & restituer à Monditſieur le Roi, ou à ſes gens, commis & deputez à la fin de ladite treve preſentement accordée, qui finira ledit ptemier jour de mai prochain; Sçavoir faiſons, que nous conſiant à plein és ſens, prudence, loiauté, & bonne diligence de notre amé & feal Chevalier Conſeiller & Chambellan Meſſire Claude de Dinteville, ſeigneur des Chanez, icelui avons commis, ordonné & député, commettons, ordonnons & deputons par ces preſentes, pour de par nous & en notre nom aller & ſoi transporter en noſdits païs de Bourgogne, Charolois, Mâconnois, & Auxerrois, & en iceux prendre & recevoir de par nous, & en notre nom deſdits gens & commis, & de Monditſieur le Roi la delivrance, & reſtitution deſdites villes & places, par lui, ou ſeſdits gens, priſes & oocupées en iceux nos païs, duche & comtez, & eſdites villes & places mettre & ordonner les Capitaines, qui depuis la priſe & reddition d'icelles en ont obtenu lettres & commiſſions de nous, & en celles eſquelles depuis ladite treve accordée n'auront encores ordonné aucuns Capitaines, tels gens qu'il verra & connoitra à ce propices & idoines, pour la garde & ſureté d'icelles, en prenant & recevant d'eux le ſerment à ce pertinent, & ce par maniere de proviſion, & juſqu'à-ce que nous y aions autrement pourvû & ordonné, & avec ce pouvoir & faire pourvoir à ladite garde d'icelles villes & places, ſelon qu'il trouvera être expedient & neceſſaire, & audit ſeigneur des Chanez avons donné & donnons pouvoir & autorité, de requérir & ſommer ledit Commis pour l'accompliſſement des choſes deſſuſdites, leurs circonſtances & dépendances, & auſſi incontinent que la derniere deſdites villes & places lui ſera au nom de nous renduë & reſtituée, par la forme & maniere contenuë eſdits articles, & lettres de Monditſieur le Roi, rendre & delivrer auſdits gens & commis de Monditſieur le Roi, le ſeſcellé qu'il nous à fait bailler & delivrer touchant ladite delivrance, en retenant devers lui le procès verbal d'iceux gens & commis d'icelui Monsieur le Roi, le double de leur commiſſion, & le vidimus dudit ſeſcellé, pour faire apatoir qu'icelles villes & places nous auront été renduës & delivrées du vouloir, & conſentement d'icelui Monsieur le Roi. Et en outre avons auſſi commis, ordonné, & député, commettons, ordonnons, & deputons par ceſdites preſentes, le deſſuſdit ſeigneur des Chanez en lui donnant pouvoir & autorité de par nous, pour avec le commis tel que Monditſieur le Roi ordonnera & deputera, ſ'informer par lettres, témoins, & autrement dûement du tems, & des jours que leſdites villes, places & terres, leſquelles maintenant avoir été priſes & oocupées depuis & pendant ladite treve encore durant, qui finira ledit quatrieme jour de juillet prochain, & que par ce elles nous doivent être renduës ſans charge de reſtitution, ont été priſes, renduës & oocupées, & auſſi ſans prejudice d'icelle treve du tems que ladite derniere treve encore durant a été publiée ou ſeuë és marches d'icelles villes & places, & au ſurplus en cette matiere faire proceder, & beſogner de par nous & en notre nom avec ledit commis d'icelui Monsieur le Roi, tout ainſi, & par la forme & maniere que deſſus eſt déclaré. En témoin de ce nous avons fait mettre notre ſeſcel à ces preſentes. Donné en notre ville d'Abbeville le 28. jour de juin, l'an de grace 1471. Sur le repli étoit écrit: Par Monſeigneur le Duc. Signé, N. GROS. Et apendoit un grand ſceau de cire rouge pendant en double bande de parchemin.

LETTRES DE JEAN ROI D'ARAGON ET DE SICILE,
*par lesquelles il declare de consentir & vouloir bien être compris avec
 son fils Ferdinand Roi de Sicile, dans la treve faite par Charles dernier
 Duc de Bourgogne, leur allié, avec Louis XI. Roi de France, à Sara-
 gosse le 10. aoust 1471.*

IN Dei nomine. Pateat universis quod nos Joannes, Dei gratia Rex Ara-
 gonum, Navarræ, Siciliæ, Valentix, Majoricarum, Sardinix & Corsicæ,
 Comes Barchinonæ, Dux Athenarum & Neopatriæ, & Comes Rossillio-
 nis & Ceritanix, intellexerimus nuper illustrissimum & potentissimum Carolum
 Ducem Burgundix, &c. consanguineum & confœderatum nostrum tanquam fra-
 trem carissimum, post ingentissimos bellorum turbines, voluisse tandem paulisper
 à præliis desistere, & animum ad quietis studia convertisse, statuisque indu-
 cias cum Christianissimo Rege Francorum duraturas ad mensẽ majum anni se-
 quentis, & pro sua in nos amicitia ac veteri necessitudine inter serenissimas do-
 mos nostras, locum nobis relinqui, atque in earum celebratione nominari cura-
 visse, si illas ingredi vellemus, Nos, & illustrissimus Ferdinandus Rex Siciliæ, Prin-
 ceps Castellæ & Aragonum, noster carissimus primogenitus, dummodo intra men-
 sẽ septembrem hujus anni eas inducias & induciarum condiciones ratas habere,
 & illis velle comprehendere significaremus. Cũ verò nobis eadem sit mens mu-
 tuæque benevolentia erga præfatum illustrissimum Burgundiæ Ducem, nec mi-
 nus studiis & voluntate, quàm sanguinis, fœderis, & ordinis vinculis eidem con-
 jungamur, statuimus ipsis induciis interesse, & earum condiciones, pace sequestra
 quantum in nobis erit illas inviolatasque servare. Declaramus igitur & testamur
 tenore præsentium, nos inducias & bellorum superfectiones, de quibus ante dixi-
 mus, ab illustrissimo Duce Burgundiæ consanguineo & confœderato nostro tanquam
 fratre carissimo initas cum eodem Christianissimo Ludovico Rege Franciæ in
 mensẽ majum duraturas, cum illis conditionibus & pactionibus, de quibus inter
 ipsos cautum est, laudare, approbare, asserere, & ratas habere, veluti hæc testi-
 monio laudamus, approbamus, asserimus, & ratificamus, tam pro nobis, quam
 pro illustrissimo & carissimo primogenito nostro Rege Siciliæ, Castellæ, Arago-
 numque Principe, atque ita verbo & fide regia promittimus & pollicemur, & ju-
 ramus in potestate dilecti secretarii nostri Antonii Geraldini notarii publici sub-
 scripti, hæc à nobis pro omnibus quorum interit stipulantis & recipientis, nos
 contra eas, earumque cautiones nec recto nec indirecto tramite facturos, aut
 venturos, neque ullo modo permissuros, quod quisquam aliqua ratione, causâ, vel
 occasione aut colore ullo, qui dici seu excogitari possit conquisto, contra faciat,
 veniatve, aut pacto aliquo adversetur, sub obligatione omnium honorum nostro-
 rum præsentium & futurorum, dummodo illa omnia per Regem Francorum sicut
 per nos inviolata serventur. Mandantes harum serie ex sententia & præmeditato
 universis & singulis magistratibus, officialibus, & subditis nostris cujuscunque or-
 dinis, & quavis jurisdictione, potestate, & præminetia fungentibus, ubique
 ditionis nostræ constituendis & constituendis, dictorumque officialium locatententi-
 bus præsentibus & futuris, sub itæ nostræ & indignationis periculo, & sub debito
 fidelitatis, quo nobis astringuntur, quòd nostram hujusmodi induciarum laudatio-

*Aragon
 & Bour-
 gogne.
 1471.
 10. aoust.*

nem, approbationem, assertionem & ratificationem, teneant penitus & observent, tenerique & observari per quoscunque omnino curent & perficiant, & caveant ulla ratione secus agi. In quorum testimonium præsentis fieri jussimus nostro communi regioque sigillo pendenti munitas, & idiographo nostro signatas. Datæ Cæsaraugustæ 10. augusti, anno à Nativitate millesimo quadringentesimo septuagesimo primo, regni que nostri Navarræ anno quadagesimo sexto, aliorum verò regnorum quartodecimo. Signum Joannis, Dei gratia Regis Aragonum, Navarræ, Siciliæ, Valentiniæ, Majoricarum, Sardinie & Corsicæ, Comitis Barchinonæ, Ducis Athenarum & Neopatriæ, ac etiam Comitis Rossilionis & Ceritanie, qui hæc omnia laudamus, approbamus, asserimus, & rata habemus. Testes sunt qui prædictis interfuerunt, venerabilis in Christo pater F. Episcopus Majoricensis, & Guilielmus de Peralta Regens Thesaurariæ, Consiliarii ejusdem serenissimi Domini Regis. Signum Antonii Geraldini Amerini, secretarii serenissimi Domini Regis, ejusdem auctoritate per omnen ejus ditionem notarii publici, qui præmissis omnibus, una cum prænomminatis testibus interfui, eaque de ejusdem Domini Regis mandato scripsi, & in publicum instrumentum redegei.

*TRAITE' ENTRE LE ROI LOUIS XI. ET CHARLES DUC
de Bourguegne, par lequel ils confirment les Traitez d'Arras, Conflans,
& Peronne, &c. Fait au Château de Crotoy, le 3. octobre 1471.*

*Bourgo-
gne.
1471.
3. octobre.*

CHARLES, par la grâce de Dieu Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Limbourg, & de Luxembourg, Comte de Flandres, d'Artois, de Bourgogne, Palatin de Hainaut, de Hollande, de Zelande, & de Namur, Marquis du S. Empire, Seigneur de Frise, de Salins, & de Malines: A tous ceux qui ces présentes lettres verront, Salut. Comme pour du tout pacifier les guerres, questions, & differences, étans entre Monsieur le Roi & nous, aient été faites certaines ouvertures pour parvenir au bien inestimable de paix finale, ausquelles ouvertures pour l'honneur & reverence de Dieu nôtre Createur, éviter l'effusion de sang humain, & les maux, inconveniens, & dommages irreparables, qui pourroient avenir à cause de la guerre, à nous & à toute la chose publique de nos païs & seigneuries, aussi pour considération de la proximité de lignage, en quoi nous attenons Monditseigneur le Roi, & la singuliere amour que nous avons eue & désirons avoir à lui, & à la Couronne de France, nous soions liberalement condescendus. Savoir faisons, que nous pour les causes dessusdites, même pour le grand desir que nous avons d'entretenir nosdits païs, seigneuries, & sujets, en bonne paix & tranquillité, & que Monditseigneur le Roi & nous, puissions dorenavant vivre en bonne amour, union, & concorde, & pour autres grandes & raisonnables causes & considerations à ce nous mouvans, avons de nostre certaine science & propre mouvement, & sur ce bien conseillé & avertis, fait, passé, traité, fermé, accordé & conclu, faisons, passons, traitons, fermons, accordons, & concluons paix finale avec Monditseigneur le Roi, en la forme & maniere qui s'ensuit.

Premièrement, bonne, seure, loiale, ferme, finale & durable paix à toujours est faite, passée, fermée, accordée & conclue entre Monditseigneur le Roi &

nous, pour Monditseigneur le Roi, ses roiaumes, païs, seigneuries & sujets d'une part; & pour nous, nos païs, terres, seigneuries & sujets, d'autre part. Et cesseront dorenavant & à toujours, entre Monditseigneur le Roi & nous, seldits roiaume, païs, seigneuries, & sujets, & les nôtres, toutes guerres, hostilités & œuvres de fait par mer, eau douce, & par terre, sans ce que à l'occasion desdites guerres passées aucune chose puisse être imputée ou reprochée de nous ou des nôtres, à Monditsieur le Roi, à seldits sujets, ni autres, qui ont tenu son parti, ains seront tous les exploits de guetre faits d'une part & d'autre durant le temps desdites questions & différences, tenuës & reputées pour non faites & non avenuës.

Item. Et à ce que mieux & plus convenablement ladite paix finale soit inviolablement gardée & entretenuë, & que jamais guerre ou division ne puisse venir entre nous, mais que dorenavant nous puissions vivre en bonne, parfaite & vraie amour, union, & concorde, Monditsieur le Roi de sa part, & nous de la nôtre, avons ratifié, confirmé & approuvé, ratifions, confirmons, & approuvons les Traitez de paix faits à Arras entre feu le Roi Charles pere de Monditsieur le Roi, & feu nôtre tres-cher seigneur & pere, que Dieu absolve, aussi le traité de Conflans, en tant que à Monditsieur le Roi & à nous toucher peut: & semblablement le traité de Peronne, tout ainsi que si iceux traitez, & tout leur contenu, étoient expressement & au long inferez & incorporez en ce présent traité, connoissant & affermant desdits traitez, & de tout le contenu en iceux, avoir bonne & vraie souverainance. Et lesquels Traitez d'Arras & de Conflans, en tant que touche à Monditsieur le Roi & à nous, & de Peronne, Nous de nôtre certaine science en tant que besoin est, & sans innovation ou derogation d'iceux, avons fait, traité, consenti & accordé, & de nouveau faisons, contractons, consentons & accordons avec Monditsieur le Roi, sous les promesses, sermens, astrictions, peines, censures, & soumissions telles & semblables que contiennent lesdits Traitez. Et seront & demeureront dorenavant lesdits Traitez d'Arras & Peronne, & celui de Conflans, en tant que toucher peut Monditsieur le Roi & nous, en leur pleine & entiere force, vigueur, vertu & valeur, en tous leurs points, articles, & choses dedans contenuës selon leur forme & teneur. Et seront tous lesdits points & articles dudit Traité de Peronne, qui encore restent à executer & accomplir, fournis, executez, & accomplis par la forme & maniere, & dedans semblable tems & termes contenus & declarez audit Traite de Peronne.

Item. Et par cedit present Traité de paix a été dit & accordé, que Monditsieur le Roi rendra & fera rendre réellement & de fait, à nous ou à nos gens commis & deputez, les cités & villes d'Amiens & Saint-Quentin, ensemble les Prevôtés de Vimeu, Foulloy, & Beauvoisis, & leurs appartenances & dépendances quelconques, & generallyment tout ce qui auroit été sur nous pris, occupé & soustrait depuis un an en ça, en quelque maniere & par qui que ce soit, de toutes les terres à nous transportées par lesdits Traitez de Conflans & Peronne, pour en jouir par nous avec les autres villes, places, terres, & seigneuries par Mondit seigneur le Roi à nous transportées par lesdits Traitez de Conflans & Peronne, par la forme, maniere, nature, état & condition contenus & declarez esdits Traitez de Conflans & Peronne, & selon le transport, qui par iceux Traitez nous en a été fait par Monditsieur le Roi. Et pareillement nous rendra & fera rendre

reellement les villes, places, prévôtés, terres, & seigneuries de Roye & Mondidier, & leursdites appartenances & dépendances, & aussi ce qui auroit été pris de la prévôté de Peronne, pour en jouir & le tout tenir & posséder en tels & semblables droits, prerogatives, rentes, revenus, profits, & émolumens, & en la propre maniere & état, que faisons paravant icelles divisions. Et si aucunes desdites villes, places, terres, ou seigneuries nous avoient été soustraites depuis un an en çà, Monditſieur le Roi les nous fera semblablement restituer & rendre pour en jouir comme paravant. Et au regard des places, villes, châteaux, & forteresses des Duché, Comté, & Païs de Bourgogne, Charolois, Mâconnois, Auxerrois, & de Liege, que Monditſieur nous a fait rendre & restituer, nous en jouïrions, ensemble de leurs appartenances & dépendances quelconques, & de tout ce que esdits Duché, Comté & Païs auroit été empêché, tout ainsi que faisons paravant lesdites questions & divisions, & sans difference aucune.

Item. Et au regard de tous les biens meubles, quels qu'ils soient, pris & occupez par ceux de l'un des partis sur l'autre, ou donnez par Monditſieur le Roi ou nous, aussi pris & occupez, & des profits, revenus, & émolumens des terres, seigneuries, rentes, & heritages, qui auroient été pris, perçus, levez, & reçus par ceux de l'un parti sur l'autre, n'en sera jamais fait question ou demande en jugement ni dehors, ni aussi des dettes, qui ont été levées ou reçues, ou qui ont été données, cedées, remises, ou quittees par Monditſieur le Roi, ou nous; & n'en pourront ceux à qui lesdits biens, meubles, dettes, profits, & émolumens desdites terres, seigneuries, rentes & heritages competoient & appartiennent faire aucune question ou demande par justice, ou autrement, ni quelque chose à reprocher, querreller, ou demander.

Item. Par cedit present traité de paix a été & est accordé & conclu, que tous les sujets & serviteurs d'une part & d'autre, seront pleinement & entierement restitués en toutes leurs terres, seigneuries, heritages, rentes heritables & viageres, & generallyment en tous les heritages, possessions, & biens immeubles quelconques, en l'état qu'ils sont de present; aussi en leurs biens meubles étans en nature de chose sur les lieux de leursdites seigneuries & heritages, & aux argerages qui ne seront point levez des terres, seigneuries, rentes heritables & viageres, & revenus quelconques, & s'en pourront ensaisiner, & eux mettre en possession & saisine de leur plein chef, & sans aucune sollemnité ou misere de justice, & en jouir pleinement & paisiblement, ensemble desdits biens meubles étans en nature, si aucuns en sont par eux trouvez sur les lieux de leursdites terres, seigneuries, & heritages, & desdits heritages non levez, comme dit est, sans aucun contredit, debat, ou empêchement quelconques, tout ainsi qu'ils faisoient, ou eussent pu faire auparavant lesdites divisions dernieres passées.

Item. A été & est accordé, que toutes choses faites, commises, perpetrées, ou aucunes durant lesdites guerres, questions, & differences dernieres passées par ceux de l'un parti sur l'autre, en quelque maniere, ni pour quelque cause que elles aient été faites, sont remises, quittees, pardonnées & abolies d'un côté & d'autre, tout ainsi que si jamais n'avoient été faites, commises, ou perpetrées, & sans qu'aucune action ou poursuite en puisse être faite ou intentée de l'un à l'autre en jugement ou dehors, ni qu'aucun en puisse être arrêté, detenu,

ou empêché en corps, ni en biens, d'office de justice, ni autrement, en quelque forme ou maniere, ni pour quelque cause ou occasion que ce soit.

Item, Et que pour ce que à l'encommencement desdites dernières questions & différences, furent faites défenses de par Monditseigneur le Roi, à tous ses sujets, de non communiquer marchandement, ni autrement en nos pais, terres, & seigneuries, & pareillement le fîmes à tous nos sujets, a été accordé & conclu, que toutes lesdites défenses d'une part & d'autre, sont abolies, annulées, & mises du tout au neant; & pourront tous les sujets & serviteurs d'une part & d'autre, aller, marchander, & communiquer les uns avec les autres pour toutes leurs marchandises ensemble ou separement, & tous leurs autres affaires quelconques, aller en toutes les villes, pais, places, terres, & seigneuries de Monditseigneur le Roi, & de nous, par tout ailleurs où bon leur semblera, par mer, eaux douces, & par terre, tout ainsi qu'ils faisoient paravant lesdites défenses, questions, guerres, & différences.

Item, Pour ce qu'il est à douter, que pendant lesdites questions & différences aucuns arrests, sentences, jugemens, deffauts, congez, & autres exploits de justice, aient été faits ou donnez par la Cour de Parlement, ou autres justiciers & officiers de Monditseigneur le Roi, à l'encontre d aucuns nos serviteurs & sujets, qui du commencement desdites guerres se sont declarez tenir nôtre parti contre lui, & pareillement par nos justiciers & officiers, à l'encontre d aucuns des sujets ou serviteurs de Monditseigneur le Roi, qui du commencement d'icelles guerres se sont declarez tenir son parti, a été & est traité & accordé, que tous lesd. arrests, sentences, jugemens, deffauts, congez, condamnations, & autres exploits de justice, qui pendant & durant lesdites questions & différences ont été ou seront donnez & prononcez par la justice de Monditseigneur le Roi contre noldits sujets ou serviteurs, & pareillement par nôtre justice contre lesd. sujets ou serviteurs de Monditseigneur le Roi, soit par deffaut, contumace, non comparence, ou autrement, en quelque maniere que ce soit, jusqu'au tems de la publication de cette presente paix finale, seront & demeureront de nul effet & valeur, tout ainsi que s'il n'en avoit été aucune chose dite, sentenciée, jugée, & prononcée, & seront receuës les parties contre lesquelles lesdits arrests, sentences, jugemens, condamnations, deffauts, congez, ou autres exploits de justice auroient été ainsi donnez & prononcez, à elles deffendre ou agir en jugement & dehors, tout ainsi qu'elles pouvoient faire auparavant lesdites dernières questions & différences, & dès à present sont remises au propre point & état qu'elles étoient paravant l'encommencement d'icelles.

Item, Et seront compris en cedit present traité de paix les alliez d'une part & d'autre, qui y voudront être compris, auquel cas si compris y veulent être, lis seront tenus d'en faire declaration par leurs lettres patentes dedans un an prochainement venant; & seront tenus Monditseigneur le Roi & nous, signifier l'un à l'autre ceux qui auront fait ladite declaration & nomination, dedans deux mois après ledit an passé, & en ce faisant ils jouiront de l'effet de ce present traité de paix: & au cas que aucune declaration ou nomination n'en seroit faite, si sera ou demeurera neanmoins ce present traité de paix en sa force & vertu, selon sa forme & teneur, & Monditseigneur le Roi & nous entiers en nos alliances. Toutes lesquelles choses dessusdites & chacune d'icelles nous avons jurées & promises, jurons, & promet-

tons par la foi & serment de nôtre corps, en parole de Prince, sur nôtre honneur, & sur l'hipoteque & obligation de tous nos biens, meubles & immeubles, presens & futurs, & sur les mesmes peines, astrictions, censures, & obligations contenuës & declarées és lettres desdits traitez d'Aras, Conflans, & Peronne, & en chacune d'icelles, garder, tenir, observer, & entretenir, & faire garder, tenir, & observer inviolablement, sans enfreindre en quelque forme ou maniere, ni pour quelconque cause ou occasion que ce soit, ou pût être. Et d'abondant, quant à ce nous soumettons aux censures ecclesiastiques, lesquelles nous voulons & consentons en cas de contravention, que Dieu ne veuille, être contre nous promulguées par nôtre Saint Pere le Pape, ou par tels Legats, Archevêques, Evêques, ou autres Juges Ecclesiastiques quelconques; c'est à sçavoir, d'excommunication, aggravation, reagravation, interdit, anatematization, & par toutes autres plus fortes censures & fulminations, que Monditseigneur le Roi voudra requérir & dès à present nous en tenons & reputons pour admonestez les premiere, seconde, tierce & quatre fois d'abondance. Et quant à ce renonçons par exprès à tous privileges papaux, par lesquels l'on ne pourroit proceder contre nous par sentence d'excommunication, & à tous privileges, & autres choses quelconques, qui pourroient retarder ou empêcher le plein & entier effet, ou execution de celsdites presentes; & voulons, consentons, & nous plaît, que audit cas de contravention l'on puisse proceder à l'encontre de nous par lesdites censures, tout ainsi que l'on pourroit faire contre une privée & particuliere personne, non ayant privilege quelconque. Si donnons en mandement à nos tres-chers & feaux Chancelier & gens de nôtre Grand Conseil, aux Gens qui tiendront nos Parlemens de Bourgogne, à nos President & Gens de nôtre Grand Conseil, & de nos Comptes à Dijon, & à nos Baillifs, & autres Justiciers & Officiers de nos Duché & Comtez de Bourgogne, Charolois, Mâconnois, & Auxerrois, à nos President & Gens de nôtre Conseil, & de nos Comptes en Brabant, residens en nôtre ville de Bruxelles, à nos Gouverneur & Gens de nôtre Conseil en nos Pais & Duché de Luxembourg & Comté de Chiny, à nos President & Gens de nôtre Chambre de Conseil en Flandres, residens en nôtre ville de Gand, à nôtre Grand Bailli de Hainaut, & Gens de nôtre Conseil à Mons, à nos Senéchaux de Boullenois & de Pontieu, à nôtre Bailli d'Amiens, à nôtre Gouverneur d'Arras, & à tous nos Baillis d'Artois, à nôtre Gouverneur de Peronne, Mondidier, & Roye, à nos Lieutenant & Gens de nôtre Conseil ordonnez en nos Pais de Hollande, Zelande & Frise, residens à la Haye, à nos Lieutenant de Liege, & Gouverneur de nôtre Comté de Namur, & à tous nos autres Baillifs, Justiciers & Officiers, que ce peut & pourra toucher, ou à leurs Lieutenans, & à chacun d'eux endroit soi, que celsdites presentes ils entregistrent, & publient ou fassent enregistrer & publier par tout ou metier sera, és lieux & places en tel cas accoutumez, & icelles en tous leurs points & articles gardent, entretiennent, & observent, & fassent garder, entretenir, & observer à tousjours, selon leur forme & teneur, sans faire ou aller, ni souffrir faire ou aller au contraire, en quelque maniere que ce soit; & pour ce que de celsdites presentes l'on pourra avoir à faire en plusieurs & divers lieux, voulons en outre & nous plaît, que aux vidimus d'icelles, faits sous les sceaux de Monditseigneur le Roi ou de nous, ou signées par l'un des notaires & secretaires d'icelui Monsieur le Roi, ou par l'un de nos secretaires, pleine foi soit ajoutée comme à ce present original. En tēmoyn de ce nous avons fait mettre nôtre scel à ces presentes,

& icelles avons signées de nôtre main. Donné à nôtre Chastel du Crotoy le 3. jour d'Octobre, l'an de grace 1471. Sur le repli est écrit, par Monseigneur le Duc. Signé, GROS. Et scellé d'un grand sceau de cire rouge pendant à double bande de parchemin.

*RATIFICATION FAITE PAR LE ROI LOUIS XI.
de la prolongation de la Treve qui avoit été conclue en son nom par
ses Commissaires, avec ceux de Charles Duc de Bourgogne, donnée à
Senlis le premier mars 1473.*

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme par nos autres lettres patentes, & pour les causes contenues en icelles, nous aions commis & deputez nos amez & feaux Pierre Doriole, Chevalier, Seigneur de Loire en Aunux, Chancelier de France; Tristan, Evêque d'Aire; nos chers & amez cousins Antoine de Chabannes, Comte de Dammartin, Grand-Maître d'Hôtel de France; Georges de la Trimouille, Seigneur de Craon nôtre premier Chambellan, Chevalier de nôtre Ordre; nos amez & feaux Conseillers Maîtres Guillaume Compaign, Archidiacre en l'Eglise d'Orleans, Guillaume de Paris, & Nicole Bataille tous nos Conseillers, pour besongner avec les Ambassadeurs, Commis & Deputez de nôtre tres-cher & rtes-amé frere & cousin le Duc de Bourgogne, sur la pacification des differences & questions, qui à present sont entre nous, en laquelle pacification, conclusion n'a encore pû être prise aux journées qui ont été tenues durant la treve, qui à present à cours entre nous & nôtre dit frere & cousin, & qui encore dure jusqu'au premier jour d'avril prochain venant; par quoi & pour pouvoir parvenir à ladite paix ait été avisé être expedient, & necessaire de faire abstinence de guerre, prolonger & continuer ladite treve dudit premier jour d'avril jusqu'au quinziesme jour de mai prochain venant. Laquelle abstinence de guerre & continuation de ladite treve, ait été faite, accordée & conclue par nosdits Commis & Deputez dessus nommez, avec les Commis & Deputez de nôtre dit frere & cousin de Bourgogne, ainsi qu'il apert plus à plain par les lettres sur ce faites & baillées par nosdits Commis, desquelles la teneur s'ensuit. Pierre Doriole, Chevalier, Seigneur de Loire en Aunux, Chancelier de France; Tristan, Evêque d'Aire; Antoine de Chabannes, Comte de Dammartin, Grand-Maître d'Hôtel de France; Georges de la Trimouille, Seigneur de Craon, premier Chambellan du Roi nôtre Seigneur; Guillaume Compaign, Archidiacre en l'Eglise d'Orleans; Guillaume de Paris, & Nicole Bataille, tous Conseillers du Roi nôtre Seigneur de par lui commis & deputez, & aians pleine & entiere puissance de faire traiter, passer, conclure, & accorder les choses qui s'ensuivent, ainsi qu'il apert plus à plain par les lettres patentes dudit Seigneur, lesquelles sont ci-dedans incorporées,

*Bour-
gne.*

*1473.
I. MARS.*

A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme par le moien de Monseigneur le Duc de Bretagne certaines treves aient été par ci-devant traitées, faites, & conclues entre le Roi nôtre dit Seigneur, & Monseigneur le Duc de Bourgogne, leurs païs, terres, seigneuries & sujets, durant jusqu'au premier jour d'avril prochain venant icelui inclus, pour pendant icelles ouvrir, traiter

& pratiquer moiens pour pacifier, accorder, & mettre à bonne paix & union les questions, divisions, & differences étans à present entre le Roi nostredit Seigneur & Monditseigneur de Bourgogne, durant laquelle treve aucunes journées aient été tenuës, tant en la ville de Senlis, que dernièrement en celle de Compiègne, entre nous, & autres Commis & Deputez de par le Roi nôtredit Seigneur. Et Reverend Pere en Dieu Messire Ferry de Cluni, Evêque de Tournay; Messire Philippes de Croy, Chevalier, Comte de Cymay; & Maistre Arius de Bourbon, Protonotaire du Saint Siege Apostolique, & autres Commis & Deputez de Monditseigneur de Bourgogne. Aussi aient ausdites journées été presens Reverend Pere en Dieu Messire Vincent, Evêque de Leon; Jean de Coëtmen, Seigneur dudit lieu, Grand-Maistre d'Hôtel de Bretagne; Eustache de Lespinay, Ecuier Seigneur de Trient, Chambellan; & Maistre Nicolas de Hermeno, Procureur General, commis & deputez de Monditseigneur le Duc de Bretagne comme mediateurs, pour aider à la conclusion desdites matieres; ausquelles journées l'on n'ait encore pû faire ni prendre conclusion sur la pacification desdites questions & differences, par quoi veu que ladite treve qui à present à cours, ne dure que jusqu'audit premier jour d'avril prochainement venant, dedans lequel tems ne seroit bonnement possible de bien besogner, & prendre conclusion sur le fait de ladite paix & pacification desdites differences, soit besoin de prolonger encore par aucun tems ladite treve, pour pendant icelle pouvoir plus amplement traiter & pratiquer les moiens de ladite paix, & apaisement desdites differences. Savoir faisons, que nous par vertu du pouvoir à nous donné par le Roi nôtredit Seigneur, avons pour & au nom de lui avec lesdits Messire Ferry de Cluni, Evêque de Tournay; Messire Philippes de Croy, Comte de Cymay; & Maistre Arius de Bourbon, Protonotaire, Ambassadeurs, Commis & Deputez de Monditseigneur de Bourgogne aians puissance de lui, fait, accepté, pris, conclu & accordé, & par ces presentes faisons, acceptons, prenons, concluons & accordons pour & au nom du Roi nôtredit Seigneur, abstinance de guerre & continuation de ladite treve depuis ledit premier jour d'avril prochain venant, jusqu'au quinzieme jour de mai après ensuivant ledit jour inclus, tout ainsi & par la forme & maniere, & selon les clauses & conditions contenuës, mises & appointées en ladite treve qui à present à cours, & dure jusqu'audit premier jour d'avril prochain venant; & sont dès à present en icelle abstinance de guerre & continuation de treve, qui presentement a été par nous prolongée jusqu'audit quinzieme jour de mai, compris tous les alliez d'une part & d'autre, qui sont compris en ladite treve qui presentement a cours; & seront tenus les conservateurs nommez d'une part & d'autre en ladite treve qui encore à cours, faire proceder, exploiter, & besogner sur les entreprises qui se sont faites, & feroient au prejudice d'icelle treve, tant du tems passé que durant le tems de cette presente prolongation, tout ainsi & par la forme & maniere qu'ils pourroient, & peuvent faire par les lettres de ladite presente treve durant, jusqu'au premier jour d'avril prochainement venant. Laquelle abstinance de guerre, prolongation, & continuation de treves, & autres choses dessus declarées, nous avons promis & promettons pour & au nom du Roi nôtredit Seigneur faire garder, accomplir, & entretenir inviolablement pour la part d'icelui Seigneur, & icelle prolongation de treve faire publier par tout où il appartiendra dedans la fin du mois de mars prochain.

nement venant, & aussi de bailler dedans le huitieme jour d'avril aussi prochainement venant, lettres patentes du Roi nôtre dit Seigneur, bonnes & valables de ratification & confirmation de ladite abstinence de guerre, prolongation de treve, & autres choses dessusdites, en baillant aussi lettres patentes de Mon-dit seigneur de Bourgogne de ratification & confirmation des choses dessusdites, en forme deuë & valable. S'ensuit la teneur des lettres du pouvoir à nous donné par le Roi nôtre dit Seigneur.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France : A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme par le moien de nôtre tres-cher, & tres-ame neveu & cousin le Duc de Bretagne, certaine treve ait par ci - devant été prise entre nous, & nôtre tres cher & tres-ame frere, & cousin le Duc de Bourgogne, laquelle dure encore jusqu'au premier jour d'avril prochainement venant, pour pendant icelle pouvoir traiter, & pratiquer la pacification des questions & differences étans entre nous, durant laquelle treve aient été tenues certaines journées, tant en nôtre ville de Senlis, que dernièrement en nôtre ville de Compiègne, & à icelles journées aions envoie nos commis & deputez, c'est à sçavoir, nos amez & feaux Pierre Doriole, Chevalier, Seigneur de Loire en Aunis, Chancelier de France; Tristant, Evêque d'Aire; nos chers & amez cousins Antoine de Chabannes, Comte de Dammartin, Grand Maistre d'Hôtel de France; Georges de la Trimouille, Seigneur de Craon, nôtre premier Chambellan; & nos amez & feaux Maistre Guillaume Compaing, Archidiacre en l'Eglise d'Orleans, Guillaume de Paris & Nicole Bataille, tous nos Conseillers. Et aussi y ait nôtre dit frere & cousin de Bourgogne envoie Maistre Ferri de Cluny, Evêque de Tournay; Philippes de Croy, Chevalier, Comte de Cymay son Chambellan; & Maistre Artus de Bourbon, Protonotaire du Saint Siege Apostolique, ses Conseillers par lui commis & deputez. Et semblablement nôtre dit neveu & cousin de Bretagne y ait envoie de par lui l'Evêque de Leon; Jean, Seigneur de Coëgmen son Grand Maistre d'Hotel; Eustache de Lefpinay, Seigneur de Trient; & Maistre Nicolas de Hermeno, Procureur General de Bretagne, ses Conseillers, Commis & Deputez, pour aider comme mediateur au fait de ladite pacification, sur quoi ausdites journées n'a pû, & ne pourroit encore bonnement être prise conclusion dedans ledit premier jour d'avril prochainement venant, auquel fait & expire ladite treve qui à present à cours; & à cette cause ait été expedient de faire abstinence de guerre, continuer & prolonger ladite treve jusqu'à quelques tems, pour pendant icelui pouvoir plus amplement traiter & pratiquer les moiens de venir à bonne paix & union sur lesdites questions & differences; laquelle abstinence de guerre, continuation & prolongation de treve, ne se pourroit faire sans y commettre gens notables, & de grande autorité, surs & feables à nous, pour icelle accepter, prendre, & conclure avec les commis & deputez de nôtre dit frere, & cousin de Bourgogne. Sçavoir faisons, que nous pour honneur & reverence de Dieu nôtre Createur pour esquiver l'effusion de sang humain, & autres maux, inconveniens & dommages qui à cause de la guerre peuvent avenir, desirant de tout nôtre cœur la pacification desdites differences, dûement acertenez, & confians entierement des sens, prudence, loiauté, prudhommeie, experience, bonne conduite, & diligence des dessusdits Pierre

Doriol, nôtre Chancelier; Tristan, Evêque d'Aire; Antoine de Chabannes, Comte de Dammartin; Georges de la Trinoüille, Seigneur de Craon; Maîtres Guillaume Compaing, Guillaume de Paris, & Nicole Bataille, iceux avons commis & deputez, commettons & deputons, & par ces presentes leur avons donné plein pouvoir, autorité, mandement, & commission speciale d'accorder, accepter, prendre, & conclure avec lesdits Maistre Ferri de Cluny; Philippes de Croy, Comte de Cymay; & maistre Artus de Bourbon, commis & deputez de nôtre dit frere, & cousin, abstinence de guerre, & prolongation de ladite treve, ou autre treve, traiter & faire de nouvef entre nous, & nôtre dit frere & cousin de Bourgogne, ainsi pour tel tems, & par la forme & maniere qu'ils verront être à faire, & de bailler leurs lettres patentes des choses, qui entre eux seront accordées & conclues, & generalement de faire tout ce que faire pourrions si y étions present en nôtre personne. Lesquelles lettres, & tout ce qui par nosdits commis sera fait, accordé, & conclu, nous promettons de bonne foi en parole de Roi, & sur nôtre honneur, tenir, garder, & accomplir de point en point, sans jamais faire ni souffrir au contraire, directement ou indirectement en maniere que ce soit, & en bailler nos lettres patentes de confirmation, ratification & aprobation en forme bonne, due, & valable, en dedans le tems qui sera par nosdits commis, & deputez consenti & accordé. En témoin de ce nous avons fait mettre nôtre scel à ces presentes. Donné à Senlis le vint-sixieme jour de fevrier, l'an de grace mille quatre-cens soixante-treize, & de nôtre regne le treizieme. Ainsi signé, par le Roi, Pechot. En témoin de ce nous commis & deputez de par le Roi nôtre dit Seigneur dessus nommez, avons signé ces presentes de nos mains, & fait sceller des sceaux de nous Chancelier, Evêque d'Aire, Comte de Dammartin, & Seigneur de Craon dessus nommez. Donné à Senlis le dernier jour de fevrier, l'an mille quatre-cens soixante-treize. Ainsi signé P. Doriol, T. Evêque d'Aire, A. de Chabannes, Craon, G. Compaing, G. de Paris, N. Bataille. Savoir faisons, que nous pour honneur & reverence de Dieu nôtre Createur, pour esquivier l'effusion de sang humain, & autres maux & dommages, qui par la guerre peuvent avenir, desirant de tout nôtre cœur la pacification desdites differences, ladite abstinence de guerre, continuation & prolongation de treve accordée, faite, acceptée, prise, & coneluë par nosdits commis jusqu'audit quinziesme jour de mai prochainement venant, ledit jour inclus, & lesdites lettres dessus tranferites par eux sur ce baillées avec tout l'effet & contenu d'icelles, avons eü, & avons agreables, & icelles avons loüé, ratifié, confirmé, & aprouvé, & par la teneur de ces presentes, loüons, ratifions, confirmons, & aprouvons, promettant en bonne foi sur nôtre honneur, & en parole de Roi, garder, tenir, faire, accomplir, & observer de point en point le contenu esdites lettres, selon leur forme & teneur, sans faire, ni venir encontre. Et pour ce que de ces presentes l'on pourra avoir à faire en plusieurs & divers lieux, nous voulons, que au vidimus d'icelles fait sous le scel roial, foi soit ajoütee comme à ce present original. En témoin de ce nous avons signé cesdites presentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre scel. Donné à Senlis, le premier jour de mars, l'an de grace 1473. & de nôtre regne le treizieme. Signé, L O U I S. Et sur le repli: Par le Roi, РЕСНОТ.

*TRAITE' EN FORME DE COMPROMIS ENTRE LES ROIS
de France & d'Angleterre, par lequel ils conviennent d'arbitres,
fait au Camp près d'Amiens le 29. août 1475.*

EDVARDUS IV. Dei gratia Rex Franciæ, & Angliæ, & Dominus Hi-
bernæ, universis, ad quorum notitiam præsentis litteræ nostræ pervene-
rint, Salutem. Cum inter Potentissimos Anglorum, Francorumque Prin-
cipes, calumniosa retroactis temporibus bella, cædes, innumeraque discrimina ad
damna subditorum eorum immensa, enormeque universæ religionis christianæ dis-
pendium hæcenus acta fuere, quæ & maturius & sanctius nequeunt terminari,
quam ut eorum lites debite cedantur, atque sua cuique jura rite examinata, iuste
tribuantur: hinc est igitur quod nos Christicolarum sanguinis effusionem vitare,
omninopere anhelantes, juraque nostra potius aliorum laudo & arbitrio, quam cruentæ
ensis formidine obtinere cupientes, cum illustrissimo Principe Ludovico Franciæ
consanguineo nostro carissimo perfecimus, convenimus, conclusimus, & appun-
ctuavimus, & per præsentis perficimus, convenimus, concludimus, & appunctua-
mus, ea omnia & singula quæ & prout in articulis & capitulis sequentibus
continentur.

In primis consentimus, volumus, convenimus, & appunctuamus, quod om-
nes lites, quæstiones, quærelæ, & demandæ pendentes impræsentiarum indiscussæ
inter nos & consanguineum nostrum Franciæ ante dictum, in Reverendissimum
Patrem Th. Archiepiscopum Cantuariensem, Cardinalem, avunculum nostrum, &
carissimum fratrem nostrum Georgium, Ducem Clarentiæ, per nos & ex parte
nostræ, & Reverendissimum Patrem Carolum Archiepiscopum Lugdunensem,
& Joannem Comitem de Dunefio per dictum consanguineum nostrum & ex parte
sua arbitros seu amiables compositores in hac parte nominatos & electos, suppo-
nantur & compromittantur. Sic quod si contingat, aliquem vel plures dictorum
arbitrorum decedere, aut ad versâ laborare valetudine, quominus dictarum litium
examinationi commodè vacare valeat, aut valeant alius seu alii in ejus eorumve
locum per nos, si de nostris, aut per dictum consanguineum nostrum, si de suis, su-
brogentur, & deputentur.

Dantes & concedentes eisdem arbitris potestatem & libertatem ipsas lites &
quæstiones à data præsentium usque ad tres annos proxime futuros inclusive com-
ponendi decidendi, & terminandi, promittentes & obligantes nos stare laudo, arbi-
trio, & determinationi dictorum arbitrorum super promissis, sub pœna trium
millium scutorum ab eo qui dicto eorum laudo non steterit, obtemperanti in
fine dictorum trium annorum solvendorum. Et quod iidem arbitri aut loco eorum,
ut præmittitur deputati & subrogati, primo coram nobis in Anglia pro ipsarum
decisione litium citra festum Paschæ proximè futurum, & de post coram dicto
consanguineo nostro in Francia, citra festum Sancti Michaelis Archangeli ex tunc
proximè futurum, conveniant, atque nostra, ipsiusque jura debite examinent ut
felici tramite terminent.

Item volumus, promittimus, convenimus, & concludimus, quod postquam
receperimus de præfato consanguineo nostro Franciæ septuaginta quinque millia
scutorum aureorum, unoquoque eorum scutorum triginta tres magnos albos va-

*Angle-
terre.*

*1475.
29. août.*

lente, aut prædictam summam in alia legali & bona moneta tanti valoris, quod ex tunc onini convenienti maturitate, & cum effectu, exercitum & armatam nostram, quam hic nunc nobiscum habemus, absque fraude in Angliam retrahemus, à guerra contra dictum consanguineum nostrum, & ejus subditos, omnino cessantes, nullam civitatem, villam, aut castrum regni Franciæ in dicto nostro regressu modo hostili capiendo, & ad opus nostrum retinendo, dedimusque proinde in obsides Dominum de Hovvard, & Joannem Cheney unum armigerorum pro corpore nostro, qui apud dictum consanguineum nostrum manebunt, & quousque nos cum majori dictæ nostræ armatæ parte fuerimus in regno nostro Angliæ, sicque postquam nos cum dicta majori parte nostræ armatæ in Angliam fuerimus, ex tunc ipsi obsides exinde acquitentur & deliberentur, adeo ut partes suas proprias aut alibi libere aggredi possint & valeant. In quorum omnium & singulorum promissorum fidem & testimonium his præsentibus litteris nostris patentibus manu propria subscriptis magnum sigillum nostrum apponi fecimus. Datum in Campo nostro prope civitatem Ambianensem, vicesima nona die mensis augusti, anno Domini 1475. & regni decima quinta. Sic signatum, Edouard, per ipsum Regem, MORTON.

*TREVE POUR SEPT ANS, CONCLUE A AMIENS
entre le Roi Louis XI. & Edouard IV. Roi d'Angleterre, le 29.
aoust 1475.*

*Angle-
terre.
1475.
29. aoust.*

LUDOVICUS, Dei gratia Francorum Rex, universis præsentis litteras inspecturis, Salutem, &c. Notum facimus, quod cum illustrissimo Principe Eduardo Rege Angliæ, consanguineo nostro carissimo, inivimus, contraximus, perfecimus, convenimus, conclusimus, & appunctuavimus, & per præsentis inimus, contrahimus, perficimus, convenimus, concludimus, & appunctuavimus bonas, sinceras, veras, firmas, perfectas treugas, guerrarum abstinentias, ligas, intelligentias, & confœderationes inter nos, regnum nostrum Franciæ, provincias & dominia nostra, hæredes, successores, vassallos, subditos præsentis & futuros, alligatos & confœderatos nostros quoscunque qui in ipsis etiam treugis velint comprehendi per septem annos à data præsentium proxime futuros, duraturos modo & forma in articulis seu capitulis sequentibus contentis, quorum tenor sequitur & est talis.

In primis, quod bonæ, sinceræ, firmæ & perfectæ sint & inviolabiliter habeantur treugæ, guerrarum abstinentiæ, ligæ, intelligentiæ, & confœderationes inter dictos potentissimos Franciæ & Angliæ Principes, provincias & dominia omnia quæcunque, hæredes, successores, vassallos & subditos præsentis & futuros, alligatos & confœderatos utriusque eorum, qui in ipsius treugis ut præmittitur comprehendi voluerint, nec non inter illustrissima Franciæ & Angliæ regna per terram, mare, portus maris, & aquas dulces, & quod dictæ treugæ, guerrarum abstinentiæ, ligæ & confœderationes incipiant quoad Principes antedictos & eorum patrias, dominia, subditos & vassallos ab hac die, & quoad dictorum Principum aut alterius eorum alligatos & confœderatos, à tempore quo se declaraverint in dictis treugis comprehendi velle, & ipsa declaratio antedictis Principibus notificata fuerit; sic tamen, quod ipsi alligati qui in ipsis treugis velint

comprehendi, taliter se declarent Principi cum quo confœderantur, & tempore Princeps cui sic declaratur alteri Principi suis litteris id referat infra tres menses post datam præsentium proximè sequentes, & quod ad hac eadem die durent usque ad finem septem annorum proximè sequentium inclusivè, sic quod finiant in vicesimo nono die mensis augusti post solis occasum ejusdem diei, qui erit in anno Domini millesimo quadringentesimo octuagesimo secundo.

Item, Quod durante dicto septennio & treugis prædictis, bella, guerra & hostilitates quæcunque inter præfatos Franciæ & Angliæ Principes, utriusque eorum hæredes, successores, vassallos, subditos, & confœderatos quoscunque, qui in dictis ipsis treugis, ut præmittitur, velint comprehendi, necnon inter dicta inclitissima Franciæ & Angliæ regna, patrias, & dominia sua quæcunque ubique locorum per terram, mare, & aquas dulces omnino cessabunt.

Item, Quod omnes & singuli utriusque dictorum Principum, aut eorum alligatorum in his treugis comprehensorum vassalli & subditi, siye sint Archiepiscopi, Episcopi, Duces, Comites, Barones, Mercatores, aut cujusvis status, conditionisve existant, durantibus treugis antedictis ubivis locorum se se mutuis officiis prosequantur, & honesta affectione pertractent, possintque, libere, tute & secure absque alterius ejusve subditorum offensa, sine impedimento ubique perlustrare terram, per mare navigare hinc indeque ad portus, dominia & districtus quoscunque utriusque ipsorum Principum citra & ultra mare, dum tamen ultra numerum armatorum centum simul non accedant; in eisque quandiu volent morari, mercari, merces, mercimonia, arma, & jocalia quæcunque emere, vendere, & ut eis placet ab illinc ad partes proprias, vel alibi liberè quoties duxerint abeundum, abire cum suis aut conductis aut commodatis navigiis, plaustris, vehiculis, equis, armaturis, mercimoniis, seu aliis bonis & rebus suis quibuscunque, absque ullo impedimento, offensa, arrestatione ratione marchæ, contramarchæ, represaliarum, aut alia restrictione quacunque, tam in terra quam in mari & aquis dulcibus, quemadmodum patriis in propriis hæc omnia facerent aut eis ea facere liceret, ita quod nullo alio salvo conductu generali aut speciali indigeant.

Item, Quod munera siye onera ab aliquo dictorum Principum in cujusvis eorum patriarum siye dominiorum partibus à duodecim annis citra imposita mercatoribus & subditis alterius Principis nociva penitus extincta sint & rejecta, & quod talia aut consimilia durantibus his treugis amodo non imponantur, salvis tamen semper quoad alia omnibus regionum, urbium & locorum aliis legibus, statutis & consuetudinibus, quibus nihil quoad eorum jura per præmissa censetur derogatum.

Item, Quod si infra dictos septem annos durantibus ipsis treugis aliquid contra vires & effectus earundem treugarum, & abstinentiarum guerrarum, per terram, mare, aut aquas dulces, per aliquos ipsorum Principum, hæredes, successores, subditos, vassallos aut alligatos utriusque eorum in his treugis comprehendi se velle, ut prædicitur, fuerit attentatum, actum, siye gestum, quod omnia gesta sic attentata per conservatores ipsarum treugarum ab ipsis Principibus, seu saltem à Principe eorum sic damnificantium nominatos, infra mensem, post requisitionem super inde confectam una cum expensis sic damnificati aut damnificatorum restaurentur, resciantur, & reparentur, sic quod propter nulla, durante harum treugarum termino, in contrarium attentata hujusmodi treugarum

pantur, nec terminentur, sed in suis viribus usque ad finem dictorum septem annorum permaneant, & pro ipsi attentatis solummodo puniantur ipsi attentantes & damnificantes, & non alii.

Item, Pro matura & inviolabili harum treugarum, abstinentiarum, guerrarum, ligarum, & confederationum observantia, & conservatione, electi & nominati sunt ex parte Christianissimi Franciæ Regis conservatores carissimus frater & consanguineus suus Comes de Bellojoco, & Joannes Bastardus de Borbonio, Admirallus Franciæ; & ex parte dicti illustrissimi Principis Angliæ Regis, carissimii fratres sui Dux Clarenciæ, & Dux Glocestriæ, Cancellarius Angliæ, custos privati sigilli, & custos quinque portuum in Anglia, præfectus sive locum tenens dicti Regis tales pro tempore existentes. Qui quidem conservatores dictorum Principum ac utriusque eorum, & duo aut unus eorum ex parte saltem Principis subditorum damnificantium, si qui sint sic nominati, nominatiusve auctoritatem & potestatem habeant, & habeat ipsos damnificantes puniendi, attentata & damna contra vires harum treugarum illata una cum expensis damnificatorum reficiendi & reparandi. Et si contingat ipsos conservatores per ipsos Principes, ut præmittitur, nominatos super reformationem aliquorum autentatorum fore discordes, & inter eos super inde concordare non valentes, quod ex tunc causa illa referatur consilio Principis subditorum sic damnificatorum, aut si opus sit, utriusque Principis, dum tamen causa illa summarie, & de plano coram eis examinetur & felici morte terminetur.

Item, Quod in præsentibus treugis, abstinentiis guerrarum, ligis & confederationibus, comprehenduntur alligati & confederati hinc inde postea nominati, si in eis comprehendendi velint, videlicet pro parte Christianissimi Franciæ Regis Rex Romanorum, Sacri Imperii Electores, Rex Castiliæ & Leonis, Rex Scotiæ, Rex Daciæ, Rex Hierusalem & Siciliæ, Rex Hungariæ, Duces Sabaudiarum, Mediolani, & Mantuæ, & Lotharingiæ, Episcopus Metensis, Dominium & communitas Florentiæ, Dominium & communitas villæ Bernensis, & eorum alligati & confederati, item illi de Liga Altiæ Germaniæ, & illi de patria Leodiensi, qui se declaraverint pro dicto Franciæ Rege, & in ejus obedientiam se retraxerint.

Et ex parte dicti illustrissimi Regis Angliæ serenissimus & illustrissimus Princeps semper Augustus Rex Romanorum, Rex Castiliæ & Leonum, Rex Scotiæ, Rex Portugalliæ, Rex Hierusalem & Siciliæ citra farum, Rex Aragoniæ, Rex Siciliæ ultra farum, Rex Daciæ, Rex Hungariæ, potentissimique Duces Burgundiæ & Britanniæ, necnon communitas & societas de Hensia Theutonica, qui quidem alligati utriusque dictorum Principum teneantur declarare Principi, cum quo confederantur, se in his treugis velle comprehendendi, si in eis comprehendendi velint, & idem Princeps alteri teneatur referre Principi, ut præmittitur, infra tres menses proximos post datam præsentium sequentes.

Quas quidem treugas Principes antedicti & eorum uterque promiserunt, & promissæ, in verbo Principis & bona fide juxta vires manutenere, & inviolabiliter observare, observarique facere.

In quorum omnium & singulorum præmissorum fidem & testimonium, his præsentibus literis nostris manu propria subscriptis, magnum sigillum nostrum apponi fecimus. Datum in civitate nostra Ambianensi, die 29. mensis augusti, anno Domini 1475. & regni nostri decima quinta.

COMPROMIS

*COMPROMIS ENTRE LOUIS XI. ROI DE FRANCE,
& Edouard IV. Roi d'Angleterre, par lequel ils conviennent d'arbitres
pour terminer leurs différends, à Amiens le 29. août 1475.*

LUDOVICUS, Dei gratia Francorum Rex, universis præsentis litteras inspecturis, Salutem. Cum inter potentissimos Francorum Anglorumque Principes calamitosa retroactis temporibus bella per innumeraque discrimina ac damna eorum subditorum immensa, enormeque universæ religionis christianæ dispendium hæcenus acta fuere, quæ & maturius, & sanctius nequeunt terminari, quam eorum lites debite cedantur atque sua cuique jura rite examinata justè tribuantur. Hinc est igitur, quod nos christicolarum sanguinis effusionem vitare summopere anhelantes, juraque nostra potius aliorum blando arbitrio, quam cruentæ ensis formidine obtinere cupientes, cum illustrissimo Principe Rege Angliæ, consanguineo nostro carissimo, perfecimus, convenimus, conclusimus, & appunctuavimus, & per præsentis perficimus, convenimus, concludimus & appunctuamus ea omnia & singula, quæ & prout in articulo, & capitulis sequentibus continentur.

Ita primis consentimus, volumus, convenimus, & appunctuamus, quod omnes lites, quæstiones, querelæ, & demandæ pendentes in præsentiarum indiscussæ inter nos, & consanguineum nostrum Regem Angliæ antedictum in Reverendum Patrem Carolum, Archiepiscopum Lugdunensem, & Galliarum Primate, consanguineum nostrum carissimum, & consanguineum nostrum Joannem Comitem de Dunescio per nos & ex parte nostra, & Reverendissimum Patrem Thomam, Archiepiscopum Cantuariensem, Cardinalem, & illustrem Principem Georgium, Ducem Clarentiæ, per dictum Regem Angliæ consanguineum nostrum, & ex parte sua arbitros seu amabiles compositores in hac parte nominatos & electos supponantur & compromittantur. Quod si contingat aliquem vel aliquos arbitrorum amicorum decedere aut adversa laborare valeudine, quominus dictarum litem examinationi commodè vacare valeat, aut valeant, alius seu alii in ejus eorumve locum per nos si de nostris, aut per dictum consanguineum nostrum, si de suis sint, deputentur & subrogentur.

Dantes & concedentes eisdem arbitris potestatem & auctoritatem ipsas lites & quæstiones à data præsentium usque ad tres annos proxime futuros inclusive componendi, decidendi, & terminandi, promittentes & obligantes nos state laudo, arbitrio, & determinationi dictorum arbitratorum super præmissis, sub pœna trium millium scutorum auri ab eo qui dicto laudo non steterit, obtemperanti in fine trium annorum solvendorum. Et quod iidem arbitri aut loco eorum, ut præmittitur, deputati & subrogati primo dicto nostro consanguineo nostro in Angliâ pro ipsarum decisione litium citra festum Paschæ proximè futurum, & de post coram nobis in Francia citra festum sancti Michaelis Archangeli ex tunc proximè futurum convenient, atque nostra suaque debite examinent & felici tramite terminent.

Item, Conventum, concordatum & conclusum est, quod postquam prædictus consanguineus noster Rex Angliæ receperit à nobis septuaginta quinque millia scutorum auri, quod ex tunc omni convenienti maturitate, & cum effectû exercitum & armatum suam, quam hic nunc secum habet, absque fraude in Angliam retrahat.

*Angle-
terre.*

1475.

29. août.
*On assigne
quæ. Co
compromis
devoit præ-
ceder la
Trêve du
même jour.*

het, à guerre contra nos & subditos nostros omnino cessando, nullamque civitatem, villam, aut castrum regni nostri Franciæ in dicto regressu sub modo hostili capiendo, & ad opus suum retinendo, datis proinde nobis per cum obdibus Domino de Havvart, & Joanne Schene, uno armigerorum pro corpore dicti Regis Angliæ, qui apud nos manebunt, donec & quovisque tempore consanguineus noster Rex Angliæ cum majori dictæ suæ armatæ parte fuerit in regno suo Angliæ, & quod postquam ipse cum dicta sua majori armatæ parte in Angliam fuerit, ex tunc ipsi obdiles exinde acquirerentur, & per nos deliberentur, adeo ut partes eorum proprias vel alibi liberè aggredi possint & valeant.

In quorum omnium & singulorum præmissorum fidem & testimonium, his præsentibus litteris nostris patentibus manu propria subscriptis magnum sigillum nostrum apponi fecimus. Datum in civitate nostra Ambianensi die vicelima nona mensis augusti, anno Domini millesimo quatuorcentesimo septuagesimo quinto, & regni nostri decimo quinto.

PROMESSE DU ROI LOUIS XI. A EDOUARD IV.

Roi d'Angleterre, de faire épouser au Dauphin son fils la Princesse Elisabeth, fille aînée d'Edouard, ou la Princesse Marie son autre fille, au cas qu'Elisabeth vienne à mourir avant le mariage accompli, à Amiens le 29 août 1475.

Angleterre.

1475.

29. août.

LUDOVICUS, Dei gratia Francorum Rex, universis præsentibus litteras inspecturis, Salutem. Cum res inter secundas nihil pretiosius, nihil dignius, aut pace laudabilius existimetur, quæ cives vigent, Principes honorantur & sublimantur, jacturis & calamitatibus pressi eriguntur, innumeraque bona à pace proficiscuntur, Notum facimus, quod imminetia instantis temporis totius christianitatis perfidorum rabie Turcorum pericula & discrimina maturè contemplantur, cum serenissimo Principe Eduardo Angliæ Rege, consanguineo nostro carissimo, amicitiam, ligam, intelligentias, atque considerationes inivimus, contraximus, perfecimus, convenimus, & conclusimus modo & formâ in articulis, qui sequuntur, contentis, quorum tenor sequitur, & est talis.

In primis quod inter serenissimum Regem Franciæ, & serenissimum Principem Regem Angliæ, consanguineum suum carissimum, vera, sincera & perfecta sit amicitia à data præsentium, vita utriusque eorum manente duratura sit, quod quandiu vixerint, guerræ, bella, & hostilitates inter eos omnino cessabunt, imò & benevolentia, & amore se & sua mutuo pertrahabunt.

Item, quod præfatus illustrissimus Rex Angliæ in & adversus subditos Regis Franciæ, qui cum armis invadent, & in regno Franciæ, patriis & dominiis suis rebellionem facient, eum succurret & adjuvabit : & pariformiter Christianissimus Rex Franciæ in & adversus subditos dicti consanguinei sui Regis Angliæ, qui eum armis invadent, & in patriis & dominiis suis rebellionem facient, eum succurret & adjuvabit.

Item, Quod neuter dictorum Franciæ & Angliæ Principum auxilium & juvamen eorum alterius subditis, ad guerram apertam in suis patriis, & subditis dominiis adversus eum faciendam nullatenus impendet & præstabit, nec tales

subditos ac invadentes in alterius Principis præjudiciũ in ejus patriis & dominiis receptabit, & sustinebit.

Item, Si contingat aliquem dictorum Principum dolo, calliditate, & inobedientia subditi, subditorumve alicujus eorum à patriis & dominiis suis, quod Deus avertat, expelli, alteriusque eorundem Principum partes propter ejus succursum petere & interpellari, quod ex tunc ipse Princeps requisitus, & interpellatus, ipsum regem sic expulsũ omni cum humanitate recipiet, & cum atque suos, juxta vires, suis facultatibus sustinebit, seque sua, ut in statum proprium, & pristinum reponatur & restituitur guerram, apertam faciendo cum omni diligentia, & affectione exponet.

Item, Quod neuter dictorum Principum aliquas ligas seu intelligentias amodò cum aliquo alterius eorum confederato, & alligato contrahet & faciet, nisi prius ipso Principe cum quo sic confederatur, superinde consulto, & hoc consentiente.

Item, Quod infra annum à data præsentium per antedictos Principes nova statuatur dieta, in qua eorum legati & deputati talem pecuniæ & monetæ utriusque Regni Franciæ & Angliæ æstimationem, & valorem apponant, & statuant, quo ipsa regna, dictorumque Principum subditi exinde magis abundare, & ad commune eorum bonum utilius prosperari valeant.

Item, Casu quod aliquid in hac amicitia inpræsentiarum contentum infringi amodò contingat, quod ea propter præfata amicitia inter prædictos Principes ut præmittitur, contracta, minime violetur sive rumpatur, sed talia contra dictam amicitiam sic attentata maturiori modo, quo fieri poterit, reparentur, & in statum debitum reducantur, ipsa amicitia in suo robore, & effectu semper permanente.

Item, Ad inviolabilem dictæ amicitia observantiam inter Principes ante dictos, promissam, conventum, concordatum, & conclusum est, quod matrimonium contrahatur inter illustrissimum Principem Carolum, dicti Christianissimi Regis Franciæ filium, & serenissimam Dominam Elisabeth, invictissimi Regis Angliæ filiam, cum ad annos nobiles pervenerint; & quod idem Christianissimus Rex Franciæ ipsam Dominam Elisabeth à regno Angliæ pro solemnisatione matrimonii ejusdem in partes Franciæ sumptibus, & expensis ejusdem Regis Franciæ honorifice conducat, conducive faciet, ipsamque ad sexaginta millia librarum redditus annui in assieta secundum consuetudinem Franciæ annuatim dotabit, & quod illa dos assignetur & detur eidem Dominæ quamprimum ipsa ad annos nobiles pervenerit: Et si contingat ipsam Dominam Elisabeth ante contractum, ut præmittitur, matrimonium antedictum, quod Deus avertat, decedere, quod tunc inter ipsum Principem Carolum, & serenissimam Dominam Mariam, aliam supradicti Regis Angliæ filiam, matrimonium contrahetur, ipsaque à regno Angliæ in partes Franciæ honorifice conducetur, & modo præmisso dotabitur, & quod matrimonium antedictum, ut prædicatur, absque fallo celebrabitur, præfati potentissimi Franciæ & Angliæ Principes in verbo Principis, & fide præfata promiserunt, & uterque eorum promissis omnibus viribus suis suas apponere manus adjurices, & cum effectu suos ad hoc continue impendere labores.

In quorum omnium, & singulorum præmissorum fidem & testimonium his præsentibus literis nostris patentibus manu propria subscriptis, magnum sigillum nostrum apponi fecimus. Datum in civitate nostra Ambianensi die 29. mensis augusti, anno Domini 1475. & regni nostri decimo-quarto.

LUDOVICUS Dei gratia Francorum Rex, universis presentes litteris inspecturis, Salutem. Notum facimus, quod concessimus, promissimus, & obligavimus nos, & per presentes concedimus, promittimus & obligamus nos solvere, & realiter & cum effectu deliberare in civitate Londinensi in Anglia, illustrissimo Principi Eduardo, eadem gratia Angliæ Regi, consanguineo nostro carissimo, singulis annis vita utriusque nostrum durante, quinquaginta millia scutorum auri uno quoque eorum scutorum triginta tres magnos albos valente, sub modo & forma quæ sequitur, videlicet solvemus & deliberabimus, solvive & deliberari faciemus eidem consanguineo nostro Regi Angliæ in civitate Londinensi viginti quinque millia scutorum auri ejusdem æstimationis & valoris prædicti in festo Paschæ proximè futuro, & viginti quinque millia scutorum auri ejusdem æstimationis, & valoris in festo S. Michaelis Archangeli ex tunc proximè sequenti, & sic de anno in annum solvemus, & deliberabimus, solvive & deliberari faciemus dicto consanguineo nostro, loco, & terminis præfatis vita utriusque nostrum durante, quinquaginta millia scutorum auri valoris antedicti ad dictos duos Paschæ, & sancti Michaelis singulorum annorum terminos, per æquales, ut præmittitur, portiones, ad quam quidem solutionem fideliter, & firmiter singulis annis, ut præfatur, vita utriusque nostrum durante, continuo faciendam promittimus, adstringimus, & obligamus nos bona fide, & in verbo regio, tactis superinde sacrosanctis Evangeliiis, heredes, executores, & successores nostros, regnum, patrias, dominia, & bona nostra præsentia, & futura, singulos subditos nostros, atque eorum bona ubicunque fuerint reperta; & ad omnium, & singulorum præmissorum securiorem obligationem, obligamus nos sub pœnis Apostolicæ Cameræ, & per obligationem de Nisi. Ac insuper per presentes promittimus, & obligamus nos, quod procurabimus, & faciemus societatem, & socios Banci de medicis pro antedictis quinquaginta millibus scutorum eidem consanguineo nostro Regi Angliæ, modo & forma prædictis annuatim solvendi debite, & legitime obligari, eorumque cautionem inscriptam ritè superinde confectam eidem consanguineo nostro præstari & deliberari, aut præscriptum apostolicum sigillo plumbeo munitum sumptu & ære nostro impetrare & obtinere, ipsique serenissimo Regi Angliæ intra festum Purificationis Beatæ Mariæ Virginis proximè futurum in Anglia deliberare, deliberative realiter facere, quo omnia, & singula præmissa Sedis Apostolicæ autoritate confirmantur, apposis pœnis interdicti in regnum, patrias, dominia nostra antedicta, atque excommunicationis in personam nostram, si omnia & singula præmissa, ut præfatur, non servaverimus, & perimleverimus.

In quorum omnium, & singulorum præmissorum fidem, & testimonium his presentibus litteris nostris patentibus manu propria subscriptis magnum sigillum nostrum apponi fecimus. Datum in civitate nostra Ambianensi, die 29. mensis augusti, anno Domini 1475. & regni nostri decimo quinto.

Obligatio de Nisi.

IN Dei nomine, Amen. Per hoc præsens publicum sive authenticum instrumentum cunctis liqucat evidenter, quod anno Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo quinto, indictione octava, mensis augusti die tricesimo, Pontificatus

sanctissimi in Christo Patris & Domini nostri, Domini Sixti divina providentia Papæ quarti anno quinto, in civitate Ambianensi in alta Camera domus Episcopi Ambianensis, serenissimus & Christianissimus Princeps Ludovicus, Dei gratia Francorum Rex, personaliter constitutus ex sua benignitate, & spontanea voluntate, supposuit & submisit se quoad infra scripta Curie Ambianensi, & nobis Officiali Reverendi in Christo Patris & Domini, Domini Joannis divina gratia Ambianensis Episcopi, nostræque jurisdictioni, ipsamque nostram jurisdictionem in eum sic quo ad infra scripta rite legitime, & debite prorogavit, coramque nobis Officiali antedicto iudice sic in ea parte competente, & pro tribunali sedente, præfente etiam Notario Apostolico hic subscripto dictus illustrissimus Princeps Ludovicus recognovit, & confessus fuit, se iuste tenere, & obligari rite illustrissimo Principi Eduardo eadem gratia Regi Angliæ, ad solvendum ei Regi Angliæ quinquaginta millia scutorum in civitate Londinensi in Anglia singulis annis, in terminis Paschæ & S. Michaelis per æquales portiones, quandiu ipsi duo Principes antedicti Franciæ, & Angliæ vixerint, promissitque solvere, ut præmittitur, annuatim dicta quinquaginta millia scutorum eidem Regi Angliæ, loco & temporibus antedictis, sub omnibus pœnis Ecclesiasticis, & Cameræ Apostolicæ, renunciando in ea parte omni privilegio, cautelæ, aut juris Beneficio sibi comp. tenti aut competituro.

Insuper requisivit nos dictum Officialem tunc, & ibidem in eum sententiam excommunicationis fulminare ex nunc prout ex tunc, & ex tunc prout ex nunc, nisi annuatim, sicut prædiximus, ipsi Regi Angliæ, quandiu vixerint, loco & temporibus prædictis persolvat.

Nos igitur Officialis antedictus Deum præ oculis habens, & pro tribunali sedens, visis prædictis confessatis præfatum serenissimum principem monuimus, & injunximus, & præsentium tenore monemus, & injungimus quod annuatim à singulis annis solvat, solvive faciat eidem Regi Angliæ, aut ejus deputato, deputatise, quandiu, ut prædicitur, vixerint, quinquaginta millia scutorum, loco & temporibus antedictis, & hoc sub pœna excommunicationis, quamquidem sententiam excommunicationis nos Officialis antedictus in eundem serenissimum Principem Ludovicum Francorum Regem ex nunc prout ex tunc &c. fulminavimus, & profecimus in his scriptis, nisi singulis annis terminis Paschæ & S. Michaelis quinquaginta millia scutorum dicto Regi Angliæ, loco & temporibus prædictis, ut præmittitur, solverit, solvive fecerit, ipsum sic excommunicatum publicè nunciari volumus, sique fieri faciemus & mandabimus. In quorum omnium, & singulorum præmissorum fidem, & testimonium, nos Officialis antedictus præfenti publico instrumento sigillum Curie Ambianensis unà cum signeto, nostro ac signo, & subscriptione Notarij publici subscripti duximus apponendum. Acta fuerunt hæc anno, indictione, mente, die, loco, & Pontificatu, quibus supra.

Et ego Joannes Fabri Clericus Ambianensis publicus autoritate apostolica & imperiali, Tabellioque curiæ spiritualis, & ordinariæ Ambianensis juratus Notarius, & scriba, qui præmissis omnibus & singulis, dum, sicut præmittitur, agerentur, dicerentur, & fierent, præfens interfui, eaque sic fieri & dici vidi & scivi, idcirco huic publico instrumento aliena manu fideliter scripto de mandato ipsius Domini Officialis unà cum signeto suo, & sigilli curiæ prædictæ appensione signum meum Apostolicum solitum, & consuetum apposui, me hic propria manu subscribendo, in testimonium veritatis requisitus.

*TRAITE', OU TREVES MARCHANDES FAITES
pour neuf ans , entre le Roi Louis XI. & Charles, dernier Duc de
Bourgogne. A Soleuvre , le treizieme septembre 1475.*

*Bourgo-
gne.*

1475.

13. sept.

CHARLES par la grace de Dieu , Duc de Bourgogne , de Lothier , de Brabant, &c. Comte de Flandres, &c. A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme par ci-devant plusieurs journées aient été tenuës en divers lieux entre les gens à ce commis , & deputez de par le Roi & nous , pour trouver moien à reduire , & mettre en bonne paix & union , les questions , divisions , & differends entre nous , & sur icelle trouver , recevoir , & accepter une paix finale ; laquelle chose jusques ici n'a peu prendre conclusion , considerant qu'à l'honneur, & loüange des Princes Chrétiens, rien n'est plus convenable que desirer & aimer la paix , de laquelle le bien , & le fruit des choses terriennes est si grand que plus ne pourroit : Nous desirant envers Dieu nôtre Createur nous montrer par effet vertueux , & obeissant en toutes nos operations , afin que l'Eglise en vacant au service divin , puisse prendre vigueur , & demeurer en seure , & vraie franchise & liberté , les nobles & courages des hommes , abonder en repos & tranquillité , sans servitude d'armes ; & que l'entretenement de nos païs & seigneuries , tant au fait de la marchandise , ou autrement , puisse être permanent à l'état d'un chacun , demeurer en son entier , & consequemment le pauvre & menu peuple , ensemble tous nos sujets , puissent labourer , & vaquer chacun endroit soi , à leur industrie & artifice , sans quelconque violence ou oppression ; & le tems avenir , moiennant la grace de Dieu , entr'eux vraie & perpetuelle paix , & justice necessaire à toute la terre Chrétienne , gardée , entretenüe , & conservée ; & en icelle vivre , & mourir inviolablement , aions par avis & deliberation de plusieurs Seieurs de nôtre Grand Conseil , fait , conclu , & accordé entre le Roi & nous , pour nous , nos hoirs , & successeurs , & pour tous les ports , terres , & seigneuries d'une part & d'autre , Trêves generales en la forme & maniere , qui s'ensuit.

Premierement, Bonne , seûre , & loiale trêve , seûr état , & abstinences de guerres , sont prises , & acceptées , fermées , conclusës , & accordées , par terre , par mer , & par eaux douces , entre le Roi , & Monditsieur Duc de Bourgogne , leurs hoirs , & successeurs , païs , terres , seuries , sujets , & serviteurs , icelle trêve , seûr état , & abstinence de guerre , commençant ce jourdûi treizieme jour de septembre , durant le tems , & terme de neuf années , & finissant à semblable le treizieme septembre , lesdits neuf ans revolus , que l'on dira l'an 1484. Pendant lesquelles trêves , seûr état , & abstinence de guerre , cesseront d'une part & d'autre , toutes guerres , hostilités , & voies de fait , & ne seront faits par l'un , ni par l'autre parti , de quelque état qu'ils soient , aucuns exploits de guerre , prises , ou entrepri- ses de villes , citez , châteaux , forteresses , ou places tenuës , ou étans es mains ou obeissancé , de l'un ou de l'autre , quelque-part qu'elles soient situées , & assis- ses , par assauts , sieges , amblées , échellemens , compositions , pour occasion , ne sous couleur de marque , contre-marque , represaille , sous couleur de dettes , obli- gations , titres , ni autrement , en quelque forme ou maniere que ce soit , ou puisse être supposé , ores que les Seigneurs , ou les habitans desdites villes , citez , châ-

teaux, places, ou forteresses, ou ceux qui en auront la garde, les vouleront rendre, bailler, & delivrer de leur volonté, ou autrement, à ceux du parti & obeissance contraire; auquel cas, s'il avoient, celui pour lequel, ou à l'aven duquel auroit été prise la ville, ou villes, places, châteaux, ou forteresses, les seront tenus faire rendre, & restituer pleinement à celui, sur qui ladite prise auroit été faite, sans en declarer la restitution par quelque cause, occasion, ou maniere que ce soit venu, ou en dedans huit jours après la sommation sur ce faite desdites parties, & l'autre; & en ce cas, que défaut y auroit de ladite restitution, celui sur le parti duquel ladite prise auroit été faite, pourra recouvrer ladite ville, ou villes, cités, châteaux, places, & forteresses, par sieges, assauts, échellemens, ambles, compositions, par voie, & hostilité de guerre, ou autrement, ainsi qu'il pourra, sans que l'autre y donne résistance, ou empêchement; ni qu'à l'occasion desdites trêves, leur état, & abstinence de guerre, puissent être dites, ni entendues, rompues, ni enfreintes, mais demeureront ledit tems durant en leur pleine & entiere force & vertu; & si sera tenu, qui n'aura fait ladite restitution, rendre, & paier tous coûts & dommages, qui auront été, ou seront faits ou soustenus en general & particulier, par celui, ou ceux sur qui ladite prise auroit été faite.

Item, Et par les gens de guerre, ou autres du parti & alliance de Monditseigneur de Bourgogne, qui voudront être compris, ne seront faites aucunes prises de personnes, courses, roberies, pilleries, logis appartenir, rançonnemens, prises, ou détournes de personnes, de bêtes, ou d'autres biens quelconques, sur les terres, villes, places, seigneuries, & autres lieux étans du parti, & alliance du Roi, qui voudront être compris, sur les terres, villes, places, seigneuries, & autres lieux étans du parti, & obeissance de Monditseigneur de Bourgogne; ains seront & demeureront tous les sujets, & serviteurs d'un côté & d'autre, de quelque état, qualité, condition, ou nation qu'ils soient, chacun en son parti & obeissance, seurement, saurement, & paisiblement de leurs personnes, & de tous leurs biens, y pourront labourer, marchander, faire, & pourvoir à toutes leurs autres besognes, marchandises, negociations, & affaires, sans détourbiere, ou empêchement quelconque.

Item, Pendant & durant lesdites trêves, leur état, & abstinence de guerre, les sujets, officiers, & serviteurs d'une part & d'autre, soit Prelats, gens d'Eglise, Princes, Barons, nobles, marchands, bourgeois, labourcurs, ou autres, de quelque état, qualité, ou condition qu'ils soient, pourront aller, venir, sejourner, quelque marchandement, & autrement, ou habilement que bon leur semblera, pour quelconques leurs negoces & affaires, les uns es pais, seigneuries, & obeissance des autres, sans sauf-conduits; & tout ainsi que l'on pourroit communiquer, aller, & marchander en tems de paix, & sans aucuns détourbiere, ou empêchemens, si ce n'est par voie de justice, & pour leurs dettes, ou pour leurs delits, abus, & excès qu'ils y auroient d'ici en avant perpetuez, & commis, sauf aussi que gens de guerre en armes, & puissance ne pourront entrer de l'un parti en l'autre, en plus haut nombre de quatre-vingt à cent chevaux, & au dessous, & ne seront dits, ni proferez à ceux qui iront, & commenceront d'une part & d'autre, aucune injures & opprobres, à cause du parti; & si aucuns font le contraire, seront punis comme infractions de trêves.

Item, Tous Prelats, gens d'Eglise, nobles, bourgeois, marchands, & autres sujets, officiers, & serviteurs d'un parti ou d'autre, de quelque état & condition qu'ils soient, pendant cette abstinence de guerre, auront, & retourneront en la jouissance, & possession de leurs benefices, places, terres, & seigneuries, & autres biens, immeubles en l'état qu'ils les trouveront, & y seront reçus sans empêchement, contredit, ou difficulté, & sans en obtenir autres lettres de mainlevée, ni être contrains en faire nouvelle feauté, ni hommage, en faisant serment en leurs Procureurs en la main du Baillif, ou Lieutenant, sous qui seroient lesdits Benefices, terres, seigneuries, & biens, immeubles, de non traiter, ou pourchasser d'iceux quelconques choses prejudiciables au parti où ils seront, & les seigneurs d'un parti auxquels appartiennent les places, étans es frontieres de l'autre parti, en recevant la delivrance d'icelle, promettent, jureront, & bailleront leurs scelez de non en faire guerre, au parti où elles sont, & que cette trêve expirée, les délaisseront en la pleine obeissance dudit parti où elles sont, toutesfois pour aucunes causes & considerations. Le Roi est content que la place de Rambures soit entierement baillée, & delivree au Seigneur d'icelle, sans y mettre aucun Capitaine ou garde, pourveu qu'il fera serment, & aussi baillera son scellé en la main de celui qui lui fera ladite restitution, que durant cette presente trêve, ni après icelle finie, il ne fera, ni pourchassera chose prejudiciable au Roi, ni à ses pais, & seigneuries, ni aussi à Monditieur de Bourgogne, ses pais, & seigneuries, & ne mettra garnison en icelle place, qui porte, ou fasse, dommage à l'une ou à l'autre des parties.

Et quant aux places & forteresses de Beaulieu & Vervin, Monditieur de Bourgogne consent, qu'en lui faisant la delivrance réelle des villes, & Bailliages de Saint-Quentin, & des places, dont traité est fait entre le Roi & lui, les forteresses dessusdits lieux soient abbatues, & que le revenu en demeure entierement aux Seigneurs d'icelles.

Et aussi est traité, & accordé pour plus ample delivrance, que les terres & seigneuries de la Fere, & Chastelier Vandeuil, & Saint-Lambert dependantes de la Comté de Marle, demeurent au Roi en obeissance, pour y prendre tailles, aides, & tous autres droits, comme es autres terres de son obeissance, la seigneurie, & revenu d'icelle demeurant au Comte de Marle.

Et pareillement les châteaux, villes, terres, & châtelainies, & seigneuries de Marle, Gerily, Moncornet, Saint-Goubain, & Ardi, demeurent à Monditieur de Bourgogne en obeissance, pour y prendre tailles, aides, & tous autres droits dessusdits, la seigneurie & revenu demeurant au Comte de Marle, selon le contenu de l'article precedent.

Et aussi esdits presentes trêves, & abstinence de guerre, en tant qu'il touche lesdits articles de communication, hantise, retour, & jouissance de biens, ne seroit compris M. Baudouin, soi disant bâtard de Bourgogne, le seigneur de Renti, Messieurs Jean de Chassy, & Messire Philippe de Comines, ains seront, & demeureront du tout forelos & exceptez.

Item, Et se aucune chose étoit faite, ou attentée au contraire de cette presente trêve, seur état, & abstinence de guerre, ou d'aucuns points, & articles qui y sont contenus, cela ne tournera, ni portera préjudice, fors qu'à l'infracteur, ou infracteurs seulement, ladite trêve toujours demeurant en sa force & vertu, ledit tems
durant,

durant, lesquels infracteur, ou infracteurs, en seront punis si grièvement que le cas le requerra, & seront les infractions d'aucunes réparées & remises au premier état & dû par les conservateurs ci-après nommés, promptement, si la chose y est disposée; & au plus tard commenceront à y besogner dedans six jours après que lesdites infractions seront venues à leur connoissance, & ne partiront lesdits conservateurs d'une part & d'autre d'ensemble, jusques à ce qu'ils auront appointé, & fait faire lesdites reparations, ainsi qu'il appartiendra, & que les cas le requerront.

Item, Et pour la part du Roi, seront conservateurs pour la trêve de Eu, de Saint-Valleri, & des autres places à l'environ; Monsieur le Maréchal de Gamaches; pour Amiens, Beauvoisin, & marches à l'environ, Monsieur de Torci; pour Compiègne, Noion, & marches à l'environ, le Bailli de Vermandois; pour le Comté de Guise en Tierache, & Rethelois, le seigneur de Villiers; pour la Châtellenie de la Fere & Laon, le Prevost de la Cité de Laon; pour toute la Champagne, Monsieur le Gouverneur illec y pourra commettre; pour le pais du Roi environ les marches de Bourgogne, Monsieur de Beaujén y pourra commettre; pour le Bailli de Lionnois, le Bailli de Lion; pour toute la côte de la mer de France, Monsieur l'Admiral y pourra commettre.

Item, Pour la part de Monditseigneur de Bourgogne, seront conservateurs pour le pais de Ponthieu & de Vimieu, Messire Philippe de Crevecoeur, seigneur des Cordes; pour Corbie, & la Prevôté de Feuilloi & Beauquesne, le seigneur de Contes; & pour la Prevôté de Peronne, le seigneur de Cleri, & en son absence, le seigneur de la Hargerie; & pareillement pour les Prevôtés, & villes de Montdidier, & Roie, & pais à l'environ. Pour Artois, Cambresis & Beauvais, Jean de Longueval, seigneur de Vaux; pour la Comté de Marle, Monseigneur de Hambercourt; pour le pais de Hainaut, Monsieur Daimeries, grand Bailli de Hainaut; pour le pais de Liege & de Namur, Monditseigneur de Hambercourt, Lieutenant de Monditseigneur le Duc esdits pais; pour le pais de Luxembourg, le Gouverneur dudit pais de Luxembourg, & le Marquis de Rothelin; pour le pais de Bourgogne, Duché & Comté, villes, & places à l'environ étans en obeissance de Monseigneur, Monsieur le Maréchal de Bourgogne, qui y commandera en chacun lieu, particulièrement où il sera besoin; pour le pais de Mâconnois, & pour à l'environ, Monsieur de Clessy, Gouverneur dudit Mâconnois; pour le pais & Comté d'Auxerre, & places à l'environ, Messire Tristan de Thonionjon, Gouverneur dudit Auxerre; pour la ville & Châtellenie de Bar-sur-Seine, & places à l'environ, le seigneur d'Eschavez; pour la mer de Flandre, Messire Josse de Lalain, Admiral; pour la mer de Hollande, Zelande, Artois, & Boulonnois, Monsieur le Comte de Bouliant, Admiral esdits lieux.

Item, Et s'il avenoit, que pendant & durant le tems de ladite trêve, aucuns des conservateurs nommez d'une part & d'autre, allassent de vie à trépas, en ce cas le Roi de sa part, & Monditseigneur de Bourgogne de la sienne, seroient tenus de nommer, commettre, & établir autres conservateurs, qui auront tel & semblable pouvoir comme les precedens, & le signifier aux conservateurs prochains, afin qu'aucun n'en puisse prétendre ignorance.

Item, Lesquels conservateurs particuliers, qui ainsi seront commis pour la part du Roi, & pour la part de Monditseigneur de Bourgogne, ou leurs sujets, & comme s'ils avoient legitime excusation de n'en y vaquer en personne, qui est à sçavoir les

deux de chacune marche pour les deux côtéz, seront tenus de eux assembler chacune semaine le jour du mardi une fois és limites du Roi, & autre fois és limites de Monditseigneur de Bourgogne, és lieux propres & convenables qu'ils aviseront, pour communiquer illec de toutes les plaintes, & doléances, qui seront survenues d'un côté, & d'autre touchant lesdites trêves, en appointer, & faire reparation ainsi qu'il appartient. Et s'il avenoit, que pour aucune grande matiere, il y eût difficulté entr'eux, dont ils ne pussent appointer, ils seront tenus de le signifier, & faire savoir incontinent; c'est à savoir les conservateurs de la part du Roi, pour les marches de pardeça à N.

& les conservateurs de la part de Monditseigneur de Bourgogne, és marches de pardeçà à Monseigneur le Chancelier, & à ceux du Conseil de Monseigneur de Bourgogne, & és marches de Bourgogne, à Monditseigneur le Maréchal, & aux gens du Conseil étans à Dijon, la nullité desdites plaintes, & ce qu'ils auront trouvé, lesquels seront tenus de incontinent, & le plus brief que faire se pourra après ladite signification, voider & decider lesdites plaintes & doléances, & en faire jugement & decision, tel que en leurs consciences ils aviseront être à faire.

Item, Et au cas qu'à cause desdites difficultez, lesdits conservateurs renvoiasent lesdites plaintes, ainsi que dit est, & s'il y a personne empêchée, lesdits conservateurs leur pourvoient d'élargissement, & s'il avenoit qu'aucuns desdits conservateurs se voulussent excuser d'entendre esdites reparations, maintenant; & pretendant lesdites infractions non être avenues en leurs limites, ils seront en ce cas tenus le signifier au conservateur, és limites duquel ils maintiendront lesdites infractions être avenues, lequel conservateur au cas qu'il ne voudra entreprendre la charge d'entendre seul à ladite reparation, sera tenu de soi assembler avec l'autre conservateur, qui lui aura fait, ou fait faire ladite signification; pour ensemble avec le conservateur, ou conservateurs de l'autre côté, besogner esdites reparations par la maniere dessusdite.

Item, Et seront les jugemens que feront lesdits conservateurs d'une part & d'autre, executez reellement & de fait, à ce seront contraints les sujets d'une part & d'autre, nonobstant oppositions, ou appellations quelconques, & sans que les condamnés puissent avoir, ni obtenir aucuns remedes au contraire, en quelque maniere que ce soit.

Item, En cette presente treve, sont compris les alliez d'une part & d'autre, ci-après nommez, si compris y veulent être; c'est à savoir, pour la part du Roi, tres-haut & tres-puissant Prince, le Roi de Castille & de Leon, le Roi d'Ecosse, le Roi de Dannemark, le Roi de Jerusalem & de Sicile, le Roi de Hongrie, le Duc de Savoie, le Duc de Lorraine, l'Evêque de Metz, la Seigneurie & Communauté de Florence, la Seigneurie & Communauté de Betne, & leurs alliez, qui furent compris en la treve precedente, faite en l'an mille quatre-cens septante-deux, & non autres. Ceux de la Ligue, de la haute Allemagne, & ceux du Liege, qui se sont declarez pour le Roi, & retirez en son obeissance, lesquels alliez seront tenus de faire leur declaration, s'ils voudront être compris en ladite treve, & icelle signifier à Monditseigneur de Bourgogne, en dedans le premier jour de janvier prochain venant. Et pour la part de Monditseigneur de Bourgogne, y seront compris, si compris y veulent être, tres-haut, & tres-puissant Prince le Roi d'Angleterre, le Roi d'Ecosse, le Roi de Portugal, le Roi de Jerusalem, & de

Sicile, le Roi d'Aragon, le Roi de Castille, & Sicile son fils, le Roi de Dannemare, le Roi d'Hongrie, le Roi de Pologne, le Duc de Bretagne, Madame de Savoie, le Duc son fils, le Duc de Milan, & de Gennes, le Comte de Romont, & Maison de Savoie, le Duc & Seigneurie de Venise, le Comte Palatin, le Duc de Cleves, & le Comte de Juliers, les Archevêque de Cologne, Evêque de Liege, & Archevêque de Treves, lesquels seront tenus de faire declaration s'ils veulent être compris en ladite trêve, & le signifier au Roi dedans ledit premier jour de Janvier prochainement venant. Ce toutefois entendu, que si lesdits alliez compris de la part du Roi, ou aucuns d'eux à leur propre querelle, ou en faveur & aide d'autrui, mouvoient, ou faisoient guerre à Monditseigneur de Bourgogne, il se pourra contre eux défendre, & à cette fin les attendre, faire & exercer la guerre, ou autrement remedier, & obvier de toute sa puissance, les contraindre, & reduire par armes & hostilitiez, ou autrement, sans que le Roi leur en puisse donner, ou faire donner secours, aide, faveur, ni assistance à l'encontre de Monditseigneur le Duc, ni que ladite trêve soit pour ce enseigne.

Item, Pour ôter toute maniere, & occasion de guerre & debat pendant ladite trêve, le Roi se declarera pour Monditseigneur de Bourgogne à l'encontre de l'Empereur des Romains, & ceux de la Cité de Cologne, & tous ceux qui leur feront ci-après aide, & service à l'encontre de Monditseigneur de Bourgogne, & promettra ledit Roi de non leur faire aide, secours, ni assistance quelconque à l'encontre de Monditseigneur de Bourgogne, ses pais, seigneuries, & sujets en maniere que ce soit, ou puisse être.

Item, Pour consideration de ce present traité, fut des pieça mêmeement au mois de mai en l'an 74. pourparlé & conclu entre les gens du Roi, & Monditseigneur de Bourgogne, que le Roi consent & accorde, que toutes les places, villes, & tetres, qui depuis les pourparlemens de cedit present traité, ont été prises & occupées sur Monditseigneur de Bourgogne, soit sujets ou serveurs, en quelques pais que ce soit, par les gens du Roi, ou autres, qui de sa part ont, & voudront être compris en cette presente trêve, soient rendus, & restitués à Monditseigneur de Bourgogne, & à lesdits sujets & serveurs; & ainsi le fera faire par effet, le Roi de toutes celles qui sont en son obeissance, & les autres, qui sont de sa part en cette trêve, seront tenus de le faire comme à celles qui sont en leur obeissance, avant qu'ils puissent jouir de l'effet d'icelles, ni être reputez y compris.

Item, Pour meilleur entretenement de cette dite trêve, est accordé que les places de Harci & Gerondelles seront abbatues, si déjà ne le sont, & les terres demureront de telles seigneuries qu'elles sont.

Item, Pour consideration de laquelle trêve, & mieux preparer & disposer toutes choses au bien de paix perpetuelle, le Roi sera tenu de bailler, & delivrer, & par écrit, baillera, & delivra à Monditseigneur de Bourgogne la ville de S. Quentin, & Bailliage dudit Saint-Quentin, pour le tenir en tel droit qu'il faisoit avant le commencement des presentes guerres & divisions; & dedans quatre jours après la delivrance de toutes les lettres accordées, le Roi en baillera, ou fera bailler l'enzieme & pleine delivrance, & obeissance à Monditseigneur de Bourgogne, ou à son Comus à ce, & en telle puissance, & en tel nombre de gens qu'il plaira à Monditseigneur de Bourgogne, en tirant seulement par le Roi de ladite ville de Saint-

Quentin son artillerie, telle qu'il y a fait mettre & amener depuis qu'icelle ville s'étoit mise en son obeïssance, sans toucher à l'artillerie appartenante au corps de ladite ville, ni à autre y étant avant que ladite ville fut mise hors de l'obeïssance de Monditseigneur de Bourgogne, ou appartenante à autre qu'au Roi; ou ses Capitaines: Et à cette fin, pourra Monditseigneur de Bourgogne, ou aucuns de ses gens pourront commettre pour voir charger, & amener ladite artillerie appartenante au Roi, & pour faire recueillir, & garder celle qui appartient à ladite ville, ou à autre qu'au Roi, ou à sesdits Capitaines, & en recevant ladite ouverture, obeïssance, & delivrance de ladite ville de Saint-Quentin, par Monditseigneur de Bourgogne, icelui Sieur baillera, ou delivrera es mains des gens & commis du Roi, à faire icelle delivrance, ses lettres pour les manans, & habitans dudit Saint-Quentin, de les garder, & entretenir en leurs droits, biens, & privileges, & de ce non les travailler, ou molester pour les choses passées, & aussi main levée de leurs biens immeubles, & de leurs meubles étans en nature de dettes, non reçûs ou acquittés, étans es païs de Monditseigneur de Bourgogne, & de les traiter ainsi que bien bon Seigneur doit faire ses sujets.

Item, Quant à toutes villes, places, & autres choses quelconques, dont ci-dessus n'est faite expresse mention, ni declaration, & sur lesquelles n'est autrement disposé & ordonné, elles demeureront en tel état, parti, & obeïssance, durant & pendant ladite trêve, qu'elles sont de present.

Et icelle trêve, abstinençe de guerre, & autres articles ci-dessus declarez, le Roi, & Monditseigneur de Bourgogne, pour eux, leurs hoirs, & successeurs, promettront en bonne foi, & parole de Roi & de Prince, par leurs sermens donnez sur les Saints Evangiles sur leur honneur, & sous l'obligation de tous leurs biens, & seigneuries, avoir & tenir fermes & stables, & icelles garder, entretenir, & accomplir inviolablement, durant le tems, & par les manieres ci dessus spécifiées, & déclarées, sans aller faire aucune chose, ou souffrir qu'autre fasse aucune chose au contraire, directement, ou indirectement, sous quelque cause, couleur, ou occasion que ce soit, ou puisse être; & en seront faites & dépêchées lettres d'une part & d'autre, en telle forme qu'il appartiendra.

Et sera ladite trêve publiée dedans le jour de d'une part & d'autre, sauf toutefois que s'il venoit (que Dieu ne veuille) que de la part du Roi, ladite ville & Bailliage de Saint-Quentin ne fut baillée, & delivrée à Monditseigneur de Bourgogne dedans le tems dessus déclaré, & les choses contenues es articles de ce faisans mention, & dont lettres seront faites, & dépêchées ne fussent accomplies, Monditseigneur de Bourgogne, nonobstant la dite publication ne sera tenu, s'il ne lui plaît, de tenir, garder, ni observer la dite trêve de neuf ans, & les articles contenus en icelle, plus avant qu'au premier jour de mai prochainement venant, que l'on dira l'an 1476. jusques auquel premier jour de mai, ladite trêve néanmoins demeurera en sa force & vertu. Savoir faisons, que pour consideration des choses dessusdites, singulierement en l'honneur de nôtre Createur, auteur & seigneur de paix, lequel seul peut donner victoire aux Princes Chrétiens telle qu'il lui plaît, & pour envers lui nous humilier, afin de fuir plus grande effusion de sang humain, & que par les inconveniens precedans de la guerre, ne soïens abdiez ni ôtez de la maison de Dieu le Pere, & exheredez de la succession du Fils, & perpetuellement

alienez, & privez de la grace du benoît Saint-Esprit, desirant la seureté, repos, & décharge de l'oppression qu'avons soutenu, & soutenons de jour en jour à cause de la guerre, en esperance de parvenir à paix finale, comme dit est, nous lesdites treves, leur état, & abstinence de guerre, avons faites, acceptées, promises, conclues & accordées: Et par la teneur de ces presentes, par l'avis, & deliberation que dessus, faisons, acceptons, prenons, fermons, concluons, promettons, & accordons pour nous, nosdits hoirs, & successeurs, & avons promis & juré, promettons & jurons en parole de Prince, par la foi & serment de notre corps, sur la foi & la loi que nous tenons de Dieu notre Createur, & que nous avons reçu au Saint-Sacrement de Baptême, & aussi par le Saint-Canon de la Messe, sur les Saints-Evangiles de Notre-Seigneur, sur le fût de la vraie, & precieuse Croix de Notre-Sauveur Jesus-Christ; lesquels Canon, Evangiles, & vraie Croix, avons manuellement touchez pour cette cause, de tenir icelles treves, & toutes les choses contenues esdits articles, & chacunes d'icelles particulièrement, & spécialement les choses que nous devons faire de notre part, ainsi qu'elles sont contenues esdits articles, sans rien en laisser, ni jamais faire, ni venir au contraire, ni querir quelque couleur, ou excusation pour y venir, ni pour en rien prejudicier, ni faire quelque évitation d'aucune des choses susdites. Et si aucune chose étoit faite, attentée, ou mouvée au contraire par nos Chefs de guerre, ou autres nos sujets, & serviteurs, de le faire reparer; & des transgresseurs, ou infracteurs, faire telle punition que le cas le requerra, en maniere que ce sera exemple à tous autres; & à toutes les choses dessusdites, nous sommes soumis & obligez, soumettons, & obligeons par l'hipoteque, obligation de tous & chacun nos biens, presens & à venir quelconques, sur notre honneur, sur peine d'être perpetuellement deshonoré, reproché, & vilipendé en tous lieux. Et avec ce, avons promis & juré, promettons & jurons par tous les sermens dessusdits, de jamais mouvoir, ni pourchasser de notre Saint-Pere le Pape, de Concile, Legat, Penitencier, Archevêque, Evêque, ni autre Prelat, ni autres personnes quelconques, dispensations & absolutions, ni relèvement de toutes les choses dessusdites, ni d'aucunes d'icelles; & quelque dispensation qui en seroit obtenue, & donnée par nous, ou par d'autres, sous quelque cause, couleur, & excusation que ce soit, nous y renonçons dès à présent, pour lors, & voulons qu'elle soit nulle, & de nulle valeur & effet, & qu'elle ne nous soit, ou puisse être valable ni profitable, & que jamais nous ne nous en puissions aider en quelque maniere que ce soit, ou puisse être. Et pource que de ces presentes l'on pourra avoir besoin en divers lieux, nous voulons, qu'au *vidimus* d'icelles, faits, & signez par l'un des notaires & secretaires du Roi, ou de l'un de nos secretaires, ou sous sceaux roiaux, nôtres, ou autres autentiques, foi soit ajoutée comme à ce present original. Et afin que ce soit chose ferme & stable, nous avons signé ces presentes de notre main, & icelles fait sceller de notre scel. Donné au Chastel de Soleuvre le treizieme jour de septembre, l'an de grace, mille quatre-cens soixante & quinze. Ainsi signé, CHARLES, & du secretaire par Monsieur le Duc, LE GROS.

COPIE DES LETTRES DU ROI LOUIS XI.

par lesquelles il explique un article du Traité de treve faite pour neuf ans entre lui & le Duc de Bourgogne, lequel article concerne la Sardaigne, le Roussillon, & Comté de Ferrette, à Soissons le 13. septembre 1475.

Bourgo-
gne.

1475.
13. sept.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme en traitant, concluant, & accordant entre nous, & nôtre tres-cher & tres-amé frere & cousin le Duc de Bourgogne, treve & abstinence de guerre, aient entre autres articles été congus, traitez, & accordez les pointz & articles, dont la teneur s'ensuit.

Est dit & accordé, que pour la presente treve le Roi ne laissera point à garder, défendre, & mettre en sa main les comtez & seigneuries de Roussillon & Sardaigne, ainsi qu'il les a tenuës depuis douze ou treize ans: & lesd. villes & pais reduire, & remettre en son obeïssance pleine, & entiere par puissance d'armes, ou autrement, ainsi que bon lui semblera, ne par ce ne sera point rompuë ladite treve, toutefois Monditseigneur de Bourgogne nonobstant les choses avant dites, demeurera avec le Roi d'Aragon pour tout le ramenant de ses seigneuries entier en toutes ses alliances, & semblablement demeurera entier en toutes ses autres alliances, & avec ses alliez dessus nommez. Et pour signifier, ce que dit est, au Roi d'Aragon, Monditseigneur de Bourgogne pourra envoyer vers lui message tel qu'il lui plaira, lequel le Roi fera conclure seurement, & sauvement par son royaume, jusques il sera mis en seureté es pais dudit Roi d'Aragon sans empêchement quelconque, sur peine d'infraction de ladite treve. Et ne pourra le Roi proceder à aucune emprise sur lesdits pais de Roussillon & Sardaigne, & villes d'iceux, jusqu'à-ce que Monditseigneur de Bourgogne aura la jouissance & possession réelle dudit Saint-Quentin, & des places de Ham & Bohain. Et ainsi Monditseigneur de Bourgogne pour la presente treve ne laissera point à garder & défendre, & mettre en sa main ses comtez & pais de Ferrette & Danefois, & autres villes & places à l'environ, qu'il a tenuës depuis six ans en çà, & reduire & remettre par puissance d'armes, ou autrement, ainsi que bon lui semblera en son obeïssance pleine & entiere les villes & places qui en tout, ou en partie, s'en sont nouvellement soustraites, ou s'en soustrairont ci-après, ne par ce ne sera point rompuë ladite treve. Et au cas que ceux de la Communauté de Berne, & leurs alliez, seront ausdits de Ferrette & Danefois, leurs aidans, alliez, & adherans aucune aide, assistance, ou faveur, soit en y envoyant, ou y souffrant, & permettant aller & demeurer aucuns de leurs gens, & sùjets, leur baillant & administrant artillerie, ou vivres, retraite & communication en leurs villes & pais, ou en autre façon & maniere quelconque, Monditseigneur de Bourgogne pourra contre lesdits de Berne & leurs alliez, proceder par armes, hostilitéz, ou autrement comme il lui plaira, & ne leur donnera, ou fera donner le Roi aucun aide, ou secours, ne par ce sera ladite treve enfreinte.

Item, Et pourra Monditseigneur de Bourgogne mener, conduire, passer, repasser, ou par ses Capitaines faire mener, conduire passer, & repasser ses gens de guerre en armes de ses pais de Bourgogne, es marches de ses pais de par deçà,

de de feldits païs de par deçà, és marches de feldits païs de Bourgogne, par les lieux & chemins à eux plus propices & convenables, pour après s'en aider ainfi que bon lui semblera; & toutes les fois qu'il lui plaira, en paiant raifonna- blement fans y fejourner, faire guerre, pillerie, ni autre grief, ou opreffion au peuple, & fans ce que pour ledit paffage ladite treve puiſſe être dire ni tenuë être enfreinte, & ne pourront entrer en villes cloſes que par compagnies, qui ne ſeront plus fortes, que ceux deſdites villes. Savoir faiſons, que j'aiçoit que pour certaines cauſes ait été dit, conſenti, & accordé de non inferer iceux articles deſſus tranſcrits és principales lettres de ladite treve; & d'en faire lettres à part, nous avons neanmoins promis & promettons par ces preſentes en parole de Roi, ſur nôtre honneur, & par nôtre ſerment pour ce corporellement fait en la forme & maniere contenues eſdites lettres principales de ladite treve, & ſur les mêmes ſoumiſſions, obligations, peines & aſtrictions déclarées en icelles lettres, de tenir, garder, & accomplir de nôtre part tout le contenu eſdits articles ci-deſſus tranſcrits, tout ainſi que s'ils étoient incorporez, & écrits eſdites principales lettres. Et que ſi leſdites obligations, peines, & aſtrictions étoient au long & particulièrement déclarées en ces preſentes, ſans ce que pour quelque cauſe, couleur, ou occaſion que ce ſoit, on pût dire ni alleguer les articles deſſus incorporez non être des membres & articles de ladite treve. En tēmoïn de ce nous avons fait mettre nôtre ſeul à ceſdites preſentes. Donné à Soiffons le 13. jour de ſeptembre, l'an de grace 1475. & de nôtre regne le quinziesme. Ainſi ſigné, L O U I S. Et ſur le remploi deſdites lettres: Par le Roi, l'Admiral, les Sieurs du Bouchage, & de Saint-Pierre, Maîtres François Hale, Guillaume de Cerifay, & autres preſens, & du ſecretaire, Turillot.

*CONFIRMATION ET RÉNOUVELLEMENT DES TRAITÉZ
entre la France, & le Roiaume de Caſtille, à Paris le 23. ſeptembre 1475.*

DOMINUS Alvarus de Taide, miles, conſanguineus illuſtriſſimi ac inclitiſſimi Domini noſtri Alphonſi, Dei gratia Regis Caſtellæ, Legionis & Portugalliæ, ejusque conſiliarius, & Joannes Delnas, miles, in jure civili Licentiatus, dicti excellentiſſimi Regis conſiliarius ejusque ſiſci advocatus; ambo pariter ſui Ambaſſiatores, Oratores, Procuratores, & Commiſſarii ad infra ſcripta ſpecialiter deputati, ſalutem in omnium ſalvatore. Quum primum propoſitum rectè regnantium, finalisque intentio juſtè principantium eſſe debeat bonum commune ſubditorum privatis præferre commodis, quando revera tunc cautius procurari ſperatur, cum Chriſtianiffimi Reges & Principes in vera unitate & obedientia ſacro-ſanctæ Romanæ Eccleſiæ perſiſtentes in unam mentis conſonantiam conveniunt & invicem indiſſolubilis amoris fœdere colligantur; hoc equidem ſereniſſimus & Dominus noſter excellentiſſimus ſupradictus in profundæ ſuæ mentis revoluens examine, conjeſtansque quod antiquæ ligæ, conſiderationes, & amicitie priſcis jam temporibus inter excellentiſſimos & Chriſtianiffimos Francorum Reges, & præclariffimos Reges Caſtellæ & Legionis, dictaque regna, initæ, conventæ, tractatæ, ſinitæ, & confirmatæ, & hæcenus inviolabiliter obſervatæ fuisse, optansque quod prædictæ ligæ, uniones, & antiquæ ami,

*Caſtille.
1475.
23. ſept.*

citæ & confederationes confirmentur, corroborentur, & in dies incommutabiliter observentur, nobis præfatis Domino Alvaro de Taide, & Joanni Delnas, suis oratoribus & procuratoribus, auctoritatem, potestatem, facultatem, & mandatum dedit, cessit, & concessit speciale nomine suo, dictorumque regnorum Castellæ & Legionis, confirmandi, corroborandi & convalidandi, & de novo faciendi & tractandi antedictas ligas, confederationes & antiquas amicitias inter illustrissimum & Christianissimum Dominum Ludovicum Francorum Regem, suum consanguineum, fratrem & amicum fidelissimum, & ipsum Dominum Alphonsum Regem supra dictum, dictaque sua regna, prout in litteris mandati & procuratorii suo nomine & manu roboratis suoque sigillo communitis, quæ infra scribitur luculenter apparebit, quarum antiquarum ligarum, confederationum, & amicitiarum tenor de verbo ad verbum sequitur, & talis est.

HENRICUS, Dei gratia Rex Castellæ & Legionis, universis & singulis harum seriem inspecturis, præsentibus & futuris salutem & gratiam regiam ac prosperorum successuum incrementum. Sæptingenta regum sublimitas & a supernis sedibus collapsa dominandi imperandique auctoritas & potentia, tunc sui folii & magnitudinis triumphat gloriâ, & excellentiâ, tunc honorum & obsequiorum ubertate referta status sui alacritate potitur & gaudet, quando divinam illam pacis hereditatem pro tutelâ fidelis populi à Christo relictam accurato indagine, sollicitoque studio investigare conatur, & ardenti desiderio prosequitur & defendit, quod nimirum eo sit præclarus, eo conducitur felicius ac commodius, tantoque Republicæ regnorum, principatum, & dominiorum quorumvis, pacis & tranquillitatis per amplius inestimabili persuiuntur beneficio & munificentia, dum terrarum Principes & Domini pro eliminandis postergandisque dissensionum & seditionum scandalis, in pacis autore animos suos sibi conciliant & potentiarum suarum vires glutino amore confederant & connectunt. Ea igitur consideratione monefacti serenissimus ac christianissimus Princeps frater & consanguineus noster carissimus Carolus, nunc Francorum Rex, & nos ad usum, perseverantiam, & continuationem traducere cupientes, ac commodò præstatæ hereditatis suavissimum fructum, ut ex pace in virtute Dei facta, ejus & abundantia turribus permunita regalis præsidii nos & nobis confæderati, adhærentes, & subditi tranquillius & fecius de virtute in virtutem procedentes ambulare possemus in domo domini, cum consensu temporibus nuper retroactis certos nostros Ambassiatores, Nuncios, & rerum nostrarum gestores sufficienti ad hoc mandato suffultos hinc inde ordinavimus, constituimus, & deputavimus, qui divina cooperante clementiâ inter eundem serenissimum & christianissimum Regem Francorum fratrem & consanguineum nostrum carissimum pro ipso ac primogenito suo nato, vel nascituro, aut primo regnorum suorum hærede, terris & subditis ac ditionibus, dominiis & adhærentibus suis ex una, & nos pro nobis ac primogenito nostro nato vel nascituro aut primo regnorum nostrorum hærede, terris, regnis, subditis, dominiis, ditionibus, adhærentibus nostris partibus ex altera, conceperunt, inierunt, & confirmarunt certas ligas, amicitias, confæderationes, compositiones, conversiones, & pacta pro extermínio malorum, & pacifico utriusque regni statu & incremento. Easque & ea ac eorum singula semper, & omni tempore custodire, manutengere, & inviolabiliter observare pro nobis, ac primogenito nostro nato vel nascituro,

nascituro, & pro regnorum nostrorum primo hærede, ac regnis, terris, subditis, dominiis, ditionibus, & adhærentibus nostris, antepositis sibi tactisque sacrosanctis Evangeliiis, ac venerabili signo sanctæ Crucis nostro nomine, & in animam nostram præfati Ambassadors, Nuncii, & Procuratores nostri ex parte deputati sub certis pœnis & obligationibus juraverunt promiseruntque nos, ac primogenitum nostrum, aut primum dictorum regnorum nostrorum hæredem, ac pro regnis, terris, dominiis, subditis, & adhærentibus nostris, etiam per nostras parentes litteras præmissa omnia & singula ac requisitionem & voluntatem præfati serenissimi ac christianissimi Principis Caroli, Regis Francorum, fratris & consanguinei nostri carissimi acceptaturos, approbaturos, & confirmavimus, ac alia facturos, quæ in litteris patentibus nominibus propriis & sigillis dictorum nostrorum Ambassadorum, Procuratorum, ac Nunciorum communis, ac per dictum nobis & fidem spectabilem virum Fernandum Didacum de Toledo decretorum doctorem, publicum Apostolica autoritate notarium, consiliarium, auditorem, referendarium, relatorem & secretarium nostrum, confectis & signatis plenius continentur, hujusmodi qui sequitur verborum sub tenore.

IN nomine Domini. Amen. Erricus Cupi de Mendoza, Marchio de Santillana, & Comes del Real, & Joannes Pacheco, Marchio de Villena, ac Majordomus serenissimi ac potentissimi Principis & domini Henrici, Dei gratia Regis Castellæ & Legionis, consiliarii que & procuratores sui ad infra scripta specialiter deputati, universis præsentibus pariter & futuris præsentibus litteras visuris & audituris salutem in eo qui perfecta caritas est: sacris erudimur doctrinis ut fraternitatis fœdus, & vinculum caritatis tanquam plenitudinem legum, perfectionisque stabilem columnam, quæ nunquam excidit, juxta commissum nobis onus solliciti ipsi prosequamur, & eos qui sub autore pacis imperant ad unitatem spiritus, & fraternam dilectionem per quam regum amor, pax populorum, filiorum hæreditas, & spes æterni regni conservantur, accuratissime incitemus. Sane cum Æterni Regis providente clementia, multis evolutis annorum circulis, inter ineluctissimarum recordationum defunctos Francorum ex una, ac Castellæ & Legionis quondam Reges, ex altera partibus, & novissime anno Domini millesimo quadringentesimo tricesimo quarto, inter illustrissimum & christianissimum Principem & Dominum, Dominum Carolum Dei gratia Regem Francorum, & gloriose memoriæ defunctum Dominum Joannem tunc Regem Castellæ & Legionis, gemitorem dicti serenissimi Domini nostri Domini Henrici Regis moderni, pro ipsis & suis hære inde primogenitis natis, vel nascituris, sive regnorum suorum primis hæredibus, ac pro suis regnis, terris, subditis, dominiis, & adhærentibus suis, ac omnibus aliis quorum intererat, vel interesse poterat, ceteræ confederationes, pactiones, ligæ, fraternitates, & amicitie fuerint initæ, conceptæ, & ordinatæ, & firmatæ, prædictæ continetur in litteris præfati quondam serenissimi Regis Joannis, quondam rector sequitur, & est talis:

JOANNES, Dei gratia Castellæ & Legionis Rex, universis & singulis has nostras (Impressis, tam præsentibus quam futuris), salutem & gratiam in Domino cum abundantia tranquillitatis & pacis. Cum Æterni Regis providentiæ disponere, inter serenissimum & christianissimum Principem, consiliarium fratrem &

consanguineum nostrum Carolum, nunc Francorum Regem, ac Procuratores & Ambassadors, & Nuncios, ac sui nomine ad hoc speciale potestatem habentes pro ipso præclarissimo Rege fratre nostro, ac primogenito suo nato, vel nascituro, vel primo regnorum suorum hærede, terris ac subditis, & ditionibus, dominis & adherentibus suis ex parte una; & nos, & nonnullos procuratores nostros, nostri vice ac nomine ad hoc specialiter & plena cum potestate deputatos pro nobis, & primogenito nostro nato, vel nascituro, vel primo regnorum nostrorum hærede, terris, regnis, & subditis, dominiis, ditionibus, & adherentibus nostris ex parte altera, ordinatæ, conceptæ, initæ, & confirmatæ fuerint certæ ligæ, amicitie, & confederationes, compositiones, conventiones, & pacta ad exterminium malorum, & utriusque Reipublicæ pacificum incrementum, eaque & eorum singula, sibi præpositis, tactisque sacrosanctis Evangeliiis, & venerabili signo Crucis nostri nomine, & in anima nostra, semper & omni tempore custodire, manu tenere, & inviolabiliter observare pro nobis, & primogenito nostro nato, vel nascituro, & pro regnorum nostrorum hærede, regnis, terris, & subditis, dominiis, ditionibus, & adherentibus nostris promiserunt, & firmiter juraverunt, & nos nunquam contrafacere, vel venire per nos, vel alium, seu alios aliqua ratione, vel causa, publicè vel occultè, sub hypotheca & obligatione regnorum & omnium bonorum nostrorum, & certâ, sub penâ prout hæc & alia per suas hinc inde patientes litteras suis nominibus roboratas, ac sigillis suis communitas, & per Fernandum Didacum de Toledo decretorum doctorem, auctoritate Apostolica notarium publicum, auditorem, referendarium, relatores, ac secretarium nostrum confectas, & manu sua propria signatas plenissimè constat; tenor vero harum per dictos nostros procuratores vice & nomine nostri initatum, concessarum & firmatarum sequitur, & est talis.

IN Dei nomine, amen. Alvarus de Luna, Conestabularius Castellæ, Comesque Sancti Stephani, Joannes miseratione Divina Archiepiscopus Hispalensis, & Rodericus Pimentel, Comes de Benavente, consilarii serenissimi ac christianissimi Principis & Domini Domini nostri Joannis, Dei gratia Castellæ & Legionis Regis, ejusque procuratores ad infra-scripta potestatem & mandatum speciale habentes, sicut per litteras ejusdem Domini nostri Regis præsentibus insertas constat evidenter. Nos cum facimus universis præsentibus & futuris, quod cum æterna providente elementia, multis evolutis annorum circulis, inter inclitæ recordationis defunctos serenissimum Dominum Henricum primum, quondam Regem Castellæ & Legionis, proavum præfati Domini nostri Regis Castellæ & Legionis moderni, & inclitissimæ recordationis serenissimum & christianissimum Dominum, Carolum quintum, quondam Regem Francorum, avum serenissimi Principis, & Domini Domini Caroli, Regis Francorum moderni, certæ confederationes, pactiones, ligæ, conventiones, & amicitie fuerunt initæ, conceptæ, ordinatæ, & firmatæ, & postmodum per clarissimæ memoriæ defunctos serenissimum & christianissimum Principem & Dominum Joannem avum, ac etiam per tam similis memoriæ serenissimum Dominum Henricum secundum, genitorem Domini nostri Joannis secundi, Regis Castellæ & Legionis moderni, pro se ipsoque Domino nostro Joanne primogenito suo Castellæ & Legionis Rege moderno ex una parte, & præclarissimæ memoriæ defunctum serenissimum & christianissimum Do-

animum Carolum sextum, tunc Regem Francorum, filium præfati Domini Caroli quinti, genitoreque prædicti serenissimi Principis Domini Regis Francorum moderni, pro se & primogenito suo vel primo regni sui herede, ex alia parte, approbatæ, confirmatæ, renovatæ & roboratæ, prout per eorum patentes litteras potest apparere, quarum quidem litterarum tenores hic haberi volumus pro expressis insertis, & consequenter ipse Dominus noster Rex Castellæ & Legionis modernus, necnon recolendæ memoriæ defuncta Domina Catharina Regina genitrix sua, & ejusdem memoriæ defunctus Dominus Fernandus, Infans Castellæ, patruus suus, ejusdem Domini nostri Regis Castellæ & Legionis moderni, suorum regnorum tunc tutelam, curam, & regimen habentes, ejus nomine & vice, & pro eo, & pro ejus primogenito aut herede, & regni, terris & subditis suis existentibus, in ejusdem serenissimi Domini nostri Castellæ & Legionis modernis Majestatis præsentia, necnon dictorum matris, patruique sui bonæ memoriæ defunctorum, Domino Gerardo, tunc Episcopo Sancti Flori, & Domino Robino de Bracamonte, milite, consiliario & magistro, ac secretario, Ambassiatoribus & Procuratoribus dicti defuncti Domini Caroli sexti, tunc Francorum Regis, per ipsum ad dictum Dominum Regem Castellæ & Legionis modernum destinatis, ipsiusque virtute potestatis eis propter hoc specialiter attributæ & concessæ per litteras dicti defuncti Domini Caroli sexti, tunc Regis Francorum, recipientibus, acceptantibus & solemniter stipulantibus, unâ cum ipso defuncto Carolo sexto, tunc Rege Francorum, ac prænominatis suis Procuratoribus & Ambassiatoribus ejus nomine & vice, & pro eo, proque primogenito, aut herede, ac regno, terris, subditis suis, considerationes, pactiones, ligas, & amicitias confirmarunt, innovaverunt, & fecerunt, modo & forma contentis in litteris præfatis Domini Joannis Regis Castellæ & Legionis, quarum tenor talis est.

IOANNES, Dei gratia Rex Castellæ & Legionis, universis & singulis Christi fidelibus præsentem seriem inspecturis & audituris salutem, & gratiam in Domino cum abundantia tranquillitatis & pacis, notum facimus, & cunctis fieri volumus manifestum, quod æterna providente clementia, multis jam evolutis annorum circulis, inter præclaræ memoriæ defunctos Reges Carolum quondam Franciæ, & Henricum quondam Castellæ & Legionis, proavum nostrum, quorum gesta magnifica per universa mundi climata solemniter divulgantur, certæ confederationes, pactiones, ligæ, conventiones, amicitia, initæ, conceptæ, & ordinatæ fuerint & firmatæ, & postmodum per serenissimum & christianissimum Principem Carolum, Regem Franciæ modernum, præclarissimum fratrem nostrum, pro ipso & primogenito suo, vel primo regni sui herede ex una parte, & tam per inclitæ recordationis serenissimum Joannem avum, quàm Henricum genitorem nostros, Reges Castellæ, pro ipso genitore nostro, & nobis ex parte altera approbatæ, confirmatæ, roboratæ, quarum sicut per eorum litteras patentes, & autenticas suis magnis sigillis communitas, potest luculentius apparere, quarumquidem litterarum originalia in archivo utriusque partis non immerito diligenter conservantur, ipsarumque tenores hic haberi volumus pro expressis & insertis.

Nos revolventes in animo, quàm laudabile, quàm salubre, quàmque dulce semper extitit, in unitatis amore vinculum caritatis observare, quæ suæ virtutis efficacia membra fortiter ligat ad invicem, & cum Christo, nec permittit eos quos per-

fecte semel junxit, ab invicem separari, neque consilium, & auxilium sibi mutuo denegare, cum potius eorum omnia facit esse communia, & insuper operatur in ipsis identitatem voluntatum, nostræque considerationis actus dirigentes ad utilitates innumeratas, & incunarrabilia beneficia, quæ retro lapsis temporibus, regibus, & regnicolis utriusque regnorum, & amicitii hujusmodi pervenerunt, cupientes, & desiderabiliter affectantes memoratam servare caritatis unionem, quæ tandem permansit ilibata, non diminutionem his temporibus recipere, sed crescere semper, & proficere potius in augmentum, omnemque cujuslibet occasionis amplitudine materiam, quæ tam ex verborum quam summarum dictarum litterarum antiquarum obscuritate, ambiguitate, aut forsitan inæqualitate, vel alio quovis modo, causam asserere possit, dissensionis, altercationis, seu contentionis in futurum, constitutis in nostræ majestatis presentia, necnon præcæssimæ genitricis nostræ Catharinæ Reginae, & illustreis patri nostri Fernandis Infantis Castellæ, gerentium ad præsens nostri, regnorumque nostrorum regimen, curam & tutelam, Amballiatoribus, Procuratoribus, & Nuntiis prædicti carissimi germani nostri Regis Franciæ, ad nos propter hoc specialiter destinatis, videlicet Reverendo Patre Gerardo, Dei gratia Episcopo Sancti Florentii, necnon Domino Robino de Bracamont, Domino de Trancilla, milite, & Magistro Joanne Hugonis Archidiacono ipsique virtutis poplantis eis attributæ per litteras præfati germani nostri Regis Franciæ, suorum non sigillo corroboratas, quarum tenor inferius inseretur, nomine præfati germani nostri, & pro filio quoque suo primogenito nato, vel nascituro, aut primo regni sui hærede, ac pro regno, terris, dominiis, subditis, & adherentibus suis, & aliis omnibus, & singulis quorum interest, vel interesse poterit, quomodo libet in futurum recipientibus, acceptantibus, & solemniter stipulantibus, confederationes, tractatus, compositiones, pactiones, ligas, & amicitias, tam ex nostra certa scientia, quam de prædictorum genitricis, & patri tutorum nostrorum, necnon aliorum Prælatorum, Baronum, magnatum, & petitorum regni, & consilii nostri propter hoc personaliter, & specialiter vocatorum, consilio, voluntate, pariter & assensu, tractamus, inimus, facimus, & firmamus sub forma, & modo infra scriptis.

Primo, videlicet, quod nos Joannes Rex Castellæ & Legionis prædictus, filiusque noster primogenitus nasciturus, sive primus regnorum nostrorum hæres, regna nostra, patriæ, dominia, & subditi nostri sumus ex nunc, & erimus deinceps unacum dicto Francorum Rege, fratre nostro carissimo, filioque primogenito nato, aut nascituro, seu primo regni sui hærede, terris, patriis, dominiis, & subditis sui boni veri fideles confederati, & adherentes amici tanquam vero nostro fratri naturali & germano, tali modo videlicet, quod nos, & filius noster primogenitus nasciturus, seu primus regnorum hæres, damnum, vituperium, detrimentum aut dedecus dicti fratris nostri carissimi Regis Francorum, filii primogeniti nati, aut nascituri, seu primi regni sui hæredis, regni, terrarum, patriarum, dominiarum, & subditorum suorum, non procurabimus ullo modo, nec alicui personæ viventi cujuscunque status, conditionis, præminentie, aut dignitatis existat, etiam si persona fueris regalis, aut alia quevis, quæ dicto fratri nostro carissimo Regi Francorum, filio primogenito nato, aut nascituro, seu primo regni sui hæredi, regno, terris, patriis, dominiis, & subditis suis guerram, damnum, vituperium, detrimentum, dedecus facere, perpetrare voluerit aut inferre, consilium, auxilium præstabimus, seu

favorem. Quæ quidem ligæ, confederationes, pacta, amicitie, conventiones, tractatus supra, & infra scriptæ, & scripti durabunt quoad vitam fratris nostri carissimi Regis Franciæ, filii primogeniti nati, aut nascituri, & primi regni sui heredis, nostrique Regis Castellæ, & Legionis prædicti, filii primogeniti nascituri, sive primi regnorum nostrorum heredis prædictorum, & quicquid ipsi, & nos vivam duxerint, seu duxerimus in humanis.

Item, prædictum fratrem nostrum carissimum Regem Franciæ, filium primogenitum natum, aut nasciturum, sive primum regni sui heredem, tam per mare, quam per terram contra quascunque personas, quæ possint vivere & mori, cujuscunque status, conditionis, præminentie aut dignitatis existant, etiam si persona fuerit secularis, aut alia quavis, quæ dicto fratri nostro carissimo Regi Franciæ, filio primogenito nato, aut nascituro, sive primo regni sui heredi, regno, terris, patris, dominis, & subditis suis guerram, damnum, vituperium, detrimendum, aut dedecus facere, perpetrare voluerit aut infirre, bona fide juvabimur, & juvare tenebimur absque fraude, nosque guerram dicti fratris nostri carissimi Regis Francorum, filii primogeniti nati, aut nascituri, seu primi regni sui heredis in nos, & in personam nostram tanquam propriam nostram recipientis, & ut caput guerræ recipere tenebimur, & in regnis & dominiis nostris, tanquam nostram propriam, cum per litteras patentes sigilloque dicti Regis Franciæ, fratris nostri carissimi, aut filii sui primogeniti nati, aut nascituri, sive primi regni sui heredis certificati fuerimus quod guerra facta sit aperta, & in regno Franciæ præconizata inter eundem Regem Franciæ, aut suum primogenitum natum, seu nasciturum, seu primum regni sui heredem ex una parte, & Regem Angliæ, seu quemcunque alium ex parte alia, infra decem dies à die prædictæ certificationis nobis factæ, facere præconizari juvare tenebimur, sic tamen quod si dictus frater noster carissimus Rex Franciæ, filius ejus primogenitus natus, aut nasciturus, seu primus regni sui heres, sive aliorum eorumdem nos aut primogenitum nostrum nasciturum, seu primum regnorum nostrorum heredem requiserint, sive per eos aut eorum alterum fuerimus de juvamine subditorum nostrorum, armatorum seu galearum, aut aliorum navigiorum ad opus dictæ guerræ subvenire requisiti, nos, primogenitus noster nasciturus, seu primus regnorum nostrorum heres hoc facere, galeasque & alia navigia, & gentes armorum, tam per terram quam per mare ad servitium & juvamen dicti fratris nostri carissimi Regis Franciæ, filii primogeniti nati, aut nascituri, & primi regni sui heredis prædictorum, ejus tamen vel eorum sumptibus & expensis fideliter & efficaciter, omni fraude cessante, minere tenebimur, jurabuntque Capitanei armatorum hujusmodi tam per terram, quam per mare, sive Admiralidi, vel alii quicunque, & facient solenne juramentum coram persona, vel personis per dominum fratrem nostrum ad hoc deputatis, vel deputandis, quod ab eorum partium honorem, utilitatem & commodum diligenter observabunt, ac totis viribus fideliter procurabunt.

Item, poterunt vassalli & subditi nostri libere & absque offensa quolibet per eos incurrendæ, ad servitium & juvamen dicti fratris nostri carissimi filii primogeniti nati, aut nascituri, seu primi regni sui heredis, tam per terram quam per mare, ad opus dictæ guerræ, nostræ tamen, aut regnorum, & dominiorum necessitate cessante, quoties eis placebit se transferre.

Item, guerra nominis fratris nostri carissimi Regis Francorum prædicti, filii,

que primogeniti, nati aut nascituri, sive primi sui regni hæredis, sive nomine nostri, sive primogeniti nostri nascituri, aut primi regnorum nostrorum hæredis, contra quemcunque incepta, sive incipienda, nos, primogenitus noster nasciturus, aut regnorum nostrorum primus hæres, cum patre adversa, pactum, tractatum, accordum, treugam seu pacem facere, tractare, accordare, absque consensu & voluntate expressis prædicti fratris nostri carissimi, seu primogeniti nati, aut nascituri, seu primi regni sui hæredis, firmare non poterimus, aut quomodolibet inire. Poterit tamen prædictus germanus noster, primogenitus natus, aut nasciturus, sive primus regni sui hæres, causis exigentibus, treugas particulares ad annum, vel ad aliud brevius tempus citra tractare & inire, si & quando sibi videbitur expediens, proviso quod dictas treugas particulares nobis, aut primogenito nascituro, vel hæredi nostro significare teneatur, & quod in eisdem nos, primogenitus nasciturus, vel hæres cum patris & subditis nostris comprehendamus, si nobis placuerit comprehendere; quodque prædictæ treugæ particulares unius anni, vel temporis brevioris, nequeant ulterius ad longius tempus sine expresso consensu nostro, primogeniti nascituri, aut primi regnorum hæredis, prorogari vel extendi, cessantibus in præmissis, & cæteris sequentibus universis omni fraude ac dolo.

Item, castra, civitates, villæ, fortalicia, sive loca, quæ, vel quas primogenitus, aut hæres, sive gentes nostræ tam in regno, & terra Angliæ, & Ducatu Aquitanie, quam in aliis regnis, terris, & dominiis, contra quæ, & quas dictus frater noster, primogenitus natus, aut nasciturus, sive primus regni sui hæres, guerram inceptam habuerit, vel incepit, acquisiverimus, occupaverimus, adquisierit, sive occupaverit per mare, vel per terram, dicto fratri nostro carissimo Regi Franciæ, ejusque primogenito nato, sive nascituro, aut primo regni sui hæredi, seu certo nuncio aut mandato nos & gentes nostræ prædictæ, & filius noster primogenitus nasciturus, sive primus hæres regnorum nostrorum, liberè dare, restituere tenebimur, ac etiam tenebuntur, bona tamen mobilia capta vel occupata efficiuntur capientis, & eidem concedentur secundum morem & consuetudinem regnorum Franciæ & Castellæ prædictorum.

Item, Volumus quod si Rex Angliæ, aut suus primogenitus, seu quicumque regni sui heres, & Ducatus Aquitanie, aut aliquis alius de sanguine Angliæ fuerit, captus per nos, primogenitum nasciturum, aut primum regnorum nostrorum heredem, sive per gentes nostras, tam per mare quam per terram, vel quicumque alius Rex, Dux, sive Comes, contra quem principaliter dictus frater noster Rex Franciæ, ejusque primogenitus natus, aut nasciturus, sive primus sui regni heres, guerram inceptam habuerit vel incepit, ad arbitrium, voluntatem, & ordinationem dicti fratris nostri carissimi Regis Franciæ, vel ejus primogeniti, aut nascituri, seu primi regni sui heredis, nostrique, vel primogeniti nostri nascituri, aut primi regnorum nostrorum heredis, teneatur captus & captivus, insimulque poterimus una cum dicto fratre nostro carissimo super expeditione dicti capti sive captivi ordinare, prout arbitrium partium placuerit voluntati; quicumque vero alius à prædictis captus sive captivus extiterit, consentimus, & volumus, quod sit efficaciter capientis, & eidem concedatur. Super quibus, & eorum quolibet, tam super guerra, quam personis supradictis, & omnibus aliis ad hoc necessariis factum, guerra utilitatem & commodum dicti fratris nostri carissimi Regis Franciæ, filii primogeniti nati, aut nas-

citur, sive primi regni sui heredis, regni, terrarum, & subditorum suorum concernentibus, nos autem, primogenitus noster nasciturus, sive primus regnorum heres relationi simpliciter, & affectioni per dictum fratrem nostrum Regem Franciæ, aut primogenitum natum, sive nasciturum, seu primum regni sui heredem, sive litteris suis super hoc, aut suo certo nuncio ad hoc specialem potestatem habenti, nobis, aut primogenito nostro nascituro, seu primo regnorum nostrorum heredi factis, absque alia probatione seu informatione quacunque, prædictum fratrem nostrum carissimum Regem Francorum, aut primogenitum natum, seu nasciturum, seu primi regni sui heredem, faciendi fidem indubiam tenebimur, & tenebuntur adhibere, intimationeque, prout prædicitur, nobis facta, nos & primogenitus nasciturus, aut primus regnorum nostrorum heres, prædictum Dominum carissimum fratrem nostrum Regem Franciæ, primogenitum suum natum, vel nasciturum, seu primum regni sui heredem, tam de facto tenebimur, & tenebuntur utiliter adjuvare. Sane à ligis, considerationibus, pactis, conventionibus & tractatibus prædictorum excipimus, & excipi volumus personam sanctissimi in Christo Patris Romani Pontificis, necnon similiter Regem Aragonum, & filium suum primogenitum, qui nunc sunt; dum tamen idem Rex Aragonum, & filius suus primogenitus, qui nunc sunt, eorumve alter contra dictum fratrem nostrum carissimum Regem Franciæ, primogenitum natum, aut nasciturum, seu primum regni sui heredem, regnum, terras, dominia, & subditos suos, sive nos, primogenitum nasciturum, aut primum regnorum nostrorum heredem, regna, terras, dominia, & subditos nostros, guerram, damnum, vituperium, aut dedecus, sive detrimentum non faciant, inferant, aut procurent, faciat, inferat, aut procuret, sive fieri, inferri, aut procurari faciant per alium quovis modo; quod si quod absit, idem Rex Aragonum, aut suus primogenitus, contrarium facerent, cessabit dicta exceptio, & nos, primogenitus nasciturus noster, aut primus regnorum nostrorum heres, cum dicto carissimo fratre nostro Rege Franciæ, ejusque primogenito nato, vel nascituro, seu primo regni sui herede, erimus prout sumus unanimiter confederati contra Regem Aragonum, & suum primogenitum prædictos.

Quæ omnia prædicta, & singula nos prædictus Rex Joannes, sana & provisa deliberatione consilii super hoc habita, pro nobis, primogenito nascituro, & primo regnorum nostrorum herede, regnis, terris, dominijs, & subditis nostris promittimus, & juramus in animam nostram, promiseruntque & juraverunt prænominati genitrix & patruus nostro, tutelaque nostræ nomine super imaginem & memoriam Domini nostri Jesu Christi Crucifixi, Evangelicæ suæ sanctæ per nos & ipsos corporaliter tactam, & tacta, promittimusque verbo regio, bona fide, fidemque & homagium eidem præfato carissimo nostro Carolo Francorum Regi, primogenito nato, aut nascituro, seu primo regni sui heredi, præstando tenere, facere de puncto ad punctum, fraude & malo ingenio, cessantibus quibuscunque adimplere, & inviolabiliter observare, & hoc sub hypotheca & obligatione omnium bonorum nostrorum, heredum, & successorum nostrorum præsentium, & futurorum, necnon & sub pœna perjurii, quam Rex incurrere potest tali casu, insuper sub pœna centum millium marcharum auri, in quibus obligationibus & pœnis nos dictus Rex Castellæ & Legionis, interveniente dictorum tutorum nostrorum autoritate & consensu, regna, & omnia bona

nostra, heredum & successorum nostrorum, dicto fratri nostro carissimo Regi Franciæ, ejusque primogenito nato, vel nascituro, seu primo regni sui hæredi, applicandi tanquam pro judicato, condemnato, & confessato, & in ipsas pœnas, ipsi contra prædicta nos, aut primogenitus noster nasciturus, seu primus regnorum nostrorum hæres fecerimus, aut fecerit, confitemur, nos & primogenitum nasciturum, primumque regnorum nostrorum heredem, incurtille, & tam de jure quam de facto adjudicamus totaliter incidisse; & nos ipsi de autoritate & consensu prædictis, primogenitus nasciturus, regnorumque nostrorum hæres & successores, regna, dominia, terras, & bona nostra, heredum, & successorum nostrorum præsentia & futura pro præmissis firmiter adimplendis supponimus, & supposuimus cohercioni & compulsioni Camera Sedis Apostolicæ, volumusque & consentimus, quod ad majorem firmitatem prædictorum omnium, & singulorum, litteras apostolicas super ipsis fortiores & meliores dicto sapientum substantiâ non mutata, nos dictus primogenitus nasciturus, primumque regnorum nostrorum hæres, dicto carissimo fratri nostro Regi Franciæ, ejusque primogenito nato, vel nascituro, primoque hæredi regni sui, facere & concedere teneatur, ac etiam teneatur, quoties per dictum Regem Franciæ fratrem nostrum carissimum, seu primogenitum, natum aut nasciturum, sive primum heredem regni sui, nos, aut primogenitus noster nasciturus, sive primus regnorum nostrorum hæres fuerimus, aut fuerint requisiti. Cetera vero omnia alia, & singula inter unumquem nostrum prædecessores, ipsūque fratrem nostrum carissimum Francorum Regem, & nostros progenitos, hæcenus hinc inde per quicunque, instrumenta, litteras, & tractatus publicos & privatos, conjunctim, vel divisim qualitercumque inita, firmata, ratificata, seu declarata, etiam si juramentis & promissionibus sint vallata, quæ his in tractatibus non sunt inserta, volumus deinceps esse nulla, irrita, & cassata, & cassamus, irritamus, revocamus, & penitus annullamus.

In quorum omnium fidem, & testimonium præsentis litteras sigilli nostri munimine, necnon ad ampliorem certitudinis firmitatem præfatorum genitricis & patris nominum inscriptione, sigillique una cum signo Notarii publici fecimus, & iussimus communicari. Datum in Valleolei, die septima decembris, anno Domini millesimo quadringentesimo octavo.

Nos vero supra nominati Alvarus Castellularius, Joannes Archiepiscopus, Rodericus Comes de Benavento, Procuratores præfati serenissimi Principis & domini nostri, domini Joannis Regis Castella & Legionis moderati, sperantes prædictas ligas, considerationes, amicitias, compositiones, conventiones, tractatus, & promissiones inter dictum dominum nostrum Regem Castellæ & Legionis modernum, pro se, & pro suo primogenito, vel hærede, regnia, terras, & subdia sua ex una, & dictum defunctum dominum Catolum sextum, tunc Regem Francorum, genitorumque ejusdem domini Regis Francorum modernum, pro se, & pro suo primogenito, vel hærede, ac regno, terris, & subdia suis ex altera partibus, sicut præmittitur, ipsas, conceptas, & firmatas fore, & futuras ad Dei laudem, nostrorumque extremum, & uniusque prædictorum Regum, ac regnorum, Reipublicæ prosperum incrementum, præsentibus una & pariter convenientibus, videlicet ex una parte nobis pro dicto domino nostro Rege Castella & Legionis, & ex alia reverendissimo in Christo patre domino Dionysio Archiepiscopo Tholosano, necnon nobili & spectabili domino Joanne de Bony, milite, Senes-

callo Tholosæ, consiliariis; ac Herveo de Fresnoy Secretario, Ambassiatoribus & nunciis, ac procuratoribus dicti domini Francorum Regis moderni pro & ad hoc specialiter constitutis & ordinatis, & per litteras ipsius domini Regis Francorum moderni. Quarum tenor inferius inseretur, vice & nomine dicti domini nostri Regis Francorum moderni, & pro eo, proque suo primogenito nato, vel nascituro, aut primo regni sui hærede, ac pro regno, terris, dominiis, subditis & adhærentibus suis, aliisque omnibus & singulis quorum interest, aut interesse poterit quomodolibet in futurum, recipientes, acceptantes, & solemniter stipulantes virtute potestatis nobis, ut prædictum est, attributæ & concessæ per dictum dominum nostrum Regem Castellæ & Legionis, vice & nomine ejus, & pro eo hærede, ac pro regnis, terris, dominiis, subditis, & adhærentibus suis, cæterisque omnibus & singulis quorum interest, vel interesse poterit quomodolibet in futurum, confederationes, tractatus, compositiones, pactiones, ligas, & amicitias, & omnia alia & singula in prædictis & circa prædicta per dictum dominum nostrum Regem Castellæ & Legionis moderni, per ejusque supradictos tutores ejus nomine & vice, unâ cum dicto domino defuncto Carolo sexto, tunc Rege Francorum, genitore dicti domini nostri Regis Francorum moderni, & cum supra nominatis Ambassiatoribus & Procuratoribus suis ejus vice & nomine, ut præmittitur, acta, gesta, habita & conventa, prout in superius insertis litteris suis contenta & expressa sunt, laudamus, ratificamus, approbamus, acceptamus, ac etiam validamus, iterumque de novo tractamus, inimus, facimus, & firmamus, sub pœnis, forma, modis, & obligationibus & qualitativibus supra scriptis pro dicto domino nostro Rege Castellæ & Legionis moderno, proque primogenito suo nato, vel nascituro, aut primo regnorum suorum hærede, regnis, terris, dominiis, subditis & adhærentibus suis, & omnibus aliis quorum interest vel interesse poterit in futurum, unâ cum dictis consiliariis, Ambassiatoribus & Procuratoribus dicti domini Regis Francorum ejus vice & nomine agentibus, ac pro eo, & filio suo primogenito nato, vel nascituro, aut regnorum suorum hærede, proque regnis, terris, dominiis, subditis & adhærentibus suis, & aliis omnibus quorum interest, aut interesse poterit quomodolibet in futurum, similes & conformes pactiones, conventiones, obligationes, & submissiones consentientibus & facientibus, nobis stipulantibus & recipientibus pro & vice dicti domini nostri Regis Castellæ & Legionis, ejusque primogeniti nati, aut nascituri, aut primi regnorum suorum hæredis, pro regnis, terris, dominiis, subditis & adhærentibus, & aliis supra citatis, prout continetur in eorum litteris consimilibus & conformibus istis, quas nobis tradiderunt. Verumtamen non intendimus in præmissis comprehendere clausulam contentam in superius insertis litteris, facientem mentionem de exemptione inclitæ memoriz defuncti Domini Martini, tunc Regis Aragonum, & sui primogeniti, qui tunc erant; sed hinc inde tolli & abjici, & pro nulla haberi, cum etiam sit supervacua, quia ipse Martinus, & ejus filius, ab hoc seculo dudum, sicut domino placuit, migraverunt. Proinittimus insuper & juramus in animam dicti domini nostri Regis Castellæ & Legionis, super imaginem & representationem Crucifixi Domini Nostri Jesu Christi, ac sua sancta Evangelia per nos corporaliter tactam & tacta bonâ fide, cessantibus fraude & malo ingenio quibuscumque, omnia & singula præmissa, prout & quemadmodum per nos quibus supra nomine & vice firmata, gesta, & facta sunt, teneri & tenenda, ac de puncto ad punctum adimpleri & adimplenda, ac inviolabiliter observari & observanda per dictum

dominum nostrum Regem Castellæ & Legionis, pro se, & pro suo primogenito nato, vel nascituro, aut primo regnorum suorum hærede, ac regno, terris, dominiis subditis, & adherentibus suis, ac etiam per eum, & per ejus potestatem, litteras suprà & infrà scriptas acceptandum, approbandum, & confirmandum, easque litteras dandum, & tradendum domino Regi Francorum, quamprimum per ejus domini Regis Francorum litteras, aut nuncios requiretur, similes, seu conformes, ac ejusdem virtutis, & efficaciz litteras dicti Regis Francorum recipiendum, & hoc sub hypothea, & obligatione omnium bonorum, hæredumque, & successorum suorum præsentium, & futurorum, necnon sub pœna perjurii, quam Rex potest incurrere tali casu, ac etiam sub pœna centum millium marcarum auri, in quibus obligationibus, & pœnis nos, eundem dominum nostrum Castellæ & Legionis Regem, sua regna, pariter & sua, suorumque hæredum, & successorum bona quæcumque eisdem domino Regi Francorum, ejusque primogenito nato, sive nascituro, aut primo regni sui hæredi, & erga eum tanquam pro confesso, judicato, & condemnato teneri, & ipsas pœnas, si contra prædicta idem dominus noster Castellæ & Legionis Rex, aut primogenitus suus natus, aut nasciturus, sive primus regnorum suorum hæres fecerit, aut fecerint, constemur ipsum dominum nostrum Castellæ & Legionis Regem, primogenitumque suum natum, & nasciturum, sive primum regnorum suorum hæredem incurrisse, & tam de jure, quam de facto adjudicamus totaliter incidisse, & ipsum, primogenitum suum natum, vel nasciturum, sive primum regnorum suorum hæredem, & successores suos, ejusque regnum, dominia, terras, & bona, ac hæredum, & successorum suorum præsentia & futura, pro præmissis firmiter adimplendis supposuimus, & supponimus coheritioni, & compulsioni Cameræ Sedis Apostolicæ, volumusque, & consentimus, quòd ad majorem firmitatem prædictorum omnium, & singulorum litterarum Apostolicarum super ipsis fortiores & meliores, dicto sapientum, substantia non mutata, idem dominus noster Castellæ & Legionis Rex, seu primogenitus suus natus, aut nasciturus, sive primus regnorum suorum hæres, dicto domino nostro Regi Francorum, ejusque primogenito nato, aut nascituro, aut primo regni sui hæredi, facere, & concedere teneatur, quoties per ipsum dominum Regem Francorum, vel ejus primogenitum natum, aut nasciturum, aut primum regni sui hæredem, idem dominus noster Castellæ & Legionis Rex, aut primogenitus suus natus, aut nasciturus, sive primus regnorum suorum hæres fuerit, aut fuerint requisiti. In quorum omnium robor, & testimonium præsentibus litteris nomina nostra propriis manibus subscripsimus, & sigilla nostra fecimus apponi unâ cum signo & subscriptione Notarii publici infrà scripti. Datum, & actum in oppido de Majorito Toletano, die vicesima nona januarii, anno à Nativitate Domini secundum morem Ecclesiæ Hispaniæ millesimo quadringentesimo tricesimo-quinto. *To el Condestable*, Joannes Archiepiscopus Hispalensis, Electus Ecclesiæ Toletanæ, & Conde, & ego Fernandus Didacus de Toledo, decretorum doctor, publicus apostolica autoritate Notarius, ac dicti serenissimi & Christianissimi domini nostri Castellæ & Legionis Regis Auditor Referendarius, ac Secretarius, præmissis omnibus, & singulis, dum, sicut præmittitur, agerentur, & fierent una cum infrà scriptis testibus ad hoc vocatis specialiter & rogatis, videlicet egregiis, & spectabilibus viris, Petro Nunio Comite de Buelna, Roderico Diaz de Mendoza, Major-domo, Petro Alvare de Osorio, Custode Majori; Petro Manuel, præfati se,

renissimi domini Regis consiliariis, ac nobilibus, Bartholomeo de Monteschieu, milite, Joanne de la Bricorgne, Armigero, Magistro Seguino de Courthardo, Magistro in artibus, & Bacalario in Medicina, Petro Normani Presbytero Tholosano, & aliis, præsens interfui, eaque sic fieri vidi, & audiui, & de mandato dictorum dominorum Conestabularii, Archiepiscopi Hispalensis, & Comitis de Benenavento, præfati serenissimi domini nostri Castellæ & Legionis Regis, Procuratorum, hoc præsens publicum instrumentum, me aliis arduis occupato negotiis, per alium scribi feci, & in publicam formam redegi, signoque meo unâ cum nominibus, & sigillorum appensione ipsorum dicti domini nostri Regis Procuratorum solitis signavi, rogatus pariter & requisitus in fidem, & testimonium omnium, & singulorum præmissorum, Fernandus Doctor Referendarius, Notarius Apostolicus.

Notum facimus, quod nos Joannes, Rex Castellæ & Legionis præfatus, cupientes decenter, aspirante Deo, consolidare tam sinceram inter utrumque Regem, utramque domum, & utraque regna, ditiones, & gentes, conjunctionem, quæ suâ vetustate pariter & integritate meruit conservari, ac præstanti sedulitate foveri, considerationes, ligas, amicitias, compositiones, pacta, conventiones, promissiones, obligationes, ac quæcunque alia in superius insertis litteris contenta per prædictos nostros Procuratores acta, gesta, habita, concordata & passata; quæ omnia, & singula perspicaciter intuentes, nos ipsi firmiter intelleximus, & comprehendimus de nostra certa scientia, & ex nostri magni consilii Prælatorum, Baronum, magnatum, peritorumque, & proborum regnorum nostrorum ingenti copia referti, maturâ & diu digestâ deliberatione pro nobis, & primogenito nostro nato, vel nascituro, sive regnorum nostrorum hærede, regnis, terris, subditis, ditionibus, dominiis, adherentibus nostris, ac omnibus aliis quorum interest, & interesse poterit, prout & quemadmodum superius inserta sunt, laudamus, ratificamus, approbamus, acceptamus, & confirmamus, iterumque, ac denovo, quantum opus est, facimus, & promittimus per præsentis; quæ quidem omnia & singula cum suis dependentiis, tangentibus, & connexis, ad hoc præsentibus nominatis Ambassiatoribus & Procuratoribus præfati fratris nostri Regis Francorum, pro ipso fratre nostro, proque suo primogenito nato, vel nascituro, aut primo regni sui hærede, aut pro regno, subditis, terris, ditionibus, dominiis, & adherentibus suis, ac omnibus aliis quorum interest, vel interesse poterit, recipientibus, & acceptantibus, præpositis nobis, tactisque per nos corporaliter sacrosanctis Evangeliiis, præmissisque venerabili signo Crucis Domini super, in omni tempore custodire, & custodiri, manutenere, & manuteneti, ac inviolabiliter de puncto in punctum observare, & observari facere; nec unquam per nos vel alium, seu alios publice, vel occulte, vel alio quovismodo, aliqua ratione, causa, vel occasione contrasacere, aut venire polliciti sumus, & pollicemur, promissimusque, & promittimus, juravimus etiam, & juramus, ac solemniter expromissimus, & fecimus, expromittimus, & facimus sacramentum in verbo regio, & per animam, fidem, & homagium, præfato fratri nostro Regi Francorum moderno, dictove primogenito, vel hæredi suo præstando, & sub pœnâ perjurii, quam Rex potest incurrere, & etiam centum millium marcarum auri, & generaliter sub aliis omnibus, & singulis pœnis, obligationibus, & submissionibus latius contentis in superius insertis litteris; pro quibus omnibus, & eorum singulis, firmiter

& inviolabiliter tenendis & adimplendis, obligamus, hypothecamus, & supponimus regna, & bona nostra, ac hæredum nostrorum quorumcumque. In quorum omnium testimonium præsentibus nostras litteras per Secretarium ac Notarium nostrum infra scriptum fieri, & publicari mandavimus, ac nominis, sigillique regii majoris nostri plumbei munimine roborari, consiliariis nostris, videlicet nobili, fideli nostro Alvaro de Luna Conestabulario, Castellæ, ac Sancti Stephani Comite, reverendisque in Christo patribus, Joanne Archiepiscopo Hispaniensis Ecclesiæ, Toletanæ Electo confirmato, ac Petro Episcopo avunculo, & nobili Roderico Alfonso Pimentel, Comite de Benavento, ac Garcia Fernandi Maria, Comite de Castaneda, Petro Maurici Præsidi majori regni nostri Legionis, Petro Nunio Comite de Buelna, Petro Alvare de Osorio, custode majori nostri corporis, Petro Manuel avunculo, Roderico Diaz de Mendoza, majordomo, Fernando Lupi de Saldagna, majori nostro Rationale, Doctore, Petro Joannis, & pluribus aliis præsentibus ad hoc specialiter vocatis & rogatis. Datum in oppido de Majorito, anno domini millesimo quadringentesimo tricesimo quinto, more Hispanico, & regnorum nostrorum viccesimo nono, die verò ultima januarii.

Nos igitur Erricus & Joannes, Marchiones præfati, consilarii, & Procuratores prædicti, sufficienti ad hoc facultate, & autoritate suffulti, convenientes vice & nomine memorati serenissimi Principis & domini nostri, domini Henrici Castellæ & Legionis Regis, pro ipso, ac primogenito suo nascituro, seu primo regnorum suorum hærede, ac pro regnis, terris, dominiis, subditis, & adherentibus suis, aliisque omnibus & singulis, quorum interest, vel interesse poterit quomodolibet in futurum, unà cum Reverendissimo in Christo Patre, ac spectabilibus & nobilibus viris dominis, Joanne miseratione divina Archiepiscopo Turenensi, Gerardo de Burfio Magistro Requestarum ordinario hospitii, Guillelmo de Stagno, milite, domino locorum de Vervinis, de Valle, & Lugarda, Senescallo Ruthenensi, & Cambellano, Errico de Arceo, scutifero, Bursario Hispaniæ, consiliariis illustrissimi ac Christianissimi Principis & domini domini Caroli Dei gratia Francorum Regis, & Nicolao de Btolio Notario, & Secretario ejusdem Principis, Ambassiatoribus, Oratoribus, & Nuntiis suis apud præfatum serenissimum Principem Regem Castellæ & Legionis, ad hoc specialiter, & expressè destinatis, & plenam potestatem habentibus, prout per litteras utriusque Regis inferius inferendis luculenter apparebit, recipientibus, acceptantibus, & solemniter stipulantibus pro eodem Christianissimo Rege Domino Carolo, ac pro suo primogenito nato, vel nascituro, aut primo regni sui hærede, necnon pro regno, terris, dominiis, subditis, & adherentibus suis aliis omnibus, & singulis quorum interest, vel interesse poterit, quomodolibet in futurum, confederationes, tractatus, compositiones, pactiones, ligas, fraternitates, & amicitias, ac omnia, & singula in præmissis litteris contenta, & expressata virtute potestatis nobis attributa & concessa, laudamus, ratificamus, approbamus, acceptamus, & validamus, iterumque, & de novo tractamus, inimus, facimus, & firmamus sub pœnis, forma, modis, obligationibus, qualitatibus, submissionibus, & clausis, ac omnibus aliis superius præmissis. Promittimus insuper bona fide, cessantibus fraude, & malo ingenio quibuscunque, pollicemur, & juramus super imaginem, & representationem crucifixi Domini nostri Jesu Christi, ac sancta Evangelia per nos corporaliter tacta, & in animam dicti domini nostri Regis Castellæ & Legionis, sub obligatione omnium bonorum,

hæredumque, & successorum suorum, præsentium, & futurorum, necnon & sub
 pœna perjurii, quam Rex incurtere potest tali casu, & centum millium marcarum
 auri, omnia & singula præmissa, prout & quemadmodum per nos, quibus supra
 vice & nomine firmata, inita & tractata sunt, teneri & tenenda, ac de puncto in
 punctum adimpleri & adimplenda, atque inviolabiliter observari & observanda
 per dictum dominum nostrum Regem Castellæ & Legionis, pro se, & primoge-
 nito suo nascituro, aut primo regnorum suorum hærede, ac regnis, terris, domi-
 niis, subditis, & adherentibus suis, ac etiam per eum, & per ejus patentes litteras
 acceptanda, approbanda & confirmanda, easque litteras dandas & tradendas dicto
 domino Francorum Regi, quamprimum per Sux Serenitatis litteras, aut nuntios re-
 quiretur, similes, seu conformes, ac ejusdem tenoris, virtutis & efficaciz litteras ejus-
 dem Sux Serenitatis recipiendo, atque omnia adimplenda & observanda, nos eun-
 dem dominum nostrum Regem Castellæ & Legionis, regna pariter & sua, suo-
 rumque hæredum, & successorum bona quæcumque; eidem domino Regi Fran-
 corum, ejusque primogenito nato, vel nascituro, aut primo regni sui hæredi, &
 erga eum tanquam pro judicato, confessato, & condemnato teneri, & in ipsas
 pœnas ipsum dominum Regem Castellæ & Legionis, primogenitumque suum
 nasciturum, vel primum regnorum suorum hæredem, si contra prædicta fecerit,
 aut fecerint, confitemur incidisse, & tam de jure quam de facto adjudicamus tota-
 liter incurrisse, & ipsum, primogenitumque suum nasciturum, aut primum re-
 gnorum suorum hæredem, & successores suos, ejusque regna, dominia, terras, &
 bona, ac hæredum, & successorum suorum præsentia, & futura pro præmissis fir-
 miter adimplenda supposuimus, & supponimus cohercioni & compulsioni Cameræ
 Apostolicæ. Volumus etiam & consentimus, quod ad majorem firmitatem prædictorum
 omnium & singulorum litteras apostolicas super ipsis fortiores & meliores dicto
 sapientium, substantiâ non mutatâ, idem dominus noster Rex, seu primogenitus
 suus nasciturus, sive primus regnorum suorum hæres dicto domino Regi Franco-
 rum, ejusque primogenito nato, vel nascituro, aut primo regni sui hæredi facere
 & concedere teneatur, ac etiam teneantur, quoties per ipsum dominum Regem
 Francorum, vel ejus primogenitum natum, vel nasciturum, aut primum regni sui
 hæredem, idem dominus noster Rex Castellæ & Legionis, aut primogenitus suus
 nasciturus, sive primus regnorum suorum hæres, fuerit requisitus, vel fuerint re-
 quisiiti. Tenor autem facultatis per dictum Christianissimum Principem Regem
 Francorum Ambassiatoribus suis prædictis concessæ sequitur, & est talis.

CAROLUS, Dei gratia Francorum Rex, universis præsentis litteras
 inspecturis, salutem. Solidius regibus & regnis esse comperimus stabili-
 mentum, dum veris studiis diutissime comprobatas amicitias confovere, &
 amplitudine cumulata factas adaugere studeat acurata utriusque sollicitudo; nam
 unica eorum potentia mutuâ vicissitudine solidata fortius resistit, & constantius
 perdurat. Considerantes igitur longas amicitias, & intemeratos confœderationum
 & ligatum nexus inter nostros, & serenissimi Principis carissimi fratris, ac con-
 sanguinei nostri Hentici, Dei gratia Castellæ & Legionis Regis moderni, præ-
 decessores, & inter nos & ipsum, ultra sanguinis affinitatem qua invicem atin-
 gimus, & etiam inter utramque domum, & utrumque regnum, præcis temporibus
 hæcenus inviolabiliter observata, felicem utrisque domibus, & regnis valetudinem

præbuisse, ac in adversis, ut in prosperis, æquâ utilitate perseverasse, sincerâ voluntate movemur, ut quod à prædecessoribus nostris tam celebriter initum, & actum extitit, à nobis valida firmitudine corroboretur. Notum igitur facimus, quod nos confidentes de sapientia, fidelitate, peritiâ, probitate, & solertia dilectorum & fidelium nostrorum consiliariorum Archiepiscopi Turonensis, Girardi de Burfico, Magistri Requestarum ordinariorum hospitii nostri, Guilliotti de Stagno, militis, ac Cambellani nostri, & Senescalli Ruthenensis, Ynigi de Arceo, etiam Consiliarii nostri, necnon Magistri Nicolai de Brolio, notarii & secretarii nostri, quos destinamus ad præfatum fratrem consanguineum, & confœderatum nostrum Regem Castellæ & Legionis, ex nostra certa scientia, & matura nostri consilii deliberatione, constituimus, & ordinamus per præsentés Ambassiatores, Oratores, Procuratores, Tractatores, Nunciosque speciales & generales, dantes eisdem, & eorum tribus, quorum dictus Archiepiscopus sit semper alter, plenam, generalem & liberam potestatem, facultatem, auctoritatem, & mandatum speciale, amicitias, confœderationes, & ligas inter nostros, & præfati fratris nostri Regis Castellæ & Legionis prædecessores, initas & conservatas, vice & nomine nostri pro nobis, hæredibus, & successoribus nostris, ac regno, ditionibus, subditis, amicis & benevolis nostris, nobis adhærentibus & adhæsuris, unâ cum ipso fratre nostro pro se, & suis hæredibus, & successoribus, regnis, dominiis, & subditis, seu cum deputatis, aut deputandis ab eo, cum sufficienti ab ipso potestate confirmandi, continuandi, tractandi, faciendi, & perficiendi, in perpetuum, vel ad certum tempus duraturas sub antiquarum confœderationum, vel sub alterius tenoris forma, prout ipsis Ambassiatoribus, & Procuratoribus videbitur expedire, necnon declarandi, interpretandi, mutandi, adjiciendi, & diminuendi, si quæ in dictarum confœderationum litteris aut verbis ambigua, obscura, imperfecta, aut aliter mutanda videantur, jurandique in animam nostram, & in verbo regio pro nobis, promittendi prædicta omnia, & singula per eos tractata, concordata, & confirmata, per nos firmiter teneri, & inviolabiliter observari, simileque juramentum, obligationes, & stipulationes à prædicto nostro fratre rege Castellæ & Legionis, & à suis quorum intererit, requirendi, petendi, exigendi, ac recipiendi, & insuper omnia alia, & singula exercendi, & gerendi, disponendi, faciendi, & experiendi, quæ in præmissis, & circa ea fuerint necessaria, utilia, seu etiam opportuna, & quæ faceremus, & disponeremus, seu facere, & disponere possemus, si præsentés, & personaliter interessemus, etiam si talia essent, quæ mandatum specialius exigent. Promittimus etiam bona fide, & verbo regio, ac sub obligatione bonorum nostrorum quorumcunque, pro nobis, hæredibusque, successoribus, ac regno, subditis, amicis, & benevolis nostris, nobis adhærentibus & adhæsuris, nos ratum, gratum, firmum, & stabile habere, & perpetuò habituros, quicquid per dictos Ambassiatores, & procuratores nostros, vel per tres eorum, quorum dictus Archiepiscopus semper alter sit, confirmatum, tractatum, continuatum, declaratum, interpretatum, mutatum, additum, diminutum, obligatum, juratum, promissum, actum, dictum, gestum, conclusum, dispositum, factumve fuerit in præmissis, & eorum quolibet, vel circa ea unavice, aut iteratis, & diversis, eaque omnia, & singula irrefragabiliter observaturos, tenturos, expleturos, ac confirmaturos, etiam nostras litteras super his, quotiescunque erimus requisiti, sæpèdicto fratri nostro daturus, ab eodem fratre nostro conformes

recipiēdo. In quorum omnium fidem & testimonium præm. sessorum, sigillum no-
strum litteris presentibus duximus apponendum. Datum apud Magdunum supra
Ebram, vicesima die mensis Januarii, anno Domini millesimo quadringentesimo
quinquagesimo quarto, & regni nostri tricesimo tertio. Per Regem in suo con-
silio, de la Kere. Tenor vero facultatis procuratoribus nostris concessæ, est
talis.

HENRICUS, Dei gratia Rex Castellæ & Legionis, &c. Universis & singulis præ-
sentes litteras inspectu is, salutem, & gratiam in domino. Cum mira illustratione
reperimus, longævam amicitiae copulationem grandes asferre quietudines homini-
bus, quorum animi illam appetunt habere, conciliationem, quam à principio pacti
sunt præsertim eorum regum, & principum, qui mutuo affectu & consanguini-
tate laudabilem optant obtinere fœderationem; & quia iustum judicamus, &
animo nostro admodum desiderabile est, quæ inter progenitores nostros recole-
ndæ memoriæ, & serenissimum Principem Regem Franciæ, fratrem nostrum mo-
dernum, suosque progenitores stabilita comperimus ad perpetuam validamque
amicitiam concernentia in robur firmitatis contrahere, necnon progenitorum
nostrorum vestigia prosequendo, adversa pariter & prospera utrorumque regno-
rum, & subditorum nostrorum in proprium reputare commodum, & in-
teresse. Notum igitur facimus, quod non confidentes, de sufficientia, prudentia,
magna fidelitate ac probitate dilectorum nostrorum, strenuorumque militum,
Errixi Lupi de Mendoza, Marchionis de Sanctillana, Comitis del Real, & Joan-
nis Pacheco, Marchionis de Villena, majordomi nostri, ex nostra certissima
& maturâ nostri consilii deliberatione constituimus, facimus, & ordinamus per
præsentes procuratores, tractatores, oratores nostros generales & speciales, dan-
tes eisdem plenam, generalem potestatem, facultatem, auctoritatem & manda-
tum speciale, amicitias, confœderationes, & ligas inter nostros, & præfati nostri
Regis Franciæ prædecessores, initas & conservatas vice & nomine nostri, & pro
nobis, hæredibus, & successoribus nostris, ac regno, ditionibus, subditis, amicis,
& benevolis nostris, nobis adherentibus & adherentibus, unâ cum ipso fratre nostro
pro se, & suis hæredibus, successoribus, regnis, dominiis, & subditis, seu cum
deputandis, ac deputatis ab eo, cum sufficienti ab ipso potestate confirmandi, con-
tinuandi, tractandi, faciendi, perficiendi in perpetuum, vel ad certum tempus duratu-
ras sub antiquarum confœderationum, vel sub alterius tenoris forma, prout ipsi
marchionibus nostris procuratoribus videbitur expedire, necnon declarandi, in-
terpretandi, mutandi, adiciendi, & diminuendi, si quæ in dictarum confœde-
rationum litteris, aut verbis ambigua, obscura, imperfecta, aut aliter mutanda
videantur; jurandique in animam nostram, & verbo regio pro nobis promit-
tendi prædicta omnia, & singula per eos tractata, accordata, & confirmata per
nos firmiter teneri, & inviolabiliter observari, simileque juramentum, obliga-
tiones, & stipulationes à prædicto fratre nostro Rege Franciæ, & à suis, quo-
rum interest, requirendi, petendi, exigendi, ac recipiendi, & omnia insuper,
& singula exercendi, gerendi, & disponendi, faciendi, & excipiendi, quæ in
præmissis, & circa ea fuerint necessaria, utilia, seu etiam opportuna, & quæ
faciēmus, & disponerēmus, seu facere, & disponere possemus, si præsentes, &
personaliter interessēmus, etiam si talia essent, quæ mandatum specialius exigent.

Promittimus etiam bonâ fide & verbo regio, ac sub obligatione omnium bonorum nostrorum quorumcumque, pro nobis, hæredibusque, successoribus, ac regno, subditis, amicis, & benevolis nostris, vobis adhærentibus, & adhæsis, nos factum, gratum, firmum, & stabile habere, & perpetuò habituros quidquid per dictos Ambassiatores & Procuratores nostros sit confirmatum, tractatum, continuatum, declaratum, interpretatum, mutatum, additum, diminutum, obligatum, juratum, promissum, actum, dictum, gestum, conclusum, dispositum, factumve fuerit in præmissis, & eorum quolibet, vel circa ea una vice, aut iteratis & diversis, caque omnia, & singula irrefragabiliter, observandos, expleturos, ac confirmaturos, etiam nostras super his, quotiescumque erimus requisiti, sepedito fratri nostro daturos, ab eodem fratre nostro conformes recipiendo. In quorum omnium fidem, & testimonium præmissorum sigillum nostrum litteris præsentibus duximus apponendum. Datum in civitate Cordubensi, decima die mensis julii, anno domini millesimo quadringentesimo quinto, & regni nostri anno primo. *Yo el Rey*, per Regem in suo consilio relator. In quorum omnium robur, & testimonium præsentibus litteris nomina nostra propriis manibus subscripsimus, & sigillorum nostrorum fecimus appositione roborari, unâ cum signo, & subscriptione venerabilis Notarii publici infra scripti. Datum, & actum Cordubæ in Ecclesia maiori, die decima mensis julii, anno Domini millesimo quadringentesimo quinquagesimo quinto. *El Marques de Villena*, & ego *Fernandus Didacus de Toleto* decretorum Doctor, Secretarius, ac publicus autoritate apostolica Notarius, & prædicti serenissimi domini nostri Castellæ & Legionis Regis consiliarius, auditor referendarius, ac Secretarius, & Regalium privilegiorum major Notarius, præmissis omnibus, dum sicut præmittitur, agerentur & fierent unâ cum infra scriptis testibus ad hoc vocatis, & specialiter rogatis, videlicet egregiis, & spectabilibus viris & dominis, domino *Frederico Admiraldo* majore, & *Fernando Alvare de Toleto*, Comite de *Alva*, & *Didaco Fernandez de Corgula*, & *Pagio de Ribera*, Marefcallis, & *Didaco Aris* majori Rationario, & *Andrea de Catena* in decretis licentiatum auditore, & referendario, omnibus de consilio dicti domini nostri Regis, & Magistro *Nicolao de Argongis*, Licentiatum, & *Francisco Tonares* Baccalario in Legibus Canonice Ecclesiæ *Turonensis*, necnon nobilibus viris, *Stephano Bernardi*, domino *escuerleyo*, *Adeneto Malfabre*, domino de *Cormeil*, hoc præsens publicum instrumentum, me aliis arduis occupato negotiis, per alium scribi feci, & in publicam formam redigi, signoque meo unâ cum nominibus ipsorum nobilium, & spectabilium virorum marchionum, Procuratorum prædicti serenissimi domini nostri Regis Castellæ & Legionis, ac sigillorum appositionum eorum dictorum dominiourum Procuratorum, signavi rogatus pariter & requisitus in fidem, & testimonium omnium, & singulorum præmissorum, *Fernandus Doctor Referendarius*, & Apostolicus Notarius.

Nos igitur *Henricus Castellæ & Legionis Rex* suprascriptus, volentes promissioni pro nobis & nostro nomine per præfatos Consiliarios, & Procuratores, ac Oratores nostros factæ pro consolidatione tam sinceri, tamque præclari fidelis contracti inter utrumque Regem, utramque domum, ac utraque regna, ditiones, & gentes, quod sua veritate pariter & integritate conservari meruit, ac constanti sedulitate foveri, convenienter satisfacere, ac præmissis omnibus robur, & munimen adhibere nostræ regalis autoritatis, ad nostræ notitiam deduximus
considerationes

confœderationes, ligas, amicitias, compositiones, pacta, conventiones, promissiones, obligationes, & quæcunque alia in superius insertis litteris contenta, per dictos hinc inde Procuratores acta, gesta, habita, concordata & passata; quæ omnia, & singula perspicaciter intuentes nos ipsi firmiter intelleximus, & comprehendimus de nostra certa scientia, & ex nostri Magni Consilii, Prælatorum, Baronum, peritorumque, & proborum regnorum nostrorum ingenti copia referri, maturâ & diu digesta deliberatione, pro nobis, ac primogenito nostro nascituro, sive regnorum nostrorum hærede, regnis, terris, subditis, ditionibus, dominiis, & adherentibus nostris, ac omnibus aliis quorum interest, & interesse poterit, prout & quemadmodum superius inserta sunt, laudamus, ratificamus, approbamus, acceptamus, & confirmamus; iterum, ac de novo, quatenus opus est, facimus, & promittimus per præsentis. Quæ quidem omnia, & singula cum suis dependentiis, emergentiis, & connexis ad hoc præsentibus in supra scriptis litteris, etiam nominatis Reverendo Patre, ac nobilibus viris, Joanne, Archiepiscopo Turonensi, Giraldo le Bouffier, Guillelmo de Stagno, milite, Errico de Arceo, & Nicolao de Brolio, Consiliariis, Ambassiatoribus, & Procuratoribus præfati nostri Regis Francorum pro ipso fratre nostro, proque suo primogenito nato, vel nascituro, aut primo regni sui hærede, ac pro regno, subditis, terris, ditionibus, dominiis, & adherentibus suis, ac omnibus aliis quorum interest, vel interesse poterit, stipulantibus, recipientibus, & acceptantibus, antepositis nobis, tactisque per nos corporaliter sacrosanctis Dei Evangeliiis, præmissisque venerabili signo sanctæ Crucis, semper, & omni tempore custodire, & custodiri, manuteneri, & manuteneri, ac inviolabiliter de puncto in punctum observare, & observari facere, nec unquam per nos, vel alium, seu alios publicè, vel occultè, vel alio quovis modo, aliqua ratione, causâ, vel occasione contrafacere, aut venire polliciti sumus, & pollicemur; promissimusque, & promittimus, juravimus etiam, & juramus, ac solemniter expromissimus, & fecimus; expromittimusque, & facimus sacramentum, in verbo regio, & per animam nostram, fidem, & homagium, præfato fratri nostro Regi Francorum moderno, dictove primogenito, vel hæredi suo præstando, & sub pœna perjurii, quam Rex potest incurrere, & etiam centum millium marcarum auri, & generaliter sub omnibus aliis, & singulis pœnis, obligationibus, & submissionibus latius contentis in superius insertis litteris, pro quibus omnibus eorum, & singulis, firmiter & inviolabiliter tenendis & adimplendis obligamus, hypothecamus, & supponimus regna & bona nostra, ac hæredum nostrorum quorumcunque. In quorum omnium testimonium præsentis nostras litteras per Secretarium ac Notarium nostrum, supra & infra scriptum, fieri, publicari mandavimus, ac nominis, sigillique nostri regii majoris plumbei munimine roborari. Datum, & actum in civitate nostra Cordubensi in Ecclesia majori, die decima mensis julii, anno Domini millesimo quadringentesimo quinquagesimo quinto, & regni nostri anno primo. *To el Rey*, per Regem in suo Magno Consilio Relator, Ego Fernandus Diaz Doctor Consiliarius, Auditor Referendarius, Secretarius, & publicus autoritate apostolica Notarius, præmissis omnibus, dum sic, ut præmittitur, per præfatum serenissimum & dominum nostrum Regem agerentur & fierent in suo Magno Consilio, præsentibus, stipulantibus, & recipientibus nomine præfati serenissimi ac Christianissimi domini Regis Francorum, supradictis Reverendissimo in Christo Patre & domino Archiepiscopo Turo-

nensi, ac spectabilibus & nobilibus viris dominis Ambassiatoribus & Nunciis Majestatis ejusdem ad hoc potestatem habentibus, hoc præsens publicum instrumentum, ne aliis arduis occupato negotiis, manu propriâ prædicti serenissimi domini, domini nostri Regis roboratum, ejusque majori plumbeo sigillo munitum, per alium scitibi feci, & in publicam formam redegi, signoque meo signavi, requisitus, & mandatus in fidem, & testimonium omnium, & singulorum præmissorum. Constat autem mihi de rasuris, sicut & de interlineis tanquam de non factis vizio, sed scribentis errore, quas approbo. Sic signatum, Fernandus Apostolicus Notarius, ac Regius Referendarius & Secretarius. Tenor verò facultatis, & potestatis prædictorum Procuratorum & Ambassiatorum ipsius fratris & consanguinei nostri Alfonsi, Castellæ Legionis & Portugalie Regis, sequitur, & est talis.

* C'est Alphonse V. Roi de Portugal, qui prenoit le titre de Roi de Castille & de Leon, en vertu du droit de sa femme Doña Juana, qu'ils appellent en Espagne la Beltrameja, parce que selon l'opinion commune de ce tems-là, elle étoit fille de Don Beltran de la Cueva, Comte de Ledesma, & non point d'Henri IV. Roi de Castille, tenu universellemet pour impuissant. *Voyez Comines, chap. 7. du liv. 5. de ses Memoires, & Mariana, chap. 4. & 7. du liv. 25. de son Histoire d'Espagne.*

ALFONSUS*, Dei gratiâ Rex Castellæ, Legionis, & Portugalie &c. universis præsentibus pariter & futuris has nostras litteras inspecturis, salutem & gratiam. Notum facimus, quod nos confidentes de legalitate, fidelitate, & magna prudentia dilecti consanguinei nostri domini Alvari de Ataide, consiliarii nostri fidelissimi, nec non egregii viri Licentiat Joannis Delnas, Fiscalis Procuratoris, eos ex nostra certa scientia, maturaque consilii nostri deliberatione constituimus, facimus & ordinamus, per præsentes, Procuratores, Tractatores, & Oratores nostros generales & speciales, dantes eisdem plenam, generalem & liberam potestatem, facultatem, auctoritatem, & mandatum speciale, amicitias, confœderationes & ligas inter nostros, ac serenissimi consanguinei & fratris nostri carissimi Regis Franciæ prædecessores initas & confirmatas vice & nomine nostro, & pro nobis, hæredibus, & successoribus nostris, ac regnis Castellæ & Legionis, & ditionibus, subditis & vassalis nostris, & nobis adherentibus & adhæsuris, una cum præfato serenissimo Rege Franciæ, fratre nostro carissimo, pro se, & suis hæredibus & successoribus, regnis, dominiis, vel cum ejus Ambassiatoribus, Procuratoribus, & Oratoribus ejus nomine confirmandi, tractandi, faciendi, & perficiendi in perpetuum, vel ad certum tempus, sub antiquarum confœderationum, vel alterius tenoris formâ, prout ipsis videbitur expedire, necnon declarandi, interpretandi, mutandi, addendi, diminuendi, si quæ in dictis confœderationibus, aut verbis ambigua, obscura, imperfecta, aut aliter mutanda videantur, jurandique in animam nostram, & in verbo regio pro nobis promittendi prædicta omnia, & singula, per eos tractata, concordata, & confirmata per nos firmiter teneri, & inviolabiliter observari, simileque juramentum, obligationes, & stipulationes à prædicto Rege, vel ejus Ambassiatoribus, & Oratoribus præfati carissimi Regis Franciæ fratris nostri requirendi, petendi, exigendi ac recipiendi, & super omnia alia, & singula, exercendi, gerendi, & disponendi, ac expediendi quæ in præmissis, & circa ea fuerint necessaria, utilia, seu etiam opportuna, & quæ faceremus, & disponeremus, seu facere & disponere possemus, si actum in propria persona gereremus, etiam si talia sint, quæ mandatum specialius exigerent. Promittimus etiam bonâ fide, & in verbo regio, & sub obligatione bonorum nostrorum quorumcumque, pro nobis, hæredibusque & successoribus, ac regno, subditis, amicis, & benevolis nostris adherentibus & adhæsuris, ratum, gratum, firmum & stabile habere, & perpetuo habituros quæ

quid per præfatos Procuratores nostros, confirmatum declaratum, interpretatum, mutatum, additum, diminutum, obligatum, juratum, promissum, actum, & conclusum, factumve fuerit in præmissis, & eorum quolibet, vel circa ea una vice, aut iteratis & diversis, eaque omnia & singula irrefragabiliter observaturos, expleturos, & confirmaturos, etiam nostras patentes litteras super his, quoties erimus requisiti, præfato carissimo fratri nostro daturos, à præfatis Ambassiatoribus conformes recipiendo. In quorum omnium fidem & testimonium præmissorum sigillum nostrum in absentia magni ordinarii litteris præsentibus manu propria firmatis duximus apponendum; datum in civitate Placentina tertia die junii, anno à Nativitate Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo-quinto, sic signatum. *To el Rey*, de mandato domini nostri Regis in suo Consilio, Eduardus Galno Secretarius.

Nos itaque Oratores, Ambassiatores, Procuratores prædicti ad hoc prædicto sufficienti mandato suffulti & communiti, vice & nomine præfati Principis Domini nostri Alfonsi, ac vice & nomine illustrissimæ & augustæ Reginæ dictorum regnorum Castellæ, Legionis, & Portugalliæ, excellentissimæ Domine Joannæ ejus prædictæ & amantissimæ sponsæ, quam pollicemur, spondemus, promittimus, & juramus grata, rata firma, illibata habituram & adhæsuras omnia per nos, & ejus vice & nomine gesta, acta, tractata & firmata pro ipsis Rege, & Regina, & pro suo filio primogenito nascituro, sive pro primo dictorum regnorum suorum Castellæ & Legionis hærede, ac pro dictorum regnorum, terris, dominiis, proque suis subditis, & vassallis, & sibi adhærentibus & adhæsuris, aliisque omnibus quorum interest, vel interesse poterit, quomodolibet in futurum præfato christianissimo ac excellentissimo Francorum Regi Ludovico, ac pro suo primogenito nato, vel nascituro, aut primo regni sui hæredi, necnon pro regno, terris, dominiis, subditis, & adhærentibus suis & adhæsuris, aliisque omnibus, & singulis quorum interest, vel interesse poterit quomodolibet in futurum, confederationes, tractatus, compositiones, pactiones, ligas, fraternitates, amicitias, & firmitates, ac omnia, & singula in præsertis litteris contenta & expressata, laudamus, ratificamus, approbamus, acceptamus, & validamus; iterumque & de novo tractamus, inimus, facimus, & firmamus sub pœnis, forma, modis, obligationibus, qualitatibus, submissionibus, & clausulis, ac omnibus aliis suprâ scriptis, & juramus per nos corporaliter tactis sacrosanctis Evangeliiis & sanctis scripturis coram sacra majestate prædicti excellentissimi Ludovici Francorum Regis, & in conspectu suæ celsitudinis inpræsentiarum constitutæ pro ipso rege, & pro suo filio primogenito, aut nascituro, seu pro primo dicti sui regni hærede, promittimusque, & juramus nos facturos, & curaturos, prout realiter faciemus & curabimus, quod præfatus Rex Alfonsus, ejusque prædictæ & amantissima sponsa Regina domina Joanna, ratificabunt, approbabit, laudabit, confirmabit & jurabunt prædictas ligas, & confederationes, & omnia & singula præferta per nos suos Oratores & Ambassiatores acta & tractata, firmata & jurata. Promittimus insuper bonâ fide, cessantibus fraude & malo ingenio quibuscunque, pollicemur, & juramentum præstamus in animam dicti Domini Regis Castellæ & Legionis, & sub hipoteca obligationis omnium bonorum, hæredumque, ac successorum suorum præsentium, & futurorum, necnon & sub pœna perjurii, quam Rex incurrere potest tali casu, & centum millium marcarum auri, omnia & singula præmissa, prout

& quemadmodum per nos, quibus supra vice & nomine firmata, inita, facta, & tractata sunt, teneri & tenenda, ac de puncto in punctum adimpleri, & adimplenda, atque inviolabiliter observari & observanda per dictum Dominum nostrum Regem Castellæ & Legionis, ac dictam Dominam Joannam, ejus sponsam, pro se, & primogenito suo nascituro, aut primo regnorum suorum hærede, ac dictorum regnorum Castellæ & Legionis terris, dominiis, subditis, & adherentibus suis & adheruris, ac etiam per eos, & eorum patentes litteras suis magnis sigillis, & omni majori solemnitate communitas acceptanda, approbanda, & confirmanda, easque litteras dandas & tradendas sepe dicto Christianissimo Regi, aut ejus Ambassiatoribus, seu nuntiis, à cujus serenitate similes, seu conformes, & ejusdem tenoris, virtutis, & efficaciz litteras jam recepimus, atque omnia adimplenda & observanda nos eosdem dominum nostrum Regem, & dominam Reginam Castellæ & Legionis, regna pariter & sua, suorumque hæredum, successorum bona quæcunque Christianissimo Francorum Regi, ejusque primogenito nato, vel nascituro, aut primo regni sui hæredi, & erga eum tanquam pro judicato, confessato & condemnato teneri, & in ipsas pœnas ipsos Dominum Regem, & Reginam Castellæ & Legionis, primogenitumque suum nasciturum, vel primum regnorum suorum hæredem, si contra prædicta fecerit, aut fecerint, consitemur incidisse, & tam de jure quam de facto adjudicamus totaliter incurrisse & ipsum, primogenitumque suum nasciturum, aut primum regnorum suorum hæredem, & successores suos, ejusque regna, dominia, terras, & bona, ac hæredum, & successorum suorum præsentia & futura pro præmissis firmiter adimplendis supposuimus & supponimus coherctioni & compulsioni Cameræ Apostolicæ, volumusque & consentimus, quod ad majorem firmitatem prædictorum omnium, & singulorum litteras apostolicas super ipsis fortiores & meliores dicto sapientium substantiâ non mutatâ; idem dominus noster Rex, seu primogenitus suus nasciturus, sive primus regnorum suorum hæres dicto domino Regi Francorum, ejusque primogenito nato, vel nascituro, aut primo regni sui hæredi, facere & concedere teneatur, ac etiam teneantur, quoties per ipsum dominum Regem Francorum, vel ejus primogenitum natum, vel nasciturum, aut primum regni sui hæredem, idem Dominus noster Rex Castellæ & Legionis, aut primogenitus suus nasciturus, sive primus dictorum regnorum suorum hæres fuerit requisitus, vel fuerint requisiti.

Verumtamen nos præfati Ambassiatores nomine prædicti Domini nostri Regis Castellæ, ejusque prædictæ sponsæ Reginæ Dominæ Joannæ annullamus, cassamus, & irritamus illam clausulam, & exceptionem, quâ in præfatis antiquis legis erat exceptuatus Rex Aragonum, & filius suus primogenitus natus, aut nasciturus, & primus sui regni hæres, & eam habemus pro cassa, non apposita, irrita, & inani.

In quorum omnium testimonium has præsentis litteras manibus & nominibus nostris signavimus, & firmavimus, & nostris sigillis communivimus, & roborari fecimus, signis & subscriptionibus notariorum publicorum & apostolicorum infrascriptorum. Datum & actum Parisiis in domo claustrali scientifici viri Magistri Francisci Hallé, Archidiaconi Parisiensis, sub anno Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo quinto, indictione octava, mensis vero septembris die vicesima tertia, Pontificatus sanctissimi in Christo Patris & Domini nostri, Domini Sixti divinâ providentiâ Papæ quarti, anno quarto.

Et ego Franciscus Ferrebouc, Presbyter Parisiensis, in Jure Canonico Licentia-
tus, publicus Apostolicâ & Imperiali, autoritatibus, curiarumque conservationis
privilegiolorum almæ matri Universitati Parisiensi à sancta Sede Apostolicâ indul-
torum, & specialis Parisiensis notarius juratus, ipsiusque specialis scriba, postquam
ipsi domini Ambassiatores præsentis litteras in forma subscripta nobis exhibuerunt,
& manu propriâ signaverunt, & eorum sigillis sigillaverunt, & contenta in
eisdem esse vera, & ita per eos fuisse & esse facta & concordata affir-
maverunt, ad ipsorum dominorum Ambassiatorum instantiam & requestam, &
pro approbatione & verificatione promissionum, confœderationum, obligatio-
num, & aliorum contentorum in eisdem, signum meum publicum & fieri so-
litum cum signo & subscriptione conscripti notarii, me hîc manupropria subscri-
bendo apposui requisitus. Signatum, Ferrebouc.

Et ego Joannes Merati, Parisiensis Universitatis in decretis Baccalarius, apostolica
& imperiali autoritatibus, curiarumque specialis & conservationis privilegiolorum
apostolicorum almæ Universitati Parisiensi concessorum, notarius juratus. Postquam
præfati domini Ambassiatores præsentis litteras in forma subscripta exhibuerunt,
& eas in notarii conscripti, & testium infra scriptorum præsentia manu propriâ
signaverunt, & eorum sigillis sigillaverunt, & contenta in eisdem esse vera, &
ita per eos fuisse & esse facta & concordata affirmaverunt, ad ipsorum domini-
orum Ambassiatorum instantiam & requestam, & pro approbatione & verificatione
promissionum, confœderationum, obligationum, & aliorum contentorum in eis-
dem, signum meum publicum & fieri solitum unâ cum signo & subscriptione dicti
notarii hic me manu propria subscribendo apposui requisitus. Signatum, J. Merati.

Et ad præmissa peragenda fuerunt præsentis, nobilis & generosus vir Domi-
nus Carolus de Gaucourt, miles, ejusdem loci dominus, & præfatus Dominus Ar-
chidiaconus Parisiensis, ac Balastus de Souze, Capitaneus villæ Creculii; Magister
Robertus Luillier, magnus Vicarius Ecclesiæ Parisiensis; Paulus Fumée scutifer,
Carolus de Goulât, & Carolus de Fumellis, necnon etiam Joannes de Monte-
mor, Didacus Prato, Joannes Ludovici, Joannes Alveri, Didacus Roderici, &
Stephanus Fernandi, testes ad hæc vocati & rogati. Signatum F. Ferrebouc, &
J. Merati.

TRAITE' DE PAIX FAIT ENTRE LE ROI LOUIS XI.

& le Duc de Bretagne, à Notre Dame de la Victoire près Senlis.

le 9. octobre 1475.

L OUIS, par la grace de Dieu Roi de France : A tous ceux qui ces
présentes Lettres verront, Salut. Comme depuis le trepas de feu
notre tres-cher Seigneur & Pere, que Dieu absolve, plusieurs guerres,
divisions & differences, aient été mûes & suscitées entre nous, & notre tres-cher
& tres-ami neveu & cousin le Duc de Bretagne, dont innombrables maux &
inconveniens s'en sont ensuivis. Nous desirant de tout notre cœur appaiser &
éteindre lesdites divisions & differences, pour relever le pauvre peuple de mise-
re, le garder d'oppression, & éviter la cruelle effusion de sang humain, consi-
derant que à l'honneur & loüange des Princes Chrétiens, rien n'est plus conve-

Bretagne
1475.

9. octob.

nable que de desirer & aimer paix, de laquelle le bien & le fruit és choses terriennes & mortelles est si grand que plus ne pourroit, en aiant regard singulier à la bonne & loiale amour, qui le tems püssé a été entre nos predecesseurs Rois de France, & les predecesseurs de nôtre dit neveu Duc de Bretagne. Après plusieurs ouvertures & pourparlés sur ce eûs entre nous, & nôtre dit neveu & cousin, ou les Gens de son Conseil à ce commis, par l'avis & deliberation de plusieurs Gens de nôtre Sang, de nôtre Grand-Conseil, & autres, avons traité & accordé avec nôtre dit neveu & cousin, en la forme & maniere contenuë & declarée és articles, dont la teneur s'ensuit.

Et premierement ont fait, pris, & contracté, font, prennent, & contractent ensemble paix perpetuelle, amitié, alliance, confederation, bonne & vraie union, & reçoit le Roi ledit Duc comme son bon parent & neveu, en sa bonne grace & amour, & promet de lui secourir & aider, & defendre envers tous, & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, sans nul excepter, & n'entreprendra, ne souffrira entreprendre, faire ne pourchasser à sa personne, ni à ses pais & seigneuries, mal, ennui, dommage, ne inconvenient, par quelque moien, ne pour quelque chose que ce püssé être, & quitter, éteint, & met hors de son courage tous déplaisirs, inimitiez, guerres, malveillances, haines, discords, & toutes choses avenues au tems passé, & les met au neant, tout ainsi que si onquemaïs n'eussent été ou fussent avenues, sans ce que jamais lui, ses hoirs, ne successeurs, en püssent faire ne mouvoir aucune question ou demande, en maniere quelconque, de quelque qualité que soient ou püssent estre lesdites choses. Voulant & octroiant, veut & octroie le Roi, que cette presente quittance generale vaille, & soit de tel & si grand effet, comme si les déplaisirs, querres, malveillances, & choses devant touchées, leurs qualitez, & tout ce que s'en est ensuiui, étoient expressement specifiez & declarez en ces presentes. Et pareillement le Duc aidera & servira le Roi en la defense de lui & de son royaume, envers tous, & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, sans nul excepter, & n'entreprendra, ne souffrira entreprendre, faire, ne pourchasser en sa personne, son royaume, ne à ses pais & seigneuries, mal, ennui, dommage, ne inconvenient, par quelque moien, ne pour quelque chose que ce püssé estre.

Item. Et pour ce que à l'occasion des divisions, questions, & differences, qui par ci-devant ont été entre le Roi & le Duc, icelui Duc a été meü & contraint de faire & contracter par écrit, par serment, promesses, ou en autre façon quelconque, aucunes fraternitez, alliances, & confederations, ledit Duc les abolit, & s'en départ du tout, sans jamais en user, ores, ne pour le tems avenir, allencontre du Roi & de son royaume.

Item. Et demeurera le Duc en son Duché tenu envers le Roi, & lui obeïra en la maniere comme il faisoit au tems du feu Roi Charles VII. de bonne memoire son pere.

Item. Et le Roi de sa part gardera & maintiendra le Duc en toutes les franchises & libertez de sa personne, ainsi que lui & ses predecesseurs ont été és tems passéz : & laissera ledit Duc pour son pais & Duché de Bretagne, jouïr & user paisiblement & franchement des droits, noblesses, préeminences, franchises, libertez, & prerogatives d'icelui Duché, & qui appartiennent, & des-

quelles lui & ses predecesseurs ont jouï & usé, sans lui faire ou donner, ne souffrir estre fait ou donné aucun trouble, empêchement, question ou molestation quelconques; reservez les droits dûs & accoutumez au Roi, ainsi qu'en usoit le Roi Charles VII. de bonne memoire.

Item. Et si aucun ou aucuns s'efforçoient ou s'avançoient de faire aucune entreprise à l'encontre de la personne dudit Duc, seldits pais & seigneuries, le Roi sera tenu secourir & aider ledit Duc, & le garder & defendre envers tous ceux qui le voudroient grever, sans aucun excepter, & en ce employer les gens de guerre, tant de son Ordonnance, que de son Arriere-ban, & toute sa puissance, tant par mer que par terre; & incontinent qu'il aura connoissance de ladite entreprise, en fera avertir ledit Duc, & de soi-même y resistera de tout son pouvoir, en y donnant toutes les provisions à lui possibles, tout ainsi qu'il seroit pour sa propre personne, & pour son royaume, nonobstant toutes autres alliances faites par le Roi avec autres Princes, & ausquelles sera derogé par ces presentes, en tant que touche & peut toucher les faits & interets du Duc, ses pais, seigneuries, & sujets; icelles alliances neanmoins demeurant en leur forme & vertu en autres choses. Et le Duc aussi de son côté, si le cas venoit d'aucune entreprise sur le Roi, son Royaume, pais & seigneuries, ledit Duc sera tenu aider & servir le Roi, & le garder & defendre envers tous ceux qui peuvent vivre & mourir, & qui le voudroient grever, sans aucun excepter, & y employer ses gens de guerre, soit d'Ordonnance, Ban & Arriere-ban, & toute sa puissance, tant par mer que par terre; & incontinent qu'il en aura connoissance en fera avertir le Roi, nonobstant toutes autres alliances faites, & de soi-même y resistera de tout son pouvoir, en y faisant donner toutes les provisions à lui possibles, tout ainsi qu'il seroit pour sa propre personne, & pour ses pais & seigneuries.

Item. Et en tant que touche les sujets du Duc, & aussi ses serviteurs, de quelque pais, état ou condition qu'ils soient, le Roi dès à present rejette, quitte, & entierement delaisé tous déplaisirs, inimitiez, & malveillances, & generaloient toutes les choses, qui pour occasion des méfiances, divisions, & differences touchées ci-dessus, ont été & sont venues, les met du tout à neant, & les tient & repute le Roi pour non faites & non venues, sans ce que ores pour le tems à venir leur en soit & puisse être fait aucun ennui, dommage ou déplaisir, & les a reçus & reçoit le Roi à tous leurs biens, terres, seigneuries, & possessions immeubles, nonobstant toutes saisines, main-mises, & tous dons & transports que le Roi en pourroit avoir fait: & pour quelque chose passée, le Roi ne leur fera, ne souffrira estre fait, ennui, déplaisir, ou dommage, en corps ne en biens, en aucune maniere. Toutefois au regard de Ponce de Riviore, & de Pierre d'Urfé, le Roi leur oëtroie lettres d'abolition, selon les modifications, & forme & maniere declarées és lettres particulieres sur ce faites. Et pareillement au regard des gens serviteurs du Roi, & autres, de quelque pais, état & condition qu'ils soient, ils retourneront, & les restituë ledit Duc à tous leurs biens, terres, & possessions immeubles étant audit Duché, nonobstant quelconques saisines, main-mises, dons, transports, alienations, & autres empêchemens quelconques, que le Duc en pourroit avoir faits, ou autres de par lui; & pour quelque chose passée le Duc ne leur fera, ne souffrira estre fait

ennui, déplaisir, ou dommage, en corps ne en biens, en aucune maniere.

Item. Que le Roi fera restituer & remettre ledit Duc, en la possession & saisine réelle de toutes les terres & seigneuries, qui à l'occasion des questions & différences dessusdites auroient été prises & saisies en sa main, revoquant, cassant, annullant, & mettant du tout au neant lesdites saisines, main-mises, ensemble tous dons, contrats, alienations, & transports que par le Roi, ou autres aians pouvoir, commission, ou droit de lui, auroient été faits à quelconques personnes, & par quelque titre que ce soit, sans faire ne souffrir aucun trouble ou empêchement lui estre mis ou donné en la possession & jouissance desdites terres & seigneuries.

Item. Et s'il avenoit que aucuns sinistres rapports fussent faits au Roi de la personne dudit Duc, par écrit ou autrement, contre l'effet & substance de cette presente paix & union, le Roi en fera avertir le Duc le plutôt que possible lui sera, afin que ledit Duc puisse informer le Roi de la verité. Et aussi si aucuns rapports étoient faits audit Duc de la personne du Roi, en quelque maniere que ce soit, ledit Duc sera tenu d'en avertir le Roi en toute diligence, & le plutôt qu'il pourra.

Item. Que le Roi & ledit Duc, ont promis & juré, & accordé en parole de Prince, & sur leur honneur, & par les foi & serment de leur corps, & sur la vraie Croix de S. Lou, les reliques de Monseigneur S. Hervé, & de S. Jude, & sur l'obligation de tous leurs biens meubles & immeubles, presens & à venir, de tenir, observer, & garder inviolablement, & sans enfreindre, toutes les choses dessusdites, & chacunes d'icelles, sans jamais aller ne venir à l'encontre en aucune maniere, pour quelque cause ou occasion que ce soit, & de ce bailleront leurs lettres en forme autentique; & des sermens qu'ils feront sur lesdites reliques, seront baillez lettres d'une part & d'autre.

Savoir faisons, que pour consideration des choses dessusdites, & singulièrement en l'honneur & reverence de Dieu nôtre Createur, ladite paix, amour, union, & alliance, d'entre nous, & nôtre dit neveu & cousin, ensemble toutes & chacune les choses dessusdites, contenues & déclarées esdits articles ci-dessus inferez, & chacun d'iceux, avons jurés, promises, & accordées, & par ces presentes jurons, promettons, & accordons, promettant en parole de Roi, sur nôtre honneur, & par la foi & serment de nôtre corps, sur les saints Evangelies de Dieu, pour ce par nous manuellement touchez, & sur l'obligation de tous & chacuns nos biens, les tenir, entretenir, garder, observer, faire, & accomplir de point en point selon leur forme & teneur, sans jamais faire, aller, ne venir, ne faire aller ne venir à l'encontre, par nous ne par autres, en quelque maniere que ce soit. En témoin de ce nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre scel. Donné à Nôtre-Dame de la Victoire près Senlis, le neuvieme jour d'octobre l'an de grace 1475. & de nôtre regne le quinzieme. Est écrit sur le repli : Par le Roi, L'Evêque d'Evreux, les Sires de Torcy, de Gié, d'Achon, d'Argenton, M^r Raoul Pichon, & plusieurs autres presens. Ainsi signé, PETIT, par duplicata, & est ledit acte scellé d'un grand scel de cire jaune, sur une bande de parchemin.

POUR LE TRAITE' DE PAIX DE SENLIS, ENTRE LE ROI

Louis XI. & le Duc de Bretagne, à la Victoire lés Senlis.

le 16. octobre 1475.

L OUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme pour le bien, seüreté, tutition & deffense de nous, nôtre royaume, pais, terres, seigneuries, & sujets, préserver & garder le pauvre peuple d'oppression, molestations & travaux, & le relever de misère, considerant les grands maux, inconveniens; & dangers qui eussent pû avenir à cause des guerres, divisions, & differences, si elles eussent été continuées en nôtre royaume, ainsi que par ci-devant elles y ont eü cours, & été encomencées, & pour obvier à la cruelle effusion de sang humain, aions fait, pris, & contracté avec nôtre tres-cher & très ami neveu & cousin le Duc de Bretagne, paix perpetuelle, amitié, alliance & confederation, bonne & vraie union, & l'aions reçu, comme nôtre bon parent & neveu, en nôtre bonne grace & amour, & promis le secourir, aider, & suppoier envers & contre tous, ainsi que plus à plein est contenu & déclaré és articles accordez entre nous & nôtre neveu, ou les Gens de son Conseil à ce commis de par lui, inserez és lettres de ladite paix & union sur ce faites & passées: & semblablement nôtre neveu, de sa part, nous ait promis aider, & servir envers & contre tous.

Bretagne
1475.
16. octob.

Savoir faisons, que nous desirant de tout nôtre cœur entretenir, garder, & accomplir inviolablement ladite paix, amour & union, & appaiser & éteindre lesdites divisions & differences, promettons en parole de Roi, sur nôtre honneur, & par la foi & serment par nous fait sur la vraie Croix, & les reliques de Monsieur S. Hervé & S. Jude, & sur les saints Evangiles de Dieu, & le saint Canon de la Messe, pour ce par nous manuellement touchez, tenir, & entretenir ladite paix, amitié, union, alliance, & confederation d'entre nous & nôtre neveu, inviolablement, sans jamais aller, faire, ne venir à l'encontre, & quant à ce tenir & garder, nous soumettons & obligeons par ces presentes aux censures du Saint-Siege Apostolique.

Et en outre pour plus grande seüreté de la personne de nôtre neveu; nous promettons que dedans la feste de Noel prochainement venant, nous baillerons, & ferons bailler les scellex des seigneurs de nôtre sang, & autres seigneurs de nôtre royaume, qui alors seront nommez & declarez: & dedans Pâques prochainement venant, baillerons, & ferons bailler les lettres confirmatoires de la paix, par les Gens d'Eglise, les Nobles, & autres Etats de nôtre royaume, à condition que dedans lesdits termes nôtre neveu & cousin sera semblablement tenu bailler & fournir de sa part semblables lettres.

En témoin de ce nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre scel. Donné à la Victoire lés-Senlis, le seizieme jour d'octobre, l'an de grace 1475. & de nôtre regne le quinzieme. Ainsi signé, LOUIS. Et sur le repli est écrit: Par le Roi, L'Archevêque de Lion, les Sires de Curton, de Gié, du Lude, d'Achon, de Grandmont, de l'Isle, & autres presens. Ainsi signé, Pierre, & scellé d'un sceau de cire jaune à demi rompu.

PROMESSE DU ROI LOUIS XI. AU DUC DE Bretagne, de le maintenir en ses libertez. Donnée à Notre Dame de la Victoire près Sens, le 16. octobre 1475.

*Bretagne
1475.
16. octob.*

L OUIS, par la grace de Dieu Roi de France : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Savoir faisons, que par le Traité & apoin-
tement de la paix finale, union & amitié, presentement pris, faits, con-
clus, & accordez entre nous, & nôtre tres-cher & tres-ami neveu & cousin le
Duc de Bretagne, Nous avons voulu & octroïé, accordé & promis, & par ces
presentes voulons, accordons, octroïons, & promettons en parole de Roi, à
nôtre dit neveu, tenir & garder sa personne en toute franchise & liberté, sans le
contraindre à aller, ne partir sa personne hors son pais & Duché de Bretagne, si
ce n'est de son bon vouloir & plaisir ; & ainsi l'avons juré & jurons par nos
foi & serment tenir, sans jamais faire ou aller, ne souffrir estre fait à l'encontre
en aucune maniere. En témoin de ce nous avons signé ces presentes de nôtre
main, & icelles fait sceller de nôtre scel. Donné à la Victoire le seizieme jour
d'octobre, l'an de grace 1475. Signé, LOUIS. Et sur le repli : Par le Roi,
L'Archevêque de Lion, les Sires de Curton, de Gic, du Lude, d'Achon, de
Grandmont, de l'Isle, & autres presens. Signé, P. R. T. & scellé sur double
queue de velin en cire, jaune.

MAIN-LEVE'E AUX SUJETS DU ROI LOUIS XI. ET DU DUC de Bretagne, par la paix faite entre eux. Donné au Plessis-lès-Tours, le 25. novembre 1475.

*Bretagne
1475.
25. nov.*

L OUIS, par la grace de Dieu Roi de France : A tous nos Justiciers,
& Officiers, ou à leurs Lieutenans, Salut. Comme par le Traité, apoin-
tement, & accord depuis naguere faits entre nous & nôtre tres-cher &
tres-ami neveu & cousin le Duc de Bretagne, ait expressement été dit,
que tous les sujets & serviteurs, tant d'une part que d'autre, de quelque
pais, état, ou condition qu'ils soient, retourneront dans tous leurs biens,
terres, seigneuries, & possessions immeubles, qui à cause des guerres &
divisions, qui par ci-devant ont eû cours entre nous, & nôtre dit neveu
& cousin, avoient été empêchez, nonobstant toutes saisines, main-mises, &
tous dons & transports qui en peuvent avoir été faits ; & que cette restitution n'ait
encore été faite d'une part ne d'autre ; pour ce est-il que nous voulant entre-
tenir, faire, & accomplir tout ce que a été promis de nôtre part, Vous man-
dons & commandons par ces presentes, & à chacun de vous endroit soi, si
comme à lui appartiendra, que nôtre main, & tout autre empêchement mis
& apposé en & sur quelconques terres, seigneuries, heritages, ou possessions
immeubles appartenans aux sujets & serviteurs de nôtre dit neveu & cousin, à
cause des guerres & divisions, qui ont eû par ci-devant cours entre nous &
nôtre dit neveu, en quelque lieu qu'ils soient siueuz & assis, en nôtre royaume
& obeïssance, vous leviez & ôtiez à pur & à plein, ainsi que nous l'avons

levée & ôtée, levons & ôtons par ces presentes, & d'icelles terres & seigneuries, heritages, & possessions immeubles, les fassiez, souffriez, & laissiez jouir & user pleinement & paisiblement, en contraignant, ou faisant contraindre à ce faire & souffrir les Commissaires commis au regime & gouvernement d'icelles terres & possessions, & tous autres qui pour ce seront à contraindre, reellement & de fait, par toutes voies & manieres dûes & raisonnables. Car ainsi nous plaist-il, & voulons estre fait nonobstant quelconques saisines, main-mise, dons, & transports qui en puissent par nous avoir été faits. Et pour ce que de ces presentes l'on pourra avoir à besoin en plusieurs lieux, nous voulons que au *vidimus* d'icelles, fait sous scel roial, foi soit ajoûtée comme à ce present original. Donné au Plessis du Parc lés-Tours, le 25. jour de novembre l'an de grace 1475. & de nôtre regne le quinzieme. Et plus bas est écrit: Par le Roi, Les Archevêques de Lion, & de Vienne, les Sires de Beaujeu, d'Angoulême, de Dunois, de Narbonne, de la Belliere, d'Achon, de Grandmont, de Creffault, de Mauny, M. Jean Pellien, & autres presens. Ainsi signé, PETIT, & scellé d'un grand sceau de cire jaune en simple queue, & paroît avoir été scellé d'un autre sceau.

CONFEDERATION ENTRE L'EMPEREUR FEDERIC, & Louis XI. Roi de France, confirmant tous les Traitez faits entre l'Empire & la France, depuis le tems de S. Charles Empereur, du dernier decembre 1475. ratifiée à Paris le dix-septieme avril suivant.

FRIDERICUS divina favente clementia Romanorum Imperator semper Augustus, Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, &c. Rex, & Austriae, Stiriae, Karinthiae, & Carniolae Dux, Comesque Tirolis; & Nos Ludovicus Dei gratia Francorum Rex, recognoscimus, & notum facimus universis, pro nobis, successoribus, & heredibus nostris, quod nos animadvertentes hanc veterem benevolentiam, amorem, & amicitiae vinculum, quibus praedecessores nostri domini Romanorum Imperatores, ac Reges, sacrumque Romanum Imperium, & serenissimi Reges, inclitumque regnum Francorum, à temporibus divinae memoriae Sancti Caroli, Romanorum Imperatoris, se mutuo colebant, & invicem confederabantur; nos tam salubri eorum foedere moti, studentesque praedecessorum nostrorum vestigia imitari, ad laudem omnipotentis Dei, & ad exaltationem christianae nominis, pacemque & tranquillitatem terrarum, & dominiorum nobis subiectorum, & ut inusmodi foedus amicitiae, ac amoris & benevolentiae vinculum inter nos contineretur, & in dies magis ac magis augeretur & stabiliretur; utriusque nostrum imperium, regna, ac status in suis dignitatibus & honoribus conserventur, & incrementum accipiant, & subditi nostri felici otio, ac pace gaudeant, & tranquillitatem fruantur, pro renovatione pristini foederis, benevolentiae, ac amoris, nos invicem univimus, confederavimus, & colligavimus, animus, confederamus & colligamus per praesentes, ita & taliter, quod ex nunc in futurum, perpetuo & immutuo, ac invicem uniti, confederati & colligati erimus, & cum personis, imperio, regnis principibus, dominiis, & subditis nostris omnibus, quos nunc tenemus, & concedente

L'Em-
pire.

Ande-
nach.

1475.
31. dec.

Deo in futurum acquiremus, & possidebimus, indissolubilem, perpetuam, firmam, christianam, sinceram, & mutuam pacem, & amicitiam constanter & inviolabiliter servabimus, & tenebimus, nec clam, nec apertè, nobis invicem adfasciabitur, neque ullus nostrum alteri, neque imperio, regnis, principatibus, terris, dominiis, neque subditis suis bellum, aut damna inferet, neque à subditis suis inferri patietur, sed nos mutuo consilio & auxilio fideliter & sincerè adjuvabimus, & invicem assistemus, in omnibus incrementum imperii, regnorum, statuum, dignitatum & honorum nostrorum concernentibus & promoventibus; nullusque nostrum ad alterius imperium, regna, principatus, terras, dominia, subditos, dignitates, aut honores, quos modò tenemus, & largiente domino, in futurum possidebimus, seu ad quos, & quæ alteri nostrum, ac ejus imperio, ac regnis jus competit, in alterius præjudicium aspirabit, anhelabit, recipiet, acceptabit, manutenebit, neque ejus adversarios, & rebelles tuebitur, neque favorizabit, nec quicquam clam, vel apertè faciet quod alteri nostrum, ac ejus imperio, regnis, & subditis adversari, aut damnosum esse possit; sed unusquisque nostrum alterius bonum & commodum procurabit, & damna pro posse suo avertet. Si quis verò cujuscunque conditionis, status, aut honoris existat, solo Domino nostro sanctissimo, ac Sede Apostolica demptis, nobis, aut alteri nostrum, imperio, regnis, aut subditis nostris, aut alterius nostrum bellum inferre voluerit, aut honorem, dignitatem, imperium, regna, terras, dominia, aut subditos nostros, aut alterius nostrum in toto, aut ex parte sibi usurpare, & vindicare contenderet; aut si unus nostrum pro recuperatione eorum, quæ sibi, aut ejus imperio, ac regno ablata sunt, aut alia necessitate exigente alicui bellum indixerit; aut si, quod Deus avertat, ab aliquo nostrum subditi sui defecerint, aut rebellaverint, in quibus casibus quibuscumque unus nostrum alterum super hoc requisierit, nos mutuo fideliter & constanter adjuvabimus, & auxiliabimur, prout super hujusmodi juvamine & auxiliis convenimus, & per nos super hoc fuit concordatum. Præterea, si unus nostrum cum aliquo, aut pluribus concordiam, pacem, treugas, belli sufferentias, aut fœdus inibit, faciet, aut acceptabit, illud cum alterius scitu & voluntate facere, & cum sibi expediat, & ipse hoc desideraverit, unà secum in his includere & comprehendere debet, nec quoquo modo ab his excludere, nisi voluntas ejus ad hoc accesserit. Nolumus etiam per quascumque ligas, intelligentias, confœderationes, & inscriptiones per nos ante hanc nostram ligam, intelligentiam, confœderationem, & inscriptionem cum quibusque, nemine dempto, factas, aut quas in futurum faciemus, huic ligæ, confœderationi, & unioni nostræ, in aliquo præjudicari, antiquitatibus tam pro pace utriusque Sacri Romani Imperii, quàm regni Francorum hæcenus observatis in omnibus, & per omnia in suo robore duraturis, quibus per hanc nostram ligam, confœderationem, & unionem, nolumus in aliquo derogari, dolo & fraude semotis quibuscumque. In cujus rei testimonium nos Imperator prædictus has litteras sub utriusque majestatis nostrarum sigillorum appensione fecimus muniri, in Andernaco die ultima mensis decembris, anno Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo quinto, regnorum Romani tricesimo-quinto, Imperii vicesimo-tertio, Hungariæ verò decimo-sexto. Et nos Ludovicus Rex Francorum prædictus easdem litteras Parisiis sigillari fecimus die 17. mensis aprilis, anno Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo-quinto, & regni nostri decimo-quinto.

TRAITE D'ANDERNACH, SUR L'ALLIANCE FAITE ENTRE
l'Empereur Federic, & les Electeurs d'une part, & le Roi Louis XI.
d'autre, contre Charles Duc de Bourgogne. Dernier decembre 1475.

FRIDERICUS divinâ favente clementiâ Romanorum Imperator semper Augustus, Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ Rex, ac Austriæ, Stiriz, Carinthiæ, Carniolæ Dux, dominus Marchiæ, Sclavoniæ, ac Portusnaonis Comes in Habsburg, Tirolis, Ferretis, & in Friburg, Marchio Burgoviæ, & Lantgravus Alsaciæ. Notum facimus per præsentés, quòd nos animadvertentes veterem benevolentiam, & amicitiz vinculum, quibus Domini Romanorum Imperatores, ac Reges, Sacrumque Imperium, & serenissimi ac Christianissimi Reges, inclitumque regnum Francorum longè retroactis temporibus se mutuo sincerè sunt profecuti; Nos ad laudem omnipotentis Dei, ac exaltationem Christiani nominis, necnon pro pace, & tranquillitate terrarum, & dominiorum nobis subjectorum, cum serenissimo ac Christianissimo Ludovico Francorum Rege, univimus, confœderavimus & colligavimus, unimus, confœderamus & colligamus per præsentés, juxta tenorem quorundam articulorum per nostros Oratores, ac de mandato nostro conceptorum, quorum tenor sequitur in hæc verba.

Ex quo Dux Burgundiæ se longis retrò temporibus in resistentiis & gueris contra Coronam Franciæ cum castrametationibus, obsidentiis, & aliis notabilibus detrimentis, & damnis exercuit, & nunc similiter contra Sacrum Romanum Imperium nititur, & insurgit, dominia Ecclesiæ Coloniensis ingressus, & castrametatus; ob quam causam serenissimus noster Imperator ad resistendum dicto Duci, unâ cum Sacri Imperii Electoribus, & Principibus, ac aliis Imperii subditis, se disposuit, & jam in exercitio est. Verùm, ut tam pertinacibus conatibus dicti Ducis, qui pro nunc per eum in Sacro Romano Imperio sunt, & hucusque in Corona Franciæ facti sunt, fructifera resistentia fieri valeat, per quam terræ, quæ hucusque multipliciter devastatæ sunt, & dictum Imperium deinceps in pace & quiete conservari, atque à jacturis, & damnis tueri possint, serenissimus dominus Romanorum Imperator pro se, & suis successoribus in Romano Imperio, & Christianissimus Rex Franciæ pro se, & suis hæredibus, & successoribus in Corona Franciæ, se invicem ad laudem omnipotentis Dei, in roborationem Christianæ fidei, & ad conservationem, & tuitionem terrarum amicabiliter concordarunt, confœderarunt & unierunt contra jam dictum Ducem Burgundiæ, in modum qui sequitur.

Primò, ut dominus noster Imperator unâ cum Sacri Imperii Electoribus, Principibus, & aliis Imperii subditis, notabilem exercitum ducat contra Ducem Burgundiæ, usque ad triginta millia armatorum quod id debet; & ut dominus Rex Franciæ triginta millia armatorum equestrium & pedestrium mittat, cum armis, bombardis, & machinis bellicis ad bellum benè expeditis, suis expensis, & soldario milite, qui dominica post festum Circumcisionis Domini proximè venturæ in campis erunt in terra Lucemburgensi prope Arlunum.

Item, si serenissimus dominus Imperator dictorum triginta millia armatorum ad expeditionem suam non indigeret, tunc Christianissimus Rex hujusmodi triginta millia mittere ad alia loca dicti Ducis Burgundiæ, ad invadendum & damnificandum eadem propinquiora; tamen illis locis, ubi Dux inpræsentiarum castra tenet, vel

L'Empire.
Ander-
nach.
1475.
31. dec.

in aliis locis dicti Ducis, ubi convenientius, possibile, & utilius erit, de consensu tamen ambarum partium.

Item, Si adiutorio altissimi in huiusmodi expeditione aliqua castra, civitates, oppida, terræ, dominia ipsius Ducis caperentur, aut suâ sponte se redderent, quæ ad Imperium pertinerent, ideo quod de imperio, titulo pignoris tenerent, aut dependerent in feudum, seu in imperio sitæ, vel sitæ essent, illæ, vel illa debent ad solum imperium redire, & eidem remanere, sive per exercitum domini Imperatoris, vel etiam domini Regis, sive per utrumque fuerint devictæ, seu devictæ, prout præmittitur.

Item, pariformiter quæcunque castra, civitates, terræ, & dominia devincerentur ad Coronam Franciæ pertinentia, ideò quod ab eâ titulo pignoris tenerent, aut dependerent in feudum, aut aliàs in regno Franciæ sitæ, vel sitæ forent, illæ vel illa soli Coronæ Franciæ attinebunt, sive per dominum Imperatorem, aut dominum Regem Franciæ, sive per utrumque evincerentur; nec unus eorum alteri in promissis aliquo modo impedimentum, aut molestiam præstabit.

Item. Si contingeret Ducem Burgundiæ à Nuizia recedere, & castra movere, ex quo semper tamen temeritatem, & invasiones dicti Ducis formidari oportebit, expeditio contra eum nihilominus progressum habebit, per dominum Imperatorem, ac etiam Regem, modo, ut præmittitur, in dominiis hæreditariis ipsius Ducis, aut etiam aliis terris, quas nunc possidet in his locis, ubi commodius fieri poterit, vel ipsi inter se convenerint, atque fieri expediet.

Item, Nulla partium præter alterius scitum & voluntatem campum dimittet, nisi id propter unam aut aliam notabilem necessitatem fieri oporteat, & si huiusmodi casus se obtulerit, eo tunc etiam id fieri debet de scitu alterius partis.

Item, Nulla partium inibit pacem, treugas, aut sufficientiam cum Duce Burgundiæ, nisi id fiat de scitu & bona voluntate alterius partis. Verùm, si contingeret huiusmodi bellum & differentiam inpresentiarum, vel in posterum de scitu & consensu ambarum partium sedari, & Dux Burgundiæ per se, aut suos adherentes aliqua attentaret contra Imperium, vel ipsius subditos, aut contra Coronam Franciæ, vel ipsius subditos, si tunc huiusmodi invasio facta fuerit in regnum Franciæ, ut præmittitur; ex tunc dominus Imperator debebit cum Imperio intrare cum armis in dominia, & terras Ducis Burgundiæ proximiores, quanto validius id fieri poterit absque mora, & in eisdem perseverare, nec ex eisdem exercitum reducere, quousque Dux ab huiusmodi invasione cessaverit, nisi ex necessitate notabili recedere oporteret. Si autem invasiones huiusmodi contingerent contra Romanum Imperium, ac suos subditos, tunc Rex Franciæ debebit, quanto validius fieri poterit absque mora, cum armis intrare dominia Ducis Burgundiæ, & ibidem perseverare, ut præmittitur. Verùm, si contingeret invasionem Ducis Burgundiæ fieri in his locis, ubi cum exercitibus Imperii, & etiam Coronæ Franciæ posset conveniri, & exercitus ad eum duci, hoc debebit per utrasque partes fieri fideliter, & absque fara.

Nos verò Fridericus Romanorum Imperator prædictas, promittimus & pollicemur in verbo principis, in iis scriptis omnia & singula in præinsertis articulis conscripta summe & inviolabiliter observare, ac in eis contenta, quantum nos, & Romanorum Imperium concernit, effectualiter & fideliter adimplere, nec eis in

aliquo velle contravenire in toto, vel in parte, dolo & fraude penitus amotis & seclusis. In cujus rei testimonium has litteras sigilli nostræ majestatis fecimus appensione muniri.

Nos verò Adolphus Maguntinensis, & Joannes Treverensis Archiepiscopi, Ernestus Dux Saxoniz, & Albertus Marchio Brandenburgensis, Sacri Romani Imperii Principes Electores, attendentes hanc unionem, confederationem, & colligationem, Sacro Romano Imperio, nobisque, ac terris, & dominiis nostris plurimum fore utilem, & necessariam, idcirco ad eandem tam quod nos Principes Electores, & in quantum nos, terras, & dominia nostra tangere potest, nostrum benevolum impartimur consensum pariter & assensum, necnon unà cum gloriosissimo & invictissimo domino nostro Imperatore, tum præfato serenissimo ac Christianissimo domino Ludovico, Francorum Rege, juxta tenorem præscriptorum articulorum, univimus, confœderavimus, & colligavimus per præsentem, promittimusque & pollicemur pro nobis, nostrisque successoribus, & hæredibus, per præsentem, bona fide præfatam unionem, confœderationem & colligationem, omniaque, & singula suprâ scriptis articulis contenta, firmiter & inviolabiliter observare, atque præfato domino nostro Imperatori unà cum Sacri Imperii Principibus, & subditis fideliter & effectualiter assistemus, & eundem totis viribus juvabimus, ut omnia & singula in præsertis articulis conscripta, in quantum Romanum concernunt Imperium, terras, & dominia nostra, effectualiter & fideliter possit, & valeat perficere, & adimplere, dolo & fraude penitus seclusis. Et in testimonium promissorum sigilla nostra his litteris apud sigillum Majestatis Imperialis sunt appensa. Datum in Andernaco ultima die mensis decembris, anno Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo-quinto, regnorum nostrorum Romani tricesimo quinto, Imperii vicesimo-tertio; Hungariæ verò decimo sexto.

*DECLARATION FAITE PAR L'EMPEREUR FEDERIC,
touchant l'alliance du Roi Louis XI. avec les Suisses, contre le Duc
de Bourgogne. dernier decembre 1475.*

FRIDERICUS divina favente clementia Romanorum Imperator semper Augustus, Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ Rex, ac Austriæ, Karinthiæ, & Carniolæ Dux, Comesque Tirolis. Notum facimus per præsentem, quod cum nos, ut Dux Austriæ, & serenissimus Princeps Ludovicus Rex Francorum, frater noster carissimus, invicem ac mutuò sumus confœderati, uniti, & colligati juxta continentiam litterarum desuper confectarum, quod nos per illud fœdus nolumus esse derogatum fœderi, ac unioni, quæ idem frater noster carissimus Rex Francorum cum Suiticenis habet adversus Ducem Burgundiæ, & sibi adherentes; sed suis debent gaudere robore, & firmitate, ita tamen quod ipse Rex Francorum ipsis Suiticenis adversus Duces domini Austriæ, nullum auxilium, neque favorem præstare poterit, semotâ fraude: in cujus rei testimonium has litteras sigilli nostri appensione fecimus communiri. Datum in Andernaco, die ultima mensis decembris, anno Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo quinto, imperii nostri vicesimo-tertio, regnorum nostrorum Romani tricesimo quinto, Hungariæ verò sexdecimo, ad mandatum Domini Imperatoris proptium.

*L'Empe-
reur, sur
l'alliance
des Suis-
ses.*

*Ander-
nach.*

1475.

31. dec.

TRAITE FAIT ENTRE LE ROI LOUIS XI. ET EDOUARD IV.
*Roi d'Angleterre, pendant la treve, touchant le commerce & la liberté
 des Marchands allans & venans d'un Roiaume à l'autre ; au Plessis
 les Tours le 8. janvier 1475.*

Angle-
 terre.

1475.
 8. janv.

L OUIS, par la grace de Dieu Roi de France : A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme naguere en prenant la treve d'entre Nous, & nôtre tres-amé cousin le Roi d'Angleterre, ait été par exprès dit & déclaré par icelle treve, entre autres choses, que tous Marchands, & autres, tant d'une part que d'autre, pourroient durant le tems d'icelle treve & amitié, aller & venir seurement, & sauvement, de l'un Roiaume à l'autre, marchandement & autrement, sans qu'il soit besoin d'en avoir & obtenir sur ce aucunes lettres de saufconduit ; au moien de laquelle treve, plusieurs Marchands, & autres gens du Roiaume d'Angleterre sont venus, tant par mer que par terre, pour faire fait de marchandise en cetui nôtre Roiaume, & mêmeement au Port & Havre de Bordeaux, lesquels ont intention d'y frequenter, & venir dorenavant plus souvent qu'ils n'ont fait par ci-devant. Et à cette cause le Roi d'Angleterre, nôtre cousin, considerant le bien & utilité qui peut venir à cause desdits Marchands, ait presentement envoyé pardevers nous Thomas de Montgomeri, Chevalier, son Conseiller & Chambellan ; & Thomas Galle d'Ortenne, du pais d'Angleterre, ses Ambassadeurs, lesquels nous ont fait plusieurs remontrances touchant le fait & entretenues de ladite marchandise, & sur ce nous ont baillé plusieurs articles par maniere de remontrance ; desquels articles, aussi de la reponse par nous sur ce faite sur chacun d'iceux, la teneur s'ensuit.

Ce sont les articles & remontrances, que Messire Thomas de Montgomeri, Chevalier, Conseiller & Chambellan du Roi d'Angleterre ; & Thomas Galle d'Ortenne, ses Ambassadeurs, ont baillé au Roi nôtre Sire, touchant les Marchands, qui frequenter marchandise en ce roiaume, pour l'entretienement d'eux & de la treve prise entre lesdits deux Rois ; ausquels articles & remontrances, a été faite reponse en la maniere ci-après déclarée.

Premierement, sur ce que lesdits Ambassadeurs ont remontré, qu'il convient avoir ausdits Marchands saufconduit de l'Admiral de France, lequel n'étoit valable en la Duché de Guyenne ; pour lequel saufconduit, ils paient pour chacun tonneau que le navire pourroit porter, deux francs & demi Bourdelois.

Item. Pour le *vidimus* d'icelui saufconduit, deux francs Bourdelois.

Item. Et aussi convient avoir ausdits Marchands un saufconduit de l'Admiral de Guienne, qu'ils dient ne leur estre valable sur la mer, & pour lequel avoir ils paient pour chacun tonneau, deux francs & demi Bourdelois.

Item. Pour le *vidimus* d'icelui saufconduit, deux francs Bourdelois.

Le Roi, en faveur & contemplation du Roi d'Angleterre, son beau-frere & cousin, ne veut point, que aucuns sujets du Roi d'Angleterre soient dorenavant contraincts à prendre aucuns saufconduits, ne pour & au lieu d'aucuns d'iceux paier

paier aucun droit, & a deffendu le Roi, que d'ici en avant n'en soit levé aucune chose.

Item. Et quand lesdits Marchands entrent dedans la riviere de Gironde, devant Nôtre-Dame, à quinze lieues de Bordeaux, il leur convient là leur arrester & tenir à l'ancre, & envoyer leurs bâtons à Bordeaux, pour avoir leur congé & licence de venir avec leurs navires & biens devant ladite Ville de Bordeaux, pour lesquels congé & licence paient pour chacun tonneau quatre hardis bordelais.

Item. Et après ce que iceux Marchands avoient leursdits congé & licence, il leur convient veiller jusques à Blaye, distant à dix lieues de Bordeaux, où ils ont accoustumé d'attendre à l'ancre jusqu'à ce on ait envoyé à eux chercher leurs navires, pour savoir s'ils sont gens de guerre, ou marchands, laquelle cherche coûte à chacun navire, sans autres frais & dons, quatre francs bordelais.

Item. Et que la plupart du tems lesdits Marchands sont là tergez, & demeurent à l'ancre un mois, ou plus, avant qu'ils puissent estre cherchez, & qu'on leur ait permis de venir devant ladite ville de Bordeaux.

Item. Et quand lesdits Marchands sont cherchez, on les contraint de mettre à terre tous leursdits harnois d'artillerie, & autres habillemens de guerre, en une maison audit lieu de Blaye, jusques à ce qu'ils retournent dudit lieu de Bordeaux, & pour eux en retourner sont contraints de paier quatre hardis pour chacun tonneau que leur navire porte.

Le plaisir du Roi est, que combien que le contenu en ces quatre articles precedens prochains, soit chose accoustumée de tout tems & d'ancienneté, & qu'il ait été & soit introduit par lettre & juste cause; neanmoins le Roi nôtre Seigneur, qui desire complaire au Roi d'Angleterre, son beaufrere & cousin, a accordé que d'ici en avant pendant ladite treve, lesdits sujets du Roi d'Angleterre ne seront contraints à eux arrester à l'entrée de Gironde à Nôtre-Dame, ne parcellément devant Blaye, mais pourront aller tout droit devant ladite ville de Bordeaux, faire & exercer leur fait de marchandise, ainsi qu'ils aviseront pour le mieux.

Item. Quand leurs navires viennent devant ladite ville de Bordeaux, iceux Marchands sont tenus que chacune personne, soit homme, ou enfant, ait billet du Maire de Bordeaux, avant qu'ils osent descendre à terre, sur peine d'être prisonniers, & paie rançon; pour lequel billet chacun Maître de navire a de coutume de paier deux francs bordelais.

Item pour chacun Marchand chef, deux francs bordelais.

Item chacun Bourfier, deux francs bordelais.

Item pour chacun Marchand, autre quarante hardis bordelais.

Item chacun Marinier & chacun enfant, dix hardis bordelais.

Lesquels billets ne durent que un mois: & si le navire, & gens dedans, demeurent un jour seulement après le mois passé, il leur convient chercher d'autres billets pour un autre mois, ou autrement ils demeurent prisonniers, & paient autant comme pour le premier billet, & pour le retardement du jour après ils sont contraints que chacun ait un autre billet, & qu'ils en paient autant que pour le mois entier.

Le plaisir du Roi est, que combien que les choses contenues en ces articles prochains precedens soient anciens droits du Maire, & autres Officiers de Bor-

deux , & que de tout tems ils ont accoutumé de lever ; néanmoins le Roi nôtre Sire , qui desire & veut singulierement faire traiter les sujets du Roi d'Angleterre : son bon frere & cousin , en aussi grande douceur & faveur , comme les siens propres , a exprés ordonné , & commandé à tous ses Officiers , que dorenavant pendant ladite treve n'en soit levé aucune chose.

Item. Et pour ce que dès toujours , quand lesdits Marchands sont arrivez , & entrez dedans ladite ville de Bordeaux , on a accoutumé leur bailler logis par un Fourier ou Hebergeur à ce faire ordonné , lequel coûtoit à chacun Marchand pour être logé en sureté de lui & de ses biens , deux francs bordelais : le Roi ne veut point qu'il y ait Fourier ni autre , qui leve tribut pour loger les sujets du Roi d'Angleterre son bon frere & cousin , mais ainçois veut & ordonne le Roi nôtre Sire , que lesdits Marchands se logent és hostelleries , aux Hôtels desdits Marchands , & autrement , ainsi que bon leur semblera , tout ainsi que les propres sujets du Roi , & sans difference aucune.

Item. Ont accoutumé lesdits Marchands , que quand ils sont venus devant ladite ville de Bordeaux , ils sont tenus de montrer leur saufconduit au Maire , lequel en prend la copie , dont ils étoient contraints de paier pour chacun saufconduit deux francs Bordelais.

Par la treve ils ne sont tenus avoir aucun saufconduit , aussi ils ne seront contraints à en montrer aucun.

Item. Et aussi que si les navires avoient été par l'espace de quinze jours , ou trois semaines devant ladite ville de Bordeaux , & que lesdits Marchands n'avoient encore vendu les denrées qu'ils avoient amenées , ni aussi acheté vins , ni aussi autres marchandises pour recharger leurs navires , le Maire de ladite ville leur commandoit soudainement partir de ladite ville , ni plus y séjourner , sur peine d'y forfaire leurs navires , biens , & personnes , dont par plusieurs fois iceux Marchands sont contraints faire grande perte , & aussi d'acheter les vins , & autres choses à trop grand prix ; parquoi & pour obvier leur convient souventefois composer avec le Maire de ladite ville , pour avoir de lui nouvelle licence & congé , en quoi ils sont grandement interressez & endommagez.

Le Roi veut & ordonne , que les navires des sujets du Roi d'Angleterre soient devant ladite ville tant qu'ils voudront , & fassent leur fait de marchandise , tout ainsi que bon leur semblera.

Item. Que chacun navire au dessous de cent tonneaux a accoutumé de paier au Prevost de Bordeaux la somme de quatre francs bordelais.

Le Roi a ordonné , que dorenavant ledit Prevost ne prendra que cinq sols tournois pour navire du port de cent tonneaux , & le reste prorata.

Item. Et qu'il n'est permis à nul navire Anglois de venir contremont la riviere de Gironde , jusqu'à ce que le main , ou pillot de ladite riviere , qui coûte à chacun navire à la raison de cent tonneaux de vin , cinquante hardis , non obstant que les Maistres desdits navires soient suffisans pour en faire eux-mêmes la conduire.

S'ils veulent des hommes , ils en prendront au meilleur marché qu'ils pourront , & ne seront point contraints d'en avoir s'il ne leur plait.

Aussi est ordonné en ladite ville de Bordeaux , que nul Anglois ne parte de son logis au matin , jusqu'à ce que la cloche de ladite ville ait sonné , qui ne

sonne communement qu'à sept heures du matin : & si aucun d'eux est trouvé faisant le contraire, il sera prisonnier, & paiera rançon, & pareillement sont contrainsts de retourner à leurdit logis à cinq heures de vespres : & si aucun est trouvé hors de son logis après le son de ladite cloche, il sera semblablement prisonnier, & paiera rançon, nonobstant son saufconduit.

Le plaisir du Roi a été, que les sujets du Roi d'Angleterre, son bon frere & cousin, soient en pleine liberté à Bordeaux, tout ainsi que ses propres sujets.

Item. Quand les navires sont chargez de vivres, ou autres marchandises, que lesdits Marchands ont païé leurs coûtumes, & sont prests de voiler bas ladite riviere, ils sont sujets de demeurer jusqu'à ce que chacun navire ait une branche de ciprés, laquelle coûte à la raison du port du navire, pour chacun cent tonneaux que le navire pourra porter prorata, douze francs bordelais.

Le Roi entend, que dorenavant on ne prendra que cinq sols tournois pour chacun cent tonneaux, au lieu desdits douze francs.

Item. Et si aucun navire part avant qu'il ait ladite branche, & qu'il ait païé pour icelle, il perdra le navire & biens, & tous les Marchands & Mariniers seront prisonniers.

Pour ce que de tout tems, & mesmement du tems que le pais de Guienne étoit en obeïssance du Roi d'Angleterre, cet article a eü toujours lieu pour les inconveniens qui s'en pouvoient ensuivre, il demeurera comme il a été de toute ancienneté; car il ne seroit pas licite ni honneste que lesdits navires partissent sans avoir ladite branche.

Item. Ceux de ladite ville de Bordeaux ont ordonné & constitué un homme à mesurer & auner les draps, lequel prend si grand mesure, qu'il n'y a drap contenant vingt-quatre verges ou aunes, qui ne fasse deception de deux verges ou environ, & mi-douzaine de draps devers le frest d'Angleterre, contenant douze verges ou aunes bonne mesure, où ledit auneur ait mesuré, & en fasse plus de dix verges, sans ce que lesdits Marchands en paient moins à la coûtume, que après la qualité d'Angleterre.

Item. Le Roi a commandé, & ordonné faire lettres à ceux de Bordeaux, en quoi leur sera cet article enclos, & leur sera mandé, qu'ils fassent auner bien & loiaument; & au cas que lesdits Marchands Anglois ne seront contents du premier aunage, seront en liberté de le faire auner une autre fois par le premier auneur, ou autre juré, & sera païée la coûtume selon la mesure qui sera trouvée.

Item. Et si lesdits Marchands apportent aucune quantité de fer hors d'Espagne en aucun navire d'Espagne, ou en leurs navires, & ils le vêtillent envoyer au royaume d'Angleterre pour l'alaitage de leurdit navire, les coutumiers contrainnent de paier coûtume pour ledit fer, combien qu'ils n'aient jamais mis ni descendant ledit fer à terre, ni exploité en vente.

Le Roi veut & ordonne, que si lesdits Marchands ne descendent ledit fer à terre, ils n'en paieront rien.

Item. Au tems de paix & sous saufconduit, on ne veut souffrir ausdits Marchands de partir hors de ladite cité de Bordeaux à charier leurs marchandises, ni charier aucuns vins en aucun autre pais, contrée, ou place fors en ladite cité de Bordeaux.

Le Roi veut, que les sujets du Roi d'Angleterre, son bon frere & cousin,

puisse aller & venir par tout , pouveu que de ce en soit au tems accoustumé.

Item. Et en tant que touche la grande coûtume ordonnée au tems du Roi Charles que Dieu absolve, qui est de douze deniers tournois pour livre, de toutes & chacunes les marchandises entrans & saillans au país de Guienne :

Le Roi a ordonné, veur, & declare, que les sujets du Roi d'Angleterre ne paieront dorénavant que la moitié, qui est de six deniers tournois pour livre, & l'autre moitié leur a donné en contemplation & faveur du Roi d'Angleterre son bon frere & cousin.

Item. Aussi en tant que touche la grande coûtume des vins, qui se tirent hors de Guienne, surquoi le Roi a accoustumé prendre sur chacun tonneau de vin, du país d'Amont, vint sols tournois ; & sur chacun tonneau de vin de Gascogne, vint-cinq sols tournois.

Le Roi a voulu, & ordonné, que dorenavant les sujets du Roi d'Angleterre, son bon frere & cousin, ne paieront pour tonneau de vin qu'ils chargeront pour tirer & mener hors du país de Guienne, soit du haut ou bas de Gascogne, que douze sols tournois pour tonneau ; au regard de la petite coûtume qui est de quatre deniers pour tonneau, elle se levera, ainsi que de toute ancienneté elle a été levée.

Item. La coûtume de Royen, qui est de deux deniers obole pour tonneau, se levera, ainsi qu'on a fait pardevant.

Item. La coûtume de la Tour Cordouën, qui est pour l'entretienement de la lanterne de ladite Tour, se levera neuf sols tournois pour une fois, comme il a été toujours fait par ci-devant.

Item. Et afin que les Marchands, & les Sujets du Roi, n'entreprennent rien sur les franchises du Roi d'Angleterre, & que par ce moien ladite treve se puisse mieux entretenir & garder, le Roi de sa part fera publier par tous les havres de son royaume, que durant ladite treve nul ne soit si hardi de faire aucunes prises, ou détrouffes és franchises du Roi d'Angleterre. Et aussi le Roi d'Angleterre sera tenu de sa part de le faire semblablement publier és havres d'Angleterre, afin que le Roi soit entretenu aussi en ses franchises, & ce sur peine de confiscation de corps & de biens aux infracteurs.

Item. Et que si aucun navire d'Espagne, tenant le parti du fils du Roi d'Aragon, est pris au large de la mer hors les franchises du Roi d'Angleterre, par les François, icelui Roi d'Angleterre consent que la prise soit bonne, & qu'il n'en fera, ou fera faire poursuite. Et pareillement, quand leldits navires d'Espagne retourneront d'Angleterre, ou d'ailleurs, pourvu qu'ils soient hors desdites franchises, seront semblablement de bonne prise, & toutes les marchandises qu'ils porteront, ores qu'il y eût des marchandises des Anglois.

Item. Et a été par exprés dit & accordé par les Ambassadeurs du Roi d'Angleterre, que durant ladite treve les Marchands & sujets de ce royaume ne porteront, ne rapporteront dudit royaume d'Angleterre aucunes marchandises en Angleterre, sinon és navires de France, ou d'Angleterre ; & semblablement ceux d'Angleterre ne rapporteront dudit royaume d'Angleterre aucunes marchandises en Angleterre, sinon és navires de France ou d'Angleterre, sur les peines de confiscation de corps & de biens ; enquoi ne sont en rien compris ni entendus

les navires de Bretagne, de Flandres, ni d'autres, sinon ceux qui sont nuëment en obeissance desdits deux Rois.

Lesquels articles, & le contenu en iceux, avec les réponses sur ce par nous faites, lesdits Ambassadeurs de nôtre cousin nous ont sequis que les voulutions corroborez & confirmer par nos lettres patentes, & les faire publier, si métier est, en nôtre dite ville de Bordeaux, & ailleurs où métier est, en maniere qu'aucun n'en puisse pretendre cause d'ignorance.

Savoir faisons, que nous voulons lesdits articles, & réponses sur ce faites, estre entretenues & gardées, sans enfreindre pour le bien de la marchandise, avons pour ces causes, & autres à ce nous mouvans, & en faveur de nôtre cousin le Roi d'Angleterre, les articles dessusdits incorporez, & le contenu en iceux, avec les réponses & subsecutives, ratifiez & approuvez, loüons, ratifions, & approuvons par ces presentes, & que le contenu en iceux soit entrete nu & gardé de point en point durant ledit tems de ladite treve & amitié, que nous avons à nôtre cousin le Roi d'Angleterre, sans fraude.

Si donnons & mandons à tous nos Admiraux, Vice-Admiraux, au Senéchal de Guienne, Maire de Bordeaux, Prevost de Lombriere, & à tous nos autres Justiciers & Officiers, & à leurs Lieutenans, & à chacun d'eux, si comme à lui appartiendra, que le contenu en cesdites presentes, ils entretiennent & gardent, ou fassent entretenir & garder, & observer de point en point selon leur forme & teneur, sans aucunement les enfreindre, en les faisant publier en leurs lieux, & juridictions, où ils verront estre à faire, en maniere qu'ils n'en puissent pretendre cause d'ignorance. Car ainsi nous plaist-il estre fait. En témoin de ce, nous avons fait mettre nôtre seel à ces presentes.

Et pour ce que d'icelles on pourroit avoir à besongner en plusieurs & divers lieux, nous voulons que au *vidimus* fait sous sceaux roiaux, pleniere foi y soit ajoutée comme à ce present original. Donné au Plessis du Parc les-Tours, le 8. jour de janvier l'an de grace 1475. Ainsi signé par le Roi en son Conseil, auquel M. l'Archevêque de Lion, l'Admiral, les Sieurs de Montagu, d'Argenton, du Bouchage, & autres étoient. M. Picot.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France : A tous nos Admiraux, Vice-Admiraux, Maires de Bordeaux, de Baionne, Prevost de Lombriere, & à tous nos autres Justiciers, Officiers, & sujets commis, ou à leurs Lieutenans ou commis, Salut & dilection. Comme par nos autres patentes, auxquelles ces presentes sont attachées, sous le contrescel de nôtre Chambre, soient inserez & declarez certains articles touchant le fait des Marchands d'Angleterre, communement marchandans en ce royaume, & autres choses accordées entre Nous, & Thomas de Montgomeri, Conseiller & Chambellan de nôtre frere & cousin le Roi d'Angleterre, & Thomas Galle de Terne, Ambassadeurs de nôtre cousin. Et pour ce qu'en l'un desdits articles a été par exprés dit & accordé, que pour mieux garder & entretenir la treve naguere par nous prise entre nous & nôtre cousin, & que cependant nos sujets & les siens n'entreprennent aucune chose au prejudice de ladite treve, nous fissions publier par tous les lieux & havres de nôtre dit royaume, que durant icelle treve nul de nos sujets ne soit si hardi de faire aucunes prises & détrousses es franchises de nôtre cousin : Et aussi que

icelui nôtre dit cousin sera tenu de sa part de le faire semblablement publier és lieux & havres d'Angleterre où besoin sera, afin que les transgresseurs & infra-cteurs en soient punis par confiscation de corps & de biens, ainsi que par ledit article a été dit & ordonné. Parquoi pour entretenir icelles franchises, soit besoin d'une part, ou d'autre d'en avoir declaration. Et à cette cause nous ont fait bailler par écrit lesdits Ambassadeurs, pour la part d'icelui nôtre dit cousin, la declaration de leursdites franchises, juridiction, & coûtume d'Angleterre, qui sont dedans comprises, ainsi qu'il s'ensuit.

Ce sont les Rades de la côte d'Angleterre qui sont dedans, & comprises és franchises, juridictions, & coûtume dudit pais.

Et premierement Gka la Rade devant Baukourk, une Rade Appade dans l'ef-prons, une Rade apellée les Seon Depuis, une Rade apellée Dune Deppys avec Sans & Mondueffe, la Rade de Katielly or ubelles VVonoys, & le dedans, les Blaz Deppys de l'entrée de la Tamise, Margate Rade les Dames, la Rade Debbre, la Cambre devant, VVyoushallsey, la Rade de S. Olerme, & tout le dedans de celle d'Ouyeic, la Rade de Kork sey, la Rade portebande Terretay, la Rade des Limoths, Salmonth Hay, le Fort Montefbay, les Rades de Celly, la Rade de Port Haya, la Rade de Bauday, la Rade de Il S. Couil, la Rade de Martey de Auulfort, la Rade de Calday, la Rade dedans de Monviches, la Rade de Calais, le nouveau Abbé près de Calais.

Lesquels lieux & franchises, juridictions, & coûtumes dessus écrites, lesdits Ambassadeurs de nôtre dit cousin nous ont supplié & requis qu'il nous plût les faire garder & publier; parquoi nous qui desirons entretenir ce que par nous, & lesd. Ambassadeurs a été dit & accordé, vous mandons, & commandons, & par ces presentes expressement enjoignons, & à chacun de vous premier sur ce requis, & commettant, où métier sera, que lesdites franchises, & juridictions, & coûtumes dessus nommées & inserites, vous fassiez crier & publier par tous les lieux & endroits de nôtre royaume, & mesmement en nôtre dite ville de Bordeaux, Bayonne, où ailleurs és pais de Guienne, où métier sera, en maniere que nul n'en puisse pretendre cause d'ignorance, & icelles fassiez entretenir & garder durant ladite treve sans en rien enfreindre, à toutes manieres de gens de nôtre dit royaume & obeissance, sur peine de confiscation de corps & de biens aux transgresseurs, & infra-cteurs, comme dit est, de ce faire vous avons donné, & donnons pouvoir, autorité & puissance, commission, & mandement special. Mandons & commandons à tous nous nos Justiciers, Officiers, & Sujets, que à vous, vos commis & deputez, en ce faisant obeissent, & entendent diligemment.

Donné au Plessis du Parc - lés - Tours, le huitieme jour de janvier, l'an de grace 1475. & de nôtre regne le quinziesme. Par le Roi en son Conseil, auquel M. l'Archevêque de Lion, l'Admiral, les Sieurs de Montagu, d'Argenton, du Bouchage, & autres étoient. M. Picot.

Publié en la ville de la Rochelle, par les carrefours d'icelle, le douzieme jour de janvier l'an 1475.

*ALLIANCE FAITE ENTRE L'EMPEREUR, LES ELECTEURS
de l'Empire, & le Roi de France Louis XI. contre le Duc de Bourgogne.*

A Cologne le 25. mars 1475.

FEDERICUS, divinâ favente clementiâ Romanorum Imperator semper Augustus, Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiae Rex, Austriæ, Stiriae, Carinthiae & Carniolæ Dux, Dominus Marchiæ, Esclavoniæ, ac Portusnaonis, Comes in Haspurg, & Tirolis, Feretis, & in Friburg, Marchio Burgoviar, & Lantgravius Alsaciæ, tenore præsentium recognoscimus, quòd cum in fœderibus inter Nos, & venerabiles Adolphum Archiepiscopum Maguntinensem per Germaniam, & Joannem Archiepiscopum Trevirensensem per Galliam, & regnum Arrelatense, nostros & Sacri Romani Imperii Archicancellarios, ac illustres Ernestum Ducem Saxonie, Sacri Romani Imperii Marefchallum, & Albertum, Marchionem Brandeburgensem, Sacri Romani Imperii Archicamerarium, Principes Electores, & nepotes, & agnatos nostros carissimos ex una; & serenissimum Principem Ludovicum Regem Francorum fratrem, confœderatum, & consanguineum nostrum carissimum ex alterâ partibus, initis & confectis caveatur, quòd quilibet nostrum tam Nos, quàm tidem Rex Francorum, triginta millia armatorum equestrium & pedestrium contra Ducem Burgundie tenere debemus, & quòd ipse Francorum Rex eadem sua triginta millia post festum Circumcisionis Domini proximè præteritum habere debuerat in terra Lucemburgensi juxta continentiam litterarum desuper confectarum, nos toleramus, & tolerare volumus per præsentem, quòd præfatus Rex Francorum pro dictis triginta millibus, viginti millia armatorum equestrium & pedestrium cum bombardis, & aliis machinis bellicis, prout in dictis litteris fœderum expressum est, mittat directè contra Ducem Burgundie, infra huc, & festum Sancti Gregorii martyris proximè futurum, in terram Lucemburgensem, ad invadendam eandem terram; & si per Imperialem nostram majestatem Rex super hoc fuerit requisitus, tunc infra idem tempus eadem viginti millia armatorum cum exercitu ac caltris nostris jungat, si fieri potest, absque dolo & fraude; infra quod quidem tempus nos similiter adiemus cum viginti millibus armatorum equestrium & pedestrium, nostris, & præfatorum Electorum, ac aliorum Sacri Romani Imperii Principum, & subditorum salario expensis, pariter ut ipse Rex cum bombardis & machinis bellicis contra dictum Ducem Burgundie, illi præcedere volumus & debemus, cæteris omnibus in dictis litteris fœderum expressis & contentis, in suo robore duraturis, quibus per has nostras litteras nolumus in aliquo derogari, harum testimonio litterarum majestatis nostræ sigilli appensione munitarum. Nos verò supra nominati Maguntinensis, Trevirensis, & Brandeburgensis, uti hoc tempore majori parte Collegii Principum Electorum, absente præfato confratre nostro Duce Ernesto, omnia supradicta, in quantum Romanum concernunt Imperium, terras, & dominia nostra, approbamus, ratificamus, & ad ea præstamus consensum fœderibus tum supra tactis, in omnibus aliis suis articulis salvis remanentibus, seclusâ penitus fraude. Et in testimonium præmissorum sigilla nostra his litteris juxta sigillum Imperialis majestatis sunt appensa. Datum Colonie vicesima. quinta die mensis martii, anno Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo. quinto, regnorum nostrorum Romani tricesimo. quinto, Impe-

L'Empire, contre Bourgogne.

*1475.
25. mars.*

perpetuellement délaissé, purement & simplement par donation mere, simple; pure, & irrevocable, faite solennellement entrevifs, & sans aucune condition, ou esperance de jamais le revoquer ni venir au contraire, au Roi nôtre dit Seigneur, ses hoirs, successeurs, & aians cause, combien qu'il soit absent: nous Garde & Procureur dessusdits presens avec lesdits Notaires, stipulant & acceptant pour le Roi nôtre dit Seigneur, lesdits hoirs, successeurs, & aians cause, tout tel droit, nom, raison, action, propriété, seigneurie, vrai domaine, possession & saisine, que ladite Dame Marguerite a pu & doit avoir, & qui lui compete & appartient, peut & doit competer & appartenir à cause de la succession de sadite feuë mere, en son vivant Duchesse de Lorraine, tant audit Duché de Lorraine, & en toutes & chacunes les appartenances & apendances d'icelui Duché, que autres terres, & seigneuries à elle avenues & échueës à cause & par le trépas de sadite feuë mere. Et avec ce à icelle Dame Marguerite donné, codé, quitté, transporté, & perpetuellement délaissé au Roi nôtre dit Seigneur, ses hoirs, successeurs, & aians cause, tous & chacuns les droits, noms, raisons, actions, vrai domaine, propriété, & seigneurie qui lui pourront & devront competer & appartenir és Duchez d'Anjou, & de Barrois, & en la Comté de Provence, tant après le decés & trépas dudit Roi de Sicile son pere, que autrement, par quelque cause, titre, ou moien que ce soit ores, ou pour le tems à venir, sans aucune chose y retenir ni à elle réserver, voulant & consentant ladite Dame Marguerite que le Roi nôtre dit Seigneur puisse, & lui soit loisible dès à présent prendre, apprehender, retenir, conserver, & garder de sa propre autorité lesdits droits, part, & portion, échus & venus à ladite Dame Marguerite, à cause de la succession de sadite feuë mere. Et en tant que touche ladite succession dudit Roi de Sicile son pere, ladite Dame Marguerite a voulu & consenti, veut & consent, que le Roi nôtre dit Seigneur, incontinent après le decés dudit Roi de Sicile, pere de ladite Dame Marguerite, puisse & lui loise de sa propre autorité prendre, apprehender, retenir, conserver, & garder la possession & saisine réelle, actuelle, & corporelle de tous & chacuns lesdits droits, part & portion, qui apartiendront, pourront & devront competer & appartenir à ladite Dame Marguerite, au moien de la succession à venir dudit Roi de Sicile son pere, que autrement esdits Duchez d'Anjou, de Bar, & Comté de Provence. Promettant ladite Dame Marguerite par sa foi pour ce baillée corporellement és mains desd. Notaires, & convenant exprés que contre lesdites donations, bail, cession, transport, & autres choses dessusdites, ou aucunes d'icelles, elle ne viendra, ne venir fera par elle, ne par autre en aucune maniere, & ne donnera à aucun, ou aucuns cause, matiere, aide, faveur, ou occasion de jamais contrevenir; ains a promis ladite Dame Marguerite garantir, défendre, & délivrer au Roi nôtre dit Seigneur, ses hoirs, successeurs, & aians cause, lesdits droits, & autres choses dessusdites, ainsi par elle cedées & transportées, que dit est, en tant que touche, & pourra toucher le fair d'icelle Dame Marguerite seulement: & avec ce a promis ladite Dame Marguerite rendre, restaurer, & resstair au Roi nôtre dit Seigneur, lesdits hoirs, ou aians cause, tous cousts, interets, dommages, & dépens, que le Roi nôtre dit Seigneur, lesdits hoirs, & aians cause, pourront avoir, encourir, & loiaument soutenir pour faute d'accomplissement, & obervance des choses dessusdites; & quant aux choses dessusdites, & chacune d'icelles faire,

tenir, garder, & accomplir en la maniere que dit est, a obligé & oblige ladite Dame Marguerite au Roi nôtre dit Seigneur, à ses hoirs & successeurs, elle, ses hoirs, & tous & chacuns ses biens, meubles, & immeubles, presens & à venir, qu'elle a pour ce fournis & supposez à la jurisdiction, force, coercion, compulsion, & contrainte dudit seel roial de ladite Prevôté de Bourges, & des Cours de la Chambre Apostolique, & de l'Auditeur General, Vicauditeur, Lieutenant, & Commissaire d'icelle, & de toutes autres Cours Ecclesiastiques; renonçant en ce fait ladite Dame Marguerite à toutes actions & exceptions de dol, de mal, de fraude, de barat, d'erreur, lesion & circonvention és choses dessusdites, à l'exception desdites donation, bail, cession, transport, & autres choses dessusdites non avoir été faites, dites, passées, consenties, & accordées en la maniere que dit est, & que plus ou moins ait été dit, que écrit, & écrit, que dit, à la relaxation de foi & serment, au benefice d'enterine, restitution à tout, aide de droit écrit, & non écrit, canon & civil, & par special au benefice du Senatconsult Velleian, & à tout autre privilege, & benefice introduit, & à introduire en la faveur des femmes, & au droit disant, que paction ou transport fait de future succession ne vaut rien; & generallyment à toutes, & singulieres autres actions, exceptions, opositions, appellations, allegations, raisons, & defenses, cauteles, & cavillations de fait & de droit quelconques, qui contre les choses dessusdites, ou aucune d'icelles, pourroient être alleguées, objicées, dites, ou proposées, & au droit disant generale renonciation non valoir, si la speciale n'est avant mise: & c'est à savor, que incontinent & sans delai les choses dessusdites, ainsi faites, consenties, & accordées, ladite Dame Marguerite de sa certaine science pure & franche volonté, par la meilleure forme, voie, & maniere qu'elle a mieux pû & dû, tant de droit que de coûtume, a fait, constitué, créé, établi & ordonné, & par ces presentes, fait, constitué, créé, établi, & ordonne ses procureurs generaux, & certains messages speciaux, en telle maniere que la specialité ne déroge à la generalité, ne au contraire tous & chacuns les Procureurs & Notaires des Cours de la Chambre Apostolique, de l'Auditeur General, Vicauditeur, Lieutenant & Commissaire d'icelle, & de toutes autres Cours Ecclesiastiques quelles & ou quelles soient, en laquelle ou esquelles il aviendra ce present contrat, ou instrument, être exhibé, produit, porté, montré, & chacun d'eux seul, & pour le tout, en telle maniere que la condition de l'un d'eux ne soit pire ou meilleure de l'autre: mais tout ce que par l'un d'eux aura été encommencé, l'autre puisse poursuivre & mener à fin, spécialement & expressement à comparoir pour ladite Dame Marguerite constituante, & en son nom en tout tems, à toijours, & à toutes heures, seriez & non seriez, toutes & quantes fois qu'il plaira au Roi nôtre dit Seigneur devant lesdits Auditeur, Vicauditeur, Lieutenant, Commissaire, & devant tous autres Juges, Officiaux ordinaires, extraordinaires, deleguez, sous-deleguez, & Commissaires des Cours dessusdites, & à connoître & confesser une fois ou plusieurs, ladite Dame Marguerite constituante auroit de son bon gré fait les donations, cessions, transports, promesses, obligations, & autres choses ci-dessus en ce present contrat, ou instrument contenuës, declarées, & écrites, à vouloir & consentir ladite Dame Marguerite être par lesdits Auditeur, Vicauditeur, Lieutenant, Commissaire, Juges, Officiaux ordinaires, extraordinaires, deleguez, sous-deleguez, &

chacun d'eux, être condamnée, & contrainte par censure ecclésiastique, à garder & entretenir les donations, cessions, transports, promesses, obligations, & autres choses dessusdites, selon la forme & teneur d'icelles, à acquiescer & consentir aux condamnations, & commandemens, qui pour ce par lesdits Auditeur, Vicauditeur, Lieutenant, Commissaire, Juges, Officiaux ordinaires, extraordinaires, deleguez, sous-deleguez, & chacun d'eux, seront faites & données, faits & donnez, & à souffrir, pour icelle Dame Marguerite constituante, & en son nom, tous commandemens, toutes condamnations, & monitions sous censures ecclésiastiques, qui pour les choses susdites seront par les dessusdits Auditeur, Vicauditeur, Lieutenant, Commissaires, Juges, Officiaux ordinaires, extraordinaires, deleguez, sous-deleguez, & chacun d'eux, faits, proferez & donnez, ou faites, profetées & données, & à soumettre, & resoumettre ladite Dame Marguerite constituante, quant à observer, & entretenir toutes & chacunes les choses dessusdites sans enfreindre, à la jurisdiction, & compulsion de chacune des Cours dessusdites, & generally à dire, faire, procurer, & exercer pour icelle Dame Marguerite constituante, & en son nom, toutes & chacunes les autres choses, qui seront en & pour les choses dessusdites nécessaires & oportunées à faire, & que ladite Dame Marguerite constituante seroit, & faire pourroit, si présente y étoit en sa personne, donnant, & déroiant ladite Dame Marguerite constituante à seldits Procureurs, & à chacun d'eux seul, & pour le tout, plein pouvoir, autorité, & mandement special, en & pour toutes & chacunes les choses dessusdites; promettant néanmoins ladite Dame Marguerite constituante par sa foi & serment, pour ce corporellement baillez en la main desdits Notaires dessus nommez, stipulans & acceptans pour, & au profit de tous & chacuns ceux, qui en ce ont, & pourront avoir interest, en quelque maniere pour le tems à venir, sous l'hipothèque, & obligation de tous & uns chacuns, ses biens, meubles & immeubles, presens & à venir, & sous toute renonciation, & cautelle de droit & de fait à ce nécessaires, elle dès maintenant avoir agreable, ferme, & stable tout ce que par seldits Procureurs, & chacun d'eux seul, & pour le tout, sera, ou aura été fait, dit, voulu, consenti, soumis, confessé, acquiescé, & autrement exercé, & procuré es choses dessusdites, & en chacune d'icelles, leurs circonstances & dépendances, & paier l'adjudgé contre elle, si métier est, & les relever, & dès maintenant les releve de toutes charges de satisfaction, si comme nous Garde dessusdit avons vû & ouï avec les Notaires, & Témoinss dessus, & ci-après nommez, toutes & chacunes les choses dessusdites, par lad. Dame Marguerite être faites, dites, passées, vouluës, consenties, & accordées. En témoin desquelles choses nous avons mis & apose à ces presentes lettres le scel dessusd. avec les seings, & souscriptions desdits Notaires Apostoliques dessus nommez, le 7. jour du mois de mars, l'an de grace 1475. nobles & honorables hommes, & sages, Messire Jean de Hangest, Chevalier, Seigneur de Janly; Maîtres François Gaultier, Pierre du Breulh, Licencié en Loix, & Jean Lallement, Bourgeois & Marchand de Bourges, témoins à ce presens requis, & appellez, fait & donné comme dessus, Compaign, de Brielle.

Et ego Guillelmus Robin, Lemovicensis Diocesis publicus, autoritate apostolica, venerabilisque Metropolitana ac Bituricensis Primate alius Curie Notarius

Aa ij

Et furatus, quia suprascriptis donationi, cessione, demissioni, quittance, promissioni, obligationique, renunciationi, ac procuratorum constitutioni, potestatis dationi, ratihabitioni, pramissisque aliis omnibus & singulis, dum sic, ut prefatur, dicerentur, agerentur, & fierent, unâ cum domino Custode, Notariis publicis supra & infra subscriptis, ac testibus ante nominatis, presens interfui, eaque sic fieri vidi, & audiui. Ideo presentes litteras, seu presens publicum instrumentum, manu aliena fideliter scriptum, unâ cum prefatis Notariis publicis, recepi, publicavi, & in hanc publicam formam redegi, hicque manu propria me subscripsi, & signum meum solitum unâ cum prefati Custodis sigilli appensione, atque signo & subscriptione Notarii publici infra subscripti apposui, in fidem & testimonium omnium & singulorum premisorum requisitus, & rogatus.

Ego verò David Ouvre, Clericus Biturici oriundus, Apostolica autoritate & Curiarum Metropolitane domini Archidiaconi, ac venerabilium virorum dominorum Decani & Capituli sancte Primatialis & Metropolitana Ecclesia Bituricensis, ad Romanam Ecclesiam nullo medio pertinentis, Notarius furatus : quia donationi, cessione, demissioni, & quittance, promissioni, obligationi, & renunciationi, procuratorum constitutioni, potestatis dationi, ratihabitioni, ac ceteris pramissis, omnibus & singulis, dum sic, ut pramittitur, agerentur, & dicerentur, ac fierent unâ cum domino Custode, Notariis publicis, & testibus prænominatis, presens fui, eaque omnia & singula sic fieri & dici vidi ; & audiui. Idcirco presentibus litteris, seu huic publico instrumento aliena manu, me aliis occupato negotiis, fideliter scriptis, sive scripto, me subscripsi, & signum meum publicum solitum unâ cum sigilli ad contractus in Præpositura Bituricensi statuti appensione, signis ac subscriptione Notariorum publicorum prædictorum apposui, requisitus in fidem, & testimonium eorundem premisorum, & rogatus.

Et au dos, Littera acquisitionis & transportus Ducatus Lotharingie facti Regi Francie, per dominam Margaritam, filiam Renati Regis Sicilia. Item, Juris Ducatus Andegavie, Barri, ac Comitatus Provincia, tam post decessum sui patris, quàm aliàs sibi competentium, in anno 1475. Signé & scellé.

PROJET DE MARIAGE ENTRE CHARLES D'AUFIN,
fls du Roi Louis XI. & Marie, heritiere des Pais-Bas.

Bourgo-
gne-
1475.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France. A tous presens & à venir, Salut. Comme puis naguere, pour toujours de plus en plus nourrir & accroître l'amour, union, & prochaineté, de nous & de notre tres-cher & tres-ami aîné fls, Charles Daufin de Viennois, & de notre tres-chère, & tres-aimée cousine, Marie fille de nôtre dit frere & cousin de Bourgogne. Sçavoir faisons, que pour le singulier desir & affection qu'avons à nôtre dit frere & cousin, & à la Maison de Bourgogne, avons de nôtre certaine sciënce, & par grande & meure de liberation, de plusieurs des Seigneurs de nôtre sang & lignage, & autres de nôtre Grand Conseil, fait, traité, accordé, conclu, proumis & juré, & par la teneur de ces presentes, tant en nôtre nom, comme pour & au nom de nôtre dit fls, & nous établissant, & faisant forts pour lui, faisons, traitons, accordons, concluons, jurons, & promettons ledit mariage d'icelui nôtre aîné fls, & de nôtre dite cousine de Bourgogne, lequel mariage nôtre dit frere & cousin, le Duc de Bourgogne,

& aussi nôtre dite cousine sa fille, ont promis & juré de leur part, faire & accomplir. Et en faveur & contemplation d'icelui, nous avons donné & octroïé par forme de douaire à nôtre dite cousine, au cas que après ledit mariage consommé & accompli, elle survivroit nôtre dit fils, la somme de cent mille écus d'or de rente, & revenu par chacun an sa vie durant, & au dessous à icelle asseoir, assigner, parfournir, & continuer en nos pais & Comté de Champagne, & autres pais adjacens & contigus, jusques au parfournissement de ladite somme, & pour plus grande seureté dudict traité de mariage, nous avons donné, & donnons par cesdites presentes, plein pouvoir, autorité, commission, & mandement special, à nôtre cher & feal cousin, Conseiller, & premier Chambellan, George de la Trimouille, Seigneur de Craon, de Rochefort, & de Lisse-Bouchard, de conclure par paroles de present ledit mariage, & de fiancer & épouser en face de sainte Eglise, pour & au nom de nôtre dit fils, icelle nôtre dite cousine de Bourgogne, ou en prendre & bailler telle obligation & seureté, qu'il verra être à faire. Promettant de bonne foi, en parole de Roi, sur nôtre honneur, & sur l'hipoteque & obligation de tous nos biens, de tenir de nôtre part, & faire tenir, & accomplir par nôtre dit fils, tout l'effet & contenu de cesdites presentes, & le lui faire ratifier & avoir agreable; & au surplus, accomplir & consommer ledit mariage, si-tôt qu'il sera venu en âge suffisant pour ce faire; & quant à ce, nous soumettons aux censures ecclesiastiques, & de n'en pouvoir être absous sans le consentement de nôtre dit frere, & d'icelle nôtre cousine.

*Douaire
excessif.*

Sur le dos est écrit : Minute premiere faite par M. le Greffier Maître Guillaume de Cerisay, du mariage de Monseigneur le Dauphin & de Mademoiselle Marie de Bourgogne.

*TRAITE' DE PAIX ET DE LIGUE, ENTRE LE ROI LOUIS XI.
& Galeas, Duc de Milan, du 9. aoust 1476.*

IN Nomine Domini, Amen. Noverint universi prezens publicum instrumentum inspecturi, Quod anno ejusdem millesimo quadringentesimo septuagesimo sexto, indictione nona, mensis verò augusti die nona, Pontificatus sanctissimi in Christo Patris & Domini nostri Sixti divinâ providentiâ Papæ quarti anno quinto, in nostrum Notarium, & testium infra scriptorum, ad hæc specialiter vocatorum & rogatorum, presentia personaliter constitutus spectabilis, & circumspectus vir dominus Franciscus de Petra sancta, Secretarius, Procurator, & mandarius illustrissimi ac excellentissimi Principis domini, Galeas Mariæ Sfortiæ Vicecomitis, Ducis Mediolani ac Papæ, Angleriæque Comitis, Januæ ac Cremonæ Domini, dixit & exposuit, quod cum alias serenissimus ac christianissimus Princeps, & excellentissimus dominus, dominus Ludovicus Dei gratiâ Francorum Rex, cum illustrissimo & excellentissimo quondam Principe domino Francisco Sfortia Vicecomite, Duce Mediolani, quem majestas sua paternâ caritate ac dilectione, & singulari amore complectebatur, sædus intelligentiæ & confederationis, & pacta inierit & firmaverit, & postea nedum confirmavit, & de novo contraxit ipse dominus noster Rex; verum quo majore gratia ipsum dominum Franciscum, Mediolani Ducem, amplecteretur, eundem dominum Franciscum Ducem Mediolani, ac illustrissimam dominam Blancam Mariam, Ducis-

*Milan:
1476.
9. aoust.*

sam Mediolani, ipsius domini Ducis Francisci consortem, pro ipsis jugalibus, eorumque filiis legitimis masculis, natis tunc, & nascituris, investivit in feudum nobile & gentile ac honorificum de civitatibus Januæ & Saonæ, cum earum, & cujuslibet earum, civitatibus, episcopatibus, ripariis, districtionibus, locis, terris, villis, ac juribus suis tam maritimis, quam terrestribus. Cumque postea sublati ab humanis prælibatis illustrissimis quondam dominis, Francisco Duce, & Blanca Maria Ducissa, in ducatu & dominio Mediolani, & feudo, ac dominio Januæ & Saonæ, & in universo dominio ipsorum illustrissimorum quondam dominorum jugalium, successerit illustrissimus Princeps ac excellentissimus dominus Galeas Maria Sfortia Vicecomes, Dux Mediolani &c. eorum primogenitus, & legitimus hæres & successor; & ipse illustrissimus dominus Galeas Maria Dux Mediolani, tum ut vestigia imitetur, tum quod prælibato serenissimo domino nostro Regi, quodam ab ipsa natura innato amore, & reverentiâ, quibus Regiam ipsam Majestatem prosecutus est, prosequitur, & prosequi in futurum immutabili proposito omni tempore intendit. Omnia fœdera, conventiones, pacta, & obligationes omnes, ac feudum prædictarum civitatum Januæ & Saonæ, prout inita & firmata, initæ & firmatæ fuerunt inter prælibatum serenissimum dominum nostrum Regem, & dictos quondam dominos parentes suos confirmaverit & renovaverit in loco Ambasiæ de anno millesimo quadringentesimo sexagesimo septimo, die vigesima quinta martii, medio reverendi domini Stephani de Nardinis, Archiepiscopi Mediolani; & deinde ea ipsa repetita fuerunt, renovata, & confirmata cum certis adjectionibus de anno millesimo quadringentesimo septuagesimo tertio, decimasexta die januarii, in civitate Lugdunensi, inter præfaram Regiam Majestatem, & prædictum illustrissimum dominum Galeas Mariam, Ducem Mediolani, seu eorum Mandatarios, & Procuratores, prout latius in instrumentis, patentibus litteris, & documentis publicis inter prædictas partes reciproce & vicissim celebratis & factis, ad quæ condigna relatio habeatur, continetur. Cumque postremo partibus prædictis, etsi fœdera, conventiones, & mutue obligationes, de quibus supra fit mentio, nulla videantur indigere confirmatione, vel renovatione, cum utrinque servata & continuata sint, continuenturque & servantur, visum est dignis respectibus, & legitimis causis, & rationibus, medio & interventu ipsius spectabilis Francisci de Petra sancta, Mandatarii & Procuratoris præfati illustrissimi Ducis Mediolani, ad infra scriptas confirmationes, recognitiones, renovationes, & renunciationes, ut infra, solemniter devenire.

Imprimis prædictus Franciscus de Petra sancta, supra scripti domini Galeas Mariæ, Ducis Mediolani &c. & illustrissimæ dominæ Bonæ Ducissæ consortis suæ Secretarius, Procurator, & mandatarius, ut de ipsius procurazione & mandato constat, instrumento rogato per Marcom Trotum, Ducalem Cancellarium nominatum, tenoris infra inserti solemnii stipulatione intervenientem nomine prædictorum Ducis, & Ducissæ Mediolani, & cujuslibet eorum, vigore & virtute præsentis instrumenti, omnibus meliori modo, jure, viâ, causâ, & formâ, quibus melius, validius, & efficacius potuit & potest, cum interventu cujuslibet solemnitaris, tam de jure, quam de consuetudine in similibus debite & requisitæ, seu apponi consuetæ, autoritate & arbitrio dicti sui mandati in manibus nostrum Notariorum infra scriptorum, stipulationum, & recipientium nomine & vice, & ad partem & utilitatem dicti domini nostri Regis, solemniter appobavit, ratificavit, & confir-

mavit, ac approbat, ratificat, & confirmat quæcunque fœdera, omnes intelligentias, & quascunque obligationes inter dictas partes, ut præmittitur, initas, celebratas, & factas, ac inita, celebrata & facta tam in dictis locis Ambasiæ & Lugduni, quàm alibi; & ea ipsa omnia, & singula, ut contracta fuerunt, de novo contrahit, init, firmat, & facit cum omnibus & singulis capitulis, conditionibus, pactis, punctis, articulis, reservationibus, modis, & formis in ipsis, & qualibet earum, ipsarumque, & cujusslibet earum instrumentis patentibus, & documentis publicis, vel eorum quolibet contentis, specificatis, & quæ hic prædictus Procurator & Mandatarius Ducalis, nominibus, quibus supra, pro expressis, specificatis, & insertis haberi voluit, vultque, & intendit.

Item, prædictus Franciscus de Petra sancta, Mandatarius & Procurator dictorum domini Ducis & Ducissæ Mediolani, renovavit, & renovat, fecit & facit feudum & homagium dictæ Regiæ Majestati ratione dictarum civitatum Januæ & Saonæ, earumque, & cujusslibet earum jurium, & pertinentiarum, juravitque & jurat in manibus nostrum Notariorum infra scriptorum, legitimè stipulantium & recipientium pro dicto domino nostro Rege, ad sacra Dei Evangelia corporaliter tactis scripturis, & præfati domini Dux & Ducissa, inique filii legitimè descendentes ab eis, & sibi in prædicto ducatu & universo dominio Mediolani succedentes, semper & omni tempore erunt veri & fidelissimi feudales & feudatarii præfatæ serenissimæ Regiæ Majestatis, & successorum suorum de prædictis civitatibus Januæ & Saonæ, earumque, & cujusslibet earum juribus, & pertinentiis, & omnia & singula facient & observabunt, quæ aliàs promissa, conventa, & jurata fuere præfatæ serenissimæ Regiæ Majestati, & ejus Procuratoribus & Ambassiatoribus, per Procuratores, Nuncios, & Ambassiatores tam præfatorum defunctorum dominorum Ducis & Ducissæ Mediolani, quàm supradictorum dominorum Ducis & Ducissæ modernorum, quæ in litteris super his confectis Ambasiæ & Lugduni continentur.

Item, Cum illusterrimus dominus Carolus Dux Burgundiæ his proximis diebus post conflictum ab Alamanis habitum vi & manu armata conduxit, seu conduci fecit illusterrimam dominam Yolant, sororem præfati serenissimi domini nostri Regis, & Ducissam Sabaudiz ad partes Burgundiæ, & pariter illusterrimum dominum Philibertum, præfatæ dominæ Ducissæ filium, Ducem Sabaudiz, exteror-que ipsius natos conducere, seu conduci facere nixus est, in maximam præfati domini nostri Regis, & Domûs Sabaudiz injuriam, ac status prædicti domini Ducis Sabaudiz non parvum detrimentum, contra fœdera per ipsum dominum Ducem Burgundiæ, & dictam dominam Ducissam Sabaudiz insinuat, ut dicitur, contracta, quibus eam, natos, ac statum defendere, & ab omni violentia & injuria tueri tenebatur, manifestè videtur eundem dominum Ducem Burgundiæ, ligæ & intelligentiæ aliàs de anno millesimo quadringentesimo septuagesimo quinto, die 30. januarii inter ipsum, & præfatum illusterrimum dominum Mediolani contractæ defecisse, & ab ea, & contentis in ipsa, sua culpâ & causâ discessisse: cum ejus virtute prælibatam dominam Ducissam Sabaudiz, dictumque dominum Philibertum generum & Ducem, & statum, tanquam datos per dictum dominum Ducem Mediolani pro ejus colligatis, & ab ipso domino Duce Burgundiæ acceptatos, non modò non offendere, & injuriari, sed defendere teneretur. Prædictus Franciscus de Petra sancta, Procurator & Mandatarius, ut supra,

nomine præfati domini Ducis Mediolani &c. solemniter, & ut superius in manibus nostrum infra scriptorum Notariorum, & recipientium nomine & vice, & ad partem prædictæ Regiæ Majestatis, & suorum, ut supra, renunciavit & renunciat, prædictæ ligæ & intelligentiæ cum dicto domino Duce Burgundiz, ut præmittitur, celebratæ & factæ cum omnibus & singulis in ea contentis. Quæ ligæ & intelligentia tum facta & celebrata fuit, tum per prælibatum illustrissimum dominum Ducem Mediolani, seu agentes pro eo, animo & intentione, quod nullomodo præjudicaret, seu præjudicare posset ligæ & intelligentiæ, quam habebat, & habet cum præfato serenissimo domino nostro Rege Francorum, nec aliquibus in ea contentis & specificatis, prout dictus Franciscus nominibus, quibus supra, dixit, & protestatus est, dicitque & protestatur in manibus nostrum Notariorum infra scriptorum, stipulantium & recipientium ut supra, Quæ omnia & singula prædictus Franciscus Ducalis Procurator, Secretarius, & Mandatarius nominibus, quibus supra, solemniter, ut præmittitur, promisit & promittit, ac juravit & jurat in animam dominorum suorum, manibus corporaliter tactis scripturis in manibus nostrum Notariorum infra scriptorum, stipulantium & recipientium, nomine & vice, & ad partem & utilitatem præfati serenissimi domini nostri Regis, aliorumque omnium, & singulorum quorum interest, intererit, aut interesse poterit in futurum, semper, & omni tempore exequi & adimplere, ac observare bonâ fide, & sine fraude, & sine aliqua sinistra interpretatione, cavillatione, vel exceptione, & nullo unquam tempore in aliquo contrafacere, dicere, apponere, vel allegare, directè, nec per indirectum, aliqua ratione, vel causâ, quæ dici, aut excogitari posset, aut aliquo quovis quæsito colore, sub obligatione sui, & prædictorum suorum principalium, omniumque suorum bonorum præsentium & futurorum, mobilium & immobilium, renuntians prædictis Franciscus Ducalis Secretarius, Procurator, & Mandatarius, quibus supra nominibus solemniter, ut supra, renunciavit & renunciat exceptioni doli mali, metus, in factum, conditionique sine causâ, vel ex injusta causâ, prædictorumque omnium & singulorum, non sicut supra actorum, promissorum, aut gestorum, aut aliter quàm ut supra factorum, omnique alii probationi jurium, & legum auxilio, ac defensioni in contrarium, ac omnibus, & singulis aliis rationibus, & allegationibus, quæ contra præmissa dici possent, vel objici quomolibet in futurum; promittens, prout promisit & promittit præfatus Franciscus, Secretarius, & Mandatarius, ut supra, quod præfati domini sui Dux & Ducissa, infra terminum dierum sexaginta proximè secuturorum, omnia & singula in præsentī instrumento contracta, promissa, & comprehensa per suas patentes litteras suis sigillis roboratas, & ipsorum manibus signatas ratificabunt, confirmabunt, & approbabunt, de, & super quibus præmissis omnibus & singulis præfatus Franciscus de Petra-sancta, Secretarius, Procurator & Mandatarius, ut supra, petiit à nobis Notariis infra scriptis unum, vel plura, publicum, seu publica instrumenta, ad utilitatem dicti domini nostri Regis fieri, confici, atque dari. Acta fuerunt hæc Turonibus, in domo hospitii, in qua pendet imago Sancti Joannis, in Parochia Sancti Petri de Vallo, sub anno, mense, die, indictione, & Pontificatu, quibus supra; præsentibus ad hæc Reverendo Magistro Patre & domino, domino Urbano Bonviardi, Episcopo Vercellensi, magnifico domino Angelo Maneto, Oratore Florentino, & viro circumspecto Pantaleone, in artibus, & medicina magistro, unâ cum pluribus aliis ibidem assistentibus testibus ad præmissa

præmissa vocatis, specialiter & rogatis. Tenor verò mandati procuratorii ejusdem Francisci de Petra-sancta sequitur, & est talis.

IN Nomine Domini, Amen. Anno à Nativitate ejusdem millesimo quadringentesimo septuagesimo sexto, indictione nonâ, die veneris quinto mensis julii, cum illustrissimus Princeps & excellentissimus dominus noster, dominus Galeas Sfortia Vicecomes, Dux Mediolani, ac Papiæ, Anglerizque Comes, ac Januæ & Cremonæ dominus, quippe qui suapte naturâ erga serenissimum & christianissimum Principem, & excellentissimum dominum suum observandissimum dominum Ludovicum Francorum &c. Regem, sincero cordis affectu, & maximi, ut decet, reverentiâ affectus fuerit semper, & de præsentî afficiatur, præter fœderis, ligæ, ac feudalis concessionis mutuas obligationes, statuerit proposito inmutabili, & constanti animo cum eadem Regia Majestate perseverare in eo amoris, charitatis, fœderis, & affinitatis vinculo, quo continuis præteritis temporibus fuit; cumque ipse illustrissimus dominus Dux Mediolani litteris egregii viri Antonii domini de Appiano, aulici sui, certioratus sit illustrissimum dominum Philibertum Ducem Sabaudiz, & generum suum accedente, consensu dominorum patruorum, aliorumque domini sui dominorum, & Baronum legitimis respectibus, & rationalibus causis decrevisse, pro conservatione status sui, honorisque ac dignitatis suæ, & totius domûs Sabaudiz ad nonnullas conventiones, pacta, & intelligentias devenire cum prædicto serenissimo domino Francorum Rege, & idem illustrissimus dominus Dux Sabaudiz prælibatum illustrissimum dominum Ducem Mediolani, socerum suum atque patrem adhortari admodum videatur, ut velit cum eo concurrere ad prædicta cum Regia Majestate prædictâ contrahenda, vel ad fœderis & veteris ligæ renovationem & confirmationem faciendam. Quo ipse illustrissimus dominus Philibertus Dux Sabaudiz, & gener suus, status conservationem & assecurationem facilius, & meliorem consequi queat; volens & intendens ipse illustrissimus dominus Dux Mediolani &c. prædictis motus de causis, & respectibus, addito etiam quod prædictum dominum Philibertum Sabaudiz Ducem, & generum suum, statumque, & ejus honorem tueri & defendere, omnemque ipsius injuriâ propulsare tenetur, virtute ligæ alias de anno millesimo quadringentesimo septuagesimo-primo, die decimo-tertio julii, cum illustrissima & excellentissima domina Yolant, Ducissa Sabaudiz, & sorore prædictæ serenissimæ Regiæ Majestatis, pro se ipsâ, & dicto domino Philiberto ejus filio, & Duce Sabaudiz celebratæ, eidem domino Philiberto Duci Sabaudiz morem gerere ad ea ipsâ peragenda personaliter nequens interesse, consiliis de prudentiâ, fidei integritate, & in omnibus solertiâ & experienciâ prædicti Antonii, aulici & oratoris, ac egregii viri Francisci de Petra-sancta, Secretarii Excellentiz suæ ex certâ scientiâ, & aliis omnibus, modo, jure, via, causa, & forma, quibus magis, melius, validius, & efficacius potuit, & potest, intervenientibus omnibus solemnitatibus in similibus tam de jure, quam ex consuetudine debitâ & requisitis solemniter constituit, creavit, fecit, & ordinavit, ac facit, constituit, creat, & ordinat prædictum Antonium, & Franciscum, absentes tanquam præsentem, suos veros & indubitatos Nuntios, Procuratores & Mandatarios, & utrumque eorum in solidum, ita ut occupantis conditio melior non existat, sed quod unus inceperit, alter mediare & finire possit, & quidquid melius dici & esse possit, ad, nomine

ipsius constituentis, ac nomine & vice illustrissimæ dominæ Bonæ, Ducissæ Mediolani consortis suæ præcordialissimæ, filiorumque, hæredum, & successorum, ac colligatorum, adherentium, recommendatorum, ac subditorum suorum, sese conveniendum & præsentandum tam unâ cum prædicto domino Philiberto Duce Sabaudie, vel ab eo legitime ad suprà scripta, & infrà scripta deputatis, seu deputandis, quàm sine, & tam simul, quàm divisim, coram prædicta Regia Majestate, seu quibuscunque ab eadem ad suprà scripta, & infrà scripta legitime deputatis, vel deputandis, & ad ea ipsam auctoritatem & potestatem habentibus; ibique etsi liga, confœderatio, & mutue obligationes inter prædictam Regiam Majestatem, & ipsum dominum constituentem nullâ indigere videantur confirmatione, cum inter ipsos ea sit mentis & cordis affectio, caritas, animorum unitas; & bona voluntas, quæ fuerit unquam, & inter quoscunque affinitatis, ac fœderis vinculo astrictos conveniat, aut esse possit, ad confirmandum, approbandum, & ratificandum, ac, ubi expedit, imprimis renovandum, & seu de novo faciendum, ligam, intelligentiam, & fœdera quæcumque, ac renovationem & recognitionem feudi civitatum Januæ & Saonæ, ejulque, & cujuslibet earum districtuum, ripariarum, terrarum, villarum, oppidorum, locorum, & jurium tam terrestrium, quàm maritimarum, aliàs de anno millesimo quadringentesimo sexagesimo-septimo, die vigesimo quinto martii, inter prædictam Regiam Majestatem, & ipsum dominum constituentem, seu reverendum dominum Stephanum de Nardinis, Archiepiscopum Mediolani, Procuratorem & Mandatarium tunc suum, initas & factas, inita & facta, seu renovatas & renovata, ut constet publicis documentis inde confectis in loco Ambasiæ, ac demum repetitas & repetita, seu confirmatas & confirmatas, denuòque initas & inita, contractas & contracta in civitate Lugdunensi die decima sexta mensis januarii, millesimo quadringentesimo septuagesimo-tertio, inter eandem Regiam Majestatem, & prædictum dominum Ducem Mediolani, seu ipsorum tunc Mandatarios & Procuratores, ut publico instrumento inde confecto cum clausulis, promissionibus, obligationibus, pactis, & conditionibus in ipsis documentis & instrumentis tam Ambasiæ, quàm Lugduni, ut præmittitur, celebratis, plenius constet, ad quæ congrua & plena relatio habeatur.

Item, Quam illustrissimus dominus Carolus Dux Burgundiæ &c. his proximis diebus post conflictum ab Alanis habitum, nescit quâ ratione, vel quo spiritu ductus, vi & manu armata conduxit, seu conduci fecit prælibatam illustrissimam dominam Yolant, sororem prædicti domini Regis, & Ducissam Sabaudie, ad partes Burgundiæ, & pariter prædictum dominum Philibertum ejus dominæ Yolant filium, & Ducem Sabaudie, & prædicti domini constituentis generum, ceterosque natos suos conducere, seu conduci facere nixus est in maximam domini Regis prædicti, & domus Sabaudie injuriam, & statû non parvum detrimentum, contra etiam fœdera per ipsum dominum Ducem Burgundiæ, & dictam dominam Ducissam in simul, ut dicitur, contracta, quibus eam, natos, & statum defendere, & ab omni violentiâ & injuriâ tutari tenebatur; apertè videtur eundem dominum Ducem Burgundiæ, ligæ & intelligentiæ aliàs de anno millesimo quadringentesimo septuagesimo quinto, die trigesimo januarii, inter ipsum, & prædictum illustrissimum dominum Ducem Mediolani contractæ, defecisse, & ab eâ, & contentis in eâ, suâ culpâ & causâ discessisse, cum ejus virtute prælibatam dominam Ducissam Sabaudie, dictumque dominum Philibertum Ducem, & statum, tanquam datos per

dictum dominum Ducem Mediolani pro ejus colligatis, & ab ipso domino Duce Burgundie, acceptatos, non modo offendere & injuriari, sed defendere teneretur, ad, eorum Majestate predicta Regia, vel ab ea, ut prænuntitur, deputatis, vel deputandis, renuntiandum predicta ligæ, & omnibus in ea contentis, ut prænuntitur, cum dicto domino Duce Burgundie, anno & die supra scriptis celebrata; quæ tamen facta & celebrata tunc fuit per ipsum illustrissimum nostrum dominum Ducem Mediolani, animo & intentione, quod nullomodo præjudicaret, seu præjudicari posset ligæ & intelligentiæ, quam habebat & habet cum predicto serenissimo domino Rege Francorum, nec aliquibus in ea contentis, vel specificatis, prout ipse illustrissimus dominus Dux Mediolani dixit & protestatus est, ac dicit & protestatur in manibus mei infra scripti Notarii, stipulantis & recipientis, vice & nomine, & ad partem & utilitatem omnium & singulorum, quorum interest, intererit, vel interesse poterit quomodolibet in futurum, & generaliter ad alia omnia & singula in predictis, & circa predicta, & quodlibet predictorum tantum, & non aliter, faciendum, gerendum, dicendum, & procurandum quæ predictis Antonio & Francisco, vel alteri eorum, Procuratoribus & Mandatariis de mente prælibati domini plenissime instructis, necessaria & utilia visa fuerint, tribuens & concedens insuper predictus illustrissimus dominus Mediolani pro se, & suis predictis ex certa scientia, modo, & forma superscriptis, predictis Antonio & Francisco, ejus Excellentie Procuratoribus & Mandatariis, & cuilibet eorum in solidum, ut supra in predictis, & circa predicta, & quodlibet predictorum duntaxat, & non aliter plenum, largum, & generale mandatum, cum plena, larga & generali administratione, omnia & singula dicendi, faciendi, gerendi, procurandi, firmandi, concludendi, jurandi, obligandi, promittendi, stipulandi, & recipiendi, ac cætera omnia faciendi, quæ necessaria & utilia erunt; & quæ ipse dominus constituens facere posset, & faceret, si personaliter interessel. Promittentes præterea, promiserunt & promittunt, ac juraverunt & jurant predictus dominus constituens, & dicta illustrissima domina Bona, Ducissa Mediolani, ejus domini constituentis consors, eorum propriis manibus tactis scripturis in manibus mei Notarii infra scripti stipulantis & recipientis, nomine & vice, & ad partem & utilitatem omnium & singulorum, quorum interest, intererit, vel interesse poterit quomodolibet in futurum, semper & omni tempore sese ratum, gratum & firmum, rata, grata & firma habituros quidquid per dictos Antonium & Franciscum, Procuratores & Mandatarios supra scriptos, vel alterum eorum, actum, gestum, dictum, procuratum, juratum, & concordatum fuerit in predictis, & circa predicta tantum, & non aliter, nec alio modo, eaque omni tempore bona fide, & sine fraude impleturos & observaturos, & in nullo contrafacturos, vel venturos directe, nec per indirectum aliqua ratione vel causa, quæ dici aut excogitari possit, vel alio quovis quæsito colore, in verbo legalis Principis, & sub pœna juramenti predicti, ac sub obligatione sui, ac omnium & singulorum bonorum suorum præsentium & futurorum, & eorum quæ non comprehenduntur in obligatione generali. Renunciantes renunciaverunt & renunciant prælibati illustrissimi domini Dux & Ducissa Mediolani, & quilibet eorum exceptioni non facti & celebrati præsentis mandati, dicti juramenti prædicti, dictarumque factarum obligationum, & promissionum, omniumque predictorum, ut prænuntitur, factorum, aut aliter quam ut supra gestorum, exceptioni doli mali,

sine causa, vel ex injusta causa, & omni alii probationi & defensioni in contrarium. Et inde de prædictis præfati domini Dux & Ducissa Mediolani jusserunt & jubent, per me Marcum Trotum Notarium & Cancellarium infra scriptum, publicum confici debere instrumentum, menibus tribus valiterum, unum & plura ejusdem tenoris. Actum in sala magna Castri Papiæ solitæ habitationis prælibati illustrissimi domini nostri Ducis Mediolani, præsentibus illustribus, magnificis, & egregiis viris, domino Sfortia Maria Vicecomite, Duce, Barone, Comite Valentiz, domino Ludovico Maria Sfortia Vicecomite Mortarii, & Brixili Comite, fratribus; domino Joanne Marchione Pallavicino de Scipione, domino Augustino Rubeo, Doctore & milite, domino Alexandro Spinula Doctore, Petro de Gallarate, domino Luca Grimaldo, Doctore; Orpheo de Ricano, domino Joanne Angelo de Florentia, Doctore, Consiliariis; domino Joanne Baptista de Quartariis, Salarum Comite, Camerario à Camera; Jacobo Alifero Secretario, & Alexandro Collecta, Cancellario, Ducalibus testibus, testibus ad prædicta vocatis, & rogatis. Et sic scribitur in fine: Galeas Maria Sfortia, Vicecomes, manu propria. Sequitur subscriptio manus Notarii. Ego Marcus Trotus filius Dominici, publicus Imperiali ac Ducali autoritatibus Notarius, & prælibati illustrissimi domini nostri domini Ducis Mediolani Cancellarius, prædictis omnibus, & singulis, dum, sicut supra, agerentur, interfui, & de eis instrumentum tradidi, illudque in hanc formam manu alterius personæ scriptum, & manu propria prælibati illustrissimi domini Ducis subscriptum cum meis imbrevisiuris auscultavi, & nihil variare inveni. Ideo in fidem & testimonium præmissorum me propria manu subscripsi, signumque mei Tabellionatus apposui consuetum. Sequitur alia subscriptio prædicti domini Ducis Secretarii. Et ego Cichus Simoneta, miles, præfati illustrissimi domini, domini Ducis Mediolani Secretarius, de ejusdem mandato præfens instrumentum subscripsi, signumque mei secretariatus apposui, ac solito ducali sigillo muniri feci in fidem omnium præmissorum. Cichus. Sfortia.

Et ego Petrus du Ban, Clericus Turonensis diocesis oriundus, publicus Apostolica & Imperiali autoritatibus, Curiaque Metropolitana Turonensis Notarius juratus, quia præmissis omnibus & singulis, dum, sicut præmittitur, dicerentur, agerentur, & fierent, unà cum Notariis infra scriptis & testibus prænominatis præfens interfui, eaque sic exponi, dici, ac fieri vidi & audiui; idcirco huic præfenti publico instrumento manu aliena scripto signum meum apposui consuetum, in fidem, robur, & testimonium veritatis omnium & singulorum præmissorum, requiritus & rogatus.

Et quia ego Guillelmus Saintier, Clericus Turonensis, in decretis Baccalarius, publicus Apostolica & Imperiali autoritatibus, Curiaque Metropolitana Turonensis Notarius juratus, præmissis omnibus & singulis, dum, sicut superius, referrentur, dicerentur, agerentur, & fierent, præfens unà cum prænominatis testibus ac notariis infra scriptis interfui, eaque sic fieri vidi & audiui, ac in notam sumpsi; idcirco huic præfenti publico instrumento manu alterius fidelis scripto, me circa alia legitime præposito, signum meum solitum & consuetum hic me subscribendo apposui requisitus & rogatus, in fidem & testimonium veritatis præmissorum omnium & singulorum.

Et ego Jobus, quondam Antonii de Vechiis de Scandiano Regiensis Diocesis, publicus Apostolica autoritate Notarius, Judex ordinarius, quia præmissis omnibus

& singulis, dum sic dicerentur, agerentur & fierent, unâ cum supradictis testibus & Notariis interfui, ac præsens fui, & sic exponi, dici & fieri vidi & audivi: Ideo rogatus & requisitus huic præfenti instrumento in fidem, robur, ac testimonium præmissorum & singulorum, lignum meum apposui consuetum. Signatum, Jobus Vechius, P. du Ban. G. Saintier.

*RATIFICATION DU DUC ET DES ETATS DE BRETAGNE,
assemblée à Redon le 23. Aoust. 1476. du traité de paix fait à Senlis,
entre Louis XI. Roi de France, & François Duc de Bretagne.*

SACHENT tous presens & à venir, que aujourd'hui tres-haut & Bretagne
tres-puissant Prince, François, par la grace de Dieu Duc de Bretagne, 1476.
Comte de Montfort, de Richemont, d'Erampes, & de Vertus, 23. aoust.
notre souverain Seigneur, étant & seant en cette ville de Redon, en la Grand'
salle de l'Abbaie d'icelui lieu, pour tenir les Etats de son païs & Duché de Bre-
tagne, presens, & assistans Reverends Peres en Dieu, & tres-honorez seigneurs
Messieurs les Prelats & Barons, & aussi Bannerets, Bacheliers, Chevaliers,
Ecuiers, gens de Chapitres, & de bonnes villes, à cette fin convoquez, & assemblez
audit lieu de Redon, faisans & representans iceux Etats, a fait entre autres cho-
ses dire, declarer, & remontrer, & de fait, par tres-honoré seigneur Guillaume
Chauvin, seigneur du Bois & du Ponthus, Chancelier de Bretagne, leur a été par
commandement de notredit souverain Seigneur, dit, déclaré, & remontré, que
dés le neuvieme jour d'octobre dernier, le Roi pour lui, son royaume, païs, ter-
res, seigneuries, & sujets d'une part, & le Duc par ces commis & deputez, pour
lui, ses païs, seigneuries, & sujets d'autre part, sur les differends qui paravant
avoient été entr'eux, & plus grands pussent enluyver, avoir fait, pris & accordé, &
contracté ensemble paix perpetuelle, amitié, alliance, confederation, boinne &
vraie union, selon la forme & articles d'icelle paix, bien à plein contenus &
declarez par les lettres sur ce faites & données, savoir, les lettres du Roi du date
dessuidit, & les lettres du Duc datées du cinquieme jour de novembre dernier, de
laquelle paix ainsi traitée, accordée, & contractée, le Roi doit, & avoit promis
bailler lettres par les gens d'Eglise, les Nobles, & autres Etats de son royaume, &
le Duc de sa part, doit, & avoit promis bailler semblables lettres des gens d'Eglise,
Nobles, & autres Etats de ce païs & Duché, confirmatoires de ladite paix & ami-
tié, & des lettres d'icelle faites & octroyées. A quoi & à toutes autres choses de
sa part, promises & octroyées par le traité d'icelle paix, le Duc veut & desire de
tout son cœur fournir, & à cette fin a fait convocation, & assemblée desdits
Etats, demandant avoir d'eux lesdites lettres confirmatoires, pour les rendre
& bailler au Roi, en retirant & recevant de lui les semblables, ainsi que bailler
le doit.

Surquoi après que les lettres, contenant la forme & articles de ladite paix, fu-
rent vûes & lûes en presence desdits Etats, lieux par intervalle de tems les vi-
rent & visiterent pour y avoir bonne & meure deliberation, desquelles lettres du
Duc la teneur ensuit.

FRANÇOIS, par la grace de Dieu Duc de Bretagne, Comte de Montfort, de Richemont, d'Etampes, & de Vertus. A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme depuis le trépas de feu mon tres-redouté seigneur, Monseigneur le Roi Charles, que Dieu absolve, plusieurs guerres, divisions, & différences aient été mîes & suscitées entre Monseigneur le Roi de present, & nous, dont innumerables maux & inconveniens s'en sont ensuivis, Nous qui toujours avons désiré & desirons de tout nôtre cœur, appaiser & éteindre lesdites divisions & différences, aussi pour relever le pauvre peuple de misère, le garder d'oppression, & éviter la cruelle effusion de sang humain, considérant que à l'honneur & loüange des Princes Chrétiens rien n'est plus convenable, que de désirer & aimer paix, de laquelle le bien & le fruit és choses terriennes & mortelles est si grand que plus ne pourroit, en aiant regard singulier à la bonne & loiale amour que le tems passé Monditseigneur le Roi, & ses predecesseurs Rois de France, ont eue & tenuë, à nous & à nos predecesseurs Ducs de Bretagne, après plusieurs ouvertures & pourparlez sur ce eûs entre Monditseigneur le Roi & nous, & les gens de nôtre Conseil à ce commis, par l'avis & deliberation de plusieurs Prelats, Barons, & autres gens de nôtre Grand Conseil, avons traité & accordé avec Monditseigneur le Roi, en la forme & maniere contenuë & declarée és articles, dont la teneur s'ensuit.

Et ce sont les articles accordez entre le Roi & le Duc de Bretagne.

Et premierement, ont fait, pris, & contracté, font, prennent, & contractent, Sec. *Voiez l'Atte du 9. octobre 1475.*

Savoir faisons, que pour consideration des choses dessusdites, & singulierement en l'honneur & reverence de Dieu nôtre Createur, & pour le bien, désir, & grande affection que de tout tems avons eû & avons de vivre, & nous gouverner envers Monditseigneur le Roi & son royaume, en toute bonne amour & union, ladite paix, amour, union, & alliance d'entre Monditseigneur le Roi & nous, ensemble toutes & chacunes les choses dessusdites, contenuës & declarées esdits articles ci-dessus inferez, & chacun d'eux avons jurées, promises, & accordées, & par ces presentes, jurons, promettons, & accordons, promettant en parole de Prince, sur nôtre honneur, & par la foi & serment de nôtre corps, sur les saints Evangiles de Dieu, pour ce par nous manuellement touchez, & sur l'obligation de tous & chacuns nos biens, les tenir, entretenir, garder & observer, faire, & accomplir de point en point, selon leur forme & teneur, sans jamais faire, aller, ni venir, ni faire faire, aller, ni venir à l'encontre par nous, ni par autre, en quelque maniere que ce soit. En témoin de ce, nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre scel. Donné en nôtre ville de Nantes, le cinquieme jour de novembre, l'an mille quatre cens soixante & quinze, ainsi signé, François, écrit de sa main. Par le Duc de son commandement, le Comte de Laval, vous l'Evêque de Saint Malo, les Sires de la Roche, de Rieux, de Quentin, de Guimené, Guingamp, & de Coetmen, l'Admiral, le Grand-Maitre d'Hôtel, le seigneur de Parigni & autres presens, G. Richard, & scellé.

Ceux Prelats, Barons, Bannerets, Bacheliers, Chevaliers, Ecuiers, gens de Chapitres, & bonnes villes, congregez & assemblez, comme dit est, faisant & representant lesdits Etats, parlant & faisant parler par Messire Etienne Millon, Abbé de Saint Jagu, ont confirmé, loüé, ratifié, consenti & approuvé, & par la

teneur de cettres, loüent, consentent, confirment, & approuvent ladite paix en la forme traitée, contractée, & contenüe par lesdites lettres, & selon la forme & articles d'icelle, donnée & baillée tant du Roi comme du Duc, ont voulu, promis, & se sont obligez icelle paix, union, amitié, alliance & confederation, tenir, garder, & entretenir inviolablement, sans jamais faire, aller, ni venir à l'encontre, en requérant, & de fait ont requis les Notaires Apostoliques ci-après subserits, de faire, former, & signer instrument, ou instrumens, un ou plusieurs, en forme autentique & valable, pour faire foi & temoignage des confirmations, approbations, & autres choses ci-devant dites & contenües; & d'abondant, ont tres-humblement supplié au Duc nôtre dit souverain Seigneur, que son bon plaisir soit y faire apposer & ajouter le sceau de sa Chancellerie, pour plus grande robeur & fermeté. Ce fut fait à Redon, lesdits Etats tenant en la Grand' salle de l'Abbaie dudit lieu, le vint-troisième jour d'août, l'an mille quatre-cens soixante-seize.

Et quia ego Michaël Andrée, Thesaurarius Dolensis, necnon Canonicus Nannetensis Ecclesiæ, in decretis Licentiatius, publicus Apostolica & Imperiali auctoritate Notarius, prædictæ pacis, confederationis, amicitie, & unionis confirmationi, laudationi, ratificationi, consensui, & approbationi, promissioni, & obligationi, ac cæteris omnibus & singulis, dum, sicut supra scribuntur, agerentur, dicerentur, & fierent in vulgari patriæ lingua Gallicana, unâ cum infra scripto Notario præsens & personaliter interfui, eaque, & eorum singula sic fieri atque dici vidi & audiui; idcirco huic præsentî publico instrumento inde confecto alterius manu, me aliis legitime impedito negotiis, de mei iussu fideliter scripto, signum meum unâ cum Notarii prælibati signi & sigilli prædicti appensione solitum & consuetum apposui, in præmissorum omnium, & singulorum veritatis testimonium atque fidem, requisitus, & rogatus. Signé, M. Andrée.

Et ego Guillelmus de la Houlle, Canonicus Macloviensis, in decretis Licentiatius, publicus Imperiali auctoritate Notarius. Quia prædictæ pacis, confederationis, amicitie, & unionis confirmationi, laudationi, ratificationi, consensui, & approbationi, promissioni & obligationi, ac cæteris præmissis omnibus & singulis, dum, sicut præmittitur, in vulgari patriæ lingua Gallicana dicerentur, agerentur & fierent, unâ cum supra dicto Notario præsens interfui, eaque & singula sic fieri, & dici vidi & audiui; idcirco præsentibus literis, seu publico instrumento exinde confecto, manu alterius, me aliis impedito negotiis, fideliter scripto, signum meum unâ cum signo ipsius Notarii, & sigilli prædicti appensione solitum apposui in fidem & testimonium veritatis præmissorum, requisitus & rogatus. Signé, De la Houlle.

Et quia ego Guido Richardi, Clericus Nannetensis diocesis, Apostolicæ auctoritate Notarius, serenissimique Principis domini Ducis Britannæ Secretarius, prædictæ pacis confirmationi, consensui & approbationi, promissionique, obligationi, ac cæteris præmissis omnibus, & singulis, dum, sicut præmittitur, in vulgari patriæ lingua Gallicana dicerentur, agerentur & fierent, unâ cum supra scriptis Notariis præsens interfui, eaque & singula sic fieri & dici vidi & audiui; idcirco præsentibus literis, seu publico instrumento exinde confecto, manu alterius, me aliis occupato negotiis, fideliter scriptis, signum meum unâ cum sigilli ipsorum Notariorum prædictorum appensione solitum apposui, in fidem, robur, & testimonium veritatis præmissorum, requisitus & rogatus. Signé, G. R.

CONFIRMATION DU TRAITE' DE PAIX ENTRE LE ROI
 & le Duc de Bretagne, fait à Senlis le 9. octobre 1475. avec les
 éclaircissements, modifications, & déclarations contenues en cet acte,
 fait au Plessis-lès-Tours le 20. decembre 1476.

Bretagne
 1476.
 20. dec.

ET premierement, pour ce que par le premier article d'icelui traité, est entr'autres choses contenu, que le Roi promet secourir & aider le Duc, & le défendre envers tous, & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir sans nul excepter, est éclairci, appointé & accordé, que cette promesse doit être & sera entendue seulement, de secourir & aider le Duc en la défense de lui, & de son pais & Duché de Bretagne, envers tous, & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, sans nul excepter, tout ainsi & en la forme & maniere, comme par autre subsequente clause d'icelui. Par le premier article, le Duc doit, & est tenu servir & aider le Roi en la défense de lui & de son royaume, contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir sans nul excepter pareillement, & tout le surplus d'icelui article demeure en robeur, ainsi qu'il est écrit.

Item, Et pour ce que à l'occasion des diverses questions & différences, qui par ci-devant ont été entre le Roi & le Duc, icelui Duc a été meü & content, de faire & traiter par écrit, par sermens, promesses, ou en autre façon quelconque, aucunes alliances, fraternitez, confederations, ou obligations quelconques à l'encontre du Roi, le Duc, par cette presente paix, amour, & alliance, les abolir, & s'en depart du tout, sans jamais en user ores, ni pour le tems à venir à l'encontre du Roi, ni de son royaume, demeurant éclairci, appointé & accordé, que par icelui article doit être entendu que le Duc a renoncé & renonce ausdites alliances, sans jamais en user à l'encontre du Roi, ni de son royaume.

Item, Et sur le quart article contenant en la fin d'icelui ce qui ensuit, *reservez les droits d'us & accoustumez au Roi, ainsi qu'en usoit le Roi Charles septieme de bonne memoire*, est éclairci & appointé, que par icelle reservation écrite audit article, & ledit traité de paix, est réservé & entendu, que le Duc & ses sujets de Bretagne doivent obeir en ressort à la Cour de Parlement à Paris, ainsi & es cas que les feus Ducs François, Pierre, & autres derniers trespassez, & le Duc de present le faisoient au tems dudit feu Roi Charles septieme, que Dieu absolve.

Item, Et sur le cinquieme article commençant. Item, *Si aucun ou aucuns s'efforcent ou s'avancent de faire aucune entreprise à l'encontre de la personne*, &c. est éclairci, appointé & accordé, que le Duc est tenu & obligé servir & aider le Roi en la défense de lui & de son royaume, à l'encontre de tous ceux qui à lui, ou à son royaume, feront ou feront faire guerre, soit par mer seulement, ou par terre seulement, ou par les deux ensemble, après que cette guerre sera déclarée & ouverte; & durant icelle guerre, ne pourra le Duc faire paix, treve, amitié, ni alliance quelconque, avec ceux qui ainsi la feront, sans l'exprés consentement du Roi.

Et semblablement doit être & sera entendu par ce present traité, & le contenu audit article, que le Roi est tenu & obligé aider & secourir le Duc en la défense de lui & de son Duché, à l'encontre de tous ceux qui à lui & à son Duché, feroient ou feroient faire guerre, soit par terre seulement, ou par mer seulement, ou par mer & par terre ensemble, après que cette guerre sera déclarée & ouverte;

&c

& durant icelle ne fera paix, treve, amitié, ni alliance quelconqué, avec ceux qui ladite guerre feront.

Item, Est éclairci & appointé, que le Duc aidera, gardera, & entretiendra ledit traité de paix, ensemble le contenu en ces presentes, envers le Roi, son royaume, & ses heritiers & successeurs Rois de France.

Et le Roi gardera & entretiendra celui traité de paix, ensemble le contenu en ces presens articles, envers le Duc, son Duché de Bretagne, & ses heritiers & successeurs.

Item, Et au moien de l'appointement, éclaircissement & declaration des choses dessusdites, est appointé & accordé, que le Roi jurera sur le *Corpus Domini* ledit traité de paix, & ces presens articles & éclaircissements; & outre jurera sur la Croix de Saint Lo, les faits qui serviront & suffiront pour la seurété de la personne du Duc, & du pais & Duché de Bretagne.

Et le Duc fera semblables sermens sur le *Corpus Domini*, & sera ladite Croix de Saint Lo.

Nota, qu'il est marqué dans le registre, que le reste du feüillet, d'où on a tiré cette piece, est coupé environ la moitié.

LE ROI.

JE LOUIS, par la grace de Dieu à present Roi de France, jure à François à present Duc de Bretagne, mon cousin remué de germain, par la vraie Croix ci-presente, que tant qu'il vive, je ne le prendrai, ni tuerai, ni consentirai qu'on le prenne, ni qu'on le tué, ne le souffrirai ni consentirai de mon pouvoir prendre ni tuer à personne vivant sans nul excepter; & si je sai que personne le veuille faire, l'en avertirai, & l'en garderai à mon pouvoir, comme je ferois ma propre personne.

Item, Jure audit François à present Duc de Bretagne, par ladite vraie Croix, que tant qu'il vive, par quelque occasion que ce soit ou puisse être, je ne lui commencerai guerre, ni à sa Duché de Bretagne, ni soustiendrai creature vivante sans nul excepter à la lui faire.

Item, Jure comme dessus, que si personne vivant, sans nul excepter, lui fait guerre à sondit Duché de Bretagne, pour quelconque occasion que ce soit, ou puisse être, que le secourerai & aiderai comme mon propre royaume, & me declarerai pour lui, & contre ceux qui la lui feront sans quelconque faute, leur ennemi en guerre ouverte, & ne ferai jamais appointement à ses ennemis ni aux miens, contre lesquels il se fera declaté, si ce n'est de son consentement, mais ferai la guerre jusques au bout de mon pouvoir, sans jamais l'abandonner, & du serment dessusdit renonce à toute dispense.

Fait au Plessis du Parc-les-Tours, le vintieme jour de decembre l'an mille quatre-cens soixante seize. Ainsi signé, J. MESME.

Donné & fait par copie, collation faite à l'original le dernier jour dudit mois de decembre l'an susdit 1476.

LE DUC DE BRETAGNE.

JE FRANÇOIS à présent Duc de Bretagne &c. jure à Louis Roi de France à présent regnant, mon cousin remué de germain, par la vraie Croix ci-présente, que tant qu'il vive je ne le prendrai, ni tuerai, ni consentirai qu'on le prenne, ni qu'on le tue, ni le souffrirai de mon pouvoir prendre, ni tuer à personne vivant sans nul excepter; & si je sai que personne le veuille faire, l'en avertirai, & l'en garderai à mon pouvoir, comme je serois ma propre personne.

Item. Jure audit Louis Roi de France à présent regnant, par ladite vraie Croix, que tant qu'il vive, pour quelque occasion que ce soit, ou puisse être, je ne lui encommencerai guerre, ni à son royaume, ni soutiendrai creature vivante, sans nul excepter, à la lui faire.

Item. Jure comme dessus, que si personne vivant, sans nul excepter, lui fait guerre en sondit royaume, pour quelque occasion que ce soit, ou puisse être, que je le servirai & aiderai comme mon propre Duché, & me declarerai pour lui, & contre ceux qui la lui feront, sans quelconque feinte, leur ennemi en guerre ouverte, & ne ferai jamais apointement à ses ennemis ni aux miens, contre lesquels il se fera déclaré, si ce n'est de son consentement, mais ferai la guerre jusques au bout de tout mon pouvoir, sans jamais l'abandonner.

Item. Et en recompense de ce que le Roi Louis dessusdit, mon cousin remué de germain, jure de ne me faire guerre, pour quelconque occasion que ce soit, ou puisse être, & ne reserve point de me la faire pour les droits de sa Couronne, je jure comme dessus, de ne les lui ôter en rien, ni l'empêcher à en jouir, ni les lui souffrir empêcher, ni dénier, ni perdre en mondit Duché; mais jure comme dessus, de lui garder lesdits droits & jouissances, ainsi qu'ils lui appartiennent; & comme le Roi Charles VII. pere dudit Louis Roi de France à présent regnant en jouissoit devant le trépas du Duc François mon predecesseur, & comme il en a depuis joui du tems du Duc Pierre son frere, qui lui a succédé, & pareillement comme il en a joi & jouissoit de mon tems devant son trépas, & ce de tout mon pouvoir, & comme je voudrois garder les miens propres, sans venir au contraire, & du serment dessusdit renonce à toute dispense.

Fait au Plessis du Parc lés-Tours le vintieme jour de decembre mille quatre cens soixante-seize. Signé, J. M E S M E.

Donné & fait par copie, collation faite à l'original le dernier jour de decembre l'an susdit 1476.

Extrait d'un autre éclaircissement, dont le commencement est pareil à celui ci devant, jusques à l'article qui commence. Et semblablement doit être & sera entendu, &c. & qui finit par, ne alliance quelconque avec ceux qui ladite guerre feront.

POUR mieux éclaircir, & declarer le traité de la paix fait entre le Roi & le Duc de Bretagne, & dont le Roi bailla ses lettres à la Victoire, le 9. jour d'octobre l'an 1475. & aussi le Duc ses lettres de ratification à Nantes, le cinquieme jour de novembre ensuivant, audit an 1475. & afin que ladite paix, & la bonne amour d'entre le Roi & le Duc, se puisse mieux & plus seure-

ment toujours entretenir, sans quelconque difference ou alteration, ont été faits, conclus, & accordez entre les gens du Roi & du Duc, pour ajouter à ladite paix, & aux amitez & alliances accordées par icelle, & par forme d'éclaircissement & declaration, les articles qui s'ensuivent; icelle paix en toutes choses demeurant en sa force & vertu avec lesdits éclaircissement & declaration, & nonobstant quelconques choses depuis avenues.

Premierement, Qu'en ensuivant le traité de ladite paix, le Roi aura & entretiendra toujours le Duc en sa bonne grace, & singuliere amour, comme son bon, vrai, & loial parent & neveu, le portera, soutiendra, servira, & aidera de tout son pouvoir envers & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, sans personne quelconque excepter, à la défense de sa personne, de son duché, & à la conservation des droits de sondit duché. Et aussi le Duc sera & demeurera toujours bon, vrai, & loial parent & neveu du Roi, le servira & aidera de tout son pouvoir envers & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, sans personne quelconque excepter à la défense de sa personne, & de son royaume, & à la défense & conservation des droits du royaume, & de la Couronne de France.

Et pour ce que à présent y a treve & abstinance de guerre entre le Roi & le Roi d'Angleterre, il a été dit en éclaircissant ladite paix, que toutes & quantes fois que le Roi & ledit Roi d'Angleterre retourneront & seront en guerre, le Duc, & ses sujets du duché de Bretagne, seront & demeureront en guerre par mer & par terre contre lesdits Roi & royaume d'Angleterre, pareillement que le Roi, sans que le Duc puisse faire paix, treve, ou abstinance de guerre avec lesdits Anglois; & aussi le Roi ne pourra faire paix, treve, ni abstinance de guerre avec lesdits Anglois, sans expressement comprendre le Duc, son duché, & ses sujets.

Item. Ne pourra le Duc faire paix, confederation, ni alliance avec personne, pais, nation, ou seigneurie quelconque, qui seront ennemis du Roi, ni avoir treve, ou abstinance de guerre avec eux, tant qu'il y aura guerre ouverte & declarée entre le Roi & eux; & pareillement le Roi ne pourra faire paix, traité, treve, ni abstinance de guerre avec personne, pais, seigneurie, ou nation quelconque, que le Duc, son pais, & ses sujets, n'y soient expressement compris.

Item. Et aussi ne pourra le Duc donner secours, faveur, ni aide contre le Roi à personne, Prince, pais, seigneurie, ou nation quelconque, en quelque, ni pour quelque cause ou occasion que ce soit, ou puisse être; ni pareillement le Roi ne pourra donner secours, faveur, ni aide contre le Duc à personne, Prince, pais, ou nation quelconque, en quelque querelle, ni pour cause ou occasion que ce soit, ou puisse être.

Item. Et ont le Roi de sa part, & le Duc de la sienne, & chacun d'eux, renoncé & renoncet expressement à toutes alliances, confederations, traitez, sermens, promesses, ou obligations quelconques, qu'ils ont, ou pourroient avoir faits par ci-devant à quelconques Princes, pais, seigneuries, ou nations quelconques, entant qu'elles seroient contraires, dérogeans ou prejudiciables audit traité fait à la Victoire, & à ces presens articles.

Item. Et demeureront le Duc & ses sujets tenus & obeissans envers le Roi, & sa Cour de Parlement, es cas, ainsi, & par la forme & maniere que les feus Ducs de Bretagne François, Pierre, & Artus derniers trépassés, & le Duc qui à présent est, ont été & étoient du vivant du feu Roi Charles VII. dernier trépassé, que Dieu absolve,

**ALLIANCE ENTRE L'EMPEREUR FEDERIC,
& Louis XI. Roi de France, contre le Comte Palatin.
A Paris le 17. d'avril 1476.**

*L'Empe-
reur.
Paris.
1476.
27. avril.*

LUDOVICUS, Dei gratia Francorum Rex, recognoscimus, & notum facimus per præsentés, quòd per fidem quæ inter Sacrum Romanum Imperium & inclitum Regnum Franciæ ab antiquo constitit, mutuaque benevolentiam, quæ inter serenissimum Principem Fredericum Romanorum Regem, fratrem & consanguineum nostrum carissimum, & Nos est, & perpetuò esse debet, contra Ducem Fredericum Bavariz, Palatinum Rheni, se asserentem propter rebellionem & contumaciam, quam prædictus Dux Fredericus contra præfatum Fredericum Romanorum Regem, factiosasque insidias, quas contra nos, & inclitum regnum nostrum Franciæ plurimum machinari & moliri consuevit, nos cum dicto Romanorum Rege, fratre & consanguineo nostro carissimo, amicabiliter & sincere confæderavimus, univimus, ac sædus amicitiz fecimus juxta infra scripta; quod quilibet nostrum alteri contra eundem Ducem Fredericum, purè, sincerè & fideliter juvare, auxiliari, & nobis invicem assistere debemus, & quacumque dictus Fredericus Romanorum Rex dictum Ducem Fredericum pro hujusmodi suis excessibus & rebellionem compescere, & nos in hoc ad auxilia ferenda requirere voluerit, hoc prius intimare debebit, tunc post lapsum trium mensium pesthbita ulteriori morâ illico unum notabilem ac deputatum Capitaneum cum viginti milibus armatorum, cum armis, bombardis, telis, & aliis machinis, & ingeniis bellicis ad bellum, & castrorum metationem opportunis, & requisitis, nostris propriis stipendiis & expensis ad terras & dominia dicti Ducis Frederici pro loco & tempore, in quibus melius videbitur expedire, & magis necessarium erit, prout nos tunc mutuò super hoc accordabimus, & deliberabimus, mittemus & destinabimus; quæ quidem gentes armatorum unà cum gentibus hoc tempore per dictum fratrem nostrum Romanorum Regem ad hoc deputatis & missis in uno, aut duobus locis, debent contra præfatum Ducem Fredericum exercitualmente ac hostiliter procedere, & terras, ac subditos suos expugnare, & de manibus suis auferre, & à principio hujusmodi belli usque ad ejus finem invicem ac simul permanere, & bellum ipsum secundum omnem opportunitatem ac necessitatem simul ducere & continuare, nec unus nostrum ab altero recedere, nisi alterius, aut Capitaneorum suorum, qui specialiter ad hoc deputati erunt, & mandatum habebunt, liber consensus & voluntas accesserit; nec dictus frater noster Romanorum Rex, neque nos Francorum Rex, neque utriusque nostrum Capitanei cum præfato Duce Frederico, neque cum adherentibus & auxiliatoribus, ullam pacem, concordiam, belli sufficientiam, trugas, aut tractatus acceptabimus, neque consentiemus, nisi liber consensus, ac bona voluntas alterius nostrum, aut Capitaneorum suorum, qui ad hoc specialiter deputati erunt, ad hoc accesserit, ac ipse, & ejus auxiliares, terræ, dominia, ac subditi sint specialiter in hoc comprehensi, ac provisum eis sufficienter pro sua securitate existat, sin autem cum eodem Duce Frederico aliquam pacem, aut concordiam inire volumus, tunc in ea excipere & cavere debemus, quod ea pace, aut concordia non obstante, nihilominus stricti esse debemus, & teneamur præfato fratri nostro carissimo Romanorum Regi, cum

per Serenitatem suam super hoc requisiti fuerimus, contra eundem Ducem Fredericum auxilium & assistentiam præstare & præbere, quemadmodum in fœderibus inter Serenitatem suam, & Nos initis, est comprehensum. Pari modo præfatus frater noster carissimus Romanorum Rex in hoc ita observare debebit, ut si ejusdem fratris nostri carissimi Romanorum Regis, & nostræ gentes præfatæ insimul ac conjunctim, aut una partium in speciali, cum adiutorio omnipotentis Dei, eidem Duci Frederico, & suis auxiliatoribus, civitates, oppida, castra, munitiones, vestigalia, seu telonia, aut villis auferrent, seu auferret, aut expugnarent, seu expugnaret, ad Sacrum Romanum Imperium, aut ad ipsum Palatinatum spectantia, aut quæ ipsi Palatinatui impignorata forent, illa solum fratri nostro Frederico Romanorum Regi, ac Sacro Romano Imperio acquiri & cedere debeant; & Nos Francorum Rex, neque nostri Capitanei, neque gentes, ullam in his portionem partiri, sortiri, neque habere debeamus: si quæ verò castra, civitates oppida, villæ, aut alia non spectantia ad Sacrum Romanum Imperium, neque ad ipsum Palatinatum, ipsi Duci Frederico ablata fuerint, in illis dictus frater noster carissimus Romanorum Rex æqualem portionem nobiscum sortiri, & habere debebit juxta numerum gentium suarum, quæ hujusmodi expugnationi & acquisitioni interfuerint, pari modo cum machinis, ac ingeniis bellicis, & ipsis Capitaneis, qui acquisiti fuerint, debet observari; & juxta numerum gentium, quem uterque nostrum in hujusmodi lucris & acquisitionibus habuerit, inter Serenitatem suam, & Nos æqualiter dividi debebit; numerata vero pecunia, ac bona militaria, seu castrensia acquisita debent in divisionem venire, & inter utriusque nostrum gentes, qui hujusmodi lucro interfuerint, & ad hoc auxiliati sint prout hujusmodi divisionis jus & consuetudo existit, æqualiter dividi, semotis dolo & fraude. In quorum testimonium præsentis litteras sigilli nostri appensione fecimus communiri. Datum Parisiis die decima-septima mensis aprilis.

*ACTE DU TRAITE' DE PAIX FAIT ENTRE LE ROI LOUIS XI.
& le Duc de Bretagne. A Arras le 27. juillet 1477.*

L OUIS, par la gr̃ace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces lettres verront, Salut. Comme pour donner fin & conclusion à plusieurs différences, qui par aucun tems ont été entre Nous & nôtre tres-ami neveu & cousin le Duc de Bretagne, icelui nôtre cousin ait dès pieça envoyé devers nous plusieurs ses Ambassadeurs, pour belogner avec lesquels, & trouver moyen de pacifier lesdites différences, avons à diverses fois commis & député plusieurs grands & notables personages de nôtre Grand Conseil, & autres, & aient été lesdites matieres plusieurs fois ouvertes & debates, tellement que le neuvieme jour d'octobre 1475. par nos gens commis & deputez, & ceux de nôtre dit neveu & cousin, aient fait, pris & contracté paix perpetuelle, amitié, alliance, consideration, bonne & vraie union entre nous & icelui nôtre neveu & cousin, selon les articles de ce faisant mention, octroiâmes lors nos lettres; sur lesquels articles d'icelle paix, se soient depuis trouvez plusieurs doutes & difficultez, pour l'ambiguité & equivocation des paroles contenues és articles d'icelle paix, & autrement en diverses manieres, pour lesquelles choses clarifier, & en ôter tous doutes & scrupules pour le tems à venir, icelui nôtre neveu & cousin ait plu-

*Bretagne
1477.
27. juil.*

sieurs fois enuoyé devers nous, à ce que pour la stabilité & permanence d'icelle paix, toutes choses fussent clarifiées & mises en tel ordre, que jamais aucun différend ne s'en pust ensuivre.

Et ait icelui nôtre neveu & cousin presentement enuoyé devers nous Guillaume Chauvin, sieur du Bois & de Ponthus, son Chancelier; Jean, Seigneur de Coesquen & de Bauruffier, son Grand-Maître d'Hôtel; Guy du Boschet, son Vicechancelier; & Nicolas de Kemeur, son Sénéchal de Broerech, tous ses Conseillers & Ambassadeurs, par lesquels il nous ait fait faire plusieurs tres-humbles requestes & remontrances touchant les matieres dessusdites, & l'observation & entretenement de ladite paix & amitié. Et pour sur ce plus amplement besogner avec lesdits Ambassadeurs d'icelui nôtre neveu & cousin, avons commis & député nôtre amé & feal Chancelier, nôtre cher & feal cousin Pierre de Rohan, Comte de Marle, Seigneur de Gié, Maréchal de France; nos amez & feaux Conseillers, Guy Pot, Chevalier, Seigneur de la Pougne, Comte de Saint-Paul, nôtre Chambellan; Mre Jean de Monchenu, Protonotaire du Saint Siege Apostolique, & Commandeur de Revers; Jean Chambon, Maître des Requestes ordinaire de nôtre Hôtel; & Guillaume de Cerisay, Greffier de nôtre Cour de Parlement, & Maire d'Angers.

Et après ce que tout le contenu en ladite paix, ensemble toutes les choses dont au tens à venir pouvoit avenir aucun différend, ont été bien à plein ouvertes & debatues par divers jours, ont été entre nosdits commis & députez, & les Ambassadeurs de nôtre dit neveu & cousin le Duc de Bretagne, traitez, conclus, & accordez, sous nôtre bon plaisir, les articles dont la teneur s'ensuit.

Pour mieux éclaircir & declarer le Traité de la paix faite entre le Roi & le Duc de Bretagne, & dont le Roi bailla ses lettres à la Victoire le neuvième jour d'octobre l'an 1475, & aussi le Duc ses lettres de ratification à Nantes, le cinquième jour de novembre ensuivant audit an 1475. & afin que ladite paix & la bonne amitié d'entre le Roi & le Duc se puille mieux & plus seurement toujours entretenir, sans quelconque différence ou alteration, ont été faits, conclus, & accordez entre les gens du Roi & du Duc, pour ajoûter à ladite paix, & aux amitez & alliances accordées par icelle, par forme d'éclaircissement & declaration, les articles qui s'ensuivent, icelle paix demeurant en toutes choses en sa forme & vertu, avec lesdits éclaircissement & declaration, & nonobstant quelconques choses depuis avenues, lesquelles par ce present Traité sont rejetées & mises au neant, tout ainsi que si elles n'eussent onques été.

Premierement, Qu'en ensuivant le Traité de ladite paix, le Roi aura & entretiendra toujours le Duc en sa bonne grace & singulière amour, comme son bon, vrai, loial, & obeissant parent & neveu, le portera, soutiendra, secourera & aidera de tout son pouvoit, envers & contre tous ceux qui peüvent vivre & mourir, sans personnes quelconques excepter, à la défense de sa personne, de son duché, & à la défense & conservation des droits de sondit duché: & aussi le Duc sera & demeurera toujours bon, vrai, loial, & obeissant parent & neveu du Roi, le servira, secourera & aidera de tout son pouvoit, envers & contre tous ceux qui peüvent vivre & mourir, sans personnes quelconques excepter, à la défense de sa personne & de son royaume, & à la défense & conservation des droits du royaume & de la Couronne de France.

Item. S'il y a quelques Princes, seigneuries, & pais, ou nations quelconques, qui invadent le royaume de France, ou fassent guerre par mer ou par terre, au Roi, son royaume, & sujets d'icelui, en ce cas le Duc, après ladite guerre déclarée & ouverte, ne pourra durant icelle faire, prendre, ni avoir paix, confederation, alliance, treves, abstinance de guerre, ni entrecours de marchandises avec eux, mais sera & demeurera le Duc en guerre à l'encontre d'eux, tant que icelle guerre sera entre le Roi & eux, sans leur pouvoir faire ni donner secours, faveur, ni aide contre le Roi, ni le royaume, sauf au Duc à bailler les fausconduits pour le fait de la marchandise, ainsi que lui & ses predecesseurs ont accoustumé faire es tems passez. Et aussi s'il y a quelques Princes, Seigneurs, pais, ou nations quelconques, qui invadent le Duché de Bretagne, ou fassent guerre par mer ou par terre au Duc, ou à son duché, & sujets d'icelui, en ce cas le Roi, après ladite guerre déclarée & ouverte, ne pourra durant icelle faire, prendre, ni avoir paix, confederation, alliance, treves, abstinance de guerres, ni entrecours de marchandises avec eux, mais sera & demeurera le Roi en guerre alencontre d'eux, tant que icelle guerre sera entre le Duc & eux, sans leur poavoir faire ni donner secours, faveur, ni aide contre le Duc ni le duché de Bretagne.

Item. Et ont le Roi de sa part, & le Duc de la sienne, & chacun d'eux, renoncé & renoncent expressement à toutes alliances, confederations, traites, sermens & promesses, ou obligations quelconques, qu'ils ont, ou pourroient avoir faits par ci-devant à quelconques Princes, pais, seigneuries, ou nations quelconques, entant qu'elles seroient contraires, derogans, ou prejudiciables audit Traité de paix fait à la Victoire, & à ces presens articles.

Item. Et demeureront le Duc & ses sujets tenus & obeissans envers le Roi & sa Cour de Parlement, es cas, ainsi, & par la forme & maniere que les feus Ducs de Bretagne, François & Pierre, derniers trepassez, & le Duc qui à present est, ont été & étoient du vivant du feu Roi Charles VII. dernier trepassé, que Dieu absolve.

Item. Le Roi de sa part, & le Duc de la sienne, jureront entretenir & garder, sans jamais faire au contraire, ce present traité & articles, & aussi ledit Traité de la paix, sur telles reliques que l'un d'eux voudra administrer à l'autre, & de jamais n'en avoir ni obtenir dispense, ni d'en user ni s'en aider, réservé toutefois que le Roi ni le Duc ne seront point tenus faire ledit serment sur le precieux corps de Nôtre-Seigneur Jesus-Christ, ni sur la vraie Croix étant en l'Eglise de M. S. Lo d'Angers,

Savoir faisons, que nous considerant qu'il n'est rien plus agreable à Dieu, ni plus salutaire entre les hommes, que le bien de paix, par lequel l'Eglise est entretenüe en sa liberté, & augmentation & continuation du divin service, les Nobles en leurs autoritez & prerogatives, les Ecoliers en leurs études, les Marchands & gens de métier en leurs marchandises, & arts mécaniques, & les Laboureurs en leur labourage; & d'icelui bien de paix procedent autres biens infinis & innumerables; desirant de tout nôtre cœur tenir & garder nôtre royaume en paix & tranquillité, au bien & salut de tous nos sujets, & obvier aux maux, dangers, perils, & inconveniens qui adviennent souventefois à cause de la guerre, tant de l'effusion de sang humain, comme de la ruine & desolation du pauvre peuple, & pour autres grandes, justes, & raisonnables causes, qui à ce nous ont

meu & meurent, après que avons fait lire lesdits articles en nôtre presence; eû sur ce grand avis & meure deliberation avec plusieurs Princes & Seigneurs du sang & lignage de Nous, & gens de nôtre Grand Conseil :

Avons iceux articles, & tout l'effet & contenu de ce que dessus est écrit & incorporé, loié, ratifié, approuvé, & par la teneur de ces presentes, loions, ratifions, & approuvons, & voulons être de tel effet, vertu & valeur, comme si nous mêmes en nôtre personne les avions traitez, promis, conclus, & accordez, promettant en parole de Roi, sur nôtre honneur, par la foi & serment de nôtre corps, sur les saints Evangiles de Dieu, pour ce par nous manuellement touchez en la presence desdits Ambassadeurs de nôtre dit neveu & cousin, & sur l'obligation de tous nos biens presens & futurs, avoir & tenir fermes, stables, & agreables lesdits articles, & tout l'effet & contenu de ce que dessus est écrit & inseré, & les entretenir, observer & garder, & faire entretenir, observer & garder inviolablement de point en point, selon leur forme & teneur, sans faire, ni souffrir faire aucune chose au contraire, en quelque forme ou maniere que ce soit.

En témoin de ce nous avons signé celdites presentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre scel. Donné à Arras le 27. jour de juillet, l'an de grace 1477. & de nôtre regne le dix-septieme. Ainsi signé, LOUIS. Et sur le repli est écrit : Par le Roi en son Conseil, auquel les Comtes d'Angoulesme, & Daupin d'Auvergne, l'Evêque de Lombez, le Comte de Marle, Maréchal de France; le Sire de Torcy, Maître des Ambassadeurs; le Comte de Brenne, Gouverneur de Champagne, le Sire de Guedes, Capitaine General de Picardie; le Sire de la Pougne, Comte de S. Pol; les Sires de Creveœur, de Jenly, Clery, de Concreffaut, de Maigne, de Boisy, le Commandeur de Revers; Maîtres Jean Bourre, Maître des Comptes, & Tresorier de France, Jean Chambon, Maître des Requestes, Guillaume Picard, General des Finances, & autres étoient. Ainsi signé, DE CERIZAY, avec parafe, & scellé d'un scel de cire jaune,

*ARTICLES DU TRAITE' DE MARIAGE, ENTRE MAXIMILIEN
d'Autriche & Marie de Bourgogne, passé à Gand le 18. aoust 1477.*

*Austrie
&
Bourgo-
gne.*

*1477.
18. aoust.*

IN tractatu matrimonii contrahendi inter illustrissimum ac excellentissimum Principem Dominum Maximilianum, Ducem Austriæ, &c. parte ex una, & illustrissimam & excellentissimam Domicellam Mariam, Ducissam Burgundiz, &c. parte ex altera, inter ipsos futuros conjuges tractata, conventa, in pactumque & stipulationem deducta sunt, quæ sequuntur.

Primò. Quod dictus Dominus Maximilianus accipiet dictam Domicellam Mariam in suam veram & legitimam uxorem, & similiter ipsa Domicella Maria accipiet dictum Dominum Maximilianum in suum verum & legitimum maritum.

Item. Quòd dicto matrimonio in facie sanctæ Matri Ecclesiæ solemnizato & consummato, quotiescumque continger alterum dictorum conjugum ab hac luce decedere, liberis superstitibus ex dicto matrimonio procreatis, uno vel pluribus, ipsi liberi, unus vel plures, succedent dicto præmoriendi in omnibus & quibuscumque suis ducatus, comitatibus, principatibus, terris, dominiis, juribus, prærogativis, & aliis bonis immobilibus, seu solo adhaerentibus quibuscumque

abique

absque eo, & præter id quod superstes dictorum conjugum in ipsis ducatibus; comitatibus, principatibus, tertis, dominiis, juribus, prærogativis, aliisque bonis immobilibus, seu solo adhaerentibus quibuscumque, possit aliquod jus proprietatis, vel usufructus, vel aliud quodcumque prætere virtute cujuscumque consuetudinis, vel statuti generalis, vel localis cujuscumque, vel aliàs quomodocumque; ipsis enim consuetudinibus, statutis, aliisque juribus, dicti futuri conjuges, & quilibet ipsorum, renunciaverunt & renunciant.

Item. Et similiter dicto præcedenti succedent dicti liberi superstitēs, unus vel plures in omnibus clenodiis, jocalibus, argenteriiis, tapisseriis, & aliis bonis mobilibus quibuscumque, seu quocumque nomine censeantur, absque eo, & præter id quod superstes ipsorum conjugum in dictis clenodiis, jocalibus, argenteriiis, tapisseriis, aliisque bonis mobilibus à dicto præcedente relictis, possit seu debeat prætere aliquod jus virtute, seu prætextu cujuscumque consuetudinis, vel statuti generalis, vel localis cujuscumque, vel aliàs quomodocumque; ipsis enim consuetudinibus, statutis & juribus, dicti futuri conjuges, & quilibet ipsorum, renunciaverunt & renunciant.

Et si contingat dictum præcedentem nullos derelinquere liberos, & sic ex dicto matrimonio nullam extare prolem, dicti ducatus, comitatus, principatus, cæteraque dominia jura, prærogativa, aliaque bona immobilia, seu solo adhaerentia, dicti præcedentis, clenodia quoque, jocalia, argenteria, tapisseria, cæteraque ipsius præcedentis bona mobilia quæcumque & quocumque nomine censeantur, pertinebunt & obvenient his, quibus de jure & consuetudine obvenire & pertinere debent, absque eo & præter id quod dictus superstes, in ipsis bonis mobilibus & immobilibus ab ipso præcedente relictis, possit aliquod jus proprietatis vel usufructus habere, vel prætere, virtute seu prætextu cujuscumque consuetudinis, vel statuti generalis, seu specialis, vel aliàs quomodocumque, ipsis enim consuetudinibus, statutis, & juribus, dicti conjuges, & quilibet ipsorum renunciaverunt & renunciant.

Item. Et ne per confusionem, vel immixtionem, quæ hinc inde fieri poterit de dictis clenodiis, jocalibus, argenteriiis, tapisseriis, aliisque bonis mobilibus dictorum conjugum, contingat in posterum ignorari, quæ fuerint bona mobilia cujuslibet ipsorum, tractatum & conventum est inter ipsos futuros conjuges, quod quamprimum commodè fieri poterit, clenodia, jocalia, argenteria, tapisseria, cæteraque bona mobilia ipsorum conjugum describentur, & inventorifabuntur, appreciabunturque, & taxabuntur, ad utilitatem tam ipsorum futurorum conjugum, quam eorum ad quos in futurum pertinebit.

Item. Et in omnibus aliis punctis & articulis matrimonialibus superius non expressis dicti futuri conjuges, & eorum societas matrimonialis regulabunt tam durante ipsâ societate, quam post dissolutionem ejus, secundum dispositionem juris communis scripti, non obstantibus quibuscumque consuetudinibus, statutis, vel aliis dispositionibus scriptis, & non scriptis, generalibus, aut localibus quibuscumque in contrarium facientibus, quibus dicti futuri conjuges, & quilibet ipsorum in quantum ad eum spectat & pertinet, specialiter & expressè renunciaverunt & renunciant.

*TREVES ACCORDEES ENTRE LE ROI LOUIS XI. ET LE DUC
d'Autriche. A Lens en Artois le 18. septembre 1477.*

*Autriche
1477.
18. sept.*

BONNE, seure, & loiale treve & abstinance de guerre est faite, traitée, prise, concludé, & accordée, entre les gens commis & deputez du Roi nôtre souverain Seigneur, d'une part : & les commis & deputez de Monsieur & Dame les Duc & Duchesse, d'autre part, à commencer incontinent que les presentes treves d'accommodement prises pour dix jours finiront, qui sera le dix-neuvieme jour de ce present mois de septembre, à Solcil levant, durant jusques à ce qu'elles soient dédites par l'une partie ou par l'autre, & quatre jours après le jour du dédit ; lequel dédit s'il se fait, se fera de plein jour par Officiers d'armes, & par écrit ; c'est à sçavoir pour la part du Roi, en le faisant signifier en la ville de Lille, au Gouverneur de Lille, ou à son Lieutenant ; & pour la part de Monditsieur & Dame d'Autriche, en la ville d'Arras, à M. du Lude, Lieutenant pour le Roi illec, ou au Gouverneur d'Arras, ou à son Lieutenant. Et s'il avenoit qu'on ne voulût donner entrée ausdits Officiers d'armes, pour le signifier aux dessusdits esdites villes d'Arras & de Lille, en ce cas il suffira de le signifier aux Gardes des portes, & leur laissant la signification par écrit. Pendant lesquelles treves, & jusques à quatre jours entiers après le jour dudit dédit, cesseront toutes voies de fait, hostilité, & exploits de guerre d'une part & d'autre, par mer, eaux douces, & par terre : & pourront tous les sujets d'un côté & d'autre aller de l'un parti en l'autre durant ladite treve, soit en pelerinage, pour le fait de leurs marchandises, & autrement, en leurs affaires & negociations, sans détournier ou empêchement, pourveu qu'ils ne feroient ni pourchasseroient chose prejudiciable au parti où ils iroient.

Item. Aussi pendant lesdites treves, tous laboureurs pourront dépoüiller leurs biens & labourer leurs terres, sans ce qu'on leur puisse bailler empêchement, sous ombre que durant ces divisions ils se soient retraits en l'un ou en l'autre des partis, & si pourront mener lesdites dépoüilles en tels lieux forts ou non forts que bon leur semblera, sans avoir regard en quel Bailliage, Prevôté, ou Châtellenie, sont les terres qu'ils laboureront & dépoüilleront.

Item. Et pendant le temps de ladite treve, l'on traitera toujours du fait de la paix, & des moiens pour pacifier toutes les questions & differends.

Item. Et durant le tems d'icelle treve, les gens du parti du Roi pourront mener vins, sel, vivres, marchandises, & toutes autres choses quelconques prises & chargées en l'obeissance du Roi, où bon leur semblera ; & pour ce faire pourront passer seurement & sauvement par les lieux, passages, & détroits du parti contraire, où besoin leur sera, sans qu'on leur puisse faire ou donner aucun empêchement en allant ne retournant. Et aussi ceux du parti de Monditsieur & Dame Duc & Duchesse d'Autriche, pourront avitailler leurs places de vins & de vivres pris en leur parti, & y mener marchandises, & autres choses quelconques, & pour ce faire passer seurement & sauvement par tout où besoin leur sera, dedans le tems d'icelle treve, sans qu'on leur puisse faire ou donner détournier ou empêchement.

Item. Seront conservateurs desdites treves pour la part du Roi, Messire An-

roïne de Chabannes, Comte de Dammartin, Grand-Maitre d'Hôtel de France; au Quesnoy & marches d'environ; Messire Jâques de Saint-Paul, Sieur de Richembourg, à Lens & à la Bassée; & Messire Jean de Daillon, Sieur du Lude, Gouverneur du Dauphiné, à Arras, Cambray, Cambresis, à Bouchain & à l'Escluse; M. Descordes à Boulogne, Montreuil & Hesdin; M. de Maigne à Bethune & Lillers; M. de Saint-André à Terouenne; & M. de Moy à Tournay & Tournesis. Et pour la part de Monditsieur & Dame d'Autriche, seront conservateurs pour le pais de Hainaut, le Sieur d'Ayme, & le Sieur de Boslu; pour Dotiay, Cambresis & Artois, le Sieur de Fiennes, & le Sieur de Sallenoué; pour Lille, le Sieur VVabrin, & le Sieur Hammes; pour Saint-Omer & Aire, le Sieur de Beure, & le Sieur de Cohen; pour Courtray & Oudenarde, le Sieur de Legrat, & Messire Louis d'Escornay; pour Flandres, Messire Jean de Luxembourg, & le Sieur de Dourlicu, lesquels seront Juges de toutes les infractions, tant de celles qui se sont faites durant ladite dernière treve de dix jours, que de celles qui se feront durant la treve qui à présent se traite, & icelles infractions seront réparées chacun en sa marche & en son parti.

Ces présentes treves prises & conclues par nobles & puissans Seigneurs Messire Pierre Doriol, Chevalier, Sieur de Loire en Aunis, Chancelier de France; Reverend Pere en Dieu Messire Pierre, Evêque d'Arras; Philebert Boutillat, Sieur d'Apremont, Tresorier de France; & Thomas Turquin, tous Chevaliers, Conseillers & Chambellans du Roi nôtre Seigneur, & ses commis en cette partie. Et nobles hommes Messire Jean, Sieur de Lanoy, Messire Gontart de Staremborg, Chevaliers, Chambellans; & Maistre Pierre Bougard, Doien de S. Douast de Bruges; Jean Dauffay, Maistre des Requestes; & Josse Chappes, tous Conseillers de Monditsieur & Dame les Duc & Duchesse d'Autriche, Commissaires & Ambassadeurs ordonnez de par eux, en ce que dit est.

Fait à Lens en Artois, le 18. jour de septembre l'an 1477. Signé, P. Doriol. P. de Ranchicourt, Evêque d'Arras. Boutillat. Thomas Turquin. J. de Lanoy. G. de Staremborg. P. Bogart. J. Dauffay. J. Chappes.

*TRAITE' DE PAIX ET ALLIANCE PERPETUELLE
entre le Roi Louis XI. & la Seigneurie de Venise. du neuvieme jan-
vier 1477. auquel est aussi comprise la Seigneurie & Communauté de
Florence.*

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces pre-
sentes, &c.

Premièrement. Que bonne paix, vraie, & loiale amitié & bienveillance est
dès à présent traitée, faite, conclue, appointée, & sera dorenavant perpetuelle-
ment entretenue & gardée entre Nous, & nos successeurs Rois de France, nôtre
roiaume, & tous nos pais, terres, seigneuries, & sujets, étans & qui seront en
nôtre obéissance; & les Duc & Seigneurie de Venise, & toutes leurs terres, pais,
seigneuries & sujets, en quelques lieux ou regions que lesdites terres & seigneuries
soient, tant de nôtre part que de la leur.

Item. Que Nous, possédés pais, terres, seigneuries, & sujets d'une part; lesdits

D d ij

*Venise &
Florence.
1477.
9. janv.*

de Venise, & leurs païs, terres, seigneuries, & sujets d'autre, seront & demeureront dorenavant perpetuellement les uns avec les autres, comme bons amis & bienveillans, en mettant au neant, & quittant toutes prises, courses, & autres choses, qui par violence & forme d'hostilité auroient été faites, soit par terre, par mer, ou autrement, par les sujets des uns sur les autres, & les tenant & reputant comme non avenues, sans que jamais à cause d'icelles, soit ne puisse estre faite quelque question, petition, ni demande d'une part ni d'autre, de tout le tems passé jusques aujourd'hui. En quoi toutefois nous n'entendons aucunement comprendre les choses, qui à cause de marchandise, de prests & dépôts, ou autrement, seroient dûs par contrats ou promesses faites de franc & liberal consentement, & sans violence precedente; desquelles choses l'on pourra faire question par Justice, selon la nature & qualité des matieres.

Item. Que dorenavant tous nosdits sujets, tant de nôtre dit royaume, que de quelconque autre païs, terres, & seigneuries qu'ils soient à eux obeïssans, avec toutes les nefs, gallées, & autres navires armez & desarmez, danrées, marchandises, & biens quelconques, tant de nôtre part que de la leur, pourront aller, venir, marchander, & naviger seurement par terre & par mer, soit en Ponant, en Levant, ou ailleurs, en quelque païs, terre, region, ou nation que ce soit, sans que par Nous, nos sujets & obeïssans, ausdits de Venise, ni à leurs sujets, ni par lesdits de Venise, ou leurs sujets & obeïssans, aux nôtres, soit fait guerre, hostilité, empêchement, ou détourbier, ni porté aucun detrimment prejudice ou dommage.

Item. Lesdits Duc & Seigneurie de Venise ne donneront dorenavant quelque secours, faveur, support, ni aide contre nous, à aucuns de nos ennemis, adversaires, rebelles, & desobeïssans, quels qu'ils soient, ni à quelque Roi, Prince, Princesse, Seigneur, Seigneurie, Païs, ou Nation que ce soit, en quelconque querelle, ni pour quelque cause que ce soit ou puisse estre, sans personne, païs, ou nation quelconque excepter, tant par mer que par terre, & tant à ceux qui nous feroient guerre, comme à ceux auxquels nous la ferions, à quelque cause ou occasion que ce fût; réservé toutefois & demeurant sans prejudice l'alliance que à present lesdits de Venise ont avec le Duc de Milan, & la Seigneurie de Florence, à la conservation & défense de leur Etat seulement. Et pareillement Nous de nôtre part, ne donnerons quelque secours, faveur, support & aide contre lesdits de Venise, à aucuns de leurs ennemis, rebelles & desobeïssans, pour quelque occasion que ce soit.

Item. Et en ce present Traité nous avons aussi de nôtre part expressement réservé & reservons toutes les amitez, confederations, & alliances, que nous avons avec la Seigneurie & Communauté de Florence, auxquelles nous ne voulons & n'entendons en quelque maniere prejudicier ni déroger; mais voulons & entendons icelles entretenir & garder, nonobstant ce present traité, & sans que par icelui y soit en quelque maniere, ni en quelque partie derogé.

Après lesquelles choses ainsi traitées, conclues, appointées, & à nous bien au long dites & raportées, le Sieur Dominique Gradenigo, pour & au nom desdits de Venise, nous a requis & fait requerir, qu'il nous plût les avoir agreables, & sur ce oïtroier nos lettres en forme due, offrant par vertu du pouvoir à lui donné en bailler ses lettres, & en outre dedans le quinziesme jour du mois

de mai prochainement venant, nous rendre ou envoyer lettres patentes desdits Duc & Seigneurie de Venise, en forme dûe & autentique, confirmatoires desd. choses, promettant & foi obligeant icelles tenir, garder, & accomplir. Savoir faisons, que pour consideration du grand desir & affection, que lesdits Duc & Seigneurie de Venise démontrent avoir à la pacification des differences qui sont entre eux & nous, & d'avoir nôtre amour & bienveillance, reduisant à memoire les anciennes amitez qu'ils ont eû avec nos tres-chretiens progeniteurs, desirant de nôtre part les avoir pour nos bons, vrais, & speciaux amis. Nous sur ce bien & dûement acertenez & avertis, icelles paix, amitié, & bienveillance entre Nous & nos successeurs Rois de France, nos roiaumes, païs, terres, seigneuries, & sujets; & lesdits Duc & Seigneurie de Venise, leurs païs, terres, seigneuries, & sujets, & toutes les autres choses traitées, conclues, & appointées avec ledit Dominique Gradenigo, ainsi, & par la forme & maniere qu'elles sont ci-dessus exprimées & declarées, avons pour Nous, & nos successeurs Rois de France, ratifié, confirmé, & approuvé, & par la teneur de ces presentes ratifications, confirmons, & approuvons, promettant en bonne foi & parole de Roi, icelles tenir, garder, & observer de point en point, tout ainsi, & par la forme que ci-dessus est contenu, sans jamais faire ni venir à l'encontre, pourvu toutes fois que lesdits Duc & Seigneurie de Venise, & leurs successeurs, les garderont, observeront, & entretiendront entierement de leur part.

Et pource que de celdites presentes l'on pourra avoir affaire en plusieurs & divers lieux, nous voulons qu'au *vidimus* d'icelles, fait sous scel roial, foi soit ajoutée comme à ce present original.

En tēmoïn de ce nous avons fait mettre nôtre scel à celdites presentes. Donné au Pleſſis du Parc lès-Tours, le neuvieme jour de janvier, l'an de grace mille quatre-cens soixante-dix-sept, & de nôtre regne le dix-septieme. Signées sur le repli: Par le Roi en son Conseil, auquel Monseigneur le Cardinal de Foix, vous les Archevêques de Vienne & de Sens, les Evêques d'Alby, d'Agen, d'Agde, le Comte de Dunois, le Protonotaire de Cluny, les Sires de Breſſuyre, & de Saint-Pierre, Grand-Senechal de Normandie; d'Argenton, Senechal de Poitou; Maistres Adam Fumée, Maistre des Requestes ordinaire de l'Hôtel, Raoul Pichon, Jean Pellicu, Conſillers en Parlement; Aubert le Viſte, Correcteur en la Chancellerie, & plusieurs autres étoient. D'ISOIRE, & scellé sur double queue du grand scel de cire jaune.

TRAITE D'ALLIANCE ET DE LIGUE ENTRE LE ROI

Louis XI. & Philippe de Savoie, Comte de Bauge & de Bresse. A Bourg
le 14. aoust 1478. & signé par le Roi le 13. septembre audit an.

Savoie.
1478.
13. sept.

COMME au mois de mars dernier passé, Monsieur Philippe, Comte de Bauge, Seigneur de Bresse, du Revermont, de Dombes, & de la Valbonne, eût envoié Messires Hugues, Seigneur de Chandée, & Amé de Geneve, Seigneur de Boringe, Chevaliers, ses Ambassadeurs & deputez, aians de lui puissance pleniére, devers le Roi nôtre souverain Seigneur, lesquels traiterent, promirent, & accorderent pour & au nom dudit Seigneur de Bresse à nôtre dit Seigneur plusieurs choses, qui n'ont pas été entierement accomplies, au moien de quoi le Roi ait différé de faire faire paiement audit Seigneur de Bresse de certaines sommes de deniers, & autres choses conclues avec lesdits Ambassadeurs; & à cette occasion ait ledit Seigneur de Bresse derechef envoié devers le Roi nôtre dit Seigneur lesdits de Chandée, & de Boringe, ses Ambassadeurs & deputez, aians de lui pouvoir & puissance pleniére, comme apert par la teneur d'icelui ci-aprés inseré de mot à mot, lesquels ont fait au Roi plusieurs remontrances de la grande & singuliere amour qu'avoit & a ledit Seigneur de Bresse envers le Roi, & tout son royaume, & du grand vouloir, & singulier desir & affection qu'il avoit & a de le servir; ainsi est que finalement eût le Roi nôtre dit Seigneur d'une part, & lesdits Ambassadeurs, pour & au nom dudit Seigneur de Bresse, & par vertu de leur dit pouvoir d'autre, ont été traitées, consenties & accordées les choses, & articles qui s'ensuivent.

Premierement, ont promis & promettent au Roi nôtre dit Seigneur lesdits Ambassadeurs, pour & au nom dudit Seigneur de Bresse, & par vertu de leur dit pouvoir, que dorenavant ledit Seigneur de Bresse lui sera bon & loial parent, & serviteur, & le servira de tout son pouvoir, de sa personne, de ses pais, terres, seigneuries & sujets, en toutes manieres qu'il pourra, & qui lui seront possibles envers & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, soit Rois, Ducs, Princes, Princesses, Communautéz, ou autres de quelque état, autorité, ou condition qu'ils soient, ou puissent être, sans nul réserver, excepté seulement la Maison de Savoie, laquelle lesdits Ambassadeurs ont réservée en cette partie, & nommément ont promis, & promettent lesdits Ambassadeurs au nom & comme dessus, que ledit Seigneur de Bresse servira le Roi envers & contre le Duc Maximilien d'Autriche, & la Duchesse sa femme, & tous autres ennemis que le Roi peut & pourra avoir ci-aprés.

Item. Ont promis & promettent iceux Ambassadeurs au nom, & comme dit est, que ledit Seigneur de Bresse, incontinent après leur retour devers lui, se declarera serviteur du Roi, prendra & tiendra son parti par effet, & promettra de non jamais tenir autre parti contraire ni prejudiciable au Roi, & que dorenavant il n'aura, tiendra, ni fera tenir paroles aucunes avec ledit Duc Maximilien, ni aucuns autres des ennemis du Roi, ni n'aura, ni fera avoir avec eux aucun enqetement, apparement, secretement, ni autrement en quelque maniere que ce soit, & sur ce, & autres choses fera le serment tel, & selon la forme que le Roi lui envoie par écrit par lesdits Ambassadeurs, sans y rien ajoûter, ni dimi-

nuer, & dont ledits Ambassadeurs dans la S. André prochaine venant ont promis d'envoyer bonne, & deü certification au Roi dudit serment, ainsi être fait par ledit Seigneur de Bresse; après laquelle certification receüé, le Roi fera en presence d'iceux qui l'aporteront, & qui la lui bailleront, le serment de faire entretenir, & accomplir les choses dessus & ci-aprés déclarées.

Item. Que si ledit Seigneur de Bresse est averti par aucune maniere d'aucunes choses touchant les personnes du Roi, de la Reine, & de Monsieur le Dauphin, soit de machinations, entreprises, ou autres choses quelconques que l'on veuille faire machiner, ou entreprendre contre eux, ou aucun d'eux, & contre la chose publique du royaume, apatamment, secretement, ou autrement, à toute diligence il en avertira, & fera avertir le Roi, afin d'y obvier & y pourvoir ainsi que la matiere requerra, & que même ledit Seigneur de Bresse de toute sa puissance y obvierra & pourvoira en maniere que deshonneur, dommage, ni inconvenient n'en aviendra au Roi, ni aux dessusdits.

Item. Que dorenavant ledit Seigneur de Bresse gardera & procurera de son pouvoir l'honneur, le bien, profit & utilité du Roi, de la Reine & de Monsieur le Dauphin, & de toute la chose publique du royaume, & évitera leur deshonneur, inconvenient & dommage, comme dit est.

Item. Que ledit Seigneur de Bresse dorenavant ne recevra en son hôtel, pais, & service aucuns, soit nobles ou autres de quelque condition qu'ils soient, qu'ils ne soient bons pour le Roi, & tenans son parti; & si aucun y en a de présent, incontinent après le retour desdits Ambassadeurs, ledit Seigneur de Bresse les mettra hors de sondit hôtel & service.

Item. Que ledit Seigneur de Bresse ne fera dorenavant traitez, promesses, alliances, ou confederations avec Rois, Princes, Princesses, Communautéz, ou autres de quelque autorité, & qualité qu'ils soient, ou puissent être, sans nul reserver, contre ni prejudiciables au Roi, à la Reine, à Monsieur le Dauphin, & à la chose publique du royaume, sans le seu, vouloir, ou consentement exprés du Roi, & si aucunes en a faites ci en arriere, qu'il y renoncera incontinent après le retour de seldits Ambassadeurs; & dés maintenant iceux Ambassadeurs pour & au nom dudit Seigneur de Bresse, & par vertu dudit pouvoir à eux donné, y ont renoncé, & renoncent expressément.

Item. Que si ledit Seigneur de Bresse a aucunes lettres devers lui touchant lesdites alliances, ou autres choses prejudiciables au Roi, ou à la chose publique de son royaume, incontinent les rendra, & renverra au Roi comme cassées & annulées, & de nul effet & valeur dés ledit tems de la S. André, avec ladite certification dudit serment.

Item. Que ledit Seigneur de Bresse ratifiera, agréera, & approuvera toutes & singulieres les choses devant dites par ses lettres patentes signées de son nom, & scellées de son scel, armoié de ses armes, & icelles ses lettres enverra au Roi nôtredit Seigneur dedans ledit tems, & finalement après le retour de seldits Ambassadeurs fera ledit Seigneur de Bresse incontinent publier par tous ses pais les traitez, promesses, & autres choses dessus accordées, & écrites en maniere que nul ne puisse pretendre cause d'ignorance, & moiennant les choses devant dites, & chacunes d'icelles, le Roi a promis & promet audit Seigneur de Bresse en la personne de seldits Ambassadeurs, de non faire traitez, alliances, ou treves avec

Rois, Princes, Princesses, Communautéz, ou autres de quelque état ou autorité qu'ils soient, que ledit Seigneur de Bresse n'y soit compris nommément.

Item. Promet le Roi d'aider & défendre ledit Seigneur de Bresse, ses pais, terres, seigneuries, & sujets envers & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, de toutes forces, violences, guerres & voies de fait que l'on voudroit faire, & entreprendre contre lui, & en ce faire comme il voudroit faire pour la défense de sa personne, & de la chose publique de son royaume.

Item. Remet le Roi tous regrets qu'il a eû, & pû avoir en en quelque maniere que ce soit de tout le tems passé jusqu'à aujourd'hui à l'encontre dudit Seigneur de Bresse, ses sujets, & serviteurs, & ne lui procurera, ni fera procurer mal ni dommage en corps & en biens, ni en nuls de ses serviteurs & sujets, ains lui sera bon maître, & poura ledit Seigneur de Bresse & les siens aller & venir, entrer, & saillir par tout le royaume seurement, sans à leurs personnes, ni à leurs biens attenter. Et afin que ledit Seigneur de Bresse ait mieux de quoi soi entretenir pour servir le Roi, & aussi pour les autres considérations avant dites, le Roi a promis & promet donner audit Seigneur de Bresse douze mille francs de pension, de laquelle pension le Roi a fait bailler ses lettres ausdits Ambassadeurs, expédiées comme il appartient, & leur a baillé les cedulaes de l'assignation de ladite pension pour l'année prochaine à venir bien & convenablement, & en maniere que lesdits Ambassadeurs en ont été bien contens; & entretiendra le Roi audit Seigneur de Bresse ladite pension dorenavant, & tellement que icelui Seigneur de Bresse en sera bien païé, & avec le Roi a fait bailler ausdits Ambassadeurs pour & au nom dudit Seigneur de Bresse les cedulaes de l'assignation sur les deniers de l'année à venir de la somme de six-mille francs que le Roi a donné audit Seigneur de Bresse pour lui aider, & soi mettre en point pour venir devers lui, & de laquelle assignation en cedulaes lesdits Ambassadeurs se sont tenus & tiennent pour bien contens.

Item. Outre plus promet le Roi, & pour les mêmes considérations que dessus, donne une Comté en France audit Seigneur de Bresse, en valeur de quatre mille livres de rente, & de lui en faire & passer lettres de transport seures, & valables, & d'icelle Comté le faire paisiblement jouir dedans un an; & jusqu'à ce que ledit Seigneur de Bresse ait icelle Comté, le Roi outre & par dessus ladite pension annuelle, & autres choses avant dites, a promis & promet de faire paier, & de bailler & delivrer audit Seigneur de Bresse chacun an la somme de quatre mille francs, & d'icelle lui bailler & faire avoir bonne & seure assignation, & telle qu'il en sera païé, satisfait, & contenté; & dès maintenant le Roi a fait bailler les cedulaes de l'assignation sur lesdits deniers de ladite année à venir de ladite somme de quatre mille francs, de laquelle somme & assignation iceux Ambassadeurs ont été & sont contens.

Item. Le Roi a promis & promet audit Seigneur de Bresse, & ses personnes de sesdits Ambassadeurs, que quand il aura la jouissance de la Comté de Bourgogne, il souffrira jouir sans aucun empêchement les sujets & serviteurs dudit Seigneur de Bresse de leurs terres, seigneuries, & heritages, qu'ils ont en ladite Comté, & aussi de leurs terres, seigneuries, & heritages, qu'ils ont en la Duché de Bourgogne, Comté de Mâconnois, & ailleurs és pais du Roi, lesquels sujets ne se sont amez contre le Roi depuis le trépas de feu le Duc Charles de Bourgogne, qui

à qui Dieu pardonne, sans leur bailler, ou faire bailler aucun empêchement au contraire, toutes lesquelles choses en la forme, & maniere que dit est, ont été passées, consenties, & accordées par le Roi nôtredit Seigneur, & par lesd. Ambassadeurs par vertu de leurdit pouvoir, dont la teneur s'ensuit de mot à mot.

PHILIPPE de Savoie, Comte de Bauge, Seigneur de Bresse, & du Revera mont, de Dombes, & de la Valbonne: A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme pour aucuns nos grands affaires aions deliberé d'envoyer presentement devers Monseigneur le Roi nos tres-chers amez & feaux Conseillers les Seigneurs de Chandée, Gouverneur de Bresse, & Amé de Geneve, Seigneur de Boringe; savoir faisons, que nous confiant des sens, loiauté, pruhommie, & bonne diligence des dessusdits, à iceux, & à chacun d'eux pour ces causes, & autres à ce nous mouvans, & de nôtre certaine science, & bonne volonté, avons donné, & par ces presentes donnons plein pouvoir, autorité, & mandement special d'eux comparoir pour & en nôtre nom devant Monditseigneur le Roi, accepter, prendre & reprendre, si besoin est, apointement traité, former, & accomplir avec ledit Seigneur, ou ses commis & deputez, de nos affaires, tout ainsi, & par la forme & maniere que si étions en propre personne, aprouver, loier, & aussi ratifier l'apointement dernièrement avec ledit Seigneur pris par ledit Seigneur de Chandée, Jâques de Buffi, Humbert, Seigneur de Lucinge, & Pierre Bolomier, & en faire autres de nouveau, si bon leur semble. Promettant en bonne foi, en parole de Prince, & sur les saints Evangelies, avoir ferme & stable tout ce que par les dessusdits Seigneur de Chandée, & Seigneur de Boringe, ou de l'un d'eux au nom que dessus aura été fait, promis, juré, & conclu, ratifié, & accordé avec ledit Seigneur, ou ses commis & deputez, sans venir, ni souffrir être venu en maniere que ce soit au contraire. En témoignage de ce, nous avons signé ces presentes de nôtre propre main, & fait signer de nôtre secretaire, & sceller de nôtre scel de nos armes. Donnée à Bourg le quatorzieme jour d'aoust, l'an de grace mille quatre-cens soixante & dix-huit, pris à la Nativité. Ainsi signé, Philippe de Savoie. Et au dessous: Par Monseigneur le Comte, Chivillardi. En témoin de ce, ces presens articles ont été signez de la main du Roi, & desdits Ambassadeurs, & scellez de leur scel ci mis en placart, le treizieme jour du mois de septembre, l'an mille quatre-cens soixante dix-huit. Signé, LOUIS.

TRAITE' DE TREVES ENTRE LE ROI LOUIS XI.

Et Edouard IV. Roi d'Angleterre, durant leur vie, Et cent ans après la mort de l'un ou de l'autre. A Londres le 13. fevrier 1478.

UNIVERSIS & singulis has litteras inspecturis, &c.
Imprimis, Quod bonæ, sinceræ, firmæ & perfectæ sint, & inviolabiliter habeantur & fiant treugæ, gûerrarum abstinentiæ, ligæ, intelligentiæ, & fœdera inter potentissimos Ludovicum Franciæ, & Eduardum Angliæ Principes, patrias, & dominia sua quæcumque, hæredes, successores, vassallos, atque subditos

Tom. I.

Ee

*Angle-
terre.
1478.
13 fevrier*

suos præsentēs & futuros quoscumque, alligatos & confederatos utriusque eorum, qui in ipsis comprehendendi voluerint, nec non inter illustrissima Franciæ & Angliæ regna per terram, mare, portus maris, & aquas dulces, & quod dictæ treugæ, guerrarum abstinentiæ, ligæ, & fœdera suum habeant effectum immediatè post datam præsentium, & durante vitâ dictorum Franciæ & Angliæ Principum, juxta dictarum litterarum vim & vigorem, & per centum annos post mortem alterius ipsorum Principum primò decedentis proximè sequentes, & usque ad finem ipsorum centum annorum sic proximè sequentium.

Item. Quòd durante ipsorum Principum vitâ, & dictorum centum annorum termino, bella, guerra, hostilitates quæcumque inter præfatos Franciæ & Angliæ Principes, utriusque eorum hæredes, successores, vassallos, subditos & confederatos quoscumque, qui in ipsis treugis, ut præmittitur, velint comprehendendi, necnon inter inclitissima Franciæ & Angliæ regna, patrias, & dominia sua quæcumque, ubicumque locorum, per terram, mare, & aquas dulces, omninò cessabunt.

Item. Quòd omnes & singuli utriusque dictorum Principum, eorumque hæredum, & successorum, aut eorum, alteriusve eorum obligatorum, in his treugis comprehensorum, vassalli, & subditi, sive sint Principes, Archiepiscopi, Episcopi, Duces, Comites, Barones, Mercatores, aut cujusvis status, conditionisve existant, durantibus treugis antedictis ubivis locorum sese mutuis officiis prosequantur, & honestà affectuione pertractent, possintque liberè, tutè, & securè absque alterius, aut ejus hæredum & successorum, subditorumve offensâ, sive impedimento, aut salvo conductu, sive licentia, ubique perlustrare terram, per mare navigare, hinc inde ad portus, & dominia, & districtus quoscumque utriusque ipsorum Principum, suorumque hæredum & successorum citra & ultra mare; dum tamen ultra numerum armatorum centum simul non accedant, in eis quandiu volent morari, mercari, merces, arma & jocalia quæcumque emere & vendere; & ut eis placeat, ab illine ad partes proprias, vel alibi liberè, quoties duxerint abeundum, si jura localia jam sancita non obstant abire cum suis, aut conductis, vel commodatis navigiis, plaustris, vehiculis, equis, armaturis, mercimoniis, sarcinunculis, bonis, & rebus suis quibuscumque, abque ullo impedimento, offensa, arrestatione, ratione maris, contramaris, repressaliarum, aut aliâ districtione quæcumque, tam in terra, quàm in mari, & aquis dulcibus, quemadmodum patriis in propriis hæc omnia facerent, aut eis ea facere licet; ita quod ultra & præter has treugas nullo alio salvo conductu generali aut speciali indigeant.

Item. Quòd omnia munera, sive onera ab aliquo dictorum Principum in cujusvis eorum patriarum, sive dominiorum partibus citra aut infra duodecim annos, dictis 29. die augusti, anno Domini 1475. præcedentes, imposita mercatoribus, & subditis alterius Principis, ejusve hæredum & successorum motiva, durantibus his treugis, penitus extincta sint & rejecta, & quod talia, aut consimilia eisdem treugis durantibus amodò non imponantur, salvis tamen semper quoad alia omnibus regionum, urbium, & locorum aliis legibus, statutis, & consuetudinibus, quibus nihil quoad eorum jura per præmissâ censetur derogatum.

Item. Quòd omnes mercatores, etsi Veneti, Florentini, & Genuenses sint, possint per mare, & aquas dulces, modo mercatorio & non hostili, cum suis propriis mercibus, aut alienis in navibus, carracis, aut galeis propriis, sive alienis, in regna Franciæ & Angliæ, & eorum utrumque tutè, liberè & securè venire,

& de illinc quò velint abire, durantibus treugis antedictis, quodcumque & quotiescumque voluerint, absque licentia, disturbio, molestia, aut gravamine quocumque per dictos Franciæ & Angliæ Principes, seu eorum aliquem, aut hæredes, successores, sive eorum, aut alterius eorum subditos quoscumque.

Item. Quòd si durantibus præfatis treugis aliquid contra vires & effectus earumdem treugarum, & abstinentiarum guerrarum per terram, mare, aut aquas dulces, per aliquem ipsorum Principum, hæredes, successores, subditos, vassallos, aut alligatos alicujus eorum Principum, eorumve hæredum & successorum in his treugis comprehensos, fuerit attentatum, actum, aut gestum, quod omnia ipsa sic attentata per conservatores ipsarum treugarum ab ipsis principibus, eorumve hæredibus & successoribus, seu saltem à principe eorum sic damnificantium nominatos, sive nominandos infra mensem, post requisitionem super indè eis factam unà cum expensis sic damnificati, aut damnificatorum, restarentur, reficiantur, & reparentur; sic quod propter nulla durante harum treugarum termino in contrarium attentata hæ treugæ rumpantur, nec terminentur, sed in suis viribus, durante dictorum Principum vitâ, & usque ad finem dictorum centum annorum post mortem primò decedentis eorum proximè, ut præmittitur, sequentium, permaneant, & pro ipsis attentatis solummodo puniantur ipsi attentantes & damnificantes, & non alii.

Item. Si contigerit posthac aliquem de ipsis, qui sunt deputati in præsentiarum à dictis Principibus, alterove eorum prædictarum treugarum antea, ut præmittitur, initiarum conservatoribus vitam finire, quod ex tunc ipse Princeps, ejusve hæres & successor, ex cujus parte ipse conservator sic mortuus fuerat nominatus, habeat infra tres menses ipsius conservatoris mortem proximè sequentes alium in ejus locum pro ipsarum treugarum conservatione deputare, & ipsam sic deputationem alteri Principi, ejusve hæredibus & successoribus infra alios tres menses proximios ex tunc sequentes debitè notificare; & hoc quotiescumque casus sic exegerit à data præsentium, durante vitâ dictorum Principum, & per centum annos post mortem alterius eorum primò decedentis proximè sequentes, qui quidem conservatores, aut duo, vel unus eorum, ex parte saltem Principis subditorum damnificantium, si qui sint, sic nominati, nominatuvè, auctoritatem & potestatem habeant, habeatvè, ipsos damnificantes puniendi, attentata & damna contra vires harum treugarum illata unà cum expensis damnificatorum rescindi & reparandi; & si contingat ipsos conservatores per ipsos Principes, ut præmittitur, nominatos super reformatione aliquorum dictorum attentatorum fore discordes, & inter eos superinde concordare non valentes, quod ex tunc causa illa referatur consilio Principis subditorum sic damnificantium, aut si opus sit, consilio utriusque Principis referatur, ita tamen quod causa illa summarie & de plano coram eis examinetur, & debito sine terminetur.

Item. Quod in præsentibus guerrarum abstinentiis, ligis, & fœderibus comprehendantur alligati & confœderati dictorum Principum hinc inde postea nominati, si in eis comprehendi velint, videlicet pro parte serenissimi Francorum Regis supradicti, ejusque hæredum & successorum, Rex Romanorum, Sacri Imperii Electores, Rex Castellæ & Legionis, Rex Scotiæ, Rex Hierusalem & Siciliæ, Rex Hungariæ, Duces Sabaudiz, Mediolani, Januæ, & Lõtharingiæ, Episcopus Metensis, Dominium & Communitas Florentiæ, Dominium & Communitas Villæ Ber-

nenſis, & eorum alligati & confœderati; item illi de Liga Altæ Alamaniz, & illi de patria Leodiënſi, qui ſe declaraverunt pro prædicto Principe Franciæ, & in ejus obedientiam ſe retraxerunt.

Et ex parte illuſtriſſimi Principis Regis Angliæ antediſti, ejuſque hæredum & ſucceſſorum, illuſtriſſimus dominus Princeps ſemper auguſtus Rex Romanorum, Sacri Imperii Electores, Rex Caſtellæ & Legionum, Rex Scotiæ, Rex Portugalliæ, Rex Jeruſalem & Siciliæ citra Farum, Rex Aragoniz, Rex Siciliæ ultra Farum, Rex Daciæ, & Rex Hungariæ, potentiſſimique Duces Burgundiæ, Britanniz, & Venetiæ, necnon Communitas & Societas de Hanſa Teutonica.

Item. Quod præſatus illuſtriſſimus Princeps Franciæ dictas treugas & guerrarum abſtinentias, ſic inter eum, ejuſque hæredes & ſucceſſores, & antediſtum Regem Angliæ, atque ipſius hæredes & ſucceſſores, ut præmittitur, contractas, atque omnia & ſingula prædicta in his literis contenta, ſuis literis patentibus magno ſuo ſigillo ſigillatis, manuque propriâ ſubſcriptis, innovabit, aut ratificabit & confirmabit, ipſaſque treugas & guerrarum abſtinentias, & dicta capitula ſic per eum innovata, aut ratificata & confirmata, per tres ſtatus regni Franciæ, videlicet per Prælatos & Clerum, Nobiles, & plebem ejuſdem regni infra duodecim meſes proximos poſt datam præſentium, ratificari, confirmari & autoriſari faciet; & peræquè dictus ſereniſſimus Rex Angliæ treugas & capitula antediſta ſuis literis patentibus magno ſuo ſigillo ſigillata, atque manu propria ſubſcripta innovabit, atque ratificabit & confirmabit, ipſaſque treugas, & ea capitula ſic per eum innovata, aut ratificata, & per tres ſtatus regni ſui confirmata, videlicet per Prælatos & Clerum, Nobiles, & plebem ejuſdem regni infra alios duodecim meſes proxime ſequentes, ratificari, confirmari & autoriſari faciet; quodque uterque Principum prædictorum prædictas treugas, & omnia capitula antediſta per Sedem Apoſt. & per autoritatem ejuſdem confirmari, vallari & roborari pro viribus procurabit, & cum effectu faciet; ea tamen modificatione præſentibus adhibita, quod treugæ, guerrarum abſtinentiæ, cæteraque alia in civitatibus Ambianenſi & Londinenſi inter prædictos Principes, & eorum deputatos, ut præmittitur, contra conventa, concluſa, his præſentibus minime tollantur, innoventurve, nec eis præjudicium aliquod in parte, vel in toto inferatur, ſed in ſuo robore ſecundum literarum ſuper inde confectarum tenorem mapeant cum effectu.

Inſuper ego Carolus de Martigny, Epiſcopus Elnenſis, ſereniſſimi Francorum Regis deputatus, polliceor, promitto, & eundem Francorum Regem, dominum meum ſupremum, poteſtate, ut præmittitur, ab ipſo mihi commiſſâ, per præſentes obligo, quod idem Francorum Rex omnia & ſingula præmiſſa ratificabit, autoriſabit & confirmabit, eaque realiſter & cum effectu pro parte ſua exequetur & faciet quæ præmiſſorum tenor exigit & requirit, ſuaſque literas patentes ſuper inde confectas magno ſuo ſigillo munitas, illuſtriſſimo Principi confratri & conſanguineo ſuo cariſſimo Angliæ Regi ſupra dicto, debite deliberabit, deliberative faciet, ſalvis omnibus & ſingulis aliis pactiõibus, conventionibus, confœderationibus, amicitiiſ, intelligentiis, promiſſionibus, & obligationibus quibuſcumque inter antediſtos Franciæ & Angliæ Principes, nominibuſve eorum, aut pro eis ante hæc tempora quovis pacto initis, celebratis, aut conventis.

In quorum omnium & ſingulorum præmiſſorum fidem & teſtimonium, his præſentibus manu noſtra ſubſcriptis ſigillum meum appoſui. Datum in civitate

Londinenſi die decima-tertia menſis februaryi, anno Domini ſecundum curſum & computationem Eccleſiæ Anglicanæ, milleſimo quadringentefimo ſeptuagefimo octavo; ſic ſignatum, Carolus Epiſcopus Elnenſis.

Obligatio facta cum Notario quinquaginta millium ſentorum annuallium durante termino centum annorum.

IN Dei nomine, amen. Per præſens publicum instrumentum cunctis appareat evidenter, quoddam anno ab Incarnatione Domini milleſimo quadringentefimo ſeptuagefimo-octavo, indiſtione duodecima, Pontificatus Sanctiſſimi in Chriſto Patris & Domini noſtri, Domini Sixti divinâ providentiâ Papæ quarti, anno octavo, menſis verò februaryi die penultimo, in quadam alta camera domus religioſorum virorum Fratrum Prædicatorum civitatis Londinenſis ſituata, Reverendus in Chriſto Pater & Dominus, Dominus Carolus de Martigny, Dei & Apoſtolice Sedis gratiâ Epiſcopus Elnenſis, ſereniſſimi principis Francorum Orator, Legatus, Ambaſſiator, Commiſſarius, Nuncius, & Procurator, ad infrâ ſcripta ſufficeret, ut aſſeruit, deputatus & ordinatus, tunc ibidem in præſentia mei VValterii Bedlou, publici autoritatibus Apoſtolica & Imperiali Notarii, ac venerabilium virorum Guilelmi Stolilis, militis, & Thomæ Hamal, Aldermanorum civitatis prædictæ, teſtium ad hoc vocatorum ſpecialiter & rogatorum, perſonaliter conſtitutus, habens & tenens in manibus ſuis quaſdam ipſius ſereniſſimi Principis Domini Ludovici Francorum Regis litteras, ejus ſigillo & ſubſcriptione, ut apparuit, ſigillatas & munitas, illas Reverendo in Chriſto Patri & Domino, Domino Joanni, Dei & Apoſtolice Sedis gratiâ Epiſcopo Elienſi, & præpotenti Domino, Domino Joanni Dudley, militi, domino de Dudley, illuſtriſſimi Principis & Domini, Domini Eduardi Dei gratiâ Regis Angliæ commiſſariis, deputatiſque & procuratoribus, die & loco prædictis perſonaliter præſentibus, tradidit inſpiciendas, quarum tenor ſequitur, & eſt talis.

LUDOVICUS, Dei gratiâ Francorum, &c. Quibus quidem litteris, ſicut præmittitur, exhibitis, traditiſque, & ex mandato præſatorum Reverendi in Chriſto Patris Domini Joannis Epiſcopi, & Domini Joannis Dudley, militis, commiſſariorum, deputatorumque & procuratorum prædictorum, per me VValterum Bedlou, Notarium publicum prædictum perlectis, & diligenter auſcultatis, præſatus Reverendus Pater Dominus Carolus, Epiſcopus, Orator, Legatus, Ambaſſiator, Commiſſarius, Nunciusque, & Procurator antediſtus, nomine, ut aſſeruit, dicti Domini Ludovici Francorum Regis, domini ſui ſupremi, cum præſatis commiſſariis, deputatiſque & procuratoribus ſupradicti illuſtriſſimi Principis & Domini, Domini Eduardi Regis Angliæ prædicti, commiſſionem, poteſtatem, & mandatum procuratorium, cujus tenor inferius deſcribitur, tunc ibidem ſub ejuſdem Domini Regis ſigillo ſigillata habentibus, & publicè, tunc ibidem oſtendentibus, & deſuper nonnullis articulis & capitulis in litteris prænominatis Domini Ludovici Francorum Regis deſcriptis & contentis, ad tempus tractavit & communicavit, ac poſt tractatum & communicationem hujusmodi idem Reverendus Pater Dominus Carolus de Martigny, Orator, Legatus, Ambaſſiator, Commiſſarius,

Nunciisque, & Procurator antedictus nomine quo supra, ex cæteris causis tunc eum, ut dixit, moventibus, non vi, metu, nec dolo, ad hoc, ut apparuit, inductus, vel aliqua sinistra machinatione circumventus, sed ipsius mera, libera, & spontanea voluntate, animoque deliberato, & ex ejus scientia, ut dixit, & liquebat, cum dictis dominis Reverendo Patre Joanne Episcopo, & Joanne Dudley, milite, commissariis, deputatis, & procuratoribus præfati Domini Eduardi Regis Angliæ, concludebat, & pro conclusione in tractatu & communicatione prædicta pro parte dicti Domini Ludovici Francorum Regis, ut asseruit, haberi voluit, sponditque, & constanter promisit, quòd idem Dominus Ludovicus Francorum Rex, ac ipsius hæredes, executoresque & successores dicto Domino Eduardo Regi Angliæ, ipsiusque hæredibus & successoribus, durante ipsorum Principum vitâ, atque per centum annos post mortem alterius eorum primò decedentis proximè sequentes, in civitate Londinensi singulis annis ad festa Paschæ, & S. Michaelis Archangeli, quinquaginta millia scutorum auri, boni & justî ponderis, unoquoque eorumdem scutorum valente secundum cursum & æstimationem pecuniarum in Regno Franciæ impræsentiarum habitatum, per æquales portiones solvent, seu solvi facient; & ad sic solvendum, seu solvi faciendum per idem temporis spatium tenebuntur in futurum, atque ad hujusmodi summam quinquaginta millium scutorum in forma prædicta, terminis & loco prædictis, ut præfertur, solvendam, prælibatum Dominum Ludovicum Francorum Regem, ejusque hæredes, successores & executores vigore potestatis hujusmodi sibi, ut prædictur, commissæ, ac mandati præfati, & in hac parte dati & concessi, dicto Regi Angliæ suisque hæredibus & successoribus, etiam in & sub pœnis Cameræ Apostolicæ oneravit, adstrinxit, & obligavit, necnon ad solutionem, ut præmittitur, eorundem quinquaginta millium scutorum per quoscunque judices tam ecclesiasticos, quàm seculares, per quascunque sententias, censuras, & pœnas ecclesiasticas & temporales adstringi, arctari, & compelli expressè voluit, consensit & promisit, tunc ibidem submitiendo, & submitit dictus Reverendus Pater Dominus Carolus Episcopus, Legatus, Ambassiator, Orator, Commissarius, Nuncius, & Procurator antedictus nomine quo supra, dictum illustrissimum Principem Dominum Ludovicum Francorum Regem, ipsiusque hæredes, executores, & successores, propter solutionem, & defectum solutionis præmissorum quinquaginta millium scutorum, modo & formâ, locoque & temporibus præmissis, jurisdictioni, potestati, coercionî, compulsioni, & merito examini Curiæ Cameræ Apostolicæ, ac ipsius & cujuscumque Domini nostri Papæ, sive Sedis Apostolicæ, generalis auditoris, viceauditoris locum-tenentis, sive commissarii, aliorumque quorumcumque judicum, sive officialium cujuslibet alterius curiæ ecclesiasticæ, vel secularis. Et pro firmiori subsistentia prædictorum idem Reverendus Pater Dominus Carolus, Orator, Legatus, Ambassiator, Commissarius, Nunciisque & Procurator præfatus, per pactum expressum solemnî stipulatione vallatum, commissariis, deputatis, & procuratoribus præfati Domini Regis Angliæ, nomine supranominati dicti Domini Ludovici Francorum Regis, promisit, & ultra hoc quatenus potuit, eundem Dominum Ludovicum oneravit, adstrinxit & obligavit, quam citius fieri poterit, coram aliquo notario publico, fidei & legali, ac testibus omni exceptione majoribus, per illum ad infra scripta convocandum, pro se ipso Domino Ludovico, ac ipsius hæredibus & successoribus dictam, summam quinquaginta

glinta millium scutorum, modo & forma, loco, & terminis superius descriptis, & prout supra describuntur, fideliter solvere promissurum, & ad solutionem ejusdem summæ, absque fraude & dolo quibuscumque, se ipsum Dominum Ludovicum Francorum Regem, suosque hæredes, successores, & executores, sub quibuscumque pœnis, regentis, & censuris ecclesiasticis, in forma Cameræ Apostolicæ debita & consueta, oneraturum, & obligaturum, eundemque Dominum Ludovicum, ac ejus hæredes, successores, & executores, jurisdictioni, coercioni, & compulsioni judicum prænominatorum, & cujuscumque eorumdem, ob solutionem & non solutionem summæ prædictæ, vel alicujus partis ejusdem quolibet termino superius statuto, submissurum, ejusdem Cameræ Apostolicæ, ac eorumdem judicum, & ipsorum cujuscumque, decreto & sententiæ in omnibus pariturum & obtemperaturum, atque ipsum Dominum Ludovicum Francorum Regem pro se, hæredibus & successoribus quibuscumque, per se, vel procuratorem, seu procuratores suos in ea parte sufficienter constituendos, cuicumque exceptioni doli mali, vis, metus, fraudis in factum, actioni indebiti ob turpem causam, sine causa, & ex injusta causa, non sic celebrari contractus, aliter fuisse dictum sive recitatum, quam scriptum, vel factum, & converso petitioni libelli, necnon privilegiis feriarum, vindemiarum, appellationum, querelarum, & supplicationum remedio, & recursum ad arbitrium boni viri, quibuscumque constitutionibus contrariis, privilegiis indultis, aut indulgendis, statutis spiritualibus & generalibus, localibus & temporalibus, à jure, vel ab homine editis, ac in genere, vel specie concessis, vel concedendis, omnibus & singulis aliis exceptionibus, juribus & defensionibus, per quos, quas, & quæ hujusmodi summæ quinquaginta millium scutorum, ut prædicitur, solutio ullomodo impediri, vel differri poterit, & specialiter juri dicenti generalem renunciationem non valere, nisi præcesserit specialis coram notario, & testibus supra scriptis, expressè & cum effectu renunciaturum. Quibus omnibus & singulis exceptionibus antedictis idem Reverendus Pater dominus Carolus, Orator, Legatus, Ambassiator, Commissarius, Nunciussive, & Procurator præfatus nomine dicti Regis Francorum, suorumque hæredum & successorum, & pro eo, & eis, potestate sibi in hac parte commissa, palam & expressè renunciavit, necnon coram eisdem Notario, & testibus omnibus, via juris, modo, & forma melioribus, quibus de jure fieri potuit, dictum Dominum Ludovicum Francorum Regem, quoscumque in Romana Curia, vel aliis curiis ecclesiasticis, sive secularibus, officium procuratoris impræsentiarum, aut in futurum quoquo modo exercentes, quos idem Rex Angliæ aliquo tempore nominaverit, conjunctim aut divisim, ac eorum quolibet per se & in solidum, ita quod non sit melior conditio occupantis, nec deterior subsequenti; sed quod unus illorum inceptit, alter ipsorum iù libere prosequi & mediare valeat, & finire, suos veros & legitimos, certos & indubitatos procuratores, actores, factores, syndicos, negotiorum suorum gestores, & nuncios speciales ordinaturum, facturum incontinenti, daturumque & concessurum eisdem procuratoribus suis incontinenti, postquam, sicut præmittitur, ordinati, facti, & constituti fuerint, conjunctim, & eorum cuilibet divisim & in solidum, plenam, liberam, & generalem potestatem, & mandatum tam generale quam speciale, ita quod specialitas non deroget generalitati, nec è contra, pro præfato Domino Ludovico Francorum Rege, & ejus nomine, coram præfato domino Camerario, seu aliis judicibus supradictis, aut aliquo sive altero eorumdem

in curia, seu curiis supradictis, semel vel pluries; tempore dieque & hora feriatis & non feriatis, ante cujuslibet hujusmodi solutionis terminum faciendum, in ipso termino, & post ipsum terminum, ad omnem voluntatem dicti Domini Eduardi Regis Angliæ, & hæredum suorum, & aliorum jus & interesse in ea parte habentium, seu habiturorum, comparandi, dictamque summam præfatorum quinquaginta millium scutorum per dictum Dominum Ludovicum Francorum Regem, pro se, hæredibus & successoribus suis, præfato Domino Eduardo Regi, modo & forma, locoque & terminis præmissis, solvi promissam, atque ex causa legitima eidem Domino Eduardo, ejusque hæredibus & successoribus pro eorum Principum vita, & termino dictorum centum annorum, debitè consistendi & recognoscendi, eundemque Dominum Ludovicum Francorum Regem, ejusque hæredes, successores & executores ad solutionem dictorum quinquaginta millium scutorum in civitate Londinensi in Anglia, ad festa Paschæ, & sancti Michaelis Archangeli, quolibet anno faciendam, durante vitâ dictorum Principum, & termino sive spatio centum annorum post mortem alterius eorum, ut præfetur, decedentis proximè sequentium, utiliori & efficaciori modo, quoad commodum & emolumentum dicti domini Eduardi Regis, suorumque hæredum & executorum fieri & adimpleri poterit, onerandi & obligandi, & quodcunque præceptum, sive mandatum, monitionemque & sententiam quamcunque, atque omnem & alium, & ulteriorem processum, quod, quam, & quem præfati, dominus Camerarius, & alii judices supradicti, seu eorum aliquis contra dictum Dominum Ludovicum Francorum Regem, ipsiusque hæredes & successores, seu eorum aliquem, dare, facere, ferre, aut promulgare voluerint, seu voluerit eorum aliquis, seu alter, audiendi, petendi & recipiendi, hujusmodique monitioni, præcepto, mandato, & sententiæ obediendi, prælibatumque dominum Ludovicum Regem, ejusque bona mobilia & immobilia quæcunque foro, & jurisdictioni judicum & curiarum præfatarum, in, & pro dictorum quinquaginta millium scutorum modo & forma præmissa solutionis, & occasione non solutionis eorundem toties quoties supponendi & submittendi; atque ut dictus dominus Camerarius, & cæteri judices antedicti, & eorum quilibet, contra dictum Dominum Ludovicum, ipsiusque hæredes, successores, & executores, & unumquemque eorundem, post lapsum uniuscujusque termini, ad solvendum dicta quinquaginta millia scutorum, ut præmittitur, statuti, occasione non solutionis eorundem, & promissi prædicti non observationis proceant, seu procedat, ad interdicti excommunicationis aggravationem & reaggravationem, sententiam, seu sententias, ac eam, vel eas ferant & promulgent, ac ferat & promulget, eamque vel eas publicent, seu publicari faciant, aut publicet, seu publicari faciat, expresse consentiendi, ac consensum & assensum in ea parte præbendi, necnon renunciationem & renunciationes superius descriptas pro dicto domino Ludovico Rege, & ejus nomine faciendi, ac expresse & cum effectu in forma præmissa renunciandi, aliumque, sive alios, procuratorem sive procuratores eorum nomine, quoties eis & eorum cuilibet videbitur, loco ipsorum, & eorum cujuslibet substituenti, ipsosque substitutos revocandi. Præterea obligavit & oneravit præfatus Reverendus Pater Dominus Carolus Episcopus, Orator, Legatus, Ambasiator, Commissarius, Nunciusque & Procurator antedictus prædictum, Dominum Ludovicum Francorum Regem, se ipsum pro se, hæredibus & successoribus suis, fideliter

etiam

etiam per juramentum suum ad sancta Dei Evangelia per illum corporaliter tangenda coram Notario & testibus, quos pro constitutione procuratorum præfatorum, & aliis præmissis, duxerit evocandos, & evocaverint, promissurum testamentum eorumdem procuratorum, postquam in forma prædicta, & subscripta constituti fuerint, aut eorum aliquem, sive potestatem eis, seu eorum alicui, in ea parte datam, sive concessam nullo modo revocare, sive diminueri, donec & quousque dicto Domino Eduardo Regi, suisque hæredibus & executoribus, modo & formâ præmissis, de summa quinquaginta millium scutorum quolibet anno, durante termino centum annorum post mortem alterius eorum primò decedentis, ut prædicitur, proximè sequentium, unâ cum eorum damnis & expensis, ac interesse, si qui sustinuerint, in hac parte plenariè satisfictum fuerit, & solutum, ac ratum, gratum, & firmum perpetuò habiturum totum, & quidquid dicti procuratores, seu eorum aliquis, substitutivse, aut substituendis ab eisdem, sive eorum aliquo, fecerint, seu fecerit in præmissis, vel aliquo præmissorum, cum clausula de relevando eisdem procuratores ab onere satisfaciendi, ac iudicio sistendum, & iudicatum solvendum, aliisque promissionibus & clausulis opportunis.

Insuper prælibatus Reverendus Pater Dominus Carolus Episcopus, Orator, Legatus, Ambassiator, Commissarius, Nunciussque & Procurator antedictus, nomine dicti domini Ludovici Francorum Regis, prænominatis dominis commissariis, deputatis, & procuratoribus præfati domini Eduardi Regis, constanter promissit, & in quantum vigore commissionis & potestatis sibi commissæ potuit, eundem dominum Ludovicum Regem oneravit, adstrinxit, & obligavit se ipsum dominum Ludovicum Regem, huiusmodi Notarium coram quo ipsum dominum Ludovicum Francorum Regem, Procuratores constituere, ac eis mandatum & potestatem huiusmodi, ut præfertur, dare & concedere, aliisque præmissa peragere continget, de & super huiusmodi constitutionibus, & potestatibus, aliisque per eundem dominum Ludovicum Francorum Regem dicendis, & tunc ibidem peragendis, ut ipse Notarius unum vel plura, publicum seu publica, instrumentum seu instrumenta conficiat, atque sibi, & parti dicti domini Eduardi Regis Angliæ tradat, seu tradi faciat, testesque adstantes veritatis testimonium in ea parte perhibeant rogaturum, & requisitum, & per se, vel alium, aut alios, eidem Regi Angliæ huiusmodi instrumentum realiter deliberaturum. Tenor verò litteratum potestatem & mandatum prænominatis Reverendo Patri domino Joanni Eliensis Episcopo, & domino Joanni Dudley, militi, per prælibatum dominum Eduardum Angliæ Regem præmemoratum, ut præfertur, concessum, atque datum, in se continentium, & de quibus supra fit mentio, sequitur, & est talis.

EDUARDUS Dei gratiâ Rex Angliæ &c. super quibus omnibus & singulis præmissis tam præfatus Reverendus Pater dominus Carolus Orator, Legatus, Ambassiator, Commissarius, Nuncius & Procurator præfati domini Regis Francorum, quam prædicti Reverendus Pater dominus Joannes Eliensis Episcopus, & dominus Joannes Dudley, miles, commissarii, deputatique & procuratores præfati domini Regis Angliæ, Principum illustrissimorum prædictorum, me VValterum Bedou, Notarium publicum prædictum subscriptum, eis unum vel plura, publicum seu publica, instrumentum vel instrumenta confici petierint, atque tradi.

Acta fuerunt hæc omnia & singula, prout supra scribuntur & recitantur, sub

anno Domini, indictione, Pontificatu, mense, die, & loco in capite præsentis instrumenti superius descriptis, præsentibus tunc ibidem prænominatis VVillemo Stolido, & Thoma Ham, testibus, ut præmittitur, ad præmissa vocatis specialiter & rogatis, sic signatum.

Et nos Carolus Elnensis Episcopus, Orator, Procurator, Legatus, Ambassiator, Commissarius, & Nuncius illustrissimi Principis & domini, domini Ludovici Francorum Regis, de quo supra fit mentio, in fidem omnium & singulorum præmissorum, per nos nomine ejusdem Regis, ut præmittitur, factorum, gestorum, & dictorum, huic præsentis publico instrumento sigillum nostrum apposimus, & illud manu nostra propria subscripsimus, die vicesima octava mensis martii, anno Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo-nono. Carolus Elnensis Episcopus.

Et ego VValterus Bedlou, Clericus Lincolnensis diocesis, publicus autoritatis Apostolica, & Imperiali Notarius, quia supradicti reverendi in Christo Patris & domini, domini Caroli de Martigny Elnensis Episcopi, Oratoris, Legati, Ambassiatoris, Nunciique & Procuratoris nominati præpotentis Principis & domini, domini Ludovici Francorum Regis, ipsius Regis literas superius descriptas in manibus suis, ut præfertur, habentis, ac eas supra nominatis Reverendo in Christo Patri & domino, domino Joanni Episcopo Eliensi, & prænobili domino, domino Joanni Dudley, domino de Dudley, prædicti illustrissimi Principis & domini, domini Eduardi Regis Angliæ commissariis, deputatisque & procuratoribus antedictis, ejusdem domini Regis literas supra insertas, ut præfertur, habentibus & ostendentibus tradentis, tractatui, communicationi, conclusioni, promissioni, voluntatisque & consensus expressi prætationi, ac submissioni, onerationi, obligationi, & renunciationi, prædictis, cæterisque præmissis omnibus & singulis, dum, sicut præmittitur, per eundem Reverendum Patrem dominum Carolum Episcopum, Oratorem, Legatum, Ambassiatorem, Commissarium, Nunciumque & Procuratorem, sub anno Domini, indictione, Pontificatu, mense, die, & loco, in capite hujus instrumenti publici superius designatis, agebantur, dicebantur, & fiebant, unà cum prænominatis Guillelmo Lestoli & Thoma Ham, testibus prænominatis, præsens personaliter interfui, eaque sic fieri & dici, vidi & audiui; ideò hoc præsens publicum instrumentum per alium, me aliunde occupato, superius scriptum, exinde confeci, publicavi, & in hanc publicam formam redegi ac signo & nomine meis solitis & consuetis signavi, meque hic manu propria subscripsi rogatus, & ut præfertur, requisitus, in fidem & testimonium præmissorum; & constat mihi de interlineatione hujus dictionis, *contraxerint*, supra nomina, & horum verborum, *vita ipsorum Principum durante*, supra octuagesimam, & hujus dictionis, *Archiepiscopi*, supra quadragesimam tertiam, lineas, à capite hujus instrumenti computando. Fact. &c.

LETTRES DE RATIFICATION DE L'ACCORD FAIT

par le Sieur de Chaumont, Comte de Brienne, Gouverneur de Bourgogne. & Champagne, pour & au nom du Roi, avec la Ville de Bezançon, suivant lequel le Roi entre en partage avec ladite Ville des droits de Justice & de la Gabelle, pour en jouir, ainsi qu'avoient fait les Ducs Philippes & Charles de Bourgogne. Donné à Nemours le 8. juillet 1479.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France : A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme puis nagueres nôtre cher & feal cousin, Conseiller & Chambellan, Charles d'Amboise, Comte de Brienne, & seigneur de Chaumont, nôtre Lieutenant General, & Gouverneur par nous ordonné en nos pais, duché, & comtez de Bourgogne & de Champagne, étant pour & au nom de nous en nosdits pais de Bourgogne, les gens d'Eglise, Nobles, Recteurs, Gouverneurs, citoyens, manans & habitans de l'Univerlité & Communauté de la Cité de Bezançon, aient envoie certains leurs deputez pardevers lui, & lui aiant dit & remontré, que eux reduisant à memoire la singuliere amour & reverence que toujours leurs predecesseurs ont eue aux Rois, à la Couronne, & à ceux qui sont issus de la Maison de France, considerant qu'il n'est chose si seure, si convenable, ni de si grande utilité pour eux, & pour le bien & seureté de ladite Cité, que d'être en nôtre garde & protection, & faire association avec nous de la justice, revenus, & autres droits de la Cité, & aient offert à nôtre dit cousin & Lieutenant, mettre entre nos mains, & en nôtre garde & protection, ladite Cité de Bezançon, ainsi qu'ils étoient du tems des feus Ducs Philippes & Charles de Bourgogne, & avec ce nous associer pour nous, & les nôtres perpetuellement, en la justice, & en la perception des autres droits, aides, & revenus de ladite Cité, ainsi que les Ducs Philippes & Charles Comtes de Bourgogne, les prenoient, lui suppliant & requerant qu'il lui plût de les recevoir pour & au nom de nous, & comme nôtre Lieutenant, laquelle chose nôtre dit cousin Comte de Brienne, & seigneur de Chaumont, ait fait, consenti, & accordé pour & au nom de nous, & comme nôtre Lieutenant, par vertu du pouvoir general à lui donné, & sur ce ait nôtre dit cousin & Lieutenant, & lesdits de Bezançon, traité, accordé, & appointé ensemble, en la forme & maniere contenuë es articles, dont la teneur s'ensuit.

*Bezançon
1479.
8. juillet*

C'est l'accord fait en brief par les soufcrits de Bezançon, avec Monsieur le Gouverneur de Bourgogne, Lieutenant general du Roi, sauf la grace qu'il plaira au Roi leur faire.

Et premierement a été traité & accordé, que lesdits de Bezançon demeureront en la garde du Roi, par la forme & maniere qu'ils étoient aux feus Ducs Philippes & Charles de Bourgogne dernier trepassé, ainsi & selon qu'il est contenu plus à plein en ladite garde.

Item, A été accordé par lesdits soufcrits au Roi, & à ses successeurs Comtes de Bourgogne perpetuellement, l'association qu'ils ont faite au feu Duc Philippes,

Ff ij

c'est à sçavoir, qu'il commettra audit Bezançon Capitaine, qui aura autorité & connoissance des fortifications de la ville, & autres choses touchant le fait de la guerre.

Item, Aussi aura touchant le fait de la justice un commis à la justice, sans lequel les Recteurs & Gouverneurs dudit Bezançon ne pourront moderer les amendes qui viendront à la justice, esquelles le Roi prendra la moitié.

Item, Aussi aura le Roi la moitié de toutes les gabelles dudit Bezançon, tant de celles qui y sont de present, que autres qui pour le tems à venir y pourront être.

Item, Le Roi aussi pourra commettre un Receveur pour recevoir à son profit la moitié desdits exploits de justice & gabelle d'icelle ville, & ne pourront ceux dudit Bezançon bailler à ferme lesdites gabelles, sans appeller lesdits Capitaines commis à la justice, Receveur, ou leur Lieutenant.

Item, Et pareillement a été accordé, que si aucun debat ou controverse se mouvoit à cause desdites justice & gabelle, le Roi sera tenu tenir la main avec les Gouverneurs dudit Bezançon, d'appaiser lesdits debat & controverse, & tout ainsi & par la forme & maniere qu'il est plus à plein contenu en ladite allocation.

Item, Et ce en outre, a été promis & accordé par lesdits de Bezançon, que dorénavant ils ne feront ni souffriront faire aucunes assemblées, ou monopoles, par Etats, ni autrement, qui soient au prejudice du Roi nôtreditseigneur, & de sesdits pais & sujets, & l'en avertiront, & y obviertont à leur pouvoir; & avec ce, ne souffriront ni receperont audit Bezançon aucuns des ennemis du Roi. Fait au lieu de Vailelon le troisieme jour de juin, l'an mille quatre-cens soixante dix-neuf. Ainsi signé, H. de Neufchastel, Geoffroy, E. Mouchet, L. Despeçtois, P. Bonvalet, J. Chaudet, & G. Mormelle.

Et depuis aient lesdits gens d'Eglise, Nobles, Recteurs, & Gouverneurs, citoyens, manans & habitans de l'Université & Communauté d'icelle cité de Bezançon, envoyé pardevers nous leurs procureurs, c'est à sçavoir, Henri de Neufchastel Prêtre, Chambrier & Chanoine de Bezançon, J. Geoffroy, Chevalier, seigneur de Gouzans, Etienne Mouchet, escuyer, Maître Leonard Despeçtois, licencié en Loix, Pierre Bonvalet, Maître Jean Chaudet, & Guillaume Mormelle, citoyens de Bezançon, avec puissance sur ce suffisante, lesquels nous ont supplié & requis, qu'il nous plût avoir agreable ce que par nôtredit cousin & lieutenant a été fait & appointé, & mettre ladite cité en nos mains, & la recevoir en nôtredite garde, laquelle chose nous leur aions liberalement octroïé; avec ce, aient lesdits procureurs promis & juré ladite allocation selon le contenu desdits articles, & pour ce aient lesdits procureurs, au nom que dessus, passé instrument autentique es mains de Notaires Apostoliques, & es presences de nos amez & feaux Conseillers, Pierre Doriolle, Chevalier, nôtre Chancelier, & Jean de Daillon, aussi Chevalier, seigneur du Lude, & Gouverneur de nôtre pais du Dauphiné, stipulans & acceptans pour nous, & à ce faire par nous commis, par lequel instrument lesdits procureurs ont obligé tous les biens de ladite Cité, & Communauté de Bezançon, à tenir & garder perpetuellement, sans enfreindre, tout l'effet & contenu desdits articles; ont aussi promis de faire ratifier & approuver à ceux de ladite

Communauté tout l'effet & contenu audit instrument, & que sur ce lesdits gens d'Eglise, & Communauté de Bezançon, bailleront leurs lettres bonnes, valables, & en forme due. Et au surplus, nous aient lesdits procureurs supplié & requis, qu'il nous plût leur bailler nos lettres confirmatoires des choses dessusdites, selon le contenu desdits articles, & ainsi que par nôtre dit cousin & lieutenant leur a été accordé. Savoir faisons, que pour consideration de la reverence & bonne affection, en laquelle ceux de ladite Cité de Bezançon sont venus devers nous, & nôtre dit cousin & lieutenant, desirant lesavoir toujours en nôtre singuliere amour & affection, en loiant, ratifiant, & approuvant tout ce que par nôtre dit cousin & lieutenant le Comte de Brienne, seigneur de Chaumont, a sur ce été fait, traité, & accordé, avons ladite Cité de Bezançon, Nobles, bourgeois, manans & habitans en icelle, tant gens d'Eglise, que autres avec leurs biens, quelque part qu'ils soient en nôtre obeissance, pris & reçus, prenons & recevons par ces presentes, en nos mains & en nôtre garde & protection, & au surplus, pris & accepté, prenons & acceptons pour nous & les nôtres, perpetuellement, l'association de la justice, & autres droits que lesdits Ducs Philippes & Charles de Bourgogne avoient & tenoient du tems qu'ils ont tenu noldits duché & comté de Bourgogne, tous selon le contenu esdits articles, promettant en bonne foi & en parole de Roi, garder, & faire entretenir audit Bezançon tout ce que par lesdits articles dessusdits transcrits est contenu, & les entretenir en leurs privileges, franchises, & libertez, selon la forme contenuë en la garde qu'ils avoient desdits Ducs Philippes & Charles de Bourgogne. Et afin que nul n'en puisse prétendre cause d'ignorance, avons voulu & voulons, qu'ils puissent ces presentes faire publier par tous les lieux de nôtre royaume, & de nos autres pais, terres, & seigneuries, que bon leur semblera. En témoin de ce, nous avons fait mettre nôtre scel à celdites presentes. Donné à Nemours le 8. juillet l'an de grace mille quatre-cens soixante dix-neuf, & de nôtre regne le dix-huitieme. Ainsi signé sur le repli : Par le Roi, le seigneur de Montaigu, da Bouchage, & autres presens. J. le Marechal.

DEUX TRAITEZ FAITS A SAINT-JEAN DE LUZ.

le 9. octobre 1478. entre le Roi Louis XI. & Ferdinand & Isabelle, Roi & Reine de Castille; l'un principalement, pour la revocation de l'alliance dudit Roi de Castille avec Maximilien Duc d'Autriche, & sa femme; & l'autre, pour le renouvellement & confirmation de quatre anciens traitez, qui y sont inserez; l'un de Valladolid, du septieme decembre 1408. l'autre de Madrid, du 29. janvier 1435. le troisieme de Cordoue, du 10. juillet 1455. & le quatrieme encore de Cordoue, du 19. juin 1479. le tout ratifié par lesdits Ferdinand & Isabelle, au Monastere de Guadalupe, le 10. janvier 1479. sous la formalité de la clause de la foi, hommage, & serment de les garder & observer.

Registré au Parlement le 14. decembre 1480.

Castille
& Au-
triche.

1479.
10. janv.

FERDINANDUS & Elisabetha, Dei gratiâ Rex & Regina Castellæ, & Legionis, Siciliæ, Toleti, Portugalliæ, Galiciæ, Hispalis, Cordubæ, Murciæ, Giennæ, Algarbæ, Algefiræ, & Gibraltari, & provinciæ de Gu-puzera, Principes Aragonum, Domini de Viscaya & de Molina, Universis & singulis has nostras litteras inspecturis, tam præsentibus quàm futuris, Salutem & gratiam in Domino, cum abundantia tranquillitatis & pacis. Nostræ regiæ celsitudinis proprium esse existimamus, qui pastoris munere fungimur, nocentissimos quosque, qui bellorum licentiâ in genus humanum, velut in pecudes, sæviunt, tanquam lupos ab ovili arcere; propterea non ab re factum esse existimamus, ullum bonum mortalibus à Deo datum fuisse, neque utilius, neque præstantius amicitiiis. Igitur si nova, quæ principes inter se fœdera quotidie percutiunt, eò spectare videantur, ut mutuis præditiis se, suosque populos, non modò ab exterorum injuriis defendant facilius, atque tueantur, verum etiam subditorum, qui nonnunquam res novas exoptant, audaciam cohibere possint, non nos amicitiiis, si quando interruptæ sunt, refarcire magis, quàm novis & incognitis inhærere decet. Quare, ne populi nostri, qui cum Gallis mutuam, atque diutius benevolentiam conservant, & spe, & fructu veteris diuque spectatæ amicitie fraudarentur, nomini christiano non parum conducere existimavimus, ut pacem, atque antiqua & optata fœdera eisdem populis nostris redderemus, & minaces utriusque gladios ab ipsorum visceribus in Christianæ Reipublicæ hostes convertereremus.

Cum igitur Dei optimi maxime providentiâ disponente, inter Christianissimum & serenissimum Principem, fratrem atque consanguineum nostrum carissimum, Ludovicum Francorum Regem modernum, & Oratores, Procuratores, & Nuncios suos, ipsius nomine ad hoc specialem potestatem habentes, pro ipso Christianissimo Rege, fratre nostro, atque primogenito suo nato, vel nascituro, vel primo regnorum suorum hærede, terris, & subditis, ac ditionibus, dominiis, & adherentibus suis parte ex una, & Nos, & nonnullos Procuratores nostros, nostris vice ac nomine ad hæc specialiter, & plena cum potestate deputatos, pro nobis, & primogenito nostro nato, vel nascituro, vel primo regnorum nostrorum hærede, terris, regnis, & subditis, dominiis, ditionibus, & adherentibus

nostris parte ex altera, ordinatæ, conventæ, iunctæ & firmatæ fuerunt certæ ligæ, amicitia, confœderationes, compositiones, conventiones, & pacta ad exterminium malorum, & utriusque Reipublicæ pacificum statum & incrementum, eaque, & eorum singula sibi præposita, tactisque sacro-sanctis Evangelii, & venerabili signo Crucis, nostri nomine, in anima nostra, semper, & omni tempore custodire, manutene, & inviolabiliter observare, pro nobis, & primogenito nostro nato, vel nascituro, & pro nostrorum regnorum hærede, regnis, tertiis, & subditis, dominiis, ditionibus, & adhærentibus nostris, promiserunt, & firmiter juraverunt, nos nunquam contra facere, vel venire per nos, vel alium, seu alios, aliqua ratione vel causa, publicè vel occultè, sub hipoteca & obligatione regnorum, & omnium bonorum nostrorum sub certa pœna, prout hæc, & alia per suas hinc inde patentes literas suis nominibus roboratas, ac sigillis suis pendentibus communitas, & per Carolum Mercerii, Presbyterum Laudonensis Diœcesis, publicum Apostolicâ & Imperiali autoritatibus Notarium, & Reverendi Episcopi Lombariensis secretarium, & Joannem de Landa, Presbyterum Diœcesis Baionensis, publicum autoritate apostolicâ Notarium confectas, & manu ipsorum propriâ signatas plenissimè constat. Tenor verò literarum per dictos nostros Procuratores, vice & nomine nostris initarum, concessarum, & firmatarum sequitur, & est talis.

IN Dei nomine, Amen. Joannes Luppi de Medina, in decretis Licentiatus, Archidiaconus de Almangan, & Canonicus sanctæ Ecclesiæ Toletanæ, & Joannes de Gamba, Generalis Capitaneus in Provinciis de Gu-puzera, Biscaya, & Alava, ac Major Cancellarius, Oratores, Nuncii, & Procuratores generaliter & specialiter à serenissimis & potentissimis dominis nostris Fernando Rege, & Elisabetha Regina Castellæ & Legionis, &c. ad infra scripta constituti, creati, & destinati, & eorum consiliarii, omnibus & singulis, præsentibus & futuris hoc præsens publicum instrumentum visuris & inspecturis, salutem in domino, qui est largitor pacis, & amator caritatis. Cum in naturalium rerum proprietate contemplamur hanc vim innatam, reperimus, ut si eas ordinem naturalem prætermittere casus accidentaliter compellat, ad pristinum tamen cursum redire semper suo desiderio trahuntur. Hinc est, cum gloriose memoriæ quondam Reges Castellæ & Legionis Catholici attenderent, quod pacem nobis Christus dedit, concordem, atque unanimes esse præcepit, dilectionis & caritatis fœdera incorrupta atque inviolata servari mandavit, pro se, filisque suis primogenitis natis, vel nascituris, sive primis in regnis & dominiis suis, hæredibus, proque regnis, ac dominiis, & subditis suis, confœderationes, amicitias, pacem, fœdera, unanimitates, ligas, & confraternitates dudum cum Christianissimis Regibus Franciæ, & cum filiis suis primogenitis natis, vel nascituris, sive primis in regno suo hæredibus, & tertiis, patriis, dominiis, & subditis suis contraxerunt, atque solemniter pepigerunt, & divinâ protegente clementiâ inviolabiliter eas multis annorum curricula observaverunt, & observari fecerunt; nihilominus antiquus hostis attendens tam salutare lumen inter tantos excellentissimos Reges effulgere, excogitavit novas fraudes, & ut falleret incautos, per suos ministros & artifices corrumperet pacis, his novissimis temporibus dissensiones invenit, & zizaniam inter eosdem serenissimos dominos nostros Regem & Reginam, & Christianissimum Dominum Ludovicum modernum Regem Franciæ, seminavit, quibus subvertit antiquam fidem, veritatem cor-

rumperet ; scinderet unitatem , caritatem , & dilectionem ; quorum quidem ministrorum sermo , ut cancer serpuit , quorum tactus , pectoribus , & cordibus eorumdem catholicorum regum mortale vulnus infudit , sagacitatem tamen , & hanc fraudulentam rabiem iidem invictissimi Domini Rex & Regina Castellæ & Legionis , divinâ tuitione persentientes , & animo advertentes , quod vera salus , & quæque bona operatio in dilectione Dei & proximi consistit , ac præ oculis cordium suorum habentes illud divinum documentum manu Dei conscriptum , quo Dominus ad reges terræ ait , *postquam sederis Rex in solio regni sui , discas timere Deum , & custodire mandata ejus , nec elevetur cor suum in superbia super fratres suos , ut longo tempore regnet , & filii ejus ;* & ne antiqua pax , & inviolabilis amicitia progenitorum suorum hoc in tempore pereat , etiam si casus accidentaliter eisdem christianissimosque Regem & Reginam , priorem ordinem , & antiqua fœdera prætermittere compulsi ; ad primum tamen cursum fraternitatum , ac pacis , & veritatis originem ipsi omnes redire , & doctrinam cœlestis magistri servare volentes , dignati sunt iidem excellentissimi Rex & Regina , supremi domini nostri , oratores & procuratores suos nos constituere , ut eorum nomine cum eodem Christianissimo Domino Ludovico Franciæ Rege præfato , seu cum suis oratoribus , nunciis , & procuratoribus ad hæc per eum specialiter constitutis , antiqua fœdera , pacta , confœderationes , ligas , fraternitates , & amicitias laudaremus , ratificaremus , & approbaremus , & , si necesse foret , eas de novo contraheremus & iniremus ; quarum quidem confœderationum antiquarum tenor sequitur sub his verbis ,

HENRICUS , Dei gratiâ Castellæ & Legionis , &c. Rex , universis & singulis præsentis litteras inspecturis , salutem & gratiam in domino. Magnæ sapientiæ , magnæ dignitatis est , non levitatis aut inconstantiz , si quod per effusam temporis caliginem à regibus elicit falsa suggestio , vel ignoratio rerum , illud aperta veritatis luce rescinditur ; sic nempe necessitas rerum , mosque clarissimorum Principum habet , sic etiam afflatus divino spiritu Rex Artaxerxes in sacris litteris abundè docuit plerumque homines quosdam , qui omnium laude digni sunt , mendaciorum cunicules subrecti , dum aures principum simplices , & ex sua natura alios æstimantes , collida fraude decipiunt : nec putare debetis , inquit , si diversa jubeamus ex animi nostri venire levitate , sed pro qualitate & necessitate temporum , ut reip. possit utilitas , ferre sententiam. Hoc quidem nobis omnino contigit , dum nupturbine bellorum jactaremur , ex libertate & pravitate quarandam heminum , qui conjunctissimum nobis , ac nostris regnis amicissimum fratrem ac consanguineum , & fœderatum , alligatumque nobis Ludovicum serenissimum atque christianissimum Franciæ Regem , ut caveremus admonebant ; illum vero , ut sibi à nobis metueret , exasperabant. Unde factionibus simulacibusque obortis loco pristinæ benevolentiz , cum uterque nostrum alienis technis traheretur , nos per nuncios nostros , procuratoresque speciales , fœdus ac pacem cum illustrissimo Eduardo Rege Anglorum , consanguineo nostro , percussimus. Veram nunciad nos in hac nostra Cordubensi civitate necesse cum oratoribus , legatis , ac procuratoribus ipsius Christianissimi Principis Ludovici Francorum Regis , Reverendissimus in Christo Pater nobis plurimum dilectus , Joannes sancti

sancti Martini in montibus presbiter Cardinalis, Albiensis Episcopus, qui multis rationibus diluit, & falsas esse ostendit illas inimicitarum suspiciones, quibus ab ipso fratre nostro Ludovico Francorum, Rege iuste nos diffidere putavimus, simulque aperuit vim, vetustatem, religionem, formamque fœderum initorum à nostris majoribus, & nobis ipsis cum majoribus ejusdem serenissimi Ludovici, Regis Francorum, atque cum ipso, quibus non solum regnum Franciæ, ac Hispaniæ, sed regnorum societas, ac fœdus erat indissolubile quiddam, & quod neuter nostrum poterat culpâ solâ vel factò, vel voluntate perfringere. Accessit spectata in hoc subditorum, regnorumque nostrorum commoditas, voluntasque multis ex locis Oratorum nos obsecrantium, & per procuratores, nunciosque suos nos orantium, atque obtestantium, ut fœdus Hispanorum cum Francis consecraretur, auctoritatemque vetustatis amplecteremur, recisâ factâ, repudiari novitate fœderis ita cum Anglicis, & illustrissimo Rege Eduardo præfato, quod, dum negotiis pluribus, bellisque distringeremur, antiquorum fœderum à nobis ignorata potestas, falsarumque suspicionum insinuatio, atque tempestatis quardam procella pepererunt. Itaque nos Henricus, Castellæ & Legionis &c. Rex, repetentes animo quanto amore serenissimi majores nostri serenissimos Francorum Reges semper complexi sunt, pensantes etiam ipsius reverendissimi patris Cardinalis in istis rebus interventoris, erga nos benevolentiam, scientes præterea commoditatem regnorum, voluntatemque subditorum nostrorum propensiorē, ad Francorum fœdera, quasi ex flumine vi tempestatis solitas ripas supergresso ad alveum antiquum redire studemus, ac volumus. Igitur omnibus fœderibus, pactis, conventis, societatibus, alligationibus factis cum præfato illustrissimo Eduardo, Rege Anglorum, regnis, ac subditis suis, atque adherentibus renunciamus pro nobis, & hærede nostro nato, vel nascituro, regnis, ac subditis nostris, penitus & omnino, easque per præfentes cassamus, annullamus, rejicimus à nobis, ac regnis, & subditis nostris; fœdera verò à serenissimis majoribus nostris cum Christianissimis Francorum regibus, atque à nobis cum præfato consanguineo, alligato, ac fœderato nostro Ludovico, Rege Francorum amplectimur, renovamus, ac in suo vigore, potestate, ac robore manere, perseverareque, ac vigere volumus. Quorum fœderum tenor sequitur, & est talis,

IN nomine Domini, Amen. Henricus Luppi de Mendoça, Marchio de Santillana, & Comes del Real, & Joannes Pacheco, Marchio de Viena, & Majordomus serenissimi ac potentissimi Principis & domini, domini Henrici, Dei gratiæ Regis Castellæ & Legionis, consilarii & procuratores sui ad infra scripta specialiter deputati, universis præsentibus pariter & futuris præfentes litteras v. suris & audituris, salutem in eo, qui perfecta caritas est. Sacris erudimur doctrinis, ut paternitatis fœdus, & vinculum caritatis tanquam plenitudinem legis, perfectionisque stabilem columnam, quæ nunquam excidit, juxta commissum nobis onus sollicitè ipsi prosequamur, & eos qui sub autore pacis imperant, ad unitatem spiritus & fraternam dilectionem, per quam Regum amor, pax populorum, filiorum hæreditas, & spes æterni regni conservantur, accuratissimè incitemus: sane cum superni Regis providentia clementiâ multis evolutis annorum curculis inter inestimabilium recordationum defunctos Francorum ex una, & Castellæ & Legionis quondam Reges, ex altera partibus, & novissimè anno Domini 1435. inter illustres,

simum & Christianissimum Principem & dominum, dominum Carolum, Dei gratiâ Francorum Regem, & glorioſæ memoriæ defunctum dominum Joannem, tunc Regem Castellæ & Legionis, genitorem dicti serenissimi domini nostri, domini Henrici, Regis moderni, pro ipsis, & suis hinc inde progenitis natis, vel nascituris, sive regnorum suorum hæredibus primis, ac pro suis regnis, terris, subditis, ac dominiis, & adhærentibus suis, ac omnibus aliis quorum iniererat, vel interesse poterat, certâ confæderationes, pactiones, ligæ, fraternitates, & amicitiz fuerunt initæ, conceptæ, concordatæ, & firmatæ, prout continetur in litteris præfati serenissimi quondam Regis Joannis; quarum tenor sequitur, & est talis.

JOANNES, Dei gratiâ Castellæ & Legionis Rex, Universis & singulis nostras litteras inspecturis, tam præsentibus quàm futuris, salutem & gratiam in Domino cum abundantia tranquillitatis & pacis. Cum æterni Regis providentiâ disponente, inter serenissimum ac christianissimum Principem, carissimum, fratrem & consanguineum nostrum Carolum, nunc Francorum Regem, ac Procuratores, Ambassiatores, & Nuncios suos, ac sui nomine ad hæc specialem potestatem habentes, pro ipso præclarissimo Rege fratre nostro, ac primogenito suo nato, vel nascituro, vel primo regnorum suorum hærede, terris, & subditis, ac ditionibus, dominiis, & adhærentibus suis ex parte una, & Nos, & nonnullos procuratores nostros, nostris vice ac nomine ad hæc specialiter plenâ cum potestate deputatos pro nobis, & primogenito nostro nato, vel nascituro, vel primo regnorum nostrorum hærede, terris, regnis, & subditis, dominiis, ditionibus, & adhærentibus nostris ex parte altera, initæ, conceptæ, ordinatæ, & confirmatæ fuerint certâ ligæ, amicitiz, confæderationes, compositiones, & conventiones, & pacta ad exterminium malorum, & utriusque Republicæ pacificum incrementum, eaque & eorum singula sibi præpositis tactisque sacrosanctis Evangeliiis, & venerabili signo Crucis, nostri nomine, & in anima nostra, semper & omni tempore custodire, manutenere, & inviolabiliter observare pro nobis, & primogenito nostro nato, vel nascituro, aut primo regnorum nostrorum hærede, regnis, terris, & subditis, dominiis, ditionibus, & adhærentibus nostris, promiserunt, & firmiter juraverunt, nos nunquam contra facere, vel venire per nos, vel alium, vel alios, aliqua ratione, vel causa publica, vel occulta, sub hipoteca & obligatione regnorum, & omnium bonorum nostrorum, & certa sub pœna, prout hæc & alia per suas hinc inde parentes litteras suis nominibus roboratas, ac sigillis suis communitas, & per Ferdinandum Diaz de Toledo, decretorum doctorem, autoritate apostolica notarium publicum, auditorem, referendarium, relatores & secretarium nostrum confectas, & manu sua propria signatas plenissimè constat. Tenor verò litterarum per dictos nostros procuratores, & nomine nostri initarum, concessarum, & firmatarum, sequitur, & est talis.

IN Dei nomine, Amen: Alvarus de Luna, Comes Stabulionis Castellæ, Comesque Sancti Stephani, Joannes, miseratione divinâ Archiepiscopus Hispalensis, & Rodericus Pimentel, & Comes de Benavento, consilarii serenissimi ac Christianissimi Principis & domini, domini nostri Joannis, Dei gra-

tiâ Castellæ & Legionis Regis, atque procuratores ad infra scripta potestatem & mandatum speciale habentes, sicut per litteras ejusdem domini nostri Regis præsentibus insertas constar evidenter; Notum facimus universis præsentibus & futuris, quòd cum aternâ providente clementiâ, multis evolutis annorum curriculum, inter inclitissimæ recordationis defunctos serenissimum & Christianissimum dominum Henricum primum, quondam Regem Castellæ & Legionis, & inclitissimæ recordationis serenissimum & Christianissimum dominum Carolum quintum, Regem quondam Francorum, avum serenissimi Principis & domini, domini Caroli Regis Francorum moderni, certæ confœderationes, pactiones, & ligæ, conventiones, & amicitia fuerint initæ, conceptæ, ordinatæ, & firmatæ, & postmodum per præclarissimæ memoriæ defunctos, serenissimum & Christianissimum dominum Joannem avum, ac etiam per consimilis memoriæ serenissimum dominum Henricum secundum, genitorem dicti domini nostri Joannis secundi, Regis Castellæ & Legionis moderni, pro se & dicto domino Joanne primogenito, seu Castellæ & Legionis Rege moderno, ex una parte; & præclarissimæ memoriæ defunctum serenissimum & Christianissimum dominum Carolum sextum, tunc Regem Francorum, filium præfati Domini Caroli quinti, genitoremque prædicti serenissimi Principis domini Francorum moderni, pro se & primogenito suo, vel primo regni sui hærede ex alia parte, approbatæ, confirmatæ, renovatæ, & roboratæ, prout per eorum patentes litteras potest apparere. Quarum quidem litterarum tenores hîc haberi volumus pro expressis & insertis; & consequenter ipse dominus noster Rex Castellæ & Legionis modernus, nec non recolendæ memoriæ defuncta Domina Catharina Regina, genitrix sua, & ejusdem memoriæ defunctus dominus Ferdinandus, Infans Castellæ, patruus suus, ejusdem domini nostri Castellæ & Legionis Regis moderni, suorumque regnorum tunc tutelam, curam, & regimen habentes, ejus nomine & vice, & pro eo, proque ejus primogenito, aut hærede, ac regnis, terris, & subditis suis existentibus in ejusdem serenissimi domini nostri Regis Castellæ & Legionis majestatis præsentia, necnon dictorum matris, patruique, sive bonæ memoriæ defuncto domino Giraldo, tunc Episcopo Sancti Flori, domino Robino de Bracmonte, milite, consiliariis, & Magistro Joanne Huonis secretario, Ambassiatoribus, & procuratoribus dicti domini defuncti Caroli sexti, tunc Francorum Regis, per ipsum, ad dictum dominum nostrum Regem Castellæ & Legionis modernum destinatis, ipsique virtute potestatis eis propter hæc specialiter attributæ, & concessæ per litteras dicti defuncti domini Caroli sexti, tunc Regis Francorum, recipientibus, acceptantibus, & solemniter stipulantibus, unâ cum ipso domino defuncto Carolo sexto, tunc Rege Francorum, ac prænomminatis suis procuratoribus, & Ambassiatoribus ejus nomine & vice, & pro eo, proque ejus primogenito, aut hærede, ac regno, terris, & subditis suis confœderatis, tractatus, compositiones, pactiones, ligas, & amicitias confirmaverint, juraverint, inierint, & fecerint, modò & formâ contentis in litteris præfati domini nostri Joannis, Regis Castellæ & Legionis, quarum tenor talis est.

JOANNES, Dei gratiâ Rex Castellæ & Legionis, universis & singulis Christi fidelibus præsentium setiem inspecturis & audituris, salutem & gratiam in domino cum abundantia tranquillitatis, & pacis. Notum facimus, & cunctis fieri volumus manifestum, quod cum æternâ providente clementiâ, multis jam evolutis annorum curriculis inter præclaræ memoriæ defunctos Reges, Carolum quondam Franciæ, & Henricum quoque Castellæ & Legionis, proavum nostrum, quorum gesta mirifica per universa mundi climata solemniter divulgantur, certæ confutationes, pactiones, ligæ, conventiones, & amicitia, initæ, conceptæ, & ordinatæ fuerint, & firmatæ; & postmodum per serenissimum ac christianissimum Principem Carolum, Regem Franciæ modernum præcatissimum fratrem nostrum, pro ipso, & primogenito, vel primo regni sui hærede ex parte una; & tam per inclitæ recordationis serenissimum Joannem avum, quàm Henricum genitorem nostros, Reges Castellæ, pro ipso genitore nostro, & nobis ex parte altera, approbatæ, confirmatæ, renovatæ, & roboratæ, sicut per eorum litteras patentes, & authenticas, suis magnis sigillis debitè communitas, potest luculentius apparere. Quantum siquidem litterarum originalia in archivis utriusque partis non immeritò debitè conservantur, ipsarumque tenores hic haberi volumus pro expressis & insertis.

Nos revoluentes, animo quàm laudabile, quàm salubre, quamque dulce semper exitit in unitatis amore vinculum caritatis observare, quæ suæ virtutis efficacia Ecclesiæ membra fortiter ligat ad invicem, & cum Christo, nec permittit eos, quos perfectè simul junxit, ab invicem separari, neque consilium & auxilium sibi mutuò denegari, cum pœnis omnia facit esse communia, & insuper operatur in ipsis indemnitate voluntatum; nostræque considerationis aciem dirigentes ad utilitates innumeras, & innumerabilia beneficia, quæ elapsis temporibus, regibus, & regnicolis utriusque regnorum ex amicitii hujusmodi pervenerunt, cupientes & desiderabiliter affectantes memoratam suæ caritatis unionem, quæ tandem permansit illibata, non diminutionem nostris temporibus recipere, sed crescere semper, & proficere potius in augmentum, omnemque cujuslibet occasionis amputamus materiam, quæ tam ex verborum, quàm sententiarum dictarum litterarum antiquarum obscuritate, ambiguitate, aut forsan inæqualitate, vel alio quovismodo causam afferre posset dissensionis, altercationis, seu contentionis in futurum, constet in nostræ majestatis præsentia, necnon præclarissimæ genitricis nostræ Catharinæ Reginæ, & illustris patris nostri Ferdinandi, Infantis Castellæ, gerentium ad præsens nostri, regnorumque nostrorum regimen, curam, atque tutelam, Ambasiatoribus, Procuratoribus & Nunciis prædicti carissimi germani nostri, Regis Franciæ, ad nos propter hoc specialiter destinatis, videlicet Reverendo Patre domino Giraldo, Dei gratiâ Episcopo sancti Flori, necnon domino Robino de Bracquemont, domino de Tudevilla, milite, & Magistro Joanne Huonis, Archidiacono Alvaravensi, ipsiusque virtute potestatis eis retributæ per litteras præfati germani, seu Regis Franciæ, suo majori sigillo roboratas, quarum tenor inferius inferetur, nomine præfati nostri germani, & pro eo, proque filio suo unigenito nato, vel nascituro, aut primo regni sui hærede, ac pro regno, terris, dominiis, subditis, & adhærentibus suis, & aliis omnibus & singulis, quorum interest, vel interesse poterit quomodolibet in futurum, recipientibus, acceptantibus, & solemniter stipulantibus, confederationes, tractatus, compositiones, pactiones, li-

gas, & amicitias, tam ex nostra certa scientia, quam de prædictorum genitricis & trui, tutorum nostrorum, necnon aliorum Prælatorum, Baronum, magnatum, & peritorum regni & eorū filii nostri, propter hoc specialiter & personaliter vocatorum, consilio, & voluntate, pariter & assensu, tractamus, facimus, inimus, & firmamus sub forma, & modo infra scriptis.

Primò videlicet, Quòd nos Joannes Rex Castellæ & Legionis prædictus, filiusque noster primogenitus nasciturus, sive primus regnorum nostrorum hæres, regna nostra, dominiis, & subditi nostri, sumus ex nunc, & erimus de cetero unà cum dicto Carolo Francorum Rege, fratre nostro carissimo, filioque primogenito nato, vel nascituro, seu primo regni sui hærede, regno, terris, patriis, dominiis, & subditis suis, boni, veri, fideles, confæderati & adhærentes amici, tanquam vero fratri nostro naturali, & germano, tali modo videlicet, quòd nos, & filius noster primogenitus nasciturus, seu primus regnorum nostrorum hæres, damnum, vituperium, aut dedecus dicti fratris nostri carissimi Regis Francorum, filii primogeniti nati, aut nascituri, seu primi regni sui hæredis, regni, terrarum, patriarum, dominiorum, & subditorum suorum non procurabimus ullo modo; nec cuiquam personæ viventi cuiuscumque status, conditionis, præminentie, aut dignitatis existat, etsi persona fuerit regalis, aut alia quævis, quæ dicto fratri nostro carissimo Regi Francorum, filio primogenito nato, aut nascituro, seu primo regni sui hæredi, regno, terris, patriis, & dominiis, ac subditis suis, guerram, damnum, vituperium, detrimentum, aut dedecus facere & perpetrare voluerit, aut inferre, consilium, auxilium præstabis, & favorem. Quæquidem ligæ, confæderationes, pacta, amicitie, tractatus, suprâ & infra scripta durabunt quoad vitam fratris nostri carissimi Regis Franciæ, filii primogeniti nati, aut nascituri, & primi regni sui hæredis, nostrique Regis Castellæ & Legionis præfati, filii primogeniti nati, aut nascituri, sive primi regnorum nostrorum hæredis prædicti, & quandiu ipsi, & nos vitam duxerint, seu duxerimus in humanis.

Item prædictum fratrem nostrum carissimum Regem Franciæ, filium primogenitum natum, aut nasciturum, sive primum regni sui hæredem, tam per mare, quam per terram, contra quascumque personas, quæ possunt vivere, sive mori, cuiuscumque status, conditionis, præminentie, aut dignitatis existant, etiam si persona fuerit regalis, aut alia quævis, quæ dicto fratri nostro carissimo Regi Franciæ, filio primogenito nato, vel nascituro, sive primo regni sui hæredi, regno, terris, patriis, dominiis, & subditis suis, guerram, damnum, vituperium, detrimentum aut dedecus facere & perpetrare voluerint, aut inferre, bonâ fide iuvabimus, & iuvare tenebimur absque fraude; nosque guerram dicti fratris nostri carissimi Regis Francorum, filii primogeniti nati, aut nascituri, seu primi regni sui hæredis, in nos, & nostram personam tanquam propriam nostram recipimus, & ut caput guerræ tenebimur, ac in regnis, & dominiis nostris tanquam in nostram propriam, cum per literas patentes sigillo dicti Regis Franciæ fratris nostri carissimi, aut filii sui primogeniti nati, aut nascituri, seu primi regni sui hæredis, certificati fuerimus quòd guerra fuerit aperta, & in regno Franciæ præconisata inter eundem Regem Franciæ, aut suum primogenitum natum, aut nasciturum, sive primum regni sui hæredem ex una parte, & Regem Angliæ, seu quemcumque alium ex parte alia, infra decem dies à die certificationis prædictæ nobis factæ, facere præconisari jubere tenebimur; sic tamen quòd si dictus frater noster carissimus Rex Franciæ,

filiusque primogenitus natus, aut nasciturus, seu primus regni sui hæres, sive alter eorumdem, nos, aut primogenitum nostrum natum, aut nasciturum, seu primum nostrorum regnorum hæredem requisierint, super eos, aut eorum alterum fuerimus de juvamine subditorum nostrorum armatorum, seu galearum, aut aliorum navigiorum ad opus dictæ guerræ subvenire requisiti, nos, primogenitus noster natus, aut nasciturus, seu primus nostrorum regnorum hæres, hoc facere, galeasque, aut alia navigia, & gentes armorum tam per terram, quam per mare, ad servitium & juvamen dicti fratris nostri carissimi Regis Franciæ, filii primogeniti nati, aut nascituri, & primi regni sui hæredis, prædictorum tamen ejus, vel eorum sumptibus aut expensis, fideliter & efficaciter, omni fraude cessante, mittere tenebimur; jurabuntque Capitanei armatorum hujusmodi tam per terram, quam per mare, sint Admiraldi vel alii quicumque, facere solemne juramentum coram personâ, vel personis, per dictum fratrem nostrum ad hæc deputatâ, vel deputatis, quod imbarum partium honorem, & utilitatem, & commodum diligenter conservabunt, ac totis viribus fideliter procurabunt.

Item. Poterunt vassalli, & subditi nostri liberè, & absque offensâ qualibet per eos incurrendâ ad servitium & juvamen dicti fratris nostri carissimi, filii primogeniti nati, & nascituri, seu primi regni sui hæredis, tam per terram quam per mare, ad opus dictæ guerræ, nostra tamen, & regnorum nostrorum, dominiorumque necessitate cessante, quoties ei placuerit, sic transferre.

Item. Guerra nomine fratris nostri carissimi Regis Francorum prædicti, filiique primogeniti nati, aut nascituri, sive primi regnorum nostrorum hæredis, contra quemcunque incepta, sive incipienda, nos, primogenitus noster natus, aut nasciturus, aut regnorum nostrorum hæres primus cum parte adversâ pactum, tractatum, accordatum, treugam, seu pacem facere, tractare, accordare absque consensu & voluntate expressâ prædicti fratris nostri carissimi, seu primogeniti nati, aut nascituri, sive primi regni sui hæredis, firmare non poterimus, sive poterit quomodolibet, aut inire; poterit tamen prædictus germanus noster, primogenitus natus, aut nasciturus, sive primus regni sui hæres, causis exigentibus, treugas particulares ad annum, vel ad aliud tempus brevius & tractare, & inire, si, & quando sibi videbitur expedire; proviso quod dictas treugas particulares nobis, aut primogenito nascituro, vel hæredi nostro significare tenentur, & quod in eisdem nos, primogenitus noster nasciturus, vel hæres, cum patriis & subiectis nostris comprehendamur, si nobis placuerit comprehendendi, & quod prædictæ treugæ particulares unius anni, vel temporis brevioris, nequeant ulterius & longius sine expresso consensu nostro, primogeniti nascituri, aut primi regnorum nostrorum hæredis, protogari, vel extendi, cessantibus in præmissis & ceteris omni fraude atque dolo.

Item. Castra, civitates, villæ, fortalitia, sive loca, quæ & quas nos, primogenitus, aut hæres, sive gentes nostræ, tam in regno & terra Angliæ, & Ducatu Aquitanie, quam in aliis terris, & dominiis, contra quæ, & quas, dictus frater noster, primogenitus natus aut nasciturus, sive primus regni sui hæres, guerram inceptam habuerit, vel inceperit, acquisiverimus, acquisiverit, aut occupaverit per mare, aut per terram, dicto carissimo fratri nostro Regi Franciæ, ejusque primogenito nato, aut nascituro, sive primo regni sui hæredi, seu suo certo nuncio aut mandato, nos, & gentes nostræ prædictæ, & filius noster primogenitus

nasciturus, sive primus hæres regnorum nostrorum, liberè dare, & restituere tenebimur, ac etiam tenebuntur; bona tamen mobilia capta, vel occupata efficiuntur capienti, & eidem concedentur secundum morem & consuetudinem regnorum Franciæ & Castellæ prædictorum.

Item. Volumus quòd, si Rex Angliæ, aut suus primogenitus, seu quicumque regni sui hæres, vel Ducatus Aquitanie, aut aliquis alius de sanguine regali Angliæ, fuerit captus per nos, primogenitum nasciturum, aut primum regnorum nostrorum hæredem, sive per gentes nostras, tam per mare quam per terram, vel quicumque alius Rex, Dux, sive Comes, contra quem principaliter dictus frater noster Rex Franciæ, ejusque primogenitus natus, vel nasciturus, sive primus regni sui hæres, guerram inceptam habuerit, vel inceperit, ad arbitrium, voluntatem, & ordinationem dicti fratris nostri carissimi Regis Franciæ, vel ejus primogeniti nati, vel nascituri, sive primi regni sui hæredis, nostrique, vel primogeniti nostri nascituri, aut primi regnorum nostrorum hæredis, teneatur captus, & captivus insimulque poterimus unà cum dicto fratre nostro carissimo, super expeditione dicti capti, vel captivi, prout ambarum partium placuerit voluntati: quicumque verò alius à prædictis captus, sive captivus extiterit, consentimus, & volumus quòd sit efficaciter capienti, & eidem concedatur; super quibus & eorum quolibet, tam super guerram, utilitatem & commodum dicti fratris nostri carissimi Regis Franciæ, filii primogeniti nati, aut nascituri, sive primi regni, sui hæredis, regni, terrarum, & subditorum suorum concernentium, nos, aut primogenitus noster nasciturus, sive regnorum nostrorum primus hæres, relationi simplici, & assertioni prædictum fratrem nostrum Regem Franciæ, primogenitum natum, sive nasciturum, seu primum regni sui hæredem, sive litteris suis super hæc, aut suo certo nuncio ad hæc specialem potestatem habentis, nobis aut primogenito nostro nascituro, seu primo regnorum nostrorum hæredi, factis absque alia probatione, seu informatione quacumque per dictum fratrem nostrum carissimum Regem Franciæ, aut primogenitum natum, vel nasciturum, sive primum regni sui hæredem, faciendo fidem indubiam tenebimur, & tenebitur adhibere, intimatione, prout prædicitur, nobis factà, nos, & primogenitus nasciturus, aut primus regnorum nostrorum hæres, prædictum fratrem nostrum carissimum Regem Franciæ, primogenitum suum natum, aut nasciturum, seu primum regni sui hæredem, de facto tenebuntur, & tenebitur utiliter adjuvare: sane à ligis, confederationibus pactis, conventionibus, & tractatibus prædictis, excipimus, & excipi volumus personam sanctissimi in Christo Patris Romani Pontificis, necnon similiter Regem Aragonum, & filium suum primogenitum, qui nunc sunt; dum tamen idem Rex Aragonum, & filius suus primogenitus eorum, vel alter, contra dictum fratrem nostrum carissimum Regem Franciæ, primogenitum suum natum, vel nasciturum, seu primum regni sui hæredem, regnum, terras, dominia, & subditos suos, sive nos, primogenitum nasciturum, aut primum regnorum nostrorum hæredem, regna, terras, dominia, & subditos nostros, guerram, damnum, vituperium, & dedecus sive detrimentum non faciant, inferant, aut procurent, faciat, inferat, aut procuret, sive fieri, inferri aut procurari faciant per alium quovismodo. Quod si, quod absit, idem Rex Aragonum, aut suus primogenitus, contrarium faciant, cessabit prædicta exceptio, & nos, primogenitus noster nasciturus, aut primus regnorum nostrorum hæres cum dicto fratre nostro carissimo Rege Franciæ, ejus-

que primogenito nato, vel nascituro, seu primo regni sui hærede, erimus, prout sumus, unanimiter considerati contra Regem Aragonum, & suum primogenitum prælibatum.

Que omnia prædicta, & singula nos prædictus Rex Joannes, sanâ & provisâ deliberatione consilii super hæc habitâ pro nobis, primogenito nascituro, aut primo regnorum nostrorum hærede, regnis, terris, dominiis, & subditis nostris promissimus & juravimus in animam nostram, promiserunt, & juraverunt prænominati genitrix & patruus, nostri tutelæque nostræ nomine, super imaginem & memoriam Domini nostri Jesu Christi crucifixi, Evangeliaque sua sancta per nos, & ipsos, corporaliter tactis, & tacta, promittimusque regio verbo, & bonâ fide, fidemque & homagium eidem præfato serenissimo fratri nostro carissimo Carolo, Francorum Regi, primogenito nato, aut nascituro, seu primo regni sui hæredi præstando facere & tenere, & de puncto ad punctum fraude & malo ingenio cessantibus quibuscumque adimplere, & inviolabiliter observare, & hoc sub hypotheca & obligatione omnium bonorum nostrorum, hæredum, & successorum nostrorum præsentium & futurorum, necnon & sub pœna perjurii, quam rex potest incurrere tali casu, insuper sub pœna centum millium marcarum auri; in quibus obligationibus & pœnis nos dictus Rex Castellæ & Legionis, interveniente dictorum tutorum nostrorum autoritate & consensu, regna, & omnia bona nostra, hæredum & successorum nostrorum, dicto fratri nostro carissimo Regi Franciæ, ejusque primogenito nato, vel nascituro, seu primo regni sui hæredi, applicandi tanquam pro judicato, condemnato, & confessato, & in ipsas pœnas, & contra prædicta, nos, aut primogenitus noster nasciturus, sive primus regnorum nostrorum hæres, fecerimus, aut fecerit, confitemur, nos & primogenitum nostrum nasciturum, primumque regnorum nostrorum hæredem, & tam de jure quam de facto adjudicamus totaliter incidisse, & nos, ipsis de auctoritate & consensu prædictis, primogenitum nasciturum, primumque regnorum nostrorum hæredem & successorem, & regna, dominia, terras, & bona nostra, & hæredum & successorum nostrorum, præsentia & futura pro præmissis firmiter adimplendis supponimus & supposuimus coheritioni & compulsioni Cameræ Sedis Apostolicæ, volumusque & consentimus quod ad majorem firmitatem prædictorum omnium & singulorum litteras Apostolicas super ipsas fortiores & meliores dicto sapientum, substantiâ non mutatâ, nos, & dictus primogenitus nasciturus, aut primus regnorum nostrorum hæres, dicto fratri nostro carissimo Regi Franciæ, ejusque primogenito nato, aut nascituro, primoque hæredi regni sui, facere & concedere tenemur, ac etiam tenentur, quoties per dictum Regem Franciæ fratrem nostrum carissimum, seu primogenitum natum, aut nasciturum, sive primum hæredem regni sui, nos, aut primogenitus noster nasciturus, seu primus regnorum nostrorum hæres, fuerimus, aut fuerint requisiti.

Cætera verò alia omnia & singula inter utriusque nostrum prædecesores, ipsumque fratrem nostrum carissimum Francorum Regem, & nostros progenitores hætenus hinc inde per quæcumque instrumenta, litteras, & tractatus publicos, vel privatos, conjunctim vel divisim, qualitercumque inita, firmata, ratificata, seu declarata, etiam si juramentis, seu commissionibus sint vallata, quæ his in tractatibus non sunt inserta, volumus deinceps esse nulla, irrita, & cassata, & cassamus, irritamus, revocamus, & penitus annullamus.

In quorum omnium fidem & testimonium præsentēs litteras sigilli nostri munimine, necnon ad amplioris certitudinis firmitatem, præfatorum genitricis & patris nominum subscriptione, sigillisque, unā cum signo notarii publici fecimus & iussimus communiri. Datum in Valleoliti, die septima mensis decembris, anno Domini millesimo quadringentesimo-octavo.

NOS verò supranominati, Alvarus Comestabilis, Joannes, Archiepiscopus; Rodericus, Comes de Benavento, præfati christianissimi & serenissimi principis & Domini nostri, Domini Joannis, Regis Castellæ & Legionis moderni, consilarii & procuratores, &c. sperantes prædictas ligas, confederationes, amicitias, compositiones, conventiones, tractatus, & promissiones inter dictum Dominum Regem Castellæ & Legionis modernum, & serenissimum Dominum, Dominum Carolum Francorum Regem modernum, pro se, & pro suo primogenito, vel hærede, regnis, & terris, & subditis suis, ex altera partibus, sicut præmittitur, initas, conceptas, ac firmatas fore & futuras ad Dei laudem, malorumque exterminium, & utriusque prædictorum Regum ac regnorum, rei publicæ prosperum incrementum, præsentibus unā & pariter convenientibus, videlicet ex una parte nobis pro dicto Domino nostro Rege Castellæ & Legionis, & ex alia Reverendissimo in Christo Patre & Domino, Domino Dionisio, Archiepiscopo Tholosano, necnon nobili & spectabili domino Joanne de Bonay, milite, Senescallo Tholosæ, Consiliariis, ac Herveo de Fresnoy, secretario, Ambassiatoribus & nunciis ac procuratoribus dicti Domini Francorum Regis moderni, pro & ad hoc specialiter constitutis & ordinatis per litteras ipsius Domini Regis Francorum moderni, vice & nomine dicti Domini Regis Francorum moderni, & pro eo, proque suo primogenito nato, vel nascituro, aut primo regni sui hærede, ac pro regno, terris, dominiis, subditis, & adherentibus suis, aliisque omnibus & singulis, quorum interest, aut interesse poterit quomodolibet in futurum, recipientes, acceptantes, & solemniter stipulantes virtute potestatis nobis, ut prædictum est, attributæ, & concessæ per dictum Dominum nostrum Regem Castellæ & Legionis, vice & nomine ejus, & pro eo, proque ejus filio primogenito nato, seu nascituro, aut primo regnorum suorum hærede, ac pro regnis, terris, dominiis, subditis, & adherentibus suis, cæterisque omnibus & singulis, quorum interest, vel interesse poterit quomodolibet in futurum, confederationes, tractatus, compositiones, pactiones, ligas & amicitias, ac omnia & singula in prædictis, & circa prædicta per dictum dominum nostrum Regem Castellæ & Legionis modernum, per ejusque supradictos tutores ejus nomine & vice, unā cum dicto domino defuncto Carolo sexto, tunc Rege Francorum, genitore dicti domini Regis Francorum moderni, cum supradictis Ambassiatoribus suis, ejus vice & nomine, ut præmittitur, acta, gesta, habita & conventa, prout in superius insertis litteris suis contenta & expressata sunt, laudamus, ratificamus, approbamus, inimus, facimus & firmamus sub pœnis, formâ, modis, obligationibus, & qualitatibus suprà scriptis, pro dicto domino nostro Rege Castellæ & Legionis moderno, proque primogenito suo nascituro, aut primo regnorum suorum hærede, terris, regnis, dominiis, subditis, & adherentibus suis, & omnibus aliis quorum interest, & interesse poterit in futurum, unā cum dictis Consiliariis, Ambassiatoribus, Procuratoribus dicti domini nostri Regis Francorum, ejus vice & nomine agentibus, &

pro eo, & filio suo primogenito nato, aut nascituro, aut regnorum suorum hærede, proque regnis, terris, dominiis, subditis, & adherentibus suis, & aliis omnibus quorum interest, aut interesse poterit quomodolibet in futurum, similes & conformes pactiones, conventiones, obligationes, & submissiones consentientibus, facientibus, nobis stipulantibus & recipientibus pro & vice dicti domini nostri Regis Castellæ & Legionis, ejusque primogeniti nati, aut nascituri, aut primi regnorum suorum hæredis, ac pro regnis, terris, dominiis, subditis, adherentibus, & aliis supradictis, prout continentur in eorum litteris consimilibus & conformibus istis, quas nobis tradiderunt. Verumtamen non intendimus in præmissis comprehendere clausulam contentam in superius insertis litteris, facientem mentionem inclitæ memoriæ defuncti domini Martini, tunc Regis Aragonum, & sui primogeniti, qui tunc erant, sed hinc inde tolli & abjici, & pro nulla haberi, cum etiam sit supervacua; quia ipse Martinus, & ejus filius, ab hoc seculo dudum, sicut domino placuit, migraverunt. Promittimus insuper, & juramus in animam dicti domini nostri Regis Castellæ & Legionis, super imaginem & representationem crucifixi Domini nostri Jesu Christi, ac sua sancta Evangelia per nos corporaliter tactam & tacta, bona fide, cessantibusque fraude & malo ingenio quibuscumque, omnia & singula præmissa, prout, & quemadmodum per nos, quibus supra vice & nomine, firmata, gesta & facta sunt, teneri & tenenda, ac de puncto ad punctum adimpleri, & adimplenda, & inviolabiliter observari & observanda per dictum dominum Regem Castellæ & Legionis, pro se, & pro suo primogenito nato, vel nascituro, aut primo regnorum suorum hærede, ac regnis, terris, & dominiis, subditis, & adherentibus suis, ac etiam per eum, & per ejus patentes litteras suprà & infrà scriptas, acceptandum, approbandum, & confirmandum, easque litteras dandum & tradendum dicto domino nostro Regi Francorum, quamprimum per ejusdem domini Regis Francorum litteras aut nuncios requireretur, similes seu conformes, ac ejusdem virtutis & efficaciz litteras dicti domini Francorum Regis, recipientes, & hæc sub hipoteca & obligatione omnium bonorum, hæredumque, & successorum suorum præsentium & futurorum, necnon sub pœna perjurii, quam Rex potest incurrere tali casu, ac etiam sub pœna centum millium marcarum auri, in quibus obligationibus, & pœnis, nos eundem dominum nostrum Castellæ & Legionis Regem, sua regna, pariter & sua suorumque hæredum & successorum bona quæcunque eisdem domino Regi Francorum, ejusque primogenito nato, seu nascituro, aut primo regni sui hæredi, & erga eum tanquam pro confessato, judicato, & condemnato, teneri, & ipsas pœnas, si contra prædicta idem dominus noster Rex Castellæ & Legionis, aut primogenitus suus natus, aut nasciturus, sive primus regnorum suorum hæres, fecerit, aut fecerint, confitemur ipsum dominum nostrum Castellæ & Legionis Regem, primogenitumque suum natum, aut nasciturum, sive primum regnorum suorum hæredem, incurrisse, & tam de jure quàm de facto adjudicamus totaliter incidisse, & ipsum, primogenitumque suum natum, vel nasciturum, sive primum regnorum suorum hæredem, & successores suos, ejusque regnum, dominia, terras, & bona, ac hæredum & successorum suorum, præsentia & futura, pro præmissis firmiter adimplendis, supposuimus & supponimus cohercioni & compulsioni Cameræ Sedis Apostolicæ, volumusque & consentimus, quod ad majorem firmitatem prædictorum omnium & singulorum, litteras apostolicas super ipsis fortiores & meliores dicto sapientum, substantiâ

non mutata, idem dominus noster Rex Castellæ & Legionis, seu primogenitus suus natus, aut nasciturus, sive primus regnorum suorum hæres, dicto domino Regi Franciæ, ejusque primogenito nato, aut nascituro, sive primo regni sui hæredi, facere, dare, & concedere teneatur, ac etiam teneantur, quovis per ipsum dominum Francorum Regem, vel ejus primogenitum natum, seu nasciturum, aut primum regni sui hæredem, idem dominus noster Rex Castellæ & Legionis, aut primogenitus suus natus, seu nasciturus, sive primus regnorum suorum hæres, fuerit aut fuerint requisiti.

In quorum omnium robur, & testimonium præsentibus litteris nomina nostra propriis manibus subscripsimus, & sigilla nostra fecimus apponi unâ cum signo & subscriptione notarii publici infra scripti. Datum, & actum in oppido de Majorito Toletanæ Diocesis, vicesima nona die januarii à Nativitate Domini, secundum morem Ecclesiæ Hispaniæ, millesimo quadringentesimo tricesimo quinto, *To el Conestable*, Joannes Hispalensis, electus Ecclesiæ Toletanæ, *el Conde*.

ET ego Ferdinandus Diaz de Toledo, Decretorum Doctor, publicus auctoritate apostolica Notarius, ac dicti serenissimi Domini nostri Castellæ & Legionis Regis, auditor, referendarius, atque secretarius, præmissis omnibus & singulis, dum sic, ut præmittitur, agerentur & fierent, una cum infra scriptis testibus ad hæc vocatis specialiter & rogatis, videlicet egregiis & spectabilibus viris, Patrono, Comite de Berlua, Roderico Didaci de Mendoça, Majordomo, Petro Alvares de Ausolio, Custode majori, Petro Manne, præfati serenissimi Domini nostri Regis Consiliariis, ac nobilibus, Bartholomeo de Montequieri, milite, Joanne de la Britogna, Armigero, Petro Norma, Presbytero Tholosanæ, Remensis, Cenomanensis, & Senonensis Diocesis, interfui, eaque sic fieri vidi & audiui, de mandatoque dictorum dominorum Conestabularii, Archiepiscopi Hispalensis, ac Comitis de Benavento, præfati serenissimi ac Christianissimi Domini nostri Regis Castellæ & Legionis procuratorum, hoc præsens publicum instrumentum, me aliis arduis occupato negotiis, per alium scribi feci, & in hanc publicam formam redigi, signoque meo, unâ cum nominibus, & sigillorum appensione ipsorum dicti Domini nostri Regis procuratorum, solito signavi rogatus, pariter & requisitus, in fidem & testimonium omnium & singulorum præmissorum; Fernandus Doctor referendarius, Notarius Apostolicus.

Notum facimus, quod nos Joannes Rex Castellæ & Legionis præfatus, cupiens condecenter, aspirante Deo, consolidare tam sinceram inter utrumque regem, utrumque dominum, & utraque regna, ditiones & gentes, conventionem, quæ sua vetustate pariter & integritate meruit conservari, grandique sedulitate foveri, confederationes, ligas, amicitias, compositiones, pacta, conventiones, promissiones, obligationes, ac quæcumque alia in superius insertis litteris contenta, per prædictos hinc inde procuratores acta, gesta, habita, concordata & passata; quæ omnia & singula perspicaciter intuentes, nos ipsi summe intelligimus & comprehendimus de nostra certa scientia, & ex nostri Magni Consilii, prælatorum, baronum, magnatum, peritorumque & proborum regnorum nostrorum ingenti copia referti, matura & diu digesta deliberatione pro nobis, & primogenito nostro nato, vel nascituro, sive regnorum nostrorum hærede, regnis & terris, subditis, ditionibus, dominiis, & adherentibus nostris, ac om-

nibus aliis quorum interest, & interesse poterit, prout & quemadmodum superius inserta sunt, laudamus, ratificamus, approbamus, acceptamus, & confirmamus, iterumque, ac de novo, quatenus opus est, facimus & promittimus per presentes. Quæquidem omnia & singula cum suis dependentiis, emergentibus, & connexis, ad hæc præsentibus in infra scriptis litteris nominatis Ambassiatoribus præfatis, fratri nostro Regi Francorum, pro ipso fratre nostro, proque suo primogenito nato, vel nascituro, aut primo hærede regni sui, ac pro regno, subditis, terris, ditionibus, dominiis, & adhærentibus suis, ac omnibus aliis quorum interest, aut interesse poterit, recipientes & acceptantes, præpositis nobis, tactisque corporaliter per nos sacrosanctis Dei Evangeliiis, præmissoque venerabili signo Crucis Dominicæ, semper & omni tempore, custodire & custodiri, manuteneri, & manuteneri, ac inviolabiliter de puncto in punctum observare & observari facere, neque unquam per nos, vel aliū, seu alios, publicè vel occultè, aut alio quovismodo, aliqua ratione, causa, vel occasione contra facere, aut venire polliciti sumus, ac pollicemur, promittimusque & promissimus, juravimus etiam & juramus, & solemniter expromissimus & fecimus, expromittimus & facimus sacramentum in verbo regio, & per animam nostram, fidem, & homagium præfato fratri nostro Regi Francorum moderno dicto, vel primogenito, vel hæredi suo præstandum, & sub pœnis perjurii, quas Rex potest incurrere, & etiam centum millium marcarum auri, & generaliter sub omnibus aliis, & singulis pœnis, obligationibus, & submissiōibus latius contentis in superius insertis litteris; pro quibus omnibus & eorum singulis firmiter & inviolabiliter tenendis & adimplendis obligamus, hipotecamus, & supponimus regna & bona nostra, ac hæredum nostrorum quorumcumque.

In quorum omnium testimonium præsentibus nostras litteras, per secretarium nostrum infra scriptum fieri, & publicari mandavimus, ac nostris, sigillique regii majoris nostri plumbei munimine roborari, consiliariis nostris, videlicet, nobili & fideli nostro Alvaro de Luna Conestabulario Castellæ, ac sancti Stephani Comite, Reverendisque in Christo Patribus Joanne, Archiepiscopo Hispanensi, Ecclesiæ Toletanæ Electo confirmato, ac Petro Episcopo Exoniensi avunculo, & nobilibus Roderico Didaci de Mendocça, Majordomo, Fernando Luppi de Saldona, majori nostro Rationario, doctore, Petro Joannis, & pluribus aliis præsentibus, ad hæc vocatis specialiter & rogatis. Datum in oppido de Majorito, anno a Nativitate Domini millesimo quadringentesimo tricesimo quinto, mōre Hispanico, & regnorum nostrorum vicesimo-nono, die verò ultima januarii.

NOS itaque Erricus & Joannes, Marchiones præfati, consiliiarii & procuratores prædicti, sufficienti ad hoc facultate & autoritate suffulti, convenientes vice & nomine memorati serenissimi Principis Domini, Domini Henrici Castellæ & Legionis Regis, pro ipso, ac primogenito suo nascituro, seu primo regnorum suorum hærede, ac pro regnis, terris, dominiis, subditis, & adhærentibus suis, aliisque omnibus & singulis quorum interest, vel interesse poterit quomodolibet in futurum, una cum Reverendissimo in Christo Patre, ac spectabilibus & nobilibus viris dominis, Joanne miseratione divinâ Archiepiscopo Turonensi, Geraldo le Boursier, Magistro Requestarum ordinario hospitii, Guilhermo de Stagno, milite, domino locorum de Vervins, de Valle, & Lugarda,

Senescalpo Ruthenensi & Cambellano, Errico de Arceo, scutifero, Bursario Hispaniæ, consiliariis illustrissimi ac christianissimi Principis & Domini, Domini Caroli, Dei gratiæ Francorum Regis; & Nicolao de Brosio, notario & secretario ejusdem Principis, Ambassiatoribusque, Oratoribus & Nunciis suis apud præfatum serenissimum Principem Regem Castellæ & Legionis, ad hæc specialiter & expressè destinatis, & plenam potestatem habentibus, prout per litteras utriusque Regis inferius inferendas luculenter apparebit, recipientibus, acceptantibus, & solemniter stipulantibus pro eodem Christianissimo Rege Domino Carolo, & pro suo primogenito nato, vel nascituro, aut primo regni sui hærede, necnon pro regno, terris, dominiis, subditis, & adhzrentibus, aliisque omnibus & singulis quorum interest, vel interesse poterit quomodolibet in futurum, confæderationes, tractatus, compositiones, pactiones, ligas, fraternitates, amicitias, & omnia & singula in præmissis litteris contenta & expressata, virtute potestatis nobis attributz & concessæ, laudamus, ratificamus, approbamus, acceptamus, & validamus, iterumque & de novo tractamus, inimus, facimus, & firmamus sub pœnis, forma, modis, obligationibus, qualitatibus, submissionibus, clausulis, ac omnibus aliis suprà scriptis. Promittimus insuper bona fide, cessantibus fraude & malo ingenio quibuscumque, pollicemur, & juramus super imaginem & representationem crucifixi Domini nostri Jesu Christi, ac sancta Evangelia per nos corporaliter tacta, & in animam dicti nostri Regis Castellæ & Legionis, & sub hipoteca & obligatione omnium bonorum hæredumque, ac successorum, præsentium & futurorum, necnon & sub pœna perjurii, quam Rex incurtere potest tali casu, & centum millium marcarum auri, omnia & singula præmissa, prout & quemadmodum per nos, quibus supra vice & nomine, firmata, inita, facta & tractata sunt, teneri & tenenda, ac de puncto in punctum adimpleri & adimplenda, atque inviolabiliter observari & observanda per dictum Dominum nostrum Regem Castellæ & Legionis, pro se, & primogenito suo nascituro, aut primo regnorum suorum hærede; ac regnis, terris, dominiis, subditis, & adhzrentibus suis, ac etiam per eum, & per ejus patentes litteras acceptanda, approbanda, & confirmanda, & eas litteras dandas & tradendas dicto Domino nostro Francorum Regi, quamprimum per suæ Serenitatis litteras aut nuncios requiratur, similes aut conformes, ac ejusdem tenoris virtutis & efficaciz, litteras Serenitatis suæ recipiendo; ad quæ omnia adimplenda & observanda nos eundem Dominum nostrum Regem Castellæ & Legionis, Regis pariter & sua, suorumque hæredum & successorum bona quæcumque eidem Domino Regi Francorum, ejusque primogenito nato, vel nascituro, aut primo regni sui hæredi, & erga eum tanquam pro judicato, confessato, & condemnato teneri, & in ipsas pœnas ipsum dominum Regem Castellæ & Legionis, primogenitumque suum nasciturum, aut primum regnorum suorum hæredem, si contra prædicta fecerint, aut fecerint, confitemur incidisse, & tam de jure quam de facto adjudicamus totaliter incidisse, & ipsum primogenitum suum nasciturum, aut primum regnorum suorum hæredem, & successores suos, ejusque regna, dominia, terras, & bona, ac hæredum & successorum suorum, præsentia & futura pro præmissis firmiter adimplendis supposuimus & supponimus coherctioni & compulsioni Cameræ Apostolicæ, volumusque, & consentimus, quòd ad majorem firmitatem prædictorum omnium & singulorum litteras apostolicas super ipsis

fortiores & meliores dicto sapientum, substantiâ non mutata, idem dominus noster Rex, seu primogenitus suus nasciturus, sive primus regnorum suorum hæres, dicto domino Francorum Regi tradat, & tradant, quoties per ipsum fuerit requisitus, vel fuerint requisiti.

Tenor autem facultatis, per dictum Christianissimum Principem Regem Francorum Ambassiatoribus suis supradictis concessæ, sequitur & est talis.

CAROLUS, Dei gratiâ Francorum Rex, Universis præsentis litteras inspecturis, salutem. Solidius regibus & regnis esse comperimus stabilimentum, dum veris studiis diutissimè comprobatas amicitias confortare, & amplitudine cumulata factas adjungere studet accurata utriusque sollicitudo; nam unica eorum potentia mutua vicissitudine solidata fortius resistit, & constantius perdurat. Considerantes igitur longas amicitias, & intemeratas, confederationum & ligarum nexus inter nostros, & serenissimi Principis carissimi fratris & consanguinei nostri Henrici, Dei gratiâ Castellæ & Legionis Regis moderni, prædecessores, & inter nos, & ipsum ultra sanguinis affinitatem, qua invicem attingimur, ac etiam inter utramque domum, utrumque regnum, præfatis temporibus hætenus inviolabiliter observare, sælicem utriusque domibus & regnis valetudinem præbuisse, sic in adversis ut in prosperis, ut sædus nomine nostro tam celebriter initum & actum à nobis valida firmitudine corroboretur. Notum facimus, quodd nos confidentes de sapientia, fidelitate, peritia, probitate & solertia dilectorum & fidelium nostrorum consiliariorum, Archiepiscopi Turonensis, & Giraldi le Bourcier, Magistri Requestarum ordinariorum, Archiepiscopi nostri, Guillori de Stagno, militis, Cambellani nostri, & Senescalli Ruthenensis, Ynigi Dareti, etiam consilarii nostri, necnon Magistri Nicolai de Brolio, notarii & secretarii nostri, quos destinamus ad præfatum fratrem & consanguineum, & confederatum nostrum Regem Castellæ & Legionis, eos ex nostra certa scientia, & matura nostri consilii deliberatione constituimus, facimus, & ordinamus, per præsentis, Ambassiatores, oratores, procuratores, tractatores, nuncios generales & speciales, dantes eisdem, & eorum tribus, quorum dictus Archiepiscopus sit semper alter, plenam, generalem, & liberam potestatem, facultatem, auctoritatem, & mandatum speciale, amicitias, confederationes, & ligas inter nostros, & fratris nostri præfati Regis Castellæ & Legionis prædecessores, initas, & confirmatas vice & nomine nostri, & pro nobis, hæredibusque, & successoribus nostris, ac regno, ditionibus, subditis, amicis, & benevolis nostris, nobis adhærentibus & adhæsuris, unâ cum ipso fratre nostro, pro se, & suis hæredibus, successoribus, regnis, dominiis, & subditis, seu cum deputatis, aut deputandis ab eo cum sufficienti ab ipso potestate, confirmandi, continuandi, tractandi, faciendi, & perficiendi, in perpetuum, vel ad certum tempus duraturas, sub antiquarum confederationum, vel sub alterius tenoris forma, prout ipsis procuratoribus & ambassiatoribus videbitur expedire, necnon declarandi, interpretandi, mutandi, adjiciendi, & diminuendi, si qua in dictarum confederationum litteris, aut verbis ambigua, obscura, imperfecta, aut aliter mutanda videantur, jurandique in animam nostram, & in verbo regio, pro nobisque promittendi prædicta omnia, & singula per eos tractata, concordata, & confirmata, per nos firmiter teneri, & inviolabiliter observari, similo-

que juramentum, obligationes, & stipulationes, à prædicto fratre nostro Rege Castellæ & Legionis, & à suis quorum intererit, requirendi, petendi, exigendi, & recipiendi; & insuper omnia alia, & singula exercendi, gerendi, disponendi, faciendi, & expediendi, quæ in præmissis, & circa ea fuerint necessaria, utilia, seu etiam opportuna, & quæ faceremus, disponeremus, seu facere & disponere possemus, si præsentibus & personaliter interessemus, etiam si talia essent, quæ mandatum specialius exigent; promittentes etiam bona fide, & in verbo regio, & sub obligatione bonorum nostrorum quorumcumque, pro nobis, heredibusque, successoribus, ac regno, subditis, amicis, & benevolis nostris nobis adherentibus & adherentibus, nos ratum, gratum, firmum, & stabile habere, & perpetuò habituros quicquid per dictos Ambassadors & procuratores nostros, vel per tres alios, quorum dictus Archiepiscopus semper alter sit, confirmatum, tractatum, continuatum, declaratum, interpretatum, mutatum, additum, diminutum, obligatum, juratum, promissum, actum, dictum, gestum, conclusum, dispositum, factumve fuerit in præmissis, & eorum quolibet, vel circa ea, una vice, aut iteratis & diversis, eaque omnia & singula irrefragabiliter observaturos, tenturos, expleturos, ac confirmaturos, etiam nostras litteras super hoc, quotiescumque erimus requisiti sæpe dicto fratri nostro daturus, ab eodem fratre nostro conformes recipiendo.

In quorum omnium fidem & testimonium præmissorum, sigillum nostrum litteris præsentibus duximus apponendum. Datum Magduni supra Ebram, vicesima die mensis januarii, anno Domini 1454. & regni nostri tricesimo tertio. Per Regem in suo Consilio, DE LA HERE.

Sequitur vero tenor facultatis Henrici Regis Castellæ, &c.

HENRICUS, Dei gratiâ Rex Castellæ & Legionis: Universis & singulis præsentibus litteras inspecturis, Salutem & gratiam in Domino. Cum mira illustratione reperimus, longævam amicitie copulationem grandes afferre quietudines hominibus, quorum animi in naturam pie consuetudinis redacti, sanctam appetunt habere conciliationem, quam à principio pacti sunt, præsertim eorum Regum & Principum, qui mutuo affectu à consanguinitate laudabilem optant obtinere fœderationem; & quia justum judicamus, & animo nostro admodum desiderabile est, quæ inter progenitores nostros recolendæ memoriæ, & serenissimum Principem Regem Franciæ modernum, fratrem carissimum & consanguineum nostrum, suosque progenitores, stabilita comperimus, ad perpetuam validamque amicitiam concernentia, in robur firmitatis contrahere, necnon ipsorum progenitorum nostrorum vestigia prosequendo, adversa pariter & prospera utrorumque regnorum, & subditorum nostrorum in proprium reputare commodum & interesse.

Notum facimus, quod nos confidentes de sufficientia prudentia, magna fidelitate, ac probitate dilectorum nostrorum, strenuorumque militum Errici Luppi de Mendoça, Marchionis de Santillana, Comitis del Real, & Joannis Pacheco, Marchionis de Villena, Majordomi nostri, ex certa scientia, maturaque consilii nostri deliberatione, constituimus, facimus, & ordinamus, per præsentibus, procuratores, tractatores, nostros oratores generales & speciales, eosque Erricum & Joannem cum potestate amicitias, confœderationes, & ligas inter nostros, & præfati nostri fratris Regis Franciæ prædecessores, initas & conservatas, vice, & nomine nostri, &

pro nobis, hæredibusque, & successoribus nostris, ac regno, ditionibus, subditis, amicis, benevolis nostris, nobis adherentibus & adhæsuris, unâ cum fratre nostro præfato, pro se, & suis hæredibus, & successoribus, regnis, dominiis, & subditis, seu cum deputandis, aut deputatis ab eo cum sufficienti ab ipso potestate, confirmandi, tractandi, faciendi, ac perficiendi in perpetuum, vel ad certum tempus duraturas, sub antiquarum confederationum, vel sub alterius tenoris forma, prout ipsis Marchionibus, nostris procuratoribus, videbitur expedire, necnon declarandi, interpretandi, mutandi, adjiciendi, & diminuendi, si qua in dictarum confederationum litteris, aut verbis ambigua, obscura, imperfecta, aut aliâs mutanda videantur, jurandique in animam nostram, & in verbo regio pro nobis promittendi prædicta omnia & singula per eos tractata, confirmata, & concordata per nos firmiter teneri, & inviolabiliter observari, simileque juramentum, obligationes, & stipulationes à prædicto fratre nostro Rege Franciæ, & à suis quorum intererit, requirendi, petendi, exigendi & recipiendi, & insuper omnia alia, & singula exercendi, gerendi, disponendi, faciendi, & expediendi, quæ in præmissis, & circa ea fuerunt necessaria, utilia, seu etiam opportuna, & quæ faceremus & dispo- neremus, seu facere & disponere possemus, si præsentem, & personaliter interessemus, etiam si talia forent, quæ mandatum specialius exigerent. Promittimus etiam bona fide, & in verbo regio, & sub obligatione bonorum nostrorum quorumcunque, pro nobis, hæredibusque, successoribus, ac regno, subditis, amicis, & benevolis nostris, nobis adherentibus & adhæsuris, nos ratum, gratum, firmum & stabile habere, & perpetuò habiturum quidquid per dictos Ambassiatores & procuratores nostros sit confirmatum, tractatum, declaratum, interpretatum, mutatum, additum, diminutum, obligatum, juratum, promissum, actum, dictum, gestum, conclusum, dispositum, factumve fuerit in præmissis, & eorum quolibet, vel circa ea, una vice, aut iteratis & diversis, eaque omnia, & singula irrefragabiliter observavimus, & compleremus, & confirmavimus, & etiam nostras litteras super his, quotiescunque etiam requisiti, sæpedito fratri nostro daturos, ab eodem fratre nostro conformes recipiendo.

In quorum omnium fidem & testimonium præmissorum, sigillum nostrum præsentibus litteris duximus apponendum. Datum in civitate Cordubensi, decima die mensis julii, anno Domini millesimo quadringentesimo quinquagesimo quinto, & regni nostri anno primo. *To el Rey*, per Regem in suo Consilio, Relator.

In quorum omnium fidem, robur, & testimonium præsentibus litteris nomina nostra propriis manibus subscripsimus, & sigillorum nostrorum fecimus appensione roborari, unâ cum signo & subscriptione venerabilis Notarii publici infrascripti. Datum, & actum Cordubæ in Ecclesia majori, die decima mensis julii, anno Domini millesimo quadringentesimo quinquagesimo quinto,

EGO Fernandus Diaz de Toledo, Decretorum Doctor, Secretarius, & publicus auctoritate apostolica Notarius, & prædicti serenissimi domini nostri Castellæ & Legionis Regis consiliarius, auditor, referendarius, atque secretarius, & regalium privilegiorum major Notarius, præmissis omnibus & singulis, dum, sicut præmittitur, agerentur, & fierent, unâ cum infra scriptis testibus ad hæc vocatis specialiter & rogatis, videlicet, magnificis & speçtabilibus viris & dominiis, domino Friderico Admiraldo majore, Fernando Alvari de Toledo, Comite
de

de Alva, Didaco Fernandi de Corduba, Payo de Ribera, Didaco Aroc, majori Rationali, Andrea de Catena, in decretis licentiatore, auditore, & referendario, omnibus de consilio præfati domini nostri Regis; ac magistris Nicolao de Argouges, Licentiatore, Francisco Thouars, Baccalario in Legibus Canonice Ecclesie Turonensis, & nobilibus viris Stephano Bernardi, domino de Sculero, Adeneto Mansabit, domino de Corentill, præfens publicum instrumentum, me aliis arduis occupato negotiis, per alium scribi feci, & in publicam formam redigi, signoque meo unâ cum nominibus ipsorum magnificorum, & spectabilium virorum Marchionum, Procuratorum prædicti serenissimi domini nostri Regis Castellæ & Legionis, ac sigillorum appositione dictorum dominorum procuratorum signavi, rogatus pariter & requisitus, in fidem & testimonium omnium & singulorum præmissorum. Sic signatum Ferdinandus, Doctor, & Apostolicus Notarius.

Contra istius ergo fœderis tanti temporis, tantæ religionis auctoritatem, ut præmisimus, cum illustrissimo Eduardo Rege Anglorum, suoque regno, percussum fœdus juste rescindimus, cassamus, & aspernamur, quod quidem cum ipsis Anglicis, ignorata primorum cum Francis fœderum forma, decepti fecimus, malisque & conventitiis suggestionibus invitati, ac tenebris & bellorum tempestate coacti, decurrimus, non modo nullo regnorum nostrorum studio, sed vix ullo intercedente nostrorum populorum consensu; imo verò nunc circumstantes nos populum nostrorum oratores & procuratores veterem consuetudinem benevolentie ipsorum cum Francis fixæ à nobis efflagitantes, de Anglicis dixerunt se non secus quàm de cæteris hostibus opinari; quòdque fœdera cum eisdem Anglicis ista effugiant auribus, respuunt animo, & aspernantur, nec utilitatem suam præfati nostri subditi asseruerunt tam in quacumque orbis provincia, quàm in Francorum commerciis & negotiatione versari: affines quoque & continentes se Hispaniam & Franciam, nostro tempore disjungi quæsti sunt, simulque ostenderunt nobis integrum non fuisse, cum susceptis jam religionibus in Francorum fœdera impediremur Anglicis altera religione alligari, plurisque oportere à nobis fieri fœdus Francorum, quod abundantes consilio, florentes integra regnorum suorum potestate, summa prudentia nixi nostri majores firmarunt, & illibatum servarunt, quàm fœdus factum cum Anglicis, quod scissis per intestinum bellum regnis nostris, quædam quasi tempestas & violentia fortunæ surripuit. Quapropter, ut in exordio diximus, nos Henricus Castellæ & Legionis etiam Rex, Hispanorum atque Francorum mutuum benevolentiam gratissima recordatione penantes & spectantes, etiam si religio vetustior impediret, quantopere tam mos nostrorum majorum, & exempla nobis aperta, quæ imprimis spectare regii muneris est, quàm subditorum nostrorum salus, utilitas, & commoditas nos vehementer dehortarentur à perseverando in fœdere isto cum Anglicis, ipsum per nos nuper factum cum præfato illustrissimo Rege Eduardo, regno Angliæ, subditis, & adherentibus, per præsentem rejicimus, & prorsus abjicimus à nobis, à regnis, subditis, atque adherentibus nostris, ipsique omnino renunciamus; fœdus verò, amicitiam, pacem perpetuam, societatem, alligationem nostri, ac proximi hæredis, regnorum nostrorum, cum Christianissimo Ludovico Francorum Rege, consanguineo nostro carissimo, ejusque proximo hærede, suis regnis, dominiis, subditis, ac adherentibus, juxta inserta præsentibus litteris pacta amplectimur, renovamus, & confirmamus, juramus, atque in verbo regio, promittimus firmiter & inviolabiliter servare. Ne verò aluta

calliditate quisquam in scirpo nodum quærens, imposterum hæc pacta, solemnissime promissiones & juramenta nostra conetur infringere, declaramus omnes motus suspicionum & dissensionum à nobis cum præfato carissimo fratre nostro Ludovico, Christianissimo Francorum Rege, aut ab ipso nobiscum ortos, omnesque pœnas pactis & fœderibus nostris appositæ, quantum ad præterita spectat, evanuisse & evanescere per præsentis, omnemque imposterum ex præteritis simultatibus exceptionem, quæ fœderibus, aut pactis suprà scriptis obijci posset, consentientibus ad hæc præfato reverendissimo Patre Cardinali Albienfi, ac ipsius Christianissimi Francorum Regis legatis & oratoribus, nullius esse volumus roboris & momenti. Verùm inter agendum per nostros consiliarios ipsis oratoribus Ludovici sereniss. Francorum Regis apertum est intercessisse ipsius consanguinei & fratris nostri carissimi Franciæ Regis, fœdera cum illustrissimo Joanne Aragonum asserto Rege, nostro avunculo, repugnantia fœderibus suprà scriptis, aliaque inita fœdera cum aliquibus aliis Principibus obniventia istis; quam rem dixerunt se nescire, neque arbitrari, vixque credere suum dominum ac Regem aliter ad prædicta fœdera cum Rege Aragonum, aut aliis, ut præfertur, decurrisse, nisi intentione nihil agendi, quod fœderibus ictis, certæque nobiscum benevolentia repugnaret. Itaque ut omnis scrupuli, dubitationis, aut altercationis auferatur occasio, tam præfatus Reverendissimus Cardinalis, quam oratores prænominati, omniibus fœderibus cum Joanne Aragonum Rege ictis, aut aliis, hæcenus Regis sui nomine renunciaverunt, quatenus præsentibus fœderibus repugnant, prout in ipsorum litteris nobis datis liquet apertius. Nos etiam fœderibus, quæ præsentibus contrariantur, vel obesse possunt, per nos forte percussis similiter renunciavimus, & renunciamus per præsentis.

In quorum omnium & singulorum fidem & testimonium præmissorum, præsentis litteras manu propria subseripsimus, & sigillum nostrum majus plumbeum duximus apponendum. Datum & actum Cordubæ in castro regio, decima nona mensis junii, anno à Nativitate Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo nono. Sic signatum, *To el Rey*. Alfonso Licentiatas &c. de illustrissimo Regis mandato, *Joan. de Oviedo*, Secretarius.

IDEOQUE nos Joannes Lopez de Medina, Archidiaconus de Almagar, & Joannes de Gamboa, Capitaneus generalis in provinciis de Guipuzeta, Biscata, & Alava, Ambassiatores, procuratores, & nuncii præfati ad supra & infra scripta destinati, & super his plena & sufficienti potestate muniti, prout in litteris Regiæ Majestatis nominibus suis roboratis, ac sigillo regio plumbeo impendenti munitis, inferiùs inferendis latius continetur; attendentes quod in unitate concordia est, quæ servat imperia; & in diversitate discordia, quæ maxima regna subvertit; sperantes, & confidentes in eo, qui fuit cum tribus pueris in camino ignis ardentis, côm in Deum, atque inter se unanimes in concordia permanebant, flammis ambientibus medios spiritu roris animavit, ac liberavit; & per Apostolum Paulum mandatum nobis tradidit, dicens, [non sint in vobis schismata, supportantes invicem in caritate, solliciti servare unitatem spiritus in vinculo pacis:] quod suâ solitâ misericordiâ, & pietate super hos Christianissimos Regem & Reginam, & hanc unitatem, pacem, & concordiam in perpetuum inter eos duraturam manus suæ protectionis extendet. *Aurquitate &*

de mandato eorumdem serenissimorum dominorum nostrorum , Dei gratiâ Regis
 Fernandi & Elisabethæ Reginae Castellæ & Legionis, ac eorum nomine , & pro
 eis , suoque primogenito nato , vel nascituro , seu primo regnorum ac dominio-
 rum suorum hærede , & pro regnis , terris , dominiis , subditis & adherentibus ,
 aliisque omnibus & singulis , quorum interest , vel interesse poterit quomodolibet
 in futurum , unâ cum Reverendo in Christo Patre & domino Joanne , Episcopo Lom-
 bardiensi , Abbate sancti Dionysii in Francia , Odeto Daydie , milite , Regii ordinis ,
 Comite Convennarum , ac domino de Lescuto , Cambellano Regis , Joanne de
 Chassâgnes , Præsidente in Curia Parlamenti Burdegalæ , Guillelmo de Supplenvilla ,
 Ballivo de Monteargivo , ac Majore civitatis Bajonæ , & Joachim Ricart , Notario
 & Secretario , omnibus consiliariis , oratoribus , nunciis , & procuratoribus præ-
 fatis Christianissimi Ludovici Regis Francorum , ad hoc specialiter destinatis , &
 plenam ac sufficientem facultatem habentibus , prout per patentes litteras inferius
 copandas abunde constabit , pro ipso potentissimo Rege Francorum , ac pro suo
 primogenito nato , vel nascituro , seu primo regi sui hærede , ac pro regno , ter-
 ris , dominiis , subditis & adherentibus suis , aliisque quorum interest , vel inter-
 esse poterit in futurum , recipientibus , acceptantibus , & solemniter stipulantibus ,
 confederationes , amicitias , tractatus , compositiones , pactiones , renunciaciones ,
 capitula & articulos , ligas , & fraternitates , & antiqua fœdera , ac omnia & sin-
 gula in præmissis & præinsertis litteris , & in aliis quibusvis articulis & capitula-
 tionibus contenta , declarata , & expressata , per eosdem gloriosæ memoriæ Reges ,
 & per suos oratores , procuratores & nuncios , virtute potestatis nobis traditæ &
 attributæ , laudamus , acceptamus , ratificamus , & approbamus ; iterumque & de
 novo inter sæpeditos excellentissimos dominos nostros Fernandum Regem &
 Elisabetham Reginam Castellæ & Legionis , pro se , & pro suo primogenito nato ,
 vel nascituro , seu primo regnorum & dominiorum suorum hærede , ac pro regnis ,
 terris , dominiis , subditis , & adherentibus suis , aliisque quorum interest , vel in-
 tererit , cum eodem Christianissimo Ludovico Rege Francorum , & cum suo pri-
 mogenito nato , vel nascituro , seu primo regi sui hærede , ac cum regnis , terris ,
 dominiis , subditis , & adherentibus suis , aliisque quorum interest , vel intererit ,
 pacem , concordiam , amicitias , fraternitates , ligas , confederationes , atque fœdera ,
 ut præmittitur , tractamus , inimus , facimus , contrahimus , & firmamus , sub pœ-
 nis , modis , forma , obligationibus , restrictionibus , qualitatibus , submissionibus ,
 omnibus aliis renunciacionibus , & singulis clausulis supra & infra scriptis , ipsis
 oratoribus , procuratoribus & nunciis prædicti Christianissimi Regis Franciæ , vice
 & nomine suo agentibus , & pro suo primogenito nato , vel nascituro , aut primo
 regni sui hærede , & pro regno , terris , dominiis , subditis , & adherentibus suis ,
 & aliis quibuscunque , quorum interest , vel interesse poterit in futurum , similes &
 conformes pactiones , conventiones , obligationes , submissiones , & renunciatio-
 nes , & sub paribus & similibus pœnis , nobiscum convenientibus , contrahentibus ,
 & facientibus , & nobis nomine , quo supra , acceptantibus , prout in eorum litteris
 conformibus & similibus istis , quas nobis tradiderunt , latitis continetur . Promitti-
 mus insuper bona fide , & cessantibus omni fraude & malo ingenio , pollicemur ,
 & juramus super imaginem & representationem crucifixi Domini nostri Jesu Christi ,
 & sua sancta Evangelia per nos corporaliter tacta , in animas dictorum domini-
 um nostrorum Regis & Reginae Castellæ & Legionis , & sub obligatione & hi-

* Comines
 parle de ce
 gentilhomme
 dans l'onziè-
 me chapitre
 du livre 3. de
 ses memoires.

potēcia omnium bonorum, hæredumque & successorum suorum, præsentium & futurorum, necnon & sub pœnis perjurii, quod Rex potest incurrere tali casu, & sub pœni centum millium marcarum auri, omnia & singula præmissa, prout & quemadmodum per nos, quibus suprà vice & nomine firmata, inita, facta, & tractata sunt teneri, & tenenda, ac de puncto in punctum adimpleri, & adimplenda, ac inviolabiliter observari, & observanda per eosdem serenissimos dominos nostros Regem & Reginam Castellæ & Legionis, & pro suo primogenito nato, vel nascituro, aut primo regnorum suorum hærede, ac regnis, terris, dominiis, subditis, & adherentibus suis, & etiam per eos, & per eorum patentes litteras acceptanda, approbanda, & confirmanda, easque litteras dandas, & tradendas dicto Domino Regi Franciæ, quamprimum per suæ Serenitatis litteras aut nuncios requirentur, similes, seu conformes, ac ejusdem tenoris, virtutis & efficaciarum litteras suæ Serenitatis Regis Franciæ recipiendo, ad ea omnia adimplenda & observanda: Nos autem Dominos nostros Regem & Reginam Castellæ & Legionis, regna pariter & sua suorumque hæredum & successorum bona quæcumque, eidem Domino Regi Franciæ, ejusdemque primogenito nato, vel nascituro, aut primo regni sui hæredi, & erga eum tanquam pro judicato, & confessato & condemnato teneri, & in ipsas pœnas eisdem dominos nostros, Regem & Reginam Castellæ & Legionis, primogenitumque suum, sive primum regnorum suorum hæredem, si contra prædicta fecerint, confitemur incidisse, & tam de jure quam de facto volumus suo nomine totaliter incurrisse, & ipsos Dominos Regem & Reginam, primogenitumque suum natum, vel nasciturum, aut primum regnorum suorum hæredem, & successores suos, eorumque regna, dominia, terras, ac hæredum, & successorum suorum, & bona omnia illorum tam præsentia quam futura, pro præmissis firmiter adimplendis supposuimus & supponimus coëctionem & compulsionem Cameræ Apostolicæ: volumusque & consentimus, quod ad majorem firmitatem prædictorum omnium & singulorum, litteras super ipsis fortiores & meliores dicto sapientum, substantiâ non mutatâ, iidem Domini nostri Rex & Regina, seu primogenitus suus natus, aut nasciturus, sive primus regnorum suorum hæres, dicto Domino Regi Francorum, ejusque primogenito nato, aut nascituro, sive primo regni sui hæredi, facere & concedere teneantur, quoties per ipsum Dominum Regem Francorum, vel ejus primogenitum natum, vel nasciturum, aut primum regni sui hæredem, vel per ejus ad hoc deputatum, seu deputatos, iidem Domini nostri Rex & Regina Castellæ & Legionis, aut primogenitus suus natus, vel nasciturus, sive regnorum suorum primus hæres, super hoc fuerit requisitus, aut fuerint requisiti, dummodò alias similes & emendatas litteras eisdem dominis nostris Regi & Regine Castellæ & Legionis, seu eorum primogenito, vel primo regnorum suorum hæredi; per eosdem Christianissimum Regem Franciæ, suumque primogenitum, ejusque regni primum hæredem, pari modo, & eodem tempore tradantur. Volumus etiam nomine eorundem serenissimorum Dominorum nostrorum Regis & Regine Castellæ & Legionis, quod eisdem ligis, confederationibus, amicitiiis, & fœderibus, comprehendatur excellentissimus Dominus Rex Aragonum, pater eorundem Dominorum Regis & Regine Castellæ & Legionis, ac ejus regna, & dominia, si ipse comprehensus esse voluerit. Et si forte ipse Dominus Rex Aragonum voluerit comprehendendi in his fœderibus, ligis, & amicitiiis, volumus illum, & ejus regna, durante ipsius vita,

excipere, & per presentes excipimus in istis ligis, confederationibus, & amicitis, sub formis, conditionibus, & modis, prout in capitulationibus & articulis per nos factis & concordatis cum oratoribus Christianissimi Regis Franciæ, latius continetur; ac etiam volumus quod in istis ligis, fœderibus, & amicitis comprehendatur illustrissima Principissa Navarræ, eorumdem Regis & Reginæ Castellæ soror, ita ut durante ejus vita debeat conservari & defendi in suo statu; domino, & hōnore: simili modo, nomine eorumdem dominorum nostrorum Regis & Reginæ, volumus, quod in his ligis, amicitis, & confederationibus comprehendatur excellentissimus frater suus Fernandus, Rex Siciliæ, & Jerusalem. Voluerunt etiam oratores Christianissimi Domini Regis Franciæ, quod in istis confederationibus, ligis, & amicitis comprehendatur Rex Renatus, 2

¹ Donna Leonor
sœur de Fer-
dinand, dit
le Catholique.

Postremo quoniam ultra generales renuñtationes superius juxta formam antiquam confederationum factas, domini oratores Christianissimi Domini Regis Francorum, ejus vice ac nomine specialiter & expresse revocarunt, cassarunt, & annullarunt quascumque confederationes, ligas, & fraternitates initas & factas quocumque modo, & sub quibusvis firmitatibus, vinculis, promissionibus, exceptionibus, juramentis, & verborum formis generaliter, vel specialiter expresse factas, & initas ab eodem Christianissimo Domino Francorum Rege, vel ejus nomine, cum Rege Alphonso; dudum Portugalliæ Rege, & ejus primogenito, seu cum Domina Joanna, 4 ejusdem Regis nepte, quæ filia Domini Joannæ quondam Reginæ Castellæ, ejusdem Regis Alphonso sororis, nuncupatur; ideo simili modo voluerunt iidem oratores Christianissimi Domini Francorum Regis, quod ultra renuñtationes generales juxta formam antiquarum confederationum factas, specialiter & expresse revocentur, cassentur, & annullentur per nos, & per serenissimos dominos Regem & Reginam Castellæ & Legionis, quæcumque confederationes, ligas, ac fraternitates initas & factas quocumque modo, & sub quibusvis firmitatibus, vinculis, promissionibus, exceptionibus, juramentis, & verborum formis, generaliter vel specialiter expressis cum Domino Maximiliano, Duce Austriæ, ac ejus uxore, & eorum filio primogenito. Ideoque nos autoritate & nomine, quibus supra; ultra generales renuñtationes superius juxta formam antiquarum confederationum factas, specialiter & expresse revocamus, cassamus, & annullamus quascumque confederationes, ligas, ac fraternitates initas & factas quocumque modo; & sub quibusvis firmitatibus, vinculis, promissionibus, exceptionibus, juramentis, & verborum formis, generaliter vel specialiter expressis ab iisdem serenissimis dominis nostris Rege & Regina Castellæ & Legionis, seu eorum nomine, cum eodem Domino Maximiliano, Duce Austriæ, & ejus uxore, & eorum filio primogenito.

² René Roi de
Sicile, & Com-
te de Proven-
ce, oncle de
Louis XI. con-
current du Roi
Ferdinand,
oncle de Fer-
dinand le Ca-
tholique.

³ Alphonse V.
Voiez la page
161.

⁴ Donna Juana,
communé-
ment dite
la Beltraneja.

Tenor verò facultatis per eosdem serenissimos Dominos nostros Regem & Reginam Castellæ & Legionis, nobis oratoribus, nunciis, & procuratoribus suis prefatis concessæ, sequitur & est talis.

FERNANDUS & Elisabeta, Dei gratiâ Rex & Regina Castellæ & Legionis, Siciliæ, Toleti, Portugalliæ, Galiciæ, Hispali, Cordubæ, Murciæ, Gien-
næ, Algarbæ, Algeziriæ, de Gilbraltar, & Provinciæ de Guipuzera, Principes
Aragonum, Domini de Viscaya, & de Molina; universis, & singulis presentes
litteras, sive prefatus publicum instrumentum inspecturis, salutem. Regibus, &

regnis stabilimentum comperimus esse salutare, dum comprobatas eorum amicitias accurata utriusque sollicitudo diutissime studet augere; nam unita eorum potentia mutua vicissitudine solidata fortius resistit, & constantius perdurat. Considerantes igitur diuturnas amicitias, & intemeratas, & confederationum & ligarum nexus inter nos, & Christianissimi Principis & consanguinei nostri carissimi Ludovici, Dei gratiâ Francorum Regis moderni, prædecessores, sincera voluntate movemur, ut quod à prædecessoribus nostris tam celebriter initum & actum extitit, à nobis valida firmitate corroboretur.

Notum idcirco facimus, quod nos confidentes de fidelitate, legalitate, doctrina & probitate vestrum, Joannis Lopez de Medina, in Decretis Licentiatum, Archidiaconi de Almazan, & Joannis de Gamboa, Cavallericii majotis nostri, & Capitanei generalis in Provincia Guipuzera, de nostro Consilio, quos ad regnum ejusdem Francorum Regis destinamus, ex nostra certa scientia, & maturâ nostri Consilii deliberatione, eisdem Archidiaconum, & Joannem de Gamboa, constituimus, facimus, & ordinamus, per præsentem, procuratores, & nuncios nostros generales & speciales, dantes & concedentes eisdem plenam, generalem & liberam potestatem, facultatem, autoritatem, & mandatum speciale, amicitias, confederationes, & ligas inter nostros, & præfati Francorum Regis prædecessores initas, & concordatas, vice & nomine nostro, ac pro hæredibus, & successoribus nostris, ac regnorum ditionibus, subditis & amicis, adhærentibus, & adhæsuris, unâ cum eodem Francorum Rege, pro se, suisque hæredibus, successoribus, regnis, dominiis, & subditis, seu cum deputatis, aut deputandis ab eo, tractandi, faciendi in perpetuum, vel ad certum tempus duraturas, sub antiquarum confederationum forma confirmandi, faciendi, & perficiendi, prout ipsis, Joanni Lopez de Medina, & Joanni de Gamboa, procuratoribus nostris videbitur expedire, necnon declarandi, interpretandi, mutandi, addendi, & diminuendi, si quæ in dictarum confederationum rationibus aut verbis ambigua, obscura, imperfecta, aut aliâs mutanda videantur, ita ut in perpetuum remaneant firmiter observata & observanda, & ad jurandum in animas nostras, & in verbo regio, ac pro nobis promittendum prædicta omnia & singula per eos tractata, & concordata, per nos firmiter teneri, & inviolabiliter observari, simileque juramentum, obligationes, & stipulationes à prædicto Rege Francorum, seu deputatis, vel deputandis ab eodem, & potestatem ad id habentibus, requirendi, petendi, & exigendi ac recipiendi, necnon quascunque differentias, causas, & contentiones inter nos, & eundem Francorum Regem, super rebus quibuscunque, & super comitatibus Russilionis & Ceritanie determinandi, decidendi, & finiendi, & super hoc litteras, & quascunque alias cautiones, vel obligationes pro nobis, quas ipsi procuratores necessarias judicaverint, dandi, & concedendi, aliasque similes ex alia parte petendi, & exigendi; & insuper omnia alia, & singula exercendi, gerendi, & disponendi, quæ in præmissis, & circa ea fuerint necessaria, utilia, seu etiam quomodolibet opportuna, & quæ nos faceremus & disponderemus, seu facere & dispondere possemus, si præsentem & personaliter interessemus, etiamsi talia essent, quæ mandatum nostrum exigent magis speciale. Promittimus insuper, & in bona fide, & in verbo regio, & sub obligatione bonorum nostrorum quorumcunque, pro nobis, hæredibus, successoribus, regnis, ac subditis nostris convenimus, nos gratum, ratum, fir-

num, & stabile habere, & habituros perpetuò quidquid per dictos nuncios & procuratores nostros fuerit tractatum, confirmatum, declaratum, interpretatum, obligatum, additum, diminutum, juratum, promissum, actum, dictum, gestum, conclusum, & dispositum, una vice aut pluribus, eaque omnia & singula observaturos, tenturos, completuros, & confirmaturos per nostras litteras; dum tamen ad id deputati, seu deputandi à prædicto Francorum Rege, similes & conformes litteras ab eodem obtinere promittant, & se obligent.

In quorum omium & singulorum fidem & testimonium præsentēs litteras, siue hoc præfens instrumentum fieri fecimus, nostroque sigillo muniri: & ad majorem corroboracionem nostra propria manu subscripsimus. Datum in civitate Hispalensi, die tertia mensis decembris, anno à Nativitate Domini 1477. Sic signatum; *To el Rey, To la Reyna*. Et inferiùs erant subscriptæ litteræ sub hac forma, Alfonsus, Licentiatas, Cancellarius Regis & Reginae. Item inferiùs erat scriptum de manu altera & diversa, sic: Per dominos Regem & Reginam, Gaspar Arimus, secretarius.

Tenor verò facultatis per eundem Christianissimum Regem Franciæ, oratoribus, nunciis, & procuratoribus suis concessæ, sequitur, & est talis.

LUDOVICUS, Dei gratiâ Francorum Rex: Universis præsentēs litteras visuris, Salutem. Cum citrà aliquod tempus, ad occasionem aliquarum interceptionum, quas altissimus & potentissimus Princeps, ac carissimus consanguineus noster Rex Aragonum, facere nitebatur, & realiter fecit contra nos, & propter aliquas alias causas, quæstiones, & differentias, quæ supervenerint inter nos, & altissimos & potentissimos Principes, carissimos consanguineum & consanguineam nostros, Fernandum prædicti Regis Aragonum filium, & Elisabetam, Regem & Reginam Castellæ & Legionis, & Siciliæ, Principem & Principissam Aragonum, propter quas alianciæ, quæ ab antiquo semper fuerunt inter nos, & gloriôsæ memoriæ christianissimos progenitores nostros, Franciæ Reges, & Reges Castellæ & Legionis, ac nostra, & sua regna, dominia, patrias, & subditos fuerint interruptæ, & inter nos, & eos, ac prædicta regna nostra, & subditos, fuerit & adhuc sit guerra & hostilitas, cum nostra maxima displicentia, super quibus per nonnullos amicos communes utriusque partis extiterit facta demonstratio perveniendi ad aliqua bona media pacis, & recipiendi, renovandi, ineundi, & de novo faciendi, si opus foret, concordationes & aliancias, quæ fuerunt inter nos, & præfatos nostros consanguineum & consanguineam, ac prædicta regna nostra, patrias, & subditos, ad quod quemadmodum fuimus certificati, quòd prædicti nostri consanguineus & consanguinea bonam habent voluntatem, & sunt inclinati & dispositi intendere, & pariter sumus Nos pro parte nostra; dum tamen per bona, honesta, & rationabilia media id fieri possit, principaliter ad honorem Dei Creatoris nostri, ad evitandam sanguinis humani effusionem, & consideratione maximi amoris, qui semper fuit inter regna Franciæ & Castellæ, & patrias, dominia, ac subditos Principum, qui hæcenus in eis fuerunt; quem quidem amorem semper cordi habuimus, & habemus. Quapropter ad veniendum ad praticam dictarum materiarum, & illas ad bonam conclusionem perducendum, opus sit committere ali-

quas magnas, & notabiles personas nobis securas & fideles, habentes super hoc plenam potestatem à nobis.

Notum facimus, quòd nos confidentes ad plenum de magnis sensu, prudentia, experientia, legalitate, probitate, sufficientia, bono conductu, & diligentia dilectorum & fidelium Consiliatorum nostrorum, Joannis Episcopi Lumbariensis, Abbatis Sancti Dionysii in Francia, Odeti Daydie, militis nostri Ordinis, Comitum Convenarum, ac domini de Lescuto, consanguinei & Cambellani nostri, Magistri Bernardi Laureti, primi Præsidentis in Curia nostra Parlamenti Tholosæ, Magistri de Chassaïnes, Præsidentis in nostro Parlamento Bardegalz, Joannis de Blanchefort, militis, nostri Cambellani, & Majoris Burdegalz, Guillelmi de Souplenville, nostri Ballivi de Monteargivo, & Majoris Baionæ, & Magistri Joachimi Ricart, Notarii & Secretarii nostri, eos omnes, & sex, quinque, & quatuor ipsorum, inter quos præfati Episcopus Lumbariensis, & Comes Convenarum semper sint præsentès, commisimus, deputavimus, & ordinavimus, committimus, deputamus, & ordinamus ad negotiandum in dictis materiis, & ipsis donavimus & donamus tenore præsentium plenam potestatem, auctoritatem, mandatum, & commissionem specialem interloquendi, tractandi, praticandi, communicandi, appunctuandi, concludendi, affirmandi, & accordandi, pro & nomine nostro, cum consanguineo & consanguineis nostris Rege & Regina Castellæ, Legionis, & Siciliæ, prænominatis, aut eorum commissis, & deputatis in tali & tanto numero, quo eis placuerit, super facto prædictæ pacis inter nos, & ipsos, & pariter inter Regem Aragonum, & ejus regna & dominia, si ad hoc velit intendere, & etiam faciendi prædictas aliancias, & illas, si opus est, renovandi, accordandi, & concludendi juxta formam antiquarum, quæ lapsis temporibus factæ fuerunt & passatæ inter Reges & regna Franciæ, & Castellæ & Legionis, vel taliter eas amplificandi, seu restringendi, aut de novo faciendi, quemadmodum ipsis videbitur faciendum pro bono dictarum materiarum; & super iis solemne juramentum faciendi pro & nomine nostro, & in tali forma, quâ viderint faciendum; etsi forsân dicta pax, & alianciæ non possent fieri, accordari, & concludi in præsentem, prorogandi treugas, quæ per antea fuerunt factæ inter nos, & antedictos consanguineum & consanguineam nostros Regem & Reginam Castellæ, & etiam prædictum Regem Aragonum, si in ipsis comprehendere voluerit; vel si opus est, dictas treugas de novo faciendi per tantum & tale temporis spatium, quo videbunt faciendum; & generaliter faciendi omnia alia, quæ nosmetipsi faceremus, vel facere possemus, si præsentem essemus in propria persona, posito quòd essent qui requirerent mandatum Regis speciale, & etiam de hoc quod fecerint, concedendi suas litteras patentes in forma debita, securas, & valituras, & recipiendi, ac recuperandi similes à præfatis consanguineo & consanguinea nostris, vel ab eorum commissis, & omnia quæ per antedictos nostros commissos, & deputatos superius nominatos, cum sex, quinque, vel quatuor ex ipsis, inter quos præfati Episcopus Lombariensis, & Comes Convenarum, semper sint præsentès, tractabuntur, praticabuntur, promittentur, jurabuntur, appunctuabuntur, concludentur, & accordabuntur super materiis prædictis, & eorum dependentibus, nos promittimus bona fide, & verbo regio, sub obligatione omnium bonorum nostrorum, habere grata, servare, & tenere firma, & stabilia, & nullo unquam tempore contra facere,
vel

vel venite, & concedere nostras litteras confirmatorias, postquam de hoc requisiti fuerimus.

In quorum testimonium fecimus sigillum nostrum presentibus apponi. Datum au Pleffis-du-Parc, die octava januarii, anno Domini 1477. & regni nostri decimo septimo. Deinde in replica sic scriptum erat: Per Regem, vobis Episcopo Albiensi, dominis du Lude & d'Argenton, & aliis presentibus: Sic signatum, J. Mesme.

In quorum omnium, & singulorum robor, & testimonium presentibus litteris, nos Oratores prefati propriis manibus subscripsimus. Acta fuerunt hæc in loco Sancti Joannis de Luz, diocesis Baionensis, die nono mensis octobris, in qua festum Beati Dionysii in Francia celebratur, anno Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo octavo, presentibus ibidem nobilibus viris & dominis Odeto de la Granlar, milite, Petro de Alvis, Capitaneo domini Regis Castellæ, Lubato Daydie, domino de Ongas, præposito Baionæ, Gundelalvo Monliez de Artiaga, Bertrando de Selignac, Ballivo de la Bourc, Garcia de Atavian, Francisco de Talansa, præposito Aquis, Stephano de Villicis, Roderico de Salazar &c. & multis aliis pro testibus sumptis ab ipsis dominis oratoribus, nunciis, & procuratoribus ipsorum serenissimorum dominorum Regis & Regina, pro præmissorum omnium & singulorum fide & testimonio rogatis, & specialiter requisitis. Jo. Archidiacono de Almagar, Don Juan de Gamboa, & me Joanne de Landa, presbytero diocesis Baionensis, publico auctoritate apostolica Notario, qui præmissis omnibus & singulis in presenti instrumento contentis, dum, sicut præmittitur, agerentur, & fierent, unà cum prædictis nobilibus & venerabilibus testibus, ac Notario infra scripto, præsens fui, eaque sic fieri vidi, & audiui; ideoque hoc præsens publicum instrumentum per alium mihi fidelem, me aliis occupato negotiis, scriptum, signo meo, quo in talibus uti soleo, signavi, in fidem & testimonium præmissorum rogatus & requisitus. Et me Carolo Mercearii, presbytero Laudunensis diocesis, publico Apostolica, & Imperiali auctoritatis Notario, qui præmissis omnibus & singulis in presenti instrumento contentis, dum sic, ut præmittitur, agerentur, & fierent, unà cum prædictis nobilibus & venerabilibus testibus, ac collega meo Notario supra scripto præsens interfui, eaque sic fieri vidi, & audiui, & facultatem à Christianissimo domino meo Rege Francorum, oratoribus suis concessam, de vulgari gallico in latinum de verbo ad verbum fideliter transuli, de qua vera translatione fidem facio; ideoque hoc præsens publicum instrumentum per me Notarium prædictum mea manu propria scriptum, signo meo, quo in talibus utor, signavi in fidem & testimonium præmissorum rogatus & requisitus.

NOS igitur Fernandus Rex, & Elisabetha Regina, prefati, volentes promissoribus, pactis, conventionibus, obligationibus, renunciationibus, exceptionibus, & aliis omnibus & singulis, pro nobis, & nostro nomine per præfatos consiliarios, & procuratores, ac oratores nostros facta pro consolidatione tam sinceri, tamque præclari fœderis contracti inter nos, & præfatum Christianissimum Regem Franciæ, fratrem, consanguineum & confederatum nostrum, regnaque nostra, & sua, ditiones, & gentes, quod sua vetustate, pariter & integritate conservari metuis, ac constanti sedulitate foveri, convenienter

satisfacere, ac præmissis omnibus robur & munimen adicere nostræ regalis auctoritatis, ad universitatis vestræ notitiam deducimus, quod confederationes, ligas, amicitias, compositiones, pacta, conventiones, promissiones, obligationes, renunciationes, generales & speciales exceptiones, ac quæcunque alia & singula in superius insertis litteris contenta, per prædictos hinc inde oratores, & procuratores acta, gesta, habita, concordata, & conventa; quæ omnia, & singula perspicaciter intuentes nos ipsi firmiter intelleximus, & comprehendimus de nostra certa scientia, & ex nostri magni Consilii, Prælatorum, Baronum, peritorumque, & procerum regnorum nostrorum ingenti copia referti, matura & diu digesta deliberatione, pro nobis, ac primogenito nostro nato, vel nascituro, sive primo regnorum nostrorum hærede, & successore, regnis, terris, subditis, ditionibus, & omnibus aliis quorum interest, aut interesse poterit, prout & quemadmodum superius inserta sunt; exceptis tamen illis quæ in præinsertis antiquis scæderibus continentur in præjudicium serenissimi Regis Aragonum, patris nostri colendissimi, cum illa potius quæ nuperrimè per dictos oratores & procuratores utriusque nostrum, tam in præsentibus litteris quam seorsum, & ad partem in quibusdam capitulis conventa & inita, & per nos de præsentis & infra scripto firmata & jurata fuerunt, velimus per utrumque nostrum teneri & observari, laudamus, ratificamus, approbamus, acceptamus, & confirmamus, ac de novo, quatenus opus est, facimus & inimus cum prædictis renunciationibus per præsentem. Quæ quidem omnia & singula cum suis dependentiis, emergentibus, & connexis, ad hoc præsentem reverendo in Christo patre Joanne Episcopo Lumbariensi, Abbate Sancti Dionysii in Francia, consiliario, oratore & procuratore præfati fratris nostri Regis Francorum, pro ipso fratre nostro, pro que suo primogenito nato, vel nascituro, aut primo regni sui hærede, ac pro regno, subditis, terris, ditionibus, dominiis, & adherentibus suis, ac omnibus aliis quorum interest, aut interesse poterit, stipulante, recipiente, & acceptante, antepositis nobis tactisque per nos corporaliter sacrosanctis Dei Evangelii, præmisloque venerabili signo sanctæ Crucis, semper, & omni tempore custodire & custodiri, manutenere & manuteneri, ac inviolabiliter de puncto in punctum observare, & observari facere, nequaquam per nos, vel alium, seu alios, publicè vel occultè, vel alio quovis modo, aliqua ratione, causa, vel occasione contrariare, aut venire, polliciti sumus, & pollicemur, promissimusque & promittimus, juravimus & juramus, ac solemniter promissimus, & fecimus, promittimus, & facimus sacramentum in verbo regio, & per animam nostram, fidem & homagium præfato fratri nostro Regi Francorum moderno, dictove primogenito, vel hæredi suo præstando, & sub pœnis perjurii, in quas Reges possunt incurrere, & etiam centum millium marcarum auri, & generaliter sub aliis omnibus & singulis pœnis, obligationibus, & submissionibus latius contentis in superius insertis litteris; pro quibus omnibus & eorum singulis firmiter & inviolabiliter tenendis & adimplendis, obligamus, hipotecamus, & supponimus regna, & bona nostra, ac hæredum nostrorum quorumcumque.

In quorum omnium fidem, & testimonium præsentem nostras litteras per Notarios, & Secretarium nostrum infra scriptum fieri & publicari mandavimus, ac nominis sigillique nostri regii majoris plumbei munimine roborari. Datum apud Monasterium de Guadaluppe, die decima mensis januarii, anno à Nativitate

Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo-nono, regnorum nostrorum, videlicet Castellæ & Legionis sexto, Siciliæ verò duodecimo.

Tenor vero capitulorum per prædictos oratores utriusque partis initorum, & firmatorum, de quibus supra fit mentio, quæque hic ad calcem prædictarum confæderationum, fraternitatum, & amicitiarum inferi iussimus, sequitur, & est talis.

IN nomine Domini, & divino cooperante adiutorio, ea quæ nos Joannes Lopez de Medina, in decretis Licentiatus, Archidiaconus de Almagar, & Canonicus sanctæ Ecclesiæ Toletanæ, & Joannes de Gamboa, generalis capitaneus in Provincia de Guipuzera, oratores, nuncii, & procuratores generaliter & specialiter à serenissimis & potentissimis dominis nostris, dominis Fernando Rege, & Elisabetha Regina Castellæ & Legionis, & ad infra scripta constituti, creati, & destinati, ac eorum consilarii, ex parte una, & reverendus in Christo pater, dominus Joannes Episcopus Lumbardenis, Abbas sancti Dionysii in Francia, Odetus Daydie, miles regii ordinis, & Comes Convenarum, dominus de Lescuno, Cambellanus Regis, Joannes de Chassagnes, Præsidens in Curia Parlamenti Burdegalæ, Guillelmus de Supplenville, Ballivus de Monteargivo, Major civitatis Baionæ, & Joachim Ricart, notarius & secretarius, omnes consilarii, oratores, procuratores & nuncii Christianissimi domini Ludovici Regis Franciæ, ex altera, virtute mandatorum & facultatum nobis ab excellentissimis dominis nostris concessorum super pace, concordia, ligis, fraternitatibus, & fœderibus antiquis inter eosdem serenissimos Regem & Reginam, eorumque regna & dominia reformandis, approbandis, & laudandis, ac de novo conficiendis, pepigendis, & jurandis, fecimus, concordavimus, & in hanc formam redeimus, quæ sequitur.

Primò, ut omnis occasio belli suscitandi è medio tollatur, quod Christianissimus Francorum Rex, ac serenissimus Rex Aragonum, ac Rex & Regina Castellæ & Legionis, faciant & fident compromissa sub una & eadem forma, quibus infra annum, à die quo pax & fœdera infra scripta per nos, eorum oratores conclusa, & firmata, atque publicata fuerint, computandum, eligant quatuor personas, duas ex parte Christianissimi Regis Francorum, & alias duas ex parte serenissimorum dominorum Regis Aragonum, & Regis ac Reginæ Castellæ & Legionis, ita quòd isti electi infra quatuor annos à tempore, quo fuerint compromissa ipsa personis nominandis præsentata computandos, debeant formam, & modum dare, arbitrari, laudare, pronuntiare, & sententiare; ad quod unusquisque ipsorum regnum, & ipsa regna, & eorum hæredes, ac successores teneantur super questionibus & differentiis, quæ hæctenus fuerunt inter ipsos, & hodie sunt super Comitatus Ruffilionis & Ceritaniz, & etiam super quibusvis aliis questionibus, controversiis, & differentiis, quæ sunt, & esse possunt inter ipsos, ac super omnibus litigiis, controversiis, differentiis, & dubiis, quæ sunt vel esse possunt inter ipsos Reges Francorum ex parte una, & Reges Aragonum, & Castellæ, ex alia, super dictis rebus, & aliis quibuscumque, coram eisdem personis, per quamlibet ipsarum partium proponendis & adducendis, cum suis connexis, accessoriis, & dependentiis; & quòd dicti electi præfatas quæstiones, & controversias decidere, declarare, ac determinare possint & valeant, tanquam arbitri, arbitratores, & amicales compositores; ita quòd si quatuor arbitri, arbitratores, seu amicales compositores,

concordare nequiverint, possint & teneantur eligere aliam personam, quæ similem cum eis habeat potestatem secundum formam juris.

Item, Quòd in fœderibus & amicitiiis inter præfatos Christianissimos Regem & Reginam Franciæ & Castellæ fiendis, comprehendatur excellentissimus dominus Rex Aragonum, & ejus regna & dominia, tam durante ejus vitâ, quàm post felices & longævos dies ipsius, dum iidem Rex & Regina Castellæ in prædictis regnis & dominiis succedent; quæ quidem regna & dominia ex nunc gaudeant dictis confœderationibus, & amicitiiis, sicut regna & dominia Castellæ & Legionis, dummodo idem excellentissimus Rex Aragonum infra octo menses à die publicationis hujus pacis, in loco confœctionis istorum articulorum faciendæ, computandos, acceptet & ratas habeat dictas confœderationes, ligas, & amicitias in favorem suum factas, & in eis comprehensus esse velit; de qua tamen acceptatione & ratihabitione, vel refutatione, si refutaverit, tenebuntur serenissimi domini Rex & Regina Castellæ, infra duos menses à tempore dictæ ratihabitionis & acceptationis, vel refutationis hujusmodi, computandos, præfatum Christianissimum Franciæ Regem certificare, & hanc acceptationem & ratihabitionem, vel refutationem ad ipsum in forma autentica transmittere; ac tamen, si ipse excellentissimus Rex Aragonum forte ratas habere dictas confœderationes, aut in eis comprehendi noluerit, nihilominus post ipsius felices annos, omnia regna & dominia Aragonum, in quibus serenissimi prædicti domini Rex & Regina Castellæ succedent, ex nunc prout ex tunc sunt & maneant in dictis confœderationibus & amicitiiis, quemadmodum ipsa regna Castellæ & Legionis.

Item, Quòd ordinentur ex utraque parte instrumenta confœderationum, amicitiarum & fraternitarum, & coram notariis & testibus per oratores utriusque partis laudentur, approbentur, confirmentur, & de novo fiant cum clausulis, vinculis, renunciationibus & juramentis, secundum formam observatam antiquitus inter oratores progenitorum eorundem dominorum regum, & regnorum.

Item, Quòd in eum casum, in quo præfatus Rex Aragonum comprehendi in dictis fœderibus, aut ea rata habere noluerit, fuit concordatum inter oratores utriusque partis, quòd à dictis confœderationibus, ligis, & amicitiiis excipiat & sit exceptus idem excellentissimus dominus Rex Aragonum, serenissimorum Regis & Reginæ Castellæ pater, sub hac tamen forma, ac conditione, quòd si Christianissimus Rex Franciæ, quod absit, moveat bellum seu guerram contra eundem dominum Regem Aragonum, & ipsum aggrediatur, seu insultet, quòd eo casu iidem serenissimi domini Rex & Regina Castellæ juvare, favere, & auxiliari possint eidem Regi Aragonum, & contra ipsum Regem Franciæ, tanquam hujus fœderis violatorem, & bello causam dantem, guerram facere. Si verò, quod absit, Rex Aragonum moveat guerram contra ipsum Regem Francorum, vel eum aggrediatur, seu insultet, quòd præfati serenissimi domini Rex & Regina Castellæ teneantur supplicare eidem domino Regi Aragonum, patri suo, & apud ipsum instare, ut à tali guerra desistat; & quòd, si idem Rex Aragonum à guerra desistere noluerit, & ipsi Rex & Regina Castellæ velint illum juvare, cum gentibus & potestate regnorum Castellæ & Legionis hoc facere non possint; & si contrarium fecerint, possit idem Francorum Rex contra eos, tanquam hujus fœderis violatores, & bello causam dantes, guerram facere.

Item, Voluerunt iidem excellentissimi Rex & Regina Castellæ, quod in eisdem amicitii & fœderibus comprehendatur illustrissima Principissa Navarræ, eorumdem dominorum Regis & Regina Castellæ soror; sicque durante ejus vita debeat conservari; & defendi in statu, dominio, & honore.

Item, Simili modo voluit Christianissimus Francorum Rex, quod in eisdem amicitii & fœderibus comprehendatur præfata illustrissima domina Principissa Navarræ, prout in præfato articulo continetur.

Item, Voluit Christianissimus Rex Francorum, quod in iis fœderibus & amicitii comprehendatur illustrissimus avunculus suus Renatus, Rex Siciliæ & Jerusalem.

Item, Voluerunt iidem Rex & Regina Castellæ, quod in iis confœderationibus & amicitii comprehendatur excellentissimus frater suus Fernandus, Rex Siciliæ & Jerusalem.

Item, Quod specialiter & expresse in confirmatione fienda per oratores serenissimorum Regis & Regina Castellæ, revocentur, cassentur, & annullentur, & per ipsos potentissimos Regem & Reginam Castellæ, quæcumque confœderationes, ligæ, & fraternitates, initæ & factæ, & quocumque modo, & sub quibuscumque firmitatibus, vinculis, promissionibus, exceptionibus, juramentis, & verborum formis, generaliter vel specialiter expressis, cum domino Maximiliano, Duce Austriæ, ac ejus uxore, vel eorum filio primogenito.

Item, Quod specialiter & expresse in confirmatione fienda per oratores Christianissimi Francorum Regis, revocentur, cassentur, & annullentur, & per ipsum potentissimum Regem Francorum, quæcumque confœderationes, ligæ & fraternitates, initæ & factæ, quocumque modo, & sub quibuscumque firmitatibus, vinculis, promissionibus, exceptionibus, juramentis, & verborum formis, generaliter & specialiter expressis, cum Rege Alfonso duddm Portugalliæ Rege, & ejus primogenito, seu cum domina Joanna, quam idem Alfonso Rex uxorem suam vocat. ²

Item, Approbantur & ratificantur per oratores prædictos omnia capitula inter inclitæ memoriæ Reges Franciæ, & supradictum Christianissimum Ludovicum Franciæ Regem modernum, ex una parte; & gloriosæ memoriæ Reges Castellæ & Legionis, progenitores prædictorum dominorum Regis & Regina Castellæ & Legionis, vel eorum procuratores & ambassiatores, concordata, tam super salvis conductibus dandis, & observandis per terram & per mare, quam super Riparia de Fontarabia, & etiam super privilegiis concessis mercatoribus regnorum & dominiorum utriusque partis, & super aliis materiis, prout in capitulationibus & articulis per oratores, & procuratores utriusque partis factis, & concordatis latius continetur.

Item, Quod fiat restitutio ab utraque parte captivorum, navium, mercium, & bonorum mobilium & immobilium; & etiam fiet satisfactio damnorum, quæ à tempore pacis & treugarum fuerunt capta, ablata, & illata, postquam regnare cœperunt iidem Rex & Regina Castellæ & Legionis; itaque provideatur cum effectu, ut partes justitiam nanciscantur, & quod bona immobilia, sicut sunt terræ, redditus, & proventus, ac etiam mobilia, quæ sunt in rerum natura, si qua fuerint per alteram partium capta, vel occupata, incontinenti restituantur.

¹ Le Roi Ferdinand avoit fait en 1472. une ligue défensive pour 60. ans avec le Duc de Bourgogne, contre Louis XL.

² Dona Juana étoit véritablement femme de ce Roi Alfonso, qui l'épousa pour devenir Roi de Castille: & Mariana le dit aussi bien que les Historiens Portugais.

Item, Quòd postquam omnia supradicta fuerint per nos oratores utriusque partis facta, concordata, & in publicam formam redacta, & cuilibet parti instrumenta sibi competentia tradita, debeat pax publicari & praconisari inter eosdem Reges, & regna ac dominia eorum, tam per mare, quàm per terram, in præsentia eorundem oratorum, & deinde in curiis dictorum dominorum Regum, & alibi, prout Serenitates illorum jubeunt; & quòd omnia per nos oratores utriusque partis inpræsentialium acta, concordata, articulata, scripta, & in animas ipsorum constituentium jurata, & eorum nomine promissa, corroborentur, ratificentur, juramento firmentur, & observentur per eosdem serenissimos dominos, Regem Francorum, ac Regem & Reginam Castellæ, & de omnibus instrumenta conficiantur, & propriis suis nominibus subscribantur, & sigillis regalibus muniantur, & utrique parti instrumentum sibi competens tradatur, prout inter gloriosæ memoriæ antiquos progenitores suos extitit observatum.

In quorum supradictorum omnium, & singulorum fidem, approbationem, concordiam, & corroboracionem, & pro eorum manutentione, nos oratores utriusque partis, nomine dominorum nostrorum constituentium, manibus propriis hanc capitulationem nominibus nostris subscripimus, & sigillis nostris munivimus, & in animas nostrorum dominorum constituentium juravimus ad sancta Dei Evangelia nostris manibus tacta, quòd ipsi domini nostri Rex & Regina bona fide, omni dolo ac fraude cessante, omnia supradicta realiter cum effectu adimplerunt.

Acta fuerunt hæc in loco sancti Joannis de Luz, Baionensis diocesis, die nona mensis octobris, in qua festum sancti Dionysii in Francia celebratur, anno Domini 1478.

Item, Quia à nonnullis asseritur, quòd inter præfatum Christianissimum dominum Francorum Regem modernum, & gloriosæ memoriæ dominum Henricum, quondam Castellæ & Legionis Regem, fuerunt factæ & initæ nonnullæ confederationes, mediante domino Joanne, quondam Cardinale Sancti Martini in montibus, Episcopo Abienfi, de quibus nos oratores prædicti utriusque partis inpræsentialium non habemus copiam in forma autentica; ideò concordavimus, quòd in confirmationibus fiendis per præfatos dominos nostros, Christianissimum Franciæ Regem, ac serenissimos Regem & Reginam Castellæ & Legionis, tenores dictarum confederationum inter præfatos Reges, mediante dicto domino Cardinale, factarum & initarum, inserantur & transcribantur, dum ipsis in forma autentica de illis constiterit. Datum, & actum ubi supra. Jo. Archidiaconus, Don Juan de Gamboa, Jo. Episcopus Lumbarienensis, Abbas Sancti Dionysii, Odet Daydie, J. de Chassaingnes, Guillaume de Soupplainville, Ricart.

Nos igitur volentes prædictis omnibus & singulis in præinsertis capitulis, sicut per dictos Oratores, & Procuratores utriusque partis conventa, ipita, transacta, promissa, & firmata sunt, robur & munimen adjicere nostræ regalis autoritatis, ad universitatis vestræ notitiam deducimus, quòd prædicta capitula pacem, amicitiam, & confirmationem, renunciationes, & alia in se continentia, & omnia & singula in eis contenta, per prædictos hinc inde oratores, seu procuratores, ipita & firmata cum prædictis renunciationibus, habitâ maturâ & digestâ deliberatione in nostro sacro Consilio, de nostra certa scientia, & consulto, laudamus, ratificamus, ac de novo, quatenus opus est, inimus & firmamus cum prædictis renun-

diationibus per præsentēs , ac etiam in nostra bona fide regia promittimus , ac sacrosanctis Evangeliiis , signoque venerabili Crucis coram positis , & nostris manibus corporaliter tactis , juramus nos illa omnia , quatenus ad nos spectant , facturos , atque adimpleruros cum effectu , nec contraveniuros ullo tempore , aut quempiam alium contravenire passuros , sub pœna perjurii , in quam Reges incurrere possunt.

Pro quibus omnibus & singulis firmiter & inviolabiliter tenendis & observandis , atque adimplendis , obligamus , atque hipotecamus & supponimus regna , & bona nostra omnia , ac hæredum nostrorum quorumcumque.

In quorum omnium & singulorum fidem , robur , & testimonium , præsentēs nostras litteras fieri & publicari per secretarium nostrum , & notarios infra scriptos , mandavimus , nominumque nostrorum ac sigilli nostri regii plumbei munimine roborari , unâ cum signo , & subscriptione secretarii , & notariorum infra scriptorum. Datum , & actum in Ecclesiâ Monasterii Beatæ Mariæ de Guadalupe , die decima mensis januarii , anno à Nativitate Domini millesimo quadringentesimo septuagesimo-nono , regnorum nostrorum , videlicet Castellæ & Legionis , anno sexto , Siciliæ verò duodecimo. Sic signatum , *To el Rey , To la Reyna.* Alphonse Xantes , Legionis Cancellarius regius , sigillavit.

Registrata in Curia Parlamenti Parisiensis , decima quarta die decembris 1480.

COMMISSION POUR FAIRE LE PROCES A MAISTRE CHARLES de Martigny , Evêque d'Elne , pour avoir outrepassé son pouvoir dans le Traité fait à Londres le 13. fevrier 1478.

L OUIS , par la grace de Dieu Roi de France : Au premier Huissier de nôtre Parlement , ou autre nôtre Sergent qui sur ce sera requis , Salut. Nôtre Procureur General nous a fait exposer , comme Maître Charles de Martigny , Evêque d'Elne , puis naguère avoir été par nôtre ordonnance au royaume d'Angleterre en Ambassade , & sous couleur de certain pouvoir , & commission par Nous à lui baillée , pour besogner en aucunes matieres , concernant le bien de nous & de nôtre royaume , a traité , fait , passé , & accordé plusieurs choses , au grand prejudice & dommage de Nous & de nôtre Couronne , & de toute la chose publique de nôtre royaume , en excédant les termes de sondit pouvoir & commission , & grandement delinquant & méprenant , & lesquelles ne se peuvent passer par dissimulation , sans le grand grief , prejudice , & dommage de Nous , & de la chose publique de nôtre royaume ; en nous requerant sur ce nôtre provision. Pourquoi Nous , ces choses considérées , & après que ledit pouvoir , & certaines choses faites & passées par ledit Evêque d'Elne , esquelles il a excédé , ont été vûes en nôtre Conseil , Nous , par grande & meure deliberation , avons ordonné ladite matiere estre discutée en nôtre Cour de Parlement , en laquelle elle pourra mieux estre terminée , que ailleurs. Si te mandons & commettons par ces présentes , que ledit Charles de Martigny , Evêque d'Elne , au adjourné à comparoir en personne en nôtre dite Cour de Parlement , à certain & competent jour ordinaire ou extraordinaire de nôtre dit présent Parlement , nonobstant qu'il y ait , & que les parties ne soient pas des jours dont

*Angle.
terre.
1480.
9. juillet.*

Ton plaidera lors, pour répondre à nôtre dit Procureur General, à telle demande, requête, & conclusions qu'il voudra faire & donner à l'encontre de lui, touchant les cas dessusdits, leurs circonstances & dépendances, iceux voir, corriger, & repa-
 rer, & proceder en outre comme de raison; en certifiant audit jour nos amez
 & feaux Conseillers de nôtre dite Cour de Parlement, de tout ce que fait auras
 sur ce, auxquels nous mandons, &, pour ce que ladite matiere est grande, & tou-
 che les droits & prerogatives de nôtre Couronne, & de la chose publique de
 nôtre dit royaume, commandons, que de ladite matiere connoissent, decident &
 déterminent, ainsi qu'ils verront estre à faire par raison. Car ainsi nous plaît-il
 estre fait. Donné à la Mote d'Esgrý en Gâtinois, le neuvieme jour de juillet
 l'an de grace 1480. & de nôtre regne le dix-neuvieme. Ainsi signé, par le Roi en
 son Conseil, J. Du Ban.

SECONDE CESSION ET TRANSPORT FAIT AU ROI LOUIS XI.

*à ses hoirs & aians cause, par Marguerite, Reine d'Angleterre, veuve
 du Roi Henri VI. & seconde fille de René, Roi de Sicile, & d'Isabelle,
 Duchesse de Lorraine, des droits qui lui pouvoient lors appartenir, ou
 lui apartiendroient au futur, és Duchez de Bar & de Lorraine, au
 Marquisat du Pont-à-Mousson, & és Comtez de Provence, de
 Forcalquier, & du Piémont, & ce en consideration de ce qu'elle étoit
 cousine germaine dudit Roi Louis, & des grands bienfaits & entre-
 tenemens qu'elle avoit receus de lui. A Angers le 19. octobre 1480.*

Don
 d'Anjou.
 1480.
 19. octob.

SA CHENT tous presens & à venir, que en nôtre Cour pour le Roi
 nôtre Sire à Angers en droit, pardevant nous personnellement établie tres-
 haute & tres-excellente Princesse Madame Marguerite, Reine d'Angle-
 terre, veuve de tres-haut, tres-excellent & puissant Prince, & de bonne me-
 moire, feu Henri en son vivant Roi dudit royaume d'Angleterre; & fille de tres-
 excellens & puissans Prince & Princesse, de loisible memoire, René en son
 vivant Roi de Jerusalem, d'Aragon, & de Sicile, Duc d'Anjou & de Bar, Comte
 de Provence, de Barcelone, de Forcalquier, & de Piémont, Marchis, & Mar-
 quis du Pont, & de Dame Isabelle de Lorraine, Duchesse de Lorraine, & Da-
 me dessusdits lieux, jadis son épouse, Souverain ladite Dame Marguerite elle, ses
 hoirs, avec tous & chacuns ses biens meubles & immeubles, presens & à venir,
 au pouvoir, détroit, ressort & juridiction de nôtre dite Cour, quant à ce qui
 s'ensuit, laquelle souvent reduisant à memoire les choses qui s'ensuivent; c'est à
 sçavoir, la proximité du lignage qui est entre le Roi nôtre souverain Seigneur
 & elle. Et pour aucune remuneration des grands & innumerables honneurs,
 aides, & secours, qu'elle a eus en plusieurs manieres, tant dudit Sire, que de feu
 tres-excellent Prince, & de glorieuse memoire, le Roi Charles VII. de ce nom,
 pere du Roi nôtre dit Sire, par le moien & honneur duquel, & par sa grande
 conduite, peines & labeurs qu'il y prit, elle fut hautement colloquée en ma-
 riage avec ledit feu Roi Henri, paisible dudit royaume d'Angleterre; & si hau-
 tement élevée en honneur que mieux n'eût seü être, comme il est tout noroie,

aussj

aussi tres-bien connoissant les loüables supports, faveurs, & aides que depuis elle
 a eues & du Roi nôtre dit Sire, auquel elle est cousine germaine, tant au
 fait de guerres & divisions, qui depuis sondit mariage sont survenûs contre ledit
 Roi son époux & elle, pour obvier ausquelles elle a toujours eû son certain,
 seul, & propre recours au Roi nôtre dit Sire, qui l'a benignement secourû en tou-
 tes ses necessitez, baillé gensdarmes, navires, & conduites contre les adversaires, &
 ennemis de sondit feu époux & d'elle, par diverses fois, qu'elle est venue fuitive
 d'Angleterre en ce royaume, ce qu'elle ne pouvoit ailleurs trouver; & telle-
 ment que par les bons termes, aides, & confort du Roi nôtre dit Sire, elle a
 longuement résisté par armes, & obtenu plusieurs batailles & victoires contre
 sesdits adversaires, ledit feu Roi Henri étant étroitement detenu prisonnier en
 leurs mains. Après ce d'abondant lui a le Roi nôtre dit Seigneur pourchassé alliance
 de mariage à ses grands frais pour le feu Prince de Galles son fils, où le Roi nôtre
 dit Sire fraia moult pour toujours les fortifier d'amis: & encore en soi montrant
 plus fervent en la vraie amitié qu'avoit & a toujours eû ledit Sire envers ladite
 Dame établie sa parente, voiant la piteuse detresse en quoi elle fut detenuë de
 sa personne après la mort de sesdits fils, & époux, pour ce que lesdits adversaires
 la detenoient, & par long-tems l'ont detenuë, & encore de present, & toute la
 vie d'elle, l'eussent pû detenir en grande captivité, pauvreté, misere, & servitude
 à elle insupportable, si ce n'eût été la grande bonté, liberalité, & parfait amour
 que le Roi nôtre dit Sire lui a toujours montré par vraie évidence, en procu-
 rant à grands frais & mises la liberté & delivrance de la personne d'elle; à la-
 quelle cause a convenu entre autres mises, que le Roi nôtre dit Sire en ait païé
 la somme de cinquante mille écus d'or, qui est un si singulier bien à elle fait,
 comme elle disoit, qu'il n'est personne qu'il lui en eût fait suffisante estimation,
 & toujours en soi montrant envers elle pieux & debonnaire, après qu'il l'a
 retirée de ladite servitude, il l'a pourveü, & pourvoit continuellement de ses
 biens-faits, & lui a soutenu & soutient vie & état d'elle, & de ses serviteurs,
 desquels & autres gracieux & liberaux bienfaits & secours, dont elle ne sauroit
 se tout raconter, & dont elle se tient tres-contente, & tant s'en tient obligée vers
 ledit Seigneur, & les siens, que pour bien qui lui seût avenir, elle ne voudroit
 être notée du vice d'ingratitude: & pour ces causes & autres à cela mouvans,
 bien pourvü & conseillée de son cas, non induire, ni seduite par fraude ni
 autrement en quelque maniere que ce soit, après qu'elle a affirmé par son ser-
 ment, & en parole de Reine, non avoir autre chose dequoi elle pût, ou seût
 recompenser le Roi nôtre dit Sire en tout, ni en partie, & que ainsi lui plaist, &
 veut être fait, pour aucunement recompenser le Roi nôtre dit Sire, pour les causes
 dessus déclarées, a connu & confessé, & par la teneur de ces presentes, connaît
 & confesse de son bon gré, sans aucun forcement, toutes & chacune les choses
 dessusdites être vraies, & avoir donné, baillé, & octroïé, quitté, cédé, delaissé
 & transporté, & par la teneur de ces mêmes presentes, donne, baille, octroie,
 quitte, cede, delaisse, & transporte dès maintenant, & à present, à toujours
 & perpetuellement par heritage, & à titre irrevocable, & en toutes les meil-
 leurs formes & manieres que faire elle peut, au Roi nôtre dit Seigneur, pour lui,
 ses hoirs & aians cause, tous & chacuns les droits, noms, raisons, actions,
 petitions, demandes, droits d'advouet, d'annoncer, & de demander, que ladite

Dame établissant a & peut avoir, & qui lui pourroient, peuvent, ou doivent competer & appartenir, soit en tout ou en partie és Duchez de Bar, & de Lorraine, Marquisat du Pont, & autres tetres & seigneuries, appartenances & dependances desdites seigneuries, & chacunes d'icelles; & aussi és Comtez de Provence, Forcalquier, & Piémont, & generalement tous les droits par action & pretention qu'elle a, peut, & doit avoir en toutes lesdites terres & seigneuries, & chacunes d'icelles, tant à cause de la succession, & échoite de frus seldits Seigneur & Dame, pere & mere, ou autres ses predecesseurs, comme autrement, en quelque maniere que ce soit, avec tous les droits, honneurs, profits, revenus, prerogatives, & émolumens, qui en dependent, & peuvent dependre, pour en jouir perpetuellement par heritage par le Roi nôtre dit Seigneur, ses hoirs & aians cause de lui, comme de ses propres choses à lui acquises par droit d'heritage, sans rien en retenir, reserver, ou excepter pour ladite Dame, ni pour les siens, en quelque maniere que ce soit, & s'en est devotüe & deslaissée, & par ces presentes s'en devest & deslaissée, & en a vëtu & saisi le Roi nôtre dit Seigneur par ces mêmes presentes, & a voulu & consenti, veut, & consent ladite Dame établissant, que ledit Seigneur par lui, ou par ses procureurs, facteurs, ou entremeteurs, commis, ou deputez, dès maintenant, ou toutes fois qu'il lui plaira, de son autorité & puissiance puisse entrer, & prendre possession réelle, corporelle & actuelle, pour en jouir & user comme de ses propres choses à lui acquises par droit d'heritage, sans que ladite Dame, ni autres, pour, ni au nom d'elle, y puisse ores, ni pour le tems à venir y pretendre, demander, querir, ni reclamer, & avoir aucun droit en petitoire ni possessoire, en quelque maniere que ce soit; & sans que en ce faisant soient faites & observées aucunes autres solennitez, qui tant de droit comme de coûtume y pourroient ou devroient être requises & faites, ausquelles & à chacunes d'icelles ladite Dame, de ladite certaine science & volonté, y a renoncé & renonce par ces presentes au profit du Roi nôtre dit Seigneur: & en outre a voulu & consenti, veut, & consent icelle Dame établissant, que si autres clauses, ou choses particulièrement étoient nécessaires ou profitables être dites, déclarées, ou ajoûtées, qu'elles y soient mises, déclarées, spécifiées, ou ajoûtées à la seurété, intention, bon plaisir, profit, utilité du Roi nôtre dit Seigneur, pour mieux valider ce present transport, cession, & tout le contenu en ces presentes. Ausquels donation, quittance, baillée, cession, & transport, & tout ce que dessus est dit & devise, tenir, garder, & entretenir fermement & loialement de point en point en tous articles, sans jamais faire ni venir encontre par aplegement, & contraplegement, oposition, apellation, recession, ni autrement en quelque maniere, ni par quelque cause que ce soit: & lesdites choses ainsi données, baillées, quittees, cedées, & transportées, garantir, sauver, delivrer, & défendre de tous quelconques empêchemens envers tous, & contre tous, a obligé & obligé ladite Dame, elle, ses hoirs, avec tous & chacuns ses biens, presens & à venir. Et quant à ce a renoncé & renonce par ces presentes à toutes graces, relievemens de Princes, dispense de Pape, & d'autres Prelats, deception, d'outre-noitié de juste prix, ou autre, & par special au benefice & aide du droit Velleien, elle sur ce de nous acertenée, & generalement à tous droits faits & introduits en faveur des femmes, & à toutes & chacunes les choses, qui tant de fait, de droit,

que de coûtume; pouroient être dites, alleguées, ou objicées contre l'effet & la teneur de ces présentes, en quelque maniere que ce soit; & au droit disant generale renonciation non valoir, & de tout ce que dessus est dit, tenir & accomplir, sans jamais faire ni venir encontre en aucune maniere, en est tenuë ladite Dame par la foi & serment de son corps sur ce donnée en nôtre main, dont nous l'avons jugée & condamnée par le jugement, & condamnation de nôtre Cour de son consentement. Donné à Reculée près & hors les murs de la ville d'Angers, sous les sceaux établies aux contrats de nôtre dite Cour, le 19. jour d'octobre, l'an de grace 1480. Et étoient à ce présens Reverend Pere en Dieu Monsieur Guillaume, Evêque de Poitiers; noble & puissant Seigneur Monsieur Guiot Pot, Comte de S. Pol; venerables personnes Jean de la Vignolle, Doien d'Angers; Jean Vinel, Juge d'Anjou; Jean Binet, Procureur du Roi nôtre dit Seigneur; Hervé Regnault, President du Conseil dudit Seigneur; Emerit Loüier, Messire Guillaume de la Barre, Prestre, Aumônier de ladite Dame; Robert Tyrine son Maître d'Hôtel, & d'autres plusieurs. Lesquelles lettres nous avons autrefois faites, renduës, & baillées par nous Notaires ci-souscrits à Messieurs du Conseil & des Comptes du Roi à Angers, pour le profit dudit Seigneur, & depuis par ordonnance & commandement de Maître Lienard Baronnat, Conseiller dudit Seigneur, & Maître de ses Comptes à Paris. Derechef ont été refaites, & regrossées pour ledit Seigneur, pour icelles porter à Paris en la Chambre desdits Comptes, pour ce que l'on a adité & égaré l'autre grosse, & n'en peut-on finer: Refûtes & baillées audit Baronnat le 10. jour de fevrier l'an 1492. Signé, PELETIER, & G. DE LAISIE.

Extraits du Testament de Charles d'Anjou, Roi de Sicile, & Comte de Provence, l'an 1481. le 10. decembre, tirez des Archives du Roi en Provence, dans un Registre des Testamens des Rois de Sicile, & Comtes de Provence.

ET quia hæredis institutio est caput & fundamentum cujuslibet testamenti ultimæ voluntatis & dispositionis finalis, dictus serenissimus dominus noster Rex testator, ob id & ex certis aliis causis moventibus, justè & rationabiliter mentem ejus his melioribus modo, viâ, & formâ, quibus de jure, more, ritu, stylo, vel consuetudine facere potest & debet, in omnibus, universis & singulis regnis, comitatibus, vicecomitatibus, baroniis, terris, domaniis, rebus, bonis, actionibus, juribus, rationibus, fortunis & facultatibus suis mobilibus & immobilibus, ac per se moventibus, ac nominibus debitorum ad eundem serenissimum dominum nostrum Regem testatorem de jure, more, ritu, stylo & consuetudine, & item quavis ratione, occasione siue causa, pertinentibus, competentibus, & spectantibus, seu pertinere & spectare potentibus & debentibus, nunc vel in futurum, videlicet presentibus & futuris, quæcumque, qualia-cumque, & quantaque sint, & in quibuscumque locis, terris, patriis & regionibus, & peneis quascumque personas existant, & quocumque nomine seu vocabulo nuncupentur, fecit, instituit, & ordinavit, ac ore suo proprio nominavit, sibi hæredem suum universalem; & in solidum, christianissimum ac excellentissimum

Anjou.
1480.
10. dec.

simum Principem & dominum, dominum Ludovicum, Dei gratia Francorum Regem, ejus consobrinum & dominum clarissimum atque reverendissimum, & post eum illustrissimum & clarissimum Principem, dominum Carolum Delphinum, ejusdem excellentissimi domini Francorum Regis primogenitum, & consequenter omnes & quoscunque successores suos descendentes à Corona Franciæ: Per quem siquidem christianissimum & præclarissimum dominum Francorum Regem tanquam heredem suum universalem & in solidum, idem serenissimus dominus noster Rex testator exsolvi, exequi, compleri, & adimpleri voluit, & ordinavit omnia per eum, ut supra legata, relicta, disposita, & ordinata post ipsius domini nostri Regis felices dies. Post hæc autem præfatus serenissimus dominus noster Rex testator, de ejus certa scientia, ac proprii motus instinctu, patriam suam Provinciæ, ac terras illi adjacentes, ipsi christianissimo domino Francorum Regi hæredi suo, jam dicto, mente & animo commendavit: eundemque christianissimum dominum Regem studiosè rogavit, & humiliter deprecatus est, rogatumque facit atque deprecatur per hoc suum ultimum testamentum, ut pro Deo & amore, quem ipse dominus noster Rex testator habet, & viscera- tum gerit erga ipsum & dictum clarissimum dominum Delphinum, patriam & terras ipsas adjacentes, non solum intuitu precum suarum, quasi iterum & iterum preces precibus accumulando infundit, suscipiat amabiliter commendatissimas, & brachiis sue humanitatis & mansuetudinis amplectatur, verumetiam in suis pactionibus, conventionibus, privilegiis, libertatibus, franchesiis, statutis, capitulis, exemptionibus, & prærogativis.

Item, & in usibus, ritibus, moribus, styliis, & laudabilibus consuetudinibus, quas, quæ, & quos acceptare, ratificare, approbare, & confirmare dignetur & velit, quemadmodum idem dominus noster Rex testator post felices dies æternæ recordationis domini Regis Renati, ejus immediatè prædecessoris & patris recordendissimi, in Concilio trium Statuum dictæ patriæ Provinciæ ratificavit, accep- tavit, approbavit ac confirmavit, & observare, tenere, & adimplere, tenerique, observari, mandare, & cum effectu facere, pollicitus est, & jurejurando promisit, suscipiat, habeat, manuteneat, & defendat, easdemque patriam & terras adjacentes, etiam amplioribus privilegiis, gratiis, & beneficiis prosequatur, &c. hoc autem est, & esse voluit dictus serenissimus dominus noster Rex testator, de certi ejus scientia suum ultimum testamentum, & suam ultimam voluntatem, sive dispositionem finalem omnium regnorum, comitatum, vicecomitatum, &c. cæterorumque bonorum suorum, præsentium & futurorum, &c. Acta fuerunt hæc omnia, recitata & publicata Massiliæ, in domo jam dicti domini nostri Regis, videlicet in camera, in qua Rex ipse dominus noster ægrotus jacebat. Præsentibus, &c.

Extrait d'un codicile en date de l'an 1481. l'onzième decembre, où la clause que dessus est répétée.

Propterea supra nominatum christianissimum dominum Francorum Regem heredem suum universalem, & in solidum, affectum & valde devotum ipsi sanctæ Mariæ Magdalenæ, & ejus Ecclesiæ, &c.

Item, Voluit & ordinavit jam dictus dominus noster rex, quod supradictus christianissimus ac excellentissimus dominus Francorum Rex, tanquam ejus hæres universalis, & in solidum, teneatur & debeat dare & solvere, &c.

Item, Pariter memoratus serenissimus dominus noster Rex, quamquam in prædicto suo ultimo jam facto testamento rogaverit, & fuerit humiliter deprecatus supranominatum excellentissimum & christianissimum dominum Francorum Regem, hæredem suum universalem & in solidum, &c.

Cætera verò omnia & singula in supradicto testamento, per jam dictum excellentissimum dominum Regem legata, disposita, & ordinata, & signanter institutionem hæredis factam de supradicto Christianissimo domino Francorum Rege, ac illustrissimo Principe domino Delphino, ipsius Christianissimi Domini Francorum Regis primogenito, & suis successoribus descenditibus à Corona Franciæ. Idem memoratus dominus noster Rex per præsentés suos codicillos approbavit, acceptavit, ratificavit, & confirmavit, &c.

De quibus omnibus universis & singulis præmissis, & quolibet præmissorum, memoratus dominus noster Rex voluit, ac expressè mandavit, tam dicto Christianissimo Francorum Regi, hæredi suo universali, quàm aliis, &c.

*Autres extraits d'un second codicile dudit testateur, les même jour
& au que dessus.*

Cætera verò omnia & singula in supradicto testamento, per jam dictum excellentissimum dominum nostrum Regem legata, disposita & ordinata, & signanter institutionem hæredis factam de supradicto Christianissimo domino Francorum Rege, ac illustrissimo Principe domino Delphino, ipsius Christianissimi domini Francorum Regis primogenito, & suis successoribus descenditibus à Corona Franciæ : & item pariter alios codicillos, paulo ante præcedenter factos, idem memoratus dominus noster Rex per ipsos præsentés suos codicillos approbavit, ratificavit, & confirmavit. Hos autem suos ultimos codicillos idem præfatus dominus noster Rex voluit in perpetua firmitate manere, &c.

Volens tamen & ordinans omnia per eum, ut supra, disposita, legata, relicta & ordinata, per jam dictum Christianissimum dominum Francorum Regem, tanquam hæredem suum universalem & in solidum exsolui, fieri, adimpleri, & cum effectu observari, ac si in eodem dicto suo testamento legata, ordinata, relicta & omnino disposita forent. De quibus omnibus universis & singulis præmissis, & quolibet præmissorum, memoratus dominus noster Rex voluit, & expressè mandavit, tam dicto Christianissimo domino Francorum Regi, hæredi suo universali quàm aliis, &c.

Nota, Qu'il y eut depuis des lettres parentes du Roi Charles VIII. données à Compiègne au mois d'octobre 1486. le quatrième du regne dudit Charles, par lesquelles il unit à la Couronne de France les Comtez de Provence & de Forcalquier.

Item, Autres lettres du Roi Louis XII. à la postulation des Etats du païs, portant clauses, de ne pouvoir être alienez ni desunis, données à Senlis au mois de juin 1493. homologuées & registrées en la Cour de la Seneschaussée de Provence.

Tenor testificationis Jacobi Gaufridi.

ANno Domini 1497. die 26. mensis octobris; dico, testificor, & depono ego Jacobus Gaufridus fuisse rogatum pro receptione testamenti quondam beatæ memoriæ Regis Caroli de Andegavia, &c. in camera Massiliensi, ubi ipse dominus Rex in lecto ægrotus jacebat, & dixit, quòd ipse condere volebat suum testamentum, & dum fuit in institutione hæredis, nominavit sibi hæredes Regem Ludovicum, cui ego loquens dixi, quem Ludovicum instituis hæredem? & ipse Rex respondit, *le Roi Louis de France, & après lui Monsieur le Dauphin*: Et post modici temporis intervallum dixit, *& la Couronne*, hoc verbum bis reiterando, &c.

*SCELLE' DU COMTE DE BRESSE AU ROI LOUIS XI.
pour le Gouvernement de Piémont. A Lion le 12. mai 1482.*

*Piémont.
1482.
12. mai.*

NOUS Philippe de Savoie, Comte de Bauge & Seigneur de Bresse, promettons sur nôtre honneur, & par foi & serment de nôtre corps, que nonobstant le Gouvernement à nous baillé par Monseigneur le Roi comme tuteur & curateur de mon tres-redouté Seigneur & neveu Monseigneur le Duc de Savoie, & la puissance de pourvoir aux offices & places, Que nous n'entendons pas pourvoir ni commettre es offices & capitaineries des places de Chamberry Montmelian & Suze, ains en laisser disposer au Roi, & à Monditseigneur de Savoie, & à ceux qu'il leur plaira ordonner esdits offices & capitaineries, leur donner toute faveur, confort & aide. En témoin de verité nous avons signé ces presentes de nôtre main, & fait sceller du scel de nos armes. A Lion le 12. jour de mai l'an 1482. Signé, PHILIPPE DE SAVOIE.

*TRAITE' DE PAIX ENTRE LE ROI LOUIS XI. D'UNE PART,
& Maximilien Duc d'Autriche, & ses enfans d'autre part:
A Arras, autrement, Franchise, le 23. decembre 1482.*

*Autriche
1482.
23. dec.*

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France; Savoir faisons à tous présents & à venir, Que comme pour mettre fin aux querelles, questions, débats, & à la guerre meüe à cette occasion d'entre nous & nôtre tres-cher & tres-ainé cousin le Duc Maximilien d'Autriche, nos tres-chers & tres-amez cousin & cousine le Duc Philippe, & Damoiselle Marguerite d'Autriche, ses enfans, leurs pais, seigneuries, & sujets, plusieurs communications, parlemens, & assemblées aient par diverses fois été tenuës de nos gens, Ambassadeurs & commis d'iceux nos cousins, & de leursdits pais, par lesquels, pour parvenir à bien de sainte & fructueuse paix, ont été faites plusieurs ouvertures, & finalement en la ville de Franchise *alias* Arras, en la convention & assemblée illec tenuë, ont par nosdits Ambassadeurs & les leurs, été deliberez, accordez, &

conclus plusieurs points & articles, sur lesquels ait été faite, concludé, jurée, & publiée paix finale, union, & intelligence à toujours entre nous, nôtre tres-cher & tres-ami fils Charles, Dauphin de Viennois, nôtre royaume, pais, seigneuries, & sujets, d'une part; nosdits cousin & cousine, leurs pais, seigneuries & sujets, d'autre. Et même pour plus grande seurété d'icelle, ait été consenti, concludi, & accordé le mariage de nôtre dit fils le Dauphin, & de nôtre dite cousine d'Autriche, selon, & en la forme & maniere que contenu est és lettres sur ce faites & expédiées par nosdits Ambassadeurs, & ceux de nosdits cousins, & leursdits pais, desquelles lettres la teneur est telle.

Philippe de Crevecoeur, seigneur Desquordes, & de Lannoi, Conseiller & Chambellan du Roi nôtre Sire, son Lieutenant & Capitaine general au pais de Picardie; Chevalier de son Ordre, Olivier de Quateman, aussi Chevalier, Conseiller & Chambellan du Roi nôtre Sire, & son Lieutenant en la ville de Franche *aliàs* Arras, Jean de la Vacquerie Conseiller du Roi nôtre dit seigneur, & Premier President en la Cour de Parlement à Paris, Jean Guerin Maître-d'Hôtel, tous Ambassadeurs commis du Roi nôtre souverain Seigneur; Jean de Lannoy Abbé de saint Bertin, Chancelier de l'Ordre de la Toison d'or, Philippe Abbé de saint Pierre lez Gand, Gossuin Abbé d'Afghem, Guillaume Abbé d'Aumont, de l'Ordre de saint Benoît, Jean, seigneur de Lannoi, de Rume, & de Sebourg, Jean de Berges Sieur de VValhain, Baudouin de Lannoi seigneur de Molembais, Chevaliers dudit Ordre, Conseillers & Chambellans, Jean de la Bourverie, sieur de Bierbeque & de VVierre, Chancelier de Brabant, Paul de Baest sieur de Boirmizéle, President de Flandre, Jâques de Goy sieur d'Aubi, Chevalier, Conseiller & Chambellan, & haut Bailli de Gand, Jean Daufai, Conseiller & Maître des Requêtes ordinaire de l'Hôtel, Gerard Numan & Jean de Beere, secretaires en ordonnances de nôtre tres-redouté seigneur, Monseigneur le Duc Maximilien d'Autriche, Jean Pumont Chevalier Bourgmestre, Jean Rolland, Echevin de la ville de Louvain, Nicolas de Hetuelde, Roland Mol, Chevaliers, Gort Rolland, Conseiller Pensionnaire de la ville de Bruxelles, Jean Collegheux Bourgmestre, Jean de Hymerzelle, Chevalier, Echevin de la ville d'Anvers, Georges de la Moere, premier Echevin de la ville d'Anvers, Guillaume Rins, premier Conseiller, Jâques d'Esteemberper, Conseiller des Echevins des Parchons de la ville de Gand, Jean de Vitte sieur de Ruddervorde, Bourgmestre de la ville de Bruges, Jean de Nevvenhouë, Chevalier Chambellan, Gilles Guisclin Conseiller, & Jean Creuc, Pensionnaire de la ville d'Ypres, Jâques de Landas, Echevin, Jean François, Conseiller de la ville de Lille, Simon de Bercus, premier Echevin, Jean de la Vacquerie Conseiller de la ville de Doulay, Christofe Gautier, premier Echevin de la ville de Mons, Jean Fourneau, Clerc du Bailliage de Hainaut, Servais VVandart, Conseiller de ladite ville de Mons, Thierri le Poivre, Echevin, Gobert Herin, Conseiller de la ville de Valenciennes, Robert de Manneville, Chevalier Bailli, Nicolas Daverout Maieur, David Dandenfort, Echevin, Philippes de saint Leger, Conseiller, & Robert des Prez, Procureur de la ville de Saint-Omer, tous Ambassadeurs, commis & deputez de Monditseigneur le Duc, tant en son nom, que au nom de Monsieur le Duc Philippe, & de Mademoiselle Marguerite d'Autriche, ses enfans, nos Princes & Seigneurs naturels, & des Etats de leur pais, tant pour eux, que aussi pour & au nom d'iceux Duc Philippe & Damoiselle; A tous ceux, qui

ces presentes lettres verront, Salut : Savoir faisons, que en vertu des pouvoirs à nous donnez, & ci-après inserez, nous avons fait, conclu, accepté, promis, & juré, faisons, concluons, acceptons, promettons, & jurons paix finale, union, intelligence, & alliance perpetuelle entre le Roi, Monseigneur le Dauphin, le royaume, leurs pais, seigneuries, & sujets d'une part ; & Monditseigneur le Duc, Monseigneur le Duc Philippe, & Damoiselle Marguerite ses enfans, leurs pais, seigneuries, & sujets, d'autre ; ensemble le traité du mariage, qui au plaisir de Dieu se fera, solemnifera, & passera de Monditseigneur le Dauphin, & d'icelle Damoiselle Marguerite, ainsi, par la forme & maniere qu'il est contenu & déclaré es articles sur ce par nous avisez, consentis, & accordez, desquels la teneur s'ensuit.

Premierement, Au nom, & à la loüange de Dieu nôtre Createur, de la glorieuse Vierge Marie, & de toute la Cour celeste, paix finale, union, alliance, & intelligence à toujours est faite, promise, & jurée entre le Roi, Monseigneur le Dauphin, le royaume, leurs pais, seigneuries, & sujets, d'une part ; & Monsieur le Duc Maximilien d'Autriche, Monsieur le Duc Philippe, & Mademoiselle Marguerite d'Autriche, ses enfans, leurs pais, seigneuries, & sujets, d'autre ; par laquelle toutes rancunes, haines, & malveillances des uns envers les autres sont mises jus & ôtées, & toutes injures de fait & de paroles remises & pardonnées.

Item, Pour plus grande seurété de ladite paix, traité & alliance de mariage est fait, promis, consenti, & accordé entre Monditseigneur le Dauphin, seul fils du Roi, & heritier apparent de la Couronne, & madite Damoiselle Marguerite d'Autriche, seule fille de Monditseigneur le Duc, & de feuë Madame Marie de Bourgogne, fille unique de feu Monsieur le Duc Charles, que Dieu absolve ; & se passera & solemnifera ledit mariage, ladite Damoiselle venue en âge requis de droit.

Item, Et incontinent ladite paix publiée, & les scellez, promesses, obligations, lettres & seurtez baillées aux Ambassadeurs dudit Duc, & des Etats desdits pais, en la ville, de Lille ou de Douay, madite Damoiselle sera en toute diligence, sans mettre la chose en delay, amenée en cette ville de Franchise *alias* Arras, & mise & delaisée es mains de Monsieur de Beaujeu, ou autre Prince du sang, commis de par le Roi ; & la fera le Roi garder, nourrir, & entretenir comme sa fille primogenite, épouse de Monditseigneur le Dauphin.

Item, Qu'en faisant ladite delivrance, Monditseigneur de Beaujeu, ou autre Prince commis de par le Roi aiant pouvoir especial à ce, en la presence des Princes & Seigneurs, qui auront conduit & amené icelle Damoiselle, promettra par serment solennel sur le sût de la vraie Croix, & saints Evangiles de Dieu, pour le Roi, tant en son nom, que comme pere, & soi faisant fort de Monditseigneur le Dauphin, que madite Damoiselle venue en âge requis de droit, Monditseigneur le Dauphin la prendra à femme & épouse legitime ; & procedera au surplus au parfait & consommation du mariage de lui & d'elle, selon l'ordonnance de sainte Eglise.

Item, Pareil serment & promesse fera Monditseigneur de Beaujeu, ou autre Prince commis aiant pouvoir suffisant à ce, de Monditseigneur le Dauphin, autorisé & dispensé par le Roi de son jeune âge, pour & au nom d'icelui Seigneur,

Item ;

Item, En faveur dudit mariage, iceux Seigneur Duc d'Autriche, & les Etats de feldits pais, ont consenti & accordé tant en leurs noms, que pour & au nom dudit Duc Philippe, & pour son mineur âge, comparans en son lieu, que les Comtez d'Artois, de Bourgogne, & les terres, & seigneuries de Mâconnois, Auxerrois, Salins, & Bar-sur-Seine, & de Noiers, soient le partage, dot, & portement de mariage de madite Damoiselle avec Monditfieur le Daufin, pour en jouir par eux, leurs hoirs mâles & femelles, qui issiront dudit mariage, heritablement & à toujours : Et en faute d'iceux, retourneront audit Duc Philippe, ou à ses hoirs. Et pource que le Roitient en sa main, & occupe presentement lesdits Comtez de Bourgogne, Mâconnois, Auxerrois, Salins, Bar-sur-Seine, Noiers, & la pluspart de ladite Comté d'Artois, il consent pour autant que la chose lui peut toucher, qu'icelles Comtez & seigneuries soient le dot, heritage, & patrimoine de ladite Damoiselle, pour en jouir par Monditfieur le Daufin comme son futur mari, par elle, & leurs hoirs issus de ce mariage ; & en faute d'iceux, retourneront comme dessus.

Sauf, que s'il avenoit, que lesdites Comtez, terres, & seigneuries, vinsent & échussent en autre main que de Monditfieur le Daufin, ou des hoirs issus d'icelui mariage ; en ce cas le Roi, Monditfieur le Daufin, & leurs successeurs Rois de France, pourront posséder & retenir lesdites Comtez d'Artois & de Bourgogne, & autres terres & seigneuries dessus dites, jusques à ce qu'il soit appointé du droit prétendu par le Roi és villes & châtellenies de Lille, Douai, & Orchies, esquelles trois villes & châtellenies, si ledit cas de retour n'avient, le Roi & ses successeurs ne pretendront aucun droit ; mais en jouiront les Comtes & Comtesses de Flandres comme ils ont fait par ci-devant. Et si ledit cas de retour avient, le Roi, & aussi le Comte de Flandres qui lors seront, feront diligence chacun de sa part d'appointer dudit différend. Et dedans trois ans ensuivans la venue dudit cas, ou plutôt, si faire se peut, que madite Damoiselle venue en ladite ville de Franchise *alias* Artas, fera du consentement du Roi, par Monditfieur de Beaujeu, en la presence des personnes des Etats d'Artois, & des autres terres & seigneuries de son dot, qui illec seront trouvez, lesquels, sans en faire autre assemblée, représenteront les trois Etats d'Artois, tenuë, requë, & declarée Comtesse d'Artois, de Bourgogne, & Dame des autres seigneuries ; & seront Monditfieur le Daufin comme futur mari d'elle, & elle, tenus par le Roi pour diligens, touchant les devoirs qu'ils seront tenus de faire pour lesdites terres qui sont du royaume.

Item, De là en avant ledit pais & comté d'Artois, sauf la ville, chastel, & bailliage de Saint-Omer, dont ci-après sera touché, sera regi & gouverné en ses droits, usages, & privileges acoutumez, tant au regard des corps des bonnes villes, comme du plat pais, sous la main & nom de Monditfieur le Daufin futur mari, & bail de madite Damoiselle, & le domaine & revenu d'icelui pais & comté réduit au plus grand profit que l'on pourra ; & les Officiers de Justice & de Recepte desdits pais & comté, & les Loix des villes créées & renouvelées de par lui, au nom que dessus.

Item, Sera pareillement fait de la Comté de Bourgogne, & autres terres & seigneuries, qui sont du dot de ladite Damoiselle.

Item, Sur la requeste, que lesdits Ducs & Etats font, que le plaisir du Roi

soit mettre la ville de Franchise, *aliàs* Arras, en son ancienne police & gouvernement sous la main de Monditseigneur le Daufin, en y commettant Officiers de par lui, comme dit est. Le Roi s'attend à Monsieur le Daufin futur mari de ladite Damoiselle, d'entretenir & traiter ladite ville en ses gouvernemens, & privilèges anciens & accoustumés, comme les autres villes d'Artois.

Item, Au regard de la ville, château, & bailliage de S. Omer, qui est de ladite Comté d'Artois, elle est comprise, & tout ledit bailliage, avec ledit Comté d'Artois, au dot & portement de mariage, que madite Damoiselle fait avec Mondit sieur le Daufin, sous les limitations qui s'ensuivent. Ladite ville, château, & bailliage, seront mis & delivrez en la possession de Monsieur le Daufin & d'elle, incontinent ledit mariage parfait & consommé, & non devant, pour en jouir par eux, leurs hoirs, & successeurs, comme de ladite Comté d'Artois, & autres pais & seigneuries dessus dites.

Item, Dés à présent lesdits Ducs & Etats, tant en leurs noms que pour & au nom dudit Duc Philippe, remettent la garde de ladite ville, château & bailliage, & les delaissent du tout à la garde & entretenement qu'en feront & seront tenus faire les Gens d'Eglise, Nobles, Bourgeois, Manans & Habitans de ladite ville, pour la garder & delivrer à Monditsieur le Daufin; ledit mariage consommé; tous lesquels manans & habitans, & trois Etats de ladite ville, seront dès à présent tenus faire serment solennel és mains du Roi, ou de ses commis, de faire bonne & seure garde de ladite ville durant ladite minorité de madite Damoiselle, & non permettre ou souffrir à leur pouvoir, que ledit Duc d'Autriche, & ledit Duc Philippe son fils, ni autres de par eux, y aient aucun port, autorité, ni aucunes gens, mais demeurera icelle ville au gouvernement desdits Etats, pour la bailler, rendre & delivrer en pleine obeissance à Monditsieur le Daufin, mari de madite Damoiselle, incontinent elle venuë en âge ledit mariage consommé, cessans tous contredits, excuses, ou delais.

Item, Pareil serment seront tenus faire ledits Habitans & trois Etats à Monditsieur le Duc d'Autriche, de non delivrer ladite ville au Roi, ni à Monditsieur le Daufin, ni autres de par eux, durant ladite minorité, & jusqu'à ce que ledit mariage soit consommé.

Item, Que en particulier les Prelats, Gens d'Eglise, Nobles, Majeur, Echevins, Manans & Habitans de ladite ville, qui sont chefs d'hôtel, & autres qui viendront demeurer en icelle ville durant ladite minorité, de quelque état ou condition qu'ils soient, seront serment sur la Croix, ou saints Evangiles, d'entretenir ledit traité, sur peine d'être tenus & reputés parjures & deloiaux ausd. Princes & à la ville; & aussi comme infracteurs & violateurs de paix, être punis à la volonté & ordonnance de justice, & sera ledit serment enregistré en un livre & registre à ce servant.

Item, Afin que ladite ville ait mieux de quoi pour soi garder & entretenir, le domaine d'icelle ville, banlieuë, & bailliage, tel que au Comte d'Artois doit appartenir, demeurera durant la minorité de ladite Damoiselle, au profit de ladite ville pour l'entretenement d'icelle: Et si seront lesdites ville, & bailliage, durant ledit tems, quittes de leur portion de l'Aide ordinaire d'Artois; & s'il leur convient faire plus grande mise pour ladite garde, le Roi, & aussi Monditseigneur d'Autriche, leur secoureront & aideront.

Item, Et au regard de l'institution des Officiers, que le Comte d'Artois a acoustumé d'instituer, comme Bailli, Sous-Bailli, Châtelain, Burgrave, Aumaster, Procureur, Receveur, Sergens, & autres, Monditseigneur le Duc, comme pere de madite Damoiselle, en aura durant ledit tems la nomination, & Monsieur le Daufin, comme futur mari d'icelle, l'institution, & seront iceux Officiers tenus en obtenir lettres de Monsieur le Daufin, & faire le serment és mains des Etats de ladite ville, ainçois qu'ils puissent exercer lesdits offices; & leur seront lesdites lettres expédiées sans frais: & si madite Damoiselle alloit de vie à trépas, paravant ledit mariage consommé, ladite ville, château, & bailliage, seront par lesdits manans & habitans remis en l'obeïssance desdits Ducs d'Autriche, & Duc Philippe son fils, ou ses successeurs.

Item, Que pendant & durant la minorité de ladite Damoiselle, la loi de ladite ville se fera & renouvellera par ceux d'icelle ville en la maniere acoustumée; & si auront lesdits Majeur & Echevins pouvoir de creer les Officiers en dessous eux, & comme ils ont fait par ci devant; & se fera la justice en ladite ville & banlieuë par les Majeur & Echevins, qui seront entretenus en leurs anciens droits & prerogatives; & au bailliage, la justice s'y fera & exercera comme il s'est fait de tout tems, & sous le ressort où il appartiendra; & entant que touche la garde, les trois Etats de lad. ville, pourront faire telles ordonnances & statuts qu'ils aviseront être requis pour leur seureté, soit pour tenir, ou soudoier mortes-paies pour la garde de ladite ville & château, où ils entendent en leurs consciences qu'il leur soit besoin; pourront commettre & élire un chef entre eux pour la garde d'icelle, tel qu'ils aviseront, de l'un d'eux, en tenant toujours à eux la charge & gouvernement de ladite ville, pour la delivrer, comme dit est.

Item, Quant aux forts & châteaux prochains de ladite ville, par lesquels ils pourrout être tenus en aucune sujétion, ils auront les scellez & promesses des seigneurs d'iceux forts & fortresses de non leur nuire, mais les assister à la garde & delivrance de ladite ville, comme dit est.

Item, Et si aucune guerre sortoit entre le Roi & ledit Duc d'Autriche, ou autres voisins de ladite ville, ils ne s'en mêleront, ni ne recevront aucune garnison d'un côté ni d'autre.

Item, Que les bourgeois, manans, & habitans de ladite ville, banlieuë, & bailliage, de quelque état ou condition qu'ils soient, pourront aller, hanter, & frequenter marchandement, ou autrement, par tout le royaume de France, par les pais de Monditseigneur d'Autriche, Monsieur le Duc Philippe son fils, & en autres royaumes & pais voisins: Et pareillement les sujets desdits royaumes des pais de Monditseigneur le Duc, & autres pais voisins, pourront seurement hanter & converser en ladite ville & banlieuë, marchandement, & autrement; sans aucune reprise, ni en ce faire ou donner aucun empêchement, pour marques, contremarques, ordonnances, ou defenses au contraire.

Item, Si lesdits de Saint-Omer ne sont contents de lettres, scellez, & seuretez qui se bailleront pour la generalité de ce traité, le Roi pour sa part, & aussi Monditseigneur le Duc d'Autriche pour la sienne, leur bailleront lettres en particulier, & feront bailler par les Etats de leur pais, & telles villes & communautéz qu'ils requerront; par lesquelles, chacun en son regard, promettra entretenir, & faire entretenir tous les points consentis & accordez, touchant la garde de ladite ville.

Item, Qu'en faisant par lesdits manans & habitans la delivrance & plenerre obeissance de ladite ville de Saint-Omer à Monditseigneur le Daufin, & à madite Damoiselle, le mariage conformed, comme dit est, iceux Seigneurs & Damoiselle feront serment d'entretenir & garder ladite ville, château, banlieue, & bailiage, comme membre de ladite Comté d'Artois, & aussi icelle Comté d'Artois, en leurs droits, franchises & libertez, usages, & privileges acoustumez, comme les predecesseurs Comtes & Comtesses d'Artois ont fait, sans les deregler, ni mettre le gouvernement & la police de ladite ville, ni des autres villes d'Artois, en autre train que par ci-devant a été.

Item, Confirme dès maintenant le Roi les provisions obtenues par ladite ville, tant de feuë Madame la Duchesse d'Autriche, comme aussi de Monditseigneur le Duc d'Autriche, & mari d'elle, pour la quittance & moderation des dettes & rentes dues par ladite ville, & aussi pour le delai du paiement d'icelles rentes & dettes; lesquelles provisions demeureront en leur force, & leur seront valables.

Item, Les Ambassadeurs dudit Duc d'Autriche ont remontré, que ladite defunte Duchesse d'Autriche, le Duc Charles son pere, & autres predecesseurs possesseurs desdites comtez & seigneuries, ont emprunté plusieurs deniers, & vendu rentes, & icelles assignées être payées sur le domaine, rentes, & revenu dudit comté, terres, & seigneuries; requerant, que pour l'aquit & décharge des ames desdits defunts, le Roi & Monditseigneur le Daufin, possesseur desdites terres & seigneuries, fassent paier lesdites charges & dettes à ceux, à qui elles sont dues. En obtemperant à ladite requête, le Roi & Monditseigneur le Daufin, possesseur desdites terres, feront doresnavant paier, & aquiter les cours des rentes dues par les corps des villes, & autres qui en sont obligez pour lesdits defunts; lesquels en seront remboursez, & leur sera deduit ce qu'ils devront par le receveur des domaines desdits comtez.

Item, Quant aux deniers prètez en la Comté de Bourgogne, ceux qui ont fait lesdits prêts, bailleront leurs lettres, enseignemens, & assignations qu'ils ont, es mains de ceux qui seront commis à faire l'état du domaine dudit Comté, pour en faire rapport à Monditseigneur le Daufin, & les appointer con me par raison.

Item, Au regard des anciens Officiers, qui par ladite Duchesse, le Duc Charles, & le Duc Philippe son aieul, ont été assignez d'aucune somme annuelle par forme de provision pour leur vivre, à la prendre sur le domaine desdits comtez & seigneuries, ils y seront entretenus, & en seront payez selon leursdites assignations.

Item, Sur ce aussi que lesdits Ambassadeurs ont requis, que le plaisir du Roi soit faire entretenir par Monditseigneur le Daufin les serviteurs de feuë madite Dame, & de Monditseigneur d'Autriche, en offices à eux donnez esdits comtez & seigneuries, en faisant le serment es mains de Monditseigneur le Daufin, a été répondu, que ei-après on pourra informer le Roi de l'idoneité desdits Officiers; & en sera fait pour le mieux.

Item, Que moiennant le dot & partage fait à madite Damoiselle des comtez & seigneuries dessus declarées, le Roi au nom de Monseigneur le Daufin, & parreillement Monditseigneur le Daufin autorisé, & dispensé de son âge, comme

futur mari de madite Damoiselle, promettent lui faire satifier, elle venue en âge ; renonçant à tout tel droit, part, & action, qu'icelle Damoiselle, & ledit Sieur à cause d'elle, pourroient avoir, clamer, & demander en duchez, comtez, terres, & seigneuries, biens meubles & immeubles quelconques, demeurez du trépas de Madame la Duchesse mere d'icelle Damoiselle, si nouvelle succession n'échet.

Item, Que l'intention de Monditseigneur le Duc, & desdits Etats, est que le dot & partage consenti à madite Damoiselle, & en faveur & contemplation du mariage de Monditseigneur le Dauphin & d'elle, ait son effet ; mais s'il avenoit par quelque cas de mort, ou autrement, que ledit mariage ne parvint, lesdits dot & partage seront tenus pour non faits ; & seront lesdites comtez & seigneuries delivrées, rendues, & restituées à Monditseigneur le Duc, au cas que lesdits enfans soient encore en bas âge ; & lesdits enfans étans âgez, à Monditseigneur le Duc Philippe, comme heritier principal de madite Dame sa mere ; sauf à icelle Damoiselle sa sœur son droit & partage annuel, tel que avoir le devra, par les droits & coutumes desdits pais & seigneuries ; entendu aussi qu'en ce cas, le Roi seroit entier au droit qu'il pretend esdites villes, & châtellenies de Lille, Douay, & Orchies, selon la reservation dessusdite.

Item, Que le mariage parfait & consommé, s'il avient que Monditseigneur le Dauphin, à qui Dieu par sa grace donne bonne vie & longue, allât de vie à trépas, laissant, ou non, enfans de madite Damoiselle, icelle jouïra desdits comtez d'Artois, de Bourgogne, & autres dessus nommez, comme de son dot & heritages ; & avec ce aura pour son dévair cinquante mille livres tournois par an, qui lui seront assignées ; premierement, commençant au Bois-de-Vincennes, Creil, Montargis, & autres les plus belles places & demeures que l'on saura aviser, en Champagne, Berri, & Touraine.

Item, Au contraire, s'il avenoit qu'elle voise de vie à trépas, paravant Monditseigneur le Dauphin, les enfans issus d'eux succederont esdites comtez & seigneuries qui sont du dot & partage d'elle : Et s'il n'y a nuls enfans, lesdits comtez & seigneuries retourneront à ses plus prochains hoirs, sauf la limitation dessusdite de Lille, Douay, & Orchies.

Item, Que sous ombre de cette alliance de mariage, le Roi, ni Monditseigneur le Dauphin, durant la minorité dudit Duc Philippe, ne prétendront avoir le gouvernement desdits pais de Brabant, Flandres, & autres appartenans audit Duc, mais les laisseront en tel état qu'ils seront.

Item, Si le jeune Duc Philippe alloit de vie à trépas en minorité d'âge, que Dieu ne veuille, parquoi ladite Damoiselle succedât aux duchez, comtez, & seigneuries de son dit frere, en ce cas le Roi & Monditseigneur le Dauphin acordent, que le gouvernement desdits pais demeure en l'état qu'il sera trouvé, tant qu'elle sera venue en âge, en faisant par lesdits pais à Monditseigneur le Dauphin, au nom d'elle, les devoirs que ceux du pais doivent à leur dit Seigneur.

Item, Aussi s'il avenoit, madite Damoiselle étant en âge, & le mariage consommé, que Monditseigneur le Duc Philippe mourût sans delaisser hoirs de sa chair, ou par quelque autre cas, les pais & seigneuries d'icelui Monditseigneur le Duc Philippe, vinssent à madite Damoiselle sa sœur, & les hoirs issus d'elle, & qu'ils fussent heritiers de la Couronne de France, le Roi & Monditseigneur le Dauphin

promettront & bailleront leurs lettres pour eux & leurs successeurs, & seront bailler par les Etats de France à chacun desdits païs; & audit cas traiter lesdits païs selon leur nature, & de les entretenir en leurs anciens droits, exemptions, usages, coutumes & privileges, & les villes en leurs privileges, franchise, police, & gouvernement acoutumez. Et quant aux païs qui sont hors du royaume, que les sujets d'iceux ne seront traitez par appellation, ni autrement en la Cour de Parlement à Paris, Grand Conseil du Roi, ni ailleurs hors desdits païs.

Item. Iceux Seigneurs, leurs païs, seigneuries, & sujets, pour la conservation de la paix, amour & union perpetuelle, procedant de ladite alliance & mariage, aideront & assisteront l'un l'autre, comme amis, envers & contre tous ceux qui voudront entreprendre sur l'Etat, & personnes desdits Princes, ou de l'un d'iceux; ou aussi sur ledit royaume, leurs païs, seigneuries & sujets.

Item. Reconnoissent lesdits Ducs étant au Roi la souveraineté en la Comté de Flandres, selon ce qui a été au tems passé, & promettent, que ledit Duc Philippe venu en âge y fera les foi, hommages & devoirs comme il appartient, & que l'on a acoutumé de faire; & de ce bailleront lettres Monditsieur le Duc d'Autriche, & les trois Membres de Flandres.

Item. Que le Roi de sa certaine science, puissance, & autorité, a confirmé & confirme tous privileges anciens & nouveaux, accordez & confirmez par icelle feuë Dame, avant son mariage, & par ledit Seigneur Duc & elle constant leur mariage, tant aux trois Membres de Flandres en general, qu'en particulier aux villes & communautéz desdits païs de Flandres, villes & châtellenies de Lille, Douay, & Saint-Omer; ensemble tous les droits, loix, usages, & coutumes desdites villes & communautéz de Flandres, villes & châtellenies de Saint-Omer, Lille, Douay, & Orchies.

Item. Aussi a le Roi confirmé aux manans & habitans de la ville d'Anvers les privileges qu'ils ont des predecesseurs Rois de France, pour la franchise de la Foire d'icelle ville.

Item. Entant qu'il touche le droit d'issuë du royaume, imposition foraine, & autres, droits que l'on pouroit demander pour les vivres, dantées & marchandises, qui seront amenées & conduites au Païs & Comté de Flandres, villes & châtellenies de Lille, Douay, & Orchies, en sera fait comme du tems de feu le Duc Philippe dernier, & auparavant.

Item. Que les appellations des Sieges de la Gouvernance de Lille, Douay, & Orchies, qui se releveront en la Chambre de Flandres, comme ressort immediat de lad. Chambre, iront en ladite Cour de Parlement à Paris; & ce tant que lesdites villes & châtellenies seront possédées par les Comtes & Comtesses de Flandres, & sous la reservation dessus dite.

Item. Que les appellations des Loix de Flandres, de la riviere du Lis, qui par moien, ou sans moien, se releveront en la Cour de Parlement, seront muées & converties en reformation, & ce executera le Juge, reparable par diffinitive, à caution, selon les ordonnances, qui pour le bien & cours de la marchandise audit païs de Flandres, en ont été faites au tems passé.

Item. Qu'en ce Traité de Paix est comprise la personne de Madame Marguerite, Duchesse de Bourgogne, veuve de feu Monsieur le Duc Charles, & lui sera renduë la pleine jouissance des terres de Chaussins, & de la Perriere, au rachat

de vint mille écus d'or, au païs de Bourgogne ; & sur ce lui octoiera le Roi ses lettres patentes selon le contenu qu'elle en a desdits Duc & Duchesse ; & s'il avenoit, que Dieu ne veuille, que Monsieur le jeune Duc allât de vie à trépas, & qu'à ce moien les païs esquels madite Dame a son douiaire, & autres terres à elle données sa vie durant, vinssent en la main du Roi, ou de Monseigneur le Dauphin, en ce cas promettront par leurs lettres laisser jouir madite Dame de son douiaire, & autres terres, sa vie durant paisiblement à elle, sans faire ou souffrir faire aucun empêchement ; & si elle a métier de l'aide ou nom du Roi & de Monditseigneur le Dauphin, iceux la conforteront en ses affaires, & aideront comme leur parente & cousine ; & aussi entretiendront à madite Dame, audit cas, les traitez & pactions qu'elle a eues avec madite Dame d'Autriche, pour la restitution du dor & des deniers de son mariage.

Item. Par cette paix est faite abolition generale, rapel de tous bans, défauts & contumaces, aux sujets d'un parti & d'autre, de quelconques cas, délits, crimes, ou offenses, que l'on leur pourroit imposer ; à savoir que le Roi, de sa pleine puissance & autorité roiale, fera & fait abolition generale à tous les serveurs & sujets, tant des païs de Bourgogne, que par deçà, & autres qui ont tenu le parti de feu Monsieur le Duc Charles, de Madame la Duchesse Marie sa fille, de Monsieur le Duc, & de Messieurs ses enfans, de tous quelconques cas commis & perpetrez depuis le commencement des guerres audit Duc Charles, soit en aiant tenu leur parti, les aiant servi, & avoir été en Ambassade pour eux en Angleterre, vers le Duc de Bretagne, ou ailleurs, ou eux avoir armé & servi en guerre contre le Roi, conseillé, aidé, & favorisé de fait, de parole, ou par écrit, la partie & querelle d'iceux Ducs & Duchesse, avoir été contre leurs sermens ou promesses, ou en quelque autre maniere que ce soit, ou puisse être, avoir offensé, delinqué envers le Roi, & leur remet, quitte, & pardonne le Roi, toute offense, & peine corporelle & civile, ensemble toutes peines & amendes adjudgées au tems passé ; imposant sur ce silence perpetuel à son Procureur, sans qu'il soit besoin à nuls desdits sujets & serveurs en obtenir aucune abolition & pardon en particulier. Et neanmoins ceux qui en voudront avoir lettres, les auront sans frais ; & pareille abolition offre faire & fait Monditseigneur le Duc, pour ceux qui ont tenu le parti du Roi, aussi pour les manans & habitans de la ville, banlieue & bailliage de Saint-Omer : & particulièrement est accordée par le Roi abolition generale, en telle façon que pour chose faite, dite, ou reserite pour le tems passé, l'on ne les pourra jamais redarguer en justice, ni autrement.

Item. Qu'aussi les sujets & serveurs d'un parti & d'autre, tant Prelats, Chappitres, Couvents, Nobles, Corps de villes & communautéz, & les particuliers de quelque état ou condition qu'ils soient, retourneront à leurs dignitez, benefices, fiefs, terres, seigneuries, & autres heritages, deniers d'heritages, rentes heritieres ou viageres dûes par les Princes, comme celle due à Monsieur de Hamez, sur le domaine d'Amiens, que par Corps de villes, ou particuliers, à en jouir & posséder depuis le jour de la paix, en tel état qu'ils les trouveront ; qui est à entendre, que ceux qui retourneront à leursdits biens par cette paix, seront tenus en telle possession & jouissance de leurs dignitez, benefices, & autres biens, qu'ils étoient paravant l'empêchement survenu à cause de la guerre,

sans que l'on leur pût objicer interruption de possession, ou prescription pour le tems que la guerre a duré, depuis qu'elle commença du tems dudit feu Duc Charles; & ce nonobstant quelconques dons, ou dispositions à tems, ou à tous-jours, faits au contraire par le Roi en son parti, ou par Messieurs les Ducs, ou leurs successeurs, nonobstant quelconques declarations de confiscations, de sentences ou arrests obtenus par contumace, qui d'un parti & d'autre pour le bien de cette paix, seront mis au neant & declarez nuls, nonobstant aussi quelconques venditions d'iceux heritages, ou rachats desdites rentes, faits durant la guerre par ceux, ou à ceux qui ont eü don desdits heritages & rentes.

Item. Si aucuns heritages ou rentes ont été venlûes par decret pour dettes hipoteques, dont les dettes fussent en parti contraire, lesdits debiturs, ou leurs heritiers, pourront retourner incontinent après l'édite paix, à leurs heritages ainsi vendus, en satisfaisant en dedans l'an du deü, pour lequel ils seroient vendus tant seulement; & s'ils n'avoient satisfait en dedans ledit tems, le decret demeurera en sa force, & retournera de plein droit ledit acheteur en sa possession: mais si le propriétaire vouloit debatre ou soutenir contre la dette, il y sera reçu en nantissement des deniers, comme s'il eût été present; si toutefois par ladite adjudication de decrets aucunes rentes avoient été soupites, icelles seront du jour de cette Paix remises en leur cours comme paravant ladite adjudication.

Item. Aussi si les dettes, pour le paiement desquelles l'on avoit procédé à vendre les heritages de celui, ou ceux qui étoient en parti contraire, étoient pures personnelles, non hipoteques, desquelles eût été fait don par recompense au parti, où leur debiteur étoit demeurant, icelui debiteur retournera à son heritage ainsi vendu, sans restituer les deniers principaux, ni autres choses à l'acheteur desdits heritages, ou à son aiant cause.

Item. En toutes autres matieres ecclesiastiques & profanes, où sont données quelques désuïts ou contumaces contre eux, étans au parti contraire, ils se pourront juger en dedans l'an, contre qui qu'ils soient obtenus.

Item. Les sujets d'un côté ou d'autre retourneront à leurs biens & immeubles, à sçavoir tant ceux dont ils jouissoient avant les divisions commencées du tems du feu Duc Charles, que ceux qui depuis leur sont succédez & échus; supposé orés que le trépas de celui, duquel viendroient lesdits biens, fût venu, & que lesdits biens soient situez au parti contraire, auquel s'est tenu son plus prochain heritier, sans que l'on pût objicer à l'heritier, que son predecesseur soit mort ennemi du Prince sous lequel il avoit ses biens, ou en service de guerre contre lui, ou audit heritier, qu'il soit inhabile à succeder, parce qu'il auroit tenu parti contraire du lieu où lesdits biens sont échus.

Item. Et quant aux fruits & levées des heritages & rentes, tout ce qui est donné & levé depuis le commencement des divisions du Duc Charles, jusques au jour de la Paix, par mandement des Princes, leurs Lieutenans, ou commis, demeurera levé & donné, & n'en pourra jamais estre fait poursuite contre les commissaires qui s'en sont entremis, ni ceux qui les ont reçus, ou qui en ont profité, ni aussi contre ceux qui les ont paieez & contentez. Et quant aux arrearages des rentes & censés dont les termes sont échus, ou pour pied coupé, qui encor ne sont levez, afin d'ôter toutes matieres de procès, ils demeureront à ceux qui en ont le don des Princes.

Item

Item, Pareillement toutes dettes personnelles données par les Princes ou leurs Lieutenans, supposé, que rien ne soit levé, demeurent au profit de celui, ou ceux qui en auront le don; & quant à toutes autres choses mobilières, quelque don qui en ait été fait, si elles n'ont été levées, ou qu'il n'en soit procès, ce qui se trouvera en être après la paix publiée, appartiendra à celui, ou ceux auxquels lesdits biens étoient auparavant la guerre, & les pourront prendre & lever par tout où ils les trouveront, sans qu'on leur puisse donner aucun contredit ou empêchement pour quelconque cause que ce soit.

Item, Semblablement est accordé pour lesdits de Saint-Omer, que pour quelque recompense reçue, remission, quittance obtenuë par le corps de la ville, & aussi par les particuliers bourgeois, manans, & habitans d'icelle ville, banlieuë, & bailliage, de quelque état ou condition qu'ils soient, ils en demeureront déchargés, & n'en pourra contre eux être fait poursuite.

Item, Que sous la generalité de ce traité, Mondit sieur le Duc d'Autriche, & sesdits enfans, sont & demeurent quittes & déchargés de toutes dettes, qu'ils peuvent devoir à ceux qui ont tenu parti à eux contraire, & ne seront lesdits créanciers pour quelque cause que sesdits procedent, être jamais reçus à en faire poursuites contre Mondit sieur le Duc, Melsdits sieurs ses enfans, ou leurs biens, sauf toutefois des rentes & pensions à venir, qui se paieront de ce jour en autre.

Item, Que pour retourner à ce sien, l'on ne sera tenu de faire aucun serment au Prince ou Seigneur, sous qui lesdits biens sont, sauf les fiefz & vassaux, qui seront tenus de faire serment de fidelité pour leurs fiefs; lequel serment se pourra encore faire par procureur aiant pouvoir special.

Item, Sur ce que les Ambassadeurs de Mondit sieur le Duc, & des Etats de ses pais, ont requis, que Madame veuve de Messire Pierre de Luxembourg, & Dames Marie & Françoise ses filles, retournent à leurs biens, tant ceux dont ont joui en leur vivant Messire Louis de Luxembourg Comte de Saint-Paul, Madame Jeanne de Bar sa femme, Messire Jean de Luxembourg, Comte de Merle leur fils aîné, & ledit Messire Pierre de Luxembourg; & ce nonobstant quelques arrests, sentences, declarations de confiscation, & forclusion de trêves faites par ci devant; & pareillement Monsieur de Crouy, Comte de Porcien, pour lequel ils ont requis qu'il retourne en ses biens, terres, & seigneuries, dont feu Monsieur de Crouy son pere, & Madame Marguerite de Lorraine sa mere, ont été joiissans, & nommément à la Comté de Porcien, les greniers à sel du château de Cambarsoi, Montcornet, & autres appendances dudit Comté, à la seigneurie de Bar-sur-Aube, & autres terres en Picardie, ladite veuve, & enfans dudit feu Messire Pierre de Luxembourg, & ledit Sieur de Crouy jouiront du benefice de la paix, sauf qu'ils ne retourneront présentement à leurs biens, & pourront poursuivre leur cas devers le Roi, quand bon leur semblera.

Item, Quant à ce que lesdits Ambassadeurs ont requis, que le Roi fasse rendre & restituer à Monsieur le Comte de Romont, sa Comté de Romont, son pais de Vaux, & autres terres & seigneuries, qui lui appartiennent au pais de Savoie à cause de son partage; lesdites terres ne sont point en la possession du Roi, ni d'autres de sa sujettion; & quand ledit seigneur de Romont voudra faire diligence, à les recouvrer, le Roi en ce le favorisera.

Item, Touchant les Princes & Princesses d'Orange, le Comte de Joigni, Liépart,

de Châlon, sieur de Lorme, Messire Guillaume de la Baume, seigneur du Laim, Messire Claude de Thoulangeon, sieur de la Bastie, pour lesquels lesdits Ambassadeurs ont semblablement requis, qu'ils soient compris en cette paix, a été répondu, qu'ils y sont compris, & retourneront à leurs biens où qu'ils soient, tant au royaume, qu'au Dauphiné & Comté de Bourgogne, sous la generalité comme les autres.

Item, Pareillement les Religieux, Abbé, & Couvent d'Achin, sont compris en la generalité du retour au sien, tant pour les biens de l'Abbé, comme du Couvent, & en auront les dessus nommez, & autres, lettres particulieres, si avoir les veulent.

Item, Semblablement les Religieux de l'Eglise & Abbaie de Saint VVast d'Arras, qui se sont tenus en l'obeïssance de Mondit sieur le Duc d'Autriche, pour lesquels lesdits Ambassadeurs ont fait requête, pourront retourner à leur dite Abbaie, & vivre des biens d'icelle.

Item, Sur ce que lesdits Ambassadeurs requierent, que les habitans de la ville de Franchise, *alias* Arras, qui sont épars & retraités en divers lieux, tant en l'obeïssance du Roi, qu'en l'obeïssance de Mondit sieur le Duc, puissent franchement retourner à leurs maisons & habitations, faire leurs marchandises, métiers, & siles, comme ils faisoient devant la guerre, sans que de chose faite ou avenue en tems passé depuis le commencement desdites divisions, l'on leur puisse rien imposer. L'on entend par ce traité, que ceux de ladite ville qui sont retraités es pais dudit Duc d'Autriche, retourneront à leurs biens sous la generalité de tous les autres, & pourront aller, converser, & demeurer en ladite ville, & y faire leurs marchandises & métiers, & es autres lieux du royaume; & quant aux autres habitans, qui sont demeurez en l'obeïssance du Roi, l'on y a déjà pourvû.

Item, Les henniers de ceux, qui ont été exécutez & mis à mort pour cause de la guerre, & pour avoir tenu le parti, & adhérent à autres qu'à celui où ils étoient demeurans, retourneront à leurs biens, qu'ils trouveront en nature, & succéderont; & aussi les veuves desdits exécutez, à leurs droits & dotiaux, si n'étoit que telles exécutions aient été faites par procès & Juges ordinaires.

Item, Pour avoir la jouïssance du sien, l'on ne sera tenu venir, ou faire résistance en l'un ou l'autre desdits partis; mais jouïront ceux, qui sont du parti du Roi, des biens qu'ils ont es pais de Mondit sieur le Duc, & Messieurs ses enfans; & pareillement ceux qui sont demeurans en pais & obeïssance de Mondit sieur le Duc, tant lesdits susnommez qu'autres, de quelque état ou condition qu'ils soient, des partis de Bourgogne, & des pais de par deçà; jouïront des biens à eux appartenans, ou qui leur aviendront, au parti ou obeïssance du Roi, & de Mondit seigneur le Dauphin, sans qu'ils soient contraincts de venir, demeurer, & résider sur lesdits biens.

Item, Sur ce que lesdits Ambassadeurs ont remontré, que pour resoudre le pais & comté d'Artois, il plaist au Roi consentir & accorder, que la ville de Franchise, *alias* Arras, Aire, Lens, Bapaume, Bethune, les villages desdits lieux, & la châtelainie de Lillers, & leurs enclavemens, soient tenus quittes & paisibles de l'aide ordinaire d'Artois, ces premiers douze ans, & que nul autre aide, ni taille extraordinaire, ne soit levée ce tems pendant; & pareillement de tous les arrerages dudit aide ordinaire du tems passé, afin que les habitans desdits

dites villes & baillies, qui la pluspart sont inhabitées, & au plaisir de Dieu, la paix faite, se repeupleront, n'en puissent être poursuivis, mais en soient quittes & déchargez: le Roi a quitté tous lesdites aides pour le tems passé aux villages inhabitez, & ceux qui ont delaisé à paier à cause de la guerre: & aussi afin qu'ils se puissent mieux resoudre & labourer, il les tiendra quittes de leurs portions d'aides l'espace de six ans, à compter du jour d'icelle paix. Et pource que defunte Madame d'Autriche, après qu'elle fut venue à la seigneurie, elle jouissoit de la Comté d'Artois, au moins de la ville de Franchise *alias* Arras, a consenti & octroie à ceux de la ville de Douai, pour les bourgeois, manans & habitans, bonnes maisons, & hôpitaux de ladite ville, qu'ils fussent & demeurent quittes, exemts, & affranchis de paier tailles audit pais d'Artois pour les heritages qu'ils ont illec, dont ils ont lettres par forme de chartes, en lacs de cire verte, le Roi, à la requête desdits Ambassadeurs, tant pour lui, que pour Monditseigneur le Dauphin, confirmera & octroiera de nouveau lesdits privileges.

Item, Que ceux qui retourneront à leurs biens par la paix, ne seront, ni aussi leurs heritages, poursuivables de rentes foncieres & surcens pour le tems de la guerre, mais seront tenus les décharger ceux qui en auront joui par recompense; & si ce sont heritages, qui pour cause des guerres aient été ruinez, & sans labour, ils demeureront déchargez desdites rentes & surcens, pour le tems qu'ils n'ont été labourez, jusques au jour de Noël, instant & inclus; mais dudit jour en avant, soit que l'on les laboure ou non, les rentes & surcens se paieront.

Item, Pour ce aussi que plusieurs soutiendront, qu'ils seront tenus entrer en la jouissance de biens, fiefs, & heritages à eux venus durant la guerre, faire & paier les reliefs, & autres devoirs, aux seigneurs de qui lesdits fiefs & heritages seront tenus, consenti & accordé est, que ceux qui doivent faire lesdits devoirs, auront terme & induce de trois mois du jour & date de la paix, pour faire lesdits devoirs; en faisant lesquels, ils jouiront de ce qui sera échü le jour & date de cette dite paix, sans avoir égard à ce que lesdits reliefs & devoirs ne soient encore faits.

Item, Que les nobles & fiefiez desdits pais de Monditseigneur le Duc d'Autriche, & de Monditseigneur le Duc Philippe son fils, qui auront seigneuries & fiefs au royaume, ne seront contrains à servir que sous Mesditsseurs, ou leurs Lieutenans, ou commis, en cas qu'ils, ou l'un d'eux, soient au service du Roi; & si Mesditsseurs, ou l'un d'eux, n'étoient en personne audit service, lesdits fiefiez ne seront contrains de servir en personne, mais pourront faire servir par autrui, selon la valeur de leurs fiefs.

Item, Les sentences & appointemens rendus au Grand Conseil de feu Mesditsseurs les Ducs Philippe, Charles, & Duchesse, & Monsieur le Duc présent, & aussi en la Cour, qui s'est tenuë à Malines, d'entre les sujets d'iceux Ducs & Duchesse, ou pour heritages, contrats, clameurs, arrests, ou successions de biens lors à eux sujets, sortiront leur effet, pourvu que lesdits cens ne touchent directement le droit du Roi, ou qu'il n'en y eût question en la Cour de Parlement à Paris, ou autre Cour souveraine, où le Procureur du Roi fût adjoint avec la partie.

Item, Que les causes & procès par ci-devant introduits esdits Grand Conseil,

& Cour de Malines ; qui encores ne sont décises, du pais d'Artois, des ressorts, & enclavemens d'icelui, & des terres sur la riviere de Somme, qui lors tenoient le parti de feu le Duc Charles, tant celle de la premiere instance, qu'en cas d'appel ; & semblablement les appellations de bouche, ou par écrit, & mises de la Chambre de Flandres, relevées en ladite Cour de Malines audit Grand Conseil, seront renvoyées en l'état qu'elles sont en la Cour de Parlement à Paris ; & y pourront ceux, qui voudront poursuivre leur droit, faire assigner jour à leurs parties adverses ; & seront lesdits procès reçus, à sçavoir ceux qui sont conclus en droit, pour les juger & decider à fin d'ice, & les autres, pour les parfaire & instruire, & y proceder par les parties, selon les retraits & derniers appointemens.

Item, Pareillement les amortissemens, compositions, nouveaux acquès, & annoblissemens faits par lesdits Ducs & Duchesse, demeureront en valeur, & sortiront leurs effets, en prenant par les sujets du pais d'Artois nouvelles lettres d'annoblissement, lesquelles leur seront baillées sans frais, & sans forme de finance, ou s'ils n'en obtiennent aucunes lettres, se pourront aider de ce présent traité.

Item, Aussi les abolitions, remises, & pardons faits, & bailliez par Monsieur le Duc Charles, Mademoiselle sa fille, & par Mondit sieur le Duc d'Autriche, & elle depuis son mariage, aux villes & communautéz, & aussi aux particuliers de leur pais de Flandres, Lille, Douai, Artois, & de Bourgogne, seront entretenus, en prenant par les sujets d'Artois lettres, comme en l'article precedent ; & ne sera nul reçu à faire le procès pour reparation de mort, ou d'autres injures contre les corps & particuliers desdites villes & communautéz, pour les cas contenus esdites abolitions.

Item, Que pour le tems à venir est consenti par ces traitez de paix, que les Bourgeois, Manans, & Habitans es villes & pais de frontieres desdits Ducs d'Autriche & ses enfans, & autres étans sujets à la Couronne, adjournez à comparoir en personne en ladite Cour de Parlement, ou pardevant autres Juges roiaux, pour quelconque cas qu'on voudra dire avoir été par eux commis, seront reçus à comparoir par procureurs, nonobstant lesdits adjournemens personnels, durant le tems & espace de la minorité de madite Damesse : & pareillement est accordé pour les habitans de ladite ville, banlieue, & bailiage de Saint-Omer.

Item, Que pour les dignitez, ausquelles les sujets, & tenans le parti de Mondit sieur le Duc, ont été pourvus par élection, graces expectatives, ou autres provisions de Cour de Rome, benefices donnez par ledit Duc Charles, par feu madite Dame avant son mariage, & depuis, par Mondit sieur le Duc & elle, constant leur mariage & leur patronage ; & aussi par les collateurs tenans leur parti, ou qui ont été exceptez par lesdites graces expectatives, ou autres provisions de Cour de Rome ; les possesseurs, & ceux qui ont ainsi été pourvus, ne pourront être inquietez ou travaillez pour icelles dignitez ou benefices, sous couleur de la Pragmatique, ou quelque autre cas, ordonnances, ou defenses, loix, statuts faits au royaume, en petitoire ni en possessoire. Et si aucun competiteur se apparoissoit, les poursuites s'en feront pardevant Juges communs, en pais dudit Duc d'Autriche ; & ne pourront lesdits sujets être tirez au dehors sous ombre des privileges des étudiants es Universitez de Paris, Orleans, ou ailleurs.

Item, En icelle paix sont compris les villes, bailliage de Tournai, Tournes,

Saint-Amand, & Mortagne, & les sujets & habitans d'icelles, & en jouiront entièrement comme les autres païs, villes, & sujets du Roi.

Item, Et si le Roi, ou autre aiant cause de lui, tient aucune place, forts, ou non forts en la Duché de Luxembourg, & Comté de Chiny, elles seront rendues, & restituées audit Duc d'Autriche, & Philippe son fils, ou aux sujets auxquels elles appartiennent, nonobstant quelconques dons faits par le Roi, lesquels il revoqua.

Item, Les maisons de Flandres à Paris & Conflans, seront rendues audit Duc d'Autriche, & à son fils, & la maison d'Attois audit lieu de Paris demeurera à madite Damoiselle: Et sur ce que lesdits Ambassadeurs ont remontré, que feuë Madame la Duchesse, pour consideration des loiaux services, que lui avoit fait Monsieur le Prince d'Orange, & proximité de lignage de madite Dame, & de Mademoiselle la Princesse, lui donna les seigneuries de Chasteaubelin, Orgelet, & autres contenues és lettres de don, situées au Comté de Bourgogne, lesquelles sont anciennement partie de la Maison de Châlons, dont Monditseigneur le Prince est chef; requérant iceux Ambassadeurs qu'il plût au Roi, au nom de Monditseigneur le Dauphin, consentir & accorder, que ledit don demeure valable, considéré que quand il a été fait, madite Dame étoit Dame & en possession de ladite Comté; le Roi ne fait que c'est, & l'en pourront lesdits Princes & Princeses faire informer.

Item, La remontrance que lesdits Ambassadeurs d'Autriche & des Etats dudit païs ont fait, que pour l'entrecouts de marchandises, communication des sujets d'un parti & d'autre, & soulagement des frontieres, aussi afin qu'il ne leur faille tenir garnison sur les frontieres, le plaisir du Roi soit qu'après que madite Damoiselle sera amenée & delivrée entre ses mains pour Monditseigneur le Dauphin, faire partir les gensdarmes des frontieres; le Roi fera partir les garnisons de toutes lesdites places, comme Lens, l'Ecluse, & autres semblables. Et quant à ceux qui seront ordonnez pour la garde des grandes villes sur les frontieres, à savoir, Arras, Bethune, Aire, Terouanne, Hesdin, Saint-Paul, Guise, & Saint-Quentin, il les diminuëra, & mettra regle en telle façon, que Monditseigneur le Duc, & ceux des Etats & païs qui font cette requête, auront cause d'être contents.

Item, Sur ce que lesdits Ambassadeurs ont requis, que pour certains regards & considerations, qu'ils ont remontré au gens du Roi, que son plaisir soit comprendre en cedit traité de paix, le Roi d'Angleterre, & le Duc de Bretagne; a été répondu, que les Anglois sont en trêve avec le Roi, & que ce traité ne leur touche de rien; & quant au Duc de Bretagne, le Roi n'y a point de guerre, & a paix finale, & serment entre le Roi & lui, que le Roi de sa part veut entretenir.

Item, Sur ce que lesdits Ambassadeurs ont requis, que le plaisir du Roi soit déclarer par cette paix, qu'il ne fera, ni souffrira bailler par quelque voie directe, ou indirecte, aucun aide, secours, ou assistance de gens ou d'argent, à Messire Guillaume d'Arenberg & Liegeois adherans à lui, faisant guerre au païs & Duché de Brabant, ni à ceux de Cleves, & de la cité de Treves, faisant guerre contre ceux de Gueldre & de Hollande; & mêmeement, que son bon plaisir soit mettre hors de son service & abandonner ledit Messire Guillaume

me ; a été répondu , qu'en ensuivant l'article ci-dessus , faisant mention des amitez & alliances, le Roi, la paix faite , assistera & aidera à Monditseigneur , à ceux de Brabant, & autres des pais dudit Duc , contre tous ceux qui leur voudront nuire.

Item , Que pour seureté des pais & sujets d'une part & d'autre , qui sont sur la côte de la mer en bonne seureté , en façon que les sujets d'une part & d'autre y pourront seurement labourer , & eux y tenir pour pêcher , ou quelque autre negociation faire , & aussi pourront seurement , & sauvement aller , venir , hanter , fréquenter à tout leurs navires , danrées , & marchandises , par la mer , & par eau douce du royaume , és pais , & seigneuries de Monditseigneur le Duc , & de Messieurs ses enfans , audit royaume de France , & autres pais & royaumes , séjourner , demeurer és portes , ports , & havres , en aucun desdits pais , & eux en partir à tout leursdits navires , vivres , & marchandises à leur plaisir & volonté , sans que aux sujets du Roi soit fait aucune offense , détourbier , ou empêchement par les officiers , & sujets dudit Duc d'Autriche , ni aux sujets d'icelui Duc , par les officiers & sujets dudit royaume ; ainçois seront lesdits officiers & sujets toute amitié , aide , & assistance l'un à l'autre.

Item , Encore est consenti , si aucunes prises ou détrouffes se faisoient en la mer en aucuns ports ou havres d'icelui , depuis la publication de la paix , en ce cas , le tout sera entierement rendu , & restitué à celui , ou ceux , sur lesquels ladite prise sera faite , nonobstant que les facteurs , ou preneurs , ne fussent avertis de ladite publication ; & fera chacun de sa part incontinent ladite publication faire , avertir ceux de son parti , afin de faire cesser par ladite mer , comme par la terre , tous exploits de guerre.

Item , S'il avenoit après ladite paix publiée , que aucuns malfauteurs se recinsent en un parti , ou l'autre , pour eux garantir , aiant commis quelques delits , ceux du parti où ils auroient delinqué en feront l'information ; & ce fait , en avertiront les prochains Juges du lieu , où l'on apprendra qu'ils seront refugiez , lesquels seront tenus prendre & apprehender lesdits delinquans si faire se peut , ou avertir les autres Juges , sous lesquels ils entendraient être lesdits malfauteurs , pour par eux les prendre , & punir selon l'exigence des cas , ou les rendre aux Juges du parti , sous qui les delits auroient été commis.

Item , Pareillement les infracteurs & violateurs de cette paix , si aucuns s'en trouvent , de quelque parti , état , ou condition qu'ils soient , seront punis , sans depeut ou dissimulation , des peines ordonnées de droit , à l'exemple de tous autres , en lieux où ils seront trouvez & apprehendez , sans en faire aucun renvoi ; & si aucuns pour eux cuider sauver s'absentent , ou refugient d'un parti à l'autre , l'on sera tenu au parti où ils seront refugiez les prendre & apprehender , & sur les affirmations , qui seront renvoïées du parti dont ils seront absentez , en faire la justice.

Item , Et neanmoins , si à celle paix étoit ci-après contrevenant , que Dieu ne vetuille , en aucuns de ses points , un ou plusieurs , par qui que ce soit , pourtant ne sera-t'elle tenuë ni reputée être enfreinte , mais sera incontinent les entre-faites réparée ; & sous couleur d'aucune enfreinte , ou de la justice & reparation non faite , l'on ne pourra proceder par voie de fait , ou courvange , marque , ou contre-marque , ni retourner à la guerre , que premierement les Ambassadeurs du Roi ,

& de Monditſieur le Duc, Monſieur le Duc Philippe ſon fils, & les Etats de leurs païs n'aient enſemble parlementé, attendu les débats & diſcords qui ſeront, pour les appaiſer amiablement, ſi faire ſe peut.

Item, Que par ce preſent traité, le Roi, Monditſeigneur le Daupin d'une part, & Monditſieur le Duc, & Monſieur le Duc Philippe ſon fils, d'autre, demeurent entiers en autres choſes non comprises en icelui, pour les pouvoir demander & pourſuivre par juſtice, & non autrement.

Item, Madite Damoifelle amenée en la ville de Lille ou Doüai, prealablement & avant qu'elle ſoit amenée en la ville d'Arras, *aliàs* Franchife, & delivree és mains du Roi, ſeront faites & baillées auſdits Ducs & Etats, pour l'entretenement & accompliſſement de ce que dit eſt, les ſcellezz, promeſſes, & ſeuretez qui s'en ſuivent : 'Que ſ'il avenoit, que Dieu ne vetuille, que madite Damoifelle venue en âge, Monditſeigneur le Daupin ne voult proceder au parfait ou conſommation dudit mariage, ou que ledit mariage rompit par le Roi, Monditſeigneur le Daupin, ou autre de leur part, durant la minorité de ladite Damoifelle, ou après, en ce cas madite Damoifelle ſera aux dépens du Roi, ou de Monditſeigneur le Daupin, renduë, remiſe, & reſtituée à Monditſieur le Duc ſon pere, ou à Monſieur le Duc Philippe ſon frere, franchement & livrément déchargée de tous liens de mariage, & de toutes autres obligations, en l'une des bonnes villes des païs de Brabant, Flandres, Hainaut, en lieu ſeur, étans lors de l'obeiſſance d'iceux Ducs ; & audit cas, le Roi pour lui, Monditſeigneur le Daupin, & leurs ſucceſſeurs en la Couronne, ſe ſoumettront, & promettront dès maintenant, pour lors, de eux départir de la détention & occupation des païs & comté d'Artois & de Bourgogne, Charolois, Maëconnois, Auxerrois, ſeigneuries de Salins, Bar-sur-Seine, & de Noiers ; & d'iceux audit cas, ſouffriront, & laiſſeront jouir Monſieur le Duc, au nom de Monditſieur le Duc Philippe ſon fils, étant en bas âge, & icelui Monditſieur le Duc Philippe venu en âge, comme ſon vrai & ancien heritage, ſauf & reſervé ſeulement au Roi, & à ſes ſucceſſeurs, le reſſort, ſouveraineté, & droits qui en dépendent.

Item, Et pareillement, au cas ſuſdit de là rupture d'icelui mariage, le Roi, pour lui & ſesdits ſucceſſeurs Rois de France, renoncera, & renonce au rachat des villes & châteltenies de Lille, Doüai, & Orchies, & conſentira qu'elles demeurent à perpetuité aux Comtes & Comteſſes de Flandres, ſans que audit cas ſoit plus avant enquis, ni connu du droit prétendu par le Roi eſdites comtez & ſeigneuries deſuſdites, ni pareillement eſdites trois villes & châteltenies par rachat, ni autrement.

Item, Que le Roi pour lui, Monditſeigneur le Daupin, & ſesdits ſucceſſeurs Rois de France, par ſes lettres patentes en lacs de ſcie de cire verte, conſentira, ratifiera, approuvera, & confirmera tous les points & articles ci-deſſus declarez, & en parole de Roi, les promettra entretenir, garder, & obſerver ; & pour l'obſervation d'iceux, ſoumettra ſa perſonne, celle de Monditſeigneur le Daupin, & ſon royaume, à toutes coërcions, & cenſures eccleſiaſtiques, nonobſtant le privilege qu'il a de non pouvoir être, & pareillement ſon royaume, aſtraints & contraints par cenſures.

Item, Monditſieur le Duc, pour lui, & Monſieur le Duc Philippe ſon fils, & auſſi les Etats des païs, ſera & feront de leur part pareille conſirmation & rati-

fication de ce present traité, sur censures, & en toutes autres telles forme & maniere que le Roi, Monseigneur le Daupin, leurs gens, & commis le requerront.

Item, Que encore que le Roi, & Monditseigneur le Daupin, autorité, & dispensé de son jeune âge, en la presence des Ambassadeurs & commis de Monditseigneur le Duc, & icelui Monsieur le Duc, en la presence des Ambassadeurs, & commis de par le Roi, jureront solennellement sur le precieux corps de Nôtre-Seigneur, sur le fût de la vraie Croix, Canon de la Messe, ou saints Evangiles; entretenir ce present traité de paix & de mariage en ses points & articles, & non jamais aller, ni souffrir être allé au contraire, par quelque voie & moien que ce soit.

Item, Que pour plus grande seureté, ce present traité de paix sera enteriné, enregistré, & verifié en la presence, & du consentement du Procureur du Roi en la Cour de Parlement de Paris, Chambre de Comptes, & du Tresor.

Item, Et se fera le Roi bailler & dépêcher lettres par les trois Etats de son royaume, lesquels promettront, & par ordonnance & commandement du Roi, s'obligeront d'entretenir cedit traité, & tous les points & articles y contenus. Et s'il avenoit, que Dieu ne doint, que le Roi ou Monditseigneur le Daupin, ou leurs successeurs Rois de France, y contrevinsent, en ce cas, ils ne les aideront, assisteront, & favoriseront, ainçois au contraire, porteront toute aide, faveur, & assistance à Monditseigneur le Duc, à son fils, & à ses pais pour l'entretenement dudit traité; & outre ce, fera le Roi bailler à Monditseigneur le Duc, & aux Etats de ses pais, les lettres & scelez en particulier de Messieurs les Ducs d'Orleans, d'Angoulême, de Bourbon, Cardinal de Lion, du Comte de Nevers, de Monsieur de Beaujeu & de Vendôme, comme Princes du Sang, subrogez au lieu des Pairs, l'Archevêque & Duc de Reims, des Evêques & Ducs de Laon & de Langres, & des Evêques & Comtes de Noion, Châlons, Beauvais, Pairs de France, de l'Université de Paris, & des villes, citez, & communautéz de Paris, Roijen, & Orléans, Tournai, Lion, Troies, Bourdeaux, la Rochelle, Angers, Poitiers, Toulouse, Reims, Amiens, Abbeville, Montreuil, Saint-Quentin, Peronne, Franchile, *alias* Arras, Hesdin, Teroüenne, Aire, Bethune, Boulogne, Salins, Dole, Poligny, Arbois, Prelats & Nobles desdits comtez d'Artois & de Bourgogne; tous lesquels promettront par leurs lettres & scelez, entretenir ledit traité en tous ses points & articles y étans, & spécialement en ce qu'il touche, que par Monditseigneur le Daupin sera procedé au parfait du mariage de lui, & de madite Damoiselle, icelle venue en âge, & que jamais ne se consentiront en autre mariage; & au cas que ledit mariage ne parviint, de rendre madite Damoiselle franche, libre, & déchargée de tous liens de mariage, & autres obligations, en la puillance dudit Duc d'Autriche, son pere, selon l'article dessus touché, de ce faisant mention; & pareillement les articles qui touchent la restitution des comtez & seigneuries baillées en dot à ladite Damoiselle, au cas que ledit mariage ne parvint, & que icelles échüssent à retour sur Monditseigneur le Duc Philippe, ou ses hoirs; & encore que Monditseigneur le Daupin, & madite Damoiselle, ne pretendront ni querelleront jamais autre droit, si de nouvelle succession n'échet en pais & seigneuries venans de madite Damela Duchesse Marie, aussi entant que touche ce point & article, que si par faute d'hoire issue de Monditseigneur le Duc Philippe, les pais de Brabant, de Flandres, Hainaut,

Hainaut, Holande, Zelande, & autres qui lui appartiennent, succedassent sur madite Damoiselle, ou ses hoirs issus d'elle, heritiers de la Couronne, que le Roi les traitera en leur ancienne nature, sans de rien les deregler, comme il est contenu ci-dessus; & encor que de la part du Roi, de Monditseigneur le Daufin, ou autre de par eux, ne sera faite aucune entreprise, ou pratique au contraire du traité, & seuretez accordées aux trois Etats de la ville de Saint-Omer, durant le tems de la minorité de madite Damoiselle, & qu'en ce, il les aideront & assisteront par effect, & generalement d'aider & assister à l'entretenement de tous les autres points, & articles ci-dessus specifiez & contenus audit traité; & que s'il avenoit que de la part du Roi, & de Monditseigneur le Daufin, y eût aucune enfreinte ou contravention, de, en ce cas, être aidans, & confortans Monditseigneur le Duc, Monsieur le Duc Philippe son fils, & leurs pais; & à cette fin, le Roi dès maintenant leur accorde, & ordonne audit cas ainsi le faire, & les a déchargez & décharge de leur serment.

Item, Seront baillées de la part dudit Duc d'Autriche, & des Etats desdits pais, pareilles seuretez, des Prelats, Nobles, villes, & communautéz, des pais & duchez de Brabant, Limbourg, Luxembourg, Gueldre, comtez de Flandres, de Hainaut, Holande, Zelande, Namur, que le Roi voudra avoir.

Item, Que lesdits habitans de Saint-Omer bailleront leurs lettres & scellez au Roi, & à Monditseigneur le Daufin, futur mari de madite Damoiselle, par lesquels ils promettront & s'obligeront par leur foi, & serment sur leur honneur, de bien & loiaument garder lesdites villes & châteaux, durant ladite minorité de madite Damoiselle, & de non souffrir & permettre, que du parti ou quartier de Monditseigneur le Duc, ou de Monsieur le Duc Philippe son fils, soit fait, procuré, ou pratiqué directement ou indirectement, aucune chose au préjudice du traité; & que madite Damoiselle venuë en âge, & le mariage de Monditseigneur le Daufin & d'elle consommé, ils bailleront par effect, cessant tous contredits & excuses, ou delais au contraire, lesdites villes & chastel, en la pleine & entiere obeissance de Monditseigneur le Daufin, comme mari d'elle.

Item, Et pareillement lesdits de Saint-Omer bailleront leurs lettres & scellez, à Messieurs les Ducs, & aux Etats de leurs pais, par lesquels ils promettront & s'obligeront par leur foi & serment, & sur leur honneur, que durant ladite minorité, & jusques à ce que le mariage de Monditseigneur le Daufin soit consommé, ils ne délivreront lesdites villes & chateau au Roi, ni à Monditseigneur le Daufin, ni à personne de par eux, mais les tiendront en bonne & seure garde; & outre ce, que s'il avenoit, que ledit mariage ne parvint, par la main de Monditseigneur le Duc, (que Dieu par sa bonté veuille garder) ou par quelque-autre cas procedant du fait du Roi, ou d'icelui Monsieur le Daufin, ou autre de leur part; ou aussi par la mort de ladite Damoiselle durant sa minorité, de, & en chacun d'iceux cas, rendre lesdites villes & chastel, pour & au nom de Monditseigneur le Duc Philippe son fils, ou à Monditseigneur le Duc Philippe, s'il étoit en âge. Lequel traité de paix & mariage, en tous & singuliers les points & articles ci-dessus contenus, nous avons promis & promettons loiaument, de bonne foi, sous nôtre honneur: Nous lesdits Ambassadeurs du Roi, au nom d'icelui, & nous les Ambassadeurs de Monditseigneur le Duc, de nosditsseigneurs les enfans, & des Etats de leursdits pais, au nom d'iceux, fournir, & entretenir, & accomplir de point en point, &

les faire ratifier, confirmer, greer, & approuver par iceux Princes, & lesdits Etats; & de ce, en faire bailler & delivrer leurs lettres patentes en forme dûe & suffisante d'une part & d'autre.

COMMISSION AU CARDINAL DE FOIX, ET A L'EVEQUE d'Alby, d'aller en Foix, pour accommoder le différend sur la prétention de Jean de Foix, Vicomte de Narbonne, à la Comté de Foix, Bigorre &c. contre Catherine Reine de Navarre, sa niece. A Montargis, le premier jour d'octobre 1684.

*Foix &
Navarre
1684.
1. octob.*

A TE' derechef conclu le pattemment de Monsieur le Cardinal de Foix, pareillement de Monsieur d'Alby, pour aller en Guienne, pour l'appaiement du différend de Madame la Princesse, & de Monsieur de Narbonne, & se doivent rendre lesdits Cardinal & Evêque d'Alby à Toulouse, dans le vint troisieme jour de ce présent mois, pour traiter l'appointement d'entre lesdites parties, selon leur pouvoir & articles: desquels pouvoir, articles, & seurété du Roi la teneur s'ensuit.

Le Roi dès à présent prend en sa main le différend étant entre sa tante Madame la Princesse de Viane, & sa fille sa cousine d'une part, & son cousin Messire Jean de Foix, Vicomte de Narbonne, d'autre.

Et seront tenuës lesdites parties aquiescer à l'appointement & ordonnance qui s'en donnera par lesdits Etats, & par iceux Ambassadeurs sera referé au Roi ce qui aura été fait en cette matiere; & à celui, à qui par lesdits Etats aura été dit, appointé, ordonné & jugé, avoir l'évident droit, le Roi à icelles parties tiendra la main de tout son pouvoir, pour faire obeïr, tenir, & accomplir lesd. appointement & jugement à celui qui aura tort en cette partie, & baillera à ladite partie, aiant l'évident droit la main forte de gensdarmes, d'artillerie, & autres choses nécessaires, en maniere que lesd. sentence & appointement sortiront leur plein & entier effet, tant de ce qui est dans le royaume, que dehors: & ainsi l'a voulu, ordonné, & promis faite le Roi, & en bailler ses lettres de seurété, & pareillement Messieurs d'Orleans & de Bourbon.

Item, Le Roi, pendant ladite année, baillera sous sa main l'une desdites cinq places audir de Foix, pour la demeure de Madame sa femme; & fournira & baillera madite Dame la Princesse trois mille livres pour l'entretienement de ladite Dame femme dudit de Foix, durant ladite année que se vuidera le différend, & sans préjudice du droit des parties, desquelles trois mille livres le Roi en baillera mille.

Item, Lesdites parties viendront ausdits Etats en leur simple état, & sans aucuns habillemens de guerre, ni autres bâtons nuisibles.

Item, Le Roi contraindra réellement & de fait lesdites parties à tenir ce présent appointement, & principalement celle, qui n'aura voulu obeïr.

Item, De ce qui est dans le royaume, le Roi veut & ordonne, que la connoissance du différend se vuide pardevant lui, pour amiablement les appointer si faire se peut; & au cas qu'il se puisse faire, fera ou fera faire ausdites parties,

raison & justice dedans un an prochain venant, par la Cour de Parlement de Paris.

Item, Et entant que touche les cinq places de la comté de Foix, dont est procédé l'arrest donné au Grand Conseil du Roi, en ensuivant icelui arrest, lesdites places préalablement seront mises en la main du Roi, & delivrées es mains de tels personages, qui seront avisez par Monsieur le Cardinal de Foix & Evêque d'Albi, pour les garder, par ledit seigneur, jusques à sentence definitive.

Et au regard de Bearn, seront assemblez les Etats, & en la presence des gens notables, que le Roi de sa part y cominettera, seront les enfans de la maison pour ouir ledit differend, lequel & le droit de chacune desdites parties sera jugé par lesdits Etats; & seront lesdits Etats en liberté telle qu'il appartient à Juges, & en maniere qu'ils n'aient cause de douter de nulle des parties, & tenus en une ville bien seure audit pais de Bearn. Et pendant que lesdits Etats se tiendront pour decider de la matiere, il n'y aura point de gendarmes, ni de garnison audit pais de Bearn; mais demeurera le pais en la forme qu'il a accoutumé être en tems de paix; & seront les parties tenuës en bonne seureté par lesdits Etats, & bailleront aussi lesdites parties bonne seureté l'une à l'autre, ainsi qu'il sera avisé.

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme par plusieurs fois soit venu à notre connoissance, qu'au moien du differend étant entre notre tres-chere & tres-aimée tante, la Princesse de Viane, & sa fille notre cousine, d'une part, & notre trescher & amé cousin Jean de Foix, Chevalier, Vicomte de Narbonne, d'autre, plusieurs grands maux, larcins, pilleries, & autres infinis inconveniens soient venus en notre royaume, pais, seigneuries, & sujets; & pour y obvier aions par ci-devant fait prendre, saisir, & mettre en notre main les places, dont ledit differend est encommencé entre lesdites parties, & depuis interdit & defendu à icelles parties toutes voies de fait, & ordonné qu'ils retirassent leurs gens, & les envoiasent en leurs maisons, afin de faire cesser la pillerie, que par les gensdits tenans les champs, de leur autorité privée, & sans notre sçu & ordonnance, & qui avoient le fait, & continuent chacun jour de plus en plus, au moien dequoi notre pauvre peuple est si fort oppressé & foulé, que plus ne peut; néanmoins nosdites tante, cousine sa fille, & cousin de Foix, & leursdits gens n'ont point cessé ni différé de faire la guerre les uns contre les autres; mais la font & continuent chacun jour plus aspre que jamais, & sont lesdits maux, larcins, & voies de fait, pilleries, assemblées de gens sans autorité de nous, & autres excès en voie de pilluler, & multiplier en nôtredit royaume, dont la totale destruction de nôtredit pauvre peuple se pourroit du tout ensuivre, si par nous n'étoit sur ce promptement pourvu. Pourquoi avons par l'avis & deliberation de plusieurs Seigneurs de notre Sang & lignage, & gens de notre étroit Conseil, conclu, avisé, & délibéré envoyer devers lesdites parties, aucuns grands notables personages, de grande autorité, sages, prudents, & discrets, ayant puissance de nous de traiter, & faire condescendre lesdites parties à quelque bon appointement, & plusieurs

autres choses requises & servant en cette matiere. Savoir faisons, que nous desirant voir icelles pilleries & voies de fait cesser, & lesdites parties vivre en bonne paix, amour & union; ensemble pour la tres-grande, parfaite, & entiere confiance que nous avons, des personnes de nôtre tres cher & tres-amé cousin le Cardinal de Foix, & de nôtre amé & feal cousin l'Evêque d'Alby, & de leur sens, discretion, experience, conduite, loiauté, prudence, & bonne diligence, à iceux pour ces causes & autres à ce nous mouvans, & par l'avis & deliberation que dessus, avons donné & donnons, par ces presentes, plein pouvoir & autorité de eux transporter pardevers les personnes de nosdites tante & cousine, & ledit Messire Jean de Foix nôtre cousin, pour par eux, & appelez avec eux, s'ils voient que bon soit, tel nombre de gens, tant de nôtre Cour de Parlement de Toulouse, que autres qu'ils aviseront, traiter, appointer, transiger, & accorder l'appointement final de tout ce dont est question entre lesdites parties, ou tel autre appointement qu'ils pourront, & qu'ils aviseront pour le mieux, d'abolir, quitter, remettre, & pardonner tout cas, crimes, & malices quelconques; qui à cause dudit diferend, & depuis icelui encommencé, se sont ou pourront être ensuivis; de rendre & faire rendre, & restituer les places, maisons, chevances, & biens meubles, à ceux à qui l'on les auroit ôtez, pris, & ravis, tant d'un parti que d'autre, depuis ladite guerre commencée, & à cause d'icelle. Et au cas qu'ils ne pourront faire condescendre lesdites parties à faire lesdits appointemens tant final que autre, les feront condescendre à entretenir l'appointement par écrit contenu en certains articles signez de nôtre main, que nous avons baillez à nosdits cousins les Cardinal de Foix & Evêque d'Alby. Toutefois quand ils seront pardela, s'ils trouvoient que lesdites parties fussent quelques difficultez sur aucuns points contenus esdits articles, ou sur tous iceux articles ensemble, nous entendons qu'ils en fassent & appointent, tout ainsi qu'ils verront en leur conscience être à faire pour le mieux; & à iceux nos cousins, nous avons donné & donnons derechef plein pouvoir & autorité par cesdites presentes, en cas de refus, de faire entierement obeir lesdites parties à ce qu'ils auront avisé & appointé; ensemble de faire vuider & departir les gens de guerre, & les envoyer en leurs maisons avec telle conduite que bon sera, soit par main armée, assemblée de nos gens de guerre, de nos ordonnances, arriereban, gens de plat pais, de charroi, artillerie, vivres, & toutes autres choses en tels cas requises, & qui pareux seront avisées, tellement que la force & autorité nous en demeure; & generallyment faire en cette matiere entierement ce qu'ils verront être à faire pour la pacification & apaisement d'icelle, en maniere que en l'une des façons ci-dessus contenues ledit diferend soit apaisé, la pillerie ôtée, & lesd. gens d'armes envoyez, & tout ainsi que ferions, & faire pourrions, si presens en propre personne y étions; promettant en bonne foi & parole de Roi, avoir agreable, ferme & stable, tout ce que par nosdits cousins & deputez aura été fait en cette partie, sans jamais aller ou venir, ni faire aller ou venir aucunement au contraire, & de confirmer, ratifier, & approuver toutes fois que métier sera ou requis seront. En témoin de ce nous avons signé ces presentes de nôtre main, & icelles fait sceller de nôtre scel. Donné à Montargis, le deuxieme jour d'octobre, l'an de grace mille quatre-cens quatre-vingt-quatre, & de nôtre regne le deuxieme. Ainsi signé, Charles. Et J. Meisme.

ARTICLES DE FRANÇOIS DUC DE BRETAGNE,
apportez au Roi Charles VIII. par Monsieur de Vienne, par lesquels
il offre au Roi de renouveler les traitez faits avec lui, s'il le juge
nécessaire pour son service.

LA réponse, que le Duc de Bretagne fait au Roi, dit, que pour ce que quelque mauvais rapport qui lui ait été fait du Roi, il n'a point vû d'effet au contraire des appointemens faits & jurez entre-eux; il desire toujours avoir la bonne grace du Roi, & être son tres-humble serviteur.

Bretagne
 1484.

Et si le Roi a eût imagination, où doutoit que de la part du Duc y eût eût aucune faute, le Duc pour plus grande confirmation desdits appointemens, & montrer son bon vouloir envers le Roi, est content que de nouveau lesdits appointemens soient d'un côté & d'autre renouvellez & jurez tout ainsi qu'ils ont été faits premierement.

Et quand il plaira au Roi envoyer devers le Duc aucun qui soit feable au Roi, ou que le Duc lui envoie quelqu'un de ses gens, pour l'informer plus à plein de l'intention du Roi, le Duc le fera volontiers, & l'aura ttes-agreable.

Et si ce fait il plaît au Roi faire aucune demonstration de fiance & de bienveillance au Duc, & son plaisir soit l'employer en quelque chose, le Roi le trouvera toujours disposé de lui faire tout plaisir & service.

TRAITE ENTRE LE ROI CHARLES VIII. ET LES SEIGNEURS
& Etats de Bretagne pour la confirmation de leurs privileges.

A Montargis le 22. octobre 1484.

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France. Comme à nôtre sacre, en ensuivant les loiables coutumes & anciennes observations de nos predecesseurs Rois de France, nous avons promis & juré solennellement, d'entretenir l'autorité & préeminence de la Couronne, & les droits d'icelle & de nôtre royaume, garder, & défendre aussi de non aliener, ou diminuer aucuns d'iceux, mais de les augmenter & accroître par tous bons moïens licites & convenables, & qu'il soit ainsi qu'en après le décès de nôtre tres cher & tres-ame cousin le Duc de Bretagne, icelle Duché nous doit appartenir, & appartient à bon & juste titre, duquel, quand métier en seroit, pouvons faire dûement apparoir, à celle fin que si le cas avenoit, que Dieu ne veuille, nous puissions plus paisiblement & au soulagement des habitans d'icelle, user de nôtre droit, & en prendre la possession, sans que à cette cause aucun trouble ou frais de guerre en puissent avenir audit pais, duché, & habitans d'icelle, que pour rien ne voudrions permettre ni tolérer, ains telles voies éviter, & y obvier à nôtre pouvoir. Pour ce est-il que ces choses considérées, nous confiant à plein des bon sens, conduite, loiauté & bon vouloir, que nos tres-chers & amez cousins le Prince d'Orange, & Jean seigneur de Rieux, & nos bien-amez & feaux Jean du Pertier, seigneur de Sourdiac, Pierre de Ville-Blanche, sieur de Bront, & Jean le Bouceillier, Chevalier, seigneur de Maupertuis, ont à nous & à la chose publique de nôtre royaume, & que nous confions que par leur bon moien, aide, emploi & service, les choses des-

Bretagne
 1484.
 22. octob.

judites peuvent être plus sûrement traitées. A cette cause, eüe sur ce meure deli-
beration, nous leur avons pour le bien de ladite duché, seigneurie, nobles, & ha-
bitans dudit pais, & conservation de nos droits, accordé les articles qu'ils nous ont
requis, dont la teneur s'ensuit ci-après.

Premierement, Que la Justice dudit duché sera entretenüe & exercée tout
ainsi qu'elle a été du tems des Ducs precedens, & le cas dessusdit échü, seront les
officiers natifs dudit pais & duché commis par nous, de laquelle nous garderons,
& entretiendrons les coûtumes, préeminences, & privileges tout ainsi, & par
la forme qu'elles ont été paisiblement par ci-devant gardées, tenues, & obser-
vées.

Item, Que les Seigneurs, Nobles, & sujets dudit pais & duché demeureront,
& seront entretenus en leurs libertez, droits & privileges, tout ainsi qu'ils ont
été du tems des precedens Ducs, sans que aucune chose leur soit innovée ou de-
mandée plus avant.

Item, Ne seront par nous levez ni exigez aucunes tailles, fouages, imposts,
ni autres subides, sans l'avis & deliberation des Etats dudit pais, & comme
il a été accoustumé de faire du tems des feus Ducs precedens, & du Duc de
present.

Item, Ne seront lesdits Seigneurs & Nobles du pais & duché dessusdits, tenus
d'aller en guerre, si non es cas & lieux dits & limitez par nous du consentement
desdits Seigneurs.

Item, Pour la garde de la côte de la mer de Bretagne, nous ordonnerons &
mettrons deux cens ou douze vints-hommes d'armes dudit pais, desquels nous
donnerons la charge ausdits Seigneurs.

Item, Pour le gouvernement principal dudit pais & duché, nous ordonnerons
& établirons un notable personnage, par l'avis & consentement des Etats dudit
pais.

Item, Que à la garde des principales places & forteteßes dudit pais, nous met-
trons & deputerons les Seigneurs & Nobles d'icelui, tout ainsi que par lesdits sieurs
& Etats dudit pais sera avisé, lesquels nous feront serment de bien & loiaument
les nous garder.

Item, Au cas que la Duchesse survive après le trépas du Duc, nous lui en-
tretiendrons, delivrerons, & ferons jouir paisiblement de tel dotuaire & état,
qu'il sera avisé par les Seigneurs & Etats dudit duché de Bretagne; aussi promet-
trons d'entretenir l'état des Duchesses femmes des Ducs precedens, ainsi qu'il a
été accoustumé, & qu'il sera avisé par lesdits Seigneurs & Etats dudit pais.

Item, Que aux filles du Duc nous constituerons & donnerons bon & grand
mariage, comme il appartient à filles de telle maison, ou plus grand qu'il n'est
de coutume, & ainsi que par lesdits Seigneurs sera avisé.

Item. Si le cas presüposé avenoit, nous promettrons & jurerons à nôtre en-
trée à Rennes, d'entretenir & garder les points & choses dessusdites, & autres, que
les Ducs out accoustumé de jurer; & au cas que bonnement ne pourrions nous trans-
porter audit lieu, nous à ce faire enverrions & ordonnerons aucun Prince
de nôtre Sang, ou autre grand personnage, pour faire ledit serment, & accom-
plir les choses en tel cas requises, lequel après nous ratifierons & confirmerons
es mains de ceux qui par lesdits Sieurs & Etats seront envoieez devers nous, tout

ainsi, & par la forme & maniere, que par eux sera avisé. Et au cas que nous, ou nos successeurs aurions plus d'un fils, nous avons voulu & déclaré, voulons & déclarons, que l'un d'eux succède à ladite Duché de Bretagne, ainsi que par lesdits Seigneurs & Etats sera avisé.

Item; S'il y a aucunes autres choses que les dessusdites, qui soient nécessaires & utiles pour le bien desdits pais & duché, nous avons promis & promettons les accorder & passer, ainsi qu'il sera avisé par les dessusdits presens, & autres Seigneurs dudit pais & duché absens & Etats d'iceux, quand besoin & métier en sera. Toutes lesquelles choses & chacune d'icelles, nous, par la foi & serment de notre corps, & en parole de Roi, avons promis & promettons entretenir, garder & accomplir, sans pour quelconque cause venir au contraire du contenu en ces presentes; lesquelles nous avons signées de notre main, & fait sceller de notre scel secret. Donné à Montargis le 22. jour d'octobre, l'an de grace 1484. & de notre regne le deuxieme. Signé, Charles. Et scellé, & en queue, Lebert.

PROMESSE DE DIVERS SEIGNEURS DE BRETAGNE, faite au Roi Charles VIII. de le reconnoître pour souverain après le décès du Duc François, à condition d'être maintenus en tous leurs droits, libertez, & franchises. A Nantes le 28. octobre 1484.

JEAN, Sire de Rieux, Jean du Pertier Sire de Sourdiac, Pierre de Ville-Blanche, Sire de Bront, & Jean le Bouteillier, Sire de Maupertuis. Comme Nous soions deuëment informez, que notre souverain Seigneur le Roi doit succéder à la Duché de Bretagne en défaut d'hoirs mâles, après le trépas du Duc qui est de present, & ce par bon & juste titre & évident droit, & que ladite duché, seigneurs, nobles, & autres habitans d'icelle, pouroient être, le cas advenu, en grands & merueilleux affaires & necessitez, si de bonne heure & par bon avis, & moïens n'étoit à ce pourvû. Et nous, ces choses considerées, desirant de tout notre pouvoir le bien, autorité & prééminence de ladite duché, aussi les droits, libertez, & franchises des seigneurs, villes & habitans d'icelle, & generalement de tout le pais & duché de Bretagne, être gardées, entretenues, & inviolablement observées; & aussi bien assurez; que sous la main, gouvernement, protection & seigneurie naturelle de nôtredit souverain Seigneur le Roi, auquel Seigneur ladite duché doit appartenir, comme il a été dit, seront iceux duché, seigneurs, nobles & habitans mieux entretenus & guidez: pour cette cause nous sommes tirez vers ledit Seigneur, & lui avons remontré l'état & affaires dudit duché, comme il est plus à plein contenu es articles sur ce par nous baillez audit Seigneur, lui suppliant tres-humblement, que pour les causes dessusdites & autres, son plaisir fût nous accorder le contenu d'iceux; ce que de sa grace, par grande & meure deliberation ledit Seigneur nous a liberalement concédé, comme il peut aparoir par les lettres qu'il a commandé nous être sur ce depêchées. Et comme il soit tres-raisonnable, & pour le bien des expedient & nécessaire, que nous declarations audit Seigneur le desir, & affection, que nous avons de le servir & obeir en toutes choses à nous possibles, mesmement à parvenir à ladite duché & possession d'icelle au cas dessusdit; Nous Jean, Seigneur de Rieux, Maréchal de Bretagne, Jean du Pertier, Sire de

Bretagne
1484.
28. octob.

Sourdiae, Pierre de Ville-Blanche, Sire de Bront, Jean le Boutillier, Sire de Mau-pertuis avons juré & promis, jurons & promettons par la foi & serment de nôtre corps, la leauté, obeiſſance, & service que nous devons au Roi nôtre ſou-verain Seigneur, que le cas ſupposé avenu nous mettrons nos corps & nos biens, & emploierons tous nos alliez, amis & ſujets, & toute nôtre puiſſance au ſervice de nôtre dit ſouverain Seigneur, & meſmement à l'enſaiſiner & faire jouir comme vrai Due & Seigneur de la duché & pais de Bretagne, après le trépas du Duc, qui eſt de preſent en deſaut de hoir mâle deſcendant de lui; & auſſi que nôtre dit ſou-verain Seigneur nous tiendrons & reputerons pour nôtre naturel Seigneur & Due de Bretagne, & comme à tel obeitons de tout nôtre pouvoir comme bons & loiaux ſujets ſont tenus deüement faire vers leur naturel & ſouverain Seigneur, ſans jamais dire ni faire le contraire. Et ſ'il avenoit, que aucun Prince, Seigneur, ou autre voult d'icelle duché prendre le titre ou nom, ou par quelque moien ou cou-leur ſ'efforçaſt de ſ'en enſaiſiner, nous en ce cas avons juré & promis, jurons & pro-mettons ſur nôtre honneur, & obligeons nos corps & tous nos biens comme deſſus, que nous lui reſiſterons de tout nôtre pouvoir, & par tous moiens à nous poſſibles, ſans jamais entendre ni conſentir à lui, ou lui donner avenu, ni obeitir pour quelque raiſon ou cauſe que ce ſoit. Promettons auſſi & jurons comme deſſus, que par quelque apointement que nous faiſſions avec le Duc, nous n'en-fraindrons aucunes choſes des deſſuſdites, & pour quelconque raiſon ne nous départi-tirons de la promeſſe, que nous avons faite & jurée au Roi. Toutes leſquelles choſes & chacune d'icelles nous avons juré & promis, jurons & promettons comme deſſus, entretenir, garder pour nous, & pour ſans jamais venir au contraire, En tèmoin de ce nous avons ſigné ces preſentes lettres de nos mains, & fait ſcel-ler du ſceau de nos armes. Donnée à Nantes le 25. jour d'octobre 1484.

*LETTRES D'AMITIE', CONFEDERATION, ET ALLIANCE,
entre Pierre, Seigneur de Beaujeu, & ſa femme Anne de France. & ceux
des Trois Membres de Flandres. A Montargis le 25. octobre 1484.*

*Flandres
1484.
25. octob.*

PIERRE de Bourbon, Comte de Clermont & de la Marche, Seigneur de Beaujeu, & nous Anne de France, Comteſſe de Clermont & de la Marche, Dame de Beaujeu. Comme nos tres-chers & tres-ſpeciaux amis, ceux des Trois Membres de la Comté de Flandres, puis nagueres aient fait declarer la ſinguliere affection qu'ils ont de ſervir & obeitir nôtre tres-redouté & ſouverain Seigneur le Roi, & nôtre tres-redoutée & ſouveraine Dame la Reine, comme leurs bons & loiaux ſujets, pour le bien de nôtre dit Seigneur & Dame, du royaume, & de nôtre tres-honoré Seigneur & tres-amé neveu, le Duc Philippe Comte de Flandres, & de ce ils veüillent bailler leurs lettres d'obligation & ſcel-lé, ce que ledit Seigneur a eü tres-agreable. Comme du tout avons été à plein informez, & toſt après les deſſuſnommez nous aient fait ſavoir qu'ils deſirent avoir & entrer en bonne amitié, intelligence, & alliance avec nous, & qu'il ſoit ainſi qu'entre les autres ſeigneurs & puiſſances du royaume, leſdits Trois Membres de Flandres puiſſent autant eux employer au ſervice de nôtre dit Seigneur le Roi, au bien auſſi & entretenement de la Couronne, que autres grands perſonnages dudit royaume.

roiaume. Pour ces causes, & afin que nous avec eux, & eux avec nous, puissions mieux nous employer au service du Roi, bien & utilité de la chose publique du roiaume, dont sommes desirans & deliberez sur toutes autres choses de ce monde, aussi faire plaisir, & nous employer pour nôtre dit tres-honoré seigneur & tres-ami neveu le Duc Philippe, Comte de Flandres, en toutes choses possibles & raisonnables, nous avons pris & prenons avec eux vraie & bonne amitié, intelligence & confederation, ferme & stable alliance, & eux avec nous, pour ensemble servir, & obeir nôtre dit Seigneur le Roi & le roiaume, & nous employer au bien & honneur de nôtre dit tres-honoré & tres-ami neveu. Jurons aussi par la foi & serment de nos corps, & promettons en parole de Prince & de Princesse, que de tout nôtre pouvoir nous entretiendrons nôtre dit neveu le Duc Philippe Comte de Flandres, aussi nos tres-chers & tres.speciaux amis lesdits des Membres & le pais de Flandres, en la bonne grace, union, & recommandation du Roi, & les aiderons, favoriserons & assisterons envers & contre tous ceux, qui s'efforceront faire ou porter dommage à nôtre dit tres honoré neveu, lui étant en bonne obeissance, amitié, & intelligence avec le Roi, ou à son pais & Comté de Flandres, & ausdits des Membres, ou qui par quelque voie ou moien que ce soit, voudroient entreprendre sur la garde & gouvernement de lui & dudit pais, contre la volonté & intention d'iceux desdits Membres. Promettons aussi & jurons comme dessus, que toutes fois que requis en serons, nous declarerons amis & alliez des dessusdits des Membres & pais de Flandres, tous Princes, pais & communautéz, dont par lesdits de Flandres seront requis, & d'aider l'un de nous à l'autre, envers & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, excepté toutefois la personne dudit Seigneur, si aucuns y en avoit qui voulussent grever, & porter prejudice ou dommage à nos personnes, biens, honneurs & état, & neanmoins de pourchasser l'accroissement du bien, honneur & utilité les uns des autres, comme bons amis & alliez doivent & sont tenus de faire, par tous moiens possibles & convenables. Et s'il vient à nôtre notice aucune chose, qui soit ou pût être au prejudice desdits des Trois Membres, nos amis & alliez, icelle nous leur notifierons à toute diligence. Réservons aussi expressement, que si en cette amitié, confederation, & alliance, aucuns des Princes nos alliez & confederez veulent entrer & être compris, que du bon gré & consentement desdits des Trois Membres nos alliez, ils y soient reçus dedans le terme d'un an, à commencer du date d'aujourd'hui, en eux obligeant & baillant leur scellé comme nous, & lesquels en ce cas nous y recevons. Lesquelles choses & chacune d'icelles, nous jurons & promettons par la foi & serment de nôtre corps, en parole de Prince & de Princesse, tenir, observer, & inviolablement accomplir & garder tout l'effet & contenu de ces presentes, sans pour quelque occasion ou cause y contrevenir; lesquelles pour plus grande fermeté nous avons signées de nos mains, & fait sceller du sceau de nos armes. Donné à Monrargis ce vint-cinquieme jour d'octobre, l'an mille quatre-cens quatre-vingts-quatre. Signé de la main propre, Pierre, Anne de France. Lesdites lettres scellées de deux petits sceaux de cire rouge, pendans à bandes de parchemin, remplis des écussons des armoiries de France & de Bourbon.

LETTRE DE CHARLES VIII. ROI DE FRANCE, A MAXIMILIEN

Duc d'Autriche, par laquelle il lui declare, que sur l'avis qu'il a eü qu'il tâchoit de s'emparer du pais & des villes appartenans à Philippe Comte de Flandres, pour avoir la gardenoble de ce Prince, il s'est uni d'amitié & confederation avec lui, contre tous ceux qui voudroient entreprendre sur sa personne, & ses pais, & en même tems le somme de remettre les choses en l'état qu'elles étoient avant la surprise faite de la ville de Tenremonde. A Monsargis le 27. decembre 1484.

*Autriche
& Flan-
dre.*

*1484.
17. dec.*

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France, &c. A notre tres-cher & tres-ami pere & cousin Maximilien Duc d'Autriche, salut & dilection. Notre tres-cher & tres-ami frere & cousin le Duc Philippe, Comte de Flandres, par l'avis & deliberation de ceux de son Sang & de son Conseil, nous a fait remonter, comme en faisant & concluant le mariage de nous & de notre tres-cher & tres-amée compagne la Reine votre fille, air aussi été traité, fait, conclu & accordé paix perpetuelle, amour & union, entre feu notre tres-cher Seigneur & pere, que Dieu absolve, nous nos royaumes, pais, seigneuries, & sujets d'une part, vous nôtre frere & cousin, votre fils, & les Etats des pais & seigneuries à lui appartenans d'autre part, par lequel traité ait été expressement dit, que vous, nous, & nôtre frere & cousin le Duc Philippe Comte de Flandres, serions tenus de nous aider, secourir, & assister l'un à l'autre envers & contre tous ceux qui quelque chose voudroient entreprendre sur l'état & personne de nous, & de nôtre frere & cousin le Duc Philippe, Comte de Flandres, aussi sur notre royaume, ou sur les pais, terres, & seigneuries & sujets de l'un ou de l'autre de nous, & depuis, à l'occasion de certain diferend qui est survenu entre vous & ceux dudit pais de Flandres touchant la Mainbourgie de la personne, & biens de nôtre frere & cousin le Duc Philippe, & de sondit pais & comté de Flandres, qui sont de notre royaume, sujets de Nous & de la Couronne de France, comme de leur souverain Seigneur, icelui votre frere & cousin lesdits de son Sang & du Conseil & Membres de sondit pais de Flandres, par l'avis desquels, sous le nom de nôtre frere & cousin le Duc Philippe, se font & dépêchent, & ont accoutumé se faire & dépêcher toutes les affaires dudit pais de Flandres, vous ont offert & fait offrir la voie de justice, c'est à savoir, que sur tout ce que voudriez pretendre, demander, & quereller audit pais & comté de Flandres, soit droit de Mainbourgie de la personne & biens de nôtre frere & cousin le Duc Philippe, ou autre droit quelconque que voudriez pretendre, ils offroient en réponse, & ester à droit pardevant nous, & les Pairs de France, ou en notre Cour de Parlement, auxquels la connoissance & ressort en appartient, & doit appartenir, attendu que lesdits pais & comté de Flandres sont du royaume de France, une des principales & anciennes parties d'icelui, sujets en souveraineté à Nous & à notre Couronne. Consideré aussi que feuë notre mere & cousine Marie mere de nôtre frere & cousin le Duc Philippe, & de laquelle il est principal heritier,

est allée de vie à trépas en la ville de Bruges, qui est de la souveraineté & ressort de nôtre dite Cour de Parlement & de nôtre royaume. Lesquelles offres vous ont été faites & réitérées de bouche & par écrit, en assemblées publiques en la ville de Bruxelles, par nos Ambassadeurs envoie devers vous, & nôtre dit frere & cousin le Duc Philippe, & depuis à l'assemblée de Tenremonde où étoient aucuns Chevaliers de la Toison d'or, & aucuns vos Commis & Ambassadeurs; laquelle voie de justice vous n'avez voulu accepter, mais avez commencé & attenté voie de fait, en soustrayant & vous efforçant de soustraire la ville de Tenremonde, & autres de l'obéissance de nôtre dit frere & cousin, plusieurs villes & places fortes de sondit pais & Comté de Flandres. Nous ait aussi été remontré, comment ceux du pais de Flandres ont été la cause principale desdits traitez de paix & de mariage, & sont ceux qui de leur part les veulent & desirent entretenir; & avec ce il est bruit assez commun que aucuns de vos gens sement & font courir voix & parole que si vous aviez une fois subjugué ledit pais de Flandres, vôtre intention est de recouvrer par force & puissance d'armes, à l'aide des Anglois nos anciens ennemis, les pais & seigneuries, qui par ledit traité de paix appartiennent à nous & à nôtre dite compagne la Reine. Pour lesquelles considérations, & pour obvier aux inconveniens qui en pourroient avenir, & pourveoir à la seureté tant dudit pais de Flandres, que des autres parties de nôtre royaume, nous avons deteché puis naguere pris & reçu en union, amitié, & confédération avec nous, nôtre dit frere & cousin le Duc Philippe, pour lui, ceux de son Sang & de son Conseil, ensemble lesdits Trois Membres, & generallyment tout son pais & Comté de Flandres nos sujets, & avons promis leur aider, assister, & donner faveur & secours de gens, & autrement contre tous ceux qui par voie de fait voudront entreprendre sur l'état & garde de la personne de nôtre dit frere & cousin le Duc Philippe, & sur le gouvernement de sondit pais de Flandres; lesquelles pour tant qu'il nous peut toucher comme Seigneur souverain, nous avons par nos autres lettres eû agreables, approuvé, & autorisé entant que besoin en seroit. Nous ont encore avec ce remontré, que la querelle par vous pretenduë d'avoir la garde & Mainbourg de la personne & biens de nôtre dit frere & cousin, touche directement nôtre dite compagne, qui est seule sœur & heritiere apparente de nôtre dit frere & cousin, en tous les pais, seigneuries, & autres biens esquels voulez pretendre & quereller droit. Et combien que comme Seigneur souverain dudit pais & comté de Flandres, eussions tant à vous que ausdits de Flandres par nos lettres à vous présentées par Lionnois nôtre officier d'armes, defendu la voie de fait, néanmoins depuis aucuns briefs jours en ça, aucuns de vos gens, par vôtre charge, sont venus en ladite ville de Tenremonde, étant de l'ancien heritage & domaine de nôtre dit frere & cousin, & par emblée ont trouvé moien de gagner la porte & entrée de ladite ville; & par continent vous en personne, à grande compagnie de gens de pied & de cheval, y êtes entré à puissance d'armes, & y avez fait & souffert faire tous exploits de guerre & hostilité, tuer & meurtir plusieurs des pauvres habitans, butiner & piller leurs biens & maisons, combien qu'ils ne doutassent être en guerre ni inimitié contre vous, & que jamais n'eussent été par vous sommés & requis, Et disent en outre lesdits de Flandres être bien informés, que tendez à leur nuire & porter dommage le plus que pourrez par voie de fait & exploit de guerre, sans vouloir reparer ce que par vous & vos gens y a été fait, en nous requerant hum-

blement, veü qu'ils sont de nôtre royaume & nos sujets, que nous, ensuiuant les traitez dessusdits, leur veüillions donner faveur, secours & aide. Pourquoi nous aians regard aux choses dessusdites, lesquelles considerées, & mêmement l'offre de la justice où ils se sont mis, ne pouvons, sauf nôtre honneur, abandonner nôtre dit frere & cousin, ni ceux dudit pais de Flandres, par l'avis & deliberation des Princes & Seigneurs de nôtre Sang, & gens de nôtre Grand Conseil, vous avertissons des choses dessusdites, & vous signifions & declaron par ces presentes, que nous avons pris & reçu, prenons & recevons nôtre dit frere & cousin pour lui, lesdits de son Sang & Conseil étans lez lui, & les gens des Trois Membres, & le general de son pais & comté de Flandres, en nôtre union, amitié & confederation, envers & contre tous ceux, qui entreprendront par voie de fait sur l'Etat & garde de la personne de nôtre dit frere & cousin, & le gouvernement de sondit pais de Flandres. Si vous prions & requerons, & neanmoins sommons par ces presentes, que vous desistiez desdites voies de fait, & n'attentiez, ni fassiez ou souffriez attenter choses quelconques, qui sont contre ni au prejudice de nôtre dit frere & cousin & de sondit pais, ni contre l'Etat & garde de sa personne, ni dudit gouvernement de Flandres, qui s'est fait ou fera pour le tems à venir sous son nom, & par l'avis desdits de son Sang & Conseil, & des dessusdits des Membres de Flandres, & que ce qui par vous ou les vôtres aura été fait, attenté, ou innové, tant en la surprise de ladite ville de Tenremonde, que en toutes autres voies & exploits de guerre, & tout ce que par vous ou les vôtres, ou sous vôtre aveu, s'en seroit ensuiui, le reparez & remettez en toutes choses au premier état. Et si par voie de justice vous pretendez aucun droit de Mainbourgie ou autres, sur la personne & biens de nôtre dit frere & cousin, nous vous offrons de vous administrer, ou faire administrer si bonne & briève justice, que par raison vous devrez être content : & si autrement le faites, & continuez en ladite voie de fait, ou differez de faire reparer ce qui a été attenté à la surprise dudit Tenremonde & autrement, nous vous signifions & declaronés dès maintenant & pour lors, que en nous acquitant ainsi que tenus y sommes par les moiens dessusdits, nous donnerons aide, secours, & faveur, de tout nôtre pouvoir à nôtre dit frere & cousin, & ceux de son Sang & Conseil, & desdits Membres & pais de Flandres, contre vous, & tous ceux qui en cette matiere vous aideront & assisteront. Sur quoi nous vous requerons nous faire réponse par Guienne ce present porteur, lequel envoions expressement pardevers vous pour cette cause. Donné en nôtre Châtel de Montargis le vint-septieme jour de decembre 1484. Signé, Charles. Et plus bas, Gamont, avec paraphe.

*LÉTTRES DU ROI CHARLES VIII. PAR LESQUELLES
il veut, que Jaques de Savoie, Sieur de Romont, Marie de Luxembourg
sa femme, & Françoise de Luxembourg, sœur de Marie, soient compris
au traité d'Arras. A Melun le 28. janvier 1484.*

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France; A tous ceux qui ces
presentes lettres verront, Salut. Savoir faisons, que comme puis naguere,
en traitant par nous de plusieurs grandes matieres & affaires de nôtre roiaume
où étoient plusieurs des Seigneurs de nôtre sang & lignage, & gens de nôtre
Conseil, nôtre tres-cher & tres-ami oncle & cousin Jaques de Savoie, Comte de
Romont & de Saint Paul, & nôtre tres-chere & tres-amée tante & cousine Marie de
Luxembourg sa compagne, tant pour eux que pour & au nom de Françoise de
Luxembourg nôtre cousine, lesdites Marie & Françoise filles & heritieres de feu
nôtre cousin Pierre de Luxembourg, & de Marguerite de Savoie nôtre tante,
en leur vivant comtes de Saint Paul, de Ligny, & de Brienne, nous aient
fait dire & remontrer, que à cause de droite & legitime succession leur compé-
tent & apartiennent les Comtez dudit Saint Paul, Brienne, & plusieurs autres
comtez, terres & seigneuries, que leurs predecesseurs dont ils ont le droit & action
ont par ci-devant tenues & possédées, & que jaoit que en faisant le traité de
la paix dernièrement faite entre feu nôtre tres-cher Seigneur & pere, que Dieu
absolve, pour nos royaume, pais, seigneuries & sujets d'une part, & nôtre tres-
cher & tres-ami frere le Duc Philippe son fils, les gens & états de leurs pais
& terres, eussent par leurs Ambassadeurs & deputez desdits Ducs & Etats de
leursdits pais requis & prié nôtre dit feu Seigneur & pere, que ladite Marguerite
de Savoie nôtre tante, & lesdites Marie & Françoise de Luxembourg, ses filles,
fussent comprises audit traité, & que en ce faisant elles retournaient à leurs
biens; & que neanmoins par les deputez de nôtre dit feu Seigneur & pere, au
moien des ports & faveurs qu'avoient envers lui & lesdits deputez les detenteurs
des biens des dessusdits, & à ce que iceux detenteurs eussent encore la jouissance
desdits biens, fut différé, & répondu que nosdites tante & cousine veuve & fille
dudit feu Pierre de Luxembourg nôtre cousin, jouiroient du benefice de la paix,
reservé que pour lors ne retourneroient à leurs biens, mais en pouvoient faire
poursuite devers nôtre dit feu Seigneur & pere, & nous, quand bon leur sembleroit:
pour laquelle poursuite faire, & obtenir delivrance desdits biens, nosdits
pere & frere d'Autriche, & les gens de leurs pais & seigneuries nous ont depuis
tres-instamment supplié & requis par grands & notables Ambassadeurs, qu'ils ont
envoïé pardevers nous pour cette matiere, nous suppliant & requerant que en
aïant égard à la proximité, sanguinité, & lignage, dont icelui nôtre dit oncle de
Romont, & ceux de la Maison de Luxembourg, à laquelle étoit allié par mariage
avec ladite Marie de Luxembourg nôtre tante, & aussi aux dons & transports,
tant de confiscation qu'autrement, qui par feu nôtre dit seigneur & pere avoient été
faits desdits biens, & feu nôtre cousin le Duc Charles de Bourgogne, tant à la
conclusion de la treve de neuf ans faite avec lui, qu'à la prise dudit feu Louis de Luxem-
bourg, que aussi après l'arrest, declaration de confiscation & sentence pronon-
cée contre ledit feu Louis de Luxembourg, desquels dons & transports ainsi faits

*Savoie.
1484.
28. janv.*

par nôtre dit feu Seigneur & pere desdits biens à feu nôtre cousin de Bourgogne pour lui & les siens, dont il jouït jusqu'à son trépas, qui les laissa à feu nôtre cousine Marie de Bourgogne, sa seule fille & heritiere, dont nosdits oncle & tante de Romont ont le droit & action, au moien d'autres dons & transports, que diceux biens, elle considerant les alienations & transports faits à feu nôtre dit cousin le Duc Charles de Bourgogne son pere y pretendoit, donna, ceda, quitta, & transporta à feu nôtre dit cousin Pierre de Luxembourg, & ladite Marguerite de Savoie sa femme, pere & mere de nôtre dite tante de Romont, heritiers dudit feu Louis, pour en jouir entre leurs hoirs, successeurs & aians cause, comme ils firent de ce aparoir par les lettres d'icelle nôtre dite cousine; au moien desquels dons, transports, & autres droits aquis & appartenans à nosdits oncle & tante de Romont, & à ladite Françoisse pour ce qui lui peut toucher, leur competent & appartient lesdites comtez de Saint Paul, de Brienne, & toutes & chacunes, les autres comtez, villes, terres, places, maisons, & seigneuries quelconques, qui furent & aparurent aux desdits feus Louis de Luxembourg, Jeanne de Bar sa femme, & Jean & Pierre de Luxembourg leurs enfans, lesquelles terres nôtre dit oncle de Romont nous a humblement fait supplier & requerir lui faire rendre, restituer & delivrer à nôtre dite tante sa femme, & d'icelles leur ôter tout trouble & empêchement, & main mise, qui sous couleur desdits dons & confiscations, ou autrement, y pourroient par nosdits feu seigneur pere, ou par nous y avoir été mis ou aposez, en les declarant être compris audit traité de paix en corps & en biens pour en jouir, tout ainsi qu'ont fait & font les sujets d'un parti & d'autre qui y ont été compris, & sans avoir égard à ladite reservation, & comme si elle n'y eût été mise, & sur ce en aiant agreables lesdits dons & transports faits de tous & chacuns lesdits biens, tant par feu nôtre dit seigneur & pere, que par ladite Marie de Bourgogne nôtre mere & cousine, leur impartir nôtre grace & liberalité. Pourquoi nous, ces choses considerées, inclinant favorablement à leurs prieres & requestes, desirant nosdits oncle & tante de Romont, & ladite Françoisse, traiter en toute grace & douceur, tant pour la proximité & consanguinité de lignage dont ils nous attiennent, que en faveur & contemplation de nosdits frere & cousin, & des gens de ses pais, que aussi en consideration des grands & recommandables services, que nôtre dit oncle de Romont nous a déjà faits en plusieurs nos principaux affaires & de nôtre royaume, fait & continué chacun jour, & que esperons qu'il fasse au tems à venir. Pour ces causes & autres justes & raisonnables à ce nous mouvans, avons par l'avis & deliberation desdits Princes & Seigneurs de nôtre sang, & gens de nôtre Conseil étans entour nous, voulu, consenti, déclaré & accordé, & par ces presentes, de nôtre grace speciale, pleine puissance & autorité roiale voulons, consentons, declérons, & accordons, que nosdites tante & cousine Marie & Françoisse de Luxembourg, & nôtre dit oncle de Romont, comme mari & époux de ladite Marie nôtre tante, jouïssent du benefice de la paix en tous les points & articles contenus en icelle, tout ainsi & par la forme & maniere qu'en ont jouï & jouïssioient les autres sujets d'un parti & d'autre, & qu'il a été requis de la part de nosdits feus tante

Marguerite de Savoie, & cousines de Luxembourg ses filles, en faisant ledit traité de paix, nonobstant ladite réservation, qui pour lors en fut faite, & laquelle ne leur voulons nuire ni prejudicier en quelque maniere que ce soit, & comme si elle n'y eût onques été mise ni apouée. Et de plus ample grace, notre main mise, & tout autre empêchement, qui par ci devant pourroit avoir été mis & apoué esdites comtez de Saint Pol, Brienne, & en quelconques autres comtez, terres, villes, places, maisons, & seigneuries, leurs appartenances & dépendances quelconques, quelque part qu'elles soient situées, & assises en notre royaume & obéissance, qui par ci-devant ont été & appartenu, tant aux dessusdits feus Louis de Luxembourg, que à Jean & Pierre ses enfans, & desquels nosdits oncle & tante de Romont & ladite Françoisse ont le droit, soit à cause desdits dons tant de confiscation faits par nôtre dit feu Seigneur & pere, & nôtre dit feu cousin de Bourgogne, ou autre quelconque, & à quelque personne que ce soit, ou autrement, avons levé & ôté, & par ces presentes levons & ôtons pour & au profit de nosdits oncle & tante de Romont, & de ladite Françoisse de Luxembourg leur sœur, pour dorenavant en jouir, eux, leurs hoirs, successeurs & aians cause à toujours comme de leur propre chose & vrai heritage, nonobstant lesdites confiscations, dons & declarations qui s'en pourroient être ensuivis, alienations & verifications qui d'icelles villes, comtez, places, maisons, terres & seigneuries, pourroient avoir été faites par nôtre dit feu Seigneur & pere, nous ou autres quelconques, & à quelconque autre personne que ce soit, & lesquelles en faveur de nosdits oncle & tante de Romont, & pour les causes dessusdites nous avons de present cassées, révoquées, & annulées, & par cesdites presentes, cassons, revoquons, & annulons, & icelles comtez, villes, places, maisons, terres, & seigneuries, restituons & delivrons à leur profit & utilité, & de leursdits successeurs & aians cause. Si donnons en mandement, par ces mêmes presentes, au premier des Maîtres des Requêtes de nôtre Hôtel, Conseiller en nôtre Cour de Parlement, aux Prevost de Paris, Bailli d'Amiens, Vermandois, Chaumont, Troies, Sens & Vitri, & à tous nos autres justiciers & officiers, ou à leurs lieutenans, & à chacun d'eux, qui sur ce sera requis, que du contenu en cesdites presentes, & desdites comtez, terres, villes, & seigneuries ci-dessus déclarées, & de chacune d'icelles leurs appartenances & dépendances, ils fassent, souffrent, & laissent jouir & user nosdits oncle & tante de Romont, leursdits hoirs & aians cause, sans leur faire ni souffrir être fait, mis ou donné aucun détournier ou empêchement au contraire, & à ce faire & souffrir contraignent reellement & de fait tous ceux qui detiennent & occupent lesdites comtez, terres, villes, places & seigneuries, à s'en departir, & en laisser jouir nosdits oncle & tante de Romont, & ce par prise, vendue, & exploitation de leurs biens, & main forte, si métier est, & autrement, ainsi qu'ils verront être à faire, nonobstant comme dessus & quelconques oppositions & appellations faites & à faire, relevées & à relever, & sans prejudice d'icelles, & lettres impetrées ou à impetrer à ce contraires. En témoin de ce nous avons fait mettre nôtre scel à cesdites presentes. Donné à Melun le vint-huitieme jour de janvier, l'an de grace mille quatre-cens quatre-vins & quatre, & de nôtre regne le second. *Sic Signatum.* Par le Roi, Monsieur le Duc de Lorraine, les Comtes de Clermont, de Vendôme, & de la Roche en Ardenne, les Evêques de Perigueux & de Lombez, les Seurs de Gravillo, de Lisle, le Bailli de Meaux, & autres presens, Darnont.

*LETTRES DE CHARLES VIII. ROI DE FRANCE,
par lesquelles il reçoit, comme Souverain Seigneur, les Flamans en son
amitié, & promet les aider & assister envers & contre tous. A Paris
le 5. février 1484.*

*Flandres
1484.
5. février.*

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces présentes lettres verront, Salut. Comme depuis nôtre avènement à la Couronne, aucuns desirant le bien, paix & tranquillité de nous, & de nôtre royaume, aussi la paix, repos & entretènement en seureté de nos tres-chers & bien-amez les manans & habitans du pais & comté de Flandres, & des Trois Membres d'icelui, nous aiant dit & exposé la singuliere amour & affection, & loiale obeissance, que lesdits du pais & comté de Flandres ont & desirent avoir envers Nous & la Couronne de France, comme à leur souverain seigneur, & l'esperance qu'ils ont en nous de les porter, aider, soutenir, & défendre en toutes leurs affaires, comme souverain seigneur doit ses bons & loiaux sujets, & pour mieux nous asseurer de l'amour, loiauté, & obeissance qu'ils desirent nous garder, aussi pour donner à connoître à ceux dudit pais de Flandres le bon vouloir, singulier amour & dilection que avons à eux, air par les dessusdits été faire ouverture de sur ce bailler lettres & scellez d'une part & d'autre, en communiquant desquelles matieres ceux dudit pais de Flandres & des Membres d'icelui, ont dit, déclaré & offert, que s'il nous plait sur ce leur bailler nos lettres, & icelles leur baillant ils nous bailleroient leurs lettres patentes, & scellez autentiques & en forme due, par lesquelles ils promettent & jurent d'être bons, feurs, vrais & loiaux sujets, à Nous & à la Couronne de France, comme à leur souverain seigneur, & d'entretenir avec les sujets, manans & habitans de nos royaumes, pais & seigneuries, bonne, seure, ferme, & perpetuelle amitié, hantise, & communication; marchandement & autrement, & de ne donner ou porter à nos ennemis, quelconques ils soient, aucune faveur, adherence, ni quelque secours ou assistance de gens, ni autre aide en quelque manière que ce soit, ni iceux receptor, ou les souffrir prendre ni avoir leur refuge ou descente étant en habillemens ou navires de guerre, en aucuns lieux, villes, places, havres, ou ports dudit pais de Flandres, contre nous, nos royaume, pais, & seigneuries ou sujets. Et encore plus promettent & jurent par leursdites lettres, de donner à nous & à nôtre tres-chere & tres-amée compagne la Reine, aide, secours, faveur, adherence & service de gens, & autrement de tout leur pouvoir contre tous ceux, qui contre nôtre personne, de nôtre dite compagne la Reine, ou l'Etat de nôtre royaume, pais, & seigneuries, voudroient quelque chose entreprendre; sans que pource toutefois ceux dudit pais de Flandres fassent ou soient tenus faire aucune rupture de l'entrecours de la marchandise des pais voisins. Savoir faisons, que nous aiant consideration à ce que ledit pais de Flandres est un des plus puissans pais de nôtre royaume, ancienne & naturelle Pairie de France, reduisant à memoire le bon amour & affection qu'ils nous ont par effet montrée dès le vivant de nôtre tres-cher Seigneur & pere que Dieu absolve, en traitant le mariage de nous & de nôtre compagne la Reine, & la paix qui dernièrement a été faite; aiant avec ce regard

gard à la loiale & bonne affection qu'ils ont à nôtre tres-cher & tres-arré frere & couſin le Duc Philippe Comte de Flandres, leur naturel Seigneur, deſirant entre tous autres avoir ledit pais de Flandres, & tous les Etats, manans, & habitans d'icelui en cordiale amour, & ſpeciale recommandation, & en toutes choſes leur donner port, faveur, ſoutenement & aide, avons eü & avons leſdites ouvertures tres-agreables, & avons accepté & acceptons l'offre deſdites lettres & ſcellez, que leſdits de Flandres nous ont offert en la maniere deſſuſdite. Et au ſurplus, voulant de nôtre part leur bailler ſur ce nos lettres, ainſi qu'il a été dit & accordé, Nous, par grande & meure deliberation de pluſieurs ſeigneurs de nôtre Sang, & gens de nôtre Grand Conſeil, pour les conſiderations deſſuſdites, & autres à ce nous inouvans, avons accordé, oſtroié, promis, & juré, accordons, oſtroions, promettons, & jurons par ces preſentes, par la foi & ſerment de nôtre corps, & en parole de Roi, de donner à ceux dudit pais de Flandres & des Membres d'icelui, aide, confort, ſecours, & aſſiſtance de gens & autrement, contre tous ceux qui quelque choſe voudroient entreprendre ſur la perſonne de nôtre dit frere & couſin le Duc Philippe Comte de Flandres, frere germain de nôtre dite compagne la Reine, ou ſur la garde de ſa perſonne, & gouvernement dudit pais de Flandres, ou qui en autres manieres s'efforceroient faire & porter dommage au general dudit pais, auſdits des Trois Membres, ou aucuns d'eux, ou voudroient entreprendre ſur leurs privileges, franchiſes, ou uſages à eux confirmez par ledit traité de paix, & que depuis, iceux, ou les aucuns d'eux ont obtenu de feu nôtre tres-cher Seigneur & pere, que Dieu absolve, leſquels, entant que beſoin eſt, avons derechef confirmé & confirmons. En témoin deſquelles choſes nous avons ſigné ces preſentes de nôtre main, & à icelles fait mettre & appoſer nôtre grand ſcel. Donné à Paris le cinquieme jour de fevrier, l'an de grace mille quatre-cens quatre-vingts-quatre, & de nôtre regne le deuxieme. Signé, Charles. Et ſur le repli étoit écrit, Par le Roi, Monſieur le Duc de Lorraine, le Comte de Clermont & de la Marche, ſieur de Beaujeu, le Comte de Vendôme, l'Evêque de Perigueux, le Comte de la Roche, grand bâtard de Bourgogne, les ſieurs de la Trimouille, Deſquerdes, de Graville, du Bouchage, de Piennes, & de Lille, Meſſire Jean Bourre, Chevalier, Treſorier de France, le Bailli de Meaux, & autres preſens. Et plus bas, Signé, Parent, avec paraphe.

*Traité ENTRE LE ROI CHARLES VIII. ET PHILIPPE
d'Autriche, Duc de Bourgogne. Comte de Flandres &c.*

A Gand le 26. fevrier 1484.

P HILIPPE d'Autriche, par la grace de Dieu. Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Limbourg, & de Luxembourg, Comte de Flandres, de Hainaut, de Hollande, de Zelande, & de Namur, Marquis du Saint Empire, Seigneur de Friſe & de Malines: A tous ceux qui ces preſentes lettres verront, Salut. Comme depuis que mon tres-redouté & ſouverain Seigneur Monſieur le Roi eſt venu & ſuccédé à la Couronne, nous aions par diverſes aſſemblées, journées, & communications, qui ſe ſont tenues de ſes gens, Ambaſſadeurs & commis, & des nôtres, ſçû & entendu à plein le grand deſir & affection,

*Autriche & Bourgogne.
1484.
26. fev.*

que icelui Sieur a de faire entretenir, garder & observer en tous les points, la paix derniere faite entre le feu Roi, que Dieu absolve, icelui Seigneur, son royaume, pais, seigneuries & sujets d'une part, nous, nos pais, seigneuries & sujets d'autre; & le traité de mariage fait pour plus grande seureté de ladite paix, de lui & de ma tres-redoutée Dame & sœur Madame la Reine; & encore pour plus grande roboracion & fermeté de l'alliance, amitié, & intelligence, qui doit être entre icelui Sieur, comme Seigneur souverain de nôtre pais & Comté de Flandres, nous, ceux de nôtre Sang étant lez nous, les gens de nôtre Conseil, & des Trois Membres de nôtre pais & Comté de Flandres, par l'avis & deliberation desquels se conduisent & depêchent sous nôtre nom, tous les affaires de nôtre pais qui nous touchent & regardent, ait par aucuns desirans le bien, pais & tranquillité de nous & de nôtre pais, été avisé de faire continuer & renouveler par lettres & scelez d'une part & d'autre, lesdites alliances, amitez & confederations, & pour à ce parvenir, ait été déclaré par lesdits de nôtre Sang, du Conseil & des Membres, que si le plaisir de Monsieur le Roi étoit bailler les lettres sceillées, par lesquelles sa grace fût nous recevoir, & lesdits de nôtre Sang, du Conseil & des Membres, en son alliance, amitié, & confederation, & nous promettre de nous donner, & ausdits de nôtre Sang, du Conseil & des Membres, & au general de nôtre pais & Comté de Flandres, manans & habitans d'icelui, aide, confort, & assistance de gens, & autrement, contre tous ceux qui aucune chose voudroient entreprendre sur nôtre Etat, sur la garde de nôtre personne, ou sur le gouvernement & conduite des affaires de nôtre pais de Flandres, ainsi & par la maniere qu'il a été gouverné depuis an & jout en ça, & est de present, & de non receptor, & soutenir ceux qui voudront entreprendre sur lesdites garde de nôtre personne & gouvernement, ni aussi soutenir, ni souffrir soutenir en son royaume, ou donner faveur à ceux de nôtre pais & Comté de Flandres, qui déjà se feroient déjoins & separez, ou qui ci-après se voudroient déjoindre & separer de nôtre obeissance, & eux autrement conduire & regler que le residu & general de nôtre pais, mais de nous aider & lesdits de nôtre Sang, & des Membres, par toutes voies qu'il appartiendra, à les reduire & remettre en nôtre obeissance, Nous de nôtre part, lui bairerons nos lettres & scelez, lesquelles ferons sceller & depêcher par tels de nôtre Sang, du Conseil & des Membres, que son bon plaisir seroit, par lesquelles entrerons avec lui, & madite Dame & sœur la Reine, en bonne, seure & perpetuelle amitié, alliance, & confederation, ce que Monditieur le Roi a de sa benigne grace pris & accepté. Savoit faisons, que voulant & desirant de tout nôtre cœur nous entretenir en la singuliere amour, affection, & obeissance que devons à icelui Sieur, comme à mon Seigneur souverain de mondit pais & Comté de Flandres, & à madite Dame & sœur comme à ma sœur germaine; & considerant que pour la seureté de nôtre Etat & de nôtre personne, & aussi pour le bien public de nôtre pais & Comté de Flandres, ne pouvons faire ni contrat de plus grands profits, ni plus honorables alliances, qu'avec icelui; Avons par meure & grande deliberation, & par l'avis desdits de nôtre Sang, du Conseil & des Membres, promis & juré, promettons & jurons, d'être bon, seur & loial sujet, à cause de nôtre pais & comté de Flandres, à Monditieur le Roi, & à la Couronne de France, comme à mon Seigneur souverain, & d'entretenir & faire entretenir avec les sujets, manans & habitans du

roiaume, pais & seigneuries d'icelui Sieur, & de madite Dame & sœur la Reine; bonne, seure, ferme, & perpetuelle amitié, hantise & communication, marchandement & autrement, & de non donner ou porter aux ennemis du Roi & de la Couronne, quels qu'ils soient, aucune adherence, secours, ou assistance de gens, ni autre aide, ni iceux recepter, ou les souffrir prendre leur refuge ou décente, étant en habillemens ou navires de guerres, en aucuns lieux, villes, places, havres, ou ports de nôtre pais de Flandres, contre Monditseur le Roi, son roiaume, pais, seigneuries & sujets; & encore plus, promettons & jurons de donner à Monditseur le Roi, & à madite Dame & sœur la Reine, aide, secours & faveur, adherence, & service de gens, & autrement, selon nôtre loial pouvoir, contre tous ceux qui contre leurs personnes, l'Etat, & gouvernement du roiaume, pais & seigneuries à eux appartenans, voudront quelque chose entreprendre contre leur plaisir & volonté, sauf toutefois que par lesdits aide & secours ne soit fait & souffert par nous être fait aucune rupture de commun entrecours de la marchandise entretenue en nôtre pais de Flandres, tant de l'Estable de nôtre ville de Bruges, de la demeure & frequentation de tous marchands & nations y residans, & qui ont accoustumé y frequenter, des privileges de ladite Estable, & d'icelle nôtre ville, comme aussi des privileges de toutes les nations & marchands hantans & frequentans ledit pais, qui par ci-devant ont été donnez & octroiez au general de nôtre pais, & en particulier à aucuns des Membres d'icelui, ou desdits marchands & nations, dont ils ont usé d'ancienneté, ni qu'en quelque autre maniere la hantise & frequentation, & communication marchande de nôtre pais de Flandres, aux roiaumes & pais étrangers, soit empêchée; & outre considéré, que Monditseur le Roi par lettres de sommation qu'il a écrites à nôtre requête, à mon tres-redouté Seigneur & pere, aux gens des Etats de nos pais de Brabant, Hainaut, Zelande, Namur, villes de Malines, Valenciennes, & Doüai, s'est déclaré pour nous, & que sommes dûement certioiez, qu'il est deliberé nous faire & donner prompt secours & aide de gens, & autrement pour resister à la guerre & voie de fait, que déjà Monditseur Duc & pere, par l'envie & instigation des malveillans de nous & de nôtre pais de Flandres, veut armer & commencer sur & à l'encontre de nous & de nôtre pais, nous par l'avis que dessus avons promis, juré & déclaré, promettons, jurons, & declaron, que ne ferons ou prendrons aucun traité, accord, ou appointment, de & sur les différends étans entre Monditseur & pere, & ceux de nôtre pais de Flandres, sans le sçu de Monditseur le Roi, lequel avons déjà fait avertir des devoirs, offes & ouvertures esquels lesdits de nôtre Sang, du Conseil & des Membres, au nom de nous, & pour le bien de paix, & éviter les grands & innombrables maux & inconveniens, qui viennent de la guerre, se sont mis envers Monditseur & pere; & à cette fin avons supplié & requis, & encore supplions & requerons à Monditseur le Roi, que son plaisir soit ordonner & commettre aucuns de par lui qui soient presens aux journées, assemblées, & communications qui se tiendront de gens & commis d'un parti & d'autre pour ledit bien de paix. Et derechef quand par la grace de Dieu nôtre Createur, paix, traité ou appointment, aura été conclu, s'il avenoit ou avient, que Monditseigneur & pere, ou ses adherans, veuillent faire aucune guerre ou autres exploits & voies de fait à l'encontre de Monditseur le Roi, ou du roiaume, ses pais & seigneuries, soit pour le recouvrement d'aucunes des terres données &

delaissées par le traité de paix à madite Dame & sœur, ou en quelque autre manière entreprendre sur l'état du Roi & du royaume, contre & au préjudice dudit traité de paix, nous, par l'avis que dessus, avons dès maintenant pour lors, & dès lors pour maintenant, & ensuivant & conformément ledit traité de paix, promis, juré & déclaré, promettons, jurons & déclarons, de non donner aucune aide, faveur, secours, & assistance en ce à Mondit sieur & pere, ou à ses adherans; mais au contraire, donnerons & ferons donner secours, faveur, & assistance de gens; ou autrement, à Mondit sieur le Roi, à l'encontre de tous ceux qui lui voudront mouvoir guerre, & qui seroient aidans, assistans, ou adherans aux entreprises, voies, & exploits de fait dessusdits; & au surplus avons prié & requis à Mondit sieur le Roi, que si aucuns des Etats de nos autres pais & seigneuries veulent entrer sous & avec nous en cette présente alliance, ce qu'ils peuvent faire & déclarer en dedans un an de la date de cettes, que son plaisir soit les y recevoir. Et pour plus grande seurété & fermeté de ces presentes alliances, amitié & confederation, lesquelles nous consentons être notifiées à tous Princes, Seigneurs, Communautez, & autres, que le plaisir de Mondit sieur le Roi fera, nous avons prié & requis à nos tres-chers & tres-amez cousins, Messire Adolfe de Cleves & de la Mark, Sieur de Ravestein, nôtre plus proche parent de la côte & lignie dont sont venus & descendus, les pais & seigneuries à nous appartenans; Messire Jâques de Savoie, Comte de Romont & de Saint Paul, nôtre Lieutenant general; nos amez & feaux Messire VVulfart de Borsele, sieur de la Vere, Comte de Grandpré; Messire Loüis de Bruges, sieur de Laientmisse, aussi nos cousins, & tous chevaliers & confreres de nôtre Ordre de la Toison d'or, & Messire Adrian Vilain, chevalier Sieur de Rolfeghen, nôtre premier Chambellan; avec aussi nos amez & feaux les Echevins des deux Bancs, & Doiens de nôtre ville de Gand; les Bourgmeistres & Echevins de nôtre ville de Bruges; les Advoüé & Echevins de nôtre ville d'Ypres, tant pour eux & les communautez desdites villes, que pour le general de nôtre dit pais & comté de Flandres, que leur plaisir soit avec nous, & tant en nôtre nom que pour ledit pais, consentir, accorder, jurer, & sceller ces presentes alliances, amitié & confederation. Et nous les dessus nommez Adolfe de Cleves, Jâques de Savoie, VVulfart de Borsele, Loüis de Bruges, Adrian Vilain, & nous les Bourgmeistres & Echevins de la ville de Gand, & de la ville de Bruges, Advoüé, & Echevins de la ville d'Ypres dessusdits; considerant le grand bien qui peut avenir desdites alliances, amitié & confederation, même pour la seurété, garde, & entretenement de la personne de Mondit sieur nôtre Prince & Seigneur naturel, & du bien public de fondit pais & comté de Flandres; Avons lesdites alliances ainsi & par la maniere que ci-dessus sont déclarées en tant que en nous est, consenti, promis, juré & accepté, & par ces presentes, consentons, promettons, jurons & acceptons. En témoin desquelles choses dessusdites, nous avons à ces presentes signées, pour & au nom de nous, & pour nôtre jeune âge, des mains de nosdits cousins, & premier Chambellan, fait mettre nôtre grand sceau, & ordonné ausdits commis & premier Chambellan, les pareillement sceller de leurs sceaux, & ausdits de nôtre ville de Gand, du scel d'icelle ville, pour & au nom d'eux, & de nos villes de Bruges & d'Ypres; ce que nous les dessus nommez, en obtemperant à l'ordonnance & commandement de nôtre dit tres redouté Seigneur & Prince avons fait. Donné en nôtre ville de Gand le vint-six jour de

février, l'an de grâce mille quatre-cens quatre-vint-quatre. Ainsi signé, Adolfe, Jacques de Savoie, VVulfart, Louis, & Vilain. Et sur le repli est écrit, par Monsieur le Duc en son Conseil, auquel Messieurs de Ravestein, de Romont, les Sires de la Vere, de la Guithuse, l'Abbé de Saint Pierre de Gand, le Sieur de Rolleghe, le President de Flandres, Messire Jean Dauffai, Philippe VVieland, les deputez des Trois Membres de Flandres, & plusieurs autres presens étoient. Ainsi signé, Heime : Et est l'original scellé de sept sceaux pendans en parchemin ; le premier en cire rouge, sur lequel est empreinte la figure d'un cavalier tenant l'épée à la main ; les autres cinq de plus petite figure, en cire rouge, & le septieme en cire verte.

*TRAITE DE PAIX ENTRE LE ROI CHARLES VIII.
& le Duc de Bretagne, fait à Bourges, & ratifié par le Duc à Nantes,
le 9. aoust : & par le Roi, à Bourges le 2. novembre 1485.*

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France : A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme feux de tres-excellente memoire, nos progeniteurs les Rois de France, que Dieu absolve, aient toujours porté & par effet démontré tres-grande & tres-bonne affection & bienveillance aux Ducs & pais de Bretagne, & nous voulant les imiter & ensuivre, soions entierement deliberez aimer singulierement nôtre tres cher & tres-amé cousin le Duc de Bretagne, qui est à présent, & entre tous autres Princes, le traiter honorablement & favorablement en ses affaires :

*Bretagne
1485.
2. nov.*

Parquoi après plusieurs bons avertissemens à nous faits, aions été contens de faire, concevoir, accorder, & conclure par les commis & deputez à ce d'une part & d'autre, les points & articles, dont la teneur s'ensuit.

Premierement, que entre le Roi & le Duc sera prise faite, contractée, accordée, & conclüe paix perpetuelle, amitié, alliance, confederation, bonne & vraie union, par laquelle le Duc promet vivre en bonne paix, amour, & union avec le Roi, & en telle obeissance que lui & les Ducs ses predecesseurs ont vécu avec les Rois de France. Aussi promettra le Duc, aider, servir, & secourir le Roi à la défense de lui & de son royaume, envers & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, sans nul en excepter ; qui contre le Roi & son royaume, sous quelque couleur & occasion que ce soit, ou puisse être, s'éleveront & mettront sus en armes, soient des sujets du Roi ou autres.

Et n'entreprendra le Duc, ni souffrira entreprendre, faire ni pourchasser à la personne du Roi, ni à son royaume, mal, dommage, ou inconvenient, par quelque moien ni occasion que ce soit ou puisse être.

Et pareillement le Roi de sa part promettra vivre en bonne paix, amour, & union avec le Duc, & le traiter ainsi que les Rois ses progeniteurs ont traité le Duc & ses predecesseurs : mêmeement promettra aider & secourir le Duc, envers & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, sans nul en excepter, qui contre le Duc & son duché s'éleveront, & mettront sus en ar-

més, sous quelque couleur ou occasion que ce soit, ou puisse être.

Et n'entreprendra le Roi ni souffrira entreprendre, faire, ni pourchasser à la personne du Duc, ni à son duché, mal, dommage, ni inconvenient, par quelque moien, ni pour quelque chose passée, ni autre occasion que ce soit, ou puisse être.

Et si le Duc avoit fait par écrit, serment de bouche, ou autrement, aucunes alliances à l'encontre du Roi ou de son royaume, ou prejudiciables au Roi ou à son royaume, avec quelconques Rois, Princes, Seigneurs, ou communautéz, soit du royaume, ou hors du royaume, le Duc par cette présente paix, amitié, union & alliance, les revoquera, cassera, & annullera, & à icelles renoncera sans jamais en user, ni soi aider ores, ni pour le tems à venir.

Et semblablement, si le Roi avoit fait par écrit, serment de bouche, ou autrement, aucunes alliances à l'encontre du Duc & de son duché, ou prejudiciables au Duc & à son duché, avec quelconques Rois, Princes, Seigneurs, ou communautéz, soit du royaume, ou hors du royaume, le Roi par cette présente paix, amour, union & alliance, les revoquera, cassera, & annullera, & à icelles renoncera sans jamais en user, ni soi en aider ores, ni pour le tems à venir.

Aussi le Roi maintiendra & gardera le Duc, ses pais & duché, & les laissera jouir & user paisiblement & franchement des droits, noblesses, franchises, libertéz, prerogatives, & prééminences, desquelles lui & ses predecesseurs ont joui & usé, sans lui faire ou donner, ni souffrir être fait, ou donné aucun trouble, question, ou empêchement au contraire.

Et si aucuns Rois, Princes, Seigneurs, communautéz, ou autres, invadoient le Roi, ou son royaume, par vrai exploit de guerre, le Duc ne pourra prendre, ou avoir avec tels invadeurs, paix, confederation, amitié, treves, assistance de guerre, ni entrecours de marchandise, mais sera & demeurera le Duc en guerre à l'encontre d'eux, durant le tems que icelle guerre sera audit royaume entre le Roi & eux, sans que le Duc leur puisse faire, ni donner secours, faveur, ni aide contre le Roi ni le royaume, soit de harnois, artilleries, vivres, ou autres choses prejudiciables au Roi & au royaume.

Et n'entendent lesdites parties, par les pactions & accords dessusdits, empêcher que le Duc ne puisse avoir, entretenir, & garder de marchandise audit pais de Bretagne, & hors icelui où bon lui semblera, ainsi qu'il a été fait, gardé, & observé le tems passé.

Et outre promettra le Duc entretenir en sa bonne grace & seureté les Barons & sujets de ses pais, en lui obeissant, & le servant comme ils sont tenus de faire.

Item, Jureront & promettront le Roi & le Duc, sur les Evangiles de nostre Seigneur, tenir, garder, & inviolablement observer, sans fraude, barat, ni malengin, ledit traité de paix, confederation, alliance, bonne & vraie union, sans l'enfreindre, ni venir à l'encontre, & jamais n'impetrer ou faire impetrer à l'encontre absolution, ni relaxation de serment, soit du Pape, Legat, Cardinal, Prelat, ou autre personne quelconque, & si obtenu ou impetré l'avoient, ou s'il avoit été octroïé de propre mouvement, ou autrement, à non en jouir, ni eux en aider ni user en aucune maniere.

Et pour plus grande seureté d'accomplissement & entretenement de ce que dessus, bailleront le Roi & le Duc l'un à l'autre leurs scelez en bonne forme & valable.

Savoir faisons, que nous desirant de tout nôtre cœur, continuer, entretenir, garder & observer, l'amour, affection, & bienveillance, que nosdits progeniteurs ont porté à icelui nôtre cousin & ses predecesseurs, & obvier à tous discords & différends, pour ces causes, & après, que avons veü & fait lire de mot à mot, en nôtre presence, les articles dessus incorporez, eü sur ce avis & meure deliberation avec les Princes & Seigneurs de nôtre Sang & lignage étans lez nous, & gens de nôtre Conseil, iceux articles avons eüs, & avons agreables, & les avons loüez, ratifiez, & approuvez, & par la teneur de ces presentes, loüons, ratifions, & approuvons, & voulons qu'ils soient de tel effet & valeur, comme si nous mêmes en personne les avions traitez, accordez, & conclus; promettant & promettons par ces presentes en parole de Roi, & par la foi & serment de nôtre corps, par nous fait aux saints Evangiles de Dieu par nous pour ce corporellement touchez en la presence des Ambassadeurs de nôtre cousin, lesdits articles dessus transcrits, & tout le contenu en iceux, garder, observer, & entretenir, & faire entretenir inviolablement, sans faire ni souffrir être fait aucune chose au contraire. En témoin de ce, nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre scel. Donné à Bourges, le second jour de novembre, l'an de grace 1485. & de nôtre regne le troisieme. Signé, Charles. Et sur le repli est écrit: Par le Roi, Monseigneur le Duc de Lorraine, les Comtes de Clermont, de Bresse, de Vendôme, & de Comminges, les Evêques de Perigueux & de Verdun, les seigneurs de Richebourg, & de Gié, Maréchal de France, de Curton, Gouverneur de Limousin, de Graville, du Fou, de la Barde, de Lille, & autres presens, Signé J. Camont, & scellé d'un grand sceau sur queue de parchemin.

LE mardi neuvieme jour d'aoust mille quatre-cens quatre-vint & cinq, ont été les articles & chacun ci-devant écrits, lûs de mot en autre au Duc, en la presence de tres Reverend Pere en Dieu, l'Archevêque de Bordeaux, le Seigneur de Rochechouart, Chambellan, & Maîtres Jean Bochart & Jean Pellien, tous Conseillers & Ambassadeurs du Roi. Après la lecture desquels articles ledit Duc les a octroiez, consentis, & eüs agreables, & fait serment solennel sur les Evangiles de Nôtre-Seigneur, lesquelles il a corporellement touchées, de les entretenir & garder selon leur forme & teneur, sans enfreindre, moiennant que le Roi de sa part le fasse semblablement. Fait au Château de Nantes le jour & an dessusdit. Signé, l'Archevêque de Bordeaux, Rochechouart, Bochart, Pellien.

*PLACARD PORTANT QUE LA TREVE A ETE' ACCORDE'E
entre le Roi, & le Roi d'Angleterre, à commencer le 17.
decembre 1485. Du premier decembre 1485.*

*Anglo-
terre.
1485.
1. dec.*

L'ON vous fait à savoir de par le Roi nôtre Sire, & de par Monseigneur le Gouverneur de Guienne, que treve & abstinence de guerre ont esté prises, accordées, & conclusës entre le Roi nôtre dit souverain Seigneur, & tres-haut & tres-puissant Prince le Roi Henri d'Angleterre, & leurs sujets, pour le terme de trois ans, à commencer le 17. jour du mois de decembre, l'an de Nôtre Seigneur 1485. & finissant le 17. jour du mois de janvier, soleil couchant, que l'on dira 1488. durant lequel tems desdits trois ans toutes guerres & hostilités cesseront, tant par terre que par mer, & par eaux douces, entre lesdits Rois, leurs royaumes, païs & sujets; & pourront lesdits sujets, de quelque état & condition qu'ils soient, aller & venir par terre, naviger par mer, & par eaux douces, marchander de l'un parti pour l'autre & retourner, tant par terre, par mer, que par eaux douces, avec leur biens & marchandises, sans doute d'aucun arrest ou empêchement, soit par marque ou contremarque, représaille, ou autres restrictions quelconques, sans qu'il leur soit besoin d'autre, ni obtenir pour ce faire aucun saufconduit général ou special.

Plus vous fait-on à savoir de par Monditseigneur le Gouverneur, que s'il y a aucuns marchands Angloïs, ou autres à qui aient été faites aucunes extorsions ou actions induës, viennent pardevers Monditseigneur le Gouverneur, & parties ouïes sommairement & de plain, il leur sera fait raison & justice.

Et afin que lesdits Marchands dorenavant ne soient vexez ni molestez sous ombre des droits & devoirs qu'ils sont tenus paier, tant au Roi nôtre dit Seigneur, que à autres, Monditseigneur le Gouverneur a ordonné, que lesdits droits & devoirs seront mis par écrit en un beau tableau, au château royal de Lombrieu, & autres parts, & seront commis & deputéz de par Monditseigneur le Gouverneur aucuns notables hommes, qui auront la charge & commission touchant cette matiere, & expedieront & feront expedier lesdits Marchands de main à main sommairement & de plain.

*TRAITE' D'ALLIANCE ENTRE LES ROIS DE FRANCE
& de Portugal. Fait à Monte-Major le 7 janvier 1485.*

** Jean II.
Portugal
1485.
7. janu.*

JOANNES *, Dei gratia Rex Portugalliz & Algarbiorum, citra & ultra mare in Africa, universis & singulis has nostras patentes litteras inspecturis, salutem in Domino, qui est omnium vera salus. Prosperorum successuum felicia incrementa, Regum & Principum gesta nulla in re verius laudari probatique solent, nihil sane majus aut præclarius videri solet, quàm si suorum majorum vestigiis inherentes, ea, quæ hæreditario quodam jure successerunt, colant, imitentur, & probent, præsertim si suorum subditorum quietem, profectum, & commodum omni ex parte respiciant, tueantur, & foveant. Hinc est, quod prospicientes nos, ac animo volutantes singularem dilectionem & amorem, quæ jam dudum extiterunt inter potentissimos inclitissimæ recordationis Reges prædecessores nostros,

nostros, dum in humanis agerent, serenissimum Principem Ludovicum Christianissimum Francorum Regem, cujus nomine gestarum rerum gloria & accumulata laude mirifice recreamur, necnon Dominum Alphonsum Portugallensium inclitissimum Regem genitorem nostrum: quæ res invicem non modo nostris Regnicolis attulit non mediocre commodum tranquille atque amice vivendi, sed præclarum & singulare exemplum. Quorum gloriosissimorum Regum institutis refragari, aut quidquam detrachere indignum esse ducimus, si officia quæ abunde patres inter se exhibuerunt præstiteruntque, nos qui filii sumus optimo jure imitari, prosequi debeamus; quibus sit ut nostro nomine regnorum subditorumque nostrorum, gentium & incolarum, consolidemur realiter & cum effectu in eodem amore & benevolentiz securitate cum potentissimo Domino Carolo moderno Gallorum Christianissimo Rege consanguineo nostro carissimo, & cum omnibus subditis & vassallis suis, in quibus patres nostri dum viverent extiterunt, dantes, & concedentes eisdem subditis & suis rebus, navigiis, navibus & nauris, naucleis & mercibus plenam & integram securitatem veniendi, standi & redeundi per terram aut per mare, sicut illis melius & expediens videatur, commeari & remeari, navigandi & standi in nostris regnis, civitatibus, locis, villis, & oppidis, portubus ac littoribus, vendendi, mercandi & distrahendi libere & secure omnes & singulas merces, quas ducere, emere, comparare ac distrahere consueverunt tempore inclitissimorum Regum nostrorum patrum, servatis semper antiquis nostris confederationibus & aliis constitutionibus, ordinamentis, juribus, & obligationibus regnorum nostrorum, quibus in aliquo non intendimus derogare, aut præjudicium facere, sicut eas semper firmas & stabiles tenere & observare decrevimus. Et si quando, quod absit, alteri nostrum Regum videatur expediens ab hac concordia & commercio subsistere, pars desistere volens, debeat & teneatur alteri parti ante quatuor menses notam facere talem desistentiam, seu discordiam, ut suis rebus consulant, ne sui subditi, resque suæ sub fide publica & iusto clipeo periclitentur. In cujus rei testimonium veritatis permittimus has nostras literas manu propria subscriptas & nostri sigilli pendenteis robore communitas. Datas in oppido nostro Montis-majoris septima die mensis januarii, anno salutis millesimo quadringentesimo octuagesimo quinto. Sic signatum, *El Rey*.

*CONTRAT DE MARIAGE DE MONSIEUR D'ANGOULESME,
Pere du Roi François I. & de Dame Louise sa femme, fille de
Monsieur Philippe de Savoie, & de feuë Madame Marguerite de
Bourbon. A Paris le 16. fevrier 1487.*

A TOUS ceux qui ces presentes lettres verront, Jâques d'Estouteville, Chevalier, Seigneur de Beine, Baron d'Ivry, & de S. André en la Marche, Conseiller, Chambellan du Roi nôtre Sire, & Garde de la Prevôté de Paris, Salut. Savoir faisons, que pardevant Antoine Satin, & Pierre Pichon, Clercs Notaires du Roi nôtre dit Seigneur par lui établis en son Châtelet de Paris, furent presens en leurs personnes hauts & puissants Seigneurs & Princes Monsieur Charles Comte d'Angoulesme pour lui, & en son nom d'une part, & Monsieur Philippe de Savoie, Comte de Bauge, & Seigneur de Bresse, en son nom, & à cause de Damoiselle Louise de Savoie fille de lui, & de haute & puissante Dame

*Savoie.
1487.
16. fev.*

Madame Marguerite de Bourbon, jadis sa femme, d'autre part, lesquelles parties de leur bon gré, bonne volonté, propre mouvement, certaine science, sans force, fraude, erreur, contrainte, ou decevances aucunes, si comme elles disoient, reconnurent & confesserent en la presence desdits Notaires, comme pardevant nous endroit jugement comme du gré, vouloir, & consentement du Roi nôtredit Seigneur, auquel lesdites parties atiennent par proximité de lignage, & par l'avis, conseil & deliberation de plusieurs Princes, Seigneurs leurs parens & amis, elles avoient & ont fait ensemble les traité, accord, dotiaire, promesses, convenances, & autres choses ci-après declarées pour raison du mariage de Mondit sieur le Comte d'Angoulesme, & de ladite Damoiselle Louise de Savoie, sa future épouse, c'est à savoir ledit Monsieur de Bresse avoit promis, & promet donner & bailler à femme & épouse icelle Damoiselle Louise de Savoie, sa fille, franche & quitte audit Monsieur d'Angoulesme, qui icelle a promis & promet prendre par nom de mariage le plutost que bonnemeut faire se pourra, & dedans le tems qu'il plaira au Roi nôtreditseigneur, si Dieu & sainte Eglise s'y accordent. En faveurs & contemplation duquel mariage icelui Monsieur de Bresse sera tenu, promet, & gage paier, & baille audit Monsieur le Comte d'Angoulesme, ou au porteur de ces lettres pour lui, la somme de trente-cinq mille livres tournois en cette maniere, c'est à savoir, quinze mille livres tournois dedans le jour des épousailles desdits mariez futurs, dix mille livres tournois au jour S. Jean-Baptiste prochainement venant en un an qu'on dira 1489. & le residu montant autre dix mille livres tournois au jour S. Jean-Baptiste ensuivant, qu'on dira 1490. & desdites deux sommes montans a vint mille livres tournois, ledit Monsieur de Bresse baillera bon pleige & caution, & ce pour tout tel droit de succession quelconque, qui à icelle Damoiselle Louise est déjà venu & échue par le trépas & succession de ladite mere, & aussi pour tel droit & hoirie & succession, qui lui pourra competere & appartenir par le trépas dudit Monsieur Philippe de Savoie son pere, & aussi quelles successions & hoiries de sesdits pere & mere, ainsi que dessus est dit, & aussi à toute autre succession collaterale, qui lui pourroit échecir, & avenir du côté paternel tant seulement, icelui Monsieur le Comte d'Angoulesme pour lui, & ladite Damoiselle Louise de Savoie sa femme future, a renoncé & renonce par ces presentes au profit dudit Monsieur de Bresse, & de ses hoirs mâles, tant qu'il y ait hoir mâle descendant de mâle, & en fit & fait cession & transport à icelui Seigneur de Bresse, de laquelle somme de trente-cinq mille livres tournois les deux parts seront converties & employées en heritages, qui sera le propre de ladite Damoiselle Louise de Savoie, & de ses hoirs de son côté & lignée, & le tiers sortira nature de meubles; & au cas que ledit Monsieur d'Angoulesme, ou ladite Damoiselle Louise de Savoie allassent de vie à trépas sans hoirs dudit mariage auparavant que les deux parts de ladite somme eussent esté employées en heritages, en ce cas ledit Monsieur d'Angoulesme, ou ses heritiers, seront tenus de rendre & restituer lesdites deux parts de ladite somme de trente-cinq mille livres tournois dedans l'an après ensuivant à ladite Damoiselle de Savoie, si elle est vivante, ou à sesdits hoirs tenans son côté & ligne; & à faute de paiement, Mondit sieur d'Angoulesme s'en dés maintenant comme des lors pour manutention, constituë, assier & assigne mille livres tournois de rente sur toutes ses terres & seigneuries, & sur chacun lieu, piece, partie, ou portion d'iceux, pour le tout qu'il

en chargea & charge, oblige & hipoteque du tout, au cas dessusdit envers lad Damoiselle de Savoie, & lesdits hoirs tenans son côté & ligne, pour ladite rente de mille livres tournois, à faire dudit paiement, & restitution desdites deux parts de ladite somme de trente-cinq mille livres tournois, rendre, paier, fournir, & faire valoir bonne, solvable, & bien payable par chacun an lors ensuivant, sans aucun déchet, ou diminution, & jusqu'à plein paiement entier, & fait à une fois seulement desdites deux parts de ladite somme de trente-cinq mille livres, & fins en pouvoir diminuer, ou rabatre aucune chose pour raison de la perception de ladite rente. Et outre ce que dit est, & en accroissement & augmentation dudit mariage, disoient lesdites parties, que le Roi nôtre dit-seigneur par ses lettres patentes, considerant qu'à sa requeste & pourchas, ledit traité de mariage a été traité & accordé, la grande proximité de lignage que lesdites parties lui attiennent, les services qu'ils lui ont faits & font chacun jour, & aussi afin que au moien de ladite alliance, icelles parties soient plus enclines à son service, de procurer son bien, & de son royaume, & pour donner courage à ses bons, vrais parens, & serviteurs, de bien & loiaument le servir, & autres causes à ce nous mouvans, a donné & donne ausdits mariez futurs en faveur dudit mariage la somme de vingt-mille livres tournois pour une fois, & que en seureté d'icelle somme, il a donné & transporté à iceux mariez futurs la terre & seigneurie de Melle située & assise au païs de Poitou, ses appartenances & dependances pour eux, & leurs hoirs à la faculté de rachat pour ladite somme de vingt-mille livres tournois à un seul paiement, & aussi que le Roi nôtre dit-seigneur avoit & a donné & transporté ausdits mariez futurs la faculté de pouvoir avoir & retraire pour & au nom de lui la châtellenie & seigneurie de Chisley, appartenances & dependances quelconques d'icelles, que tient & occupe de present Monsieur le Duc de Nemours, & ses coheritiers pour onze mille deux-cens trente roiaux d'or, comme l'on dit, ainsi que tout ce lesdites parties disoient à plein être contenu es lettres de don, données & octroyées, & qui se donneront & octroyeront par le Roi nôtre dit-Seigneur; & que s'il venoit que lesdites terres se rachetassent par le Roi nôtre dit-Seigneur, la moitié dudit rachat apartiendrait à ladite Damoiselle, & aux siens, & au surplus ledit Monsieur d'Angoulesme a donné & donne par ces presentes à ladite Damoiselle Louise de Savoie, sa femme future, la somme de trois mille livres tournois en assiette de terres, aux us & costumes des païs, où les terres ci-après declarées sont situées & assises, les châteaux & places pour sa demeurance pour rien comtez en l'assiette desdites trois mille livres, à icelui doüaire avoit & prendre s tost & incontinent que doüaire aura lieu, sur les terres, places & seigneuries de Romorantin & Châteauneuf sur Charente, qu'il en charge, oblige, assied & hipoteque du tout envers ladite Damoiselle Louise de Savoie; & au cas qu'elles ne pourroient fournir ledit doüaire, & que assiette n'en püst être entierement faite, Mondit-seigneur d'Angoulesme veut & consent, que ladite Damoiselle prenne de prochain en prochain sur ses autres terres & seigneuries, tellement que ledit doüaire lui soit entierement aquis, & assigné. Et s'il avoit que ledit Monsieur d'Angoulesme allast de vie à trépas, auparavant que Madame sa mere, qui tient de present lesdites seigneuries, & qu'à cette cause ladite

Damoiselle Louise de Savoie ne pût jouir desdites terres de Romorantin & Châteauneuf, & autres terres pour fondit doüaire, en ce cas icelui Seigneur dès maintenant pour lors, & deslors pour maintenant, veüt & consent, que lad. Damoiselle Louise de Savoie ait & prenne pour fondit doüaire la terre & seigneurie de Cogniac, & autres terres circonvoisines, jusqu'à ladite somme de trois millé livres tournois par chacun'an en assiette comme dessus, & si elles ne suffisoient, que ce qui s'en faudra lui soit baillé sur le revenu de les autres terres de prochain en prochain; & après le trépas de Madame d'Angoulesme ladite Damoiselle Louise de Savoie prendra fondit doüaire sur lesdites terres de Romorantin & de Châteauneuf, jusqu'à la valeur d'icelui, selon les formes desdites, & delaissera ledit lieu de Cogniac, & aussi a promis & promet led. Monsieur d'Angoulesme faire ratifier, confirmer, & approuver ce present traité par madite Dame sa mere, & consentir que les enfans, qui isseront dudit mariage, si elle survit ledit Monsieur d'Angoulesme, viennent à sa succession, & representant leur pere, & si a été accordé entre lesdites parties en faisant ce present traité, que lesdits futurs époux seront tous joints & communs es biens meubles, & conquests immeubles qui se feront durant & constant leur mariage, selon la coûtume des lieux; & a promis en outre ledit Monsieur d'Angoulesme faire ratifier & approuver le contenu en césdites presentes par madite Damoiselle Louise de Savoie, sa femme future, & de lui faire faire lesdites renonciations, cessions & transports, incontinent après que ledit mariage sera consommé & accompli; & en bailler à Monditieur de Bresse lettres de ratification d'icelle Damoiselle. Toutes lesquelles choses dessusdites, & en césdites lettres contenues & écrites, ledit Monsieur le Comte d'Angoulesme, & Monsieur de Bresse promirent en parole de Princes, & par la foi & serment de leurs corps, pour ce par eux bailler, & jurez corporellement es mains desdits Notaires, à avoir chacun endroit soi à bien agreable, les tenir fermes & stables à toujours, icelles entretenir & accomplir de point en point, selon leur forme, & teneur, sans jamais aucunement venir à l'encontre, fût & soit par voie d'erreur, d'ignorance, de circonvension, ou decevance, ou autrement comme que ce soit, ou pût être, ainçois rendre, paier, & restituer à pur & à plein, & sans aucun plaid, ou procès, tout coûts, frais, mises, dépens, dominages & interets, qui faits & encourus seroient par deffaut des choses dessusdites par eux non faites, tenues, & accomplies deuément, ainsi & par la maniere que dir est, sous l'obligation de tous leurs biens, & de ceux de leurs hoirs, meubles & immeubles presents & à venir, qu'ils en soumirent & soumettront chacun endroit soi pour ce du tout à la jurisdiction & contrainte de ladite Prevôté de Paris, & de toutes autres Justices & Jurisdicions, où trouvez seront pour l'accomplissement du contenu en césdites presentes, & renoncèrent en ce faisant expressement, par leursdits sermens & foi, à toutes exceptions de deception, fraude, barat, cauteles, cavillations, raisons, défenses, oppositions à tout droit écrit, & non écrit, canon & civil, us, stile & coûtumes, établissemens de villes, & lieux, & à toutes autres choses generalement quelconques que l'on pourroit faire, dire, proposer, ou alleguer contre ces presentes lettres, l'effet, & teneur d'icelles, & au droit faisant generale renonciation non valloir. En témoignage de ce, nous, à la re-

lacion desdits Notaires, avons mis le scel de ladite Prevôté de Paris à cescdites lettres, qui passées & accordées furent doubles l'an de grace 1487. le samedi 16. jour de fevrier. Signé, Satin & Pichon.

A Tous ceux qui ces presentes lettres verront, Jâques d'Estouteville, Chevalier, Seigneur de Beyne, Baron d'Ivry, & de Saint André en la Marche, Conseiller Chambellan du Roi nôtre Siré, & Garde de la Prevôté de Paris, Salut. Savoir faisons, que pardevant Pierre Pichon, & Antoine Satin, Clercs Notaires du Roi nôtre dit Seigneur, de par lui établis en son Châtelet de Paris, fut presente en sa personne, haute & puissante Dame, Madame Louïse de Savoie, femme de haut & puissant Prince, Monseigneur Charles Comte, d'Angoulême, laquelle de son bon gré, pure, franche & liberale volonté, sans contrainte, & en la presence du congé, licence, & autorité de Monditseigneur d'Angoulême son mari, laquelle autorité elle reçut de lui en elle pour bien agreable pour faire passer ce qui s'en suit. Reconnut & confessa en la presence, & pardevant lesdits Notaires, comme pardevant nous en droit jugement avoir ratifié, confirmé, approuvé, & par ces presentes, ratifie, confirme, approuve, & a pour bien agreable tout le contenu és lettres de traité de mariage dudit Monsieur d'Angoulême & d'elle, faites & passées pardevant lesdits Notaires, & sous le scel de ladite Prevôté, parmi lesquelles lettres ces presentes sont annexées sous ledit scel, & en ce faisant, en confirmant le contenu audit traité, a renoncé & renonce par cescdites presentes, moiennant icelui traité, & du congé & licence dessusdit, au profit de haut & puissant Prince Monseigneur Philippe de Savoie son pere, Comte de Baugé & Seigneur de Bresse, & de ses hoirs mâles, tant qu'il ait hoir mâle descendant de mâle, à tout tel droit de hoirie & succession, qui déjà lui est venu & échû par le trépas & succession de feuë haute & puissante Dame Madame Marguerite de Bourbon, jadis sa mere, & pareillement à tout tel droit de hoirie & succession qui lui pourra competer, & appartenir par le trépas dudit Monsieur Philippe de Savoie son pere, & aussi à toute autre succession collaterale, qui lui pourroit échoir & avenir du côté paternel, tant seulement & desdites successions, ainsi que dessus est dit, madite Dame Louïse de Savoie fit & fait par cescdites presentes cession & transport audit Monseigneur Philippe de Savoie, & s'en est délaissée, demise, & devétue du tout és mains desdits Notaires, comme en la nôtre souveraine, pour le Roi nôtre dit Seigneur, pour & au profit dudit Monseigneur Philippe de Savoie, & de sesdits hoirs mâles descendants de mâles. Promettant ladite Dame par les foi & serment de son corps, pour ce par elle baillez & jurez corporellement, és mains desdits Notaires, d'avoir à bien agreable, tenir ferme, & stable à toujours, lesdites ratification, renonciation, cession, transport, & tout le contenu ci-dessus, sans jamais aucunement venir à l'encontre, fût ou soit par voie d'erreur, d'ignorance, de circonvension, ou decevance, ni autrement, comment que ce soit ou pût être, ainçois rendre, paier & restituer à pur & à plein, & sans aucun plaid, ou procès, tous coûts, frais, mises, dépens, dommages, & intérêts, qui faits & encourus seroient par défaut de ce, sous l'obligation de tous ses biens, & de ceux de ses hoirs, meubles & immeubles, presens & à venir, qu'elle en soumit & soumet pour ce du tout à la jurisdiction, cohertion, & contrainte de ladite Prevôté de Paris, & de toutes autres justices & jurisdictions, où trouver

seront, pour l'accomplissement du contenu & effet de celsdites presentes; & renonça en ce faisant expressement par seldits serment & foi, de l'autorité dessusdite, à toutes exceptions de deception, fraude, barat, cautelles, cavillations, raisons, défenses, ou oppositions, & à toutes autres choses generalement quelconques, que l'on pourroit faire dire, proposer, ou alleguer contre ces presentes lettres, l'effet, teneur, & execution d'icelles, même tous droits, statuts, privileges, franchises, & libertez, faits, donnez, & introduits pour les femmes, & en leur faveur, & au droit disant generale renonciation non valoir. En témoin de ce nous, à la relation desdits Notaires, avons mis le scel de ladite Prevôté de Paris à celsdites lettres, qui passées furent doubles, l'an mille quatre-cens quatre-vingt & sept, le mercredi yintieme jour de fevrier. Pichon, A. Satin.

*TRAITE' DE PAIX ENTRE LE ROI CHARLES VIII. ET LE DUC
de Bretagne. A Sablé le 20. aoust 1488.*

*Bretagne
1488.
20. aoust.*

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France; A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme pour obvier aux guerres & divisions, & abatre du tout les très-petilleuses & tres dangereuses entreprises faites à l'encontre de nous & de nôtre royaume, il ait été besoin & necessaire, qu'aions mis par deux fois une grande & puissante armée, tant l'année passée, pour cette presente; ait été aussi besoin qu'aions fait marcher nôtre armée au pais de Bretagne; ce que nous faisons à grand regret, pour l'amour qu'avions toujours porté à nôtre tres-cher cousin le Duc de Bretagne, & à icelui pais, parquoi eussions bien voulu, que l'on eût pû deslors pacifier les differends qui étoient entre nous & nôtre dit cousin. Et combien que avons mis en nôtre obeïssance, plusieurs villes & places dudit pais de Bretagne, tellement que par ce moien, & aussi au moien de la bataille, dont il a plu à nôtre Createur nous donner la victoire, il étoit bien en nous de tirer plus avant; toutefois ayant égard aux remontrances & requêtes à nous faites de par nôtre dit cousin, qui a envoyé grande & notable Ambassade devers nous, pour faire & conclure quelque bon traité de paix; Nous pour l'honneur & reverence de Dieu, & que verrions la destruction de nôtre dit cousin, & de son dit pais, avons commis plusieurs grands & notables personnages, pour travailler sur le fait de ladite paix; & après avoir oüï leur rapport, avons finalement été contens de faire cesser nôtre dite armée, & d'accorder à nôtre dit cousin icelle paix. Et sur ce a été fait, passé, accordé, & conclu entre nous & nôtre dit cousin, un bon & fructueux traité de paix, en la forme & maniere que s'ensuit.

Premierement, bonne seureté, vraie & perpetuelle paix, & amitié, union, & concorde est, & dorenavant sera à toujours inviolablement entre le Roi, & le Duc, leursdits hoirs, successeurs, pais & seigneuries.

Et pour ôter les occasions, au moien desquelles ladite paix se pourroit enfreindre, s'il n'y étoit pourvû, le Duc fera promptement vuidier de son pais tous les étrangers, qui audit pais se sont mêlez de la guerre contre le Roi, & les envoiera le Duc incontinent hors dudit pais.

Et avec ce, jamais en quelque tems que ce soit, icelui Duc, ses hoirs, successeurs, & ceux de son dit pais, ne receyront ni entretiendront audit pais aucuns

étrangers, qui soient gens pour susciter, pratiquer, ou faire guerre au Roi, & à son royaume. Et ainsi l'a promis & juré le Duc solennellement, & le promet & jure sur les saints Évangiles de Dieu, & sur le fust de la vraie Croix, pour lui, sesdits hoirs, & successeurs.

Semblablement, pour cette même considération, & afin d'obvier aux merveilleux inconveniens, qui pourroient avenir audit pais de Bretagne, si le Duc marioit les Dames ses filles à aucuns seigneurs, qui fussent enclins & portez à émouvoir guerres & divisions, icelui Duc voulant à ce obvier, ne permettra que lesdites Dames ses filles soient mariées au déplaisir & mécontentement du Roi, & contre son gré. Et pour ce a promis & juré, promet & jure solennellement, comme dessus; que toutes les fois que ses affaires seront disposées à faire quelque traité de mariage pour lesdites Dames, ce sera par le conseil, avis, & consentement du Roi, & non autrement; attendu même que ledit Seigneur a déclaré, qu'il délibère traiter lesdites Dames amiablement & favorablement, comme ses parentes.

Et pour garder, tenir, observer, & accomplir loiaument & de bonne foi tout ce que ditést, tant de faire vider dudit pais de Bretagne, & non jamais y recevoir les étrangers, qui se sont mêlez, ou voudroient se mêler ci-après de faire guerre au Roi, & à sondit royaume, ont accordé, que des mariages d'icelles Dames le Duc fera bailler les scelez des Prelats, Chapitres, Seigneurs d'Eglise, Barons, Nobles, bonnes villes, & gens des Trois Etats dudit pais de Bretagne, en la meilleure & plus seure forme que faire se pourra. Tous lesquels, avec icelui Duc, s'en obligeront sous les plus grandes censures d'Eglise, qu'ils se pourront obliger, & aussi sous peine de deux-cens mille écus d'or, à appliquer au profit du Roi, en cas de contravention. Le pact & promesse dessus dits néanmoins demeurant en force & vigueur, pour le paiement de laquelle somme de deux-cens mille écus d'or, lesdites bonnes villes generally, & spécialement la ville & Comté de Nantes, seront expressement hipotequées, obligées, & affectées.

En outre, vu que le Roi a déjà mis en son obeissance les villes & places de Saint-Malo, Fougères, Dinan, & Saint-Aubin du Cormier, & plusieurs autres dudit pais de Bretagne; & que si l'ost & armée du Roi tiroit en avant, ce seroit la totale destruction & perte dudit pais; le Duc connoissant cela clairement, a voulu & consenti, veut & consent, pour le bien & salvation de sondit pais, & aussi de lui & desdites Dames ses filles, que lesdites villes & places de Saint-Malo, Fougères, Dinan, & Saint-Aubin, demeurent en la main du Roi, avec leurs banlieuës, châtellenies, étenduës, ports, havres, passages, juridictions, ressorts, offices, prerogatives, préeminences, droits, profits, & émolumens, & appartenances quelconques, tant sur la mer que en eau douce, & en terre ferme. Esquelles villes & places de Saint-Malo, Fougères, Dinan, & Saint-Aubin, le Roi aura toute puissance de commettre, ordonner, instituer, & destituer tous officiers, quels qu'ils soient, sans que le Duc ou ses gens y aient que voir, ni que connoître, soit en la mer, soit en eau douce, ou en la terre, sauf en ce qui sera dit & déclaré ci-après.

Et moiennant ces choses, & aussi pour contemplation des mariages à venir d'icelles Dames, & de ce que le Duc veut & entend traiter, faire, & conclure lesdits mariages, par l'avis, conseil, & consentement du Roi, & non autrement,

Icelui Seigneur dès à present fait & fera retirer son ost & armée hors dudit pais de Bretagne, en delaisant garnison seulement esdites villes, qui sont en son obeissance, ou en aucunes d'icelles, ainsi qu'il verra que besoin sera, & pour autant de tems que bon lui semblera.

Et combien que le Roi ait fait plusieurs grans frais, coüts & dépens en cette guerre de Bretagne, & à cause d'icelle, dont il pourroit faire question & demander au Duc, toutefois en faveur & contemplation que dessus, icelui Duc en demeurera quitte & dechargé, & l'en a quitté & quitte le Roi entierement.

Et davantage, le Roi est & sera content, que le Duc reçoive le revenu ordinaire & extraordinaire desdites villes & places de Dinan & Saint-Aubin, en retenant par le Roi en sa main la force, autorité, & tout le surplus desdits lieux, mêmeent les elôtures, ceintures, murailles, tours, portaux, châteaux, fortresses, fosses, fauxbourgs, & banlieues, avec le pouvoir de pourvoir aux offices, & de mettre gens de guêtre à la garde desdits lieux, en tel nombre que bon lui semblera, s'il voit que métier en soit. Pour laquelle garde le Duc ne sera tenu de paier aucune chose, fors seulement les réparations necessaires, & les gages ordinaires des officiers: c'est à sçavoir, tant ceux qui d'ancienneté y ont accoustumé d'estre, que ceux qui y étoient au tems que lesdites villes & places sont venues es mains du Roi, à prendre le tout sur le revenu. Pour lequel revenu lever & recevoir, celui ou ceux que le Duc à ce commettra, seront tenus d'avertir prealablement les chefs, qu'il plaira au Roi ordonner esdits lieux, & de faire serment qu'ils n'y viendront pour autre cause, que pour lever & exiger ledit revenu.

Et si pourra néanmoins le Duc faire poursuite par requeste, & non autrement, pour l'entier recouvrement de tout ce que le Roi retient à present esdits lieux de Dinan & Saint-Aubin, après que le Duc aura fourni à ce qu'il est tenu de fournir de son côté, quant aux choses dessus dites.

Mais entant que touche lesdites villes de Saint-Malo & de Fougères, & leurs appartenances, le Duc n'en pourra faire poursuite de son vivant. Toutefois le Roi a consenti & consent, en faveur & contemplation desdits mariages, que lesdites Dames, après le trepas du Duc leur seigneur & pere, puissent faire ladite poursuite: & s'il est lors connu & trouvé, que le Roi n'y ait droit, soit à cause du titre, qu'il peut & pourra avoir, & qu'il pretend en la totalité dudit pais & duché de Bretagne, après le trepas du Duc, soit par autre juste titre & moien; en ce cas, icelui Seigneur rendra & restituera pleinement lesdites villes de Saint-Malo & de Fougères ausdites Dames, ou à celle d'elles à qui il appartiendra, ou à leurs hoirs procréés de leurs corps, qui naîtront desdits mariages, faits par l'avis, conseil, & consentement du Roi, comme dessus est dit, pourvu qu'il soit prealablement remboursé des mises & dépenses qu'il aura faites pour les meliorations, reparations, & fortifications desdites villes & places de Dinan & Saint-Aubin, en tout & par tout, si d'icelles villes & places de Dinan & Saint-Aubin, n'est autrement appointé entre le Roi & le Duc, ayant le trepas d'icelui Duc.

Mais s'il avoient, que lesdites Dames, ou aucune d'icelles, fussent mariées sans le consentement, avis & conseil du Roi, les dessusdites villes & places de Saint-Malo, Fougères, Dinan, & Saint-Aubin, ensemble toutes leurs appartenances
quelconques

quelconques, demeureront perpetuellement audit Seigneur, pour en jouir audie cas par lui, & ses successeurs Rois de France, comme de leur propre heritage & domaine: & néanmoins seront commises les peines dessus déclarées.

Au surplus, pource que les gens de guerre du Roi auront aucunes fois à loger en la terre du Duc, pour aller & venir ausdites places & villes de Saint-Malo, Fougères, Dinan, & Saint-Aubin, le Duc a consenti & consent, qu'ils le puissent faire licitement, & loger à Dol, & es lieux déelos ou desemparez; moienant qu'ils paieront leur écot raisonnablement, & ne méfèrent à personne, & aussi qu'ils ne passeront outre la riviere de Dinan.

Et au regard des villes & places de Vitté & de Clisson, étans pieçà en la main du Roi, il ne sera tenu de les remettre à autres maintenant, ni pour le tems à venir, fors aux Seigneurs qui les tenoient, lors qu'ils les mit en sadite main.

Et quant aux autres places & lieux du pais de Bretagne, qui par les gens du Roi avoient été prises & occupées, & qui ne sont des appartenances desdites villes & places de Saint-Malo, Fougères, Dinan, & Saint-Aubin, elles seront rendues à ceux qui en étoient possesseurs au tems de la prise d'icelles.

Et si les gens du Roi, ou autres en sa faveur, de quelque nation qu'ils soient, prenoient ci-après aucunes villes ou places dudit pais de Bretagne, le Roi en fera incontinent reparacion & restitution, à peine de perdre tout le droit qu'il peut avoir & pretendre maintenant, & pour le tems à venir, esdites villes de Saint-Malo, Fougères, Dinan, & Saint-Aubin, & l'appliquer au Duc, & à ses successeurs; & néanmoins demeurera le Roi obligé & tenu à ladite restitution.

Et pareillement si les gens du Duc, ou autres en sa faveur, de quelque nation qu'ils soient, par surprise, emblée, ou autrement, prenoient ci-après aucunes desdites villes de Saint-Malo, Fougères, Dinan, & Saint-Aubin, le Duc en fera faire incontinent reparacion, & restitution, à peine de perdre entièrement tout le droit qu'il, & ses heritiers & successeurs, pourroient pretendre esdites villes & places de Saint-Malo, Fougères, Dinan, & Saint-Aubin, à appliquer au Roi, & à ses successeurs; & néanmoins demeurera le Duc obligé & tenu à ladite restitution. Ainsi accordé & conclu à Sablé, le vintieme aoust 1488,

*TRAITE' DE PAIX ENTRE LE ROI CHARLES VIII.
& Maximilien Roi des Romains. A Francfort le 22. juillet 1489.*

AU nom & à la louange de Dieu nôtre Createur, & de toute la Cour celeste, paix finale, bonne alliance, & intelligence à toujours est faite, *Autriche*
1489.
promise, & jurée entre tres-hauts & tres-puissans Princes, Maximilien, 22. juil.
par la grace de Dieu Roi des Romains, tant en son nom, qu'au nom & soi faisant fort de Monseigneur Philippe, Archiduc d'Autriche, mineur d'ans, leurs hoirs, pais, seigneuries & sujets d'une part; & tres-haut, tres-excellent, tres-puissant & tres-Chretien Prince Charles, par icelle même gracie Roi de France, & Marguerite sa femme & épouse, leurs hoirs, pais, seigneuries & sujets, d'au-

viè part, par laquelle toutes rancunes, haines & malveillances des uns envers les autres sont mises jus, & ôtées, & toutes injures de fait, & de paroles remises & pardonnées.

Item. Est avisé, que pour plus grande seurété de ladite paix, & pour être perpétuelle à toujours la presente union & amitié, que la vûë des deux Rois est nécessaire; & à cette fin, dès à present le Roi des Romains envoie ses Ambassadeurs devers le Roi tres-Christien son beaufils, pour aviser du jour & du lieu près la frontiere, où ils devront convenir ensemble & s'entre-voir; auquel jour & lieu ainsi conclu, un chacun d'eux se trouvera sans aucune difficulté.

Item. Quant à la restitution des duché de Bourgogne, & comté de Charolois, ensemble des fruis & levées d'iceux demandez par les Ambassadeurs & Orateurs du Roi des Romains, nagues Etans pardevers le Roi tres-Christien son beaufils, pour ce que le Roi tres-Christien a répondu en vouloir faire selon justice, ensuivant le traité de paix de l'an 1482: comme plus amplement il entend de dire à ladite assemblée, ledit Roi des Romains son beaupere, pour bien de paix, consent que cette demande soit différée & remise jusqu'à ladite vûë & assemblée.

Item. Sur ce que le Roi tres-Christien demande la ville de Saint-Omer lui être dès à present renduë, le différend de ce present article sera remis à la vûë & assemblée desdits deux Rois.

Item. Au regard de ce que lesdits Ambassadeurs ont demandé touchant le fait des pais de Flandres, Brabant, & leurs adherans, ledit Roi tres-Christien desire de tout son cœur pour le bien de Monditseigneur l'Archiduc son beaufriere, qu'ils soient remis en bonne paix, & qu'ils se conduisent honnestement & reverentment envers ledit Seigneur Roi des Romains, ainsi qu'il appartient. Et à ce faire les induira par toutes voies deües & possibles; & promet de bonne foi, autant qu'il peut promettre, d'y faire & de s'y employer loiaument & diligemment pour ledit Roi des Romains, tout ainsi qu'il voudroit être fait pour lui en pareil cas, & d'y garder de tout son pouvoir l'honneur & le profit dudit Sieur Roi des Romains, d'autant qu'il reputera dorenavant leurs fortunes être communes, puisque l'on vient à réunir & reintegrer la paix, amour, bien-veillance, & alliance entr'eux; & pour plustost y donner fin & conclusion, l'on fera envoyer par les Etats dudit pais, d'un parti & d'autre, des gens aians ample pouvoir de travailler & conclure en la pacification des différens, qui peuvent être entre ledit Sieur Roi des Romains & eux; sans qu'il soit plus besoin de retourner devers ceux qui les envoieront pour la conclusion desdites matières; & cependant ne se fera aucun exploit de guerre d'un côté; ni d'autre. Et assure le Roi tres-Christien ledit Roi des Romains son beaupere, qu'il entend en cette matiere, & en toutes autres, garder son honneur & son profit, & n'y avoir point d'autre regard, comme par experience il le montrera; car il fait bien qu'en gardant l'amitié de sondit beaupere, il la doit preferer à toutes autres amitez; ce qu'il lui promet en bonne foi, & parole de Roi de France.

Item. Et tant que touche les prisonniers & serviteurs d'icelui Roi des Romains, qui furent pris à Bruges, & qui de present sont detenus à Gand, ou ailleurs, le Roi tres-Christien fera tellement qu'ils seront delivrez à pur & à plein, quittes de toutes compositions & dépenses; & si aucuns avoient déjà composé, ou païé finance, ils en seront remboursez.

Item. Et au surplus, le Roi des Romains, à la requeste dudit Roi Tres-Chretien son beaufils, reprendra en sa bienveillance Messire Philippe de Cleves, & lui permettra jouir des terres & biens, qui lui pouvoient competer & appartenir, tant par lui comme à cause de Madame sa femme.

Item. Et seront compris en ce present traité de paix, les alliez d'un parti & d'autre, pour eux, leurs hoirs & sujets, si compris y veulent être, ce qu'ils seront tenus de declarer dedans six mois prochains venans; & d'iceux leusdits alliez seront tenus lesdits Rois faire expresse declaration, lors qu'ils jureront d'entretenir ce present traité de paix.

Item. En ce present traité est comprise la personne de Madame la Duchesse de Bourgogne, veuve du feu Duc Charles, & lui sera renduë la jouissance de ses terres de Chaullin & de la Perriere, & autres choses qui lui peuvent competer & doivent appartenir, tant à cause de son doilaire, qu'autrement, selon la forme & les conditions contenues à plein, & declarées es articles faisans mention d'icelle restitution au traité de paix de l'an 1482. lesquels articles seront tenus pour insérer de mot en ce present traité.

Item. Les sujets d'un côté & d'autre retourneront en leurs biens immeubles, à savoir, les sujets & serviteurs du Roi des Romains, & de Monditseigneur l'Archiduc son fils, à tels biens qu'ils peuvent avoir situez dans les roiaumes, pais & seigneuries du Roi Tres-Chretien; & les sujets & serviteurs d'icelui Roi tres-Chretien, aux biens qu'ils peuvent avoir es pais & seigneuries desdits Roi des Romains, & Archiduc son fils, tant à ceux dont ils jouissoient devant les divisions, que depuis le traité de paix de l'an 1482. Et quant aux fruits & levées des heritages & rente, tout ce qui aura été donné & levé depuis le commencement desdites divisions, jusqu'au jour de la paix, par commandement des Princes, leurs Lieutenans, ou commis, demeurera donné & levé, & n'en pourra jamais estre faite poursuite contre les commissaires qui s'en sont entremis, ni contre ceux qui les ont receus, ou qui en ont profité. Quant aux atterages des rentes & cens, dont les termes sont échus, afin d'en oster toutes matieres de procès, ils demeureront à ceux qui en ont le don par lettres patentes.

Item. Quant à toutes autres choses mobilières, quelque don qui en ait été fait, si elles n'ont été levées & transportées des lieux & maisons, où elles étoient auparavant lesdites guerres & divisions, ce qui s'en trouvera estre en iceux lieux & maisons après la paix publiée, appartiendra à celui ou ceux à qui lesdits lieux étoient auparavant la guerre, & les pourront prendre & lever, s'ils les y trouvent, sans qu'on leur puisse bailler sur iceux aucun trouble ou empêchement, pour quelque cause que ce soit.

Item. Touchant Frere Jean d'Euffigny, Abbé du Montier Saint-Jean, Messires Claude de Thoulougeon, Seigneur de Bastie, Antoine Raulin, Seigneur d'Esmeryes, Claude de Thoulougeon, Seigneur de Traves, le Seigneur de Villerval, Frere Jean de Gommebaut, Estienne Dunerest, & Jean Breseille, pour lesquels les Ambassadeurs & commis du Roi des Romains ont requis qu'ils fussent compris en ce present Traité de paix, a été repondu qu'ils y sont compris, & pourront retourner seurement au roiaume, pais, & seigneuries du Roi Tres-Chretien, & rentrer dans leurs biens, où qu'ils soient situez, tant audit roiaume, qu'au Dauphiné, & ailleurs.

Item. Après la dessusdite veuë & assemblée, & que le Roi Tres-Christien aura déclaré finalement audit Seigneur Roi des Romains, son beaupere, les causes de la detention de Monsieur d'Orleans, si ledit sieur Roi des Romains persiste en la requeste qu'il a faite pour ledit Sieur d'Orleans, il sera lors avisé de la forme d'y proceder, en baillant seureté & caution raisonnable & suffisante au Roi, & au royaume de France, qu'il ne leur aviendra jamais mal ni dommage pour le fait dudit Sieur d'Orleans.

Item. Et outre plus, le Roi Tres-Christien accorde en faveur & à la requeste dudit Roi son beaupere, que les villes & places fortes quelconques du pais de Breragne, qui étoient en la puissance & jouissance du Duc dernier trépassé, au tems du traité & apointement dernier fait entre icelui Seigneur & ledit Duc, soient dès maintenant remises es mains de Madame Anne de Bretagne, aînée fille d'icelui feu Duc, moienant & à condition qu'elle sera tenuë de faire voider & fortir entierement les Anglois hors dudit pais de Bretagne, & baillera bonne caution & seureté de ne mettre ci-après lesdits Anglois esdites places & forts.

Avec ce, au cas dessusdit, c'est à savoir, que ladite Dame Anne fasse voider entierement lesdits Anglois hors du pais de Bretagne, & qu'elle baille ladite caution & seureté; le Roi Tres-Christien, en faveur dudit Roi son beaupere, consent en outre, que les places & villes de Saint-Malo, Fougères, Dinan & Saint-Aubin, dont mention est faite audit traité, soient mises en neutralité, & que Messieurs les Ducs de Bourbon & Prince d'Orange tiennent lesdites places neutres, c'est à savoir, ledit Seigneur Duc de Bourbon, en son nom, & ledit Prince d'Orange sous le nom dudit Sieur Roi des Romains.

Et pour ce que lesdites villes & places de Saint-Malo, Fougères, Dinan, & Saint-Aubin sont mises en neutralité es mains desdits Sieurs Roi des Romains, & de Bourbon, par la maniere devant dite, ils promettront & bailleront leurs scellex de les rendre & delivrer à celle des parties à qui le droit en appartient.

Duquel droit, & de toute la question qui peut en être entre ledit Roi Tres-Christien & ladite Dame Anne, sera dit en plustost que possible sera, & au plus tard dedans un an prochain venant, par Juges non suspects, à ce ordonnez, du consentement des parties.

Et ladite Dame Anne pourra envoyer à ladite assemblée des susdits deux Rois, ses Ambassadeurs, Conseillers & serveurs, de quelque état ou condition qu'ils soient, jusqu'au nombre de cent personnes, & au dessous, sans que pour cela ils soient tenus demander ni avoir autre seureté ou saufconduir.

Item. Et par ce present traité les deux Rois demeureront en leur entier en autres choses non comprises en icelui, pour les pouvoir demander & poursuivre par voie de justice comme il appartient, & non autrement.

Item. Et seront dès à present lesdits Rois publier le traité de paix de l'an 1482. dont es articles precedens est fait mention.

Item. Et pour plus grande seureté des choses accordées & conclues, ils bailleront l'un à l'autre reciproquement leurs scellex avec les scellex des Princes, Seigneurs & bonnes villes, qui seront avisés & nommez par ledit Roi Tres-Christien, & les Ambassadeurs que de present envoie devers lui ledit Sieur Roi des Romains son beaupere; lesquels scellex desdits Princes, Seigneurs, & Villes, ainsi avisés, une chacune desdites parties fournira à l'autre au jour & au lieu que

seront pris & accordez par ledit Roi Tres-Chretien, & les Ambassadeurs desdits; & avec ce, les parties se soumettront à la coërtion & contrainte de nôtre Saint-Pere le Pape, sous les fulminations & censures de l'Eglise.

Lequel traité de paix, en tous & chascuns les points & articles ci-dessus contenus, nous susdits Ambassadeurs, Procureurs, & Commis desdits Rois & Princes, avons promis & promettons loiaument & de bonne foi, sous nôtre honneur, au nom d'iceux, de fermement entretenir & accomplir de point en point, & les faire solennellement jurer, ratifier, confirmer, & approuver par iceux Princes; & de ce, en faire bailler & delivrer leurs lettres parentes en forme deuë & suffisante, d'une part & d'autre.

Double de la confirmation d'iceux articles faite par le Roi des Romains, tant en son nom, que pour son fils l'Archiduc.

MAXIMILIEN, &c. Nous en exerçant office de Roi, & voulant avoir la fruition des biens qui viennent de paix, & à nôtre pouvoir éviter les maux infinis & detestables, qui de la guerre s'ensuivent & proviennent, à l'honneur & reverence de Dieu nôtre Createur, qui n'a voulu à nul mortel laisser aucune faculté de donner paix, mais s'en est voulu réserver la totale distribution, comme auteur & Prince d'icelle, & en reverence de sa glorieuse vierge mere, avons agrée, ratifié, & approuvé, agréons, ratifions, & aprouvons par ces ees presentes signées de nôtre main, & en bonne foi & parole de Roi promettons & jurons entretenir, & faire entretenir ledit traité de paix en tous & chascuns ses points & articles ci-dessus accordez, & ce tant en nôtre nom, que pour & au nom de nôtre tres-cher fils l'Archiduc, duquel nous nous sommes faits & faisons forts; & aussi aux noms de nos successeurs & des siens, sans jamais aller pour nous, nôtre dit fils, ou nosdits successeurs au contraire dudit traité, & d'aucuns des points & articles ci-dessus écrits & accordez. Et s'il avenoit, ce que Dieu ne veuille, que par nous, nôtre dit fils, nos successeurs, ou autres de par nous, il fût contrevenu à aucuns desdits points & articles ci-dessus accordez, Nous consentons, que les Princes, tant de nôtre sang, comme autres nos sujets, & les Trois Etats des pais & seigneuries de nous, & de nôtre dit tres-cher fils, ne nous donnent aucune aide, faveur, secours, ou assistance; & que la contravention & défaut, si aucuns sont faits, soient reparez & remis. Et pour mieux encore faire, nous avons audit cas les susdits Princes & Seigneurs de nôtre sang, gens des Etats des pais & seigneuries de nous, & de nôtre tres-cher fils, qui par nôtre ordonnance bailleront ci-après leurs sceulz pour l'entretenement & sécurité d'icelui traité, quitté & quittons par ces presentes de tous services, aides & assistances, que faire nous pourroient. Si donnons en mandement aux gens du Grand Conseil de Nous, & de nôtre tres-cher & tres-amié fils, & à tous nos Baillifs, Senéchaux, Prevosts, Juges, Officiers, ou leurs Lieutenans, & à chacun sur ce requis, si comme à lui appartient, que ces presentes ils verifient & enregistrent en leurs Cours & Auditoires, & tout le contenu en icelles gardent & observent de point en point, sans aller, ni souffrir aller ou faire au contraire, en quelque maniere que ce soit: car ainsi nous plaist-il, voulons, & ordonnons être fait. Et pour ce que de ces presentes l'on pourroit avoir affaire en plusieurs & divers lieux, vou-

Autriche
1489.
22. juill.

lons qu'au *vidimus* d'icelles, ou à l'extraict d'aucuns des points & articles ci-devant contenus, faits sous les sceaux par nous ordonnez aux contrats dans les pais & seigneuries de Nous, & de nôtre dit fils, ou sous autre scel autentique, foi soit ajoûtée en jugement & dehors comme à ces presentes. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre & aposter nôtre scel à cesd. presentes, sauf en autre chose nôtre droit, & l'autrui en toutes. Donné à Francfort le 22. jour de juillet l'an 1489. & de nôtre regne le quatrième. Ainsi signé, Maximilien. Et au dessous: Par le Roi, Monseigneur le Comte de Nassau, la Mouche de Vere, le Prevost du Liege, & autres presens, de Brioul.

*TRAITE' DE PAIX ENTRE LE ROI DES ROMAINS,
& l'Archiduc Philippe son fils, d'une part, & ceux du pais de
Flandres, d'autre, par l'entremise du Roi Charles VIII. souverain de
Flandres. Au Monsils-lès-Tours le premier octobre 1489.*

*Autri-
che &
Flandres
1489.
1. octobre.*

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme naguere nous aions fait bonne, loiale, & perpetuelle paix, amitié & alliance, avec tres-haut & tres-puissant Prince, nôtre tres-cher & tres-ami frere & beaupere, le Roi des Romains, tant en son nom, que pour & au nom de nôtre tres-cher & tres-ami frere & cousin, l'Archiduc Philippe d'Autriche Comte de Flandres, son fils, ainsi que plus à plein est contenu au traité d'icelle paix faite & concluë en la ville de Francfort, par lequel traité entre autres choses a été appointé & entendu, que pour la pacification des différens, qui pouvoient être entre eux d'une part, & ceux du pais de Flandres d'autre, lesdits de Flandres députeront gens aians toute puissance d'y besogner, & à cette cause nôtre dit beaupere ait presentement envoié pardevers nous nôtre cher & ami cousin Engelbert, Comte de Nassau, Chevalier, son premier Chambellan, & nos chers & bien-amez Philippe de Veron, dit la Mouche, premier Ecuier d'écurie de nôtre dit frere & cousin l'Archiduc, Maître François de Bustaidin, Prevost de Liege, Conseiller & Maître des Requêtes de l'Hôtel de nôtre dit beau-pere, ses Ambassadeurs, & avec eux Maître Paul de Bacust, President de la Chambre du Conseil en Flandres, Philippe de Contai, sieur de Forest, Maître Jean Sauvage, ses Conseillers, & Maître Louis Courtois, son Secrétaire, & il soit que pareillement lesdits de Flandres nous aient envoié leurs deputez, c'est à savoir, nos chers & bien-amez, Raphaël, Evêque de..... Abbé de Saint-Bavon, Louis de Bruges, Seigneur de la Gruthuze, Chevalier, Prince de Stechuze, Adrian Villan, sieur de Resseghen, Jean de Menbhenhouë, aussi Chevalier, Maître Pierre de Liguu, Prevost de Rouais, Antoine de Fontaines, Maître Jean de Bure, Jean de la Vallée.... Savoir faisons, que nous, ce considéré, & la grande & singuliere amour, confiance & feuteté, que nôtre dit beaupere prend en nous, ainsi que lesdits Comte de Nassau, Philippe de Veron, & le Prevost de Liege, ses Ambassadeurs, nous ont certifié & affirmé, & attendu que desdits différends lesdits de Flandres se sont entierement soumis à nous comme à leur souverain, ainsi qu'il nous a apparü par le pouvoir donné à leursdits députez, lequel tenons pour suffisant. Nous, pour ces causes, & autres raisons à ce nous mouvans, & même pour

le bien de paix, & afin d'éviter les innombrables maux & inconveniens de la guerre, avons par l'avis & deliberation des Princes de nôtre Sang, & gens de nôtre Conseil, fait concevoir & rediger par écrit certains articles de paix, en quoi a été tellement besogné, que après plusieurs grandes & notables communications sur ce tenuës par les gens de nôtre dit Conseil, tant avec lesdits Ambassadeurs d'icelui nôtre baupere; que avec lesdits deputez de Flandres, a été fait, passé, & conclu un traité de paix en la forme & maniere qui s'ensuit.

Premierement, ledit Seigneur Roi des Romains sera reintegré pleinement & paisiblement en la Mainbourgje, & turelle de Monseigneur l'Archiduc Philippe son fils, Comte de Flandres, & en ce nom aura plein, paisible, & entier gouvernement dudit pais & comté de Flandres, en tel état, autorité & obeissance, qu'il avoit avant le commencement desdits différends entre lui & ceux de Gand, Bruges, Ypres, & leurs adherans.

Item, Ceux qui depuis le commencement desdits différends ont été en loi * esdites villes de Gand, Bruges, & Ypres, supplieront en toute reverence & humilité, audit Seigneur Roi des Romains, en sa présence, ou de celui qui à ce sera de par lui commis, que le plaisir dudit Seigneur soit de les recevoir en sa grace, & leur pardonner toute l'offense qu'ils pourroient avoir faite & commise envers lui & Monditseigneur l'Archiduc son fils, & diront que s'ils l'avoient à faire, ils ne le feroient jamais; laquelle requête se fera en chacune desdites villes, ou au devant des portes d'icelle ville, ainsi que mieux plaira audit Seigneur Roi des Romains, & par chacune desdites loix séparément. Et seront ceux qui la feront, vêtus de noir, desceints, nuë tête, & à genoux.

* C'est à dire, qui ont été Echevins.

Item, Sur ce que les Ambassadeurs dudit Seigneur Roi des Romains ont demandé la maison de Cracimbourg, assise sur le marché de Bruges, être démolie, à cause que icelui Seigneur y fut detenu; & que en ce lieu fût construite une chapelle avec certaines fondations; il a été avisé que ce point & article sera remis à la vûë des deux Rois, dont mention est faite au traité de Francfort, lesquels Seigneurs alors aviseront ce qui en devra être fait pour le bien & seurété d'icelle paix, & semblablement aviseront sur certaines autres fondations, que lesdits Ambassadeurs aviseront être faites esdites villes de Gand & Bruges, pour le remede des ames de ceux qui ont été executez durant lesdits différends.

Item, Pour faire vuider les gens de guerre d'icelui Seigneur Roi des Romains hors du pais de Flandres, & pour recouvrer sa bonne grace, & aussi pour consideration des grandes pertes, & dommages, & interets, que icelui Seigneur & Monditseigneur l'Archiduc son fils ont eüs, en ce qu'ils n'ont jouti dudit pais de Flandres durant lesdits différends, duquel pais ils n'ont cependant reçu aucuns profits, ceux d'icelui pais de Flandres paieront audit Seigneur Roi des Romains, la somme de trois-cens mille écus d'or, de trente-six sols parisis piece, revenans à la somme de cinq-cens vint-cinq mille livres tournois, ou à la valeur qu'ils seront paieez à la monnoie aiant cours audit pais de Flandres, selon la reduction qui sera faite des monnoies par ledit Seigneur Roi des Romains, & les Etats d'icelui pais, laquelle reduction lesdits de Flandres dès à present consentiront, dont le paiement se fera à trois ans, & à trois termes pour chacun an; c'est à savoir, à Noel, Pâques, & Saint Jean, qui est pour chacun an le tiers de ladite somme, sauf que pour plus-tôt faire partir lesdits gens de guerre hors d'icelui pais de Flandres, les paiements

des deux premiers termes se feront à Noel prochainement venant, de laquelle somme de cinq-cens vint cinq mille livres tournois, Monditseigneur l'Archiduc aura six-vints mille livres tournois, & Madame la Duchesse Marguerite Douairiere, vint & un mille livres tournois, pour les dommages qui lui ont été faits pendant lesdits différends, à laquelle Dame sera païé par-dessus tel reste qui lui peut être dû par lesdits de Flandres, à cause de la composition par eux faite en l'an quatre-vints-cinq. Et à l'égard de ceux qui ont été endommagés hors exploit de guerre, pour lesquels les Ambassadeurs dudit Seigneur ont fait doléance, ils auront aussi la somme de quarante-mille livres tournois, qui seront distribués & départies entre eux, par l'ordonnance & bon plaisir dudit Seigneur Roi des Romains.

Item, Que le domaine dudit pais & comté de Flandres sera remis & cedit à ce qu'il étoit du vivant des feus Ducs Philippe & Charles, Seigneurs d'icelui pais, sauf les parties vendues par eux, & par feuë Madame la Duchesse Marie, Comtesse de Flandres, leur fille.

Item, Que lesdits de Flandres accompliront ce qui est contenu en certain article dudit traité de Francfort, faisant mention de la délivrance des prisonniers, qui furent menez à Gand, le tout selon ledit article, & comme s'il fût ici inseré; & demeure Messire Yolfang de Polham quitte de la foi qu'il peut avoir donnée ausdits de Flandres, ou autre pour eux.

Item, Que sur le paiement de ladite somme de cinq-cens vint-cinq mille livres, sera faite à ceux de la ville d'Ypres, touchant leur cote & portion, telle moderation & déduction, que l'on a accoustumé quand aucuns deniers sont imposez, & mis sus audit pais de Flandres, & ce qui leur sera ainsi moderé & rabatu se recouvrera sur les autres villes & quartiers contribuables, à laquelle somme de cinq-cens vint-cinq mille livres ne contribueront aucunement ceux des villes d'Oudenarde, Allost, Tenremonde, Hulst, Nieuport, Furnes, Dixmude, Dunkerque, Bergues, Bourbourg, Gravelines, Furnes-Ambacht, Bergues-Ambacht, Bourbourg-Ambacht, Loo, & Lombardie; & au cas que és villes qui contribueront à ladite somme, soit fait assiete par têtes, ceux desdites villes qui se seront retirez en l'obeissance dudit Seigneur Roi des Romains durant lesdits différends, n'y seront assis.

Item, Et pour le bien & seurété de cette paix, est faite pleine, generale, & entiere abolition, & pardon à tous ceux qui se sont mêlez desdits différends depuis l'an 1482. Et à l'égard d'aucuns, qui furent reservez par la paix de Flandres faite en l'an 1485. ils seront & sont compris en cette presente paix, pour l'honneur & reverence de ce qu'il a plu au Roi en faire instance, & que le Roi des Romains son beaupere lui voudroit bien complaire en plus grandes choses.

Item, Que tous bannissements, de quel parti qu'ils aient été faits, mouvans des différends, partialité, & gouvernement desdits pais depuis ladite paix de l'an 1482. seront & sont mis au néant, & toutes rancunes, injures, & malveillances pardonnées, réserve ce dont il y a procès; lesquels procès seront renvoiez où il appartient selon le traité de ladite paix de 1482. & l'article qui ci-après sera touché.

Item, Que chacun d'un parti & d'autre retournera à tous ses biens, quels qu'ils soient, assis en l'Empire, au royaume, & és pais de Monditseigneur l'Archiduc, selon les articles & provisions de ladite paix de l'an 1482. & dudit traité de Francfort.

Item,

Item, Que tout ce qui a été donné, levé, & quitté des frais & revenus des héritages, ou arrerages des rentes, tant sur les corps des villes, que sur les particuliers, appartenans à ceux qui étoient pour lors en pais contraire, demeurera ainsi quitta, & ne s'en pourra faire poursuite; & si les personnes, biens, ou marchandises des bourgeois & manans es villes du parti des deux Rois, ou dudit pais de Flandres, qui devoient lesdites rentes, étoient de present ou au tems à venir, arrêtez, ou empêchez pour lesdits arrerages, donnez, levez, ou quittez, ledit empêchement sera incontinent ôté.

Item, Que ledit Seigneur Roi des Romains, comme Procureur & Mainbourg de Monditseigneur l'Archiduc son fils, fera donner tel ordre & police audit pais de Flandres, que marchandise y aura cours seur & paisible, & que ceux de Flandres qui seront en pais voisins, ne seront point empêchez en corps, ni en biens, par gens de guerre, ni autrement, pour soldes, ou choses aucunes du tems passé.

Item, Que pour satisfaire aux sommes de deniers qu'il conviendra fournir à cause de ce present traité, ledit Seigneur Roi des Romains, comme Procureur & Tuteur de Monditseigneur l'Archiduc, consentira & consent, que lesdites villes de Gand, Bruges, Ipres, & autres contribuables à la somme dessus déclarée, puissent vendre rentes sur elles, & à ce dés-à-present ledit Seigneur les autorise, & aussi les venditions des rentes qui ont été passées par icelles villes durant lesdits différends, si avant que le peuple y aura consenti en la maniere accoutumée.

Item, Pareillement tout ce qui a été fait durant lesdits différends au nom de Monditseigneur l'Archiduc, en icelui pais de Flandres, par Monseigneur Philippe de Cleves son Lieutenant, la Chambre du Conseil.... demeurera fait, & n'en sera rien retracté, sauf entant qu'ils pourtoient avoir engagé ou aliéné aucune chose du domaine ou des droits appartenans à Monditseigneur l'Archiduc, & sur ce que Monditseigneur Philippe de Cleves, a fait requête pour être reçu à remontrer en tout honneur & reverence ses justifications, & aussi qu'il soit entrevenu en ses états, offices, & pensions, qu'il a toujours eus d'iceux Roi des Romains & Archiduc, desquels il s'est continuellement tenu & tient tres-humble serviteur & sujet, a été dit, que ledit Monseigneur Philippe est compris audit traité de Francfort, & que le Roi Tres-Christien parlera de cette requête au Roi des Romains quand ils se verront.

Item, Que l'estape de Bruges & les nations, seront pour le bien de la marchandise, gardez & entretenus comme ils ont été de tout tems en ladite ville.

Item, Que les procès qui sont au Grand-Conseil desdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc son fils, pour raison des personnes ou des biens étans du ressort de la Cour de Parlement à Paris, seront renvoiez selon l'article de ladite Paix de l'an 1482. & à faute de renvoi, les parties à qui il touche se pourront pourvoir par justice là où il appartiendra.

Item, Que des sentences rendues par défaut & contumace d'une part & d'autre, durant lesdits différends, sera fait tout ainsi qu'il fut en pareil cas ordonné & avisé par ladite Paix de 1482.

Item, Que les prisonniers de guerre d'un parti & d'autre, qui ont payé leurs ransons, seront delivrez, & ceux qui ne l'ont encore payée, seront nus à gracieuse finance & rançon, & moiennant icelle delivrez.

Item, Et quant au fait des privileges, les deputez de Flandres ont répondu qu'ils n'ont aucun pouvoir de besogner en cette matiere, mais au contraire ont charge expresse de requerir la confirmation de tous & quelconques leurs privileges, selon & ensuivant ladite paix de 1482. Il a été appointé que lesdits de Flandres seront entretenus es privileges & usages, dont ils ont jouï du vivant des feus Ducs Philippe & Charles, & auparavant du tems de leurs predecesseurs Comtes de Flandres; & en tant que touche les nouveaux privileges, qu'ils ont obtenus depuis le trépas dudit feu Duc Charles, à la prochaine vûë & assemblée desdits deux Seigneurs Rois ils enverront leurs gens & deputez, aiant pouvoir, instruction, & charge suffisante pour besogner sur la moderation desdits privileges nouveaux, en ce que l'on trouvera que aucune moderation en devra être faite; & par ce present traité & appointement de paix est mis au neant le dernier traité & appointement fait en ladite ville de Bruges l'an 1488. & en seront rendus les lettres comme cassées & de nulle valeur.

Item, Que lesdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc bailleront leurs lettres patentes au Roi Tres Chretien, & aussi à ceux de Gand, Bruges, & Ipres, par lesquelles ils promettont, & jureront sur leur honneur, & en parole de Roi & Prince, entretenir ausdits de Flandres, & faire entretenir tant en general qu'en particulier ce present traité, & ladite paix de 1482. en tous ses points & articles y contenus concernant le fait de Flandres, sans jamais aller, ni venir, ni souffrir aller au contraire, en quelque maniere que ce soit. Et seront iceux Seigneurs bailler semblables promesses par les Ducs de Cleves & de Juliers, & par les Prelats & Nobles, que lesdits de Flandres pour leur seureté voudront & requerront avoir: & s'il étoit contrevenu audit traité, ce que Dieu ne veuille, le Roi Tres-Chretien, comme souverain dudit pais de Flandres, y pourvoira, & pourra donner confort, pour faire reparer ce qui aura été fait contre ledit traité; & aussi si aucune declaration ou interpretation étoit à faire ci-après, il le pourra faire au bien & entretenement de cette paix.

Lequel traité de paix a été par plusieurs fois vû, visité & examiné bien & diligemment, en tous ses points & articles, par lesdits Ambassadeurs de nôtre dit beau-pere, & autres assistants avec eux, & par lesdits deputez de Flandres. Et finalement après que lecture d'icelui traité leur a été publiquement faite en presence de nous, des Seigneurs de nôtre Sang, & gens de nôtre Conseil, ils ont tous d'un même accord, franchement, purement, liberalement, & de leur franche volonté, tant par vertu & autorité de leur pouvoir, & eux faisans fors de leurs Seigneurs & Maîtres, & autrement, en la meilleure forme & maniere que faire se peut, consenti, agréé, homologué, approuvé, & reçu ledit traité de paix; laquelle paix, au nom de leursdits Seigneurs & Maîtres, ils ont solennellement en nôtre main & aux saints Evangiles de Dieu, promis faire garder, tenir, & accomplir loiaument & de fait, perpetuellement & à toujours, & tout le contenu en icelui traité, de point en point selon sa forme & teneur, sans jamais aller au contraire; & aussi de le faire ratifier suffisamment comme il appartient. Et pour ce faire, iceux Ambassadeurs de nôtre beau-pere seront tenus de fournir lettres de ratification de nôtre dit beau-pere, bonnes & valables, en forme dûë, lesquelles lettres seront portées dans nos mains à cette fin dans noel prochain; & aussi l'ont pronis à nous & ausdits Ambassadeurs de nôtre dit beau-pere, les deputez de Flandres; &

au surplus ont voulu & consenti lesdits Ambassadeurs & deputez d'une part & d'autre, que au *vidimus* de certes sous scel autentique foi soit ajoûtée comme à ce present original, le tout sans fraude, barat, ni mal-engin. En témoin de ce, nous avons fait mettre nôtre scel à ces presentes. Donné au Montils lez Tours, le premier octobre, l'an mille quatre-cens quatre-vints-neuf, & de nôtre regne le septieme. Ainsi signé, Par le Roi, le Duc de Bourbon, le Cardinal de Bordeaux, les Comtes de Baugé, les seigneurs de Bresse & de Vendôme, l'Archevêque de Sens, le Vicomte de Rohan, le Marquis de Rotelin Maréchal de Bourgogne, les sieurs d'Orval, de la Trimouille, Desquerdes, Maréchal de France, de Curton, Gouverneur de Limousin, de Baudricourt, Gouverneur de Bourgogne, de l'Isle, du Bouchage, de Grimaut, President des Comptes, de Piennes, d'Anjou, d'Escars, de Champéron, de Mourillon, du Plessis-Bourré, Maître Pierre de Sacierges, Estienne Pascal, Charles Despontoz, Maîtres des Requêtes, & plusieurs autres presens, Parent. Et nous en témoin de ce avons mis à ce present transcrits, ou *vidimus*, le scel de ladite Preyôté de Paris, l'an & jour dessusdits, Signé, Beaufile.

*PROCURATION DE MAXIMILIEN ROI DES ROMAINS,
pour traiter du mariage d'entre lui & Anne, Duchesse de Bretagne.
Donnée à Inspruch le 20. mars 1489.*

MAXIMILIEN, par la grace de Dieu Roi des Romains, tou- *Autriche*
jours auguste, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Lothier, & Bre-
de Brabant, de Limbourg, de Luxembourg, & de Gueldres, Comte de *tagne.*
Flandres, de Tirol, d'Artois, de Bourgogne, Palatin de Hainaut, de Hollande, de *1489.*
Zelande, de Namur, de Zutphen, & de Malines, Marquis du Saint-Empire, *20. mars*
Seigneur de Frise & de Salins: A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut.
Comme dès pieçà & du vivant de feu nôtre cousin, le Duc François de Bretagne,
dernier trépassé, à qui Dieu pardoint, nous eussions par nos gens & Ambassa-
deurs, & les siens, tenu certains pourparlers & traitez d'alliance & de mariage,
entre nous, d'une part, & haute & puissante Princesse Dame Anne, sa fille aînée,
à present Duchesse de Bretagne d'autre part, lesquels traitez & pourparlers, au
moien du trépas dudit feu Duc, sont demeurez à conclure, & il soit que pour y
besogner si avant que de nôtre part le desirons, après que sur ce en avons eû
les avis de nôtre tres-redouté Seigneur Monseigneur l'Empereur, & des Princes de
l'Empire, nous soit chose agréable envoyer aucuns de par nous pardevers ladite
Duchesse, aiant sur ce pouvoir tel qu'en tel cas appartient. Savoir faisons, que
nous constiant à plein és sens, grande loiauté, bonne prudence, discretion, & sus-
sistance que savons être és personnes de nos amez & feaux le Comte de Nassau,
nôtre cousin, le Seigneur de Po'ham Maréchal, Maître Jacques de Gondebault,
nôtre secretaire, & aussi de Loupian, nôtre Maître d'hôtel étant par delà, iceux
avons commis, ordonnez, & établis, commençons, ordonnons, & établissons, nos
Ambassadeurs, Orateurs, & Procureurs speciaux, en leur donnant plein pouvoir,
autorité, & mandement exprés par ces presentes, de pour & au nom de nous,
les trois ou les deux dessusdits sieurs, qui mieux vaquer y pouront, exprés transpor-

ter pardevers ladite Duchesse de Bretagne, lui dire & declarer, & à ceux de son Sang, aussi aux Barons, Nobles, & sujets de ladite duché, si besoin fait, nôtre vouloir, intention, & desir au fait dudit traité & alliance de mariage d'entre nous & elle, entendre & savoir sur ce le sien, & passer & conclure de nôtre part lesdits traité & alliance, selon que l'avons dit & déclaré ausdits Ambassadeurs, fiancer pour & au nom de nous, ladite Dame Anne Duchesse, & faire promesse & serment solennel en l'ame de nous, que la prendrons en nôtre femme & épouse, aussi de en ce cas recevoir le reciproque, à savoir de nous prendre à vrai & leal époux & mari, selon Dieu & nôtre Mere Sainte-Eglise, & au surplus faire en ce que dit est tout ce que bons & loiaux Ambassadeurs, Procureurs, & Orateurs peuvent & doivent faire, & jusques à la consommation dudit mariage, ainsi que faire pourrions si presens y étions, & de ce en bailler leurs lettres telles que besoin sera, promettant en parole de Roi, d'avoir & tenir pour agreable, ferme, & stable à toujours, tout ce que par les dessusnommez les trois, ou les deux d'iceux, sera fait, juré, promis, conclu, & passé, & d'en bailler nos lettres de confirmation, & ratification en forme dde, quand requis en serons. En ténioin de ce, nous avons fait mettre nôtre scel à ces presentes. Donnée en nôtre ville d'Inspruk, le vintieme jour de mars, l'an de grace mille quatre-cens quatre-vints-neuf, & du regnè de nous Roi le cinquieme. Signé, Maximilien. Et plus bas, Par le Roi, Numans. Et scellé.

TRAITE' DE LIGUE ENTRE HENRI VIII. ROI D'ANGLETERRE.

Maximilien Roi des Romains, & Philippe Archiduc d'Autriche, son fils, contre le Roi Charles VIII. A Oking le 11. septembre 1490.

*Autriche
& An-
gleterre.
1490.
11. septe.*

UNIVERSIS & singulis, ad quos presentes litteræ pervenerint. Nos Thomas Louell, Miles, Thesaurarius Cameræ potentissimi Principis & Domini nostri Henrici, Dei gratia Regis Angliæ & Franciæ, & Domini Hiberniæ, & Henricus Ayncefworth, Legum Doctor. in officio privati sigilli ejusdem potentissimi Domini nostri secundarius, commissarii, procuratores, & deputati, salutem. Noveritis, quod cum bellum eo felicius & securius agatur, quo plurimorum Principum auctoritate, consilio, ope & auxilio conducatur, ac communis hostis virtus infirmior & debilior existat, quo in plures adversarios divisa fuerit, idcirco nos commissarii & deputati antedicti cum spectabilibus & prænobilibus viris, domino Ladrone de Guevara, milite, consiliario & camerario, & Magistro Jacobo de Gondebault, secretario in ordinantiis & guerris, sacratissimi Principis Maximiliani Romanorum Regis Ambasiatoribus, negotiorum gestoribus & commissariis, ad dominandi libidinem illustissimi Principis Franciæ Caroli Regis reprimendam mutuo communicantes, ex certis causis & considerationibus dictos Principes nostros ad hoc specialiter hinc inde moventibus, præter & ultra cæteras quilibet pactiones, conventiones, & confederationes inter dictum dominum nostrum metuendissimum Angliæ & Franciæ Regem, ac supradictum potentissimum Principem Maximilianum Romanorum Regem initas & contractas, & eisdem in robore suo nihilominus remansuris, speciales quasdam intelligentias, pactiones, conventiones, amicitias, alligantias, & confederatio-

nes de consensu, voluntate, & mandato expressis ipsius dicti domini nostri Regis, ac virtute potestatis per litteras suas patentes, quarum tenor infra sequitur, nobis attributa, cum supradictis commissariis sacratissimi Romanorum Regis, potestate similiter sufficienti per litteras dicti Regis patentes, quarum tenor etiam subsequitur, munitis, communicavimus, appunctuavimus, contraximus, conclusimus, & concordavimus, ac per presentes appunctuavimus, contrahimus, concludimus & concordamus articulos, promissiones, pactiones, conventiones, allegantias, amicitias & confederationes, quæ sequuntur.

Imprimis, conventum, concordatum, & conclusum est, quod inter dictos illustrissimos & potentissimos Romanorum & Angliæ Reges, hæredes & successores suos, sic una vera, firma, & inviolabilis pax & amicitia, futuris temporibus perpetuò per Dei gratiam duratura; & quod in ea, aliisque conventionibus subsequentibus, comprehendantur sacratissimus Dominus Romanorum Imperator semper augustus, illustrissimi Principes Castellæ & Legionis Rex & Regina, eorumque primogenitus, serenissimus Rex Daciæ, Norvegiæ, &c. Rex Portugallicæ, Electores & Principes Imperii, atque Britannicæ Ducissa, si in eis comprehendendi velint.

Item. Cum Carolus Gallorum Princeps, sui que progenitores nonnulla oppida insignia, castra, dominia, aliaque quamplurima jura illustrissimorum Principum Romanorum, Anglorumque & Hispanorum Regum, illustrissimi Philippi Archiducis Austriæ, & Burgundicæ Ducis, necnon serenissimæ Principis Annæ Britannicæ Ducissæ, cæterorumque Christianæ Religionis Principum, contra omnem juris æquitatem, viribus & astutia nequiter usurpaverint, usurpaverique, atque injuste detineat in præsentem; inter nos oratores, commissarios, procuratores, negotiorum gestores & deputatos antedictos, vice, nomine, & auctoritate illustrissimorum Regum & supremorum nostrorum, concordatum, conventum & conclusum est, quod si dictus Carolus Gallorum Princeps, vel aliquis hæredum aut successorum suorum, aliquem præfatorum Principum supremorum nostrorum Philippum Austriæ Archiducem & Burgundicæ Ducem, seu Britannicæ Ducissam, vel alicujus eorumdem subditos per terram aut mare invaserit, aut guerram de facto fecerit, aut fieri mandaverit, aut aliquis subditorum suorum sine ejus mandato guerram fecerit, & Gallorum Princeps requisitus superinde justitiam denegaverit, aut facere neglexerit, & dictus Rex sic per se aut suos subditos invasus, propter invasionem sibi aut suis sic factam, aut alter Regum prædictorum, propter invasionem Ducis aut Ducissæ prædictis factam, aut justitiam superinde requisitam, & ab ipso Gallorum Principe denegatam neglexit, contra eundem Gallorum Principem se hostem manifeste declaraverit, bellum contra eundem indicendo realiterque agendo, tunc si Rex sic invasus alium Regem non invasum, aut alter Regum prædictorum, propter invasionem Ducis aut Ducissæ prædictorum, alterum Regem ad hujusmodi bellum requisierit, statim post ipsam requisitionem, Rex sic requisitus se ipsius Gallorum Principis hostem fore declarabit, ac manifestabit, ac bellum contra eundem Gallorum Principem, seclusa mora, indicet, guerram per terram & mare contra eundem realiter & suis expensis agendo & proseguendo.

Item, Concordatum, conventum & conclusum est, quod immediatè post sex menses, post requisitionem, ut prædicitur, per alterum dictorum dominorum Regum invasum, alteri non invalo factam, vel citius, si iisdem duobus Regibus id

utile & conducibile visum fuerit, uterque Regum Romanorum & Anglorum prædictorum regnum Franciæ cum tali armatorum potentia, qua possit campum tenere, sequi & suos contra ipsiū Carolum Regem communem eorum adversarium tueri & defendere, ac verisimiliter sua jura ab eo recuperare in propria persona ingreditur, & suis expensis dictum Principem Carolum eorum hostem invadet & realiter prosequetur.

Item, Concordatum, conventum & conclusum est quod si propter invasionem Ducissæ Britannicæ, ut præmittitur, factam, alter Regum Romanorum & Anglorum prædictorum alterum requisierit, uterque eorum immediate post sex menses à tempore requisitionis hujusmodi proxime futuros, vel citius, si utrique eorum utile visum fuerit, regnum Franciæ cum sua potentia, ut supra, personaliter ingredi, dictumque Principem Carolum eorum hostem invadere infestareque, ut præfertur, teneatur, dummodo Britannicæ Ducissæ per dictum Francorum Principem invalsa omnem & omnimodam guerram, tam per terram quam per mare, contra eundem Gallorum Regem & suos pro viribus fecerit & realiter prosequatur.

Item, Inter nos oratores & commissarios antedictos communicatum, concordatum, conventum, & conclusum est, quod postquam uterque Romanorum & Angliæ Regum prædictorum regnum Franciæ cum sua potentia personaliter ingressus fuerit, bellumque invasivum, ut prædicatur, inibi fecerit, neuter eorumdem Regum sine alterius Regis notitiâ & consensu à bello incepto desisteret.

Item, Concordatum & conclusum est inter nos oratores antedictos, & auctoritate qua in hac parte fungimur, nostros supremos suprædictos astringimus, & per præsentis obligamus, quod si post invasionem in regnum Franciæ per utrumque Romanorum & Angliæ Regum prædictorum factam, aliquis eorumdem Regum aliqua castra, villas, munitiones, fortalicia, vel oppida ad alterum eorumdem duorum Regum de jure spectantia evicerit, aut quoquomodo adquisierit, ille sic adquirens per alterum Regem ad quem ea de jure spectare noscuntur, requisitus magna sine difficultate & dilatione eadem eidem requirenti reddere, tradere & deliberare debebit.

Item, Concordatum & conclusum est inter nos oratores & commissarios antedictos, quod neuter dictorum Romanorum & Angliæ Regum treugas, amicitias, confederationes, aut aliquas alias intelligentias, absque assensu & consensu eorumdem alterius cum Carolo Gallorum Principe, aut aliquo successorum suorum, post invasionem per eosdem, ut præfertur, in regnum Franciæ inchoatam inibit, aut faciet, seu iniri aut fieri faciet, aut acceptabit.

Sequitur commissionis tenor illustrissimi Anglorum Regis Oratoribus antedictis concessæ.

HENRICUS, Dei gratia Rex Angliæ & Franciæ, & dominus Hiberniæ, omnibus has præsentis litteras visuris, Salutem, Sciatis, quod pro singulari & summa benevolentia, amore & affectione, quam nos habemus ad excellentissimum & potentissimum Principem carissimum & dilectissimum fratrem nostrum, Maximilianum Regem Romanorum semper augustum, Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Lotharingiæ, Brabantis, Limburgiæ, Luxemburgiæ,

& Gueldria, Comitem Flandria, Tirolis, Arthes, Burgundia, Palatinum de Haynaut, Hollandia, Zelandia, Namur, Zuytphen, & de Malines, Marchionem sacri Imperii, & dominum Frisia & de Salinis, scientes & bene asscurati, quod non minori dilectione nos prosequitur, sicut ipsemet amplissime dixit, declaravit, & pro certo affirmavit per suos oratores ad nos transmissos, & sicuti ad nos scripsit, & diversis vicibus nunciari fecit, nos deliberavimus capere & habere cum prædicto fratre nostro majores intelligentias, confederationes, & alligantias, & cum opus sit ad easdem tractandas constituere aliquas notabiles personas nobis securas & fideles. Notum facimus, quod nos plenè confidentes de industria, fidelitate, prudentia, & doctrina dilectorum & fidelium nostrorum Thomæ Louell, militis, The-saurarii Camerae nostræ, & Magistri Henrici Aynescvorth, Legum doctoris, in officio privati sigilli nostri secundarii, consiliatorum nostrorum, eisdem pro hujusmodi causis & aliis nos moventibus per bonum avisamentum & deliberationem dedimus & damus per præsentem manu nostra signatas auctoritatem, facultatem, & plenam potestatem tractandi, faciendi, & concludendi pro nobis & nomine nostro cum spectabilibus viris, domino Ladrone de Guevara, milite, consiliario & camerario ejusdem fratris nostri, & Magistro Jacobo de Gondebault, suo in ordinantiis & guerris suis secretario, auctoritatem, facultatem, & plenam potestatem ab eodem fratre nostro ad hoc habentibus, omnes intelligentias, confederationes, & alligantias, quæ videbuntur esse bonæ & utiles pro commodo & honore utriusque nostrum, patriarumque & subditorum nostrorum, promittentes in verbo regio ratum, firmum, acceptum & stabile habere omne & totum illud, quod in hac parte per dictos consiliarios nostros tractatum, factum, & conclusum fuerit, sicut si per personam nostram factum, tractatum, & conclusum fuisset, quamvis in eis requiratur mandatum magis speciale. In cujus rei testimonium præsentibus sigillum nostrum apponi fecimus. Data apud Oking septima die septembris, anno Domini millesimo quadringentesimo nonagesimo, & nostri regni sexto. Subscriptio autem talis est ut sequitur : Per ipsam Regem, & de data prædicta auctoritate Parlamenti, Bachelor.

TRAITE' DE PAIX ENTRE LE ROI CHARLES VIII.

& la Duchesse Anne de Bretagne. Fait au Fauxbourg de Rennes.

le 15. novembre 1491.

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France : A tous ceux qui ces présentes lettres verront, Salut. Comme pour l'honneur & reverence de Dieu le Createur, & afin d'obvier à la foule du peuple & aux inconveniens de la guerre, nous desirant de tout nôtre cœur la pacification du disérend ci-après déclaré étant entre nous & nôtre tres-chère & tres-amée cousine Anne de Bretagne, aions volontiers oïi & entendu ce qui nous a été dit & exposé de sa part. Sur quoi finalement au moien d'aucuns nos bons & loiaux parens & des siens, & d'autres gens de bien, qui s'y sont emploiez, certain apoinement de traité ait été fait, conclu, passé, & redigé par écrit, du bon gré & consentement de nous & de nôtre dite cousine, en la forme & maniere qui s'ensuit.

Premierement a été dit & convenu, que le Roi envoie en la ville & cité

*Bretagne
1491.
15. nov.*

de dedans le jour de la fête de Saint Jean-Baptiste prochainement venant, douze notables personnages, garnis, informez, & bien instruits des droits, raisons, titres, causes, questions, différends, & moiens, qu'il pretend & maintient avoir au pais & duché de Bretagne, & leur donnera pleniére & entiere puissance, faculté, autorité, & mandement special, de communiquer lesdits droits, raisons, titres, causes, questions, différends, & moiens, aux commis & deputez de ladite Dame étans en semblable nombre; & aussi de voir & entendre meurement, loiaument, & au vrai, les droits, titres, raisons, causes, questions, différends & moiens, qui seront lors alleguez, & mis en avant d'un côté & d'autre, pour iceux droits veüs en apointer ensemble d'un commun accord & consentement, & en connoître & dire ainsi qu'ils verront être à faire en leur loiauté, selon Dieu, droit, & raison, dedans un an prochainement venant, & si cas étoit que ledit differend ne se puisse vuider dedans ledit an, les deputez d'une part & d'autre pourront prolonger le tems pour un autre an lors ensuiuant.

Et pareillement ladite Dame enuoiara au jour & lieu que dessus douze notables personnages, garnis, informez, & bien instruits des droits, titres, causes, questions, différends, & moiens, lesquels elle maintient & pretend avoir audit pais & duché de Bretagne, & leur donnera pleniére, & entiere puissance, faculté, autorité, & mandement special, de communiquer lesdits droits, raisons, titres, causes, questions, différends & moiens, aux personnages, qui seront commis & deputez de par le Roi, & aussi leur donnera pleniére & entiere puissance, faculté & autorité, & mandement special, de voir & entendre meurement, loiaument, & au vrai, lesdits droits, titres, causes, questions, & moiens, qui seront lors alleguez, & mis en avant d'un côté & d'autre, pour iceux veüs en apointer ensemble, d'un commun accord & consentement, & en connoître & dire ainsi qu'ils verront être à faire selon Dieu, droit, & raison, dedans un an prochainement venant: & si cas étoit, que ledit differend ne se puisse vuider dedans ledit tems d'un an, les deputez d'une part & d'autre pourront prolonger le tems pour un autre an lors ensuiuant.

Item, Que les gens de guerre tant de la nation d'Allemagne, que d'Angleterre, & autres étrangers étans presentement en la cité & ville de Rennes, partiront d'icelle cité dedans dix jours prochainement venans, au plus tard, sauf ce qu'en retiendra ladite Dame pour sa garde & conduite, sous le nombre de quarante étrangers, & le surplus s'en ira hors dudit pais de Bretagne, paisiblement, & sans pourchasser ni entreprendre chose prejudiciable au Roi, ni au roiaume, ni à pais qu'il ait en son obeissance; & pour eux en aller avec leurs biens quelconques, soit par mer ou par terre, le Roi baillera bonne seurété, conduite, passage, & saufconduit.

Item, A été dit & convenu, que ladite cité & ville de Rennes sera dès à present mise en neutralité és mains de Messieurs les Ducs d'Orleans & de Bourbon, & que sous eux Monseigneur le Prince d'Orange sera & est commis irrevocablement du consentement de toutes parts, sans à l'avenir y commettre autre, à bien & loiaument garder ladite cité & ville comme neutre, pour être conduite & regie sous ladite neutralité, & finalement rendre à celle des parties que l'on trouvera ce devoir être par la vuidange desdites questions & différends, & de ce Messieurs les Ducs d'Orleans & de Bourbon, & aussi ledit Monseigneur

seigneur le Prince, bailleront leurs scellez en forme dde, tant au Roi, que à lad. Dame, & aura & jouïra icelui Monseigneur le Prince du revenu de la ville, recette, & châtellenie dudit Rennes, en toutes choses, hors les deniers de foliage, & en prendra les fruits & levées, pendant ladite neutralité, pour partie de l'entretienement de son Etat, & pour ce qu'il conviendra avoir un bon nombre de mortes paies, à lad. cité & ville de Rennes, afin d'icelle garder seurement, il a été appointé, que le Roi fera delivrer audit Monseigneur le Prince, le paiement de quatre-cens mortes paies, qu'il mettra à ladite garde, sous les mains & autorité de Mesditsseigneurs les Ducs d'Orleans & de Bourbon, qui assurement ledit Monseigneur le Prince, & promettront qu'il n'y aura point de faute, tant & si longuement que ladite neutralité durera, lequel paiement se fera par quartiers d'année, ainsi qu'il est accoutumé de faire en tel cas, & pour rate du tems, & ne seront receüs ni mis aucuns autres gens de guerre en ladite cité & ville de Rennes, que par le consentement de Mesditsseigneurs les Ducs d'Orleans & de Bourbon. Et s'il avenoit que aucuns étrangers, ou autres quels qu'ils soient, se parforçassent d'entreprendre sur ladite ville de Rennes, Mesditsseigneurs les Ducs d'Orleans & de Bourbon, & ledit Monseigneur le Prince, & un chacun d'iceux, en avertiront le Roi aussi-tôt que telles dangereuses entreprises viendront à leur connoissance : & pour y obvier & resister ausdites entreprises en cas d'éminent peril, Mesditsseigneurs les Ducs d'Orleans & de Bourbon, bailleront force & aide, pour garder ladite ville és mains de Monditseigneur le Prince, & pour la tenir en seureté sous ladite neutralité ; & sera tenu Monseigneur le Prince de les recevoir, & les officiers qui sont à present à Rennes, exerceront leurs offices pendant ladite neutralité, sous les noms de Mesditsseigneurs les Ducs d'Orleans & de Bourbon, & dudit Monseigneur le Prince sous eux ; & moienant le parterment desdits étrangers à deux journées loin de ladite cité, le Roi fera du tout retirer & departir son ost & armée, étant auprès dudit Rennes, & laissera passer parmi ses royaume, pais, & seigneuries, seurement, & amiablement en toute seureté, amitié & honneur, ladite Dame, & tous ceux de sa compagnie, pour aller en Allemagne, ou ailleurs, devers le Roi des Romains ; & de ce baillera son scellé, & fera bailler les scellez de Mesditsseigneurs les Ducs d'Orleans & de Bourbon, & des autres Seigneurs de son Sang, & autres qui seront avisez. Et en outre, pendant & jusques à la vuidange dudit disferend, ledit Seigneur fera delivrer par chacun an à ladite Dame, la somme de six-vints mille livres tournois, à paier par quartiers en la cité de Lion, ou d'Avignon, lequel qu'il plaira à ladite Dame, sur laquelle somme pour la demie année, il fera avancer & bailler contant dès à present à ladite Dame la somme de soixante mille livres tournois pour le parterment d'elle, incontinant après le parterment desdits étrangers hors de ladite ville de Rennes. Et davantage, ledit Seigneur fera bailler encore dès à present à ladite Dame l'autres soixante mille livres tournois pour une fois, à ce qu'elle puisse tant mieux accoutter aucuns ses affaires, desquels ledit Seigneur a été averti, & elle sera tenue bailler bons drages tant étrangers que du pais, de faire vuider lesdits étrangers dedans ledit terme de dix jours.

Item, Pour ce que les Ambassadeurs de ladite Dame ont remontré au Roi, que ladite Dame s'entendoit aider d'aucunes lettres és titres, qu'elle dit être à Nantez, & ailleurs, és places qui sont és mains du Roi, és villes & places qu'il tient au

païs & duché de Bretagne, & qui servent à son cas particulier, icelui Seigneur a libéralement accordé à ladite Dame, lui bailler le double des lettres & titres qui sont entre ses mains, qui toucheront la cause sur laquelle est prise la dessusdite journée, ainsi qu'il sera requis, lesquels doubles seront baillez, afin qu'elle puisse consulter sa matiere, en attendant ladite journée à laquelle se porteront les originaux nécessaires, pour en bailler & prendre les *vidimus*. Et au regard des autres lettres, titres, documens, & monumens, qui concernent les affaires dudit pais de Bretagne, & sont en la puissance dudit Seigneur, ils demeureront es lieux où ils sont, jusqu'à ce qu'il soit dit par l'issuë desdites questions & différends qui les devra avoir. Et si ladite Dame a aucuns documens, & enseignemens servans au Roi, ladite Dame sera tenuë lui en bailler des doubles, & à ladite journée des *vidimus*, comme le Roi fait de sa part; & se pourra aider ladite Dame des gens de conseil de Bretagne, tels qu'elle voudra choisir pour ladite journée, consultation, & conduite d'icelle matiere durant ledit tems, lesquels pourront aller & venir seulement pour le fait de ladite matiere.

Item, A voulu le Roi & accordé à ladite Dame, qu'elle puisse recouvrer tous les meubles du feu Duc François dernier decedé, à qui Dieu pardoint, quelque part qu'ils soient, ou l'estimation d'iceux.

Item, A été dit & accordé, que les hipoteques & assignations faites & contractées, tant par ledit feu Duc François, qu'aussi par icelle Dame, dont les Ambassadeurs de ladite Dame ont baillé la declaration signée de leur main, & autres, soient acquittées & payées sur le revenu dudit duché, & en fera icelui Seigneur approprier les creanciers, pour en être paieiz par termes & années raisonnablement selon leurs qualitez, ainsi qu'il appartiendra, sans en ce comprendre aucunes dettes faites pour quelque occasion que ce soit à étrangers, quels qu'ils soient, ni à autres, qui ne soient à present au service de ladite Dame, excepté les dettes declarées en la declaration signée desdits Ambassadeurs; de laquelle declaration le Roi baillera certification ausdits Ambassadeurs. Et au regard desdits hipoteques, contractemens, & dettes du tems dudit feu Duc & du tems de ladite Dame, a bonne & raisonnable cause dûs à autres que ausdits étrangers & ceux qui ne sont au service d'elle, comme dit est, elles sortiront leur effet selon le contenu en la declaration, sans toutefois prejudicier à nulle des parties en autres choses.

Item, A voulu & consenti ledit Seigneur, que ladite Dame puisse lever & percevoir les restes, qui pourront être dûs paravant le decés dudit feu Duc, & depuis tant à cause des impositions, fermes, ports, & havres d'icelui pais, & autres tels & semblables droits que autrement. Et au regard des fouages échûs audit pais de Bretagne, depuis le decés dudit Duc, a été accordé, que tous les deniers, qui en auront été reçûs par les receveurs desdits fouages, soient & demeurent au profit d'elle. Et tant que touche les autres deniers d'iceux fouages, qui encore ne sont venus es mains desdits receveurs, ledit Seigneur a accordé & consent, que ladite Dame les puisse avoir & prendre à son profit, jusques à la somme de cinquante mille livres tournois pour une fois, & si tant en est pour ce dû, & si différend avient au recouvrement desdits deniers, les difficultez seront vuïdées par la Chambre des Comptes de Bretagne, ou Juges ordinaires, sans prejudice du droit des parties.

Item, Que ledit Seigneur ne tirera les Nobles dudit pais de Bretagne hors d'iceux.

lui pais, pour aller en ses guerres & armées, si ce n'est de leur bon gré, vouloir, & consentement, pendant la vuidange dudit différend, & demeureront en leurs privilèges & libertez.

Item, Que la justice & sujets seront conduits audit pais & duché, selon les stiles, us, & coutumes gardées & observées par ci-devant en icelui, pais.

Item, A été accordé, que les franchises & exemptions, que ladite Dame a faites à aucuns en reconnaissance des services qu'ils lui ont rendus, sortiront leur effet, & demeureront en leur vertu jusques à la somme de deux-cens livres tournois par an, & au dessous.

Item, Que tant les gens d'Eglise que les seculiers de ladite ville de Rennes, seront gardez & entretenus en leurs anciens privilèges, libertez, & franchises accoustumées.

Item, Sont & seront revoquées, abatties, annullées, & mises au neant, toutes confiscations d'une part & d'autre, & retournera chacun au sien, pour jouir des biens qui seront trouvez en estre & nature, tout ainsi que auparavant desdites confiscations, & nonobstant icelles, & les declarations & dons, qui s'en sont ensuivis.

Item, Que les serviteurs de ladite Dame pourront aller, sejourner, & demeurer avec elle, en Allemagne, ou ailleurs, auquel pais pourront aller & venir sans danger pendant ladite vuidange dudit différend, en eux gardant de méprendre, & de faire chose qui soit au préjudice de ce present traité.

Item, Qu'en faveur de ladite Dame, le Roi traitera honnêtement les Capitaines & Nobles hommes, qui l'ont servie, & les appointera amiablement selon leur état, s'ils se retirent devers lui, & en son service.

Item, Que au *vidimus* de ce present traité, & de chacun article extrait d'icelui sous scel autentique, sera ajouté foi comme à l'original.

Tous lesquels points & articles dessusdits sont ainsi accordez par le Roi & par ladite Dame, sans préjudicier à nulle des parties en autres choses, ni icelles relever en principale matiere.

Savoir faisons, que pour le bien de paix, & aussi pour l'amour que nous portons à nôtre dite cousine Anne de Bretagne, voulant toujours proceder en toute honnêteté, & faire tellement, que chacun connoisse nôtre bonne intention, nous pour ces causes & autres grandes considerations, par l'avis des Princes & Seigneurs de nôtre Sang, & gens de nôtre Conseil, avons fait, loüé, passé, & accordé, faisons, passons, loüons, & accordons par celdites presentes, en la meilleure & plus seure forme que faire se peut, les traitez, pactions, convenances, & articles ci-dessus inferez & écrits, & tout le contenu en iceux; promettant de bonne foi & en parole de Roi, sous l'expresse hipotèque, & obligation de tous nos biens, presens & à venir quelconques, garder, & entretenir inviolablement, & accomplir de point en point lesdits traitez, pactions, convenances, & articles, sans aucunement aller ni venir au contraire, & ainsi l'avons juré aux saints Evangiles de Dieu, pour ce corporellement touchez. En témoin de ce, nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre scel. Donné aux Fauxbourg de Rennes le 15. jour de novembre, l'an de grace 1491. & de nôtre regne. le neuvieme. Ainsi signé, Charles. Sur le repli est écrit, Par le Roi, Messigneurs les Ducs d'Orleans & de Bourbon, les Evêques d'Alby, & de Montauban,

les Sires de Lille, du Bouchage, Maître Guillaume Briçonnet, General des finances, & autres presens. Ainsi signé, Petit, avec paraphe, ledit acte scellé d'un grand scel de cire jaune sur une bande de parchemin.

*TRAITE' DE MARIAGE ENTRE LE ROI CHARLES VIII.
& Anne Duchesse de Bretagne. A Langeais le 13. decembre 1491.*

*Bretagne
1491.
13. dec.*

SACHENT tous presens & à venir, que comme par ci-devant eussent esté, & par grandes & meures deliberations, & precedens traitez, paroles & de mariage entre Tres-Chretien, & superillustissime Prince, Charles Roi de France à present regnant, d'une part: & tres-illustre Duchesse, Madame Anne, fille & heritiere seule & unique de feu de bonne memoire Prince François, Duc de Bretagne, second de ce nom, dernier decedé, d'autre part. Oüi le Conseil de plusieurs tres-illustres Princes & seigneurs du Sang roial, & autres, & aussi de plusieurs gens de conseil, & zelateurs du bien, honneur, & profit, tant commun que particulier desdites parties & pais. Aujourdui date de ces presentes, lesdites parties, eü l'avis & meure deliberation, & pour les causes que dessus, au lieu de Langeais & Diocese de Tours, en la Cour du Roi nostre Sire au Chastel dudit lieu de Langeais personnellement establis, & aussi tres-haut & tres-puissant Seigneur Messire Jean de Chalon, Prince d'Orange, soi voulant, consentant, & même-ment ledit Sieur, de sa grace & bien ordonnée volonté, soumettent & ont soumis eux, leurs hoirs, avec tous & chacuns leurs biens & choses, meubles & immeubles presens & à venir, à la jurisdiction, correction, pouvoit, & ressort de ladite Cour, quant à ce qui ensuit par forme de contrat, alant force & vigueur entant que besoin seroit, de constitution & autorité de loi, & toute autre vertu, autorité, fermeté & stabilité, tels que mieux lesdits Sieur & Dame pourroient desirer tant de droit que de coustume, ont connu & confessé en ladite Cour avoir fait & font entre eux les traitez, pactions, donaisons & convenances ci-aprés declarées & specifiées, & en la forme & maniere qui ensuit.

C'est à savoir, Que lesdits Sieur & Dame, de leur pleine, pure, franche, & liberale volonté, à l'honneur de Dieu nostre Createur, & de toute la Cour Ecclesiastique de Paradis, à l'exaltation de la Foi Catolique, & des saints Sacremens, l'honneur & bien desdites parties & de leursdits pais, ont promis, & dés-à-present consentent prendre l'un l'autre par nom & loi de saint Sacrement, institué & autorisé en son exorde par Dieu nôtre Createur en Paradis, pour estre entre nos premiers parens & estat d'innocence: c'est à savoir le Roi nôtre Sire ladite Dame & Princeesse Madame Anne, en femme & épouse; & ladite Dame le Roi nostredit Sire en mari & époux, par le moien & ministere de nôtre mere sainte Eglise.

Item. Et en faveur & contemplation dudit mariage, & pour lo bien perpetuel & indissoluble de paix entre le Diadème & Couronne de France, & aussi le Duché de Bretagne, pource que chacune desdites parties, par divers moiens qui seroient longs à reiterer, pretendent leur competer & appartenir ledit duché de Bretagne, pour le bien de paix & tranquillité desdits pais, par ci-devant inquietez & assilgez de guerres, & en contemplation de l'honneur, qu'en contractant ledit

mariage, le Roi nôtre Sieur exhibe à ladite, & pour les affections conjugales qu'elle a, & doit avoir ladite Dame audit Sieur, pour elle, ses successeurs, & aians cause, a donné, cédé, quitté, transporté & delaié à toujoursmais, perpétuellement, irrevocablement & à héritage audit Sieur, ses successeurs Rois de France, par titre de donation faite, par cause & raison dudit mariage, sans jamais la revoker par testament, ni autrement, au cas qu'elle irade vie à trépas paravant ledit Sieur, sans aucuns hoirs proctéz d'eux legiimement en leurdit mariage, ce qui n'advient par le bon plaisir de Dieu, tous & chacuns les droits, propriétés, possessions, noms, raisons, actions, & obligations competans à ladite Dame audit Duché, en cedant & transportant dés-à-present comme pour lors pour ladite Dame audit Sieur, tous & chacun ses droits de propriété, possession, seigneurie, noms, raisons & obligations par ci-devant à elle competans & appartenans, en le constituant & le constituant dés-à-present, audit cas, comme pour lors, en choses que dessus & chacunes d'icelles, son procureur comme en sa propre chose, & ce tout en corroborant & fortifiant, entant que besoin seroit, le droit par ci-devant competant audit Seigneur.

Et pareillement ledit Sieur, en faveur & contemplation que dessus, voulant exhiber égale faveur maritale à ladite Dame pour les causes dessusdites, a donné, cédé, quitté, delaié, & transporté irrevocablement, perpétuellement, & à héritage, au cas que ledit Sieur, ce qu'à Dieu ne plaise, aille de cette vie mortelle sans hoirs proctéz legiimement de leur chair audit mariage, tout tel droit, nom, raison, action, obligation, propriété, possession, par ci-devant competant audit Sieur en ladite Duché, sans rien ni aucune chose reserver, en cedant & transportant dés-à-present comme pour lors, par ledit Sieur à ladite Dame, tous & chacuns ses droits de propriété, possession, saisine, noms, raisons, actions & obligations, par ci-devant lui competans & appartenans, en constituant & constituant ladite Dame dés-à-present, audit cas comme pour lors, es choses que dessus & chacunes d'icelles, son procureur, comme en sa propre chose, & ce tout en corroborant & fortifiant, entant que besoin seroit, le droit par ci-devant competant à ladite Dame audit Duché.

Et pour éviter lesdites incommoditez de guerres, & sinistres fortunes vraisemblablement à ensivre entre les pais, que ladite Dame ne convolera à autres nopces, fors avec le Roi futur, s'il lui plaist, & faire se peut, ou à autre prochain & presomptif futur successeur de la Couronne, & lequel prochain hoir sera tenu en icelui cas faire & exhiber au Roi les reconnoissances & redevances, tant honorables que profitables deuës par ci-devant pour raison dudit Duché & appartenances, en la forme & maniere qu'ont fait les Ducs & predecesseurs de ladite Dame; & ne pourront alienier ladite Duché & ses appartenances, en autres mains que dudit Sieur, & de ses successeurs Rois de France, que pour le prix desdites alienations, les hoirs dudit Sieur Roi de France, ne la puissent avoir ni recouvrer, & en cas qu'il y auroit enfans proctéz desdits Sieur & Dame, & ladite Dame surviroit ledit Sieur, icelle Dame jouïra & possèdera entierement ledit pais & Duché de Bretagne, comme à elle appartenant.

Item. En outre ledit Sieur a voulu & consenti, veur & consent, constitué & a constitué par ces presentes, en faveur dudit mariage, à ladite Dame, tout, tant & tel doiaire, que ledit Sieur auroit voulu, consenti & constitué pour dor à feu de

noble memoire la Reine dernièrement trépassée, mere dudit Sieur, que Dieu absolve, à l'instrument duquel dôt ledit Sieur se rapporte, lequel & toute sa teneur de point en point il a voulu & veut estre inseré & incorporé en ces presentes, & de tel effet comme s'il y estoit incorporé.

Item. A voulu & consenti, veut & consent ledit Sieur, au cas qu'il ira de vie à trépas devant ladite Dame, que ladite Dame ait, perçoive, & fasse sien les meubles, soient joiaux, de quelque & tant grand prix qu'ils pourroient être, lesquels elle aura au tems du trépas dudit Seigneur, soient des biens avec la personne, & pour le service de sadite personne, & ailleurs que pour l'entretienement de sa maison, lesquels il veut être & appartenir perpetuellement à ladite Dame & aux siens à toujours.

Et quant à tout ce que dessus est dit, tenir & accomplir, sans jamais faire ni tenir au contraire, lesdits Sieur & Dame, & chacun d'eux ont obligé & obligent eux, leurs hoirs, avec tous & chacuns leurs biens & choses, meubles & immeubles, presens & à venir; & même ladite Dame, en la presence & du consentement, entant que besoin seroit, dudit tres-haut & puissant Seigneur Monsieur le Prince d'Orange, parent, & heritier de ladite Dame, lequel, après qu'il a oüi les choses dessusdites, & chacunes d'icelles, en tant & pour tant que lui peut toucher pour quelconque interest, qui lui puisse competer & appartenir, soi soumettant comme dessus, a ratifié, loué, & approuvé ce que dessus, & audit cas d'abondant fondit droit & interest esdits duché, comté, & leurs appartenances, en telle & quelconque maniere, ou qualité que ce pourroit monter, taxer ou estimer, du consentement de ladite Dame, ledit Prince d'Orange a cédé, quitté & transporté à toujours, irrevocablement audit Sieur & aux siens, parce que audit cas le Roi nôtre Sire a promis lui faire recompense ailleurs, que audit duché, & ont renoncé & renoncent lesdits établis & soumis comme dessus, à toute exception & deception, à tous plegemens, contreplegemens, & oppositions quelconques, & principalement ladite Dame au benefice du Velleien, & à toutes & chacunes les choses à ce contraires.

Desquelles choses les dessusdits Seigneur & Dame, & Prince d'Orange, ont passé autres semblables lettres en effet & substance, en la presence de Maître Pierre Bourreau, licentié aux Loix, Notaire de l'autorité apostolique, pour plus grande fermeté & corroboration des choses dessusdites, & sans que l'une desdites lettres puisse ou doive aucunement prejudicier à l'autre. Ce fut fait audit Langeais lesdits Seigneur & Dame presens, & le Prince d'Orange present & consentant, en presence, conseil & consentement des tres-hauts & puissans Princes, Messieurs Loüis Duc d'Orleans, & Pierre Duc de Bourbon; Charles, Comte d'Angoulesme; Jean, Comte de Foix; François, Comte de Vendôme; Messire Gui de Rochefort, Chevalier & Chancelier de France; Reverends Peres Messires Louis d'Amboise, Evêque d'Alby; Jean de Reli, Docteur en Theologie, Confesseur dudit Seigneur, élu en Evêque d'Angers; avec plusieurs autres de la part dudit Seigneur, & ledit Monsieur le Prince, Messire Philippe de Montauban, Chancelier de Bretagne, le Sire de Guemené, le Sieur de Coëtquen, Grand Maître dudit Bretagne; & plusieurs autres de la part de ladite Dame aussi presens,

Et promirent lesdits Seigneur & Dame, en promesses & paroles roiaux, & ledit Prince d'Orange, par foi & serment de son corps, pour ce baillez corporellement,

de non jamais faire ni venir encontre & incontinent, sans divertir à autres actes lesdits Seigneur & Dame, procedans en la Salle dudit châtel de Langeais, où étoit préparé pour celebrer la niefse, & solenniser lesdites épousailles desdits Seigneur & Dame, & illec en la présence des Notaires ci-dessous signez, les desdits & plusieurs autres Ducs & Comtes, tres-illustissime Princefse, Madame Anne de France, Duchesse de Bourbon, sœur dudit Sieur, & autres Seigneurs & Dames en grand nombre, lesdits Seigneur & Dame, par le ministère dudit Reverend Pere en Dieu, Evêque d'Alby, solenniserent, & firent publiquement leur mariage, & par paroles de present, prirent & épouserent l'un l'autre, comme en tel cas il est accoutumé, & par le ministère dudit Reverend Pere en Dieu, élu en Evêque d'Angers, fut celebrée messe avec la benediction nuptiale. Donné audit lieu de Langeais, & scellé du sceau dont on use aux contrats roiaux en la ville, châtellenie, & ressort de Tours, en témoignage de verité, &c. le treizieme jour de decembre mille quatre-cens quatre-vints-onze.

*LIGUE DE LA REINE ANNE, LOUIS DUC D'ORLEANS,
Pierre & Anne Duc & Duchesse de Bourbon, pour le service
du Roi. A Paris le 5. juillet 1492.*

NOUS Anne, par la grace de Dieu Reine de France, & Louis Duc d'Orleans, Pierre & Anne Duc & Duchesse de Bourbon, voiant & considerant les grandes affaires & damnales entreprises, que les ennemis de Monseigneur le Roi, font de jour à autre à l'encontre dudit Seigneur, & de son royaume, & le grand desordre qui aujourdui est aussi en la maison dudit Seigneur, au moien dequoi icelui Seigneur & ses sujets pourroient être en danger de tomber en grands inconveniens, s'il n'y étoit pourveü. Parquoi nous, qui de tout nôtre cœur desirons le bien, seureté, & prosperité dudit Seigneur & de son royaume, & de tout nôtre pouvoir nous employer & servir, comme ceux à qui plus la chose touche, après nôtre dit Seigneur le Roi, & qui plus y sont tenus, soit requis, & tres-necessaire, que bon amour, union, & intelligence, se prenne par entre nous, afin que mieux puissions servir au bien dudit Seigneur, & de son royaume, & obvier, resister, & pourvoir contre ceux qui à ce voudroient venir au contraire. Et pour toujours entretenir les amitez, sermens, & promesses, qui par ci-devant ont été faits à cette intention, & que iceux soient plus seurement tenus & observez, sans feinte, fraude, ni mal engin; & aussi que dorenavant l'amitié, dont dépendent lesdits sermens, puisse être plus seure & en plus grande fermeté & seureté entre nous. Aujourdui cinquieme jour de juillet, en la presence & entre les mains de l'Archevêque de Narbonne, tenant le fust de la vraie Croix, & autres saintes & precieuses reliques, promettons, & jurons en parole de Princes, par la foi & serment de nos corps, & damnation de nos ames, privation de nôtre part de Paradis, & par le saint Sacrement de Batême, que nous avons reçu, de bien & loiaument servir le Roi, & de nous aimer, entretenir, favoriser, soutenir, & supporter l'un l'autre comme soi-même, en la bonne grace dudit Seigneur, nous employer sans faute nulle aux affaires l'un de l'autre, comme ses propres affaires, porter & soutenir, requerir & faire requerir l'un pour

*Bretagne
1492.
5. juillet.*

l'autre, de toutes choses, qui seront pour le bien, honneur, & profit du Roi, du royaume, & de nous; & quand aucun voudra entreprendre sur aucuns de nous, comme sur notre honneur, état, & biens, & de nos serviteurs, que tous ensemble nous y obvierons, & courrons sus de toute notre puissance. Et pour ce qu'il peut être, qu'aucuns pourroient par ci-après porter paroles, & faire entreprises & pratiques, de nous mettre en défiance & soupçon, malveillance, & malcontentement les uns contre les autres, pour quelque manière & couleur que ce soit, voulant faire nouvelle amitié, ou autre pratique qui pourroit porter prejudice aux fins pour lesquelles nous faisons cette présente amitié, & entre autres le Seigneur de Graville, Amiral de France, par lui, ou autres; nous serons tenus le relever, ou déclarer l'un à l'autre de ceux qui seront sur les lieux, ou aux environs, dedans vingt-quatre heures; & si n'y sommes, à la plus grande diligence que possible nous sera, ayant égard à la distance du pais où nous serons pour lors, & de ne faire avec ledit Amiral, procurer, ou faire procurer aucune amitié ou intelligence, ni à autre de par lui, sans le sçû, vouloir, & consentement de tous nous. Et en outre, nous Ducs d'Orléans & de Bourbon, qui devons être appelez aux affaires dudit Seigneur & de son royaume, promettons & jurons par le serment dessusdit, faire appeler l'un l'autre, ou gens pour nous ausdites affaires. Et s'il avenoit, que aucuns voulussent empêcher que ne nous y trouvassions, que l'un n'y demeure sans l'autre, si n'est par le vouloir & consentement l'un de l'autre. Au surplus, promettons & jurons comme devant, faire tenir & observer à nos amis & serviteurs, à qui en donnerons connoissance, les choses dessusdites; & au cas que noidits amis & serviteurs en seroient refusans, nous déclarerons à l'encontre d'eux.

Item, Promettons & jurons comme dessus, de porter & soutenir nos serviteurs à qui de ce baillerons connoissance, qui nous serviront eldites choses, comme nos propres personnes. Donnè à Paris sous nos seings manuels, & seals de nos armes, le jour que dessus, l'an de grace mille quatre-cens quatre-vints-douze. Signé, Anne, Louis, Pierre, Anne de France.

*TRAITE' DE PAIX ENTRE LE 'ROI CHARLES VIII.
& Henri VII. Roi d'Angleterre. Fait à Etaples le 3. novembre 1492.*

*Angle-
terre.*

1492.

3. nov.

PHILIPPUS de Crevecœur, dominus Desquerdes, & de Lannoi, Marechalus Franciæ, Locum-tenens, & Capitaneus Generalis domini nostri Regis in suis patriis Artesii & Picardiz, ac miles sui ordinis, Ludovicus de Hallewyn, dominus de Pienne, Franciscus de Crequi, dominus de Deurrier, Radulphus de Lannoi, dominus de Morvilliers, milites, consiliarii & cambellani, Joannes d'Offay, Consiliarius & Magister Requestarum hospitii, Ambassiatores, Procuratores, & Commissarii in hac parte serenissimi ac metuendissimi Principis, domini nostri supremi Caroli, Dei gratia Francorum Regis Christianissimi: Omnibus & singulis presentes litteras inspecturis, Salutem. Notum facimus, quod cum probiora mortalibus dona à superis tradi nequeant, quam bona pacis, & longo rerum usu ac ratione semper cognitum sit, pacem esse summum illud & præcipuum munus, quod humano generi conducere queat, satisque compertum sit, quot calamitates & ærumna passim è bello exoriantur, quot vero commoda pax certa & stabilis undique

undique attulerit ; ideirco nos ; quantum fructus & utilitatis Franciæ & Angliæ regnorum incolis ex pace & amicitia antehac inter ipsorum regnorum Reges & Principes initis & contractis accreverit plene cognoscentes ; Nos pro dicto serenissimo Principe nostro Francorum Rege Christianissimo antedictio suisque hæredibus & successeuribus , arque ejus & eorum nomine , autoritate nobis ab eodem Rege nostro per suas litteras patentes commissa , quarum tenor sequitur , & de talis.

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France : A tous ceux qui ces presentes lettres verront , Salut. Comme depuis aucuns tems en-çà nous aions donné charge à notre amé & feal Conseiller & Chambellan le sieur Desquerdes, Chevalier de nôtre Ordre, Maréchal de France, nôtre Lieutenant & Capitaine general de nos pais de Picardie & Artois, & autres en sa compagnie, de tenir paroles, & communiquer avec le sieur d'Aubenay, Chevalier, Lieutenant general pour nôtre frere & cousin le Roi d'Angleterre, & Capitaine à Calais, touchant le bien de paix, trêves, intelligences, & bonnes amitez d'entre nous & nos roiaumes, pais, seigneuries, & sujets, tellement que de present les matieres & choses dessusdites, sont en état & disposition de parvenir à bonne fin, & soit ainsi que pour à icelle donner ordre, & prendre conclusion, soit requis & chose tres-necessaire, commettre & ordonner avec ledit Maréchal Desquerdes aucuns bons, feaux, & notables personages entendus esdites matieres, & auxquels aions toute fiance. Savoir faisons, que nous confiant à plein des grands sens, suffisance, loiauté, & bonne experience d'icelui nôtre Chambellan, le Maréchal Desquerdes, & de nos amez & feaux Conseillers l'Evêque de Noion, le Sire de Piennes, nôtre Chambellan ordinaire ; Jean de la Vacquerie, Chevalier, Premier President de nôtre Cour de Parlement à Paris ; le sieur de Dourrier, Maître Robert Gaguin, General Ministre de l'Ordre de la Trinité des Maturins, les sieurs de Morvilliers, de VVyere de Fouquerolles, & Maître Jean d'Offay, Maître des Requêtes de nôtre Hôtel, à iceux pour les causes dessusdites, & autres grandes raisons & considerations à ce nous mouvans, & principalement pour éviter les inconveniens & grands maux qui à cause de la guerre sont venus, & pourroient avenir ; aussi pour parvenir à toute paix, trêve, intelligence, & bonne amitié, au bien, seureté, & soulagement de nos bons & loiaux sujets, qui est l'une des choses de ce monde que plus desirons après nôtre salut, avons & aux cinq, quatre, ou trois d'eux, dont icelui Maréchal Desquerdes sera toujours l'un, donné & donnons par ces presentes signées de nôtre main, plein pouvoir, autorité, & mandement special, d'eux transporter en telle des villes de nosdits pais de Picardie & Artois, ou ailleurs que besoin sera, où ils verront être à faire, pour illec avec ledit sieur d'Aubenay, & autres gens & Ambassadeurs, que nôtre dit frere & cousin le Roi d'Angleterre y voudra envoyer, & faire trouver de sa part, besogner, traiter, transiger, accorder, appointer, & promettre sur les choses dessusdites, & les dépendances d'icelles, ce qu'ils trouveront, & connoîtront en la meilleure & plus grande seureté que faire se pourra pour le mieux, au bien de nous & de nosdits roiaume, pais, terres, seigneuries & sujets, tout ainsi que serions & faire pourrions, si presens en nôtre personne y étions, & de ce bailler leurs lettres & scellez, aussi recouvrer celles de la part d'icelui nôtre frere & cousin le Roi d'Angleterre, comme il est accoustumé de faire ;

promettant de bonne foi en parole de Roi, avoir ferme & stable à toujours tout ce que par nos députez deslusdits y sera fait, promis, accordé, & conclu par la manière devant dite, & accomplir le contenu de point en point, aussi d'en bailler nos lettres de ratification & confirmation, telles que besoin sera, & au cas appartenendra, sans jamais aller, ni venir, ni souffrir aller ni venir au contraire, en manière quelconque, car ainsi nous plaît-il être fait. En témoin de ce, nous avons fait mettre nôtre scel à celsdites présentes. Donné à Etampes le vint-sixième jour de juillet, l'an de grace mille quatre-cens quatre-vingt-douze, & de nôtre regne le neuvième. *Sic signatum sub plica*, Charles. *Et supra plicam*: Par le Roi, Monsieur le Duc de Bourbon, les Comtes de Vendôme & de Ligni; les sieurs de la Trimouille, de Gib, Maréchal de France; de Baudricourt, Gouverneur de Bourgogne; de Miollans, Gouverneur du Dauphiné; de Grimaut, Sénéchal de Beaucaire; de Saint André, d'Escars, & autres présens, Parent.

Cum Reverendo in Christo Patre domino Richardo Bathenensi & Vellensi Episcopo, ac custode privati sigilli; Egidio d'Aubenay, domino d'Aubenay, milite, & confratre ordinis Gattarii, ac locum tenente generali villæ & marchiarum Calexiæ; Christophoro VVifsvieh, Decano Ecclesiæ Eboracensis, Magno Eleemosinario; Henrico d'Ynesveth Legum Doctore, secundario in officio privati sigilli; & Jacobo Tirello, milite, locum-tenente Castri de Guisnes infra marchias prædictas, illustrissimi Principis Anglorum Regis Ambassiatoribus & Procuratoribus, ad infra scripta per ipsius litteras patentes deputatis, quarum tenor sequitur in hæc verba.

HENRICUS, Dei gratia Rex Franciæ & Angliæ, & Dominus Hiberniæ: Omnibus ad quos præsentis litteræ pervenerint, Salutem. Sciatis, quod nos de fidelitate, industria, & provida circumspectione dilectorum nobis venerabilis in Christo Patris, R. Bathenensis & Vellensis Ecclesiarum Episcopi, ac custodis privati sigilli nostri, Egidii d'Aubenay, Domini d'Aubenay, unius militum & confratrum nostri ordinis gattarii, ac locum-tenentis nostri generalis villæ & marchiarum nostrarum Calexiæ, Christophori VVifsvieh, Decani Ecclesiæ Cathedralis Eboracensis, Magni Eleemosinarii nostri, Henrici d'Ynesveth Legum Doctoris, secundarii in officio privati sigilli nostri, & Jacobi Tirelli, militis, locum tenentis castri nostri de Guisnes, infra marchias prædictas, pletius confidentes, prædictos nostros veros & indubitatos Ambassiatores, Oratores, Procuratores, Commissarios, ac Nuncios generales & speciales assignavimus, fecimus, constituimus, & ordinavimus, assignamusque, facimus, constituimus & ordinamus per præsentis, dantes & concedentes eisdem Ambassiatoribus, Oratoribus, Procuratoribus, Commissariis, & Nunciis, plenam potestatem, auctoritatem, ac mandatum generale & speciale cum carissimo consanguineo nostro Principe Carolo Franciæ seu ejus Ambassiatore, Oratore, Procuratore, Commissario, aut Nuncio, Ambassiatoribus, Oratoribus, Procuratoribus, Commissariis, aut Nunciis, sufficientem potestatem, auctoritatem, & mandatum à præfato Principe Carolo ad hoc habente vel habentibus conveniendi, communicandi, tractandi, concordandi, componendi, paciscendi, & appunctuandi, ac plenarie & integre determinandi, & finaliter concludendi, tam de & super pace perpetua, quam de & super treugis seu guerrarum abstinentiis, & mercium intercursum, ac amicitia, confederatione, & concordia inter nos, hæredes & successores nostros, ac regna

& dominia nostra, necnon subditos, alligatos, confederatos nostros, ac alios nobis facientes & adherentes quoscumque, & dictum Principem Carolum, hæredes & successores suos, atque loca & dominia sua, subditosque, alligatos suos & sibi adherentes, necnon de & super omnibus & singulis contentionibus, questionibus, guerris, causis, querelis, litibus, demandis, & debatis, unâ cum suis circumstantiis emergentibus, incidentibus, dependentibus & annexis, quæ inter nos & præfatum Principem Carolum, hæredes, successores, terras, dominia, subditos, alligatos, facientes & adherentes prædictos hinc inde pendere noscuntur, integrè & finaliter cognoscendi, appunctuandi, concludendi, & determinandi, universaque & singula quæ inter nos appunctuata, conventa, conclusa, concordata, pacta, sive transacta fuerint per fidei interpositionem, & juramenti in animam nostram præstationem, ac per alias vias & media quæ iis in hac parte expedientia visa fuerint, roborandi & assecurandi, necnon à præfato Principe Carolo ejusve Ambassiatoribus, Oratoribus, Procuratoribus, Commissariis, sive Nunciis sufficientem potestatem & auctoritatem à præfato Principe Carolo in hac parte habentibus, quodcumque juramentum licitum in animam ejusdem Principis præstandum nomine nostro exigendum & recipiendum, ac de & super omnibus & singulis præmissis & dependentiis, ab eisdem, omnes & omnimodas securitates, cautiones, obligationes ac litteras sigillatas nomine nostro, hæredum & successorum nostrorum concedendum, faciendum, liberandum & tradendum, necnon à præfato Principe Carolo ejusve Ambassiatoribus, Oratoribus, Procuratoribus, Commissariis, aut Nunciis similes cautiones, obligationes & litteras, prout eisdem Ambassiatoribus, Oratoribus, Procuratoribus, Commissariis, seu Nunciis videbitur expedire, petendum, exigendum & recipiendum, cæteraque omnia & singula in præmissis per eos conclusa, concordata & firmata, concludenda, concordanda & firmanda expediendi, perficiendi, & pro parte nostra perimplendi, ac debite exequendi, etiam si majora sint, & mandatum de sua natura magis exigant speciale, & quæ nosmetipsi facere possemus, si personaliter præsentem essemus in explicatione præmissorum. Quæ omnia & singula præmissa iisdem modo & forma, ut præmittitur, gesta, talem, tantamque vim auctoritatem & effectum volumus obtinere, ac si ea in propria persona fecissemus, promittentes bona fide, & in verbo regio, nos ratum, gratum, & firmiter perpetuo habituros totum & quidquid per dictos Ambassiatores, Oratores, Procuratores, Commissarios, sive Nuncios actum, gestum, seu procuratum fuerit in præmissis, seu aliquo præmissorum. In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes, teste meipso in exercitu meo prope Bolonium super mare, penultimo die octobris, anno regni nostri octavo. Per ipsum Regem. Et de data prædicta auctoritate Parlamenti, Blethd.

Convenimus, contraximus, & conclusimus, & per præsentem convenimus, contrahimus, & concludimus articulos sequentes.

Inprimis, quod bonè, sincerè & perfectè sint & inviolabiliter habeantur & observentur, pax, amicitia, & fœdera inter potentissimos Franciæ & Angliæ Reges antedictos, eorumdem patrias & dominia sua quæcumque, hæredes, successores, vassallos atque subditos suos præsentem & futuros, ac quoscumque alligatos & confederatos utriusque eorum, qui in ista pace comprehendi voluerint, & se comprehendi velle infra tempora, & sub forma inferius limitata, declaraverint, necnon inter Illustrissima Franciæ & Angliæ, regna per terram, mare, portus mar-

& aquas dulces, & quod dictæ amicitia, pax, & fœdera suum habeant effectum immediate post datam præsentium, & durent vita utriusque Principum prædictorum durante, & alterius eorum diutius viventis, & per annum integrum, post obitum ultimo ipsorum morientis. Ita tamen, quod successor Regis præmorisantis dictam amicitiam & pacem, infra annum à die obitus sui prædecessoris, tenebitur per suas litteras magno suo sigillo sigillatas hanc amicitiam ratificare & confirmare, dictamque ratificationem & confirmationem Regi superstiti notificare, transmittere, & deliberare.

Item. Quod durante termino prædicto bella, guerræ, hostilitates, & inimicitia quæcumque inter præfatos Franciæ & Angliæ Reges, eorundemque, ut supra fertur, hæredes & successores, vassallos, subditos, & confœderatos quoscumque, qui in præsentii tractatu, ut præmittitur, comprehendi voluerint, necnon jam dicta inclitissima regna, patrias, & dominia sua quæcumque, ubique locorum per terram, mare, littora maris, aquas dulces, omnino cessabunt.

Item. Quod omnes & singulæ utriusque dictorum Principum, eorumque hæredum & successorum, aut eorum alterius, ipsorumque alligatorum in hac parte comprehensorum vassalli & subditi, sint Principes, Archiepiscopi, Episcopi, Duces, Marchiones, Comites, Barones, Mercatores, aut cujusvis status conditionisve existant, durante pace antedicta, ubivis locorum sese mutuis officiis prosequantur, & honesta affectione pertractent, possintque libere, tute, & secure, absque aliqujus offensâ aut salvo conductu sive licentia, ubique perlostrare per terram, per mare, & aquas dulces navigare hinc ubique ad portus, dominia & districtus quoscumque, voluerint morari, mercari, merces, mercimonia, arma & jocalia quæcumque, si statuta municipalia antehac condita non obstant, emere & vendere, ac ut eis placuerit, illinc ad partes proprias, vel alibi, libere, quoties duxerint, abire cum suis aut conductis vel commodatis navigiis, plaustris, vehiculis, equis, armaturis, mercimoniis, sarcinulis, bonis, & rebus suis quibuscumque, absque ullo impedimento, offensâ, arrestatione ob causam maris, contramaris, represaliarum, aut alia distractione quacumque, tam in terra, quàm in mari & aquis dulcibus, quemadmodum patriis in propriis hæc omnia facerent, aut eis ea facere liceret.

Item. Quod omnia munera sive onera ab aliquo dictorum principum in cujusvis eorum patriarum sive dominiorum partibus, citra aut infra triginta annos ante datam præsentium imposita mercatoribus & subditis alterius Principis, ejusve hæredum & successorum nocua, durante hac pace penitus sint extincta, & quod talia aut consimilia hac amicitia durante amodo non imponantur, salvis tamen semper quoad alia omnibus regionum, urbium, & locorum legibus, statutis & consuetudinibus, quibus nihil quoad eorum jura per præmissa derogatum censeatur.

Item. Quod omnes mercatores, etiàm Veneti aut Florentini, possint per mare & aquas dulces, armati vel non armati, cum suis propriis mercibus aut alienis in navibus, carenis, aut galeis propriis sive alienis in regna Franciæ & Angliæ, & eorum utrumque, tute, libere & secure venire, & ad tunc quo velint, abire durante amicitia antedicta, quandocumque, & quotiescumque voluerint, absque violentia, disturbio, molestia, aut gravamine quocumque per dictos Franciæ & Angliæ Reges, sive eorum aliquem, aut eorundem hæredes & successores, sive ipsorum, vel alicujus eorundem subditos, vassallos,

aut alligatos, aut eorum alligatorum hæredes, aut successores, in iis amicitiiis comprehensos, subditos vel vassallos fuerit attentatum, actum, vel gestum, nihilominus tamen hæc pax sive amicitia in suis viribus durante termino prædicto permanebit, & pro ipsis attentatis solummodo punientur ipsi attentantes, & damnificantes, & non alii.

Item. Quod in præsentis tractatu pacis & amicitie comprehenduntur alligati & confederati utriusque partis subsequenter nominati, videlicet pro parte Christianissimi Regis Francie, Sacra Majestas Imperialis cum Electoribus Imperii, serenissimi Principes, Reges Castellæ & Aragonum, Hungariæ, & Bohemiæ, Neapolis, Scotiæ, Portugalliæ, & Navarræ, potentissimique Principes, Dux & tota Domus Bavaricæ, Duces Sabaudicæ, Mediolani, Lotharingiæ, Gueldriæ, Dux & Communitas Venetorum, Princeps, Civitas, & Communitas Leodiensis, Communitas Florentinorum & Siennensium, Ligæ novæ & antiquæ Suetentium * confederatorum, & alii quicumque quos Rex ipse Franciæ in suis litteris præsentis tractatus confirmatoriis nominare voluerit, ac pro parte illustrissimi Regis Angliæ, sacratissimus Princeps Maximilianus Romanorum Rex, ejusque filius Dominus Philippus, Archidux Austriæ, eorundemque hæredes & successores Reges Hispaniæ, Portugalliæ, Neapolis, & Daciæ, Duces Calabriæ, & Ferrariæ, & Societas ac Communitas Hansiæ Teutonicæ, & alii quicumque, quos ipse Rex Angliæ in suis litteris præsentis tractatus confirmatoriis nominare voluerit. Qui quidem alligati & confederati prædicti, videlicet præfati Rex Romanorum ejusque filius Dominus Philippus Archidux Austriæ, infra quatuor, & reliqui infra duodecim menses datæ præsentis tractatus, proxime & immediate sequentes, per litteras magno sigillo suo sigillatas, Principi eos comprehendenti, si per eum velint comprehendere, declarabunt & significabunt, idemque Princeps alteri Principi infra dictos quatuor menses, quoad Regem Romanorum & dominum Archiducem ejus filium; & quoad reliquos, infra duodecim menses, per litteras suas magno sigillo suo sigillatas præfatis litteris dictæ comprehensionis declarationis annexas, eandem declarationem notificabit, & priusquam prædicta notificatio, ut præmittitur, facta fuerit, dicti nominati de comprehensis nullatenus consensuntur.

* Des
Suisse.

Item. Et si dictus Romanorum Rex, ejusve filius Dominus Archidux prædictus, pro se, hæredibus & successoribus suis atque patriis, modo, tempore, & forma prædictis declaraverint se velle in præsentis tractatu comprehendere, & postmodum præfatus Rex Franciæ, ejusque hæredes aut successores contra eos vel eorum alterum per captionem alicujus villæ, nunc sub obedientia eorum vel alterius eorum existentis, bellum moverit, vel cum exercitu seu potentia armorum eorundem vel eorum alterius patrias, terras, vel dominia intraverit, tunc & in isto casu bene licebit præfato Angliæ Regi, ejusque hæredibus & successoribus, præfato domino Regi Romanorum, ejusque filio domino Archiduci, eorum hæredibus & successoribus succurrere & subvenire, præsentis tractatu non obstante, seu in suo robore nihilominus manente. Etsi præfatus Rex Romanorum, vel ejus filius Dominus Archidux prædictus, aut aliquis alius nomine eorum, vel hæredum aut successorum suorum, per captionem alicujus villæ nunc sub obedientia præfati Regis Franciæ existentis, eidem Regi Franciæ ejusve hæredibus aut successoribus bellum moverit, vel cum exercitu seu potentia armorum patrias sub obedientia sua nunc existentes intra-

verit, tunc & in isto casu non licebit prefato Principi Angliæ eisdem juvare gentibus, armis, vel pecunia.

Item. Si per subditos vel adhaerentes prefati Regis Romanorum, aut Domini Archiducis ejus filii prædicti, eorumve hæredum aut successorum, contra jura, patrias, aut subditos prefati Regis Franciæ modo hostili, aut via facti aliquid fiat aut attentetur, quod in damnum & præjudicium eorundem Principis aut subditorum cedere possit, & prefatus dominus Rex Romanorum ejusve filius dominus Archidux prædictus, eorundemve locum-tenentes, aut officarii, pro justitia & reparatione supra hoc faciendam debite submoniti & requisiti, justitiam & reparationem infra unum mensem ipsam submonitionem proxime sequentem facere denegaverint, vel neglexerint, tunc & in isto casu prefatus Rex Franciæ, ejusve locum-tenens sive commissarius, prefato mense elapso, sua autoritate & per viam facti ad reparationem hujusmodi faciendam procedere poterit, absque eo quod propter hoc præfens pax seu amicitia in aliquo rumpatur aut violeatur.

Item. Quod omnes & singuli habitatores, incolæ, & subditi civitatis, villarum & baillivatum de Tornaco, Tornesio, Mortagne, & Sancto-Amando, tanquam subditi regni Franciæ sint nominatim & expresse in præfenti tractatu comprehensi.

Item. Quod pro firmiori & inviolabili prædictarum pacis, amicitia, & fœderis observantia & observatione, electi & nominati sint ex parte ipsius Christianissimi Regis Franciæ conservatores subsequentes. Primo videlicet pro patria & Ducatu Normanniæ, potentissimus Princeps Dominus Dux Aurelianensis; pro patria Lingæ Occitaniæ, & aliis partibus regni, in quibus non erunt nominati conservatores, potentissimus Princeps Dominus Dux de Borbonio; pro patria & Ducatu de Guienne, dominus Comes d'Angoulesme; pro patria & Ducatu Britanniæ, dominus Princeps de Orengia; pro patriis Artesi & Picardia, ipse dominus Desquerdes; pro patria, ducatu & comitatu Burgundiæ, dominus de Baudricourt; & pro partibus maritimis, dominus de Gravelle, Admiraldus Franciæ, salvo mari Aquitano, in cujus districtu dictus Princeps de Orengia erit conservator. Poteruntque conservatores supra nominati in patriis & locis sibi ordinatis delegare & deputare commissarios sub se.

Et si aliqui ex prænominatis conservatoribus ab hac luce decederint, successores eorum in statu gubernatoris seu locum-tenentis patriatum in quibus committuntur, habebuntur, quoad hanc conservationem, loco dictorum decedentium.

Et pro parte dicti serenissimi Principis Angliæ, præclarissimus avunculus suus illustrissimus Dux de Bethfort, Cancellarius, Thesaurarius, & Admiraldus, Angliæ deputatus, custos etiam portuum, custos privati sigilli, & locum-tenens dicti Regis Calæiæ pro tempore existentes. Qui quidem conservatores dictorum Principum, ac utriusque eorum, & duo aut unus ipsorum, ex parte saltem Principis subditorum damnificantium, qui super hoc requireretur, vel requirentur, habeat seu habeant autoritatem & potestatem, virtute hujus tractatus, ipsos damnificantes coram se vocandi, conveniendi & examinandi, & ipsos sic examinatos, secundum quod justitia exigit, convertendi, & puniendi, attentata & damna contra vires hujus tractatus illata una cum expensis damnificantium rescindi &

reparandi. Et si contingat ipsos conservatores, per ipsos Principes sic ut præmittitur nominatos, vel ipsorum commissarios super reformationem aliquorum dictorum attentatorum fore discordes, & inter eos superinde concordare non valentes, quòd eo ipso & ex tunc causa illa referatur Consilio Principis subditorum sic damnificantium, aut si opus sit utriusque Principis, dum tamen dicta causa vivo coram conservatoribus, aut unius vel utriusque Principis Consilio, ventilanda summarie & de plano coram eis examinetur, & felici Marte terminetur, & dictorum conservatorum pro utraque parte scientia interlocutoria & definitive præcepta & decreta incontinenti & indilate dabuntur executioni, non obstantibus appellationibus quibuscumque.

Item. Conventum & conclusum est, quòd præfatus illustrissimus Rex Angliæ dictam amicitiam sic inter eum ejusque hæredes & successores & Christianissimum Regem Franciæ atque ipsius hæredes & successores, ut præmittitur, contractam, atque omnia & singula capitula prædicta in iis litteris contenta per litteras suas parentes suo magno sigillo sigillatas, manuque propria subscriptas, & juramento vallatas, ratificabit & confirmabit, ipsamque amicitiam & capita sic per eum ratificata, confirmata, & jurata, per tres status regni Angliæ, videlicet per Prælatos & Clerum, Nobiles, & Communitates ejusdem regni, & debite convocatos, infra duodecim menses proxime post datam præsentium ratificari & confirmari faciet, & peræquè etiam serenissimus & christianissimus Rex Franciæ amicitiam & capita antedicta per suas litteras parentes magno suo sigillo sigillatas, atque manu propria subscriptas, & juramento vallatas ratificabit & confirmabit, ipsamque amicitiam & capita sic per eum ratificata & jurata per tres status regni sui Franciæ, videlicet per Prælatos & Clerum, Nobiles, & civitates ejusdem regni rite & debite convocatos, infra dictos duodecim menses ratificari & confirmari faciet, atque uterque Principum prædictorum prædictam amicitiam & omnia capita antedicta per Sedem Apostolicam, & autoritate ejusdem, infra sex menses, dictos duodecim menses proxime sequentes, confirmari, vallari & roborari pro viribus procurabit, & cum effectu faciet. Et insuper uterque Principum prædictorum, infra terminum prædictum, instanter & cum effectu requirer Sacrosanctam Sedem Apostolicam, & Summum Pontificem, qui ferat sententiam excommunicationis nunc pro tunc, & tunc pro nunc, in eum ex prædictis duobus Principibus, qui omnia & singula capita in præsentì tractatu contenta, quatenus ipsum concernunt, non observaverit, præter & ultra sententiam interdicti in ejus regna, terras, parcias, & dominia, non obstante aliquo privilegio in genere vel in specie illis aut eorum alicui sub quacumque verborum serie concessio, cui dicti Principes palam, publice, & expresse renuntiant, & nos nominibus eorundem sufficienti autoritate in hac parte nobis attributa renunciamus expresse in iis scriptis. Insuper nos serenissimi & christissimi Domini nostri Regis Franciæ Ambassiatores & Commissarii antedicti promittimus, & eundem Dominum nostrum supremum Regem Christianissimum potestatem, ut præmittitur, ab ipso nobis commissis obligamus per præsentem, quòd idem Dominus noster Franciæ Rex omnia & singula præmissa ratificabit, autorisabit, & confirmabit, eaque realiter & cum effectu pro parte sua exequetur, & faciet quòd præmissorum tenor exigit & requirit, suasque litteras parentes subinde debite confertas magno suo sigillo munitas, illustrissimo Principi confratri & consanguineo suo carissimo Angliæ Regi supradicto, cum ad hoc debite requisitus

fuerit, liberabit, liberative faciet. In quorum omnium & singulorum testimonium & approbationem nos Ambassiatores Franciæ supra nominati præsentis litteras signis nostris manualibus subsignatas sigillo domini Desquerdes pro nobis omnibus muniri fecimus. Datum apud Stapulas supra mare, tertia die novembris, anno Domini 1492. Sic signatum, Philippe de Crevecœur, F. de Creguy, Lotiis de Hallevyn, Raoul de Lannoy, & J. d'Auffay.

DIE decima quinta mensis decembris, anno Domini 1492. Indictione decima, Pontificatus Sanctissimi in Christo domini nostri, domini Alexandri divina providentia Papæ sexti anno primo, in nostrorum Notariorum publicorum & testium infra scriptorum ad hæc vocatorum præsentia personaliter constituti nobiles & potentes domini, dominus Gilbertus de Chabannes, dominus de Curton, miles ordinis sancti Michaëlis, ac Gubernator patriæ Lemovicensis; & dominus Stephanus de Vesc, dominus de Grimault, Senescallus Bellicardi, & Cambellanus ordinarius supremi domini nostri Regis Franciæ Christianissimi, ad hæc per ipsum specialiter ordinati & commissi, existentibus simul cum nobilibus & potentibus domini domino Egídio d'Aubenay, milite Ordinis Garterii, locum-tenentis serenissimi Regis Angliæ in Calesia; Magistro Christoforo VVysvich, Decano Ecclesiæ Cathedralis Eboracensis, magno Elemosinario Angliæ; ac domino Joanne Riselay, Consiliario ac milite pro corpore Regis Angliæ, Ambassiatoribus & Oratoribus dicti serenissimi Regis Angliæ, ac ab eo specialiter commissis, eisdem Oratoribus Angliæ tradiderunt ac manualiter deliberaverunt litteras patentes ipsius Regis Franciæ sua manu subsignatas, & suo magno sigillo sigillatas, confirmatorias tractatus pacis & amicitie inter eosdem Reges seu ipsorum Ambassiatores, apud Stapulas supra mare, die tertia mensis novembris proxime præterita factæ & conclusæ, in quibus litteris confirmatoriis litteræ Ambassiatorum Regis Franciæ in quarum dorso hæc præsens nota describitur de verbo ad verbum insertæ erant & incorporatæ, Post quarum litterarum regiarum traditionem dicti Ambassiatores Angliæ has præsentis litteras Ambassiatoribus Regis Franciæ antedictis dominis commissariis reddiderunt & restituerunt. Lecta fuerunt hæc in Hospitio Spadæ, in oppido Blesis Carnotensis diocesis, præsentibus ad hæc una cum prænominatis notabilibus viris & nobis Notariis subscriptis Guillelmo Laveroch, Thoma Pfampson, & Florimond Robertet, Secretario Regis Franciæ, testibus ad præmissa vocatis & rogatis, Sic signatum, Joannes Arnoul, publicus autoritatibus apostolica & imperiali Notarius, & Judocus Danfque, publicus apostolica & imperiali autoritatibus Notarius.

Ratification du Roi d'Angleterre.

HENRICUS, Dei gratia Rex Franciæ & Angliæ, & Dominus Hiberniæ; Omnibus ad quos præsentis litteræ pervenerint, Salutem. Inspeximus quædam capita amicitiarum aliarumque conventionum & pactiorum inter nostros Commissarios & Ambassiatores ex una parte, & Commissarios, Procuratores, & Ambassiatores Christianissimi Principis ac carissimi consanguinei nostri Regis Caroli Franciæ ex parte altera apud Stapulas supra mare, tertio die instantis mensis novembris inita & conclusa, quorum tenores sequuntur. Nos autem appunctamenta & capitula

spitula prædicta, ac omnia & singula in eis contenta & specificata, rata habemus & grata, & ea pro nobis, hæredibus & successoribus nostris, quantum ad nos & ipsos attinet, acceptamus, ratificamus, & confirmamus. In cujus rei testimonium has litteras nostras fieri fecimus patentes, teste meipso apud villam nostram Calefiz, undecima die novembris, anno Domini 1492. & regni nostri octavo. Sic signatum, Henri, & Blythe.

Ratification du Roi Charles VIII.

CAROLUS, Dei gratia Francorum Rex : Universis præsentis litteras inspecturis, Salutem. Cum per fœdera pacis & amicitiarum inter nos & carissimum fratrem & consanguineum nostrum Henticum, Angliæ Regem, regna, patrias, & fructus, utriusque nomine die tertia mensis novembris proxime præteriti apud Stapulas supra mare facta & conclusa, fuerit inter cætera dictum & concordatum, quod infra duodecim menses proxime tunc sequentes dictus frater & consanguineus noster omnia capita pacis & amicitiarum per eum jurata, & suis litteris patentibus ratificata & confirmata per tres status regni Angliæ rite & debite convocatos, videlicet per Prælatos & Clerum, Nobiles, & Communitates ejusdem regni, ratificari & confirmari faceret, & peræquè nos amicitiam & capitula antedicta per nos jurata, & nostris litteris patentibus ratificata & confirmata, per tres status regni nostri, videlicet per Prælatos, & Clerum, Nobiles, & civitates ejusdem regni rite & debite convocatos, infra dictos duodecim menses ratificari & confirmari faceremus. Verum quòd congregatio trium statuum regni Angliæ & similiter regni nostri non sine magnis expensis & sumptibus fieri potest : Notum facimus, quòd desiderantes sublevamini subditorum utriusque nostrum providere, nos absque aliqua novatione seu præjudicio in reliquis capitulis dicti tractatus pacis sive amicitiarum in ipsis & eorum quolibet in suo robore & vigore manentibus, consensimus & concordavimus, & per præsentis consentimus & concordamus. Quæ ratificatio seu confirmatio fienda per tres status regni Angliæ, & similiter per tres status regni nostri modo & forma in dicto tractatu pacis declaratis, prolongetur usque ad proximam congregationem trium statuum, quam ipse frater & consanguineus noster pro aliis agendis sui regni Angliæ faciet, seu fieri ordinabit, & quam similiter pro agendis regni nostri faciemus, seu fieri ordinabimus, proviso tamen quòd hujusmodi congregatio statuum fiat infra triennium proxime sequens, & casu quo aliqua materia non occurrat dictam congregationem faciendi infra jam dictum triennium, ipse consanguineus noster Rex Angliæ, & nos similiter tenebimur, & uterque nostrum tenebitur & procurabit cum effectu, quod hujusmodi ratificationes seu confirmationes per status utriusque regni respective, qui ob causam convocabuntur infra dictum triennium, fient modo & forma in articulis dictarum pacis & amicitie conventis. In cujus rei testimonium litteris præsentibus, manu nostra subscriptis, sigillum nostrum magnum fecimus apponi. Datum Ambasiz, die decima-tertia mensis decembris, anno Domini millesimo quadringentesimo nonagesimo secundo, & regni nostri decimo. Sic signatum, Charles, Et fuit le repli, Per Regem, Duce Aurelianensi, Comite de Liney, dominis de Curton, d'Aubigny, de Grimault, de Dourrier, de Morvilliers, de Chandée, & des Roches, Magistro Joanne d'Auffay, & aliis præsentibus, Robertet, Collatio præsentis copiz facta fuit cum originali in Camera computorum Domini nostri Regis,

Parisius, die undecima mensis januarii, anno Domini millesimo quadringentesimo nonagesimo secundo. Per nos, le Blanc, & Badoüiller.

Article ajoûté.

CAROLUS, Dei gratia Francorum Rex: Universis & singulis presentes litteras inspecturis, Salutem. Notum facimus, quod pro securiori firmitate & observatione pacis seu amicitiae nuper inter nos & carissimum fratrem & consanguineum nostrum Henricum, Angliae Regem, factae & conclusae, nos ultra articulos in tractatu dictae Pacis specificatos, & per nos ratificatos, conclusimus & accordavimus, ac per presentes concludimus & accordamus articulum subsequenter, videlicet: Quod dictis amicitiae durantibus neuter nostrum Regum, seu heredum nostrorum, aliquibus rebellibus sive proditoribus, seu rebeli sive proditori alterius nostrum, qui in aliquem locum obedientiae nostrae, seu alterius nostrum, declinaverint seu declinaverit, quoquomodo dabit seu praestabit consilium, auxilium, favorem, subsidium, aut assistentiam adversus alterum nostrum, qui rebelles extiterint, seu rebellis extiterit. In cujus rei testimonium, litteris praesentibus manu nostra subscriptis sigillum nostrum magnum fecimus apponi. Datum Ambasiae, die decima tertia mensis decembris, anno millesimo quadringentesimo nonagesimo secundo, & regni nostri decimo. Sic signatum, Charles. Et per Regem, Duce Aufelianensi, Comite de Liney, dominis de Curton, d'Aubigny, de Grimault, de Dourrier, de Morvilliers, de Chandée, & des Roches, Magistro Joanne d'Auffay, & aliis praesentibus, Robertet. Collatio praesentis copiae facta fuit cum originali in Camera computorum domini nostri Regis, Parisius, die duodecima mensis januarii anno Domini millesimo quadringentesimo nonagesimo secundo. Per nos, le Blanc, & Badoüiller.

*TRAITE DE PAIX ENTRE LE ROI CHARLES VIII.
d'une part, & Maximilien I. Roi des Romains, & son fils Philippe,
Archiduc d'Autriche d'autre. A Senlis le 23. mai 1493.*

*Autriche
1493.
23. mai.*

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces presentes lettres verront. Comme depuis nostre avenement à la Couronne aions desiré de tout nostre cœur, & à tres-soigneuse cure & diligence requis & pourchassé le salut, repos, & soulagement de nostre peuple, & pour à ce parvenir, connoissant que paix est le souverain bien, que le Roi des Rois Dieu nostre Createur, duquel seul tenons nostre royaume, ait laissé aux mortels; que par bonne & seure paix tous biens affluent, & que au moien d'icelle la justice, par laquelle les Rois regnent, est élevée & exercée. comme l'experience des choses passées-le démontre, nostre royaume est non seulement ferme & stable, mais grandement accru & exhaussé; & qu'au contraire, par guerres & divisions aviennent maux innumerables, à l'insupportable foule, oppression & affliction du pauvre peuple, aions à la louange de nostre Createur, seul auteur de paix, & par le conseil & avis des Seigneurs de nostre Sang, & Gens de nostre Conseil, pris, fait, & conclu bonne paix, union & amitié avec les Rois & Princes de

Chretiené, qui par ci-devant avoient été en guerre contre nous & nôtre royaume, & ne restoit seulement que pacifier & accorder aucuns différends, qui étoient entre nous & nos tres-chers & tres-amé frere & cousins le Roi des Romains & l'Archiduc Philippe son fils, pour ausquels mettre fin, après que par plusieurs fois nosdits frere & cousins avoient fait avertir aucuns nos speciaux serviteurs, que de leur part ils desiroient la pacification desdits différends, & de vivre dorénavant avec nous en bonne fraternité, union, & amitié, ainsi que de nôtre part l'avions toujours désiré, nous eussions ordonné, qu'aucunes journées & communications fussent tenues tant sur les marches de nôtre pais de Bourgogne, que de nôtre pais de Picardie, ausquelles se sont trouvez les Ambassadeurs & Commis envoyez de par nous, & aussi les Ambassadeurs & Commis, envoyez de par nosdits frere & cousins, lesquels, après aucunes communications eues en chacun desdits lieux, eussent avisé, que pour ensemble entendre & conduire lesdites matieres à brieve & fructueuse issue, étoit expedient queeux tous se trouvasent & assemblasent lés nous en cette nôtre dite ville & cité de Senlis.

A laquelle journée & assemblée il a plu à la sacrée Imperiale Majesté envoier nôtre tres-cher & bien-amé l'Evêque d'Aichstad, & nôtre cousin le Comte de Solre, & autres ses Conseillers & Orateurs, Ambassadeurs & Commis, pour moienner & aider à la pacification desdits différends, par le moien desquels, après plusieurs pourparlers & communications eues à diverses fois & en divers lieux entre nosd. Ambassadeurs & Commis, & ceux de nosdits frere & cousins, ils aient accordé bonne paix finale, union, & amitié entre Nous, nôtre tres-cher & tres-amé fils le Dauphin, nos royaumes, pais & seigneuries, serviteurs & sujets d'une part; & nosdits frere & cousins le Roi des Romains, & l'Archiduc Philippe, son fils, tant en leur nom, que pour & au nom de nôtre tres-chere & tres-amée cousine Marguerite d'Autriche, fille de nôtre dit frere, & sœur de nôtre dit cousin l'Archiduc, leurs pais, seigneuries, serviteurs & sujets, d'autre; selon & ainsi qu'il est plus au long contenu és articles de ladite paix, desquels la teneur s'ensuit.

AU nom & à la loüange de Dieu le Pere, le Fils, & le Saint Esprit, de la tres-glorieuse vierge Marie, & de toute la Cour celeste, bonne paix, union, alliance, & amitié à toujours, a été & est faite, promise & jurée entre le Tres-Chretien Roi de France, Monsieur le Dauphin, leurs royaumes, pais, seigneuries, serviteurs & sujets, d'une part; & le Roi des Romains, toujours auguste, & Monsieur l'Archiduc Philippe, son fils, tant en leurs noms, que au nom de Madame Marguerite d'Autriche, fille d'icelui Seigneur Roi des Romains, & sœur de Monditseigneur l'Archiduc, pour eux, leurs pais & seigneuries, serviteurs & sujets, d'autre part; par laquelle toute rancune, haine, & malveillance des uns envers les autres sont abolies & éteintes, & toutes injures de fait ou paroles oubliées & remises, & de ce jour en avant iceux Seigneurs Rois, & Messeigneurs leurs enfans, s'entr'aimeront, cheriront, & favoriseront l'un l'autre, à savoir lesdits Rois comme freres & bons amis, & Messieurs leurs enfans, comme bons parens les uns des autres.

Item. Qu'ensuivant ce que ledit Seigneur Roi Tres Chretien fit après le mariage de lui & de la Reine, dire & declarer par ses Ambassadeurs qu'il envoia devers iceux Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, qu'il desiroit de renvoyer

par delà ladite Dame Marguerite, & la feroit conduire honorablement selon son état, en tel lieu ou ville qu'il feroit avisé, & à cette fin l'avoit fait mener & conduire jusques en la ville d'Amiens; il a derechef fait dire & declarer ausdits Ambassadeurs, que toujours il a été & encore est de cette même intention & vouloir, & pour mettre la chose à execution, a offert & offre de à ses dépens, dedans le troisième jour du mois de juin prochainement venant, la faire partir de la ville de Meaux, où elle est presentement, & d'illec la faire mener & conduire honorablement, selon qu'à l'état d'elle appartient, en la ville de Saint-Quentin, & néanmoins dès maintenant la mettra es mains des Ambassadeurs desdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, pour avec ceux que le Roi ordonnera la mener & conduire audit lieu.

Item. Que madite Dame illec venue, elle sera pleinement delivrée es mains des commis à ce, aians pouvoir desdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, de la recevoir, en baillant par lesdits commis aux gens d'icelui Seigneur Roi Tres-Christien acquit & décharge suffisante, contenant que lesdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc en leurs noms, & aussi comme pere & frere de mad. Dame Marguerite, au nom & eux faisans forts d'elle, connoîtront, que icelle leur a été renduë, ou à leursdits commis, déchargée de tous liens de mariage & autres obligations, & que de ce, ensemble de toutes promesses, obligations & scellex, qui touchent la personne d'elle, ils tiennent quitte & déchargé ledit Seigneur Roi Tres-Christien, & tous autres qu'il apartiendra, & ausquels la chose peut toucher; & pareille reconnoissance, declaration, & quittance, sera par serment madite Dame Marguerite, après qu'elle sera es mains de ceux qui seront commis à la recevoir es pais desdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc.

Item. Que le Roi Tres-Christien & Monseigneur l'Archiduc demeureront entiers à poursuivre, soutenir, & recouvrer chacun d'eux par voie amiable, ou de justice, & non autrement, tous tels droits & actions qu'ils entendent & pretendent avoir es choses, qui ne sont appointées & decidées par cette paix, & mesme-ment demeure Monditseigneur l'Archiduc entier en tous droits, querelles, & actions qu'il maintient avoir aquis par le traité de l'an quatre vint & deux, esquels il n'a renoncé ni renonce, & le Roi demeure aussi entier à soutenir & debatre au contraire.

Item. Que les Comtez de Bourgogne, Artois, Charolois, & Seigneurie de Noiers, seront dès maintenant rendus par le Roi & tous autres qu'il apartiendra au Roi des Romains, comme pere & Mainbourg de Monditseigneur l'Archiduc, & à icelui Monseigneur l'Archiduc, pour en jouir en tous droits & profits, ainsi & par la maniere que d'ancienneté en ont joui les predecesseurs de Monditseigneur l'Archiduc, sauf esdits Comtez d'Artois, Charolois, & seigneurie de Noiers les droits roiaux, ressort, & souveraineté, & autres droits appartenans au Roi; & aussi que les villes & châteaux de Hesdin, Aire, & Betune, étans presentement en l'obeissance du Roi, demeureront en la garde de Monsieur Deschamps Maréchal de France, lequel les gardera, sans les frais & dépens de Monditseigneur l'Archiduc, autres que des gages anciens & droits qu'ont accoustumé prendre les Capitaines desdites places, & fera serment au Roi, & promettra de les bien garder à sa seureté pour les droits à lui appartenans, & à Monditseigneur l'Archiduc de la lui garder aussi à sa seureté; aussi pour les droits à

lui appartenans ; & que esdites villes & châteaux il ne mettra aucuns gens de guerre, ou autres, que pour la garde d'icelles, & non pour porter prejudice ou dommage au Roi ou à Monditseigneur l'Archiduc, leurs roiaumes, païs, sujets, terres & seigneuries ; & le Roi & Monditseigneur l'Archiduc promettront, & dès maintenant promettent par cette paix, de non lui ordonner du contraire, & s'ils le faisoient, le déchargent en ce cas de tous sermens, le tout jusqu'à ce que Monditseigneur l'Archiduc ait accompli l'âge de vint ans, qui sera la surveillance de la nativité de Saint Jean-Baptiste, l'an 1498.

Item, Que Monditseigneur l'Archiduc venu audit âge, après avoir fait au Roi la feauté & hommage pour les païs, qui sont tenus de sa souveraineté, ou qu'il aura deuëment & suffisamment, selon la nature des fiefs, offert & présenté par effet, faire lesdits feautez & hommages, le Roi sera tenu de faire mettre & delivrer par icelui Sieur Desquerdes & autres qu'il apartiendra, cessant toutes excuses, lesdites trois villes & châteaux es mains de Monditseigneur l'Archiduc, ou ses commis ; & de ce faire baillera dès maintenant icelui Sieur Desquerdes son scellé, & aussi en aura décharge & ordonnance du Roi.

Item, Que si Monditseigneur Desquerdes alloit de vie à trépas, avant qu'icelui Monseigneur l'Archiduc soit venu audit âge, celui ou ceux qui seront en son lieu ordonnez & commis de par le Roi à la garde desdites trois villes & châteaux, seront avant qu'ils aient aucune administration touchant ladite garde, semblables sermens & promesses, en baillant leurs scellez, comme dit est ci-dessus, dudit Sieur Desquerdes ; & aussi le Roi sera tenu de par eux, & tous autres qu'il apartiendra, rendre ou faire rendre à Monditseigneur l'Archiduc, ou à ses commis, lesdites villes & châteaux, lui venu audit âge, aiant fait audit Roi lesdites foi & hommages, où lesdits devoirs tels que dessus est dit.

Item, Que durant ledit tems & jusqu'à ce que Monditseigneur l'Archiduc ait accompli l'âge que dessus, & fait lesdits devoirs, les Officiers de justice & Receveurs du domaine, & autres Officiers, desquels la disposition appartient au comté d'Artois, qui presentement sont esdites trois villes de Hesdin, Aire, & Berune, seront entretenus & continuez en leurs offices, en prenant commission de Monditseigneur l'Archiduc, en lui faisant serment en tel cas requis.

Item, Que quant à la cité des Arras, le revenu & temporel sera rendu & delaisé à l'Evêque & Chapitre dudit Arras, auxquels il appartient sous le ressort ordinaire du Bailliage d'Amiens, en la maniere accoutumée. Et quant au Capitaine, le Roi auquel appartient en disposer, sera content d'instituer celui qui de present y est, ou sera durant ledit âge nommé de par Monseigneur l'Archiduc, aux gages accoutumez, en faisant par ledit Capitaine serment au Roi, que durant ledit âge il ne fera ni souffrira être fait en ladite cité, aucune chose au prejudice & dommage du Roi, ni de son roiaume. Mais Monditseigneur l'Archiduc venu audit âge, ladite cité sera pleinement remise en la main du Roi, pour en disposer, & y mettre Capitaine & gardes, tels que bon lui semblera.

Item, Que par cette paix les maisons de Flandres & d'Artois à Paris, & la maison de Conflans hors Paris, seront rendues & delivrées au Roi des Romains, comme Pere & Mainbourg d'icelui Monsieur l'Archiduc, ou autres commis.

Item, Que Monditseigneur l'Archiduc sera tenu en surseance, si bon lui semble,
X y iij

de reprendre le fief du Roi, & lui faire hommage des terres & seigneuries érans de la souveraineté, jusques à ce qu'il ait accompli ledit âge de vint ans, sans que cependant le Roi, ou ses officiers, y puissent assvoir sa main, par faute d'hommage non fait, mais aussi dès maintenant, & nonobstant lesdits devoirs ou reprises non faits, le Roi, ses juges & officiers, auront la jouissance des ressorts, souveraineté, & autres droits, qui d'ancienneté ont appartenu aux Rois de France, & dont les juges & officiers roiaux ont accoustumé connoître & jouir.

Item, Que le Roi jouira des comtez de Mâconnois, Auxerrois, & Bar-sur-Seine, ainsi & par la maniere qu'il en jouit de present, jusques à ce qu'il soit connu & décidé des droits & actions pretenduës par chacune des parties.

Item, Et après la delivrance & reddition faite de madite Dame Marguerite, ensemble des pais dessusdits selon ce present traité, & les seuretez & scellez baillez pour la restitution des trois villes, selon que dit est dessus, les Princes, Seigneurs, villes & communautez de ce royaume, seront & demeureront acquitez & déchargez des scellez par eux baillez en l'an mille quatre-cens quatre-vint-deux, en tant que touche la restitution desdits pais, & aussi de la personne de madite Dame Marguerite; & demeureront lesdits scellez seulement en valeur pour autant qu'il peut toucher les droits, querelles, & actions reservez par ce traité; à sçavoir, à Monditseigneur l'Archiduc, tels droits qu'il prétend lui avoir été aquis par le traité dudit an mille quatre-cens quatre-vints-deux; & au Roi de pouvoir debatre & soutenir le contraire, comme dessus est dit, & sera cette décharge écrite au dos desdits scellez.

Item, Que les Benefices, qui sont de patronage lay esdites comtez d'Artois, de Bourgogne, Charolois, & seigneurie de Noiers, qui ont été donnez par le Roi Tres-Christien, ses Lieutenans ou commis, jusques au jour de cette paix, demeureront à ceux qui en ont eü collation ou presentation dudit Seigneur Roi, lesdits Lieutenans ou commis.

Item, Que les sujets d'un parti ou d'autre pourront hanter & converser marchandement, & autrement, les uns avec les autres, & en chacun desdits partis, mener & faire conduire par mer, par terre, & par eau douce, leurs biens, vivres, danrées & marchandises, en toute seureté, sans qu'il soit requis pour eux de prendre ou lever aucuns sauf-conduits, en paiant en chacun parti les anciens tonlieux, dettes & droits, qui se sont accoustumez paier & lever en tems de paix, & cessant les nouvelles exactions, qui en tems de guerre se sont levées en chacun parti sur les sujets de l'autre parti, ou les danrées & marchandises qui y ont été menées.

Item, Que en cette paix sont expressement compris comme sujets & appartenans au Roi, les citez, villes, & bailliages de Tournai, Tournesis, Mortaigne, & Saint-Amant; ensemble les Evêques, Abbez, gens d'Eglise, Nobles, bourgeois, & autres sujets & habitans d'iceux.

Item, Que aussi en cette paix sont compris les alliez de chacun parti ci après nommez, ensemble leurs pais, terres, seigneuries, serviteurs & sujets, qui compris y voudront être, & dont ils seront tenus faire déclaration, à sçavoir, ceux qui seront dénommez alliez, aians leurs terres & seigneuries par-deçà la mer & les monts, dedans quatre mois; & les autres plus lointains, dedans l'an; & se fera

ladite declaration par lettres patentes desdits nommez alliez, qu'ils enverront au Prince, qui les aura nommez alliez, qu'ils enverront au Prince qui les aura nommez, lequel par ses lettres patentes où seront inserées lesdites lettres de declaration, en avertira dedans ledit tems le Prince de l'autre parti, & lesdites declarations & devoirs faits, cesseront toutes voies de fait, & exploits de guerre & d'hostilité à l'encontre desdits alliez, leurs pais, terres, seigneuries, serviteurs & sujets.

Item, Que par ce present traité de paix a été d'un commun consentement déclaré & accordé, que l'Evêque de Cambray, Comte de Cambresis, les gens du Clergé, de la Loi, manans, & habitans de ladite cité, la ville de Castel en Cambresis, toute ladite comté, les châteaux, forts, places, & villages dudit pais de Cambresis, & les habitans d'iceux seront, & sont compris en cette paix, & jouiront des biens, rentes, & revenus qu'ils ont en chacun parti, & pourront hanter & frequenter en iceux marchandement, & autrement, comme de tout tems ils ont accoustumé faire en tems de paix; & seront quant à ce entretenus en leurs anciens droits, franchises, & libertez, & aussi en nouveaux octrois & seureté qu'ils ont obtenus de chascuns desdits Princes: & si aucun, de quelque parti que ce soit, faisoit entreprise de fait sur leurs personnes & sur leurs biens, les conservateurs nommez par cette paix, sous lesquels se trouveront celui ou ceux qui auront ou auroient fait ladite entreprise, en seront faire prompte reparation & punition, comme d'infracteurs de paix.

Item, Que par cette paix est faite abolition générale, rappel de tous bans, defauts & contumaces, pour les serviteurs ou sujets d'un parti & d'autre, pour quelques cas, crimes, delits, & offenses procedans de fait de guerre, querelle ou partialité, que l'on pourroit imposer ausdits serviteurs ou sujets, à savoir, que le Roi de sa pleine puissance & autorité roiale fait à tous les serviteurs ou sujets, tant des pais de Bourgogne, que des pais de par-deçà, qui ont tenu le parti d'iceux seigneurs Roi des Romains, & Monseigneur l'Archiduc, supposé qu'ils soient des pais étant sous la souveraineté du Roi, pleine, & entiere abolition de, & pour quelconques cas commis ou perpetrez par lesdits sujets ou serviteurs, soit en ayant tenu le parti desdits seigneurs Roi des Romains & Archiduc, ou les ayant servi en leurs guerres, aidé, & favorisé de conseil, ou autrement, en quelque autre maniere que ce soit ou puisse être, avoir offensé & delinqué contre ledit seigneur Roi Tres-Christien, & leur remet, quitte, & pardonne le Roi, toutes offenses & peines corporelles & civiles, ensemble toutes peines & amendes adjudgées au tems passé, imposant sur ce silence perpetuel à son Procureur, sans qu'il soit besoin ausdits sujets & serviteurs, ensemble ou à part, obtenir particuliere abolition ou pardon, & neanmoins ceux qui en voudront avoir lettres en particulier, les auront sans aucuns frais.

Item, Et pareille abolition est faite par ledit seigneur Roi des Romains & Archiduc, pour tous ceux qui ont tenu le parti du Roi, & icelui servi, conseillé, assisté, & favorisé au fait de ses guerres, ou autrement; & neanmoins est à entendre, que par l'abolition qui se fait par cette paix aux sujets d'un parti & d'autre, n'est prejudicié ou nui aux abolitions, qui ont été faites par les traités precedens, aux sujets & serviteurs d'un parti & d'autre, pour cas precedans du fait desdites guerres avenues paravant lesdits traités.

Item, Que tous Prelats, comme Evêques, Abbez, Commandeurs, Doiens, Archidiacres, Prevosts, Prieurs, & autres, de quelque dignité qu'ils soient, Chapitres, Couvents, Colleges, & Eglises pareillement, gens Nobles, corps de villes, communautéz, & les particuliers sujets ou serveurs de chacun parti, de quelque état ou condition qu'ils soient, retourneront par cette paix à la jouissance de leurs dignitez, benefices, fiefs, terres, seigneuries, & autres heritages, deniers de mariage, d'heritages, rentes heritieres & viageres, dûes, tant sur les domaines des Princes, que sur corps des villes, Eglises, ou particuliers, quelque part que lesdits biens & heritages soient situez ou assis, ou que ceux qui les doivent soient demeurans, au royaume, ou hors du royaume, pour en jouir & posséder depuis le jour & date de cette paix, en tel état qu'ils les trouveront, qui est à entendre, que ceux qui retourneront à leurs biens par cette paix, seront entretenus, & gardez en pareille possession & jouissance de leurs dignitez, benefices, & autres biens, qu'eux ou leurs predecesseurs étoient paravant l'empêchement survenu à cause des guerres depuis l'an mille quatre cents septante, & dont à l'occasion desdites guerres, & durant icelles ils auroient été deposez, nonobstant quelconques dons ou dispositions à tems, ou à toujours faits au contraire, pour cause desdites guerres, par le feu Roi Louis, ou le Roi présent, de ce qui est de leur parti; & pareillement nonobstant semblables dons faits par le feu Duc Charles, lesdits seigneurs Roi des Romains & Archiduc, des biens étans en leurs partis, nonobstant aussi quelconques declarations de confiscations, sentences ou arrestz rendus par contumace, qui pour le bien de cette paix sont mis au neant, & declarez nuls, nonobstant encore quelconques venditions d'iceux heritages, ou rachats desdites rentes, si aucuns s'en trouvoient avoir été faits durant lesdites guerres, à ceux ou par ceux qui ont eû don desdits heritages ou rentes.

Item, Que pour l'execution de l'article precedent, les Juges ordinaires des lieux ou leurs lieutenans en chacun parti, seront tenus de remettre, restituer, & reintegrer sommairement & de plain, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles, les sujets de chacun parti, qui par le benefice de cette paix, retourneront en leurs biens. Et s'il est besoin d'avoir main-forte pour executer les appointemens, & provisions des Juges ordinaires ou leurs lieutenans, les Princes ou leurs Lieutenans en chacun parti, la feront bailler, & ne se baille-ront ou depêcheront es Chanceleries, ou Chambres de Conseil desdits Princes, lettres ou provisions aucunes, pour empêcher, retarder, ou dilayer le retour des sujets de chacun parti à leurs biens: mais lesdits sujets remis en la jouissance de leursdits benefices, heritages ou biens, si aucuns y veulent demander aucun droit, ils y répondront pardevant les Juges, auxquels la connoissance en devra appartenir.

Item, Que sur cet article de retourner à ses biens, seront compris les anciens serveurs de feus les Ducs Philippe & Charles, qui depuis le trépas dudit Duc Charles se sont tenus au parti & obeissance du Roi, lesquels par vertu de cette paix, jouiront des pensions & provisions de vivres à eux donnez, & assignez, dès le vivant d'icelui Duc Charles, sur les domaines des comtez d'Artois & Bourgogne.

Item, Que si aucuns heritages ou rentes ont été vendus par decret rendu par contumace, pour dettes & hipoteques, dont les debiteurs fussent en parti contraire, lesdits

Lesdits debiteurs, ou leurs heritiers, pourront dedans l'an, à comter du jour de la publication de cette paix, retourner ausdits heritages ainsi vendus, en satisfaisant à la dette pour laquelle ils auroient été vendus & decretez avec les frais des criées ; & si dans ledit tems ne satisfont audit dû, le decret demeurera en sa force ; sauf toutefois que si le debiteur vouloit denier la dette, ou proposer paiement, il y sera reçu, en nantissant les deniers, comme s'il fût comparu, & eût été oïi pour empêcher l'effet de l'adjudication dudit decret ; entendu aussi que les debiteurs, qui par vertu de cet article retourneront à leurs heritages vendus par decret, seront chargez des rentes, dont iceux heritages étoient chargez avant ladite adjudication ; & encore s'il se trouve que ladite adjudication soit faite par défaut pour dettes purement personnelles, desquelles lesdits detteurs eussent obtenu don & quittance au parti & obeissance où ils sont demeurans, en ce cas lesdits debiteurs, ou leurs heritiers, pourront dedans l'an retourner de plein droit à leurs heritages, ainsi vendus par défaut & contumace ; & pareillement en toutes autres matieres ecclesiastiques ou profanes, tous défauts ou contumaces données contre les absens pour cause desdites guerres, se pourront purger & rabatre dedans l'an, & s'entend le retour ausdits biens immeubles, non seulement de ceux dont les sujets d'un parti & d'autre ont été deposez au moien desdites guerres, mais de ceux qui leur sont succedez & échûs par succession, *ab intestat*, par testament, don, ou autre titre, suppose qu'au jour desdites échéances, ceux qui retourneront fussent demeurans en l'un des partis, & ceux ausquels ils entendent succeder, soient trépasséz en l'autre parti ; & si auront lesdits heritiers ou successeurs, terme, & souffrance de trois mois, depuis le jour de la publication de cette paix, pour relever les fiefs & heritages à eux advenus des seigneurs de qui ils sont tenus.

Item, Que quant aux fruits & levées des heritages, ou rentes donnez par recompense en chacun parti par lettres des Princes, leurs Lieutenans, ou commis, tout ce qui a été levé, donné, ou quitté depuis les guerres & divisions commencées en l'an mille quatre-cens septante, & durant icelles, jusques au jour de cette paix, demeurera levé, donné, & quitté ; sauf toutefois que s'il y avoit aucuns heritages, qui par sentence de Juge competent, donnée parties oüies, fussent adjugez aux crediturs pour arrages de rentes, desquels arrages a été fait don ou quittance, ledit don ou quittance, n'auront lieu que pour les arrages échûs en tems de guerre depuis ladite sentence, & non pour ceux, qui paravant & en tems de paix seront échûs, & pour lesquels lesdits heritages auroient été adjugez.

Item, Et au regard des meubles, qui ne seront levez ou transportez, mais se trouveront sur les heritages aux lieux ausquels lesdits sujets de chacun parti retourneront, & aussi quant aux dettes & arrages, qui n'ont été donnez & levez, & dont n'est procès, ils appartiendront ausdits sujets, & non à ceux qui auroient don general de leurs biens meubles.

Item, Que pour avoir la jouissance des dignitez, benefices, fiefs, heritages, & autres biens, que les serviteurs, ou sujets de l'un des partis, ont ou auront en autre parti, ils ne pourront être contraincts à faire résidence au parti, où seront ledites dignitez, benefices, fiefs, heritages ou biens, & pareillement ne seront tenus à faire aucun serment au Prince, ou au Seigneur sous qui sont ledits biens,

sauf les siefez ou vassaux, qui seront tenus faire les sermens de feauté, selon la nature de leur sief, lequel pour cette fois ils pourront faire par procureur, & en auront souffrance de quatre mois après la publication de cette paix, si plus n'en ont par la coutume des lieux.

Item, Que ceux qui retourneront à leurs biens par cette paix, ne seront, ni aussi leurs heritages, poursuivables pour rentes foncières, ou surcens échus durant ledit tems de la guerre, mais seront tenus les décharger & acquiter ceux qui desdits heritages ont joui par recompense, & si lesdits heritages étoient par lesdites guerres demeurez en ruine & sans labeur, ceux auxquels ils appartiennent, seront déchargez desdites rentes & surcens, pour le tems qu'ils n'ont été labourez, & jusques au jour de cette paix.

Item, Qu'il ne sera fait, mis, ou donné aux biens, fruits, rentes, & revenus que les sujets d'un parti ont ou auront es pais, terres, & seigneuries de l'autre parti, ni pareillement aux corps, ou personnes desdits sujets, leurs biens, dantées & marchandises, qui se meneront d'un parti en l'autre, aucun arrest ou empêchement, sous ombre d'autres prises, reprises, arrest; ou empêchement d'autres biens que l'on diroit être faits sur les sujets de l'autre parti, leurs biens, dantées & marchandises, pour choses avenuees durant lesdites guerres au tems passé, ou qui ci-après pourront avenir, si ce n'est pour le propre fait, contrats, dettes, ou obligations de celui ou ceux, dont l'on voudroit empêcher ou arrêter lesdits fruits, levées, dantées, & marchandises, & ne se bailleront, ou dépêcheront par lesdits Princes, ou leurs Chanceliers, aucunes lettres de represailles, marques, ou contre-marques, ou autres provisions, pour faire à l'encontre de ces articles aucuns arrests, ou empêchemens des personnes des sujets de chacun parti.

Item, Que par cette paix les Gens d'Eglise, Nobles, Bourgeois, tant serviteurs & officiers du Roi, Marchands de la nation de France, qu'autres, de quelque état ou condition qu'ils soient, qui se sont absentez des villes d'Arras, & de la cité, depuis la surprise d'icelle, en quelque lieu ou parti que lesdits absentez se soient retirez, pourront toutes les fois que bon leur semblera retourner, faire leur demeure & marchandises en ladite ville & cité, sans qu'on les puisse accuser, ou charger des choses faites, ou avenuees par ci-devant dépendantes du fait desdites guerres, ni des soumissions, ou promesses, qu'ils auroient faites de non partir desdites villes, ou d'y retourner dedans certain tems sous confiscation de leurs biens, sommes de deniers, ou autres peines qui seront & sont reputées nulles; & si lesdits absens ne veulent retourner & demeurer esdites ville & cité, ils n'y pourront être contrainsts sous couleur desdites promesses, & néanmoins pourront hanter & converser marchandement, & autrement, en ladite ville & cité, & en chacun desdits parti comme les autres sujets; & soit que lesdits absens retournent à leur premiere residence, ou qu'ils se tiennent dehors en celui des partis que bon leur semblera, ils jouiront en toutes choses du benefice de cette paix, & auront dès maintenant comme les autres sujets de chacun parti, prompt, paisible, & entiere jouissance de leurs benefices, heritages, rentes heritables ou à vie, & autres biens, meubles, & ustanciles d'hôtel, qui encore sont en nature, sans que, en leur maison ceux qui les occupent, puissent rien ôter, démolir, ni emporter.

Item, Pareillement les Gens d'Eglise, Nobles, Bourgeois, & autres qui souloient resider en la ville de Saint-Omer, durant que ladite ville étoit neutre, &

qui depuis, à l'occasion des divisions & des prises & reprises d'icelle s'en sont absentez, aucuns contre leur gré & volonté, & les autres pour leurs affaires, & néanmoins leur a été interdite l'entrée & communication en icelle, pour y vivre ainsi qu'ils faisoient durant ladite neutralité, accordé est, que tous lesdits gens d'Eglise, Nobles, Bourgeois, manans & habitans ainsi absens, en quelques lieux qu'ils se soient retirez, seront reintegrez & remis promptement en la jouissance de leurs benefices, maisons, demeurances, rentes, & possessions, qu'ils avoient eues au tems que ladite ville étoit en neutralité, y pourront vivre & demeurer en paix comme les autres habitans d'icelle ville, ainsi qu'ils fesoient le tems passé, nonobstant quelconques interdictions, ni autres choses au contraire, qui pour le bien de la paix sont annullées; ensemble toutes offenses & injures desdits habitans les uns contre les autres, pour cause desdites querelles, seront remises & pardonnées, sans qu'on en puisse aucune chose quereller ou demander, & le tout sera comté & réputé pour non advenu; & quant à la restitution des états qu'ils avoient en ladite ville durant ladite neutralité, ils en pourront faire poursuite en justice.

Item, Que Madame Marguerite d'Angleterre, veuve de feu Monseigneur Charles, en son vivant Duc de Bourgogne, sera, & est comprise en cette paix, & consent le Roi, qu'elle jouisse des terres & seigneuries de Chaussins & la Perriere, leurs appartenances & dépendances situées en la vicomté d'Auxonne, ainsi qu'en jouissoit feuë Madame la Duchesse Isabeau, mere dudit feu Duc Charles, au rachat de vingt-mille écus d'or, selon les lettres de transport & titres qu'elle en a.

Item, Que de la part du Roi Tres-Chrétien ont été & sont dénommez ses allies, la Sacrée Imperiale Majesté, les Rois de Castille, d'Angleterre, d'Ecosse, de Hongrie, Boheme, & Navarre, le Riche Duc de Baviere, le Comte Palatin, & tous les Ducs & maisons de Baviere, les Electeurs du Saint-Empire, le Duc & maison de Savoie, le Duc & maison de Milan, le Duc & Seigneurie de Venise, le Duc de Lorraine, le Duc de Gueldre, le Marquis & maison de Montferrat, l'Evêque & cité de Liege, les Lignes des Suisses confederez, vieilles & nouvelles, les Communautéz de Florence & de Gennes.

Item, Et de la part desdits seigneurs Roi des Romains & Archiduc, ont été denommez leurs allies, ladite Sacrée Imperiale Majesté, les Rois de Castille, de Hongrie, de Portugal, de Dannemarc, d'Angleterre, & d'Ecosse, les Electeurs du Saint-Empire en commun, le Roi de Boheme, & autres, le Marquis & maison de Montferrat, l'Evêque & cité de Liege, & tous les Princes de l'Empire, les Lignes des Suisses, vieilles & nouvelles, les citez & communautéz dudit Empire. Et si lesdits Princes veulent chacun de sa part nommer autres allies, faire le pourront par leurs lettres patentes dedans quatre mois, lesquels ainsi nommez seront declaration dedans quatre autres mois, ou dedans l'an ensuivant, ainsi que dessus est dit, s'ils y veulent être compris; tous lesquels allies déjà nommez, ou qui se nommeront, en faisant la declaration d'y vouloir être compris dedans le tems, & en la maniere que dessus est dit, seront compris en cette paix, ensemble leurs pais, terres, seigneuries, serviteurs, & sujets.

Item, Que en cette paix est aussi compris, comme conseiller & serviteur du Roi, Messire Guillaume de Haraucourt, Evêque & Comte de Verdun, tant pour

sa personne, que pour ledit Evêché & comté de Verdun, terres, seigneuries, & sujets.

Item, Pareillement seront compris en cette paix, du consentement desdits Princes, l'Archevêque, Gens d'Eglise, Nobles, citoyens, manans & habitans de la cité de Bezançon, qui jouiront des biens qu'ils ont en chacun parti, & seront entretenus en leurs anciens droits, franchises, & libertez.

Item, Que pour l'entretenement de cette paix, & afin qu'elle soit gardée sans aucune infraction, ont été & sont avisées les seuretez, qui s'ensuivent. Premièrement, que le Roi Tres-Christien, pour lui & Monseigneur le Dauphin, & Messdits Seigneurs le Roi des Romains, & Archiduc pour eux, & eux faisant forts de madite Dame Marguerite, passeront, reconnoîtront, ratifieront, & confirmeront par leurs lettres patentes, ce present traité de paix, & feront serment solennel sur le fust de la vraie Croix, Canon de la Meïlle, & saints Evangiles touchez corporellement, d'entretenir ce present traité de paix en tous les points & articles, & faire entretenir par les gens de leur Conseil, officiers, serviteurs & sujets, sans en quelque chose que ce soit, aller ou venir, faite ou souffrir être fait quelque chose au contraire, directement, ou indirectement; & à ce soumettront eux, leurs hoirs, leurs royaumes, pais, terres, & seigneuries, à toutes censures ecclesiastiques, nonobstant tous privileges au contraire.

Item, Et consentiront que si par eux, ou leurs successeurs, ou aucuns de par eux, estoit contrevenu à ce Traité par notoire exploit de guerre & entreprises de fait, comme si par iceux Seigneurs Roi des Romains ou Archiduc, ou futur mari d'icelle Madame Marguerite, ou autre de leur parti, étoit procédé par voie de fait, main-forte, emblée, ou autrement, en la prise de quelque ville, place, ou autre fort du parti & obeïssance du Roi, ou desdites trois villes qui demeurent en la garde de Monditsieur Desquerdes, ou si lesdits Seigneurs Roi des Romains, Archiduc, futur mari, ou autre, de par eux, entroit à puissance & à main armée dedans le royaume & autres pais du Roi, sans son gré & consentement, ou pour autre cas semblable enfreignoit ou souffroit enfreindre ce present Traité de paix; & semblablement si en cas pareil le Roi Tres-Christien, Monseigneur le Dauphin, ou autre de par eux, procedoit par voie de fait, emblée, ou autrement, à la surprise d'aucune ville, place, ou fort, tenant le parti & obeïssance d'iceux Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, ou de l'une desd. trois villes, ou que à puissance & main armée entraissent dedans leurs pais, pour leur faire & à leurs sujets guerre; en ces cas, & en chacun d'iceux, ou autres semblables, celui qui premier fera ladite contravention, ou commencera ladite guerre, sera tenu promettre & promet par cette paix, sur son honneur, d'incontinent, & pour le plus tard dedans six semaines ensuivant, reparer ou faire reparer par effet ladite contravention, & rendre tous dommages & interets, à peine d'être tenu & réputé notoire infraacteur de paix.

Item. Et d'abondant le Roi, pour seureté de cette paix, fera bailler ausdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc les lettres & scelez de Messieurs les Ducs d'Orleans, de Bourbon, de Nemours, des Comtes d'Angoulême, de Montpensier, de Vendôme, de Monsieur le Prince d'Orange, Messieurs les Maréchaux & Admiral de France, & par les citez, villes & communautéz de Paris, Rouen, Lion, Poitiers, Tours, Angers, Orleans, Amiens & Tournay;

& Mesditsseigneurs Roi des Romains & Archiduc feront semblablement bailler les lettres & sceillez des Ducs de Hesse, Marquis de Bade, Monsieur de Ravestein, les Comtes de Nassau & de Solre, le Prince de Chimay, les Sires de Beures, d'Egmond & de Fiennes, des Sieurs de Vvalhain, de Molembais, du Fay, du Fresnoy, du Grand-Bailli de Hainaut, & par les villes & communauttez de Louvain, Bruxelles, Anvers, Boisle-Duc, Gand, Bruges, Lille, Douay, Arras, Saint Omer, Mons, Valenciennes, Utrecht, Midelbourg, & Namur; lesquels sceillez d'un parti & d'autre contiendront promesse d'entretenir & faire entretenir ce present Traité de paix; & que s'il étoit contrevenu par le Prince duquel parti lesdits sceillez se bailleroient, ou aucun de par lui, dont la restitution & réparation n'en fut faite dedans six semaines ensuivant, en ce cas ils seront tenus d'abandonner & delaisser celui qui aura fait ladite contravention, & donner faveur, aide & assistance à celui, sur qui seroit fait ledit exploit & entreprise, & leur est par ledit Traité de paix ordonné ainsi le faire, & dès maintenant ceux qui bailleroient lesdits sceillez sont, esdits cas de contravention & rupture, déchargés de leurs sermens; lesquels sceillez se bailleroient d'un côté & d'autre, à sçavoir de la part du Roi en la ville de Terouëenne, & de la part de Mesditsseigneurs Rois des Romains & Archiduc, en la ville de Saint-Omer, dedans le premier jour de septembre prochain venant.

Item. Et avec ce les lettres de ce present traité de Paix seront leuës, publiées & enregistrées, à sçavoir celles du Roi en la Cour de Parlement de Paris, present & consentant le Procureur du Roi, & aussi en la Chambre des Comptes, & celles desdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, en leur Grand Conseil, present & consentant leur Procureur General, & en la Chambre des Comptes de Lille. Et sera donnée & ajoutée foi au *Vidimus* & extrait qui se feront des articles d'icelui sous le scel autentique, comme à l'original, pour tous ceux qui s'en voudront aider en jugement & dehors.

Item. Sont denommez conservateurs de cette paix de la part du Roi, pour les marches & quartiers du pais de Bourgogne, Monsieur le Prince d'Orange, Monsieur de Baudricourt Gouverneur de Bourgogne, & les Baillis de Dijon, Châlons, Autun & Mâcon, ou leurs Lieutenans; pour les marches de Champagne & de Retelois, Monsieur d'Orval Gouverneur de Champagne, les Baillis de S. Pierre-le-Monstier, de Troies & de Vitry, ou leurs Lieutenans; pour les marches de Picardie, Monsieur Desquerdes, Maréchal de France, Messieurs les Baillis d'Amiens, de Vermandois, Senechaux de Pontieu, de Boulenois, & Gouverneur de Peronne, Mondidier, & Roye, ou leurs Lieutenans; & pour la mer, Monsieur l'Admiral, ses Lieutenans, ou commis.

Item. De la part de Mesditsseigneurs Roi des Romains & Archiduc sont denommez conservateurs, pour les marches de Flandres & Artois, Monsieur de Nassau, ensemble les Gouverneurs de Lille, d'Arras, & Baillis esdits pais, chacun en son endroit; pour les marches de Hainaut, Messieurs les Princes de Chimay, & Grand-Bailli de Hainaut; pour Luxembourg, Monsieur le Marquis de Baden; pour Bourgogne le Gouverneur du Comté de Bourgogne, & les Baillis d'Amont, d'Aval, & de Dole; & pour la mer, Monsieur de Beures, Admiral, ses Lieutenans, ou commis.

Item. Tous lesquels conservateurs denommez en chacun parti seront tenus

faire prompt & sommaire expédition, sans forme & figure de procès, de tous cas qui écherront & dépendront de la réparation & restitution, qui se doit faire pour ce present traité, & contravention, infraction, ou entreprise à l'encontre de cette paix ; & seront leurs sentences, ordonnances, & provisions mises à exécution reellement & de fait, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, sauf toutefois que en cas d'appel de sentences diffinitives dont seroit appelé, ceux qui les auront obtenues, seront tenus de bailler bonne & suffisante caution sujete, avant d'avoir la delivrance de ce qui leur seroit adjugé pour le rendre, au cas que les sentences desdits conservateurs fussent infirmées par la Cour souveraine, ou si elles étoient annullées, & qu'il y eût nouveau jugement pour fournir le jugé.

Item. Pour ce qu'il est assez aparent, que après cette paix publiée, se trouveront de chacun parti plusieurs gens vagabonds & oisieux, qui seront legers & enclins à toutes roberies, larcins, & pilleries, & dont, si pourvû n'y étoit, pourroient avenir de grands dangers, & ne seroit seur pour les sujets de chacun parti aller par les chemins marchandement & autrement, avisé est, qu'il sera fait Edit, lequel sera publié en chacun parti, que tous gens de guerre & autres vagabonds, qui ne voudront retourner à faire leur métier & labeur, ou qui n'auroient entretenement de vivre & ordonnance desdits Princes, ou entretenement au service d'aucuns seigneurs, dont ils fassent aparoir par lettres desdits seigneurs, lesquels seront répondans de ceux qu'ils avoueront être leurs serviteurs, seront tenus eux partir, & eux retirer hors des villes & du plat país dedans tel tems qu'il leur sera prefix, & ce sur & à peine, ledit tems passé, d'être bannis des país de chacun parti, & d'être abandonnez à toutes Justices, & aux gens du plat país de les pouvoir prendre au corps, & les mener à la plus prochaine Justice, pour les punir, bannir, & contraindre à eux partir & tirer hors desdits país, sans y pouvoir retourner, & d'être punis des cas dont ils seront trouvez être chargés, sans en faire aucun renvoi ou remission aux Juges ou à la Justice, dont ils se voudront dire sujets.

Item. Que pareille provision & de semblable effet sera faite & mise pour ceux, qui par mer exerceront aucunes détrousses ou roberies, de quelque parti qu'ils soient, à savoir que s'ils ont avoué, c'est à entendre que le navire ait été frété & mis sus pour quelque seigneur ou marchand, l'on se prendra à eux pour les dommages qu'ils auront faits ; & si ce sont gens qui n'aient point de chef autre que d'eux-mêmes, ils seront abandonnez à tous ports & havres, où ils descendront, pour les prendre au corps, & faire leur procès, sans en faire aucun renvoi au parti, dont ils se diront ou avoueront être.

Item. Que d'un parti ni d'autre ne seront reçûs ni soutenus ceux qui feront aucun exploit ou entreprise au prejudice de cette paix ; & s'ils se retiroient d'un parti à l'autre, quelque don, grace, ou abolition qu'ils aient ou pourroient avoir ci-après, ils seront poursuivables des infractions & entreprises, qu'ils auroient faites à l'encontre de cette paix, & partant ne sera tenuë la paix pour rompue.

Item. Que lesdits Seigneurs Princes, leurs Lieutenans & Officiers, donneront aide & assistance les uns aux autres, à l'encontre de tous ceux, de quelque état ou condition qu'ils soient, qui seront dilaians ou refusans d'entretenir cette paix, lesquels seront de chacun parti abandonnez comme ennemis de la chose publique ; & ceux qui les aideront d'argent, de vivres, ou en autre maniere

les recevront ou favoriseront , seront pareillement responsables de tous dommages par eux faits , & reputez infracteurs de paix , & comme tels corrigez & punis.

Item. Que tous lesdits points & articles dessus écrits se passeront , confirmeront , & ratifieront dès maintenant par lettres patentes d'icelui Seigneur Roi Tres-Chretien , & pareillement les Ambassadeurs de la Sacrée Imperiale Majesté , & desdits Seigneurs Roi des Romains , & Archiduc , à savoir , Reverend Pere en Dieu Messire Guillaume, Evêque d'Aichstad ; Messire Christofle, Marquis de Baden ; les Comtes de Nassau, & de Solre ; les Sires de VValhain, d'Aimeries, & de Polham, l'Abbé de Maroles, le Prevost de Liege, & de Saint Donat de Bruges, Messire Thomas de Plannes, President du Grand Conseil desdits Seigneurs ; Philbert de Vere, dit la Mouche ; & Messire Jean de Montfort, Chevalier , bailleront leurs lettres & scellez , & par icelles promettrent & feront serment solennel sur les saints Evangiles de Dieu, Canon de la Messe , & fust de la vraie Croix , qu'ils feront passer ce present traité de paix ausdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc , & leur feront promettre & jurer , selon que contenu est en cedit traité , d'icelui garder & entretenir , & faire garder & entretenir en tous & chacuns ses points & articles , selon sa forme & teneur , & de tous lesdits passemens , promesses , ratifications, & sermens , fourniront lettres desdits Princes, instrumens publics & autentiques , & des scelez qui se bailleront és mains des Ambassadeurs & commis , que ledit Seigneur Roi Tres-Chretien envoieera devers iceux Seigneurs Roi des Romains & Archiduc.

Savoir faisons , Que oüi le rapport de nosdits Ambassadeurs & commis , & sur ce eüe grande & meure deliberation , avec les Seigneurs de nôtre Sang , & gens de nôtre Conseil , avons accepté , consenti , & accordé , par la teneur des presentes signées de nôtre main , acceptons , consentons , & accordons ladite paix , union , & amitié d'entre nous , nôtre tres-cher & tres-amé fils le Daufin , nos royaumes , pais , seigneuries , serviteurs & sujets , & de nosdits frere & cousins , tant pour eux que pour nôtre dite cousine Marguerite d'Autriche , leurs pais , terres & seigneuries , serviteurs & sujets , en aiant agreable tout ce que par nosdits Ambassadeurs & commis a été fait & besogné avec les Ambassadeurs & commis de nosdits frere & cousins , avons passé , reconnu & accordé , passons , reconnoissons , & accordons tous & chacuns les points & articles ci-dessus inferez , promettant de bonne foi , & en parole de Roi , iceux entretenir , garder & observer inviolablement , & sans infraction aucune. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers les gens tenans nôtre Parlement à Paris, gens de nos Comptes , & à tous nos autres Justiciers , ou à leurs Lieutenans , si comme à eux apartiendra , que ce present traité de paix ils fassent publier , enregistrer , & verifier , & le contenu en icelui garder & observer.

Et pour ce que de ces presentes on pourra avoir à faire en plusieurs & divers lieux de nosdits royaume , pais , & seigneuries , Nous voulons qu'au *vidimus* d'icelle , fait sous le scel roial , pleine foi soit ajoûtée comme à ce present original. En témoin de ce nous avons fait mettre nôtre scel à celd. presentes. Donné à Senlis, le 23. jour de mai, l'an de grace 1493. & de nôtre regne le dixieme. Signé, Charles. Et sur le repli : Par le Roi, Robertet. *Lecta, publicata, & registrata Parisiis in Parlamento, presente & consentiente Procuratore Generali Regis, quarta die junii 1493. De Cerisy.*

Publication de la paix de Senlis.

L'ON fait à savoir, que bonne paix a été & est faite, promise & jurée entre le Roi Tres-Chretien nôtre souverain Seigneur, & Monseigneur le Dauphin, leurs roiaume, pais, seigneuries, & sujets d'une part, & tres-hauts & tres-puissans Princes le Roi des Romains, Monsieur l'Archiduc Philippe son fils, tant en leurs noms, que eux faisant forts de Madame Marguerite d'Autriche fille d'icelui Seigneur Roi des Romains, sœur dudit Monsieur l'Archiduc, pour eux, leurs pais, seigneuries, serviteurs & sujets d'autre part, par laquelle lesdits Princes sont en bonne union, fraternité & amitié, & cesseront dorenavant toutes voies de fait, & exploits de guerre, des pais, serviteurs & sujets les uns contre les autres, & pourront lesdits serviteurs & sujets, de quelque état ou condition qu'ils soient, hanter, converser & frequenter marchandement, & autrement, par terre, par mer, & par eau douce, d'un parti en l'autre. Et est par cette paix faite abolition pleniere aux sujets de chacun parti, pour tous cas avenus par ci-devant pour fait de guerre, & si retournent chacun à leurs biens, comme toutes ces choses sont plus au long declarées és articles dudit traité de paix, & és lettres qui se bailleront par leld. Princes confirmatoires & ratificateurs d'icelles. Pourquoi l'on fait exprès commandement & défenses à tous sujets du Roi nôtre dit Seigneur, que nul n'attente, ou fasse chose dérogeante ou prejudiciable à ladite paix, sur peine d'être puni criminellement comme infrauteur d'icelle; & ordonne-t-on à tous Officiers du Roi nôtre dit Seigneur, ou leurs Lieutenans, de faire obeir & entretenir cette paix chacun és metes de son office, & de aux conservateurs d'icelle donner port, fauteur, aide, & assistance de conseil, de gens, de prison, & autrement, pour le faire obeir, & à prendre punition des transgresseurs & infrauteurs d'icelle. Publié à Senlis le 23. jour de mai, l'an 1493. Ainsi signé, J. Goyet, avec paraph,

Promesse de Philippe de Bourgogne, seigneur de Beures, d'entretenir la paix de Senlis, & d'assister le Roi de France, en cas qu'il y soit contrevenu par le Roi des Romains, & l'Archiduc son fils. A Malines le 20. aoust 1493.

*Autriche
1493.
20. aoust.*

PHILIPPE de Bourgogne, seigneur de Beures, de la Vere, de Vlissinghes, &c. Chevalier de l'Ordre, Conseiller, Chambellan du Roi des Romains nôtre Sire, & de Monseigneur l'Archiduc son fils, Gouverneur, & Lieutenant General d'Artois, & Admiral de la mer: A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme à la loüange de Dieu nôtre Createur bonne paix ait naguere été faite, publiée, & jurée en la ville & cité de Senlis, entre mes tres-redoutez & souverains Seigneurs Mesditsseigneurs le Roi & son fils, tant en leurs noms, comme pour & au nom de ma tres-redoutée Dame, Madame Marguerite d'Autriche, fille & sœur de Mesditsseigneurs Roi & Archiduc, leurs pais, seigneuries & sujets, d'une part; & le Tres-Chretien Roi de France, pour lui, Monseigneur le Dauphin son fils, leurs roiaume, pais, seigneuries, serviteurs & sujets d'autre part; iceux Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, afin que icelle paix soit

soit en tous ses points & articles entretenue, gardée, & observée, aient promis qu'en dedans le premier jour de septembre prochain venant, nous baillerons nos lettres & scelez, d'entretenir & faire entretenir ladite paix, & que si de leur part y étoit contrevenu, dont la restitution & réparation ne fût faite dedans six semaines ensuivantes, nous serions tenus les abandonner & delaisser, & donner faveur, aide, & assistance à icelui Seigneur Roi Tres-Chrétien; & il soit que de la part de mesdits Seigneurs par lettres signées de leurs mains, nous ait été ordonné & expressément commandé, bailler nos lettres & scelez, contenant promesse d'accomplir tout le contenu ci-dessus. Savoir faisons, que nous desirant de tout nôtre pouvoir obeir à Mesditsseigneurs, considerant les grands biens qui de ladite paix & l'entretienement d'icelle pourront avenir à mesdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, leursdits pais & sujets, avons promis & juré, promettons & jurons par cettes, d'entretenir & faire entretenir ledit traité de paix en tous & chacuns les points & articles y contenus, & que s'il y étoit contrevenu par mesdits Seigneurs le Roi des Romains, & Archiduc son fils, ou par le futur mari de madite Dame Marguerite, ou autre de par eux, ce que Dieu par sa bonté ne veuille souffrir, & de laquelle contravention ne fût faite restitution, & réparation, dedans six semaines prochaines ensuivant, nous en ce cas serons tenus d'abandonner & delaisser mes dessusdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, & chacun d'eux, & donnerons audit cas faveur, aide, & assistance à icelui Seigneur Roi Tres-Chrétien. En témoin de ce, nous avons fait mettre nôtre scel à ces presentes. Donné à Malines le vintieme jour d'aoust l'an 1493.

Douze autres promesses de différentes villes & seigneuries, pour entretenir la paix de Senlis.

AUTRE promesse de Guillaume de Croy, Seigneur de Chieures, d'Arichot, de Birebecque, de Houré, &c. d'entretenir la paix de Senlis, *Autriche*
du 6. mai 1495.

Pareille promesse de Charles de Croy, Prince de Chimay, Vicomte de Limoges, Baron de la Bone, &c. Lieutenant & Capitaine General du pais & comté de Hainaut, du 27. avril 1495.

Semblable promesse de Enghelbert, Comte de Nassau & de Vianne, Seigneur de Breda, premier Chambellan du Roi, son Lieutenant General, & de Monsieur l'Archiduc son fils, en leur pais de Flandres, & Sénéchal du pais & duché de Brabant, du 23. aoust 1493.

Semblable promesse de Jean, Comte d'Egmond, seigneur de Beures, &c. du 28. aoust 1493.

Autre promesse de Jean de Bergues, seigneur de VValhain, de Melin, &c. Chevalier, Conseiller, & premier Chambellan de Monsieur l'Archiduc, Gouverneur & souverain Bailli de Namur, du 22. aoust 1493.

Autre promesse de Pierre Lannoy, Chevalier de l'Ordre de la Toison d'or, seigneur du Fresnoy, & Grand-Bailli d'Alost, du 18. aoust 1493.

Pareille promesse de Baudouin de Lannoy, seigneur de Molenbais, de Solre le château, de Torcoing, &c. Chevalier de l'Ordre, Conseiller, second Cham-

bellan du Roi des Romains & de Monsieur l'Archiduc, Capitaine & Gouverneur des châteaux, villes & châtellenies de Lille, Douai & Orchies, du 20. août 1493.

Semblable promesse d'Antoine Rolin, Chevalier, seigneur d'Aimeries, d'Anchinne, & de Lens, Maréchal & Veneur heritable de Hainaut, Conseiller & Chambellan du Roi des Romains, & de Monsieur l'Archiduc son fils, Grand-Bailli du pays & comté de Hainaut, du 25. août 1493.

Promesse de la ville d'Ipre, d'entretenir la paix de Senlis, & d'assister le Roi de France, en cas qu'il y soit contrevenu par le Roi des Romains, & l'Archiduc son fils.

ATOUTS ceux qui ces presentes lettres verront : Advolié, Echevins, Conseil, Bourgeois, Manans & Habitans, & toute la Communauté de la ville d'Ipre, Salut. Comme à la louange de Dieu bonne paix ait naguere été faite, publiée, & jurée entre le Tres-Chretien Roi de France, nôtre souverain Seigneur, pour lui & Monseigneur le Dauphin son fils, leur royaume, pais, seigneuries, serviteurs & sujets d'une part; & tres-hauts & tres-puissans Princes, & nos tres-redoutez Seigneurs le Roi des Romains, toujours auguste, & Monseigneur l'Archiduc Philippe son fils, nôtre Prince & Seigneur naturel, tant en leurs noms, qu'au nom de nôtre tres-redoutée Dame Madame Marguerite d'Autriche, fille & sœur de nosdits seigneurs, leurs pais, seigneuries, serviteurs & sujets d'autre part; pour seurété de laquelle, & afin qu'icelle soit d'autant mieux entretenüe, observée, & gardée sans infraction aucune, ait été consenti, accordé, & promis de la part de nosdits Seigneurs, que dedans le premier jour de Septembre prochain venant, ils feront par les Seigneurs de leur sang, Chevaliers de l'Ordre de la Toison d'or, officiers, nobles, villes & communautéz denommez en l'article de ce faisant mention, bailler leurs lettres & scellez à icelui Tres-Chretien Roi notre souverain Seigneur, ses Ambassadeurs ou Commis. Lesquels scellez qui se bailleront d'un parti & d'autre, contiendront promesse d'entretenir, & faire entretenir ledit traité de paix, & que s'il y étoit contrevenu par le Prince duquel parti lesdits scellez se bailleront, ou aucun de par lui, dont la restitution & reparation n'en fût faite dedans six semaines prochaines ensuivant, ils en ce cas seront tenus d'abandonner & delaisser celui qui aura fait la contravention, & bailler faveur, aide, & assistance, à celui sur qui se feroit l'exploit & entrepise; & leur est par ledit traité ordonné ainsi le faire, & dont dès maintenant ceux qui bailleront lesdits scellez, sont esdits cas de contravention & rupture déchargés de leurs sermens. Et il soit ainsi, que de la part de nosdits seigneurs Roi des Romains & Archiduc, par lettres signées de leurs mains nous ait été ordonné, & expressement commandé bailler de ce que dit est nos lettres & scellez contenant promesse d'accomplir tout le contenu ci-dessus. Savoir faisons, que nous desirant de tous nos pouvoirs obeir à nosdits Seigneurs; considerant aussi les grands biens, qui de ladite paix, au cas que par la grace de Dieu elle soit bien gardée & entretenüe, pourront avenir aux pais & sujets de nosdits Seigneurs, & les maux qui au contraire par la rupture & infraction d'icelle s'en

ensuivroient, avons à nôtre assemblée pour ce faire des plus notables bourgeois & manans de ladite ville en nombre suffisant, representans toute la communauté d'icelle, promis & juré par certes scellées du scel de ladite communauté, promettons & jurons d'entretenir, & faire entretenir ledit traité de paix en tous & chacuns les points & articles y contenus; & s'il étoit contrevenu par nosdits Seigneurs Roi des Romains, & Archiduc son fils, ou par le futur mari de madite Dame Marguerite, ou aucuns de par eux, ce que Dieu par sa grace ne veuille souffrir ni permettre, & de laquelle contravention ne fût faite restitution & reparation dedans six semaines ensuivant: Nous en ce cas serons tenus & avons promis d'abandonner & délaisser nosdits seigneurs & chacun d'eux, & devons audit cas faveur, aide, & assistance à icelui Roi Tres. Chretien nôtre d. souverain Seigneur, ainsi & par la maniere que nosdits Seigneurs par leursd. lettres nous ont commandé & ordonné ce faire; & à cette fin, esdits cas de contravention & rupture nous ont tenus & tiennent déchargez desdits sermens que nous leurs devons, le tout jusqu'à ce que ladite restitution & reparation ait detiement été faite. En témoin de ce nous avons cedités presentes lettres fait sceller du scel aux causes de ladite ville d'Ipre, le 25. jour d'aoust, l'an de grace mille quatre-cens quatre-vint & treize.

Pareille promesse des bourgeois, manans, & habitans, & communauté de la ville d'Arras, du 26. aoust 1493.

Semblable promesse des Maieur, Echevins, Jurez, Elus, Quatre des Mestiers, Bourgeois, Manans & Communauté de la ville de Namur, du 23. aoust 1493.

Autre promesse des Lieutenants, Prevost, Jurez, Echevins, Conseil & Communauté de la ville de Valenciennes, du 17. aoust 1493.

TRAITE' ENTRE LE ROI CHARLES VIII. D'UNE PART,

& Ferdinand & Isabelle, Rois de Castille & d'Aragon, d'autre.

*Fait à Barcelonne le 19. janvier 1493. * L'année commençoit en*

Espagne le premier janvier, & en France à Pâques.

FERDINANDUS & Elisabeta, Dei gratia Rex & Regina Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, Granatæ, Toleti, Valentia, Galliciæ, Majoricarum, Hispalis, Sardinia, Cordubæ, Corsicæ, Murcia, Giennis, Algarbix, Algezira, Gibraltaris & Insularum, Canariæ, Comes & Comitissa Barcinonæ, Domini Biscaia & Molinæ, Duces Athenarum & Neopatriæ, Comes Rossilionis & Ceritanæ, Marchiones Oristanni & Gociani: Universis & singulis præsentis litteras inspecturis, Salutem. Sicut ex guerrarum turbinationibus, dissidiis & hostilitatibus, quæ, zizaniarum satore moliente, inter Reges & Principes, & præsertim inter finitimos, prohi dolor! accidere solent, sanguinis effusio nimia, cædes multæ, incendia crebra, depredationes innumeræ, & alia perniciosissima incommoda, mala atque damna vigere consueverunt, sic è vestigio ex pacis amantitate, amoris & concordia, laus & obsequium immortalis Deo, & alia quamplurima & laudabilia bona resultare nemini dubium est. Quid enim melius, quidve utilius concordia & pace, sine qua nullius regni status poterit esse diuturnus? Quid enim sanctius, quid denique paco ipsa Deo acceptius, testante Christo Jesu

Castille
& Ara-
gon.
1493.
19. janu.

redemptore nostro & dicente: In quamcumque domum intraveritis, primum dicite: *Pax huic domui*. Et alibi: *Pacem meam do vobis, pacem meam relinquo vobis*. Secunda sunt igitur, in quantum humana finit fragilitas, illius vestigia, & doctrina ejus sanctissima amplectenda, nec minus pax inquirenda, & totis conatibus prosequenda, juxta illud: *Inquire pacem, & prosequere eam*: Reges enim, qui pacem inquisiverunt, & eam sunt prosequuti, servaverunt regna, & illa diu obtinuerunt, ac jure hereditario possederunt: quandoquidem in amicitiz unitate potestates firmanur, subsistitque validius, ac firmius resistit geminata virtus. Utque alia omittamus exempla, progenitores & prædecessores nostros reges serenissimos recolendæ memoriæ, necnon progenitores & prædecessores Christianissimi Principis Caroli, Dei gratia Francorum Regis, fratris & confœderati nostri carissimi, à magnis & diuturnis citra temporibus validissimorum nexu fœderum copulatos colligatosque beneficio & tutamini statuum, regnorum, & subditorum suorum, ex eo bene consuluisse res ipsa edocuit. Inter alia igitur, quæ summe cordi gerimus, ea nos maxime cura tenet, ut Deo imprimis obsequamur, cujus voluntati tunc conformiores reddemur, si & nos & præfatus Rex Christianissimus arma simul capellentes communes vires in hostes fidei vertamus, deinde ut amicitiz debitum justî amici persolvamus, amicorum enim fides in prosperis felicissimum est solatium, in adversis autem sanctissimum præsidium. Reliquum est, ut paci, quieti, & tranquillitati regnorum nobis à Deo commissorum operam demus, eorumque rei publicæ debite consulamus, ut de talentis nobis traditis dignam sibi reddere queamus rationem. Prospicientes præterea nullas amicitias nullave fœdera, quæ cum quibusvis Principibus & Potentatibus iniri ad invicem possent, utiliora, tuxiora, seu convenientiora, quam nostra sibi, suæque nobis impræsentiarum esse seu haberi, tum propter sanguinis vinculum, tum propter finium regnorum & terrarum utriusque conjunctionem, tum etiam quia ipsum Regem Christianissimum ob ingentes & præclaras ejus virtutes nedum cari pendimus, sed etiam miro amore complectimur. Ad laudem itaque, obsequium & gloriam omnipotentis Dei, ejusque orthodoxæ fidei incrementum utilitatemque, pacem & quietem, nedum regnorum, terrarum, dominiorum & subditorum utriusque nostrum, verum etiam universæ Reipublicæ Christianæ, pro nobis & illustrissimo Principe Joanne, Principe Asturiarum & Gerundæ, primogenito nostro carissimo, & post felices dies nostros immediate hærede & universali successore, & pro alijs successoribus ac universis terris, regnis, dominiis & subditis nostris, amicitiam, unionem, ligam, intelligentiam, & confederationem cum prædicto Christianissimo Rege, & cum illustrissimo Carolo Delphino Viennensi, ejus filio legitimo & successore, pro eis & successoribus, regnis & universis dominiis & subditis eorundem, ligam ipsam & confederationem continuando & insequendo, ac quatenus opus sit, muniendo, & ipse Rex Christianissimus nobiscum pro se, hæredibus, successoribus regibus, & universis dominiis & subditis suis ligam ipsam & confederationem continuando & insequendo, ac quatenus opus sit, muniendo, inivimus, fecimus, concordavimus, contraximus, & conclusimus, uti inivimus, facimus, concordamus, contrahimus, & concludimus sub forma & capitulis tenoris hujusmodi.

Sequantur articuli facti, concordati, firmati & jurati inter & per nos Ferdinandum & Isabellam Dei gratia Regem & Reginam Castellæ, Legionis, Ara-

gonum, Siciliae, Granatae, &c. pro nobis & illustrissimo Joanne Principi Asturianum & Gerundæ, primogenito nostro carissimo, & post felices dies nostros, auxiliante Deo, hærede & successore, & pro aliis hæredibus nostris ac universis successoribus, regnis, terris, dominiis, & subditis nostris ab una, & nos Carolum eadem gratia Francorum Regem, pro nobis & carissimo filio nostro legitimo successore Carolo, Delphino Viennensi, & pro hæredibus & successoribus quibuscumque, regno & universis terris, dominiis, & subditis nostris, ab alia partibus, super amicitiiis, ligis, intelligentiis, & confœderationibus inter nos ad invicem factis, initis, concordatis, & juratis.

Imprimis, nos dicti Rex & Regina Hispaniæ, & Rex Franciæ, continuando & conservando confœderationes, quæ ab antiquo fuerunt inter prædecessores nostros Reges Hispaniæ & Franciæ, nostraque regna & dominia, patrias & dominationes, fecimus, tractavimus, concordavimus, firmavimus, & passavimus, facimusque, tractamus, & concordamus, firmamus & passamus bonam, veram, puram, integram & perfectam ligam, confœderationem, concordiam, & inseparabilem amicitiam perpetuo & cunctis futuris temporibus duraturam pro nobis, hæredibus & successoribus nostris, & cujuslibet nostrum. In quibus quidem confœderationibus & ligis comprehendimus & comprehendere intendimus & volumus omnia regna, tetras & dominia nostra, & cujuslibet nostrum, virtute quarum confœderationum, ligarum, & amicitiarum tenemur, & teneri volumus & promittimus ad invicem, & legaliter, quod alter alteri toto posse nostro auxiliabitur & auxiliabimur, seu auxilium præbebitus adversus & contra quoscumque, & quod nos declarabimus, & ex nunc nos declaramus, aperte unum pro altero, videlicet nos dicti Rex & Regina Hispaniæ tam pro nobis, & pro hæredibus & successoribus nostris quibuscumque, quam etiam pro omnibus regnis, terris & dominiis nostris, esse colligatos & confœderatos cum prædicto Christianissimo Rege, suisque hæredibus & successoribus, terris & dominiis quibuscumque, tam contra Anglicos ipsius Christianissimi Regis Francorum antiquos inimicos, quàm contra Regem Romanorum, & Archiducem Comitem Flandriæ ejus filium, quamdiu ipse Rex Romanorum, vel præfatus Archidux filius suus faciet vel facient guerram & hostilitatem, & ipsi vel alter eorum reputabitur vel reputabuntur, & erit declaratus, vel erunt declarati inimici præfati Christianissimi Regis & regni Franciæ, hæredumque & successorum & terrarum ac dominiorum suorum, quàm etiam contra quoscumque alios qui sunt, erunt, aut esse poterunt quomodolibet in futurum inimici, malevoli & adversarii prædicti Christianissimi Regis & Regni Franciæ, hæredumque & successorum ac terrarum & dominiorum suorum per mare & per terram, cujuscumque status & conditionis fuerint.

Et nos præfatus Rex Francorum pro parte nostra, & pro hæredibus & successoribus nostris quibuscumque, & pro regno, terris & dominiis nostris universis, simile facimus & faciemus, vicemque similem reddimus & reddemus præfatis potentissimis Regi & Reginæ Hispaniæ, hæredibusque & successoribus suis quibuscumque, ac universis & singulis regnis, terris & dominiis eorum adversus & contra quoscumque hostes, malevolos, & adversarios prædictorum potentissimorum Regis & Reginæ Hispaniæ, hæredumque & successorum suorum quorumcumque, atque regnorum, terrarum & dominiorum suorum, qui sunt, erunt, aut esse poterunt quomodolibet in futurum, tam per mare, quam per terram, cujuscumque status & conditionis fuerint.

Item, Est conventum & concordatum ad magis asscurandum prædictas amicitias, ligas, & confœderationes, & pro majori earum robore & securitate inter nos Reges prædictos, hæredesque & successores nostros, quod ipsas easdem amicitias, ligas, & confœderationes præferamus & anteponamus, uti præferimus & anteponimus omnibus aliis quibuscumque ligis & confœderationibus factis vel faciendis, cum quocumque Principe vel Principibus, quicumque vel qualescumque fuerint, quacumque dignitate vel autoritate fulserint, Vicario Christi excepto, & quod ligæ ipsæ, amicitia, & confœderationes remaneant & remanebunt, easque remanere volumus in tali vigore & virtute, ac taliter, quod si contigerit quod aliquis ligatus & confœderatus, ligandusque & confœderandus nobiscum dictis Rege & Regina Hispaniæ, vel cum hæredibus & successoribus nostris, insurgerent contra & adversus eundem Christianissimum Regem Francorum, hæredes & successores suos, vel quod illi tales vellent & satagerent facere guerram tali in casu, idque notificando & notificari faciendo, nos dicti Rex & Regina Hispaniæ, nostri hæredes & successores, tenebimur auxiliari & succurrere prædicto Regi Christianissimo, & suis hæredibus & successoribus, quemadmodum boni fratres colligati & amici amicorum & inimici inimicorum facere debent & tenentur, sine reservatione quacumque.

Et nos Rex Francorum prædictus, nostri hæredes & successores quicumque, pari modo tenemur & tenebimur simile facere, & similem vicem reddere erga ipsos potentissimos Regem & Reginam Hispaniæ, eorumque hæredes & successores quocumque in casu prædicto.

Et cum hoc, & ad magis & melius asscurandum & servandum superius declarata, nos dicti Ferdinandus & Elisabetha Rex & Regina Hispaniæ non copulabimus seu jungemus, aliquo modo, matrimonio liberos nostros, cum Regibus Romanorum & Angliæ, neque cum liberis eorumdem, neque cum aliis inimicis declaratis dicti Christianissimi Regis Francorum, absque ejusdem Regis voluntate & consensu, & quod non auxiliabimur eis, cum quibus nos præfati Rex & Regina Hispaniæ filios nostros matrimonio copulabimus contra statum & domum prædicti Christianissimi Regis, hæredumque & successorum suorum.

Item, Est conventum & concordatum, quod illustrissimus Joannes Princeps Asturiarum & Gerundæ, primogenitus dilectissimus nostri dictorum Regis & Regine Hispaniæ, & post felices dies nostros hæres & successor noster universalis, jurabit in præfenti tenere & observare prædictas amicitias, ligas, & confœderationes, Et ut æqualitas & vicissitudo servetur, nos dictus Francorum Rex promittimus, pollicemur, & juramus, quod carissimus & dilectissimus filius noster legitimus & successor Carolus, Delphinus Viennensis, postquam pervenerit ad ætatem annorum duodecim, firmiter jurabit de tenendis inviolabiliter & observandis dictis amicitiiis, ligis, & confœderationibus.

Item, Est conventum & concordatum, quod dicti Rex & Regina Hispaniæ pro nobis, hæredibusque & successoribus nostris prædictis, non recipimus seu inibimus intelligentiam aliquam cum quovis Principe, aut alio quocumque, qualiscumque vel quicumque fuerit, quavis dignitate vel autoritate fulgeat, (ipso Vicario Christi excepto) in præjudicium cujuslibet nostrum nostrorumque regnorum, terrarum & dominiarum in futurum. Si quid delictum fuerit, id revelabitur ex una parte & ex altera, adeo ut nihil fiat in præjudicium dictarum ligarum & confœderationum,

quæ omni tempore servabuntur de puncto ad punctum.

Item, Est conventum & concordatum, quòd licet nos dictus Rex Francorum sumus in bona possessione usuque & titulo sufficienti ad tenendum comitatum Rossilionis & Ceritanæ, qua possessione carissimus dominus & genitor noster defunctus Ludovicus Rex Francorum, cujus animæ propitietur altissimus, & nos usque nunc gavisi sumus. Nihilominus habentes respectum ad ligas, confederationes, & amicitias, quas nos dictus Rex Francorum, & nos etiam dicti Rex & Regina Hispaniæ, ad invicem tenere desideramus, & nos ipse Rex Francorum volentes satisfacere demandis & requestis, quæ pro parte dictorum potentissimorum Regis & Reginæ Hispaniæ nobis factæ fuerunt, concernentibus ipsos comitatus, promittimus ipsis potentissimis Regi & Reginæ Hispaniæ facere dari possessionem eorum, quotiescumque ipsi potentissimi Rex & Regina fecerint & passaverint præsentis ligas & confederationes, illasque juraverint in forma consueta, & dederint securitates tam pro ipsis, quam pro bonis villis dictorum regnorum & dominiorum suorum: proviso, quod toties quoties nos dictus Rex Francorum, hæredesque & successores nostri voluerimus & voluerint facere videri & visitari jura per nos prætenſa in dictis comitatibus, tam ratione & ex causa ingaggiamenti & impignorationis, quàm aliàs qualitercumque sit, nos dicti Rex & Regina Hispaniæ, hæredesque & successores nostri tenebimur eligere & sumere arbitros & judices neutros, pro discutiendo & determinando de dictis juribus, & tenebimur Rex & Regina Hispaniæ, hæredesque & successores nostri, eligere dictos judices, & de illis formis intra unum mensem, postquam de his pro parte dicti Regis Francorum Christianissimi, hæredum & suorum successorum fuerimus requisiti.

Et si nos prædicti Rex & Regina Hispaniæ, aut hæredes & successores nostri, recusaverimus aut recusaverint id facere, dictus Christianissimus Rex Francorum, aut ejus hæredes & successores poterit vel poterunt recuperare possessionem dictorum comitatum Rossilionis & Ceritanæ, & promittimus obedire & acquiescere judicio quod super præmissis erit latum, & restituere prædicto Christianissimo Regi, hæredibus & successoribus suis, realem & actualem possessionem dictorum comitatum Rossilionis & Ceritanæ, si per judicium dictorum arbitrorum & judicum neutrorum sumptorum & electorum inter dictas partes vel earum successores dictum & ordinatum fuerit, quod sic fieri debeat aut aliàs, quemadmodum per ipsos arbitros & judices neutros erit in totum dictum & determinatum.

Et si contigerit, quod Deus avertat, quòd, postquam nos Rex Francorum prædictus fecerimus & compleverimus pro parte nostra id quod dicti serenissimi & potentissimi Rex & Regina Hispaniæ nobis requiri fecerunt, concernens comitatus prædictos Rossilionis & Ceritanæ, & quod prædicti serenissimi & potentissimi Rex & Regina Hispaniæ, hæredesque & successores sui nollent integre observare & adimplere ea, quæ per dictas ligas sunt promissa & concordata, fuerintque judicata & appunctata per dictos arbitros & judices neutros: tali in casu nos dictus Rex Francorum pro nobis, hæredibusque & successoribus nostris, poterimus recuperare pleno jure & propria autoritate, sine aliqua summatione quibuscumque personis facienda, nec alio ministerio justitiæ, dictos comitatus Rossilionis & Ceritanæ, & non faciemus, nec facere poterimus nos

dicti Rex & Regina Hispaniæ, hæredesque & successores nostri, cum vel eos impedire, nec perturbare quoquo modo, ut dictum est, sed renunciamus in casu prædicto pro nobis, hæredibusque & successoribus nostris omni juri proprietatis, domini, & possessionis, quæ possemus prætereundere aut demandare in dictis comitatibus Rossilionis & Ceritanæ; & poterit dictus Rex Christianissimus, sui que hæredes & successores prædicti poterunt se ponere in tali & simili possessione & gaudencia, in quâ ipse Christianissimus Rex est de præsenti.

Item, Si per sententiam & judicium dictorum arbitratorum & judicum prædicti comitatus Rossilionis & Ceritanæ fuerint adjudicati nobis præfatis Regi & Reginæ Hispaniæ, vel hæredibus & successoribus nostris prædictis, eo in casu, ut utrinque æqualitas servetur, nos dictus Francorum Rex, hæredesque & successores nostri prædicti tenebimur dare pro dicta securitate & observatione dictarum ligarum & confederationum, compensationem & taxationem æqualem talem, quæ erit ordinata per dictos arbitros & judices, qui de illis determinabunt, quemadmodum videbitur eis faciendum per rationem. Et similiter si per dictas sententias dictorum arbitratorum & judicum ipsi comitatus fuerint adjudicati dicto Christianissimo Regi Franciæ, vel successoribus suis, in eum casum nos dicti Rex & Regina Hispaniæ, seu hæredes & successores nostri tenebimur dare aliam talem securitatem pro observatione dictarum ligarum, quemadmodum per dictos judices & arbitros erit ordinatum, & subdicti dictorum comitatum servire, obedire, & recognoscere in dominum dictum Christianissimum Regem, & successores suos, & exoneramus à subjectione, juramento, & obedientia, in quibus possent teneri nobis dictis Regi & Reginæ Hispaniæ, & successoribus nostris prædictis, ad causam dictorum comitatum, absque eo quod aliquid ab eisdem subditis possit querelari vel peti, neque etiam quod possint incurrere aliquas penas apud nos. Et ideo nos prædicti Rex & Regina Hispaniæ promittimus pro nobis, hæredibusque & successoribus nostris prædictis, quod nunquam faciemus aliquid quod sit in damnum, defavantagium, & præjudicium dicti Christianissimi Francorum Regis, & suarum patriarum, terrarum, & dominiarum, quocumque modo fuerit, tam de facto, scitu, quàm aliàs, & ita juramus & jurabimus solemniter eis, meliori forma, & modo quibus fieri poterit, & ad hoc nos obligamus sub censura Ecclesiæ, nostris sigillis & signaturis nostris propriis manibus munitis, antequam possessio dictorum comitatum Rossilionis & Ceritanæ sit nobis prædictis Regi & Reginæ Hispaniæ tradita.

Pro quorum quidem comitatum traditione & deliberatione nos prædictus Francorum Rex donavimus & damus potestatem consanguineo nostro Comiti de Montpensier, vel consanguineo etiam nostro Lvdovico de Ambasia, Albigeni Episcopo, accipiendi, seu adipiscendi in manibus suis castra, villas, oppida & fortalitia dictorum comitatum, ad tradendum & deliberandum possessionem eorum & earum prædictis serenissimis & potentissimis Regi & Reginæ Hispaniæ, vel commissis aut deputatis ab eis.

Tamen antequam tradatur & deliberetur possessio dictorum comitatum, nos prædictus Francorum Rex interpedimus & intelligimus, quod prædicti potentissimi Rex & Regina Hispaniæ, & illustrissimus Joannes Princeps Asturiarum & Gerundæ, eorum primogenitus, jurabunt personaliter in præsentia alicujus personæ, per nos Francorum Regem prædictum ad eos super hoc missæ, vel mittendæ,

tendæ, de bene, legaliter, & integraliter custodiendis, observandis & continuandis per eisdem Regem & Reginam, hæredesque & successores suos, suaque regna & dominia, prædictas confederationes & ligas. Et similiter jurabunt hoc & promittent duæ ex bonis villis seu civitatibus regnorum, terrarum & dominiorum ipsorum, videlicet, Cæsaraugusta & Barchinona, & dabunt de hoc sua sigillata & securitates in manibus prædicti Episcopi Albiensis. Qui quidem Albiensis Episcopus jurabit & promitter, quod illa non mittet extra manus & posse suum, donec & quousque possessio dictorum comitatum & dominationum fuerit & sic tradita prædictis potentissimis Regi & Reginæ Hispaniæ.

Et cum hoc ipsi potentissimi Rex & Regina promittent & asscurabunt de bene & legaliter tractando subditos manentes & habitantes in dictis comitatibus, & quod non facient, patientur aut permittent eis fieri aliqua mala vel inconvenientia indebite in personis & bonis eorum, & signanter illis qui servierunt nobis Regi Francorum prædicto, vel domino Regi Ludovico, quondam carissimo genitori nostro, cujus anima in pace requiescat, eo durante tempore, quo comitatus & dominia prædicta in manibus nostrum extiterunt.

Et hoc facto, nos prædictus Francorum Rex tenebimur & tenemur tradere & deliberare realiter & de facto possessionem prædictorum comitatum & dominiorum, intra tempus quindecim dierum proxime sequentium, prædictis potentissimis Regi & Reginæ Hispaniæ, seu commissis & deputatis ab eis. Respectu verò juramentorum, securitatum & sigillatorum duarum aliarum villarum seu civitatum prædictorum regnorum & dominiorum, nos prædictus Rex & Regina Hispaniæ tenebimur & tenemur fornire seu complere sigillata ipsa intra tres menses post dictam possessionem traditam. Et nos prædictus Francorum Rex simile faciemus ex parte nostra, ac similem vicem reddemus erga prædictos potentissimos Regem & Reginam Hispaniæ, & signanter promittimus fornire seu complere juramentum villarum seu civitatum, Tholose & Narbonæ, antequam prædicta possessio tradatur.

Et erunt per gentes, officiales & servitores prædicti Regis Christianissimi recuperatæ & acceptæ omnes provisiones tam machinarum, victualium, quam aliarum rerum existentium in dictis villis & castris prædictorum comitatum Rossilionis & Ceritanæ pro deferendo eas vel ea in patria Occitana, & in loco vel locis ipsis patriæ, ubi dicto Christianissimo Francorum Regi magis placuerit.

Et similiter recipientur & recuperabuntur denarii terminorum escadutorum & debitorum, sicuti escadent usque in diem dictæ possessionis. Et si post dictam possessionem traditam aliquid de dictis denariis deberitur, debitores eorum compellentur ad pro eis solvendum realiter & de facto. Qui quidem denarii tradentur thesaurario & officariis prædicti Christianissimi Regis Francorum, & aliis quibus deberi poterunt. Qui quidem etiam denarii, qui sunt vel esse poterunt restantes ad recuperandum, unâ cum aliis denariis qui recepti fuerunt & recuperati per eundem Regem Christianissimum à tempore quo ipse & Christianissimus Rex Ludovicus quondam genitor suus habuerunt & tenuerunt dictos comitatus & dominia, erunt & remanebunt utilitati suæ. Absque eo quod nunquam prædicti Rex & Regina Hispaniæ, hæredesque & successores sui, possint illos petere, nec de illis quicquam querelari prædicto Regi Christianissimo, vel successoribus suis, tam pro dictis denariis receptis & recipiendis, quam pro demolitionibus factis in villis, castris, & fortalitiis prædictorum comitatum.

Excepto tamen quod in casu quo dictus Rex Christianissimus voluerit facere demandam, vel procedere ad faciendam discussionem de juribus suis, & habendum iudicium à dictis arbitris, in eum casum quælibet partium prædictarum poterit se juvare de omnibus & quibuscumque juribus suis, tam in principali quàm quatenus concernit fructus, redditus, demolitiones, & alia interesse prætensa per quamlibet dictarum partium.

Et intendunt, seu intelligunt partes prædictæ, quod manentes & habitantes in prædictis comitatibus, & similiter subditi prædictorum Regum, sive sint clerici, laici, nobiles, aut alii qui habeant bona eis pertinentia in prædictis comitatibus, regnis & dominiis, sive ad causam eorum vel uxorum suarum, aut beneficiorum, aut alias, stabunt, & revertentur in gaudencia prædictorum suorum bonorum; non obstantibus quibuscumque bannis aut confiscationibus quæ factæ fuerint ob causam servitiorum & partitorum seu adhærentiarum utriusque partium prædictarum, exceptis tamen fructibus & pensionibus perceptis, retentis seu levatis, quæ remanebunt apud eos, qui illos vel illas levaverunt, retinuerunt, & receperunt; exceptis etiam fructibus & pensionibus stantibus & quæ stant usque in diem traditæ possessionis.

Et poterunt habitatores & subditi utriusque partium prædictarum libere ad invicem communicare cundo, veniendo, & stando, si bonum eis videatur, absque eo quòd super hoc aliquæ impediendi possint.

Item, Et quia Principibus seculi convenit statum ecclesiasticum & personarum ecclesiasticarum protegere, tueri, & munire, idcirco ad tranquillitatem habendam, & ad sedandas quascumque lites & controversias, quæ inde oriri possint, est conventum & concordatum inter serenissimos & potentissimos Principes prædictos, quòd Reverendi & venerabiles Patres in Christo, Georgius de Ambasia, Archiepiscopus Narbonensis, Carolus de Martigny, Episcopus Elnensis, Petrus de Ablaco, Lectorensis Episcopus, Abbasque Grassensis, Antonius Petrus de Narbona, Vabrensis Episcopus, & Abbas Fontis Frigidi, Antonius de Narbona, Arularum Abbas, Petrus de Sancto Thamant, Abbas sancti Michaëlis de Tuxano, Ludovicus de Avenabulo, Administrator perpetuus monasteriorum Beate Mariæ de Regali Perpiniani & Sancti Genesii de Fontanis, Deodatus de Narbona, Abbas sancti Andree de Sureda, Antonius Vaquerii, Abbas villæ longæ, Magister Joannes Leris, Legum Doctor, Archidiaconus Elnensis, Petrus Galeti, Vicarius Elnensis, Reginaldus de Martigny, Canonicus Elnensis, & administrator perpetuus prioratus Beate Mariæ de campo dictæ Elnensis diocesis, Petrus Torti, Conducterius Elnensis, & aliæ quæcumque personæ ecclesiasticæ, obtinentes episcopatus & pontificales dignitates, abbatias, archidiaconatus, canonicatus, prioratus, præposituras, & alias quascumque dignitates, officia & beneficia ecclesiastica regularia vel secularia, curata, simplicia & non curata, in prædictis comitatibus Rossilonis & Ceritanæ, sive principalis fundatio ac sedes illorum sit intra dictos comitatus, sive extra, & signanter in regno Franciæ, vel dominiis illi adjacentibus, & ad causam eorum, sive ex unione apostolica, sive alias obtineant villas, oppida, castra & fortalitia cum mero & mixto imperio & jurisdictione, si quod vel quæ ad causam dictarum dignitatum, beneficiorum, villarum, castrorum, oppidorum & fortalitorum sibi pertinent, census, usatica, censualia, & alia quæcumque jura, redditus & emolumenta, in dictis comitatibus,

ea perinde ut antea habere pacifice, & quiete obtinere, possidere, administrare, exercere & percipere valeant, ac si essent naturales & oriundi ex dictis comitatibus Rossilionis & Ceritanix, aut Principatu Catalanix, non obstantibus dicta comitatum restitutione, & quibuscumque pragmaticis sanctionibus, constitutionibus Catalanix, edictis & ordinationibus regiis, vel aliis quibuscumque contrarium fortasse disponentibus, etiamsi majori expressione verborum indigerent. Reservato tamen juramento fidelitatis dictis serenissimis & potentissimis Regi & Reginx Hispanix, & successoribus suis præstando à superius nominatis, & ab aliis quibuscumque qui beneficia in dictis comitatibus possident, seu possidebunt. Ac etiam reservata eisdem potentissimis Regi & Reginx Hispanix, hæredibusque & successoribus suis, facultate & potestate muniendi castra & fortalicia Alcaydís*, gentibus, armorum, machinis, & aliis instrumentis servientibus ad guerram in casu necessitatis, sine tamen præjudicio juris & libertatum Ecclesiæ, ac etiam regiarum præeminentiarum. Reservato etiam, quòd dictis Prælati & aliis quibuscumque personis ecclesiasticis dictas dignitates & alia beneficia possidentibus, per hanc concessionem non attribuantur, nec attribui possit modo aliquo maius jus in ipsis dignitatibus & beneficiis, & ad eas & ea, quàm eis de jure & iustitia pertinet & spectat. Verùm si aliqua controversia seu questio oriatur super titulo seu titulis dictatum dignitatum, aut beneficiorum manutentis in suis possessionibus, eis qui ipsas dignitates & beneficia in præsentia possident, controversiæ aut quæstiones titulorum ipsarum dignatum & beneficiorum per Reverendum Archiepiscopum Narbonensem metropolitani terminentur & decidentur. Ipsi tamen dictas dignitates & beneficia nunc possidentibus super possessorio illorum non turbatis seu inquietatis, donec & quovis per dictum Archiepiscopum super hoc partibus auditis aliter fuerit ordinatum & pronuntiatum.

* I. c. Châtelains
& Gouverneurs
de Citadelles.

Et si aliqui ecclesiastici, quicumque sint, velint ad dictum regnum Franciæ transire, aut in eodem morari, hoc libere facere possint & valeant; absque eo quod ob eam causam in beneficiis suis possit eis aliquod impedimentum fieri.

Et ex tenore præsentis tractatus remittuntur & indulgentur per nos prædictos Regem & Reginam Hispanix omnes casus, crimina, & delicta à quibuscumque subditis, cujuscumque status vel conditionis fuerint, commissi & facti, commissæ & factæ propter servitium præstitum, ad hærentiamque & obedientiam per eos præstitas defuncto bonæ memoriæ Ludovico Regi Francorum, & Christianissimo Regi Francorum feliciter regnanti, ratione vel ad causam duntaxat guerrarum factarum occasione dictorum comitatum, taliter & tali forma, quod nunc vel in futurum non possit eis aliqua molestia inferri in personis eorum, aut bonis occasionaliter quomodocumque fuerit ex causa prædicta. Quin imo, præmissis non obstantibus, retineant vel recuperent bona sua, & illis utantur & gaudeant pacifice. Et simile fiat ex parte prædicti Christianissimi Francorum Regis.

Et promittentur & promittitur viris ecclesiasticis, nobilibus & aliis quibuscumque dictorum comitatum Rossilionis & Ceritanix, cujuscumque status vel conditionis sint vel fuerint, quod si aliqui vel aliquis eorum velit aut velint residere vel remanere in servitio Christianissimi Regis Francorum prædicti, ei vel eis id liberum existat, & quod illi vel illis sic residentibus vel remanentibus in personis & in bonis suis, aut familiarium & servitorum suorum, non fiet aliquod impedi-

mentum, vel disturbium, aut opprobrium directe vel indirecte; imo illi tales volentes remanere, si qui sint, vel fuerint, gaudebunt eorum bonis, reventis, vel redditibus. Er poterunt nobiles & alii laici prædicti tenere in eisdem comitatibus uxores, eorum liberos & familiam, quemadmodum & totaliter facient alii commorantes & habitatores eorundem comitatum, aliorumque regnorum & dominiorum præfatorum potentissimorum Principum.

Qui quidem prædicti poterunt vendere & alienare quocumque modo & titulo, per se, vel per procuratores suos, dicta eorum bona, & pretium ipsorum bonorum suorum alienatorum in usus suos convertere, aut aliàs de ipsis disponere ad sui libitum & voluntatem; & de novo permittitur & permittetur eis ire, morari, & residere, si bonum eis videatur, in eadem patria.

In præmissis tamen non erunt neque sunt aut intelliguntur esse comprehensi seu inclusi scelerati viri, criminosi, & qui exigentibus facinoribus suis seu delictis punitionem merentur condignam. Sed ut iustitia æqualiter servetur, & Reipublicæ debite consulatur, remittentur dicti scelerati criminosi seu delinquentes de una parte ad aliam, & vice mutua debito modo secundum formam juris & iustitiæ.

Et ultra permittetur & permittitur subditis & vassallis quibuscumque dicti Christianissimi Francorum Regis servire & adhærere Celstudinibus & Majestatibus prædictorum potentissimorum Regis & Regina Hispaniæ. Et vice mutua permittitur & permittetur subditis & vassallis quibuscumque eorundem potentissimorum Principum Regis & Regina Hispaniæ servire Majestati & Celstutidini præfati Christianissimi Regis Franciæ, non obstantibus constitutionibus & pragmaticis sanctionibus, legibus generalibus & particularibus terrarum, & promissionibus seu pollicitationibus quibuscumque præmissæ facultati, & aliis prædictis contrariantibus seu repugnantibus. Quas quidem constitutiones & pragmaticas sanctiones, si quæ sint, præmissis contrariantes respectu prædictorum, Regiæ Majestates prædictæ nullius esse volunt roboris atque momenti.

Item, Est concordatum & conventum, quod pro observatione commerciorum & rei mercantilis, & ut ipsa commercia mercatorum, regnorum & terrarum prædictarum, utilius fiant & conducantur in securitate debita & ad utilitatem Rei publicæ, quod nos dicti Reges ab utraque partium faciemus & nominabimus, videlicet quilibet nostrum pro parte sua æqualiter conservatorem vel conservatores, pro conservandis & manutenendis prædictis commerciis & mercatoribus.

De quibus omnibus supradictis fient & expedientur litteræ in meliori forma, qua fieri poterit, pro securitate partium prædictarum. Quas quidem amicitias, ligarum nexus, uniones, confederationes perpetuas, concordiamque finalem ob ejusdem Domini nostri Jesu Christi, creatoris & redemptoris nostri reverentiam, (sub ejus nomine omnia ad finem salutarem & perfectum rediguntur) nos prædicti Rex & Regina Hispaniæ inivimus, promissimus, concordavimus, firmavimus & juravimus, inimus, pollicemur, promittimus, concordamus, firmamus, & juramus super sancta Dei quatuor Evangelia corporaliter & manualiter per nos tacta, bona fide & in verbo regio tenere, adimplere, & inviolabiliter observare, pro nobis, regnis, terris, dominiis & ditionibus nostris, ea omnia & singula, quæ ad nos attinent, attingereque possunt & debent, singula singulis referendo, prout in

fidem articulis continetur & cavetur, & contra ipsos & ipsam, quovis modo directe vel indirecte non contravenire, sub obligatione & hipoteca omnium bonorum nostrorum presentium & futurorum, necnon & sub pœna perjurii, quam Rex & Regina possunt tali casu incurrere. Et pro præmissis firmius adimplendis supposuimus & submisimus, supponimusque & submittimus personas nostras & successorum nostrorum, regna & dominia nostra præfata, sub missionibus, renunciationibus, obligationibus & pœnis contentis in præfatis articulis, & pariter censuris Sanctæ Sedis Apostolicæ: volentes quod ad maiorem firmitatem prædictorum omnium & singulorum literæ apostolicæ super ipsis fortiores & meliores dictamine sapientum, substantia tamen non mutata, conficiantur, easque tradere teneamur, ac etiam teneantur successores nostri, quoribus per præfatum Christianissimum Regem Francorum, carissimum fratrem & confœderatum nostrum, aut ejus successores in regno & dominiis illi adjacentibus, fuerimus aut fuerint requisiti. In quorum omnium & singulorum fidem & testimonium præfentes litteras manibus nostris signavimus, sigillorumque nostrorum munimine jussimus roborari. Datum in nostra civitate Barchinonæ, decimo-nono mensis januarii, anno à nativitate Domini 1493. regnorumque nostrorum, videlicet, Siciliæ anno 26. Castellæ & Legionis 20. Aragonum vero & aliorum 15. Granatæ autem secundo. Ains signé, *To el Rey, To la Reyna.*

Ego Joannes de Coloma, serenissimorum & potentissimorum dominorum Regis & Reginæ Hispaniæ, dominorum nostrorum secretarius, & apostolica ac regia autoritatibus publicus notarius, hæc omnia scribi feci, de mandato celsitudinum suarum, eaque jussu earum manu propria signavi, in fidem & testimonium præmissorum.

Et nos Joannes Princeps Asturiarum & Gerundæ, Dux Montisalbi, & dominus civitatis Balagarii, Majestatum prædictarum serenissimorum & potentissimorum dominorum Regis & Reginæ Hispaniæ, parentum & dominorum meorum colendissimorum primogenitus, in omnibusque regnis & terris suis generalis gubernator, & post felices & longævus dies suos universalis hæres & successor, iidem paternis motus respectibus, hujusmodi amicitias, ligas, intelligentias & confœderationes, & omnia & singula desuper contenta, in quantum ad nos attinent, vel quomodolibet in futurum attinere poterunt, promittimus & pollicemur in verbo principis, ac etiam juramus ad Dominum Deum, & ejus sancta quatuor Evangelia manibus nostris corporaliter tacta, tenere & observare, ac teneri & observari facere in omnibus & per omnia, juxta eorum seriem & tenorem, & contra ea directè vel indirectè non facere vel venire, sub obligatione & hipoteca omnium bonorum nostrorum presentium & futurorum, sub pœna perjurii quam Princeps potest in tali casu incurrere. Et pro præmissis firmius adimplendis, supposuimus & submisimus, supponimusque & submittimus personam nostram submissionibus, renunciationibus, & pœnis contentis in præfatis articulis, & pariter censuris sanctæ Sedis Apostolicæ, eis modo & forma, quibus prædicti serenissimi & potentissimi Rex & Regina, parentes & domini nostri colendissimi, se supposuerunt & submiserunt. In quorum omnium & singulorum fidem & testimonium præfentes litteras manu nostra signavimus, sigillique nostri munimine jussimus roborari. Datum in civitate Barchinonæ, decimono mensis januarii, anno à nativitate Domini 1493. *To el Principe.*

Ego prædictus Joannes de Coloma, Regius & Reginalis secretarius; eisdem autoritatibus publicus notarius, ac etiam dicti illustrissimi domini Principis & primogeniti secretarius, prædicta de Suae Serenitatis mandato scribi feci, & manu propria signavi, in fidem & testimonium præmissorum.

*LETTRE DES CONSULS DE PERPIGNAN,
à Madame de Bourbon qui lui mandent qu'ils veulent demeurer sujets
du Roi, & ne se point rendre au Roi d'Espagne. Du 4. juin 1493.*

*Castille
& Ara-
gon.*

1493.

4. juin.

TRES-haute & puissante Princesse, & nôtre tres-redoutée Dame, plaîse vous savoir, que nous vous envoie les doubles des lettres qu'il a plu au Roi nôtre Sire nous écrire, & le double de celles que à présent lui envoie, afin, Madame, que vous soiez informée de nôtre intention, comme voulons être & demeurer perpétuellement bons sujets du Roi & de sa Couronne, & vivre & mourir sous la suzerain d'icelle; comme plusieurs fois, Madame, vous en avons avertie. Avec ce de présent, Madame, lerez informée de ce qu'il a plu au Roi par ces lettres nous déclarer, comme il nous tient bons sujets, & nous défendra contre tous.

Pourquoi, Madame, si ainsi étoit, de rendre ce païs, & nous bailler aux mains du Roi d'Espagne, ce seroit fait au tres grand dommage, prejudice, & deshonneur du Roi & de sa Couronne, & de tout le royaume, & en special de son païs de Languedoc nôtre voisin, duquel, Madame, Monseigneur & vous avez la charge; & pouvez penser, Madame, le dommage qui en peut venir, si le Roi nous baille audit Roi d'Espagne, & après ne vouloir être bon ami au Roi. Vous êtes, Madame, la Princesse de tout le royaume qui en ce devez veiller plus que tout autre, & pour ce défendre telles choses comme nous mêmes pour beaucoup de raisons. Nous vous en avertissons, Madame, volontiers, pour la singulière confiance qu'avons en vous, & vous supplions, & pour Dieu prions & requérons, que sur ce, par les remèdes que à ce apaisendra, vous plaîse y pouvoir tellement qu'il y soit remédié, & pour que tels broüilleurs & inventeurs de maux soient punis juxta le cas; & vous plaîse, Madame, d'en bien avertir le Roi, afin qu'il lui plaîse de ne permettre en nul e maniere de parler, & même faire telles choses. Et vous supplions, Madame, qu'il vous plaîse d'être diligente à bien défendre par justice ce présent païs & comté, qui tant ont coûté au Roi & au royaume, & en special au païs de Languedoc, & où ledit Seigneur a si bon droit, dont vous en avertissons bien, quand besoin en seroit; & que nous étant à présent sous la charge de Monseigneur vôtre mari, & de Monseigneur de Montpensier, le royaume ni nous ne prenions un tel dommage, comme de nous bailler audit Roi d'Espagne. Madame, en ceci vous y avez vôtre intérêt si grand, par ce que dit est, que y devez bien penser pour y remédier; & de ce faire vous en supplions, & a tant prions à Dieu, tres-haute & puissante Princesse, & nôtre tres-redoutée Dame, qu'il vous ait en sa sainte garde. Ecrit en Perpignan le quatrième jour de juin. Vos tres-humbles & obeissans serviteurs, les Consuls de la ville de Perpignan. Et au dos est écrit:

A très-haute & puissante Princesse, & nôtre très-redoutée Dame, Madame la Duchesse de Bourbonnois.

Lettre du Vicomte de Rodés à Madame de Bourbon, par laquelle il lui mande, que ceux de la ville de Perpignan veulent demeurer sujets du Roi, & qu'ils ne se rendront au Roi d'Espagne, que par force.
Du 4. juin 1493.

TRES haute & puissante Princesse, & ma très-redoutée Dame, si très-humblement que faire puis me recommande à vôtre bonne grace, à laquelle plaîse savoir, comme depuis que vous ai écrit n'est survenu aucune chose dont soit besoin vous avertir; mais toutes choses par deçà se portent bien, Dieu merci, au service du Roi, de Monseigneur, & de vous, & feront dorenavant à l'aide de Dieu, & de ce qui surviendra incontinent vous en avertirai.

*Castille
& Aragon.
1493.
4. juin.*

Madame, depuis que le Maître d'hôtel du Roi, Jean François, est passé en Espagne, est venu bruit en cette ville, & selon que l'on dit est venu d'Alby, que le Roi étoit délibéré rendre cette comté de Roussillon & Cerdagne au Roi d'Espagne, & que ledit Maître d'hôtel en a fait offre audit Roi d'Espagne. A cette cause, Madame, les Consuls écrivent au Roi & à vous, & se sont tirés devers moi, en me remontrant qu'ils sont délibérés vivre & mourir sous le Roi, Monseigneur, & vous, Madame, & qu'ils sont émerveillés d'un tel bruit, & que jamais ils ne seront au Roi d'Espagne, que par force; & que au cas que le Roi fût délibéré de ainsi le faire, qu'ils s'en veulent défendre par justice, & m'ont signifié que sur ce ils sont délibérés envoyer devers le Roi, Monseigneur. Et vous, Madame une Ambassade, & montrent, que de tel bruit sont très-déplaisans, & soiez certaine, Madame, que ceux qui mènent tel bruit n'aiment point le service, & sont dignes de grande punition, & pour ce Madame vous plaîse penser ce que coûte le Roussillon au Roi, & à son royaume, & que c'est le meilleur boulevard que peut avoir le païs de Languedoc, duquel Monseigneur & vous avez la charge, & les droits que le Roi y a, & les inconveniens qu'en baillant Roussillon s'en peuvent ensuivre; & de tout vous plaîse, Madame, avertir le Roi, en priant Dieu, très haute & puissante Princesse, qu'il vous donne bonne vie & longue, & accomplissement de vos desirs. Ecrivis à Perpignan le quatrième jour de juin. Vôtre très-humble & obeissant serviteur, le Vicomte de Rodés. Et à la superscription est écrit: A très-haute, puissante Princesse, & très-redoutée Dame, Madame la Duchesse de Bourbon.

Ordre du Roi à Monsieur le Duc de Bourbon, de remettre la ville de Perpignan au Roi de Castille, & décharge de ladite place.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France: A nôtre très-cher & très-ami frere & cousin le Duc de Bourbonnois & d'Auvergne, aiant de par nous la charge & garde des places & châtels de Perpignan, salut & dilection. Comme entre autres choses, afin de parachever les traités, alliances,

*Castille
& Aragon.
1493.*

amitié & confederations faites entre tres-hauts & tres-puissans Prince & Princesse, nos tres-chers & tres-amez frere, sœur, & alliez les Rois & Reine de Castille, de Leon, d'Aragon, de Grenade, &c. nôtre cousin le Prince leur fils, enfans & successeurs, leurs royaume, pais, seigneuries, & sujets d'une part, & nous, aussi nos royaumes, pais, seigneuries & sujets d'autre part. Entr'autres choses nous aions accordé, comme savez assez, à iceux nos cousins & cousine bailler la possession des comtez de Roussillon & Cerdaigne, sous les conditions plus à plein contenuës és points & articles sur ce faits, & à ces causes vous aions des pieçà ordonné mettre és mains de nôtre amé & feal cousin & conseiller l'Evêque d'Alby, ou autre de par lui, lesdits châtel & place de Perpignan, pour après en faire la delivrance, selon ce que dessus est dit; & à cette fin vous aions envoié & fait expedier autres nos semblables lettres de décharge & quittance, ce qui toutefois n'a encore bonnement pû sortir effet. Parquoi nous voulant de nôtre part faire, tenir & accomplir ce que dessus est dit, & que avons juré & promis selon les conditions d'iceux articles, avons de nous-mesmes conclu, deliberé, & ordonné que ladite delivrance sera faite sans plus dilation. Vous mandons, & tres-expreslement enjoignons derechef, que ladite place & châtel de Perpignan vous mettiez ou fassiez mettre & bailler par celui, ou ceux de vos lieutenans, que vous avez commis à la garde d'iceux, és mains de nôtre cousin & conseiller l'Evêque d'Alby, ou de ceux que besoin sera, ou qu'il avisera, pour après en faire la delivrance à nosdits frere & sœur les Roi & Reine de Castille, ou à leurs commis, procureurs & deputez en ensuivant les conditions contenuës esdits traité, confederation, & alliance, & en ce faisant du serment, & aussi de la garde & charge que vous, & vosdits lieutenans & commis avez eue, & encore avez pour nous desdits châtel & place de Perpignan, vous en demeurerez quitte & déchargé envers nous & les nostres, & par tout où il apartiendra, sans que ores ni pour le tems à venir ce puisse tourner à aucun deshonneur, ni prejudice de vous, ni des vôtres; ni que aucune chose vous en puisse être reprochée, ni demandée, ni à vosdits lieutenans & commis en maniere quelconque; & par la teneur de ces presentes signées de nôtre main vous en avons quitté & déchargé, quittons & déchargeons: Car tel est nôtre plaisir. Donné à Paris le setieme jour de juiller, l'an de grace 1493. & de nôtre regne le dixieme, Signé, Charles. & plus bas: Par le Roi, Robertet.

*ACTE DE DELIVRANCE DE MARGUERITE D'AUTRICHE,
entre les mains des Ambassadeurs du Roi des Romains & de l'Archiduc,
& la renonciation de cette Princesse au mariage d'entre elle & le Roi
Charles VIII. A Vanduille, diocese de Cambrai, le 12. Juin 1493.*

Autriche
1493.
12. Juin.

ATous ceux qui ces presentes lettres verront, ou oiront: Jean de Vandeuil, Licentié és loix, Conseiller & Avocat du Roi nôtre Sire, & Garde du scel roial de la Baillie de Vermandois établi à Saint-Quentin, Salut. Savoir faisons, que le Mercredi douzieme jour du mois de juin l'an mille quatre-cens quatre-vints & treize, en la presence de nous & de Michel Dy, Tabellion roial en la Prevôté de Saint-Quentin, pour ce évoquez & appelez en la ville de

de Vanduille, au Dioceſe de Cambrai, en la maiſon du Molin dudit lieu, qui eſt ſituée en Cambreſis, & hors les fins & metes de ce royaume : Tres-haute & tres-noble Princeſſe, Madame Marguerite d'Autriche, fille de tres-haut & tres-puiſſant Prince le Roi des Romains, toujours auguſte, & ſœur de haut & puiſſant Prince, Monſeigneur l'Archiduc Philippe, accompagnée de hauts & nobles ſeigneurs, Reverend Pere en Dieu Guillaume, Evêque de Eyſtadt, Chriſtoſe, Marquis de Baden, Englebert, Comte de Naſſau, & de Vianre, ſeigneur de Breda, Meſſire Jean de Berghes, Chevalier, ſeigneur de VValhain, & de Meſſire Antoine Rolin, Chevalier, ſeigneur d'Aimeries, & d'Antinne, Ambaſſadeurs deſdits Seigneurs Roi des Romains & Archiduc, laquelle Madame Marguerite autorifée en cette partie d'icelui Seigneur Roi des Romains ſon pere, & auſſi des deſſusnommez Ambaſſadeurs, en vertu du pouvoir à eux donné en cette partie par icelui Seigneur Roi des Romains, & deſquelles autorifation & pouvoir eſt ſuffiſamment apparu par les lettres ſcellées en double queue de parchemin, & cire vermeille du ſcel commun deſdits Seigneurs, contenant la forme quiſ'enſuit. ¶

MAXIMILIEN, par la grace de Dieu Roi des Romains, toujours auguſte, de Hongrie, de Dalmatie, de Croatie, &c. Et Philippe, par la même grace Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Limbourg, de Luxembourg, & de Guelbres, Comte de Flandres, de Tirol, d'Artois, de Bourgogne, Palatin de Hainault, de Hollande, Zelande, Namur, & Zurphen, Marquis du Saint-Empire, Seigneur de Frize, de Salins, & de Malines : A tous ceux qui ces preſentes lettres verront, Salut. Comme par le traité de paix naguere fait & conclu entre nous, tant en nos noms comme pour & au nom de nôtre tres-chere & tres-amée fille de nous Roi, & ſœur de nous Archiduc, Marguerite d'Autriche, nos royaumes, païs, terres, ſeigneuries, ſerviteurs, & ſujets d'une part, & tres-haut & tres-puiſſant Prince nôtre tres-cher & tres-amé frere & couſin le Roi de France, ſes païs, ſeigneuries, ſerviteurs & ſujets, d'autre ; ait entre autres choſes été dit, que nôtre dit frere & couſin Roi Tres-Chretien feroit mener & conduire nôtre tres-chere & tres-amée fille de nous Roi des Romains, & ſœur de nous Archiduc, Marguerite d'Autriche, en la ville de Saint-Quentin, & illec la feroit pleinement bailler & mettre és mains des Commis de ce aians pouvoir & commiſſion pour la recevoir, en baillant aux Ambaſſadeurs & commis de nôtre dit frere & couſin aquit & décharge ſuffiſante de la reddition de nôtre dite fille & ſœur, comme ces choſes ſont plus au long contenuës és articles dudit traité de paix. Savoir faiſons, que nous conſiant à plein des vertus, ſens, vaillances, prudhommes, & loiautez de nos amez & feaux conſeillers Reverend Pere en Dieu Meſſire Guillaume, Evêque de Eyſtadt, Chriſtoſe, Marquis de Baden, & Englebert, Comte de Naſſau & de Vianne, ſeigneur de Breda, nos couſins, Jean de Berghes, ſeigneur de VValhain, Chevalier de nôtre Ordre, & Antoine Rolin, auſſi Chevalier, ſeigneur d'Aimeries, nôtre Grand-Bailli de Hainaut ; iceux les cinq, les quatre, ou les trois d'eux, avons commis, ordonné & député, & par ces preſentes ſignées de la main de nous Archiduc, & ſcellées de nôtre ſcel commun, mettrons, ordonnons, & deputons nos Ambaſſadeurs, orateurs, procureurs, & commis, & leur donnons autorité & mandement ſpecial, de és noms de nous conjointement, & de chacun de nous diſviſément, comparoir,

& eux presenter au jour nommé , & autres jours ensuivans , qui seront pris en ladite ville de Saint-Quentin , & illec , és noms de nous & de chacun de nous , requerrir & recevoir nôtre dite fille & sœur , des mains des Ambassadeurs de nôtre dit frere & cousin , & en icelle recevant , connoître & confesser és noms de nous & de chacun de nous , & aussi au nom de nôtre dite fille & sœur Marguerite d'Autriche , & nous faisant fort d'elle , qu'elle a bien , dûement & honorablement été renduë & remise en nos mains , ou de nosdits commis , déchargée de tous liens de mariage , & de toutes obligations , & que de ce , ensemble de toutes promesses , obligations , & scellez qui touchent & peuvent toucher la personne de nôtre dite fille & sœur , avons tenu & tenons quitte & déchargé nôtre dit cousin le Roi Tres- Chretien , & tous autres qu'il appartiendra , & ausquels la chose peut toucher ; & au surplus avons donné & donnons pouvoir à nosdits Ambassadeurs , és noms que dessus , d'autoriser & conseiller nôtre dite fille & sœur , & laquelle neanmoins , nous Roi des Romains , comme pere legitime , tuteur & mainbourg d'elle , dès maintenant pour lors avons autorisée & autorisons , pour après qu'elle sera pleinement renduë és mains de nosdits Ambassadeurs , & qu'elle sera és pais de nôtre obeissance , faire & passer par serment pareille reconnoissance , declaration & quittance , par laquelle elle declarera & confellera avoir été renduë és mains de nous , ou nosdits commis , déchargée de tous liens de mariage , & de toutes autres obligations , & que de ce , ensemble de toutes promesses , obligations & scellez qui touchent la personne d'elle , elle quitte & décharge icelui Roi Tres- Chretien , & tous autres ausquels la chose peut toucher , & ladite quittance , décharge , & reconnoissance , promettre garder , entretenir & observer , sans jamais venir au contraire ; & desdites quittance & reconnoissance faites par nous au nom de nôtre dite fille & sœur , & par elle de nôtre autorité , en la presence , & par le conseil de nos Ambassadeurs dessus nommez bailler lettres & enseignemens publics & autentiques , tant par nos lettres patentes que par les lettres & scellez de nosdits Ambassadeurs , lesquels ils promettront faire ratifier par nous & chacun de nous ; & toutes lesquelles declarations , quittances , décharges , & generalement tout ce qui sera fait par nosdits Ambassadeurs & commis , dès maintenant pour lors , & deslors pour maintenant , passons , confirmons , ratifions , avons pour agreable , & voulons être de tel effet & valeur , comme si le tout étoit passé & fait par nous en nôtre personne. Promettant lealement & de bonne foi , en parole de Prince , & par nos foi & serment , avoir pour agreable tout ce que par nosdits Ambassadeurs sera fait en cette partie touchant les choses dessusdites. En témoin de ce , nous avons à ces presentes fait mettre nôtre scel. Donné en nôtre ville de Malines , le troisieme jour de juin l'an de grace mille quatre-cens quatre-vints & treize , & des regnes de nous Roi , à savoir de celui des Romains , le huitieme , & de Hongrie , &c. le troisieme. Ainsi signé sous le repli , Philippe. Et au dessus du repli desdites lettres , Par le Roi & Monseigneur , Monseigneur le Duc de Hesse , Lieutenant General , vous , Monsieur le Prince de Chimay , les Sires de Chievres , de Molembais , de la Bastie , & de Beoselle , le Prevost de Triel , Messire Paul de Vaeust , President de Flandres , & plusieurs autres du Conseil privé. J. Lectin. Et scellées.

A dit, connu & confessé , & par ces presentes , de l'autorité , par le conseil & consentement exprés que dessusdit , reconnoît & confesse le contenu en une cedula

qui lûe lui a été à haute voix en nos presences, par honorable homme & sage Maître Jean Goyer, notaire & secretaire du Roi, nôtre dit Seigneur, de laquelle cedula la teneur s'ensuit.

Nous Marguerite, fille de tres-haut & tres-puissant Prince, mon tres-redouté Seigneur, Monseigneur le Roi des Romains, toujours auguste, & sœur de nôtre tres-honoré Seigneur, & frere Monseigneur l'Archiduc d'Autriche, suffisamment autorisée de nôtre dit Seigneur & pere, & aussi de l'autorité, en la presence, des conseil & consentement de Reverend Pere en Dieu, l'Evêque de Eystadt, Christofe Marquis de Baden, Englebert, Comte de Nassau, Jean de Berghes, Seigneur de VValhain, & Antoine Rolin, Chevalier, Seigneur d'Aimeries, & d'Antinne, leurs Ambassadeurs & commis; confessons, connoissons, & declarons, que nous & nôtre personne avons été renduë par le Tres-Christien Roi de France, ou ses commis, es mains des dessusnommez, & commis Ambassadeurs de nosdits Seigneurs pere & frere, & à plein delivree en leurs mains, franche, quitte, & déchargée de tous liens de mariage, & de routes obligations & promesses; & de ce, ensemble de toutes promesses, obligations & scellez, qui touchent nôtre personne, nous tenons quitte & déchargé ledit Seigneur Roi Tres-Christien, & tous autres à qui la chose peut toucher. Promettant par nôtre serment, & sur les saints Evangiles que touchons, que lesdites confessions, reconnoissances, declarations, quittances, & décharges, nous garderons & entretiendrons fermes & stables, sans jamais venir au contraire, ni faire chose contraire, ni au prejudice d'icelle renonciation. De routes lesquelles choses, hauts & puissans Prince & Seigneurs, Monseigneur le Comte d'Angoulême, Monsieur de Rohan, Reverend Pere en Dieu Monsieur l'Evêque de Lectoure, Monsieur Antoine de Luxembourg, Comte de Brienne, Seigneur de Rouilly, Monsieur Antoine, Grand Bâtard de Bourgogne, Monsieur Louis de Brezé, Grand-Sénéchal de Normandie, Christofe de Plailly, Bailly de Sens, tous conseillers & chambellans du Roi nôtre dit Seigneur, & ledit Maître Jean Goyer, secretaire, au nom & comme orateurs & ambassadeurs, commis & deputez de par icelui nôtre souverain Seigneur, & ledit Maître Jean Goyer, secretaire, au nom & comme orateurs & ambassadeurs, commis & deputez de par icelui nôtre souverain Seigneur, nous ont pour ce au nom d'icelui nôtre souverain Seigneur, par les bouches desdits Seigneurs de Lectoure & Goyer, requis lettres d'instrument, que leur avons accordé pour valoir & servir à nôtre dit souverain Seigneur ce que de raison. En témoin de ce, nous garde dessusnommé avons scellé ces presentes dudit scel royal de Baillie. Ce fut fait l'an & jour dessusdits. Signé, J. de Vendeuil, M. Dy.

*TRAITE' ENTRE LE ROI CHARLES VIII. ET LE PAPE
Alexandre VI. A Rome le janvier 1494.*

- Le Pape.*
1494.
janv.
- I**mprimis Papa remanebit bonus pater Regis, & Rex bonus filius Papæ.
 Item Papa contentus est, quod Cardinalis Valentiniensis vadat in societate Regis; & permaneat quatuor menses & ultra, ad beneplacitum Regis.
 Item, Papa Turcum consignavit in manus Regis; & servabitur per Regem in Terracina.
 Item, Rex in reditu suo restituet Turcum Pontifici.
 Item, Rex pollicetur Pontifici, si Turcus ei intulerit aliquod nocumentum, ipsum Pontificem juvare, & defendere.
 Item, Promittit Rex Pontifici, quod faciet dare consensum Rhodianorum infra sex menses.
 Item, Rex pro restitutionis securitate dabit summo Pontifici obfides.
 Item, Pontifex semper recipiet tributum quadraginta millium ducatorum consuetum per magnum Turcum mitti.
 Item, Papa dabit Regi portum & roccam Civitatis Vetulæ.
 Item, Consentit Rex, quod ad urbem advehantur victualia, tam per Ostiam quam Civitatem Vetulam, dummodo non veniant ex parte inimicorum.
 Item, Dabit Papa Regi Franciæ commissarios, ut eidem de viatico provideant per terras Ecclesiæ.
 Item, Omnia fortalitia, & castra, & civitates Ecclesiæ Regi Franciæ aperientur, si contigerit ipsummet adire, donec in tuto fuerit.
 Item, Redeunte Rege restituentur Papæ omnia loca, infra quatuordecim dies post ejusdem Regis discessum.
 Item, Redeundo restituet Ostiam in manibus Cardinalis sancti Petri ad vincula.
 Item, Civitas Vetula, & alia fortalitia remanebunt in potestate Regis pro securitate sua.
 Item, Papa ignoscit omnibus qui servierunt Regi, ut puta Aquapendentibus, Montisflaconensibus, Viterbiensibus, & aliis.
 Item, Papa restituit ex nunc omnes Cardinales suis libertatibus, eâ lege & conditione, quod ipsi deinceps sint fideles.
 Item, Papa ignoscit & remittit Colonensibus, & de Sabellis.
 Et Rex iidem ignoscit Ursinis, & Jacobo de Comitibus, eâ conditione, quod restituat pecunias ab eodem Rege per eum receptas.
 Item, Rex constituet gubernatorem ad sui libitum in civitate Cefanatenſi.
 Item, Rex constituet locutenentem Legati in Marchia Anconitana ad sui beneplacitum.
 Item, Similiter in Legatione patrimonii.
 Item, Rex constituet in Campania unum Cardinalem sibi amicum.
 Item, Rex capit dominum Urbis præfectum in sui protectionem. Et permanebit idem præfatus in pristino statu, & dignitate.
 Item, Dominus Cardinalis sancti Petri ad vincula redintegratur in sua legatione Avinionensi.

Item, Cardinalis Gurcensis recipiet, emolumenta sui capelli, tam in absentia quam in presentia, permanebitque in pristina dignitate.

Item, Papa restituet Cardinalem de Sabellis in sua legatione Spoleti.

Item, Papa restituet Colonenses, & Sabellos, cum aliis amicis suis, pristinis statibus.

Item, Papa absolvit Cardinales ab obligatione per eos facta in Conclavi, videlicet de non recedendo absque ejus licentia, & consensu: & similiter à juramento ab eis præstito.

Item, Rex restituet Summo Pontifici urbem Romam, cum clavibus, & aliis munitionibus.

Item, Rex non requiret à Summo Pontifice castrum sancti Angeli.

Item, Rex præstabit summo Pontifici obedientiam personalem.

Item, Ipse Rex non offendet in aliquo summum Pontificem, nec eidem aliquam injuriam inferet: & si quis eidem molestus fuerit, vel in aliquo læserit, tenebitur Rex ipsum defendere.

Item, Pollicetur summus Pontifex Regi securitatem, & à populo Romano pernam regiam, vel quæquam ex suis, in aliquo nec offendi, nec læsum iri.

*TRAITE' DE PAIX UNION ET BONNE AMITIE'
entre Charles VIII. Roi de France, de Sicile, & de Jerusalem,
& Louis Marie Sforce, Duc de Milan, du 10. Octobre 1495.*

PREMIEREMENT, Que le château & châtelet de Gennes sera mis en neutralité entre les mains du Duc de Ferrare, & que ledit Duc & Messire Augustin Adorne, Jean Adorné son frere, & Jean Louis de Fiesque, & pareillement les anciens au nom de la cité jureront, que le Duc de Milan observera & gardera l'obligation du fief de Gennes envers le Roi Tres-Chretien, tant à armer qu'à desarmer audit lieu de Gennes, & pareillement en toutes autres grandes choses esquelles il est obligé par l'obligation dudit fief; & où ledit Duc n'observeroit les choses dessusdites, ledit Duc de Ferrare mettra ledit châtelet és mains dudit Roi Tres-Chretien; & les dessusdits Gouverneurs Messire Jean Adorne, & Messire Jean-Louis, & les Anciens d'icelle cité, se mettront en la totale obedience dudit Roi Tres-Chretien.

*Milan.
1495.
10. octob.*

Item. Et au cas que ledit Duc de Ferrare allast de vie à trépas, ce que Dieu ne veuille, celui qui sera élu par ledit Roi Tres-Chretien, & que ledit Duc de Milan agréera, devra faire pareil & semblable jurement; & pareillement le Lieutenant dudit Duc de Ferrare, & tous les soldats, qui seront mis au châtelet par ledit Duc de Ferrare, feront pareil & semblable jurement, & tiendra ledit châtelet en neutralité comme dessus, est dit.

Item. Et lequel châtelet & châtelet demeurera deux ans seulement entre les mains dudit Duc de Ferrare en la neutralité dessusdite, & en tant que que touche les juremens dudit Gouverneur & Anciens durera pour dix ans; mais après lesdits deux ans passez, ledit Duc de Ferrare sera tenu de remettre ledit châtelet entre les mains dudit Duc; & après dix ans passez, lesdits Gouverneurs & Anciens, Messire Jean Adorne, & Messire Jean-Louis seront quittes dudit serment;

demeurans néanmoins en leur force & vigueur l'obligation de fief, au moien de laquelle ledit Duc est obligé envers le Roi à l'occasion dudit fief de Gennes & de Savonne, & sans que à l'occasion des ces presentes ledit Roi Tres-Chretien & Duc de Milan se départent de la nature, & substance dudit fief.

Item. Et promettra le Roi qu'avec les navires, galeres, & armes qu'il fera à Gennes, il ne fera aucune chose contre ledit Duc de Milan, ni le present état & gouvernement dudit Gennes, directement ou indirectement; & qu'en armant à Gennes, il prendra les navires des amis du gouvernement & état d'apresent, & non d'autres, pourvu qu'ils lui baillent lesdits navires à prix raisonnable, qu'ils ne baillent navires aux ennemis du Roi, & que les patrons & martniers des navires que le Roi prendra, soient tenus de faire serment, que loiaument ils serviront le Roi.

Item. Que ledit Duc ne baillera aide ni secours aux Rois Alphonse & Ferrand, ni à leurs successeurs, ni à aucun autre qui pretendist droit au royaume de Naples, directement ni indirectement; & s'ils avoient aucuns gens par mer ou par terre ou navires à l'encontre dudit Roi Tres-Chretien, il les fera retourner.

Item. Que ledit Duc de Milan fera crier, que nul de ses sujets ne voise contre le Roi en son royaume de Naples; & si aucun fait le contraire, il sera puni en corps & en biens.

Item. Que le Duc de Milan restituera à Messire Jaques de Trivulce tous ses biens, meubles & immeubles, de quelque qualité ou condition qu'ils soient, & qu'il puisse être, aller & retourner par toutes les seigneuries du Duc, & que ledit Duc l'ait en grace ainsi qu'il l'avoit auparavant.

Item. Quant à Messire Francisque Sero, ledit Duc exhortera le Marquis de Mantouë à ce qu'il veuille lui pardonner, & le remettre & restituer en tous & chacuns ses biens; & si ledit Duc a quelque chose du sien, il le lui restituera.

Item. Que pareillement ledit Duc restituera à Messire Jean Ressio, & ses enfans, ce qu'ils avoient auparavant qu'ils allassent avec le Roi; & s'il avoit aucune chose qui lui apartinst, il lui en fera la raison.

Item. Que ledit Duc de Milan sera tenu faire relâcher franchement & quittement le sieur de Miolans, & pareillement Etienne de Nesve, si ledit de Nesve est trouvé entre les mains de lui ou de ses suets, ensemble tous & chacuns leurs biens meubles, ou ce qu'il plaira au Roi ordonner.

Item. Que ledit Duc restituera reellement & de fait neuf galeres avec leurs munitions, qui furent retenues par ledit Duc au port de Gennes, ou par les siens étant le Roi à Naples.

Item. Que ledit Duc sera tenu de revoquer Messire Gaspard & Fracasse de Saint-Severin avec les gens & compagnie qu'il a dans Pise, & autres gens de guerre ses sujets, & autres qui y sont de par lui.

Item. Que le Roi sera content que la Ligue faite entre nôtre Saint Pere le Pape, les Rois des Romains & d'Espagne, la Seigneurie de Venise, & ledit Duc de Milan, demeure en sa force & vigueur, pourvu qu'il n'y ait chose en icelle Ligue, qui soit contre le Roi de France, ni son royaume de Naples, auquel cas led. Duc de Milan s'en départira.

Item. Que le Roi observera les conventions faites entre lui d'une part, & le Roi des Romains d'autre.

Item. Que si aucuns des alliez avoient mené guerre au Roi pour secourir led. Duc de Milan, ou pour divertir l'armée du Roi qu'il a en ce pais, que à l'occasion de ce le Roi ne lui puisse faire guerre, en remettant par eux au premier état & dû ce qu'ils avoient innové contre ledit Seigneur Roi Tres-Christien.

Item. Que le Roi sera tenu de faire rendre la cité & château de Novarre, son camp levé.

Item. Que le Roi levera la main aux marchands Genoïs & Milanois, & leurs suites, des marchandises qu'ils ont au royaume de France, & icelles faire relâcher, & pourront marchander audit royaume, ainsi qu'ils ont fait au tems passé.

Item. Que ledit Duc de Milan ne pourra aucune chose pourchasser à l'encontre de la Maison de Savoie, ni des pais & seigneuries d'icelle, sous couleur de quelque aide, passage, ou secours qu'elle ait baillé au Roi, au Duc d'Orleans, ni à ses gens.

Item. En cette presente paix seront compris les alliez du Roi, dont la teneur s'ensuit: Les Rois des Romains & d'Espagne, le Roi d'Angleterre, les Rois de Hongrie, d'Ecosse, Portugal, de Dace, l'Archiduc d'Autriche, le Riche, Duc de Baviere, le Comte Palatin, & toute la Maison de Baviere, & Electeurs du Saint Empire, le Duc de Savoie, le Duc de Ferrare, les Liges vieilles & nouvelles, la Seigneurie de Florence, le Marquis de Monferrat, le Sieur Constantin Elû & Gouverneur, le Marquis de Saluces, la Seigneurie & Comté d'Ast, la Seigneurie de Sienne, la Seigneurie de Luques, le Sieur Prefet, le Cardinal de Gennes, le Cardinal *ad vincula*, & le Sieur Jean-Jâques de Trivulce, comme recommandé du Roi pour sa comté de Nuïllét.

Item. Jouira le Cardinal *ad vincula* de tous & chacuns les biens & benefices qu'il a en la Seigneurie dudit Duc, & ne donnera ledit Duc audit Sieur Prefet, par lui ni par autres, aucun empêchement en son Etat.

Item. Et procurera ledit Duc de Milan envers nôtre Saint Pere, de faire revoquer, casser, & annuler toutes les censures qu'il avoit promulguées à l'occasion de cette presente guerre, contre la conquête faite ou à faire par le Roi en son royaume de Naples, comme nulles, & de nulle valeur & effet.

Item. Et quant aux alliez dudit Duc, il les nommera dedans deux mois.

Item. Et sera tenu ledit Duc de Milan de faire rendre tous & chacuns les biens à ceux de la Comté d'Ast, pris durant la treve d'entre le Roi & ledit Duc.

Item. Que les Sieurs des Liges confederées vieilles & nouvelles pourront aller & retourner marchandement, & autrement par les terres & seigneuries dudit Duc de Milan, en telles franchises, libertez, & privileges qu'ils étoient auparavant cette guerre.

Item. Que pour la seureté des choses contenuës en ce present traité, pour le fait de Gennes, ledit Duc baillera pour otages le fils aîné de Messire Augustin Adorne, & pareillement aucuns autres, que le Roi voudra nommer.

Item. Que ledit Duc laissera jouir le Cardinal de Gennes de tous & chacuns les benefices qu'il a en sa Seigneurie.

Item. Que pareillement Messire Batiste de Campesfegouze jouira de tous & chacuns les biens, tant meubles que immeubles, & pourra ledit Batiste aller par tout où bon lui semblera, excepté en l'Etat dudit Duc de Milan & de Gennes.

Item. Et quant à Messires Alexandre & Michel Restes, ledit Duc leur par-

donnera en tant qu'à lui touche , & qu'ils puissent jouir de tous & chacuns leurs biens.

Item. Et retourneront tous ceux qui sont hors de la duché & territoire de Gennes , & qui se sont absentez pour la guerre presente , si bon leur semble , & ledit Duc sera tenu de leur pardonner , & les remettre en tous & chacuns leurs biens, meubles & immeubles.

Item. Et pour ce que le Sieur de Monnegue a tenu le parti du Roi , de lui sera pourchassé ni procuré aucun mal , ni faite aucune chose contre son Etat ; & si aucune étoit faite , il sera réparé & remis en tous & chacuns ses biens.

Item. Pardonnera ledit Duc à tous les nobles & citoyens de la cité de Novarre , & aussi à tous ceux du Diocèse & territoire d'icelle , & aussi de Blandure , de quelque état ou condition qu'ils soient , & même à ceux , qui ont baillé , conclu , & conseillé de bailler icelle cité de Novarre ; & que à l'occasion de ce , directement ou indirectement , par soi ni par autrui , il ne procedera à la punition ni vengeance aucune à l'encontre des personnes ou biens desdits de Novarre , & pareillement le Roi baillera pardon à tous les sujets dudit Duc , qui ont fait la guerre contre lui.

Item. Que lesdits nobles & citoyens , & chacun d'eux , puissent habiter perpétuellement ou à tems à leur bon plaisir , en la seigneurie ou hors la seigneurie dudit Duc de Milan , sans qu'on les puisse , pour quelque cause que ce soit , contraindre à y demeurer , ni soi personnellement presenter en la seigneurie dudit Duc , ni en sa juridiction , & néanmoins qu'ils puissent prendre les fruits , profits , revenus & émolumens feodaux , ou allodiaux , sans aucuns empêchemens quelconques , & d'iceux en disposer , nonobstant quelconques contrats , donations ou alienations faites par ledit Duc.

Item. Que tous & chacuns les prisonniers , excepté ceux qui sont mis à rançon , & lesquels ne pourront être contrainsts à paier plus grande somme , seront delivrez.

Item. Que ledit Duc de Milan sera tenu de faire pardonner à tous ceux qui ont donné aide au Duc d'Orléans , lesquels pourront demeurer en la Seigneurie de Milan où bon leur semblera , & jouir de leurs biens tant meubles que immeubles allodiaux & feodaux.

Item. Que ledit Duc de Milan sera tenu de rendre les galeres , galions , & autres navires & munitions , qui furent pris à Rapallo , ensemble l'artillerie qui fut prise audit lieu.

Item. Que ledit Duc de Milan sera tenu de rendre à tous & chacuns les biens , tant feodaux que allodiaux , à tous ceux qui ont servi le Roi en son entreprise , & permettra qu'ils en jouissent ainsi qu'ils faisoient auparavant cette guerre ; & au regard des biens meubles , ils en jouiront ainsi qu'ils les trouveront.

Item. Et pareillement le Roi sera tenu de rendre à tres-reverend le Cardinal de Saint-Severin , & au Comte de Gayasse , au Gouverneur de Gennes , Messire Jean Adorne son frere , & à Messire Louis de Fiesque , & à quelconques autres sujets dudit Duc , qui l'ont suivi en cette presente entreprise , tous & chacuns les benefices & biens feodaux & allodiaux , qu'ils tenoient , tant audit royaume de Naples , que autrement en la juridiction du Roi , & permettra qu'ils en jouissent ainsi qu'ils faisoient auparavant cette presente guerre ; & quant aux biens meubles , ils en jouiront ainsi qu'ils les trouveront quant à present.

Item.

Item. Et neanmoins donnera passage au Roi par tous ses pais, & aux gendarmes, que le Roi enverra en son royaume de Naples, pourvu qu'il ne passe que quatre-cens hommes d'armes, & quatre mille hommes de pied à une fois, en baillant bonne seureté de ne l'offenser en sa personne, état & seigneurie.

Item. Que le Roi ne puisse donner aide au Duc d'Orleans, à l'encontre dudit Duc de Milan, ni contre son Etat, en entretenant par ledit Duc de Milan les choses par lui promises en ce present traité.

Item. Et pour les frais, mises & dépens, que le Roi a mis en cette presente guerre, ledit Duc quittera au Roi ce qui lui peut être dû de la somme de quatre-vingt mille ducats, & rendra les obligations qu'il a de ses Chambellans, & autres qu'il a en deduction desdits quatre-vingt mille ducats.

Item. Que pareillement baillera au Duc d'Orleans dedans dix-huit mois cinquante mille ducats en la maniere qui s'ensuit; c'est à savoir de six mois en six mois, en trois parties, en lui baillant bonne seureté, à la discretion du Roi dedans le royaume de France, à commencer le premier paiement le premier jour d'avril prochainement venant.

Item. Et aidera ledit Duc au Roi de deux grosses caragues en cette année, & l'année après de trois, le tout à ses dépens, équipées & armées.

Item. Et touchant la principauté de Tarente, quand le Roi & ledit Duc parleront ensemble, fera tant ledit Seigneur, que icelui Duc devra être content.

Item. Que ledit Duc ne pourra prétendre aucun droit de superiorité, souveraineté, ni autres droits quelconques en la Comte d'Asti, ni en ses appartenances & dépendances, dont est le Marquisat de Sienna, ni pareillement aucun droit d'adhérence, confederation, protection, ou ligue avec les sujets, vassaux, ou marquis desdites terres.

Item. Que toutes & quantes fois que le Roi voudra aller en personne en la conquête de son royaume de Naples, ledit Duc l'accompagnera en personne par mer & par terre, & lui aidera de ses gendarmes.

Item. Que si les Venitiens ne vouloient entretenir cette paix, & accorder les trois articles dedans deux mois, & qu'ils fussent guerre au Roi en son royaume de Naples, en faveur du Roi Ferrand, ou d'autres qui prétendissent droit audit royaume, ou qui leur donnassent quelque aide directement ou indirectement à l'encontre du Roi, en ce cas ledit Duc de Milan se declarera à l'encontre desdits Venitiens, & sera tenu aider au Roi à défendre ledit royaume de Naples contre les Venitiens, & pour choses dessusdites, ledit Duc de Milan sera tenu de lui bailler passage & à son armée, & lui aider à faire guerre en leursdites terres, ou es terres, que lesdits Venitiens tiendront dedans ledit royaume de Naples, laquelle aide sera de cinq-cens hommes d'armes & de toutes autres choses qu'il étoit tenu l'année passée.

Lesdits traité & apointement faits avec ledit Duc de Milan par les Sieurs de Gié, Maréchal de France; Philippe de Commines, Chevalier, Sieur d'Argenton; Raoul de Lannoy, aussi Chevalier, Conseiller & Chambellan du Roi; Maître Jean de Gannay, President en la Cour de Parlement à Paris, commis à la garde du Scel; & Rigault d'Oreilles, Chevalier, Maître d'hôtel dudit Seigneur, & Bailli de Ambassadeurs d'icelui Roi Tres-Christien, les jour & an dessusdits. Ainsi signé, Charles, &, Damont,

LETTRE DU DUC DE BOURBON AU SUJET DU TRAITE
de Paix avec le Duc de Milan. A Moulins le 18. octobre 1495.

Milan.
1495.
18. octob.

TRES-chers & bons amis, j'ai reçu les lettres de Monseigneur le Roi, & les articles de la paix qui a été faite entre lui & le Duc de Milan, par quoi il s'en vient par-deçà, & espere qu'il pourra estre à Lion vers la Toussaints, ainsi qu'il lui a plu me faire savoir. Et pour ce que ce sont toutes bonnes nouvelles, & que je suis seur que vous desirez toujours le bien & prospérité de Monditseigneur le Roi, & que en serez tres-joyeux, vous en ai bien voulu avertir, & vous envoyer le double desdits articles. Et tres-chers & bons amis, Notre Seigneur vous ait en sa garde. Ecrit à Moulins le 18. d'octobre. Le Duc de Bourbon & d'Auvergne, Lieutenant General du Roi, *Robertet*.

TRAITE DE PAIX ET DE COMMERCE ENTRE
Charles VIII. Roi de France, & Henri VII. Roi d'Angleterre.
A Boulogne le 24. mai 1497.

*Angle-
terre.*
1497.
24. mai.

HENRICUS, Dei gratia Rex Angliæ & Franciæ, & Dominus Hi-
bernix: Universis præsentis literas inspecturis, salutem. Cum pro se-
dandis, pacificandis, atque penitus extinguendis quæstionibus, contro-
versis, ac litibus inter nostros, ac carissimi & dilectissimi fratris & consanguinei
nostri Caroli, Francorum Regis, subditos motis ac movendis, ratione & ob causam
damnorum, injuriarum, spoliationum, navium, captionum, deprædationum &
gravaminum utrinque datorum, & factorum, simulque ad præcavendas, ampu-
tandas, rescindendasque in futurum materias & occasiones similium injuriarum,
damnorum spoliationum, quædam dieta, seu conventio Boloniæ tenenda inter
nos & Dominum fratrem & consanguineum nostrum statuta fuisset: cumque
hanc ob causam nuper delegavissemus & commissemus dilectos & fideles con-
siliarios nostros, Robertum Midelton, Legum, & Thomam Routhale, Decre-
torum Doctores, & Joannem Turberville, militem, Oratores & Ambassiato-
res nostros, cum mandatis ad hæc peragenda necessariis: qui quidem nostri
Oratores prænominati hunc ipsum ob finem Boloniam prædictam profecti, con-
venientes, cum oratoribus præfati consanguinei nostri Francorum Regis, ab eo
simile mandatum habentibus, visisque & perspectis per utrosque Doctores simul
plurimis libellis supplicatoriis hinc inde porrectis, materiarque coram eis pro-
positæ multipliciter intuentes, quam in quatuor partes constituerunt, deman-
datum sibi munus tam super præteritis, quàm futuris negotiis, ita sunt communi-
ter executi, ut ex articulis subscriptis patere potest, quorum tenorem his duxi-
mus incorporandum.

Imprimis, præfati oratores supplicationum coram eis porrectarum multiplici-
tatem intuentes, eas in quatuor genera distribuerunt.

Primum de his fuit, super quibus coram aliis iudicibus erat in causa conclusum
lite ita instituta, ut nihil præter sententiæ calculum desiderare viderentur; has
siquidem oratores, quantum in ipsis fuerat, definierunt, ac in ea parte suo officio
fungentes terminaverunt.

Secundum genus querelarum fuit de spoliationibus, damnis & interesse, super quibus lis nondum mota est coram aliquibus iudicibus: subest tamen actu materia, ac lis movenda speratur, quas, quoniam in presenti dicti oratores, utpote causarum meritis non liquidatis, terminare non possunt, æquum visum est per Principes debere deputari iudices in civitatibus aut oppidis utriusque regni, locorum, terrarum & dominiorum eorundem portibus propioribus, aut in locis maritimis damnificatis commodioribus, in quibus tamen spoliatores, Piratæ, & turba navalis non dominantur; qui quidem iudices lites coram eis movendas tam super querelis jam natis & coram dictis oratoribus propositis, quam super quibuscumque etiam jam natis, coram dictis iudicibus proponendis infra certum competentem terminum, pro causatum & negotiorum qualitate brevem, annale tempus nullo modo excedentem, finali sententia decidere præcipiantur, tam super damnis & spoliationibus, quam interesse partium; quorum iudicum decreta, iussus & sententiæ, tam interlocutoriæ quam definitivæ, incontinenti & indilate per dictorum Principum officarios, & si opus fuerit manu militari, executioni demandabuntur, omni penitus appellacionis remedio sublato, quantum ad querelas jam ortas, ut præmissum est dumtaxat; aut si id Principibus videatur, præfati iudices pacis tractatum insequendo, ab ejusdem pacis conservatoribus constituentur. Licebit tamen parti condemnatæ, à tali sententia ad supremum Consilium Principis, per viam supplicationis pro reformatione gravaminis per eam prætense, recurrere, ubi infra sex menses; aut aliàs infra brevissimum tempus secundum quod commodè fieri poterit, finali sententia causæ hujusmodi terminabuntur; prædicta tamen sententia interim cautione præstita per partem quæ obtinebit secundum formam juris executioni demandabitur.

Et quia difficile, aut prope impossibile erit spoliatorum personas apprehendere, aut domicilia eorundem cognoscere, satis erit eos citari, sive adjornari in portibus aut oppidis suo Principi subjectis, loco ubi damnum illatum est propioribus, per proclama generale, præconis voce, personante tuba, & affixione querelæ, aut aliter secundum modum & formam publici edicti in utroque regno, locis, terris, & dominiis eisdem Principibus subditis & subjectis fieri soliti & consueti: quæ quidem præconisatio geminata, competenti intervallo non minus quindecim dierum, vim peremptionis habebit; tenebunturque iudices locorum, damnificatis postulantiibus, illam facere fieri idoneè, & dare facere præconisacionis certificacionem, quæ erit per omnia paris autoritatis, roboris, & effectus, ac si reus super hoc personaliter citatus fuisset.

Tertium vero genus precum erat de iis super quibus processus per appellaciones in Curiis supremis pendent, de quibus iidem legati censuerunt principes (si tamen ipsis ita videbitur) statuere debere certum etiam brevem terminum, semestrem tempus non excedentem, infra quem dictæ lites, si in illis sit in causa conclusum, dirimantur, & finali sententia partibus instantibus terminentur. Quod si in illis sit minimè conclusum, ordinabuntur duo vel tres supremarum Curiarum Consiliarii, qui partes audiant, lites discutiant, & instrui faciant, donec in causa sit conclusum, cui rei etiam certus terminus, videlicet semestrem tempus, statuatur; & exinde intra alios sex menses per iudices supremarum Curiarum finali Marte terminentur: quod si factum non erit, extunc causæ illæ ad consilia dictorum Principum evocabuntur, illic modo & tempore supradietis terminandæ.

Quartum genus supplicationum fuit super spoliationibus, damnis, injuriis, & interesse, de quibus lites pendent coram iudicibus inferioribus, quas damnificati conqueruntur in suum dispendium supra modum prolatas, desperantes etiam ullum unquam finem imponi propter appellationem & aliorum incidentium multiplicitates: visum itaque est eisdem legatis Principes sua auctoritate debere illas evocare, & ad iudices in locis maritimis constituendos, si tamen hoc actores desideraverint, cum processibus remittere, qui procedere habeant, forma & modo supradictis; præcipiaturque dictis iudicibus inferioribus sub pœna marcarum argenti hîco regio applicandarum, quod processus coram eis habitos & factos ad partium requisitionem incontinenti transmittant ad dictos iudices in locis maritimis deputandos, nec se quovis modo in ea parte difficiles reddant; & nihilominus si forte in his causis iudices ipsi postea processerint, eorum invalidus & irritus sit processus.

Et quia opus est utriusque Principis subditos alteri preces & libellos supplicatos porrigere, ut inde rescripta principalia obtineant: visum est pro commoditate subditorum in utriusque Regis Consilio certos consiliarios deputari, ad quos utriusque Regis subditi sciant se in promptu aditum habere posse, & à quibus sollicitatores de beneplacito Principis possint certiores reddi.

Item. Quoniam damnificati conqueruntur in alterius Principis regno, locis, terris, & dominiis, se parum tutos, dum jus suum prosequuntur, curabunt legati quòd litigatoribus auctoritate regia per ipsos iudices in portibus sive locis maritimis deputandos plena detur securitas.

Et quia diversæ portæ sunt querelæ super spoliis & depraedationibus in terra contra amicitiam & pacem antehac perpetratis & commissis, provideatur quòd ipsi iudices perque & pari modo cognoscere & determinare valeant de eisdem spoliis, sicut cognoscere & sententiare possent de spoliis antehac in mari commissis.

Et ut imposterum latrociniis piraticis obvietur, ac sincera pax, firma, inviolataque amicitia inter eosdem Principes, eorumque subditos jugiter perseveret, cautum prospectumque est per utriusque Principis oratores pro futuris, ut sequitur.

Imprimis, Quandocumque aliqua navis indigena exitura est ab aliquo portu regnorum Franciæ sive Angliæ terrarum, locorum, aut dominiorum eisdem subditorum, Admiralus, Viceadmiralus, seu eorum viceserentes talis portus, oppidi, villæ, aut civitatis unde exitura est, capient idoneam cautionem à dominis, capitaneis, exercitoribus, præfectis, magistris, seu bursariis navis hujusmodi, ad valorem navis apparatus, & victualium ejusdem, quòd exercitor, magister, marinarii, & nautæ, ac omnes in ea navi existentes, servabunt pacem erga quoscumque subditos alterius principis, & nullam eisdem injuriam & damnum seu violentiam in terra, mari, aquisve dulcibus, aut in portu aliquo, facient, inferent, aut inferri procurabunt.

Præterea præfecti, magistri, exercitores, & cæteri præminentiam in navi habentes, non suscipient aliquos vectores, nautas, aut viros militares, nisi prius illos susterint & exhibuerint coram Admiraldo, Viceadmiraldo, aut eorum vices seu officia gerentibus, qui illorum nomina in publico registro super eo conscribendo scribi facient.

Et antequam navis hujusmodi portum egredi permittatur, omnes ibi existentes, & qui profecturi in ea sunt, jurabunt solemniter coram dicto domino Admiraldo,

Viceadmiraldo, aut eorum vicefgerentibus, quòd in expeditione, illa inquam profecturi sunt, navigando, cundo, stando, aut redeundo, nullum damnum, vim, injuriam facient, inferent, aut inferri procurabunt alterius Regis subditis, terris, aut dominiis, sive per terram, mare, aut aquas dulces.

Simili quoque juramento solemniter præstando promittent, quòd de qualibet præda, captura, manubiis sive spoliis, adducent duos aut tres viros in capta navi præcipuum locum obtinentes, ut magistrum, submagistrum, patronum, aut hujusmodi conditionis, quos Admiraldo, Viceadmiraldo, aut eorum officiariis, exhibebunt, ut per eosdem, aut eorum alterum debite examinetur, ubi, super quibus, & qualiter navis, sive bona capta sint, nec facient, aut fieri permittent aliquas prædarum, spoliiorum, mercium, aut bonorum per eos capiendorum divisiones, partitiones, traditiones, permutationes, alienationesve, priusquam se viros captos, bona & merces integrè dominis Admiraldo, Viceadmiraldo, aut eorum vicefgerentibus repræsentaverint, qui de illis disponi, si æquum putabunt, permittent, alias nihil hujusmodi permittenti.

Item. Jurabunt, quòd postquam reversi fuerint, sive appulerint aliquem portum dicti regni unde exierint, cum suis navibus apparatus & spoliis, si quæ capturi sint, incontinenti & indilate iidem reddent certiores Admiraldu, Viceadmiraldu, seu eorum officiarios illius portus à quo egressi sunt, de eorum præda, spoliis, mercibus, & bonis, sine quorum vel alterius eorum officiariorum decreto & permissione non permittentur aliquid ex mercibus transferre, permutare, vendere, vel alienare.

Ad quæ implenda & integrè observanda dictus capitaneus, magister, submagister, bursarii, socii, & alii præminentiam in navi habentes, se obligabunt, satisfabunt, & fidejubeunt per corpora & bona, unus pro aliis omnibus, qui una profecturi in navi sunt.

De quibus securitatibus & cautionibus confici facient publicum instrumentum, quod Admiraldo, Viceadmiraldo, aut eorum officiariis, tradent, ac simile ab iis capient, ut quòcumque delati fuerint, inde abire liberè permittantur.

Item, Tenebuntur dicti capitanei, magistri, submagistri, exerceitores, socii, bursarii, & alii præminentiam in navi habentes tradere cautionem idoneam de his inviolabiliter observandis, usque ad æstimationem navis, apparatus, & vidualium, alias, & nisi omnia præmissa impleantur, non permittetur illa navis abire.

Insuper edicto publico interdicitur sub pænis incarcerationis corporum, & confiscationis bonorum mercatoribus, aut aliis cujuscumque status, conditionisve existant, ne emant, dono, permutatione, aut à iis quovis titulo seu colore, accipiant, celent, occultent, teneant, receiptent, aut hujusmodi fieri procurent, aut permittant merces aut bona deprædata quacumque abducta mari, antequam Admiraldu, Viceadmiraldu, aut eorum vicefgerentes, declaraverint prædam & capturam justas, justis & legitimi lucris esse.

Item. Præfati Admiraldu, Viceadmiraldu, & eorum vicefgerentes, teneantur infra quadraginta dies, à die requisitionis sibi factæ per partem damnificantem, computandos, exequi prædictam obligationem, postquam de hujusmodi spolio sibi constiterit contra dominum, possessorem, magistrum, exercitorem, seu commissarium navis, & eorum fidejussores, qui tale damnum intulerint.

Quod si compertum sit, prædam ab alterius regis subditis, terris, regnis, sive

dominiis abductam & ablatam, causa summarie sine strepitu & figura iudicii discutietur indilate, bona capta & interesse restitui spoliatis jubebuntur, atque sententia, quæ per Admiraldum, Viceadmiraldum, seu eorum vicegerentes, tam contra capitaneos illos, magistros, socios sive burfarios, & alios præminentiam in navi habentes, feretur, quin etiam, contra fidejussores, juxta tenorem obligationum in ea parte præstitarum, & per Admiraldum, Viceadmiraldum, vel eorum officarios receptarum, incontinenti per eosdem iudices, sive eorum alteram, demandabitur executioni: & si ab interlocutoriis dictorum judicum partes appellare contigerit, nihilominus super principale usque ad sententiam definitivam inclusive, appellationibus illis non obstantibus, procedere poterunt. Sed si sententia super bonorum restitutione seu principali feratur, illa executioni demandabitur, tractatum pacis insequendo, appellationibus etiam quibuscumque non obstantibus, Poterit tamen supplicari ad Consilia principum modo supradicto, scilicet cautione præstita ab ea parte, contra quam supplicabitur de bonis capis restituendis in eventum contrariæ sententiæ, & à parte supplicante, de expensis, damnis, & interesse, si in causa succumbunt. In quibus quidem Consiliis, sicut supra cautum est, causa infra sex menses, aut aliud brevissimum tempus, terminabitur.

Item. Quod iudicibus supremarum curiarum præcipiatur, ne inhi beant aut alio quovis modo se intromittant in his causis maritimis, etiamsi ad eos appelletur per alteram partem de dictis iudicibus inferioribus, vel maritimis.

Item. Provideatur per litteras regias ad Admiraldum, Viceadmiraldum, & eorum vicegerentes taliter, quod ipsi omnia & singula præmissa observent, & observari faciant, publicabunturque super his principum decreta in portibus & locis maritimis utriusque regni.

Et ne res diutius in dispendium subditorum pendeat, æquum visum est, ut prædicti Principes expedire faciant litteras suas patentes, quas reddendas curabunt, videlicet Christianissimus Francorum Rex, Boloniæ; illustrissimus vero Rex Angliæ, Castellæ; prima octobris, quibus se omnia & singula præscripta, capitalata, rata & grata habere significabunt, unâ cum nominibus iudicum, & designationibus locorum constituendorum.

Quod si articulos prædictos in totum aut partem confirmare voluerint, certiores se invicem infra octavam septembris proxime insequentis propriis litteris & nuntiis efficient. Acta hæc fuerunt Boloniæ, per dictorum principum legatos. In cujus rei testimonium signa & nomina subscripserunt & apposuerunt die 24. maii, anno Domini 1497. Sic signatum, FF. de Crequy. J. Bâtard de Cardone. G. de Sandouville. N. de Sonis. Robertus Middelton. Thomas Routhale. Joannes Turberville, miles.

Hinc est quod nos accuratè visis & diligenter ponderatis dictis articulis, illorumque tenore attento, dictorum oratorum diligentiam, fidem simul & prudentiam comprobantes, cupientes summopere cuique quod suum est reddi, & securitatem omnibus hominibus, maxime autem nostris, & dicti fratris & consanguinei nostri Francorum Regis subditis, præstari, his & aliis causis ad hoc nos juste moventibus, habita super hoc consilii matura deliberatione, articulos superius incorporatos, ac omnia & singula in eis, & quolibet ipsorum, contenta, decisa, gesta, provisâ, & deliberata, ratos & gratos, rataque & grata habentes, de nostra scientia, plena potentia, & autoritate regia, comprobamus, firmaque facimus, ac

volumus & decernimus in verbo regis, roboris firmitatem perpetuò habituras & habitura. Quocirca dilectis & fidelibus consiliariis nostris, gentibus Magni Consilii ac Cancellariæ nostræ, necnon Justitiæ tam de Banco nostro, quàm ad communia placita deputatis, Baronibus Scaciarii nostri VVestmonasteriensis, Admiraldo & Viceadmiraldo Angliæ, ac univertis Majoribus, Ballivis, Senechallis, Præpositis, & iudicibus, cæterisque iusticiariis nostris, aut eorum loca tenentibus præsentibus & futuris, & cuilibet ipsorum tenore, & præsertim damus in mandatis, quatenus articulos præinsertos & omnia & singula in eis contenta teneant, observent, & impleant, tenerique & impleri & inviolabiliter observari faciant, & secundum ea decident atque determinent de querelis, litibus, & controversiis, de quibus inibi fit mentio, compellendos ad hoc compellendo omnibus viis & modis iuridicis, non obstantibus quibuscumque legibus, ordinationibus regiis, statutis, oppositionibus, appellationibus, consuetudinibus, & stilis in contrarium facientibus. Et insuper volumus, quòd transumpto seu *vidimus* præsentium litterarum sub sigillo regio confecto, fides indubia adhibeatur. In cuius rei testimonium magnum sigillum nostrum litteris præsentibus duximus apponendum. Datum apud VVestmonasterium, quinto-decimo die januarii, anno Domini millesimo quadringentesimo nonagesimo-septimo, & regni nostri tertio-decimo.

TRAITE' DE PAIX ET D'ALLIANCE ENTRE LE ROI LOUIS XII.

*& Jean Roi de Danemarck & de Suede, par la mediation de Jacques,
Roi d'Ecosse. A le 8. juillet 1498.*

JOANNES, Dei gratià, Daciæ, Sueciæ, Norvegiæ, Slavorum, Gottorumque Rex, Dux Slesvicensis, ac Holsatiæ, Stortmaræ, & Ditmarsæ, Comes in Oldenbourg, & Delmenhorst, univertis præsentibus literas inspecturis, salutem & sinceram dilectionem. Cùm per patentes nostras litteras in castro nostro Regio Korfloor, die octava julii, anno nativitatis Christi, millesimo quadringentesimo nonagesimo octavo datas, quarum copia infrà præsentibus reperitur inserta, in illustrissimum & potentissimum Dominum, Dominum Jacobum, Scotorum Regem, nepotem, & confederatum nostrum carissimum, compromiserimus, pro confederatione solidà, amicitia, ligaque perpetuà, inter excellentissimum, potentissimum, & invictissimum Principem, consanguineum nostrum Ludovicum, eadem gratià Francorum, Siciliæ, & Jerusalem Regem, ac Mediolani Ducem, &c. & nos tractandà, deliberandà, & concludendà, taliter quòd ejus subditi, & nostri, ut boni & veri amici, confederati, in illius, & nostris regnis, terris, & dominiis, simul & vicissim tuto mercarentur, mercesque transvehere, & omnes actus mercatorios, & alios debitos exercere, gerere, & per aquas & terras frequentare securè & pacificè, semotis hinc inde omnibus impedimentis & nocumentis, valeret, atque possent. Qui dictus serenissimus Rex Scotorum, nepos noster, & confederatus carissimus, nostro nomine, & pro nobis, cum nobili, & strenuo milite, domino Vedaſto Afflech, commissario, & consiliario, ac Magistro Hospitii excellentissimi, potentissimi, & invictissimi Principis Ludovici, Francorum Regis, consanguinei nostri prædicti, ad hoc cum omnimoda potestate per eum specialiter de-

*Dane;
marc.
1498.
8. juillet;*

legato, & deputato, tenorem & effectum litterarum, quæ sequuntur, tractavit, & conclusit.

JACOBUS, Dei gratiâ Rex Scotorum, universis & singulis ad quorum notitias præsentēs litteræ pervenerint, cunctisque qui se christianos profitentur, eadē litteras inspecturis, in nomine Salvatoris pacem & dilectionem. Divinis imbuti præceptis, sacrisque ejus eloquiis penitus adhærentes, credimus caritatis vinculum, fraternitatis fœdus, dilectionis & unionis augmenta singulis, qui sub christiana professione studia ducunt, & quàm maximè Regibus & Principibus, qui regnis & populis quàm pluribus præsunt, ad tranquillitatem vitæ, gloriæque perennem quàm necessaria & commodissima fore. In iis enim omnis perfectionis plenitudo, Regum amor, pax populorum, filiorum hæreditas, perpetuæque successio, ac spes æterni regni, stabilis etiam amicitie columna consistunt; per hæc Reges imperant, dominantur Principes, & in unitate spiritus, sincera & perpetua cum eis generatur dilectio, stabiliuntur & firmantur Imperia, Ecclesiæ pax, & sanctæ Religionis augmentum, & quies subditorum fovetur; auctor etiam ipse pacis non nisi pacis tempore ritè coli potest. Ipsâ namque omnium virtutum imperatrice, similitates, discordiæ, odia interna & externa, rapinæ, dissensiones, & christiani sanguinis effusio, & innumerabiles hominum strages evitantur, conculcantur & spemuntur. Nos perpensis animo nostro volentes, quàm salubre, quàm decorum, utile, ac saluterum omnibus tam Regibus, quàm Principibus & subditis, semper extiterit in unitatis amore vinculum caritatis, pacis, & veræ amicitie inviolabiliter semper observare, quod suæ virtutis efficaciam Regum corda solidè ad invicem perpetuò conjungit, & annectit, eo modo ut semel perfectè & integrè conjuncta ab invicem separati, aut disjungi non sinat, nec in mutui auxilii, roboris & virium contributione deficere. Hinc est quòd hujus sanctæ pacis, & divinæ caritatis amicitiam, dulcesque ejus fructus memoriâ recensentes, ad excellentissimos, potentissimos, & invictissimos Principes, fratres, & confœderatos nostros, illustrissimum virum Ludovicum, Regem Franciæ, consanguineum nostrum, & serenissimum avunculum nostrum Joannem, Daciæ, Sueciæ, Norvegiæ, Slavorum, Gottorumque Regem, &c. mentem & animum nostrum convertimus, eosque nostris scriptis, nuntiis, & oratoribus, requestis, & intercessionibus, ac nostri amoris intuitu persuasimus, hortati sumus, & quantum potuimus induximus, ut ipsi inter se, & regna sua, dominia, & subditos, pro se, suis hæredibus, & successoribus, pacem, caritatem, unionem, & veram amicitiam perpetuis temporibus contraherent, induerent, & vestirent. Ipsi verò potentissimi, & excellentissimi memorati Principes, divini amoris nomine & medio, justique petitionibus, votis, & desiderijs, ad hanc rem inducti, persuasi, & inclinati, ac pro pace, & tranquillitate suorum regnorum, & subditorum posterum habendam & conservandam, in nostram personam regiam, tanquàm in consanguineum, fratrem, confœderatum, & amborum communem amicum, suis scriptis & nuntiis pro perpetua pace inter eos ineunda, compactanda, & firmanda compromiserunt, & se, hæredes & successores suos obligarunt, prout in eorum commissionibus subscriptis plenius continentur. Nos verò attendentes quàm plurima comoda, utilitates, & ineffabilia memorantes beneficia, quæ ex pace, unione, & amicitia tantorum Principum ab invicem, regnis, amicis, & subditis, futuris temporibus emergere, contingere,

gere, & evenire poterunt, triplicemque funem solidè compactatum non facile rumpi posse, pro parte illustrissimi & carissimi avunculi nostri præfati, Joannis, Regis Daciæ, vigore suæ commissionis subscriptæ nobis commissæ, ex una, ac nobilis, & strenuus miles Vedastus Afflich, commissarius & consiliarius, ac Magister Hospitii excellentissimi & invictissimi Principis, Ludovici Francorum Regis, consanguinei nostri prædicti, virtute etiam commissionis sibi commissæ, ab alia, partibus, quoad pacem, amicitiam & unionem perpetuam inter memoratos Principes, eorum regna & subditos appunctuavimus, tractavimus, convenimus, & conclusimus, appunctamus, tractamus, convenimus, concordamus & concludimus, nos cum eo, & ipse nobiscum, nominibus Principum prædictorum, in modum & formam subsequenter.

Imprimis videlicet, quod præscripti excellentissimi & potentissimi Reges & Principes inter se, & quantum in eis est, pro se, hæredibus, successoribus, ligeis & subditis suis, firmam pacem, veram concordiam, amicitiam, unionem, & tranquillitatem ab isto tempore in futurum perpetuam firmiter & inviolabiliter habebunt & observabunt, ac inter eorum inclitissima Regna Franciæ, Daciæ, Sueciæ, Norvegiæ, inter terras, patrias, & omnia dominia eorundem, eisdemque regnis annexa, ac sub eorum obedientiâ & fide nunc & in futurum existentia, aliaque loca sua quæcumque, tam per terras, quam per maria, & omnes aquas dulces, per suos armatos, cives, mercatores, ligeos, & subditos, hujusmodi pacem, amicitiam, concordiam, & unionem in perpetuum observari & custodiri facient, & causabunt cum liberis ligeorum, subditorum, & mercatorum ad invicem communicatione, & mercium interkursu, ac cum libero introitu & exitu ligeorum, subditorum, & mercatorum regni, regnorum & dominiorum unius Principis prædicti, in regnum, regna, ac dominia alterius, cum libera quiete & morâ, subditorum navibus & mercibus, rebusque aliis quibuscumque, absque literis salvi conductus, aut respectuationis, quibuscumque, pro se, navibus, & rebus omnibus habitis & habendis, sic tamen quod mercatores regni & domini unius, costas, & consueta onera, & debita regibus, & dominis alterius regni, & domini ubi applicuerint, persolvent, & satisficient. Quam quidem pacem, amicitiam, concordiam, & unionem inter se, sua regna, dominia, patrias, terras & loca quæcumque, suosque ligeos & subditos, pro se, hæredibus & successoribus suis, ut supra dictum est, prædicti excellentissimi Principes, suis magnis, sine fraude & dolo, firmabunt & corroborabunt sacramentis, suasque per literas super præmissa, ratificatorias & confirmatorias hinc inde, prout opus fuerit, sub eorum magnis sigillis & subscriptionibus manualibus ratificabunt, & confirmabunt. Tenor commissionis sequitur.

JOANNES, Dei gratiâ Daciæ, Sueciæ, Norvegiæ, Slavorum, Gottonumque Rex, Dux Slesvicensis, ac Holsatiæ, Stormariæ, & Dithmarsæ, Comes in Oldenbourg, & Delmenhorst, excellentissimo Principi, & domino domino Jacobo Scotorum Regi, nepoti & fratri nostro consæderatissimo, salutem plurimam, & ad vota totius felicitatis prospera incrementa. Potentissime Princeps, nepos carissime, quia pax cum hominibus est habenda, quæ suâ virtute guerras exterminat & elidit, odia præscindit & jurgia, ac conciliat discordes. Exinde occasione suscepta, pari modo naturalis caritatis quâ nobis Vestra regia Majestas non imme-

ritò censetur affecta, sacrâque admonitione edocti, animos nostros regio sic duximus maturandos. Quoniam inter felicissimæ recordationis potentissimum Principem, Dominum Christietnum, progenitorem nostrum, Daciæ, &c. ac Christianissimæ bonæ memoriæ Francorum Reges respectivè, confœderatio solida, amicitiaque perpetua mediis sacris inita & contracta, suis hinc inde tempestatibus inconcussa fuit, & irrefragabiliter observata. Sed quia tempora, uti fieri assolet, immutantur, & statuta quæ nimirum geruntur in tempore, perpèsius innovantur, unde execrabilis quoddam de Francia incolas ambitio incitavit, ut nostrorum regnorum subiectis plurima absque eorum demeritis dispendia irrogarent. Sed hujusmodi insolentias, æquitatis librâ, ac justissimæ rationis limâ permoti, impellebamur vi & potentiâ propulsare. Considerantes equidem quòd subditi dissidiis corroderentur, regnaque, ac regnorum cultores, pacis & securitatis præsidio aecommodis eventibus prosperantur. De solerti igitur vestræ inclitissimæ Majestatis prudentiâ plenissimè confidentes, nostro, nostrorumque regnorum, & incolarum nominibus, cum oratoribus Christianissimi Principis Domini Ludovici, Francorum Regis serenissimi, pleno & sufficienti ad hoc mandato suffultis, pacificendi, laudandi, arbitrandi, amicandi, confœderationes perpetuas, amicitias solidas, fraternitates irrefragabiles, ligas, & securitates perpetuò valituras faciendi, contractandi, ineundi, approbandi, & emologandi, damna damnis, injurias injuriis, spolia spoliis, aliisque gravaminibus gravamina defalcando, & pro suo recompensando arbitrio voluntatis, perfectum, plenum, & irrevocabile, speciale, & generale mandatum damus, & concedimus per præsentés. Alioquin in annum, seu annos aliquot firmas & inconcussas treugas nostro, nostrorumque regnorum & incolarum, ut præfertur, nominibus, cum eodem Principe Christianissimo, suisque regnis, & incolis constituendi, celebrandi, firmandi, & revalidandi pacem, vobis memorato Principi, illustrissimo Scotorum Regi, nepoti nostro amantissimo, conferimus facultatem, omniaque alia & singula faciendi, exercendi, & expediendi, quæ circa præmissas confœderationes, amicitias, fraternitates, seu treugas necessaria fuerint, seu quomodolibet opportuna, quæ nos ipsi in præmissis agere & firmare possemus, si nos ipsos contractui personaliter contingeret interesse. Fide validissima promittentes, nos totum id & quidquid per Vestram Majestatem, necnon Francorum Regis oratores actum, contractum, concordatum, firmatum, conclusumve fuerit in præmissis, ratum, gratum, firmum, validum, inviolabiliter habituros. In quorum omnium & singulorum robur, & evidentiam firmiorem, præsentés secreto nostro regio inferius appenso fecimus communiri. Datum in Castro nostro regio Kortloor, die octava Julii, anno nativitatís Christi millesimo quadringentesimo nonagesimo octavo.

L OUIS, par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces présentes lettres verront, Salut. Comme dès le tems & vivant de feu nôtre très-cher Seigneur & cousin le Roi Charles, que Dieu absolve, eût été paroles & ouverture de faire & traiter une paix, amitié, & alliance entre feu nôtre dit Seigneur & cousin d'une part, & nôtre très-cher & très-ami frère & cousin le Roi de Danemarck d'autre, & les sujets d'une partie & d'autre, laquelle paix & alliance, obstant le décès d'icelui feu nôtre Seigneur & cousin, n'ait peu être conclue. Parquoi pour en icelle mettre fin & conclusion, soit besoin commettre

& deputer quelque bon, & notable personnage, sage & discret, & à nous seur & feable, aiant de Nous pouvoir de ce faire. Savoir faisons, que Nous ce confideré, & à la bonne confiance que nous avons de la personne de nôtre amé & feal Conseiller, & Maître d'hôtel Vidas Afflech, Chevalier, & de ses sens, loiauté, bonne prudhommie, & experience, Icelui pour ces causes, & autres à ce Nous mouvans, avons commis, député, & delegué, commettons, deputons, & deleguons par ces presentes, & lui avons donné & donnons plein pouvoir, & mandement special de par le moien, conduite & avis de nôtre tres-cher, & tres-amé frere & cousin, & allié le Roi d'Ecosse, qui a guidé, & dressé cette matiere, faire, traiter & conclure entre nous, & ledit Roi de Danemarc, une bonne paix, amitié, confederation & alliance, par laquelle les sùjets de chacun de nosdits roiaumes, pais & seigneuries pouront aller & venir marchandement, & autrement, par mer, terre, & eau douce les uns avec, les autres; c'est à sàvoir les nôtres audit roiaume de Danemarc, & ceux dudit roiaume au nôtre de France, pais, & seigneuries de nôtre obeissance, seulement & paisiblement, comme bons amis, confederez & aliez, sans rien eux demander, ni faire, ou porter dommage les uns aux autres, en quelque maniere que ce soit. Et sur ce faire passer & accorder avec ledit Roi de Danemarc, ou sesdits deputez & deleguez, aians pouvoir suffisant, comme dit est, tous tels points & articles que besoin sera pour le bien, seureté, & entretenement de ladite paix, amitié & alliance. Lesquelles choses, qui ainsi seront faites par ledit Vidas Afflech en cette matiere, nous promettons en bonne foi, parole de Roi, avoir agreables, & tenir fermes & stables, sans aller au contraire, & icelles confirmer & ratifier si besoin est, & requis en sommes. En tèmoin de ce nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre scel. Donnè à Nantes le dix-septieme jour de janvier, l'an de grace 1498. & de nôtre regne le premier.

QUAS literas perspicaciter & maturè attentas, ad majoris roboris & efficaciz firmitatem & securitatem, opportunum sit nostra ex parte ratificari, & approbari, prout, & quemadmodum excellentissimus, potentissimus, & invictissimus Princeps, Ludovicus, consanguineus & confederatus noster præfatus sua pro parte ratificaverat & approbaverat easdem. Hinc est quod suprà dictis perpensis, volentes, & desiderantes omnia & singula quæ super hanc materiam per serenissimum Principem Jacobum, Scotorum Regem, nepotem, & confederatum nostrum carissimum, compromissarium præfatum, gesta & facta extitere, intertenere & custodire omnes articulos, puncta, tractatus, & concordationes, & omnia suprà dicta, prout in suis literis regis superiùs insertis jacent, & continentur, ut & tanquam gratas, & ratas habentes ratificavimus & approbavimus, ratificamusque, & approbamus per præsentis manu nostra signatas, & insuper eas, & ea promissimus & promittimus, in fide, & verbo regio, & sub nostro honore custodire, observare, & intertenere, custodiri que, observari, & interteneri facere inviolabiliter, quovis modo minime contraveniendo. In cujus rei testimonium nostræ Regiæ Majestatis sigillum duximus præsentibus apponendum. Datum in castro nostro Hassnenſi, die martis quartâ decimâ mensis octobris, anno natiuitatis Christi millesimo quadringentesimo nonagesimo nono, Joannes. De magdato Regis, Nicolaus.

Christianissimo, potentissimo, ac invictissimo Principi & domino, domino Ludovico, Dei gratiâ Francorum, Siciliæ & Jerusalem Regi, Duci Mediolani, &c. fratri, consanguineo, & confederato nostro carissimo.

CHRISTIANISSIMO & potentissimo Principi, nostro carissimo & amantissimo fratri, consanguineo & confederato Ludovico, Dei gratiâ Regi Franciæ, Siciliæ, Jerusalem, Mediolani Duci, &c. Joannes eadem gratiâ Rex Daciæ, Sueciæ, Norvegiæ, Slavorum, & Gotorum, Dux Slesvicensis, ac Holsatiæ, Stormariæ, & Ditmarsæ, Comes Olderboutg, & Delmenhorst, salutem, & integram dilectionem. Altissime & potentissime Princeps, & noster carissime, & amicissime frater, consanguineus, & confederate, nuper patentes vestras literas per vestrum armorum regem Maëtonicum, latorem præsentium recepimus, amicitiam confederationem & ligam, inter vos & nos factam & conclusam, mediatore nostro bono fratre, consanguineo & confederato, Rege Scotiæ, nepote nostro carissimo, continentes, pariter & alias clausas, in quibus narratis vos amicitiam, confederationem, & ligam hujusmodi pro parte vestra jurasse, ac eam per patentes vestras literas eadem ratificasse, & approbasse. Desiderantes hoc idem pro nostra parte per nos pariter fieri ut requiritur, & oportet. Quam & nos ob id pro nostra parte juravimus, atque per nostras patentes literas approbavimus, & ratificavimus, vobis per eundem vestrum armorum regem Maëtonicum dirigentes, & destinantes easdem. Cui, postquam nobis vestro nomine, bonum & conservationem dictæ nostræ amicitie & confederationis contingentia, ac de rebus & novis vestris quæ nobis summopere placent declarasset, de nostro prospero successu narravimus, desiderantes vos æqualem & majorem in omnibus semper habere posse, & valere. Et si quid nos poterimus, id vestrum semper arbitrabimur. In Christo valentes, qui vos in altissimâ felicitate incolumes, & longævus custodire, & conservare dignetur, & velit. Ex Castro nostro Hattensii, die martis, decimâ quartâ mensis octobris, anno nativitatis Christi millesimo quadringentesimo nonagesimo-nono, nostro regio sub signeto.

TRAITE ENTRE LE ROI LOUIS XII. ET PHILIPPE, Archiduc d'Autriche, pour les foi & hommage dus au roi pour les Comtez de Flandres & d'Artois. A Paris le 2. aoust 1498.

*Autriche
1498.
2. aoust.*

PHILIPPE, par la grace de Dieu Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Stirie, de Carintie, de Carniole, de Limbourg, de Luxembourg & de Gueldres, Comte de Hasbourg, de Flandre, de Tirol, d'Artois, de Bourgogne, Palatin de Hainaut, Landgrave d'Alsace, Marquis de Burgau & du S. Empire, de Hollande, de Zelande & de Ferrette, de Kibourg, de Namur, & de Zurphen, Comte & Seigneur de Frise sur la Marche, d'Esclavonie, de Portenau, de Salins, & de Malines: A tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Comme assez tôt après le decez & trespas de feu de tres-digne memoire Monseigneur le Roi Charles VIII. Nous avons employé devers Monsieur le Roi Tres-Chretien d'apresent, nos tres-chers & feaux

Messire Englebert, Comte de Nassau & de Vianne, Seigneur de Breda, nôtre Cousin & Lieutenant General en Flandre; Philippe de Contay, Ecuier, Sieur de Forest, nôtre Gouverneur & Capitaine d'Arras; Jean le Sauvage, Sieur d'Escanveie, nôtre President de Flandre; Jean de Tinteville, Chevalier; & Laurent du Blioul, nôtre Secrétaire ordinaire, & Greffier de nôtre Ordre de la Toison d'or, nos Ambassadeurs, a tout pouvoir & procuration suffisante, pour avec Monditſieur le Roi, & sur l'entretènement, continuation & accomplissement du Traité de Senlis, & ce qui en dépend, besogner, traiter, & conclure: & lesquels nos Ambassadeurs, après plusieurs communications sur ce eûes avec Monditſieur le Roi & ses deputez, aient finalement au nom de Nous, & en vertu de leurdit pouvoir, besogné, traité, & conclu, & de ce baillé leu s lettres à Monditſieur, par lesquelles entre autres choses ils ont promis en dedans un mois, à conter de la date de leurdites lettres, le contenu en icelles nous faire agréer & ratifier, comme ces choses sont à plein contenûes en leurdites lettres, dont la teneur s'ensuit.

NOUS Englebert, Comte de Nassau & de Vianne, Sieur de Breda, Lieutenant General de Monsieur l'Archiduc en son pais de Flandre; Philippe de Contay, Ecuier, Sieur de Forest, Gouverneur & Capitaine d'Arras; Jean le Sauvage, Sieur d'Escanveie, President de Flandre; Jean de Tinteville, Chevalier; & Laurent du Blioul; Secrétaire en Ordonnance de Monditſieur, & Greffier de son Ordre de la Toison d'or, Ambassadeurs & Deputez de Monditſeigneur, pardevers tres-haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince, le Roi Tres-Chretien de France.

Savoir faisons à tous, qu'en vertu du pouvoir à Nous pour ce spécialement donné de par Monditſeigneur, & après que de sa part nous avons supplié & requis audit Sieur Roi, qu'en suivant le Traité de Senlis, son plaisir fût rendre à Monditſieur les trois villes & châteaux d'Artois, à ſavoir Bethune, Aire, & Hesdin: & outre plus en aiant regard au droit de Monditſeigneur és Duché de Bourgogne, & Comtez d'Auſſonne, Auxerrois, Mâconnois, Bar-sur-Seine, & autres parties par lui querellées, son plaisir fût aussi les lui rendre par voie amiable; ouïes & entendûes sur tout les difficultez mises en avant de la part d'icelui Sieur Roi, & après les choses debatûes d'une part & d'autre, Nous avons traité avec icelui Sieur

A ſavoir, que moennant que icelui Sieur Roi, en aiant regard aux affaires de Monsieur l'Archiduc, & à ce qu'en sa personne il ne se pourroit bonnement trouver vers lui, pour lui faire les foi & hommage esquels il est tenu pour raison des Comtez de Flandre & d'Artois, & de ce qu'il peut tenir de lui & de sa Couronne de France, a accordé à Monditſieur qu'il pûst ou pourra faire en sa personne leſdites foi & hommage, à tel bon & grand personnage, que ledit Sieur Roi pour ce spécialement deputera & enuiera audit pais & comté d'Artois, en tel lieu que choisira Monditſieur audit pais; Monditſieur en ce cas est & sera content, que les vies durant d'icelui Sieur Roi & de lui conjointement, il ne pûst ou pourra faire aucunes pourſuites pour avoir ou recouvrer leſdits Duché de Bourgogne, Comtez & Seigneuries de Mâconnois, Auxerrois, & Bar-sur-Seine, par nous requises, comme dit est, & autres parties quelcon-

ques par lui querellées, par voie de fait ni de justice, mais bien par humble requeste & voie amiable. Et outre que ce que dit est, moiennant, est & sera Monditſieur content surſeoir & attendre la restitution de ses trois villes & châteaux d'Artois, que tient ledit Sieur Roi, jusques à ce que l'armée du Roi des Romains, à quelque moien que ce soit, sera retirée hors des païs de Bourgogne, tant duché comme comté, & que lui Archiduc aura fait son devoir d'hommage, comme dessus est dit, & que de tout ce faire fournir & accomplir sans contravention Monditſeigneur s'obligera par serment solennel, sur le Canon de la Messe, & sous peines & censures apostoliques, & de commise envers ledit Sieur Roi Tres-Chretien, de tout droit qu'il pretend esdits duché de Bourgogne, & autres terres & seigneuries par lui querellées, en cas de contravention au present Traité, & que icelui Traité Monditſieur sera tenu ratifier en dedans un mois prochain du jourd'hui, & en faire expedier ses lettres patentes en forme dûe signées de sa main, & scellées de son scel, avec les lettres & scel de douze nobles hommes ses sujets, lesquels s'obligeront sous leur honneur, & à peine de parjure, & les scelles des quatre Membres de Flandre, & de huit bonnes villes des païs de son obéissance, en la forme accoutumée; iceux nobles & bonnes villes au choix & nomination dudit Sieur Roi Tres-Chretien; auquel Sieur Roi Monditſieur en dedans deux mois prochainement venans, fera entierelement delivrer lesdites seuretez, lettres, & scellez.

Pourvu toutefois que dès maintenant icelui Roi Tres-Chretien s'oblige par serment solennel, qu'il fera sur le Canon de la Messe, & des saints Evangiles, & sous peine des censures apostoliques, en renonçant au privilege d'exemption que d'icelui il pourroit ou pourra avoir, & à toute autre cautele, de rendre à Monditſieur ou ses commis, lesdites trois villes & châteaux d'Artois, à ſavoir Aire, Bethune & Hesdin, avec leurs appartenances en l'état qu'ils sont de present, l'Artillerie, & autres meubles reservez tant seulement, & demeurant au plaisir du Roi incontinent que l'armée dudit Sieur Roi des Romains, à quelque moien que ce soit, comme dit est, sera retirée hors desdits païs de Bourgogne, tant duché que comté, & moiennant l'hommage prealablement fait par Monditſieur, comme dit est.

Et en outre que ledit Sieur Roi Tres-Chretien s'oblige comme dessus, de non faire poursuite les vies durant de lui & de Monditſieur conjointement, comme dit est, de tel droit qu'il pretend es villes & châtellenies de Lille, Douay, & Orchies, par voie de fait ni de justice, mais bien par voie amiable, à peine aussi de perdre ledit droit par lui pretendu esdites parties.

Et lequel Traité en la forme que dessus, par ledit Sieur Roi Tres-Chretien, pour soi, & nous Ambassadeurs dessus nommez, pour Monsieur l'Archiduc, avons reconnu, juré & promis sous les peines que dessus, en la presence de deux Notaires Apostoliques & Imperiaux, qui nous en ont baillé instrument, & depuis solennellement aussi juré & promis en l'Eglise Notre-Dame de Paris, les mains dudit Sieur Roi, & en après les nôtres, mises & apposées aux saints Evangiles, Nous au nom de Monditſieur l'Archiduc, pour lui promettons entretenir & faire entretenir, & outre plus l'agréer & ratifier par icelui Sieur Archiduc en dedans le temps d'un mois prochain, & de ce fut ce que dit est, faire expedier les seuretez, lettres, & scellez pour la part de Monditſieur dessus touche, &

le tout faire delivrer audit Sieur Roi Tres-Christien en dedans deux mois prochains venans, & le tout ainsi & pareillement que ledit Sieur Roi fait, & en suivant la teneur de ses lettres patentes signées de sa main, & scellées de son scel, lesquelles il nous a fait delivrer; le Traité de Senlis en tous ses autres points & articles demeurant en sa force & vertu.

En témoin de ce Nous avons signé ces presentes de nos seins manuels, & à icelles fait appendre nos sceaux. Donné à Paris le deuxieme jour d'aoust l'an de grace 1498. Ainsi signé, E. de Nassau, Philippe de Contay. J. le Sauvage, & Laurent du Blioul.

Savoir faisons, que Nous aiant agreable ce que par nosdits Ambassadeurs a Sen ce de par nous été fait, traité & conclu, & tout le contenu esdites lettres dessus transcrites, Nous l'avons ratifié & confirmé, ratifions & confirmons par ces presentes; & en outre avons promis & juré, promettons & jurons en parole de Prince, & sur les saints quatre Evangelies de Dieu nôtre Createur, & le Canon de la Messe, pour ce par nous corporellement & solennellement touchez en l'Eglise sainte Goule en cette nôtre ville de Bruxelles, & sous l'obligation & soumission que nous en avons faite & faisons aux censures apostoliques, de faire tenir & accomplir les choses contenues esdites lettres dessus inscrites, & chacune d'icelles, selon leur forme & teneur, sans jamais venir ou faire venir au contraire, pour quelque cause & occasion que ce soit. En témoin de ce, Nous avons cesdites presentes signées de nôtre main, & y fait mettre nôtre scel.

Donné en nôtre dite Ville de Bruxelles, le seizieme jour d'aoust l'an de grace 1498. Signé sous le repli, PHILIPPE. Et sur ledit repli est écrit, par Monseigneur l'Archiduc, Vous le Prince de Chimay, les Sires de Fiennes, de Berelles, second Chambellan de Houthen, Chancelier de Brabant; le Prevost de Lix & de S. Donat; Messire Cornille de Berghes, Maréchal; le Prevost de Louvain, & autres presens, Numan. Collation faite & scellée de cire rouge sur double queué.

TRAITE' DE PAIX ET DE CONFEDERATION ET ALLIANCE,
entre Louis XII Roi de France, d'une part; & Ferdinand & Elizabeth,
Roi & Reine de Castille & d'Aragon, d'autre. Au Monastere des
Celestins proche de Marcovissis, l'an 1498. le 5 aoust.

FERDINANDUS & Elisabeth, Dei gratia Rex & Regina Castellæ, Aragonum, Legionis, Siciliæ, Granatæ, Toleti, Valentia, Galeciæ, Majoricarum, Hispalis, Sardinia, Cordubæ, Corsicæ, Murcia, Giennis, Algarbii, Algesira, Gibraltaris, & Insularum Canariæ, Comes & Comitissa Barchinonæ, Domini Viscaia & Molinæ, Duces Athenarum & Neopatriæ, Comes & Comitissa Rossilionis & Ceritanæ, Marchiones Ostiani & Gociani, universis & singulis presentes literas inspecturis, Salutem. Ea semper fuit pax & amicitia, quæ à vetustissimis temporibus inter serenissimos Reges Hispaniæ, prædecessores nostros, & Christianissimos Francorum Reges, servata extitit, ut alia major nec æqualis un-

Castille
& Ara-
gon.

1498.
5. aoust.

quam in orbe visa sit, nec utilior nedum utriusque regnis, verum etiam universæ Reipublicæ Christianæ. Idque non immerito nos impellit, ut si cum omnibus Christianis Principibus pacem & amicitiam habere semper optaverimus, multo magis hæc à nobis optanda sit, quæ tam uberes fructus patit. Igitur si omnia quæ nostro nomine facta & pollicita sunt, libenter confirmamus, nihil certe libentius quam, ea quæ ad conservandam & augendam pacem & amicitiam antedictas respiciunt. Nuper inter Christianissimum Principem Ludovicum Francorum Regem, fratrem, confederatum, & consanguineum nostrum carissimum, pro eo hæredibusque & successoribus suis Francorum Regibus, regnis, dominiis, & subditis suis parte ex una; & nos per oratores, nuncios, & procuratores nostros infra scriptos apud eundem Christianissimum Francorum Regem fratrem & confederatum nostrum agentes nomine procuratorio, & in vim mandati sive procurationis à nobis eisdem concessæ, pro Nobis ac pro serenissima Elisabetha, quondam Portugallicæ Regina, filia nostra primogenita, tanquam principe & hærede regnorum Castellæ & Aragonum, ac serenissimo Manuele, Rege Portugallicæ, tanquam viro suo legitimo, aliisque hæredibus & successoribus, ac regnis, dominiis, ac subditis nostris, parte ex altera, fuit inita, jurata & firmata pax, amicitia, concordia, unio & fœdus, sub forma & capitulis sequentibus,

IN nomine sanctæ & individue Trinitatis. Nos Alphonſus de Silva, Claviger Ordinis Militiæ de Calatrava, Capitaneus; Frater Antonius de la Penua, Ordinis Prædicatorum, in sacra pagina Præsentatus, Prior Salamantinus, & Inquisitor hæreticæ pravitatis; Fernandus, Duque de Strada, Magister Palatii; & Martinus du Angulo, Decretorum Doctor, Consilarii, Nuncii, Oratores & Procuratores ad infra scripta specialiter deputati & constituti à serenissimis, & potentissimis Principibus & Dominis nostris Ferdinando & Elisabetha, Dei gratiæ Rege & Regina Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, Granatæ, Toleti, Valentis, Galliciæ, Majoricarum, Hispalis, Sardinie, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ, Giennis, Algarbii, Algesiræ, Gibraltaris & Insularum Canariæ, Comite & Comitissa Barchinonæ, & Dominis Viscariæ & Molinæ, Duce & Ducissa Athenarum & Neopatriæ, Comite & Comitissa Rossionis & Ceritanæ, Marchionibus Orisani & Gociani, universis & singulis præsentibus literas inspecturis, salutem.

Inter cæteras animorum dictorum potentissimorum atque invictissimorum Regis & Reginæ, dominorum nostrorum curas, quas pro pace, quiete, & tranquillitate regnorum suorum, & rei publicæ illorum in dies gerunt, illam arbitrantur principalem, ad quam servandam Jesu Christi creatoris & redemptoris omnium glutino copulantur, & catholicæ fidei fervore moventur, antiquarumque inviolatarum & illæarum confederationum ac amicitiarum firmitate muniuntur. Cum itaque antiquissimis temporibus sua regia Corona regnaque sua conjuncta fuerint & colligata Coronæ potentissimæ & regno Franciæ hæreditaria quodammodo & indiluto ubili ac perpetua confederatione, amicitia, & unione, adeo ut nullam justiore, placidiorem, utilioreque & firmiorem suis Majestatibus, regnis, dominiisque suis confederationem se habituros credant, ardentibus quoque quod qui inquirerunt pacem & amicitiam servarunt, regna diu obtineverunt, & jure hæreditario possederunt, & quod in pace potestates firmantur, subsistitque validius & potentius resistit genuina vietus, & amicorum fides in prosperis felicissimum

solatium.

folatium, & in adversis firmissimum prædium est. Quamobrem Principes qui Dei timorem & amorem rebus cæteris prætulere, pacem ad invicem omni sollicitudine ac pervigili cura inquirere & prosequi procurarunt. Idcirco vestigiis serenissimorum ac potentissimorum illustrissimæque memoriæ Regum prædecessorum suorum in hærentes, intuentesque ex ipsa pace splendorem fidei catholicæ & utilitatem non solum utriusque regni, sed etiam reipublicæ universæ Christianitatis augeri, decreverunt pro se & serenissimis Principibus Manuele & Elisabeth, Rege & Regina Portugalliæ, tanquam Principibus successoribus & hæredibus suis Regibus dictorum regnorum Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, Granatæ, &c. regnisque & dominiis suis, illam constanter, firmiter & inviolabiliter tenere, & in perpetuum servare, omnique innovatione cessante ipsam consolidare, & quantum in eis est in uberiori firmitate & sinceram fraternitatem ac dilectionem augmentare cum Christianissimo Principe Ludovico, Dei gratiâ Francorum Rege, successoribus, hæredibusque suis Regibus Franciæ, pro eo & dominiis suis, de cujus christiana religione, gloriosa fama, virtute & dignitate, & apud suas Majestates sincera affectione & dilectione indissolubili, ad plenum confidunt, cupientes toto suorum cordium affectu confederationes ipsas observare, & firmiter, quantum suis celsitudinibus cum Deo possibile est, sanctioribus & validioribus ac indissolubilibus conjunctionibus muniri, felicitati, tranquillitati, unitati & utilitati utrorumque regnorum, dominiorum, & subditorum suorum, quieti etiam totius orbis, & præsertim populi christiani consulere. Propterea nos præfati oratores, virtute mandati procuratorii nobis super hoc traditi à prædictis potentissimis Rege & Regina, dominis nostris, & illustrissimis Principibus supradictis (cujus quidem mandati litteras originales dicto Christianissimo Francorum Regi, realiter & cum effectu cum præsentibus tradidimus) indubitam & perpetuam pacem, amicitiam, unionem, & inviolabilem confederationem cum dicto Christianissimo Rege Franciæ, pro se ejusque successoribus, regno, terris & dominiis suis, nominibus dictorum Regis & Reginæ, ac Principum dominorum nostrorum, pro eis & successoribus suis, regnis, terris, & dominiis eorundem, inivimus, ordinavimus & fecimus, insequendo ea, quæ per dictum Christianissimum Francorum Regem, & cum eo fuerunt inita, tractata & conclusa, sub forma & modis sequentibus.

Sequuntur articuli initii, firmati & jurati per nos Ludovicum, Dei gratiâ Francorum Regem, pro nobis, hæredibus & successoribus nostris regibus Franciæ, regnis, terris, dominiis, & subditis nostris parte ex una; & nos Alphonsum de Silva, Clavigerum ordinis militiæ de Calatrava, Capitaneum serenissimorum ac potentissimorum Ferdinandi & Elisabeth, Dei gratiâ Regis & Reginæ Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, & Granatæ, &c. Et Fratrem Antonium de la Penna, Ordinis Prædicatorum, in sacra pagina præsentatum, Priorem Salamantinum, & Inquisitorem hæreticæ pravitatis in dictis regnis dictorum Regis & Reginæ; & Fernandum Duque de Strada, Magistrum Palatii dictorum Regis & Reginæ; & Martinum de Angulo, Decretorum Doctorem, eorum consiliarios, nuncios, oratores, & procuratores ad hoc specialiter deputatos à præfatis serenissimis & potentissimis Rege & Regina, dominis nostris, eorum nominibus, & pro præfatis Rege & Regina serenissimis Manuele & Elisabeth, Rege & Regina Portugalliæ, tanquam Principibus successoribus & hæredibus suis regibus dictorum regnorum Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, & Granatæ, &c. regnis, & terris,

dominiis, & subditis eorum ex altera parte, super pace, amicitia, concordia, unione & fœdere inter nos prædictum Francorum Regem, & nos dictos oratores nominibus quibus supra ad invicem factis, initis, concordatis & juratis.

Imprimis, quod omnes inimicitia & rancores, si quæ fuerint aut potuerunt esse occasione guerrarum inter nos dictum Ludovicum Francorum Regem, aut prædecessorem nostrum, & dictos Regem & Reginam Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, & Granatæ, &c. ante actum, utrimque remissæ sunt & remittuntur per præsentem, eritque de cætero inter nos dictum Francorum Regem, & præfatos Regem & Reginam, (sine tamen præjudicio jorum utriusque partis) non solum vera, indubitata & perpetua pax, tam per terram, quam per mare, sed etiam strictissimum & peculiare fœdus omni ævo duraturum, pro conservatione, tutela & defensione personarum nostrarum, atque amborum statuum & regnorum & dominiorum utriusque partis, ita quod de cætero nos præfatus Ludovicus Francorum Rex tenebimur pro tutela & defensione personarum & statuum dictorum Regis & Reginæ Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, & Granatæ, &c. fratrum, & consanguineorum nostrorum, regnorum & dominiorum suorum, quam primum ab eis super hoc fuerimus requisiti, dare & præstare, dabimus, & præstabimus eis fidele & legale auxilium pro posse nostro, contra & adversus omnes, qui prædictis Regi & Reginæ Portugalliæ, tanquam principibus, successoribus, hæredibusque dictorum regnorum, Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, & Granatæ, &c. & aliis successoribus hæredibusque suis regibus prædictorum regnorum, aut regnis & dominiis subditisque suis, sub quocumque prætextu, causa aut occasione, quæ dici seu excogitari posset, directè vel per indirectum, clam aut apertè, moveant arma seu bellum inferant, aut inferre moliantur. Et dicta requisitione facta declarabimus nos apertè fore & esse inimicos omnium & singulorum, qui prædictos Regem & Reginam fratres, & consanguineos nostros, aut prædictos Regem & Reginam Portugalliæ, tanquam Principes, successores, hæredesque suos, aut alios successores hæredes suos, reges dictorum regnorum, & regna, dominia, subditosque suos invadent & saragent, & nitentur invadere, nemine viventium excepto, præter Romanum Pontificem, quantacumque sanguinis aut affinitatis conjunctione aut necessitudine nobis attineant & jungantur, etiamsi essent serenissimi Reges Angliæ, Scotiæ, & Navarræ, aut illustris Archidux, aut Dux Lotaringiæ, aut eorum liberi. Et reciprocè nos dicti oratores nominibus quibus supra promittimus, quod de cætero præfati serenissimi ac potentissimi Rex & Regina Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, & Granatæ, &c. domini nostri, tenebuntur pro tutela & defensione personæ & status dicti Christianissimi Regis Francorum, regnorum & dominiorum suorum, quam primum à dicto Christianissimo Francorum Rege super hoc fuerint requisiti, dare & præstare, dabunt & præstabunt ei fidele & legale auxilium pro posse suo, contra & adversus omnes, qui prædicto Francorum Regi, successoribus, hæredibusque suis regibus Franciæ, regnis & dominiis, subditisque suis, sub quocumque prætextu, causa & occasione quæ dici seu excogitari posset, directè vel per indirectum, clam aut apertè, moveant arma, bellum inferant aut inferre molientur. Et dicta requisitione facta declarabunt, se apertè fore & esse inimicos omnium & singulorum, qui prædictum Christianissimum Francorum Regem, aut successores hæredesque suos Reges Franciæ, regna &

dominia subditosque suos invadent & fatagent, & nitentur invadere, nemine violentum excepto, præter Romanum Pontificem, quantâcumque sanguinis aut affinitatis conjunctione aut necessitudine eis attineant & jungantur; etiamsi essent serenissimus ac potentissimus Romanorum Rex, aut illustis Archidux ejus filius, aut serenissimi Reges Angliæ, Portugalliæ, aut Rex & Regina Navarræ, aut eorum liberi.

Et nihilominus, si dictus Christianissimus Rex Franciæ moveat arma, aut inferat, vel inferre velit bellum præfatis serenissimis Regibus Romanorum, Angliæ, Portugalliæ, Regi & Reginæ Navarræ, & illustrissimis Principi Vvallix, & Domino Archiduci, aut cuilibet eorum, prætati serenissimi Rex & Regina domini nostri poterunt præfatis Regibus & Principibus, & cuilibet eorum, pro eorum defensione dumtaxat, dare & præstare auxilium & opem contra prædictum Christianissimum Regem Francorum eis bellum inferentem, absque hujus pacis & fœderis præjudicio.

Et similiter, si prætati Rex & Regina fratres & consanguinei nostri moveant arma, aut inferant vel inferre velit bellum præfatis serenissimis Regibus Angliæ, Scotiæ & Navarræ, & domino Archiduci, aut Duci Lotharingiæ, & cuilibet eorum, nos præfatus Francorum Rex poterimus præfatis Regibus, & dicto domino Archiduci, & dicto Duci Lotharingiæ, & cuilibet eorum, pro eorum defensione dumtaxat, dare & præstare auxilium & opem contra prædictos fratres & consanguineos nostros Regem & Reginam, absque hujus pacis & fœderis præjudicio. Et licet intentio nostra, & dictorum Regis & Reginæ, sit arma non movere, aut injustum bellum unquam inferre, tamen quoad cæteros Reges, Principes, Potentatus, aut Communitates, quicumque sint, prædictis exceptis, si nos prædictus Francorum Rex, aut prætati Rex & Regina, velimus aut vellem posthac eis movere aut inferre bellum, eos invadendo, hoc in casu neutrum nostrum poterit Regi, Principi, aut Communitati, per alterum nostrum invasis dare aliquod auxilium directè vel indirectè, prætextu cujuscumque causæ aut occasionis, quæ dici aut excogitari posset.

Item. Est conventum & concordatum inter nos prædictum Regem Francorum, & nos prædictos oratores nominibus quibus supra, quòd hujusmodi pax, amicitia, concordia, unio & fœdus fiat, ut dictum est, sine præjudicio jurium nostrorum, scilicet Regis Franciæ, & dictorum Regis & Reginæ, & cujuslibet nostrum. Ita tamen quòd quando nos dictus Francorum Rex, seu hæredes & successores nostri, aut dicti Rex & Regina, seu hæredes & successores sui, voluerimus & voluerint facere videri & visitari jura per nos Ludovicum Francorum Regem, aut per præfatos Regem & Reginam prætensa, tunc quilibet nostrum teneatur eligere infra duos menses, à die requisitionis partis instantis numerandos, arbitros & judices neutrales in æquali numero, pro discutiendo & determinando de dictis juribus. Quos quidem arbitros sic electos quælibet partium tenebitur infra alios duos menses, à die electionis numerandos, ad insignem locum neutri parti suspectum & neutralem transmittere, quorum arbitrorum & judicum neutralium judicio quod super præmissis erit laum, inter nos seu successores nostros, & inter præfatos Regem & Reginam, aut successores suos, teneamur & teneantur obedire & acquiescere. Et si aliqua prædictarum partium id facere refusaverit, aut electionem prædictorum judicum neutralium pro parte sua, post

factam sibi requisitionem infra dictum tempus facere noluerit, seu præfatos arbitros per eosdem electos ad prædictum locum neutri parti suspectum & neutralem, infra dictum tempus non transmiserit, in his casibus & quolibet eorum, altera pars quæ dictam requisitionem & transmissionem fecerit, aut quæ sententiæ paruerit, aut ejus hæredes & successores, poterit, aut poterunt recuperare jus suum seu rem præsentam propriâ autoritate, sine aliquo alio ministerio justitiæ.

Item. Est conventum & concordatum, quòd dicta pax, amicitia, unio, concordia & fœdus fiat, & sit tam per mare, quàm per terram; & quòd omnes subditi nostri Regis Franciæ, & dictorum Regis & Reginæ, liberè & sine aliquo impedimento possint & valeant venire, ire, redire, & per regna & dominia nostra, & dictorum Regis & Reginæ, & cujuslibet nostrum, transire, & in eis negociari, morari, & commercia tractare, ac si essent cujuslibet nostrum. Itaque nullus eosdem, aut aliquem ex eis, bona, merces, aut res eorum possit detinere, attestare, aut molestiâ aliquâ eos afficere pro maleficiis, criminibus, delictis aut debitis alienis.

Item. Est conventum & concordatum pro observatione commerciorum, & rei mercantilis, & ut ipsa commercia mercatorum regnorum & dominiorum nostrorum, & dictorum Regis & Reginæ, utiliùs fiant & conducantur in securitate debita, & ad utilitatem rei publicæ, quòd nos dictus Francorum Rex, & præfati Rex & Regina, ab utraque parte faciemus & facient, nominabimus & nominabunt, videlicet quilibet nostrum pro parte sua æqualiter, conservatorem & conservatores pacis pro conservandis & manutenendis prædictis commerciis & mercatoribus.

Item. Est conventum & concordatum, quòd supersedeatur in executione omnium pignorationum seu marcarum, aut repressaliarum ambarum partium; & quòd nominentur judices in frontieris seu confinibus dictorum regnorum ab alterutra parte, qui unâ simul & in solidum judicent & determinent partibus auditis, quod jus & justitia eis suadebunt in prædictis pignorationibus seu repressaliis jam factis; & quòd isti judices ad judicandum & determinandum de prædictis repressaliis seu marchiis conveniant aliquando in limitibus regni Franciæ, & aliquando in limitibus præfatorum Regis & Reginæ, secundum qualitatem negotii, vice æqualiter servatâ.

Et quia restitutio damnorum illatorum non solum est pacis plurimum induciva, verum etiam dictæ pacis omnisque amicitie & fœderis robur seu vigor perpetuus, idè est inter nos conventum & concordatum, quòd rapinæ, depredationes omnes, latrocinia, damnaque omnia ad invicem illata per mare, per subditos nostros subditis dictorum Regis & Reginæ, aut per subditos suos subditis nostris, temporibus treugarum ante obitum Regis Caroli prædecessoris nostri, & post ejus obitum, eisdem subditis læsis & damnum passis, & cuilibet eorum, restituantur damna seu latrocinia ex bonis ea inferentium, & ut ista de cætero tollantur, est inter nos concordatum quòd Piratæ non recipiantur in portibus regnorum nostrorum, & regnorum prædictorum Regis & Reginæ.

Item. Est conventum & concordatum, quòd omnes & singuli subditi nostri scilicet Regis Franciæ, & dictorum Regis & Reginæ, sive sint seculares aut ecclesiastici, restituantur ad bona immobilia & possessiones, quæ & quas habe-

bant à tribus annis citra in initio guertrarum in altero regnorum nostrorum, aut prædictorum Regis & Reginæ, occasione quarum illis bonis & possessionibus spoliati fuerint, in eo statu de quo sunt de præsentī; dum tamen prædicti, quibus dicta bona immobilia restituenda sunt, præsent nobis dicto Franciæ Regi, aut prædictis Regi & Reginæ, fidelitatis juramentum. Et si nos prædictus Rex Francorum, aut prædicti Rex & Regina, muniverimus, aut muniverunt aliquem locum, qui debeat vigore hujus articuli restitui prædicti subditis, poterimus, & poterunt eas munitiones sic per nos, aut per dictos Regem & Reginam, factas auferre & tollere, si nobis, aut dictis Regi & Reginæ videbitur, absque tamen multum notabili damnificatione prioris structuræ.

Quas quidem amicitias, ligarum nexu, uniones, confederationes perpetuas, concordiamque finalem, factas, conclusas, & determinatas per nos præfatos oratores nominibus quibus supra, cum dicto Christianissimo Francorum Rege, pro eo, hæredibusque, & successoribus suis hæredibusque suis regibus Franciæ, ob ejusdem Domini nostri Jesu Christi creatoris & redemptoris nostri reverentiam, sub cuius nomine omnia ad finem salutarem, & perfectum diriguntur, nos dicti Alphonsus de Silva, Frater Antonius de la Penna, Fernandus, Duque de Strada, & Martinus de Angulo, doctor, nuncii, oratores, & procuratores præfatorum serenissimorum ac potentissimorum Ferdinandi & Elisabethæ, Regis & Reginæ Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, Granatæ, &c. dominorum nostrorum, nominibus suis inivimus, promissimus, concordavimus, firmavimus & juravimus, inimus, pollicemur, promittimus, concordamus, firmamus, & juramus in animas suarum Majestatum, super sancta Dei quatuor Evangelia corporaliter & manualiter per nos tacta, quod dicti serenissimi ac potentissimi Rex & Regina domini nostri tenebunt, & adimplebunt, & inviolabiliter observabunt pro se, regnis, terris, dominiis, & ditionibus suis, prout in eisdem articulis cavetur, & continetur, & contra ipsos & ipsa, quovis modo directè vel indirectè, non contravenient sub obligatione & hipoteca omnium bonorum suorum præsentium & futurorum, necnon & sub pœna perjurii, quam Rex & Regina possunt tali in casu incurrere.

Et quia dictus Christianissimus Francorum Rex juravit personaliter in præsentia nostra tenere, adimplere, & inviolabiliter observare prædicta omnia & singula, in prædictis articulis pacis, amicitiae & fœderis, contenta, nos præfati oratores nominibus quibus supra, promittimus, quod dicti serenissimi ac potentissimi Rex & Regina domini nostri similiter jurabunt personaliter in præsentia oratorum dicti Francorum Regis tenere, & adimplere contenta in præsentibus articulis superius declaratis, prout in eisdem cavetur & continetur, & sub eisdem obligationibus. Et dabunt dicto Francorum Regi, aut oratoribus suis, literas opportunas ratificatorias dictorum articulorum.

Et ut dicta pax, amicitia, unio, concordia, & fœdus, ampliori perpetuitate roboretur, firmetur, & perpetuetur, nos dicti Alphonsus de Silva, Frater Antonius de la Penna, Ferdinandus Duque de Strada, & Martinus de Angulo, doctor, nuncii similiter, oratores, & procuratores serenissimorum ac illustrissimorum Manuelis & Elisabethæ Regis & Reginæ Portugalliæ, tanquam Principum, & post longævos felicesque dies præfatorum serenissimorum Regis & Reginæ dominorum nostrorum, successorum Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, & Granatæ,

&c. virtute mandati procuratorii, quod ab eis tanquam Principibus successoribus, hæredibusque dictorum regnorum, habemus, nominibus suis promittimus, firmamus, & juramus in animas suarum celsitudinum, super sancta Dei quatuor Evangelia corporaliter & manualiter per nos tacta, quod præfati serenissimi atque illustrissimi Rex & Regina Portugalliz, ut Principes successores, hæredesque dictorum regnorum Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, & Granatæ, &c. tenebunt & observabunt prædicta omnia & singula in dictis articulis superius declaratis contenta, prout in eisdem articulis cavetur & continetur, & contra ipsos & ipsa quovis modo directè vel indirectè non venient, sub obligatione & hipoteca omnium bonorum suorum præsentium & futurorum, & sub pœna perjurii, quam Principes possunt tali in casu incurrere. In cujus rei testimonium, & omnium & singulorum prædictorum, præsentibus literas manibus nostris signavimus, sigillorumque nostrorum munimine roboravimus. Datum in conventu Celsitiorum prope Marcoussis, die quinta mensis augusti, anno Domini millesimo quadringentesimo nonagesimo octavo, præsentibus Archiepiscopo Rothomagensi, Comitibus Duncii & Nivernensi, Marchione de Cotron, Gubernatore Parviersi, dominis de la Grutuze, de Theurani & aliis. Clavero, Frater Antonius de la Penna, Fernandus Duque de Strada, Martinus de Angulo, doctores.

Cùmque præinserta pacis amicitiz & fœderis capitula fuerint firmata & jurata per prædictum Christianissimum Francorum Regem Ludovicum, fratrem & consæleratum nostrum carissimum, ut constare vidimus per ejus patentes literas, manu sua signatas, sigilloque suo munitas, quæ nobis per prædictos oratores nostros traditæ fuerunt, fuerimusque pro ejus parte requisiti, per Guarinum de Narbona, & Magistrum Joannem Nivart, oratores & procuratores prædicti Christianissimi Francorum Regis, ad id plenam potestatem habentes, ut idem faceremus. Et quia prædicta omnia & singula nobis gratissima sunt, & volumus libentissimo animo ea omnia exequi & adimplere, quæ pro parte nostra in præinsertis capitulis promissa extiterunt, idcirco præsentibus literis nostris omnibus melioribus via, modo, & forma, quibus melius & validius de jure possumus & debemus præinserta pacis, amicitiz, & concordiz, unionis & fœderis capitula, omniaque & singula in illis & quolibet eorum contenta, juxta sui seriem & tenorem laudamus, approbamus, ratificamus, & confirmamus, ac rata, grata, & firma habemus, & si necesse est, ea omnia & singula de novo concedimus & confirmamus. Et insuper promittimus & juramus super sancta Dei quatuor Evangelia corporaliter & manualiter per nos tacta, bonâ fide & in verbo Regio, tenere & adimplere, & inviolabiliter observare, pro nobis, regnis, terris, dominiis, & fœderis conditionibus nostris, omnia & singula in præinsertis pacis, amicitiz, & fœderis capitulis contenta, prout in eisdem cavetur & continetur, & contra ipsa quovis modo directè vel indirectè non venire, sub obligatione & hipoteca omnium bonorum nostrorum præsentium & futurorum, necnon & sub pœna perjurii, quam Rex & Regina possunt tali in casu incurrere. Insuper, quoniam post confessionem præinsertorum pacis, amicitiz & fœderis capitulorum prædicta serenissima Elisabeth Regina Portugalliz, Princeps ac hæres regnorum Castellæ & Aragonum, filia nostra primogenita, ab hac luce decessit, relicto ex ea, & ex prædicto serenissimo Rege Manuele, viro suo, illustrissimo Principe Michaeli, filio suo, Principe Asturiarum & Gerundæ, primogenito & hærede regnorum Castellæ & Aragonum,

nepote nostro dilectissimo. Ea propter nos tanquam avi, tutores & curatores personæ ejusdem illustrissimi Michaelis, Principis Asturiarum & Gerundæ, nepotis & hæredis nostri carissimi, promittimus, pollicemur, & juramus ad Dominum Deum nostrum Jesum Christum, & ejus sanctam Crucem, & sancta quatuor Evangelia, quod postquam prædictus illustrissimus Michael, Princeps Asturiarum & Gerundæ, nepos & hæres noster carissimus, pervenerit ad ætatem annorum quatuordecim, dabimus operam cum effectu, quod jurabit solemniter, & in forma debita, per se & successores suos tenere, & inviolabiliter observare ac tenere, & observari facere pacem, amicitiam, fœdera, pacta, & promissa contenta & contentas in præinsertis capitulis juxta illorum & illarum seriem & tenorem, & contra eas vel ea directè vel indirectè non facere vel venire, sub obligatione omnium bonorum suorum, ac sub pœna perjurii, quam Princeps potest tali in casu incurrere. In quorum omnium & singulorum prædictorum testimonium, præsentem literas manibus nostris signavimus, sigillisque nostri munimine jussimus robotari. Datum & actum in civitate Cæsaraugustæ, in Ecclesia majore ejusdem civitatis, die tricesimo mensis septembris, anno à nativitate Domini millesimo quadringentesimo nonagesimo octavo, præsentibus ibidem prædictis Guarino de Narbona, & Magistro Joanne Nivart, oratoribus & procuratoribus prædicti Christianissimi Regis Francorum, fratris & confœderati nostri carissimi, & illustri Alphonso de Aragonia, Archiepiscopo Cæsaraugustano, Ferdinando & Joanne de Granata, Infantibus, Andrea de Capraria, Marchione de Moya, Gutterio de Cardenas Computore majore Castellæ, & præceptore majore Legionis, Ordinis sancti Jacobi, Raimundo Guillelmos de Monte-Catheno Episcopo Tarafonensi, Joanne Fernandes de Heredia, Gubernatore Aragonum, & aliis pluribus in multitudine copiosa. Et erat signatum *To el Rey, Yo la Reina*. Et erat scriptum sub plica, Ego Michael Perez d'Almaçan, prædictorum serenissimorum & potentissimorum Regis & Regina, dominorum meorum, secretarius eam scribere feci mandato Majestatum suarum.

Collatio facta est cum literis originalibus extantibus in Thesauro Cartarum Domini nostri Regis, per me custodem ac thesaurarium dictarum cartarum decimafexta die februarii, anno Domini millesimo quingentesimo decimo-quarto.

SENTENCE DE DISSOLUTION DU MARIAGE DU ROI

Louis XII. avec Madame Jeanne de France, fille du Roi Louis XI.

Du douzième jour de decembre 1498.

AU nom de Dieu, sainte Trinité, pere, & fils, & saint Esprit. Ainsî soit-il. Vu le procès pendant devant Philippe, Cardinal de Luxembourg; Louis, Evêque d'Albe; & Ferrand, Evêque de Cepte; juges deleguez en cette partie de nôtre Saint-Pere le Pape Alexandre VI. entre Louis XII. du nom Tres-Christien Roi de France, demandeur d'une part, & illustre Dame Madame Jeanne de France, défenderesse d'autre part. Vu le rescrit apostolique, la demande du demandeur, la l'intestestation de la défenderesse, & ses exceptions, repliques, positions, & réponses sur celles d'un & d'autre côté. Les témoins produits par le demandeur, & leurs depositions objectées au contraire, & avec documents, conclusions faites en cause, assignation pour oïr droit, en communica-

*France.
Mariage
1498.
12. dec.*

tion de conseil avec Cardinaux, Archevêques, Evêques, Docteurs en Theologie & en Droit, assemblez en grand nombre, avons ordonné & disons, par sentence definitive, & aians Dieu devant les yeux, declarons & prononçons le mariage fait entre lesdites parties être nul, & donnons congé & licence audit demandeur, entant que besoin sera, de pouvoir prendre femme & épouse, telle que bon lui semblera, & sans dépens de la cause prononcée le douzieme jour de decembre 1498.

CONTRAT DE MARIAGE DU ROI LOUIS XII.
avec Madame Anne de Bretagne, veuve du Roi Charles VIII.
A Nantes le 7. janvier 1498.

Bretagne
 1498.
 7. janv.

L OUIS, par la grace de Dieu Roi de France, Savoir faisons à tous presens & à venir. Comme puis naguere feu nôtre tres-cher & cousin le Roi Charles VIII. que Dieu absolve, soit allé de vie à trépas delaisée nôtre tres-chere & tres-amée cousine la Reine Anne Duchesse de Bretagne, sa femme & épouse, & sans aucuns enfans descendus d'eux; & soit ainsi que depuis ledit trépas plusieurs pourparlez de traitez de mariage de nous & d'elle aient été faits d'une part & d'autre, tellement que sur iceux aient été mis & dressez par écrit, entre autres certains articles & convenances dudit traité de mariage, desquels la teneur s'ensuit. S'ensuivent aucuns articles des convenances & accords du mariage faits entre le Tres-Chretien Roi de France Louis XII. de ce nom d'une part; & Dame Anne vraie Duchesse de Bretagne, d'autre part.

Premierement, a été accordé entre eux, que pour le bien & l'utilité de leur pais & seigneuries, ils ont voulu, consenti, & promis, veulent, consentent & promettent, de prendre par mariage l'une partie, l'autre; c'est à savoir ledit Roi Tres-Chretien, ladite Dame Anne, pour sa femme & épouse; & ladite Dame Anne Duchesse dessusdite, ledit Roi Tres-Chretien pour son mari & époux, & ce dans le jour de mardi prochain huitieme de ce mois de janvier prochain.

Item. A été accordé, que lesdites épousailles seront faites dans le château de Nantes.

Item. Et à ce que le nom de la principauté de Bretagne ne soit & demeure aboli pour le tems à venir, & que le peuple d'icelui pais seroit secouru & soulagé de leurs necessitez & affaires, a été accordé, que le second enfant mâle, ou fille au défaut de mâle, venant de leurdit mariage, & aussi ceux, qui isteront respectivement & par ordre, seront & demeureront Prince dudit pais, pour en jouir & user comme ont de coutume faire les Ducs ses predecesseurs, en faisant par eux au Roi les redevances accoutumées; & s'il avenoit, que d'eux deux en cedit mariage, n'issit, ou vint qu'un seul enfant mâle, & que si après ississent ou vinsent deux ou plusieurs enfans mâles, ou filles, audit cas ils succederont pareillement audit duché, comme dit est.

Item. A accordé, que ladite Dame jouira entierement sa vie durant du revenu du douaire à elle baillé & assigné par le feu Roi Charles VIII. de ce nom, que Dieu absolve, par ci-devant son mari & époux.

Item. Que ledit Roi Tres-Chretien, outre le douaire du Roi Charles, baillera &

& constituera, & dès à present baille & constitué pareil & semblable douaire, que ledit Roi Charles lui avoit baillé, au cas toutefois que ledit Roi Tres-Chretien allât de vie à trépas devant ladite Dame; & outre ce, audit cas elle jouira des meubles de leur communauté. Et si icelle Dame alloit de vie à trépas avant le Roi Tres Chretien sans enfans d'eux, ou que la lignée d'eux prociée audit mariage defaudoit, en ce cas, ledit Roi Tres-Chretien jouira sa vie durant seulement desdits duché de Bretagne, & autres pais & seigneuries, que ladite Dame tenoit à present; & après le décès d'icelui Roi Tres-Chretien les prochains vrais heritiers de ladite Dame succederont ausdits duché & seigneuries, sans que les autres Rois ni successeurs en puissent quereller, ni aucune chose demander. Lesd. choses dessusdites sont accordées entre le Roi Tres-Chretien & ladite Dame, & icelles ont promis entretenir l'un envers l'autre de bonne foi, en parole de Prince & de Princesse, par ces presentes signées de leurs seings manuels, le septieme jour de janvier l'an 1498. Ainsi signé, Louis, Anne.

Savoir faisons, que Nous desirant ledit mariage avoir & sortir son plein & entier effect, pour le bien de nous & de nos royaume, pais & seigneuries, & lesdits articles & convenances entre autres choses être dûement & entierement entretenus, avons par grande & meure deliberation de plusieurs Princes de nôtre sang & lignage, Prelats & Gens de nôtre Conseil, de nôtre certaine science, pleine puissance, & autorité roiale, iceux articles, & le contenu en iceux, promis, jurez, & accordez, promettons, jurons & accordons en bonne foi, & en parole de Roi, entretenir & entierement accomplir, tant pour nous, que pour nos successeurs, selon leur forme & teneur, sans jamais aller ni venir au contraire, sous l'obligation de tous nos biens presens & à venir; lesquels pour ce faire nous avons soumis & soumettons à toutes cours & juridictions seculieres & ecclesiastiques, & aux censures du Saint Siege Apostolique, en toute maniere & ample forme. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, Nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre scel, sauf en autres choses nôtre droit, & l'autrui en toutes. Donné au Châtel de Nantes au mois de janvier, l'an de grace 1498. & de nôtre regne le premier. Ainsi signé, Louis; Par le Roi, Messieurs les Cardinaux de Saint Pierre *ad Vincula*, & d'Amboise; vous le Sieur de Ramestein, le Prince d'Orange, le Marquis de Rothelin, lesd. Comtes de Rohan, de Guise, & de Ligny, de Dunois, & de Rieux; les Evêques d'Alby, de Saint-Brieux, de Luçon, de Leon, de Septe, de Cornouaille, de Bayeux; les Sieurs de Gié & de Baudricourt, Maréchaux de France, de Sens, Chancelier de Bretagne, de la Trimouille, de Chaumont, de Beaumont, d'Avauvour, & de Tournon; les Abbez de Redon, Vicechancelier de Bretagne, & de Monstier Ramé, Jâques de Beaune, General des Finances de Languedoc, Maître Charles de Hantbois, President des Enquêtes, Philippe Bandot, Gouverneur de la Chancellerie de Bourgogne; René Dupont, Archidiacre de Ploehâtel, Amaury de Quenechguilly, Roland de Soliezon, Alain Marco, Sénéchal de Rennes, Maîtres des Requestes, & Conseillers ordinaires de Bretagne, Gabriel Miron Medecin ordinaire, & plusieurs autres presens, Petit. Et scellé à lacs de soie & cire verte.

MEMOIRE TOUCHANT LES TRAITEZ D'ARRAS de 1482. de Francfort de 1489. & de Senlis de 1493. inseré dans ce volume , & qui servent beaucoup d'éclaircissement à l'histoire , au sujet principalement du mariage de Charles Daufin, avec Marguerite d'Autriche ; de Maximilien , Roi des Romains , avec Anne Duchesse de Bretagne ; & de ladite Anne avec le Roi Charles VIII. & depuis avec le Roi Louis XII.

*Autriche
& Bre-
tagne.
1498.*

PAR le traité d'Arras fait en 1481. il fut traité du mariage de Charles Daufin, depuis Roi, avec Marguerite d'Autriche, fille du Duc Maximilien d'Autriche, & fut convenu par ce moien, entre autres choses, que le comté de Bourgogne demeureroit au Roi.

Ce furent ceux de Gand qui moiennèrent en bonne partie ce traité avantageux au Roi Louis XI.

Par le traité de Francfort en 1489. quelques articles de ce traité d'Arras sont confirmés, ou expliqués ; & plusieurs points ajoutez concernant le duché de Bretagne.

Et par le Traité de Senlis en 1493. ladite Marguerite qui plusieurs années avoit été tenuë comme Reine de France, fut renduë à son pere, le Roi des Romains, & avec cela ce que le Roi tenoit dans le comté d'Artois.

Le mariage de Maximilien, Roi des Romains, avoit été projeté, & même accordé avec Anne heritiere de Bretagne ; & à ce sujet il avoit donné commission & procuration au Comte de Nassau, avec d'autres deputez, pour l'épouser en son nom, comme fit ce Comte ; mais le consentement du Roi n'y étant intervenu, ainsi qu'il étoit requis, ladite Princesse étant sa vassalle & sujette ; outre que le Duc François son pere avoit aussi promis * de ne la marier sans le consentement du Roi ; ce mariage projeté, mais non consommé, demeura nul.

** par le
traité de
Sablé du
20. aoust
1488.*

Cependant, Alain Sire d'Albret se voyant aussi frustré du mariage de la Princesse, qu'il avoit instamment poursuivi, auquel le pere d'Anne inclinoit, il se rangea du parti du Roi, lui rendit Nantes, & ceda les droits qu'il pretendoit au duché de Bretagne, au nom de sa femme de la Maison de Pentièvre ; pour recompense desquels, le Roi lui transporta quelques terres en Guienne ; & Anne s'étant retirée à Rennes, son Conseil entra en division sur son mariage, mais après diverses contentions, enfin la paix entre le Roi & elle fut traitée par deliberation des Etats du pais, au mois de novembre 1491. & par ce moien l'aliénance de cette Princesse beaucoup plus sortable fut accordée avec le Roi, qui renvoia Marguerite d'Autriche au susdit Roi des Romains son pere, après qu'elle eut fait séjour de neuf à dix années en France ; mais à cause de sa jeunesse le mariage n'avoit été consommé.

Donc ce mariage d'Anne Duchesse de Bretagne avec Charles VIII. fut préféré, & l'autre improuvë, comme étant celui-ci fondé sur le bien public, & sur le dessein de réunir cette belle duché de Bretagne à la Couronne de France ; car la prudence faisoit considerer, que l'Etat François seroit menacé de grandes divisions, si la Bretagne tomboit en main étrangere,

Tous les François & Bretons, qui voioient les fondemens jettéz d'un long repos entre eux, par le moien de cette alliance, en furent grandement satisfaits; pour la conservation duquel mariage la Duchesse fut conduite à Langeais en Touraine, où le contrat fut passé en présence des Ducs d'Orleans & de Bourbon, & d'autres Princes & Grands de France, & de Bretagne. Ils furent époulez par Louis d'Amboise, Evêque d'Alby, le seizieme decembre du même an 1491. & peu de tems après elle fut sacrée & couronnée dans l'Eglise de l'Abbaie de saint Denis; & par ce moien le Roi joignit à son Etat la Bretagne, pais d'importance & de grande étendue, contenant neuf Evêchez.

Depuis, par le traité de paix sus-mentionné, conclu à Senlis le vint-troisieme mai 1493. entre le Roi Charles VIII. d'une part, & Maximilien & Philippe d'Autriche pere & fils, d'autre; il fut arrêté, que ladite Marguerite sœur de Philippe seroit renvoyée & livrée en Picardie aux Ambassadeurs de ces deux Princes: que ledit Philippe aiant l'âge de vint ans feroit hommage au Roi pour les pais par lui tenus de sa souveraineté; & que le Roi jouïroit des comtez de Mâconnois, Auxerrois, & Bar-sur-Seine, & autres points.

Depuis, Anne de Bretagne étant demeurée veuve de Charles VIII. l'an 1498. après la dissolution du mariage du Roi Louis XII. avec Jeanne de France, fille du Roi Louis XI. elle épousa ledit Roi Louis XII. le huitieme janvier 1499. les conventions du mariage furent les mêmes, que celles qui avoient été acordées lors de son premier mariage avec Charles VIII. laquelle par ainsi fut deux fois de suite Reine de France; ce qui fut un moien de conserver l'union de la duché de Bretagne avec la France. Anne mourut à Blois le neuvieme janvier 1513. âgée de trente-sept ans, laissant deux filles du Roi Louis XII. savoir Claude, mariée au Roi François I. & Renée, au Duc de Ferrare.

*TRAITE' DE PAIX ET ALLIANCE ENTRE LE ROI
Louis XII. & les Venitiens. Fait à Blois le 15. Avril 1499.*

P R I M O, Quòd Rex Christianissimus & illustrissimus Dux pro eis, & eorum successoribus Regibus Francorum, & Venetianum Ducibus, atque excellens Venetum Dominium sunt atque erunt perpetuis temporibus, amici & confœderati modo & forma infra scriptis, adversus & contra omnes, nemine excepto, præter Romanum Pontificem modernum, qui, si sibi placuerit, poterit ingredi istud fœdus & amicitiam cum ipsis Christianissimo Rege & illustrissimo Duce & Dominio Venetiarum. Qui quidem prædicti Christianissimus Rex & illustrissimus Dux, & Dominium Venetiarum, erunt amici inimicorum, & inimici inimicorum, ita & taliter quòd neuter eorum dabit unquam directè vel per indirectum sub quocumque colore, causa & occasione, quæ dici seu excogitari possit, ulli Principi, dominio, communitati aut potentatui, quicumque sint aut esse poterint, favorem, præsidium, opem, aut auxilium contra & adversus alium.

Item. Poterunt incolæ & subditi utriusque partis, ire, morari, mercari, & negotiari tute & securè, per terram, mare, atque aquas dulces & flumina, in patriis, dominiis, & provinciis alterius ditioni & imperio subjectis, perinde ac si

Ggg ij

Venise.
1499.
15. avril

essent veri & originarii incolæ, & subditi illius Principis aut domini, cujus patrias & dominium adibunt; nec patientur prædicti Christianissimus Rex, & inclitum Dominium Venetum in eorum patriis & dominiis, tam terrâ quam mari, aliquos piratas aut prædones ad damnificandum subditos alterius, & licebit ipsis Christianissimo Regi & excelso Dominio Veneto, intra tres menses proximos à data præsentium numerandos, nominare & declarare suos amicos & confederatos, quos volunt & intelligunt in ista amicitia & contentis in præcedentibus articulis comprehendj, quos quidem amicos & confederatos una quæque partium infra prædictum spatium insinuare tenebitur.

Item. Quia prædictus Christianissimus Rex, summo auxiliante Deo, vult & intendit recuperare Ducatum Mediolanensem, Comitatum Papiæ, & alias civitates, terras, & dominia, nunc per dominum Ludovicum Stortiam occupata, quæ sunt verum & antiquum patrimonium ipsius Christianissimi Regis, & ei hæreditario jure obvenierunt & spectant: Tractatum, actum, conventum, promissum, atque conclusum per nos præfatos oratores, pro & nomine dictorum illustrissimorum Ducis & Venetorum Domini extitit, & est, quod toties quoties antedictus Christianissimus Rex volet inferre arma & movere bellum, seu facere & indicere guerram prædicto domino Ludovico, & aliis, qui pro tempore prædictos Ducatus, & dominia, in totum sive in parte detinebunt, prædicti illustrissimi Dux, & sui successores, & inclitum Venetum Dominium indicent, & apte movebunt & inferent bellum prædicto domino Ludovico, aut aliis dictorum Ducatus & domini detentoribus, quando & ubi prædictus Christianissimus Rex voluerit, & Sux Majestati expedientius videbitur, cum numero mille & quingentorum hominum armatorum, seu armigerorum virorum, & quatuor millium peditum ad minus, quem numerum armatorum & peditum ipsum Dominium Venetum est & erit obligatum tenere & stipendiare suis propriis sumptibus & expensis, usque ad totalem & integram recuperationem, ad opus, commodum, & utilitatem præfati Christianissimi Regis, dictorum Ducatus Mediolani, Comitatus Papiæ, & cæterorum locorum, terrarum, & dominiorum, per ipsum dominum Ludovicum citra Bononiam detentorum, excepto Dominio Genuensi, ad quod acquirendum, seu recuperandum, prædictum Dominium Venetum non tenebitur præstare auxilium ipsi Christianissimo Regi. Non tamen poterit dictum Venetum Dominium modo aliquo directè vel indirectè, prætextu cujuscumque rei, coloris, aut occasionis quæ dici aut excogitari possit, impedire Christianissimum Regem in acquisitione, seu recuperatione dicti Genuensis Domini; neque prædicti Dux & Venetiarum Dominium præstare unquam aliquod auxilium, subsidium, favorem, præsidium, re aut verbis, quocumque modo dici aut excogitari possit, Genuensibus, & eis adhzrentibus, contra & adversis ipsum Christianissimum Regem. Qui quidem Christianissimus Rex similiter incipiet & faciet bellum & guerram prædicto domino Ludovico, aut aliis dictorum Ducatus & dominiorum detentoribus, cum numero mille quingentorum armatorum virorum ad modum Italiæ, & quatuor millium peditum ad minimum, illos eodemque tempore quo voluerit, quod Dominium Venetum moveat bellum ipsi domino Ludovico, & continuabitur prædictum bellum per Christianissimum Regem, & inclitum Venetum Dominium, usque ad totalem recuperationem Ducatus Mediolanen. & aliarum rerum prædictarum. Tamen, si acci-

deret quòd Turcus pararet magnam & potentem classem, & quòd illam mitteret contra statum dicti incliti Venetorum Domini, seu recommendatos eorum de Archipelago, Rhodum, aut aliquam partem Italiae, his in casibus prædictum Dominium non tenebitur ad requestam Regis incipere guerram seu bellum contra prædictum dominum Ludovicum, quandiu dicta classis Turci erit foris ad prædicta loca, ut supra dictum est. Si tamen jam inchoatum esset bellum contra prædictum dominum Ludovicum, seu alium detentorem prædictorum Ducatus & dominiorum, antequam Turcus mittat classem suam ad prædicta loca, vel aliquem eorum, dictum Dominium non poterit, prætextu dictæ classis, prætermittere, quin profequatur, & teneatur profequi efficaciter dictum bellum, cum numero armatorum & peditum supra expresso, usque ad finalem & integram recuperationem, antedicti Ducatus Mediolanensis, & aliorum dominiorum supra specificatorum ad opus & utilitatem dicti Christianissimi Regis, prout supra dictum est, nisi de communi consensu & voluntate prædictorum Regis & Domini, dictum bellum sic inchoatum pro aliqua urgente necessitate differatur.

Item. Non poterunt prædicti Christianissimus Rex, & illustrissimus Dux & Dominium Venetiarum, facere aut inire pacem vel treugas cum prædicto domino Ludovico, aut alio seu aliis contra quos moverint bellum communi consensu, nisi hoc fiat etiam communi consensu eorum accedente. Nec poterunt prædicti Christianissimus Rex, & excelsum Venetum Dominium, cum aliquo Principe, aut communitate, facere pacem, inducias aut treugas, seu alium contractum, sine expressa & specifica denominatione alterius tanquam amici & confederati.

Item. Si contingeret Regem Romanorum movere seu inferre arma prædicto Christianissimo Regi, aut subditis suis, propter quod ipse Christianissimus non posset ita promptè dare operam, seu intendere ad recuperationem dicti Ducatus Mediolanensis, prædictum Venetum Dominium, quamprimum fuerit ad hoc à Majestate Regia requisitum, tenebitur facere & rumpere guerram prædicto domino Ludovico, suis sumptibus & expensis, cum numero armatorum & peditum superius designato, tamdiu quamdiu prædictus Rex Romanorum inferet bellum prædicto Christianissimo. Qui quidem Christianissimus etiam tenebitur eodem tempore movere guerram prædicto domino Ludovico, cum tali numero gentium, quam commodè poterit consideratis negotiis, quibus tunc sua celsitudo implicabitur. Ita tamen quòd dictus numerus sit sufficiens ad faciendum guerram dicto domino Ludovico. Et similiter, si contingeret prædictum Regem Romanorum, post publicationem hujus fœderis, inferre bellum prædicto Venetorum Dominio, aut subditis illius, hoc in casu dictus Christianissimus Rex dabit effectualiter prædicto Dominio omne bonum & legale auxilium contra ipsum Regem Romanorum, prout melius, & expedientius erit.

Item. Ob considerationem sumptuum & expensarum, quas prædictum excelsum Venetorum Dominium faciet & sustinebit pro auxilio præstando ipsi Christianissimo Regi, ad prædictam acquisitionem seu recuperationem faciendam prout ante scriptum est, & etiam pro securitate status dicti Domini Veneti, ipse Rex Christianissimus contentus est, quòd civitas Cremonæ, unà cum territorio Cremonensi, & civitatibus, terris, villis, arcibus, locis, & castellis omnibus, cum fluminibus, aquis, territoriis, & pertinentiis suis, quæ pertinent statui & dominio Mediolanensi, quæ sunt ultra flumen Adduæ versus Cremonam & Brixiam, simul

que omnis ora fluvialis cum ripis ipsius fluvii Addux usque ad aquam exclusive, (quod flumen & tota aqua illius integrè remanebit ipsi Christianissimo Regi) sint prædicti Dominii Veneti, prædicta acquisitione dicti Ducatus & aliorum dominiorum supra dictorum facta, & remaneant perpetuò pleno jure prædicto Dominio Veneto, illaque semper & liberè tanquam sua detineat & possideat, excepto castro & loco Lechi, quod remanet & remanebit antedicto Christianissimo Regi, & suis successoribus Ducibus Mediolani. Et promiserunt prædictæ partes, videlicet ipse Christianissimus Rex personaliter, & nos prædicti oratores nomine prædicti Dominii, & virtute mandati ab eodem Dominio nobis directi, super sancta Dei Evangelia, & sub censuris & interdictis apostolicis, bene, legaliter, & integre custodire facere & observare, unaquæque partium respectivè quoad eam attinet, omnia & singula in præcedentibus articulis & capitulis comprehensa, secundum formam & tenorem illorum.

Quæ omnia & singula in præcedentibus articulis seu capitulis contenta, nos oratores & procuratores prædicti promittimus per juramenta nostra supra sacrosancta Dei Evangelia præstita, nomine quo supra, adimplere atque observare ad unguem, & effectualiter procurare, quòd antedictus illustrissimus Dux & inclitum Venetum Dominium prædicta omnia in hoc præsentis tractatu & fœdere contenta, rata habebunt, atque suas litteras ratificationis omnium & singulorum per nos, ut supra, gestorum in bona & debita forma expeditas prædictæ Regiæ Majestati transmittent infra calendas Julias proximè futuras, à data præsentium. In quorum fidem, robur, & testimonium, præsentis litteras manibus propriis signavimus, atque sigillorum nostrorum appositione roboravimus. Datum Blesis, die 15. aprilis, anno Domini 1499.

TRAITE' ENTRE LE ROI LOUIS XII. ET PHILBERT, DUC de Savoie. A Geneve le 13. mai 1499.

*Savoie.
1499.
13. mai.*

PHILBERT, Duc de Savoie, de Chablais, & d'Aouste, Prince & Vicair perpetuel du Saint Empire Romain, Marquis en Italie, Prince de Piemont, Comte de Geneve & de Bauge, Baron de Vaud & de Faucigny, Seigneur de Nice & de Verceil, &c. A tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Comme puis naguere pour l'entretienement des amitiè, confederation, & alliances étans entre nôtre tres-redouté Seigneur & cousin le Roi de France, & Nous, & les sujets d'un parti & d'autre, & aussi pour le traitement d'aucunes matieres touchant & concernant le bien, profit, & utilité dudit Seigneur & de Nous, il ait envoie devers nous, reverend Pere en Dieu l'Evêque de S. Paul de Leon, & Maître Richard le Moyne, ses Ambassadeurs & Procureurs speciaux, avec lesquels nous aions fait, conclu, traité, & accordé les points & articles dont la teneur est telle.

Premierement, Monditieur le Duc de Savoie, averti du vouloir & intention, que ledit Roi Tres-Christien a d'aller conquerir & recouvrer son vrai & ancien heritage de la duché de Milan, comté de Pavie, & autres terres & seigneuries, que lui détiend & occupe induëment le Sieur Ludovic, promet & accorde Monditieur le Duc de donner passage par ses terres, pais, & seigneuries, au Roi & à son

armée, tant de pied que de cheval, toutes fois & quantes qu'il voudra passer en personne, ou faire passer sadite armée pour aller faire ladite conquête, en paient leurs dépens, & ce qu'ils prendront du pais & sujets de Monditſieur le Duc raisonnablement, selon le taux qui sera fait par les commis sur ce de la part dudit Seigneur & de Monditſieur le Duc; pourvû aussi que ledit Seigneur tiendra & fera tenir tel ordre par ses Capitaines & Chefs de guerre, que lesdits gens d'armes & armée passeront paisiblement, & sans faire aucune force, violence, ni pillerie sur les pais & sujets de Monditſieur le Duc; & si aucune faisoient leſd. Capitaines & Chefs de guerre, & autres sur ce commis, en feront faire promptement la punition & due reparation. Aussi Monditſieur le Duc de son côté permettra gens pour faire conduire lesdits gens de guerre par seldits pais & seigneuries, & les fera bien loger & traiter, & si besoin est retirer & séjourner en grand & petit nombre, comme le cas requerra, & ne permettra, que par seldits pais & sujets leur soit faite aucune injure, force, ou violence, & si aucune s'en faisoit, en fera faire par ses officiers & commis, promptement due punition & reparation: & permettra aussi Monditſieur de Savoie, que ledit Seigneur se serve de ses sujets, qui le faire le voudront; & au surplus en tant que touche ce que le Roi demande que Monditſieur de Savoie ne donnera vivres, retraite, ni faveur, ni permettra donner par ses sujets aux ennemis du Roi, Monditſieur le Duc est content en resignant toujours son honneur & devoir de fidelité, le Roi considérant la proximité de lignage qui est entre lui & Monditſieur de Savoie, aussi pour le bon & grand vouloir, qu'il a conçu par ci-devant, & connoît par effet Monditſieur avoir à lui, & pour la grande amour & affection que ledit Seigneur a envers Monditſieur de Savoie, le voiant si bien disposé à lui faire service, dès maintenant donnera à Monditſieur de Savoie vingt-deux mille livres de pension chacun an, & à Monsieur le Bâtard de Savoie son frere, dix mille; & outre icelui Seigneur donnera à Monditſieur le Duc la charge & conduite de cent hommes d'armes, & les lui entretiendra sans point de retranchement, durant le bon plaisir dudit Seigneur, qui s'entendra être & durer jusques à ce que Monditſieur de Savoie fit chose pourquoy ledit Seigneur eût legitime occasion de lui rien ôter; lesquels cent hommes d'armes il commencera à mettre sus en ce present mois de mai, auquel mois & le premier jour d'icelui commencera le premier quartier, à la fin du mois de juillet prochainement venant, se fera le paiement dudit quartier, en faisant la montre desdits cent hommes d'armes, telle qu'on a accoutumé en France, & de là en avant se fera toujours le paiement desdits cent hommes d'armes de trois mois en trois mois, en faisant la montre comme dit est. Lesquels hommes d'armes, ensemble les lieutenans, archers, & suite, Monditſieur de Savoie fera & mettra sus de ses sujets, & autres que bon lui semblera, pourvu que les Chefs soient seûrs & seables au Roi. Et outre ce si Monditſieur de Savoie veut s'employer à servir ledit Seigneur à sadite conquête, ledit Seigneur lui donnera la charge & conduite d'autres cent hommes d'armes, & l'avertira deux mois avant qu'il veuille commencer la guerre; & lors qu'il fera ledit avertissement lui avancera pour un quartier le paiement desdits cent hommes d'armes; lesquels cent hommes d'armes, ensemble les lieutenans, archers & suite, il pourra choisir, deputer, & prendre en ses pais & ailleurs là où bon lui semblera, pourvû qu'ils soient suffisamment selon la coutume de France, & que les

Chefs & Capitaines soient seurs & feables au Roi comme dessus. Plus donnera ledit Seigneur durant la guerre & conquête, depuis qu'elle sera commencée julesques à la fin, à Monditſieur le Duc, la ſomme de trois mille écus d'or au ſoleil pour chacun mois, & moiennant ce Monditſieur ſera tenu de fournir ſix cens combatans à cheval, & armez bien en point, outre leſdits deux cens hommes d'armes, durant ladite guerre; deſquels ſix cens combatans ſe fera vûe en payant leſdits trois mille écus, & ſi beſoin eſt de deux mille hommes de pied, pour l'eſpace de ſix ſemaines tant ſeulement; de laquelle armée Monditſieur le Duc, ou ceux qui en auront la charge de lui, ſeront tenus de ſervir ledit Seigneur en ſadite conquête, ainſi que par lui & ſes lieutenans ſeroit raiſonnablement avilé; & s'entendra ladite guerre être commencée dès que ledit Seigneur fera paſſer en Italie le nombre de deux-cens hommes d'armes, outre les huit-cens hommes d'armes qui ſont ordonnez en la comté d'Aſt.

Item. Et outre ce que dit eſt, après avoir conquêté la meilleure partie de ladite duché de Milan, ledit Seigneur tant qu'il vivra, donnera à Monditſieur ſa vie durant, ladite penſion de vint-deux mille livres tournois par chacun an, & à Monsieur le Batard ſon frere, dix mille livres tournois, ſans aucun retranchement, enſemble paiement deſdits cent hommes d'armes, ſoit paix ou guerre. Et en outre par tems de guerre, en cas que ledit Seigneur ſe veuille ſervir de Monditſieur le Duc, & Monditſieur le veuille ſervir, lui donnera le paiement d'autres cent hommes d'armes, enſemble la penſion deſdits trois mille écus au ſoleil par mois, comme deſſus.

Item. Si cas avenoit, qu'avant ladite guerre commencée ou après, le Sieur Ludovic Sforce, detenant à preſent ladite duché de Milan, ou aucuns ſes alliez & ſuivans envahirent les pais, terres, & ſeigneuries de Monditſieur le Duc, ou ſe preparaffent de ce faire, en maniere que le danger y fût évident, pourra Monditſieur le Duc leſdits gens d'armes dont il doit ſervir ledit Seigneur comme deſſus, employer totalement à la déſenſe de ſesdites terres & ſeigneuries; & au ſurplus ſera tenu ledit Seigneur de toute ſa puiſſance aider & ſecourir Monditſieur le Duc à ſes propres coûts & dépens, tout ainſi que ſi c'étoit pour la préſervation & déſenſe de ſon Etat.

Item. Et que ledit Seigneur en toutes les ligues, confederations, & alliances qu'il fera, enclorra & reſervera Monditſieur le Duc & ſes ſujets, terres & ſeigneuries, ni ne fera paix, traité, appointment, ni treve, touchant ladite duché & Etat de Milan, ſans le ſeu de Monditſieur le Duc, & où il ne ſoit compris; & le ſemblable ſera tenu de faire Monditſieur le Duc. Et ſi Monditſieur le Duc, outre les choſes deſſuſdites, fait en ladite conquête de Milan quelque priſe ou bon ſervice audit Seigneur, il le reconnoitra envers lui tellement qu'il ſe devra tenir content.

Item. Et ſoit entendu, que par le preſent Traité ne ſoit en rien dérogé aux alliances & confederations anciennes & nouvelles, faites entre les Rois predeceſſeurs dudit Seigneur, & les Ducs predeceſſeurs de Monditſieur le Duc, ains demeureront en leur entier, & ſeront confirmées, tenuës, & entretenues par leſdits Seigneurs Roi & Duc, en leurs autres articles, ſelon leur forme & teneur.

Leſquelles choſes deſſus écrites, Monditſieur le Duc promet de tenir & garder

garder & observer selon la forme & maniere contenuë es chapitres dessus écrits, reservé sur le tout son honneur & devoir de fidelité. Et semblablement promet ledit Seigneur à Monditsieur le Duc, toutes & chacunes les choses contenues esdits chapitres, tenir, garder & observer, l'aider, défendre, & s'employer pour lui selon la forme & contenu desdits chapitres.

Item. Et outre les choses dessusdites, dès maintenant donnera ledit Seigneur, par maniere de pension, à aucuns sujets & serviteurs domestiques de Monditsieur le Duc, afin qu'ils soient plus enclins à lui faire service, c'est à savoir à Monsieur de la Chambre, cinq mille livres tournois; à Monsieur Charles, Grand-Maître-d'hôtel de Monditsieur le Duc, douze-cens livres tournois; à Monsieur le General de Savoie, Bastien Ferrier, mille livres tournois; à Laurent de Gourvou, Ecuier d'Ecurie de Monditsieur le Duc, quatre-cens livres tournois; à Amé de Challat, Maître d'hôtel de Monditsieur le Duc, deux-cens livres tournois; à Claude de Balleyson, deux-cens livres tournois; lesquelles pensions s'entendront estre & durer, sans point de retranchement, jusques à ce que les dessusdits fussent chose pour quoi ledit Seigneur eût legitime occasion de les leur oster.

PROCES VERBAL DE L'HOMMAGE FAIT PAR PHILIPPE, Archiduc d'Autriche, à Louis XII, Roi de France, pour les Comtez de Flandres, Artois & Charolois. A Arras le 5. juillet 1499.

JEAN AMYS, Notaire & Secretaire du Roi nôtre Sire. Pource qu'il a plu nôtre haut & puissant Seigneur, Monsieur Messire Guy de Rochefort, Chevalier, Seigneur de Pleuvor & de Labergemant, Chancelier de France, tant de sa grace me preferer, que de m'avoir ordonné & commandé les lettres de la reception de l'hommage, fait au Roi nôtre dit Sire en ses mains, par tres-haut & tres-puissant Prince, Monsieur Philippe, fils du Roi des Romains, Archiduc d'Autriche, Comte de Flandre, d'Artois, & de Charolois, le cinquieme jour de ce present mois de Juillet 1499. étant Monditsieur le Chancelier en la cité d'Arras, en l'Hôtel Episcopal: Et que tels grands actes, termes, & ceremonies, qui en ce ont été gardées & observées en l'honneur & exaltation, profit, & utilité du Roi & de sa couronne, sont dignes de perpetuelle memoire; me suis enhardi de rediger par écrit tout ce que j'ai pû voir & entendre touchant ce present acte & matiere, & même depuis le penultieme jour de juin dernier passé, jusques audit cinquieme jour de juillet ensuivant.

Et pour entrer en ladite matiere, est chose certaine & veritable, que ledit Monsieur le Chancelier ledit jour se partit l'apresdinee de la ville de Dourlens, au pais de Picardie, pour aller en la cité d'Arras, où cedit jour il arriva, toujours accompagné de Messieurs de Ravestein & de la Grutire; de Messire Charles de la Vernade, Chevalier, sieur dudit lieu; Maistre Christofe de Cremonne, Conseillers & Maistres des Requestes ordinaires de l'Hôtel; Messire Raoul de Lannoy, Bailly d'Amiens; Maistres François d'Estin, Hugu. de Baigel, Amaury de Quinquville, Nicole de Foix, Philippe d'Estas, Richard Nepveu, Pierre de la Vernade, Conseillers ordinaires; Mace Toustain, Procureur.

*Aut.
che, hom-
mage de
Flandre.
1499.
5. juillet.*

reux General d'icelui Sieur en son Grand-Conseil ; Jean Burdelot , Procureur General d'icelui Sieur en la Cour de Parlement à Paris ; Antoine le Viste , Rapporteur de la Chancellerie de France ; Dreux Budé , Jean de Villebrefme , Raoul Guyot , Philippe Maillart , Notaires & Secretaires du Roi nôtre dit Sieur , & moi.

Et ainsi que Mondit sieur le Chancelier fut avec toute sad. compagnie , comme à lieuë & demie de ladite cité d'Arras , chevauchant en bon ordre , aiant au devant de lui l'Huissier du Grand-Conseil , portant sa masse décuverte , armoïée des armes du Roi , & après ledit Huissier le Chauffe-cire , qui portoit le Scel ainsi qu'il est accoustumé , quand Mondit sieur le Chancelier chevauche par champs ; lequel Chauffe-cire étoit côtoïé de deux Rois-d'armes du Roi nôtre dit Seigneur , vêtus de leurs cottes d'armes , (c'est à savoir Montjoye , premier Roi d'armes de France , & Normandie ,) arriverent , venant au devant de Mondit sieur le Chancelier , l'Evêque de Cambrai , Messire Thomas de Pleures , Chevalier , Chancelier de Mondit sieur l'Archiduc ; Monsieur le Comte de Nassau , le Sieur de Fiennes , & autres tant Chevaliers qu'Ecuiers , & gens du Conseil de Mondit sieur l'Archiduc . Lequel Messire Thomas de Pleures , soi adressant à Mondit sieur le Chancelier , lui dit & recita , que les Sieurs de sa compagnie & lui , étoient envioiez par Mondit sieur l'Archiduc , son Maistre , lui dire , que Mondit sieur l'Archiduc étoit moult joieux de sa venuë , & des autres Sieurs étans avec lui , & qu'ils fussent les tres-bien venus , & autres belles , bonnes , & douces paroles . Faisant tous les dessusdits , de la part de Mondit sieur l'Archiduc , grandes reverences & honneurs à Mondit sieur le Chancelier , & grand accüeil à mes autres Sieurs de sa compagnie . Desquelles choses Mondit sieur le Chancelier remercia moult honorablement Mondit sieur l'Archiduc , & ledits Sieurs , qui étoient illec venus de sa part . Et tost après se mirent d'une part & d'autre ensemblement en chemin pour aller en ladite cité .

Et comme toute la compagnie fut à l'entrée des fauxbourgs d'icelle cité , Mondit sieur le Chancelier fut rencontré & abordé de Mondit sieur l'Archiduc , lequel pour le recevoir & venir au devant , s'étoit parti de cheval de l'Abbaie de Saint Vaast , en la ville d'Arras , & passé toute ladite ville & cité , où il y a chemin . Et incontinent que Mondit sieur l'Archiduc , accompagné de grand nombre tant Chevaliers de son Ordre , qu'Ecuiers , & autres officiers de sa maison (qui tous étoient en rang d'une part & d'autre , pour faire chemin & place à Mondit sieur le Chancelier , & ceux de sa compagnie ,) apperçut Mondit sieur le Chancelier , mit la main au bonnet , en soi du tout découvrant , & fit marcher sa malle contre Mondit sieur le Chancelier , lequel il embrassa , aiant toujours le bonnet hors la teste , lui dit qu'il fût le bien venu , en lui demandant en cette maniere : Comment se porte Monsieur le Roi ? A quoi Mondit sieur le Chancelier répondit , que tres-bien , grâces à Dieu , comme il avoit intention de plus amplement lui dire . Semblablement fit Mondit sieur l'Archiduc à Messieurs de Ravestain & à la Grutute , grand accüeil , & salua gracieusement Messieurs des Requestes , & Gens du Conseil du Roi . Et après plusieurs gracieuses paroles , & conrenances , que tenoit Mondit sieur l'Archiduc à Messieurs le Chancelier & de Ravestain , aiant toujours icelui Mondit sieur l'Archiduc son bonnet en sa main , sans soi vouloir couvrir , sinon qu'aussi Mondit sieur le Chancelier se couvrit ,

Monditſieur l'Archiduc & Monditſieur le Chancelier ſe mirent eux deux enſemble pour entrer en ladite cité, Monditſieur le Chancelier toujours à dextre, & chevauchant au devant d'eux ledit Huiffier dudit Grand-Conſeil, tenant ſadite maſſe haute & découverte, & ledit Chauffe-cire aiant le ſcel du Roi ſur ſon dos, comme il eſt de couſtume, quand Monditſieur le Chancelier chevauche par le royaume; & deux Rois d'Armes en leur ordre, ſans qu'entre Meſditſieurs l'Archiduc & Chancelier y eût autre. Laquelle choſe, étoit & fut bien regardée, tant par leſdits gens & officiers de Monditſieur l'Archiduc, que par le peuple, dont y avoit grand nombre, tant de dehors la cité, que dedans, illec venus pour voir l'entrée. Et mena & conduiſit Monditſieur l'Archiduc Monditſieur le Chancelier toujours parlant à lui, en ſoi ſouvent découvrant, ſans qu'il ſe couvrit, que Monditſieur le Chancelier ne fût auſſi - toſt couvert, juſques à l'entrée du cloître de la grande Eglife. Voulant Monditſieur l'Archiduc à toute force le mener juſques en la maiſon epiſcopale, en laquelle Monditſieur le Chancelier a toujours été logé, nonobſtant les requêtes & prières, que Monditſieur le Chancelier lui fit, de ſoi contenter de tant lui en avoir fait pour l'honneur du Roi. Et ſur ces paroles ſe départit Monditſieur l'Archiduc de Monditſieur le Chancelier, & ſ'en alla en ladite ville d'Arras, en ſondit logis de Saint Vaast, & Monditſieur le Chancelier en la Maiſon Epiſcopale, accompagné de Monditſieur le Comte de Naſſau, & autres grands perſonnages de la maiſon de Monditſieur l'Archiduc. Et après chacun de la compagnie & bande de Monditſieur le Chancelier ſ'en alla au logis qui lui étoit ordonné.

Et après pluſieurs allées & venues, qui par leſdits Meſſire Thomas de Pleures, Comte de Naſſau, le Sieur de Molambais, & autres officiers de Monditſieur l'Archiduc, durant les jours du lundi, mardi, mercredi, & jeudi, enſuivans, premier, ſecond, tiers, & quart de cedit preſent mois de juillet, furent faites par devers Monditſieur le Chancelier en ſondit logis, pour traiter & conclure ſur aucunes matieres, points, & articles mis en avant par ledit Procureur General du Roi nôtre dit Seigneur en ſa Cour de Parlement, & leſdites matieres priſes fin, fut ledit jour de jeudi requis par les deſſuſdits officiers de Monditſieur l'Archiduc à Monditſieur le Chancelier, ſoi vouloir diſpoſer à la reception de l'hommage, que Monditſieur l'Archiduc étoit tenu faire au Roi, pour raiſon de la Pairie & Comté de Flandre, & ſemblablement des Comtez d'Artois & de Charolois, & autres terres tenuës & mouvans du Roi nôtre dit Seigneur, à cauſe de ſa Couronne; & pour ce faire, aſſigner jour & heure à Monditſieur l'Archiduc, afin de venir devers lui, à lui, faire ſon devoir. Lequel Monditſieur le Chancelier fit réponſe, que le lendemain, qui étoit vendredi & cinquieme jour dudit mois, fût à neuf ou dix heures du matin, il ſerois preſt de le recevoir. Leſquels jour & heure furent acceptez par leſdits officiers de Monditſieur l'Archiduc. A cette intention, Monditſieur le Chancelier ordonna, pour ce faire, lieu & place en la ſeconde ſalle de ſondit logis, laquelle étoit bien tapiſſée, & ladite place être hauſſée comme de deux marches, & y être miſe une chaire parée & couverte de fleurs de lis, en laquelle il ſeroit aſſis durant ladite reception, & les paroles qui ſeroient à proferer touchant ledit hommage; ce qui fut fait.

Et ledit jour vendredi, comme heure de dix heures du matin, Monditſieur le Chancelier étant en ſa chambre, accompagné de Meſditſieurs deſdites Requêtes

de l'Hôtel, Gens du Conseil, du Bailli d'Amiens, & autres dessusnommez, lui fut venu dire par ledit Messire Thomas, & autres Officiers de Monditſieur l'Archiduc, que Monditſieur l'Archiduc étoit parti de son logis, s'en venoit devers lui pour faire ledit hommage, & qu'il se voulût diſpoſer & mettre en lieu pour icelui recevoir. A quoi Monsieur le Chancelier fit réſponſe, que ſi-toſt que Monditſieur ſeroit venu au lieu ordonné, pour icelui recevoir à faire ledit hommage, qu'il étoit & ſeroit preſt. Et par deux autres fois vinrent encores autres deſdits Officiers, tant Chambellans que Secretaires de Monditſieur l'Archiduc, la premiere fois dire à Monditſieur le Chancelier, comme Monditſieur l'Archiduc étoit en la premiere ſalle qui joint à la ſeconde, lequel Monditſieur le Chancelier pour ce ne ſe meut. Et à la deuxieme fois, pource qu'iceux Officiers affirmoient Monditſieur l'Archiduc eſtre entré en la ſeconde ſalle, comme il étoit vrai, & auſſi que Monditſieur de la Gruttre, & Meſſire Robert de Frametzelles, Chambellan du Roi, (leſquels, & Monditſieur de Raveſtain, avoient accompagné Monditſieur l'Archiduc depuis ſon logis juſques en ladite ſeconde ſalle,) vinrent dire à Monditſieur le Chancelier, que Monditſieur l'Archiduc étoit en icelle ſeconde ſalle, & ja au propre lieu & place appareillez pour ledit hommage: lors, Monditſieur le Chancelier vêtu d'une robe de velours cramoifi, ſon chapeau en ſa teſte, ſe partit de ſadite chambre, laquelle joignoit à ladite ſalle, en la maniere qui ſ'enſuit; c'eſt à ſavoir, aiant au devant de lui ledit Huiſſier dudit Grand-Conſeil, portant ſadite maſſe découverte & haute, qui à haute voix diſoit & crioit ſi-toſt qu'il fut hors d'icelle chambre, & entré en icelle ſeconde ſalle, (pource qu'en icelle y avoit ſi grand nombre de gens, tant des gens & Officiers de Monditſieur l'Archiduc, qu'autres, qu'à peine ſe pouvoit-on tourner,) ces mots, par trois ou quatre fois: *Devant, devant, faites place.* Et après ledit Huiſſier alloient leſdits deux Rois d'armes du Roi nôtre Seigneur, vêtus de leurs cottes d'armes, puis marchaient Monditſieur le Chancelier, & après lui, Meſſieurs des Requeſtes dudit Grand-Conſeil, & Notaires & Secretaires du Roi nôtre Seigneur, avec leſquels j'étois. Et pource que Monditſieur le Chancelier m'avoit ordonné auparavant ſon parterment d'icelle chambre, me mettre en lieu & place pour eſtre preſent à ladite reception dudit hommage, ôïr les paroles tant de lui, que de Monditſieur l'Archiduc, qui y ſeroient dites & proferées par eux deux, & prendre le commandement des lettres à ce neceſſaires, je m'avançai pour ce faire.

Et eſt à ſavoir, qu'ainſi que Monditſieur le Chancelier aprocha de la chaire où il devoit ſe ſeoir, Monditſieur l'Archiduc, qui auprès d'icelle étoit attendant Monditſieur le Chancelier, oſta incontinent le bonnet de ſa teſte, en diſant à Monditſieur le Chancelier ces mots: *Monsieur, Dieu vous doint bon jour,* & en ce diſant bailla fort ſa teſte; & Monditſieur le Chancelier, ſans rien proferer ni dire mot, mit ſeulement la main à ſon chapeau, qu'il avoit en ſa teſte, ſans autrement icelui oſter, puis ſ'aſſit en ſadite chaire. Et incontinent l'un deſdits Rois d'armes, ainſi qu'ordonné lui avoit été par Monditſieur le Chancelier, cria à haute voix par trois fois: *Faites paix.* Ce fait, Monditſieur l'Archiduc, teſte nuë ſe preſenta à Monditſieur le Chancelier, pour faire ſondit hommage, diſant: *Monsieur; je ſuis ici venu devers vous pour faire l'hommage que tenu ſuis faire à Monsieur le Roi, touchant mes Pairies & Comtez de Flandre, d'Artois, &*

de Charolois, lesquelles tiens de Monsieur le Roi, à cause de sa Couronne. Lors Monditſieur le Chancelier ainſi aſſis qu'il étoit en ſadite chaire, & tout couvert de bonnet & chapeau, lui demanda ſ'il avoit ceinture, dague, ou autre bâton; lequel Monditſieur l'Archiduc en levant ſa robe, qui étoit ſans ceinture, dit que non. Ce dit, Monsieur le Chancelier lui mit les deux mains entre les ſiennes; & icelles ainſi tenant & jointes, Monditſieur l'Archiduc ſe voulut incliner, montrant apparence de ſoi vouloir mettre à genoux, ce que Monditſieur le Chancelier ne voulut ſouffrir, ains en le ſoulevant par ſesdites mains qu'il tenoit, comme dit eſt, lui dit ces mots : *Il ſuffit de voſtre bon vouloir.* Puis Monditſieur le Chancelier lui proféra en cette maniere, (lui tenant toujours leſdites mains jointes, & aiant Monditſieur l'Archiduc la teſte nuë, & encore ſ'efforçant toujours mettre à genoux,) *Vous devenez homme du Roi voſtre ſouverain Seigneur, & lui ſuites foi & hommage lige, pour raiſon des Pairie & Comté de Flandre, & auſſi des Comtez d'Artois & de Charolois, & de toutes autres terres, que tenez du Roi & de ſa Couronne, lui promettez de le ſervir juſques à la mort incluſivement, envers & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir, ſans nul reſerver, de procurer ſon bien, & éviter ſon dommage, & vous conduire & acquier envers lui, comme envers voſtre ſouverain Seigneur.* A quoi fut par Monditſieur l'Archiduc répondu; *Par ma foi ainſi le promets, & ainſi le ferai.* Et ce dit, Monditſieur le Chancelier lui dit ces mots : *Et je vous y reſpoi, ſauf le droit du Roi en autres choſes, & l'autrui en toutes.* Puis tendit la joue, en laquelle Monsieur le Chancelier le baiſa. Puis Monditſieur l'Archiduc requit & demanda à Monditſieur le Chancelier lettres de ladite reception dudit hommage, leſquelles Monditſieur le Chancelier me commanda lui faire, & icelles lui dépêcher.

Lors Monditſieur le Chancelier ſe leva de ladite chaire, & ſe découvrit de chapeau & bonnet, & fit reverence à Monditſieur l'Archiduc, en lui diſant ces mots : *Monsieur, je faiſois nagueres ofice de Roi, repreſentant ſa perſonne, & de preſent je ſuis Gui de Rochefort, voſtre tres-humble ſerviteur, toujours preſt de vous ſervir envers le Roi mon ſouverain Seigneur & Maïſtre, en tout ce qu'il vous plaira me commander.* Dont Monditſieur l'Archiduc le remercia, lui diſant en ces mots : *Je vous remercie; Monsieur le Chancelier, & vous prie qu'en toutes mes affaires envers Monditſieur le Roi, vous me veniſſiez toujours avoir pour recommandé.*

Témoin mon ſein manuel ci-mis, le premier jour d'août, l'an 1499. *Sic ſignatum, AMYS.*

*L'ACTE FAIT PAR LES MILANOIS DEVANT LE CARDINAL
d'Amboise, le dix-septieme avril 1500. sur le pardon par eux requis
à cause de leur rebellion contre Louis XII. Roi de France, Duc de
Milan, &c.*

*Milan.
1500.
17. avril.*

IN nomine Domini nostri Jesu Christi. Amen. Pateat universis, quòd anno Incarnationis ejusdem millesimo quingentesimo, die veneris sancta, quæ celebrem ipsius Domini passionem commemoramus, quæ fuit decima-septima aprilis, Pontificatûs sanctissimi in Christo Patris, & Domini, Domini nostri Alexandri, divina providentia Papæ octavi, anno nono, in urbe Mediolani, quàmplures nobiles & cives, ipsius urbis nomine, nobilium, & totius populi Mediolanensium, adierunt illustrissimum & reverendissimum dominum, dominum Georgium de Ambasia, tituli sancti Sixti, sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ Prefbyterum Cardinalem, Archiepiscopum Rothomagensem, Christianissimi & invictissimi domini nostri Ludovici, ejusdem nominis duodecimi, Francorum, Siciliæ, & Jerusalem Regis, Ducisque Mediolani, &c. Locumtenentem generalem. Et humiliter suæ reverendissimæ & illustrissimæ Dominationi exposuerunt, quòd ex quo universa multitudo populi non poterat sic faciliè conveniri in arce, in qua ipse reverendissimus dominus hospitio receptus erat, & agnoscere, quod ferè omnes deliquerant, multi in committendo, plurimi in omitendo erga præfaram Christianissimam Majestatem, deviando superioribus diebus ab ipsius fidelitate, ad quam tenebantur, tanquàm suo vero & naturali Domino & Duci, & ad quam proprio sacramento se astrinxerant. Et posteaquàm beneficio Dei, & clementia ipsius Christianissimi Regis, atque bonitate ejusdem reverendissimi & illustrissimi domini, digni facti essent præsentia ipsius reverendissimi domini, & admissi ut audirentur, tum pro exoneratione suæ conscientie, in foro poli, tum etiam ut satisfacerent in aliqua parte erroribus perpetratis, proposuerunt palàm & publicè veniam & gratiam exorare. Propterea humiliter supplicaverunt eidem reverendissimo & illustrissimo Cardinali, ut dignaretur se transferre ad palatium propè Ecclesiam cathedralem, quæ nuncupatur Curia vetus, & ibi benignè audire suas humiles preces.

Qui præfatus reverendissimus & illustrissimus dominus preces prædictas admisit, sicque ad dictum palatium se contulit, comitatus ab illustribus, reverendis, magnificis, spectabilibus, nobilibusque viris, videlicet Petro, Episcopo Lucionensi, Cancellario Mediolani, & Præfide Justitiæ; Joanne Jacobo Trivulzio, Marefcallo Franciæ, Regio locumtenente, & Gubernatore Mediolani; domino Henrico, Comite Novicæstelli in Burgundia; domino Antonio, Episcopo Comensi; domino Hieronymo de Pallavicinis, Episcopo Novariensi; domino Angerio de Bria, Abbate sancti Ebrundi in Normandia; domino Antonio de Langiaco, Alvernienfi; domino Dominico de la Torre, domino Octaviano de Arcimboldis, domino Nicolao de Birago, domino Augustino de Nigris, Mediolanensibus; domino Beltrando de Costabele, Ferrariensi, Locumtenente reverendi domini Archiepiscopi Mediolanensis, Apostolicæ Sedis protonotariis; domino Joanne de Polignac in Alvernia, domino Bellimontis; domino Rogerio,

Barone Grandimontis in Aquitania; domino Guarino de Narbona, domino de Sallellis in lingua occitana; domino Stephano de Vefch, Barone Grimaldi in provincia Provincie, Senefcallo Bellicadri; domino Menna Corfinge, locumtenente stipendiatorum illustrissimi Ducis Sabaudie, quos à Christianissimo Rege meretur; domino Joanne Stuart, domino d'Oylon; Roberto Stuart, locumtenente militum Scotorum; Comite Manfredo Torniello, Novariensi; domino Capitaneo Landa; dominis Doctoribus, & Regiis Consiliariis, Carolo Guillart, Parisiensi, Magistro Requestrarum ordinario; domino Claudio de Sciffello, Sabaudienfi; domino Goffredo Carlo, Salutiensi; domino Antonio Catia, Novariensi; Scipione Barbavara, Hieronymo de Cufano, Joanne Stephano de Castelliono, Mediolanensibus; Jacobo Hurault, Theſaurario Francie; Joanne Hervoet, Theſaurario Mediolani; & aliis plurimis viris, tam citrà, quàm ultramontanis.

Cùmque ad palatium ipſum perveniſſet, ob populi frequentiffimam multitudinem, quam nulla aula dicti palatii capere poterat, quamvis ſint in eodem palatio plures aulae ſatis amplae, viſum fuit in curia inferiore eos audire. Sicque collocato præſato reverendiſſimo domino in ſede convenienti, cum præſatis illuſtribus, reverendis, & magnificis viris, magnificus Michael Tonſus, Doctor Mediolanenſis, juſſu populi & civium univerſorum, aſcendens pulpitem, infra ſcriptam habuit orationem, nomine totius populi, & univerſitatis Mediolanenſis.

Priusquam locum hunc aſcendiſſem, reverendiſſime & illuſtriſſime Cardinalis, cupiebam mihi memoriam, ſacundiam, eloquentiamque impertiri, quibus decenter potiſſem exprimere devotum animum horum meorum concivium, & totius populi Mediolanenſis, ac meum erga ſereniſſimum & chriſtianiſſimum Regem Francorum, Ducem noſtrum invictiſſimum. Sed & ſi agnoſcerem honeſtiſſimi voti me haud compotem fieri poſſe, nolui tamen ab officio boni civis diſcedere, nec orandi provinciam mihi injunctam recuſare, quam pro exiguis ingenui mei viribus expedire conabor.

Inter alias civitates Italiae, nemo eſt qui dubitet Mediolanum multis de cauſis principatum obtinere, quando illi dominatur juſtus & legitimus Princeps, ſicuti ſemper maximo deſiderio optimis quiſque patriae civis concupivit. Cujus voti compotes facti ſuimus ſuperioribus diebus, dum Chriſtianiſſimus Rex, Dux noſter, ſuum hunc Ducatum recuperavit, (quo quidem neque major, neque melior Princeps nobis dari poterat.) Et quanquam jure & merito in fidelitate, ad quam illi ſervandam etiam ſacramento nos ipſi alitrinxeramus, noſtri fuiſſet officii perſeverare, quandoquidem ejus clementiſſima Maieſtas benignè nos ſuſcepit, tamque liberaliter tractavit, ut cives civitati, civitatemque civibus reſtitutam verè nobis dicendum eſſet, cùm inter Hiſtoricos conſket Mediolanum, omnemque Inſubriam, Gallorum unam penè coloniam fuiſſe. Id quod vel ex hoc facile colligimus, quòd univerſum hunc tractum, Galliam ciſalpinam, adhuc nuncupamus. Tamen, proh dolor! victi fragilitate ſenſus, ſecuti ſumus auctores & principes factionis, deviando cum eis à ſile præſati Chriſtianiſſimi Regis, rò gravius delinquentes, gravioribusque ſuppliciis aſſiendi, quòd nulla nobis cauſa rebellandi relicta erat, cùm neque Regia Maieſtas, neque ii, quos huic ſuo Ducatui adminiſtrando præſecerat, ullam nobis cauſam præbuiſſent. Nam quantum ad reverendum Epiſcopum Lucienſem attinet, qui juri reddendo præpoſitus erat, non eſt in quo reprehendi poſſit, qui nos aequè ac filios & ſoveret, &

humanissimè tractaret. Illustris verò dominus Joannes Trivultius, ita in nos justus æquusque fuit, eoque amore nos omnes, sine ullo personarum discrimine, est prosecutus, ut Bruti & Torquati justitiam imitatus, qui proptis filiis, cum deliquissent, non pepercerant, severis in suos, quàm in alienos animadvertit. In quibus & aliis clarissimis virtutibus à majotibus suis minimè degeneravit, qui patriam hanc suam maximè coluerunt. Non deerat reverendi Episcopi Comensis pietas, & omnis Trivulciorum familiæ in concives suos singularis humanitas. Summa profectò fuit sapientia illustris Joannis Jacobi. Nam cum illi perspectum esset, quosdam esse in civitate seditiosos, quos præcavere deberet, voluit eos beneficiis conciliare, etsi ingrati & duræ cervicis homines à pravo proposito suo non desistentes, rebellionem contra Christianissimum Regem conati sunt, atque effecerunt. Potuisset profectò ipse Joannes Jacobus eorum conatus meritis supplicis coërcere, sed quia sine civitatis excidio, & civium sanguine, id fieri non poterat, ut civitatem integram Christianissimo Regi, ut sui erat officii, conservaret, maluit ex urbe discedere, & cum aliis regiis militibus in castra se recipere. Quo prudentissimo fortique consilio effectum est, ut ad gloriosas victorias, & eas quidem innumerabiles, quæ Regibus Franciæ ex diversis hostibus contigerunt, hæc quoque aliis minimè inferior accederet, in qua Ludovicus Sfortia hostis, & qui partibus ipsius studebant, cum toto exercitu victi captique essent. Captus præterea ipsius frater, Alcanius Cardinalis, cum omnibus qui fœdissima fuga patriam relinquentes, potentissimas Regis Franciæ manus evadere frustra tentabant. Verùm ut misera hæc urbs à periculo eriperetur, quod ei ob rebellionem imminerebat, Deus optimus maximusque regium spiritum excitavit, ut tu reverendissime ac illustrissime Præsul, cum plenissima potestate ad nos mittereris, cujus bonitate atque ingenita clementia factum est, ut (quod summis precibus principes civitatis, & imprimis reverendus Episcopus Comensis contendebant,) trecentis milibus scutorum ad reparandam corrigendamque partem impensarum, quas culpa nostrà Regia Majestas effecerat, direptionem, eadem, captivitatem, ceteramque licentiam militarem Mediolanenses evaserint. Quæ quidem multa & pœna non tota statim repræsentetur, verùm centum millia kalendis maii proximi numerentur; reliqua temporibus & modis, quos reverendissimus Cardinalis constituet ac declarabit. Sicque tanti Præsulis clementia, concives mei, pœnas, quas merito luere debebamus, evasimus. Quo quidem beneficio illi excluduntur, qui rebellionis auctores extiterunt, omnesque ejusdem conscii & participes, ante diem inclusivè, qua illustris Joannes Jacobus in arcem Mediolani se recepit.

Restat, reverendissime & illustrissime Domine, ut nomine hujus populi aliquid à reverendissima Dominatione tua deprecetur, id quod fretus humanitate tua facere non dubitabo.

Et primùm cum ad conspectum Regiæ Majestatis reverendissima tua Dominatione redierit, velit de hoc populo illi constantissimè polliceri, cum in fide & devotione suæ Regiæ Majestatis in perpetuum permansum, neque aliquid attentaturum, quod contra statum & honorem ipsius aliquo modo existat, futurumque exemplo beatissimi Petri Apostoli longè fideliores, qui negato redemptore, eam egit pœnitentiam, ut à Domino receptus, erga illum in fide ferventior fuerit. Cujus nomine ego supplex, & flexis genibus, veniam & indulgentiam à vestra reverendissima & illustrissima Dominatione, hic pro Christianissimo Rege agente, obsecro,

obsecro atque oro, pro rebellionē nuper perpetrata præter consuetudinem Mediolanensium.

Petit deinde similiter supplex, ut intercessione tua, Regia Majestas ingenua clementia dignetur remittere summam illam ducentorum millium scutorum, quæ si nobis solvenda esset, vel universa, vel pars, intolerabilibus incommodis hæc civitas afficeretur. Nam & mercimonia cessarent, & artificia, (qui hujus status firmissimi sunt nervi, & ejus Domini certissima vestigalia,) filiarum innuptæ jacerent, & filii nostri nullis possent honestis & consuetis artibus erudiri. Cessarent præterea quàm plurima, quæ ad ornatum ipsius urbis pertinent, sine quibus ejus penè excidium consequeretur. Regium enim est subditos suos ditare potius, quàm depauperare.

Precatur præterea, milites ex Mediolanensi agro revocentur, ut fructus colligi servarique possint, quibus tam cives, quàm Christianissimi Regis & Ducis nostri amici sustententur, ac perfuantur.

Ad hæc, & unusquisque ad suum restituatur officium.

Et stante Christianissimi Regis prudenti sententia, non ignoscendi auctoribus & principibus conjurationis, iis saltem ignoscatur, qui participes fuerunt. Nam cum rebelles primores essent civitatis, quibus reliqui reverentiam exhiberent, metu hoc reverentia, qui tollit libertatem consensus, excusandi sunt.

Demùm, summis precibus hic populus contendit, ut ex quo absunt Cardinalis Ascanius, & ii qui illum secuti sunt, velit Regia Majestas eam operam adhibere, ne quandoque possint tumultum in civitate & regione aliquem excitare, possintque subditi Majestatis suæ in pace & quiete, (cujus quidem sunt cupidissimi,) & se, & fortunas suas conservare. Id quod si factum fuerit, non est quod de fide Mediolanensium erga suam Majestatem vereatur, quando idem est omnibus animus, eadem mens, illi in perpetuum fidelissimè serviendi. Fiet præterea omnium discordiarum, civiliumque factionum oblivio.

Quarum supplicum nostrarum deprecationum si compotes nos fecerit reverendissima & illustrissima Dominatio vestra, (id quod certissimè speramus,) & si fecerit, quod tam generosum, & antiqua nobilitate virum, tamque sublimi dignitate ornatum decet, suæque ingenuæ bonitati, & solitæ clementiæ maximè est accommodatum, erit Deo acceptissimum, & huic populo nullis unquam temporibus abolendum. Qui immortalibus his beneficiis tibi devinctus, gratam eorum memoriam non in papyro, aut pergamenis, sed in marmore sculptam conscribi curabit, ad laudem & gloriam omnipotentis Dei, Christianissimæ Majestatis Regiæ, ac vestræ illustrissimæ ac reverendissimæ Dominationis, cui populus Mediolanensis, & ego, humillimè flexis genibus, iterùm nos commendamus.

Qua propositione facta, & consultatione habita, jussit idem reverendissimus & illustrissimus dominus Cardinalis, Magnificum utriusque juris Doctorem, dominum Michaelē Ricium, Regium Consiliarium, propositæ propositioni suo nomine respondere, qui ascendens idem pulpitem, in hanc sententiam locutus est.

Miseratus est Dominus super Ninivem civitatem, eo quod pœnitentiam egit in cinere & cilicio. Preces vestras, Mediolanenses, quas non minùs humiliter, quàm eleganter, ut par erat, portexistis, benignè accepit reverendissimus &

illustrissimus dominus Cardinalis, non pro facinoris gravitate, sed pro clementia Christianissimi Regis, & bonitate sua. Verùm etiam ut Christianissimi Regis, & Ducis vestri clementia magis elucescat, duxit gravitatem atrocitatemque criminis paucis demonstrare. Ac maximè decere existimavit, ut ego ipse, qui ad fidelitatem Christianissimo Regi & Duci Mediolani servandam, ejus jussu, quod die fidelitatis sacramentum juravistis, hortatus sum, infidelitatem vestram accusarem.

Si dignè vobis pro demeritis pœnæ luendæ essent, ô Mediolanenses, ita vobiscum agendum esset, sicut Romanos narrant Historici cum Samnitibus egisse, quos ob similem perfidiam tam severè puniverunt, ut Samnium in ipso Samnio requireretur. Si Attilam, Gothorum Regem, vindicem vestra habere rebellio, in multa secula vestræ urbis diruta mœnia vindictam, sicut & hodie Roma nondum restituta, attestarentur. Si ex memoria vestra non excidisset, quàm acerbis suppliciis majores vestri, & à Carolo Francorum Rege, Romanorumque Imperatore, & à Federico primo quoque Romanorum Imperatore affecti fuissent, non tam facilè ac temerè à fide Christianissimi Regis defecissetis. Quid enim detestabilius excogitari potuit, quàm Mediolanenses Francorum Regi, legitimo in hoc Ducatu successori fidem fefellisse? Nam sive Mediolani originem repetimus, eam à Gallis fuisse vos ipsi etiam per oratorem vestrum nunc falsi estis; sive successionis jura revolvimus, Regem Christianissimum ex libera ortum, alterum ex ancilla, & vos ipsi jam sciebatis. Propter quod non solum legibus divinis, atque secularibus, quæ à Catholicis conditæ sunt, sed Lycurgi etiam institutis, ab ipso rerum primordio populus iste obsequiis legitimi sui Principis obstringebatur. Demùm, si beneficia, quæ Christianissimus Rex Mediolanenbus contulit, in memoriam revocassetis, nonne ingratitudinem vestram quàm gravissimam fuisse cognovissetis? Is enim neque ambitionis studio, neque regni, quod illi latissimum est, ampliandi cupiditate, sed ut suos Mediolanenses à tyrannide eriperet, maximis sumptibus ex Gallia in Italiam exercitum transmisit. Ipse quoque nullis, neque propriis, neque regni sui parcendo periculis, venire non dubitavit, atque ejecto tyranno, partaque victoria, tantùm tributi vobis imperavit, quantum ad præsidium conservationemque vestram non sufficiebat; quinimò ex ipsa Gallia ad militum stipendia huc pecuniæ erant advehendæ. Justitiam, quæ ab Insubria diu exulaverat, per viros integerrimos ad vos revocatam videbatis. Matrimoniorum & commerciorum libertatem ita restitutam, ut omnibus jam liceret, (quod antea nefas fuerat,) sua non solum dicere, sed etiam ostentare. Vexationibus propterea omnibus vos liberaverat. Utro vos præterea illi fidelitatis sacramento obstrinxistis. Sed, proh dolor! nonnulli etiam dum jurarent, de rebellionem cogitabant, in quam tandem omnes, non tam temerè, quàm perfidè incurristis, oblii salutis æternæ, oblii honoris, oblii periculorum, in quæ urbem hanc, & totam regionem conjecistis. Defecistis à legitimo successore, & justo Principe, ad tyrannum iniquissimum. Dereliquistis primum inter Christianos Regem, ut privatum, & humilis conditionis hominem sequeremini. Egeno ac pusillanimo potentissimum ac magnanimum Regem commutastis. Et quanquàm ingenium, neque lingua suppetant, ad vestri facinoris acerbiteratem increpandam, persuadeo tamen mihi, conscientiam vestram culpæ longè majoris vos ipsos condemnare, quàm lingua mea accusare detestantique

possit. Quid admiseritis, res ipsa declarat. Hominem ab exilio recepistis, qui nihil potius duxit, quam templa Divum, hæreditates, ac omnes fortunas vestras expilare. Nec immerito. Erat enim, (quod de Cambise Persarum Rege legimus,) difficile, ut is pareeret suis, qui contemptu religionis grassatus etiam in Deos fuisset. Et quamvis in hujus delicti genere plures sint gradus, nullus tamen est, in quo se quispiam excusare possit: cum potuisset populus Mediolanensis conjuratis, si voluisset, resistere. Quis enim tot tamque clara in Ludovicum Sfortiam amoris signa defendet? virorum & pecuniarum præstita subsidia, publicas præterea supplicationes, atque lætities? Cum tamen planè videatis invasori, quem admisistis, Deum non fuisse. Ecce enim angusto clauditur muro, quem paulò ante Mediolanum non capiebat; servit, qui modo Mediolanensibus imperabatur.

Verùm ingratitudo vestra, Mediolanenses, misericordiæ Christianissimi Regis fontem non exsiccat. Summa bonitas hujus reverendissimi Patris, tenentis locum ipsius, vestram omnem superat culpam. Sed accedit maximè ad veniam impetrandam, hujus celeberrimi diei, quo memoriam Dominicæ Passionis, nostræque redemptionis, celebramus, occasio. Propter quod ignoscit Christianissimus Rex, & reverendissimus ac illustrissimus hic Cardinalis, tenens locum ipsius, civibus, & populo Mediolanensi, iis duntaxat exceptis, qui vel factionis auctores, vel participes ante secundum diem februarii, quo civitas publicè rebellavit, extiterunt. Donat vitam & bona civibus, & populo Mediolanensi, eosque tutos à violentiis reddit, & direptionibus. Hortor tamen vos, Mediolanenses, ut fidem, quam Christianissimo Regi promissistis, ita inviolabilem servetis, ut ne minima quidem appareat perfidiæ suspicio; ne tanto gravior sit pœna, quanto majorem hodie estis veniam consecuti. Nam si in fide Christianissimi Regis, & Ducis vestri, ac successorum suorum, perseverabitis, erit profectò Mediolanum inter cæteras Italiæ civitates, ut dixistis, primaria.

Quibus dictis, universus populus gratias egit, parvulique & infantes pueri, & puellæ, vestibus albis induti, cum cruce, aliisque divinis insignibus, ac ramis arborum, ante ora ejusdem reuerendissimi domini Cardinalis processerunt: multi misericordiam acclamantes, plurimi divina subsidia deprecantes.

De quibus omnibus nos subscripti Notarii rogati pro parte præfati reverendissimi & illustrissimi Cardinalis locum-tenentis, hoc præsens publicum confecimus instrumentum. Actum die, anno, mense, & loco prædictis.

Et ego Joannes Mayna de Podivario Taurinen. dioc. publicus Imperiali auctoritate Notarius, Regiusque Secretarius, præmissis interfui, rogatusque ut supra, publicum recepi instrumentum. In cujus rei fidem me subscripsi, signo meo solito appposito. M A Y N A.

TRAITE' D'ALLIANCE CONTRE LE TURC, ENTRE LE ROI
Louis XII, Vladislav, Roi de Hongrie & de Boheme; & Jean - Albert,
Roi de Pologne. A Rude le 14. juillet 1500.

Contre le
 Turc.
 1500.
 14. juil.

IN nomine Domini, Amen. Anno natalis ejusdem millesimo quingentesimo, Indictione tertia, die verò quarta decima mensis Julii. In omnibus naturæ legibus, divinisque præceptis, ea imprimis excellunt quæ ad humanam societatem & benevolentiam pertinent. Nam quicquid boni & felicitatis mortalibus datum est, inde proficiscitur. Cum autem omnes ad amicitiam & caritatem mutuam, divina etiam jussione invitemur, tum præcipuè Imperia & Regna conjunctione ac societate non modò stabili, sed etiam augeri, & mirabiliter coalescere, atque concordia parvas res crescere, discordia verò magnas dilabi, quotidiana experientia compertum est. Quod perspicientes christianissimus & serenissimus Princeps D. Ludovicus, hujus nominis duodecimus, Dei gratiâ Francorum Rex, atque serenissimi & excellentissimi Principes, & fratres germani, domini VVladislav, Hungariæ, & Bohemiæ, &c. necnon Joannes Albertus Poloniæ, &c. eadem gratiâ Reges, pro eximia & singulari sapientia, qua omnes præditi sunt, quamvis multo locorum intervallo eorum imperia distent, tamen cum mutua benevolentia & amore sese devinxerint, operæ pretium putaverunt, ut non modò veterem amicitiam, vetustaque fœdera, quæ olim inter eorum majores & prædecessores excellentissimos Francorum, Hungariæ, Bohemiæ, atque Poloniæ Reges, claræ memoriæ, cum summa caritate percussa fuerunt renovarent, verum etiam arctiore fœdere & pactionibus se inuicem devincerent, quò eorum principatus, tametsi soli potentissimi existant, hac conjunctione firmiores, & malevolis formidolosiores efficiantur. Itaque tenore præsentis publici instrumenti pateat cunctis evidenter, & sit notum, quòd præfati serenissimi & excellentissimi atque potentissimi Principes & Reges, ad laudem & gloriam omnipotentis Dei domini nostri Jesu Christi, defensionem fidei suæ sanctæ, & exaltationem atque amplificationem totius Christianæ Religionis, necnon honorem & commodum, atque corroborationem & stabilimentum statuum, principatum & dominiorum earumdem præfatarum Majestatum. Præfatus siquidem Christianissimus Francorum Rex, per Magnificos viros, Valerianum de Sanctis, dominum de Marigniac, Consiliarium & Cambellanum suum, nec non Ballivum Sylvanectensem; & Magistrum Matthæum Tostanum, in suo Magno Consilio Consiliarium, & Procuratorem Generalem, oratores, procuratores, ac nuncios suos speciales, debita plenarieque potestate suffultos, prout per ejusdem Christianissimi Regis litteras patentes plenè constitit, & quarum de verbo ad verbum tenor inferius est insertus, ab una, & prædictus serenissimus ac potentissimus Hungariæ & Bohemiæ Rex personaliter constitutus, tam pro se, & nomine proprio, quàm pro & nomine dicti serenissimi Regis Poloniæ, ejus fratris germani, pro quo promissit & cavit de rato, ab altera partibus, fecerunt, iniverunt, & contraxerunt, prout faciunt, incunt, & contrahunt per præsentem, pro se, ac successoribus, vassallis, subditis, regnis, patriis, & universis dominiis suis, bonam, meram, & puram, ac inviolabilem intelligentiam, ligam, unionem, & considerationem

perpetuam, ac omni ævo duraturam, prout in sequentibus capitulis & articulis continetur.

Hæc sunt capitula inviolabilis amicitiae, benevolentiae, intelligentiae, & ligæ, ac unionis & confœderationis initæ, contractæ, & confirmatæ inter serenissimum & potentissimum Principem & dominum dominum Ludovicum, Dei gratiâ Christianissimum Francorum Regem, hujus nominis duodecimum, pro se ac successoribus, necnon vassallis, subditis, regnis, patriis, terris, & dominiis suis quibuscumque, ab una, ac serenissimos & excellentissimos Principes & dominos, VVladislauum, Hungariæ, Bohemiæque, &c. & Joannem Albertum, Poloniæ, &c. eâdem gratiâ Reges, fratres germanos, pro se, successoribus, vassallis, subditis, regnis, patriis, terris, & dominiis suis quibuscumque, ab altera partibus.

Imprimis capitulatum, actum, conventumque exitit hinc inde, & promissum, quod dictus, serenissimus, potentissimus, & christianissimus Princeps & Dominus, Dominus Ludovicus, Dei gratiâ Rex Francorum, ab una; nec non serenissimi & excellentissimi Principes & Domini, VVladislauus, Hungariæ, Bohemiæque, &c. ac Joannes-Albertus, Poloniæ, &c. Reges, ab altera partibus, faciunt, firmant, ineunt, & contrahunt pro se, ac successoribus, vassallis, subditis, regnis, patriis, terris, & universis dominiis suis, bonam, meram, & puram intelligentiam, ligam, unionem, & confœderationem perpetuam, ac omni ævo duraturam, contra Turcos, & alios quoscumque hostes præsentis & futuros ipsarum Majestatum, ad conservationem & defensionem regnorum, statuum, & dominiorum suorum, quos, quæve impræsentiarum habent, & possident, ac impofterum possidebunt & tenebunt eadem partes.

Item, Quod nulla earumdem partium tractabit, vel procurabit aliquid, quod possit cedere in damnum, præjudicium, aut aliquod incommodum, vel jacturam statûs, & domini alterius partis, vel ad impedimentum defensionis Religionis Christianæ contra Turcos, sive alios quoscumque fidei hostes; nec talia procurantibus, & tractantibus favebit, aut consentiet, sed fraternè, & bonâ fide, absque ulla fraude, & dolo, unaquæque pars pro viribus, vitabit omnia & singula, quæ putabit esse alteri parti, vassallis, subditis, regnis, & dominiis suis, & publicæ fidei defensionis damnosa, adversa, & periculosa. Et si quid de talibus audiverit, vel sciverit, tenebitur unam & aliam partes illico avilare, sicuti inter bonos amicos, fratres, confœderatos, colligatos, & catholicos Principes fieri decet.

Item, Quod quælibet partium bonum mutuum procurabit, promovebit, & defendet, quantumcumque cum honestate poterit, & illarum quælibet ad alterius partis requisitionem mittere debet oratores suos in favorem partis requisitis, quocumque opus fuerit, & toties quoties expediet.

Item, Quod quælibet ipsarum partium in quibuscumque intelligentiis, ligis, & confœderationibus, per easdem cum quovis Principe, aut Communitate impofterum contrahendis, tenebitur specificè & nominatim alias partes comprehendere, & bonum ac commodum alterius non secus, quàm proprium, toto posse suo procurare.

Item, Quod ubi in diebus suis aliqua arduissima negotia emergerent, quorum eventus posset alteri earumdem partium utilitatem aut præjudicium asferre, tunc enebuntur per oratores suos, aut alios, super casu emergenti convenire, & fide-

liter deliberare, honestate servata, ac prosequi quidquid communi consensu viderint eisdem partibus expedire.

Item. Quod vassalli & subditi dictarum partium, tam scilicet ecclesiastici & seculares, quam nobiles & ignobiles, cujusvis status & conditionis existant, in regnis, terris, & dominiis, ac ditionibus earumdem partium, vicissim possint & valeant liberè, tutè, securè, & sine omni impedimento, ire, transire, conversari, commorari, & negotiari cum rebus, mercimoniis, sarcinulis, jocalibus, pecuniis, & omnibus bonis suis, sine ulla salvi & securi transitus assecuratione, solutus tamen juxta regnorum consuetudinem solvendis.

Item. Quod si aliqua pars, de consilio & consensu unius vel alterius partis, susciperet posthac aliquod justum bellum, tenebitur pars consultata & consentiens præstare auxilium parti, quæ dictum bellum sic susceperet, & tunc cum ejusmodi consilium & consensus adhibebitur, partes ipsæ convenient de quantitate & qualitate prædicti auxilii, & etiam quanto tempore in eo bello persistendum erit.

Item. Convenit extitit & conclusum, quod ex quo sanctissimus Dominus noster Alexander Pontifex maximus, de consilio sacri Senatus reverendissimorum dominorum Cardinalium, miseratus calamitatem Reipublicæ Christianæ, generalem expeditionem contra Turcos, truculentissimos hostes fidei, & Religionis Christianæ, per universam Christianitatem procurat, & sollicitat; & præfati serenissimi Reges Hungariæ & Poloniæ, præcipuè ad exhortationem & persuasionem Sanctitatis suæ, & dicti Christianissimi Regis Franciæ, jam de facto abrenuntiatis treugis, & conditionibus pacis, quas cum ipsis Turcis habebant, arma adversus eos, pro defensione ejusdem fidei Christianæ, capere statuerunt, seque simul cum universis subditis & regnicolis suis ad hoc sanctum piumque opus accingunt, præparant & disponunt. Ob hoc præfatus dominus Francorum Rex, tanquam Princeps christianissimus, & catholicus, atque fidei christianæ zelator eximius, pollicetur & promittit, quod quando tempus & res erunt dispositæ ad illam expeditionem, pro devotione sua ipsam expeditionem juvabit, taliter quod dicti Principes confederati, & universa Christianitas meritò debebunt contentari. Qualiter tamen, & quali quantoque subsidio sua Christianissima Majestas succurrere, & hanc sanctam expeditionem juvare pro rata & magnanimitate sua volet, libero Majestatis suæ arbitrio & voluntatis relinquitur. Et etiam apud præfatum sanctissimum dominum nostrum summum Pontificem, & reliquos Principes ac Potentatus Christianos eandem expeditionem sollicitabit, & promovebit. Et ut eisdem serenissimis Regibus Hungariæ & Poloniæ confederatis scilicet suis, tanquam scuto & antemurali Christianitatis ad prosequendum continuandumque ejusmodi bellum contra Turcos pariter succurrant & opem ferant, tam propter communem utilitatem ejusdem fidei, & Religionis Christianæ, quam contemplatione istius amicitiae, & confederationis, bona & sincera fide, omni studio & diligentia, tam per oratores, quam per litteras, cohortari, suadere, & admonere tentabitur.

Item. Quod quando præfatus Dominus Rex Francorum mittet copias armatarum in Turcos, dicti Domini Hungariæ & Poloniæ Reges pollicentur aperire viam, & transitum patefacere copiis ejusmodi, per terras suas, patrias, & dominia; & præterea facere rationabiliter provideri ipsis copiis armatarum de

viſualibus pro pretio competenti.

Item. Quòd quælibet trium iſtarum Majeſtatum tenebit, reputabit, & recognosceat amicum ſimiliter alterius inimicum ſuum; & quòd inimicus ſeu hoſtis unius partis non debeat acceptari ſeu ſuſcipi hoſpicio ad habitandum in terris & dominiis alterius partis, nec ei favor ullus quovis modo adhiberi; ſed tenebuntur ipſæ Regiæ Majeſtates ſe ipſas invicem pro poſſe & viribus tutari & defendere contra & adverſus omnes quoscumque, qui regna, terras, & dominia earundem, vel alterius illarum invadere volent, nemine prorsus excepto, præter Summum Pontificem, & Sanctam Romanam Eccleſiam, atque ſacrum univerſum Romanum Imperium debite & rite congregatum, quos & quod partes ipſæ excipiunt, & reſervant. Reſervatur etiam & excipitur in ſpecie, pro parte Chriſtianiffimi Francorum Regis illuſtriſſimum Dominium Venetorum, jam diu cum Sua Majeſtate conſœderatum, quod etiam in hoc ſœdere ſi voluerit comprehendetur. Pro parte autem ſereniſſimorum Dominorum Regum Hungariæ, & Poloniæ, præcipuè verò ejusdem Domini Regis Hungariæ & Bohemiæ reſervantur & excipiuntur, imprimis ſereniſſimus Princeps Dominus Maximilianus, Rex Romanorum, conſanguineus ambarum ſuarum Majeſtatum, cui ſe idem Dominus Rex Hungariæ, ad perpetuam amicitiam & fraternitatem, vigore certæ inſcriptionis ſuper pace perpetua, & concordia utrinque inter ipſas Majeſtates conſectæ, jam diu obligavit. Excipitur etiam & reſervatur, atque in præſenti conſœderatione penes Majeſtates eorumdem ſereniſſimorum Regum Hungariæ, & Poloniæ, comprehenditur illuſtriſſimus Princeps, Dominus Alexander, magnus Dux Lithuaniz, frater germanus earundem ambarum Majeſtatum. Excipiuntur præterea illuſtriſſimi Principes Domini Electores Imperii, ex quo Majeſtas prænominati Domini Regis Hungariæ, & Bohemiæ, ratione dicti regni ſui Bohemiæ, & Coronæ ejusdem regni, ſubeſt Imperio, & unus eſt ex eiſdem Dominis Electoribus, inò inter illos ſuperarbitrè & Pincerna Imperii exiſtit; ſed & alii omnes Principes, tam eccleſiaſtici, quam ſeculares, ſacro Imperio ſubjecti, ſignanter verò conſanguinei & affines, atque jam dudum conſœderati Majeſtatum ſuarum, qui nominatim exprimentur medio oratorum, quos iſtæ ambæ Majeſtates ad Chriſtianiſſimam Majeſtatem ſunt miſſuræ. Quos omnes & ſingulos ſic denominatos, & per dictos oratores denominatos, dicti ſereniſſimi Domini Reges Hungariæ, & Poloniæ, ſecum in præſenti conſœderatione volunt comprehendendi. Ea tamen lege, & conditione, quòd ipſi, vel eorum ſucceſſores, ſimul, vel ſeorſum, adverſus Chriſtianiſſimum Francorum, & ſereniſſimos Hungariæ vel Poloniæ Reges, &c. aut eorum ſucceſſores, ſimiliter, ſimul, vel diviſim, aut contra ſubditos, regna, terras, & dominia eorumdem, nihil ſiniſtrum, nihilque hoſtile, deinceps moliantur & attentent, nihilque tale directè vel indirectè, palam, vel occulte, quovis quaſito colore agant, per quod præſata ſancta expeditio contra Turcos quovis pacto impediri queat. Quòd ſi ſecus per eos vel eorum alterum fieret, & facti evidentia conſtaret, omnes iſtæ Majeſtates hinc inde requiſitæ, tenebuntur illi, vel illis, tanquam communis boni, & hujus conſœderationis & amicitiz perturbatoribus bellum indocere, & dictarum Majeſtatum partem læſam, ac impeditam, ſubditoſque, regna, & dominia ſua, contra prædictos reſervatos, vel eorum alterum, & alios quoscumque qui talia contra prædictas partes molirentur, & attentarent,

pro posse & viribus suis tutari, & defendere, atque omni via & modo se invicem juvare, nisi fortè tunc temporis, cùm illi reservati aut alii talia conarentur, dictæ Majestates essent in bello contra Turcos, vel alios hostes fidei, vel pro defensione regnorum & dominiorum suorum, actualiter impeditæ, taliter & adeo quòd esset eis impossibile aperto bello sibi invicem succurrere, & auxiliari. Quo in casu nihilominus prædictæ Majestates tenebuntur hortari amicos & confœderatos suos, per proprios oratores, ut à talibus desistant, & alios desistere faciant, & omnibus aliis modis, quibus poterunt dicti Reges, tanquam boni & veri amici & confœderati, conabuntur talia molientes à cœptis divertere, & impedire, quominus alteri prædictarum Majestatum, suis regnis, dominiis, & subditis, damnum inferatur.

Item. Si contingeret aliquam Majestatum sic confœderatarum, quacumque ratione, & causa contra præscriptos reservatos & exceptos Principes, vel eorum alterum, aut alios quoscumque, sine alterius partis requisitione & consensu bellum indicere & movere, aliter quàm ad tuitionem & defensionem regnorum, dominiorum, & subditorum suorum, ut suprâ dictum est; in hoc casu, pars altera succurrere non tenebitur alteri. Verumtamen, si dicti reservati, vel eorum alter, aut alius quicumque is fuerit, amodo deinceps contra alteram Majestatum prænominatarum, vel subditos, regna, terras, aut dominia sua, bellum moverent, & armis invaderent, vel eorum aliquis moveret, & invaderet, tenebuntur partes aliæ, prius medio oratorum suorum, & per bona honestaque media tentate, si illum vel illos à cœptis divertere poterunt, & nihilominus interim dictæ aliæ partes ad arma se præparabunt. Quod si dicti oratores sic præmissi illum vel illos à cœptis divertere nequiverint, tenebuntur postea eadem partes, ut præmissum est, illis vel illi similiter bellum indicere, & eum vel eos, ubi commodius videbitur, armis aggredi, & invadere, confœderatoque succurrere, ac illum pro posse & viribus suis tutari, & defendere, nisi tunc temporis illæ aliæ partes essent actualiter in bello contra hostes fidei, vel pro defensione regnorum & dominiorum suorum, ut præmissum est, impeditæ.

Item. Si contingeret, quòd dictæ Majestates indicerent bellum contra prædictos reservatos, vel eorum alterum, aut alios quoscumque, ex causis quibus supra, nulla illarum Majestatum absque alterius scitu & consensu, pacem aut concordiam inire cum ipsis valeat, aut acceptare.

Item. Quòd dictæ Majestates, vigore prædictarum reservationum in præcedentibus articulis, & præfenti tractatu factarum, non intelligunt cum ipsis reservatis suis majorem confœderationem & ligam, quam antè ex præcedentibus confœderationibus habebant, inire, nec se ipsis reservatis magis obligare. Quinimo si aliqui illorum, quibus per præfentes articulos & tractatus in hac liga & confœderatione reservatus est locus, hanc ligam & confœderationem velint ingredi, aut aliqui alii cujuscumque statûs & conditionis existant, illud debent infra annum dictis Majestatibus significare, & tunc cùm ingredientur, per easdem Majestates cum ipsis tractabitur de modis & conditionibus, cum quibus ipsos volent admittere, & pro ut bono totius Christianitatis & statuum omnium partium videbitur magis expedire.

Item. Quòd omnes istæ tres Majestates, videlicet Christianissimus Francorum Rex, ac Hungariæ & Poloniæ Reges, hoc fœdus, ligam, amicitiam, & condicio-

nes, dictis suis reservatis quàm primùm per oratores & nuncios suos significare tenebuntur, nè justam ignorantie causam prætereire possint.

Item. Conclufum & conventum est; quod per præsentem confœderationem & ligam partium iuribus in aliquo non debeat derogari, neque derogatum aliquo pacto intelligatur.

Item. Quod dicti serenissimi Hungariæ & Poloniæ Reges pro ratificatione & majori confirmatione præsentium articulorum, tractatus, confœderationis, & ligæ, tenebuntur mittere quàm primùm oratores suos ad præfatum Christianissimum Francorum Regem, cum plena potestate, ipsi articulis addendi, vel diminuendi, ipsos mutandi, confirmandi, vel infirmandi, latius & plenius interpretandi, strictiora etiam fœdera faciendi, prout dictæ Christianissimæ Majestati, & ipsis oratoribus pro bono & securitate totius Christianitatis, & Statuum dictarum partium magis videbitur expedire.

Item. Et quoniam in conclusione præsentis confœderationis, ligæ, & articulorum suprâ scriptorum, Magnus dominus Petrus VVishnûce, Castellanus Sandomiriensis, & regni Poloniæ Marefcallus, orator & procurator serenissimi Regis Poloniæ, non fecit constare de mandato & procuracione satis speciali, & sufficienti, ad ineundum, contrahendum, & passandum pro eo dictum fœdus, ligam, & articulos suprâ scriptos, propterea, ne prætextu illius hoc tam bonum, pium, & sanctum propositum differretur, serenissima Majestas dicti Regis Hungariæ, de voluntate dicti serenissimi Regis Poloniæ, fratris sui germani, litteris & nunciis certior facta, promisit & cavit pro dicto serenissimo domino Rege Poloniæ, fratre suo germano, quod ipse omnia suprâ scripta, rata, grata & firma habeat, & observabit, & per primos oratores, & procuratores suos, quos ad sæpè dictam Christianissimam Majestatem missus est, prout superius scriptum est, per litteras & mandatum speciale & sufficiens, hoc fœdus, ligam, & articulos prædictos ratificabit: Nec interim, & donec hæc omnia pro parte dicti serenissimi Regis Poloniæ absoluta fuerint, præfata Christianissimi Regis Francorum Majestas, in aliquo virtute dictæ confœderationis sibi obligabitur, omnibus prædictis inter præfatos Christianissimum Francorum, & serenissimum Hungariæ & Bohemiæ Reges, quantum ad ipsos in suo robore permanentibus. Tenor verò mandati prædictorum oratorum & procuratorum præfati Christianissimi Regis Francorum talis est

IUDOVICUS, Dei gratiâ Francorum, Siciliæ, & Jerusalem Rex, Dux Mediolani, universis præsentibus litteras inspecturis, & audituris, salutem. Notum facimus per præsentibus, quod nos de personis dilectorum & fidelium Consiliariorum nostrorum, Valeriani de Sanctis, Domini de Marignacio, Consiliarii, & Cambellani nostri, ac Ballivi Silvanectensis, & Magistri Mathæi Tostani, in Magno nostro Consilio Consiliarii, & Procuratores nostri generalis, ad plenam confidentes, matura deliberatione super hoc præhabita, melioribus modo & forma quibus potuimus, & debuimus, fecimus, constituimus, & ordinavimus, facimusque, constituimus, & ordinamus prænominatos nostros Consiliarios, procuratores, oratores, ac nuncios nostros speciales, negotiorumque infra scriptorum gestores, dantes, prout dictis procuratoribus & oratoribus nostris specialiter & expresse, tenore præsentium, damus plenariam potestatem, & speciale

mandatum faciendi & ineundi fœdus, ligam, atque amicitiam perpetuam, cum serenissimis Principibus & fratribus nostris carissimis Hungariæ & Poloniæ Regibus conjunctim, vel cum prædicto fratre nostro Rege Hungariæ divisim, juramentaque pro nobis & loco nostri faciendi & præstandi, aliaque omnia in & pro præmissis necessaria seu opportuna, & quæ nos facere possemus, si personaliter interessemus, etiam si talia sint quæ mandatum specialius exigant, quàm præsentibus sit expressum. Promittendo, prout promittimus bonâ fide, & in verbo regio, subque bonorum nostrorum hypotheça, & obligatione, cum omni juris & facti renunciatione pariter & cautela, nos habere ac perpetuò habituros eorum, gratum, firmum, & stabile, quidquid per dictos procuratores seu oratores nostros actum, gestumve fuerit in præmissis, aut quomodolibet procuratum. In cujus rei testimonium signo, & sigillo nostro præsentibus jussimus communiri. Datum in castro nostro Locharum, die vigesima-nona mensis januarii, anno Domini 1499. regni verò nostri secundo.

QUæ omnia & singula præscripta prædicti serenissimus Hungariæ & Bohemiæ Rex, & oratores ac procuratores præfati Christianissimi Francorum Regis, nominibus quibus supra, solenni stipulatione promiserunt, & juraverunt, & per præsentem promittunt & jurant, sibi vicissim singula singulis congruè referendo, & mihi notario infra scripto, ut publicæ personæ stipulanti, & ejusdemodi promissionem & juramentum recipienti, bonâ fide, sine omni dolo & fraude, firma, rata & grata perpetuò habere, & tenere, ac inviolabiliter observare, & adimplere, sub hypotheça & obligatione omnium & singulorum bonorum mobilium & immobilium, præsentium & futurorum dictarum partium, mandantes, rogantes, & volentes, de præmissis omnibus & singulis per me notarium infra scriptum, unum vel plura fieri instrumenta ejusdem tenoris. Acta sunt hæc & facta anno, Indictione, die, & mense quibus supra, hora tertiarum, vel quasi, in arce regia Budensi, Pontificatus præfati sanctissimi domini nostri, domini Alexandri VI. Papæ, anno octavo. Præsentibus illustrissimo Principe domino Sigismundo, Duce, &c. præfati serenissimi domini Regis Hungariæ fratre germano, necnon reverendissimo, reverendisque Patribus, ac magnificis & egregiis viris, Thomâ, Archiepiscopo Strigoniensi, Primare Regni Hungariæ, ac Apostolicæ Sedis Legato nato, dictique serenissimi domini Regis Hungariæ summo Secretario & Cancellario; Georgio, electo & confirmato Vvesprimiensi, Regio Secretario; Nicolao, similiter electo Sirmiensi; Gabriele Boznensi; Gregorio, Comite de Frangipanibus, Præposito Albensum Ecclesiarum; item Petro Emitha, de VViiſniicze, prædicti domini Regis Poloniæ, oratore, & ejusdem regni Mariscallo; Josâ de Som, Comite Themiſiensi, &c. Sigismundo Turzo, Lectore & Canonico dictæ Ecclesiæ Strigoniensis, præfati serenissimi Regis Hungariæ Secretario; Nicolao de VViiſſkanovv, Canonico Plocensi, dicti serenissimi Regis Poloniæ similiter Secretario; Michaele de Palocz, & Michaele de Hangacz; Georgio Zerechen de Mezthzegniiev, Paulo de Dombo, Michaele de Zob, Ambrosio VViidſſii de Mohora, & Georgio de Kalanda, ejusdem Regis Hungariæ Consiliariis, & pluribus aliis testibus idoneis vocatis, & rogatis. In majorem autem fidem & superabundantem cautelam, roburque & firmitatem omnium præmissorum, præfatus serenissimus dominus Rex Hungariæ, manu suâ propria se

subſcripſit, & ſigillum ſuum duplex & autentikum præſentibus appendi fecit. Prædicti etiam oratores præfati Chriſtianiſſimi Regis Francorum ſeſe manibus propriis ſubſcripſerunt, & ſimiliter eorumdem ſigilla appendi fecerunt.

VVladislaus Rex, manu propriâ ſubſcripſit.

Ego Valerianus de Sanctis ſuprà ſcriptus, præfati Chriſtianiſſimi Regis orator & procurator, omnia & ſingula præmiſſa ſic acta & concluda eſſe fateor & recognoſco. Et idcirco in fidem & teſtimonium eorum me manu propriâ ſubſcripſi, & ſigillum meum proprium feci ſubappendi. V. de Sanctis.

Et Ego Mattheus Toſtanus ſuprà ſcriptus, ſimiliter Chriſtianiſſimi Regis orator & procurator, omnia & ſingula præmiſſa ſic acta & concluda eſſe fateor & recognoſco. Et idcirco in fidem & teſtimonium eorum, me manu propriâ ſubſcripſi, & ſigillum meum proprium feci ſubappendi. M. Touſtain.

Et Ego Benediſtus, natus quondam Mathei Siiger de Alſbzegedi, Quinqueeccleſienſis Diœceſis, ſacrâ apoſtolicâ auctoritate Notarius & Tabellio publicus, quia præmiſſis omnibus & ſingulis, dum ſic ut præmittitur fierent & agerentur, unâ cum prænominatis teſtibus interfui, eaque omnia & ſingula ſic fieri vidi, & audivi, ideò præſens publicum inſtrumentum, manu alterius fideliter ſcriptum exinde confeſci, in hanc publicam formam redegi, ac manu propriâ ſubſcripſi, ſignumque meum ſolitum appoſui, in fidem & teſtimonium præmiſſorum, juſſus & rogatus.

TRAITE' DE PAIX, DE CONFEDERATION.

& d'alliance entre le Roi Louis XII. & Ferdinand & Iſabelle, Roi & Reine de Caſtille & d'Aragon, ratifié par leſdits Roi & Reine à Grenade le 11. novembre 1500.

FERDINANDUS & Eliſabeta, Dei gratiâ Rex & Regina Caſtellæ; Legionis, Aragonum, Siciliæ, Granatæ, Toleti, Valentiz, Galleciæ, Majoricarum, Hiſpalis, Sardiniz, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Giennis, Algarbii, Algebiræ, Gibraltaris, & Inſularum Canariæ, Comes & Comitiffa Barchinonæ, domini Biſcaiz, & Molinæ, Duces Calabriæ & Apuliz, ac Athenarum & Neopatriæ, Comites Roſſilionis & Ceritaniz, Marchiones Oriſtani & Gociani. Conſiderantes, quàm ſit iniquum, quàm lamentabile, quàmque dolum, ut inter Reges & Principes chriſtianos, hoſte machinante antiquo, tam graves inimicitiz, diſcordiz, atque bella, ob differentias quæ inter eos quietè ſedari poſſent, gerantur. Ex quibus plerumque poſt innumerabilia nefanda facinora, quæ ipſorum occasione bellorum in Deum & homines perpetrantur, nil reliqui manet apud bellantes, quàm virorum atque bonorum exinanitio, prophanatio ſacrorum, cadavera mortuorum, oppidorum urbiumque demolitiones, deſolationes virginum, mulierum adulteria, pupilli plorantes, patres orbat, viduæ deſolatæ, & tandem (quod magis dolendum eſt) miſeræ animæ apud inferos captivatz; poſt quas quidem lamentabiles regnorum & provinciarum vaſtationes demolitiones;

Caſtilla.
& Ara-
gon.
1500.
II. nov.

nesque, solent etiam in animis adversantium remanere quædam reliquæ & species vindicationis, simularis, & malevolentia, quæ difficulter vel nunquam inimico contrariante extinguï, vel eradi possunt, quæque nonnunquam fomenta sunt ignis ad majores carbonēs belli impoſterum accendendos. Quæ diſpendia ſi præviderent & adverterent Principes chriſtiani, credendum profeſſo eſt, vel eis ſeſe abſtinerent, vel multo tardiores eſſent, ut in fratres & proximos ſuos ſimilia bella moverent. Propter quæ tanta mala opes atque vires chriſtianorum ſunt ita quotidie in plerique locis exhaustæ & diminutæ, ut non mirandum, ſi immaniſſimus Turcorum Princeps, effrenata crudelitate, & jamdiu in rempublicam chriſtianam impetum facit, & ſubjugato, pro dolor! memoria ſatis recenti Imperio Conſtantinopolitano, gradatim atque, in dies Chriſtianorum fines diſterminat, abſorbet, atque deglutit, ad ulteriora prorupturus, niſi Deus avertat. Propterea intrinſeca mente volentes, quàm ſit magnum & honeſtum, quàm decorum & expeuibile, quàmque Deo gratum, & acceptum, regniſque & populis univerſis jucundum, utile, atque tutum bonum pacis, cujus quidem pacis obſervantiâ Saluator noſter Jeſus, dum in terris converſatus eſſet, non ſolum ſacerdotibus ſuis ſermonibus, ut animis noſtris inſingeret, ſæpe atque plurimum commendavit, ſed etiam cum à nobis diſcedere vellet, ad cælos aſcenſurus, tanquam paternam hæreditatem pacem ſuam nobis dando, pacem ſuam relinquendo, nos teſtamento hæredes ſuos inſtituit univerſos. Nolentes, ergo nos, tantæ tamque inæſtimabilis hæreditatis à tanto nobis teſtatore reliquæ, aut ſuperbos aut ingratos repudiatores videri, quanquam nos, & Chriſtianiſſimus Princeps Ludovicus Francorum Rex, frater & confœderatus noſter dilectiſſimus, optimam habemus inter nos fraternitatem, confœderationem, & amicitiam, eamque Deo propitio inconcuſſam diebus noſtris exercuerimus; verùm ut ipſa majus in dies incrementum nanciſcatur, tollanturque è medio omnia, quæ eam forte aliquamdiu turbare poſſent, ac ut perpetuum ac indiſſolubile vinculum in ſe obtineat firmitatis; cupientesque præterea, ut alii Principes chriſtiani, exemplo noſtro, inter ſe nobiſcum, ſi ita decreverint, eandem pacis hæreditatem adire velint, quò faciliùs atque citiùs tanta Turcorum rabie moderata fidelium univerſalem eccleſiam, fidemque noſtram catholicam Deo opitulante tueri poſſimus & augere. Idcirco, ad ipſam ſanctiſſimam pacem inter nos de novo capeſſendam, fœdusque & amicitiam inviolabiliter & perpetuò obſervandam, animò noſtros auxilio Spiritus Sancti induximus, & eam ob rem inter præſentem Chriſtianiſſimum Ludovicum Francorum Regem, fratrem & confœderatum noſtrum, pro eo, hæredibus & ſucceſſoribus ſuis Francorum regibus, regnis, dominiis, & ſubditis ſuis, parte ex una, & nos pro nobis, hæredibus & ſucceſſoribus noſtris, regnis, dominiis & ſubditis noſtris, parte ex altera, medio oratorum utriuſque partis fuerunt inita & concordata capitula, quæ ſequuntur.

Concordata & conventa facta inter Chriſtianiſſimum Regem Francorum Ludovicum duodecimum, & ſereniſſimos ac potentiſſimos Ferdinandum & Eliſabet Regem & Reginam Caſtellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, Granatæ, &c. ſupet ſequentibus.

Primò, eſt concordatum, quòd continuando & conſervando amicitiam & confœderationem, quæ eſt inter præſatos Regem Franciæ, & Regem & Reginam Hiſpaniæ bona, ſecura, firma, legalis & perpetua amicitia, confœderatio & intelligentia eſt, & erit in perpetuum inter præſatum Regem Franciæ, regna,

patrias, terras, dominationes, & subditos ac successores suos, ex una parte, & dictos Regem & Reginam Hispaniæ, seu regna, terras, dominia, & eorum subditos & successores suos, ex alia parte, tali modo, quod pro defensione & conservatione statuum utriusque partis erunt amici amicorum, inimici inimicorum neminem excipiendo nec reservando, & quod in futurum omnes rancores & malevolentia, inimicitia, divisiones, injuria, querelæ, damna, ex quibus exprobrationes, quæstiones seu petitiones fieri possent per eorum alterum contra alium, ex nunc omnia prædicta per hanc amicitiam sint totaliter extincta & abolita ab utraque parte, ita quod posthac pro tempore futuro non possit per eos, nec eorum successores, moveri aliqua petitio seu quæstio aliquo modo, pro quacunque causa, nec quocumque colore vel occasione quæsitis.

Item. Est promissum, tractatum & concordatum, quod si contingeret, (quod Deus avertat) aliquam guerram seu divisionem moveri contra præfatum Regem Franciæ, regna, patrias, terras, & dominia sua, per aliquem subditum suum, vel alium quemcumque, neminem excipiendo, ut dictum est, in eodem casu Rex & Regina Hispaniæ, & eorum successores debite requisiti, tenebuntur cum effectu de suis armigeris in bono & sufficienti numero, de suis subditis & vassallis succurrere pro posse, & adjuvare prædictum Regem Franciæ, & jam dicta regna, terras & dominia sua, in illa parte ubi necessitas requirer, & quamdiu guerra seu divisio durabit, expensis tamen ipsius Regis Franciæ.

Et pari modo si contingeret, (quod Deus avertat) aliquam guerram seu divisionem moveri contra præfatos Regem & Reginam Hispaniæ, & sua regna, patrias, terras & dominia, per aliquem subditum suum, vel alium quemcumque, ut dictum est, neminem excipiendo, in eo casu dictus Rex Franciæ, & ejus successores debite requisiti, tenebuntur cum effectu de suis armigeris in bono & sufficienti numero de suis subditis & vassallis succurrere pro posse, & adjuvare prædictos Regem & Reginam Hispaniæ, & jam dicta regna, terras, & dominia sua, in illa parte, ubi necessitas requirer, & quamdiu guerra seu divisio durabit, expensis tamen ipsorum Regis & Regine Hispaniæ.

Item. Promissum est, concordatum atque tractatum, quod si aliqui Principes, Barones, Milites, Nobiles, & Officiales, vel alii subditi prædicti Regis Franciæ, cujuscumque gradus, status, aut conditionis existant, criminosi criminis læsæ majestatis, aut alio crimine irretiti se ad regna, patrias, terras, & dominia dictorum dominorum Regis & Regine Hispaniæ conferrent aut confugerent, quod tales non recipiantur ibi, nec illic manere poterunt, sed quam primum per prædictum Regem Franciæ, vel ab eo deputandos, requirentur, per mensem post requisitionem seu petitionem vel summationem de restitutione eorum factam, restituantur prædicto Regi Franciæ, seu commissariis ab eo deputandis, qui de eis pœnas sument quas de jure licebit. Et simili modo, si aliqui principes, barones, milites, nobiles, officiales vel alii subditi prædictorum Regis & Regine Hispaniæ, cujuscumque gradus, status, aut conditionis existant, criminosi criminis læsæ Majestatis, vel alio crimine irretiti, se ad regna, patrias, terras, & dominia dicti regni Franciæ se deferrent aut confugerent, quod tales non recipiantur ibi, nec illic manere poterunt, sed quam primum per dictos Regem & Reginam Hispaniæ vel ab eis deputandos, requirentur, per mensem post requisitionem & sum-

mationem de restitutione eorum factam, restituentur & cum effectu tradentur prædictis Regi & Reginæ Hispaniæ, seu commissariis ab eis deputandis, qui de eis pœnas sument quas de jure licebit.

Et quia prædictus Rex Franciæ jus habere prætendit in regno Siciliæ citra Farum, illaque de causa ad illud recuperandum cum exercitu suo profecti decrevit, & nihilominus Rex & Regina Hispaniæ prædicti jus habere prætendunt in dicto regno, ita ut dictum regnum uni ex duobus dictis Regibus, & nemini alii de jure pertineat, animadvertentes præterea præfatis Regibus ac universo orbi notissimum esse, Regem Federicum sæpe Turcorum Principem, christiani nominis hostem acerrimum, literis, nunciis, ac legatis ad arma contra populum christianum capessenda sollicitasse, ac impræsentiarum sollicitare, qui ad ejus maximam instantiam cum ingenti classe, ac validissimo terrestri exercitu, ad christianorum terras invadendas vastandasque, jam movisse intelligitur; igitur tam imminente periculo ac damno christianæ reipublicæ obviare volentes, & ad finem pacis, & ut amicitia, confœderatio & liga prædicta sit inter se indissolubilis & perpetua in futurum, volentes omnes occasiones tollere & amputare, quæ huic confœderationi rupturam & scissuram possent afferre, tractatum est, approbatum, & concordatum super dicto regno inter præfatos Principes in hunc qui sequitur modum. Videlicet, quod dictum regnum Siciliæ citra Farum dividetur & partietur inter præfatum Regem Franciæ ex una parte, & præfatos Regem & Reginam Hispaniæ; ex altera parte & pro portione dicti Regis Franciæ remanebunt civitas Neapolis & oppidum Gayetæ, ac aliæ civitates, oppida, & terræ totius provincię terræ laboris, & tota provincia Brussię, pro eorum justo valore, & ultra & supra medietatem reddituum Duana pecorum Apuliæ, vulgariter nuncupatæ, *la Duana de la Pouille*, & cum suis titulis regni Franciæ, & Ducis Mediolani appelletur quoque Rex Neapolis & Jerusalem; & pro portione Regis & Reginæ Hispaniæ præfatorum remanebunt ducatus Calabriæ, & tota Apulia, idest *la Pouille*, pro suo justo valore, & cum suis titulis Regis & Reginæ Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, & Granatæ, &c, appellentur quoque Duces Calabriæ & Apuliæ, reservata medietate reddituum dictæ Duana in dicta Apulia levandæ, quam præfatus Rex Franciæ habebit & recipiet purè à commissariis per eosdem Regem & Reginam Hispaniæ ad hoc deputandis, ultra reventum dicti regni, ut dictum est. Statuetur tamen per eosdem Regem & Reginam Hispaniæ certa dies in anno, in qua prædicta Duana dabitur ad firmam, & prædictus Franciæ Rex poterit, si voluerit, mittere commissarium aut commissarios, qui prædictæ firmæ præsentem sint & consentientes. Quæ revenuta dicti regni secundum suum justum valorem æqualiter dividuntur inter eos, quemadmodum inter fratres & amicos, tali modo quod si dictus ducatus Calabriæ, & tota Apulia, cum medietate dictæ Duana, plus valerent, seu eorum valor magis ascendere, quàm valor civitatis Neapolis, oppidi Gayetæ, terræ laboris, & Brussię, fiet compensatio præfato Regi Franciæ in dicto regno, per præfatos Regem & Reginam Hispaniæ. Et etiam, si civitates Neapolis, oppidum Gayetæ, terra laboris, & tota Brussia cum medietate Duana in *la Pouille*, (quam Rex Franciæ, puram, quietam & absolutam accipiet, sicut dictum est) ultra omnia sunt majoris valoris, quàm dicti ducatus Calabriæ & Apuliæ, in hoc casu præfatus Rex Franciæ faciet dictis

Regi & Reginz Hispaniz compensationem debitam in dicto regno, ita quòd ultra medietatem dictæ Duane dictum regnum secundum suum valorem æqualiter dividetur inter se.

Item. Est concordatum & conclusum, quòd præfatus Rex Franciæ & successoris sui teneant & possideant in perpetuum portionem dicti regni, quæ eidem Regi Franciæ remanebit cum omni pleno dominio, ac integra & suprema jurisdictione, ea dumtaxat reservata, quæ, ratione feudi, Ecclesiæ ac sanctæ sedi apostolicæ debentur. Et pari modo est conventum & conclusum, quòd præfati Rex & Regina Hispaniz & successores sui teneant & possideant in perpetuum portionem dicti regni, quæ eis remanebit cum omni & pleno dominio, ac integra & suprema jurisdictione, ea dumtaxat reservata, quæ, ratione feudi, ecclesiæ ac sanctæ sedi apostolicæ debentur.

Item. Et ut cuilibet partium prædictarum quod virtute horum capitulorum sibi competit reddatur, conveniunt dictæ partes, quòd si forte in recuperatione dicti regni, ad manus dictarum partium alterius quovis modo pervenerint aliquæ civitates, oppida, castra, & loca ejusdem regni, quæ sint de portione alterius partis, in hoc casu ipsæ civitates, oppida, castra, & loca debeant restitui & restituantur statim, absque aliqua dilatione, parti, de cujus portione fuerint, salvo & reservato eo, quod Dominium Venetorum tenet in dicto regno, Neapoli, & in Apulia, & alibi, in quo dicti Reges non intelligunt tangere, nec Venetis aliquod præjudicium afferre, quibus solventur pecuniæ, pro quibus terræ memoratæ inveniuntur hipotecatæ, alias manebunt in possessionibus earum, prout juris fuerit & rationis.

Item. Est conventum & concordatum inter præfatos Regem & Reginam Hispaniæ, & Regem Franciæ, quòd dos & donatio propter nuptias serenissimæ Reginæ Joannæ, sororis prædicti Regis Hispaniæ, relictaque Regis Ferdinandi antiquioris, ac etiam dos alterius Reginæ Joannæ antiquioris, solventur per præfatos Reges Franciæ & Hispaniæ, & eorum successores, per medium, & uterque eorum mediam partem onerum dotialium dictarum Reginarum super portione sua sustinebit, prout de jure & ratione earum cuilibet pertinere possit; ipsæque Reginæ earum vita durante tenebunt & possidebunt, absque impedimento aliquo terras, redditus, & dominia, quæ caulis præmissis impræsentiarum possident, tam in dicto regno Neapolitano, quam in dictis ducatibus Calabriæ & Apuliæ, videlicet quælibet ipsarum partem suam. Verùm, si forte terrarum, reddituum, ac possessionum, quas præfata Reginæ possident, ut præfertur, fuerit major pars in portione unius partis quàm alterius, tali in casu, pars quæ majorem partem hujusmodi oneris sustinebit, recompensabitur ab altera parte minorem hujus oneris partem sustinente in redditibus. Ita quod neuter præfatorum Regum Hispaniæ & Franciæ sustineat & solvat, nisi tantummodo medietatem rerum, quas præfata Reginæ possident, ac habere debent, ut præmittitur.

Et his medianibus, præfatus Rex Francorum pro se & successoribus suis cedit omnia jura sua, nomina, rationes, & actiones, si quæ & quas habet seu habere prætendit, quovis modo, in comitatibus Rossilionis & Ceritaniz, ac in aliis quibuscumque terris, quas dicti Rex & Regina Hispaniæ impræsentiarum tenent & possident, ita quòd ipse & sui in futurum successores nunquam possint aliquid in posterum querelare, aut quocumque modo petere.

Et pari modo prædictis mediantibus, præfati Rex & Regina Hispaniæ pro se & successoribus suis renunciant dicto Regi Franciæ, ac ejus successoribus, & cedunt omnia jura, nomina, rationes, & actiones, si quæ & quas habent, seu habere prætendunt quovis modo in comitatu Montispestulani, & aliis quibuscumque terris, quas dictus Rex Franciæ impræsentiarum tenet & possidet, ita quod ipse, & sui in futurum successores, nunquam possint aliquid posterum querere, aut quocumque modo petere.

Item. Simili modo promissum, concordatum, atque tractatum est, quod prædicti Reges promittent & juramento firmabunt, pro se & successoribus suis, præservare, custodire & defendere dicta sua regna, patrias, terras, & dominia, quæ habent in Italia, hoc est, quod præfatus Rex Franciæ ex toto posse suo custodiet, succurret, & defendet pro Rege & Regina Hispaniæ, insulam Siciliæ, & dictos ducatus Calabriæ & Apuliæ, & alia dominia sua, quæ dicti Rex & Regina habent in Italia, contra omnes & quoscumque ea vastare volentes, & eis guerram movere, & juvabit eos cum suis armigeris in bono & sufficienti numero de suis subditis & vassallis, pro posse suo, expensis tamen ipsorum Regis & Reginæ Hispaniæ. Et dicti Rex & Regina Hispaniæ similiter, pro posse suo, custodient pro præfato Rege Franciæ regnum Neapolitanum & Jerusalem, Ducatum Mediolanensem, & alia dominia sua, quæ prædictus Rex Franciæ habet in Italia, & juvabunt eos cum suis armigeris in bono & sufficienti numero de suis subditis & vassallis, pro posse suo, expensis tamen ipsius Regis Franciæ, ita quod pro defensione regnorum, statuum, & dominiorum suorum, non sit inter eos & subditos suos aliqua differentia.

Item. Est tractatum & concordatum, quod si aliqui Principes, Barones, Nobiles, milites, & alii subditi regni Neapolitani, & dictorum ducatum Calabriæ & Apuliæ, jus habere prætendant in quibuscumque bonis patrimonialibus, domibus, dominationibus, & aliis hæreditariis in dictis regno & ducatibus situatis, ex quocumque titulo, petent jus & justitiam super talibus sibi ministrari per quatuor judices ad hoc deputandos, quorum duo per Regem Franciæ, & alii duo per Regem & Reginam Hispaniæ, ad justitiam faciendam deputabuntur, qui simul & conjunctim de talibus cognitionem ipsorum regum habebunt. Qui judices, si in causis movendis simul in unam sententiam convenire non poterunt, facultatem habebunt eligendi & assumendi aliquem virum gravem, virtutibus, moribus, & scientia, ac rerum experientia ornatum, neutri regum suspectum, qui cum eis de differentiis & casibus memoratis occurrentibus cognoscere & decidere poterit.

Item. Est conventum, conclusum, & concordatum, quod altera partium prædictarum non possit nec debeat tradere, facere, nec firmare aliqua capitula, seu concordiam aut conventionem de rebus prædictis regnum Neapolitanum & ducatus Calabriæ & Apuliæ tangentibus, cum aliquo alio Principe, potentatu, aut aliqua alia persona, nisi cum voluntate & expresso consensu utriusque partium prædictarum.

Item. Est etiam concordatum, quod præsentis articuli, postquam eos præfati Rex & Regina Hispaniæ ratificaverint, approbaverint, affirmaverint, & juraverint, mittentur præfato Regi Franciæ, ut eos ratificet, approbet, firmet, & juret.

Quo facto, pro earum ampliori & securiori firmitate, & præmissorum in eis contentorum, & pro complemento eorundem ab utraque parte faciendo, præfati articuli

articuli præsentabuntur ex parte Regum memoratorum per oratores suos simul Sanctissimo domino nostro Papæ ; qui oratores supplicationibus , ut convenit , datis supplicabunt Sanctitati Suæ, ut præsentés articulos firmet , autotifet , approbet , & servari jubeat , sub pœnis & censuris in talibus requisitis , & apponi solitis , ac supplicent Sanctitati Suæ , ut investituram prædictorum regni & ducatum concedat & det Regibus & Reginæ præfatis , videlicet cuilibet de portione , quæ sibi horum articularum virtute competit ; & utraq; partes prædictæ simul dictam investituram recipiant , & non una sine altera ; & Sanctitati Suæ supplicare & instare non desinant , donec prædicta omnia eis concesserit . Et si contingat , quòd Sua Sanctitas noluerit investturas prædictas gratis dare , sed forsitan aliquas pecunias , aut revenutas seu donationes à dictis Regibus exigere aut habere voluerit , in hoc casu uterque Regum solvet per medium quicquid pro expensis investiturarum à Sanctitate Sua faciendarum expositum fuerit .

Cùmque præinserta pacis , fœderis , concordix , & amicitix capitula , omniaque & singula in illis contenta nobis gratissima sint , ac maxime placeant , & velimus libentissimo animo ea omnia servare , exequi , & complere , quæ pro parte nostra præinsertorum capitulorum virtute servanda , exequenda , & complenda sunt , & quia nihil prodesse possent ea quæ conventa & concordata sunt inter partes , nisi ab utraque parte sint firmata & jurata , fueritque utrimque conventum , ut nos primùm præinserta capitula & contenta in eis ratificaremus , confirmaremus , approbaremus & juraremus , prout jam fecimus ; & deinde præfatus Rex Franciæ eadem capitula & in eis contenta ratificaret , confirmaret , approbaret & juraret , prout jam fecit , ut constat per ejus litteras autenticas traditas nobis per venerabilem Petrum Ludovicum de Valtan , Archidiaconum Andegavensem , ejusdem Regis Franciæ fratris nostri oratorem : Quia tamen de prædictis ratificatione , confirmatione , approbatione , & juramento nostris in diem usque præsentem nullas tradidimus litteras autenticas , volumus , illis quoquo modo non obstantibus , pro majori & securiori rerum firmitate , præinserta pacis & confederationis capitula cum ea , qua decet , solemnitate ratificare , de novo confirmare , approbare , & jurare . Idcirco præsentibus literis nostris omnibus melioribus via , modo & forma , quibus melius & validius de jure possumus , & debemus , præinserta pacis , fœderis , concordix & amicitix capitula , omniaque & singula in illis , & quolibet illorum contenta , juxta sui seriem & tenorem laudamus , approbamus , ratificamus & confirmamus , ac rata , & grata , & firma habemus , & ad pleniorém securitatem de novo concedimus & firmamus : Et insuper promittimus & juramus ad Dominum Deum nostrum , & ejus sanctam Crucem , & sancta quatuor Evangelia manibus nostris corporaliter tacta , bona fide & in verbo regio tenere , adimplere , & inviolabiliter observare , pro nobis , terris , regnis , dominiis & ditionibus nostris , omnia & singula in præinsertis , pacis , fœderis , concordix & amicitix capitulis contenta , prout in eisdem cavetur & continetur , & contra ipsa quovis modo directè vel indirectè non facere nec venire , sub obligatione & hipoteca omnium bonorum nostrorum præsentium & futurorum , necnon & sub pœna perjurii , quam Rex & Regina possunt tali casu incurrere . In quorum omnium & singulorum prædictorum testimonium , præfentes litteras manibus nostris signavimus , sigillisque nostri munimine jussimus roborari . Datum & factum in civitate Granatæ , undecimo

die mensis novembris, anno Sacri Jubilæi millesimo quingentesimo, presentibus
 ibidem antedicto venerabili Petro Ludovico de Valtan, Archidiacono Andegavensi,
 oratore & procuratore Christianissimi Francorum Regis, fratris & confederati no-
 stri carissimi; Antonio de Fonseca, Consiliario nostro; Didaco Perez, locumte-
 nente majoris domini; & Lupo Conchillos, alumno nostro.



ADDITION

AU SIECLE MILLE CINQ-CENS,
des Traitez recouvrez depuis l'impression faite.

*Le contrat de mariage de Madame Yoland de France , fille
du Roi Charles VII. avec le Prince Amé de Savoie, qui fut
depuis Duc, dit Amé IX. A Tours le 16. aoust 1436.*

AU nom de Dieu le Pere, du Fils, & du Benoist Saint Esprit, Amen.
Par ce public instrument à tous presens & à venir aparoié evidemment,
que aujourdui personnellement, & spécialement étant commis & consti-
tuez pour faite & accomplir les choses ci-aprés écrites és presences des seigneurs
témoin, & nous notaires & secretaires dessous écrits; c'est à sçavoir, Tres-
Chretien, tres-excellent & triomphant Roi de France, Charles VII. de ce nom,
d'une part; & Reverends Peres en Dieu les Evêques de Geneve & de Valais*,
& aussi spectables, nobles, & puissans seigneurs, Messieurs Jean de Seyssel,
seigneur de Barat, Maréchal de Savoie; Amé de Challand, seigneur de Varoy;
Jean du Saix, seigneur de Bannens; Jaques Criol, Chevalier, Docteur en Loix
& en Decret; & Guillaume Rigaud, Maître-d'hôtel; conseillers, ambassadeurs,
& procureurs de tres-excellent & puissant Prince, Monseigneur Amé*, Duc
de Savoie, de Chablais, & d'Aouste, Prince Marquis en Italie, Comte de Pié-
mont, de Genevois, de Valentinois, & de Diois, ainsi que plus pleinement
apert par les lettres patentes données à Ripaille, le quatrieme jour du mois de
juillet dernièrement passé, faites & signées par la main de François Fevre secre-
taire, & scellées en cire vermeille au scel pendant de Monditseigneur le Duc de
Savoie, en deü & grand honneur ont dit & exposé audit tres-excellent Roi,
que Monditsieur le Duc de Savoie attendu la grande proximité de lignage, &
autres amitez & bienveillances, par lesquelles lui & Messieurs ses predeces-
seurs de tres-bonne memoire ont été & sont liez & conjoints avec ledit tres-
excellent Roi, & ses tres-nobles & dignes predecesseurs; aussi que ses terres
& seigneuries de Savoie, & autres sont prochaines & contigües sans moien du
roiaume de France, & pais du Dauphiné. Lesquelles proximité de lignage, ami-
té & bienveillance, ledit seigneur Duc est toujours desirant d'entretenir,
affermir & continuer, & encore plus aprocher à ce que ses seigneuries, pais,
& sujets, soient & demeurent en bonne paix, concorde, & union avec le Roi,
ses roiaume, pais, & sujets, ainsi qu'ils ont toujours accoustumé; iceux seigneurs
ambassadeurs & procureurs Monditsieur de Savoie avoit envoié pardevers ledit
tres-excellent Roi, expressément & spécialement pour le requérir, pratiquer,

Savoie.

1436.

16. aoust,

* communément dit l'E-
vêque de Sion.

* Amé ou Amedée VIII,
qui s'étant demis de ses
Estats se fit élire Pape
par le Concile de Bâle
en 1439. *Nota*, qu'en 1436
Amé n'étoit plus Duc de
Savoie, mais simple re-
ligieux ermite; & que
par conséquent il ne lui
appartenoit point d'en-
voier des Ambassadeurs
en son nom, pour traiter
le mariage du Prince
Amé, son petit-fils,
dont le père étoit alors
en pleine & paisible pos-
session des Etats de Sa-
voie.

& entendre, s'il étoit de son bon plaisir de faire & contraire mariage entre tres-noble Madame Yoland de France sa fille; & moult noble Amé Monsieur de Savoie, aîné-fils de haut & puissant Monsieur Louis de Savoie, Prince de Piémont, fils-ainé, & Lieutenant-general dudit tres-excellent & puissant Prince Monditseigneur de Savoie, ainsi que paravant avoit été parlé entre aucuns seigneurs, parens & amis de Mefditsseigneurs de Savoie & Prince, avec aucuns autres parens & serviteurs dudit tres-excellent Roi. De laquelle chose ledit tres-excellent Roi, pour la singuliere amour & dilection qu'il a, & seidits predecesseurs de moult long-tems ont eü à Monditseigneur de Savoie & son Hôtel, lesquelles pareillement desire continuer, & toujours entretenir, & par plus grande proximité de sang & lignage encore plus affermir, pour les causes dessusdites, & plusieurs autres justes & raisonnables, par l'avis & deliberation d'aucuns des seigneurs de son sang, & autres de son Conseil, a voulu, veut & consent ledit mariage être fait, promis, traité, & convenancé par & sous les convenances, promesses, & pactions faites, passées, accordées, & consenties entre lui en sa personne, d'une part, pour lui & ladite Madame Yoland sa fille, & lesdits ambassadeurs & procureurs, aians à ce pouvoir & procuration speciale pour lesdits seigneurs Duc de Savoie, aieul; & Prince, pere d'icelui Monsieur Amé, pour eux, & pour lui, d'autre part, en la maniere qui s'ensuit.

Premierement, que ledit tres-excellent Roi, pour soi, ses hoirs, & successeurs, a promis & promet, qu'il fera & pourchassera a tout son loial pouvoir, que être parvenus lesdits Amé Monsieur, & Madame Yoland sa fille, en âge legitime, que ladite Dame prendra par paroles de present ledit Amé Monsieur pour son mari & loial époux, si Dieu & sainte Eglise s'y accordent. Et pareillement les dessus nommez seigneurs ambassadeurs & procureurs au nom dessus ont promis & promettent, que Mefditsseigneurs les Duc & Prince son fils, pere dudit Monsieur Amé, feront & pourchasseront à tout leur loial pouvoir, que ledit Amé Monsieur prendra à femme madite Dame Yoland étant en âge legitime, si Dieu & sainte Eglise s'y accordent; obtenüe aussi sur ce premierement, si mestier est, dispensation de nôtre Saint Pere le Pape, laquelle Monditseigneur de Savoie pourchassera d'avoir à ses dépens; & pour ce que plutôt & convenablement elle le puisse avoir, le Roi assidueusement en écrira à nôtre dit Saint-Pere le Pape, & à tous autres, à qui il semblera être expedient & necessaire.

Et pour contemplation dudit mariage, le Roi dessusdit donne & constitue audit Amé Monsieur en mariage de madite Dame Yoland sa fille, pour, en nom & a crüe de dot, pour le droit, partage, & portion qu'elle pouroit avoir és biens paternels & maternels, c'est à sçavoir, la somme de cent mille écus de bon or & de poids, aians cours à present audit royaume de France, à raison de soixante-dix au marc pour une fois, à paier audit Amé Monsieur, & aux siens, qu'il apartiendra par raison, ou à ses deputez, és termes & lieux qui s'ensuivent.

C'est à sçavoir, en la ville de Montluel au pais de Monditseigneur le Duc de Savoie, à la solennisation dudit mariage, laquelle au plaisir de Dieu se fera, led. Seigneur & Dame, comme dit est, parvenus en âge legitime, trente mille écus d'or & de poids, ou la valeur, & raison que dessus; les autres soixante mille écus seront paieez par le Roi & les siens audit Amé Monsieur, & aux siens, esquels il

apartiendra par raison audit lieu de Montluel, & à tel jour que ladite solennisation sera faite dedans quatre ans après & continuellement ensuivans l'an revolu de ladite solennisation, c'est à savoir chacune des trois années vingt-mille écus, & la quarte année après ensuivant pour plein paiement de ladite somme dotale, les autres dix mille écus d'or, à la valeur & raison que dessus

Et pour ce qu'apresent ladite Dame Yoland convenablement ne se peut enjouailler ni vêtir, comme il apartiendrait si elle étoit d'âge, ledit tres. excellent Roi & les siens, à ladite solennisation, sont & seront tenus de l'enjouailler, vêtir, & garnir honorablement, ainsi qu'à une telle Dame apartiendra.

Et pareillement lesdits seigneurs ambassadeurs & procureurs au nom que dessus, pour cause & contemplation dudit mariage, au cas que ledit Amé Monsieur iroit de vie à trépassement avant madite Dame Yoland sa femme, le mariage d'eux contrat par paroles de present, & solennisé en âge legitime & consommé; en celui cas, & non autrement donnent & constituissent à madite Dame Yoland pour cause de son doiaire, pour tenir son état & à sa vie tant seulement, la somme de dix mille écus d'or semblables & de telle valeur que dessus, de revenu par chacun an, par telle condition & maniere, que madite Dame Yoland ne prendra ni recevra à cause dudit doiaire, le cas avenant, tant que Mefditsseigneurs les Duc & Prince vivront, ou l'un d'eux, fors tant seulement huit mille écus de revenu par an, à la valeur que dessus. Et eux allez de vie à trépassement, au cas qu'elle survivroit, prendra & recevra entierement lesdits dix mille écus; lesquels au cas que dessus lui seront assis & assignez en terres, villes, places, & seigneuries honorables pour sa demeure, & autrement assises deçà les monts, au plus près l'un de l'autre, que bonnement faire se pourra, qui seront designées avant la solennisation dudit mariage; tellement que icelle Madame Yoland ait & puisse avoir chacun an desdites terres & seigneuries pour le moins ladite somme de huit mille ou dix mille écus es cas dessusdits; pourvu que madite Dame Yoland les châteaux, & autres édifices, qui pour ce lui seront baillez, fera souster de couverture, & les maintenir & reparet en égal & bon état, que à elle seront delivrez, & en tel cas a été accoutumé de faire; sauf toujours à Monditseur le Duc, & son heritier principal sur lesdites choses, la souveraineté & ressort.

Item. A été convenu & accordé entre lesdites parties, au cas que ledit Amé Monsieur iroit de vie à trépassement, ladite Madame Yoland survivant, ou que autrement restitution de dot auroit lieu, Monditseur le Duc, ou son heritier & successeur principal, sera tenu de rendre & restituer à madite Dame Yoland, ou à ses heritiers, lesdits cent mille écus donnez pour elle en mariage, si paiezoient été; ou autrement ce que païé en seroit, à semblables termes qu'ils auroient été paiez; & aussi tous les joiaux & biens meubles appartenans à ladite Dame Yoland. Et pareillement, si elle alloit de vie à trépassement sans enfans dudit mariage, & que restitution dudit dot autrement auroit lieu, sera restituée ladite somme dotale, & biens meubles dessusdits à ses heritiers, ou à ceux qui auront caule d'elle, eldits termes, & par la forme & maniere que dessus, commençant toutefois le premier paiement l'an revolu du jour dudit trepassement, ou de tel jour que le cas de restitution par autre maniere, que par mort, auroit lieu.

Item. A été convenu & accordé entre lesdites parties, s'il avenoit, ce que Dieu ne vetuille, ledit Amé Monsieur aller de vie à trepassement, sans avoir enfans mâles descendans de son propre corps, & de Madame Yoland sa femme, & qu'ils n'eussent, qu'une fille ou plusieurs, ledit Monsieur le Duc de Savoie, ou son heritier principal, sera tenu de dûement maintenir l'état deid. filles jusqu'à ce qu'elles seront mariées; & aussi elles parvenûes en âge legitime, de les marier honorablement selon leur état, & de leur donner, & continuer en mariage, c'est à savoir, à la premiere & aînée fille cent mille s'cus d'or pour une fois, à raison de soixante-dix pour marc, comme dit est; & à chacune des autres, si plus en y a, soixante mille écus pour une fois, semblables que dessus, outre le droit qu'elles auroient en dot, & autres biens de leur mere; sauf toujors la liberalité dudit Monsieur le Duc, ou de celui, qui lors sera son principal heritier, si plus leur vouloit donner: lesquelles sommes seront païées par les termes, & selon la forme que aux contrats de mariages seront accordées; & en outre les vestira & enjouillera selon son état & desdites filles; & pourtant lesdites filles, & chacune d'icelles seront contenûes & excluses de tous les biens paternels, & qui sont & seront au tems à venir à Melsditsseigneurs les Duc & Prince, & à leurs heritiers & successeurs quelconques, tant comme il aura mâle legitime vivant du nom de Savoie. Et s'il avenoit, que Dieu ne veuille, que tous les mâles legitimes, qui sont & seront du nom de Savoie allaissent de vie à trepassement sans enfans mâles, un ou plusieurs, tellement qu'il ne demeurât que filles legitimes du nom de Savoie; en celui cas, lesdites filles, les filles des filles descendans desdits Madame Yoland & Amé Monditseigneur, succederont en leurs degrez, comme sera de raison.

Item. A été convenu & accordé entre lesdites parties, que ledit tres-excellent Roi incontinant être accordé ledit mariage baillera madite Dame Yoland pour la mener & conduire à l'hôtel de Monditseigneur le Duc de Savoie, & la fera accompagner suffisamment, comme il sera de son bon plaisir, jusques au lieu de Villefranche, à ses dépens, & lesdits sieurs Ambassadeurs l'accompagneront aux dépens de Monditseigneur de Savoie.

Item. Et s'il avenoit, ce que Dieu ne veuille, que ledit Amé Monsieur allât de vie à trepassement avant ledit mariage contrat par paroles de present, ou consommé, & Monditseigneur le Prince son pere eût autres enfans mâles d'âge convenable au regard de ladite Dame, que l'aîné desdits enfans aura ladite Dame Yoland pour femme, & sera ledit aîné fils principal heritier de Savoie, comme seroit ledit Amé Monsieur, s'il vivoit. Et s'il avenoit, que madite Dame Yoland allât de vie à trepassement devant le mariage contrat par paroles de present, ou consommé, & le Roi eût autre fille d'âge convenable au regard dudit Monsieur Amé, laquelle ne fût mariée ni promise ailleurs pour mariage, qu'il la donnera pour femme audit Amé Monsieur, & selon la forme & teneur des chapitres & convenances contenûes & écrites en ce present contrat, tant par l'une des parties comme l'autre.

Item. A été convenu & accordé entre lesdites parties, au cas que ledit Amé Monsieur iroit de vie à trepassement, avant que ledit mariage fût parfait & solennisé, & le Roi voulût, que madite Dame Yoland sa fille retournât à son hôtel;

& par aventure Monditſieur le Prince n'avoit autre fils mâle d'âge convenable pour prendre à femme ladite Dame Yoland; en celui cas Meſditsſeigneurs les Duc & Prince, & leurs heritiers ſeront tenus icelle Dame Yoland avec ſes biens liberalement & quitte de toutes provisions, tant de mariage qu'autrement, rendre & bailler au Roi, ou à ſes deputez, & la faire conduite honorablement à leurs dépens juſqu'audit lieu de Villefranche, auquel elle leur ſera baillée.

Item. A été convenu & accordé entre leſdites parties, que ledit Monſieur le Duc de Savoie baillera audit Amé Monſieur en titre les comtez de Maurienne deçà, & de Vereellois, delà les monts, dedans la prochaine feſte de Noël.

Item. A été convenu & accordé entre icelles parties, qu'au cas que Monditſieur le Prince allât de vie à trepaſſement avant Monditſieur le Duc ſon pere, que ledit Amé Monſieur, ou le premier mâle deſcendant de lui & de ſes enfans mâles de loial mariage, ſera heritier principal de Monditſieur le Duc de Savoie, & repreſentera comme heritier principal la perſonne de Monditſieur le Prince, ainſi & pareillement que ſeroit Monditſieur le Prince, s'il vivoit; jaçoit que Meſditsſeigneurs les Duc & Prince aient & euſſent autres enfans, leſquels en icelui cas ſeront apanagez & portionnez chacun ſelon ſon état & devoir.

Item. Semblablement a été convenu & accordé entre leſdites parties, qu'au cas que ledit Amé Monſieur iroit de vie à trepaſſement, ſurvivant Meſditsſeigneurs les Duc & Prince, cu l'un d'eux, & auroit enfans mâles, un ou plufieurs de ſon propre corps, & de loial mariage, de madite Dame Yoland; en ce cas ſon premier fils, & les autres deſcendans mâles de lui, chacun en ſon ordre, auront tel & ſemblable droit, & ſeront heritiers de Meſditsſeigneurs les Duc & Prince, par la forme & maniere que fût & ſeroit ledit Amé Monſieur, s'il étoit en vie; pourvû que le premier mâle ſoit toujours principal heritier de Savoie.

Item. Ont convenu & accordé leſdits ſeigneurs ambassadeurs & procureurs, que Meſditsſeigneurs les Duc & Prince ratifieront & promettront toutes les choſes deſſuſdites, avant que madite Dame Yoland ſoit miſe hors du royaume de France; leſquelles paſſions & convenances entre leſdites parties, ainſi faites & accordées en la preſence des ſeigneurs témoins, & de nous ſecretaires & notaires deſſous écrits, recevans & ſtipulans comme deſſus, ledit tres-excellent Roi en parole de Roi a promis & juré pour ſoi, ſes hoirs, & ſucceſſeurs quelconques, par ſon loial ſerment ſur les ſaints evangiles de Dieu manuellement touchez, & en outre par la foi & ſerment de ſon corps, & ſur l'obligation de tous ſes biens meubles & immeubles, preſens & à venir quelque part qu'ils ſoient, avoir, tenir, obſerver, & faire obſerver par leſdits hoirs & ſucceſſeurs, fermes, ſtables, & agreables perpetuellement, & de non jamais par lui, ou autre interpoſée perſonne, faire, venir, ni ſouffrir être fait aucunement au contraire, directement ou par indirect, publiquement ou autrement, par quelque couleur ou occaſion que ce ſoit; & pareillement leſdits ſeigneurs ambassadeurs au nom que deſſus ont promis & juré, que Meſditsſeigneurs les Duc & Prince tiendront, obſerveront, & feront pleinement tenir & obſerver toutes les choſes deſſuſdites;

& en outre les ratifieront & approuveront iceux Messigneurs les Duc & Prince, & feront, consentiront, & prometttront de nouvel, si mestier est, ainsi que par lesdits seigneurs ambassadeurs a été dit & convenu. Et au cas que lesdites parties, ou aucune d'icelles, ou les siens, feroient aucuns frais, missions, & dépens, ou soustenissent interets & dommages par les convenances, pactions, & promissions dessusdites non attendues, observées, & accomplies ainsi que dessus, ont voulu & veulent par exprès, que la partie non attendant & non faisant les choses promises par elle comme dessus, soit tenue de rendre à l'autre, & restituer entierement lesdits dommages, interets, missions, & dépens, sans contradiction ou difficulté quelconque.

Et à ce que toutes les choses dessusdites plus valablement se puissent accomplir & observer, lesdites parties & chacune d'icelles, c'est à sçavoir, ledit tres-excellent Roi, pour lui & les siens dessusdits; & lesdits seigneurs ambassadeurs & procureurs au nom que dessus, ont soumis, obligé, & hipotequé, & dès maintenant, spécialement & expressement soumettent, obligent, & hipotequent toutes les citez, villes, terres, châteaux, domaines, seigneuries, & généralement tous les autres biens, meubles & immeubles, presens & à venir dudit tres-excellent Roi, & de Monditseigneur de Savoie; tellement que lesdites parties & chacune d'icelles, tant qu'il lui touche & peut appartenir, & les siens dessusdits, en puissent être contraints, comme il apartiendra, jusqu'à totale satisfaction & due observation de toutes les choses dessusdites, nonobstant quelconque droit & constitution, par lesquels l'on pourroit venir au contraire; renonçant lesdites parties & chacune d'icelles au nom que dessus, sur leurs sermens, promissions, soumissions, & obligations avantdites, en la presence des seigneurs témoins, & de nous notaires & secretaires dessous écrits, stipulans & recevans comme dessus, à toutes actions, deceptions, barat, griefs, erreurs, exceptions, rescrits, privileges, appellations, supplications, dispensations de sermens, cavillations, & à tout droit, canon & civil, subterfuges, coutumes de pais, & généralement à tous autres droits, par lesquels pourroient objicer, dire, ou venir au contraire des choses dessusdites, ou d'aucune d'icelles, & mêmeement au droit disant, la generale renonciation non valoir, si la speciale ne precede.

Desquelles choses dessusdites, ledit tres-excellent Roi, & lesdits seigneurs Ambassadeurs au nom que dessus, ont voulu, commandé & requis par nous notaires & secretaires dessus écrits, être faits, au profit de chacune desdites parties, un ou plusieurs instrumens d'une même substance & teneur.

Fait & donné à Tours en Touraine en l'hôtel, où étoit logé ledit tres-excellent Roi, le seizieme jour d'aoust, l'an de grace mille quatre-cens-trente-six, indiction quatorzieme. Presens hauts & puissans Princes & Seigneurs, Messieurs, Charles d'Anjou, Comte de Mortaing; Louis de Bourbon, Comte de Vendôme & de Chartres, Grand-maitre d'Hôtel de France; & tres-reverends Peres en Dieu, Messigneurs, Renaud*, Archevêque de Reims, Chancelier de France; Denis, Archevêque de Toulouse; Robert, Evêque de Maguelonne; Thibaut, Evêque de Maillezaïs; le Comte de Tancarville; Christofe d'Aricourt, seigneur d'Aurex; Jean, Bâtard d'Orléans; le Comte de Perigord; Jean, seigneur de Graville, Maître des Arbalétriers de France; Raoul, seigneur de Gaucourt,

* Renaud de Chartres, qui fut créé Cardinal par Eugene IV, en 1439.

Gaucourt, Gouverneur du Dauphiné ; les seigneurs de Bueil, & de Chaumont ; Messire Robert le Maçon, seigneur de Treves ; Theode, Comte de Valpergue, Senéchal de Lion ; Messire Hugues de Noyers, Maître d'Hôtel ; Maître Geoffroy Vassal, Archidiacre d'Albe ; & Maître Jean Putard, Conseillers du Roi témoins à ce presens & appelez. Et moi Jean Courtinelles, notaire & secretaire du Roi pour témoin des choses dessus écrites, ai du commandement du Roi nôtre dit seigneur, mis mon seing manuel à ces presentes, signé *Courtinelles* ; & moi Antoine Bolomier de Ponciens du Diocèse de Lion, notaire public, & secretaire de mesdits tres-redoutez seigneurs les Duc & Prince en toutes les choses dessusdites, avec lesdits seigneurs témoins, ai été present, & d'icelles avec ledit Maître Jean requis en ai reçu ce present instrument, lequel ai fait écrire par Pierre Martin des Crofes, notaire public, & soufrit de ma propre main, & signé de mon grand seing accoutumé, en témoin de verité de toutes les choses dessus écrites.

Traité de Harcourt fait entre les François & les Anglois par les deputez de Charles d'Anjou, Comte du Maine, pour le Duc Jean d'Alençon, & pour lui, d'une part ; & les deputez du Comte de Dorset, Gouverneur pour le Roi d'Angleterre es pais d'Anjou & du Maine, de l'autre. Conclu le 20. decembre 1438. & ratifié le deuxieme de janvier ensuiuant.

EMOND, Comte de Dorset, de Mortaing, & de Harcourt, Capitaine General, & Gouverneur pour Monseigneur le Roi des pais d'Anjou & du Maine, à vous hauts & puissans seigneurs, Jean, vous disant Duc d'Alençon ; & Charles d'Anjou, vous disant Comte du Maine ; nos amez & feaux Conseillers, Messire Richard Guethin, Chevalier ; & Thomas Govver, Ecuier, commissaires de par nous en cette partie, nous ont rapporté, que entre iceux commissaires, & autres nos commis en nôtre nom, d'une part ; & Etienne du Plessis, dit Courcol, & Guiot du Coing, Ecuiers, & autres à ce commis, pour vous, & autres seigneurs de vôtre parti, d'autre part ; a été fait & accordé certaines ordonnances & apointemens touchant le bien desdits pais d'Anjou & du Maine ; & que pour icelles tenir & garder, ils ont accordé vous bailler, & envoyer nos scellez & promesses, moiennant quoi vous devez bailler pareillement vos scellez & promesses à nous adressans. Pourquoi nous vous envoions ces presentes de nôtre part, contenant lesdits apointemens & ordonnances, desquelles la teneur s'ensuit.

*Angleterre.
1438.
20. decemb.*

ORDONNANCES ET APOINTEMENS FAITS

& conclus pour le bien, utilité, & repopulement & entretene-
ment du pauvre peuple des pais d'Anjou & du Maine , entre
Messire Richard Guethin , Chevalier , & Thomas Govver ,
Ecuier , commissaires , & aians le pouvoir en cette partie de par
haut & puissant Prince Monsieur le Comte de Dorset , Gou-
verneur desdits pais , d'une part ; & Etienne du Plessis, dit
Courcol , & Guiot du Coing , Ecuiers , commissaires & aians
pouvoir en icelle partie, de par tres-haut & puissant Prince,
Monsieur Charles d'Anjou , d'autre part ; en la forme & maniero
qui s'ensuit.

PREMIEREMENT, afin de repeupler & reparer plusieurs paroisses
desdits pais à present inhabitées , & dont les habitans d'icelles par l'hosti-
lité de la guerre, par famine , & autres necessitez, se sont departis & allez ,
tant en un parti, qu'en l'autre ; a été ordonné, conclu , & apointé, que tous
ceux qui ainsi se seroient departis & retirez desdites paroisses, en quelque lieu
qu'ils soient allez, pourront retourner & revenir, seurement demeurer es paroiss-
es dont ils sont natis, ou dont ils seroient departis depuis trois ou quatre ans
en çà, soit en un parti, ou en l'autre, où ils seront reçus sans apprehension, &
sans qu'il leur soit besoin d'avoir autre seurété ; par ainsi, que dedans trois
jours après leur retour ainsi fait , ils seront tenus venir devers les officiers du
parti, où ils seront retournez, c'est à sçavoir au Mans, & à Sablé, renouvel-
ler leur serment ; & en auront lettres, dont ils ne paieront sinon deux sols six
deniers pour la peine & salaire du clerc & greffier seulement. Et est ce entendu
au regard des gens du pais, qui ne se seront entremis de fait de guerre, ni de
trahison contre ceux du parti, dont ils seront desuis : & si à cause dudit departe-
ment aucun debat mouvoit, deux des plus prochains voisins dignes de foi en
seront crûs par serment.

Lesquels ainsi retournez seront quittes, francs, & exemts de paier aucuns
apatis, tailles, & autres subsides quelconques à l'un parti, ni à l'autre, jusqu'au
premier jour de juillet prochain venant seulement. Toutefois, si aucuns demeu-
rans de present en paroisses habitées, retournoient, ou alloient demeurer esdi-
tes paroisses non habitées, ils, ou les collecteurs pour eux, seront tenus por-
ter leur taux pareil, comme ils faisoient au quartier precedent en la paroisse,
dont ils seront partis, & à iceux paier pourront lesdits habitans ainsi departis
être contrains par les dessusdits collecteurs à l'ordonnance de justice. Et si au-
cuns desdits desuis étoient & sont tenus en aucuns restes du tems passé de tail-
les ou apatis, ils en seront francs & quittes à toujours.

Item. Que tous & chacuns les châteaux, quels qu'ils soient, qui seront en
un parti & en l'autre ; & pareillement les fruits & heritages de ceux, qui droi-
tement en sont heritiers, de ligne, ou qui les ont aquis d'iceux heritiers, chacun

en son parti, c'est à savoir és paroisses apatisées, ne seront plus au tems à venir de nulle prise, ou proie, mais seront en seureté eldites paroisses, posé ores qu'ils soient ou appartiennent à gens de guerre, officiers, gens d'Eglise, ou autres demeurans en ville, ou forteresse, d'un parti ou d'autre. Et si autrement est fait ou attenté au contraire, les sieurs du parti delinquant en seront tenus faire, ou faire faire prompte & due reparation & restitution, eux, ou leurs commis sur ce requis & avertis.

Item. A été pareillement ordonné, conclu, & apointé, qu'une paroisse, tant de l'un parti, que de l'autre desdits pais, ne sera apatisée, ni contrainte à paier aucun apatis, sinon à une seule ville ou forteresse, à laquelle elle devra être par ordonnance; & si autrement est fait, sera réparé promptement, ainsi qu'il est dit en l'article precedent.

Item. Et au regard des sergens des petites seigneuries, & autres gens du pais entremeteurs de petites recettes, a été ordonné & apointé, que tous tels sergens, & autres tels officiers, dont leurs recettes n'excederont soixante livres tournois, auront lettres & pouvoir par quartier, de ce faire pour un angelot d'or, & pour cinq sols tournois pour le greffe. Et ceux, dont la recette n'excedera trente livres tournois, pour dix sols tournois, & ledit greffe. Et n'est point ce entendu pour les officiers, ni au regard des seigneuries, dont paravant le jourd'hui l'on a accoutumé à lever lettres, lesquelles paieront ainsi qu'ils ont accoutumé au tems passé.

Item. Et au regard du rabaisement des apatis, a été ordonné & apointé, que les paroisses, tant d'un parti, que d'autre, demeureront au taux, en la maniere que par lesdits commissaires d'apresent a été ordonné, sans être crues ni haussées, jusqu'audit premier jour de juillet prochain venant; & si après ledit jour passé, aucun hauslement, ou rabaisement, est fait de la partie de Monditieur de Dorset sur les paroisses apatisées, & villes de sa charge; ceux de la part de Monditieur Charles, & autres de son parti, ne pourront excéder, ni lever plus grand hauslement d'apatis sur les autres paroisses dudit comté, sinon à Pâques pareille somme, que Monditieur de Dorset levera sur sondit apatis, & aussi faire pareil rabaisement qu'il seroit.

Item. A été ordonné & apointé, que chacun collecteur de paroisse ne pourra soi entremettre de fait de prisonniers de guerre, ni de fait d'autre paroisse, que de la sienne, ni aussi d'autre chose, ni être reçu à soi obliger pour autre cause que pour sadite paroisse, sinon qu'il ait prealablement expresse commission ou procuracion speciale de sa paroisse, pour ce faire: & si aucun prend autrement seureté, obligation, ou promesse de lui, elle sera nulle, & de nulle valeur.

Item. A été semblablement ordonné & apointé, que si aucune paroisse apatisée défaut de faire son paiement dedans le tems à lui prefix & ordonné, elle ne pourra être couruë que une fois seulement par chacun quartier; & si plus en est fait, il n'en sera païé qu'une course, pour laquelle, si elle est faite par gens de guerre non aians fausconduit, sera païé demi salar pour chacune lieue; & si icelle course est faite par pages, il n'en sera païé pour chacune paroisse pour toute course, que vint sols tournois.

Item. A été ordonné, conclu, & apointé, que toutes gens d'Eglise de-

Mmm ij

meurans sur leurs benefices, & leurs chapelains servans lesdits benefices, qui sont entremetteurs de conseil de sieurie, ni de fait de la guerre, non entrans en autre parti qu'au leur, sinon sous congé ou seureté; & aussi femmes, de quelque état qu'elles soient, tant de villes fortes, que dehors, sinon celles qui ont été & sont mariées à sieurs portans bannieres; & semblablement leurs enfans mâles, nobles ou non nobles, de l'âge de deux ans, ou au dessous, ne seront de nulle quelconque prise; mais pourront aller & venir sans aucune autre seureté, seurement & sauvement, chacun en son parti: & si aucunement étoit attenté au contraire, il sera réparé comme dessus.

Item. Et aussi a été ordonné & apointé, que s'il y a aucuns transgresseurs ou infracteurs desdites ordonnances & apointemens; & afin d'iceux prendre & apprehender, & en faire punition selon l'exigence du cas, seront faits & donnez faufconduits d'un parti & d'autre, pour tel nombre de gens qui sera avisé, & que besoin sera, sans rien paier. Et mêmeement, pour mettre sieges devant lesdits transgresseurs, qui ne voudront obeïr ausdites ordonnances, & aux frais & mises qu'il conviendra, pour ce faire sera contribué par l'un parti & par l'autre par moitié, si le cas y échet: & si sur lesdits transgresseurs est fait ou trouvé aucune forfaiture & amende, ce qui sera ainsi pris sera premierement employé esdits frais, de quelque part que ce soit.

Item. a été ordonné & apointé, qu'icelles ordonnances & apointemens afin qu'elles soient noiroirement tenuës & gardées, seront criées & publiées solennellement es villes & fortresses prochaines des frontieres. Et pour icelles garder & conserver, ont été & sont commis de la partie de Monditsieur le Comte de Dorset, lesdits Messire Richard Guethin, Thomas Govver, & Thomas le Clerc, Ecuiers: Et de la partie de Monditsieur Charles, Messire Olivier de Sechat, Chevalier; ledit Etienne du Plessis, dit Courcol; & Jean Beauvoisin, Ecuiers; lesquels & chacun d'eux de sa part auront autorité & puissance de connoître & discuter des debats, qui pourront mouvoir à ladite cause, qui se determineront esdits lieux du Mans & Sablé, par l'avis & deliberation des gens de conseil étans illec pour chacune partie: Et pour ce faire & conduire, lesdits sieurs d'un parti & d'autre seront tenus bailler & delivrer faufconduit en forme valable audits commissaires de tems, sans difficulté, ni rien paier.

Et pour ce que dit est, tenir, entretenir, & fermement accomplir, seront baillez de la partie de Monditsieur le Comte de Dorset son scellé & promesse pour tous ceux tenans son parti; & de la part de Monditsieur Charles, les scelles de lui, & de Monsieur d'Alençon, eux faisant forts pour tous ceux tenans leur parti; lesquels scelles seront baillez dedans le huitieme jour de janvier prochain venant, & s'adresseront, c'est à savoir, ceux de Monditsieur de Dorset à Monditsieur d'Alençon, & Charles d'Anjou; & ceux desdits sieurs d'Alençon & Charles d'Anjou, à Monditsieur de Dorset: & seront icelles ordonnances & apointemens en force & vertu jusqu'à deux ans prochains venans enluisans le jourd'hui.

Et nous Richard Guethin, Chevalier; & Thomas Govver, Ecuier, dessus nommez de nôtre part; & nous Etienne du Plessis, & Guion du Coing, Ecuiers, aussi dessus nommez de nôtre part; par vertu du pouvoir à nous commis &

donné en icelle partie, ainsi que dessus est dit, promettons chacun endroit soi, faire bailler & delivrer lesdits scelez en forme dûe & valable, pour entretenir les choses dessusdites de point en point, selon leur forme & teneur. En témoin de ce, nous avons signé ces presentes de nos seings manuels, le vintieme jour de decembre, l'an 1438.

Lesquelles ordonnances & apointemens dessusdits nous avons pour agreables, promettant par nous sur nôtre foi & honneur le contenu en iceux articles, & chacun d'iceux avoir ferme & stable, & iceux tenir, & faire tenir & entretenir pour la partie de Monditseigneur le Roi de point en point sans enfreindre, selon leur forme & teneur: Et si aucune chose est faite ou attentée au contraire, par ceux tenans, ou eux disans tenir le parti de Monditseigneur le Roi, nous promettons à vous, ou au porteur de cettres, & nous obligeons sur nôtre honneur, rétablir & reparer dûement le tort fait, dedans un mois après qu'il aura été fait, savoir à nous, ou à nos commis; & le faire remettre au premier état & dû. Donnée au lieu de Harcourt, sous nôtre scel, le second jour de janvier, l'an dessusdit 1438.

Donné ce present transcrit au Mans sous le scel de nous Emond, Comte de Dorset dessus nommé, le dix-huitieme jour de fevrier, l'an mille quatre-cens-trente-huit.

*Lettres d'abolition generale octroyées par le Roi Charles VII. à ceux de
Gennev, se remettans sous son obéissance. Données à Tours
en juillet 1444.*

CAROLUS, Dei gratia Francorum Rex, ac Januæ dominus, universis & singulis præsentis indulti seriem inspecturis, tam præsentibus, quàm futuris, salutem. Etsi regnantes cunctis adornari virtutibus deceat, maxime quidem in principibus commendabilis est benignitatis clementia, quæ dum creatoris exemplo abolet crimina, & humaniter agit cum subditis, gloriam sibi vindicat, & illos ad dilectionem & indissolubilem fidei nexum & firmitatis amoris inducat. Sanè quoque dudum vivente quondam bonæ memoriæ metuendissimo domino & genitore nostro Carolo, eadem gratia Francorum Rege, cujus anima quiete fruatur æterna, tuncque ejus vice, ac nomine in civitate nostra Januæ, suisque orientis & occidentis ripariis, aliis quoque pertinentiis, quondam Boccicardo*, milite, Franciæ Marefcallo, rectorè & gubernatore constituto, civitas ipsa & habitantes in eadem, ripariis & pertinentiis suis, quorumdam civium erroribus & sinistris impulsu persuasionibus, operante nequitiarum autore, à solita fidelitatis obedientia, & legitimo domus nostræ dominio, non citra honoris jacturam, & prælitæ fidelitatis læsionem, du-
xerunt, & quibusdam ignorantie nebulis immissis longis temporum curriculis indebita multorum juga subierunt; tunc tamen, ut diversorum fidelium & benevolorum nostrorum litteræ attestantur, spretis tyrannorum inibi dominari conantium oppressionebus immissis, commissorum & patratorum contra incertam nostram Franciæ domum memores & pœnitentes, & erroribus suis

Gennev.
1444.
juillet.

* Le Maréchal
de Boucicaut,
Gouverneur
de Gênes sous
Charles VI.

famæ decus denigrantibus cognitis, tandem resipientes, solum dominium & antiquam complecti fidelitatem jocundè didicimus, communium excessuum, delictorum, & aliorum quorumcumque & adversus dictum metuendissimum dominum & genitorem nostrum, nosque successivè patratorum, generali remissione à nobis suppliciter per eos implorata. Nos autem considerantes, quòd nil tam peculiare, quàm humanitas & clementia censetur in principibus, quibus divina & humana pariter jura coluntur, cum eisdem Januensibus liberalitatis nostræ gratiam exercere cupientes, justis de causis animum nostrum inclinantes, harum serie de certa nostra scientia, gratia speciali, motuque proprio, habita equidem Consilii nobis assistentis deliberatione matura, universis & singulis Januensibus in dicta civitate nostra Januæ, ripariisque & pertinentiis suis habitantibus & incolis utriusque sexus, omnem & quancumque culpam, pœnam, & offensam realem & personalem, in quas præfati Januenses, occasione novitatis per eos factæ contra paternam fidelitatem, expulsionisque gubernatoris, rectorum & officiariorum, aliarumque personarum inibi ad paterna servitia tunc militantium, insuper criminum, delictorum, excessuum, rapinarum, furtorum, violentiæ, raptus, & aliorum maleficiorum, & forefactorum, quovis vocabulo exprimantur, per eos & unumquemque ipsorum in genere & in specie patratorum & commissorum, etiam si crimen foret rebellionis & lætæ majestatis, in quocumque capite vel gradu, illiusque pœnas declaratas & non declaratas, in quantum curia nostra tangitur, vel tangi potest, remittimus & indulgemus, perpetuè & gratiòè relaxamus, omnemque sibi in genere & specie irrogatam infamiam maculam & rebellionis notam ab eis & uno quoque ipsorum abstergimus, & abolemus ipsos & ipsorum unumquemque in genere & specie per beneficium restitutionis ad honores, sumam, & bona feudalia, & alia quæcumque in integrum restituentes. Ita quidem quòd occasione præmissorum damnorum, excessuum, aut rebellionis criminum, & aliorum supra expressorum, singulorumque, eorundem præfati Januenses, & eorum aliqui vel aliqui in genere & in specie ex officio curiæ, & alias, modo quocumque ad judicium vocari, citari, trahi, seu contra eos quovis prætextu inquiri, sumptibusque molestari, condemnari, & aliàs impeti non possint, seu turbari, officiis nostris inibi favente altissimo deinceps instituendis, & signanter filii nostri procuratoribus, perpetuum silentium imponentes. Quocirca rectoribus & gubernatoribus, aliisque officiariis nostris in dicta civitate nostra Januæ, suisque ripariis & pertinentiis ubique sitis, per nos annuente Christi gratia constituendis, cuilibetque prout ad unumquemque spectare poterit, & ipsorum locateneriam, damus harum serie expressus in mandatis, quatenus præsentis nostræ remissionis & abolitionis forma, per eos, & unumquemque nostrorum diligenter attenta, illam præfatis Januensibus, ad nostram fidelitatis obedientiam redeuntibus, ubique habitantibus observent, & ab aliis faciant tenaciter & inviolabiliter observari, nihil contra ipsos in genere & in specie, prætextu quorumcumque criminum quantumvis atrocium, ut supra, commissorum temporibus retroactis usque in diem invocationis nominis nostri, & erectionis vexillorum nostrorum in civitate prælibata committendorum, attentare, vel attentari facere præsumant, quantum gratiam nostram caram sibi cupiunt conservare, & indignationem non subire. Nos etenim quicquid adversus præsentium tenorem fieri vel attentari

contigerit in genere vel in specie, ex nunc pro tunc, & contra, irritum, nullum, invalidum, & inane decernimus, & expresse declaramus, legibus, constitutionibus, statutis, ordinationibus, edictis, & aliis in contrarium fortè facientibus; quibus de plenitudine dominicæ potestatis, quantum in aliquo contradicerent, derogandum duximus, in hac parte nullatenus obstantibus; has nostras parentes litteras pendente sigillo ac manus propriæ subscriptione munitas, in quibus omnes clausulas ad earum validationem necessarias subintelligimus, defectus verò, si qui sint, pro suppletis haberi volumus præfatis, Januensis in præmissorum testimonium concedentes. Datum in civitate nostra Turonensi, in mense julii, & anno Domini 1444. & regni 22. Signatum, CAROLUS, & super plicam, per Regem in Magno suo Consilio, DE LA LOERE.

Extrait sur l'original des lettres patentes du Roi Charles VII. signées, *Carolus*; & sur le repli, *per Regem in suo Magno Consilio*, de la Loere, dûment scellées sur lacs de soie verte & rouge au grand scel en cire verte, collationné par moi Pierre Astier, notaire roial, & greffier des collations en la ville d'Aix, m'ayant été exhibées & retirées par Maître Bernard dudit Aix. Ainsi signé, *Astier*, notaire greffier.

Nous Joseph Bonfils, sieur de Bouc, Conseiller du Roi, Lieutenant-Criminel, & Juge roial de la ville d'Aix, attestons à tous qu'il apartiendra, que Maître Astier, qui a signé le present extrait est notaire roial & greffier des collations en ladite ville d'Aix aux écritures & signatures, auquel foi est ajoutée, tant en jugement, que dehors: & pour être la verité telle, nous sommes soussignez avec nôtre greffier, & fait aposer le scel roial audit Aix, le vint-quatrième decembre 1625. Ainsi signé, *Bonfils*, & *Grue*.

Traité fait par le Duc de Bourgogne avec le Roi Charles VII. pour Monseigneur le Dauphin, depuis Roi Louis XI, qui s'étoit retiré sur ses terres en 1456. Extrait de la Cronique de Saint Denis, en la vie de Charles VII.

APRES que Monseigneur le Dauphin eût été par certain tems avec Monseigneur le Duc de Bourgogne, sans le congé du Roi, & que ledit Dauphin lui eût envoie certaines requestes, desquelles il n'obtint rien du Roi; icelui Duc de Bourgogne envoya ses Ambassadeurs devers le Roi portans les lettres touchant le fait dudit Monseigneur le Dauphin, lesquelles étoient reduites en quatre points, lesquelles furent depuis baillées par écrit pour greigneur memoire, en la maniere qui s'ensuit.

Le premier est de la remontrance, que Monseigneur de Bourgogne fait au Roi, qu'il ne doit point être mal content de la reception, qui a été faite de Monseigneur le Dauphin en ses pais & seigneuries; car il a été meü à faire icelle reception pour l'honneur du Roi, auquel il est aîné-fils, & qu'il étoit

Bourgogne,
1456.
juillet.

venu pardevers lui de lointain pais, & que sans charge de son honneur envers toutes nations chretiennes, il ne l'eût pû refuser en les terres & pais, & ne lui faire honneur & service tel qu'il lui appartient.

Le second, comme ledit Duc de Bourgogne, quand il a été arrivé à Bruxelles devers Monseigneur le Dauphin, en parlant ensemble, il le trouva fort épouvanté, & lui dit, comme il avoit envoyé devers le Roi, & lui avoit fait faire plusieurs offes & requestes, & que le Roi avoit bien accepté les offes; mais au regard des requestes, il ne lui en avoit rien accordé ni apointé.

Le tiers point & article est, comme Monseigneur le Dauphin lui avoit dit la volonté, qu'il avoit de soi employer contre le Turc; & quand il plairoit au Roi lui donner charge de ce faire, & bailler gens pour l'accompagner, ainsi qu'à aîné-fils de France il appartient, ledit Duc s'offre de soi mettre sous lui, & de l'accompagner & servir audit voiage.

Le quart, qu'il plaîse au Roi recevoir Monditseigneur le Dauphin en sa bonne grace, & le reduire & attirer à lui, & à ce s'offre ledit Duc, si c'est le bon plaisir du Roi. Et entant que touche le pais de Dauphiné, se tenir à tant sans plus avant proceder. Sur lesquels quatre points a été répondu ausdits Ambassadeurs, en la maniere qui s'ensuit.

Premierement, quant à la reception de Monditseigneur le Dauphin, le Roi a bien connoissance, qu'à lui est bien dû être fait honneur & bon recueil par ledit Duc de Bourgogne, & autres Princes de ce royaume, quand ils fauroient & connoitroient, que Monditseigneur le Dauphin se maintiendrait envers le Roi son pere, comme bon & obeissant fils est tenu de faire; & autrement ne se doit faire, car l'honneur, qui lui est dû, depend du Roi.

Quant à ce que ledit Duc de Bourgogne a trouvé Monditseigneur le Dauphin fort épouvanté, desirant de tout son cœur être & demeurer en la bonne grace du Roi, & qu'il lui octroie ses humbles requêtes, que le Roi ne lui a voulu accorder: Le Roi est fort émerveillé & ébahi dudit épouvantement, & ne fait connoître ni apercevoir la cause pourquoi; car il a été toujours enclin à le recevoir en sa bonne grace: même l'année passée, que Monditseigneur le Dauphin a envoyé devers le Roi par plusieurs fois, & encore dernièrement Gabriel de Vernes, & le Prieur des Celestins d'Avignon, il leur a dit de bouche, en la présence du Cardinal d'Avignon, envoyé & transmis par le Pape, & de plusieurs autres seigneurs du sang roial, & notables hommes en grand nombre, dit qu'il étoit content & vouloit, que Monditseigneur le Dauphin vint pardevers lui, & de le recevoir & traiter comment un bon seigneur doit recevoir & traiter son bon & obeissant fils; lui pardonner, & oublier toutes les choses passées quelconques fussent. Et pour ce que les dessusdits Gabriel de Vernes, & le Prieur des Celestins d'Avignon, envoiez par le Pape, comme dessus a été dit, disoient, que Monditseigneur le Dauphin avoit de grandes craintes; le Roi leur répondit, ou leur a fait répondre, que quand il lui seroit savoir ce dont icelles craintes lui viennent, il lui en fera telle & si bonne réponse, qu'il seroit bien content, & n'auroit cause de rien douter.

Ainsi n'a pas tenu au Roi, ni ne tient, que Monditseigneur ne soit en sa bonne grace, & hors de ses doutes & craintes.

Mais au regard des requêtes, qu'il lui fit faire, c'est à savoir de non venir devers lui, & de ce qui touche le fait de ses serviteurs, lesquelles ont tous-jours été de la part de Monditseigneur, mises & couchées comme conditionnelles, en faisant les offres par lui avancées : jamais le Roi ne pourroit être meü ni conseillé de les lui accorder ; car ce seroit directement aller contre le desir & volonté de tous ceux du royaume, même contre le conseil de Monditseigneur de Bourgogne, & des autres seigneurs du Sang & des nobles hommes de ce royaume, qui tous lui ont donné conseil, & l'ont requis de reduire Monditseigneur le Daupin à son devoir, & avec ce, le pourvoir de serviteurs & conseillers prudens, & notables hommes, qui aient égard à son honneur & bien, & le porter à s'employer au service & bien du Roi & de son royaume, ainsi qu'il est tenu & obligé de le faire par raison. Et quand le Roi lui auroit accordé lesdites requêtes, Messieurs de son sang, & generally tous ceux de son royaume, auroient eü grande cause de penser, que la longue absence de Monditseigneur le Daupin seroit arrivée par le Roi, & de son vouloir ; ce qui n'est pas ; car quand Monditseigneur partit de lui, il n'eût congé de demeurer que quatre mois ; & il a demeuré près de dix ans, au grand regret & déplaisir du Roi, qui eût été moult joieux, que durant le tems de son absence, il se fût trouvé es victorieuses besognes, qui se sont faites pour la recouvrance du royaume ; car la gloire du pere est quand le fils fait œuvres loüables.*

Et quant à ses serviteurs, le Roi eût bien desiré & desireroit encore, que Monditseigneur se servit de gens de bien, & de notables personnes, qui tous-jours le conseillassent & induisissent à toutes choses, qui fussent pour son bien & honneur ; au lieu qu'en laissant autour de lui gens qui autrement le fissent, cene seroit pas pour bien redresser cette matiere, ainsi que le Roi le desire ; & que pour le bien & l'honneur de Monditseigneur il lui est expedient & necessaire.

Sur le troisieme point touchant la volonté, que Monditseigneur dit d'avoir de s'employer au voiage de Turquie : quand le Roi a veü les lettres, que Monditseigneur lui a écrites de Saint-Claude, faisans mention dudit voiage, a été moult émerveillé, qui a meü Monditseigneur si soudainement, à prendre cette nouvelle imagination, de laquelle il n'avoit auparavant rien fait savoir au Roi : Et semble bien, que ce soit une nouvelle couleur, pour tous-jours s'éloigner de se reduire, & de venir & aprocher devers le Roi son pere, pour le servir, & lui obéir ainsi qu'il doit ; car quand il auroit eü un veritable desir de faire ledit voiage, il devroit prealablement avoir mis peine de se soumettre au Roi, & de lui obeir, ainsi que selon Dieu & raison, il doit desirer le faire : après quoi il lui eût pü dire & remonter l'affection, qu'il avoit audit voiage, pour savoir sur ce le bon plaisir du Roi, sans l'autorité & consentement duquel il ne peut ni ne doit faire telles entreprises, même en si grandes matieres : attendu que les Anglois, anciens ennemis de ce royaume de France, chacun jour s'efforcent, & mettent leur esprit plus que jamais à invader les pais, seigneuries, & sujets du Roi ; & que depuis aucun tems, par grands & subtils moïens, ils ont pourchassé d'y avoir entrée, & ont fait de grandes entreprises, desquelles, si elles eüssent sorti à effet, se fussent ensuivis d'aussi grands maux &

perilleux/inconveniens en ce royaume de France, qu'il y eût y a long-tems. Consideré aussi, que lesdits Anglois ont fait une réponse au Legat, que nôtre Saint-Pere le Pape avoit envoyé pardevers eux, qu'ils ne veulent aucunement entendre à la paix, mais sont en continuelle volonté de guerroyer conte le Roi, & son royaume. Il avertit bien, que Monditseigneur n'a pas grandement peuplé à l'état & seureté de cedit royaume; car ce seroit mettre icelui royaume en trop évident peril, que d'en vuider la Chevalerie & Noblesse, & demeurer en guerre avec ses anciens ennemis, qui continuellement mettent leur entente à y avoir entrée par divers & subtils moïens, comme dit est: à quoi le Roi a bien pourvû jusques ici, & a intention de toujours pourvoir à l'aide de Dieu. Et quand le Roi par paix, longues treves, ou autrement, auroit vû & verroit seureté en sondit royaume, ainsi qu'il a fait dire & remonter à nôtre Saint-Pere, il n'y a Roi, ni Prince Chretien, qui plus avant se voudrît employer au secours de la Chretienité, qu'il eût fait, & encore feroit.

Sur le quatrieme point, portant qu'il plaise au Roi retenir Monditseigneur en sa bonne grace, & aussi touchant le pais de Dauphiné, le tenir à tant, sans plus avant proceder: le Roi a été toujours prest, & encore est, de recevoir benignement Monditseigneur, quand de sa part il se mettra en son devoir; ainsi que le Roi a toujours dit, & fait dire aux gens de Monditseigneur le Dauphin, quand il sont venus pardevers lui. Et au regard du pais de Dauphiné, quand le Roi a vû la maniere, comment Monditseigneur a été conseillé de se departir & abïenter ainsi soudainement dudit pais, nonobstant les douces & gracieuses réponses, qu'il lui avoit fait, le Roi pour obvier aux inconveniens, qui a l'exhortement de ceux qui ainsi ont conseillé Monditseigneur, eussent pû venir; lesquels puisqu'ils ont ainsi aventuré sa personne par voies dangereuses, ainsi que lesdits Ambassadeurs l'ont dit & exposé; il étoit à douter, que par le moien dudit pais, & des places & forteresses d'icelui, ils eussent pû faire ou entreprendre des choses au déplaisir du Roi, & grand prejudice de Monditseigneur & du pais: le Roi donc à ce sujet a été conseillé de se transporter audit pais, pour y donner provision, & le mettre en seureté, de maniere qu'aucun inconvenient n'y puisse avenir; en quoi toutefois il a tellement procédé, que tous ceux dudit pais, quand ils ont aperçû le bon vouloir du Roi en cette matiere, en ont été tres-joyeux. Et a été le Roi content, qu'ils envoïassent devers Monditseigneur, pour lui remonter la douceur, que le Roi a tenuë en essayant à le reduire. Et a bien le Roi esperance, que ôïes les remontrances de ceux dudit pais, & par le bon conseil & exhortement dudit seigneur de Bourgogne, Monditseigneur se reduira, & fera son devoir envers lui, ainsi qu'il le doit; quoi faisant, le Roi oubliera toutes les déplaisances du tems passé, le recevra en sa bonne grace, & le recueillera benignement, comme bon seigneur & pere doit faire son bon & obeïssant fils.

*Contrat de mariage de Louis, Duc d'Orleans, depuis Roi de France
XII. du nom, avec Madame Jeanne de France, fille du Roi
Louis XI. A Jargau le 28. octobre 1473.*

IN nomine Domini, amen. Noverint universi præsentēs pariter & futuri, quod cūm matrimonium, sive sponsalia contrahi sperarentur & affectarentur, inter illustrissimam Joannam de Francia, filiam legitimam & naturalem serenissimi & inclitissimi ac christianissimi principis & domini nostri, domini Ludovici Regis Franciæ, & illustrissimum Principem dominum Ludovicum, Ducem Aurelianensem: supra quo quidem matrimonio, sive sponsalibus contrahendis, nonnullæ conventiones matrimoniales inter eundem dominum nostrum Regem, & illustrissimam dominam Mariam de Cleves, matrem, tutricem, sive curatricem, ac legitimam administratricem ipsius domini Ludovici, Ducis Aurelianensis, conventæ, initæ & concordatæ fuerint, prout ibidem dictum fuit & assertum; tandem constituti personaliter die & anno infra scriptis, in nostrorum notariorum publicorum & testium subscriptorum præsentia, præfatus Christianissimus dominus noster, dominus Ludovicus Rex Franciæ; & prædicta illustrissima domina Maria de Cleves, mater ipsius domini Ludovici, Ducis Aurelianensis: quæ quidem domina Maria ibidem humiliter se inclinans coram præfato domino nostro Rege, verbo & ore proprio, proposuit eidem supplicando, quatenus suâ benignissimâ gratiâ dignaretur dare & copulare in conjugem sive sponfam præfata dominam Joannam, ejus filiam, prædicto domino Ludovico, Duci Aurelianensi, filio illustrissimi principis domini Caroli, quondam Ducis Aurelianensis, & ejusdem domine Mariæ legitimo & naturali. Qui quidem dominus noster Rex voluntati & supplicationi prædictæ domine Mariæ acquiescendo, se contentum fore & velle dare in conjugem sive sponfam præfata dominam Joannam ejus filiam dixit & respondit, cum pactis & conditionibus in conventionibus matrimonialibus contentis & expressatis, ac inter eosdem dominum nostrum Regem, & prædictam dominam Mariam, concordatis, prout & quemadmodum præfatus dominus noster Rex, & prædicta domina Maria latius in quibusdam articulis, in papiro scriptis, ibidem realiter exhibitis, dixerunt contineri. Quorum quidem articuloꝝ tenor est talis.

*France.
Mariage.
1473.
28. octobre.*

Madame la Duchesse d'Orleans, tant pour elle, que pour & au nom de Monsieur le Duc d'Orleans, son fils, soi faisant fort pour lui, a conclu, juré, promis, & accordé le mariage de Madame Jeanne de France, fille du Roi, avec Monsieur Louis, Duc d'Orleans: & a promis audit nom de faire solenniser & accomplir ledit mariage en face de sainte Eglise, toutes & quantes fois que par permission de l'Eglise faire se pourra, & que par l'une des parties l'autre requise en fera.

Item. Et en faveur de ce mariage, le Roi a promis & accordé de donner à madite Dame sa fille, par manière de dot, la somme de cent mille écus d'or, du coin dudit seigneur, à présent aians cours: laquelle somme il fera paier

bien & loiaument à trois termes, à chacun la tierce partie ; dont le premier terme & paiement se fera à l'annuel & au jour de la solennisation des noces ; & les autres deux tierces parties , és deux années prochaines après, ainsi en chacune année la tierce partie.

Item. Et de laquelle somme de cent mille écus, ou de ce qui en aura été païé, Monditieur le Duc d'Orleans pourra disposer de la tierce partie à son plaisir , sans qu'icelle tierce partie vienne en restitution après la dissolution dudit mariage.

Item. Et les deux parts d'iceux cent mille écus, ou de ce qui en aura été païé, comme dit est, seront emploiez & convertis en acquisition de terres, qui sera le propre heritage paternel de madite Dame. Et en cas, que madite Dame iroit la premiere de vie à trepassément, Monditieur d'Orleans jouira durant le cours de sa vie desdits acquests, qui auroient été faits, ou des deux parts de ce qui auroit été païé de ladite somme de cent mille écus ; & après son trepas, lesdits acquests, si faits étoient, ou lesdites deux parts de ce qui auroit été païé, retournera aux enfans, & autres heritiers de madite Dame Jeanne.

Item. Et donnera le Roi à madite Dame Jeanne, sa fille, robes, habillemens, & joiaux de nocés, ainsi qu'il appartient à fille de Roi. Et en cas, qu'après le mariage consommé & accompli, Monditieur d'Orleans iroit le premier de vie à trepas, madite Dame Jeanne, fille du Roi, aura & prendra durant le cours de sa vie, par forme de doüaire, la somme de six mille livres tournois de rente, qui lui seront assises en bons lieux & surs, avec logis seurs, honneste, & convenable selon son état. Lequel doüaire se pourra prendre, c'est à sçavoir trois mille livres tournois sur les rentes de l'apanage ; & les autres trois mille livres, sur les autres terres & seigneuries de Monditieur d'Orleans, qui ne sont point d'apanage.

Item. Et entend madite Dame d'Orleans, que par cedit traité soit expressement dit, que en rien ne sera prejudicié au dor, doüaire, & autres droits qu'elle a par le traité de son mariage, & autrement sur les terres de feu Monsieur d'Orleans, & qui lui appartenotent au tems de ses épousailles ; ainçois d'iceux droits elle jouira paisiblement, selon les contrats sur ce faits, & nonobstant ce present traité.

Quibus quidem conventionum matrimonialium articulis, sicut præmissum est, exhibitis, & per Magistrum Antonium Disome, notarium publicum infra scriptum, publicè ibidem perlectis, præfatæ partes, volentes & affectantes, & qualibet earum pro parte sua volens & affectans, quantum eandem tangit, & tangere potest, omnia & singula conventa, contenta, & concordata in eisdem de puncto ad punctum tenere & servare, eorum gratis, meritis, & spontaneis voluntariis, non inducti nec circumventi aliquo dolo malo, fraude, seu mala machinatione alicujus seu aliquorum, tenere & etiam servare ac complere, præfatus dominus noster Rex pro se, & dicta domina Joanna ejus filia ; & dicta domina Maria pro se, & dicto domino Ludovico, ejus filio ; ac per eundem ejus filium facere ratificare promiserunt & conveniunt : ac pro majori firmitate præmissorum habenda, præfatus dominus noster Rex, & dicta domina Ma-

ria eorum manibus dextris corporaliter in manu dextra mei Raimundi Joannis de Avenxis, Presbiteri & notarii infra scripti, præmissa omnia & singula in præinsertis conventionum matrimonialium articulis contenta, tenere, servare, & nullomodo contravenire, directe vel indirecte ullis temporibus in futurum, jurarunt, renunciantes super præmissis prædictæ partes, & quilibet earum pro se, nobis notariis publicis infra scriptis, ut communibus & publicis personis, stipulantibus solemniter, & recipientibus, scienter & consulte, specialiter & expresse, exceptioni dictorum articulorum conventionalium matrimonialium, sic non actorum, conventorum, & concordatorum, & tenere & servare per easdem partes, & quamlibet earum, non promissorum, & doli mali, fori fraudis, conditioni indebiti, sive in factum actioni, libelli oblationi copiar, præsentis instrumenti, & omni futuræ provocationi & appellationi interponendæ: & prædicta domina Maria expresse omni privilegio & auxilio juris canonici, & etiam civilis, in favorem mulierum introducto expresse, ac si de verbo ad verbum de eisdem juribus fuisset certificata, & eidem ibidem fuissent declarata, renunciavit. Et omni lesioni & deceptioni, & in integrum, seu in partem, restitutioni, & omni juri, per quod in integrum, seu in partem restitutio conceditur; & omni juris auxilio & beneficio quibuscumque, quibus contra præmissa vel præmissorum aliqua possint facere vel venire aliqua ratione, vel causâ, ullo modo, ullis temporibus in futurum; renunciantes expresse, tam præfatus dominus noster Rex, quam dicta domina Maria, legibus & juribus dicentibus generalem renunciationem non valere, nisi expresse renunciatum, fuerit illi juri, cui renunciari intenditur, vel cui erat renunciandum. Pro quibus quidem omnibus & singulis præmissis, attendendis, complendis, & inviolabiliter observandis, præfatus dominus noster Rex, pro se & suis successoribus universis; & dicta domina Maria, pro se & suis etiam successoribus universis, se & omnia bona sua, & dictorum suorum successorum, mobilia & immobilia, præsentia & futura obligaverunt & hipotecarunt, & quilibet eorum obligavit & hipotecavit, ac obligata & hipotecata haberi voluerunt, stipulationibus quibus super repetitis, & ad tenendum & complendum omnia & singula præmissa, ac de puncto ad punctum observandum, prout & quemadmodum in prædictis conventionibus matrimonialibus, in præsentis publico instrumento insertis, continentur. Prædictus dominus noster Rex, & prædicta domina Maria, se & prædicta sua bona, & cujuslibet ipsorum, rigoribus & compulsionibus Curie Cameræ Apostolicæ auditorum & viceauditorum ejusdem Romanæ vel Avenionensis submiserunt, & per eandem Curiam voluerunt & consenserunt posse & deberi cogi atque compelli; & quilibet eorum volunt & consenserunt: & hoc per sententiam, monitionem, excommunicationem, aggravationem, reaggravationem, ulque ad invocationem brachii secularis inclusive, & prout rigor & stilus dictæ Curie Cameræ Apostolicæ postulant & requirunt, tanquam pro re liquidi, clara, manifesta & in judicio confessata, & quæ jam in rem transivit judicatam. Et pro majori omnium & singulorum præmissorum firmitate habenda, præfatus dominus noster Rex, pro se; & dicta domina Maria, pro se etiam; & quilibet eorum, ad constituendum omnia & singula fuisse & esse per eandem dominum nostrum Regem, & dictam dominam Mariam, & inter eos conventa, concordata, ratificata, promissa, & obligata; suumque de-

debuisset & debere sortiri effectum, prout per eos concordata, ratificata, promissa, approbata & obligata fuere in dicta Curia Cameræ Apostolicæ auditorum & viceauditorum ejusdem Romanæ, vel Avenionensis, necnon juramenta per eisdem dominum nostrum Regem, & dictam dominam præstita fuisse, & esse licita & honesta, & in casu licito & honesto præstita servanda fore, & debere servari citra revocationem aliorum procuratorum suorum, omnibus melioribus modo, via, forma, & jure, quibus potuerunt, fecerunt, crearunt, ordinaverunt & constituerunt; & quilibet eorum fecit, constituit, creavit & ordinavit suos veros, certos, & indubitatos procuratores speciales & generales, videlicet procuratores fiscales, & notarios ordinarios dictæ Curie Cameræ Apostolicæ auditorum aut viceauditorum ejusdem Curie Romanæ, vel Avenionensis, & eorum quemlibet in solidum; dantes & concedentes præfatus dominus noster Rex pro se; & dicta domina Maria, etiam pro se, dictis suis procuratoribus, & eorum cuilibet in solidum, plenam & liberam potestatem, & speciale mandatum ac generale, præmissa omnia & singula in præsentī instrumento contenta, inter eisdem dominum nostrum Regem, & dictam dominam Mariam, fuisse justè & canonicè promissa, conventa, concordata, hipotecata, & approbata coram præfatis dominis auditoribus, vel viceauditoribus, vice & nomine ipsorum dominorum constituentium, & cujuslibet ipsorum, confitendi, & præceptum, sive injunctionem de tenendo, observando, & complendo omnia & singula, sicut præmissum est, per eos & inter eos conventa, concordata, promissa, & obligata; ac etiam de solvendo in terminis, in prædictis conventionibus & matrimonialibus contentis & expressis; necnon quascumque fulminationes sententiarum per dictos dominos auditores, seu viceauditores, in personas dictorum suorum procuratorum promulgandas & ferendas, pro eisdem dominis constituentibus, & nomine ipsorum, & cujuslibet eorum in solidum, gratis acceptandi & suscipiendi, ac tenere & conservare promittendi; cæteraque alia universa & singula faciendi, dicendi, gerendi, procurandi, & exercendi, quæ in præmissis & circa ea erunt necessaria & opportuna, & quæ ipsi domini constituentes facerent & facere possent, si in præmissis, & quolibet eorum, præsentēs personaliter interessent: Promittentes insuper præfati dominus noster Rex, fide regiæ; & dicta domina Maria, & quilibet eorum, pro parte sua, constituentes, nobis notariis publicis infra scriptis, ut communibus & publicis personis stipulantibus solemniter & recipientibus, vice & nomine, ac ad opus omnium & singulorum, quorum interest aut interesse poterit, quomodolibet in futurum, se ratum, gratum & firmum perpetuò habere totum & quidquid per dictos suos procuratores superius constitutos, seu eorum alterum, actum, dictum, gestum, confessatum, acceptum, susceptum, seu aliàs quomodolibet fuerit procuratum in præmissis, & quolibet præmissorum id ratum habere, judicioque sisti, & judicatum solvi cum suis clausulis universis, dictosque procuratores suos ab omni onere satisfaciendi penitus relevare; & hoc sub expressa hipoteca, & obligatione omnium bonorum suorum, & cujuslibet ipsorum, mobilium & immobilium, præsentium & futurorum, & sub quacumque juris & facti renunciatione ad hoc necessaria, qualibet pariter & cautela. Et simili juramento super, iis præstito, præfatus dominus noster Rex, & dicta domina Maria, & quilibet eorum, dictos suos procuratores superius constitutos minimè revocare ju-

rarunt. De quibus omnibus & singulis præmissis præfatus dominus noster Rex pro se, & dicta domina Joanna ejus filia; & dicta domina Maria pro se, & dicto domino Ludovico, ejus filio; petierunt & requisierunt, sibi fieri & confici per nos notarios publicos infra scriptos publica instrumenta duplicata, etiam de consilio sapientum ordinanda, tot quot erunt eisdem & cuilibet ipsorum necessaria & opportuna. Acta fuerunt hæc in loco de Jargeau diocesis Aurelianensis, diei vigesima-octava mensis octobris, anno ab incarnatione Domini millesimo quatringsentesimo septuagesimo tertio, indictione sextâ, Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris & Domini nostri, domini Sixti divinâ providentiâ Papæ quarti, anno tertio. Præsentibus ibidem, &c.

La ratification, par Louis Duc d'Orleans, du contrat de mariage relatif aux articles contenus en l'acte ci-dessus, est du lendemain vint-neuvième octobre 1473,











